Bibliographie raisonnée du droit civil : comprenant les matières du code civil et des lois postérieures qui en forment [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Dramard, Eugène. Bibliographie raisonnée du droit civil : comprenant les matières du code civil et des lois postérieures qui en forment le complément, accompagnée d'une table alphabétique des noms d'auteurs / par E. Dramard,.... 1879.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BIBLIOGRAPHIE RAISONNÉE

DU

DROIT CIVIL

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PARIS

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN-DIDOT ET C^ie^

56, RUE JACOB, 56

BIBLIOGRAPHIE RAISONNÉE

DU

DROIT CIVIL

COMPRENANT

LES MATIÈRES DU CODE CIVIL ET DES LOIS POSTÉRIEURES

QUI EN FORMENT LE COMPLÉMENT

ACCOMPAGNÉE

D'UNE TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

PAR

E. DRAMARD

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL D'ARBOIS
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE
ET DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

PARIS

FIRMIN-DIDOT ET Cie
ÉDITEURS
56, rue Jacob, 56

A. COTILLON ET Cie
LIBRAIRES DU CONSEIL D'ÉTAT
24, rue Soufflot, 24

1879

A

MONSIEUR JULES GRÉVY

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ANCIEN BATONNIER DE L'ORDRE DES AVOCATS DE PARIS

Monsieur le Président,

La bienveillance que vous m'avez accordée m'a fait désirer de vous dédier ce livre, en me permettant de le placer sous vos auspices, vous m'en avez donné une nouvelle marque.

Je suis heureux aujourd'hui de vous l'offrir comme un gage de mes efforts à la justifier et comme un témoignage de ma profonde reconnaissance.

Daignez agréer, monsieur le Président, le sincère hommage des sentiments que vous exprime

Votre très respectueux et dévoué serviteur,

E. DRAMARD.

1er *décembre* 1878.

PRÉFACE

Notitia librorum est dimidium studiorum, et maxima eruditionis pars exactam librorum habere cognitionem. Depuis le jour où le savant bibliographe Thurmann en définissait d'une façon si précise le but et l'utilité, et en présageait en même temps les destinées, la Bibliographie est devenue une science à part, et s'est élevée d'un consentement unanime en un tel rang que l'importance et la valeur scientifiques n'en sont plus à démontrer. Elle est désormais l'auxiliaire indispensable de tout travail sérieux; elle s'impose si bien que nous voyons de tous côtés surgir des ouvrages de ce genre sur les matières même qui sembleraient le mériter le moins. La variété de plus en plus grande des connaissances humaines, la division en branches si diverses qui s'y est opérée, ont eu pour conséquence une production toujours croissante : traités, commentaires et autres livres spéciaux, pour nous renfermer dans le domaine des sciences morales auquel nous appartenons ; publications périodiques de toute nature, organes que la science emploie de nos jours avec tant de profusion pour se répandre. Le nombre est maintenant incalculable de travaux de toute espèce qui s'y sont accumulés (1). Ainsi, tout a contribué à faire de la Bibliographie pour ceux qui travaillent et produisent, pour ceux qui vivent de la vie intellectuelle, un guide qu'ils ne sauraient plus impunément négliger. Comment désormais se reconnaître au milieu de tous les produits de l'intelligence :

(1) Le *Journal général de la Librairie* a toujours enregistré, depuis 1810, une moyenne annuelle de 6 à 7,000 ouvrages et écrits de tout genre. Ce nombre s'est accru rapidement, et, depuis une quinzaine d'années, il est en moyenne de 12,000 et a quelquefois approché de 14,000. Les publications périodique sont progressé dans la même proportion, et la quantité d'articles de fonds qui s'y trouvent pour ainsi dire enfouis est incalculable.

comment dès lors aborder un sujet quelconque sans s'exposer à répéter ce qui a déjà été dit et souvent mieux dit, ou à tomber dans le lieu commun, sans courir surtout le risque de ne rien faire que de superficiel, faute d'avoir su tirer parti des ressources amassées par les savants qui ont écrit avant nous (1)? Comment aussi, bien souvent, apprécier par avance si l'ouvrage indiqué fournira les renseignements que semble promettre son titre, cause parfois de pénibles déceptions ou de bizarres mystifications (2)? Comment enfin reconnaître la fraude de certains auteurs peu scrupuleux, mais avisés, qui se procurent une facile réputation à remettre à neuf les idées de leurs devanciers dont ils ont eu l'adresse d'exhumer les écrits des réduits où ils reposent depuis longtemps oubliés? — C'est à toutes ces exigences que répond la Bibliographie; ce sont toutes ces difficultés qu'elle enseigne à résoudre; tous ces écueils enfin qu'elle signale et qu'elle apprend à éviter.

Il faut avoir étudié consciencieusement un sujet quelconque pour savoir quel long et fastidieux travail préparatoire on est tout d'abord obligé d'entreprendre pour arriver à réunir une partie seulement des matériaux qu'il s'agira plus tard de mettre en œuvre (3). Et cependant, ces investigations préliminaires, si minutieuses et tant de fois renouvelées par chacun à son à part, elles ne servent qu'à celui qui les a faites! Les recherches sont chaque jour à recommencer, sans que l'expérience acquise par les devanciers profite à ceux qui les suivent. C'est un service immense qu'ont rendu aux études ceux qui les premiers, comme le P. Lelong et le savant conseiller de Fontette, son continuateur, ont pensé à fixer le résultat de leurs

(1). « Tout a été dit, et l'on vient trop tard, depuis 7,000 ans qu'il y a des hommes et qui pensent. » En admettant même la vérité de cette boutade de La Bruyère (*Des ouvrages de l'Esprit*), toujours est-il qu'il n'est jamais trop tard de rechercher ce qu'ont pensé et écrit nos devanciers depuis 7,000 ans, ne fût-ce que pour ne pas les dépouiller de leur bien. A les lire d'ailleurs le moraliste reconnait que l'on trouverait encore « à glaner après les anciens et les habiles d'entre les modernes ».

(2). En voici un exemple : Dans le catalogue de J. Janin, on trouve classé dans la Jurisprudence un écrit de l'acteur Tisserand, contenant une apologie du théâtre, ayant pour titre : *Plaidoyer pour ma maison*. Les bévues de ce genre sont nombreuses, et les savants ne sont pas à l'abri de ces sortes de mystifications : dans certains catalogues on verra le *Pastor fido,* tragi-comédie pastorale de Guarini, rangé, sur l'étiquette, parmi les ouvrages ecclésiastiques.

(3). Bien des jurisconsultes, des avocats surtout, se sont fait leur bibliographie du droit, et nous pourrions citer tel bâtonnier qui s'était imposé la tâche de dépouiller chaque jour consciencieusement la notice de tous les arrêts publiés dans le *Droit*, la *Gazette des Tribunaux*, et les Recueils de jurisprudence, et avait réuni de la sorte une quantité incalculable de fiches auxquelles il avait recours à chaque affaire qu'il devait étudier. Il était bien rare qu'il ne trouvât pas, chaque fois qu'il les consultait, des décisions contradictoires. D'autres savants de tout ordre en font autant : mais quelle somme effrayante de travail représente la multiplication de tous ces labeurs isolés; quelle perte de temps, le tout sans profit appréciable puisqu'ils n'étaient utiles qu'à un seul!

recherches après avoir eu le courage de les entreprendre. Ils ont rendu la tâche moins ardue à leurs successeurs.

« Nous avons, écrit M. le professeur Bertauld, et cette réflexion vient à l'appui de notre proposition, nous avons, non pas trop, assurément, mais beaucoup de livres, des cours élémentaires, des cours approfondis, des traités, des commentaires, des monographies, et cependant au milieu de toutes ces richesses on reconnaît qu'il y a des problèmes juridiques qui sont mal formulés ou incomplétement résolus, qu'il y en a surtout un grand nombre que la discussion n'a pas même effleurés. Nous avons un riche, un luxueux fonds commun, avec une immense variété et une extrême fécondité de cultures. Si le domaine s'améliore incessamment, il ne s'agrandit guère ; les terrains abandonnés ou seulement négligés restent en dehors des nouveaux travaux dont l'objet ne se modifie presque point : on semble se proposer toujours la même tâche, on peut dire des livres de droit ce qui a été dit pour d'autres livres scientifiques : « il faut se résigner et arriver à cette conclusion presque inévitable : une grande admiration pour ce qu'on a déjà fait et un grand étonnement qu'il reste tant à faire (1). »

S'il eût existé une bonne Bibliographie du droit, nous aurions juré que, c'est après l'avoir parcourue avec attention, que M. Bertauld formulait cette judicieuse remarque. On est, en effet, surpris, lorsque l'on a réuni les éléments d'un semblable travail, de constater combien, dans les monographies surtout, les auteurs se répètent, avec quelle inconscience de ce qui a été écrit avant eux les nouveaux venus jettent leur dévolu sur des sujets déjà rebattus, et s'évertuent à fatiguer un sol maintes fois retourné, alors qu'à côté d'eux s'étendent, suivant l'expression précitée, des terrains négligés ou même complétement abandonnés, dont il ne vient jamais à la pensée d'un écrivain, en quête d'un sujet de début, de prendre possession. Cela est surtout frappant pour les thèses de doctorat dont nous aurons occasion de reparler, œuvres souvent soignées par lesquelles aujourd'hui beaucoup de jeunes jurisconsultes ont la noble émulation de signaler leur entrée dans la carrière judiciaire, mais auxquelles l'attrait du nouveau est ce qui fait le plus ordinairement défaut.

La Bibliographie se place donc au seuil de toute étude. Appliquée au Droit, elle s'adresse également aux législateurs, aux jurisconsultes, aux magistrats et aux praticiens. Aussi utile pour la composition d'un travail d'ensemble comprenant toute une branche du droit, que pour la plus simple monographie, n'eût-elle pour objet qu'une thèse de licence, elle offre de précieuses ressources à tous ceux qui cherchent à approfondir une question au point de vue législatif ou pour éclairer les débats de la tribune. Elle

(1) *Questions pratiques*, préface. V. n° 61 de la BIBLIOGRAPHIE.

n'est pas enfin d'un moindre secours à ceux, en bien plus grand nombre, qui ne tiennent à connaître toutes les faces d'une question que dans un but purement pratique, tel que l'instruction d'un procès.

Envisagée sous ce dernier aspect, ce serait se méprendre que de considérer la Bibliographie comme faisant double emploi avec nos encyclopédies juridiques ou mieux encore avec nos codes annotés et nos recueils périodiques de jurisprudence. La doctrine et la jurisprudence ne doivent pas, sous ce rapport, être confondues l'une avec l'autre. Elles tendent bien au même but, mais en suivant deux voies qui sont loin d'être toujours parallèles. Animées d'un esprit différent, l'une représente la théorie et l'autre la pratique, deux données essentielles de toute organisation sociale, qui s'accordent parfois assez mal, et qu'il faut pourtant concilier, dans la solution des problèmes humains, pour satisfaire aux exigences d'une civilisation en progrès, et de rapports se modifiant sans cesse.

Toutes deux tirent chacune dans son sens. La première est aisément entraînée à négliger la portée contingente des principes pour n'en considérer que la puissance absolue, alors que la seconde a un certain penchant à accorder une plus grande part d'influence à l'*espèce* et à y assujettir la règle. La doctrine, elle, serre de plus près la rigueur de cette règle au risque de faire commettre à la loi une iniquité dans l'application, oubliant qu'il n'y a rien d'absolu dans les rapports humains, et qu'ici doit obtenir quelque crédit la maxime *Summum jus, summa injuria*. La jurisprudence a, par contre, une disposition de moins en moins combattue à se préoccuper plus peut-être qu'il ne conviendrait de l'équité du fait, au péril de compromettre des principes tutélaires, oubliant à son tour que l'on est toujours exposé davantage à se tromper en cherchant à pénétrer dans la conscience des individus, pour fonder ses décisions sur leurs intentions, leurs calculs supposés, et sur les présomptions morales particulières à chacun, qu'on ne l'est appliquant des règles qui sont la raison supérieure mise en loi.

Ce serait une curieuse étude que celle des vicissitudes de la doctrine et de la jurisprudence et de l'impression qu'en a ressentie la science du Droit dans les différentes phases de son histoire. A l'époque où l'enseignement de tant de maîtres illustres, les Delvincourt, les Toullier, les Proudhon, pour ne citer que quelques-uns des plus connus, créaient le magnifique corps de doctrine que nous possédons, se manifestait un dédain à peine dissimulé pour les arrêts de nos Cours souveraines et même de la Cour suprême. La critique se plaignait, non sans quelque raison, que l'élément jurisprudentiel entrât pour fort peu dans l'enseignement oral ou écrit de nos plus savants professeurs. Depuis, des magistrats, non moins renommés par leur science, ont à leur tour entrepris d'exposer et de développer les principes

de notre Droit en se préoccupant plus que ne l'avaient fait leurs rivaux de chercher des exemples de démonstration dans des espèces vivantes plutôt que dans les abstractions de l'école. Ce fut ainsi que, dans l'application des règles du Droit aux rapports sociaux et au conflit des intérêts privés, la jurisprudence développa les tendances que nous venons de signaler et devint prépondérante.

Cette influence, elle la doit assurément, pour une très-grande part, à l'action, devenue à peu près exclusive, qu'exercent sur les magistrats et les praticiens les recueils destinés à répandre les décisions de nos cours et de nos tribunaux. La science du Droit se laisse ainsi diriger trop hardiment dans la voie prétorienne, sans réfléchir que ce qui était indispensable à Rome, pour corriger la rigueur du vieux Droit, devient un danger dans une société constituée sur de tout autres bases, et à une époque surtout où, sous l'action de théories matérialistes dont nous sommes pénétrés de tous côtés à notre insu, le fait semble acquérir une prépondérance qui bientôt étoufferait, si l'on ne réagissait, alors qu'il en est temps, les aspirations spiritualistes qui sont de l'essence du Droit.

Il est toutefois à constater que les intelligents directeurs de ces Recueils ont compris eux-mêmes le danger. On a souvent reproché aux arrêtistes de remplir leurs colonnes de décisions insignifiantes au lieu de donner *in extenso*, au moins autant que cela serait possible, les rapports et les réquisitoires, parfois très-remarquables, qui précèdent les décisions importantes. Ils sont entrés dans cette voie, et l'on ne peut que désirer voir cette sorte de documents prendre une place de plus en plus large dans leurs publications. Bien mieux que des motifs succincts et quelquefois inexacts, ces discussions feraient connaître l'esprit et la portée des arrêts. C'est par ce côté que les monuments de jurisprudence se rattachent à la doctrine. Cela est encore plus vrai des notes substantielles qui accompagnent les décisions les plus dignes de fixer l'attention : elles émanent d'ordinaire de jeunes savants encore tout imprégnés des plus purs principes de la doctrine, que la plupart d'entre eux enseignent déjà même aux écoles. Souvent aujourd'hui ces examens d'arrêts prennent les proportions de véritables dissertations. A ce titre, tous ces matériaux méritent de rentrer dans le cadre de la Bibliographie.

En dehors de cette louable exception, on ne se trouve avoir à sa disposition, pour étudier commodément un point quelconque du Droit, que l'un des éléments d'information, l'élément jurisprudentiel. Quant à l'autre, l'élément doctrinal, il faut, ou se contenter des ressources qui se présentent sous la main, ou bien se livrer à des recherches longues et difficiles que ne comporte pas la pratique journalière des affaires, et qui, pour les études théoriques, joignent à l'inconvénient immense de faire perdre beau-

coup de temps, celui bien plus grave d'user en détails fastidieux des forces intellectuelles qui eussent été mieux employées à l'étude et à la production.

Une Bibliographie du droit ne doit donc pas être sans efficacité pour rendre à la doctrine et à la science pures l'autorité qu'elles doivent avoir. C'est elle, en effet, qui peut, à leur égard, remplir l'office que font les Codes annotés et les Recueils d'arrêts pour la pratique. En ce qui concerne, en effet, cette dernière, ces documents forment, si ce n'est une véritable Bibliographie jurisprudentielle, au moins un équivalent aussi complet, sinon toutefois aussi méthodique et raisonné que l'on peut le désirer. Ce n'est pas néanmoins qu'ils n'essaient, assez discrètement du reste, de fournir, à côté des citations d'arrêts, quelques indications bibliographiques, mais ces renseignements ne peuvent avoir chez eux qu'un caractère tout à fait accessoire; s'ils énoncent, sur les principales questions, les solutions données par les auteurs, ils ne renvoient d'ordinaire qu'aux grands traités, ou aux commentaires généraux, comme ceux de Demolombe, Duranton, Troplong, et négligent de signaler nombre de monographies spéciales, de dissertations qui ont approfondi, mieux que l'on ne peut le faire dans un commentaire ou un traité exégétique, les points les plus délicats de la science. Sous ce rapport, les Recueils dont il s'agit ne peuvent donc pas être considérés même comme des essais de Bibliographie du Droit. Complets pour ce qui est de l'indication des sources de la jurisprudence, ils laissent à côté d'eux une place tout à fait inoccupée qu'il appartient à la Bibliographie de remplir. Un néologisme, créé par le jurisconsulte Fonmaur, précise bien la différence qui la distingue des Recueils d'arrêts : ceux-ci constituent l'*Arrestographie* du Droit; à l'autre convient plus proprement le nom de *Bibliographie*.

Celle-ci à son tour ne doit pas se faire une règle d'un exclusivisme absolu. En bien des points la doctrine et la jurisprudence confondent leurs éléments en ce sens que les arrêts sont parfois, ainsi que nous en avons déjà fait la remarque, l'objet de discussions qui, pour être doctrinales, n'en offrent pas moins une grande utilité pratique. Il s'ensuit que ces dissertations appartiennent autant à l'un qu'à l'autre genre. Il y avait dès lors tout avantage à les emprunter aux recueils d'arrêts où ils se rencontrent, pour leur accorder une place dans une bibliographie conçue d'après le plan que je viens d'esquisser. Ce n'est donc pas seulement parmi les ouvrages de pure doctrine et dans les recueils périodiques ayant pour objet la science théorique du Droit qu'il faut en aller chercher les matériaux : on trouve encore à en réunir un grand nombre dans toutes les publications ayant un but et une forme plus spécialement pratiques, tels que les journaux à l'usage des officiers ministériels et de certains fonctionnaires

publics, comme les notaires, avoués, conservateurs des hypothèques, etc. Ces documents ne se rencontrent à la vérité là qu'en plus petit nombre, mais il n'est pas permis de négliger ceux qui, par de certains développements, cessent d'être de simples notes pour devenir de véritables dissertations.

Il se publie à Paris, dans plusieurs villes de province, principalement parmi celles qui possèdent, avec une Cour d'appel, une Faculté de Droit, de nombreux Recueils périodiques consacrés à l'étude de cette science. Des dissertations qu'elles renferment, quelques-unes sont tirées à part, et celles-là seules figurent au *Journal général de la Librairie* et sur les catalogues des libraires. La plupart des autres manquent de la notoriété qui résulte pour les moindres brochures de la publicité permanente entretenue par les libraires. Publiées isolément ou dans des Recueils, toute cette catégorie d'études d'un champ très-circonscrit ont cependant un très-grand intérêt parce qu'elles approfondissent des questions délicates et variées, retournent en tous sens les problèmes de la science, et sont à proprement parler les matériaux de traités sur chaque partie du Droit. Il est d'ailleurs superflu d'insister sur une utilité si bien appréciée de tous les hommes adonnés aux travaux spéculatifs. Il faut en dire autant des dissertations qui, de temps à autre, sont insérées dans quelques journaux quotidiens, la *Gazette des Tribunaux,* le *Droit*, et plusieurs autres d'une existence parfois éphémère. Elles sont souvent citées par les meilleurs auteurs. Pour tirer parti de tous ces articles, pour les exhumer des feuilles où ils sont pour ainsi dire cachés, oubliés quelques jours après qu'ils ont paru, il faut d'abord faire appel à sa mémoire; il faut ensuite entreprendre des recherches, compulser de nombreuses Tables, quand il en existe, travail souvent presque impossible à mener à bonne fin. Combien il est plus commode de les retrouver en un instant dans une bibliographie, à la place que leur assigne le sujet qu'ils traitent!

On ne saurait non plus négliger certains discours de rentrée qui précisent avec netteté et élévation l'état de la science sur les questions capitales, ni les Rapports et les Réquisitoires faits par d'éminents magistrats dans quelques affaires où l'intérêt de l'espèce disparaît derrière l'importance du point de droit, non plus que les Consultations de jurisconsultes distingués qui en ont préparé la solution (1). Enfin il est bon aussi de recueillir nombre de thèses de doctorat, œuvres de début souvent bien conçues, parfois brillantes, qui révèlent du premier coup ce que la science doit attendre

(1) M. Troplong a qualifié un peu durement ce genre de documents quand il en a dit : « On sait ce que valent, au point de vue de la science pure, les opinions dictées par le zèle de la défense dans les consultations : ce sont les *moindres autorités* » (*du Prêt,* p. 312, à la note).

de leurs auteurs. En général, ce genre de dissertations émane de jeunes gens qui ont fait des études soignées. Nous sommes heureusement loin du temps où la préparation de cette épreuve se bornait au développement de quelques principes compilés dans les auteurs courants, à l'énonciation de quelques *positions* recueillies aux examens. La chose est prise aujourd'hui plus au sérieux par la plupart des candidats, et le nombre de ces œuvres, qui méritent d'être lues, s'accroît de jour en jour. On sait par expérience que des travaux très-distingués sortent de nos écoles sous le titre de thèses de doctorat, et bien des livres consultés avec fruit ne sont autre chose que ces thèses converties en ouvrages de doctrine pour le public. Beaucoup d'entre elles ont désormais l'honneur d'être citées et discutées par nos jurisconsultes les plus autorisés. Nest-il pas en outre intéressant de surprendre à leur début les productions d'écrivains qui se feront distinguer plus tard, et, alors même qu'elles n'offriraient rien de remarquable, la Bibliographie ne ferait que remplir sa mission en donnant asile à des documents utiles au moins à reconstituer l'œuvre de ceux qui ont apporté leur tribut au progrès de la science (1). Un autre enseignement encore ressortira de cette indication des thèses, c'est que, sauf les exceptions auxquelles s'applique ce qui vient d'être dit plus haut, elles témoignent d'une indifférence encore trop répandue pour le choix du sujet. A une très-infime exception près, le texte en est pris dans le Droit civil, et, pour la plupart, dans les généralités de quelques parties du Code qui paraissent avoir plus particulièrement la faveur des jeunes juristes. Eu égard au nombre des docteurs en droit qui obtiennent chaque année leur diplôme, on rencontre trop peu de ces monographies comme celles qui se présentent aux autres Facultés, où, dans un cadre limité, étroit, l'auteur se livre à toutes les investigations que comporte son sujet, l'analyse, le dissèque, pour le reconstituer ensuite et en dégager une solution neuve ou seulement même ingénieuse (2).

Tels sont les éléments multiples d'une Bibliographie sérieuse telle que je l'ai conçue. Quant à son utilité, il suffit de jeter les yeux sur toutes les sources où elle doit aller puiser pour apprécier les services qu'elle est en position de rendre à tous ceux qui, dans un but quelconque, s'adonnent à l'étude du Droit.

(1). Nous n'avons pu recueillir que celles qui sont mises dans le commerce par leurs auteurs, et celles dont le dépôt légal, fort incomplet pour la province, a été régulièrement effectué ; ce sont les seules d'ailleurs qu'il sera possible de se procurer ou de consulter.

(2). Il se trouvera assurément parmi ces écrits bien des médiocrités, indignes peut-être d'être consultées ; mais, outre qu'un choix en pareil cas eût été chose des plus épineuses, la Bibliographie n'a pas le droit de s'attacher à la qualité, si ce n'est pour la signaler là où elle se rencontre ; à cette distinction près, elle doit un même accueil à toutes les productions bonnes ou mauvaises.

Cette utilité, bien que reconnue depuis longtemps, n'a encore été envisagée dans aucun ouvrage technique, sous cet aspect et d'après un plan aussi compréhensif. Elle n'a guère jusqu'ici préoccupé que les éditeurs d'ouvrages spéciaux qui n'y ont pas vu beaucoup plus qu'un moyen de solliciter les acheteurs. Tel est l'ouvrage de Warée, le seul que l'on puisse encore aujourd'hui consulter, et que rééditent périodiquement, en le tenant tant bien que mal au courant, les principaux éditeurs de livres de Droit, sous le titre assez peu justifié de *Répertoire bibliographique des ouvrages de Législation, de Droit et de Jurisprudence,* et quelques autres de même genre, livres incomplets sous tous les rapports, inexacts et dénués de tout esprit de critique. Quoique plus méthodique, le livre de Camus, reédité par Dupin aîné, sous le titre de *Bibliothèque choisie des livres de Droit qu'il est le plus utile d'acquérir et de connaître,* est à peu près aussi insuffisant, puisqu'il s'arrête en 1832, date de la 5e édition, et que d'ailleurs, comme l'annonce le titre, il élimine, aussi bien que le *Répertoire* précité, la majeure partie des documents que l'on trouve seulement dans les Périodiques. Quant à l'ouvrage de Nypels, qui présente les mêmes lacunes, il ne s'occupe que du Droit criminel (1).

Une Bibliographie du Droit digne de ce nom doit donc présenter autre chose qu'un catalogue. Elle s'en distingue déjà par l'abondance des matières, l'introduction dans son cadre d'éléments nombreux qui doivent y prendre place, non moins que par l'exactitude scrupuleuse des renseignements purement techniques, tels que le titre complet de l'ouvrage, le nombre des éditions, leur date et lieu de publication, indications parfois si défigurées dans les catalogues que ces fautes sont la cause de fréquentes erreurs, de méprises et de recherches vaines ou inutiles. Elle s'en sépare encore davantage par le plan de l'ouvrage, le classement raisonné des documents, leur concordance entre eux, les notes de toute nature, les informations multipliées qui doivent accompagner les articles pour éclairer aussi complètement que possible les recherches. Le plan et la méthode d'un tel ouvrage sont donc des conditions essentielles.

Le plan le plus simple a paru indiqué par les grandes divisions de nos Codes. L'ensemble d'une Bibliographie juridique semble tout naturellement devoir se partager en autant de Bibliographies distinctes qu'il y a de Codes, non sans établir entre ces parties certaines références. Cette méthode s'appliquerait avec autant d'avantage à chacune de ces divisions elles-mêmes. Ainsi le Droit civil fournit la matière d'une Bibliographie particulière contenue en entier dans un ouvrage séparé, correspondant

(1). Bibliothèque choisie de Droit criminel (droit pénal et procédure criminelle), par S.-G. Nypels, prof. à l'Univ. de Liége, in-8°, 170 p. à 2 col.

au Code civil et aux lois spéciales qui en sont le complément ou la modification, comme, par exemple, la loi sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle est le corollaire de l'article 545 du Code civil. Il en est de même pour le Code de procédure, le Code de Commerce, etc., etc. De cette façon, chacun des livres, titres et articles du Code, correspond à une division parallèle de la Bibliographie, en sorte que l'on peut y chercher un article de loi comme on le cherche dans un Code, et à la place que cet article occupe dans ce Code.

Cette méthode semble plus simple, plus pratique, plus commode que celle qui consisterait à réunir toutes les matières du Droit en un seul ouvrage, sorte de Dictionnaire ou Encyclopédie bibliographique, qui aurait présenté tous les inconvénients de ce mode de disposition des matières, car il n'offre pas toujours, à l'endroit où l'on croit devoir les rencontrer, les articles que l'on cherche; il morcelle souvent sous différents titres les parties d'un sujet complexe, ou bien, à l'inverse, il groupe sous un même titre des matières que nos Codes nous offrent sous des rubriques différentes. En cette forme, l'ouvrage présenterait bien des difficultés de classification qui se trouvent résolues en employant l'autre système. Il serait en outre complété plus difficilement à cause du temps et des retards exigés par un travail aussi étendu et aussi volumineux; il reproduirait ainsi l'inconvénient des publications de ce genre qui s'arrièrent en se prolongant, dont les premiers volumes ne sont déjà plus au courant quand les derniers sortent à peine de la presse.

Le cadre étant ainsi choisi et les grandes divisions déterminées, il fallait y faire rentrer tous les documents devant concourir à former la Bibliographie complète du sujet. En première ligne se placent les notions philosophiques, historiques et législatives. Avant la glose sur le texte de la loi, les écrits qui font connaître les bases philosophiques et économiques sur lesquelles elle repose; puis les précédents historiques et les phases que le texte de ses dispositions a traversées avant d'arriver à la formule qui nous gouverne aujourd'hui. Enfin les critiques dont elle est l'objet au point de vue législatif, en même temps que les projets ou propositions d'amendement, de réforme ou d'abrogation que l'étude approfondie de ses principes ou l'expérience de la pratique ont suscités depuis sa promulgation (1).

Mais toutes ces informations, quelque utiles qu'elles soient, laisseraient encore à désirer au point de vue d'une œuvre raisonnée et véritablement scientifique, si elles n'étaient pas complétées par de courtes notions tant

(1) Certaines considérations ont dû faire exclure une partie de ces données, lesquelles trouveront place dans une division spéciale consacrée à tous les documents relatifs à la Philosophie et à l'Histoire de Droit.

sur la valeur de chaque ouvrage relevé dans la Bibliographie, que sur son état civil en quelque sorte. Tel livre, par exemple, n'est souvent que la dernière forme sous laquelle s'est fixée la pensée de l'auteur, après avoir été ébauchée dans un résumé concis, ou dans une série d'articles, sans lien apparent entre eux, parus sous des titres différents et à diverses époques dans quelque publication périodique, puis enfin réunis et reliés par une idée générale et compréhensive. Ces transformations et ces renseignements sont utiles à connaître. Il en est de même des appréciations critiques dont l'ouvrage cité a pu être l'objet, appréciations qui guident le travailleur dans ses recherches en mettant en relief les solutions controversables de l'auteur. La Bibliographie n'est pas la Critique : aussi les notices dont j'ai fait suivre nombre d'ouvrages ont-elles dû se restreindre aux caractères extérieurs de l'œuvre et à quelques mots résumant, en ce qui les concerne, l'opinion la plus accréditée, et destinés à en faire connaître l'esprit, la valeur, en renvoyant au surplus le lecteur aux appréciations plus détaillées dont j'ai pris soin de lui fournir l'indication. A l'égard de celles-ci, je n'ai cité que celles qui par leur étendue et leur sincérité sortent des conditions de l'annonce ou de la réclame.

Toute classification des œuvres de l'intelligence présente des difficultés spéciales exclusives de toute méthode rigoureuse et arrêtée *à priori*. Tandis que la classification des êtres s'applique à des individus dont la création est depuis longtemps parfaite et les catégories complètes, les œuvres humaines élargissent sans cesse le champ de leurs découvertes et franchissent les limites des divisions dans lesquelles on avait cru d'abord les inscrire. C'est ainsi que, depuis la rédaction de nos Codes, bien des matières sont venues s'y annexer qui rentrent soit dans le droit civil, soit dans le droit criminel, telles que, par exemple, les brevets d'invention, mais qu'il faut bien y comprendre pour être complet. Après avoir choisi une classification assez large pour y ménager une place aux ouvrages futurs, le plus simple a paru être de prendre pour guides les catégories des ouvrages existants, et non des divisions créées d'après des idées préconçues en vue des œuvres de l'avenir.

On relèvera sans doute plus d'une omission et plus d'une erreur dans ce livre, mais on voudra bien tenir compte des difficultés considérables de l'entreprise, des recherches énormes que j'ai eues à faire, de l'impossibilité où j'ai été parfois de me renseigner complètement, des inexactitudes de tout genre qui par suite m'ont échappé ou que j'ai dû parfois laisser passer trompé par les supercheries des éditeurs. Ce sont là des imperfections qui se corrigeront bientôt avec l'aide des auteurs et des lecteurs, car une œuvre comme celle-ci est toujours dans une certaine mesure une œuvre collective. Les plus expérimentés ont sans cesse à y perfectionner.

Pour faire un livre répondant à tout ce que les lecteurs voudraient peut-être y rencontrer, il aurait fallu des développements considérables empiétant souvent sur les autres grandes divisions de la science du Droit, qui feront l'objet d'autres Bibliographies; il aurait aussi fallu une connaissance de toutes ses parties que je suis bien loin de posséder. Pour suppléer à cette insuffisance, j'accueillerai avec gratitude toutes les rectifications, additions et communications que les lecteurs voudront bien m'adresser. Grâce à elles, j'arriverai sans doute, en continuant mon travail, à en rendre les parties qui suivront moins défectueuses. Ce sont les lecteurs qui font le mérite et le succès d'un livre comme celui-ci, non-seulement en l'achetant, mais en concourant à le perfectionner. C'est ce qui est arrivé à l'auteur du *Manuel du Libraire*. Sans espérer pour cette Bibliographie un succès aussi déclaré, je compte l'améliorer de façon qu'elle ne soit pas trop inférieure à son aînée.

J'ai éliminé de parti pris tout ce qui a rapport au droit fiscal. Bien des questions de cette catégorie se rattachent, il est vrai, au droit civil. Mais les principes en matière d'Enregistrement, dans les rapports des citoyens avec le fisc, s'écartent fréquemment de ceux du Droit civil dans les rapports des citoyens entre eux, et il m'a paru que c'était là une matière toute spéciale qui pouvait faire l'objet d'une division particulière.

Je me suis attaché scrupuleusement à reproduire avec une exactitude textuelle les titres des ouvrages. C'était là un point essentiel. Trop souvent les catalogues, le *Journal de la Librairie* lui-même, les défigurent ou les altèrent; trop souvent aussi les auteurs, les Recueils d'arrêts indiquent d'une façon incomplète, insuffisante, inexacte les titres des documents qu'ils utilisent ou qu'ils citent; parfois même ils les omettent tout à fait, et se bornent à nommer l'auteur, sans toujours respecter l'orthographe de son nom; il n'est pas rare non plus qu'à quelques pages de distance le même écrit soit cité sous deux formes différentes : tous ces détails paraissent sans conséquence; comment cependant, dans de pareilles conditions, serait-il possible d'y recourir? L'indication du nom et du titre ne semble avoir pourtant d'autre but que de permettre au lecteur de le faire. Or, je ne connais que deux moyens de remédier à ces négligences : consulter le *Journal de la Librairie* et la Bibliothèque nationale à Paris. Il semble que l'on devrait trouver là tous les renseignements désirables: le *Journal de la Librairie* donne chaque semaine la nomenclature des écrits déposés au ministère de l'Intérieur et aux préfectures des départements; à la Bibliothèque nationale sont renvoyés ces dépôts, où les livres doivent être classés, catalogués et mis à la disposition du public. Mais, en fait, il n'en va pas tout à fait ainsi. En province surtout, les prescriptions relatives au dépôt sont loin d'être rigoureusement observées; beaucoup d'imprimés s'égarent

dans les bureaux des préfectures et n'arrivent pas à la Bibliothèque nationale ; là même, beaucoup de ceux qui y sont recueillis sont encore exposés à des chances de perte ou de destruction avant que leur tour arrive d'être catalogués et mis en rayon; c'est le sort de bien des brochures. Le service toutefois s'améliore de jour en jour, mais pour les années éloignées le mal est irréparable, et il faut quelquefois renoncer à y trouver des livres déjà anciens. Il en est de même pour les Périodiques. Bien des collections de journaux sont tout à fait incomplètes, et les premières années ne sont représentées que par quelques numéros dépareillés. Le dépôt de la Bibliothèque nationale ne peut au surplus être d'aucun secours pour les articles de revues, de journaux; il faut nécessairement dépouiller en entier ces publications pour y trouver l'article dont on est en quête, heureux encore quand on peut le reconnaître sous un titre tout à fait différent de celui qui est indiqué dans la citation. Je n'ai pas toujours réussi, mais j'espère au moins que cette Bibliographie épargnera, sous ce rapport, bien des recherches infructueuses à ceux qui la consulteront.

Enfin il faut bien signaler aussi, parmi les difficultés que j'ai rencontrées, l'indifférence des correspondants à l'obligeance desquels je me suis adressé. Bien minime est le nombre de ceux qui ont bien voulu aider à mes recherches; je ne leur en suis que plus reconnaissant (1).

Bien que cette Bibliographie ne paraisse qu'à la fin de 1878, j'ai arrêté mes recherches et le relevé des ouvrages à y comprendre au commencement de l'année 1877. Il n'était pas possible de procéder autrement. Il ne faudra donc pas s'étonner de l'absence de tous les documents qui ont été publiés depuis. C'est d'ailleurs le sort de toutes les Bibliographies de n'être déjà plus à jour au moment même où elles paraissent. Si la faveur du public me seconde, des Suppléments viendront ultérieurement, et à des époques périodiques, compléter l'œuvre et la mettre au courant.

L'impulsion que l'on espère devoir résulter pour les études juridiques de la création des Facultés libres de Droit, mais surtout celle qu'il y a lieu d'attendre de la circulaire de M. le garde des sceaux, du 15 août 1876, trouvera sans doute un utile auxiliaire dans la publication d'un ouvrage dont le but est de faciliter les études par lesquelles la magistrature française et le barreau ont toujours tenu à honneur de contribuer aux progrès de la science du Droit et de la législation. Il semble qu'il doit répondre ainsi

(1). Un de nos confrères en Bibliographie a dit très-exactement : « Ne possédant malheureusement pas le don d'ubiquité, j'ouvris une enquête par correspondance et j'adressai une circulaire *ad hoc*.... Sur plus de 100 lettres et circulaires, j'ai reçu six réponses. » (E. Hatin, *Bibliographie de la Presse périodique*. Préface, p. XXXIII.) Après avoir essayé du même moyen, j'ai dû y renoncer et me résigner à attendre l'occasion de faire mes recherches moi-même.

à la pensée du ministre et concourir à la réalisation d'un aussi noble projet, en déblayant le terrain des obstacles nombreux qui, trop souvent, paralysent dès le début les efforts et découragent les bonnes volontés; il y devrait concourir encore en signalant aux jeunes auteurs les domaines encore inexplorés ou mal cultivés où ils pourront se donner carrière.

E. D.

1er octobre 1878.

ABRÉVIATIONS

Agr. Fac. de...	Agrégé à la Faculté de droit de
Av.	Avocat.
Av. C. cass.	Avocat à la Cour de cassation.
Av. gén. C. de...	Avocat général à la Cour de...
Cons. à...	Conseiller à la Cour de...
D. e. d.	Docteur en droit.
J.	Juge.
J. de p.	Juge de paix.
J. suppl.	Juge suppléant.
M. Inst.	Membre de l'Institut.
1er prés.	Premier président.
Prés.	Président.
Proc. gén.	Procureur général.
Proc. imp. ou Rép.	Procureur impérial ou de la République.
Prof. Fac. de Dr. de...	Professeur à la Faculté de droit de...
Prof. sup.	Professeur suppléant.
Subst.	Substitut.
Subst. Proc. gén.	Substitut du procureur général.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Ann. forest.	Annales forestières.
Ann. des J. de p.	Annales des justices de paix.
Aud.	L'Audience.
Bibl. du Barr.	Bibliothèque du Barreau.
Bull. bibl. Dall. ou *Sir.*	Bulletin bibliographique des couvertures du Recueil des arrêts de Sirey ou de Dalloz.
Bullet. des Trib.	Bulletin des Tribunaux.
Dall.	Dalloz, Recueil périodique ou Répertoire.
Dr.	Le journal le Droit.
Gaz. Trib.	Gazette des Tribunaux.
J. Av.	Journal des Avoués.
J. des Assur.	Journal des Assurances.
J. des Conserv.	Journal des Conservateurs des Hypothèques.
J. des Huis.	Journal des Huissiers.
J. des J. de p.	Journal des Juges de paix.
J. du Not.	Journal du Notariat.
J. des Not. et des Av.	Journal des Notaires et des Avocats.
J. off.	Journal officiel.
J. Pal. ou *Pal.*	Journal du Palais.
J. Proc.	Journal de procédure (de Bioche).
Mém. Acad. sc. mor.	Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques.
Monit.	Le Moniteur universel.
Monit. des Ass.	Moniteur des Assurances.
Pal.	Le journal le Palais.
Rec. Acad. lég. Toul.	Recueil de l'Académie de législation de Toulouse.
Rec. Arr.	Recueil des Arrêts de la Cour de...
Rev. des Ass.	Revue des Assurances.
Rev. crit.	Revue critique de législation et de jurisprudence.
Rev. de Dr. com.	Revue de droit commercial.
Rev. Fœl.	Revue Fœlix ou Revue de Droit français et étranger.
Rev. hist. de Dr. fr. et étr.	Revue historique de droit français et étranger.
Rev. jud. du Midi.	Revue judiciaire du Midi.
Rev. Not. et Enr.	Revue du Notariat et de l'Enregistrem^t.
Rev. prat.	Revue pratique de droit français.
Rev. Wol.	Revue de législation et de jurisprudence fondée par M. Wolowski.
Sir.	Recueil général des lois et arrêts de Sirey, continué par Devilleneuve et Carette.
Thém.	La Thémis, ou Bibliothèque du jurisconsulte.
Trib. jud.	La Tribune judiciaire.
Trib. prov.	La Tribune provinc^e.

Add.	Adde.
Cf.	Confer.
Dissert.	Dissertation.
Exam. doctr.	Examen doctrinal.
Jung.	Junge.
Repr. ap.	Reproduit dans tel journal ou revue.
Th. doct.	Thèse de doctorat.
V. enc. infr. ou sup.	Voyez encore infrà ou suprà.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT CIVIL

PREMIÈRE SECTION

I. TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — II. TEXTE DU CODE.

Les procès-verbaux originaux et pièces diverses relatifs à la confection du Code civil sont aux Archives nationales, *Section législative*, où on les trouvera dans la série Bv et dans la série C, VII*a* à XIV*a*, et VII*b* à XIV*b*. Les documents imprimés sont seuls indiqués ci-après.

1

1. Projet du Code civil et Discours préliminaire. — *Nouv. éd.* in-8, *Paris*, 1796.

   Le discours est de CAMBACÉRÈS, qui avait été chargé par la Convention, conjointement avec MERLIN DE DOUAI, de préparer la classification et la codification des lois civiles. Les projets furent présentés le 9 août 1793, le 23 fructidor an II, et le 24 prairial an IV.

2. Projet du Code civil présenté en l'an X, par la commission nommée par le gouvernement le 24 therm. an VIII, avec le discours du conseiller d'État PORTALIS. — 1 vol. in-4 et in-8. *Paris*, Impr. de la Rép.; chez Rondonneau.

   V infr. nº 12. — Le Discours a été inséré par LOCRÉ dans la *Législation*, etc., t. Ier, p. 244-316. V. infr. nº 82.

3. Observations du tribunal de cassation et des tribunaux d'appel sur le projet du Code civil. — 5 vol. in-4. *Paris*, Impr. de la Rép. ans IX et X; chez Rondonneau.

   Le 5e vol. forme un cahier de 77 p., contenant les observations des tribunaux d'Ajaccio et de Metz. — Le mérite de cet ouvrage est d'offrir un rapprochement des dispositions de l'ancien droit écrit et coutumier avec le nouveau, et une discussion approfondie des principales questions de droit civil.

4. Conférence des observations des tribunaux d'appel sur le projet du Code civil. — *Paris*, Impr. de la Rép. 4 part. in-4, ans IX et X.

5. CRUSSAIRE. — Analyse des observations des tribunaux d'appel et du tribunal de cassation sur le projet du Code civil, rapprochées du texte (par CRUSSAIRE). — 1 fort vol. in-4 de 1,020 p. *Paris*, Rondonneau, 1802. (20 fr.)

   « Cette édition est fort commode, en ce qu'au lieu de feuilleter autant de cahiers qu'il y a de cours, pour voir quelles ont été leurs observations, on les trouve toutes réunies sous chacun des articles du projet auquel elles s'appliquent. CRUSSAIRE, ancien avoué, est mort en 1830. » (CAMUS-DUPIN.)

6. FAVARD DE LANGLADE — Motifs, rapports et opinions des orateurs qui ont coopéré à la rédaction du Code civil; et discussion de ce Code au conseil d'État et au tribunat, rédigée par un magistrat qui a concouru à la confection des Codes (M. le baron FAVARD DE LANGLADE). — 4e *édit.*, revue par M. PONCELET, prof. Fac. de Paris, 2 vol. gr. in-8, 2 col. *Paris*, F. Didot, 1838 (20 fr.).

   La première édition avait paru sous ce titre : Code civil des Français, suivi de l'exposé des mo-

tifs sur chaque loi, présenté par les orateurs du gouvernement; des rapports faits au Tribunat; des opinions émises dans le cours de la discussion; des discours prononcés au Corps législatif par les orateurs du Tribunat; et d'une table analytique et raisonnée des matières tant du Code que des discours, avec une table alphabétique des matières (par Renault de l'Orne). 10 vol. in-12, *Paris*, Firmin-Didot, 1804-1820. « On peut joindre à cette collection deux nouveaux volumes publiés par le même F. sous ce titre : « Supplément au « Code civil, ou Collection raisonnée des lois qui « se rattachent au Code civil, avec des notes « explicatives de la relation que ces lois ont « entre elles ou avec le Code civil. » *Paris*, F. Didot, 1821, 2 vol. in-12. » (Barbier.)

— Les 8 premiers volumes ont été aussi imprimés in-8 et sur plusieurs sortes de papiers; les t. IX à XII l'ont été seulement in-12. Il y a eu plusieurs tirages in-12 sans indication d'édition, mais qui forment les 1re, 2e et 3e éd.

Le conseil d'Etat avait bien fait imprimer (v. nos 9 et 10) les procès-verbaux de sa discussion du Code, mais une foule d'articles ayant été discutés dans plusieurs séances éloignées les unes des autres, il en est résulté que tout ce qui a été dit sur un article est souvent épars dans quatre ou cinq volumes in-4, et qu'il faut perdre beaucoup de temps pour en faire la recherche surtout à cause des changements survenus dans le numérotage des articles du code. F. DE L. est le premier qui ait apporté un ordre dans cette discussion et qui l'ait complétée par celle du Tribunat.

Cet ouvrage est quelquefois compris sous le titre général de : Motifs des cinq codes, suivis des Rapports, opinions et discours auxquels leur discussion législative a donné lieu, avec table des matières.

Voir encore infr. n° 75.

7. FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, contenant sans morcellement : 1° le texte du projet; 2° celui des observations du tribunal de Cassation et des tribunaux d'appel; 3° toutes les discussions littéralement extraites, tant des procès-verbaux du Conseil d'État, que de ceux du Tribunat; et 4° les exposés des motifs, rapports et discours tels qu'ils ont été prononcés au Corps législatif et au Tribunat, suivi d'une édition de ce Code, à laquelle sont ajoutés les lois, décrets et ordonnances formant le complément de la législation civile de la France, et où se trouvent indiqués, sous chaque article séparément, tous les passages de l'ouvrage qui s'y rattachent; par FENET. — 15 vol. in-8, *Paris*, chez l'éditeur et chez Roret, 1827-1829.

L'édition du Code promise n'a pas été donnée. — Le prospectus a été lancé en 1826, annonçant 12 vol. sous le titre de *Collection complète*, etc. Les volumes n'ont pas paru dans l'ordre de leur tomaison : le t. 1er a été publié le dernier (1829).

8. JOUANNEAU et SOLON. — Discussions du Code civil dans le Conseil d'État, précédées des articles correspondants du texte et du projet, par JOUANNEAU et L.-C. SOLON. — 3 vol. in-4. *Paris*, 1805-1808 (20 fr.).

9. LOCRÉ. — Procès-verbaux du conseil d'État, contenant la discussion du projet du Code civil (par LOCRÉ); imprimés par ordre du gouvernement. *Ed. origin.* — 5 vol. in-4. *Paris*, impr. de la Rép., ans XII et XIII (1803-1804) (25 fr.; 42 fr. à l'émiss.). — Table analytique et raisonnée, rédigée par M. BOUSQUET. — In-4, *Paris*, 1808.

Cet ouvrage a été refondu et complété dans *La Législation civile, etc.*, du même auteur. — Cf. infr. n° 82.

10. RONDONNEAU. — Procès-verbaux du Conseil d'Etat relatifs à la discussion du Code civil. — *Edit. orig. et off.* 5 vol. in-4, *Paris*, Hugot et Rondonneau, an XII (émis à 42 fr.).

V. une dissertation de Camus ap. *Moniteur* 5 fruct. an XII.

11. MALEVILLE. — Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat, contenant le texte des lois; le précis des observations faites sous chaque article, et les motifs de la décision du Conseil, l'indication de la conformité et de l'opposition de ces articles aux lois anciennes; les arrêts rendus par la Cour de cassation pour en fixer le sens, et les Observations particulières de l'auteur, pour concilier et rectifier quelques-uns de ces articles et faciliter l'intelligence des autres, par JACQUES DE MALEVILLE. — *Paris*, Garnery; — Laporte, 1804-1805, 4 vol. in-8 (12 fr.). — 2e *ed. Ibid.*, 1807. — 3e *ed.*, 1822.

« Ce commentaire, dit Camus (éd. Dupin), n'est pas très-profond, mais il est exact, et toujours clair. » C'est d'ailleurs moins un commentaire du Code qu'un résumé des opinions des législateurs. Maleville avait fait partie, avec Portalis, Tronchet et Bigot de Préameneu, de la commission chargée de préparer la rédaction d'un projet de code civil. C'est cette commission que Levasseur avait proposé de composer de six membres, *philosophes et non hommes de loi*, qui devait purger le Code civil des préjugés que les hommes de loi auraient pu y introduire.

12. PORTALIS. Discours, rapports et travaux inédits sur le Code civil, par J. ETIENNE-MARIE PORTALIS, ministre des cultes, membre de l'Acad. fr., publiés et precédés d'une introduction par le vicomte FRÉD. PORTALIS, cons. à la C. de Paris. — 1 vol. in-8. *Paris*. Joubert, 1844 (8 fr.).

Dans ce volume, M. FR. PORTALIS a réuni divers écrits de son aïeul, des morceaux ou inédits, ou peu connus, ou disséminés, qui portent tous le même cachet particulier de l'auteur du *Discours préliminaire sur le Code civil*. L'un des morceaux les plus curieux est celui intitulé : *Examen des diverses observations proposées contre le projet du Code civil*. C'est en quelque sorte la défense du Code civil qu'on ne pourrait mieux comparer qu'à la *Défense de l'Esprit des lois*, par

Montesquieu lui-même. L'introduction de M. Fr. Portalis est un essai sur l'utilité de la codification. C'est véritablement une histoire du Code civil. Cf. supr. nº 2, et infr. nº 92.

---

13. ACOLLAS. — Nécessité de refondre l'ensemble de nos codes, et notamment le Code Nap., au point de vue de l'idée démocratique, par EMILE ACOLLAS. Appendice contenant le Code civil de la Convention. — In-8, 195 p. *Paris*, librairie centrale, 1866 (3 fr.). — 2e *éd.*, *Paris*, Guillaumin et Cie, 1866 (3 fr.).

L'auteur a développé ses théories sur le Code civil dans son *Manuel de Droit civil*. Cf. infr. nº 94.

14. BATBIE. — Révision du Code Nap., par M. ANS. BATBIE, prof. Fac. Paris. Mémoire lu à l'Acad. des sc. mor. et polit. les 23 et 30 déc. 1865. — In-8, 54 p. *Paris*, Cotillon, 1866 (3 fr. 50).

Extr, des *Mém. de l'Acad.* — Reprod. ap. *R. crit.*, t. XXVIII, p. 125. — Ce mémoire a été le point de départ d'une polémique entre l'auteur et son savant collègue, M. DUVERGER, dont voici les éléments :

15. — DUVERGER. — Études de législation. Observations sur le Mémoire de M. BATBIE intitulé *Révision du Code Nap.*, par M. A. DUVERGER, prof. Fac. de Paris. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1868 (3 fr. 50).

Extr. de la *R. Cr.*, t. XXVIII, p. 308; t. XXIX, p. 116; t. XXX, p. 128, 322, 402.

— Réponse de M. BATBIE. — *Ibid.*, 1re lettre, t. XXX, p. 50. — 2e lettre, p. 213.

M. HUC a inséré à son tour dans le même recueil, p. 346, une note à la suite des Observations de M. BATBIE.

16. JOUBAIRE. — Essai sur la révision du Code civil, par BARTH. JOUBAIRE, J. à Guingamp. — 1 vol. in-8, *Paris*, E. Plon et Cie, 1873. (5 fr,)

V. Art. crit. de A. SOREL ap. *Droit* 15 mars 1874, — de QUINTON, ap. *G. Tr.* 17 avril 1874.

17. ROUSSET. — I. De la rédaction et de la codification rationnelle des lois, ou méthode et formules suivant lesquelles les lois doivent être codifiées, par GUST. ROUSSET, J. à Toulon. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1858. — 1º Principes (3 fr.), 2º Application (3 fr.)

Voy. art. crit. de BONNEVILLE DE MARSANGY fils, ap. *R. Crit.* t. XVI, p. 378. Ce travail avait paru d'abord dans la *R. Crit.* sous le titre suivant : De la lettre des lois, ou de la rédaction et de la codification rationnelle des lois, t. IX, p. 524; t. X, p. 319; t. XI, p. 159; t. XII, p. 235, 439; t. XIII, p. 180.

— II. Analyse critique et rédaction nouvelle du Code Napoléon. — 1 vol. gr. in-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel 1867 (9 fr.).

Dans ce second ouvrage l'auteur passe à l'application au Code civ. des règles théoriques et des procédés de rédaction exposés dans le volume qui précède, dont il développe la 2e partie.

II

a. CODE CIVIL, TEXTE OFFICIEL ET ÉDITIONS DIVERSES.

Les 37 titres qui forment le Code civil, y compris le *Titre préliminaire* qui sert de préface et les *Dispositions générales* du livre IIIe, ont été promulgués séparément au fur et à mesure qu'ils étaient décrétés. La loi du 21 mars 1804 (30 ventôse an XII) les réunit en un seul corps sous le titre de *Code civil des Français*. Après l'organisation du régime impérial une nouvelle édition du Code fut décrétée par le Corps législatif, le 30 septembre 1807, avec le titre de *Code Napoléon*. L'art. 68 de la Charte de 1814 lui rendit celui de *Code civil*, et en vertu d'une ordonnance du 30 août 1816 fut publiée une 3e édit. officielle où les formules impériales faisaient place à celles qui étaient en rapport avec la nouvelle forme de gouvernement. Enfin un décret du 27 mars 1852 remplaça de nouveau le titre de *Code civil* par celui de *Code Napoléon*, mais sans en prescrire une nouvelle édition officielle. Depuis le 4 sept. 1870 le Code a repris son ancien titre de Code civil sans qu'aucune décision du pouvoir fût intervenue. Le texte adopté par l'usage n'a donc aucun caractère officiel; mais cela n'a pas d'importance puisque les modifications ne touchent qu'à des formules; elles sont toutefois irrégulières, et c'est pour obvier à cet inconvénient que MM. Dalloz et Vergé ont cru utile, dans leur nouveau Code annoté, de donner en un seul texte celui des trois éditions officielles. V. infr. nº 36.

Le Code civil a rarement été publié isolément. On le rencontre presque toujours réuni aux autres codes promulgués sous l'empire, sous le titre général des *Cinq Codes*, à la suite desquels sont toutes les autres lois promulguées depuis, d'où la nécessité d'indiquer ici tous les Recueils de lois qui comprennent le Code civil.

Le texte des codes a été publié par un très-grand nombre d'éditeurs et d'imprimeurs. Rien ne signale ces textes à l'attention, si ce n'est quelquefois leur incorrection. Il n'y aurait donc aucun intérêt scientifique à en donner ici la liste complète. Tout au plus cette nomenclature aurait-elle quelque attrait de curiosité. Il suffira d'énoncer les éditions qui se trouvent dans les mains de tous les magistrats, jurisconsultes et praticiens.

18. Code civil des Français. Édit. orig. et seule officielle revêtue du sceau de

l'État. — *Paris*, Rondonneau, au dépôt des lois, ans XI et XII, Impr. de la République.

Il en a été fait 4 édit. simultanées :

In-4 papier fin. .	12 fr.	— 15 fr.	75	(émiss.)
In-4 » ordin.	8	— 11	75	»
In-8.	4	— 5	50	»
In-32	1 80	2	45	»

Les éditions in-4 et in-8 ont en outre une *Table alphabétique des matières.*

Il a été tiré de l'édit. in-4 3 exempl. sur VÉLIN. L'un d'eux relié en *m. bl.*, 210 fr., duc de Plaisance (Br.).

19. Code Napoléon, édition originale et seule officielle. — *Paris*, Impr. impériale, 1807.

Forme n° 154 *bis*, 4e série du *Bulletin des lois.*

Un exempl. sur VÉLIN était conservé dans la Bibl. du Louvre, où se trouvait aussi le Code de comm. égal. sur VÉLIN (Br.).

Brunet n'indique que les tirages in-4 de ces deux édit. orig. du Code civ.

20. Code de Napoléon le Grand. — In-fol. 1809, *Florence*, Molini-Landi et Cie, avec portr. de Nap. gravé par Morghen.

« Éd. de luxe tirée à 105 ex. pap, vél. ord.; il y a de plus 12 ex. sur pap. vél. double (41 fr. avec le portr. av. la lettre, Renouard), 3 en pap. bleu et un seul en pap. vélin ouvert à grandes marges, avec le dessin et 4 épr. diff. du portrait. — Celle de Milan, 1806, 2 t. in-4 en franç. et en ital., est aussi une édit. de luxe. » (Br.)

21. Code Civil. — *Paris*, Imp. roy., 1816.

Forme le n° 109 *bis*, 7e série du *Bulletin des lois.*

22. BACQUA DE LA BARTHE. — 1° Codes [*usuels* et *spéciaux*] de la législation française avec des annotations et l'explication des termes de droit, la corrélation complète des articles des codes et des tables chronolog. et alphab. des matières; contenant, outre le Code politique et les Codes ordinaires, les Codes spéciaux sur chacune des autres matières du droit, par NAP. BACQUA DE LA BARTHE. — *Éd. nouv.* 2 vol. gr. in-8, *Paris*, P. Dupont, 1868-1869.

Les codes B. sont divisés en deux parties distinctes : Codes usuels, Codes spéciaux (chac. sép. 12 fr., ens. 24 fr.). La 1re éd. est de 1840.

— 2° Les mêmes. Éd. in-12.

La 1re éd. in-12 des codes BACQUA est de 1841, impr. Locquin.

23. DURAND et PAULTRE — Code général des lois françaises, continué et mis au courant par un supplément annuel contenant les Codes ordinaires et toutes les lois d'intérêt général classées par ordre de matières; suivi d'une table générale alphabétique, et d'une table chronologique, par M. EM. DURAND, pr. gén. à Bourges; et M. EM. PAULTRE, anc. prés. de chambre de notaires, etc. — *Nouv. édit.*, revue, corrigée, complétée et mise au courant de la législation, par M. EMILE DURAND, pr. gén. en retr. — 2 vol. gr. in-8, 2000 p. *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1876-77. (22 fr., y compris l'abonnement au Supplément.)

La 1re édit. a été publiée par M. DURAND seul, alors proc. imp. à Châlon-s.-S., en 1857. 2 vol. in-8, Paris, Cosse et Marchal. Depuis, plusieurs éditions ont été données. Ce Code doit son succès à la régularité des suppléments publiés exactement chaque année. Par une innovation ingénieuse, le second volume relié est préparé pour recevoir ces suppléments au fur et à mesure qu'ils paraissent. Leur place est provisoirement occupée par des cahiers de papier blanc attachés au volume par un système de couture qui permet de les défaire pour les remplacer par le cahier de supplément nouvellement paru, de façon à tenir le code primitif toujours au complet.

24. PAILLIET et ROGRON. — Tous les codes officiels français, y compris les codes militaire et maritime, collationnés sur le *Bulletin des lois*, précédés des Constitutions de l'empire, et mis au courant de la législation actuelle par l'insertion dans leurs textes des nombreuses lois modificatives successivement édictées jusqu'à ce jour, avec 1° un exposé des faits et actes qui ont amené la Présidence et l'Empire; 2° une concordance des articles des codes entre eux; 3° d'importantes annotations sur l'ancien et le nouveau droit; 4° des extraits de l'exposé des motifs sous les articles des codes militaire et maritime, terminés par une table générale des matières et par une table alphabétique, par J.-B. PAILLIET et J.-A. ROGRON, secr. gén. à la C. cas. — 1 fort vol. gr. in-8, *Paris*, Plon, 1866 (12 fr. 50).

25. ROGER et SOREL. — I. Codes et lois usuelles, classés par ordre alphabétique, 10e *éd.* contenant la législation jusqu'en 1876, collationnée sur les textes officiels présentant en note sous chaque article des Codes ses différentes modifications, la corrélation des articles entre eux, la concordance avec le droit romain, l'ancienne législation française et les lois nouvelles, précédés des lois constitutionnelles, et accompagnés d'une table chronologique et d'une table générale des matières, par MM. AUGUSTIN ROGER, av., et ALEXANDRE SOREL, J. à Compiègne. — *Paris*, gr. in-8, 2 colonnes, Garnier frères, 1876. (15 fr.)

— II. Les mêmes, divisés en deux parties : 1° les Codes; 2° lois usuelles. — 2 vol. in-32 (6 fr., ou sépar. 3 fr. 50); édition parallèle à l'edit. in-8.

La 1re édit. des Codes ROGER-SOREL a paru en 1865. *Paris*, Garnier, gr. in-8, 2 col. et 2 vol. in-32. — Voir un art. bibl. de M. BERTIN, ap. *Droit*, 29 novembre 1865.

26. RONDONNEAU. — Corps de droit français civil, commercial et criminel. — In-4, 1810. (6 fr.).

27. ROYER-COLLARD et MOURLON. — I. Les Codes français conformes aux textes officiels, avec la corrélation des articles entre eux, contenant l'indication de la législation intermédiaire, les lois, les décrets, ordonnances et avis du conseil d'État, circulaires qui expliquent, complètent, modifient ou abrogent certaines dispositions des codes, les lois de la presse, les tarifs en matière civile et criminelle, les lois sur l'organisation et la discipline judiciaire, l'enregistrement, le timbre, les hypothèques, les droits de greffe, etc. — Edit. entièrement refondue, mise au courant de la législation jusqu'à ce jour, et comprenant, dans le corps même de l'ouvrage, les articles modifiés du Code pénal et du Code de commerce, par M. ROYER-COLLARD. — 1 vol. gr. in-8, *Paris*, Chérié, 1877 (20 fr. y compris le suppl. pour 5 années).

Ces codes sont complétés par des suppléments paraissant périodiquement.

II. Les mêmes, éd. in-18, contenant les matières de thèses à l'usage des élèves des Facultés (6 fr.).

III. Les mêmes, édition elzévirienne, format de poche, in-32 (6 fr.).

L'abonnement quinquennal est également accordé pour les codes in-18 et in-32. — Séparément Constitutions et Code civil (1 fr. 25).

Cette collection des codes a été commencée par M. C. BOURGUIGNON en 1830 sous le titre de *Les Huit Codes*, in-12, Paris, Corby. En 1840 parut une *nouvelle édit.* (la 9e) *revue et augmentée de la législation intermédiaire*, etc., par M. P. ROYER-COLLARD. Paris, Warée; Thorel; Joubert.

M. B. continua pendant quelque temps à publier seul l'édit. elzévir. in-32, qui fut ensuite refondue par M. R. C. Celui-ci plus tard s'adjoignit M. M. Bien qu'ils soient tous deux décédés, cette édit. des codes continue à porter leur nom.

V. inf. n° 33.

28. TEULET. — I. Les codes de la République française, contenant la constitution provisoire, les lois et décrets les plus récents, une nouvelle corrélation des articles du Code, un supplément par ordre alphabétique renfermant toutes les lois usuelles, une table générale des matières et un dictionnaire de termes de droit, par M. TEULET, av. — Édition complétée jusqu'à ce jour, et renfermant toutes les lois votées par l'Assemblée nationale jusqu'au mois d'août 1876. — 1 fort vol. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1877 (1876) (15 fr.).

II. Les mêmes, *édition pocket*, 1 vol. in-32, 1875 (6 r. — Le C. civ. séparém. 1 fr. 25).

III. Les mêmes. In-18, 1875 (6 fr.).

La 1re édit. des codes TEULET a été donnée en 1838-39 avec la collaboration de M. LOISEAU. Elle avait pour titre : *les Codes, édition clichée tenue toujours au courant de la législation*, etc. Cette 1re éd. eut 3 tirages qui comptèrent autant d'éd. et la 4e éd. (1841) succéda au 3e tirage. Les éditions qui se sont succédé presque d'année en année jusqu'à ce jour témoignent de la faveur qu'avait conquise cette collection. Elle se distingue surtout par un *Dictionnaire des termes de droit*, qui la termine, où l'auteur a classé, défini et expliqué tous les termes et locutions juridiques.

29. TRIPIER. — I. Les Codes français, collationnés sur les textes officiels, contenant : 1° la conférence des articles entre eux; 2° sous chaque article, les textes, tant anciens que nouveaux, qui les expliquent, les complètent ou les modifient; 3° un supplément par ordre alphabétique et chronologique renfermant, outre les lois les plus usuelles, celles qui sont exigées pour les thèses et les textes anciens qui sont encore en vigueur; 4° une table chronologique et une table alphabétique, renvoyant chacune aux lois et aux pages où ces lois sont reproduites, et les seules où se trouvent rapportés des textes du droit ancien et intermédiaire, nécessaire à l'intelligence des articles; par M. L. TRIPIER, doct. en dr., etc. — 26e *édit.*, continuée depuis 1870 sous la direction des éditeurs. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, Cotillon fils et Ce, 1877. (20 fr.)

— II. Les mêmes. *Édit. diamant.* — 26e *éd.* 1 vol. in-32. XII-1714 p. *Ibid.*, 1875.

III. Les mêmes. *Édit. de luxe.* 1 vol. pet. in-4, 1864 (br. 50 fr.). — Codes séparés, format in-32 : Code civil, Constitution et Transcription. 1 fr. 50.

La 1re édit. des codes de TRIPIER est de 1848, *éd. in*-8, et 1849, *éd. in*-32. C'est un des meilleurs recueils de ce genre que l'on puisse avoir et en même temps le plus soigné quant à l'exécution typographique qui a valu à l'imprimeur, M. Crété, une médaille à l'Exposition universelle. Ces codes sont les seuls où se trouvent rapportés au bas des pages les textes du droit ancien et intermédiaire, nécessaires à l'intelligence des articles.

L'édition de luxe a été tirée à très-petit nombre, sur papier vélin satiné, illustré de bordures teintées et variées de couleurs pour chaque code.

Add. Bulletin de la législation française donnant immédiatement après leur promulgation les lois et décrets d'intérêt général, par L. TRIPIER, in-8, *Paris*, Mayer-Odin.

Le Bullet. paraît depuis le 1er janv. 1858, et forme chaque année, jusqu'en 1875, 1 vol. in-8 (2 fr. par an).

30. Les Cinq Codes en miniature, avec indication de leurs dispositions corrélatives, augmentées de la Charte constitutionnelle, du tarif des frais de justice,

de la loi sur le sacrilége, d'un choix des autres lois, décrets, ordonnances, formant le complément de la législation civile, commerciale et criminelle, et d'une table des matières. — 1 vol. pet. in-32 de 878 pag. *Paris,* Ch. Béchet; Brissot-Thivars et C^e^, 1827. — Une autre édition pet. in-32, 1000 pag. *Paris,* Pichon-Béchet, 1828.

Charmante petite édition bijou, imprimée sur vélin superfin satiné par J. Didot aîné, texte encadré.

31. Code civil, *nouv. éd.* collat. et conforme à celle de l'Impr. roy. — 1 vol. in-32. *Paris,* Durand, 1838.

31 *bis.* Code civil en miniature. *Éd. diamant;* in-32. *Paris,* Maison, 1839.

---

b. CODES ANNOTÉS.

32. ADDENET. — Les Codes annotés des circulaires, ouvrage dans lequel les décisions ministérielles et autres instructions à l'usage des parquets sont résumées sous les articles des lois, décrets et ordonnances auxquelles elles se rapportent; par M. Aug. ADDENET, pr. imp. à Sainte-Menehould, etc. — 1 vol. gr. in-8, 2 col. *Paris*, Cosse et Marchal, 1859 (7 fr. 50).

V. Art. bibl. de M. THOMAS, *R. crit.*, t. XVI, p. 284; G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Mon. off.* 1860, p. 171.

33. BOURGUIGNON. — Conférence des six codes entre eux, avec les lois et règlements sur l'organisation et l'administration de la justice, et les tarifs des dépens en matière civile et criminelle, contenant en outre des notes où sont indiquees les lois, les arrêts, décisions, etc., par BOURGUIGNON. — In-8 et in-12. *Paris,* 1818. — *Nouv. édit.*, avec des additions par M. Dalloz. In-12, *ibid.*, 1830.

34. CARRÉ. — Code annoté des juges de paix. — 1^re^ partie : Code de l'audience ; 2^e^ partie : Code du cabinet, par N.-A. CARRÉ, juge de paix à Paris. — 1 vol. gr. in-8. *Paris,* Cosse, Marchal et Billard, 1873. (12 fr. 50)

L'auteur de ce code s'élève avec force contre le préjugé qu'il suffit d'avoir un peu d'expérience et de bon sens pour être un bon juge de paix. La multiplicité des affaires portées devant ce représentant de la Justice civile et pénale au chef-lieu de canton s'oppose souvent à de longues recherches. Un livre qui réunit les lois le plus fréquemment invoquées, qui précise avec exactitude les déductions les plus importantes que les auteurs et les arrêts en ont tirées, est le *vade-mecum* de tout magistrat, ou peu préparé par des études antérieurs, ou seulement défiant de sa mémoire. La division de l'ouvrage répond aux trois principales attributions du juge de paix : audience civile, audience de simple police, affaires de cabinet.

35. COFFINIÈRES. — Le Code Napoléon expliqué par les décisions supérieures de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat; par A.-S.-G. COFFINIÈRES, av., 1 vol. in-4. *Paris*, 1809.

— CRUSSAIRE. V. Sup., n° 5.

36. DALLOZ et VERGÉ. — Jurisprudence générale de MM. DALLOZ. Les Codes annotés. — Code civil annoté et expliqué d'après la jurisprudence et la doctrine, avec renvois au Répertoire alphabétique et au Recueil périodique de MM. Dalloz; par MM. Edouard DALLOZ fils, av., etc., et CH. VERGÉ, membre de l'Inst., avec la collaboration de M. Jules JANET, av., et celle de plusieurs magistrats et jurisconsultes. — 2 vol. in-4. *Paris*, au bureau de la Jurispr. génér., 1873 et 1874.

Ce nouveau code annoté est incontestablement le plus complet en ce genre. Dans les nombreuses solutions qu'il présente sous chaque article du code il fait une plus large part que ses devanciers à la doctrine. Un autre avantage considérable, c'est qu'il est en concordance tant avec le Recueil périodique de M. DALLOZ qu'avec son Répertoire alphabétique dont il offre le résumé, l'analyse dans une forme nette et concise. Il renvoie également aux autres recueils périodiques de jurisprudence. Enfin il donne en appendice, en les intercalant à leur place, les différentes lois qui ont complété certaines dispositions du code, et les solutions de doctrine et de jurisprudence qui s'y rattachent.

V. un art. bibl. ap. *Gaz. tr.*, 28 mars 1873.

37. DARD. — Code civil, avec des notes indicatives des lois romaines, coutumes, ordonnances, édits et déclarations qui ont rapport à chaque article ou conférence du code civil avec les lois anciennes, par H.-J.-B. DARD. — 3^e^ *édit.*, revue et augmentée de la Concordance des articles du code civil entre eux, du renvoi aux traités de Pothier, aux principaux ouvrages de jurisprudence moderne qui ont expliqué le code, et aux Répertoires de jurisprudence de MM. MERLIN et FAVART, suivie d'une table alphabétique et raisonnée des matières contenues dans le code civil. — 1 vol. in-8 et in-4. *Paris*, Warée; — Ponthieu, 1827. (10 fr. *Rare.*)

Un abrégé de cet ouvrage a été fait en italien sous ce titre : *Codice di Napoleone il Grande, traduzione officiale decretata il 3 settembre 1807, e colle citazioni delle leggi romane. Firenze*, in-16, 1808.

38. DUFOUR (DE SAINT-PATHUS). — Code civil des Français, avec les sources où toutes ses dispositions ont été

puisées; ouvrage où sont établis les différences et les rapports des nouvelles lois civiles avec les anciennes, les différences et les rapports des lois romaines avec les françaises, etc...; par J. DUFOUR. — 4 vol. in-8. *Paris*, 1806. (20 fr.)

39. GÉRARD. — Code civil expliqué par la jurisprudence des cours et tribunaux de la Belgique et de l'étranger; par P.-A.-F. GÉRARD. — 1 vol. gr. in-8. *Bruxelles*, 1860.

40. LAHAYE, WALDECK-ROUSSEAU, ETC. — Le Code civil, annoté des lois romaines, des lois, décrets, ordonnances, avis du Conseil d'Etat, des circulaires ministérielles publiées depuis la promulgation jusqu'à nos jours, et des opinions des auteurs qui ont écrit sur le Code; par MM. LAHAYE, prés. à Rochefort, WALDECK-ROUSSEAU, Ch.-Aug. GIRAUDAIS, Ph.-Aug. DE LA MORINIÈRE et Léon FAYE, av., 2e *éd.* — 1 vol. in-4, 1844. (28 fr.)

La précédente édition, *Paris*, Alex. Gobelet. *Rennes*, Duchesne, 1840. — M. LAHAYE a commencé par publier le 1er livre du Code civil, mais seulement avec indication à chaque article des autorités qu'il jugeait propres à en éclairer le texte. Mais il comprit bientôt que ce renvoi à des auteurs était insuffisant et qu'il est préférable d'en donner de courtes citations. Tel est l'objet du Code annoté qu'il publia avec le concours de MM. W.-R., G., de la M. et F.

41. PAILLIET. — I. Manuel de Droit français, contenant: 1° la Charte constitutionnelle avec les Lois organiques qui la complètent ou la modifient et les Ordonnances qui l'appliquent, etc.; 2° les Cinq Codes, avec des notes présentant: la Corrélation des codes entre eux avec les Tarifs et autres Lois; l'indication des homoionomies, des exceptions, modifications, dérogations introduites à un code par un autre code ou par un autre loi particulière; l'explication des antinomies apparentes ou réelles; le rapprochement, au bas de chaque article, des Lois, Edits, Ordonnances, Déclarations, Lettres-patentes, Décrets, Décisions du Conseil d'Etat, Dispositions des anciennes Coutumes de France, Arrêts de règlement des anciennes Cours souveraines, conservés par les codes, et qui en forment le complément; des Fragments de la Discussion du Conseil d'Etat, du Tribunat et des Orateurs du Gouvernement, des Chambres des Pairs et des Députés, sur les points controversés; tous les Arrêts de la Cour de cassation et des Cours royales; toutes les Instructions ministérielles, l'Analyse, la Comparaison et l'Appréciation de la Doctrine des plus célèbres jurisconsultes sur toutes les questions qui se sont élevées sur le Droit civil, commercial et pénal, la Procédure et l'Instruction, avec l'Indication de tous les ouvrages et recueils où les difficultés sont approfondies et les Arrêts rapportés; 3° des tableaux: facilitant la computation des degrés de parenté; présentant tous les Règlements locaux sur les vices rédhibitoires; déterminant le rang des priviléges établis par le Code civil et par toutes les autres lois, lorsqu'ils se trouvent en concurrence; indiquant les formalités des Saisies immobilières et l'ordre dans lequel elles doivent être observées; 4° des Tables particulières pour chaque code, et une Table générale et alphabétique. — 9e *édit.*, entièrem. refondue et très-augm.; par J.-B.-J. PAILLIET, av. à la C. roy. d'Orléans. 1 vol. in-4 ou 2 vol. in 8. *Paris*, 1837 (1836) (25 fr.). — 1re *éd.*, 1 vol. in-8 et in-12. *Paris*, 1812, — plus Table analytique et raisonnée des 5 Codes. *Ibid.*, in-12, 1813; — 8e édit., in-4. *Ibid.*, 1832.

Il y a une contrefaçon belge dont la dernière édition, 1840, est augmentée de plus de 30,000 notices d'arrêts belges. *Bruxelles*, Adolphe Walhen et Cie (35 fr.).

— *Le même* — II. Manuel complémentaire des Codes français, et de toutes les collections des lois contenant les dispositions textuelles des ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes, arrêts du Conseil, arrêts de règlement des parlements, coutumes, usages locaux, traités internationaux, antérieurs à 1789, et restés en vigueur, coordonnés avec les codes, lois, règlements, traités postérieurs; expliqués par l'histoire et la jurisprudence, précédés de l'exposition des institutions nationales, à l'ouverture des derniers états généraux, terminés par deux tables, l'une chronologique, l'autre alphabétique. — 2 vol. in-8, *Paris*, Delhomme, 1845. (15 fr.)

Cet ouvrage complète le précédent.

42. *Le même.* — Codes et lois de France, tenus toujours au courant, ou le Droit français, présentant, avec concordances et annotations, les dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires d'intérêt général et d'application usuelle en vigueur depuis 1453 jusqu'à ce jour, et notamment: les Codes, — la Constitution de 1852, — les Lois organiques, les usages locaux, — les lois et règlements sur la police rurale, — la chasse, — la louveterie, — la pêche fluviale, —

la pêche maritime, — les chemins de fer, — l'organisation judiciaire ordinaire et exceptionnelle, administrative, militaire, maritime et politique, — les intermédiaires de la justice et des conventions individuelles, tels qu'avocats, — notaires, — avoués, — huissiers, — gardes du commerce, — commissaires-priseurs, — courtiers, — agents de change, — les cautionnements, — les priviléges de premier et de second ordre, les transmissions d'offices, — les taxes judiciaires et extra-judiciaires, — le timbre, l'enregistrement, — enfin les lois et règlements sur les autres parties de la législation nationale, — Précédé d'un résumé des modifications et dérogations faites au Code et autres lois, avant et depuis la dernière révolution; de tableaux comparatifs des calendriers républicain et grégorien, des mesures anciennes et nouvelles; des monnaies, etc. — Terminé par des tables par ordre de matières chronologique et alphabétique, par J.-B.-J. PAILLIET, cons. à la cour d'Orléans, etc., auteur du *Manuel du droit français*. — 1 très-fort volume gr. in-8 de 600 pages, propre à recevoir des notes. *Paris*, Alph. Delhomme, 1850. (12 fr.)

43. RIVIÈRE. — I. Codes français et Lois usuelles, Décrets, Ordonnances et Avis du Conseil d'Etat qui les complètent ou les modifient, conformes aux textes officiels, avec une conférence des articles basée principalement sur la Jurisprudence, et annotés des Arrêts de la Cour de cassation et des Circulaires ministérielles; par H.-P. RIVIÈRE, d. en dr., cons. à Riom, avec le concours de MM. FAUSTIN HÉLIE, m. de l'Inst., prés. hon. à la C. de cass., et P. PONT, m. de l'Inst., cons. à la C. de cass. — 1 très-fort vol. gr. in-8 jés. 2e *éd.* *Paris*, Marescq aîné, 1876. (20 fr.)

— II. Les mêmes. — Codes français et Lois usuelles, suivis des Textes de l'ancien droit, mis en rapport avec la législation en vigueur, format in-32, 1re *éd.* *Ibid.*, 1876. — (6 fr.) — Les différents codes vendent séparément dans les deux formats.

Cette publication est la dernière venue de celles de ce genre; la 1re éd. est de 1875. Elle tient le milieu, comme le Manuel PAILLIET (sup. n° 41), entre les codes annotés, et les codes se bornant à une simple concordance des textes. Les annotations sont très-sobres et donnent une glose concise d'un certain nombre d'articles, le plus souvent d'après les décisions capitales de la Cour suprême. Les codes de M. R. ont obtenu dès leur apparition un succès sérieux.

44. RONDONNEAU. — Recueil des Lois composant le Code civil, décrétées en l'an XI et promulguées par le Premier Consul, avec les Discours, Rapports et Opinions prononcés dans le cours de la discussion tant au Tribunat qu'au Corps législatif. — 9 vol. in-8. *Paris*, chez RONDONNEAU, ans XI et XII. — Une autre édition, avec la table, caractères *cicero*, beau papier, 11 vol. in-8. *Ibid.* (33 fr.; 45 fr. à l'émission.)

Ce recueil présente d'abord l'exposé des motifs des lois par l'orateur du gouvernem., puis le rapport fait au Tribunat, ensuite les rapports, opinions et discours dans l'ordre où ils ont été prononcés, enfin le texte de la loi. LOCRÉ à cette même époque préparait la publication de l'édition originale des procès-verbaux de la discussion au Conseil d'Ét.; ROND. a dû renoncer à les insérer dans sa collection par respect, dit-il, pour la propriété littéraire.

V. *Sup.* nos 9 et 10.

A la suite du t. IX se trouve une *Table alphabétique de matières des trois livres du Code civil des Français*. Cette table a une pagination particulière, 420 p. Il en a été fait une édition particulière de façon qu'elle puisse servir pour les trois formats in-4, in-8 et in-32 de l'édition originale et officielle du C. civ. (v. *Sup.* n° 18). Elle est précédée des lois transitoires et de l'arrêté contenant le tableau des distances de Paris à tous les chefs-lieux.

45. SIREY. — I. Les Codes annotés de SIREY, contenant toute la Jurisprudence des arrêts et la doctrine des auteurs. Edition entièrement refondue par P. GILBERT, avec le concours, pour la partie criminelle, de M. FAUSTIN-HÉLIE, prés. à la C. de cass., m. de l'Inst., et de M. CURZON, av. — 10e *tirage*, conforme au 9e. — 1er vol.: Code Napoléon. — 1 vol. gr. in-8, 2 col. *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1873. — Supplément au Code civil, 4e *tirage*. 1 vol. gr. in-8. (Ens.: 26 fr.)

— II. Les mêmes. — Édit. in-4 à 3 col.

Les codes annotés de SIREY sont depuis longtemps en possession de la faveur des magistrats, des jurisconsultes et des praticiens qui conserveront avec reconnaissance le souvenir des services qu'ils leur ont rendus, des peines et des recherches qu'ils leur ont épargnées; l'apparition des codes DALLOZ ne les fera pas oublier. C'est en 1819 que SIREY a donné son Code civil annoté des dispositions et décisions de la jurisprudence, *Paris*, in-4. En 1829, il publia aussi *les Six Codes*, avec notes et traités, pour servir à un cours de droit français, à l'usage des étudiants en droit. *Paris*, in-4. En 1846, éd. entièrement refondue.

46. TEULET, D'AUVILLIERS ET SULPICY. — Les Codes français annotés, offrant sous chaque article l'état complet de la doctrine, de la législation et de la Jurisprudence, par MM. A. TEULET et D'AUVILLIERS, av. à la C. imp. de Paris, et SULPICY, proc. imp. Edition augmentée d'une table générale méthodique et raisonnée des matières, ainsi que de la législation nouvelle, et de l'ex-

posé des arrêts les plus récents, renvoyant à tous les recueils de Jurisprudence. *Nouveau tirage,* contenant les lois de 1856. — CODE NAPOLÉON *Constitution de* 1852. *Constitutions françaises; législation politique, organisation judiciaire. Lois de* 1848 *à* 1857. *Code civil annoté, doctrine, Jurisprudence, législation. Tables générales.* In-4 à 3 col., 1148 pag. — *Id.*, in-8 à 2 col., 1758 pag. *Paris*, Videcoq, 1857. (40 fr.)

Les Codes annotés de MM. TEULET, D'AUVILLIERS et SULPICY, longtemps des plus estimés en ce genre, ont dû céder la première place aux codes SIREY-GILBERT, comme ceux-ci sont peut-être menacés de se voir préférer par une partie du public judiciaire les codes DALLOZ. Le fait d'être le dernier venu et de profiter ainsi de l'expérience acquise par d'autres, joint à l'abondance et à l'exactitude des citations, voilà des avantages contre lesquels il est difficile de lutter auprès des travailleurs, mais qui ne doivent pas faire oublier des qualités incontestées et de longues années de services appréciés de tous. La 1re éd. est de 1843.

47. VIDAL. — Mémento personnel de Jurisprudence, ou Recueil des Codes à noter, par VIDAL. — 15 livr. in-4. *Paris*, Paul Dupont, 1858. (15 fr.)

48. * * * — Code civil, avec des notes explicatives rédigées par des jurisconsultes qui ont concourru à la confection des Codes. — 8 vol. in-8. *Paris*, 1804-1807.

c. CODES DIVERS. CURIOSITÉS BIBLIOGRAPHIQUES.

49. BROSSARD. — Synopsie du Code civil, annoté des textes qui le complètent ou le modifient, par M. BROSSARD, mag. d. e. d. — *Paris*, Myot et Cie, *Châlons.-S.*, V. Fouque, 1839-40. (20 fr., 25 fr. à l'emiss.)

Cent tableaux précédés d'un discours préliminaire et de trois tables.

50. Le Code civil réduit en tableaux synoptiques. — *Paris*, Impr. roy., in-fol. 1822. (14 tableaux.)

51. Tableau synoptique du Code civil. — *In-plano*, 1 f. *Paris*, Mignot, 1839.

52. DAREL. — Les Codes mnémonisés, par l'application toute faite d'une méthode analytico-figurative, qui rend facile et durable la perception de leur ensemble et de toutes leurs parties, etc., par M. DAREL. — Code civil, in-12, 18 ff. avec une planche. *Paris*, Roret, — Videcoq, — Warée, 1829. (7 fr.)

53. PARIS. — Code civil mnémonisé en cinquante leçons, par AIMÉ PARIS. — In-18. *Paris*, 1825-26. Chez l'auteur.

54. PATTÉ. — Le Code réduit en tableaux synoptiques (par M. PATTÉ, j. sup. à Soissons). — In-fol., *Paris*, Impr. roy., 1822.

55. ANDRIOT. — Analyse rimée du Code civil, suivie d'un extrait en vers du Code de procédure, concernant les principaux actes des huissiers, par ANDRIOT, huissier à Metz. — In-8, 3 ff. 1/4. *Metz*, Verronnais, 1852 (1 fr.).

56. DECOMBEROUSSE. — Le Code Napoléon mis en vers français, par M. D... ex-législateur. — 1 vol. in-12. *Paris*, Clément fr., 1811.

Ce volume est assez rare. M. DUPIN, dans sa *Bibliothèque choisie*, etc., n° 1861, annonce que c'est à tort qu'on l'a attribué au comte DARU, mais il ne dit pas quel en est le véritable auteur. C'est DECOMBEROUSSE (Benoît-Michel, jurisconsulte né à Villeurbanne, près Lyon en 1754, mort à Paris le 13 mars 1841. Député à la Convention, puis membre du Conseil des Anciens, il fut, après le 18 brumaire, nommé président du tribunal de l'Isère; mais il refusa et resta attaché au comité de jurisconsultes que MERLIN DE DOUAI avait créé au ministère de la justice. Pendant les Cent Jours il fut nommé conseiller à la Cour de Paris et sous la Restauration il rentra dans la vie privée. Regnault-de-Saint-Jean-d'Angely s'exprime ainsi sur son compte : « Beaucoup de talent, aimant le travail, éloigné des intrigues, incorruptible. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages estimés. »

Son *Code Napoléon* en vers n'est pas une facétie, comme on l'a cru; c'est ce que l'on peut imaginer de plus lourdement et de plus laborieusement sérieux. Il faut pourtant reconnaître qu'il était impossible de serrer de plus près le texte original, et que les difficultés y sont parfois vaincues avec un certain bonheur. Cet ouvrage peut avoir quelque utilité comme exercice mnémotechnique. Le mètre employé par DECOMBEROUSSE est l'alexandrin.

57. FLACON-ROCHELLE. — Le Code civil des Français, mis en vers avec le texte en regard. Livre Ier, par J.-H. F.-R. — In-18. *Paris*, Leclerc, 1805.

Cette traduction en vers est, comme on le voit, antérieure à celle de Decomberousse, et n'a pas été achevée. Elle est en vers libres, chaque article y forme une strophe. Voici, comme échantillon, l'*Avis de l'éditeur :*

J'ai déposé, suivant l'usage,
Deux exemplaires de l'ouvrage
A la Bibliothèque; ainsi
J'annonce et je déclare ici
Que j'entends constamment poursuivre,
De nos lois suivant la rigueur,
Tout contrefacteur de ce livre.

« Il existe un exempl. de cet ouvrage imprimé sur peau de vélin et portant le nom de l'auteur. » (*Barbier.*)

58. GIBAULT. — Codex Gallorum civilis, e patrio in latinum sermonem translatus, quâdam additâ legum è Jure romano conferendarum indicatione; studio H. B. GIBAULT. — *Parisiis* (*Pictavii*), in-8, 1808.

DEUXIÈME SECTION

OUVRAGES SUR L'ENSEMBLE DU CODE CIVIL, OU COMPRENANT DES MATIÈRES DU DROIT CIVIL.

CHAPITRE PREMIER. — COMMENTAIRES, TRAITÉS ET AUTRES OUVRAGES D'EXÉGÈSE.

§ 1er *Ouvrages scientifiques.*

59. AUBRY ET RAU. — Cours de Droit civil, d'après la méthode de C.-S. Zachariæ, par MM. AUBRY et RAU, conseill. à la C. de Cass., — 4e *édit.*, considér. augm. 8 vol. in-8. *Paris,* Cosse, Marchal, Billard et Ce. 1869-1876. (72 fr.)

La 1re éd. *Strasbourg* et *Paris*, 1838-44 est en 4 vol. Il a été tiré en même temps deux éditions du 4e vol. sur les mêmes formes, mais sur papiers différents, pour s'adapter aux exemplaires de la 1re éd. des premiers volumes.

Cet ouvrage est trop connu pour qu'il y ait à en signaler le mérite. MM. AUBRY et RAU ne sont pas de simples traducteurs et annotateurs de Zachariæ, dont l'œuvre complète ne formait que 2 vol.; c'est aussi plus qu'un livre élémentaire à l'usage des écoles, comme semblerait l'indiquer le titre : c'est désormais un véritable traité tout à fait nouveau s'adressant aux jurisconsultes. Les premières éditions ont été publiées comme *Traduction revue et augmentée avec l'agrément de l'auteur*, mais bientôt, et dès la 3e éd., les auteurs transformaient leur ouvrage et prenaient soin d'en prévenir le public. Sans méconnaître la part qui revient à Zachariæ sous le rapport du plan et de la méthode, MM. AUBRY et RAU peuvent donc revendiquer aujourd'hui pour leur travail le caractère d'une œuvre personnelle, dont, à de bien rares exceptions près, le texte leur appartient aussi bien que les notes. La notice que l'on trouvera plus loin au nom de ZACHARIÆ fera comprendre pourquoi l'œuvre du savant professeur d'Heidelberg ne pouvait être presentée à des lecteurs français sans un remaniement complet. V. no 93.

Voici comment les auteurs exposent d'une manière générale, les améliorations apportées à la dernière édition de leur ouvrage : « Non contents de la mettre dans toutes ses parties au courant des changements de la législation et des progrès de la jurisprudence et de la doctrine, nous avons complétement refondu la théorie des Obligations et des Contrats qui réclamaient de plus amples développements. Tout en conservant le plan général de l'ouvrage de Zachariæ, nous y avons cependant apporté de nouvelles modifications. Dans le travail de remaniement auquel nous avons soumis un nombre assez considérable de paragraphes, nous nous sommes appliqués à coordonner d'une manière plus rigoureusement méthodique toutes les propositions dont ils se composent. En outre, pour faciliter la lecture des paragraphes d'une certaine étendue, nous avons indiqué, non plus seulement par des chiffres, mais par des intitulés spéciaux les principales divisions des matières qui s'y trouvent traitées. »

V. sur cet ouvrage, entre autres articles critiques dont il a été l'objet dans tous les périodiques spéciaux, ceux de M. BERTAULD, ap. *R. Cr.*, t. XXVI (1865), p. 555-559 ; et *Réclamations* de MM. AUBRY et RAU, *Ibid.*, t. XXVII, p. 462. — ESCHBACH, *Rev. Wol.*, t. IX, p. 344 ; t. X, p. 162. — CHAUFFOUR, *Ibid.*, t. XXVII, p. 372. — BARAFORT, *G. Trib.*, 1er déc. 1876.

— Il existe de l'ouvrage de MM. Aubry et Rau une contrefaçon belge, mise au courant de la législation et de la jurisprudence belges. 3 vol. gr. in-8, 1850.

60. BÉDARRIDE. Études de législation, par M. J. BÉDARRIDE, av. à Aix. — 1 vol. in-8, 260 p. *Montpellier,* Coulet; — *Paris,* Marescq, 1868.

Extr. de la *Rev. Jud. du Midi*, t. I et seq.

61. BERTAULD. — Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon; par M. A. BERTAULD, prof. à la Fac. de Caen, etc. 2 *séries*. — 2 vol. in-8. *Paris,* Cosse et Marchal, 1867-1869. (16 fr.)

Cet ouvrage est moins un corps de doctrine sur le Code civil que la réunion de monographies qui ont paru pour la plupart dans les Revues de droit, mais que l'auteur a rééditées en les développant et en essayant de les améliorer. Tel est du reste le système du savant professeur : il conseille aux juristes de renoncer aux gros volumes, de se borner à consacrer quelques pages à des travaux de redressement, à l'exposition d'idées nouvelles, d'écrire pour ceux qui savent et ne sont pas jaloux de lire ce qu'ils ont déjà lu trop de fois. On retrouvera chacune de ces dissertations au titre spécial du code auquel le sujet se rattache.

V. art. bibl. de E. CAILLEMER, ap. *Rev. Crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 552. — FAVERIE, *Gaz. Tr.*, 2, 3 sept. 1867. — F. CARRIÈRE, *Rev. jud. du Midi*, t. III, p. 123.

62. BOILEUX. — Commentaire sur le Code Napoléon, contenant l'explication de chaque article séparément, l'énonciation, au bas du Commentaire, des questions qu'il a fait naître, les principales raisons *pour* et *contre,* l'indication des passages des divers ouvrages où les questions sont agitées et le renvoi aux arrêts; précédé de l'Histoire du droit civil, par PONCELET. — 6e *édition,* revue, considérablement augmentée et mise en rapport avec les lois nouvelles, notamment avec la loi du 23 mars 1855 sur la transcription, par M. J.-M. BOILEUX, doct. en dr., cons. à Chambéry. — 7 vol. in-8. *Paris,* Marescq aîné, 1860. (52 fr. 50.)

La 6e éd. a été publiée d'abord chez Videcoq (t. I à IV, 1855), puis chez Marescq et Dujardin (t. V, 1857) et enfin chez Marescq aîné (t. VI, 1859, et t. VII, 1860). La 1re éd. a paru de 1828 à

1832. Elle ne comprenait que 3 vol. in-8. L'ouvrage s'est développé à chaque nouvelle édition jusqu'à former 7 volumes très-compactes de 700 à 1000 pages. « Conçu d'abord dans le but modeste de présenter aux étudiants l'ensemble des matières qu'ils avaient à étudier, il s'est successivement étendu par le soin qu'a toujours pris l'auteur de se tenir au courant de toutes les publications nouvelles et d'enrichir son livre des théories et des solutions exposées par les plus habiles professeurs et discutées par es traités les plus estimés. Le livre est arrivé ainsi aux proportions d'un commentaire dans lequel on trouve réuni et ce qui s'enseigne à l'École et ce qui se juge au Palais. Ce n'est plus aux étudiants seulement qu'il s'adresse : tous les hommes voués par état à l'étude du droit civil y trouveront de précieux enseignements. » (A.-A. Carrette.)

Il existe de cet ouvrage une édition belge donnée avec quelques additions par Bastiné; *Bruxelles*.

Voir sur le Comment. de M. BOILEUX, un art. crit. de M. Gust. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit. off.*, 1856, p. 1275.

63. BOULAGE. — Principes de jurisprudence française, pour servir à l'intelligence du Code civil, par BOULAGE. — 2 vol. in-8. *Paris*, Delestre-Boulage, 1819-1820.

Cet ouvrage devait avoir 6 vol.; il a été interrompu par la mort de l'auteur, et 2 vol. seulement ont paru; ils contiennent les 2 prem. livres du Code civil.

64. BOUNICEAU-GESMON. — Essais et controverses de droit pratique, par BOUNICEAU-GESMON, subst. du proc. de la Rép. à Bordeaux. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1872. (7 fr.)

Recueil d'articles parus dans des revues et qui figureront chacun à leur place spéciale.

65. BOUSQUET. — Explication du Code civil, par A.-R. BOUSQUET. — 5 vol. *Avignon*, 1804-6.

Le 5e vol. est terminé par une table générale très-ample qui forme à elle seule 520 p.

66. CHAUVIN. — Théories nouvelles de Droit civil en France, par Aug. CHAUVIN, av. — In-8. *Paris*, Béchet; — Leloir; 1825.

Ouvrage médiocre et qui n'a pas eu de suite. V. art. crit. ap. *Thémis*, t. VII (1825), p. 126.)

67. COTELLE. — Cours de droit français, ou le Code Napoléon approfondi, par L.-B. COTELLE, prof. — 2 vol. in-8. *Paris*, chez Nève, 1812. (10 fr.)

Traité peu estimé, dit DUPIN.

Le 1er volume a paru en 1804, sous le titre de : *Méthode du Droit civil.*

68. COULON. — Dialogues ou Questions de droit : discussion approfondie et dans une forme nouvelle de toutes les questions de droit qui sont encore controversées, et qui se présentent le plus fréquemment dans les tribunaux, par J.-I.-B. COULON, d. e. dr., anc. mag., av. à Dijon. — 3 vol. in-8. *Dijon*, Décailly; — *Paris*, Joubert; — Videcoq; — Ch. Hingray, 1838-1839. (25 fr. 50.)

On trouvera les principales de ces dissertations à la place qui leur convient.

69. *Le même.* — Questions de droit, Examen et discussion des questions les plus controversées entre les auteurs et les tribunaux, par M. J.-I.-B. COULON, prés. à Rocroy. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1853. (9 fr.)

Ce second ouvrage est la suite et le complément du premier. Nous y avons remarqué, dit DEVILLENEUVE, nombre de questions nouvelles des plus intéressantes, disertement traitées et avec cette sûreté de jugement, cette sagacité et cette clarté auxquelles l'auteur nous a accoutumés. Ainsi relié dans son ensemble par l'ordre alphabétique, l'ouvrage de M. COULON est devenu un véritable dictionnaire des *Questions notables* de la jurisprudence et présente aux recherches des jurisconsultes, aussi bien qu'à l'étude des jeunes légistes, un vif intérêt. »

70. DELEURIE. — Corps universel de Droit français, par F.-L. DELEURIE, av à Angers. — 12 vol. in-8. *Angers*, Launay-Gagnot. — *Paris*, Videcoq, 1830. (*Rare*. Coté 30 fr. sur quelques catal.)

71. DELVINCOURT. — Cours de Code civil, par Delvincourt, doy. Fac. de Paris. — 5e *édit.*, 3 vol. in-4. *Paris*, Delestre-Boulage, 1824. (20 fr. Émis à 45 fr. 75.)

La 1re éd. a paru en 1813, 2 vol. in-4, *Paris*, Gueffier, sous le titre de *Cours de Code Napoléon*, ouvrage divisé en deux parties dont la première contient la 3e éd. des *Institutes du droit civil français* du même auteur, revue et corrigée par lui; et la seconde les notes et explications sur les dites *Institutes*. Ce sous-titre fait assez connaître le plan de l'ouvrage. L'auteur avait, en 1808, fait paraître un résumé de droit civil sous le titre d'*Institutes de droit civil français*, rédigées d'après le modèle des Institutes de Justinien; mais cette forme concise et dogmatique n'ajoutait guère au texte même du Code. Aussi le savant professeur, bien qu'il eût pour système, ainsi qu'il le dit lui-même, de ne pas étendre ou délayer ses idées et de ne pas offrir aux jeunes gens, auxquels il consacrait plus spécialement ses soins, un travail trop facile, pour ne pas rendre leur esprit trop paresseux, fut-il amené à ajouter à son texte des notes et explications beaucoup plus développées, qui forment une véritable glose, et la partie réellement exégétique de son œuvre. Le lecteur eût préféré, observe très-justement M. DUPIN, qu'il eût refondu ses notes dans son propre texte et n'eût pas ainsi séparé sa pensée en deux. C'est pour cette raison que les ouvrages nouveaux, comme celui de DURANTON, ont si vite fait oublier le cours du savant maître qui a été un des premiers initiateurs du Code civil. Du reste, s'il n'a pas tout d'abord produit son *Cours* sous une forme définitive, c'est que, comme il le confesse ingénument, après avoir fini son premier cours triennal, n'ayant encore vu qu'une fois le Code civil en entier, il n'était pas assez sûr d'en avoir saisi l'ensemble. Ce ne fut que plus tard que la nouvelle école des jurisconsultes français se révéla : on n'en était encore de son temps qu'à la période de préparation; aussi tous les ouvrages publiés de 1823 à 1830 se res-

sentent-ils de ce que l'on a appelé avec justesse la maigreur scientifique de l'époque.

La 4e éd. a paru en 1819, 3 vol. in-4, *Paris*, Fournier.

72. DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, par M. C. DEMOLOMBE, doy. de la Fac. de Caen, etc. — 29 vol. in-8. *Paris*, Aug. Durand, puis Durand et Pedone-Lauriel.; L. Hachette, 1845-1876. (224 fr.)

MM. Durand et Hachette ne sont que les vendeurs de l'ouvrage; le véritable éditeur est M. Lahure, imprimerie générale.

Les volumes portent en faux titre seulement l'intitulé de *Cours de Code Napoléon*, puis *Code civil;* chacun donne en titre l'indication des matières qui y sont comprises. Après avoir conçu son œuvre sur le plan d'un cours de code civil, l'auteur n'a pas tardé à y apporter une modification, et ce cours se compose désormais d'une série de traités. « Cette combinaison, nous dit-il, m'a permis, tout en conservant à mon œuvre l'unité que je m'efforce d'y imprimer, de consacrer à chacune de ces matières une étude plus spéciale et plus complète... En même temps que l'ouvrage forme un tout dont les différentes parties sont naturellement adhérentes, ces parties sont distinctes les unes des autres et forment autant de traités particuliers qui peuvent se détacher de l'ensemble et se suffire a eux-mêmes. » Ils seront relevés séparément suivant l'ordre que leur attribue la division du Code civil. Quelques-uns ont eu plusieurs éditions. L'auteur achève les *Obligations* et poursuit sa tâche.

Une monument de science comme celui du savant doyen de Caen n'a pas besoin ici d'une notice. Tous les périodiques spéciaux et plusieurs des grands journaux quotidiens en ont rendu compte au fur et à mesure qu'ont paru les volumes.

Il existe une contrefaçon belge en 13 vol. in-8.

73. DURANTON. — Cours de Droit français suivant le Code civil, par M. DURANTON, prof. à la Fac. de Dr. de Paris. — 4e *édit.*, rev. et corr., augm. de la Jurispr. nouv. et des lois récentes qui ont trait au droit civil. — 22 vol. in-8, y compris la table. *Paris*, Thorel, 1844-1845. (200 fr. *Devient rare.*)

Des publications plus récentes et d'un mérite incontestablement supérieur ont fait négliger cet ouvrage dont le succès a pourtant été éclatant quand il a paru. C'était la première fois que l'on possédait une exposition complète de toutes les matières du Code, conçue et écrite sur un plan d'ensemble, car TOULLIER avait laissé son œuvre inachevée (v. inf. n° 90). La science de l'auteur, le mérite de l'exécution répondaient à la grandeur de la tâche; aussi la satisfaction des jurisconsultes du temps alla-t-elle jusqu'à l'enthousiasme. (V. Dupin, Bibl. chois., n° 1879.)

Le jeune professeur avait déjà fait paraître en 1822 son *Traité des contrats et obligations en général*, 4 vol. in-8; son nom se rattache avec quelque éclat à une époque brillante de notre histoire juridique. C'était le temps des grandes productions auxquelles on doit la formation laborieuse de notre jurisprudence et la rénovation de la science française. Jusque-là elle ne se possédait pas encore : les jurisconsultes ne s'étaient pas encore assimilé le nouveau droit. Sous la Restauration seulement s'épanouit la nouvelle école qui succédait à celle dont POTHIER avait été le plus illustre et presque le dernier représentant.

La 1re éd. du *Cours de Droit r.* a commencé à paraître en 1825 chez les éditeurs Nève, Bavoux et Sautelet. Trois autres éditions se sont succédé à des intervalles assez rapprochés. La dernière, de 1844, la seule recherchée, se rencontre assez difficilement et atteint aujourd'hui un prix élevé; elle se distingue en effet des précédentes par des différences essentielles.

Il a été traduit en italien, à Naples, et contrefait en Belgique.

M. LAGRANGE avait entrepris de faire, avec talent et modération, la critique de l'œuvre de D.; il a abandonné son travail après le 1er vol. : en voici le titre : Examen critique du Cours de droit franç. de Duranton, par J.-J.-Eug. LAGRANGE, 1 vol. in-8, 1832; v. sur cet Examen, art. de BONNIER, *Rev. Wol.* t. II, p. 59.

Compte rendu du 1er vol. par DUPIN aîné, ap. *Constitutionnel*, 6 fév. 1826.—Ch. LEDRU-ROLLIN, ap. *Gaz. Tr.*, 1re ann. n° 33; — JAMET, *Rev. Wol.* t. IV, p. 106; — CABANTOUS, *Ibid.*, t. II, p. 429; — P. PONT, *Ib.*, t. XIX, p. 677; t. XX, p. 526. — T. S. *Themis*, t. I, p. 57; t. III, p. 548.

74. DUVERGIER. — Continuation de la 3e édition du Droit civil, de TOULLIER. — 6 vol. in-8, 1835-1839. *Paris*, J. Renouard. (60 fr.)

Cette continuation comprend les titres 16 à 21 inclusivement du L. III, C. C.; elle fut entreprise alors que la 4e éd. n'était pas encore commencée et se rattache plutôt à celle-ci par la forme matérielle. V. inf. n° 90.

75. FAVARD DE LANGLADE. Conférence du Code civil avec la discussion particulière du conseil d'État et du tribunat, avant la rédaction définitive de chaque projet de loi, par un jurisconsulte qui a concouru à la confection du Code (FAVARD DE LANGLADE). — 8 vol. in-12 et in-8. *Paris*, F. Didot, an XIII (1805-1810).

Il y a eu plusieurs tirages dans le format in-12.

Favard a aussi publié un *Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative, ou Analyse raisonnée des principes consacrés par le Code civil, le Code de commerce*, etc. 5 vol. in-4. Paris, Didot, 1823-24.

76. HUA. — Conférences sur le Code civil, suiv. d'une analyse raisonnée, etc., par Hua. — 5 vol. in-12. *Paris*, 1812.

77. LABBÉ. — Dissertations de Droit romain et de Droit français, par J.-E. LABBÉ. — In-8. *Paris*, 1865.

L'auteur a réuni sous ce titre des monographies parues isolément, et qui seront indiquées en leur lieu. Il n'en a été tiré qu'un petit nombre d'exemplaires lesquels n'ont pas été mis dans le commerce.

78. LAURENS. — Principes et Jurisprudence du Code civil, par Laurens. — 4 vol. in-8. *Paris*, Videcoq; — *Toulouse*, Martegoute et Ce, puis Pradel, 1837-1840. (30 fr.)

79. LAURENT. — Principes de Droit civil, par M. P. LAURENT, prof. à l'Université de Gand. — 23 vol. in-8. *Bruxelles*, Bruyland-Christophe. — *Paris*, Durand

et Pedone-Lauriel, 1869-1877. (9 fr. le vol.)

« C'est après avoir professé pendant trente ans le droit civil à l'université de Gand dont il perpétue et même accroît la gloire, que M. L. s'est décidé à publier ses *Principes de Droit civil*. Son œuvre magistrale a pris une place des plus distinguées à côté de celles des plus illustres commentateurs. Il l'a conduite jusqu'au contrat de mariage inclusivement, et il continue sa tâche avec une persévérance égale à celle de M. DEMOLOMBE.

« C'est un livre de forte doctrine, où l'auteur, maître de son sujet, ne se laisse entraîner ni par le courant de la Jurisprudence ni par le désir de contredire et de faire preuve d'originalité, ce qui ne veut pas dire que sa manière en soit dépourvue. Le titre de « Principes de droit civil » nous montre que l'auteur se préoccupe des données rationnelles et universelles de la science du droit, qu'il aime à s'élever au-dessus des dispositions souvent arbitraires du droit positif, qu'il veut faire planer au-dessus des solutions spéciales des idées générales et régulatrices. Mais le docte professeur se propose en outre d'offrir un commentaire des articles du C. civ.; il tient compte de la jurisprudence des tribunaux et prétend diriger dans l'application du droit établi... M. L. allie deux qualités, non pas contradictoires, mais distinctes et rarement réunies: il a des idées très-arrêtées, parfois même hardies, sur la réforme de la législation; il va notamment jusqu'à proclamer l'égalité de droits entre les époux... D'un autre côté, il demande à l'interprète d'une loi positive une religieuse observation de l'intention manifeste du législateur, et même du texte; il ne lui permet pas de combler les lacunes, encore moins de rectifier les erreurs de la législation. Il qualifie d'excellentes en équité des décisions qu'il réprouve comme extra-légales. Des inconvénients pratiques peuvent résulter de ce procédé; mais les avantages de la codification l'emportent de beaucoup sur les inconvénients possibles d'une jurisprudence qui prend sa règle dans la loi écrite, et non dans les besoins changeants de la société. Telle est la pensée de notre auteur. » (*Rec. Sirey.*)

V. art. de D. FOLLEVILLE. ap. *Rev. Prat.*, t. 34 (2e 1872) p. 268-279.

80. LE GENTIL. — Dissertations juridiques sur quelques-uns des points les moins éclaircis et les plus controversés en doctrine et en jurisprudence, par C. LE GENTIL, av., j. suppl. à Arras. — 2 vol. in-8 (sans tomaison). *Paris*, Durand, 1855-1857.

Recueil de dissertations publiées isolément, en partie relatives à des questions de droit civil, et qui seront relevées en leur lieu.

81. LOCRÉ. — Esprit du Code civil, tiré de la discussion, ou conférence historique, analytique et raisonnée du projet du Code civil, des observations des tribunaux, des procès-verbaux du Conseil d'Etat, des observations du Tribunat, des exposés des motifs, des rapports et discours, par M. J.-G. LOCRÉ. Dédié à l'Empereur. — 2 tirages : 5 vol. in-4 et 6 vol. in-8. *Paris*, Impr. impér., 1805 et suiv. — 2e édit. (conforme à la première), 7 vol. in-8. *Paris*, 1807-1814.

« Les 6 vol. in-8, de même que les 5 in-4 ne contiennent que le 1er livre du Code civil. L'auteur a publié un 7e vol. in-8 qui n'a point été imprimé in-4. Ainsi ceux qui ont les 5 vol. in-4 ne peuvent les compléter qu'avec le t. VII de l'édit in-8. » (Dupin.) D'après Dupin, la 2e éd. aurait eu aussi un tirage de 5 vol. V. le no suiv.

82. — *Le même.* — Législation civile, commerciale et criminelle de la France, ou Commentaire et Complément des cinq Codes français, tirés, savoir : le COMMENTAIRE, de la Conférence, avec les textes des codes, et, entre eux, des procès-verbaux, en *partie inédits*, du Conseil d'Etat, qui contiennent la discussion du Code civil; des procès-verbaux, *entièrement inédits*, de la discussion du Code de commerce, du Code de procédure, du Code d'instruction criminelle et du Code pénal; des observations, *également inédites*, de la section de législation du Tribunat sur les projets des trois premiers codes, et de celles des Commissions du Corps législatif sur les deux derniers; enfin, des exposés des motifs, rapports et discours faits ou prononcés, tant dans l'assemblée générale du Tribunat que devant le Corps législatif. — Le COMPLÉMENT, des lois antérieures auxquelles les codes se réfèrent; des lois postérieures qui les étendent, les modifient; des discussions dont ces lois sont le résultat; des ordonnances, décrets, avis du Conseil et autres actes du pouvoir exécutif et réglementaire destinés à en procurer l'exécution. — Le tout précédé de Prolégomènes où l'on expose, dans une première partie, le mode de porter la loi qui était en usage lors de la confection des codes, et quels travaux préparatoires il a produits; où, dans une seconde, on trace l'histoire générale de chaque code, par le baron LOCRÉ, etc. — 31 vol. in-8. *Paris*, Treuttel et Würtz, 1829-1832. (*Rare.*) Se cote aujourd'hui 150 fr. — Le Code civil séparement, 16 vol. (50 fr.).

Le titre explicite de cet ouvrage dispense de toute analyse : il n'y a pas là exactement un commentaire exégétique ni un traité doctrinal, mais plutôt les éléments juxtaposés d'un travail de ce genre que LOCRÉ semble avoir réunis pour composer son *Esprit du Code civil*, et qu'il s'est contenté de publier quand il eut renoncé à achever ce dernier ouvrage. C'est en même temps un historique des circonstances au milieu desquelles ont été conçus et formulés chacun des titres, chacun des articles du Code; c'est l'explication de ses dispositions par la discussion de ceux qui ont pris part à leur confection. LOCRÉ nous fait connaître son plan en quelques lignes très-précises. « A la tête de chaque code j'en place la théorie que je tire des exposés généraux. Prenant ensuite successivement chacune des lois dont la réunion compose le Code duquel je m'occupe, je commence par rapporter, dans une *Notice historique*, les détails de sa confection. — J'arrive ensuite à la conférence, aux éléments du commentaire, et à ceux du complément, et je divise tout cela en trois parties. La première présente le commentaire et le com-

plément résultant de la conférence avec le texte de chaque article, au moyen de notes analytiques et de renvois aux éléments de l'un et de l'autre. La seconde contient les éléments du commentaire, c'est-à-dire les travaux préparatoires dans l'ordre que j'ai marqué. La troisième réunit les éléments du complément : on sait en quoi il consiste. »

83. MARCADÉ ET PONT. — I. Éléments du Droit civil français, ou Explication méthodique du Code civil, accompagnée de la critique des auteurs et de la Jurisprudence, et suivie d'un résumé à la fin de chaque titre, par M. VICTOR MARCADÉ, anc. av. à la C. de cass.

— II. Continuation par M. PAUL PONT, sous le titre de : Explication théorique et pratique du Code Napoléon, contenant l'analyse critique des auteurs et de la jurisprudence..., par P. PONT, cons. à la Cour imp. de Paris (puis cons. à la Cour de cass.), continuateur de V. MARCADÉ. — Ensemble 12 vol. in-8. *Paris*, Cotillon (pour les t. 1 à 6 et 10 à 12) et Delamotte (t. 7 à 9) (110 fr.)

Division de l'ouvrage :

Par V. MARCADÉ	Art. 1 à 1831, 6 vol.	
	Art. 2219 à 2281 (Prescription), 1 vol.	
P. PONT	Art. 2092 à 2218 (Priv. et Hyp. et Expr. forcée), 2 vol.	
	Art. 1874 à 2091 (Petits contrats), 2 vol.	
	Art. 1832 à 1873 (Sociétés), 1 vol.	

Les éditeurs ajoutent, comme faisant partie de cet ouvrage, le commentaire de M. SELIGMAN de la loi du 21 mai 1858 sur les Ordres, lequel n'a aucun rapport avec le Code civil ; 1 vol. in-8. Ils y rattachent aussi, *au même titre*, disent-ils, un commentaire sur les Sociétés commerciales que M. P. PONT vient de publier.

Il n'existe pas d'édition *unique* et complète de cet ouvrage ou plutôt de cet ensemble d'ouvrages, c'est-à-dire que les volumes qui le composent ont eu chacun un nombre différent d'éditions, et que chaque édition a paru en différentes années. Ainsi les t. I, IV, V ont eu 7 édit. dont la dernière porte les dates de : t. I et IV, 1873, t. V, 1872. — Quelques volumes ont eu deux tirages de la même édition.

MARCADÉ n'a pas pu mener à fin l'œuvre qu'il avait commencée sous le titre d'*Eléments du Droit civil français*. Le 1er et le 2e vol. ont paru en 1842, *Paris*, Cotillon ; ils comprenaient les deux premiers livres du Code civil. L'auteur n'avait encore achevé que le 3e vol. lorsque le succès rapide de son livre nécessita une 2e édit. de ceux qui avaient paru antérieurement (1, 2, 3, 1844), puis bientôt une troisième et une quatrième. La mort vint le surprendre alors qu'il n'avait encore fourni que 7 vol. M. PONT s'est chargé de terminer l'œuvre de son ami ; mais il n'a pas suivi exactement la forme qu'avait choisie celui-ci. Il en adopta une nouvelle qui lui permettait de séparer de l'ensemble les traités qu'il destinait à compléter l'ouvrage. Tandis que les volumes publiés par M. constituent un tout dont les parties sont trop étroitement unies pour être isolées, ceux de M. P. forment des ouvrages distincts, se rattachant bien à l'ensemble par le plan, la méthode et l'esprit général et même la tonaison, mais ayant une individualité propre. Le titre général a subi une légère modification.

Le commentaire de M. conquit immédiatement un grand et légitime succès dû aussi bien à sa valeur intrinsèque et à la solidité des principes qu'à la forme heureuse de leur exposition, à la tournure acérée de l'argumentation et aux qualités du style. L'auteur avait choisi pour épigraphe cette sentence de Merlin : « La science du droit consiste autant dans la réfutation des faux principes que dans la connaissance des véritables. » Cela suffit à expliquer sa méthode, le tour parfois un peu trop agressif de sa controverse, la satisfaction légèrement empreinte de pédantisme avec laquelle il écrivait dans ses sommaires : Erreur de MM. Duranton, Delvincourt, etc.

84. MASSÉ ET VERGÉ. — Le Droit civil français, par K.-S. ZACHARIÆ, traduit de l'allemand sur la 5e éd., annoté et rétabli suivant l'ordre du Code Napoléon, par MM. G. MASSÉ, V. prés. au trib. de la S., et CH. VERGÉ, av. — 5 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1854-60. (37 fr. 50.)

Le 1er vol. a paru en 1853 (daté 1854), le t. II, en 1855 ; le t. III en 1857 (1856), le t. IV en 1858 et le t. V en 1860.

C'est bien une traduction du *Manuel* du célèbre professeur d'Heidelberg, mais le texte en est complétement remanié, bouleversé même ; il est de plus augmenté de notes considérables ajoutées à celles de Z. lui-même, et qui s'en distinguent par les caractères typogr. afin de mettre ce traité au courant de la doctrine et de la jurisprudence les plus récentes. Il était nécessaire de rendre plus accessible aux lecteurs français la synthèse assurément scientifique et peut-être très-logique, mais à coup sûr fort difficile à appliquer, que le savant allemand avait faite des principes de notre C. C. Il n'était point indifférent au succès de cette importation germanique de rétablir l'ordre, en somme suffisamment rationnel, du C. C'est ce qu'avaient déjà fait avec succès MM. AUBRY et RAU ; c'est ce que voulurent tenter à leur tour MM. M. et V. en respectant plus scrupuleusement le texte de leur auteur que ne l'avaient fait les premiers, qui de plus en plus l'ont absorbé de façon à n'en plus conserver que l'esprit. « Peut-être, disent-ils dans leur préface, eussions-nous hésité à rétablir l'ordre du C. C. s'il en était résulté une altération grave dans son ouvrage. Mais, grâce à la division en paragraphes, ce travail s'est opéré très-facilement et nous ajouterons même très-naturellement. Quand il nous est arrivé d'entrer dans des explications personnelles, nous les avons distinguées du texte de notre auteur par des signes typographiques qui assureront à chacun la responsabilité de ses doctrines. — L'ouvrage de Z. se compose de deux parties distinctes : d'une partie purement doctrinale, ... et de notes dans lesquelles il complète l'expression de son opinion, expose celle des jurisconsultes qui ont écrit sur chaque matière et font connaître la Jurisprudence de la C. de cass. et des C. d'appel sur les questions traitées. Cette deuxième partie de l'ouvrage de notre auteur laissait beaucoup à désirer... Nous avons éliminé quelquefois, et plus souvent ajouté dans des proportions considérables, mais toujours en distinguant par des signes typographiques nos notes de notes de Z., et en respectant ses opinions. »

Voir sur cet ouvr. le rapport fait à l'Acad. des sc. m. et pol. par M. WOLOWSKI, reprod. par la *Rev. crit.*, t. XVIII, p. 277 ; et entre autres art. crit. : M. P. PONT, ap. *Rev. crit.*, t. VI, p. 556 ; — Nic. GAILLARD, *Ibid.*, t. X. p. 277 et *Droit*, 14 mai 1857 ; — Gust. CHAIX-D'E.-A., ap. *Mon. off.*, 1854, p. 47 et 1860, p. 1319. — DEMOLOMBE, ap. *Rev. bibl. de dr. fr. et étr.*, 3e ann., p. 67. — V. infr. n° 93

85. OBRIOT. — Le Code Napoléon étudié et enseigné dans son ordre légal doctrinal, naturel (ordre légal du Code

doctrinal des auteurs, naturel des idées), par OBRIOT, av., doct. en dr. Introduction, 1 tabl. — In-8. *Paris*, impr. Proust, 1857.

C'est tout ce qui a paru de cet ouvrage qui devait avoir pour titre général *Cours de droit analytique et synthétique*.

86. PROUDHON. — OEuvres complètes. — 18 vol. in-8. (150 fr.)

Il n'existe pas d'éd. unique des OEuvres complètes de Pr. Ses différents traités ont paru à des époques différentes, et quelques-uns se rencontrent aujourd'hui très-difficilement dans le commerce, ou ne se vendent pas séparés des autres. Il serait peut-être opportun de songer à en donner une nouvelle édition complète, annotée et mise au courant de la doctrine et de la jurisprudence. — Voici quelle est la division des œuvres de Pr., telle que nous la possédons actuellement : Traité sur l'état des personnes, 3 vol. — Traité du domaine privé, 3 vol. — Traité du domaine public, 5 vol. — Traité des droits d'usufruit et d'usage, d'habitation et de superficie, y compris les tables analytiques, 7 vol. Le Traité des servitudes, qui a été détaché de ce dernier ouvrage, forme 2 vol.

PR. a débuté par un *Cours de législatisn et de jurisprudence française sur l'état des personnes*, 2 vol. in-8. *Besançon*, an VIII (1799). En 1809, il commença à publier son *Cours de droit français; Dijon*, 2 vol. in-8. Ces deux volumes ne contenaient que l'*Etat des personnes*. Quelque fût le mérite de ce précis excellent qu'a réédité M. VALETTE, la réputation de l'auteur ne parvint à tout son éclat qu'au moment où il fit paraître son célèbre traité des *Droits d'usufruit, d'usage et d'habitation*.

L'œuvre juridique du célèbre prof. de Dijon ne comprend que les livres 1er et 2e du Code civil, divisés en 5 traités distincts, y compris celui du *Domaine public*, dont la matière n'est qu'indiquée dans le C. C. Ces traités ont été réédités et annotés par des commentateurs qui leur ont ainsi fait perdre l'unité qu'ils devaient avoir dans le plan originaire de l'auteur. Ils seront indiqués plus utilement à leur place respective.

V. Éloge biographique de M. Proudhon, prononcé par M. Lorain, doyen de la Fac. de Dijon, le 11 déc. 1838. — In-8, 2 ff. 1/4. *Dijon*, impr. Ve Brugnot, 1839. — Eloge de M. Proudhon, décédé le 20 novembre 1838, doyen de la Fac. dr. Dijon, etc., prononcé par M. F. Lagier. — In-8, 3 ff. 3/4. *Dijon*, impr. Doullier, 1839. Cet éloge a été inséré, avec de nombreuses notes historiques, en tête du *Traité du Domaine privé*, p. 22-147. *Dijon*, 1839. — Etude sur Proudhon, discours prononcé par M. Loiseau, proc. gén. à Besançon, à l'aud. sol. de rentrée, le 3 nov. 1857.

Il existe des ouvrages de P. une édition belge mise au courant de la législation et de la jurisprudence belges.

87. RIFFÉ-CAUBRAY ET DELAPORTE. — Les Pandectes françaises, ou Commentaire raisonné sur les Codes civil, de procédure, de commerce et d'instruction criminelle, par MM. DELAPORTE et RIFFÉ-CAUBRAY. — 22 vol. in-8. *Paris*, Perlet, 1804-9. — 2e *éd.*, comprenant le Commentaire sur le Code civil seulement. 7 vol. in-8. *Ibid.*, 1812-15. (Les 22 vol., 90 fr.)

Cet ouvrage a été commencé sous le titre de : Pandectes françaises, ou Recueil complet de toutes les lois en vigueur, contenant le Code civil avec les dispositions des lois romaines, coutumières, édits, déclarations et décrets que ce code laisse subsister, par J. B. D. et P. N. R. C., jurisc. des univ. de Paris et d'Orléans. — A Paris, chez RIFFÉ-CAUBRAY, l'un des auteurs, anc. av. aux conseils, jurisc., avoué au Trib. de cass. Les noms se trouvent aux derniers volumes.

Les Pand. franç. sont le premier commentaire écrit sur le C. C.; encore le mot est-il inexact, car c'est plutôt une compilation qu'un comment. et le titre de *Pandectes* est assurément celui qui définit le mieux ce genre d'ouvrage. Voici au surplus comment l'annonce qui en était faite le caractérisait : « Le but de cet ouvrage n'est pas de commenter le C. C. par de simples opinions, mais de l'interpréter, de le compléter par le rapprochement de la législation nouvelle avec les lois romaines et coutumières; les dispositions des édits, ordonnances et décrets; les observations des tribunaux sur le projet du C., des conseillers d'Etat qui ont parlé au procès-verbal des séances du Conseil, et des orateurs qui ont prononcé des discours, tant au Tribunat qu'au Corps législatif. » — Le premier tome, formant introduction générale, contient l'histoire abrégée du droit romain avec la distinction des deux écoles célèbres qui l'ont si longtemps illustré. Les vol. suiv. renferment le C. C. avec des traités substantiels sur chaque matière et des remarques sur chaque article. En un mot, l'intention des auteurs a été de former une bibliothèque abrégée capable de remplacer les nombreux volumes qui étaient encore nécessaires à l'étude de la jurisprudence et de composer un ouvrage de la substance des meilleurs livres parus avant eux.

88. RIVIÈRE. — Revue doctrinale des variations et des progrès de la Jurisprudence de la Cour de cassation, en matière civile et dans l'ordre du Code Napoléon, par H.-F. RIVIÈRE, av., doct. en dr., etc. — *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1862. (10 fr.)

Ceux qui sont appelés à rendre la justice ou à l'éclairer ont également intérêt à connaître les variations et l'état actuel de la Jurisprudence de la C. supr. En leur évitant un travail de recherches fort long dans les recueils spéciaux, M. R. a fait un livre utile aux magistrats et aux praticiens.

V. C. R. de M. E. BONNIER, ap. *Rev. crit.*, t. XIX, p. 461.

89. TAULIER. — Théorie raisonnée du Code civil, par J.-Fréd. TAULIER, prof. à la Fac. de Grenoble. — 7 vol. in-8. *Paris*, Alph. Delhomme, 1840-46. (56 fr.)

L'auteur a suivi une méthode assez originale qui peut présenter certains avantages, mais que bien des critiques pourraient trouver trop exclusive. Suivant lui, les auteurs qui ont exploré jusque-là le C. C. ont compliqué leurs doctrines par celle du dr. rom., du dr. cout., de l'anc. jurispr. et de la jurispr. moderne; ils évoquent tous les temps à la fois, et consultent simultanément toutes les sources, se faisant un auxiliaire des inspirations les plus diverses. Il y a du vrai dans cette critique, où tel de nos plus renommés exégètes à pu se reconnaître. Mais l'excès en tout a ses inconvénients : c'est surtout vrai pour une science toute contingente et qui ne se forme que de modifications successives. M. T. du reste ne méconnaît pas cette vérité. Le genre qu'il néglige est, à son avis, éminemment utile, mais le sien ne l'est pas moins. L'un et l'autre peuvent porter des fruits précieux pour la science, mais à la condition qu'ils seront complets. *Or un genre ne peut être com-*

plet que s'il est isolé. Voilà le principe sur lequel est édifiée sa *Théorie raisonnée.* Pour éviter un pêle-mêle d'idées qui selon lui jette l'hésitation dans les esprits, produit des longueurs fatigantes et enlève aux principes leur netteté, l'auteur élimine de parti pris toutes les données scientifiques et historiques ; il expose, nous dit-il, la loi considérée dans son individualité actuellement vivante, oubliant le droit romain, l'ancienne jurispr. et la jurispr. moderne ; c'est par elle-même qu'il développe la loi et l'explique, s'adressant à la raison universelle, c'est-à-dire à la loi de Dieu, à ce sens moral commun à tous les hommes, et qui est toujours sûr de rallier à lui la majorité des suffrages, s'adressant aussi à la raison relative, aux considérations sociales devant lesquelles la vérité générale a dû fléchir ; s'efforçant d'asseoir chaque principe, chaque théorie sur la conciliation de cette base. « C'est par ce procédé, dit M. T., que je marche à la découverte de ce que la loi a voulu être, afin de savoir ce qu'elle est. »

Sans encourir le soupçon de pencher vers les doctrines nouvelles de l'évolution et du transformisme, il est permis de faire quelques réserves à l'endroit de ce système, mais on est forcé d'en reconnaître l'élévation. Un livre conçu et exécuté sur ce plan s'imposerait déjà à l'attention, s'il ne se faisait en plus remarquer par une méthode claire et facile d'exposition, par l'habileté de mise en œuvre des éléments scientifiques qui l'ont inspiré. L'auteur, comme il le dit lui-même, a voulu tenir le milieu entre le commentaire et le traité ; il a suivi dans la distribution de ses matières l'ordre des titres, chapitres et sections du C. C., mais il ne s'est pas astreint à suivre l'ordre des articles ; il en a séparé ou réuni les dispositions selon l'enchaînement logique qui lui a paru le plus convenable, et il l'a toujours fait avec bonheur. En résumé, on ne peut demander, comme l'a écrit M. DEVILLENEUVE, une exposition plus claire et plus méthodique ; le style est facile et correct, partout empreint d'une concision remarquable et souvent animé d'une chaleur et d'un coloris qui en rendent la lecture attrayante.

L'introduction de cet ouvrage a été en partie publiée, alors qu'il était encore inédit, dans la *Rev. Wol.*, t. XI, p. 412, sous le titre même de *Théorie raisonnée du C. C.*

V. art. crit. de A. DU BOYS, ap. *Rev. Wol.*, t. XII, p. 155 et t. XVI, p. 354.

90. **TOULLIER. — Droit civil français, suivant l'ordre du Code, ouvrage dans lequel on a tâché de réunir la théorie à la pratique, par C.-B.-M. TOULLIER, doy. de la Fac. de Rennes, continué et complété par J.-B. DUVERGIER. — 6e *édit.* 7 t. en 14 vol. in-8, plus 1 vol. de Tables (t. 15). *Paris*, Renouard ; — Cotillon, 1845-48 (76 fr.) — La Continuation de Duvergier, 6 vol. (60 fr.), v. suppl., n° 74.**

T. a commencé la publication de son Droit civil franç. en 1811 ; mais, dit M. Ch. GIRAUD (Disc. à la Fac. de Paris, 1867), les premiers volumes se ressentaient de la maigreur scientifique de l'époque, et c'est le *Traité des Obligations* qui a placé l'illustre professeur de Rennes au premier rang de nos jurisconsultes. Ce qui a fait surtout sa fortune, c'est le style. Il est aussi clair et aussi simple que POTHIER, aussi profond et aussi méthodique, avec plus de chaleur peut-être et de verve, de charme même et de variété. Si la rectitude des décisions avait égalé le mérite de la forme, l'œuvre de TOULLIER fût demeurée un incomparable chef-d'œuvre.

Il existe de cet ouvrage deux traductions, l'une imprimée en allemand à Francfort, l'autre en italien à Naples, et plusieurs contrefaçons belges.

Les trois premières édit. du *Droit civ. franç.* ont été rapidement épuisées. La seconde contenait déjà des additions assez nombreuses qui ont été réunies en un fort vol. in-8 pour compléter la 1re éd. La 3e est entièrement conforme à la 2e. La 4e, à Paris chez B. Warée oncle et Warée fils, 14 vol. in-8, 1824-1831, avec un beau portrait de Toullier. La 5e, chez Renouard, 15 vol. in-8, y compris 1 de tables, par Martin Jouaust, 1840-43. La 6e éd. a été composée presque aussitôt après avec la continuation de Duvergier. La table s'adapte aux six éditions.

Le tome XIV, contenant la fin du Traité du contrat de mariage, termine le travail de T. M. CARRÉ de Rennes avait été chargé par lui de le continuer. Cette suite était promise depuis 1828, mais la mort l'a empêché de s'acquitter de cette tâche. La double volonté de T. et de C. transmit cet héritage à M. DUVERGIER. Celui-ci, après bien des hésitations, se mit à l'œuvre à peu près en même temps que M. TROPLONG poursuivait de son côté le même but. Mais, tandis que celui-ci commençait son travail en quelque sorte par les deux extrémités (Vente et Prescription), D. le prenait là où T. l'avait laissé. Il publia ainsi successivement les titres compris entre la Vente et le Dépôt. Mais, réfléchissant alors avec raison que sur bien des points la jurisprudence et la doctrine avaient fait faire à la science du droit de grands progrès, et que d'autre part le texte du C. C. avait lui-même subi plusieurs modifications, il résolut de donner une nouv. édit. des œuvres de son maître et de rajeunir, compléter et rectifier aussi sa doctrine par l'addition de notes nombreuses qui sont comme un nouveau commentaire à côté de l'ancien. M. D. a exécuté avec succès sa double mission d'annotateur et de continuateur. C'est la véritable continuation de T. dont M. D. a merveilleusement réussi à faire en quelque sorte revivre l'esprit et le style.

M. P.-J. SPINNAEL, avocat à Bruxelles, a publié en 1824 un ouvrage ayant pour titre : *Annotations et critiques sur la doctrine de M. Toullier dans son Traité de Droit civil français*; *Bruxelles*, 2 vol. in-8, et *Gand*, de Buscher et fils, 1 vol. in-8, 1824. Ouvrage critiqué par A. MARCHAND, ap. *Thémis*, t. VII, p. 260 et 383. — M. LEGUEVAL a également écrit deux opuscules critiques sur le Comment. de Toullier. — M. C. PAULMIER a prononcé un éloge remarquable de T. à la rentrée de la conférence des avocats de Paris, 1836. — In-8, *Paris*, 1836. — M. DUVERGIER a aussi écrit une *Notice sur la vie et les œuvres de T.*, ap. *Rev. Wol.*, t. III, p. 262-267. — V. enc. : Le Droit civil français et ses commentateurs à propos de l'ouvrage de MM. Toullier et Duvergier, par MATHIEU, ap. *Rev. Fœl.*, t. V, p. 771. — Art. de DUCAURROY, *Thémis*, t. III (1821), p. 49 ; t. V, p. 6 ; — de JOURDAN, *Ibid.*, t. VI, p. 339 ; — DEMANTE, *Ib.*, t. VIII, p. 157 ; — P. PONT, *Droit*, 29 janv. 1848 ; et *Rev. Wol.*, t. XXV, p. 246. — H. MOULIN, *Droit*, 12 juin 1850.

Il existe une éd. belge de T. et la continuation de D. sous le titre suivant : le Droit civil français, etc. Nouv. éd. augmentée en Belgique 1° de la conférence de l'ouvrage avec la doctrine des auteurs qui ont traité les diverses matières du C. C. ; 2° de la Législation du royaume, 12 vol. gr. in-8, 2 col., *Bruxelles*, Soc. typ. belge Ad. Wahlen et Ce, 1837-1841, 8 vol. pour Toullier, y compris 1 vol. de tables, et 3 vol. pour la continuation.

91. **TROPLONG. — Le Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code, depuis et y compris le titre de la Vente. Ouvrage qui fait suite à celui de M. TOULLIER, mais dans lequel on a**

adopté la forme plus commode du commentaire, par M. TROPLONG, etc. 27 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray. (9 fr. le vol. *Rare.*)

Il n'y a pas d'édition unique et complète des œuvres de T.; chaque ouvrage a eu des éditions séparées plus ou moins nombreuses. Il n'y a pas non plus de titre unique. Celui qui est indiqué ci-dessus ne figure que sur la série qui forme la continuation de Toullier; elle disparaît sur les dernières éditions de quelques-uns des commentaires séparés de chaque titre du C., ainsi que sur les deux derniers livres publiés, le *Contrat de mariage* et les *Donations et Testaments* qui forment la seconde série de ses œuvres.

Le plan de T. était de compléter d'abord Toullier et ensuite d'entreprendre une seconde série comprenant les art. 1 à 1581, qui était annoncée dès le début. Il commença cette seconde série, en remontant, par le *Contrat de mariage;* il n'a pu aller au-delà du titre des *Donations et Testaments.*

Le commentaire de la *Vente* parut en 1833. Puis vinrent les *Priviléges et Hypothèques* et la *Prescription* (1835). L'auteur n'en était encore qu'au second de ces ouvrages lorsqu'il fallut donner une 2e édit. du premier, puis une 3e. Quelques commentaires, ceux des *petits contrats*, n'eurent qu'une édition. Nous reviendrons sur chacun d'eux à la place qui leur appartient.

M. T. a eu bien des détracteurs : c'est à propos de ses ouvrages que des critiques sévères ont pu s'écrier : « Nous avons maintenant le roman du droit. » C'est exagérer, et bien que la faveur le néglige aujourd'hui, peut-être est-ce l'effet d'une réaction à laquelle on pourrait chercher des causes en dehors du monde scientifique. M. T. a inauguré une nouvelle méthode qui est loin de mériter les censures dont elle a été l'objet.

« Si le droit civil n'était qu'une science de textes, dit-il, dans l'une de ses savantes préfaces, il aurait beaucoup moins d'attrait pour les esprits philosophiques; l'exégèse, quelque nécessaire qu'elle soit, n'en est que la partie la plus aride et la plus rétrécie. Au-dessus d'elle s'élève, à une grande hauteur, la recherche des vérités naturelles sur lesquelles reposent les rapports privés de l'homme, ses engagements et ses droits de famille et de propriété. C'est dans cette sphère que le droit civil se montre comme un rayon divin qui brille et s'obscurcit dans l'humanité, suivant la marche de la civilisation. C'est là qu'on le voit se développer comme une des formes de la liberté humaine s'exerçant dans ce que l'homme a de plus cher, de plus personnel et de plus sacré. » Ces lignes expriment dans quel esprit M. T. avait conçu son volumineux commentaire. Comme toutes les méthodes, la sienne renferme deux choses : le but et les moyens. « Son but est l'union aussi intime qu'elle peut l'être de la loi positive avec la loi éternelle. Ses moyens consistent à projeter sur les textes les lumières de la philosophie, de l'économie politique et de l'histoire. La philosophie qui assure la prépondérance à la partie morale sur la partie matérielle de notre nature, l'économie politique qui se rappelle que si l'homme ne vit pas seulement de pain, il faut cependant du pain pour vivre, et qui se préoccupe des intérêts positifs dignes d'être ménagés; l'histoire enfin qui intervient en quelque sorte comme un frein modérateur pour contenir l'essor philosophique là où il se laissait entraîner trop haut, et pour relever les préoccupations économiques là où elles tendraient à descendre trop bas. » (Dufour.)

V. sur ce jurisc. : *M. Troplong, son œuvre et sa méthode*, le livre publié sous ce titre par Edm. DUFOUR, av. à Paris, 1 vol. in-8, *Paris*, Amyot, 1869 (5 fr.), et sur cet ouvrage un art. crit. de M. BARBIER, cons. C. cas. ap. *Droit*, 18 sept. 1872.

— Considérations générales sur les préfaces des œuvres de M. TROPLONG. Discours prononcé à l'audience solenn. de rentrée de la Cour d'appel de Caen, le 3 nov. 1876, par M. Boivin-Champeaux, proc. gén. — In-8, 49 p. *Caen.*

Chacun des commentaires qui composent l'œuvre de T. a été l'objet de nombreuses études critiques dans tous les journaux et recueils spéciaux.

92. VILLEMARTIN. — Études du Droit français, contenant l'explication de chaque article du Code civil, avec les motifs, les règles générales et exceptionnelles, dédiees au célèbre TOULLIER par son élève et compatriote Nic. VILLEMARTIN, av. — T. I et II. *Paris*, Maurice, 1827-29.

L'ouvrage était annoncé en 1827 comme devant avoir 12 vol.

93. ZACHARIÆ. — Handbuch des franzœsischen civil Rechts (Manuel du Droit civil français), par ZACHARIÆ, prof. à l'Univ. d'Heidelberg. 5e *éd.*, 4 vol. in-8.

Z. est un des premiers qui, avec DELVINCOURT et PIGEAU, aient écrit un traité sur le Nouveau Droit civil français qui était alors suivi dans plusieurs Etats allemands et enseigné dans les universités. La 1re éd. de son *Manuel* a paru en 1808, 2 vol. in-8, à *Heidelberg;* la 2e suivit de près (1811-1812). Une 3e fut donnée en 1827 à *Heidelberg*, Mohr, 3 vol. in-8. A cette époque M. VERNY, av. à Colmar, en entreprit la traduction avec le concours de Z. qui corrigeait les épreuves. Elle n'a jamais paru. V. Sup. AUBRY et RAU; — MASSÉ et VERGÉ.

L'ouvrage de Z. n'est pas un traité approfondi du droit civil français, c'est simplement un cours renfermant l'exposé synthétique des principes de ce droit, dans un ordre différant essentiellement du Code civ. « Z. partage le droit en deux grandes divisions : le droit *théorique* et le droit *pratique.* Le droit théorique est, suivant lui, celui qui détermine les droits des hommes les uns vis-à-vis des autres, ce qui embrasse, d'une part, leur état civil et politique, de l'autre, les droits de chacun considéré sous le rapport des objets auxquels ils s'appliquent (les personnes et les choses), d'où une autre subdivision en droits *personnels* et droits *réels*... — Quant au droit *pratique*, Z. y place, comme objet de son cours, la théorie des actions, celle des preuves, et la prescription extinctive, laissant en dehors de son ouvrage la procédure proprement dite. — Un tel plan sur tel ordre d'idées, quels qu'en puissent être le mérite scientifique, ou la rigueur logique, n'était pas de nature à se graver facilement dans l'esprit des lecteurs français. » (Devilleneuve.)

Sur Z. v. *Vie et travaux de Zachariæ* (*Kar Salomon*). par Jos. ORSIER, *Paris*, 1869.

§ 2. *Ouvrages élémentaires d'enseignement du droit.*

a. Ouvrages didactiques.

94. ACOLLAS. — Manuel de Droit civil à l'usage des étudiants, contenant l'exégèse du Code Napoléon et un exposé complet des systèmes juridiques, par EMILE ACOLLAS : 1er examen, t. Ier;

2e exam., t. II; 4e exam. (*sic*), t. III. — Manuel de Droit civil, commentaire philosophique et critique du Code Napoléon, par le professeur Emile ACOLLAS, anc. prof. de dr. civ. franç. à l'Univ. de Berne, etc. — Appendice et Tables. (Les tables, très-détaillées, forment dans leur corrélation avec le Manuel un véritable Dictionnaire de matières de droit civil). — 1 vol. sans tomaison. — En tout: 4 vol. in-8. *Paris*, Thorin, puis Germer-Baillière, 1868-1875.

Le 1er vol. et la 1re part. du 2e ont paru en 1868 et 1869 chez Ern. Thorin et chez l'auteur; la 2e part. du t. II en 1870 et les t. III et IV en 1871 chez Germer-Baillière. Celui-ci étant devenu seul édit. de l'ouvrage a substitué son nom à celui de Thorin sur les t. I et II qui portent depuis la date de 1870.

Le livre d'A. s'adresse à la jeunesse des écoles; telle est la raison qui l'a fait classer ici sous le § II. Cependant c'est à la réalité autant, [si même plus, un traité philosophique de droit privé à propos du C. C., qu'un ouvrage d'exégèse. L'auteur a une ambition plus haute que de préparer des étudiants aux épreuves de la licence ou même du doctorat. Il y a dans son livre des trésors d'érudition dès longtemps ramassés de toute part à l'aide d'emprunts à toutes les sciences, aussi bien les naturelles, y compris la biologie et l'anthropologie, qu'à toutes les sciences morales et politiques. Avec cela on serait peut-être tenté de rattacher l'auteur à l'école positiviste et utilitaire. Rien ne ressemble moins pourtant à l'aristocratique doctrine du transformisme et de la sélection dans l'ordre moral, que les théories absolues de M. A. Son idéal, celui qu'il voudrait voir se réaliser dans la loi civile, c'est la justice absolue, c'est, pour employer sa formule, l'*autonomie de la personne humaine*. L'individu lui est sacré, qu'il soit homme, femme ou enfant : la société ne peut empiéter sur ses droits que dans les cas d'absolue nécessité; car son système n'exclut pas le droit social, mais ce n'est qu'à la condition qu'il « assure à chacun le développement le plus élevé, le plus harmonique, le plus libre de son activité ». Ce n'est qu'à cette condition que la science du droit « est la science des droits de l'homme sanctionnés par la coercition sociale ».

V. sur cet ouvrage art. de M. P. JOZON, ap. *Rev. crit.*, t. XXXIV, p. 93. — A. VAVASSEUR, ap. *Le Palais*, 16 avril 1869, et *Droit*, 15 janv. 1875. V. enc. inf. n° 127.

95. ARNTZ. — Cours de droit civil français, comprenant l'explication des lois qui ont modifié la législation civile en Belgique, par E.-R.-N. ARNTZ, prof. à l'Univ. de Bruxelles. — 2 tom. en 4 part. in-8, *Bruxelles*, Bruyland-Christophe, 1860-1865. (30 fr.)

Excellent ouvrage pour l'enseignement du droit.

96. — BERNARD. — Exposé rationnel des principes du Code civil. — Cours de droit civil à l'usage des élèves des facultés, par P. Bernard, doct. en dr., subst. à Vannes. — 3 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1872-74. (18 fr. Chaque volume se vend séparém.)

Cet *Exposé des principes du C. C.* que M. B. offre aux élèves des écoles s'adresse peut-être mieux encore à ceux qui, ayant déjà des notions pratiques, ont négligé la théorie pure, ou bien encore à ceux qui peuvent trouver dans des études pratiques le complément nécessaire de l'enseignement qu'il leur présente. Aussi serait-il plus assuré de trouver des disciples parmi ceux qui travaillent chez l'avoué, l'avocat ou le notaire, que dans la jeunesse des écoles. Si nombreux que l'on y suppose ceux dont l'intelligence rompue aux abstractions ne se laisse pas rebuter par la formule pure du principe posé, et qui rattachent rapidement à ce principe toutes les conséquences pratiques qui en peuvent découler, ils ne forment qu'une minorité, et l'enseignement de l'auteur suppose une maturité d'esprit en même temps qu'une expérience que l'on n'a guère au sortir du lycée, en dépit de l'année de *philosophie* qui couronne les études classiques.

97. BERNARDI. — Cours de droit civil français, ou Recueil de maximes fondamentales de la jurisprudence actuelle, par J.-L.-D. BERNARDI, chef de la division civile au ministère du grand juge. — 4 vol. in-8. *Paris*, Garnery, 1803 et 1804. (15 fr.)

B., qui avait été membre du C. lég., a été le premier professeur de dr. civ. à l'*Académie de législation*. Son livre en présente l'exposition générale telle que l'avaient formé successivement les juristes, et que les rédacteurs du Code venaient de le résumer, en y introduisant de nombreuses modifications, nécessitées par le nouveau régime politique et social. C'est cet état de la science que présente l'ouvrage de B.

98. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Notes théoriques sur le Code civil. Explication de tous les termes juridiques; discussion des questions de principe; — application d'une méthode nouvelle qui rattache tous les art. du Code, soit comme conséquences, soit comme exceptions, aux principes du droit, par Félix BERRIAT-SAINT-PRIX, av. et doct. en dr. — 3 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1856. (22 fr. 50.)

Le t. III est terminé par le Vocabulaire des termes juridiques employés dans le C. civ. Une 1re édit., aussi en 3 vol., a paru chez Videcoq père, 1846-48, sous le titre : Notes élémentaires sur le Code civil, travail contenant, sur chaque article sans exception, l'explication des termes techniques, la filiation des idées et la discussion des questions de principes.

99. BRESSOLLES. — Cours du Code Nap., professé par M. Gust. BRESSOLLES à Toulouse.

I. Sommaire du cours de 2e année. — In-12, 94 p.

II. Sommaire du cours de 3e année. — 2e *éd.*, 1 vol. in-12, 303 p. *Toulouse*, Gimet; — Delboy; — Armaing, 1868. (3 fr.)

La 1re éd. a paru en 1848. *Toulouse*, Bonnal et Gibrac : la 2e ann., 94 p.; la 3e, 122 p.

100. BURDET. — Programme d'un Cours de droit civil français, par M. BURDET, prof. à la Fac. de Grenoble. — In-8, 8 ff. 1/2. *Grenoble*, Veilot, 1844.

101. CHANTAGREL.—Commentaire du Code Napol., contenant : 1° l'Exposé des principes; 2° l'Analyse des questions controversées et une généralisation en tête de chaque titre, suivi d'une table-questionnaire à l'usage des étudiants en droit, par J. CHANTAGREL.—T. Ier, art. 1-710, in-8, 822 p. *Paris*, Cotillon, 1861. (10 fr.)

Annoncé en 3 forts vol. in-8; le 1er a seul paru.

102. CHARRIER-JUIGNET.—Code pratique, ou le Code civil expliqué dans ses rapports avec le Code de procédure, contenant : 1° l'Exposé des motifs avec la solution de chaque article; 2° une Table alphabétique et raisonnée de la marche à suivre dans le cas qui se présente; par CHARRIER-JUIGNET, subst. à Fontenay-le-Comte. — 2 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1872. (16 fr.)

Voici la contre-partie de l'ouvrage de M. BERNARD (n° 96). « Toute science comporte à la fois un principe et un mécanisme, et il convient d'appliquer les principes à la vie courante des affaires. » C'est cette idée qui a inspiré le livre de M. C.-J.

103. DELAPORTE.—Nouvel Abrégé du droit, dans lequel on suit, autant qu'il est possible, l'ordre du Code français publié par Napoléon Ier, par DELAPORTE. — In-8, 1806. — V. n° 87.

104. DELSOL.—Explication élémentaire du Code Nap., mise en rapport avec la doctrine et la jurisprudence, par J.-J. DELSOL, doct. en dr., av.— 2e *éd.*, rev., corr. et consid. augm.—3 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1866-67. (27 fr. Chaque volume sépar. 9 fr.)

La 1re éd. a paru sous le titre de : *Code Nap., expliqué d'après les doctrines génér. adoptées à la Fac. de dr. de Paris*, t. I et III, *Paris*, A. Durand, 1854 (14 fr.), et le t. II., *ibid.*, 1855.

V. Art. bibl. de Gust. CHAIX d'E.-A., ap. *Mon. off.*, 1856, p. 220. — G. GENREAU, ap. *Rev. crit.*, t. VII, p. 562. — BERTAULD, *ibid.*, t. XXXII, p. 79. — G. DEBACQ, *R. Prat.*, t. XXV, p. 184.

105. DEMANTE.—Programme du cours de droit civil français fait à la Fac. de Paris, par A.-M. DEMANTE, prof. à cette Fac. — 3e *éd.*, 3 vol. in-8. *Paris*, Thorel, 1840. (18 fr.)

La 1re éd., 3 vol. in-8. *Paris*, Alex. GOBELET, 1830-1831. — 2e éd., consid. augm. *Ibid.*, 1835.

Le même (*éd. belge*) : — Programme du cours de droit civil français, éd. augm. en Belgique des solutions données aux questions de DEMANTE par MAZERAT, et mise en rapport avec la législation belge. 1 vol. in-8 (12 fr.). V. infr. n° 129.

106. DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique du Code civ. Nap., par MM. A.-M. DEMANTE, prof. à la Fac. de Paris, continué, depuis l'art. 980, par E. COLMET DE SANTERRE, prof. à la Fac. de Paris. — 7 vol. in-8. *Paris*, Thorel père; — Marescq aîné; — Plon et Ce, 1849-73 (52 fr. 50).

L'ouvrage a été annoncé d'abord en 7 vol., puis en 9 vol. Il est divisé de façon à former une suite de traités distincts. — Le 1er vol. (1848-1849) et le t. II (1854) traitent des Personnes et des Choses, art. 1 à 710; — le t. III des Successions, art. 711-1386 (1855); — le t. IV, des Donations, art. 893-1100 (1858); — le t. V, des Obligations, art. 1101-1386 (1865); — le t. VI, Contrat de mariage, art. 1387-1581 (1872); — le t. VII, Vente, Échange, louage, art. 1582-1831 (1873).

V. Art. crit., MIMEREL, *R. Cr.*, t. VII, p. 564 — Ab. FLOURENS, *ibid.*, 1874, p. 118-124.

107. DUCAURROY, BONNIER ET ROUSTAIN. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, par MM. DUCAURROY, prof. à la Fac. de Paris, avec la collaboration de E. BONNIER, prof., et de J.-B. ROUSTAIN, prof. suppl. à la même Fac. 1er exam. (art. 1-892). — 2 vol. in-8. *Paris*, Thorel, 1848-1851 (1850). (15 fr.)

L'ouvrage était annoncé en 6 vol.; les 2 premiers ont seuls paru; il est resté inachevé après la mort de M. DUCAURROY.

V. Art. crit., *ap. Rev. Wol.*, t. XXX, p. 488 t. XXXI, p. 118.

108. FOLLEVILLE (DANIEL DE).—I. Sommaire des prolégomènes du cours de Code civil fait à la Faculté de droit de Douai, par Daniel de FOLLEVILLE, professeur. 1er examen. Introduction générale. Titre préliminaire (art. 1 à 6). Titre 1er du livre 1er (art. 7 à 34). Titre 3 du Domicile (art. 102 à 111). — In-8, 76 p. *Douai*, Crépin. — *Paris*, Ménard et David; — Thorin, 1873. (2 fr. 50)

II. Programme sommaire du cours de droit civil. 2e examen : Dispositions générales du livre III (art. 711-717). Titre 1er des Successions (art. 718 à 892). Des Partages d'ascendants (art. 1075 à 1087). — 1 vol. in-8. *Paris*, E. Thorin. — *Douai*, Bonnard-Obez, 1871. (8 fr.)

Ces titres ne sont pas exacts. Ce n'est pas un programme qu'un livre qui ne contient ni plan ni idées générales, et où certaines parties sont traitées avec l'ampleur de dissertations approfondies; il est, par cela même, encore moins sommaire, puisqu'il faudra trois volumes pour un seul examen. L'auteur a-t-il senti ces imperfections et est-ce la raison de l'interruption que l'on remarque dans cette publication? En réalité, son livre n'est qu'un recueil de dissertations, excellentes d'ailleurs, reliées entre elles par des notes de cours. Il y a là les éléments d'un livre de mérite, mais il n'y a pas un ouvrage suivi, pas plus qu'un programme d'examens. Ce livre, nous l'aurons peut-être quelque jour, car M. de F. travaille avec ardeur : les dissertations qu'il fournit à plusieurs recueils seront relevées ici en maint endroit.

109. HENNEQUIN. — Traité de législation et de jurisprudence suivant l'or-

dre du Code civil. IIe Livre, par V. HENNEQUIN, av., etc. — 2 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1838-1841. (6 fr.)

M. H. a fait un cours de droit dont la *Gaz. Trib.*, 1825, 26 et 27, a plusieurs fois rendu compte et donné des extraits. C'est ce cours qu'il avait entrepris de publier et dont il n'avait donné que 2 vol. « L'étude du droit civil, dit-il dans son Avant-propos, n'offre pas aux jeunes légistes tout l'attrait qui devrait naturellement s'y rattacher, et ce n'est peut-être qu'en associant dans un même livre les procédés de l'école expérimentale et ceux de l'école historique, qu'il est possible de sauver cette branche de l'enseignement de l'aridité qu'on lui reproche à trop juste titre. De quel intérêt ne serait pas en effet un traité qui, formant d'utiles et nécessaires alliances entre la législation, les sciences naturelles, l'économie publique, la philosophie et l'histoire, interrogerait chaque maxime dans la cause de son existence, la suivrait dans ses fonctions diverses et chercherait, en méditant sur les arrêts, à fixer son véritable sens! » C'est, en d'autres termes, la Théorie philosophique du Code civil que H. voulait nous donner. Malheureusement, l'auteur n'a pas pu accomplir l'œuvre qu'il avait entreprise; il n'a publié lui-même que le Ier vol., le IIe l'a été, après sa mort, par son fils. M. H. ne suit pas l'ordre du Code; son ouvrage débute par le l. II.

V. Art. crit. de H. de VATIMESNIL, *ap. Droit*, 16 avril 1838.

110. HUA. — Conférences sur les lois formant le Code civil, par HUA, jurisc. — 4 vol. in-12. *Paris*, 1804.

111. MORELOT. — Dictées d'un professeur de droit, par MORELOT. — 3 vol. in-12. (10 fr.)

112. MOURLON. — Répétitions écrites sur les trois examens du Code civil, contenant l'exposé des principes généraux, leurs motifs et la solution des questions théoriques, par Fréd. MOURLON, doct. en droit. 9e *édit.*, revue et mise au courant, par M. Ch. DEMANGEAT, cons. à la C. de cass. — 3 vol. gr. in-8, compactes. *Paris*, Marescq aîné, 1873-74 (37 fr. 50. — Chaque examen, formant un vol. séparé, 12 fr. 50).

La 1re éd. a paru aussi chez Marescq, savoir: le 3e exam. en 1846; le 2e exam., 1850; le 1er exam. 1851. Le 3e exam. a eu trois édit. success.: 1re, 1846; 2e, 1849; 3e, 1852. Les autres édit. de chaque examen ont paru successiv. à des intervalles rapprochés, chaque vol. ayant son édition séparée.

Le succès soutenu de cet ouvrage a fait négliger tous les livres élémentaires du même genre parus antérieurement. C'est un excellent guide pour la jeunesse des écoles, et MM. les professeurs, dont il analyse et commente souvent l'enseignement, en recommandent en général la lecture à leurs élèves. Malgré les nombreux ouvrages similaires, la plupart d'un mérite sérieux, il reste en possession de la faveur générale, et il n'y a rien à retrancher à l'appréciation qu'en donnait il y a quelques années M. DALLOZ: « Sous ce titre modeste de: *Répétitions écrites*, M. M. a publié un livre qui jouit depuis longtemps à l'Ecole d'une estime non moins grande que méritée. C'est, en effet, un de ces bons livres élémentaires qui ont rendu d'éminents services aux études, et dont la portée et le mérite réel les rendent dignes de figurer dans la bibliothèque du jurisconsulte. C'est un de ces ouvrages précieux qui peuvent être également utiles à ceux qui les étudient pour s'instruire et à ceux qui les consultent pour s'éclairer. »

113. PICOT. — Code Napoléon, expliqué article par article, d'après la doctrine et la jurisprudence, suivi d'une table analytique à l'usage des avocats, des officiers ministériels, etc., par J.-B, C. PICOT, doct. en dr., av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Michon, 1868-1871 (6 fr.)

Nous avons tous connu, il y a plus de vingt ans, M. P. dans les conférences de stagiaires, où il n'avait pourtant déjà plus rien à apprendre; mais, si nous pouvions dès lors apprécier la science solide et la modestie de l'homme, nous ne prévoyions pas le succès de ses petits traités et le talent de vulgariser la science du droit tout en restant irréprochable dans la doctrine, qui l'ont fait distinguer par la critique, d'ordinaire peu soucieuse de ces sortes d'ouvrages.

V. art. crit. de G. CHAIX-D'E.-A. ap. *Mon. off.*, 1855, p. 163 et 1862, p. 357.

V. inf. nos 137 et 138.

114. PERREAU. — Principes généraux du droit civil privé, par A.-J. PERREAU. — In-8. *Paris*, 1805. (4 fr.)

115. PIGEAU. — Cours élémentaire de Code civil, ou Exposé méthodique des dispositions du Code civil, pour en faciliter l'intelligence, par PIGEAU. — *Nouv. éd.* 2 vol. in-8. *Paris*, Blaise, 1818. (10 fr.)

Cet ouvrage a paru d'abord sous le titre de: *Notions élémentaires du nouveau droit civil, ou exposé méthodique*, etc., par M. PIGEAU, jurisconsulte, etc., 4 vol. in-8, *Paris*, Rondonneau, an XII.

116. RICHELOT. — Principes du droit civil français suivant la législation actuelle, par H. RICHELOT, doy. de la Fac. de Rennes. — T. Ier, in-8. *Paris*, Videcoq; *Rennes*, Molliex, 1843.

Élève de TOULLIER, R. avait promis à son maître de résumer en six vol. le *Droit civil* français, et c'est sur le cadre donné par TOULLIER lui-même que R. a travaillé. Mais son œuvre n'a pas été continuée au-delà du 1er vol. qui a paru en 2 livr. 1841-1843.

117. SIREY. — Les Six Codes, avec notes et traités, pour servir à un cours de droit français, à l'usage des étudiants en droit, par J.-B. SIREY. — In-4, *Paris*, 1829.

118. SPANGENBERG. — Institutiones juris civilis Napoleonei, in usum prælectionum conscriptæ, auctore Ernest SPANGENBERG. — In-8. *Gœttingæ*, 1808.

119. VUILLIAUME. — Commentaire analytique du Code Napoléon, renfermant les principes généraux du droit, les motifs de chaque article, les solutions motivées des questions auxquelles

il donne lieu, et les opinions des auteurs qui les ont traitées et approfondies, et la jurisprudence, par F. VUILLIAUME, av., doct. en dr., répét. de dr.—1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon; — Durand; — l'auteur, 1856. (9 fr.)

---

120. * * *. — Les Leçons sur le Code civil, matières de 2e année. T. Ier, — In-8 d'une f. 5/8. — *Paris*, Lejay; — Ménard; — Gaud.

1re livr. Leçons 1 à 4. Livre 3e, des différentes manières d'acquérir la propriété (50 c. la livr.). Il devait paraître une livr. par semaine : n'a pas été suivi.

121. * * *. — Premier examen sur le Code Napoléon. Livres I et II, art. 1 à 710. Contenant l'analyse et le résumé des doctrines et des opinions émises par les professeurs des facultés de droit, par deux avocats, 1re et 2e partie. — 1 gros vol. in-8. *Paris*, Videcoq; — Alf. Leclercq; — Ménard, 1854. (8 fr.

L'ouvrage a paru d'abord sous le titre de 1re, 2e et 3e années de droit : Code Napoléon (1re année), 1 vol. in-8, 17 ff. *Paris*, chez Lettré, 1852, et devait paraître par livraisons mensuelles de 17 ff.

b. Questionnaires, etc.

122. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Guide pour l'étude des examens du droit, ou Indication des principales difficultés qui en sont l'objet, et des auteurs qui résolvent ces difficultés, par F. BERRIAT-SAINT-PRIX, av., doct. en dr. — 4e *éd.* 1 vol. in-18. *Paris*, 1856. (2 fr. 50)

Questionnaire utile aux étudiants, comprenant tous les examens depuis le 1er de baccal. jusqu'au 2e de doctorat. La 1re édition est de 1840.

123. *Le même*. — Guide pour les thèses de licence, de doctorat, de concours. Manuel de logique judiciaire, à l'usage des étudiants, des candidats de concours, des avocats, des magistrats et de tous ceux qui traitent des questions de droit — 2e *éd.*, 1 vol. in-18. *Paris*, Cotillon, 1876. (3 fr.)

La 1re éd. 1 vol. in-18, 1855.

124. BLONDEAU, BERNARD ET BÉDEL. — Nouveau Guide des étudiants en droit, par MM. BLONDEAU, prof. à la Fac. de Paris, BERNARD et BÉDEL. — In-18. *Paris*, Bernard, 1825.

V. Not. ap. *Gaz. Trib.*, 2e ann. no 456.

125. CARRÉ ET B. — Examens sur le Code civil, par demandes et réponses, avec les définitions, notes et explications tirées des meilleurs auteurs et commentateurs; par MM. CARRÉ et B., av. — 3 vol. in-8. *Paris*, Warée, 1824-29.

N.-E. Carré avait publié en 1821, 1823 et 1825, in-8, un *Premier examen sur le Code civil*, et un *Deuxième examen*, tous deux sans nom d'auteur. Carré, disent les continuateurs des *Supercheries littéraires*, s'était proposé de traiter successivement les autres *titres* (et non *livres*, comme ils l'impriment) du Code ; mais un anonyme ayant trouvé le plan de cet ouvrage à sa convenance, a bien voulu épargner à M. Carré la peine de finir le sien. C'est l'ouvrage en 3 vol. indiqué plus haut. Pour maintenir son droit, C. publia une 4e éd. de son premier examen en 1829, et y mit son nom : — Premier examen sur le Code civil, par demandes et réponses, contenant les deux premiers livres du Code civ., avec les définitions, notes et explications tirées des meilleurs auteurs et commentateurs, par N. CARSÉ, av. — 4e *éd.*, rev., corr. et augm., in-8, 16 ff. 3/4; *Paris*. Warée aîné, 1829.

Une nouv. éd. in-8, en 1836.

126. DEMANTE. — Questions et Exercices élémentaires sur les examens de droit, contenant : 1° l'indication des lois étrangères aux codes qui font partie de l'enseignement; 2° le renvoi aux auteurs; 3° une dissertation sommaire sur les dernières lois politiques dans leurs rapports avec le Code civil, par Gabr. DEMANTE, prof. suppl. à la Fac. de Toulouse. — In-18. *Paris*, Thorel, 1849-1850. (4 fr. — Le 2e ex. est épuisé ; les trois autres sépar. : 1 fr. 50.)

127. LACROIX. — Mémento de droit civil pour la préparation aux examens, d'après le Manuel de droit civil du professeur Émile ACOLLAS, par Sigism. LACROIX, av. — T. I et II, 1er et 2e ex., in-18 jés., IV-377 p. et 7 tabl. ; — 510 p. et 5 tabl. *Paris*, Le Boucher, 1873. (9 fr.) — T. III, 4e ex., in-18 jés., IV-491 p. et 3 tabl. *Paris*, Chérié, 1874. (4 fr. 50). — V. Sup., n° 94.

128. MAURIN. — Tableau synoptique du Code civil, utile à tout le monde, indispensable à MM. les praticiens et étudiants en droit (signé MAURIN). — In-plano d'une feuille. *Paris*, impr. Chaix, 1850.

129. MAZERAT. — Questions sur le Code civil avec leurs solutions, suivant l'ordre adopté par M. A. DEMANTE dans son programme, par A. MAZERAT. — 2 vol. in-8, *Paris*, Videcoq, 1835-1839.

1er et 2e exam.

130. RAMBAUD. — Code civil par demandes et réponses, par Prosp. RAMBAUD, doct. en dr., répét. de dr., 3e *éd.*, entièrement refondue, mise au courant des nouvelles dispositions législatives. — 3 vol. in-8. *Paris*, Ménard et David, 1875-76. (18 fr.; ch. vol. sépar. : 6 fr.)

Le 1er vol. a paru en 1868 s. n. d. avec l'in-

dication *par un répétiteur de droit*, in-8, 347 p. *Paris*, Retaux (5 fr. 50). Les vol. suiv. portent le nom de l'auteur. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869. La 2e éd. 1872-73.

M. R. a dû sténographier jusqu'à la *forme* même dans laquelle chaque professeur pose aux étudiants les questions qui font l'objet de leurs cours, celles qui ont leur préférence, qui ont rapport avec le sujet qu'ils creusent; il aura écouté la formule même de la réponse du professeur, cette synthèse souvent inconnue, sinon antipathique au nouvel arrivant.

131. WILHELM. — Le Droit civil, résumé en tableaux synoptiques, par A. WILHELM, répétiteur de droit. — Matières de l'examen de 1re année. — 1 vol. in-8. *Paris*, Challamel aîné, 1876 (1 fr. 50.)

132. * * *. — Cinq cents Questions, recueillies aux examens de droit, avec la solution. — 3 séries. In-8. *Paris*, Marescq jeune, 1866.

Bibliothèque de l'étudiant en droit.

§ 3. *Ouvrages élémentaires à l'usage des écoles primaires, etc. — Divers.*

L'utilité des traités élémentaires de Droit est depuis longtemps reconnue, et l'Acad. des Sc. mor. a même mis ce sujet au concours; mais les ouvrages qu'il inspire sont et devaient être des sortes d'encyclopédies de droit privé, dont la nomenclature ne peut trouver place dans une bibliographie exclusivement consacrée aux livres écrits sur le Code civil. Ils seront classés à part avec nos autres encyclopédies juridiques de tout genre, assez nombreuses pour former une section particulière.

133. BERTHIER. — Le Code Napoléon, Code civil de l'Empire français, mis à la portée des sourds-muets, de leurs familles et des parlants en rapport journalier avec eux, par Ferd. BERTHIER, doyen des professeurs de l'Institution impériale de Paris. — In-18 jés., 531 p. *Paris*, libr. du *Petit Journal*, 1869.

L'auteur est lui-même sourd-muet.

134. CAMPENON. — Le Code Napoléon. Commentaire usuel indiquant sous chaque article les solutions théoriques et pratiques de la jurisprudence, par T. CAMPENON, av. — 1 vol. in-32, 320 p. *Paris*, Plon, 1864. (2 fr. 50)

135. — FARINE. Le Code civil mis à la portée de tous. I. Des Successions. II. De la loi : des Droits civils, des Actes de l'état civil, du Domicile et de l'Absence, par Pierre FARINE, av. — In-32. *Paris*, impr. Bellaire, 1874. (30 c.)

Bibliothèque Franklin.

136. MORIN. Résumé populaire du Code civil, par MORIN. — 2e *éd.*, in-16, 192 p. *Paris*, Pagnerre; — Havard; — Martinon; — Dutertre, 1863. (3 fr.)

137. PICOT. — Nouveau Manuel pratique et complet du Code Napoléon, expliqué et mis à la portée de toutes les intelligences, à l'usage des familles, de la propriété, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, par M. J.-B.-C. PICOT, av., doct. en dr. — Nouv. et gr. éd. (63e), rev., corr. et considér. augment. In-12, VI-731 p. *Paris*, Michon, 1868.

Ce livre, un peu moins élémentaire que les précédents, est à l'usage des adultes. Par la clarté, la simplicité et l'exactitude, il se distingue essentiellement de tous les livres de pacotille et de colportage ayant le même objet. (V. Sup. n° 113.)

138. *Le même.* — Eléments du Code Napoléon, exposés par demandes et par réponses. Ouvrage destiné à vulgariser la connaissance des lois françaises. — 1 vol. in-32 de 256 p. *Paris*, Aug. Coupé, 1868. (1 fr.)

139. ROGRON. — Le Code civil expliqué par ses motifs, par des exemples et par la jurisprudence, avec la solution, sous chaque article, des difficultés que présente le texte et de tous les termes de droit, suivi d'un formulaire des actes sous seing privé, par J.-A. ROGRON. — 18e *éd.*, 2 vol. in-18, *Paris*, Plon, 1873.

M. R. est un des premiers qui aient entrepris de vulgariser les notions du droit civil. Le succès de son ouvrage a répondu à son utilité. La 1re éd. est de 1824, en 1 vol. in-18 de 980 p., *Paris*, chez l'auteur; la 2e, 1839. *Paris*, Thorel; — Videcoq. 10 autres éd. ont suivi à des intervalles assez rapprochés, successivement augmentées et refondues, avec les arrêts de principe à partir de la 14e (2 vol. in-18, *Paris*, Thorel. 1849, 1850).

140. SOLON. — Le Nouveau Guide usuel et national du Code Napoléon expliqué. — 1 vol. in-32, 753 p. *Paris*, Pick, 1869. (7 fr.)

141. * * * — Tableaux-lois. N° 1. Lois civiles. — In-fol. *Paris*, Dupont, 1843.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DROIT CIVIL COMPARÉ AU DROIT ANCIEN ET A DIFFÉRENTES BRANCHES DES SCIENCES MORALES.

142. ARNOLD. — Elementa juris civilis Justinianei, cum Codice Napoleone et reliquis qui in Imperio franco-gallico obtinent legum vigorem codicibus, juxta ordinem institutionum collati. Auctore G.-D. ARNOLD. — *Parisiis*, in-8, 1812.

143. BERTHELOT. D. Justiniani Institutionum libri IV, observationibus perpetuis illustrati, additis earum institu-

tionum cum codice Napoleone collationibus, auctore BERTHELOT. — *Parisiis*, 2 vol. in-8, 1809.

144. BIRET. — Application au Code civil des Institutes de Justinien et des cinquante livres du Digeste, avec la traduction en regard, par A.-C.-L.-M. BIRET, j. de paix à la Rochelle. — 2 vol. in-8, *Paris*, A. Bertrand, 1824. (14 fr.)

V. sur cet ouvr. : Application du Digeste au Code civil, à propos de l'ouvrage de M. BIRET, par ***. ap. *Thémis*, t. VII, p. 37. Biret a fait imprimer une lettre en réponse à cette critique.

145. BUGNET. I. Pothier. OEuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil et la législation actuelle, par M. Bugnet, prof. Fac. Paris, 2e *éd.*, conforme à la 1re. — 10 vol. in-8.

II. Table générale des matières, par ordre alphabétique, suivie d'une table de concordance des articles des codes avec l'ouvrage, par Jean SIREY, av. — 1 vol. in-8. VII-202 p., 2e *éd.* — Ensemble : 11 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1861-62. (65 fr.)

Plusieurs jurisconsultes distingués ont donné d'excellentes éd. de P. La plupart appartiennent exclusivement à notre ancien droit. — *Ed.* LETROSNE, 19 vol. in-8, 1820. — *Ed.* BERVILLE, 20 vol. in-8, 1821. — *Ed.* DUPIN, 11 vol. in-8, 1823. — *Ed.* FIRBACH et BOGRON, 2 vol. gr. in-8, 1825. Celles-là seulement qui ont été mises en concordance avec le droit civil nouveau devaient trouver place ici. L'édition de M. B. est pratique. C'est en quelque sorte l'enseignement du savant professeur produit sous forme d'annotation à l'œuvre de son illustre prédécesseur. M. SIREY y a ajouté une table qui permet de retrouver facilement les nombreux passages des écrits de POTHIER où l'on va encore aujourd'hui chercher le sens et pour ainsi dire le commentaire anticipé du C. C.

La 1re éd. de B.-P. a paru chez Videcoq ; — Cosse et Delamotte, 1845-48, en 10 vol. L'ordre de publication pour les deux éditions n'a pas suivi l'ordre des volumes de 1 à 11.

146. CADRÈS. — Modifications des dispositions du Code civil en matière de commerce; mises en rapport avec la doctrine et la jurisprudence, suivies d'un commentaire du contrat de commission, par M. Émile CADRÈS, av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, p. et f., 1844 (6 fr.)

147. CHABOT DE L'ALLIER. — Questions transitoires sur le Code civ., relatives à son autorité sur les actes et les droits antérieurs à sa promulgation, et dont la discussion comprend : 1° le tableau des diverses législations sur chacune des matières qui y sont traitées ; 2° des explications sur les lois anciennes et sur le Code, par CHABOT DE L'ALLIER. — *Nouv. édit.*, augmentée, 3 vol. in-8. *Dijon*, Victor Lagier, 1829.

La 1re éd. 2 vol. in-4, *Paris*, 1809.

148. DE CHAMPEAUX. — Le Droit civil ecclésiastique français ancien et moderne, par G. de CHAMPEAUX. — 3e *éd.* rev. par l'auteur et augmentée d'un supplément ; — 2 vol. in-8, *Paris*, 1876. (15 fr.)

La 2e éd. est de 1852. 2 vol. in-8.

149. DOMAT. — OEuvres complètes de J. DOMAT, *nouv. éd.*, corr. et précédée d'une notice historique sur DOMAT ; augmentées de l'indication des articles de nos codes qui se rapportent aux différentes questions traitées par cet auteur, des lois, arrêts, sénatus-consultes, décrets, ordonnances du roi, avis du conseil d'État, décisions des ministres et des arrêts de la Cour de cassation, par Jos. REMY, jurisc. — 4 vol. in-8. *Paris*, Didot ; — Béchet ; — Roret ; — Boiste, 1828-30. (32 fr.)

Le 4e vol. contient les *Harangues* et le *Legum delectus*.

Voir aussi. Œuvres de J. DOMAT, 1re *éd.*, in-8, etc., augmentées... d'une table de concordance entre les articles de nos codes et les passages de DOMAT qui s'y rapportent, par M. CARRÉ, av. — 9 vol. in-8. *Paris*, Tenré, 1823-1825.

150. DUPIN. — Principia Juris civilis tum romani tum gallici, seu Selecta legum romanarum ex corpore Justinianeo depromptarum et cum civili Gallorum codice apte concordantium. Cum notis... quibus sedule utriusque juris collatio continetur. Auctore A.-M.-J.-J. DUPIN. — 5 vol. in-12. *Parisiis*, 1806-1818. (25 fr.)

151. FENET. — Pothier analysé dans ses rapports avec le Code civil et mis en ordre sous chacun des articles du Code, ou les législations anciennes et nouvelles comparées, par P.-A. FENET, av. 2e *éd.*, 1 gros vol. in-8. *Paris*, chez Gobelet, 1829. (8 fr. à l'émiss.)

Ce n'est guère qu'un Code civil annoté d'extraits de POTHIER.

152. GIN. — Analyse raisonnée du droit français, par la comparaison des dispositions des lois romaines, de celle de la Coutume de Paris et du Nouveau Code des Français, par F.-C.-L. GIN, anc. mag. — 6 vol. in-8. *Paris*, Garnery, 1803 et seq. (25 fr. ; 4 fr. le vol. à l'émiss.)

Cet ouvrage est la réédition et le complément de celui que l'auteur avait fait paraître en 1782, 1 volume in-4, sous le titre de : *Analyse du droit français par la comparaison des dispositions des lois romaines et de la coutume de Paris.*

153. GINOULHIAC. — Cours de droit coutumier français dans ses rapports avec notre droit actuel, par C. GINOULHIAC, prof. à la Fac. de dr. de Toulouse. — Br. in-8, 1849. (1 fr.)

154. GOUSSET. — Le Code civil commenté dans ses rapports avec la théologie morale, ou Explication du Code civil, tant pour le for intérieur que pour le for extérieur, par S. E. le card. Gousset, arch. de Reims.—*Nouv. éd.*, in-18, XI-864 p. *Paris*, E. Belin, 1873. (5 fr.)

Ce livre a eu de nombreuses éd. : la 1re est de 1828 ; elle était anonyme et ne formait qu'un vol. in-18 d'environ 6 ff. Le nom de l'auteur ne fut mis qu'à la seconde édit. considérablement augmentée, formant 1 vol. in-8 de 52 ff. *Paris*, Belin-Mandar et Devaux, 1829. Les éditions subséquentes ont à peu près été conformes.

155. HUTTEAU ET BERNARDI. — OEuvres de Pothier, *nouvelle édition*, mise en rapport avec le Code Napoléon, le Code de procédure et les lois nouvelles, par HUTTEAU et BERNARDI. — 22 vol. in-8, 1805-1810.

On y ajoute un 23e vol. : Traité des contrats d'assurance, par ESTRANGIN. *Marseille*, in-8, 1810.

156. LECLERCQ. — Le Droit romain dans ses rapports avec le droit français et les principes des deux législations, par O. LECLERCQ. — 8 vol. in-8. *Liége*, Duvivier, 1810, 1813. (50 fr.)

M. L. était, lors de la révolution belge, de 1830, proc. gén. près la C. sup. de Liége.

157. MAURICE. — Table des Commentaires de J. VOËT, sur les Pandectes, analysées dans leurs rapports avec chacun des articles des cinq codes français, par MAURICE, prés. de ch. — In-4.

Cette table peut servir à toutes les éditions de Voët.

158. PERREAU. — Nova Juris civilis romani elementa, juxta institutiones quibus accedunt quædam e nostro jure civili gallico deprompta, auct. J.-A. PERREAU. — In-8. *Parisiis*, 1809.

159. VAN WETTER. — Code civil en vigueur en Belgique, annoté d'après le droit romain, par M. P. VAN WETTER, prof. à l'Univ. de Gand. — 1 vol. gr. in-8. *Gand*, H. Hoste; *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1873.

Prof. de dr. rom. à Gand et auteur d'un ouvrage très-répandu sur la matière de son cours, M. V. W. a voulu en démontrer l'utilité pratique. Ses preuves sont mathématiques, il détermine en chiffres la part qui revient au droit de l'ancienne Rome dans la législation civile de la Belgique. Sur 2,283 art., 925 sont conformes au droit romain, 681 sont contraires, et 677 ne sont ni entièrement conformes, ni tout à fait contraires. Conçu et exécuté avec les garanties de science que présente l'auteur, ce travail a d'inappréciables avantages aux points de vue théorique et pratique.

TROISIÈME SECTION.

OUVRAGES SPÉCIAUX SUIVANT L'ORDRE DU CODE CIVIL.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DE LA PUBLICATION, DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

(Décrété le 14, promulgué le 24 ventôse, an XI. — 5-15 mars 1803.)

A. ENSEMBLE DU TITRE PRÉLIMINAIRE.

160. DEMOLOMBE. — Traité de la Publication, des Effets et de l'Application des lois en général, par M. C. DEMOLOMBE. — 4e *éd.* in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870.

Fait partie du t. Ier du *Cours de Code civil*. V. Sup. no 72.

161. PROUDHON. — Traité sur le Titre préliminaire.

V. infr., no 198.

162. QUINET. — Commentaire sur les trente-trois premiers articles du Code civil, par QUINET. — In-8. *Bruxelles*, Demet; *Paris*, Bavoux, 1819.

Art. crit. *Thémis*, t. II, p. 43.

163. YMBERT. — Essais critiques sur le Code Napoléon. — 1re Partie. Le Portique du Code; Étude sur le Titre préliminaire (art. 1 à 7), par TH. YMBERT, av., d. en dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1860. (3 fr. 50)

V. infr. no 190.

B. MONOGRAPHIES SUR CHACUN DES ARTICLES.

Art. 1er.

164. ANCELOT. — De la Promulgation et de la Publication de la loi en France, par M. ANCELOT, av. gén. à Riom. — Ap. *Rec. Ac. Leg. de Toul.*, t. VII, p. 462-76.

165. DEMANTE. — De la Promulgation

des lois, suivant le décret du 5 nov. 1870, par G. DEMANTE, prof. à la Fac. de Paris. — Ap. *R. C.*, 1871-72, p. 129-134.

166. FAUVEL. — De la Promulgation des lois et décrets, commentaire du décret des 5-11 nov. 1870, par M. FAUVEL, av. — In-8, 36 p. *Paris*, Cotillon, 1875 (1874). (1 fr. 50.)

Extr. de la *R. Crit.*, 1872-73, p. 723-741 et 1873-1874, p. 32-45.

Cf. Exam. doct. d'un arrêt de cass. du 6 févr. 1874, par P. CAUWÈS, agr. à Paris, ap. *Sir.*, 1874, 1, 281, et *J. Pal.*, 1874, p. 692; — et par CAZALENS, ap. *Dall.*, 1874, 1, 185.

167. DE FOLLEVILLE. — De la Promulgation et de l'application des lois et des décrets, par Daniel de FOLLEVILLE, prof. Fac. Douai. — In-8, 70 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876. (1 fr.)

« Étude sur le titre préliminaire du Code civil. — Art. 1er combiné avec divers décrets du gouvernement de la Défense nationale, et avec les récentes lois constitutionnelles; — art. 4 et 5 du même code. »

168. JOURDAN. — Examen de la jurisprudence sur la publication et la promulgation des lois, par JOURDAN. — Ap. *Thém.*, t. 1er (1819), p. 48.

169. * * *. Une loi peut-elle être abrogée par l'usage? Dissert. dans le sens de la négative; s. n. d. — Ap. *Journ. du Barreau*. — Reprod. ap. *Sir.*, t. 9, 2, 376, et ap. *Collect. nouv.*, t. 5, 1, 432.

Art. 2.

170. BLONDEAU. — Essai sur l'effet rétroactif des lois, par H. BLONDEAU.

Publiée pour la 1re fois en 1809 dans la *Biblioth. du Barreau*, t. II, p. 97, cette dissertat. a été reproduite à peu près *in extenso* par SIREY, 1809; 2e part. p. 277-287; insérée ensuite par l'auteur ap. *Essai sur quelques points de législation ou de jurisprudence*, 1 vol. in-8, *Paris*, Videcoq fils aîné, 1850, p. 165-212.

171. DOAT. — De la Non-rétroactivité des lois. Th. D. (Toulouse), par Henri DOAT, av. — In-8, 7 ff. 1/4. *Toulouse*, impr. Bonnal, 1856.

172. DUVERGIER. — De l'Effet rétroactif des lois, par J.-B. DUVERGIER. — In-8, 4 ff. 3/4, *Paris*, Joubert, 1845.

Cf. *Rev. du Dr. fr. et étr.*, t. XII (1845), p. 1 et 91.

173. KALINDERO. — De la Non-rétroactivité des lois, par KALINDERO. — In-8, *Paris*, 1854. (4 fr.)

174. MACAREL. — Analyse d'une leçon de M. de GÉRANDO sur l'exécution des lois, par M. MACAREL. — Ap. *Thémis.*, t. II, p. 468.

175. MAILHER DE CHASSAT. — Traité de la Rétroactivité des lois, ou Commentaire approfondi du Code civil, par M. A. MAILHER DE CHASSAT. — *Paris*, Durand, 1845 (1844). (10 fr.)

Cet ouvrage est sans contredit le commentaire le plus étendu qui ait été fait sur une des matières du Code, puisqu'il n'a pour objet que les art. 1 et 2. Il n'est aucun des points qui se rattachent à la rétroactivité des lois qui n'y soit examiné.

V. infr. nos 186 et 196.

176. THÉODOSIADÈS. — Essai sur la Non-rétroactivité des lois, par Miltiade G. THÉODOSIADÈS, dr. en dr. — Gr. in-8, 276 p. *Paris*, A. Pilon, 1866. (6 fr.)

177. BOUVIER. — Du Principe de la non-rétroactivité des lois. Etude sur l'application des lois françaises en Savoie. Th. D., par A. BOUVIER. — Gr. in-8, 317 p. *Chambéry*, imp. Pouchet et Ce, 1863.

Art. 3.

Toute la matière de l'art. 3 se rattache plus particulièrement à une autre division du droit, celle du Droit international, et comporterait de trop longs développements pour trouver place ici. Nous ne donnons donc que quelques généralités. Lorsque la science l'aura complétée, elle aura sa bibliographie à part.

178. BALLOT. — Des Étrangers devant la justice française. Tendances de la jurisprudence, par M. Ch. BALLOT. — Ap. *R. Pr.*, t. X (1er 1860), p. 111-118.

179. BARILLIET. — Études de droit international privé, par Th. BARILLIET, d. en dr. — Ap. *R. Pr.*, t. XV (1er 1863), p. 141-163; p. 521-557; t. XVI (2e 1863), p. 551-574.

Cette 1re partie traite des droits dont la jouissance est concédée aux étrangers en France. C'est tout ce qui a paru dans la *R. Pr.*

180. DELISLE. — Principes de l'interprétation des lois, des actes, des conventions entre les parties et spécialement des législations française et étrangères, concernant l'étranger en France, avec l'examen critique de la jurisprudence moderne, par M. DELISLE, doy. de la Fac. de Caen. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Delamotte, 1852. (15 fr.)

Une 1re éd. en 1 vol. in-8 de 51 ff. a paru en 1849 chez les mêmes édit. sous le titre de: *Traité de l'interprétation juridique, en d'autres termes : des questions auxquelles donne naissance l'application des lois.*

181. BERTAULD. — Conflit des lois

françaises et des lois étrangères, par M. BERTAULD, profess. à la Fac. de Caen.— Ap. *Questions prat.*, 1re part., p. 1-168.

V. Sup. no 61. Cette étude est complét. inédite.

182. DELSOL. — De l'Application du statut personnel de l'étranger en France; examen doctrinal de la jurisprudence, par J.-J. DELSOL, doct. en dr., av. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 481-91.

183. DEMANGEAT. — Du Statut personnel. Esquisse d'une théorie sur ce sujet. Indication des principales difficultés qui se sont présentées dans la pratique, par Ch. DEMANGEAT. — Ap. *R. Pr.*, t. Ier (1856), p. 46-66.

L'auteur examine : 1o quelles lois doivent être considérées comme personnelles; 2o quelle est la circonstance qui détermine la loi personnelle. V. le *Traité du droit international privé* de FÉLIX ; 4e *éd.* consid. augm. par DEMANGEAT, 2 vol. in-8, 1866 ; et l'*Histoire de la condition civile des étrangers en France*, par M. D. in-8, 1844.

184. JAY. — Du Droit d'obtenir justice pour les étrangers, par M. JAY, doct. en dr., av. — Ap. *R. Pr.*, t. III (1er 1857), p. 197-208.

185. DE LESPINASSE. — Du Conflit des lois étrangères avec les lois françaises, en ce qui touche le droit privé (art. 3, 2123, 2128 C. civ., 546 C. pr. c.), par H. DE LESPINASSE. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. 5, p. 25-30.

186. MAILHER DE CHASSAT. — Traité des Statuts (Lois personnelles, lois réelles), d'après le droit ancien et le droit moderne, ou du Droit international privé, considéré comme conséquence ou reproduction, dans le sens individuel, du droit international public : plus expressément de la Nationalité et de la Réalité, considérées comme faits de souveraineté des puissances entre elles, et ayant pour objet les affectations individuelles, et les dévolutions de biens, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des Etats, par M. A. MAILHER DE CHASSAT, anc. mag., av. — In-8. *Paris*, Durand, 1844 (1845). (7 fr.)

Ce livre est un fragment d'un ouvrage plus volumineux promis alors par l'auteur, et dont il n'a donné que des parties qui, avec le traité indiqué ici, forment un commentaire complet du titre préliminaire du Code civil. Celui-ci peut être considéré comme le commentaire de l'art. 3 et plus particulièrement comme le complément de son traité sur l'effet rétroactif (v. Sup. n° 175). Après avoir envisagé la loi sous le rapport des changements de temps, il était naturel que l'auteur en vint à l'envisager sous le rapport des changements de lieu. Ce livre est un des plus remarquables qui aient été écrits sur ce sujet.

187. MATHIEU-BODET. — La Capacité de l'étranger qui contracte en France avec un Français doit-elle se déterminer d'après le pays auquel cet étranger appartient ou d'après la loi française? par M. MATHIEU-BODET, av.. — Ap. *R. Fæl.*, t. XIII, p. 542.

188. OLIN. — Du Droit répressif dans ses rapports avec le territoire (Th. d., Fac. lib. Bruxelles), par Xavier OLIN. — In-8, 243 p. *Bruxelles*, Bruylant-Christophe et Ce, 1865. (3 fr. 50)

189. TROCHON. — Les Étrangers devant la justice française et les juridictions nationales des peuples anciens et modernes, par Alb. TROCHON, doct. en dr., av. à Caen. — 1 vol. gr. in-8. *Caen*, Le Gost-Clérisse; — *Paris*, Marescq aîné, 1867. (7 50).

190. YMBERT. — Observations critiques touchant la force obligatoire des lois, par Th. YMBERT, doct. en dr., av. *Nouv. éd.*, revue et corr. — In-8, 83 p. *Paris*, Garnier fr.; — Durand; — Cosse et Marchal, 1858. (1 fr.)

Cf. sup. n° 163.

191. ZIX. — Du Conflit des lois françaises et des lois étrangères. Mémoire couronné par la Fac. de dr. de Strasbourg, par P. ZIX, av. — In-8, 171 p. *Lyon*, impr. Ve Mougin-Rusand. 1861.

V. enc. inf. sous les art. 11, 13, 14 et 2128 C. C.

Art. 4 et 5.

192. BROCHER. — Étude sur les principes généraux de l'interprétation des lois et spécialement du Code civil français, par Ch. BROCHER, doct. et prof. en dr., membre de la C. de Cass. de Genève. — In-8, 246 p. *Paris*, Thorin, 1870.

Cet ouvr. a paru à Genève, in-8, 246 p. impr. Fick, 1862.

193. DE CORMENIN. — De l'Interprétation des lois après deux arrêts de cassation, par M. de CORMENIN. — Ap. *Thém.*, t. II, p. 414.

194. CRIVELLI. — Observations sur le danger de l'interprétation des lois, par CRIVELLI. — In-8. *Avignon*, 1807.

195. FOUCHER. — De la Législation en matière d'interprétation des lois en France, par V. FOUCHER. — In-8, 1835. (1 fr. 50).

196. MAILHER DE CHASSAT. — Traité de l'Interprétation des lois, par M. A.

MAILHER DE CHASSAT. — *Nouv. éd.* in-8 de 24 ff. *Paris,* Durand, 1845 (1844).

Cet ouvrage complète l'œuvre de M. de CH. sur le Titre prélim. du Code. — V. sup. nos 175 et 186.

Art. 6, v. art. 1133.

LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

197. DECAMPS. — Traité des Personnes, ou Droit des gens, par M. Guill. DECAMPS. Livrais. 1 et 2, chacune de 2 ff. — in-8. *Toulouse*, impr. Froment, 1844.

Rien n'indiquait combien il devait y avoir de livrais.; ne paraît pas avoir été suivi.

198. PROUDHON. — Traité sur l'État des personnes et sur le Titre préliminaire du Code civil, par J.-V.-B. PROUDHON, doy. de la Fac. de Dijon. 3e *éd.*, considér. augm., suivie de l'Explication sommaire du livre 1er du Code Nap. et des lois qui s'y rattachent, par M. VALETTE, prof. à la Fac. de Paris. — 3 vol. in-8. *Paris,* Marescq aîné, 1859.

« Cet ouvrage, qui commença la célébrité de PROUDHON, parut en 1809, et fut réimprimé l'année suivante sans aucun changement. P. le donna comme le résultat des leçons qu'il faisait à l'École de droit de Dijon, et annonça l'intention de publier successivement les autres parties de son enseignement. On sait que cette intention n'a pas été réalisée. » (P. P.) La 1re éd., *Dijon*, 1809; la 2e, *Ibid.*, 1810, v. Sup. n° 86.

Mais le temps a apporté à l'ouvrage de P. d'inévitables lacunes. M. Val. a été chargé de ce travail de révision qui a été le point de départ de l'ouvrage indiqué ci-après. La 1re éd. de Pr.-Val. (3e de Pr.) a paru en 1842-43, 2 vol. in-8, *Paris*, Joubert; *Dijon*, Lagier. — V. art. crit. de P. P. *Rev. Wol.* t. XIX (1844), p. 673.

199. — VALETTE. — Cours de Code civil, professé à la Faculté de Paris, par M. A. VALETTE, prof. à la Fac. de dr., m. de l'Inst. T. 1er, 1re année; titre préliminaire et livre 1er. — 1 vol. in-18 jés. *Paris*, Germer-Baillière, 1872. (8 fr.)

M. V. avait déjà enrichi de ses annotations le livre de PROUDHON (V. n° précéd.). Plus tard, en 1859, il fit paraître une *Explication sommaire du Livre I du Code Napoléon et des lois accessoires avec divers renvois au Traité sur l'état des personnes et sur le titre préliminaire du Code civil, de Proudhon, annoté par M. Valette.* 1 vol. in-8, x-448 p., *Paris,* Marescq aîné. (6 fr.), qui était une sorte de 3e vol. de l'édit. de Pr., mais pouvait en même temps servir d'exposé succinct et à peu près complet des matières traitées dans le Liv. 1er du C. C. Tout en rectifiant et complétant de la sorte l'édition de 1843, il a renoncé ainsi cette fois au système de notes morcelées et sans liaisons entre elles, pour nous donner une œuvre synthétique et systématique. Mais de tels travaux n'étaient que des éléments préparatoires d'une œuvre d'ensemble attendue, désirée, sollicitée depuis longtemps par tous ceux qui ont suivi les leçons si fécondes et si élevées du savant professeur. La publication du cours de C. C. a réalisé ce désideratum, et l'on doit lui être reconnaissant d'avoir enfin surmonté les scrupules qui l'avaient jusqu'alors fait résister à toutes les instances. Pourquoi faut-il encore regretter qu'une publication aussi longtemps attendue marche avec une telle lenteur, qu'après cinq années écoulées, le 2e vol., annoncé au moment où paraissait le 1er, n'ait pas encore vu le jour? L'impatience est d'autant plus vive que nous retrouvons bien dans ce volume l'œuvre si éminemment personnelle du maître, son enseignement si original et si élevé. « Également loin du Manuel dont la sécheresse et le laconisme ôtent tout attrait à l'étude, et du commentaire sans fin qui, sous prétexte de tout comprendre, prévoit toutes les espèces, recherche toutes les doctrines, signale tous les arrêts, égarant trop souvent la règle au milieu des détails, le maître a dit le droit dans un enseignement concis, substantiel, lumineux; il l'a gravé dans l'esprit autant par la force du raisonnement que par la justesse du langage; il peut désormais livrer le disciple à lui-même, certain que ses méditations feront le reste. » (Ch. B.)

V. le rapport de M. BERRYAT-SAINT-PRIX à l'Acad. des sc. mor. et pol., *Rev. de droit fr. et étr.*, t. XI (1844), p. 46; — et art. crit. de BERGSON, *Rev. Wol.* t. XVI, 1860, p. 177. — BERTIN, ap. *Droit*, 12 avril 1860. — BONNIER, *Rev. crit.* 1873, p. 105. — Ch. BALLOT, *R. Pr.*, t. IX, p. 378 et *Droit*, 19 juin 1873. — Ab. FLOURENS, ap. *G. Tr.*, 21 janv. 1876.

---

200. CARRÉ. — Nouveau Code des femmes, ou Analyse complète et raisonnée de toutes les dispositions législatives qui règlent les droits et les devoirs de la femme dans les diverses positions de la vie, par M. CARRÉ, av. — 2e *éd.* In-8 de 6 ft. 8/9. *Paris*, Roret, 1828.

La 1re édit. est de la même année et ne diffère que par l'addition des quatre dernières pages du 1er cahier qui ont été montées sur onglets. Ouvrage pratique, renfermant de sages conseils et de précieux renseignements pour celles à qui il s'adresse.

201. CUBAIN. — Traité des droits des Femmes en matière civile et commerciale, par R. CUBAIN. — In-8, 32 ff., *Paris,* Pélissonnier, 1842 (1841). (7 fr.)

202. GUICHARD. — Le Code des femmes, de leurs droits, priviléges, devoirs et obligations, etc., par Aug.-Ch. GUICHARD, p. av. — 2e *éd.*, considérabl. augm. 2 vol. in-18, plus 2 pl. *Paris*, N. Pichard, 1828.

La 1re éd. a paru sans nom d'auteur sous le titre suiv. : Le Code des femmes, ou Récits et entretiens sur leurs droits et priviléges, par un avocat. — in-8, 29 ff 1/2, *Paris*, Ve Porthmann, 1823.

La nouv. éd. des *Supercb. littér.* indique aussi en 1828 une autre éd. en 1 vol. in-8, avec 2 fig. sous le même titre que celle de 1823, mais sans nom d'auteur. Il nous semble qu'il y a là une méprise et que les éditeurs citent l'éd. de 1823 avec la date de 1828.

203. LEGENTIL. — Dissertation sur les droits des femmes et des filles en ma-

tière civile, par LE GENTIL. — In-8. *Paris*, 1856. (2 fr.)

204. VENANT. — Code de la veuve, de la femme délaissée, de la femme de l'absent, de l'aliéné, de l'interdit, du prodigue, du failli, du condamné, de la femme qui est dans la nécessité de recourir à la séparation de corps ou à la séparation de biens; enfin de la femme marchande, par A. VENANT. — 1 fort vol. in-8, *Paris*, Plon frères, 1854. (7 fr. 50).

Sur cette matière, v. enc. infr. au titre *du Mariage, Ch. V.*

---

205. DE CHAMPAGNY. — De la Condition civile des sourds et muets, par le comte de Champagny. — In-8, 22 p. *Paris*, Doniol, 1869.

Extr. du *Corresp.* 1869.

206. VINCENT. — De la Capacité des sourds et muets, par J. VINCENT, av. — In-8, 1864.

207. PÉZERIL, — De la Conditien civile des militaires en droit français, par A. PÉZERIL, av., doct. en dr. — Br. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1870.

Extr. de la *R. Pr.*, t. XXVIII, p. 241-271; XXIX, p. 36-76, 540-569; t. XXX, p. 66-83.

L'auteur examine la condition des militaires sous le rapport de la naturalisation, du domicile, absence, état civil, puissance paternelle, tutelle, successions, testaments, obligations et actions, compétence. Devenu sous-intend. milit., M. PÉZERIL a publié, en 1875, des *Esquisses de droit public et administratif à l'usage des candidats aux emplois supérieurs de l'administration de la guerre.*

208. LESENNE. — Condition civile et politique des prêtres, par N.-M. LESENNE, av., doct. en dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, Compt. des impr., 1847. (7 fr. 50.)

Avec cette épigraphe : « La liberté ne pouvant marcher sans l'égalité, la liberté des cultes est nécessairement accompagnée de l'égalité des cultes. »

Personnes morales, communautés religieuses, etc.

209. HÉBERT. — De la Personnalité des communes; Th. D., par Em. HÉBERT, av. — In-8, 227 p. *Paris*, de Mourgues, 1858.

210. HEISSER. — Études sur les personnes morales, en droit romain, dans l'ancien droit et en droit français moderne, par Armand HEISSER, doct. en dr., av. à Colmar. — Br. gr. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1871 (2 fr. 50).

211. HOUDOY. — Des Communes et des sections de communes, considérées comme personnes morales. Th. D. par R.-J. HOUDOY, av. — In-8, 810 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1875.

212. DE FRANQUEVILLE. — De la Personnalité civile du diocèse, par Ch. de FRANQUEVILLE, m. des req. au C. d'Ét. — In-8, 55 p. *Paris* et *Lyon*, Lecoffre et Cᵉ, 1875.

---

213. BRESSOLLES. — De la Reconnaissance légale des communautés religieuses de femmes, et des effets civils qu'elle produit, par M. G. BRESSOLLES, prof. à la Fac. de Toulouse. — Ap. *Rec. Ac. Lég. Toulouse*, t. III (1854), p. 129-149.

Reprod. ap. *R. Cr.*, t. V (2e 1854), p. 334-351).

214. CHAULIN. — De l'État civil des religieux en France, par CHAULIN. — 1 vol. in-8, 1860. (3 fr.)

215. CLAMAGERAN. — Des Communautés religieuses non autorisées, au point de vue du droit civil. — Les membres d'une communauté religieuse qui demandent la séparation peuvent-ils reprendre les valeurs qu'ils ont fait entrer dans la masse commune? par J.-J. CLAMAGERAN, av., doct. en dr. — Ap. *R. Pr.*, t. III (1er 1857), p. 3-40.

Cette dissertation, qui contient, ainsi que les articles énumérés plus loin, une étude sur la situation juridique des communautés religieuses non autorisées, a été écrite à l'occasion d'un procès célèbre, celui de Mme de Guerry c. la communauté de Picpus (Paris, 8 mars 1858).

Add. 1° Consultation délibérée par M. de VATIMESNIL, suivie d'un exposé des principes par MM. OLLIVIER et CLAMAGERAN, avec les adhésions de MM. OUDOT, etc., etc. — 2° Procès de la comm. des Dames de Picpus c. Mme de Guerry. Plaidoirie de Me BERRYER, devant la Cour imp. de Paris. Aud. des 8 et 15 févr. 1858, in-8, 70 p. *Paris*, impr. Martinet. — 3° Plaidorie de M. Emile OLLIVIER, *Rev. Pr.*, t. V (1er 1858), p. 97-131. — 4° Revue de Jurisprudence (Examen doctr. du Jug. de 1re inst.), par J.-J. CLAMAGERAN, *Ibid.*, t. III (1er, 1857), p. 399-428.

216. DENANTES. — Dissertation sur la position que la loi du 24 mai 1825 a faite aux associations religieuses de femmes non autorisées, par M. DENANTES, av., à Grenoble, etc. — In-8, *Grenoble*, Merle; — *Paris*, Durand, 1857 (1 fr. 50).

V. Rapport de M. BOUTAN à l'Acad. de lég. de Toul., ap. *Rec.* de cette Acad. t. VIII. p. 412-423.

217. DANIEL. — Les Associations religieuses et la loi française au temps actuel, par le R. P. Ch. DANIEL de la Cᵉ de Jésus. — In-8, 32 p. *Paris*, impr. de Goupy, 1870.

Extr. des *Études relig., hist. et litt.*

218. JACQUIER.—De la Condition légale des communautés religieuses en France, par Ch. JACQUIER, av., d. dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, F. Bouquerol, 1874. (9 fr.).

C'est au nom de la liberté que l'auteur de cette remarquable monographie revendique pour les communautés religieuses la situation qu'il croit leur être due. Notre législation a, selon lui, cédé à d'injustes défiances lorsqu'elle a cherché à en arrêter l'expansion par des restrictions arbitraires, et la Jurispr. aurait encore exagéré ces défiances en reconnaissant aux tribunaux et à l'administration le droit de dissoudre des congrégations contre lesquelles il n'est relevé d'autre délit que le fait de leur existence.

219. LAINÉ-DESHAYS. — Du Régime légal des communautés religieuses en France, par J. LAINÉ-DESHAYS, prof. agr. à la Fac. de Caen. — 2e *éd.* in-8. *Caen*, Legost-Clérisse. — *Paris*, Douniol, 1868.

La 1re éd. *Ibid.*, 1866. — Ce mémoire a été couronné par la Fac. de Caen, au concours de Doct. 1864-65. Médaille d'or. — Cf. infr. nº 224.

220. ORTS. — De l'Incapacité civile des congrégations religieuses non autorisées, par Aug. ORTS, av. à la C. de Cass. de Belgique, prof. à l'Univ. de Bruxelles. — 11 vol. gr. in-8. *Bruxelles*, Office de publicité, 1872.

Dans ce livre appofondi M. O. se préoccupe de la reconstitution de la main-morte que relèvent les efforts incessants des congrégations religieuses.

221. POSTEL. — Étude sur le régime légal des communautés religieuses en France, par Raoul POSTEL, av. à Caen. — 1 vol. in-8, VI-129 p. *Caen*, Le Gost-Clérisse; — *Paris*, Durand, 1866.

222. RAVELET. — Traité des congrégations religieuses, commentaire des lois et de la jurisprudence; précédé d'une introduction historique et économique; par Arm. RAVELET.—In-8, LXIII-462 p., *Paris*, Palmé, 1869.

223. DE SAINT-MALO. — Législation et Jurisprudence sur l'existence légale des corporations religieuses, par R. de SAINT-MALO, av. à la C. de Cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 33.

224. TROCHON. — Traité du régime légal des communautés religieuses en France, par Alb. TROCHON, av., d. e. dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné. — *Toulouse*, Bompart. — *Caen*, Le Gost-Clérisse, 1866. (6 fr.)

La Fac. de Caen a décerné une médaille d'or (conc. 1864-65) au mémoire de M. T. L'auteur y a fait des additions considérables et, c'est sous cette forme nouvelle qu'il a été publié.

225. * * * — De la Situation légale des associations religieuses non autorisées, et spécialement de la Société de Jésus. — In-8, *Paris*, Palmé, 1876.

Renvoi pour cette matière aux art. 910 et 911, au titre des Sociétés et au droit administratif.

TITRE PREMIER.

DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

(Décrété le 17, promulgué le 27 vent. an XII — 8-18 mars 1803.)

A. GÉNÉRALITÉS.

226. ALAUZET. — De la Qualité de Français et de la Naturalisation, ou Traité des lois qui, jusqu'à ce jour, ont attribué, fait perdre, recouvrer ou acquérir la qualité de Français, par Isid. ALAUZET, juge à Paris. *Nouv. édit.*, complétée par un appendice contenant le commentaire de la loi du 29 juin 1867 sur la naturalisation, la circulaire du garde des sceaux, etc. 1 vol. in-8. — *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1867. (4 fr.)

M. A. a su par des divisions méthodiques jeter de la clarté sur ce sujet assez compliqué et rempli de difficultés. La 1re éd. a paru en 1856, in-8, 8 ff. *Paris*, Cosse. La 2e éd. *Ibid.*, 1863.

227. BOUTRY. — Les Français et les étrangers devant la loi française en 1872 (explication des art. 7 à 22 du Code civ.), par Jul. BOUTRY, juge à Château-Gonthier. — In-18 jés., III-140 p. *Paris*, Marescq aîné, 1872. (2 fr.)

228. COIN-DELISLE. — Commentaire analytique du Code civil. — Jouissance et privation des droits civils. Livre Ier, titre 1er, par M. COIN-DELISLE, av., doct. en dr. — 2e *éd.* 1 vol. in-4 de 14 ff. *Paris*, Videcoq; — Durand; — Thorel, 1845. (4 fr. *Rare.*)

Ainsi que l'indique le titre général, C. D. avait conçu le projet d'écrire, en s'adjoignant plusieurs jurisconsultes, un commentaire analytique et suivi du C. C. Il s'est arrêté au titre II du Livre 1er, et depuis il n'a produit que des monographies, dont quelques-unes importantes, et de très-nombreuses dissertations insérées dans différents recueils périodiques. L'ouvrage indiqué ici est très-rare et l'auteur s'est déterminé à n'en pas donner de nouv. éd., bien qu'il l'eût fait espérer en insérant dans la *Rev. crit.*, t. XXVI, p. 214 et 295, un fragment inédit du nouveau commentaire du Titre 1er qu'il préparait alors. V. inf. nº 239.

Art. crit. de VATIMESNIL, ap. *Droit*, 23 déc. 1835.

229. DEMOLOMBE. — Traité de la Jouissance et de la Privation des droits civils, 4e *éd.*, 1870.

Compris dans le t. Ier de son Cours de Code civil. Sup. nº 72.

230. DESMYTTÈRE. — Des Moyens d'acquérir ou de recouvrer la qualité de Français. Th. D., par Alb. DESMYTTÈRE. — 1 vol. in-8, 226 p. *Paris*, imp. A. Parent, 1872.

231. GUICHARD. — Traité des droits civils, etc., etc., par J. GUICHARD. — In-8, 32 ff. *Paris*, Nève ; — Delaunay ; — Plée. (5 fr.)

232. QUINET. — Commentaire sur les 33 premiers articles du Code civil.

V. sup. n° 162.

233. ROBILLARD. — Essai sur l'acquisition et la perte de la qualité de Français, comprenant l'examen du traité du 10 mai 1871, relatif à la cession de l'Alsace-Lorraine, et l'étude du droit d'option réservé aux Alsaciens-Lorrains, par M. Raym. ROBILLARD, av., doct. en dr. — Mém. couronné par la Fac. de Caen. 1 vol. in-8, 340 p. *Caen*, A. Massif. — *Paris*, E. Thorin, 1874.

Excellente étude. — Art. crit. de BONNEVILLE DE MARSANGY, ap. *Gaz. Tr.*, 18 juin 1875.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS.

ART. 7.

234. DEMANTE. — Définition légale de la qualité de citoyen ; explication de l'art. 7 du Code Nap., par Gab. DEMANTE, prof. à la Fac. de Paris. — In-8, 32 p. *Paris*, Cotillon, 1869.

Extr. de *R. cr.*, t. XXXIV (1er 1869), p. 164-177; 208-219.

235. LAFERRIÈRE. — Des Décrets politiques et de la qualité de citoyen français dans leurs rapports avec les lois constitutionnelles et civiles depuis 1789 jusqu'à ce jour, par M. LAFERRIÈRE. — Ap. *R. Fœl.*, t. XVI, p. 841.

236. RODIÈRE. — De la Distinction entre les droits naturels et les droits civils, par M. RODIÈRE. — Ap. *Rec. Acad. lég. Toul.*, t. III, p. 117-128.

Renvoi au droit constitutionnel et politique.

Art. 8 et loi du 3-11 déc. 1849, sur la naturalisation, modifiée par la loi du 29 juin 1867 (1).

237. BEUDANT. — De la Naturalisation. — Effet rétroactif du décret du 5 mars 1848, art. 7 et 8. — Décret du 28 mars 1848. — Loi du 3 décembre 1849. — Décret organique du 2 février 1852, art. 12 et 26, par M. Ch. BEUDANT, prof. suppl. à la Fac. de Strasbourg. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1855. (1 fr. 50)

Extr. de la *R. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 113-144.

238. CHANTRET. — Caractère du droit de cité à Rome et de la nationalité française, comprenant l'examen de l'art. 2 du traité de Francfort (10 mai 1871), relativement au changement de nationalité des Alsaciens-Lorrains, par l'abbé CHANTERET, doct. en dr. — In-8, 510 p. *Paris*, Mulot, 1876. (6 fr.)

239. COIN-DELISLE. — Nationalité des enfants nés en France ou à l'étranger, par M. COIN-DELISLE, av., doct. en dr. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1864. (1 fr. 50)

Art. extr. de la *Rev. crit.*, où ils ont paru sous les titres de : 1°, Examen doctrinal sur la question de rétroactivité des droits de l'enfant né en France d'un père étranger quand il réclame sa nationalité dans l'année de sa majorité, t. XXV (2e 1864), p. 5-16 et 97-120. — 2°, Des Français par naissance. Dissertation sur l'ensemble et l'enchaînement des art. 8, 9 et 10 du Code civil et sur les lois du 22 mars 1849, 3 déc. 1849 et 7 févr. 1851, t. XXVI (1er 1865), p. 214-233 et 295-332. Ce dernier article dont la suite n'a pas été donnée, était un fragm. du nouveau commentaire inédit du titre de la *Jouissance et privation*, etc., que préparait M. C.-D. *V. Sup.* n° 228.

Add. Réquisit. de M. Nic. GAILLARD et note de l'arrêtiste sur arrêt de cass. du 19 juill. 1848, ap. *Dall.*, 1848, I, 129, et ap. *Sir.*, 1848, 1, 529 (4 col.)
2° Dissertation crit. de DEVILLENEUVE, *Ibid.* (6 col.)

240. FOELIX. — 1° Effets de la naturalisation, par M. FŒLIX. — Ap. *R. Fœl.*, t. X, p. 446.

2° De la Naturalisation collective et de la perte collective de la qualité de Français. — *Ibid.*, p. 321.

241. NICOT. — Étude historique sur la naturalisation, à l'occasion de la loi du 29 juin 1867. — In-8. *Paris*, impr. Balitout et Questroy, 1868. (2 fr.)

242. PREUX. — De la Naturalisation. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de Douai le 3 nov. 1869, par M. PREUX, av. gén. — In-8, 58 p. *Douai*, impr. Six, 1869.

243. DE ROTHSCHILD. — De la Naturalisation sous la loi du 3 déc. 1849, et des modifications introduites par la loi du 29 juin 1867, par M. James de ROTHSCHILD, av. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1867. (1 fr. 50)

Extr. de la *R. Pr.* t. XXIV, (2e 1867), p. 305-327.

244. STOICESCO. — Étude sur la naturalisation en droit romain, en droit ci-

(1) MM. Escanyé, Massot et autres députés, ont déposé, à la séance du 20 février 1877, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'art. 1er de la loi de 1869 (*J. Off.*, 27 févr. 1877, p. 1499).

vil et dans le droit des gens, précédée d'un exposé sur la condition politique des personnes à Rome, par Constantin-J. STOÏCESCO, d. c. dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1876. (6 fr.)

Art. 9 et 10, et Lois du 22-25 mars 1849 et du 7-12 février 1851. (Add. art. 18, 20 et 21.)

245. BEUDANT. — De l'Effet de la naissance en France sur la nationalité (loi du 7 févr. 1851), par M. Ch. BEUDANT, prof. sup. à la Fac. de Strasbourg. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1856. (1 fr. 50)

Extr. *Rev. crit.*, t. IX, (2e 1856), p. 57-86.

246. CAUWÈS. — De la Condition faite par la loi de recrutement aux enfants nés en France de parents étrangers, et des modifications à y apporter en ce qui concerne les enfants nés en France de parents qui eux-mêmes y sont nés, par P.-L. CAUWÈS, agr. à la Fac. de Nancy. — In-8, 31 p. *Nancy*, imprim. Collin, 1869.

Add. un examen crit. de Jurisprud. du même, ap. *Sir.*, 1875, 2, 225, et *J. Pal.*, 1875, p. 940 (12 col.). — V. enc. un notice de A. RIBOT, ap. *Le Palais*, 9 mars 1869.

247. MASSENAT-DÉROCHE. — Loi du 22 mars 1849, à propos de l'aff. Sioen. L'individu né en France d'un père étranger qui, dans sa vingtième année, a excipé de son extranéité pour se soustraire à la loi du recrutement, et qui n'a pas, dans l'année qui suit sa majorité, réclamé sa qualité de Français, peut-il encore la réclamer plus tard, en vertu de la loi du 22 mars 1849, s'il a satisfait, après sa majorité à la loi du recrutement? par A.-O. MASSENAT-DÉROCHE, av., d. e. dr. — Ap. *R. Pr.*, t. XXIX (1er 1870), p. 19-35.

Douai, 10 févr. 1868. Add., note, ap. *Dall.*, 1868, 2, 32.

248. MOURLON. — (Quelle est la condition de l'individu né en France d'un étranger qui a été momentanément Français par l'incorporation de son pays à la France, et dont la mère, née Française, n'est devenue étrangère que par son mariage avec un étranger?) Par Fréd. MOURLON. — Ap. *R. Pr.*, t. V (1er 1858), p. 245-256.

249. ROBINET DE CLÉRY. — Questions concernant la nationalité des habitants de l'Alsace-Lorraine, par M. ROBINET DE CLÉRY, anc. proc. gén., av., à Besançon. — 1re part. In-8, 68 p. *Paris*, Cotillon, 1873 (1 fr.); — 2e part. *Ibid.*, 1876. (1 fr. 50.)

Extr. *Rev. crit.*, 1re part. 1872-73, p. 216-232; 291-310; 396-410; 465-479; et la 2e part. 1875, p. 264-286; 317-334; 459-492.
Cf. Sup. nos 233 et 238.

250. HEPP. — Du Droit d'option des Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française. Textes, questions, solutions, par Eug. HEPP, d. e. dr. — In-18 jés., 172 p. *Paris*, Sandoz et Fischbacher, 1872.

251. ***. — Du Changement de nationalité dans ses rapports avec le droit international public et privé. — Ap. *Gaz. Tr.*, 26-27, 28, 29 et 30 oct. 1874.

Art. 11 et 13.

252. ALAUZET. — Du Statut personnel des étrangers résidant en France, par J. ALAUZET, j., à Paris, etc. — In-8, 19 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1873.

Extr. de la *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII, p. 513. — Le système, tout à fait neuf, de M. A. consiste à soutenir qu'en aucun cas une loi étrangère, fût-ce le statut personnel, ne peut être invoquée en France.

253. AZAÏS. — De la Condition juridique des étrangers en France, par M. Roger AZAÏS. — In-8, 141 p. *Paris*, impr. Chamerot, 1876.

254. BÉDARRIDE. — Les Lois relatives aux étrangers, par J. BÉDARRIDE. — Ap. *Rev. Judic. du Midi*, t. III, p. 41-54.

255. DEMANGEAT. — Histoire de la Condition civile des étrangers en France dans l'ancien et le nouveau droit, par M. Ch. DEMANGEAT, d. en dr. — In-8, *Paris*, Joubert, 1844. (6 fr.).

V. sup. no 183.

256. DRAGOUMIS. — De la Condition civ. de l'étranger en France, par Marc DRAGOUMIS. — *Paris*, gr. in-8, 1864. (3 fr.)

257. GAND. — Code des Étrangers; souverains, souveraines, princes, princesses, légations, consulats et simples particuliers, ou Etat civil et politique en France des étrangers de tout rang et de toute condition, leurs droits et leurs devoirs, par M. GAND, av., d. e. dr. — 1 vol. in-8. *Paris*, chez l'auteur, 1853. (10 fr.)

L'auteur a suivi l'ordre établi par la série des livres, titres, chapitres, sections et articles du

Code, afin de donner sur chacun d'eux, par sections séparées, des explications propres à indiquer aux étrangers celle des dispositions de chaque article dont ils peuvent ou réclamer, ou opposer, ou être contraints de subir l'application. Il n'examine donc pas seulement la condition générale faite par les art. 11 et suiv du C. c. aux étrangers, mais surtout les stipulations particulières des traités qui leur sont généralement plus favorables.

258. GASCHON. — Code diplomatique des Aubains, ou du Droit conventionnel entre la France et les autres puissances, relativement à la capacité réciproque d'acquérir, par GASCHON. — 1 vol. in-8, 1818. (12 fr.)

259. GUILLET. — De la Condition civile des étrangers à Rome et en France. Th. D. (Caen), par Aug. GUILLET. — In-8, 171 p. *Yvetot*, impr. Onfroy, 1863.

260. HENNEQUIN. — Condition légale des étrangers en France, par V. HENNEQUIN, av. — Ap. *R. Wol.*, t. XLV (1852), p. 72-103.

261. HEPP. — De la Condition légale des étrangers en France. Th. D. (Strasbourg), par Eug. HEPP. — In-8, 236 p. *Strasbourg*, impr. Berger-Levrault, 1862.

262. JAY. — De la Jouissance des droits civils au profit des étrangers, par M. JAY. — In-8. *Paris*, 1856. (2 fr.)

Cf. du même : *Du droit d'obtenir justice pour les étrangers.* — Ap. *R. Prat.*, t. III (1er 1857) p. 197-208.

263. LARDENOIS. — De la Condition civile des étrangers en France. Th. Doct. par Fél. LARDENOIS. — In-8, 168 p. *Paris*, impr. Moquet, 1860.

264. LEGAT. — Code des étrangers, ou Traité de la législation française concernant les étrangers, par B.-J. LEGAT. — In-8, 1832. (5 fr.)

265. LEHMANN. — De la Condition civile des étrangers en France. Th. D., par Léonce LEHMANN. — In-8, 184 p. *Paris*, impr. Moquet, 1861.

266. PRÉVOST (DE BREBIÈRES). — Révision de la législation sur les étrangers, par PRÉVOST (de Brebières), d. e. dr. — In-8, 15 p. *Paris*, Cotillon, 1869.

Extr. *R. Cr.*, t. XXXV (2e 1869), p. 239-251. — A propos de la proposition de loi de M. des Rotours, député du Nord, tendant à assujettir dans certaines conditions au service militaire les individus d'origine étrangère, nés en France. M. des R. a repris sa proposition sous forme d'amendement à l'art. 7 de la loi militaire (1872).

267. DE ROYER. — De la Condition civile des étrangers (législations ancienne, romaine et française), par P. de ROYER. — 1 vol. in-8, *Paris*, impr. Plon, 1874.

268. SANDER-LOTZBECK. — Sur l'État et la Capacité des étrangers. — In-8, 13 ff. *Paris*, impr. Gueffier, 1824. (S. SANDER-LOTZBECK).

269. SAPEY. — Les Étrangers en France sous l'ancien et le nouveau droit, par M. C.-A. SAPEY. — In-8, 16 ff. *Paris*, Joubert, 1843. (4 fr.)

Mém. couronné par la Fac. de dr. de Paris.

270. SCHUTZEMBERGER. — Condition civile des étrangers en France, par Fréd. SCHUTZEMBERGER, d. e. dr. — 2 vol. in-8, 1852. (12 fr. *Rare.*)

Cet ouvrage est le développement de la thèse de doct. de l'auteur. In-8, 7 ff. et dem. *Strasbourg*, impr. Huder, 1852.

271. SOLOMAN. — Essai sur la condition civile des étrangers dans les législations anciennes et le droit moderne. Th. D. (Caen), par Eug. SOLOMAN, avoué à Tours. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq p. et f., 1844. (4 fr.)

272. VACQUIER. — De la Condition des étrangers en droit romain et en droit français. Th. D. (Toulouse), par Ern. VACQUIER. — In-8, 11 ff. *Toulouse*, impr. Bayvet-Pradel, 1855.

273. WAGNER. — De la Condition juridique des étrangers dans les deux législations anciennes et le droit moderne. Th. D., par Ch. WAGNER. — In-8, XI-158 p. *Toulouse*, impr. Hébrail, Durand et Delpech, 1873.

274. WESTOBY. — The Legal Guide for residents in France (Guide légal des résidents en France), par W. A. S. WESTOBY, esq., m. a. Gr. — In-18, XVI-325 p. *Paris*, Durand, Stassin et Xavier, 1858. (5 fr.)

275. LYON-CAEN. — I. De la Condition légale des sociétés étrangères en France, et des rapports de ces sociétés avec leurs actionnaires, porteurs d'obligations et autres créanciers, par Ch. LYON-CAEN, av. — In-8, 116 p. *Paris*, Cotillon, 1870. (3 fr.)

II. La Condition légale des sociétés étrangères par actions en France et en Autriche, par Ch. LYON-CAEN, agr. à la Fac. de Paris. In-8, 16 p. *Paris*, Thorin, 1875.

Extr. de la *Rev. Lég. fr. et étr.*, mai-juin 1874.

Art. 12 (et 19).

276. COLMET-DAAGE. — Des Modifications dans les effets juridiques des

relations de famille de la femme française qui épouse un étranger et ses parents français, par M. COLMET-D'AAGE. — Ap. *R. Fœl.*, t. II, p. 401.

Malgré les modifications postérieures de la législation, la question traitée dans cette dissertation conserve toujours de l'intérêt, surtout quant au point de savoir si les parents, et particulièrement la mère, peuvent, en changeant de nationalité, changer également celle que leurs enfants mineurs tiennent de leur naissance. — Cf. sous les art. 8, 9, 10 et 17, et le n° suiv.

277. DUVERGIER. — Les Enfants mineurs nés d'un père étranger et d'une mère française, mais devenue étrangère par le fait de son mariage, deviennent-ils Français de plein droit, dans le cas où leur mère, après le décès de son mari et durant la minorité de ses enfants, accomplit les formalités voulues par la loi pour recouvrer la qualité de Française? par M. DUVERGIER. — Consultation insérée ap. *Sirey*, 1832, 2, 640.

278. LE GENTIL. — La Femme française dont le mari Français se fait naturaliser étranger, perd-elle pour cela la qualité de Française? etc. — Dissert. ap. *Sirey*, 1858, p. 513.

A propos d'un arrêt de Douai, 3 août 1858 (Hauël c. Hauël). — Cf. l'art. suiv. écrit à propos de la même affaire.

279. VARAMBON. — Nationalité de la femme mariée. — Quelle est, au point de vue de la nationalité, la portée de cette règle : la femme suivra la condition de son mari? par VARAMBON, d. e. dr., av. à Lyon. — Ap. *R. Pr.*, t. VIII (2e 1859), p. 50-60; 65-91; 130-153.

— Add. De la situation de la femme française mariée à un étranger. — Absence de contrat. — Communauté légale, par B. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1873, suppl., avril, juin.

V. sous l'art. 1393.

Art. 14, 15 et 16.

280. BONFILS. — De la Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers, en matière civile, commerciale et criminelle, par Henri BONFILS. — 1 vol. in-8, 396 p. *Paris*, Durand, 1865. (5 fr.)

281. CRÉMIEUX. — L'Étranger non résident en France peut-il être traduit devant les tribunaux français, encore que ses obligations ne résultent pas d'un contrat mais d'un délit ou d'un quasi-délit? — Consult. de M. A. CRÉMIEUX, insérée ap. *Sir.*, 1843, 1, 15. (5 col.).

282. DAVID. — De l'effet en France des actes licites passés à l'étranger. Th. D. par Paul DAVID. — In-8, 211 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewès, 1869.

Cf. art. 2123 C. civ., et 546 C. proc. c.

283. DEVILLENEUVE. — Les Tribunaux français sont-ils compétents pour connaître des engagements contractés par un gouvernement étranger envers un Français? — Exam. doct. d'un arrêt de cassat., 22 janv. 1849, par L.-M. DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1849, 1, 81. (5 col.).

(Aff. Gouv. esp. c. Cazaux.) — Add., note ap. *Dall.*, 1849, 1, 5.

Sur la réciproque, pour le cas où le gouv. étr. est demandeur, V. Exam. doct., par CH. ROYER. d'un arrêt de Paris du 13 avril 1867 (Gouv. esp. c. Aguado), ap. *Dall.*, 1867, 2, 49 (6 col.).

V. encore : Note de G. GRIOLET, ap. *Dall.*, 1868, 1 369 (5 col.).

284. DUPIN. — L'Art. 14 du Code civ. concerne-t-il les personnes civiles et étrangères telles que les sociétés? — Réquis. du proc. gén. DUPIN.

Cass., 19 mai 1863 (Soc. Angl.-fr. de Saint-Gaudens) ; Reprod., ap. *Sir.*, 1863, 1, 353, et *Dall.*, *ibid.*, 1, 218.

Cf. sup. : num. 187, 189.

CHAPITRE II. — DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

285. MATHIEU. — De la Privation des droits civils. Th. D. (Strasbourg), par A.-G.-V. MATHIEU. — In-4, 10 ff. *Strasbourg*, impr. Levrault, 1817.

Art. 17. (Cf. décrets du 6 avril 1809 et 26 août 1811.)

SECTION 1re. — *De la Privation des droits civils par la perte de la qualité de Français.*

286. HENNEQUIN. — Le Français résidant en Angleterre qui y a été admis à la jouissance de certains droits civils et a prêté serment d'allégeance, a-t-il conservé sa qualité de Français? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 9, 12 mai 1860.

Paris, 27 juillet 1859, aff. JULLIEN.

V. encore une note, ap. *Sir.*, 1873, 2, 105, et *J. Pal.*, 1873, 462. (Chambéry, 29 avr. 1873.)

Add. sur les effets de la *denization*, un article inséré ap. *Thém.*, 1822, reprod. ap. *Sir.*, 1822, 2, 233.

287. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE. — Question de nationalité. — Réquisitoire de M. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, proc. gén. à Colmar. — Ap. *R. Cr.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 145-168.

Il s'agissait de savoir si le droit de bourgeoisie

accordé à Bâle à un Français qui y avait fondé un établissement, lui avait fait perdre la qualité de Français. Colmar, 19 mai 1867 (aff. Ostermann). Le Rec. *Sir.* donne un extrait seulement de ce réquisitoire, et le Rec. *Dall.* une note de G. Debacq. — V. enc. Réquis. av. gén. Nouguier, aff. Clouet, ap. *Dall.*, 1846. 2, 100.

---

288. BLUNTSCHLI. — Deutsch Naturalisation einer separirten Französin u. Wirkungen der Naturalisation (De la naturalisation en Allemagne d'une femme séparée de corps en France, et des effets de cette naturalisation), par le dr Bluntschli, cons. privé, prof. de dr. à l'Univ. d'Heidelberg. — *Heidelberg*, 1876. — In-8, 40, p. *Paris*, Marescq aîné, 1876.

Extr. de la *R. Prat.*, t. XLI (1876), p. 301.

Cette dissertation et les suivantes ont été provoquées par une aff. célèbre soulevant plusieurs importantes questions d'état et de compétence sur lesquelles la justice française n'a pas encore dit son dernier mot et qui ont beaucoup préoccupé les savants étrangers. La plus importante est celle de savoir si la naturalisation obtenue dans le but unique d'arriver au divorce et de faire ainsi fraude à la loi française, fait perdre la qualité de Français; et si, par suite, une telle naturalisation peut produire des effets en France. La Cour de Paris a statué le 17 juillet 1876. Les débats ont été donnés *in extenso* dans les journaux judiciaires. Le Rec. *Sirey* en donne des extraits assez étendus, et résume dans un examen doctrinal quelques-unes des dissertations ci-après. — *Sir.*, 1876, 2, 249. (12 col., s. n. d.) Voir aussi les débats de l'aff. Vidal ap. *Gaz. Trib.* et *Dr.*, 15 janv. 1877 et seq., et surtout le brillant réquisitoire du subst. Louchet.

289. De FOLLEVILLE. — I. Un mot sur le procès de Mme la princesse de Bauffremont, aujourd'hui princesse Bibesco. De la naturalisation en pays étranger des femmes séparées de corps en France, et de l'incompétence des tribunaux en cette matière, par Daniel de Folleville, pr. Fac. Douai. — 2e *éd.*, revue et augm., in-8, xii-104 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876 (2 fr.).

La 1re éd. est de la même année, sous le titre de : *Un mot sur le cas de Mad. de B., etc.* In-8, 50 p. *Ibid.* (1 fr. 50.)

— II. Questions pratiques de naturalisation. Situation juridique de la jeune princesse Nadèje Bibesco; — (Documents divers et Usages des différents pays en matière de naturalisation; — Effets de la naturalisation quant à l'état des personnes et quant au service militaire). — In-8, 42 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876.

Extr. de la *R. Pr.*, t. XLII (1876), p. 369.
M. de F. a encore sous presse un autre ouvrage sur le même sujet : *De la Naturalisation et des effets généraux des lois.*

290. GABBA. — Le second mariage de la princesse de Bauffremont et le droit international, par C.-F. Gabba, prof. Univ. Pise. — Ap. *R. Prat.*, t. XLII, 1876, p. 369-414.

291. GUELFI. — Della Naturalizzazione, della Separazione personale, e del Divorzio di una donna francese o italiana nei rapporti del diritto internazionale privato, par F. Guelfi, prof. d. à Rome. — In-8. *Turin*, Union typogr., 1871.

Extr. de la *Giurisprud. ital.*

292. HENRY. — Du Mariage en France des personnes divorcées à l'étranger, par L. Henry, av. — Ap. *France Jud.*, t. 1er (1877), p. 258-262.

293. De HOLTZENDORFF. — Question de droit international privé. Une femme française séparée de corps peut se faire naturaliser en pays étranger, notamment en Allemagne, sans autorisation maritale, et y contracter un second mariage, par M. Franz de Holtzendorff, prof. de dr. internat. et de dr. crim. à l'Un. de Munich. — In-8, 20 p. *Paris*, Marchal, Billard et Ce, 1876.

Extr. du *J. du droit internat.*, 1876, nos 1 et 2

— *Du même.* — Der Rechsfall der Fürstin Bibesco (Le procès de la princesse Bibesco).—*Munich*, in-8, 1876, et *Rev. du droit intern.* (Belgique), 1876, no 2.

294. JARDIN. — Procès de Bauffremont. Demande en nullité de naturalisation et de mariage. — Audiences solennelles de la Cour d'appel de Paris (chambres réunies) des 11 et 17 juillet 1876. — Plaidoirie de Me Jardin pour la princesse Bibesco. — In-8, 69 p. *Paris*, typ. Plon et Ce, 1876.

Extr. de la *Gaz. Tr.*, 12 et 14 juillet 1876. — La plaidoirie de Me Bétolaud. *Ibid.*, 15 j.

295. LABBÉ. — I. Une femme mariée à un Français et séparée de corps peut-elle se faire naturaliser en pays etranger sans l'autorisation de son mari (Aff. de Bauffremont)? par J.-E. Labbé, prof. Fac. Paris. — Ap. *J. du Dr. intern. priv.*, 1876, p. 409-422.

II. De la Naturalisation et du Divorce au point de vue des rapports internationaux. — *Ibid.*, 1877, p. 5.

V. enc. *du même*, Exam. doctr. sur Cass. civ., 19 juill. 1875 (de R... c. de R...) — Ap. *Sir.*, 1876, 1, 289 (9 col.)

296. LOUIS. — Du Divorce des Français en pays étranger, par G. Louis, av. — Ap. *Rev. Gén. de dr., de lég. et de jurispr.*, t. 1er (1877), p. 51-59.

297. MAURO. — Questione di diritto internazionale privato : se una donna francese, separata dal marito, può farsi naturalizzare senza autorizzazione in paese straniero, in especie in Germania, e contrarvi un secondo matrimonio. Lettera al barone d'Holtzendorff, par MAURO, prof. à Catane. — In-8, *Catane,* tip. Pastore, 1876.

Cf. n° 293.

298. REVERCHON. — Des Effets de la naturalisation du mari sur la situation de la femme et de l'application du décret du 26 août 1811, par REVERCHON. — Ap. *R. Crit.*, fevr. 1877.

299. ROLIN-JACQUEMYNS. — La princesse Bibesco devant la justice belge, par ROLIN JACQUEMYNS. — *Bruxelles* et *Gand,* 1876.

300. STÖLZEL. — Wiederverheirathung eines beständig von Tisch und Bett getrennten Gatten. — De la validité du second mariage d'une femme séparée de corps, par le dr. STÖLZEL. — In-8. *Berlin,* 1876. — Ap. *J. du droit intern.*, 1876, n°s 7-8.

301. TEICHMANN. — Étude sur l'affaire Bauffremont, envisagée au point de vue des législations française et allemande, par Alb. TEICHMANN, prof. de dr. à l'Univ. de Bâle. — In-8, *Bâle*, Chr. Meyri, 1876. (1 fr. 50.)

M. T. a pris pour sujet de son cours à l'Univ. de Bâle pendant le 2e sem. de 1876 : de l'Acquisition et de la perte de la nationalité. — De son côté, l'Acad. de législat. de Toulouse a mis au concours, pour 1878, le sujet suivant : *Exposition des principes du droit international et des principes du droit civil, concernant les mariages contractés en pays étranger.*

302. WESTLAKE. — De la Naturalisation et de l'expatriation, ou du Changement de nationalité, par WESTLAKE. — Ap. *Rev. Dr. intern. et Leg. comp.*, t. 1er (1869), p. 102-112.

Add. : Un art. de HAMMOND, prof. à l'Univers. d'Iowa (Et.-Un.). — Ap. *Southern law Review, oct.* 1876, p. 533. *Saint-Louis.*

Add. sur la même question :

303. BLONDEAU. — La femme belge qui a épousé un Français sous l'empire de la loi de 1816, après qu'un jugement (rendu par un tribunal compétent) a prononcé la séparation de corps entre elle et son mari, peut recouvrer la qualité de Belge et demander en conséquence contre son mari, resté sujet de la loi française, la transformation de la séparation en divorce, conformément à l'art. 310 du C. Nap. qui régit encore la Belgique, par H. BLONDEAU. — Ap. *R. Fœl.*, t. XI, p. 645 ; t. XII, p. 133.

V. enc. inf. sous l'art. 147.
Renvoi aussi à l'art. 12.

Art. 18, 20 et 21.

V. sous les art. 8, 9 et 10,

Art. 19.

V. sous l'art. 12.

SECTION 2. — *De la Privation des droits civils par suite de condamnations judiciaires.*

Art. 22 à 33, abolis par l'art. 1er de la loi du 31 mai 1854.

304. BERTAULD. — Questions controversées sur la loi des 2-31 mai 1854, abolitive de la mort civile, groupées sous chaque article de cette loi ; suivies d'études sur le sens de la règle *le juge de l'action est juge de l'exception* ; et d'une réponse à une dissertation de M. Faustin HÉLIE sur l'application de cette règle en matière criminelle, par M. A. BERTAULD, prof. à la Fac. de Caen, etc. — In-8, IV-102 p. *Paris*, Durand ; *Caen,* Le Gost-Clérisse, 1857.

Un fragment de cet ouvrage a paru ap. *R. Pr.*, t. III (1er 1857), p. 241-249. — V. art. crit. de G. HUMBERT, *ibid.*, t. IV, p. 396,

V. aussi, sur l'une des questions transitoires résult. de la loi de 1854, un Rapp. du cons. de CHÉGARAY et un Réq. du pr. gén. DUPIN, Cass. civ., 21 juin 1858, ap. *Dall.*, 1858, et *Sir.*, 1859.

305. BOURGEOIS. — De l'influence des condamnations criminelles sur l'état et la capacité des personnes, par J. BOURGEOIS, d. e. dr., av. — In-8, 39 p. *Paris,* impr. Goupy, 1870.

306. DESROZIERS. — Des Modifications apportées par les condamnations pénales à l'état et à la capacité des personnes. Th. D., par Gaston DESROZIERS, av. — In-8, 162 p., *Paris*, Pichon et Ce, 1872.

307. HANIN. — Des Conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes, par M. J. HANIN, d. en dr., av. — 1 vol. in-8, 22 ff. 1/2. *Paris,* Joubert, 1848. (6 fr.)

308. HUMBERT. — Des Conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes, en droit romain et en droit français. Mémoire qui a obtenu le 1er prix de doctorat dans le concours de 1845 près la Fac. de Paris ; suivi d'un Commentaire de la loi portant abolition de la mort civile, par G.-A. HUMBERT, d. e. dr.,

anc. s.-préf. — In 8, 35 ff. 1/4. *Paris*, DURAND, 1855. (6 fr.).

Au concours de dr. de 1845, le mémoire de M. HUMBERT a obtenu le 1er prix et celui de M. HANIN le second (n° précéd.).

309. MARION. — Des incapacités résultant des condamnations pénales. — Th. D. (Toulouse) par MARION, av. — In-8, *Toulouse*. 1863.

TITRE DEUXIÈME.

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Décrété le 20 et promulgué le 30 ventôse an XI, 11-21 mars 1803.)

A. GÉNÉRALITÉS.

a. Ouvrages théoriques.

310. ADDENET. — Les Actes de l'état civil considérés dans leurs motifs, leurs matières et leurs formes, ou le Commentaire des lois, décrets et ordonnances qui les régissent, avec tables et formules à l'usage des instituteurs et secrétaires de mairie; par ADDENET., proc. imp. — 1 vol. in-18 jés., VI-457 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1869. (3 fr.)

Art. Crit., ap. *R. Hist. du dr. fr.*, t. XV, p. 366.

311. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état civil, par J. BERRIAT-SAINT-PRIX. — 2e *éd.*, in-8, 2 ff. 1/2. *Paris*, Videcoq, 1842. (2 fr.)

312. CIVAL. — Traité théorique et pratique de l'état civil, par H. CIVAL, d. e. d., subst. à Autun. — 1 vol. in-12. *Paris*, Cosse, 1851 (1850). (3 fr.)

313. COIN-DELISLE. — Actes de l'état civil. Commentaire du livre Ier, titre 2 du Code Nap., par M. COIN-DELISLE, av., d. e. dr., avec la collaboration de M. ROYER, av. — 2e *éd.*, 1 vol. in-4. *Paris*, 1835. (3 fr. 50. Rare.)

V. sup. note n° 228.

314. DEMOLOMBE. — Traité des Actes de l'état civil. — Ap. t. Ier de son *Cours de Code Nap.*, 4e éd., 1870.

V. sup. n° 72.

315. FORNIER-MONTCAZALS. — Manuel classique, ou Recueil général des articles du C. Nap., des décrets impériaux, senatus-consultes, et avis du Conseil d'Etat, relatifs à l'état civil, depuis le 5 mars 1803 jusqu'au 1er janvier 1809, par M. FORNIER-MONTCASALS, pr. imp. à Foix. — In-4, 128 p., 1809.

316. MAJOREL ET COFFINIÈRES. — Traité des Actes de l'état civil, par H. MAJOREL, proc. du R. à Narbonne, et COFFINIÈRES, av. — 1 vol. in-8, *Paris*, Trouvé, 1826. (6 fr.)

317. MERSIER. — Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, contenant un commentaire détaillé des lois, décrets, avis du Conseil d'État, etc., qui se rapportent directement ou indirectement à l'état civil, y compris les lois rendues en 1871 et 1872 sur la reconstitution de l'état civil de Paris, et présentant, avec l'indication de la doctrine et de la jurisprudence sur toutes les questions, les solutions pratiques de cette jurisprudence et des circulaires ou instructions ministérielles diverses; suivi : 1° d'une série de formules ; 2° du texte des lois, avis du Conseil d'État, etc.; 3° de Tables alphabétiques et analytiques très-détaillées, par Em. MERSIER, j. à Melun. 1 vol. in-8. *Paris*, Paul Dupont; — A. Marescq, 1873, (1872) (9 fr.)

Venu le dernier, M. M. a su écrire un livre tout à la fois sérieusement théorique et en même temps pratique, tout en s'adressant plus particulièrement aux membres du parquet et aux officiers de l'état civil. Sans être bien original, ce qui eût peut-être été difficile en pareil cas, ce livre renferme un traité complet de toutes les matières se rattachant de près ou de loin à l'état civil.

318. PAYEN. — Des actes de l'état civil. Th. D. par Ir.-Sylv. PAYEN. — In-8, *Paris*, Pichon, 1875.

319. RIEFF. — Commentaire sur la loi des actes de l'état civil, formant le titre IIe du livre 1er du Code civ., contenant : 1° un Exposé de l'ancienne législation; 2° une Analyse raisonnée de chacune des dispositions du titre II du Code civ.; 3° des Formules d'actes adaptées aux diverses circonstances dans lesquelles ils peuvent être à rédiger; 4° les lois, décrets, ordonnances, avis du conseil d'Etat, décisions et circulaires ministérielles relatifs aux actes de l'état civil; par M. C. RIEFF, av. gén. à Rouen. — 2e *éd.*, 1 fort. vol. in-8. *Paris*, Cosse et Delamotte, 1844. (7 fr. 50)

La 1re édit. du livre de M. R. a paru en 1837. C'est un ouvrage de doctrine qui, par la science et l'étendue, s'adressait autant aux jurisconsultes qu'aux officiers de l'état civil et aux membres du parquet, qui l'ont toujours consulté utilement dans les nombreuses circonstances où, à raison de leurs fonctions, ils sont aux prises avec les difficultés que présente cette matière; mais, aucune édit. nouvelle n'en ayant été donnée, il est resté fort en retard sur la jurisprudence.

320. SERMET. — Théorie de l'application des lois. — T. Ier des Absents, des Actes de l'état civil; par Philém. SERMET, juge à Toulon. — 1 vol. in-8, *Paris*, Alex. Gobelet, 1836 (7 fr.)

321. DE LA FONTENELLE DE VAUDORÉ. — Manuel raisonné des officiers de l'état civil, ou Recueil des Lois, etc.; par A.-D. de la FONTENELLE DE VAUDORÉ, proc. imp. à la Rochelle. — 2e *éd.* rev., corr. et augm., in-12, 20 ff. *Paris*, Arthus Bertrand, 1813. (4 fr.)

La 1re édition est de la même année.

322. A. G.-D. — Code de l'état civil, ou Traité complet des dispositions du C. c., relatives aux naissances, mariages, décès, divorces et adoptions, avec des formules, par A.-G. D. — Vers 1812.

b. Ouvrages pratiques.

323. ADAM. — Le Guide pratique de l'officier de l'état civil, par ADAM. — 1 vol. in-18, 7 ff. 2/3, *Paris*, Hingray; *Nancy*, Grimblot, 1834.

324. BASCLE DE LAGRÈZE. — Précis des règles relatives à la rédaction des actes de l'état civil, par M. BASCLE DE LAGRÈZE. — 1 vol. in-8, *Paris*, Cosse, 1848 (1 fr. 50).

325. BERNÈDE. — Guide pratique de l'officier de l'état civil. Tableaux synoptiques pour servir à la rédaction des actes de l'état civil. Ouvrage essentiellement pratique, indispensable à MM. les maires et secrétaires de mairie, approuvé par S. Exc. le garde des sceaux, et recommandé pour l'usage de toutes les mairies par S. Exc. M. le ministre de l'intérieur, par M. Ch. BERNÈDE. — *Nouv. éd.*, corr. et augm. — 1 vol. in-4, *Paris*, Cotillon, 1862. (4 fr.)

326. BLANCHE. — Écoles normales primaires. — Secrétariats de mairies. — Actes de l'état civil. — Matières usuelles d'administration municipale, et de police rurale. — Conférences faites aux élèves maîtres de l'Ecole normale primaire du Calvados, par Armand BLANCHE, doct. en dr., av. — In-8, VII-520 p. *Caen*, impr. Goussiaume de Laporte, 1867 (5 fr.)

327. BRAFF. — Des Actes de l'état civil et de la Police municipale, manuel des maires, des adjoints, des juges de paix et des commissaires de police, par P. BRAFF. — 1 vol. in-12, IX-346 p. *Paris*, Poitevin, 1862. (4 fr.)

328. CHARVILLAC. — Le Guide des officiers de l'état civil, ou Manuel pratique contenant l'exposé méthodique des lois, des décrets, des règlements et des instructions ministérielles actuellement en vigueur sur la réception, la rédaction et l'exécution des déclarations et des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès, avec des formules et des modèles suivant les diverses nuances qui peuvent se trouver dans les actes de cette nature, par CHARVILLAC, proc. imp. à Corbeil. — *Nouv. éd.*, rev., corr. et augm. par RONDONNEAU. — 1 vol. in-12, 11 ff., *Paris*, Eymery, 1812.

329. CLAPARÈDE. — Actes de l'état civil. Instruction élémentaire des maires, par CLAPARÈDE. — 1 vol. in-8, 1838, *Paris*, P. Dupont. (2 fr. 50. *Rare.*)

330. COLLIER. — Tenue de l'état civil en France. Manuel à l'usage des officiers de l'état civil, contenant la législation étrangère sur le mariage, par Arth. COLLIER, s.-chef de bureau, etc. — 1 vol. in-8, 512 p. *Paris*, impr. Thunot et Ce, 1863 (6 fr.)

331. DUBOIS-GUCHAN. — Instruction sur la tenue des registres de l'état civil, par DUBOIS-GUCHAN. — 1 vol. in-8, *Paris*, Cosse, 1844 (3 fr.)

332. DURAND. — Formulaire pour servir à la rédaction des actes de l'état civil, par Adr. DURAND, j. suppl. à Langres. — 1 vol. in-18 jés., 86 p. *Langres*, Dallet, 1870.

333. DURAND DE NANCY. — Nouveau Guide pratique des maires et adjoints, des secrétaires de mairies et des conseillers municipaux, contenant les lois, décrets, arrêtés, circulaires et décisions du ministre de l'interieur, etc., et un Traité complet de l'état civil, de la police judiciaire, des tribunaux de simple police, suivi d'un Formulaire de tous les actes à dresser par les maires, par DURAND DE NANCY. — 6e *éd.*, rev., corr. et augm. 1 vol. in-18 jés., III-792 p. *Paris*, Garnier fr., 1876 (5 fr.)

La 1re éd. est de 1862, — la 2e, VIII-691 p. *Ibid.*, 1868. — La 3e, III-758 p. *Ibid.*, 1871.

334. GARNIER-DUBOURGNEUF. — Nouveau Manuel des officiers de l'état civil, par J.-A. GARNIER-DUBOURGNEUF. — 4e éd., augm. de toutes les décisions intervenues jusqu'en 1835. — In-12, 12 ff. 1/2. *Versailles*, Klefer; *Paris*, Leroi; Moreau, 1835. (3 fr.)

La 3e édition est de 1829.

335. GIRAUD. — Éléments de droit municipal, ou Notions d'administration communale et de tenue des registres de l'état civil, cours professé à l'École normale de Parthenay (Deux-Sèvres), par Alf. GIRAUD, doct. en dr., archiv. paléogr.—1 vol. in-18 jés., IV-324 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1869 (3 fr.)

V. art. Bibl. de J. BOZÉRIAN, ap. *Droit*, 28 oct. 1869.

336. GIROUD. — Instructions sur la tenue des registres de l'état civil, par A. GIROUD. — 3e *éd.* in-12, 4 ff. *Paris*, Têtu, 1843 (1 fr.)

337. GRÜN. — Guide et Formulaire pour la rédaction des actes de l'état civil, des procès-verbaux, certificats, déclarations et actes divers, à l'usage des secrétaires de mairie, des instituteurs, etc., par A. GRÜN, av. —4e *éd.* 1 vol. in-18, 216 p.; *Paris*, L. Hachette, 1866. (1 fr. 50.)

La 3e éd., *Paris*, Morel, 1852.

338. HALLEZ D'ARROZ. — Nouveau Manuel de l'officier de l'état civil, par HALLEZ D'ARROZ, à l'usage des maires, des procureurs impériaux, etc. — 2e *éd.*; gr. in-18, 128 p. *Paris*, Borrani, 1866. (2 fr.)

339. HUTTEAU D'ORIGNY. — De l'État civil et des améliorations dont il est susceptible, par HUTTEAU D'ORIGNY, av., maire à Paris. — In-8, *Paris*, Demonville; — Audot, 1823. (8 fr.)

Excellent quand il a paru, ce traité a beaucoup vieilli.

340. DE LAUGARDIÈRE. — Guide des officiers de l'état civil, par J. DE LAUGARDIÈRE, 1er av. gén. à Colmar. — 2e *éd.*, rev., corr. et augm., in-8, 165 p.; *Colmar*, impr. Hoffmann, 1866. (2 fr. 50.)

341. LEMOLT (et BIRET). — Nouveau Manuel complet des officiers de l'état civil, contenant, etc., par M. A.-E. LEMOLT. — 4e *éd.*, revue, etc., par M. BIRET. — In-18, 8 ff. 273; *Paris*, Roret, 1840 (2 fr. 50.)

Manuels Roret.

La 1re éd., par LEMOLT seul, est de 1827, et porte le nom LEMOLT-NETTANCOURT, substitut à Chaumont, — la 2e éd. est de la même année; et la 3e de 1828, *Paris*, Warée.

342. MANGEART. — Notions d'administration communale et de tenue des registres de l'état civil, à l'usage des élèves de l'école normale primaire et des secrétaires et employés de mairies, par J. MANGEART, av. — In-12, VIII-198 p.; *Paris*, J. Delalain et fils, 1868. (1 fr. 75).

343. MAUGER. — L'Officier de l'état civil, ouvrage contenant un traité complet des actes de l'état civil, par M. J.-B. MAUGER, secrétaire de mairie. — 1 vol. in-12, 238 p.; *Saintes*, Fontanier, 1865. (1 fr. 50.)

344. ROY. — Traité des actes de l'état civil, suivi d'un formulaire à l'usage des maires, adjoints et secrétaires de mairies, par Lucien ROY. — In-18 jés., III-217 p.; *Paris*, P. Dupont, 1861. (3 fr.)

345. SAUVANT. — Traité complet des actes de l'état civil et des questions qui s'y rattachent selon la législation actuelle, ou Commentaire des articles du Code Nap. sur la matière, appuyé des lois, décrets, ordonnances, avis du Conseil d'Etat, décisions ministérielles, arrêts des cours impériales et de la cour suprême, applicables à chaque position, contenant en outre des formules simples, claires et précises pour faciliter la rédaction des actes, etc., par A. SAUVANT, anc. chef de l'ét. civ. à Lyon. — 4e *éd.* entièrem. ref. et augm.; 1 vol. in-8, XVII-652 p.; *Lyon*, impr. Ve Mougin-Rusand, 1859. (5 fr.).

Les éd. précéd., beaucoup moins complètes, ont paru sous les titres de : *Manuel des actes*, etc. In-18, *Paris*, Paul Dupont, 1857; — *Traité complet*, etc., in-12. *Ibid.*, 1858.

V. Art. crit. G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit. univ.*, 1860, p. 319.

---

346. D'ALBIOUSSE. — De l'établissement dans tous les greffes des tribunaux de première instance, de casiers de l'état civil et des objets divers, sur le modèle du casier judiciaire, par Lionel D'ALBIOUSSE. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1864. (1 fr. 50.)

Cette dissertation avait paru, ap. *R. Pr.*, t. IX (1er 1860), p. 457-466, et t. XIV (1er 1862), p. 332-342. — V. Rapp. de ROZY ap. *Rec. Ac. Législ. de Toulouse*, 1870, p. 170-182.

Add. *du même auteur :* De la Suppression du crime de bigamie par l'établissement d'un casier de l'état civil, etc. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1865. (1 fr. 50).

347. D'HORDAIN. — Réflexions sur la législation française. — De la vie civile. — Des enfants naturels; des enfants nés après séparation de corps; du désaveu, par Em. d'HORDAIN, not. à Longjumeau. — In-8, 45 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1867.

La 1re partie a pour objet l'organisation d'une sorte de casier de l'état civil; la 2e, la critique des art. 312 et 331.

348. LOIR. — Centralisation des actes de l'état civil, par le Dr J.-N. LOIR, de Pa-

ris. — Br. in-8, *Paris*, Durand; — Marescq aîné, 1863. (1 fr. 50.)

Extr. *R. Pr.*, t. XV (1er 1863), p. 417-440; t. XVI, p. 316-331, sous les titres suiv.: 1re part.: Bulletins ou Tableaux complémentaires de l'état civil; — 2e part.: Tables décennales des naissances, générales et par arrondissement. — Cf. les autres ouvrages du même, infr. no 355.

En 1856, l'auteur présenta à l'Académ. des sc. mor. et pol. un mémoire qui fut lu à la séance du 23 août et inséré dans les *Mém. de l'Acad.*, t. XXXVIII, p. 429, sous ce titre: *Mémoire sur la centralisation des actes de l'état civil au domicile d'origine, lu à l'Acad. des sc. mor. et pol., le 23 août* 1856, par le Dr Jos.-Nap. LOIR; il a été publié sous le même titre. In-8. *Paris*, Cotillon, 1856. (Extr. du C. rendu de l'Acad., etc., de Ch. VERGÉ.) C'est la première manifestation de l'idée du Dr LOIR, qu'il a reprise et développée en 1863 dans son art. de la *Rev. Pr.*, où il examine les autres projets proposés depuis et répond aux divers articles publiés sur le même sujet, savoir :

349. DOUBLET. — De la centralisation des actes de l'état civil, par G. DOUBLET, av. — Ap. *Droit*, 27 oct. 1860.

Reprod. ap. *Journ. des Not.*, 3 nov. 1860.—Cette dissertation a été écrite à propos des systèmes proposés par MM. LOIR et Lionel D'ALBIOUSSE.

350. RAMEAU. — De quelques modifications dans la tenue des registres de l'État civil, par Ch. RAMEAU, in-8, 16 p. *Paris*, impr. Guyot et Scribe, 1860. — Extr. de la *Gaz. Trib.*, 4 et 5 août 1860.

351. THOUREL.—Modifications urgentes à apporter au titre II, livre Ier du Code Nap. (Actes de l'état civil). — Discours prononcé le 20 déc. 1866 dans une des séances générales du congrès scientif. de France, tenue à Aix, en Provence, par M. A. THOUREL, av. — In-8, 24 p., *Aix*, impr. Remondet-Aubin, 1867.

Extr. du *Rec. du Congrès.*

---

352. BOURGADE. — Carnet portatif de l'état civil de la famille, par M. BOURGADE, anc. recev. de l'enreg. — In-4, 2 p. et tableau; *Paris*, Ramé, 1875.

L'auteur avait précédemment produit son idée sous le titre de : Croix généalogique de la famille, avec son état civil : naissances, mariages, contrats de mariage, décès, dates et lieux. — Tableau in-plano, 1 p.; *Mézières*, Devin, 1863. (1 fr.)

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

V. sup., num. 310 à 352.

Art. 34-45.

353. MILON. — Essai sur une réforme utile à opérer dans la tenue des registres et la rédaction des actes de l'état civil, par A. MILON, j. d. p. à Forcalquier. — In-8, 16 p. *Carpentras*, impr. Tourette, 1876.

Lu à l'Athénée de Forcalquier, 5 nov. 1876.

Art. 46.

354. BERTIN. — Constatation des actes de l'état civil à défaut de registres, par BERTIN. — Ap. *Droit*, août 1852.

Reprod. ap. *J. du Notar.*, 14, 21, 28 août 1852. Inséré dans l'ouvrage de B., *Chambre du Conseil.*

Art. 47 à 54, nt.

CHAPITRE II. — DES ACTES DE NAISSANCE.

Art. 55.

355. LOIR. — I. Du service des actes de naissance en France et à l'étranger et sur la nécessité d'améliorer ce service, par le Dr J.-N. LOIR. — Br. in-8, 1845.

Extr. des mém. de l'Acad. des sc. mor., t. VIII, p. 89. — V. le rapport fait sur ce mémoire, par M. BERRIAT SAINT-PRIX, *ibid.*, t. VIII, p. 107.

— II. De la nécessité de constater les naissances à domicile. — *Ibid.*, t. X, p. 319.

— III. — Le baptême dans ses rapports avec l'état civil. — *Ibid.*, t. XVI, p. 189.

— IV. Les sexes en matière d'état civil. — *Ibid.*, t. XXX, p. 87.

— V. De l'exécution de l'art. 55 du Code civ. quant à la constatation des naissances. — Br. in-8, 1846. (1 fr.)

Extr. de la *R. Fæl.*, t. XIII, p. 925.

— VI. De l'état civil des nouveau-nés au point de vue de l'histoire, de l'hygiène et de la loi. — Présentation de l'enfant sans déplacement. — 1 vol. in-8, *Paris*, Cotillon, 1854. — Nouv. tirage conforme, avec avertiss. *Ibid.*, Durand, 1865. (6 fr.)

Cet ouvrage a obtenu un encouragement de l'Acad. des sc. mor. et pol. (Montyon), en 1854. Comme l'indique la nomenclature qui précède, le Dr L. avait entrepris une véritable croisade pour l'adoucissement de la façon rigoureuse dont l'art. 55 a été longtemps appliqué. Il n'y a que quelques années que son idée a triomphé au moins officiellement, car dans bien des villes la pratique des officiers de l'état civil l'avait adoptée. Le livre couronné par l'Acad. complète toutes les brochures de l'auteur sur ce sujet. V. supr. no 348.

356. HUBERSON. — Code manuel des médecins d'état civil. Constatation à domicile des naissances et décès. Lois, arrêtés, instructions concernant le service des médecins d'état civil, recueillis et annotés par G. HUBERSON, rédact. à la

préf. de la Seine. — In-18 jés., LXXVI-336 p., *Paris*, P. Dupont, 1869.

Art. 56, n[t].

Art. 57, et loi du 11 germ. an XI.

357. DE CHERGÉ. — Droit et devoir des familles de faire restituer à leur nom son orthographe originaire et historique, par CH. DE CHERGÉ. — In-8, 16 p. *Poitiers*. impr. Oudin, 1864.

358. DE TOURVILLE. — Étude sur la législation des noms patronymiques, par A. DE TOURVILLE, av. — In-8, 88 p. *Paris*, impr. V[e] Goupy, 1865.

Conférence des attachés.

Il n'existe aucun ouvrage de doctrine sur la loi de germinal an XI. Le seul travail complet que l'on puisse consulter est l'art. *Nom, Prénom*, au *Rép. alphab. de Dall.*, en dehors duquel on ne trouve que des documents de jurisprudence. — V. notamm. sur la question de propriété des noms patronym : 1° les réquis. des av. génér. BOISSARD et DESJARDINS, aff. Clapier et d'Isoard (Aix, 25 juillet 1867 et 10 juin 1869) ap. *Dall.*, 1868, 2, 34 (5 col.); 1870, 2, 42 (4 col.).

2° Rapp. cons. R. d'UBEXI et Req. av. gén. P. FABRE (aff. de Crussol, Cass., 15 mai 1867). *Sir.*, 1867. 1-241 (8 col.). — *Dall.* Note d'Alf. LÉVÊQUE, 1867, 1, 241 (6 col.).

3° Les débats de l'affaire Montmorency C. Talleyrand, ap. *Droit*. 6 janvier 1865 et seq., et 29 juillet 1865 et seq.

V. enc. infr. n[os] 363, seq.

On peut aussi consulter : DE SEMAINVILLE. — Code de la noblesse française, ou Précis de la législation sur les titres, épithètes, noms, particules nobiliaires et honorifiques, etc., par le comte de SEMAINVILLE. anc. mag. — 2[e] *éd.*, in-8, *Paris*, Aubry, 1860.

359. VALLENTIN. — De la législation des noms de famille. Th. D. (Grenoble), par Flor. VALLENTIN. — In-8, *Grenoble*, Allier, 1874.

Add. : BARBIER DE FELCOURT. — Des Titres de noblesse et des noms dits nobiliaires. Th. D. — In-8, *Paris*, 1867.

---

360. État civil. — Prénoms pouvant être inscrits sur les registres de l'état civil destinés à constater les naissances, conformément à la loi du 11 germ. an XI (1[er] avril 1803). — In-18, 126 p. *Paris*, P. Dupont, 1856.

V. enc. sous l'art. 99.

Art. 58 à 62, n[t].

CHAPITRE III. — DES ACTES DE MARIAGE.

Art. 63 à 76.

V. infr. Titre du mariage.

CHAPITRE IV. — DES ACTES DE DÉCÈS.

Art. 77 à 87, n[t].

(V. supr. n° 356.)

CHAPITRE V. — DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL CONCERNANT LES MILITAIRES HORS DU TERRITOIRE.

Art. 88 à 98.

361. GARREL. — Recueil des dispositions des lois, décrets, ordonnances et décisions ministérielles sur l'état civil, applicables aux militaires de toutes armes à l'intérieur et aux armées. Naissances, mariages, testaments et successions; suivi de nouvelles instructions relatives aux actes de décès des militaires (8 nov. 1855, et note ministérielle du 7 déc. 1855), par A. GARREL, commis principal au ministère de la guerre. — In-18, 5 ff.; *Paris*, Dumaine, 1856. (75 c.).

Une précéd. éd. *Ibid.*, 1854.

362. * * * — Code manuel de l'état civil des militaires. Recueil des dispositions applicables aux militaires de toutes armes, en temps de paix et en temps de guerre. Actes de naissance, de mariage, de décès; actes de disparition, procurations, testaments, successions, etc. — In-18, VIII-216 p. *Paris*, Dumaine, 1873. (1 fr. 50.)

V. enc. supr. 207.

CHAPITRE VI. — DE LA RECTIFICATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Art. 99.

363. ALGLAVE. — Action du ministère public et théorie des droits d'ordre public en matière civile, par Emile ALGLAVE; pr. agr. Fac. Douai. — 2[e] *éd.*, 2 vol. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1874-1875.

Le t. I[er] et la 1[re] partie du t. II ont paru en 1874 chez Germer-Baillière. La 2[e] part. du t. II n'a pas paru; depuis le titre a été changé pour substituer au nom de Germer-Baillière celui du nouvel éditeur Marescq.

O. LORENZ indique la 1[re] éd. comme ayant été publiée en 1868. Cette première édition est la Th. doct. de l'auteur complétement remaniée dans le nouvel ouvrage. Depuis, l'auteur a inséré un fragment sous le titre de : *Définition de l'ordre public en matière civile*, ap. *R. Prat.*, t. XXV (1[er], 1868), p. 444-500 et 524-562.

Le siége de la matière se trouve dans le seul art. 46 de la loi du 20 avril 1810. L'interprétation de ce texte aussi obscur qu'ambigu et l'extension qu'il peut comporter ont été soulevées par la question de savoir si le ministère public

a droit d'action directe, soit en première instance soit en appel, en matière de rectification des actes de l'état civil. M. A. a élargi le cadre de ses investigations sur ce sujet et a été amené à composer un Traité complet où se trouvent employés les éléments nombreux de polémique et de jurisprudence suscités par la question de rectification des actes de l'état civil, dont la nomenclature se trouve sous les numéros suivants.

V. art. crit. de Flourens, ap. *Gaz. Tr.*, 25 nov. 1874; — *Droit*, 19 déc. 1874. — Lyon-Caen, *R. Cr.*, 1875, p. 205.

364. ANDRAL. — Le ministère public a-t-il, aux termes de l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810, le droit d'interjeter appel en matière de rectification d'acte de l'état civil, d'une décision dans laquelle il a été partie jointe? Plaidoirie de Me P. ANDRAL (aff. Cartault), — ap. *Droit*, 22 févr. 1861. — *Gaz. Tr.*, 18 février. — Reprod. ap. *Dall.*, 1861, 2, 41.

Cette question a été fort agitée, surtout en 1860, 1861 et 1862, à propos de la loi du 28 mai 1858 sur la propriété des noms, et à l'occasion de plusieurs affaires qui eurent un grand retentissement, moins à cause des parties intéressées qu'à raison des principes et de l'éclat de la discussion. Les journaux et les recueils périodiques spéciaux reproduisirent presque *in extenso* les plaidoiries, rapports et réquisitoires auxquels elle donna lieu. Des monographies, des articles de critique doctrinale ajoutèrent encore à l'intérêt du débat. C'est à cette grave polémique que se rattachent presque tous les documents relevés sous les numéros suivants, où l'ordre alphabétique pur et simple a été adopté, la bibliographie ne pouvant s'étendre jusqu'à faire l'historique et la critique de cette discussion; on la rencontre d'ailleurs dans quelques-uns de ces articles.

365. BERTIN. — I. Du droit d'action du ministère public en matière civile, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 9-10 juill. 1860; 4 janv. et 7 nov. 1861.

— II. Des changements de noms. — *Ibid.*, 1863.

— III. Rectification des actes de l'état civil. — Ap. *Droit*, sept. 1852.

Reprod. ap. *Journ. du Not.*, 15 sept. 1852. — Ces dissert. ont été insérées depuis par l'auteur, ap. *Chambre du Conseil*, vo Chang. et add. de noms.

366. BLOCH. — Rectification des actes de l'état civil. — Titres nobiliaires. — Particule *de*. — Exam. doctr. de la jurisprudence. par Alph. BLOCH, av., d. e. d. — Ap. *R. Cr.*, t. XXIV (1er 1864), p. 1-24.

367. CHAIX D'EST-ANGE. — Réquisit. du proc. gén. CHAIX D'EST-ANGE, devant la Cour de Paris. — Ap. *Droit*, 23 févr. 1861. — *Gaz. Tr.*, 18 do.

Aff. Cartault, v. no 364.

368. DE CHÉMERAULT. — Noms de famille. Actes de l'état civil. Rectification, par M. DE CHÉMERAULT, av. à Melle. — Ap. *R. Cr.*, t. XXVII (2e 1865), p. 153-174.

369. CORBISIER. — De l'action du ministère public en matière civile, dans l'intérêt de l'ordre public. Discours prononcé à la rentrée de la Cour royale de Bruxelles, le 15 oct. 1861. par M. CORBISIER, 1er av. gén. — Ap. *Belg. Jud.*, t. XIX, p. 1442, no 91.

370. CRÉPON. — Le ministère public a-t-il qualité pour provoquer dans l'intérêt général la rectification des actes de l'état civil? Par M. E. CRÉPON, subst. à Angers. — Br. in-8, 23 p. *Angers*, impr. Cosnier et Lachèze, 1860. (1 fr.)

371. DEBACQ. — De l'action du ministère public en matière civile d'après l'ancienne législation, le droit intermédiaire, et la loi moderne, par G. DEBACQ, d. e. d., av. — In-8, 413 p.; *Paris*, Cotillon, 1866. (7 fr.)

Ouvrage couronné par la Fac. de dr. de Paris. — V. Art. crit. Léon CAËN, ap. *R. cr.*, t. XXX (1867), p. 90-96. — P. PONT, ap. *Droit*, 16 nov 1867.

Add. une note de M. D. sur un arrêt de Paris 12 juillet 1867. *Dall.*, 67, 2, 121.

372. DUPIN. — Réquisitoire du procur. génér. DUPIN, devant la ch. civ. de la Cour de cass., le 22 janvier 1862 (aff. Dartaud et Terrier de la Chaise). — Ap. *J. de l'éloq. jud.*, p. 49 (16 col.). — — *Droit* et *Gaz. Tr.*, 25 janv. 1862. — *Dall.*, 1862, 1, 22. — *Sir.*, 1862, 1, 291 (9 col.).

373. FOURNIER. — Quels sont en matière de rectification d'actes de l'état civil les droits du ministère public? Dans quels cas peut-il appeler d'un jugement de rectification? Par M. FOURNIER, avoué. — Ap. *J. des avoués*, 1860, p. 205-213.

Add. Actes de l'état civil. Rectification. *Ibid.*, 1832, p. 313.

374. FREREJOUAN DU SAINT. — Le ministère public. — Aperçu historique; son droit en matière civile, par FRÈREJOUAN DU SAINT, av. — In-8, 219 p. *Angers*, Bourassé, 1875.

375. GIRARD DE VASSON. — Question d'Etat. De l'action du ministère public en matière d'état civil, par M. GIRARD DE VASSON, prés. à Napoléon-Vendée. — Ap. *R. Cr.*, t. VIII (1er 1856), p. 50-71.

376. GRAND. — Revue de la jurisprudence. — Arrêt de la Cour de Metz du 31 juillet 1860. — Actes de l'état civil,

rectification, ordre public; appel du ministère public. — Recevabilité. — Omission du titre de marquis non donné dans un acte de naissance au père de l'enfant. — Absence de lettres patentes. — Conseil du sceau. — Compétence. — Possession. — Droit des tribunaux d'ordonner la réparation de l'omission, p. M. GRAND, cons. à Metz. — Ap. *R. Pr.*, t. X (2e 1860), p. 305-326.

377. GUILLEMARD. — Y a-t-il lieu d'ordonner la rectification d'actes de l'état civil par le motif que ces actes ne contiennent pas la mention de titres et de qualifications nobiliaires, alors que lesdits actes ont été dressés à une époque où la mention de ces titres et qualifications était interdite par la loi? Rapp. en ch. du cons. de M. le cons. GUILLEMARD (Paris, 15 avril 1864, aff. Belbœuf). — Ap. *Droit*, 23 avril 1864.

378. LABORIE. — De l'action du ministère public en matière d'état civil. Rapport fait à la ch. civ. de la Cour de cass., par M. le cons. LABORIE. — Ap. *Sirey*, 1862, 1, 259. — *Dall.*, 1862, 1, 17.

Cass. 22 janv. 1862, aff. DARTAUD et TERRIER DE LA CHAISE. — Les recueils *Sir.* et *Dall.* donnent *in extenso* ce remarquable rapport qui occupe 31 col. dans l'un et 27 col. dans l'autre. Le *Droit* et la *Gaz. Tr.* n'en donnent qu'un extrait très-étendu.

Add. BRÉSILLION. — Note sur cette question. — Ap. *Dall.* Ibid. (6 col.). V. sup. 372.

379. LAFONTAINE. — Du droit d'action du ministère public en matière civile. — Examen doctrinal de la jurisprudence, par M. LAFONTAINE, cons. à Orléans. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1862.

Extr. de *R. crit.*, t. XX (1er 1862), p. 385-412.

380. MAITREJEAN. — De l'action du ministère public en matière civile. Disc. prononcé par M. MAITREJEAN, av. g., à la rentrée de la Cour imp. de Dijon, le 4 nov. 1862. — In-8, 56 p. *Dijon*, impr. Bernaudat, 1862.

381. MÉTIVIER. — Conclusions prises par M. le proc. gén. MÉTIVIER devant la Cour impériale d'Angers sur la question de savoir si le ministère public a une action directe pour provoquer la rectification des actes de l'état civil dans les cas qui intéressent l'ordre public. Aud. du 21 nov. 1860. — In-8, 20 p. *Angers*, impr. Lainé fr., 1860.

382. RENAULT D'UBEXI. — Le ministère public a-t-il qualité pour poursuivre d'office et par la voie civile la rectification des actes de l'état civil? Rapp. à la ch. Req. C. cass. le 21 nov. 1860, par M. le cons. RENAULT D'UBEXI. (Aff. du Crest.) — Ap. *J. du not.*, 19, 22, 26 déc. 1860. — *Droit*, 2-3 janv. 1861. — *Sir.*, 1861, 1, 34. *Dall.*, 1860, 1, 473.

383. VENTAVON. — Du droit d'action du ministère public en matière civile, et spécialement en matière d'état civil. Dissert. lue à la séance de rentrée des conférences, par Ed. de VENTAVON, av. à Grenoble. — In-8, 27 p. *Grenoble*, impr. Baratier, 1862. (1 fr.)

384. * * * — Interprétation de l'art. 99. — Ap. *Thém.*, t. VII (1825), p. 267-273.

Art. 100 et 101 nl.

TITRE TROISIÈME.

DU DOMICILE.

Décrété le 23 vent., prom. le 3 germ. an XI (14-24 mars 1803).

Art. 102 à 111.

385. CHAVANNES. — Du Domicile. Th. D. par CHAVANNES, av. — In-8, *Paris*, 1863 (2 fr. 50).

386. DEMOLOMBE.. — Traité du Domicile. — Ap. t. 1er de son *Cours de Code civ.*, 4e éd., 1870.

V. sup. no 72.

387. DESQUIRON. — Traité du domicile et de l'absence, par A.-T. DESQUIRON. — In-8, 24 ff. 1/2, *Paris*, Nicolle, 1812.

« Auteur fécond mais peu cité », dit DUPIN. Nous le retrouverons en effet souvent ici; mais la fécondité de D. ne s'est pas seulement manifestée par des productions juridiques, il a aussi abordé la littérature par plusieurs côtés et sous différents pseudonymes. La valeur de l'auteur ne saurait lui donner droit à une notice détaillée; les amateurs de curiosités bibliographiques trouveront à se satisfaire en recourant aux *Supercheries* (2e éd., Daffis, 1869 et sqq.), aux initiales A. T. D. de SAINT A, — D*** E*** N. — D*** de SAINT A***, — ALL EARS, etc., et à la *France littéraire* de Quérard, t. II, p. 531.

388. BRUNEAU. — Du domicile légal des concessionnaires de chemins de fer, par J. BRUNEAU, d. en dr., j. de paix à Paris. — Ap. *R. Pr.*, t. XIII (1er 1862), p. 195-205.

389. BESNUS. — Du domicile élu, envisagé au point de vue de la responsabilité des significations qui y sont faites; par M. BESNUS, not., etc. — Br. in-8, 20 p. *Paris*, adm. du *J. du not.*, 1869.

Add. HENNEQUIN. — Conséquences de l'élection de domicile chez un notaire. (Exam. doctr. à propos d'un arrêt de Paris du 18 juin 1855), par HENNEQUIN; ap. *J. du Notar.*, 4, 8 août 1855.

390. — Quel est le lieu qui doit être considéré comme domicile du militaire en activité de service? — Ap. *J. du Not.*, 2 sept. 1846.

V. enc. sup. nº 207.

TITRE QUATRIÈME.

DES ABSENTS.

Décrété le 24 vent., promulgué le 4 germ. an XI (15-25 mars 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

391. BIRET. — Traité de l'absence et de ses effets, par A.-C.-L.-M. BIRET, anc. jurisc. — In-8, *Paris*, Arth. Bertrand; —Deschamps, etc., 1824. (6 fr. 75.)

392. DEMOLOMBE. — Traité de l'absence.—5e *éd.*, 1 vol. in-8 (2e du *Cours de C. civ.*), 1874.

V. sup. nº 72.

393. DESQUIRON. — Traité du domicile et de l'absence, par A.-T. DESQUIRON.

V. supr. 387.

394. DE MOLY. — Traité des absents, suivant les règles consacrées par le Code civil, par A.-G. DE MOLY, cons. à Toulouse. — In-8, *Paris*, Egron; — *Toulouse*, Vieusseux, 1822. (6 fr.)

V.: Une théorie sur l'absence à propos du *Traité des absents*. de M. DE MOLY; par A.-T. M. — Ap. *Thém.*, t. V (1823), p. 121.

395. PLASMAN. — Code et Traité des absents, par L.-C. PLASMAN, v. prés. à Orléans.—2 vol. in-8, *Paris*, Delamotte, —*Orléans*, Gatineau, 1842. (12 fr.)

C'est un des bons traités sur le sujet.

396. SERMET. — Théorie de l'application des lois. —T. I des Absents et des Actes de l'état civil, par Philém. SERMET.

V. sup. nº. 320.

397. TALANDIER. — Nouveau Traité des absents, contenant des lois, arrêtés, décrets, avis du conseil d'État, circulaires, ordonnances, publiés sur l'absence; le texte ou l'analyse des arrêts rendus jusqu'à ce jour sur l'absence et sur les autres articles de la législation qui ont des rapports avec cette matière, les arrêts inédits de la Cour de Limoges sur l'absence, la conférence des auteurs sur chaque question, les formules des actes de la procédure, par TALANDIER, cons. — In-8, *Limoges*, Marmignon; — *Paris*, Ve Ch. Béchet, 1831. (6 fr.)

398. VIOLLAUD. — De l'Absence, Th. D. par Fr.-Mar.-Némor. VIOLLAUD, av. — In-8, 13 ff. 1/2, *Paris*, impr. Gros, 1856.

399. BERTIN. — Autorisations relatives aux absents, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 1853.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 27 juillet, 3, 17 août, 7, 10, 14, 21 sept. et 5 oct. 1853. — V. son ouvr. sur la *Chambre du Conseil*.

Lois du 13-15 janv. 1817 et 9-12 août 1871.

400. MICHOT. — Des formalités à remplir pour déclarer l'absence ou constater le décès des militaires disparus pendant la dernière guerre, ou de tous autres Français disparus à la même époque par suite de faits de guerre, par J. MICHOT. — Ap. *Rev. du not. et de l'Enr.*, t. XIII, p. 12.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA PRÉSOMPTION D'ABSENCE.

Art. 112 à 114.

401. COMBE. — Le notaire commis pour représenter les présumés absents peut-il les représenter dans les opérations qui se suivent hors de son ressort? Par M. L. COMBE. — Ap. *Journ. du not.*, 22 nov. 1871.

Add. Lettre de M. DRAPEAU, not., sur cette dissertation. *Ibid.*, 6 déc. 1871.

402. BERTAULD. — De la présomption de vie ou de mort du contumax dont on n'a pas de nouvelles, par M. BERTAULD, prof. Fac. Caen. — In-8, 13 p. *Paris*, Marescq aîné, 1858.

Extr. de la *R. Pr.*, t. VI (2e 1858), p. 99-109.

CHAPITRE II. — DE LA DÉCLARATION D'ABSENCE.

Art. 115 à 119 nt.

CHAPITRE III. — DES EFFETS DE L'ABSENCE.

SECTION I. — *Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.*

403. BEHENNE. — Des effets de l'absence sur les biens, Th. D. par Gust. BEHENNE, av. — In-8, 332 p. *Paris*, Pichon, 1873.

Art. 120.

404. MOURLON. — Absence. — Envoi en possession. — Cautionnement, par Fréd. MOURLON. — Ap. *R. Pr.*, t. I (1er 1856), p. 132-142.

(L'obligation de fournir caution est-elle absolue ? *quid* quant à l'héritier pauvre ?)

Art. 121 à 124 nt.

Art. 125 à 128.

405. LAMARQUE. — De l'Administration des biens de l'absent pendant la période d'envoi en possession provisoire. Th. D. par Lamarque. — In-8, *Paris*, 1875.

Art. 129 à 134, nt.

SECTION II. — *Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.*

Art. 135 à 138.

406. DELALLEAU. — On peut être admis à succéder par représentation aux lieu et place d'un absent dont l'existence n'est pas reconnue. Dissert. de DELALLEAU. — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. IV, 2, 23.

Cf. une dissert. de GARSONNET, ap. *Dall.*, 1871, 1, 193.

407. DUTRUEL. — Questions de droit civil français, par Paul DUTRUEL, av. à Arras; 1er fascicule. — Des droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent. — In-12, 51 p. *Arras*, impr. BRISSY, 1876.

408. EMION. — I. Les héritiers ou les enfants d'un absent ne peuvent, sans remplir les formalités prescrites par la loi, s'emparer et disposer des biens qui sont échus à l'absent de la succession de sa mère, par V. Emion, av. — Ap. *Journ. des cons. des hyp.*, t. XXIV, art. 2301.

— II. Un simple acte de notoriété n'est pas suffisant pour établir que l'existence de l'absent présumé ou déclaré, auquel est dévolue une succession, n'est pas reconnue. — *Ibid.*, t. XXI, n° 2004.

409. SANSFOURCHE-LAPORTE. — De la prescription en matière d'absence, commentaire du titre IV, l. Ier du Code civ. (*sic*), par SANSFOURCHE-LAPORTE, anc. jurisc., av. cons. — In-8, 1/2 f. *Périgueux*, impr. Dupont, 1850. (50 c.)

SECTION III. — *Des effets de l'absence relativement au mariage.*

Art. 139-140.

410. VENANT. — Code... de la femme de l'absent, etc. — In-8, 1854.

V. supr., do 204.

CHAPITRE IV. — DE LA SURVEILLANCE DES ENFANTS MINEURS DU PÈRE QUI A DISPARU.

Art. 141 à 143 nt.

TITRE CINQUIÈME.

DU MARIAGE.

Décrété le 26 ventôse, promulgué le 6 germ. an XI (17-27 mars 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

411. OUDOT (et DEMANGEAT). — Du droit de famille, par M. J. OUDOT, pr. Fac. dr. de Paris; ouvrage publié après la mort de l'auteur et conformément à ses intentions, par M. Ch. DEMANGEAT, prof. à la même Fac. — 1 fort vol. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1867. (10 fr.)

Pendant sa longue carrière professorale, M. O. avait réuni une quantité considérable de notes et de documents pour un ouvrage sur le Code civil dont il ajournait sans cesse la rédaction. « Toutes mes espérances, écrivait-il quelque temps avant de mourir, sont dans une trentaine de cartons contenant un ouvrage sur le C. Nap. J'ai la conscience que la publication de cet ouvrage serait utile. Le *Code* contenant les dispositions applicables à toutes les branches du droit, et le code du *Droit de famille* sont à peu près en état de paraître. Que ces deux parties ne soient pas perdues !... C'est dans mon cher collègue DEMANGEAT que j'espère; c'est à lui que je confie le soin de publier ces deux ou trois volumes. » M. DEMANGEAT s'est fait un religieux devoir de satisfaire au dernier vœu de son ancien maître, de son ami. Mais l'œuvre n'était pas aussi facile que tous deux l'avaient cru : tantôt le travail était achevé, il n'y avait qu'à remettre les feuilles à l'imprimeur; tantôt, au contraire, les idées avaient été simplement indiquées, la phrase n'était point faite... Le livre du *Droit de famille* est le seul qui ait pu et qui pourra peut-être jamais paraître. Il contient des idées générales qui s'appliquent à bien des parties du Code civil; il est assez difficile pour cette raison de le classer d'une manière scrupuleusement méthodique dans une bibliographie. Toutefois son titre, aussi bien que son objet général, semblent le rattacher plutôt, dans l'ordre des matières du Code civil, au *Mariage*, source de tous les droits et devoirs de famille.

V. art. de M. A. DUVERGER, prof. Fac. Paris, ap. *R. cr.*, t. XXXI, p. 336-367. — CHRÉTIEN, *ibid.*, t. XXXI, p. 467-477. — H. CARRIÈRE, ap. *R. jud. du Midi*, t. IV, p. 34. — *Droit, Gaz Tr.*, etc., etc.

412. ALLEMAND. — Traité du mariage et de ses effets, par M. ALLEMAND, anc. bât., à Riom, etc., etc. — 2 vol. in-8, *Riom*, Leboyer; *Paris*, Thorel, 1853. (10 fr.)

L'auteur s'est occupé de toutes les parties des lois civiles se rapportant au mariage et aux droits personnels des époux; il y a traité un grand nombre de questions, les unes précédemment soulevées, les autres nouvelles, et à ce propos il examine le droit ancien, la jurisprudence, la doctrine, et les législations des peuples voisins.

413. BERNARDI. — Commentaire sur la loi du 26 ventôse an XI, concernant le mariage, par BERNARDI. — In-8, *Paris*, an XII. (5 fr.; 2 fr. à l'émiss.)

414. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Exposé des principes généraux du mariage et de la séparation de corps, suivi de la résolution des principales difficultés que présente cette matière, par F. BERRIAT-SAINT-PRIX. — In-4, 2 ff. 1/2, *Paris*, impr. Renouard, 1839.

415. BLANCHARD. — De la formation et de la dissolution du mariage romain et du mariage francais. Th. D. par G. BLANCHARD, av. — In-8, 120 p. *Paris*, Pichon, 1874.

416. CHACHIAN. — Étude sur le caractère et les conditions constitutives du mariage en droit romain et en droit français. Texte contenant des renseignements sur les coutumes de l'Arménie à l'époque de Justinien, avec la traduction en regard, par Bédros-Th. CHACHIAN, av. — In-8, 171 p. *Paris*, impr. Blot et Cie, 1875.

Th. D.: titre changé.

417. CORNÈDE-MIRAMONT. — Traité de la célébration et du contrat de mariage, ou Commentaire raisonné sur les droits respectifs des époux, par A.-C. CORNÈDE-MIRAMONT, avoc. à Cahors. 1re livr., in-8, 4 ff. 1/2. *Cahors*, impr. Combarieu (s. d. — 1828.)

L'ouvrage était annoncé pour 6 ou 700 pages en 10 livraisons de mois en mois; 10 fr. Ne paraît pas avoir eu de suite.

418. DELMAS. — Du mariage et du contrat de mariage, par Ch. DELMAS, av. — In-8, 129 p. *Albi*, impr. Desrue, 1875 (3 fr.)

419. DEMOLOMBE. — Traité du mariage et de la séparation de corps. — 4e *éd.*, 2 vol. in-8, 1870 (t. III et IV de son *Cours de C. civ.*

Supr. no 72.

420. DUCHESNE. — Du mariage. Examen comparatif des principes qui le régissent suivant le Code civil français, le droit romain, le droit canonique et les législations des États modernes, par J.-B. DUCHESNE aîné, av. — In-8, *Paris*, Cosse et Delamotte. 1844. (7 fr. 50.)

421. GIRARD. — Du Mariage, Th. D. par GIRARD. — In-8, *Paris*, 1862.

422. NOUGARÈDE DE FAYET. — I. Lois du mariage et du divorce, depuis leur origine dans le droit romain, par M. NOUGARÈDE, baron DE FAYET. — 2e *éd.*, rev. et corr., in-8, *Paris*, Normand; — Nève, 1816. (8 fr.)

— II. Jurisprudence du mariage, conférée avec le droit romain, le droit canonique et le droit français antérieur au C. civ., et Aperçu des changements qu'elle doit éprouver par l'abolition du divorce. — In-8, *Paris*, 1817. (8 fr.)

A la fin de l'ouvrage, p. 487, l'auteur indique, sous forme de *projet de loi*, les changements qu'il croit nécessaire d'apporter dans la législation du mariage.

Le même auteur avait publié antérieurement deux ouvrages qui ont été refondus dans les précédents : 1o De la législation sur le mariage et sur le divorce. In-8o, *Paris*, 1810. — 2o Histoire des lois sur le mariage et sur le divorce, depuis leur origine dans le droit civil et coutumier, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. — 2 vol. in-8o. *Paris*, 1803; 2e éd., 1814.

423. RUPERT. — Les Lois civiles concernant le mariage, par RUPERT. — In-12, 1853.

424. VAZEILLE. — Traité du mariage, de la puissance maritale et de la puissance paternelle, par P.-A. VAZEILLE, av. — 2 vol. in-8, *Paris*, Bavoux; — Nève, 1826. (12 fr.)

V. art. cr. de DALLOZ, ap. *G. Tr.*, 1re année, no 238.

---

425. AGIER — Du Mariage dans ses rapports avec la religion et avec les lois nouvelles de la France. — 2 vol. in-8, *Paris*, an IX. (15 fr.)

426. BASTON. — Concordance des lois civiles et des lois ecclésiastiques de France touchant le mariage, par M. BASTON. — In-12, 17 ff., *Paris* et *Besançon*, Gauthier fr., 1824. (2 fr.)

427. DANIEL. — Le Mariage chrétien et le C. Nap., par le P. C. DANIEL, de la Comp. de Jés. — In-8, 242 p. *Paris*, Palmé; — *Lyon*, Josserand, 1870.

428. MARTIN-LACROIX. — Le Code du Mariage et de la famille, d'après l'Ancien et le Nouveau Testament, comparé au

C. civ., par P.-A. MARTIN-LACROIX, av. — In-18, 146 p. *Tours*, Cattier, 1876.

429. PICOT. — Du Mariage romain, chrétien et français, considéré sous le rapport de l'histoire, de la philosophie, de la religion et des institutions anciennes et modernes, par J.-B.-C. PICOT, théologien, d. en dr.—In-8, 21 ff. 1/2, *Paris*, impr. Thunot, 1849. (5 fr. 50.)

Cet ouvrage avait d'abord été annoncé sous le titre : *Du mariage romain, chrétien et français, suivi des institutions de Romulus et de Jésus.* Il devait paraître en livraisons de 4 ff., dont 5 livr. pour le *Mariage* et 8 livr. pour les *Institutions.* La 1re livr. a paru au commencement de 1849. impr. Lacour ; ce mode de publication a été abandonné aussitôt; l'ouvrage a été publié au complet à la fin de l'année, dans la forme définitive indiquée par le titre. C'est un livre bizarre, dont l'esprit est bien différent de celui des Traités élémentaires de l'auteur. — V. sup. nos 113, 137, 138.

430. SINCHOLLE. — Le Mariage civil et le Mariage religieux, par SINCHOLLE, d. en dr., av. à Poitiers. — In-12, XI-211 p. *Poitiers*, Ressayre; — *Paris*, Marescq aîné, 1876.

Brochure où, tout en faisant appel au bon sens et à la justice, l'auteur se laisse aller à qualifier le mariage tel qu'il est organisé par nos lois civiles, d'acte de bestialisme, de concubinage légal et de prostitution.

431. THIERCELIN. — Du mariage civil et du mariage religieux, par H. THIERCELIN, doct. en dr., av. C. de cass. — In-8, 10 ff. *Paris*, Franck, 1854 (1853). (3 fr.)

432. TISSOT. — Le mariage, la séparation de corps et le divorce, considérés au point de vue du droit naturel, du droit civil, du droit ecclésiastique et de la morale, suivi d'une étude sur le mariage civil des prêtres, par J. TISSOT, doy. et prof. phil. Fac. L. de Dijon, etc. — In-8, XVI-352 p. *Paris*, Marescq aîné, 1868. (6 fr.)

La démonstration à laquelle tend l'auteur est la nécessité de rétablir le divorce. Pour la mieux appuyer il fait le dépouillement de tous les écrits importants qui ont paru avant lui sur le même sujet : SELDEN, KRUG, Th. de BÈZE, MAZZARELLI, GIOJA, BOUCHOTTE, DE BONALD, Chrét. DE POLI, DE ROSMINI ; enfin parmi les contemporains les théories de G. SAND et d'Emile DE GIRARDIN ont été également examinées et discutées par lui. On sait que la question est toujours neuve, et que les débats les plus vulgaires dont retentissent de temps à autre les tribunaux ou la Cour d'assises suffisent pour lui donner de l'actualité. A côté des élucubrations de toute sorte qui en sont le résultat, le livre de M. T., par la profondeur de ses aperçus et la vigueur du raisonnement, s'impose à l'attention et à l'étude, alors même qu'on ne se laisse pas convaincre.

V. art. SIMONNET, cons. à Dijon, ap. *R. Cr.*, t. XXXV, p. 84-95.

433. * * * — Coup d'œil sur le mariage, tout à la fois sacrement et contrat civil, par un Belge cathol. — In-8, *Bruxelles*, 1826.

Cf. infr. nos 440, 441 et sous l'art. 165.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DES QUALITÉS ET CONDITIONS REQUISES POUR POUVOIR CONTRACTER MARIAGE.

434. AMELINE. — Des nullités du mariage et des conditions essentielles de sa validité, en droit romain et en droit français. Th. D., par Edm. AMELINE, j. suppl. à Melun. — 1 vol. in-8, 447 p. *Paris*, impr. Simon Raçon, 1866.

435. HENRY. — Qualités et conditions requises pour contracter mariage. Aperçus historiques sur les lois du mariage, par Léon HENRY, d. en dr. — In-8, 438 p. *Caen*, impr. Nigault de Prailauné, 1867.

Th. D. sous un titre modifié.

436. ICARD. — *Dissertatio de impedimentis matrimonii, jure civili inductis, etc., auctore* J.-A.-J. ICARD, *theologiæ professore.* — In-8, 3 ff. *Paris*, Méquignon Junior, 1829.

437. PEZZANI. — Traité des empêchements du mariage, ou Commentaire sur le chapitre 1er du titre V du C. civ., contenant les décisions du droit romain, du droit canonique, du droit écrit et coutumier, des législations étrangères, l'analyse des articles du code, la discussion des questions, la jurisprudence des arrêts et la doctrine des auteurs, par J.-A. PEZZANI. — In-8, 22 ff. *Paris*, Videcoq, 1838. (6 fr., 4 fr. à l'émiss.)

Ce livre était annoncé comme le commencement d'un traité complet sur la condition civile des personnes.

438. BOERESCO. — Des Conditions et des Formes nécessaires pour la validité du mariage, Th. D. — In-8, *Paris*, 1861.

439. MOULLARD. — Des Conditions du mariage, Th. D. — In-8, *Paris*, 1856.

Art. 144, 145, 161 à 164 et 169.

440. COLLET (et COMPANS). — Traité des dispenses et de plusieurs autres objets de théologie et de droit canon, par COLLET, prêtre de la mission. — *Nouv. éd.*, rev. avec soin, augm. de nouv., et où sont amenés les art. de notre légis-

lat. civ. relat. à quelques parties de ce traité, par M. COMPANS. — 2 vol. in-8, *Paris*, Méquignon Junior, 1828 (1827). (12 fr.)

C'est une réimpression de l'édition de 1788. L'éditeur moderne est nommé COMPAN et non COMPANS, dans le *Dict. de la Prov.*, etc., IV, 503; dans la *France littér.* de M. ERSCH, 1, 314; dans le *Dict. des ouvr. anon.* de BARBIER, dern. éd.

Add. Dissertation sur la réhabilitation des mariages nuls où l'on traite en particulier des dispenses *in radice*, par un prof. de théol., etc., pour servir de suite et de supplément au traité des dispenses de M. Collet, corrigé, etc., par COMPANS. — In-8, 5 ff. 3/4, *Paris*, Méquignon Junior, 1828.

441. TABARAUD. — Principes sur la distinction du contrat et du sacrement de mariage, sur le pouvoir d'établir des empêchements dirimants et d'en dispenser; ouvrage entièrement refondu dans cette nouv. édit., augmenté de l'examen des mariages contractés durant la Révolution et de celui des deux projets de loi, l'un sur l'ordre à observer dans la célébration du contrat et dans l'administration du sacrement, l'autre sur la tenue des registres de l'état civil, par M. TABARAUD. — In-8, 33 ff. *Paris*, Fortic, 1825 (6 fr.).

L'auteur est un ancien prêtre de l'Oratoire. La 1re éd. in-8, 28 ff. 3/4, *Paris*, Egron, 1816, a paru sans nom d'auteur.

442. GIRAULT. — Étude pratique sur les dispenses d'alliance, par Ch. GIRAULT, prof. rép. — In-8, 23 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1874. (1 fr.)

Extr. du *J. du Min. publ.* Cette brochure est très-utile à consulter.

443. * * * — Du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, ou de la nécessité de rétablir en cette matière les anciennes dispenses civiles. — In-8, 1 f. 3/4, *Paris*, Galley, 1826.

---

444. GUEYMARD. — Du mariage et des successions des étrangers. Th. D., par Alfred GUEYMARD, av. à Bourges. — 1 vol. in-8, 240 p. *Grenoble*, impr. Maisonville aîné, 1855.

Art. 146.

V. infr. sous l'art. 180.

Art. 147.

445. BRESSOLLES. — De la dissolution du mariage par la mort civile, par M. Gust. BRESSOLLES, d. en dr. — Ap. *R. Wol.*, t. VII (1838), p. 132-143.

446. DARESTE. — Divorce d'un étranger; nouveau mariage en France. — Cour de cass. chambre civile, audience du 28 févr. 1860. Plaidoyer de M. DARESTE. — In-8, 14 p. *Paris*, impr. Claye, 1860. (50 c.)

Aff. BULKLEY : Cass. 28 févr. 1860. — Ce plaidoyer a été reproduit.

Add. DUPIN. Réquisit. du proc. gén. DUPIN dans la même affaire, donné *in extenso*, ap. *Sir.*, 1860, 1, 210 (14 col.). — *Dall.*, 1860, 1, 58 (10 col.); Rapport du cons. SEVIN. *Ibid.*, p. 62 (6 col.); — add. note 2 col., et Exam. doct., ap. *R. Pr.*, 1860, p. 466-471.

Cf. supr. nos 288 et seq.

Art. 148 et 151.

447. FAVIER DE COULOMB. — Dissertation sur les art. 148 et 151 du C. C. Mineur. — Dissentiment de la mère, par FAVIER DE COULOMB. — Ap. *J. du not.*, 7 mars 1855.

Art. 149, 150, nt.

Art. 152 à 157.

(Décrétés le 21 vent., promulgués le 1er germ. an XII (12-22 mars 1804).

448. GOURON-BOISVERT. — Des actes respectueux. — Procédure, par M. GOURON-BOISVERT, av. — Ap. *R. not. et Enr.*, t. VI, p. 263, 590.

449. DIDIO. — De la forme des actes respectueux, par D. DIDIO, av., anc. not. — *Ibid.*, t. XVI (1875), p. 401-413.

450. LEFEBVRE. — De la forme des actes respectueux, par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du not.*, 23 et 26 déc. 1874, 27 janv. 1875.

V. enc. du même : 1° un art. *Ibid.*, 20 sept. 1862; — 2° Actes respectueux; — Renouvellement; délai. *Ibid.*, 6 nov. 1869. — HENNEQUIN. La notification de l'acte respectueux doit avoir lieu selon les formes de l'art. 68, C. pr. — *Ibid.*, 25 sept. 1858; — et art de FAVIER DE COULOMB. — *Ibid.*, 3 juill. 1858.

Add. : — I. Actes respectueux. — Ap. *J. Av.*; t. XLIII, p. 381.

II. — La copie de l'acte respectueux remise à l'ascendant dont on demande le conseil doit, à peine de nullité, mentionner le nom des deux notaires qui ont reçu l'acte et sont chargés de le notifier. — Ap. *J. des not. et des av.*, 1869, p. 672.

III. — Les copies qui doivent être remises aux ascendants lors de la notification d'un acte respectueux devront-elles être revêtues de la signature du notaire en second ou des témoins qui assistent le notaire instrumentaire? — Ap. *J. du Not.*, 27 août 1845.

Art. 158-160 nt.

Art. 161 à 164.

V. supr. nos 440 seq. et infr., sous l'art. 331.

Appendice. — Mariage des prêtres.

Il a été beaucoup écrit sur la question du célibat des prêtres; elle ne doit être envisagée ici que dans ses rapports avec la législation civile sur le mariage; tout ce qui tient à la philosophie ou au dogme devait être éliminé de la nomenclature qui suit, pour la restreindre à ce qui concerne la controverse juridique et spéciale de la validité civile de leur mariage. — Rappelons aussi que M. Naquet, député, a récemment présenté une proposition de loi tendant à rendre passibles de peines correctionnelles les officiers de l'état civil qui refuseraient de procéder au mariage d'ecclésiastiques.

451. DE BECK. — Célibat et Mariage des prêtres, par A. DE BECK. — In-8, 32 p. *Paris*, libr. générale, 1872.

En sous titre : De la jurisprudence comparée avec notre législation.

452. FERRÈRE. — Plaidoyer pour le Sr Plautry. — Ap. *Ann. du barr. fr.*, t. IX, p. 210-298.

Aff. CHARONCEUIL. — Bordeaux, 20 juill. 1807. — Cass. 16 oct. 1809.

453. LOISEAU. — Mémoire sur la validité du mariage d'un prêtre, par LOISEAU. — Ap. *Ann. du Barr. franç.*, 2e sér., t. VI, p. 516-568.

454. PARENT-RÉAL. — Dissertation sur la question du mariage des prêtres, par PARENT-RÉAL, av. C. cass. — Ap. *Sir.* (ancien), t. XII, 2, 243 (13 col.).

A propos de l'arrêt de TURIN, 30 mai 1811. Pour l'affirmat.

455. TISSOT. — Étude sur le mariage des prêtres. — V. supr. n° 432.

456. Un prêtre catholique peut-il aujourd'hui se marier civilement? par M. J.... — In-8, 1 f. 1/2, *Dijon*, impr. Carion.

Pour l'affirm.; tiré à 50 exemplaires.

La question de la validité du mariage des prêtres sous le Code civil et le Concordat se présenta de bonne heure, mais ne préoccupa alors pas l'opinion comme elle fit à la fin de la Restauration; les données du problème n'étaient pas non plus identiques.

En 1828, la question fut posée avec un certain éclat devant nos tribunaux; trois d'entre eux en furent saisis presque simultanément, et la résolurent dans le sens de l'affirmative. Ces éléments judiciaires du débat méritent d'être rappelés :

457. I. — Plaidoirie de Me *** devant le tribunal de Sainte-Menehould, et jugement de ce tribunal. — Ap. *G. Tr.*, 26 févr. 1828, et *Sir.*, 1829, 2, 36.

Le jugement est, quant à la forme et au fond une véritable dissertation sur la question.

— II. — Conclusion de M. PIERSON, subst. devant le tribunal de Nancy. *Gaz. Tr.*, 7, 8 mai 1828.

Remarquable réquisitoire.

— III. Conclusions du proc. du roi, à Cambrai. — *Ibid.*, 10 mai 1828.

Une autre affaire, qui a eu un nom dans les annales judiciaires, l'*affaire Dumonteil*, vint en même temps passionner le débat, et surexciter l'opinion déjà vivement émue par les discussions de la tribune politique se rattachant au même ordre d'idées. La polémique débute par une réclamation insérée par DUMONTEIL dans la *Gaz. des Tr.*, au moment même où s'agitaient déjà les trois espèces ci-dessus rappelées. Voici les détails de cette controverse :

458. DUMONTEIL. — I. Réclamation d'un prêtre qui veut contracter mariage (Sée DUMONTEIL). — Ap. *G. Tr.*, 23 févr. 1828.

— II. Mémoire pour le Sr DUMONTEIL, intimé, contre le Sr DUMONTEIL, appelant, sur la question du mariage civil des prêtres. — In-4 de 3 ff. 1/2, *Paris*, impr. Pihan-Delaforêt-Morinval, 1831.

459. DUPIN. — Réquisitoire de M. DUPIN, proc. génér. à la Cour de cass. dans l'aff. du Sr DUMONTEIL, ex-prêtre catholique, prononcé devant la section des requêtes de la Cour, le 21 février 1833. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Pihan-Delaforêt, 1833. — Extr. de la *Gaz. Trib.*, 24 février. Inséré dans ses *Réquisitoires, Plaidoyers*, etc., t. III, p. 47-62.

460. DUVERNE. — Plaidoyer de Me DUVERNE, av. à la C. r. de Paris, pour M. DUMONTEIL, sur cette question : un prêtre peut-il contracter mariage? — In-8, 3 ff. 1/4; *Paris*, Ponthieu; — Warée, 1828. (1 fr. 50.)

Add. : L'avocat interdit au sujet du mariage des prêtres, ou Etrennes intéressantes au public et au barreau; par M. DUVERNE, av. — In-32, 1 f. 1/2; *Paris*, Garnier, 1829.

461. MERMILLIOD. — I. Consultation pour le Sr DUMONTEIL, par MERMILLIOD, av. — Paris, 1828.

Extr. *Gaz. Tr.*, 2 mars 1828, et les Adhésions à la consultation. *Ibid.*, 14 mars 1828.

— II. Plaidoirie pour le Sr DUMONTEIL sur la question du mariage civil des prêtres, prononcée devant la Cour royale de Paris dans ses audiences solennelles des 13 et 20 déc. 1828. — In-8, 3 ff. 1/2. *Paris*, impr. Pihan-Delaforêt-Morinval, 1828.

V. enc. ap. *Annal. du barreau franç.*, 2e sér., t. X, p. 532-595.

462. — Dernière plaidoirie de M. MERMILLIOD, pour le Sr DUMONTEIL, sur la question du mariage civil des prêtres, prononcée en l'audience solennelle, chambres réunies, de la Cour de Paris, le 7 mai 1831. — In-8, 2 ff. 1/4, *Paris*, imprim. Pihan-Delaforêt-Morinval, 1831. (3 fr.)

— IV. Cour royale de Paris. Grandes audiences solennelles des 24 et 31 déc. 1831 et 2 janvier 1832 (présid. de M. le baron Séguier). Mariage civil des prêtres. Plaidoiries de Me MERMILLIOD pour le Sr DUMONTEIL. — In-8, 2 ff. *Paris*, imprim. Pihan-Delaforêt-Morinval, 1832.

Ce sont ces plaidoiries qui ont commencé la réputation de Mermilliod.

V. enc. les débats de cette affaire en 1re instance et en appel, et les observations des arrêtistes : — *Gaz. Tr.*, 14, 21, 28 déc. 1828. — *Sir.*, 1829, 2, 33; 1832, 2, 65, et une note critique de Sirey. *Ibid.*, 1833, 1, 169-181

463. CRÉMIEUX. — Dissertation sur cette question : l'engagement dans les ordres est-il un empêchement dirimant au mariage? (Se J.-Ad. CRÉMIEUX). — In-8, 5 ff. *Nîmes*, Durand-Belle, 1828.

Solut. affirmative.

464. GLEY. — M. l'abbé DUMONTEIL : sa cause devant les tribunaux, ses défenseurs, leurs plaidoyers : Mémoire pour l'Eglise catholique, présenté à M. le prem. président et à MM. les cons.

de la Cour roy. de Paris, les 1re et 3e ch. réunies; par M. G. GLEY. — In-8, 2 ff. 1/2; *Paris*, Méquignon-Havard, 1829. (1 fr. 50.)

465. GUILLON DE MONTLÉON. — Du célibat des prêtres, à l'occasion de l'arrêt de la Cour de cass. du 21 févr. 1833, et de la bénédiction nuptiale, par l'abbé Chér. de D. (A. Guillon de Montléon, cons. à la bibl. Maz.). — In-8, 5 ff. 1/2. *Paris*, Denain, 1833.

466. JAUFFRET. — Du célibat des prêtres, à l'occasion d'une ordonnance rendue par M. le prés. du tribunal de la Seine, le 16 février 1828, par M. JAUFFRET, m. des req. — 2e *éd.*, br. in-8, 58 p., *Paris*, Delaunay; — Nève, 1828.

La 1re édition, aussi de 1828, était anonyme. La 2e, avec le nom d'auteur, a eu un deuxième tirage, après le jugement du 19 juin 1828 dont le texte y a été ajouté. Cette addition est la seule différence entre les deux tirages de la 2e édition.

Add.: Observations de MERMILLIOD (en réponse à ce mémoire), ap. *Gaz. Tr.*, 11 mai 1828.

467. KÉRATRY. — Du mariage des prêtres catholiques, suivant la proposition de M. PORTALIS, député du Var, v. pr. du trib. de la Seine, par M. KÉRATRY, député, cons. d'État. — In-8, 2 ff. *Paris*, Tenré, 1833.

468. NACHET. — Liberté du mariage des prêtres; mémoire produit à la Cour de cass. pour M. DUMONTEIL fils, par M. NACHET, av. Cour cass. — In-8, 3 ff. 1/2, *Paris*, impr. Duverger, 1833.

Ce mém. a été inséré ap. *Liberté religieuse*, ch. 14, p. 320.

— G... — Réflexions sur la demande devant les tribunaux, par des prêtres, d'être autorisés à se marier, par Ch. G., octogénaire. — In-8, 1/2 f., *Paris*, impr. Dondey-Dupré père, 1829.

469. *** — Réflexions nouvelles sur la question de savoir si nos lois autorisent le mariage des prêtres, par un avoeat à la C. roy. de Paris. — In-8, 3 ff. 1/2, *Paris*, Ed. Bricon, 1828. (1 fr. 50.)

470. Observations sur le mariage des prêtres, par un père de famille. — In-8, 2 ff. 1/4, *Paris*, Merlin, 1831.

471. De la jurisprudence sur le mariage des prêtres, dénoncée à la chambre des députés, et des règles du C. civ. sur le mariage. — In-8, 12 ff. *Paris*, Videcoq, 1834. (3 fr.)

Depuis lors, la question s'est plusieurs fois présentée; parmi les documents nouveaux, il faut citer:

472. DE BROUARD. — Mariage des prêtres. — Examen de la question: L'engagement antérieur dans les ordres sacrés constitue-t-il, dans l'état de notre législation, un empêchement prohibitif du mariage? Par DE BROUARD. — In-8, 4 ff. 2/3, *Paris*, Deloy, 1846.

473. DUMONT DE SAINT-PRIEST. — Réquisitoire de M. le proc. gén. DUMONT DE SAINT-PRIEST devant la cour de Limoges (17 janv. 1846, aff. Vignaud). — Ap. *Gaz. Tr.*, 24, 25 et 26 janv. 1846. — *Dall.*, 1846, 2, 34 (9 col.).

Add.: Note critique de DEVILLENEUVE sur cet arrêt; ap. *Sir.*, 1846, 2, 197.

474. COTELLE. — Question du mariage des prêtres. — Arrêt de la Cour royale de Limoges du 27 janvier 1846 (mémoire signé COTELLE, d. en dr., av. C. cass.). — In-4, 48 p. *Paris*, impr. Ducessois, 1846.

Affirmat.

475. J. FAVRE, MIE, BOURGADE. — Débats sur la question du mariage des prêtres. — Plaidoirie de MM. J. FAVRE et MIE, neveu. — Conclusions de M. BOURGADE, pr. imp. — Jugement du tribunal civil de Périgueux. — Solution: L'engagement dans les ordres sacrés n'est pas un empêchement au mariage. — In-8, 119 p. *Paris*, impr. Dupont et Cie, 1862. (1 fr. 50.)

Les débats de cette affaire ont été donnés *in extenso*, ap. *Droit*, 22 févr. 1862 et suiv., 6 août et suiv. — La plaid. de J. FAVRE est reprod ap. *J. de l'éloq. jud.*, 1862, p. 65.

476. LOYSON. — Le Mariage des prêtres. Réponse à M. J. FAVRE; suivi du Concordat, des articles organiques et de la lettre du cardinal CAPRARA, par M. l'abbé Th. LOYSON. — In-8, 159 p. *Paris*, Douniol, 1862.

V. aussi des conclus. remarquables de M. le subst. Van den PEERBOOM devant le tribunal de Gand (aff. Poulet). — Reprod. ap. *J. du Notar.*, 20 avril 1850.

477. SERRIGNY. — Des conséquences d'une religion d'Etat: Mariage des prêtres, par M. SERRIGNY. — Ap. *R. Fœl.*, t. XII, p. 387.

478. GRÉGOIRE. — Histoire du mariage des prêtres en France, particulièrement depuis 1789, par GRÉGOIRE, év. de Blois. — *Paris*, in-8o, 1826.

L'abbé GRÉGOIRE était hostile au mariage des prêtres.

479. PERNET. — Question sur le mariage civil des prêtres rentrés dans la vie civile (Sd PERNET père). — In-8, 3/4 f. *Boulogne-sur-Mer*, impr. Birlé, 1844.

En 1758, un chanoine d'Étampes, Jacques DESFORGES, vendit son patrimoine pour faire imprimer sur le mariage des prêtres un livre qu'il dédia au roi, avec ces mots: « Sire, le plus grand bien que vous puissiez faire à votre clergé serait de lui obtenir la permission d'épouser des filles chrétiennes. » Naturellement il fut mis à la Bastille et son livre supprimé.

Cf. infr. no 635.

480. FUZIER-HERMAN. — Du Mariage des prêtres français à l'étranger, par Ed. FUZIER-HERMAN, subst. à Romorantin. — Ap. *R. Prat.*, t. XL (1876), p. 109-115.

CHAPITRE II. — DES FORMALITÉS RELATIVES A LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE.

481. NYER. — Guide pratique pour se marier devant l'état civil, à l'église et chez le notaire, ou Instructions élémentaires sur le contrat de mariage; suivi d'un aperçu critique sur la législation qui régit aujourdhui ce contrat, par

S. NYER, av. — In-12, 7 ff. 1/2, *Paris*, Sandre, 1853. (2 fr.)

482. DE RICHECOEUR. — Essai sur l'histoire et la législation des formes requises pour la validité du mariage, par A. de RICHECOEUR. — In-8, 8 ff. 3/4, *Paris*, Douniol, 1855. (2 fr.)

483. TOUSSAINT. — État civil. — Conditions et formalités pour la célébration des mariages.—Formules. Par M. TOUSSAINT, secrétaire de la mairie du 6e arrond. de Paris. — In-4, 2 tableaux, *Paris*, Donnaud, 1870. (2 fr. 50.)

484. GIMON. — Agenda des mariages, ou Relevé des pièces à fournir et des formalités à remplir pour contracter mariage, par Marius GIMON, chef de div. de l'ét. civ. de Marseille. — In-8, 1 f. *Marseille*, imp. Barille, 1850.

485. BURTZ. — Des Justifications imposées aux officiers de l'armée qui désirent obtenir l'autorisation de se marier, par BURTZ, not. — Ap. *J. du Not.*, 16 déc. 1857.

Add. Art. d'HENNEQUIN. *Ibid.*, 12 déc. 1855 et 17 nov. 1857. — V. sup. n° 207.

Art. 165.

486. * * * — Consultation sur la validité et l'inviolabilité morale, par rapport à l'Eglise, des mariages contractés devant le magistrat civil. — Ap. *G. Tr.*, 19 octobre 1828.

Art. 166 à 169 nt.

Art. 170.

487. FOELIX. — Des mariages contractés en pays étrangers; Tableau comparatif des dispositions législatives qui régissent les principaux Etats de l'Europe, en ce qui concerne les qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage, par M. FOELIX. — In-8, 8 ff. 1/2, *Paris*, Joubert, 1842 (1841). (2 fr. à la public.)

Extr. de la *R. Fœl.*, t. VIII, p. 433. — Cet opuscule, devenu introuvable, a été réimprimé dans la 4e édit. du *Traité de droit international* du même auteur.

488. OLLIVIER. — Affaire Pescatore. — 1re ch. du tribunal civ. de la Seine, par M. Em. OLLIVIER. — Ap. *R. Pr.*, t. II, (2e 1856), p. 1-58.

Exam. doct. des débats de cette cause célèbre où s'agitait la question de validité d'un mariage contracté en Espagne, devant un prêtre et sans publicité en France.

V. les débats, ap. *Droit*, 11, 12, 13, 20, 26 juillet et 2 août 1856. — Ap. *Gaz. Tr.*, 5, 19, 20, 26 juill. et 2 août 1856. — Tous les documents de cette affaire sont reproduits dans la *Tribune judiciaire*. Elle a produit plusieurs écrits dont quelques-uns importants, savoir :

489. LABOULAYE. — Mémoire à consulter et consultations pour les héritiers Pescatore (sign. ED. LABOULAYE, anc. av. à la C. de P., prof. de législ. comp. au Coll. de Fr., etc., etc.). — In-4, 9 ff. *Batignolles*, impr. Hennuyer, 1856.

La 1re partie de ce mémoire a pour titre : Histoire de la législation des mariages clandestins en France et en Espagne. V. Gaz. Tr., 12 juill. 1856.

— Une note sur cette affaire signée ODILON BARROT, BETHMONT, CHAIX D'EST-ANGE et DEMOLOMBE. — In-4, 2 ff. 1/2, imprim. Malteste, 1856.

— Une autre, signée VALETTE, DEMANTE, DEVALROGER, MACHELARD, FRESLON.

— Un écrit sous le titre d'*Avis*, traduit de l'espagnol, relatif à la validité, suivant la loi espagnole, du mariage Pescatore. — In-4, 1 f. 1/2. *Paris*, Malteste.

— Un écrit signé CHAIX D'EST-ANGE, A SON. EMIN. Mgr le card. GOUSSET, archev. de Reims, etc. — In-4, 2 ff., impr. Malteste.

— Consultation de M. CAPMAS, prof. à Dijon. — In-4, 1 f., impr. Lahure.

— Opinion de M. BUGNET, prof. Fac. Paris. — 3/4 f., impr. Malteste.

— Consultation de M. MATHIEU, pour Mme P. — 4 ff. in-4. *Ibid.*

— Plaidoirie de Me CHAIX D'EST-ANGE, av. de Mme P. — In-8, 2 ff., impr. Guyot.

V. enc. sur la même question : Observat. de J.-B. Sirey sur un arrêt de cass. du 9 mars 1831. Ap. *Sir.*, 1831, 1, 144 (5 col.) — Débats de l'aff. Balmette (Bordeaux, 7 août 1864). *Droit*, 29 juillet, 26 août 1864.

Art. 171.

490. MOURLON. — De la sanction de l'art. 171 du C. civ., par M. MOURLON, — ap. *R. Fœl.*, t. XI, p. 885.

Loi du 10 déc. 1850 sur le mariage des indigents.

491. PETIT. — Indigents. — Mariage. — Enfants. — Observations sur l'application de la loi du 10 déc. 1850 relative au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels, et au retrait de ces enfants déposés dans les hospices. (Signé PETIT, présid. de ch. à Douai, etc.). — In-8, 18 p. *Douai*, impr. Ve Coret-Carpentier, 1857.

CHAPITRE III. — DES OPPOSITIONS A MARIAGE.

Art. 172 nt.

Art. 173 et 174.

492. ANCELOT. — De la faculté d'Oppo-

sition au mariage de la part des ascendants et descendants, par Ancelot. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLV, p. 145-152.

Exam. doct. de Paris, 2 déc. 1851. — Add. Réquisit. de l'av. gén. SUIN dans cette affaire. — Ap. *Gaz. Tr.*, 3 déc. 1851.

Art. 175.

493. MASSOL. — De l'opposition faite au mariage du mineur par le tuteur ou curateur, par M. MASSOL. — Ap. *R. Fœl.*, t. XIII, p. 177.

Art. 176 à 179 nt.

CHAPITRE IV. — DES DEMANDES EN NULLITÉ DE MARIAGE.

494. BOZON. — Des demandes en nullité du mariage, en droit français; Th. D. par Eug. BOZON. — In-8, 136 p. *Versailles*, impr. Beau, 1868.

495. COQUARD. — De la nature du mariage et des nullités qui le vicient en droit romain et en droit français; Th. D., par Arth. COQUARD. — In-8, 188 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1872.

496. DEBACQ. — Des nullités de mariage en droit romain et en droit français. Th. D., par G. DEBACQ, av., doct. en dr. — In-8, 278 p. *Paris*, impr. Moquet, 1863 (4 fr.).

497. GIRARD. — Des nullités de mariage, d'après le C. Nap., avec un exposé sommaire des principales théories du droit canonique et de l'ancienne jurisprudence; précédé d'une introduction sur les conditions et la forme du mariage romain; Th. D., par Alfr. GIRARD, av. — In-8 de 488 p. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (7 fr.)

498. MERCIER. — Des nullités du mariage en droit français; Th. D., par Paul-Em. MERCIER, av. — In-8, 248 p. *Paris*, impr. Chaix et Cie, 1862. (5 fr., *rare*).

499. PETITON. — Des nullités du mariage. Th. D., par Clém.-Ad.-Luc. PETITON, av. — In-8, 132 p. *Paris*, H. et Ch. Noblet, 1858.

500. RAMBAUD. — Des nullités de mariage en droit romain et en droit français; Th. D., par Prosp. RAMBAUD. — In-8, 140 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1868 (Douai). (3 fr.)

Art. 180.

§ I. — *Erreur sur la personne civile. — Vice du consentement.*

501. JALABERT. — Examen doctrinal de jurisprudence civile. — 1. Demande en déclaration de non-existence d'un mariage pour cause d'identité de sexe entre les prétendus époux. — 2. Demande en nullité d'un mariage pour cause d'erreur dans la personne de l'un des époux dont l'impuissance résulte d'une conformation vicieuse ou d'un accident antérieur à la célébration; par Ph. JALABERT, dov. Fac. Nancy. — Ap. *R. Pr.*, 1873, p. 129-149.

Cass., 23 déc. 1872. — V. *Droit*, 23, 24 déc. 1872.

502. PONT. — Mariage; interdit; collatéraux; conventions matrimoniales; par P. PONT, av. — Ap. *R. Wol.*, t. XXIV, (1845), p. 239-263.

Cass. 12 nov. 1844. — Les collatéraux de l'interdit peuvent-ils faire prononcer la nullité de son mariage?

503. GLASSON. — Du consentement des époux au mariage, d'après le droit canonique, le droit romain, l'ancien droit français, le Code Nap. et les législations étrangères, par E. GLASSON, prof. agr. Fac. Nancy. — In-8, *Paris*, A. Durand, 1867.

V. Compte-rendu de l'ouvrage de M. GLASSON, par V. VAUGEOIS, pr. Fac. Nancy. In-8, *Paris*, Marescq, 1867 (1 fr. 25). Extr. *R. Pr.*, t. XII, p. 460-480. — Cet ouvrage se rattache intimement à un débat qui venait de s'agiter et dont suivent les éléments :

Une cause célèbre a fait naître, ou plutôt a donné un intérêt saisissant à la question de savoir si l'erreur dans la personne doit s'entendre dans la personne *civile*, aussi bien que de l'erreur dans la personne *physique*. La Cour de cassation a tranché la difficulté par un arrêt solennel du 24 avril 1862, qui n'a été accepté par bien des jurisconsultes que sous toutes réserves, et le débat ne manquerait pas de se rouvrir si l'occasion, heureusement fort rare, venait à s'en représenter. Il s'agissait d'un mariage avec un forçat libéré.

504. RENDU. — Plaidoyer de Me RENDU dans l'aff. Zoé Herbin. Mariage avec un forçat libéré. — Ap. *Plaidoyers* de Me Ambr. RENDU, av. C. de cass., etc., réunis par Ambr. RENDU fils. — In-8, *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1868 (p. 93-173).

Cette plaidoirie a été reproduite en maj. partie par tous les journaux judiciaires de l'époque. V. notamment les débats de l'aff. ap. *Droit*, 21 et 28 janvier et 2 juillet 1861, 23, 24, 28 avril 1862. — V. aussi *Ibid.*, 19 juin, 16, 19 juillet 1862. — Des extr. ap. *Dall.*, 1861, 1, 49. — Add. Note. *Ibid.* (3 col.).

Add. — RAYNAL. — Conclusions de M. l'avocat général RAYNAL, ap. *Sir.*, 1861, 1, 247 (6 col.), et la note de LABBÉ, ap. *Sir.* et *J. Pal.* — *Dall.*, 1861, 1, 49.

505. I. BELLAIGUE. — Mariage contracté avec un forçat libéré; erreur dans la personne; nullité;

par A. BELLAIGUE, doct. en dr., av. C. cass. — In-8, 8 p. *Paris*, Marescq aîné, 1861 (1 fr.).

Extr. de la *R. Pr.*, t. XI (1861), p. 101-107 (Exam. doctr. de l'arrêt de cass.). Reprod. ap. *J. du not.*, 2 févr. 1861.

II. HENNEQUIN. — De l'erreur dans la personne, par M. HENNEQUIN; ap. *J. du Not.*, 1, 5 janvier 1861.

506. I. DUBOY. — Nullité du mariage. Plaidoirie de M. Hipp. DUBOY. — Cour de cass., ch. réunies. Aud. solenn. des 22, 23 et 24 avril 1862. — In-8, 19 p. *Paris*, impr. Dubuisson, 1862.

Insérée *in extenso* ap. *Droit*, 28 avril 1862.

II. DUPIN AÎNÉ. — Réquisitoire du proc. g. DUPIN.

Se trouve aussi ap. *Sirey*, 1862, 1, 341 (14 col.). *Dall.*, 1862, 1, 153 (12 col.).
Add. Rapport de M. le cons. LEGAGNEUR. — Ap. *Gaz. Tr.*, 23 avril 1862.

507. PONT. — Des qualités du consentement en matière de mariage, et spécialement du mariage contracté par erreur avec un forçat libéré. Examen doctrinal, par M. P. PONT, cons. à Paris. — 2 part. Br. in-8, *Paris*, Cotillon, 1861-1862. (4 fr.)

Extr. de *R. Cr.*, t. XVIII (1er 1861), p. 193-212, 289-314, et t. XX (1er 1862), p. 289-302.

508. THIERCELIN. — L'Erreur dans le mariage, par THIERCELIN.—Ap. *Droit*, 20 déc. 1860.

509. * * * — L'erreur d'une femme catholique qui épouse un ci-devant moine profès est-elle une erreur substantielle qui annulle le mariage? Dissert. — Ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. III, 2, 258.

§ II. — *Refus de consécration religieuse.*

510. BRESSOLLES. — Mariage religieux. Mariage civil. Nullité. — Le refus que fait l'un des époux catholiques de procéder à la célébration religieuse de leur mariage après le consentement donné devant l'officier de l'état civil, réagit-il de quelque manière sur la validité du lien civil? Par M. G. BRESSOLLES, pr. sup. Fac. Toulouse. — Ap. *R. Wol.*, t. XXVI (1846), p. 149-158.

511. COIN-DELISLE. — Sur le refus entre époux de bénédiction nuptiale, à l'occasion d'un opuscule de M. Sauzet, par M. COIN-DELISLE. — Ap. *R. Cr.*, t. III (1853), p. 175-180.

V. infr. nº 513.

512. HUC. — Courtes observations sur la célébration du mariage, par M. Th. HUC, prof. C. n. à la Fac. de Toulouse. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1867. (1 fr. 50.)

Extr. *R. Crit.*, t. XXX (1er, 1867), p. 346-361. A propos de la réponse adressée à M. DUVERGER, par M. BATBIE.
Observation de M. BATBIE; *Ibid.*, p. 361-364. Il s'agit du moyen de prévenir les surprises résultant du refus de célébration religieuse après la célébration civile. — V. la controverse entre MM. D. et B., supr. nos 14 et 15.

Add. Du mariage civil, Rapport, etc., par G. THÉRY. — Br. in-8, 19 p. Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq, 1875.

513. SAUZET. — Réflexions sur le mariage civil et le mariage religieux en France et en Italie, par M. SAUZET.

L'auteur soutient que le refus du mari n'a aucune sanction dans notre législation sur le mariage. Cette thèse, généralement conforme à la jurisprudence, a été réfutée par M. COIN-DELISLE dans l'art. 511, supr.

V. enc. note, ap. *Dall.*, 1847, 2, 81 (aff. ROQUES c JUERY).

Art. 181 à 195, nt.

Art. 196

514. GÉRARDIN. — Influence de la possession d'état sur la preuve du mariage. Interprétation de l'art. 196, C. Nap.; par C. GÉRARDIN, agr. à la Fac. de Paris. — Ap. *R. Pr.*, t. XXI (1er 1866), p. 257-281.

515. HAUMONT. — Influence de la possession d'état sur la preuve du mariage. exposition d'une interprétation nouvelle de l'art. 196 du C. civ.; par A. HAUMONT, av. au Havre. — Ap. *R. Crit.*, 1875, p. 254-264.

Art. 197.

516. LHOMME. — De la Preuve du mariage et de la Filiation en l'absence de titre. Th. D., par LHOMME. — In-8, *Paris*, 1873.

517. Add. BELLART, — PIET, — SEVIN. — L'acte de naissance énonciatif de la filiation et de la légitimité d'un enfant constate-t-il cette légitimité et la fait-il présumer? ou, au contraire, est-ce à l'enfant de justifier du mariage de ses père et mère par la représentation d'un acte en bonne forme ou en prouvant qu'ils ont vécu publiquement comme mari et femme et en justifiant de sa possession d'état d'enfant légitime? — Consult. de SEVIN, BELLART et PIET (BICHOT et SAVIER c. BECQUART. Paris, 9 mars 1811).—Ap. *Sir.*, 1811, 2, 97 (16 col.) et *Coll. nouv.*, t. III, 2, 435 (12 col.).

518. GIBOULOT. — L'art. 197 est-il spécial à l'enfant? Après son décès, ses collatéraux peuvent-ils invoquer ce mode de preuve pour établir les rapports de parenté que cet acte civil a créés? Dissert. par A. GIBOULOT, à propos de Cass., 20 févr. 1872 (aff. Francès). — Ap. *Dall.*, 1872, 1, 97 (5 col.)

Add. Observ. crit. ap. *Sir.*, 1872, 1, 97 (3 col.).

Art. 198 à 200 nt.

Art. 201-202.

519. PILASTRE. — Recherches sur le mariage putatif et la légitimation dans

l'ancien et le nouveau droit français, précédées d'une étude sur les Conditions du mariage en droit romain. Th. D., par Ed. PILASTRE. — In-8, 326 p. *Paris*, impr. Thunot, 1861.

520. GAUDEMET. — Du mariage putatif et de ses effets. Th. D. (Dijon), par GAUDEMET. — In-8, *Dijon*, 1865.

CHAPITRE V. — DES OBLIGATIONS QUI NAISSENT DU MARIAGE.

Art. 203-211.

521. PIOLET. — De l'Obligation alimentaire sous le droit romain, le droit coutumier et le Code civil. Th. D., par Ch. PIOLET, av. à Douai. — In-8, 261 p. *Douai*, Crépin, 1876.

V. enc. inf. nos 525 et 527.

522. — La Dette d'aliments est-elle indivisible et solidaire? — Ap. *Ann. des j. de paix*, 3e sér., t. I, p. 215; 1863, p. 332.

CHAPITRE VI. — DES DROITS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

523. BOUSSUGE. — Du Pouvoir du mari sur la personne de la femme; Th. D., par BOUSSUGE. — In-8, *Paris*, 1871.

524. CHARDON. — Traité des Trois Puissances : maritale, paternelle et tutélaire; par M. CHARDON. — 3 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1842-43-44.

Le t. I comprend la puissance maritale (1842).
Le t. II, la puissance paternelle et une addition à la puissance maritale sur l'hyp. légale de la femme (1843).
Le t. III comprend la puissance tutélaire, avec un commentaire de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.
Les t. II et III se vendent seuls séparément chacun 8 fr.
L'ouvrage de C. est le plus cité sur la matière.

525. DAUBANTON. — Traité complet des Droits des époux l'un envers l'autre ou à l'égard de leurs enfants, de la puissance maritale et paternelle, de la minorité et des tutelles; par A.-G. DAUBANTON. — In-8, *Paris*, 1810. (5 fr.)

526. DELOZE. — Théorie de la Puissance maritale chez les Romains et dans le droit civil français, contenant les droits et les devoirs de l'homme et de la femme dans le mariage, par Xavier DELOZE, d. e. d. — In-8, 232 p. *Paris*, Marescq aîné, 1867. (3 fr.)

Th. D.; titre nouveau.

527. OLLIVIER. — Du Mariage, considéré dans ses effets à l'égard des époux, des enfants et des parents. Th. lic.; par Emile OLLIVIER. — In-8, 9 ff. 1/8. *Paris*, impr. Schneider, 1846.

Cette brochure, devenue rare, est cotée 6 fr.

528. EYSSAUTIER. — Essai historique et doctrinal sur la puissance maritale en France. Th. D. (Grenoble), par L.-A. EYSSAUTIER. — In-8, 330 p. *Grenoble*, Maisonville aîné, 1855.

529. VIAUD. — Da la Puissance maritale, par J.-L.-J. VIAUD. — 1 vol. in-8, 26 ff. 1855, *Paris*, impr. Vinchon. (5 fr.)

Th. D., sous un titre modifié.

530. JOEGLÉ. — Code des gens mariés, ou Recueil des droits et devoirs respectifs des époux, par Émile JOEGLÉ. — In-16, 1/2 f. *Paris*, Durand, 1853.

Art. 212, 213, 214.

531. ***. — Le mari qui refuse de recevoir sa femme est-il tenu de payer les prestations et fournitures à elles faites pour ses besoins et ceux de son enfant, alors qu'il n'a donné aucun mandat à cet effet? Examen doctrinal d'un arrêt de cassation du 12 février 1874 et d'un arrêt de Besançon (renvoi) du 15 juillet 1874. — Ap. *Sir.*, 1874, 1, 305 et 1875, 2, 9.

V. aussi Observations de M. DUTRUC, *ibid.*, 1860, 1, 57. — *J. Pal*, 1874, p. 91, note (6 col.), do 780, note (6 col.).

532. LESENNE. — De l'Obligation des époux d'habiter ensemble. Moyens de faire observer ce devoir. Infractions. Sanction. Séparation de corps, etc. Le Refus persévérant du mari de recevoir sa femme, ou bien le refus de l'épouse d'habiter avec son mari, peut-il constituer une injure grave de nature à entraîner la séparation de corps? Et, d'abord, l'action en séparation est-elle la seule voie légale pour faire cesser l'habitation commune? par N.-M. LESENNE, av. d. e. d. — Ap. *R. Crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 513-530.

Art. 215 à 226.

533. BOISSAT-MAZERAT. — De l'Incapacité civile de la femme mariée en droit français, Th. D., par J. BOISSAT-MAZERAT. — In-8, 127 p. *Paris*, Pichon, 1874.

534. BOUCHEZ. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit français; Th. D.,

par Cam. BOUCHEZ, av. — *Paris*, impr. Raçon et C^e^, 1864. (1 fr. 50.)

535. CLAIR. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit fr. Th. D., par Eug. CLAIR, av. — In-8, 240 p. *Paris*, Pichon, 1876.

536. DELCRO. — Étude sur la condition des femmes dans la famille, par J.-Boniface DELCRO, av. — In-8, 127 p., *Paris*, Alex. Johanneau, 1857.

537. DUBOIS. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit français. Th. D., par Jean-Ambr.-Em. DUBOIS (de Sens). — In-8. *Paris*, F. Didot f., fr. et C^ie^, 1860. (7 fr.)

538. GIDE. — Étude sur la Condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne et en particulier sur le sénatus-consulte Velléien, par Paul GIDE, agr. Fac. de Paris. — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867. (8 fr.)

Dans ce temps de revendications de toutes sortes la question des droits des femmes est une de celles qui sont le plus agitées. L'opinion l'impose aux études des jurisconsultes, des économistes et des moralistes. Un concours avait été ouvert, en 1842, par l'Acad. des sc. mor. et pol. sur la condition politique de la femme; le prix fut décerné à M. LABOULAYE : *Recherches sur la condition civile et politique des femmes depuis les Romains jusqu'à nos jours*, mémoire couronné par l'Académie des sc. mor. et polit., séance du 28 mai 1842, par Ed. LABOULAYE, un vol. in-8. *Paris*, Durand, 1842 (8 fr.). — Plus tard, la même Acad. mit au concours la condition privée de la femme et l'histoire du sénatus-consulte Velléien. Le mémoire de M. GIDE a obtenu le prix en 1866; le public a ratifié cette décision, et ce bon livre est resté une des plus remarquables publications de notre temps dans l'ordre d'idées qui lui est propre.

V. sur cet ouvrage : Discours sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne, et en particulier sur le sénatus-consulte Velléien, d'après l'étude de M. P. GIDE, sur le même sujet, par E.-R. POUBELLE, chargé de cours à la Fac. de dr. de Toulouse. — In-8°, 83 p., *Toulouse*, impr. Bonnal et Gibrac, 1869. La *Revue critique* a donné un extrait alors inédit du travail de M. GIDE, sous le titre de l'*Incapacité de la femme sous le régime dotal*, t. XXIX, p. 78. — V. Compte-rendu de M. Alb. DESJARDINS, *ibid.*, t. XXX, p. 60. M. Alb. DESJARDINS, aujourd'hui av. gén. à la Cour de cass., et M. Arthur DESJARDINS son frère, aujourd'hui prof. à la Faculté de droit de Paris, étaient tous deux les concurrents de M. G., et ont obtenu au même concours chacun une mention honorable. — Un extrait du mémoire d'Alb. DESJARDINS a été inséré ap. *R. Cr.*, t. XXXI, p. 60-81.

539. LEFEBVRE-PONTALIS. — De la Condition légale de la femme mariée, et, en particulier, de son incapacité. Th. D., par Antonin LEFEBVRE-PONTALIS, lic. ès lett., aud. au C. d'Ét. — In-8, 13 ff. 1/2. *Paris*, impr. Firmin Didot, 1855.

V. art. crit. de M. Gust. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1856, p. 220.

540. LESIEUR. — État et capacité de la femme mariée, par Paul-Hyac. LESIEUR, av. — In-8, 266 p. *Aix*, Makaire, 1876. (5 fr.)

541. MARIE. — Essai sur la condition civile des femmes. Th. D., par J. MARIE, av., à Valognes. — In-8, 250 p. *Valognes*, impr. Martin, 1865.

542. MÉPLAIN. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit français, précédée de la condition légale de la femme en droit romain. Th. D., par Abel Méplain, av. — In-8, 116 p. *Paris*, impr. Mouquet, 1858.

543. MOLINIER. — De la Condition des femmes en droit romain et en droit français. Th. D. (Toulouse), par Louis MOLINIER, av. — In-8, 7 ff. impr. Bonnal, à *Toulouse*, 1856.

544. PELLETIER. — Des Caractères et des Effets de l'autorisation maritale. Th. D., par PELLETIER. — In-8, *Paris*, 1852.

545. PÉNICAUD. — Étude sur la condition légale des femmes en droit romain et en droit français, par R. PÉNICAUD, av., d. en dr. — 2 vol. in-8. *Paris*, Retaux, 1868.

Th. D. à laquelle ont été ajoutés un titre et une introduction non signée. Le titre porte l'indication : t. Ier, et l'introduction annonce une suite contenant la critique philosophique et sociale du sujet; le t. II ne paraît pas avoir encore été publié.

546. PÉRIER. — De la Capacité de la femme. Th. D., par Louis-Charles PÉRIER, av. — In-8, 200 p. *Paris*, Retaux, 1868.

547. PERREAU. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit français, et du sénatus-consulte Velléien en droit romain, avec une introduction historique sur la condition de la femme dans la famille à Rome, chez les Germains avant leur invasion, et, en France, depuis le v^e^ siècle jusqu'à nos jours, par Louis PERREAU, av. — In-8, 154 p. *Versailles*, Beau jeune, 1865. (3 fr.)

548. PETIT. — De l'Incapacité de la femme mariée en droit français. Th. D., par Paul PETIT. — In-8, 191 p. *Paris*, Morant, 1868. (4 fr.)

549. SALVIAT. — Du Sénatus-consulte Velléien et de l'incapacité de la femme mariée en droit français, par Eug. SALVIAT, av. — In-8, 272 p. *Paris*, Noblet, 1876.

550. SÉDILLON. — De la Puissance maritale. Th. D., par Gustave SÉDILLON,

av. — In-8. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

Un grand nombre d'autres thèses de doct. ont été écrites sur ce sujet, dont aucun n'a peut-être été autant exploité par les candidats.
V. enc. sous les art. 1443, seq.

Art. 217.

551. TODROS. — La femme séparée de biens ou de corps peut-elle s'obliger sans l'autorisation de son mari? Par TODROS. — Ap. *R. Fœl.*, t. XI, p. 827.

Art. 218 et 219.

552. BERTIN. — Autorisation de la femme mariée, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 11 janvier, 21, 23 mars, 28 avril, 3, 5, 18 mai 1855.

Ces art. ont été insérés ap. *Chambre du Conseil*. Un fragment a été reproduit par le *J. du not.*, 14 mai 1853.

553. BOULÉ. — Femme mariée. — Autorisation maritale. — Responsabilité du mari. — De la femme mariée estant en justice, par A. BOULÉ, j. de p. à Saint-Germain-en-Laye. — Ap. *Ann. des j. de p.*, 1876, p. 116-123.

554. MIMEREL. — Femme mariée. Autorisation en justice. Appel. Examen. — Ap. *R. crit.*, t. XII (1er 1858), p. 111-118.

Cass., 18 août 1857. *Dall.*, 57, 1, 333.

555. REGNARD. — Questions et observations sur les art. 225 et 1166, C. C. — Ap. *Thémis*, t. VI, p. 42.

Art. 220 à 226, nt.

CHAPITRE VII. — DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

Art. 227.

556. BRESSOLLES. — De la Dissolution du mariage par la mort civile, par M. G. BRESSOLLES, d. e. d. — Ap. *R. Wol.*, t. VII (1838), p. 132-143.

CHAPITRE VIII. — DES SECONDS MARIAGES.

Art. 228.

557. ALPY. — Des Seconds Mariages en droit romain et en droit français. Th. D., par Henri-Mar. ALPY, av. — In-8, 228 p. *Salins*, imp. Billet, 1873.

558. ROUSSEAU. — Des seconds mariages. Th. D. (Rennes). — In-8, *Rennes*, 1874.

TITRE SIXIÈME.

DU DIVORCE ET DE LA SÉPARATION DE CORPS.

Décrété le 30 ventôse, promulgué le 11 germ. an XI (21-31 mars 1803). Ch. 1er à 5 abrogés en partie par la loi du 8 mai 1816, abolitive du divorce.

CHAPITRE V. — DE LA SÉPARATION DE CORPS.

GÉNÉRALITÉS.

A bien des reprises des pétitions ont été adressées aux Chambres tendant au rétablissement du divorce, et le sujet a donné naissance, pour ou contre, à un grand nombre d'écrits de toute sorte. Nous n'avons pas à nous en occuper ici: il suffira de citer la dernière proposition de loi émanant de M. Alfr. Naquet, député, sur laquelle un rapport sommaire a été déposé par M. Constans, au commencement de déc. 1876. (*Journ. off.*, 10 déc.)

559. BERNARD. — La Séparation de corps réformée, par M. P. BERNARD, proc. imp. à Château-Thierry. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1862. (3 fr.)

Extr. de la *R. Crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 250-311; t. XIX (2e 1861), p. 132-149; 334-352; t. XX (1er 1862), p. 42-52.

560. BERRIAT-SAINT-PRIX. — V. sup., n° 414.

561. CRAMETZ. — Étude sur le divorce romain et la séparation de corps, suivie d'un essai contre le rétablissement du divorce, par Jules CRAMETZ, av. — In-8, 216 p. *Abbeville*, impr. Briez, Paillard et Retaux, 1872.

Th. D. complétée; titre modifié.

562. DEMOLOMBE. — Traité de la Séparation de corps. — A la suite du Traité du Mariage, t. IV du *Cours de Code civ.*, 4e éd. 1870.

563. GIRAUD. — Dissertation sur le Divorce et la Séparation de corps. par L.-Alf. GIRAUD, d. e. d. — In-8, 5 ff. 1/4. *Paris*, impr. Moquet, 1852.

564. HEPP. — De la Séparation de corps. Th. D. (Strasbourg), par Alb. HEPP. — In-8, 6 ff. *Strasbourg*, impr. Silbermann, 1856.

565. MASSOL. — De la Séparation de corps, par M. MASSOL, prof. Fac. Toulouse. — 2e *éd.. consid. augm.* 1 vol.

in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel. — *Toulouse*, Delboy, 1875.

La 1re édit. est de 1841 (1840), *Paris*, Joubert. Le livre de M. M. est le meilleur traité que nous possédions sur cette matière, réglementée par la loi d'une façon si insuffisante. Depuis la loi de 1816, abolitive du divorce, laquelle devait être suivie d'une loi sur la séparation de corps, on a été emprunter bien des dispositions au texte abrogé, sans tomber toujours d'accord sur leur applicabilité. La jurisprudence et la pratique se sont fixées sur la plupart des points difficiles, presque toujours dans le sens des opinions émises par l'auteur dans la 1re éd.

Art. crit. de G. HUMBERT. *R. Cr.*, 1875, p. 493.

M. M. a présenté à l'Ac. de Lég. de Toulouse un mém. sur les *Projets de réforme relatifs à la séparation de corps.* — Ap. *Rec. Ac. Lég.*, t. XVII et suiv.

566. NOUGARÈDE. — Lois du mariage et du divorce, etc., par NOUGARÈDE. — 2e *éd.* In-8. *Paris*, 1814.

V. supr., no 422.

567. SICARD. — De la Séparation de corps en droit français. Th. D., par Paul SICARD. — In-8, 219 p. *Paris*, Pichon, 1876.

568. SOURBÈS. — Du Divorce et de la Séparation de corps en droit français. Th. D., par Fél. SOURBÈS. — In-8, 266 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

569. SURCOUF. — De la Séparation de corps en droit français. Th. D., par Alf. SURCOUF. — In-8, 218 p. *Paris*, impr. Bailly-Divry, 1861.

570. TISSOT. — Le Mariage, la séparation de corps et le Divorce. — V. Sup. no 432.

571. LEGRAND DU SAULLE. — Étude médico-légale sur la séparation de corps (leçons professées à l'école pratique en févr. 1866), par le Dr LEGRAND DU SAULLE. — In-8, 35 p. *Paris*, Savy, 1866.

Art. 306.

Articles du titre du divorce restés applicables en vertu de l'art. 306 C. c.

I. *Causes de la Séparation de corps.*

Art. 229, 230 nt.

Art. 231.

572. BOURNAT. — Une femme peut-elle demander la séparation de corps pour cause d'excès commis sur sa personne sous l'influence d'un accès de monomanie homicide? par M. J.-V. BOURNAT, av., d. e. d. — Ap. *R. Pr.*, t. II (1er 1861), p. 430-45.

Cass., 14 janvier 1861, aff. Fontaine.

573. LESENNE. — De l'Obligation des époux d'habiter ensemble, etc.—V. sup. no 532.

574. DUTRUC. — L'Adultère de la femme élève-t-il une fin de non-recevoir contre sa demande en séparation de corps fondée sur l'adultère du mari? — Exam. doctr. de Paris, 9 juin 1860, par G. DUTRUC. — Ap. *Sir.*, 1860, 2, 449 (4 col.).

Add. Réquisitoire de l'av. gén. ROUSSEAU, devant la cour d'Orléans. — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. VI, 1, 430 (6 col.). — Cf. *Ibid.*, note sur Cass., 7 niv. an VII.

Art. 232 et 233 nt.

Art. 272 et 273.

575. LABBÉ. — Le conjoint, débouté d'une demande en séparation de corps, est-il recevable à intenter une nouvelle action uniquement fondée sur des faits antérieurs, alors du moins que l'un de ces faits n'a été connu de lui qu'après le rejet de sa première demande? Exam. doctr. par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1874, 2, 265 (9 col.), et *J. Pal.*, 1138.

Paris, 1er août 1874, aff. Bauffremont. V. les débats ap. *Droit* et *Gaz. Tr.*

Art. 307.

576. CARRETTE. — L'époux qui a obtenu la séparation de corps peut-il en faire cesser l'effet par sa seule volonté en déclarant renoncer au bénéfice du jugement de séparation? Mém. de CARRETTE. — Ap. *Sir.*, 1841, 1, 98-104.

Add. *Ibid.*, note de DEVILLENEUVE (Cass. 3 fév. 1841.)

Articles du divorce restés applicables.

II. *Formes de la Séparation de corps.*

Art. 238 et 239.

577. LESENNE. — I. Par qui et contre qui peut être formée et suivie la demande en séparation de corps? par H.-M. LESENNE, av., d. e. d. — Ap. *R. Prat.*, t. XXVII (1er 1869), p. 486-96.

Question de savoir si elle peut l'être par le tuteur de l'époux interdit, ou par le curateur de l'époux mineur.

II. De la Séparation de corps entre époux étrangers en France. — *Ibid.*, t. XXIII (1er 1867), p. 505-517.

Ces deux articles, ainsi que les suivants, sont extraits d'un traité inédit de l'auteur sur la Séparation de corps.

III. Du Préliminaire de conciliation en matière de séparation de corps, sur la demande principale et la demande reconventionnelle. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 228-248.

V. enc. Réq. av. gén. GENREAU. *Paris*, 13 janv. 1865. *Dall.*, 1865, 2, 9 (4 col.) et note (1 col.).
V. art. 875. *C. Pr.*

IV. Du Rôle des lettres missives écrites par l'un des époux comme moyen de preuve dans l'action de séparation de corps, par N. M. LESENNE, d. e. d., av. — Ap. *Le Barreau*, 1re année (1865-66), p. 558-572; 634-639; 678-683.

Art. 251, 260, nt.

Art. 261.

578. LAIR. — Du Sens et de la portée de l'art. 261, C. Nap., par Ad. LAIR, subst. à Laval. — Ap. *R. Cr.*, t. XXXI (2e 1867), p. 137-155.

Art. 267 à 273, nt.

III. *Effets de la Séparation de corps.*

Art. 299 et 300.

579. COULON. — La séparation de corps prononcée contre un époux emporte-t-elle, ou autorise-t-elle, la révocation des dons et avantages à lui faits par son conjoint dans leur contrat de mariage? Par COULON. — Ap. *Dial.*, etc., t. II, p. 376-400 (dial. 77).

V. sup. n 68.

580. DUPIN. — Réquisitoire du procur. gén. DUPIN. (L'art. 299 C. C. est-il applicable au cas de séparation de corps?) — Ap. *Réquisitoires, plaidoyers*, etc., t. VIII, p. 481-500.

Cass., 23 mai 1845 (aff. LEFOULON). — Ap. *Gaz. Tr.*, 24 mai 1845; *Dall.*, 1845, 1, 225 (7 col.). — *Sir.*, 1845, 1, 325 (8 col.).
C'est après le débat le plus solennel et à la suite d'une délibération qui a duré plusieurs séances que les chambres réunies de la Cour de cass. se sont déterminées à abandonner une jurisprudence constamment soutenue pendant trente années par la ch. civ.
Add. Exam. doctr., ap. *Gaz. Trib.*, 11 juin 1875.

581. N. GAILLARD. — Des Effets du Divorce ou de la Séparation de corps sur les libéralités testamentaires faites entre époux pendant le mariage, par M. NICIAS GAILLARD, 1er av. gén. C. de Cass. — In-8, 3 ff. 1/2. *Batignolles*, impr. Hennuyer, 1850.

Extrait de la *Rev. Wol.*, t. XXXVIII (1850), p. 129-179. Cette dissertation est à peu de chose près le réquisitoire prononcé par M. G. devant la Cour de cass., aff. BOUSCATEL, et reproduit presque *in extenso*, ap. *Dall.*, 1850, 1, 33 (23 col.).

582. LE GENTIL. — De l'Effet de la Séparation de corps en ce qui concerne les avantages entre époux, par C. LE GENTIL, av. j. s. à Arras. — Ap. *Dissert. jurid.*, t. Ier, p. 3-21 (sup. n° 80).

Extr. de *Sirey*, 1848, 2, 193. Exam. doct. d'un arrêt de Douai du 10 mai 1847.

583. PONT. — L'Époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée perd-il, par l'effet de cette condamnation, les avantages que l'autre époux lui avait faits dans le contrat de mariage? par P. PONT, av. — Ap. *R. Fœl.*, t. II, p. 339.

V. encore sur cette question: BOULLANGER, Exam. doctr. d'un arr. de cass. civ., 30 août 1865, aff. TARDIEU. — Ap. *Sir.*, 1866. 1, 9 (6 col.). — Note, *Ibid., Coll. nouv.*, 4, 1, 394 (7 col.).
V. au surplus infr., sous les art. 955-957.

584. BOULLANGER. — L'Instance en séparation de corps est-elle éteinte par le décès de l'un des époux, non-seulement quant au chef principal, mais aussi quant à ceux qui n'en sont que l'accessoire et la conséquence? Exam. doctr. par Am. BOULLANGER. — Ap. *Sir.*, 1871, 1, 209 (7 col.); et *J. d. Pal.*, p. 689, aff. de Lépine d'Andilly.

Add. sur la même aff. (Besançon, 21 juin 1869) note ap. *Dall.*, 1869, 2, 177 (4 col.).

Art. 302 et 303, nt.

Art. 308 à 311, nt.

TITRE SEPTIÈME.

DE LA PATERNITÉ ET DE LA FILIATION.

Décrété le 2, promulgué le 12 germinal an XI (23 mars, 2 avril 1802).

GÉNÉRALITÉS.

585. DELAMALLE. — De la Filiation et de la Paternité légitimes et particulièrement de la règle: *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*, d'après les articles 312, 313, 314, 315, 316, 317 et 318 du C. C., par DELAMALLE, anc. av. — Br. in-8, 4 ff. *Paris*, Delaunay, 1817.

586. DEMOLOMBE. — Traité de la Paternité et de la Filiation. — 2e éd. 1 vol. in-8. 1861 (1860).

T. VI du *Cours de C. Nap.* — Dans la 1re éd. (1849), ce titre formait le t. V du *Cours*. V. sup. n° 72.

587. HÉAN. — De la Paternité, par Héan, anc. not. — 1 vol. in-8. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1868. (7 fr.)

Ce titre est peut-être un peu trop compréhen-

sif, car l'auteur s'occupe à peu près uniquement des preuves de la filiation légitime et naturelle: il est vrai de dire que tout dans le sujet se ramène à ces deux points, et que c'est là que se rencontrent les questions les plus ardues et les plus controversées. M. H. les a abordées avec fermeté et indépendance, les a traitées avec ampleur. Ses discussions sont étendues, riches de détails, d'un enchaînement rigoureux.

588. OUDOT et DEMANGEAT. — Du Droit de famille.

V. supr. nº 411.

589. RICHEFORT. — Traité de l'État des familles légitimes et naturelles et des successions irrégulières, par M. A.-B. RICHEFORT. — 3 vol. in-8. *Limoges*, impr. Blondel, 1842-43.

Les quatre premiers titres forment le commentaire de la Paternité et de la Filiation. Le dernier comprend une série de questions relatives aux droits des enfants naturels reconnus sur les biens de leurs père et mère. Deux chapitres additionnels et une table générale des matières terminent l'ouvrage. R. avait déjà publié un *Essai de la paternité et de la filiation sous le C. civ.*, par M. B. RICHEFORT, j. suppl. à Brives, in-8, 22 ff., *Limoges*, impr. Chapoulaud, 1825. Son nouveau traité en est le développement. C'est un bon livre, mais ce n'est pas une de ces œuvres capitales destinées à braver l'effort des siècles; aussi, malgré l'importance du sujet, n'a-t-il pas eu une nouvelle édition. Il y a là une place à prendre.

Art. crit de J. SAGNIER, ap. *Rev. Wol.*, t. XVII (1843), p. 517.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES OU NÉS DANS LE MARIAGE.

Art. 312.

590. DEBROU. — De l'Action en désaveu de paternité. Th. D., par DEBROU. — In-8, *Paris*, 1871.

591. DUPRET. — De la Déclaration de bâtardise des enfants de l'épouse dans le cas d'absence, par DUPRET, prof. à Liége. — Ap. *R. Fœl.*, t. II, p. 725.

592. PION. — De l'Action en désaveu de paternité. Th. D.; par Lucien PION, av. — In-8, 6 ff. *Paris*, impr. Gros, 1854.

593. PONT. — Le Tuteur d'un interdit a-t-il qualité pour intenter, au nom de cet interdit, une action en désaveu de paternité? par P. PONT, av. — Ap. *R. Fœl.*, t. XII, p. 437.

V. enc. infr. sous l'art. 315.

Art. 313.

594. HÉROLD. — Désaveu de paternité (loi du 6 déc. 1850). — Le désaveu de paternité exercé par le mari en vertu de la loi du 6 déc. 1850 (§ 2 de l'art. 313 du C. Nap.) est-il péremptoire? En d'autres termes : le mari qui intente l'action doit-il prouver sa non-paternité, ou bien est-ce à l'enfant ou à son représentant à prouver la paternité du mari? par Ferd. HÉROLD, d. e. d., av. C. cass. — Ap. *R. Prat.*, t. VII (1er 1859), p. 310-320.

595. QUÉNAULT. — Du Désaveu de paternité en cas de séparation de corps, par M. A. QUÉNAULT, d. e. d., subst. à Amiens. — Ap. *R. Crit.*, t. II (2e 1857), p. 308-317.

V. sur la même question : DEMANTE : Rapport fait à l'Ass. nat. au nom de la commission, ap. *Monit.*, 10 août 1850; reprod. ap. *R. Fœl.*, t. XVII, p. 771.

GILBERT, Dissert. ap. *Sir.*, 1854, 2, 86, et 1858, 2, 889.

COIN-DELISLE, Exam. doctr. (Paris, 18 févr. 1854, et Amiens, 30 juin 1853), ap. *R. Crit.*, t. VI (1er 1855), p. 212-224.

Art. 314.

596. COLLET. — De l'État de l'enfant né avant le 180e jour du mariage. Exam. doct. de la jurispr., par Paul COLLET, av. C. Cass. — Ap. *R. Crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 1-14.

Cass. 28 juin 1869.

597. — FENET. — Question de légitimité d'enfant, par Const. FENET, in-8, 16 p. *Paris*, E. Thorin, 1869. (50 c.)

Extr. du *Palais*, 16 et 20 avril 1869.

Les deux dissert. qui précèdent ont été provoquées par un cas peu nouveau en lui-même, mais qui venait d'être résolu presque simultanément en sens contraire par les Cours de Paris (22 nov. 1867) et de Grenoble (19 févr. 1868), et déféré à la Cour de cass. (civ., 28 juin 1869).

Add. Am. BOULLANGER : Exam. doctr. de l'arrêt de Grenoble. Ap. *Sir.*, 1868, 2, 97 (6 col.).

DE PRANDIÈRE : Réquis. devant la Cour de Lyon (renvoi). *Dall.*, 1870, 2, 227.

Cf. inf. nº 624.

Art. 315.

598. FIÉVET. — Quel est le véritable sens de la règle énoncée dans l'art. 315 du C. civ., que la légitimité de l'enfant né 300 jours après la dissolution du mariage pourra être contestée? par FIÉVET. — Ap. *R. Fœl.*, t. VIII, p. 52.

599. LE GENTIL. — Dissertation sur trois des questions soulevées à l'occasion de l'art. 315 du C. Nap., par C. LE GENTIL, av., j. sup. à Arras. — Ap. *Dissert. Jurid.* (V. sup., nº 80), t. II, p. 279-312.

La 1re question est relative au sens du mot *pourra* de l'art. 315.

2e question. Le délai de 300 j. doit-il compter de *momento ad momentum* ou de *die ad diem?* — Cette dissert. a été insérée ap. *Sir.*, 1857, 2, 370 (11 col.) à propos du jug. d'Arras du 6 mai 1857, et tirée à part sous le titre de *Dissertation sur les supputations des délais des art.* 312 *et* 315 *C. Nap.* — In-8, 16 p. *Paris*, impr. Cosse, 1857.

3e question. — La présomption de l'art. 315 admet-elle la preuve contraire?

Art. 316 à 318.

600. ***. — Le Désaveu d'enfant est-il soumis à des formes spéciales et substantielles pour la déclaration de désaveu et pour l'action judiciaire qui doit être introduite dans le mois? — Ap. *J. des Av.*, t. LXXI, p. 641.

V. encore sur la nomination du tuteur *ad hoc:* Observat. sur Cass. 9 mai 1864, ap. *Sir.*, 1864, 1, 305, et *Ann. des j. de p.*, 1865, p. 57, et un remarquable réquisitoire prononcé devant la Cour de cass. de Belg., par M. le proc. gén. FAIDER, 29 févr. 1872. — Ap. *Dall.*, 1872, 2, 9 (5 c.).

CHAPITRE II. — DES PREUVES DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES.

Art. 319 à 330.

601. GUYARD. — Des Preuves de la filiation légitime, par Alb. GUYARD, av. — In-8, 371 p. *Paris*, Thorin, 1871. (7 f..)

602. HÉROLD. — De la Preuve de la filiation. Th. D., par Ferd. HÉROLD, av. — In-8, 11 ff. 3/4. *Batignolles*, imp. Hennuyer, 1851.

603. PARISOT. — De la Preuve de la filiation légitime. Th. D., par P.-Alex.-Max. PARISOT, av. — In-8, 16 ff. 1/2. *Paris*, impr. Gros, 1856.

---

604. ANCELOT. — Revue critique de la Jurisprudence civile. — Questions d'état, par M. ANCELOT, av. gén. à Riom. — Ap. *R. Wol.*, t. XLIII (1852), p. 377-394 et t. XLIV (1852), p. 130-159.

V. enc. sous les art. 197 et 341.

CHAPITRE III. — DES ENFANTS NATURELS.

605. ACOLLAS. — Le Droit de l'enfant. — L'enfant né hors mariage, par Em. ACOLLAS. — 2e *éd.*, 1 vol. in-18 jés., X-161 p. *Paris*, Germer-Baillière, 1869. (3 fr.)

Moins pratique que théorique et philosophique, ce livre est un plaidoyer en faveur d'une classe d'individus assurément très-intéressante, mais à laquelle il n'est pas si aisé que le prétendent ses défenseurs de donner toute la satisfaction que l'on voudrait. V. infr. no 654 (1).

606. BERLET. — De la Condition civile des enfants naturels. Th. D. (Strasbourg), par Edm. BERLET. — In-8, 188 p. *Nancy*, impr. ve Raybois, 1861.

607. BLANCHARD. — De la Condition des enfants naturels simples, incestueux et adultérins. Th. D., par Jules-Aug. BLANCHARD, av. à Marseille. — In-8, 12 ff. *Aix*, impr. Pardigon, 1855.

608. CADRÈS. — Traité des Enfants naturels, mis en rapport avec la doctrine et la jurisprudence, par M. Émile CADRÈS, av. — In-8, *Paris*, Videcoq père et fils, 1846. (7 fr.)

« Il manque, dit M. C. dans sa préface, un ouvrage analytique qui, au lieu d'être l'expression d'une opinion toute personnelle, résume les travaux déjà publiés, en citant toutes les décicions judiciaires et les principaux auteurs, de manière à présenter pour ainsi dire le bilan de la controverse qui s'est élevée sur l'interprétation de la loi. » Ce n'est donc pas un traité purement doctrinal et *ex professo* qu'a présenté l'auteur; mais l'inconvénient de la forme qu'il a adoptée, surtout quand il s'agit de questions qui, comme celle-ci, font leur chemin ailleurs que dans le monde des juristes, est de vieillir trop vite et d'être dès l'origine en retard sur le mouvement qui l'emporte. Le livre de M. C. a remplacé avantageusement celui de LOISEAU; mais il aurait à son tour besoin d'être remis au courant de la doctrine et de la jurisprudence.

609. DELPECH. — Des Enfants nés hors mariage, par M. DELPECH. — Ap. *Rec. Acad. lég. de Toul*, t. II, p. 73-120.

610. DESPORTES. — Essai historique sur les enfants naturels, par Fern. DESPORTES, av. — In-8, 13 ff. *Paris*, A. Durand, 1857.

Th. D. publiée d'abord sous ce titre : De la condition des enfants naturels en dr. r. et en dr. fr., par F. DESPORTES DE LA FOSSE. — In-8, 208 p., impr. Hennuyer, 1857.

611. GAREZ. — Code des Enfants naturels, ou Recueil complet des lois qui fixent leur état et leurs droits, précédé d'un traité analytique des mêmes lois et suivi des formules d'actes de reconnaissance, par P.-A. GAREZ, av. — *Paris*, Garnery, in-12, 1804. (2 fr.)

612. LOISEAU. — Traité des Enfants na-

---

(1) Nombre d'écrivains se sont essayés sur ce brûlant et difficile problème, dont la solution est plutôt du domaine de l'économie sociale. Nous avons dû nous borner ici, comme dans tous les cas identiques, à indiquer les ouvrages qui serrent de plus près le droit positif.

turels, adultérins, incestueux et abandonnés, dédié à S. A. le duc de Parme, par LOISEAU. — 1 fort vol. in-8, avec supplém. *Paris*, Antoine Bavoux, 1811-1819. (9 fr.)

L'ouvrage a paru en 1811; en 1819, l'auteur a publié un Appendice. — V. art. A. T. H. ap. *Thémis*, t. I, p. 135.

613. MIGNONAC. — Des Enfants nés hors mariage en droit romain et dans l'ancien droit, et spécialement de la condition des enfants naturels au point de vue du droit de famille, d'après le C. civ. Th. D., par Jos. MIGNONAC, av. — In-8, 342 p. *Paris*, Pichon, 1875.

614. MORILLOT. — De la Condition des enfants nés hors mariage en Europe, et spécialement en France, dans l'antiquité, au moyen âge et de nos jours, Th. D., par L. MORILLOT. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, 1865. (4 fr.)

615. ROBERT. — De la Condition des enfants naturels dans le droit romain et le droit français. Th. D., par Arth. ROBERT, av. — In-8. *Paris*, impr. Thunot, 1858.

616. ROLLAND DE VILLARGUES. — Traité des Enfants naturels, d'après les principes du Code civ. et ceux de l'ancienne et de la nouvelle jurisprudence, par les rédacteurs du *Journal des Notaires*. — In-8. *Paris*, 1811.

617. * * * — Traité des enfants naturels d'après les principes du C. Nap., et ceux de l'ancienne et de la nouvelle jurisprudence. — In-8, 502 p., caract. *Cicéro*, *Paris*, Rippert jeune, 1811.

V. enc. inf. sous l'art. 340.

---

618. BOILEAU DE CASTELNAU. — Des Enfants naturels devant la famille et devant la société, par Ph. BOILEAU DE CASTELNAU, d. e. m. — In-8, 1865.

619. BÉDEL. — Nouveau Traité de l'Adultère et des enfants adultérins selon les lois civiles et pénales, par BÉDEL, av. — In-8. 13 ff. *Paris*, Warée fils, 1825. (*Rare*, 3 fr. 50 à la publ.).

620. DESQUIRON. — Essai sur l'adultère considéré dans ses rapports avec nos lois, par DESQUIRON. — In-12. *Paris*, 1821.

621. RÉVEL. — L'Adultère, par M. Th. REVEL, j. de p. — In-18. *Paris*, Cotillon, 1861. (2 fr.)

SECTION Ire. — *De la Légitimation des enfants naturels.*

622. MATHIEU DE VIENNE. — De la Légitimation des enfants naturels en dr. rom. et en dr. fr. Th. D., par A.-R. MATHIEU DE VIENNE, av. — In-8, 444 p. *Paris*, impr. Arnous de Rivière et Cie, 1876.

623. Autres thèses de doct.: BIONNE, in-8, 1869. — BUTEAU, in-8, 1866. — REGNAULT, in-8, 1871.

Art. 331.

624. BELLART. — Un enfant né 4 mois et 9 jours après la mort de la première femme de son père peut-il être légitimé par le mariage subséquent? Plaidoirie de Me BELLART. — Ap. *Ann. du Barr. Franç.*, 2e sér., t. III, p. 193-295, et ap. *Œuvres de Bellart*, in-8, 1827, t. I, p. 243.

Aff. NUGENT C. MASSON.
Cf. supr. nos 596 et 597.

Légitimation des enfants nés de beaux-frères et de belles-sœurs, oncle et nièce, etc.

Cette question divise encore la doctrine et la jurisprudence. A deux reprises, en 1858 et en 1872, la modification des articles 331 et 335 a été sollicitée des législateurs comme conséquence de la loi du 16 avril 1832 autorisant les dispenses dans le cas des art. 163 et 164 C. c. On retrouvera dans le *Monit.* et le *Journ. off.* les documents qui y sont relatifs.

625. BRESSOLLES. — I. De la Légitimation par mariage subséquent des enfants nés du mariage de personnes qui, à raison de leur parenté, ne pouvaient se marier qu'avec une dispense, par G. BRESSOLLES, prof. Fac. Toulouse. — Ap. *R. Cr.*, t. XXX (1er 1867), p. 193-213.

II. Réflexions sur l'arrêt de la Cour de Paris du 20 juillet 1867, admettant la légitimation par mariage subséquent des enfants nés de parents ou alliés qui ne pouvaient, à l'époque de la conception de ces enfants, se marier sans dispenses. — *Ibid.*, t. XXXI, p. 208-217.

Exam. doctr. de deux arrêts de cassat. du 22 janv. 1867, dont l'un cassant l'arrêt de Douai (Bourgeois), et d'un arrêt de Paris du 20 juillet 1867, sur renvoi, après cass. de l'arrêt de Douai.
V. sur les premiers :

626. EM. MOREAU. — Examen doctrinal, ap. *Sir* 1867, 1, 49 (9 col.).

627. BEUDANT. — Exam. doctr., ap. *Dall.*, 1867; 1, 5 (9 col.).

Add. Observations, ap. *Arr. de la Cour de Douai*, 1867, p. 7-14.

Sur l'arrêt de Paris : 1° la plaidoirie de Me BÉCHARD ; — 2° le réquisit. de M. l'av. gén. O. de VALLÉE, ap. *Gaz. Tr.*, 7 et 19 juillet 1867. — *Droit*, 7, 8-9 et 19 juillet 1867.

Ce réquis. est reproduit ap. *Dall.*, 1867, 2, 105 (8 col.).

Arr. de la C. de Douai, 1867, p. 219-237.

628. CABANTOUS. — Observations sur un arrêt de Grenoble du 8 mars 1838. — Ap. *Sir.*, 1838, 2, 149-151.

629. DE FOLLEVILLE. I. Simple note à propos de la législation des enfants incestueux (arrêt de la cour de Douai du 29 mars 1873) ; par Daniel de Folleville, av., prof. Fac. Douai. — In-8, 19 p. *Paris*, Thorin, 1873. (50 c.)

II. Observations sur le même arrêt. — Ap. *Rec. de jurispr., de la C. de Douai*, t. XXXI, p. 116-125.

III. Lettre au directeur de la *Rev. Pr.*, sur le même arrêt, à propos de l'art. de M. Ch. GIRAULT (n° suiv.). — *Ibid.*, t. XXXVI (2e 1873), p. 132-142.

Ces deux derniers opuscules ont été refondus dans le premier.

630. GIRAULT. — I. De la Prohibition du mariage entre beau-frère et belle-sœur. Observations sur la proposition de loi tendant à modifier la rédaction des art. 331 et 335 du Cod. civ. sur la légitimation des enfants nés hors mariage, par CH. GIRAULT, proc. Rép. à Rochechouart. — In-8, 35 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874.

Extr. de la *R. Pr.*, t. XXXV (1er 1873), p. 287.

II. Réponse à M. de FOLLEVILLE (sup. n° 518, II). *Ibid.*, t. XXXVI, p. 142.

V. enc. BARNABÉ : Épiménide sur le projet de modification des art. 331 et 335 du C. c., par E.-C. BARNABÉ. — *Ibid.*, t. XXXVIII, p. 536.

631. HOUSSET. — Beau-frère et Belle-sœur. Légitimation par mariage subséquent. Examen doctrinal, par Franç. HOUSSET, av. C. Cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 657.

Amiens, 1er janvier 1864. — Douai, 1er juillet 1864. — Add. Réquisit. du proc. génér. PINARD (Douai). ap. *Jur. de la C. de Douai*, 1864, p. 153-164. — *Dall.*, 1864, 2, 123 (7 col.). *Sir.*, 1864. — Réquis. de l'av. gén. BÉCOT (Amiens), ap. *Gaz. Tr.*, 20 juin 1864.

632. PONT. — I. Enfants incestueux. Légitimation par mariage subséquent, par P. PONT, av. — Ap. *R. Wol.*, t. VIII (1838), p. 150-158.

II. Enfants incestueux. Légitimation. mariage subséquent. — Ap. *Droit*, 24 juin 1857.

633. THIÉRIET. — Enfants incestueux. Légitimation par mariage subséquent, par THIÉRIET, prof. Fac. Strasbourg. — Ap. *R. Wol.*, t. VIII (1838), p. 451-454.

634. VALETTE. — Enfants incestueux. Légitimation par mariage subséquent ; par VALETTE, pr. Fac. de Paris. — Ap. *R. Wol.* t. VIII, p. 37-52.

---

635. DUPIN. — L'Enfant né d'un prêtre avant la Révolution a-t-il pu être légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère, contracté en vertu des lois nouvelles qui ont permis le mariage des ecclésiastiques? Plaidoyer de DUPIN aîné pour Mme Rebecqui. — Ap. *Ann. du Barr. franç.*, 2e sér., t. V, p. 1-36.

Bourges, 14 mars 1809. Cass. 22 janv. 1812 V. enc. nos 347 et 440.

SECTION II. — *De la Reconnaissance des enfants naturels.*

636. BARET. — Histoire et Critique des règles sur la preuve de la filiation naturelle en droit français et étranger, par P. BARET, d. e. d., lic. ès l. — In-8, 241 p. *Paris*, Marescq aîné, 1873. (5 fr)

Cet ouvrage a obtenu en 1869 le 1er prix Beaumont (Fac. de dr. de Paris). Dans une partie très-remarquable de son ouvrage, M. B. se livre à une étude du passé, dirigée par un esprit sûr de critique ; en rectifiant des erreurs propagées par des ouvrages en possession de la faveur, d'ailleurs méritée, du public, il propose l'intelligence exacte de la question dans notre droit, en même temps que les moyens d'arriver à quelque solution pratique.

637. MORELOT. — De la Reconnaissance des enfants illégitimes suivant le Code Nap. mis d'accord avec lui-même, par le doyen honor. de la Fac. de dr. de Dijon, L.-R. MORELOT. — In-8, XVI-547 p. *Dijon*, Lamarche, 1869. (8 fr.)

---

638. DALLOZ. — Tableau de la Jurisprudence sur les effets de la reconnaissance des enfants naturels, et sur les droits des enfants adultérins et incestueux, par R. DALLOZ, av. — Ap. *Thém.*, t. II (1820), p. 123-138, 246-255 ; 340-348 ; t. III (1821), p. 142-154.

639. DE PITTI-FERRANDI. — Recherches sur les preuves de la filiation des enfants nés hors mariage et sur les droits successifs des père, mère et enfants naturels, en France et dans quelques législations européennes, par de PITTI-FERRANDI. — In-8, *Paris*, 1869. (7 fr. 50.) (*Rare.*)

Th. D. modifiée.

640. Autres Thèses de Doct. : BLANCHON, in-8, 1874.

— DUMERIL, in-8, 1870. — LEGRAND, in-8, 1863. — LEGRIEL, in-8, 1855.

Art. 334.

641. GIRERD. — Reconnaissance d'enfant naturel. Une procuration à l'effet de reconnaître un enfant naturel peut-elle être valablement donnée par acte en brevet? par Cypr. GIRERD, av. à Nevers. — Ap. *R. Pr.*, t. IX (1er 1860), p. 133-137.

642. TROUILLES. — Reconnaissance d'enfant naturel; de la forme des procurations délivrées à l'effet de reconnaître un enfant naturel, par C. TROUILLES, av., d. e. d. — *Ibid.*, p. 352, 354.

643. — La reconnaissance d'un enfant naturel dans un procès-verbal dressé par le greffier d'une justice de paix et placé au rang des minutes du greffe de ce tribunal de paix est-elle authentique et valable? — Ap. *Ann. des j. de p.*, 1852, p. 106-111.

Art. 335.

644. HÉROLD. — I. De la Preuve de la filiation adultérine par la possession d'état, par Ferd. HÉROLD, d. e. d., av. C. Cass. — Ap. *R. Pr.*, t. Ier (1er 1856), p. 193-211.

II. Preuve de la filiation incestueuse ou adultérine par la possession d'état. — *Ibid.*, t. II, p. 145-160.

645. BONNIER. I. Preuve de la filiation incestueuse ou adultérine par la possession d'état, par E. BONNIER, prof. Fac. Paris. — *Ibid.*, t. Ier, p. 347-362.

II. Quelques mots sur la preuve de la paternité naturelle par la possession d'état. — *Ibid.*, t. X (2e 1860), p. 385-396.

Ces quatre articles sont une controverse entre MM. B. et H. sur la question; dans son 2e art., M. B. répond à la fois à M. H. et à M. LA FONTAINE. Infr. n° 655.

646. MATHIEU. — Quelle est, pour ou contre l'enfant adultérin ou incestueux, la valeur d'une reconnaissance de paternité consignée dans son acte de naissance? Les héritiers légitimes peuvent-ils l'invoquer à l'effet d'annuler ou de réduire le legs fait au profit de cet enfant par celui qui l'a reconnu? par MATHIEU. — Ap. *R. Fœl.*, t. X, p. 937.

647. C. D... — Traité des art. 335 et 762 du C. civ., par C. D., av. — In-8, 3 ff. 1/2. *Paris*, Delamotte, 1842.

V. enc. infr. sous les art. 340 et 341.

Art. 336.

Jung. aux art. 340, 341.

Art. 337.

648. MERSIER. — Essai d'une méthode générale de répartition entre copartageants, lorsque les droits des uns ne sont pas opposables à tous les autres; spécialement à propos de certaines applications de l'art. 337 du C. Nap., par P.-L. MERSIER, d. e. d., subst. à Tonnerre. — Ap. *R. Pr.*, t. XXIII (1er 1867), p. 309-357.

Art. 338, 339 nt.

Art. 340, 341.

649. BAUDOT. — Maternité naturelle, par qui elle peut être recherchée. — La recherche de la maternité naturelle est-elle permise seulement à l'enfant? Peut-elle être faite au contraire par toute personne intéressée, par les héritiers et ayants-cause de celle-ci contre l'enfant? par BAUDOT, d. e. d., av. — Ap. *R. Pr.*, t. III (1er 1857), p. 337-346.

650. DELPRAT. — Lorsqu'une personne reconnaît un enfant naturel, l'élève et le traite pendant plusieurs années consécutives, constamment et publiquement comme son enfant, cet enfant est non-recevable à réclamer pour mère une femme mariée et à se prétendre né du mariage légitime de celle-ci. Le mari de cette femme n'est pas recevable à revendiquer la paternité de cet enfant, par Ed. DELPRAT, av. — Ap. *R. Pr.*, t. II (2e 1857), p. 281-298.

V. enc. HÉBERT. — L'art. 322 n'est applicable qu'aux enfants légitimes; il ne peut être opposé à l'enfant naturel qui réclame le titre d'enfant légitime. Réquisit. de l'av. gén. HÉBERT. — Ap. *Sir.*, 1840, 1, 121 (3 col.), et *Dall.*, 1840, 1, 49. Ce recueil donne aussi le rapport du conseiller Mestadier (Cass., 22 janv. 1840). — V. aussi *Sir.*, 1838, 2, 401 et s.

651. DEMOLOMBE. — I. La Possession d'état d'enfant naturel prouve-t-elle la filiation non-seulement à l'égard de la mère, mais aussi à l'égard du père? par C. DEMOLOMBE, pr. Fac. Caen. — Ap. *R. Wol.*, t. Ier (1835), p. 427-439.

II. De la Possession d'état dans la filiation naturelle. — Ap. *R. Cr.*, t. Ier (1851), p. 662-676.

Cf. infr. n° 657. Ces deux articles ont été refondus avec de nouveaux arguments dans le *Traité de la paternité*, etc., nos 477 et s.

652. EMMERY. — HENNEQUIN. — La Simple indication de la mère naturelle

dans un acte de naissance forme-t-elle contre la mère un commencement de preuve par écrit? — I. Plaidoyer d'EMMERY. — Ap. *Ann. du barr. fr.*, t. VI, p. 389-417.

II. Plaidoyer d'HENNEQUIN. — *Ibid.*, p. 1-30.

Aff. ABEL c. HAMELIN, Cass., 28 mai 1810. — La discussion de cette intéressante affaire, qui présentait six questions différentes, est analysée assez longuement dans *Sir.*, 1810.

V. enc. sur cette question : 1° EYSSAUTIER. Examen doctrinal d'un arrêt de la cour de Grenoble 26 décembre 1867 (Bontoux) ap. *J. de la Cour de Grenoble*, 1868, p. 103-114. — 2° Sur Cass. 13 avril 1864 (Ledoux), note ap. *Dall.*, 1864, 1, 249 (5 col.), et *Sir.*, d°, 1, 209, (4 col.)

653. HÉROLD. — Maternité naturelle. Réclamation d'état par un petit-fils, par Ferd. HÉROLD, d. e. d., av. C. Cass. — Ap. *R. Pr.*, t. X (2e 1860), p. 119-130.

Cette réclamation est-elle admise au profit du petit-fils de la mère prétendue? Cf. sup. n° 639.

654. JACQUIER. — Des Preuves et de la recherche de la paternité naturelle. Etude sur l'art. 340 du Code Nap., par Ch. JACQUIER, d. e. d., av. — In-8, x-115 p. *Grenoble*, Baratier frères et Dardelet, 1874.

Sans remonter au fameux Mémoire présenté par ROBESPIERRE à l'Acad. d'Arras et aux théoriciens de la Convention, de nos jours les hommes de toutes les tendances religieuses ou politiques: M. LE PLAY et M. Alex. DUMAS, le P. TOULEMONT et M. ACOLLAS, dont les doctrines sont opposées sur tant de points, se rencontrent pour demander une réforme de la loi en cette matière. Assurément très-désirable en morale, elle présente, pour les jurisconsultes aussi bien que pour le législateur, des difficultés presque insolubles. Le livre de M. J., au milieu de tous ses mérites, a celui d'émaner d'un homme très-apte à les apprécier et à les rapprocher d'une solution dans la limite du possible.

Cf. supr. n° 605 et la note.

655. LAFONTAINE. — Possession d'état de la filiation naturelle, par M. LAFONTAINE, cons. à Orléans. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1860. (1 fr. 50.)

Extr. de la *R. Cr.*, t. XVII (2e, 1860), p. 97-118. Exam. doctr. d'arrêt d'Orléans, 10 mai 1860. — Cf. supr. n° 645.

656. LEGRAND. — Principes du droit français sur la preuve de la filiation naturelle. Th. D., par Fél. LEGRAND. — In-18, 142 p. *Paris*, impr. Renou et Maulde, 1863.

657. MARCADÉ. — I. De la Possession d'état dans la filiation naturelle. Observations sur deux récents arrêts de la Cour de Cassation, par V. MARCADÉ, av. C. Cass. — Ap. *R. Cr.*, t. Ier (1851), p. 150-165.

Req. 3 févr. 1851. — Civ., 17 février 1851. Add. du même. Exam. doctr. *Ibid.*, p. 643.

II. Nouvelles observations sur la possession d'état dans la filiation naturelle. — *Ibid.*, p. 725-743.

Cf. supr. n° 651.

658. MERVILLE. — De la Possession d'état considérée comme preuve de la filiation naturelle, par MERVILLE. — Ap. *R. Fœl.*, t. XII (1845), p. 809.

659. DE NEYREMAND. — Filiation naturelle. Possession d'état. La Filiation naturelle, lorsqu'il s'agit de la mère, peut-elle s'établir par la possession d'état? Cette preuve peut-elle être invoquée contre l'enfant, par les tiers héritiers de la prétendue mère, pour faire réduire les libéralités faites par elle à l'enfant? En d'autres termes, la recherche de la maternité naturelle n'appartient-elle qu'à l'enfant? Mais est-ce *rechercher* la maternité que de se prévaloir de la possession d'état? N'est-ce pas plutôt la *constater* ou la *proclamer?* N'est-ce pas un moyen équivalent à la production d'un titre? Dissert. par M. de NEYREMAND, prés. à Altkirch. — Ap. *R. Cr.*, t. XI (2e 1857), p. 298-308.

660. PONT. — La Recherche de la maternité est-elle permise aux tiers en cas de filiation naturelle? par P. PONT, av. Ap. *R. Wol.*, t. XIX (1844), p. 255-259.

Cassat. 20 nov. 1843 (Fanon).

V. encore BALLOT : Exam. doctr., ap. *R. Fœl.*, t. XVI, p. 812. — et supr. n° 604.

TITRE HUITIÈME.

DE L'ADOPTION ET DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.

Décrété le 2, promulgué le 12 germinal an XI (25 mars—2 avril 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

661. DEMOLOMBE. — Traité de l'Adoption et de la Tutelle officieuse, par C. DEMOLOMBE. 3e *édit.*

Dans le t. VI de son *Cours de Code civil.* — In-8, 1866. — Dans la 1re édit., 1850 (1849), faisait partie du t. VI.

662. GRENIER. — Traité de l'Adoption et de la Tutelle officieuse, précédé d'un Discours historique sur l'Adoption, par le baron GRENIER. — In-4, *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1827.

Se trouve à la suite de la 3e éd. du Traité des Donations de GRENIER ; publié séparément en supplément à la 2e éd.

663. LESPINASSE. — De l'Adoption, par H. LESPINASSE. — Ap. *R. Jud. du Midi*, t. III, p. 129-134.

664. RIFFÉ. — Traité de l'Adoption, par F.-J. R. (RIFFÉ), substit. à Versailles.— In-8, 9 ff. 1/2, *Paris*, Nève, 1813.

665. ***. — Traité de l'adoption, avec le recueil complet des lois et arrêtés qui ont organisé cette institution et celle de la tutelle officieuse, suivi des formules d'actes d'adoption, par l'auteur du Nouveau Code des enfants naturels (GAREZ). —In-12, *Paris*, Garnery, 1804. (1 fr. 20 à la public.)

666. Thèses de Doctorat sur l'Adoption :

BOUSSARD D'HAUTEROCHE (Grenoble). In-8, *Riom*, 1865. — GUICHENNE (Toulouse). In-8, *Toulouse*, 1871. — DE LA FORTINIÈRE. In-8, 1868. — — LAURAIN. In-8, *Poitiers*, 1866. — PETIT. In-8, *Poitiers*, 1870. — PLANTIER. In-8, *Paris*, 1857. — RAGOBERT. In-8, *Paris*, 1868. — RAVELET. In-8, 1856. — ROHART. In-8, *Versailles*, 1856. — SCLAVOS. In-8, *Paris*, 1867. — STAINVILLE. In-8, *Paris*, 1857. — TRAHAUD. In-8, 1858. — VALABRÈGUE. In-8, 1866.

B. MONOGRAPHIES.

De l'Adoption des enfants naturels.

667. BÉNECH. — De l'Illégalité de l'adoption des enfants naturels. 2e *éd.*, revue et augmentée de la réfutation des arrêts rendus depuis la 1re édit., par BÉNECH, prof. fac. Toulouse. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1845. (4 fr.)

La 1re éd. est de 1843, in-8, 11 ff, 1/4, *Toulouse*, impr. Montaubin.

L'accord n'est pas encore fait dans la doctrine et la jurisprudence sur cette épineuse question, mais le livre de M. B. restera comme le monument le plus complet de cette controverse, dût sa théorie finir par succomber, parce qu'il l'a traitée à fond, envisagée sous tous les aspects, qu'il en a étudié toutes les vicissitudes, épuisé tous les arguments, répondu à toutes les objections. — Compte-rendu de PONT. *Rev. Wol.*, t. XVIII, p. 508.

668. DU BODAN. — De l'Adoption, et particulièrement à l'égard de l'enfant naturel, par DU BODAN, av. gén. à Rennes. — Ap. *R. Fœl.*, t. IV, p. 703 et 814.

669. BOULOUMIÉ. — De l'Adoption de l'enfant naturel, par A. BOULOUMIÉ. — Ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. V, p. 17-24.

670. COULON. — L'enfant naturel reconnu peut-il être adopté par son père ou par sa mère? Par COULON. — Ap. *Dial.*, t. II, p. 110-134 (dial. 56).

V. sup. nº 68.

671. COUTURE. — Adoption; Enfant naturel; par COUTURE, av. — Ap. *Gaz. Tr.*, 1er mai 1843.

672. DUPIN. — L'Enfant naturel reconnu peut-il être adopté? L'arrêt qui prononce l'adoption peut-il être attaqué par les parents de l'adoptant? — (Conclus. affirm. sur la question principale, négat. sur la seconde), par DUPIN, pr. gén. à la Cour de Cass. — Ap. t. VI, p. 103-124 des *Réquisitoires, plaidoyers*, etc., de Dupin.

Inséré ap. *Sir.*, 1841, I, 227 (12 col.).
Cass. 28 avril 1841 (Boirot c. Boirot).
Add., dans le même sens, concl. de M. l'av. g. GILLON devant la ch. des req. *Ibid.*, p. 274.
DUMONT DE SAINT-PRIEST, pr. gén. à Limoges. Conclusions négat., ap. *Sir.*, 1840, 2, 325 (3 col.).
DELANGLE, av. gén. C. Cass. Réq. (Aff. Bouleau-Gasnier, ap. *Dall.*, 1846, 1, 81 (5 col.).

673. MANDET DES LAMIS. — De la Légitimation des enfants naturels par l'adoption, ou que c'est un devoir pour le magistrat de refuser au père ou à la mère de l'enfant né hors mariage le pouvoir de l'adopter. Dissertation par M. MANDET DES LAMIS. — In-8, 2 ff. 1/4. *Riom*, Leboyer, 1839. — 2e Dissertation, In-8, 1 f. *Riom*, Leboyer, 1847.

674. MOLINIER. — De l'Illégalité de l'adoption de l'enfant naturel, par MOLINIER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 161.

675. MOUREAU. — Essai sur l'Esprit des lois françaises relatives à l'adoption des enfants naturels, par MOUREAU (de Vaucluse), av. — In-8, 8 ff. 3/4, *Paris*, impr. Porthmann, 1817.

676. PARADAN. — De l'Adoption de l'enfant naturel reconnu, par PARADAN, cons. Nîmes. — Ap. *R. Crit.*, 1874, p. 694.

677. PONT. — I. De l'Adoption de l'enfant naturel reconnu, par P. PONT, av. — Ap. *R. Wol.*, t. XVII (1843), p. 750-769.

II. Enfant naturel adopté. Rev. critique de la jurisprudence. — *Ibid.*, t. XXV (1845), p. 475-489.

Cass. civ., 1er avril 1846. — Cass. civ., 28 avril 1841. Cet art. devait être suivi d'un second, qui n'a pas paru.
Cf. sup. nº 672.

---

678. DE CORMENIN. — De l'Adoption par les prêtres, par A. de CORMENIN. — In-8, 1/2 f. *Paris*, impr. Fournier. 1844.

Extrait de la *Gaz. des Trib.*, 24 juill. 1844.
Add. *Ibid.*, 11 déc. 1844.

679. PONT. — Adoption. Prêtre catholique, Revue critique de jurisprudence, par P. PONT. — Ap. *R. Wol.*, t. XXI (1844), p. 507-518.

Cass., 26 nov. 1844.
Add. DELANGLE. — Un prêtre catholique romain

est-il capable d'adopter ? Req. de M. DELANGLE, av. gén. à la C. de cass., et observations. — Ap. *Dall.*, 1844, 1, 417. HOUEL c. DAGUIER, 26 nov. 1844. — *Sir.*, 1844, 1, 801, donne des extr. de la plaid. de Me LEDRU-ROLLIN, du réquis. de M. l'av. gén. DELANGLE et du rapport de M. le cons. MADIER DE MONTJAU, et une note de DEVILLENEUVE.

---

680. SANDER - LOTZBECK. — I. Mémoire sur la question : Un Français peut-il adopter un étranger? — In-4 de 17 ff. 1/2. *Paris*, impr. Gueffier, 1824.

II. Les héritiers peuvent-ils attaquer un contrat d'adoption fait par leur auteur? — In-4 de 9 ff. 1/2. *Paris*, impr. Gueffier, 1824.

III. ***. — Mémoire sur la question : Un Français peut-il adopter un étranger? In-4, 4 ff. *Strasbourg*, impr. Levrault, 1824.

Les deux premiers écrits sont signés SANDER-LOTZBECK.

Cf. supr. nº 268. Les débats de l'importante affaire à propos de laquelle cette question s'est élevée sont rapportés longuement ap. *Sir.*, 1821, 2, 288; 1823, 1, 353, et 1826, 1, 142; et ap. *Dall.*, *Rép.*, V. Adoption, nº 112, note.

---

681. DUVERGIER. — La Demande en nullité d'adoption autorisée par arrêt de Cour royale, suivant les formes prescrites par le C. c. est-elle recevable? — *R. Fœl.*, t. XIII, p. 26.

V. le réquis. de DUPIN. Sup. nº 672.

Art. 343 à 349 nˡ.

Art. 350.

682. DUWARNET. — De la Révocation des donations par l'adoption. Dissertation, par DUWARNET, av. à Évreux. — Ap. *R. Crit.*, t. Ier (1851), p. 976.

683. MARCADÉ. — I. Dissertation sur le même sujet. — *Ibid.*, t. II, p. 275-295.

II. Critique d'arrêts à ce sujet. — *Ibid.*, p. 467.

V. pour plus de détails sous l'art. 960, infr.

V. aussi sous les art. 740 et 745.

Art. 351 à 370 nˡ.

TITRE NEUVIÈME.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Décrété le 3, promulgué le 13 germinal an XI (24 mars—3 avril 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

684. BARREAU. — Des Devoirs des enfants envers leurs parents, par Th.-H. BARREAU. — *Nouv. édit.*, revue et augm. par l'auteur. — In-8, 3 ff. *Paris*, Hachette; — Louis Colas, 1854.

685. BLANCHET. — De la Puissance paternelle, par BLANCHET. — Ap. *R. Fœl.*, t. XV, p. 405.

686. BOISTEL. — De la Puissance du père sur la personne de ses enfants, en dr. r. et en dr. fr., Th. D., par Alph.-Barth.-Mart. BOISTEL. — In-8, 230 p. *Paris*, impr. Donnaud. (3 fr.)

687. CHARDON. — Traités des trois puissances, paternelle, maritale et tutélaire, par CHARDON. T. II, Puissance paternelle. — 1 vol. in-8, 1843.

Le tome II se vend séparément 8 fr. — V. sup. nº 524.

688. CHÉNON. — De la Législation sur l'autorité paternelle, discours de rentrée, 1869, par Arthur CHÉNON, av. gén. à Bourges. — In-8, *Bourges*, 1869.

689. CHRESTIEN DE POLY. — Essai sur la puissance paternelle, par CHRESTIEN DE POLY, v.-prés. au trib. de la Seine. — 2 vol. in-8. *Paris*, Warée oncle; — Garnery; — Petit; — Leclère, 1820. (12 fr.)

V. art. de BOURLET, ap. *Thém.*, t. II (1820), p. 117-122.

690. DAUBENTON. — Traité complet de la Puissance maritale et paternelle, etc., par A.-G. DAUBENTON.

V. sup. nº 525.

691. DEMOLOMBE. — Traité de la Puissance paternelle, par C. DEMOLOMBE. 3e *éd.*, dans le t. VI de son Cours de Code Nap. — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, — L. Hachette, 1866. (8 fr.)

La 1re éd. est de 1850 (1849), — la 2e éd. *Ibid.*, de 1861.

692. DESQUIRON. — La Puissance paternelle en France, mise en rapport avec les intérêts de la société, par A.-T. D*** de SAINT-A*** (Desquiron de Saint-Aignan). — In-12. *Paris*, Eymery; — Giraud; — Guion, 1821. (2 fr. 50.)

V. sup., nº 387.

693. DUFOUR D'ASTAFORT. — De la Puissance paternelle en droit romain, dans l'ancien droit et dans notre droit moderne. Th. D., par E. DUFOUR D'ASTAFORT, av. — In-8, 323. *Poitiers*, Oudin, 1868. (5 fr.)

694. LESENNE. — Code de la Mère de famille, par LESENNE (M. N.), d. e. d., av. — In-32. 1 f. 1/2. *Paris*, Martinon; — Durandin, 1855 (1854). (1 fr.)

Du droit des mères envers leurs enfants et des enfants envers leur mère, etc. — V. art. crit. de HENNEQUIN, ap. *J. du not.*, 11 avril 1855.

695. MAGNIN. — Traité des minorités... de la puissance paternelle..., par A. MAGNIN. — 2 vol. in-8.

V. inf. nº 723.

696. NOUGARÈDE. — I. Essai sur la Puissance paternelle, par NOUGARÈDE. — In-12. *Paris*, an IX.

II. Lois des familles, ou Essais sur l'histoire de la puissance paternelle et sur le divorce. 2e *édit.*, augmentée d'un Essai sur la filiation légitime, par NOUGARÈDE. — In-8, 18 ff. 1/2. *Paris*, Lenormant; — Nève, 1814.

V. sup. nº 422.

697. OLIVIER. — De l'Autorité et des Droits du père de famille. Discours prononcé par M. Edmond OLIVIER, proc. gén., à l'audience solennelle de rentrée de la Cour imp. de Limoges, 3 nov. 1866. — In-8, 54 p. *Limoges*, impr. ve Ducourtier, 1866.

698. OUDOT. — Du Droit de famille.

V. sup. nº 411.

699. REYBAUD. — La Famille et le Pouvoir paternel sous l'influence de la législation et des mœurs contemporaines. Discours de rentrée, 1867, par REYBAUD. 1er av. gén. à Aix. — In-8, 1867.

700. DE VALLÉE. — De la Puissance paternelle, par Osc. DE VALLÉE. — Ap. *R. Wol.*, t. XLIV, p. 233-245.

701. VAZEILLE. — Traité du mariage, de la puissance maritale et de la puissance paternelle.

V. sup. nº 424.

702. Thèses de Doctorat :

BESSON. Des droits de garde, de correction et d'administration paternelle. In-8, 1860. — BOUCHOT. De la Puissance paternelle. In-8, *Paris*, 1866. — CELEYRON. *Do*. In-8, *Paris*, 1870. — CHAUFOUR. *Do*. In-8, *Paris*, 1856. — CHRICTOT-FORTIER. *Do*. In-8, *Paris*, 1853. — DEBEDAT. *Do*. In-8, 1868. — GARDEIL. *Do*. In-8, *Nancy*, 1876. — GAUDINOT. *Do*. In-8, *Paris*, 1871. — HABERT. *Do*. In-8, *Paris*, 1864. — HÉBERT. *Do*. In-8, *Paris*, 1868. — LESAGE. Des Effets de la puissance paternelle. In-8, *Paris*, 1868. — MATTHIEU. De la Puissance paternelle. In-8, *Paris*, 1862. — PAGET. *Do*. In-8, *Paris*, 1869. — PARIS. *Do*. In-8, 1857. — PETIT-DOSSARIS. De la Puissance paternelle relativement à la personne de l'enfant et de l'administration légale. In-8, *Paris*, 1874. — (Il y a eu deux tirages de la même thèse la même année, l'un de 134 p., l'autre de 159; le titre a été aussi modifié.) — ROZAT. Des Droits et des Obligations de la paternité. In-8, 186 p., 1863. — SCOTÉ. De la Puissance paternelle. In-8, *Paris*, 1852. — TARDIEU. *Do*. In-8, 1875.

B. MONOGRAPHIES.

Art. 371 à 373.

703. JESSLONESSE. — Des Obligations et des Droits de la mère. Th. D., par JESSIONESSE. — In-8, *Paris*, 1870.

704. POUGNET. — Observations sur diverses applications du droit de puissance paternelle en ce qui concerne la garde et l'éducation des enfants, par Aug. POUGNET, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 49.

705. ROUGÉ. — De la Participation de la mère à la puissance paternelle; Th. D., par ROUGÉ. — In-8, *Paris*, 1874.

706. SIREY. — La Mère de famille devenue veuve est naturellement investie du droit de diriger l'éducation de ses enfants mineurs, non émancipés; elle ne saurait le perdre, ni par le fait de la privation de la tutelle, ni par le fait de convol; ce droit comporte la surveillance du tuteur. Dissertation. — Ap. *Sirey*, 1830, 2, 337. (14 col.)

Art. 374, nt.

Art. 375 à 383.

707. GERVAIS. — De la Correction paternelle, par Ernest GERVAIS, av. — Ap. *Droit*, 16-17 août 1858.

Art. 384 à 387 (et art. 389).

708. BRESSOLLES, - PONT. — Usufruit légal. Déchéance.

V. infr. sous l'art. 1442.

709. DUBREUIL. — De la Puissance paternelle, principalement considérée dans ses relations avec les biens de l'enfant. Th. D., par Aug. DUBREUIL. — In-8, 344 p. *Paris*, impr. de Mourgues fr., 1858.

710. DURANTON. — Des Charges imposées aux père et mère qui ont la jouissance légale des biens de leurs enfants mineurs de 18 ans, par Fréd. DURAN-

TON. — Ap. *R. Hist. du Dr. fr.*, t. IV, p. 147.

711. JOLLY. — De l'Usufruit légal des père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs. Th. D., par Paul JOLLY, av. — In-8, 226 p. *Vitry-le-Français*, impr. Bitsch, 1864.

712. LEFEBVRE. — Le Père et le Mari peuvent-ils être privés par une condition de l'acte de libéralité aussi bien de l'administration que de la jouissance des biens donnés ou légués à leur femme ou à leur enfant mineur? par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 12, 19 janvier 1870.

L'usufruit légal est un des textes les plus fréquemment choisis pour la dernière épreuve du doctorat. Voici les plus importantes de ces thèses :

713. BOZON. De l'Administration des biens des enfants mineurs pendant le mariage de leurs père et mère, et de l'usufruit légal. In-8, *Paris*, 1869. — BRUGNON. De l'Usufruit légal. In-8, *Paris*, 1863. — CHAVÉRIAT. Des Droits des père et mère sur les biens de leurs enfants. In-8, 1867. — CHÉREAU. Des Effets de la puissance paternelle à l'égard des biens des enfants. In-8, *Paris*, 1866. — CHRÉTIEN. De l'Usufruit paternel. In-8, *Paris*, 1860. — COLLIN. Origines de l'usufruit paternel. In-8, 1860. — DUVAL. De l'Usufruit paternel et de ses origines coutumières. In-8, *Paris*, 1873. — FEBVRE. De la Puissance paternelle quant aux biens. In-8, 1855. — FOUQUETEAU. Des Effets de la puissance paternelle quant aux biens des enfants. In-8, *Paris*, 1861. — DE GASSIER. De l'Usufruit légal des père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs. In-8, *Paris*, 1867. — GAUDINEAU. De la Puissance paternelle à l'égard des biens des enfants. In-8, 1871. — GAUJA. De l'Usufruit légal des père et mère. In-8, 1856. — GENNEVOISE. De l'Usufruit paternel et de ses origines. In-8, *Saint-Germain-en-Laye*, 1847. — LARNAC. De l'Usufruit paternel. In-8, 1855. — LE ROUVILLOIS. De l'Usufruit légal des père et mère. In-8, 1868. — LIANDON. *Dº*. In-8, *Paris*, 1862. — MOITESSIER. *Dº*. In-8, *Paris*, 1856. — RUBEN DE COUDER. *Dº*. In-8, *Paris*, 1875. — DES TERMES. *Dº*. In-8, *Poitiers*, 1876.

TITRE DIXIÈME.

DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

Décrété le 5, promulgué le 15 germ. an XI (26 mars-5 avril 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

714. DE BOUSQUET. — Des Conseils de famille, Avis de parents, Tutelles et curatelles, par R.-A. DE BOUSQUET, d. e. d., anc. mag. — 2 vol. in-8. *Paris*, Garnier, 1813. (*Rare.*)

715. CHARDON. — Traité des Trois Puissances, etc., par CHARDON. T. III. Puissance tutélaire, comprenant un Commentaire sur la loi du 30 juin 1838, relative aux aliénés.

V. supr. nº 524.

716. DAUBENTON. — Traité complet des Droits des époux l'un envers l'autre et à l'égard de leurs enfants, de la Puissance maritale et paternelle, de la Minorité et des Tutelles, par A.-G. DAUBENTON.

V. supr. nº 525.

717. DEMOLOMBE. — Traité de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation, par DEMOLOMBE. — 4e éd., 2 vol. in-8, 1870.

Forment les t. VII et VIII de son *Cours de Code Napoléon*. — 1re éd. en 1850-51; la 2e éd. 1861.

718. DESQUIRON. — Traité de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation, suivi du Traité des Partages et des Licitations, par DESQUIRON. — In-8. *Paris*, 1810. (6 fr.)

V. sup. nº 387.

719. FLACH. — Étude historique sur la durée et les effets de la minorité en droit romain et dans l'ancien droit français, par Jacques FLACH, av., d. e. d. — In-8, 148 p. *Paris*, Ernest Thorin, 1870. (3 fr.)

Th. D. soutenue, en 1869, et modifiée par l'auteur.

720. DE FRÉMINVILLE. — Traité de la Minorité et de la Tutelle, par de FRÉMINVILLE, cons. à Riom. — 2 vol. in-8. *Clermont-Ferrand*, impr. Thibaut-Landriot; — *Paris*, A. Durand, 1846. (16 fr. *Rare.*)

721. JAY. — Traité des Conseils de famille, des Tuteurs, Subrogés-Tuteurs et Curateurs et des Conseils judiciaires, par J.-L. JAY. — 3e *édit.*, in-8, 27 ff. *Paris*, Durand, 1854. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1843, in-18, 9 ff. *Paris*, Joubert (3 fr. 50); — la 2e éd. *Ibid.*, 26 ff. 1846.

722. LEBRUN. — Code de la tutelle et de la curatelle, ou Recueil des lois sur les mineurs et les interdits, avec formules d'actes, par L.-A. LEBRUN, j. de p. — 1 vol. in-12, 1804.

723. MAGNIN. — Traité des Minorités, Tutelles et Curatelles, de la Puissance paternelle, des Émancipations, Conseils de famille, Interdictions mentales et pénales, et généralement des Capacités et Incapacités qui naissent de ces diverses situations suivant la nouvelle législation, par A. MAGNIN, anc. av. à Paris. — 2 vol.

in-8. *Paris*, Mme Ve Ch. Béchet, 1833. (*Rare.*)

Ouvrage estimé, composé avec soin et toujours consulté.
V. C.-rendu de GAUDRY, ap. *Rev. Wol.*, t. II (1835), p. 297-306.

724. MARCHANT. — Code de la minorité et de la tutelle, ouvrage élémentaire, où se trouvent réunies et expliquées toutes les dispositions du C. civ. concernant la personne des mineurs et l'administration de leurs biens, avec la solution des questions qui s'y rapportent, d'après la jurisprudence et l'opinion des auteurs, par C. MARCHANT, j. à Strasbourg. — In-8, 39 ff. 3/4. *Paris*, Paulin, 1835. (5 fr.)

725. TARRIBLE. — Manuel des justices de paix, ou Traité des servitudes foncières et des tutelles, par le tribun TARRIBLE. — *Paris*, 1806, in-8.

TARRIBLE, jurisconsulte, né à Auch en 1753, mort à Paris le 27 févr. 1821, est auteur de plusieurs articles insérés dans le Répertoire de jurisprudence de Merlin, et a eu part à la confection de nos codes.

726. VALENTIN. — La Minorité, manuel à l'usage des tuteurs, subrogés-tuteurs, curateurs, etc., par G.-B. VALENTIN, av. — In-8, 5 ff. 2/9. *Strasbourg*, imp. Leroux, 1835.

---

727. COURCIER. — Étude sur une tutelle de bienfaisance, par A. COURCIER, anc. suppl. de j. de paix. — In-8, 96 p. *Versailles*, impr. Cerf, 1870.

728. REGNAULT. — Orphelins pauvres. — Minorité. — Tutelle. — Émancipation. — Mariage, par A. REGNAULT, subst. à Parthenay. — Ap. *R. Crit.*, t. XXXI (2e 1867), p. 29-46.

---

729. BERTIN. — Tuteur, Subrogé-tuteur, Administrateur légal. — De la Tutelle des mineurs. Actes auxquels doivent concourir le tuteur, le conseil de famille et la chambre du conseil, par BERTIN. — Ap. *Droit* 1852 et 1853.

Art. insérés ap. *Chambre du Conseil*, du même auteur. — Reprod. ap. *Journ. du Not.*, 16, 20, 27 oct.; 6, 10, 13, 17, 20 nov.; 4, 15 déc. 1852, 15 janv. et 2 févr. 1853.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA MINORITÉ.

Art. 388 nt.

CHAPITRE II. — DE LA TUTELLE.

SECTION I. — *De la Tutelle des père et mère.*

Art. 389.

730. AUBRY. — De l'Administration légale du père pendant le mariage, par Aubry. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 658.

731. BERTIN. — De l'Administration pendant le mariage des biens des enfants mineurs, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 1, 2, 3, 4 juin 1868.

732. SELIGMAN. — De l'Administration légale des biens des mineurs par les père et mère pendant le mariage, par A. SELIGMAN, prés. à Annecy. — Ap. *R. Crit.*, 1875, p. 688-709.

V. enc. sup. sous les art. 384-387.

---

733. LEFEBVRE. — Le père et le mari peuvent-ils être privés par une condition de l'acte de libéralité, aussi bien de l'administration que de la jouissance des biens donnés ou légués à leur femme ou à leur enfant mineur? par A LEFEBVRE, av. C. Cas. — Ap. *J. Not.*, 12, 19 janv. 1870.

Add. *Ibid.*, 17 févr. 1847. — Cf. art. ROLLAND DE VILLARGUES, ap. *Jurispr. du Not.*, t. II, p. 67. — Voir aussi, art. de RIGAUT, j. de p. à Wissembourg, ap. *Ann. des j. de p.*, 1857, p. 151-155.

Art. 390.

734. GIRARD DE VASSON. — La Tutelle de l'enfant naturel est-elle légale au profit du père ou de la mère qui l'a reconnu, ou seulement dative? par GIRARD de VASSON, prés. à Napoléon-Vendée, dissertation. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 363-368.

V. enc. sur la même question ap. *J. du Not.*, 21 mai 1845. — *Ann. des j. de p.*, 1857, p. 156. — Elle a été traitée à la conférence des av. de Paris, le 2 mars 1857.

Add. ROLLAND DE VILLARGUES. — La mère a-t-elle de plein droit la tutelle légale de l'enfant naturel reconnu? Dissert. — Ap. *Sir.*, 1813, 2, 19, et *ibid.*, *Collect. nouv.*, t. III, 2, 544.

Art. 391 à 394 nt.

395 et 396.

735. BÉRA. — La mère qui a convolé et perdu la tutelle de plein droit, peut-elle rester chargée de l'éducation de l'en-

fant? — Réq. du pr. g. BÉRA (aff. Cuvellier. *Poitiers*, 15 févr. 1811). — Ap. *Sir.*, 1811, 2, 211 (8 col.), et *Sir., Coll. nouv.*, t. III. 2, 410. (5 col.)

736. COMBE. — En cas de convol de la femme et de maintien de la tutelle, quel est l'effet de la séparation de corps sur cette tutelle et sur la cotutelle du mari? par L. COMBE. — Ap. *J. du Notar.*, 22 mai 1872.

SECTION II. — *De la Tutelle déférée par le père et la mère.*

Art. 397-401, n[t].

SECTION III. — *De la Tutelle des ascendants.*

Art. 402-404, n[t].

SECTION IV. — *De la Tutelle déférée par le conseil de famille.*

Art. 405, 406.

737. ***. — Où doit être convoqué le conseil de famille pendant la durée de tutelle dative, lorsque le domicile du tuteur est autre que celui où la tutelle est ouverte? — Dans la même circonstance, où doit avoir lieu la convocation, si la tutelle est naturelle ou légitime? — Ap. *J. du Not.*, 8 nov. 1844.

738. — Dans le cas de tutelle légale (celle du survivant des père et mère ou d'un aïeul), le conseil de famille appelé à nommer un subrogé-tuteur doit-il être composé de six membres, non compris le tuteur, de sorte qu'il faille, outre lui ascendant tuteur, faire intervenir un septième membre parent ou ami? Discussion entre MM. GOUYER, PELLETIER, ROUGET, de la THÉBAUDIÈRE, GUIBAL, de la MORINAIS. — Ap. *Ann. des j. de p.*, 1869, p. 325-328; 398-403; 1870, p. 37-41; 73-86.

Add. *Ibid.*, 1858, p. 283-288.

739. — L'Ascendante, veuve remariée, fait-elle encore, après son mariage, partie du conseil de famille de ses enfants ou de ses petits enfants? — Discussion, entre MM. DAMOTTE, GIRARDOT, GUIBAL et BAMBALÈRE, j. de p. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1865, p. 74-79, et 1866, p. 77-80, 224-230.

Add. — BAILLY. L'aïeule d'un enfant naturel peut-elle être nommée tutrice de cet enfant ou faire partie du conseil de famille? par BAILLY, . d. p. à Versailles, — *Ibid.*, 1868, p. 218-222.

Art. 407 à 410.

740. LEFEBVRE. — Des Conséquences légales de l'irrégularité de la composition des conseils de famille, par Alph. LEFEBVRE, av. à la C. de Cass. — Ap. *J. du Notar.*, 5, 9 décembre 1874.

Art. 411 à 419, n[t].

SECTION V. — *Du Subrogé-tuteur.*

Art. 420 à 426.

741. A***. — Traité analytique de la subrogée tutelle, d'après le Code civil des Français, les lois sur l'enregistrement, les hypothèques, etc., par M. A***, av. — *Paris*, Garnier, 1824, 2 ff. in-8.

SECTION VI. — *Des Causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 427 à 441.

742. JACQUEMARD. — Un Conseil de famille peut-il, dans l'intérêt d'un mineur, accorder au tuteur ou au subrogé-tuteur la décharge de ses fonctions, surtout après qu'il les a acceptées, par d'autres motifs que ceux indiqués dans les art. 430, 433 et 434, Cod. civ. ? Dissertation, par JACQUEMARD, avoué à Vouziers. — Ap. *Journ. des Av.*, t. LXXIII, p. 100.

SECTION VII. — *De l'Incapacité, des Exclusions et des Destitutions de la tutelle.*

Art. 442.

743. DEMASURE. — L'étranger peut-il être tuteur en France? par Arm. DEMAZURE, d. en d., av. à Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIX (1[er] 1875), p. 561-575.

A propos d'un arrêt de cass. ch. civ., 16 févr. 1875.

Add. I. Exam. doctr. du même arrêt, par J.-E. LABBÉ, ap. *Sir.*, 1875, 1, 193 (9 col.), et *J. P.*, 1875, 1, 481. V. aussi *Dall.* — II. Concl. de l'av. gén. MOREAU (Paris, 21 mars 1861). Ap. *Sir.*, 1861, 2, 210 (4 col.). — III. Exam. doctr. du même arrêt. Ap. *Ann. des j. d. p.*, 1861, p. 256-260. — Cf. *Ibid.*, 1864, p. 163-166

Art. 443, n[t].

Art. 444.

744. DEROUET. — Tuteur, mise en faillite, incapacité en résultant au point de

vue de la tutelle. — 1° La mise en état de faillite d'un commerçant entraîne-t-elle de droit, *de plano*, la destitution de la tutelle dont ce commerçant était chargé ou son exclusion de toute tutelle? — 2° *Quid* quant à la tutelle légale des père et mère et des ascendants? par A. DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 519-550; t. XVII, p. 504-531.

Cf. note ap. *Ann. des J. de p.*, 1865, p. 88-91.

Art. 445 à 449 nt.

SECTION VIII. — *De l'Administration du tuteur.*

745. DUVERDY.—De l'Administration de la tutelle. Th. par Ch. DUVERDY.— In-8, 6 ff. *Paris*, impr. Guyot, 1851.

746. DE MADRE. — Des Fonctions du tuteur. Th. D., par de MADRE, av. — In-8, *Paris*, 1874.

747. PLÉ. — De l'Incapacité du mineur. Th. D., par PLÉ. — In-8, *Paris*, 1855.

748. WARTEL. — De l'Incapacité du mineur. Th. D., par WARTEL. — In-8, *Paris*, 1868.

V. enc. sous les art. 1304 et seq.

Art. 450.

749. COIN-DELISLE. — Étude sur la vente des meubles du mineur. Question.—Dans quel cas le tuteur doit-il ou peut-il vendre les meubles corporels ou incorporels du mineur ou de l'interdit? — Doit-il vendre dans la forme judiciaire? — Avec quelle précaution et en présence de qui doit-il faire ces ventes? par COIN-DELISLE. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 303-344.

750. COMBE. — I. Le tuteur peut-il céder une créance hypothécaire appartenant à son pupille? par L. COMBE. — Ap. *Journ. du Not.*, 2 déc. 1865.

II. Titres nominatifs. — Conversion. — Titres au porteur. — Femme séparée de biens, autorisation maritale. — Tuteur, autorisation du conseil de famille. — *Ibid.*, 20 janv. 1872.

751. MERVILLE. — De la Vente des meubles incorporels des mineurs, et, accessoirement, de la conversion de leurs titres nominatifs en titres au porteur, par F. MERVILLE, cons. à la C. de Cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXVI (2e 1873), p. 145-165.

Cass. 3 févr. 1873 (Robin c. Beauvallet), et 4 août 1873 (Chem. de f. du Nord c. Rabeau).

Add. sur la même question :

DEVILLENEUVE. — Examen doctrinal de Cass. 12 déc. 1855. — Ap. *Sirey*, 1856, 1, 97 (4 col.).

GROSSE. — Tuteur; Actions ou Obligations sur les compagnies; Aliénation. — Ap. *J. des Not.*, 1er mai 1861.

* * * — Article ap. *J. des not. et des Avoc.*, t. XCV, p. 513.

* * * — Valeurs mobilières appartenant à des incapables. — Conversion des titres nominatifs en titres au porteur. — Ap. *G. Tr.*, 26 juin 1875 et 17 juin 1876.

La Compagnie des chemins de fer de Lyon a pris l'initiative d'une proposition de loi, dont l'exposé des motifs est inséré dans l'un des articles de la *Gaz. Tr.*, reprod. ap. *J. du Not.*, 17 juin et 25 nov. 1876. Un projet de loi dans le même sens a été déposé par M. DUFAURE, dans la séance du 9 nov. 1876 (*J. Off.*, 18 nov. 1876, p. 8396).

Cette question intéresse également le Trésor et les agents de change. V. à ce sujet : Transfert des rentes sur l'Etat. — Incapables. — Responsabilité du Trésor. — Responsabilité de l'agent de change. — Mémoire par A. Lefebvre, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 14, 17, 21 mars 1866.

752. ***. — Le Subrogé-tuteur peut-il se rendre acquéreur d'un immeuble appartenant au mineur? — Ap. *J. du Not.*, 4, 8 oct. 1845.

Même question : Réquisit. de l'av. gén. ROULAND (Cass., 21 déc. 1852, aff. Valois), — ap. *Dall.*, 1852, 1, 316, et Observations, ap. *Ann. des j. de p.*, 1853, p. 155-160.

Art. 451 à 456 nt.

Art. 457.

753. BAMBALÈRE. — Lorsque, après avoir constaté la nécessité de la vente, énoncé et évalué un à un les immeubles des mineurs, le conseil de famille autorise le père, tuteur légal, à faire vendre ces biens, *en totalité ou en partie*, pour l'extinction des dettes, satisfait-il par cette formule aux exigences de la loi? par BAMBALÈRE, j. de p. d'Oloron-Sainte-Marie. — Ap. *Ann. des J. d. p.*, 1862, p. 292-297.

754. LEFEBVRE. — De la Condition d'emploi de la part revenant au mineur dans le prix des biens licités, par A. LEFEBVRE. — Ap. *J. des Not.*, 6, 10 sept. 1873.

Art. 458 à 468, nt.

---

755. ***. — Le Tuteur ne peut, sans autorisation du conseil de famille, former une surenchère au nom de son pupille. — Ap. *Presse Jud. de Riom*, reproduit par le *J. du Not.*, 15 août 1866.

SECTION IX. — *Des Comptes de tutelle.*

Art. 469 à 471, nt.

Art. 472.

756. ORTLIEB. — De la Prescription de l'action en nullité de l'art. 472, C. c., spécialement du point de départ de cette prescription, par J. ORTLIEB, agr. à Nancy. — Ap. *Rev. crit.*, 1875, p. 497-511.

V. aussi extr. de Consult. de VALETTE. — Ap. *Sir.*, 1854, 2, 49 (3 col.).

757. ***. Le mineur devenu majeur peut-il donner mainlevée de son hypothèque légale avant la reddition complète du compte et en acceptant la restriction de cette hypothèque sur des biens déterminés? L'obligation de rendre compte se prescrit-elle par dix ans? — *J. des conservat.*, t. XXIX, art. 2208.

758. *** — Lorsqu'une donation entre vifs est faite à la condition par le donataire de renoncer à une reddition de compte de tutelle, l'inexécution de cette condition peut-elle entraîner la résolution de la donation? — Ap. *J. du Notar.*, 19 sept. 1846.

Art. 473, nt.

Art. 474.

759. ***. — Le Tuteur qui, après la majorité de son pupille, et sans le consentement de celui-ci, a continué l'administration de sa fortune, ne doit-il rendre qu'un seul et même compte, et, conséquemment, la garantie de l'hypothèque légale et l'obligation de faire emploi dans les six mois subsistent-elles après la majorité jusqu'à la reddition de compte? — Ap. *J. du Not.*, 23 oct. 1852.

Cf. *Ibid.*, 11 févr. 1846. — Add. Exam. doctr. d'Angers, 23 févr. 1853. Ap. *Rev. Crit.*, t. III (1853), p. 836-842.

Art. 475, nt.

CHAPITRE III. — DE L'ÉMANCIPATION.

760. GIBOULOT. — De l'Émancipation, par GIBOULOT, d. e. d., av., — Gr. in-8, *Paris*, 1855. (3 fr.).

761. CAMBUZAT. — De l'Émancipation et des mineurs émancipés. Th. D., par CAMBUZAT, av. — In-8. *Paris*, 1873.

762. LE GENDRE. — De l'Émancipation. Th. D. (Poitiers), par LEGENDRE. — In-8, *Poitiers*, 1872.

Art. 476.

763. LOUIS. — Le Mari est-il de plein droit curateur à l'émancipation de sa femme? — Le Père est-il curateur de l'enfant émancipé par lui? — Le Mari doit-il faire partie du conseil de famille de sa femme mineure? par L. LOUIS, j. de p. à Buzancy. — Suiv. d'observ. de la Rédact. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1861, p. 113-119.

Art. 477.

764. COLLET. — Du Droit d'émancipation du père séparé de corps, auquel la garde des enfants a été enlevée, par P. COLLET, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 385..

Cass., 4 avril 1865 (Burel). V. *Sir.*, 1865, 1, 257, note (3 col.).

Art. 478 à 480, nt.

Art. 481 à 484.

765. SALATS. — De la Capacité du mineur émancipé. Th. D., par SALATS. — In-8. *Paris*, 1874.

766. COULON. — Le Mineur émancipé peut-il consentir une hypothèque? par COULON. — Ap. *Dial.*, t. Ier, p. 134-153. (*Dial.* 8).

V. sup. no 68.

Art. 485 à 487, nt.

TITRE ONZIÈME.

DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

Décrété le 8, promulg. le 18 germ. an XI (29 mars-8 avril 1803). — Loi du 30 juin 1838, sur les Aliénés.

A. GÉNÉRALITÉS.

767. DEMOLOMBE. — Traité de la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire, par DEMOLOMBE.

Dans les t. VII et VIII de son *Cours de Code civil.* — 4e *éd.*, 1870. V. sup. no 72. — Un extrait relatif à l'administration des biens des aliénés a été inséré ap. *J. du Not.*, 8 sept. 1852.

768. BOUVARD. — De l'Etat juridique des aliénés. Th. D., par Louis (J.-S.) BOUVARD. — In-8, 13 ff. 1/4. *Paris*, impr. Gros, 1855.

769. COCHARD. — De l'Interdiction légale et de l'Interdiction judiciaire. Th. D., par Fernand Cochard, av. — In-8. *Paris*, Pichon, 1876.

770. LABBÉ. — De la Démence, au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité en matière civile, par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 109-129.

Add. — KRAFT-EBING. — La responsabilité criminelle et la capacité civile dans les états de trouble intellectuel. — Eléments de physiocratie médico-légale à l'usage des médecins et des jurisconsultes, par le Dr KRAFT-EBING, profess. de physiocratie à l'Univ. de Grätz; trad. par le Dr CHATELAIN. — In 8, III-272 p. *Paris*, Masson, 1874 (5 fr.).

771. LERAT DE MAGNITOT. — Des Aliénés; loi du 30 juin, avec les commentaires de M. Alb. LERAT DE MAGNITOT. — In-8, 1 ff. 1/2. *Paris*, Joubert, 1838.

Extr. de *la France départementale*.

772. SACASE. — De la Folie, considérée dans ses rapports avec la capacité civile, par SACASE, cons. à Amiens. — In-8, 8 ff. 1/2. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1851. (4 fr.)

Extr. en part. de la *Rev. Wol.*, t. IXXXVIII (2e 1850). p. 207-234; t. XXXIX, p. 228-243; t.XL, p. 143-171 et 225-262.

773. SIMON. — De la Condition des aliénés en droit romain et en droit français, Th. D., par Gabriel SIMON, av. — In-8, 343 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870.

774. — Commentaire sur la loi des aliénés du 30 juin 1838. — In-8, 2 ff 3/4. *Paris*, impr. Panckoucke, 1839.

775. De la Démence et de l'Interdiction. — In-8, 1 f. *Marseille*, impr. Dubié, 1827.

776. Add. les Th. D. suivantes : DELANGRE : Étude sur la condition des aliénés. In-8, *Paris*, 1876. — GAUTHEY : de l'Insanité d'esprit en matière civile et criminelle. In-8, *Paris*, 1867. — DE LA GORCE : de la Condition juridique des aliénés et des prodigues. In-8, *Paris*, 1870. — LACOIN : des Suites de l'interdiction, etc. In-8, *Paris*, 1862. — LALLEMENT : de la Condition des aliénés. In-8, *Paris*, 1872. — TILHET : de la Condition juridique des aliénés. In-8, *Bordeaux*, 1873.

Études médico-légales sur les aliénés.

777. BONNET. — L'Aliéné devant lui-même, l'appréciation légale, la législation, les systèmes, la société et la famille, par H. BONNET. — In-8, 1866.

Add. du même. — Législation. Questions relatives aux art. 14, 20, 29, 30, 41 de la loi du 30 juin 1838. — In-8, 25 p. *Paris*, impr. Donnaud, 1876.

Extr. des *Ann. médico-psycholog.*, 5e sér., t. XVI.

778. BRIÈRE DE BOISMONT. — I. De la Responsabilité légale des aliénés, par BRIÈRE DE BOISMONT. — In-8. *Paris*, 1863.

II. De l'Interdiction des aliénés et de l'Etat de la jurisprudence en matière de testament dans l'imputation de démence, par A. BRIÈRE DE BOISMONT, avec des observations de M. ISAMBERT, cons. C. de Cass.. — In-8, 6 ff. *Paris*, Baillière, 1852.

779. ESQUIROL. — Des Maladies mentales, considérées sous les rapports médical, hygiénique et médico-légal, par ESQUIROL. — 2 vol. in-8, avec atlas. *Paris*, Baillière, 1838. (20 fr.)

780. FALRET. — De la Responsabilité morale et de la Responsabilité légale des aliénés, par J. FALRET. — In-8, 32 p. *Paris*, Donnaud, 1863.

Extr. des *Ann. médico-psycholog.*

781. FODÉRÉ. — Traité du Délire, appliqué à la médecine, à la morale et à la législation, par E. FODÉRÉ. — 2 vol. in-8, 1817.

782. LEGRAND DU SAULLE. — La Folie devant les tribunaux, par le Dr LEGRAND DU SAULLE, médecin expert près le tribunal civil de la Seine. — In-8. *Paris*, Savy; — Durand, 1864. (8 fr.)

Ouvrage remarquable et rendant de grands services à la justice dans toutes les questions qui touchent à l'insanité d'esprit, en simplifiant bien des recherches, en supprimant bien des préjugés sur cette multitude de problèmes que soulève à ce point de vue l'examen juridique de bien des actes humains. — V. infr. sous l'art. 901. — V. Compte-rendu d'AVOND, ap. *Droit*, 7 oct. 1864, et G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Moniteur*, 1864, p. 584.

783. LISLE. — Examen médical et administratif de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, par LISLE. — In-8, 4 ff. *Paris*, impr. Martinet, 1848.

Extr. des *Ann. médico-psycholog.*

784. MARC. — De la Folie, considérée dans ses rapports avec les questions médico-judiciaires, par C.-C.-H. MARC, 1er méd. du roi. — 2 vol. in-8. *Paris*, Baillière, 1840. (15 fr.)

785. MOTET. — Les Aliénés devant la loi, par le Dr A. MOTET. — In-8, 48 p. *Paris*, J.-B. Baillière et fils, 1866.

786. PINEL. — I. De la Monomanie, considérée sous le rapport physiologique,

médical et légal, par Cas. PINEL. — Br. in-8, 1855.

II. La loi de juin 1838 et ses détracteurs, par le Dr Cas. PINEL. — 16 p. in-8, 1855.

Extr. du *Journ. de méd. ment.*, 1864 et 1865.

787. TAGUET. — Étude de la loi sur les aliénés du 30 juin 1838, par le Dr TAGUET. — In-8, 14 p. *Paris*, impr. Donnaud, 1876.

Extr. des *Ann. médic. lég.*, 5e série, t. XIII, janv. 1875.

788. THULIÉ. — La Folie et la Loi, par le Dr H. THULIÉ. — 2e *éd.*, in-8, 215 p. *Paris*, Germer-Baillière, 1867.

Critique de la loi des Aliénés.

La loi de 1838 a été bien des fois attaquée avec une grande vivacité ; des pétitions et des projets de loi ayant pour but de la modifier ont été bien des fois formulés. Deux députés, MM. Gambetta et Magnin, se faisant les interprètes de ces critiques, ont soumis à l'Assemblée nationale un projet de loi en 82 articles, qui modifierait sérieusement la loi de 1838 et l'ordonnance du 18 déc. 1839. Au point de vue où ils se placent, tous ces essais de réforme rentrent plus spécialement dans le domaine du droit administratif.

789. BERTRAND. — Société de législation comparée. Loi sur les Aliénés, procès-verbal de la commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la loi du 30 juin 1838. Etude sur les diverses législations relatives aux aliénés, par Ern. BERTRAND, cons. à Paris. — In-8, 251 p. *Paris*, Cotillon et fils, 1872.

790. DESMAZE. — Étude sur la loi du 30 juin 1838, par Ch. DESMAZE, cons. C. Paris. — 1 vol. in-8, *Paris*, 1873.

791. HUC. — Des Aliénés et de leurs capacités civiles. Projet de réforme de la loi du 30 juin 1838, précédé du rapport de M. de Bosredon, cons. d'Etat, par Th. HUC, profess. Fac. Toulouse. — In-8, 32 p. *Paris*, Cotillon, 1869. (1 fr. 50.)

792. LESPINASSE. — Modification à la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, réponse à la circulaire du 8 juillet 1869, par H. LESPINASSE, prem. av. gén. à Pau. — Ap. *R. crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 231-241.

793. TANON. — Étude critique sur la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, par L. TANON, av. — In-8, 42 p. *Paris*, Marescq aîné, 1868.

Extr. de la *R. Prat.*, t. XXV (1er 1868), p. 416-443 et 562-573.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA MAJORITÉ.

Art. 488.

794. AMIABLE. — Essai historique et critique sur l'âge de la majorité, par L. AMIABLE. — In-8, *Paris*, Durand, 1861.

Extr. de la *Rev. histor. du droit français et étranger.*

CHAPITRE II. — DE L'INTERDICTION.

795. LACOIN. — Des Suites de l'interdiction judiciaire, de la nomination d'un conseil, du placement dans un établissement d'aliénés. Th. D., par Fél. LACOIN. — In-8, 211 p. *Paris*, impr. Donnaud, 1862.

Art. 489-492, nos.

Art. 493.

796. CORNE. — Dans une demande d'interdiction, lorsque les pièces produites, l'avis des parents et l'interrogatoire ne paraissent pas suffisants au tribunal, si les faits articulés dans la requête sont pertinents et admissibles, l'enquête est obligatoire, par CORNE, anc. j. de p. — Ap. *J. des Avoués;* t. LXXVIII, p. 463.

Art. 494 et 495.

797. JAY. — *Vid. supr.*, no 721.

Art. 496 à 500, nos.

Art. 501 à 504.

798. BERTAULD. — De la Date et des Effets des décisions constitutives d'incapacité, par A. BERTAULD, prof. Fac. Caen. — Ap. *Quest. prat.*, t. I, p. 164-169.

V. sup. no 61.

799. VILLEY. — Des Actes de l'interdit postérieurs au jugement d'interdiction ; par Edm. VILLEY, agrégé Fac. Nancy. — Mémoire couronné par la Fac. de

de Caen et par l'Acad. de législ. de Toulouse. — 1 vol. in-8. *Paris*, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1875. (4 fr.)

L'auteur défend par des raisons bien déduites la loi de 1838 contre les attaques dont elle est l'objet.

CHAPITRE III. — Du Conseil judiciaire.

Art. 505.

800. Le Père d'un majeur interdit peut-il lui nommer un tuteur par testament, comme il le pourrait à son fils mineur d'après l'art. 397? — Ap. *Sir.* 1812. I, 217. (9 col.)

Art. 506 à 512.

801. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Du Conseil judiciaire. Th. D., par Berriat-Saint-Prix. — In-8. *Paris*, 1867.

Art. 513.

802. HENNEQUIN. — Quelle est la portée de la défense de plaider édictée par l'art. 513 C. c.? par Hennequin. — Ap. *J. du Not.*, 17, 21 avril 1858.

803. VALABRÈGUE. — Une Personne pourvue d'un conseil judiciaire peut-elle faire, sans son assistance, une donation par contrat de mariage à son futur conjoint? par Ern. Valabrègue, j. sup. à Grenoble. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIV (2e 1867), p. 291-299.

Art. 514 et 515, nt.

LIVRE DEUXIÈME.

DES BIENS

et des différentes modifications de la propriété.

Nous plaçons ici, en tête du livre IIe, un ouvrage qui, malgré son titre, est une véritable encyclopédie sur la propriété immobilière sous toutes les formes qu'elle peut revêtir, et des charges de toute nature qui peuvent l'affecter, et qui par conséquent traite plus particulièrement de toutes les matières contenues dans les quatre titres qui vont suivre.

804. PERRIN, RENDU et SIREY. — Code Perrin, ou Dictionnaire des constructions et de la contiguïté. Législation complète des servitudes et du voisinage, du sol bâti, cultivé ou planté; de ses produits, des engrais, etc.; des établissements classés, des usines, des cours d'eau, du drainage et des irrigations; du bornage, de l'affouage, des clôtures urbaines et rurales; des voies ferrées, routes, chemins, etc. — Édition entièrement refondue, avec indications marginales, par Ambr. Rendu, d. en d., av. C. Cass., etc. — 4e *éd.*, revue et mise au courant par Jean Sirey, av. — 1 fort vol. in-8, VIII-821 p. *Paris*, Marchal et Billard, 1875. (9 fr.)

Le titre a été souvent modifié. — Perrin, qui a conçu et publié ce livre, a donné quatre éditions, avant la refonte qui en fut faite par M. Rendu : la 1re est de 1840, in-8, *Bordeaux*, Ramadié (8 fr.); la 2e, *Paris*, Videcoq, 1841; la 4e, *ibid.*, 1846. — Rendu en a fait une œuvre toute nouvelle et personnelle, où l'abondance des matériaux, la clarté des propositions, toutes appuyées de nombreuses autorités doctrinales et jurisprudentielles, présentent un ensemble de notions qui permettent de se former facilement une opinion sur quelque difficulté que ce soit touchant la propriété immobilière envisagée sous ses différents aspects et dans ses diverses relations. Une nouvelle série d'éditions a été alors adoptée : la 1re éd. est de 1863.

La 2e éd. (Paris, Cosse, Marchal et Ce, 1868) a été revue et mise au courant de la jurisprudence par M. J. Sirey, qui y a fait en outre de nombreuses additions. Depuis, l'ouvrage a été tenu à jour. Comme l'indique le titre, il a la forme de dictionnaire.

Perrin a publié aussi un extrait sous le titre de : *Code du propriétaire de constructions, des architectes, entrepreneurs, maîtres, ouvriers*, etc. In-12, 1845. 2 fr.

805. TOUSSAINT. — Code de la propriété, ou Traité complet des bâtiments, des forêts, des chemins, des plantations, des mines et carrières et des eaux, contenant l'analyse raisonnée des lois, ordonnances et décisions judiciaires relatives aux biens particuliers, communaux et domaniaux, etc., etc., par C.-J. Toussaint. — 2 vol. in-8. *Paris*, Félix; — Carilian-Gœury, 1832. (15 fr.)

V. enc. sup. Hennequin, no 109.

TITRE PREMIER.

De la Distinction des Biens.

Décrété le 4, promulgué le 14 pluv. an XII (25 janv. — 4 févr. 1804).

A. Généralités.

806. DEMOLOMBE. — Traité de la Distinction des biens. — 5e *éd.* 1874.

Fait partie du t. IX de son *Cours de Code civil*, sup. no 72. — La 1re éd. est de 1852; — la 2e 1861.

807. HENNEQUIN. — Traité de législation et de jurisprudence, etc.

V. sup. n° 109.

808. MALAPERT. — Essai sur la Distinction des biens, par M. F. MALAPERT. — In-8, 16 ff. 1/4. *Paris*, Durand, 1844. (3 fr. 50.)

809. PROUDHON. — Traité du Domaine de propriété, ou de la Distinction des biens, considérée principalement par rapport au domaine privé, par PROUDHON. — 3 vol. in-8. *Dijon*, Lagier, 1839. (24 fr.)

V. sup. n° 86, et infr. PROPRIÉTÉ.

810. VAUGEOIS. — De la Distinction des biens en droit rom. et en droit fr., par VAUGEOIS, d. e. d., prof. Fac. Grenoble. — In-8. *Caen*, Durand, 1860.

Th. D.; titre modifié.

811. Autres Thèses de Doctorat : TAMISIER. De la Distinction des biens. In-8, *Paris*, 1874. — THIERRY, *D°*. In-8, *Paris*, 1862.

B. MONOGRAPHIES.

Art. 516.

812. DOUTRIAUX. — De l'Importance de la Distinction des biens en meubles et immeubles, en droit romain et en droit français. Th. D., par Aug. Franc. DOUTRIAUX, av. — In-8, 168 p. *Paris*, imp. Mocquet, 1859.

813. GUÉRARD. — De l'Intérêt de la distinction des biens en meubles et immeubles. Th. D. — In-8, 1868.

814. KŒNIGSWARTER. — De la Distinction des biens mobiliers et immobiliers dans le droit civil français, par KŒNIGSWARTER. — Ap. *R. Fœl.*, t. VII, p. 445.

CHAPITRE PREMIER. — DES IMMEUBLES.

815. LEFEBVRE. — De la Propriété immobilière; de sa nature et de son étendue. Th. lic., par Fr. Ern. LEFEBVRE. — In-8, 13 ff. 1/4. *Paris*, imp. Thunot, 1856.

Art. 517, n^t^.

Art. 518.

V. inf. sous l'art. 555.

Art. 519-521, n^t^.

Art. 522-525.

816. COIN-DELISLE. — I. Sur l'Immobilisation des glaces d'appartement, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *R. Crit.*, t. III (1853), p. 24-47.

Add. Nouvelles observations sur la jurisprudence. — *Ibid.*, t. IV (1er 1854), p. 309-314. (Cass. 11 mai 1853).

II. Sur l'Immobilisation des meubles corporels sous le Code Napoléon (art. 522, 523, 524 et 525, C. N.). — Examen doct. des arrêts et des auteurs. — *Ibid.*, t. XII (1er 1858), p. 385-416 et 481-503.

817. GIRAUD. — Des Immeubles par destination. Doit-on considérer comme tels les chevaux attachés à un haras par le propriétaire? par Alf. GIRAUD, d. e. d., proc. à Parthenay. — Ap. *R. Crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 232-245.

818. LEUDIÈRE. — Quelle interprétation doit recevoir l'art. 524 du C. Nap. en ce qui touche les pailles et fumiers, lorsqu'un domaine composé de plusieurs parcelles est vendu en détail? par LEUDIÈRE, av., j. suppl. à Châtillon-s.-S. — Ap. *R. Pr.*, t. XXV (1er 1868), p. 500-504.

Dijon, 16 déc. 1867. Cf. note ap. *Sir.*, 68, 2, 241.

819. ***. Les Animaux attachés à la culture sont-ils immeubles, d'après l'art. 524 C. c., ou meubles, d'après les art. 1062 et 1064? — Ap. *Thém.*, t. V, p. 367.

Art. 526, n^t^.

V. art. 543.

CHAPITRE II. — DES MEUBLES.

820. ALEXANDRE. — La Propriété mobilière et la loi. Discours prononcé par M. ALEXANDRE à l'aud. de rentrée de la Cour de Nancy, le 3 nov. 1855. — In-8, 2 ff. 1/2. *Nancy*, imp. Hinzelin, 1855.

821. CHAVOT. — Traité de la propriété mobilière suivant le Code civil, par Th. CHAVOT, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Passot et Poncet; — A. Durand, 1839. (*Rare.* 13 fr. à l'émiss.)

822. D'HAUTHUILLE. — Des Actions qui ont pour objet la propriété ou la possession des meubles. Th. D., par A. d'HAUTHUILLE. — In-8, 1867.

823. RIVIÈRE. — Examen du régime de la propriété mobilière en France, par

H.-F. RIVIÈRE, av., d. en d. — In-8, 22 ff. 1/4. *Paris*, Durand, 1854. (5 fr.)

Ouvrage contenant le mémoire couronné par l'Acad. de législ. de Toulouse, le 4 juill. 1852.
V. C.-rendu de LÉVÊQUE, ap. *R. Cr.*, t. XXI, p. 92.

Art. 527-528, n^t^.

Art. 529.

824. BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics, rentes sur l'État, actions de la Banque, obligations foncières et communales, actions et obligations des sociétés industrielles et financières, valeurs étrangères, etc., et de la législation qui les régit d'après les dernières solutions de la jurisprudence et la loi du 24 juillet 1867, par Ambr. BUCHÈRE, prés. du trib. civ. du Havre. — In-8, 612 p. *Paris*, Marescq aîné, 1869. (9 fr.)

L'excellent ouvrage de M. B. comble une lacune qui a subsisté trop longtemps dans la doctrine, depuis l'immense développement pris par la propriété mobilière. Il a groupé les dispositions éparses de notre législation civile et commerciale sur une matière dont le germe est à peine déposé dans l'art. 529 C. C. Le titre est suffisamment explicite pour renseigner sur toutes les matières que l'auteur a fait rentrer dans son cadre; rien n'a été omis par lui de ce qui se rattachait à son sujet, et il l'a traité avec la science et la lucidité qui étaient nécessaires en pareille occasion.

V. sur cet ouvrage : Du titre valeur dans la pratique du droit français, par G. BRUNEAU, d. en dr., j. de p. à Paris. — Ap. *R. Crit.*, t. XXXV (2^e^ 1869), p. 113-126. — Art. Crit. de DELAMARRE, ap. *Droit*, 13 nov. 1869.

Add. du même aut. — I. Du développement du crédit et de la fortune mobilière. Discours prononcé par Ambr. BUCHÈRE, av. gén., à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Rouen, du 4 nov. 1873. — In-8, 52 p. *Rouen*, impr. Lecerf 1872.

II. Des titres au porteur; étude économique et juridique, par Ambr. BUCHÈRE, av. gén. à Rouen. — In-8, 87 p. *Paris*, Marescq aîné; — *Rouen*, Milérie, 1875 (2 fr.).

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXIX (1^er^ 1875), p. 129-183; et 377-402.

825. DEVIN. — Des Titres au porteur. Th. D., par DEVIN. — In-8. *Paris*, 1872.

826. DURNERIN. — Étude sur les titres au porteur. Th. D., par P. DURNERIN. — In-8, 191 p. *Paris*, Pichon, 1875.

827. LADEY. — Des Titres au porteur au point de vue du droit civil. Th. D., par LADEY. — In-8, 1865.

828. VINCENT. — Étude sur les titres au porteur, par J. VINCENT, av. — Ap. *R. Prat.*, t. XIX (1^er^ 1865), p. 457-498.

829. ASTRIÉ. — Des Rentes. T. D., par ASTRIÉ. — In-8. *Paris*, 1853.

830. BOIVIN. — Des Rentes perpétuelles sur les particuliers et sur l'Etat. Th. D., par BOIVIN. — In-8. *Paris*, 1872.

831. MENANT. — Des Rentes. Th. D., par Ch.-Ant.-Cl.-Alc. MENANT, av. — In-8. *Dijon*, 1860 (2 fr. 50.)

832. VIALLA. — Des Rentes perpétuelles. Th. D., par Et. VIALLA, av. — In-8. 238 p. *Paris*, Pichon, 1875.

Art. 530.

Décrété le 30 vent., promulgué le 10 pluv. an XII (21-31 mars 1804).

833. DARD. — Du Rétablissement des rentes foncières mélangées de féodalité abolies sans indemnité par les lois des 6 juillet et 25 août 1792, et 17 juillet 1793, et de la jurisprudence du conseil d'État et de la Cour de Cass. sur ces lois, par DARD. — In-8. *Paris*, 1814.

834. FŒLIX ET HENRION (DE PANSEY). — Traité des rentes foncières, suivant l'ordre de Pothier et d'après les principes de la législation nouvelle, ouvrage où sont discutées les principales questions relatives aux priviléges et aux hypothèques, par FŒLIX et HENRION, av. — In-8. *Paris*, J.-J. Blaise aîné; — Deschamps, 1829 (1828) (7 fr. 50.)

2^e^ éd. — La 1^re^ éd. est de 1820.
V. art. crit. ap. *G. Tr.*, 3 oct. 1828.

835. JOURDAN. — Conséquences et développements de l'art. 530 du C. civ., par JOURDAN, d. e. d. — Ap. *Thém.*, t. V (1823), p. 320.

Cf. Cass. 29 juin 1813.

836. MARIETTE DE WAUVILLE. — Justification de l'existence légale et constante des droits des propriétaires des rentes, purement foncières et non féodales, qui ont été établies par des titres tout à la fois constitutifs de redevances seigneuriales et droits féodaux ou censuels supprimés; ou démonstration mathématique que toutes les rentes et prestations, soit foncières, soit constituées, établies par des titres ci-devant féodaux, ont été soigneusement conservées par les lois des 17 juillet et 20 oct. 1793, 10 frimaire, 8 pluviôse, 7 et 11 messidor an II, et le décret du 13 prairial, même année, et que l'on pourrait rejeter les demandes en payement de ces rentes et prestations sans changer la législation : démonstration précédée :

1° de l'exposition de la nécessité de cette justification; 2° d'un précis historique du régime antérieur au régime féodal, et de ce qu'était ce régime, par MARIETTE de WAUVILLE, av., anc. cap. d'artillerie, etc. — In-8. *Paris*, Mme Huzard; — Ve Dècle, 1825. (7 fr. 50.)

837. PHULPIN. — De la Rente constituée. Th. D., par PHULPIN. — In-8. *Strasbourg*, 1866.

Art. 531-536, nt.

CHAPITRE III. — DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CEUX QUI LES POSSÈDENT.

Art. 537.

Tous les biens sont en principe soumis aux règles du droit civil. Les différences les plus considérables qui distinguent les biens appartenant aux particuliers des autres, concernent surtout leur administration et leur aliénation. Les règles auxquelles ils sont soumis sous ce rapport sont du domaine du droit administratif et ne sauraient trouver place ici.

Le projet de l'art. 537 ne reconnaissait le véritable droit de propriété qu'aux particuliers, à la nation et aux communes, et portait: « Tous les biens *nationaux* et ceux *des communes* sont administrés et ne peuvent être aliénés, etc. » On convint de remplacer ces expressions par celles-ci : « *Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers* sont administrés, etc. » Ce qui fit dire à Goupil de Préfeln : « Les biens sont susceptibles ou non de propriété privée. Ceux qui, quoique susceptibles de propriété privée, n'appartiennent pas à des particuliers sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans des formes et suivant des règles spéciales: le Code civil est étranger à ces formes et à ces règles, »

Il suffira donc de citer ici les ouvrages généraux relatifs aux biens des établissements publics. Ceux qui concernent le domaine public et les communes seront énumérés sous les art. 538 et suiv. Nous ne donnerons toutefois que les ouvrages parus depuis le Code civil. Ceux qui ont été publiés antérieurement sont nombreux et utiles à consulter; mais, d'après le plan que nous avons adopté, ils figureront dans la partie consacrée à l'ancien droit.

838. LE BERQUIER. — De la Propriété foncière des établissements publics, par Jules LE BERQUIER, av. — Ap. *R. Pr.*, t. IV (2e 1857), p. 145-166, et t. VIII (2e 1859), p. 503-522.

Un extrait de cette étude a été reproduit sous le titre de : *Des Corps et communautés qui n'ont point droit à la propriété foncière.* — Ap. *J. du Not.*, 12, 16, 19, 23, 26 déc. 1857.

839. AFFRE. — Traité de la Propriété des biens ecclésiastiques, par l'abbé AFFRE. — In-8, 26 ff. 1/4. *Paris*, Leclère; — Méquignon Junior, 1837. (6 fr.)

840. V. J. V. G. — De la Propriété ecclésiastique en France et en Belgique. Dissertation sur la capacité civile des diocèses, des paroisses et des établissements diocésains et paroissiaux, par V. J. V. G. (VOURIOT J., vicaire-général de Langres). — Br. in-8, 40 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870. (1 fr.)

Cette brochure est le point de départ de l'ouvrage suivant.

841. VOURIOT. — De la Propriété et de l'Administration des biens ecclésiastiques en France et en Belgique, par A.-J. VOURIOT. — 2e *éd.*, in-8. *Paris*, Palmé, 1875. (4 fr. 50.)

La 1re éd. in-8, VI-232 p. *Langres*, Daugier, 1874, a paru sous les initiales A.-J. V... — Bon traité dans lequel les délicates questions de la matière sont examinées avec une connaissance complète du sujet.

842. ANGÉBAUD. — Propriété des gens de main-morte. Dotations du clergé, par ANGEBAUD, anc. av. — In-12, 23 p., 1864.

843. PAGARD. — Observations sur la domanialité des biens des hospices ou des établissements de charité ou de bienfaisance; par PAGARD. — Ap. *R. Fœl.*, t. XII, p. 241.

844. DE TASCHER. — De la Propriété des fabriques catholiques en France, par le comte de TASCHER. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, impr. Crapelet, 1837.

845. DE WATTEVILLE. — Du Patrimoine des pauvres, par Ad. de WATTEVILLE, insp. gén. des établ. de bienfaisance. — In-18, 1 f. 1/2. *Paris*, Cotillon; — Guillaumin, 1849. (2 fr.)

Art. 538-542.

a. Domaine public.

846. BONTHOUX. — Du Domaine de l'État. Th. D., par BONTHOUX. — In-8. *Paris*, 1872.

847. GARBOULEAU. — Du Domaine public en droit romain et en droit français, avec une dissertation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en droit romain, par P. GARBOULEAU,

av., d. e. d. — In-8, VII-347 p. *Paris*, A. DURAND, 1859. (4 fr.)

Th. de D. de l'auteur. — Elle a paru d'abord en 354 p. *Montpellier*, 1859, s. n. d'édit.

848. GAUDRY. — Traité du domaine, comprenant le domaine public, le domaine de l'État, le domaine de la couronne, le domaine public municipal, le domaine privé des communes et le domaine départemental, suivi d'un appendice contenant les lois ou l'extrait des principales lois sur les diverses natures de domaine, par GAUDRY, av., etc. — 3 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1862 (1861) (22 fr.)

Division de l'ouvrage : Le Ier livre est une introduction historique. Le IIe livre traite du domaine public en général, puis du domaine maritime, des cours d'eau, voies publiques, monuments, fortifications. — Le IIIe livre a pour objet le domaine de l'Etat : Acquisitions domaniales, administration et conservation, aliénation du domaine. — Le livre IVe contient les titres suivants : Domaine de la Couronne, Domaine communal, Domaine départemental.

M. G., avocat des domaines pendant de longues années, est domaniste convaincu, ce qui n'empêche pas ses doctrines d'être indépendantes et son livre excellent. Pour lui, dans les matières domaniales, « nos lois sont d'une sagesse qui peut défier toutes les critiques et elles ont mesuré, avec une scrupuleuse attention, les besoins de l'État et les obligations des citoyens. » Peut-on toujours en dire autant de la jurisprudence qui s'est formée trop souvent à côté de ces lois si sages?

V. art. crit. de LAMACHE, prof. à Strasb., ap. *Rev. Crit.*, t. XXII, p. 279-88. — L. DELAMARRE, ap. *Droit*, 2 mars 1862.

849. GIBERT. — Du Domaine public, du domaine de l'État et du domaine municipal, en droit rom. et en droit franç. Th. D., par Ch. Mar.-Éd. GIBERT, av. — In-8, 102 p. *Batignolles*, imp. Hennuyer, 1858.

850. PÉRIN. — Du Domaine public dans ses différences avec le domaine privé, sous le rapport de la prescription et de la compétence, par J. PÉRIN, av. — 1 vol. in-8, *Paris*, Durand, 1860. (3 fr).

Extrait de la thèse de doctorat, de l'auteur.

851. PROUDHON. — Traité du domaine public, ou de la distinction des biens, considérés principalement par rapport au domaine public, par J.-B. PROUDHON, off. de la Lég. d'honn., etc. — 2e *éd.*, revue, mise en harmonie avec la législation actuelle, et augmentée d'un Commentaire de la loi des chemins vicinaux, ainsi que des règles relatives à l'alignement, par V. DUMAY, av., à Dijon, etc. — 5 vol. in-8. *Dijon*, V. Lagier, 1843. (7 fr. 50.)

La 1re *éd.*, aussi en 5 vol. in-8, date de 1834. Des lois postérieures ont abrogé en certaines parties la législation existante, alors que PR. écrivait son traité. La mort l'ayant empêché de retoucher son ouvrage, M. DUMAY fut désigné par lui-même pour en donner une nouvelle édition, qui a été considérablement augmentée, sans toutefois qu'aucun changement ait été apporté à la forme primitive du livre. A part quelques retouches, c'est par l'addition de notes que D. a procédé. L'explication de la loi du 21 mai 1836 est la seule substitution qui ait été faite d'un travail entièrement nouveau à l'ancien.

V. art. crit. de ROYER-COLLARD, profess. Fac. Paris; ap. *Rev. Wol.*, t. I, p. 454.

852. DE RICHEMONT. — Du Domaine public. Th. D., par DE RICHEMOND. — In-8. *Paris*, 1865.

853. LE TOURNEUR-DUBREUIL. — Du Domaine public dans ses différences avec le domaine privé, sous le rapport de la prescription et de la compétence, par LE TOURNEUR-DUBREUIL, d. e. d., recev. de l'enr., etc. — In-8, *Caen*, 1860.

Mémoire couronné par la Fac. de dr. de Caen, 1860. — Des extraits en ont été cités dans le *Répert. périod.* de M. Garnier et reprod. dans le *J. du Not.*, 20 févr. 1861.

V. enc. sous les art. 2226 et 2227.

854. WODON. — Traité des choses publiques en général et des droits qui en dérivent, par Léon WODON, j. à Namur. — 1 vol. in-8. *Bruxelles*, Bruylant-Christophe, 1871.

Conçu avec une méthode exacte, qui imprime à toute l'œuvre une unité précieuse sur une telle matière, le livre de M. W. affirme et démontre avec vigueur les idées générales qui dominent son sujet, à savoir, que l'Etat est propriétaire du domaine public, et qu'il jouit d'une inaliénable liberté dans le règlement et l'usage de ces choses. Nous avons des traités plus étendus, mais aucun où les principes des domanistes sur la matière soient mieux mis en lumière, mieux définis et plus logiquement observés dans leurs corollaires.

855. SERGENT. — Manuel des engagistes et des échangistes, ou Recueil complet et méthodique des lois, décrets, ordonnances, etc., etc., concernant les domaines de l'Etat, engagés ou échangés, etc., par P. SERGENT. — In-12, 13 ff. 1/2. *Paris*, Mongin, 1829. (4 fr.)

b. Chemins, routes et rues.

856. GARNIER. — I. Traité des chemins de toute espèce, par F.-X.-P. GARNIER. — 2 vol. in-8. *Paris*, chez l'auteur, 1834-55. (12 fr.).

La 1re éd. est de 1823, in-8, 31 ff. 3/4. La 2e, 1824, 32 ff. 1/4, impr. Beaucé-Rusand. Ce n'est pas une 2e éd., mais tout simplement la 1re, en tête de laquelle on a mis des additions en 8 pages; — la 3e éd., de 1826, *Paris*, impr. Pillet fils aîné, comprend un appendice sur le Régime des eaux.

II. Supplément à la 4e éd. du Traité

des chemins, comprenant la nomenclature de la loi du 21 mai 1836 et des changements et augmentations sur les chemins de toute espèce. — 3e *éd.* in-8, 12 ff. *Paris*, imp. Pillet, 1852; chez l'auteur. (3 fr.)

III. Législation et jurisprudence nouvelles sur les chemins et voies publiques de toute espèce, comprenant les grandes routes, les routes départementales, les chemins de halage, vicinaux et particuliers, les arbres, haies, la police du roulage et les messageries, les chemins de fer, la télégraphie, les rues et places publiques, faisant suite au *Traité des chemins de toute espèce*, par F.-X.-P. GARNIER, av., etc. — In-8, 18 ff. 3/4. *Paris*, imp. Pillet fils aîné, 1855. (5 fr.)

Ce sont ces différents fragments qui forment l'ouvrage complet tel qu'il existe dans son dernier état, l'auteur ne l'ayant pas refondu en un tout homogène et ayant au contraire préféré ce mode de publication.

V. infr. Servitudes.

c. Fleuves et rivières.

857. BOISSEL DE MONVILLE. — Législation des cours d'eau, par BOISSEL DE MONVILLE.—Br. in-4, 70 p. *Paris*, 1819.

C'est plutôt une diatribe qu'une dissert.

858. BORDEAUX. — De la Législation des cours d'eau dans le droit français ancien et moderne; de quelles améliorations serait-elle susceptible? Ouvrage couronné par la Fac. de dr. de Caen, suivi d'observations sur les frais d'ingénieurs prélevés sur les riverains, par Raym. BORDEAUX, d. en dr. — In-8, 16 ff. *Paris*, Belhomme, 1849.

859. CHAMPIONNIÈRE. — De la Propriété des eaux courantes. Du droit des riverains et de la valeur des concessions féodales, contenant l'exposé complet des institutions seigneuriales et le principe de toutes les solutions de droit se rattachant aux lois abolitives de la féodalité, par CHAMPIONNIÈRE, av., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1846.

La partie relative à la propriété des eaux courantes, d'après notre droit moderne, ne tient qu'une bien petite place dans le livre de M. C. Mais elle se présente comme la conclusion de son étude savante et approfondie sur l'origine et le développement du système féodal et des droits seigneuriaux. Sa théorie est neuve et ingénieuse, mais contestable. Un grand nombre d'auteurs, en France et en Allemagne, l'ont critiquée, tout en rendant hommage aux recherches savantes et aux conceptions séduisantes de l'auteur ainsi qu'aux services qu'il a rendus à la science : par son étude approfondie de cette obscure question des origines féodales, il lui a en effet ouvert un horizon tout nouveau et lui a fait faire un grand pas. Quelques-unes de ses idées sont restées et ont été justifiées par d'autres savants qui l'ont suivi dans cette carrière, notamment par M. FUSTEL DE COULANGES. C'est pour repousser les tendances envahissantes de l'administration des domaines aussi bien que celles de la jurisprudence qu'elle est parvenue à faire prévaloir, qu'il avait entrepris cette étude historique dont le résultat, suivant lui, devait être de détruire les paradoxes à l'aide desquels on s'était efforcé de dénaturer le régime consacré par le C. civ. Il s'attache à réfuter l'écrit, très-remarquable aussi, de M. le cons. RIVES sur la matière. — V. inf. n° 878.

V. sur cet ouvrage : LAFERRIÈRE. Questions relatives à la propriété ou à l'usage des rivières non navigables ni flottables. Examen de la doctrine contenue dans le livre de M. CHAMPIONNIÈRE. — Ap. *R. Crit.*, t. III (1853), p. 971-996. — V. enc. art. crit. de LHOMME, ap. *R. Fœl.*, t. XIII, p. 635.

La dissert. de Laferrière est extraite en grande partie du 2e vol. du *Cours de droit administratif* de l'auteur, dont la 4e éd. venait de paraître.

Add. de CHAMPIONNIÈRE : I. De la propriété des eaux courantes et particulièrement des eaux non navigables ni flottables. — Ap. *R. Wol.*, t. XXI (1844), p. 5-52.

Cette étude est le croquis d'une partie du livre précité.

II. De la législation et de la jurisprudence sur la propriété des eaux courantes et le droit d'irrigation. — *Ibid.*, t. XXVIII (1847), p. 417-450.

860. CHAUVEAU-ADOLPHE. — I. Essai sur le régime des eaux navigables et non navigables, sous le double point de vue pratique et théorique, par CHAUVEAU-ADOLPHE, prof. Fac. Toulouse. — In-8. *Toulouse*, Gimet; — *Paris*, Durand, 1859. (*Rare.*) (4 fr. à la publ.)

V. Rapport de RODIÈRE, ap. *Rec. Acad. lég. de Toul.*, t. VIII, p. 182-87.

II. Études sur le régime des eaux dans leurs rapports avec la propriété privée. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IV, p. 81; 321; 889. — T. V, p. 563; 641. — T. VI, p. 737; 915. — T. VII, p. 81. — T. VIII, p. 801. — T. IX, p. 161; 321.

861. BOURGNON DE LAYRE. — Essai sur le régime général des eaux, par BOURGNON de LAYRE, cons. à Poitiers, etc. — In-8, 2 ff. 3/4. *Poitiers*, imp. Dupré, 1851.

862. DAVIEL. — Traité de la législation et de la pratique des cours d'eau, par A. DAVIEL, anc. 1er av. gén. à Rouen, etc. — 3e *éd.*, revue et considérabl. augm., suivie d'un glossaire spécial des termes techniques de la matière, comprenant la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations commentée par l'auteur du Traité. — 3 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray; — Cosse et Delamotte, 1845. (22 fr. 50.)

Le tome Ier est plus spécial aux fleuves et rivières nav. et flott. — Les t. II et III traitent des

rivières non nav. ni flott. et des servitudes légales (art. 640 et s.). Le commentaire de la loi sur les irrigations, qui fait suite au t. III, a été publié séparément.

Un extrait a été inséré ap. *R. Wol.*, t. III (1836), p. 418-431, sous le titre suiv. : *De la propriété des cours d'eau non navigables ni flottables.* — Un autre extrait, contenant le titre préliminaire de l'ouvrage, a été donné ap. *Droit*, 1836, nos 15 et 22.

La 1re éd. du traité de D. a paru sous le titre de : Pratique des cours d'eau, ou Concordance des lois et règlem. sur la navigation et le flottage des bois, quant aux droits et aux devoirs des propriétaires riverains, l'irrigation des terres, la pêche et les constructions de toute espèce sur les cours d'eau ; avec un appendice, etc. — 1 vol. in-8, 23 ff. *Paris*, Fanjat aîné, 1824 (6 fr.). Il ne contenait qu'un recueil de tous les documents réunis par l'auteur comme pour assurer la base des méditations auxquelles il allait se livrer. On en découvrit le résultat dans la 2e éd., qui parut en 1836, et forme un traité en 2 vol. Mais ce n'est que dans la 3e et dernière édit. qu'il a donné à son sujet tous ses développements.

« On suit dans son travail le progrès de ses études et de son expérience ; on y reconnaît cette élévation et cette fermeté dans l'exposé du principe et cette richesse d'aperçus dans la déduction des conséquences, qui décèlent le jurisconsulte assez heureux pour concilier les recherches scientifiques avec la pratique des affaires. »

V. art. crit. de GAST, ap. *R. Fœl.*, t. V, p. 65; DUFOUR, *R. Wol.*, t. XXVIII, p. 246; — VATIMESNIL, *Droit*, 28 juin 1837.

863. DIEULOUARD. — Théorie des cours d'eau. Th. D., par H. DIEULOUARD. — In-8, 301 p. *Paris*, imp. Plon, 1861.

864. DUBREUIL, TARDIF et COHEN. — Analyse raisonnée de la législation des eaux, par DUBREUIL. *Nouv. éd.*, mise en rapport avec le dernier état de la législation et de la jurisprudence, augm. d'un supplément par MM. TARDIF et COHEN, av. à Aix, avec les notes de M. ESTRANGIN, av. à Arles, et précédée d'une notice sur Dubreuil, par M. Ch. GIRAUD, m. de l'Inst., prof. Fac. d'Aix. — 2 vol. in-8. *Aix*, Aubin; — *Paris*, Videcoq, 1842-1843. (16 fr.)

La 1re *éd.* in-4, 23 ff. *Aix*, 1817, était destinée à faire suite aux *Observations sur quelques coutumes de Provence*, par le même auteur. C'est le premier traité qui ait paru depuis le Code civil sur cette matière, dont l'insuffisance des dispositions de ce code et l'incohérence des lois administratives ont tant contribué depuis à augmenter les difficultés; aussi des changements et surtout des additions étaient-ils devenus indispensables.

865. DUMONT. — De l'Organisation légale des cours d'eau sous le triple point de vue de l'endiguement, de l'irrigation et du desséchement, par Ad. DUMONT, av. C. Cass. et A. DUMONT, juge, etc. — In-8, 34 ff. 1/2. *Paris*, Mathias, 1845. (8 fr.)

866. DUWARNET. — De la Propriété des eaux navigables, par DUWARNET, av. à Évreux. — In-8, 2 ff. 1/4. *Évreux*, imp. Canu, 1852.

Extr. de la *R. Cr.*, t. II (1852), p. 744-764.

867. EYDOUX. — De la Nécessité d'une réforme dans la législation des Cours d'eau non navigables ni flottables, par J. EYDOUX, not. à Carpentras. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1861. (1 fr. 50.)

868. FOUCART. — De la Propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, par FOUCART, prof. Fac. Poitiers. — Ap. *Rev. Wol.*, t. IV (1836), p. 194-213.

Cette dissert. est la réfutation de celle de M. DAVIEL. *Ibid.*, t. III, p. 418. — V. sup. 861.

869. GARNIER. — Régime des eaux, ou Traité des eaux de la mer, des fleuves, rivières navigables et flottables et autres eaux de toute espèce, non navigables ni flottables, par F.-X.-P. GARNIER, av., etc. — 3e *éd.*, 5 vol. in-8. *Paris*, 1839-1852, chez l'auteur. (20 fr.)

La 2e éd. a paru en 1825, impr. Beaucé-Rusand à Paris, en 2 part., sous le titre de *Régime ou Traité des rivières et cours d'eau de toute espèce, salines et manufactures insalubres; des obligations, droits et actions qui en résultent*, etc., etc. — La 3e éd., 4 vol. in-8, *Paris*, impr. Pillet, 1839-42, a été suivie d'un supplément, depuis longtemps annoncé, comprenant les nouvelles décisions de la jurisprudence, intitulé *Supplément à la 1re partie du Régime des eaux*, etc., in-8, 4 ff. 1/2, 1844, auquel on a joint le commentaire de la loi sur les irrigations, in-8, 7 ff. 3/4, impr. Pillet, 1845. Enfin, en 1852, il fit un nouveau supplément comprenant un commentaire sur le décret de décentralisation administrative du 25 mars 1852, qui s'ajouta aux anciens volumes et mit l'ouvrage entièrement à jour sous le rapport des dispositions nouvelles de la législation et des questions résolues par les arrêts. C'est cette 3e éd. ainsi complétée qui forme l'ouvrage de G. tel que nous le possédons aujourd'hui. Il n'a pas été fait depuis de nouvelle édit.

L'ouvrage de G., comme celui de DAVIEL, a été pendant longtemps en possession de la faveur du public, qui ne les a quittés que depuis que des livres plus récents sont venus la leur disputer ; mais ces nouveaux venus ne peuvent dispenser de les consulter, et il y aura toujours profit à le faire.

870. HARDOUIN. — Aperçu du régime des eaux non navigables, suivi d'un examen du projet de loi sur les associations syndicales, par H. HARDOUIN. — Br. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1865. (3 fr.)

L'auteur a, dans cet opuscule, signalé tous les documents où depuis trois quarts de siècle cette question est envisagée sous toutes ses faces.

V. art. crit. de T. des FARGES, ap. *R. Crit.*, t. XXVI, p. 560.

871. LAFITEAU. — Quels sont les droits des propriétaires riverains sur les rivières non navigables et non flottables?

par LAFITEAU. — In-8, *Toulouse.* — 1867 (10 fr.)

Extrait du *Journal d'agriculture pratique et d'économie rurale pour le midi de la France.*

872. LATREILLE. — De la Propriété des petits cours d'eau, par J. LATREILLE, j. de p. à Castres. — Ap. *R. Crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 437-440; 489-512, et t. XXXI, p. 13-29.

873. LE PASQUIER. — Recueil des lois, règlements et actes de l'administration publique, concernant les cours d'eau, par A. LE PASQUIER, chef de div. à la préf. de la Seine-Inf. — 2e *éd.*, in-8, 13 ff. 3/4. *Rouen,* Perriaux fils, 1826. (3 fr. 50.)

874. DU PLESSY. — De la Législation des cours d'eau, Th. D. (Strasbourg), par Ch. Delph. DU PLESSY. — In-8, 118 p., *Strasbourg,* imp. Ve Berger-Levrault, 1862.

875. PLOCQUE. — Législation des eaux et de la navigation, par Alf. PLOCQUE, d. e. d.; j. sup. à Paris. — 3 vol. in-8, *Paris,* Durand et Pedone-Lauriel, 1870-75. (22 fr. 50.)

T. Ier : De la mer et de la navigation maritime, 1870.

T. II et III : Des cours d'eau navigables et flottables, 1873, 1875.

Le point de départ de l'ouvrage de M. P. est une thèse de d. sur les *Eaux navigables et flottables,* publiée en 1868. L'auteur a depuis élargi le cadre de ses études et considérablement développé son sujet. Le reprenant sur un nouveau plan, il a d'abord fait paraître, en 1870, son livre sur la mer et la navigation maritime. C'est, à proprement dire, un ouvrage à part et qui ne se rattache à l'ensemble de la conception que par la nature toute physique de l'élément sur lequel il établit son sujet, *les Eaux.* La question de la propriété de la mer et de ses rivages n'y occupe guère la place que d'une introduction à un traité de la navigation où il examine tout ce qui a trait à la nationalité des navires, à la navigation maritime, aux droits de navigation, à la condition des gens de mer, à la législation des pêches maritimes. — Dans une autre division de son ouvrage, il traite des cours d'eau navigables et flottables. La première partie (t. II de l'ensemble) est consacrée à déterminer les limites du domaine public fluvial. Dans la 2e part. (t. III), il recherche dans quelle mesure l'utilité de ces eaux, consacrée en principe au service public, peut, après satisfaction de l'intérêt général procurée, être précairement laissée aux particuliers. — Le t. IV est annoncé.

Nous n'insisterons pas sur la valeur d'un ouvrage dont les qualités les plus sérieuses ont tout d'abord révélé dans son auteur un jurisconsulte distingué : les journaux et les recueils juridiques en ont rendu compte avec éloge. *Droit,* 15 mars 1874, 11 août 1875. *Bulletin bibl. de Sir.,* 1874 et suiv.

876. RATIER. — Traité des cours d'eau navigables ou flottables en train, y compris plusieurs questions importantes sur les autres cours d'eau, et des droits de péage pour la traverse des fleuves et rivières, par B. RATIER, notaire honoraire. — In-8, *Toulouse,* Gimet, 1847. (*Rare.*)

877. REGNARD. — De l'Usage des cours d'eau non navigables ni flottables, suivant l'ancien et le nouveau droit, par REGNARD, av. — In-8. *Valenciennes,* 1865. (*Rare.*)

878. RIVES, — De la Propriété du cours et du lit des rivières non navigables et non flottables, par RIVES, C. c. de cass. — In-8, 7 ff. 1/4. *Paris,* imp. F. Didot, 1843. (2 fr. 50.)

M. R. a publié sous ce titre une étude qui rappelle les travaux des jurisconsultes des anciens jours; il aura eu la gloire, dans une discussion où la science de l'histoire n'est pas moins nécessaire que la science du jurisconsulte, de placer la question à sa véritable hauteur. Jusqu'à lui, elle n'avait pas été étudiée avec cette profondeur, et bientôt elle fut reprise avec un appareil vraiment formidable d'érudition par M. CHAMPIONNIÈRE, qui ne crut pas qu'il fallût moins faire, pour attaquer à armes égales la thèse de la domanialité des cours d'eau posée par M. R. avec une science du sujet, une richesse d'arguments et une puissance de dialectique jusqu'alors inconnues. (V. sup. no 859.)

Ajoutons que cette remarquable monographie n'est qu'un extrait d'un ouvrage fort étendu que préparait alors l'auteur, sous le titre de *Traité des délits et contraventions prévus et punis par nos Codes pénal, rural et forestier.*

V. art. crit. de C. GINOULHIAC, ap. *R. Wol.,* t. XLII, p. 174.

879. ROULLEAUX. — Des Eaux courantes en droit rom.; des rivières en droit franç. T. D., par Marcel ROULLEAUX, av. — In-8, 300 p. *Versailles,* imp. Beau, 1857.

880. SACAZE. — De l'Usage et de la propriété des eaux courantes, par M. SACAZE, cons. à Toulouse. — Ap. *R. crit.,* t. III (1853), p. 310-339.

Ce mémoire a été lu à l'Acad. de législat. de Toulouse dans ses séances du 9 mars et 20 avril 1853.

881. WODON. — Le Droit des eaux et des cours d'eau, par M. Léon WODON, v.-prés. à Namur. — 2 vol. in-8, *Bruxelles,* Bruyland-Christophe, 1874.

Les cours d'eau non navigables ni flottables sont de propriété privée et l'ont toujours été. « Telle est la proposition que l'auteur entoure de preuves nombreuses, et défend avec une ardente conviction. La controverse qui existe depuis longtemps dans la science à ce sujet a été ranimée chez nos voisins par des projets de loi dont l'un plaçait tous les cours d'eau dans le domaine public, dont un autre attribuait aux communes la disposition et l'émolument des petites rivières, dont un troisième dissimulait les prétentions du domaine public sous le prétexte de protéger l'industrie. L'agriculture a fait entendre ses plaintes. Cette discussion est de nature à retentir en France, où la Cour de cass. a cru tout concilier en déclarant communes et sans maître les eaux courantes non navigables, solution at-

taquée de part et d'autre, et par les domanistes et par les riverains. » M. W. traite son sujet avec science, élévation et une grande richesse de développements. « Ce qui est surtout remarquable, c'est, pendant deux volumes, la continuité des vues et des raisonnements vers un but et une conclusion uniques. On est frappé de la force d'esprit nécessaire pour donner à une composition si ample tant d'unité. » (*Rec. Sir.*)

882. C. D. — Note sur la distinction des cours d'eau navigables et non navigables, et sur les conséquences à tirer de cette distinction (S[e] C. D.). — In-8, 1/2 f. *Paris*, imp. Fournier, 1841.

V. encore sur la propriété des rivières non navigables ni flottables les trois remarquables thèses de doctorat suivantes :

883. I. GARDIN DE LABOURDONNAYE (Fac. Rennes), 1847.

II. CALMEIL (Fac. Poitiers), 1849.

III. VINGTAIN (Fac. Paris), 1852.

884. Autres thèses de d. : BERTHOULE. Étude sur la propriété et sur l'usage des eaux qui ne font pas partie du domaine public, in-8, 1872. — COURET. De la propriété des eaux, in-8, 1866. — DOUARCHE. De la propriété des cours d'eau non navigables ni flottables, et de la nature des droits des riverains, in-8, 1875. — GUILLAUME. Du régime des cours d'eau non navigables ni flottables au point de vue de l'irrigation et du curage, in-8, 1866. — DU PLESSY. De la législation des cours d'eau, in-8, *Strasbourg*, 1862.

V. enc. sous les art. 640 et suiv.

---

885. AUCOC. — I. Du Caractère et des effets des actes administratifs qui délimitent le domaine public, notamment le lit des cours d'eau navigables et flottables, et le rivage de la mer, par L. AUCOC, m. des req. — In-8, 15 p. *Paris*, Cotillon, 1869.

Extr. de la *R. Cr.*, t. XXXIV (1er 1869), p. 121-135. — C'est une réponse à l'article suivant de E. CHRISTOPHLE.

II. Lettre au directeur de la *Rev. cr.* — *Ibid.*, p. 433.

886. CHRISTOPHLE. — I. De la Délimitation des cours d'eau navigables et flottables et de ses conséquences, par Alb. CHRISTOPHLE, d. e. d., av. — In-8, 19 p. *Paris*, Cotillon, 1868.

Extr. de la *R. Cr.*, t. XXXII (1er 1868), p. 385-401.

II. Un Dernier mot sur la délimitation des cours d'eau navigables et flottables. Réponse à M. AUCOC. — *Ibid.*, t. XXXIV, p. 353-365.

V. à propos de ces articles : SERRIGNY. Examen doctrinal de la jurisprudence administrative, ap. *R. Crit.*, t. XXXV (2e 1869), p. 105-113 ; — et BATBIE, *Ibid.*, p. 297-299.

887. DECAMPS. — Manuel des propriétaires riverains, dans lequel se trouvent traités des lacs et étangs, les atterrissements, etc., par G. DECAMPS. — In-12. 6 ff., *Toulouse*, Payen; — *Paris*, Carilian-Gœury, 1836.

V. enc. inf. sous les art. 556 et suiv.

888. NADAULT DE BUFFON. — Traité théorique et pratique des eaux de source et des eaux thermales, par H. NADAULT DE BUFFON, av. gén. à Rennes. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1870. (10 fr.).

Aucun traité spécial n'avait jusqu'à présent offert dans un même ensemble, coordonnées suivant leurs rapports ou leurs différences, les dispositions relatives aux eaux de source. Ce travail renferme un état complet de la doctrine et de la jurisprudence depuis les époques les plus anciennes.

V. Rapport de ROZY à l'Acad. de législ. de Toulouse, ap. *Recueil* de cette Acad., 1874, p. 260-273. — Art. crit. de DEBACQ, ap. *Rev. crit.*, 1871, p. 120.

Une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi des 14-22 juill. 1856, a été déposée par M. PARENT, député, à la séance du 23 mars 1876, et le rapport de M. THOUREL, le 29 juin suivant. (*J. off.*, 3 avril 1876, p. 2380, et 11 juillet, p. 5022.)

V. infr. art. 640 et suiv.

d. Rivages de la mer, etc.

889. BONA-CHRISTAVE. — Du Rivage de la mer. Th. D. (Poitiers), par BONA-CHRISTAVE. — In-8, *Poitiers*, 1872.

890. DUCHESNE. — Du Domaine public maritime, par A. DUCHESNE, s.-commissaire de la marine. — In-8. *Pithiviers*, Chenu, 1856. (5 fr.)

891. GAY. De la Propriété des rivages de la mer et autres dépendances du domaine public ; Etude sur les principes de la législation domaniale, par GAY, adm. de l'enr., etc., en retr. — In-8, 47 p. *Paris*, Cotillon, 1870 (1869) (1 fr.).

V. art. crit. de BATBIE, ap. *R. Cr.*, t. XXXVI, p. 81; à propos de Caen, 21 août 1869, et Cass. 7 juillet 1869 (com. de Langrune). — Add. note ap. *Dall.*, 1870, 1, 9 (5 col.) — C. d'Et. 30 avr. 1863 (Boulogne-s.-M.). Note ap. *Dall.*

Add. :

892. SERRIGNY. Examen de la jurisprudence sur la question de savoir si l'Etat peut donner à bail des portions de rivage de la mer pour y établir des cabanes destinées à recevoir les baigneurs qui viennent prendre des bains de mer, par SERRIGNY, doy. Fac. Dijon. — Ap. *Rev. Crit.*, 1871-72, p. 641-651.

893. PRADINES. — Les Bords de la mer que couvre le flot à la marée montante font-ils partie du domaine de l'Etat ? par PRADINES, av. — Ap. *J. du Not.*, 9 mars 1870.

V. enc. sup. no 875, et infr. sous les art. 556 et suiv.

e. Édifices publics, etc.

894. DUCROCQ. — I. Traité des édifices publics d'après la législation civile, administrative et criminelle. — Des Ventes domaniales avant et depuis la loi du 1er juin 1864, qui règle l'aliénation des biens du domaine de l'Etat. — Des partages des biens communaux et sectionnaires, par Th. DUCROCQ, prof. Fac. Poitiers. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1865 (8 fr., *épuisé*).

Cet ouvrage est la réunion de monographies parues dans différentes Revues : *le Traité des édifices publics* a été inséré sous le titre de : *Du Classement au point de vue domanial des édifices affectés à un service public national, départemental ou municipal*, ap. *Rev. hist. de dr. fr. et etr.*, t. IX, p. 493 ; t. X, p. 5, 121 et 273, et t. XI, p. 143, et tiré à part, in-8, 126 p. *Paris*, impr. Hennuyer.

La partie, qui traite de la vente des biens domaniaux, a paru dans la *R. Crit.*, t. XXV, p. 120, 306, 419, 494 ; t. XXVI, p. 11, 133, 233. — Et la dissertation sur le partage des biens communaux, ap. *Rev. Prat.*, t. XIX, p. 15 et 291.

V. art. crit. de DE VALROGER, *Rev. crit.*, t. XXVI, 1er 1865), p. 564.

II. Du Classement, au point de vue domanial, des édifices nationaux, départementaux ou communaux affectés à des services publics. — Lettre à M. Lamache, prof. à la Fac. de Strasbourg. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXVII (2e 1865), p. 318-348.

Cet article, différent de celui portant le même titre indiqué plus haut, est une réponse à l'art. qui suit :

895. LAMACHE. — Du Classement, au point de vue domanial, des édifices nationaux, départementaux ou communaux, par LAMACHE, prof. Fac. de Strasbourg.—Ap. *Rev. Crit.*, t. XXVII, p. 13-37.

A propos du *Traité des édifices*, etc., no précéd., I.

896. HENNEQUIN. — Les Terrains compris entre les contre-forts d'une église et ceux qui couvrent les fondations de ces contre-forts font-ils partie intégrante de l'église ? — Exam. doct., par HENNEQUIN, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 17, 20 oct. 1860.

Paris, 27 décembre 1859.

f. Biens communaux.

897. CAFFIN père et fils. — Des Droits respectifs de propriété des communes et des sections de communes sur les biens communaux ; de la mise en valeur de ces biens, etc., par CAFFIN père et CAFFIN, s.-préf., etc. — In-8, *Paris*, 1868 (8 fr.).

898. CAUCHY. — De la Propriété communale et de la mise en culture des communaux, etc., par E. CAUCHY, anc. m. des req., au C. d'Et. — In-8, 10 ff., *Paris*, Ch. Hingray, 1848 (2 fr. 50).

899. Des Biens communaux et de la Police rurale et forestière, par le prés. HENRION de PANSEY. — 2e *éd.*, in-8, 32 ff. *Paris*, Th. Barrois père, 1825.

Ce traité a été réimprimé dans ses *Œuvres judictaires*. — 10 col., in-8, *Paris*, Dussillion, 1843.

900. LATRUFFE-MONTMEYLIAN. — Des Droits des communes sur les biens communaux, ou Examen historique et critique des démembrements des Usages communaux, opérés autrefois sous les noms de Réserves et de Triages, et aujourd'hui sous celui de Cantonnements, par LATRUFFE-MONTMEYLIAN, av. — 2 vol. in-8, *Paris*, Delaforest, 1826 (15 fr.).

901. Thèses de Doctorat. — DUBLED. Des Biens communaux, in-8, *Paris*, 1872. — DUPONT. De la Propriété des biens communaux, in-8, *Toulouse*, 1869. — MERCIER DE LA COMBE. De la Propriété communale, in-8, *Paris*, 1856. — PIGNOT. Des Biens des communes, in-8, *Paris*, 1862. — PIQUAND. Des Biens communaux, in-8, *Paris*, 1862. — SOUCHARD. Do, in-8, *Paris*, 1872.

---

902. DUPIN. — Traité des apanages, avec les lois sur la liste civile et le domaine de la Couronne, par DUPIN, — 3e *éd.*, in-18, 9 ff. *Paris*, Joubert, 1835. (3 fr.)

A l'occasion d'une revendication faite par le duc d'Orléans, depuis le roi Louis-Philippe, D. fut amené à soutenir la thèse qu'il existait encore des apanages. Il écrivit à ce sujet une *Discussion sur les apanages*, in-4, 32 p. *Paris*, Teste, 1818. Plus tard, il reprit le sujet à l'occasion de la loi du 25 janvier 1825 et le traita *ex professo* dans l'ouvrage suivant : *Des Apanages en général, et en particulier de l'Apanage d'Orléans*, in-18, *Paris*, 1827. C'est la 2e éd. Ce traité a été réimprimé dans le *Dictionn. univ. de droit français*, de PAILLIET. Vo *Apanage*. — V. dans le même livre une dissertation de Lamariouze de Présarius.

903. PIET ET ROGRON. — Législation ancienne et nouvelle et jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, sur les domaines engagés, suivies de l'examen des nombreuses questions que présente la matière, et notamment la loi du 14 ventôse an VIII, par PIET et ROGRON. — T. I, in-8, *Paris*, Alex. Gobelet ; — Videcoq, 1829 (15 fr. à la public. — 6 fr.).

Ouvrage resté inachevé.

904. ROGRON. — Législation ancienne et moderne, et Jurisprudence sur les

domaines engagés et notamment sur la loi de ventôse an VIII, par ROGRON. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1820. (3 fr.)

905. SERGENT. — Manuel des engagistes et des échangistes, ou Recueil complet et méthodique des lois, décrets, ordonnances, etc., concernant les domaines de l'Etat, concédés, engagés ou échangés, etc., par F. SERGENT. — In-12, 13 ff. *Paris*, Mongie, 1829 (3 fr.).

906. SERMET. — Des Domaines engagés, par SERMET, j. d'instr. — In-8, 13 ff. 1/2, *Toulon*, Laurent, 1829.

Art. 543.

907. COMBE. — Le Bail emphytéotique constitue-t-il un droit immobilier? par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 15 avril 1854.

908. PÉPIN-LEHALLEUR. — Histoire de l'emphytéose, en droit romain et en droit français. Mémoire couronné par la Faculté de droit de Paris, par E. PÉPIN-LEHALLEUR. — In-8, 23 ff. 1/4, *Paris*, Joubert, 1844 (6 fr.).

L'emphytéose, sur laquelle le Code civil est muet, fait l'objet de dispositions spéciales dans le nouveau projet du Code rural. Cette matière a été aussi quelquefois traitée par les candidats au doctorat. Nous citerons notamment les thèses suiv.:

909. BELLIER DU CHARMEIL. Du Droit emphytéotique et des albergements. In-8, *Paris*, 1864. — DELÉAN. De l'Emphytéose. In-8, *Paris*, 1863. — FAUCHE. *Do*. In-8, *Paris*, 1865. — GEOFFROY. *Do*. In-8, *Paris*, 1875. — GOURAINCOURT. *Do*. In-8, *Paris*, 1874. — KERN. *Do*. In-8, *Paris*, 1855. — SARRIEU. Du bail emphytéotique. In-8, *Paris*, 1866.

910. AGNÈS. — Quelques Observations sur l'état de notre législation en matière de domaine congéable, par un d. en dr. (AGNÈS, av. à Rennes). — In-8, 48 p. *Rennes*, Duchesne, 1829.

911. AULANIER. — Traité du domaine congéable, par A. AULANIER, av. à Saint-Brieuc. — 2e *éd., corr. et augm.* In-8, 26 ff. *Saint-Brieuc*, Guyon, 1847.

La 1re éd. est de 1824, in-8, 25 ff. (5 fr. 50).

912. CARRÉ. — Introduction à l'étude des lois relatives aux domaines congéables et Commentaire de celle du 6 août 1791, par CARRÉ, prof. Fac. de Rennes. — In-12, 20 ff. *Rennes*, Duchesne, 1822.

913. LE CERF. — Étude sur le domaine congéable, ou Bail à convenant, Th. D., par René LE CERF, d. e. d. — Gr. in-8, 339 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1872 (4 fr.).

TITRE DEUXIÈME.

DE LA PROPRIÉTÉ.

Décrété le 10, promulgué le 20 pluv. an XII. (27 janv., 6 févr. 1804.)

A. GÉNÉRALITÉS.

Les principes du droit de propriété appartiennent à la philosophie du droit et à l'économie politique et sociale. Nous avons dû nous abstenir de citer tous les ouvrages où la matière est envisagée exclusivement à ce point de vue, pour ne nous occuper que de ceux où elle est traitée dans ses rapports avec le droit positif et plus spécialement avec notre droit civil, soit dans le Code, soit dans diverses lois accessoires qui régissent plus ou moins complétement certaines propriétés spéciales, comme celle des *Offices*, des *OEuvres de l'intelligence, de l'art ou de l'industrie*, matières qui forment des appendices nécessaires à notre titre.

914. DE BEAUVERGER. — De la Propriété selon le système des lois impériales. Esquisse de droit civil, par Edm. DE BEAUVERGER, d. e. d. — In-8, 1 f., *Batignolles*, impr. Hennuyer, 1851.

Extr. de la *R. Wol.*, t. XL (1851), p. 129-142.

915. COMTE. — Traité de la Propriété, par COMTE. — 2 vol. in-8. *Paris*, Chamerot; — Ducollet, 1834. (10 f., —16 à la publ.)

916. DEMOLOMBE. — Traité de la Propriété. — 5e *éd.*, 1874.

Dans les t. IX et X de son *Cours de C. Nap.* V. sup. no 806.

917. GARNIER. — Traité de la Possession, de la Propriété et des actions possessoires et pétitoires, par F.-X.-P. GARNIER. — 2 vol. in-8. *Paris*, imp. Pillet fils aîné, 1847-1853. (12 fr.)

Ce livre est assez difficile à classer. Comme tous les ouvrages de G., ce n'est pas un traité fait d'un seul jet, ni conçu d'après un plan bien arrêté d'avance et circonscrit dans un cadre déterminé. Une première partie concernant la *Possession et les actions possessoires* a paru en 1835; la 3e éd. porte la date de 1847; elle fut complétée en 1853 par une 2e partie s'occupant spécialem. de la *propriété* et des actions *pétitoires*, en tête de laquelle l'auteur a placé un appendice à la possession et aux actions possessoires. Il touche un peu à tout dans ces deux vol. Les divers modes d'acquérir la propriété, les restitu-

tions de fruits, les indemnités pour pertes et dégradations, celles des impenses et améliorations, les actions et procédures, les différents modes de preuves, les voies de recours contre les décisions rendues, l'effet et le mode d'exécution de ces décisions, y sont l'objet de son examen. C'est un travail consciencieux et utile.

918. HASTRON. — De la Propriété en droit romain et en droit français. Th. D., par Hipp. HASTRON. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1866. (5 fr.)

919. HELLO. — De l'Inviolabilité du droit de propriété, par Hello. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXIII (1845), p. 5-67.

920. HENNEQUIN. — De la Propriété, par HENNEQUIN.—Ap. *G. Trib.*, 2e ann., p. 791.

Extr. du Cours de droit de M. H.-V. sup. no 109.

921. LAHOVARY. — Du Régime de la propriété foncière. Th. D., par LAHOVARY. — In-8. *Paris*, 1865.

922. LEBASTIER. — De la Propriété et de son principe, par Jules LEBASTIER. — In-8, 26 ff. *Paris*, Compt. des Impr. unis, puis Marescq, 1843. (7 fr. 50.)

923. LESENNE. — De la Propriété et de ses démembrements (usufruit, usage, habitation et servitudes) suivant le droit naturel, le droit romain et le droit français, par N. LESENNE, d. e. d., av. — 1 vol. in-8, VIII-308 p. *Paris*, Cosse et Marchal, 1858. (6 fr.)

V. Compte-rendu de LEFÈBRE, ap. *J. du Not.*, 7 juillet 1858.

924. PROUDHON. — Traité du domaine de propriété, etc.

V. sup. no 809.

Il existe de cet ouvrage une contrefaçon belge avec cette addition au titre : Ed. mise en rapport avec la législation et la jurisprudence belge et franç.; augmentée en Belgique : 1o de toutes les questions sur cette matière discutées dans le *Traité de la législation et de la jurisprudence*, par *Hennequin*, et dans le *Traité de la propriété mobilière*, par *Chavot*; 2o de la Conférence des auteurs qui ont traité les mêmes questions. — 1 vol. in-8 (12 fr.).

925. ROGER. — Revue critique de la législation et de la jurisprudence tant administrative que judiciaire, sur le droit de propriété, par Th. ROGER, d. e. d., av. C. cass. — Ap. *R. Crit.*, t. XXII (Ier 1863), p. 97-107; 193-208.

Reprod. ap. *Bull. des Tr.*, 1863, p. 259, 290, 307.

926. TROPLONG. — De la Propriété d'après le code civil, par TROPLONG. — In-18, 4 ff. 1/3. *Paris*, Didot; — Pagnerre; — Paulin, 1848. (40 c.)

Collect. des *Petits traités* publiés par l'Acad. des sc. mor. et pol.

On sait quelles discussions passionnées le principe du droit de propriété a fait naître depuis plus de trente ans. Bien que cette polémique ait eu pour objet bien moins une amélioration de notre droit civil qu'une réforme sociale par la transformation radicale de la propriété, nous ne saurions omettre ici quelques-uns des principaux écrits où le problème a été envisagé à ce point de vue.

927. BAUDRILLART. — La Propriété, par H. BAUDRILLART, m. de l'Inst., etc. — In-18, 52 p. *Paris*, Hachette et Ce, 1867.

Conférences populaires faites à l'asile de Vincennes.

928. COMTE. — Traité de la Propriété par Ch. COMTE. — 2 vol. in-8, *Paris*, 1834 (10 fr.).

929. COUSIN. — Du Droit de propritété; des Devoirs sociaux, par COUSIN.—Ap. *Mém. de l'Académie des sc. mor.*, 1848.

Reprod. ap. *Rev. Wol.*, t. XXXII, p. 312.

930. PROUDHON. — Théorie de la propriété, par P.-J. PROUDHON. — In-8, *Paris*, 1866.

Ouvrage posthume du célèbre publiciste. Il y a développé sa doctrine déjà formulée en 1848 dans des publications qui avaient fait grand bruit : 1o Qu'est-ce que la propriété, ou Recherches sur le principe du droit et du gouvernement. — 1er mémoire, *nouv. éd.*, in-12, 11 ff. *Paris*, Garnier, 1848 (la 1re éd. est de 1840). — 2e mémoire : Lettre à M. Blanqui, profess. d'écon. polit. au Conservatoire des arts et métiers, in-12 de 6 ff. 1/2, *Paris*, Garnier, 1848 (2e éd. la même année).

2o Avertissement aux propriétaires, ou Lettre à M. Considérant, rédacteur de la *Phalange*, sur une défense de la propriété; in-12 de 4 ff. 1/6, *Paris*, Garnier, 1848 (2e éd. la même année).

V. sur ces écrits : TISSOT. Examen de la théorie de M. PROUDHON sur la propriété; ap. *R. Fœl.*, t. XVI, p. 261, et 341. — BERTAULD. Théorie de la propriété par P.-J. Proudhon. C.-rendu ap. *Rev. Cr.*, t. XXVII, p. 549.

931. RUDEL DU MIRAL. — De la Propriété et du Communisme. Discours de rentrée à la cour de Riom, le 3 nov. 1847. — In-8, 4 ff. *Riom*, impr. Jouvet, 1847.

932. THIERS. — I. De la Propriété, par A. THIERS. — In-8, 27 ff. 3/4, *Paris*, Paulin et Lheureux, 1848.

II. De la Propriété. — In-18, 11 ff. *Ibid.*

Éd. popul. publiée sous les auspices du Comité central de l'association pour la défense du travail national.

III. Du Droit de Propriété. — In-18, 5 ff. *Paris*, F. Didot; — Pagnerre; — Paulin, 1848.

Collect. des *Petits Traités* publiés par l'Acad. des sc. mor. et polit.

Add. : BRISSOT DE WARVILLE. Recherches philosophiques sur le droit de propriété et sur le vol, etc. — In-12, *Chartres*, 1780.

B. MONOGRAPHIES.

Art. 544.

933. LABORIE. — Du Droit de propriété ou de copropriété de l'Etat sur les biens des citoyens. — L'Etat ne saurait être considéré comme ayant un droit de propriété ou de copropriété préexistant sur les biens des citoyens; un tel système est également repoussé par les textes de la législation et par les principes fonda-

mentaux du droit de propriété. Rapport du cons. LABORIE à la ch. civ. de la Cour de cass. — Ap. *Sir.*, 1857, 1, 401 (33 col., *in extenso*); — *Dall.*, 1857, 1, 233 (15 col., *extr.*).

Cass. 23 juin 1857 (Clausse, Hamot, etc.).

Bien que cette question se rattache plutôt à la théorie philosophique du droit de propriété au point de vue domanial, l'application que l'administration avait essayé de faire de la théorie anglaise du droit de propriété ou copropriété de l'Etat, en la faisant entrer dans le droit positif, marquait ici une place au remarquable rapport de M. LABORIE. Il contient l'exposé le plus lucide et le plus complet des moyens produits, et par ses proportions il est une véritable monographie du sujet.

La Cour de Cass. avait à statuer sur des pourvois où la théorie de la copropriété de l'Etat avait été présentée; la C. de Paris, sur un réquisitoire de l'av. g. DE LA BEAUME, avait décidé que le droit de mutation s'exerce moins à titre de privilége que de prélèvement (13 mars 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 161). — V. sur cet arrêt note de GILBERT. *Ibid.* (2 col.).

Add.

34. PAILLARD DE VILLENEUVE. — Le Droit de propriété, le Droit de mutation. Dissertation, par PAILLARD de VILLENEUVE. — Ap. *Gaz. Tr.*, mars 1855.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 7, 11 avril 1855.

935. Du Droit de copropriété de l'État dans la propriété privée. — *Paris*, 1855.

A propos du réquis. de l'av. gén. de la BAUME et de l'arrêt précité.

Art. 545.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

V. APPENDICE *à la suite du présent titre.*

Art. 546.

936. LESPINASSE. — Examen doctrinal. — Usines, canaux, copropriété, servitudes, eaux pluviales, réintégrande, action pétitoire, par H. LESPINASSE, 1er av. g. à Pau. — Ap. *R. Crit.*, 1875, p. 433-441.

De la propriété des biefs ou canaux des moulins et usines. — Cass. 4 févr. 1873. *Sir.*, 1873, 1, 53. Rapport du cons. RAU (3 col.).

937. MAGIMEL. — Résumé des principes posés par la jurisprudence relativement à la présomption de propriété qui existe en faveur de l'usinier sur le canal d'alimentation de son moulin et au caractère de cette présomption, par E. MAGIMEL, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 369.

Cass., 10 juillet 1861.

V. enc. sup. nos 857 et suiv., et inf. sous les art. 640 et suiv.

CHAPITRE PREMIER. — DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI EST PRODUIT PAR LA CHOSE.

938. HENRY. — De l'Accession. Th. D., par HENRY. — In-8, *Paris*, 1871.

939. DE LA GRASSERIE. — De l'Accession, Th. D., par de la GRASSERIE. — In-8.

940. WIART. — De l'Accession; Th. D. par E.-P.-T. WIART. — In-8, 179 p.; *Paris*, impr. Thunot et Ce, 1858.

Art. 547-548, nt.

Art. 549-550.

941. VILLACROSE. — L'Héritier apparent fait les fruits siens lorsqu'il les a perçus de bonne foi, même ceux produits avant sa prise de possession et touchés par lui. Dissert. par VILLACROSE, av. — Ap. *Sir.*, 1834, 2, 416 (col.).

Paris, 5 juillet 1834 (Tavé). MERLIN a donné une consult. dans le sens opposé.

942. METTETAL. — De l'Acquisition des fruits. Th. D. — In-8, *Paris*, 1863.

943. MOUCHET. — De l'Acquisition des fruits. Th. D. — In-8, *Paris*, 1871.

CHAPITRE II. — DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI S'UNIT ET S'INCORPORE A LA CHOSE.

Art. 551, nt.

SECTION Ire. — *Du Droit d'accession relativement aux choses immobilières.*

Art. 552.

944. GAYOT. — De la Propriété en général et du droit d'accession relativement aux choses immobilières en droit français. Th. D., par Emile GAYOT. — In-8, 212 p. *Troyes*, impr. et lib. Bouquot, 1859.

945. GOUSSARD. — De la Règle que « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous », et de ses modifications. Th. D., par GOUSSARD. — In-8. *Paris*, 1863.

946. POUGNET. — De la Propriété du tréfond des mines, par A. POUGNET, av. C. de Cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 273.

947. WEISS. — Des Droits de superficie en droit français et en droit romain. Th., par A. WEISS. — In-8, 6 ff. *Colmar*, impr. Hoffmann, 1853.

Mines, minières et carrières.

V. APPENDICE *à la suite du présent titre.*

Art. 553.

948. ORILLARD. — Des Arbres épars, en droit romain, dans l'ancienne jurisprudence et en droit moderne, Th. D. (Poitiers), par Alf. ORILLARD, av. — In-8, 212 p. *Poitiers*, impr. Dupré, 1864.

Art. 554 n^t^.

Art. 555.

949. COMBE. — I. Les Constructions élevées par le locataire sur le terrain à lui loué sont-elles immeubles relativement à ce locataire, quant à la cession qu'il en fait? Dissert., par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 22 avril 1854.

II. Le Locataire peut-il conférer une hypothèque sur les constructions élevées par lui sur le sol loué? — *Ibid.*, 24 août 1872.

950. DUBOIS. — Des Droits du locataire qui a élevé des constructions sur le terrain loué. — A-t-il, sur ces constructions, un droit de propriété immobilière? — Est-ce par voie de saisie immobilière que ses créanciers doivent poursuivre l'expropriation? par Ern. DUBOIS, av., d. e. d.— In-8, 15 p. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (1 fr. 50.)

Extr. de la *R. Pr.*, t. XIV (2^e^ 1862), p. 174-186. Cass. rej. 7 avril 1862.

951. FLANDIN. — Quelle est, juridiquement parlant et pendant la durée du bail, au regard du locataire et de ses créanciers, la nature des constructions édifiées par ce locataire sur l'immeuble qu'il tient en location? Ces constructions sont-elles de nature mobilière ou immobilière? etc., par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enreg.*, t. VI, p. 241, 337.

952. GRIVEL. — I. Des Constructions élevées sur le terrain d'autrui, et des droits qui en naissent dans le droit rom. et dans le dr. franç. Th. D., par Félic. GRIVEL, av., d. e. d.—1 vol. in-8, 276 p. *Paris*, Pichon et C^e^, 1871.

II. Des Constructions élevées par un locataire sur le terrain loué. — Ap. *R. Pr.*, t. XXXV (1^er^ 1873), p. 289-402,

Lauréat de la Fac. de Paris, l'auteur a commencé dans une brillante thèse de doct. à étudier les généralités de son sujet; il y examine et résout toutes les hypothèses très-nombreuses et très-délicates où se présente le problème d'attribuer, suivant la devise, à chacun le sien, dans le cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui par celui qui l'occupe à un titre quelconque. — Dans une seconde monographie, il creuse encore plus son sujet en limitant ses recherches au cas de constructions élevées par le locataire et confirme les principes qui pourront s'appliquer dans les cas identiques.

Art. 556-563.

953. CHARDON. — Traité du Droit d'alluvion, ou Examen approfondi des droits de l'Etat et des riverains sur les atterrissements naturels et accidentels des fleuves, rivières et ruisseaux, présentant l'origine et les motifs du droit d'alluvion, ses attributs, ses limites et ses abus, le mode de partage des atterrissements, ainsi que les raisons d'équité qui sollicitent l'abolition de ce droit, par CHARDON. — 1 vol. in-8, 25 ff. 3/4, *avec 15 planches et figures. Avallon*, Comynet; — *Paris*, Tourneux, 1830. (8 fr.)

954. CHAUVEAU-ADOLPHE. — Alluvion. — Riverains. — Autorité administrative. — Quels sont les droits respectifs des propriétaires riverains et de l'autorité administrative sur les alluvions, par CHAUVEAU-ADOLPHE. — Ap. *J. du Dr. admin.*, 1856, p. 212.

Reprod. ap. *J. du Notar.*, 27 août 1856.

955. MARAIS. — Traité des alluvions artificielles, par Oct. MARAIS, av., à Rouen. — In-8, 112 p. *Yvetot*, A. Onfroy, 1872. (2 fr. 50.)

Pour être une étude de circonstance, ce petit traité n'en éclaire pas moins un problème délicat, qui intéresse la propriété privée et le droit domanial. Elle doit sa naissance aux travaux considérables entrepris par l'Etat pour l'endiguement de la basse Seine, lesquels ont eu pour résultat de former entre les anciens riverains et le fleuve de nouveaux terrains d'une étendue considérable, dont la propriété et la jouissance ont soulevé des questions du plus vif intérêt.

Du même auteur. — De la Délivrance administrative des alluvions artificielles. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1872.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XXXVI (1^er^ 1870), p. 97-111.

956. REVERCHON. — I. De la Délimitation du domaine public, par E. REVERCHON, av. gén. C. c. — Ap. *Rev. Crit.*, 1871, p. 275-287.

957. LAFERRIÈRE. — II. De la Délimitation du domaine public; Réponse à M. REVERCHON, par E. LAFERRIÈRE, m. des req. au C. d'Et.— *Ibid.*, p. 353-361.

958. I. Propositions de lois sur les alluvions naturelles et artificielles et les travaux publics sur les fleuves et rivières navigables. Rapports et opinions d'orateurs sur ce sujet, de 1838 jusqu'en 1851. — In-8, 2 ff., *Paris*, impr. H. Noblet, 1852.

Extr. du *Monit.*

— II. Question des alluvions. — Opinions et discours prononcés à la Chambre des députés (session 1847). Extr. du *Monit.* — In-8, 1 f. 1/4, *Bordeaux*, impr. Faye, 1848.
V. enc. sup. nos 889 et s..

Art. 564, nt.

SECTION II. — *Du Droit d'accession relativement aux choses mobilières.*

Art. 565 à 577, nt.

APPENDICES.

I. — EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Art. 545 C. Civ. — Lois du 30 mars 1831 et 3 mai 1841.

Les lois d'expropriation pour cause d'utilité publique et particulièrement celle du 3 mai 1841 sont en grande partie des lois de procédure à la fois civile et admitrative. Mais, par leur principe même et par quelques-unes de leurs dispositions essentielles, elles appartiennent au droit civil et ne sont que le développement de l'art. 545 C. c. Telles sont celles qui sont relatives aux caractères essentiels de l'expropriation et de l'indemnité, c'est-à-dire l'utilité publique, la fixation préalable de l'indemnité, les qualités de cette indemnité, etc. C'est pourquoi nous n'indiquons ici que les généralités du sujet et ce qui a trait à ces quelques points particuliers. Quant à toutes les questions de détail relatives aux droits des usufruitiers, fermiers, locataires; etc., elles se rattachent aux principes ordinaires du code sur ces matières, et elles trouveront leur place naturelle dans les divisions qui y ont rapport.

959. DEMILLY. — Analysé, séparément pour chaque article, des exposés des motifs, de la discussion aux Chambres, en 1833, 1840 et 1841, de la loi du 3 mai 1841, sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique, etc., par Ad. DEMILLY. — In-8, 16 ff. 1/4. *Paris*, Videcoq, 1842. (*Rare.* 3 fr. à la publ.)

960. GILLON. — Lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, par GILLON. — In-12, 1841. (3 fr.)
Cf. infr., n° 993.

961. MAUREL. — Aperçu critique et historique sur le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. Discours prononcé le 7 déc. 1864 à la séance solennelle de rentrée de la conférence des avocats de Marseille, par Jules MAUREL. — In-8, 77 p. *Marseille*, impr. Barlatier-Feissat et Demonchy, 1864.

962. MICHEL. — Le Droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, son origine, ses limites, son mode d'application, par L.-J. MICHEL, ing. des p. et ch. — In-8, 19 p. *Lyon*, impr. Mougin-Rusand, 1876.

963. OLIN ET PICARD. — Traité usuel de l'indemnité due à l'exproprié pour cause d'utilité publique, précédé d'un Code de l'expropriation, par Xav. OLIN et Edm. PICARD, av. à Bruxelles, doct. agr. à l'Univ. libre de Bruxelles. — Br. in-8. *Bruxelles*, A. Decq, 1867.
Ouvrage pratique.

964. SIREY. — Loi annotée sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 3 mai 1841. — Ap. *Sir.*, 1841, p. 274-316.

965. WOLOWSKI. — Examen des principes de la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique, par WOLOWSKI. — Ap. *R. Wol.*, t. XIII (1841), p. 235.

---

966. BAUNY DE RÉCY. — Théorie de l'expropriation pour cause d'utilité publique, avec une Introduction historique, par R. BAUNY de RÉCY, d. e. d., 1er comm. de la Dir. des dom. de la Seine. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1872 (4 fr. 50.)
Compte-rendu de SOREL, ap. *Droit*, 8 avril 1872.

967. BLANCHE. — De l'Expropriation pour cause d'utilité publique, ou Tableau complet de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, de 1833 à 1852, suivi du Formulaire des actes, etc., par Arm. BLANCHE, d. e. d., etc. — In-8, 14 ff. 1/4. *Paris*, Dupont, 1852. (3 fr. 50.)

968. BOGELOT ET PÉRIN. — L'Expropriation pour cause d'utilité publique. Manuel des expropriés et des jurés, par G. BOGELOT et Jules PÉRIN, av. — In-18 jés., 106 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1868. (1 fr.)
Biblioth. de la propr. immob.

969. DAFFRY DE LA MONNOYE. — Les Lois de l'expropriation expliquées par la jurisprudence, ouvrage présentant, sous forme de commentaire, l'analyse de tous les arrêts rendus par le

Conseil d'État et par la Cour de cassation, par L. DAFFRY de la MONNOYE, greff. C. de cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1859. (7 fr.)

Attaché comme greffier à la chambre civile, M. D. de la M. a assisté, comme il le dit, à la formation et au développement de la jurisprudence sur la plupart des questions, et c'est très-exactement qu'il déclare en toute modestie que « son objet principal a toujours été d'en analyser et résumer les décisions diverses, pour faire sortir d'elles et d'elles seules, autant que possible, l'exposé des principes et la solution des difficultés de la matière ». Son livre est donc cette jurisprudence même avec l'analyse de tous les éléments des débats : les plaidoiries des avocats, les rapports des conseillers, et les réquisitoires du ministère public.

V. art. crit. de REVERCHON, ap. *R. Crit.*, t. XV, p. 558. — De RAYNAL, ap. *Droit*, 25 févr. 1860.

970. DEBRAY. — Manuel de l'expropriation pour cause d'utilité publique, suivi : 1° d'un Commentaire sur l'expropriation en Algérie ; 2° de la Législation complète et d'un Formulaire des actes en cette matière, par DEBRAY, av. — In-8, 28 ff. 3/4. *Paris*, Durand, 1845. (4 fr. — 7 fr. à la publ.)

971. DELALLEAU ; — JOUSSELIN ; — RENDU ET PERIN. — Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique, par le chev. DELALLEAU, av., refondu et augmenté par JOUSSELIN et A. RENDU, av. au C. d'Et., 6e *éd.*, annotée de la Jurisprudence depuis 1858 jusqu'à ce jour, par J. PERIN, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1866. (16 fr.)

Le traité de D. est le plus ancien livre complet sur la matière, et il a toujours été estimé. La 1re éd. est de 1828, 2 vol. in-8. *Paris*, Al. Gobelet et Carilian-Gœury ; — la 2e, 1836 ; — la 3e, postérieure à la loi de 1841, est conforme à celle de 1836 et contient, après la table, sous le titre de *Supplément*, un comment. des lois des 3 mai 1841 et 24 mai 1842. — 1 gros vol. in-8. *Paris*, Carilian-Gœury et V. Dalmont, — Thorel, 1842. — La 4e éd. a été publiée en 2 vol. *Ibid.*, 1845.

D. a suivi, comme secrétaire de la commission législative, tous les projets de modifications qui ont précédé la loi de 1841 et la discussion de cette loi elle-même, avec d'autant plus de fruit qu'il s'était mieux préparé à en connaître les effets, et quand, en 1858, la mort ne lui permit plus de donner de son livre une nouvelle éd., MM. JOUSSELIN et RENDU furent chargés de ce soin, et chacun d'eux revisa un volume. Ce fut la 5e éd. La 6e fut, après eux, préparée par M. RENDU, qui laissa intact le travail de ses trois prédécesseurs, en rattachant à ce travail, par des notes savamment combinées, tous les éléments de jurisprud. qui ont paru depuis 1858. Sous cette forme, l'excellent traité ne laisse plus rien à désirer. — Art. crit. de SOREL, ap. *Droit*, 7 sept. 1866.

972. DESPREZ-ROUVEAU. — Guide des expropriés pour cause d'utilité publique, ou Code de l'expropriation, contenant l'exposé pratique et le texte des lois sur la matière, par A.-D. DESPREZ-ROUVEAU, av. — In-18, 8 ff. *Paris*, Cotillon, 1854. (2 fr.)

973. DUFOUR. — De l'Expropriation et des dommages causés à la propriété. Traité pratique à l'usage des entrepreneurs de travaux publics et de tous les particuliers menacés ou atteints dans leur propriété, à raison de travaux autorisés, ordonnés ou exécutés par l'administration, par Gabr. DUFOUR, av. C. cass., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1858. (7 fr.)

Extr. du *Traité de droit admin.* de l'auteur.

974. EMION. — Manuel pratique et juridique des expropriés pour cause d'utilité publique, suivi de deux Tableaux donnant le chiffre de la valeur du mètre de terrain dans Paris, et faisant connaître les principales indemnités accordées aux industriels, négociants et commerçants expropriés, par V. EMION, av. — In-18 jés., XI-127 p. *Paris*, E. Lacroix, 1866. (1 fr.)

Bibl. des professions industrielles.

975. GAND. — Traité général de l'Expropriation pour cause d'utilité publique en France, d'après la loi du 3 mai 1841 et la législation actuelle, et de toutes les applications aux routes, chemins de fer, aux travaux de fortification et de la marine royale, aux chemins vicinaux, aux ouvrages d'intérêt purement communal, au droit de pêche fluviale, aux occupations de terrains pour fouilles et enlèvement de matériaux, aux dommages de toute espèce causés par l'exécution des travaux publics, aux explorations et exploitations des mines, au desséchement des marais et aux alignements des rues et places dans les villes, bourgs et villages. — Ouvrage divisé en deux parties, dont l'une, formant le texte, se compose des règles du droit classées dans un ordre méthodique et analytique, et l'autre des notes et explications destinées à faciliter l'intelligence du texte et à résoudre les difficultés qu'il peut présenter, par GAND, av., d. e. d. — In-8, 33 ff. 1/4. *Paris*, impr. P. Dupont, 1842. (7 fr. 50.)

976. GIBELIN. — Expropriation pour cause d'utilité publique. Guide pour l'exécution de la loi du 3 mai 1841, par J.-A. GIBELIN. — In-8, 7 ff. *Draguignan*, Bernard, 1843.

977. HERSON. — De l'Expropriation pour cause d'utilité publique, ou Com-

mentaire de la loi du 3 mai 1841, des ordonnances en réglant l'exécution et du tarif, par A. HERSON, av., d. e. d. — In-8, 36 ff. 3/4. *Paris*, au Compt. des impr. unis, 1842 (7 fr. 50. *Rare*.)

978. HOMBERG. — Guide des Expropriations pour cause d'utilité publique, contenant la loi du 3 mai 1841, accompagnée d'annotations, etc., par Th. HOMBERG. — In-8, 11 ff. 1/2. *Paris*, Carilian-Gœury et Dalmont, 1841. (2 fr. 25.)

979. JEANTEL. — A. B. C. des expropriés pour cause d'utilité publique, par Oliv. JEANTEL. — In-18, 107 p. *Paris*, Dentu, 1866 (1 fr.)

980. LECOMTE. — Tableau. — Résumé des lois sur l'expropriation publique d'après une nouvelle méthode d'exposition, par Max. LECOMTE, d. e. d. — Br. in-4. *Paris*, E. Thorin, 1873. (1 fr.)

981. MALAPERT ET PROTAT. — Code complet de l'expropriation pour cause d'utilité publique, précédé d'une instruction et suivi de modèles ou formules des actes que nécessite l'expropriation, par E. MALAPERT, av., et L. PROTAT, avoué à Paris. — In-12, 21 ff. *Paris*, Cotillon, 1856. (4 fr.)

L'ouvrage est dédié à M. Chaix d'Est-Ange, proc. gén. à Paris. Il est divisé en trois parties. La 1re, sous le titre d'*Instruction*, est un traité succinct de la matière; la 2e comprend les textes des lois, ordonnances, circulaires, etc., sur l'expropriation pour cause d'utilité publ.; la 3e part. est un recueil de modèles d'actes mis en harmonie avec la jurisprudence.

V. C.-rendu de COIN-DELISLE, ap. *Rev. Crit.*, t. IX, p. 285.

982. MAULDE. — Guide de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Résumé de doctrine et de jurisprudence sur la matière, par MAULDE, av. C. cass. — In-12, 54 p. *Paris*, bureau du *Monit. des Trib.*, 1864.

983. NOURRIGAT. — De l'Expropriation pour cause d'utilité publique, considérée sous le point de vue de l'intérêt des expropriés, par NOURRIGAT, archit. — In-4, 4 ff. 1/2. *Paris*, imp. MALTESTE, 1853.

Extr. de la *Rev. gén. de l'arch. et trav. publ.*, nos 5 et 6, 1853.

984. DE PEYRONNY ET DELAMARRE. Commentaire théorique et pratique des lois d'expropriation pour cause d'utilité publique, par de PERONNY, anc. mag., et DELAMARRE, d. e. d., av. — 1 gros vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1860 (1859). (10 fr.)

Le livre de MM. de P. et D. n'est pas un ouvrage de théorie et de spéculation, c'est un commentaire dans l'acception la plus simple du mot. Sans se préoccuper de la défectuosité de la loi, ils l'expliquent article par article, principalement à l'aide des documents législatifs qui ont concouru à sa confection, et des monuments de la jurisprudence qui en ont fixé l'application. C'est un livre pratique justement estimé.

V. art. crit. de de VALROGER, ap. *R. Cr.*, t. XVI, p. 280. — GAUDRY, ap. *J. du Not.*, 28 mars 1860. — LACAN, ap. *Droit*, 21 mai 1860.

985. RAMOND DE LA CROISETTE. — Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, accompagnée d'un Commentaire et d'un Parallèle avec la loi de 1833, et suivie d'un Tarif de la procédure et d'un Résumé de la jurisprudence jusqu'à ce jour, par RAMOND de la CROISETTE. — In-8, 4 ff. *Paris*, imp. Gratiot, 1841. (1 fr. 50.)

A été publié dans la *Revue parlementaire*.

986. ROLLAND AINÉ. — Recueil spécial de jurisprudence et des lois en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, ou Manuel des expropriants et des expropriés, par ROLLAND aîné, praticien. — In-8, 212 p. *Marseille*, imp. Ve Olive, 1866. (*Rare*.)

987. ROQUIÈRE. — Éléments de l'expropriation des immeubles pour cause d'utilité publique, suivis du texte de la loi organique du 3 mai 1841, par Oct. ROQUIÈRE, av., d. e. d. — In-8, 193 p. *Caen*, Legost-Clérisse; — *Paris*, Thorin, 1868.

988. SABATTIER. — Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'usage des expropriés, par Gust. SABATTIER, av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Dujardin, 1859. (6 fr.)

989. SAINT-RAYMOND. — Du Jugement d'expropriation ou de la cession amiable qui en tient lieu et de l'indemnité due pour cause d'utilité publique. Th. D., par SAINT-RAYMOND. — In-8, 1867.

990. SOLON. — De l'Expropriation pour cause d'utilité publique, commentaire de la loi du 3 mai 1841, par V.-H. SOLON, av., etc. — Br. in-8. *Paris*, Durand, 1850. (*Rare*.)

991. Autres thèses de doct. — AUVRAY. De l'expropriation pour cause d'utilité publique, in-8, *Paris*, 1867. — De CHAMPEAUX, *d°*, in-8, *Paris*, 1861. — DELTHEIL. Loi du 3 mai 1841, sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique, in-8, 1855. — MOREL. De l'Expropriation pour cause d'utilité publique, in-8, *Paris*, 1861.

992. DE CAUDAVEINE ET THÉRY. — Traité de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, suivi de la Législation complète, d'un Formulaire et du Tarif des actes en cette matière, par de CAUDAVEINE et THÉRY. — In-8, 31 ff. *Paris*, Guyot et Scribe, 1839. (8 fr.)

V. art. crit. de H. Bourdon, ap. *R. Wol.* t. XI, p. 421.

993. GILLON et STOURM. — Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sanctionnée le 7 juillet 1833, suivie de la loi sur l'expropriation et l'occupation des propriétés privées nécessaires aux travaux des fortifications, avec leurs commentaires, par J.-L. GILLON, dép., et STOURM. In-8, 14 ff. 1/3, *Paris*, Dupont; — Moutardier, 1836 (1 fr. 50).

994. LOCRÉ. — Législation sur les mines et sur les expropriations pour cause d'utilité publique, etc., par le baron LOCRÉ. — 1 vol. in-8, 676 p. *Paris*, Treuttel et Wurtz, 1828.

Extr. de la *Législat. civ. comm.*, etc. Sup. n° 82 et infr. n° 1019.

---

995. COLLET. — De l'Expropriation du domaine national pour cause d'utilité publique, par Paul COLLET, av. C. cass. — In-8, 64 p. *Paris*, Cotillon et fils, 1870.

---

996. CELLIEZ. — De l'Indemnité due aux propriétaires des maisons démolies autour de Paris pour les nécessités de la défense publique, par H. CELLIEZ. — Ap. *Droit*, 22 oct. 1871.

V. enc. le projet de loi sur les réparations des dommages nés des besoins de la défense nationale. *Ibid.*, 7 juin 1874.

997. DANJON. — Des Effets juridiques des travaux de la défense nationale relativement à la propriété privée, soit dans les rapports de l'Etat avec les particuliers, soit dans les rapports des particuliers entre eux, par Dan. DANJON, av. — Mémoire couronné par la Fac. dr. de Caen. — 1 vol. in-12. *Paris*, E. Thorin, 1872. (4 fr.)

V. infr. *Servitudes d'utilité publique.*

Art. 13. (Loi du 3 mai 1841.)

998. D'INGREMARD. — Les Concessionnaires de chemins de fer et la propriété. Guide spécial et complet des propriétaires, fermiers, locataires et autres indemnitaires atteints par le tracé d'un chemin de fer concédé, et qui ont l'intention de traiter à l'amiable relativement à la vente de leur propriété ou à l'abandon de leurs droits avec la compagnie concessionnaire de ce chemin de fer, par D'INGREMARD, av. à Caen. — 1 vol. in-12, 1860.

Ce volume a été extrait d'un travail plus considérable sur les chemins de fer.

Art. 29 (D°).

999. JOUSSELIN. — Expropriation pour cause d'utilité publique de partie d'un immeuble, et dommages causés par l'exécution des travaux au restant de la propriété; règlement des compétences entre le jury et l'autorité administrative; sens des mots « indemnités dues par suite d'expropriation » (art. 29 de la loi du 3 mai 1841), par J. JOUSSELIN, av. C. cass. — Ap. *R. Crit.*, t. III (1853), p. 474-487.

Art. 60, 61 et 62 (D°).

1000. ARNAULT. — Mémoire (sans titre, sur les art. 60, 61 et 62). — Ap. *Rev. acad. lég. Toulouse*, 1870, p. 333.

1001. MERVILLE. — Question d'expropriation pour cause d'utilité publique, par MERVILLE, cons. C. cass. — Ap. *R. Pr.*, t. XXXI (1er 1871), p. 272-282.

Droit de préemption. — Cass. 13 juillet 1870.

II. — MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

Art. 552 C. civ. — Loi du 21 avril 1810, sur les Mines, minières et carrières.

A. GÉNÉRALITÉS.

Les observations faites ci-dessus à propos des lois d'Expropriation pour cause d'utilité publique, s'appliquent également à la loi sur les Mines.

1002. Code des mines, ou Recueil des lois et règlements, tant anciens que modernes, sur la propriété, la déshérence et la concession des mines. — In-12. *Paris*, 1810.

1003. BARRIER. — Code des mines, ou Recueil des lois, arrêtés, décrets, ordonnances, etc., concernant les mines, minières, salines et carrières, etc., par BARRIER. — In-8, 19 ff. 1/4, avec carte. *Lyon*, Targe; *Paris*, Treuttel et Wurtz, 1829. (5 fr. — 4 fr. à l'émiss.)

1004. LAVINET. — Code des ponts et chaussées et des mines, ou Collection complète des lois, arrêtés, décrets, ordonnances, règlements et circulaires, concernant le service des ponts et chaus-

sées et des mines, par Th. RAVINET, s.-chef à la direct. gén. — 4 vol. in-8. *Paris*, Carilian-Gœury et V. Dalmont, 1847. (35 fr.)

La 1re éd., 7 vol. in-8. *Ibid.*, 1829-1840. (64 fr.)

1005. BIOT. — De la Propriété des mines et de ses rapports avec la propriété superficiaire, par L.-Hipp. BIOT. Mémoire qui a obtenu la 1re méd. d'or, institution Beaumont, décernée par la Faculté de droit de Paris (concours de doct., 1874-1875). — In-8, VII-310 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876.

1006. BRIXHE. — Essai d'un Répertoire raisonné de législation et de jurisprudence en matière de mines, minières, tourbières, carrières, etc., par G.-H. BRIXHE, av. g. à Liége. — 2 vol. in-8. *Liége*, 1833. (18 fr.)

1007. BURY. — Traité de la Législation des mines, des minières, des usines et des carrières en Belgique et en France, ou Commentaire théorique et pratique de la loi du 21 avril 1810 et des lois et règlements qui s'y rattachent, par Aug. BURY. — 2 vol. in-8, *Liége*, 1860. (18 fr.)

Une 2e éd. doit paraître incessamment. 2 vol. in-8, Marescq aîné.

1008. CHEVALLIER. — De la Propriété des mines et de ses rapports avec la propriété superficiaire, par M.-L. CHEVALLIER, av., d. e. d. Ouvrage couronné par la Fac. de dr. de Paris. — 1 vol. in-8, 201 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876. (4 fr.)

1009. DALLOZ ET GOUIFFES. — De la Propriété des mines et de son organisation légale en France et en Belgique. Etude suivie de recherches sur la richesse minérale et la législation minière des principales nations étrangères, par Ed. DALLOZ, av., dép., etc., avec la collaboration de Ant. GOUIFFES, j. à Morlaix. — 2 vol. gr. in-8. *Paris*, Bur. de la *Jurispr. gén.*; — Dunod; — Durand, 1862. (20 fr.)

Le 1er vol. est consacré à la législation, à la jurisprudence et à leur examen. Il commence par des considérations générales qui forment à elles seules un traité scientifique, industriel, économique sur l'industrie minière. Le 2e vol. contient l'examen des redevances dont la propriété des mines est grevée envers l'Etat, et le tableau de la production minérale, et de la législation minière des principales nations étrangères. C'est mieux qu'un simple guide, comme le dit trop modestement l'auteur. C'est un bon livre pratique, une œuvre sérieuse qui, suivant l'expression de M. Wolowski, tient une place honorable à côté du *Répertoire de législation*.

V. sur cet ouvrage : De la Propriété des mines, par L. WOLOWSKI. Rapp. lu à l'Acad. sc. mor. — Reprod. ap. *R. Crit.*, t. XXIV, p. 113-134. — Art. crit. de REY, ap. *Monit.*, 1862, p. 1556. — De SACAZE, ap. *R. Ac. Leg. Toul.*, t. XIII, p. 48. — De CALMELS, ap. *Droit*, 30 sept. 1863.

Cf. *Rep. Dall.* V° Mines, etc.; le vol. a paru en 1854.

1010. DELEBECQUE. — Traité sur la Législation des mines, minières et carrières en France et en Belgique, suivi du Commentaire de la loi du 21 avril 1810, par A. DELEBECQUE, av. gén. à Bruxelles. — 2 vol. in-8, *Bruxelles* et *Liége*. — *Paris*, Carilian-Gœury, 1836-1838. (*Rare*; 20 fr.)

1011. DEFOOZ. — Points fondamentaux de la législation des mines, minières et carrières, par J.-H.-N. DEFOOZ. — In-8. *Tournai*, 1858. (7 fr. 50.)

1012. DITTE. — De la Propriété des mines, par H. DITTE, av. — In-8, 255 p. *Paris*, Pichon, 1875. (6 fr.)

Th. d. D. sous un titre modifié.

1013. DUFOUR. — Les Lois des mines. Traité pratique à l'usage des concessionnaires des mines, des exploitants de minières, carrières et tourbières, des maîtres d'usines affectées au traitement des substances minérales et des propriétaires de terrains ou bâtiments situés dans le voisinage des mines ou des établissements métalliques, par Gab. DUFOUR, av. C. cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1857. (7 fr.)

Ouvrage pratique dont la presse a fait un grand éloge. Il est extrait du *Traité de droit administratif* de l'auteur.

V. art. crit. de G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1857, p. 615.

1014. DUPONT. — Traité pratique de la jurisprudence des mines, minières, forges et carrières, à l'usage des exploitants, maîtres de forge, ingénieurs, et des fonctionnaires ressortissant aux ministères des travaux publics, de l'intérieur et de la justice, par Et. DUPONT, ing. en ch. des mines, etc. — 2e *éd., rev. et mise au courant des dernières décisions adm. et jud.* — 3 vol. in-8, *Paris*, Dunod, 1862. (25 fr.)

La 1re éd. 2 vol. in-8, *Paris*, Carilian-Gœury et Dalmont, 1853.

Lorsqu'il a paru, cet ouvrage a comblé une véritable lacune; rien d'aussi complet n'avait encore été publié sur ce sujet. La 2e édit., très-augmentée, a été mise au courant de la jurisprudence, fort riche sur cette matière.

1015. FÉRAUD-GIRAUD. — Études sur la législation et la jurisprudence, concernant les fouilles et extractions de

matériaux, occupations temporaires et dommages causés à la propriété privée en dehors de l'expropriation, à l'occasion de l'exécution des travaux publics, par L.-J.-D. FÉRAUD-GIRAUD, d. e. d., subst. à Apt. — 1 vol. in-8, *Aix*, Aubin, 1846 (1845). (6 fr.)

V. inf. Servitudes d'utilité publique.

1016. FOURCADE-PRUNET. — Des MINES. Th. D., par Gast.-Ch. FOURCADE-PRUNET, av., etc. — In-8, 375 p. *Paris*, impr. Bonaventure et Ducessois, 1858.

1017. LAMÉ-FLEURY. — Texte annoté de la loi du 21 avril 1810, concernant les mines, les minières, les tourbières, les carrières et les usines minéralurgiques, par M.-E. LAMÉ-FLEURY, ing. en ch. des m. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, Impr. nat., 1873. (5 fr.)

Une première édition de ce livre a paru en 1851, Impr. nat.; — Durand. C'est un commentaire substantiel et pratique de la loi de 1810, ou, pour mieux dire, un recueil de solutions et de documents auxquels on a recours avec profit dans la pratique des affaires. « L'auteur a pensé que le commentaire le plus utile devait être puisé dans les instructions administratives et dans l'esprit des décisions particulières du cons. d'Et. et de la Cour de cass. Il discute rarement: il résume et expose, sous une forme précise et concise tout à la fois, le régime qui résulte pour les exploitations minérales et les usines minéralurgiques, des dispositions de la loi et de l'interprétation que l'expérience a fait prévaloir. » (*Bull. Sir.*)

M. L.-F., qui occupe un rang des plus distingué dans le savant corps des mines, avait primitivement conçu le projet d'un ouvrage complet sur ce sujet si intéressant: des nécessités administratives que l'on ne saurait convenablement apprécier, mais que l'on doit regretter, le lui auraient fait abandonner. Son œuvre s'est trouvée morcelée en trois fragments qui n'en sont, à proprement parler, que les matériaux. Le *Texte* annoté en est un; les autres sont:

De la législation minérale sous l'ancienne monarchie, ou Recueil méthodique et chronologique des lettres patentes, édits, ordonnances, déclarations, arrêts du Conseil d'Etat du roi, du Parlement et de la cour des monnaies de Paris, etc. In-8, 1857.

Recueil des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, circulaires, etc., concernant le service des ingénieurs des mines; ouvrage publié par ordre du ministre des trav. publ.; 2 vol. in-8, Impr. impér., 1856-57.

V. art. crit. de G. BRUNEAU, ap. *Droit*, 2 oct. 1857 et 20 sept. 1858.

Add. *du même*: De la Propriété souterraine en France, *Rev. des Deux-Mondes*, 1er oct. 1857; — et des art. du *J. des Économ.*, juill. et sept. 1860.

1018. LE GUAY. — Législation des mines. Th. D., par Alb. LE GUAY, av. — In-8, 16 ff. 1/4. *Paris*, impr. Remquet, 1853.

1019. LOCRÉ. — Législation sur les mines et sur les expropriations pour cause d'utilité publique, ou Lois des 21 avril et 8 mars 1810, expliquées par les discussions du Conseil d'État, les exposés des motifs, rapports, discours, et généralement par tous les travaux dont elles sont le résultat, et complétées par les actes de l'autorité publique qui les concernent, par le baron LOCRÉ. — In-8, 42 ff. *Paris*, *Strasbourg* et *Londres*, Treuttel et Wurtz, 1828.

Extr. de la *Législ. civ. comm.*, etc. — V. sup. nº 82.

1020. NAUDIER. — Traité théorique et pratique de la législation et de la jurisprudence des mines, des minières et des carrières, par F. NAUDIER, d. e. d., cons. de préf. de l'Aube. — 1 vol. in-8. *Paris*, Larose, 1877. (10 fr.)

La première forme de ce livre est celle d'une thèse de doct. L'auteur y a ajouté notamment un Appendice contenant la législation minière en Algérie, les instructions et circulaires usuelles, une table chronologique, et une bibliographie, qui n'est qu'une liste très-sèche d'ouvrages de tous genres pouvant intéresser la question minière à différents points de vue.

1021. PEYRET-LALLIER. — Traité, sous la forme de commentaire, sur la législation des mines, minières, carrières, tourbières, usines et chemins de transport, par PEYRET-LALLIER. — 2 vol. in-8, 1844. (*Rare.*)

1022. REY. — I. De la Propriété des mines et de ses conséquences, d'après les principes de la loi du 21 avri 1810, par REY, anc. avoué, etc. — 2 vol. in-8, t. Ier. *Chalon*, Dejussieu; *Paris*, Allouard et Kœppelin, 1855; t. II, *Paris*, V. Dalmont, 1858. (20 fr. *Rare.*)

II. Résumé du Traité de la propriété des mines et de ses conséquences d'après les principes de la loi du 21 avril 1810. — In-8, XVI-230 p. *Paris*, V. Dalmont, 1859.

1023. *Du même.* — Législation des mines en France et en Belgique, commentaire de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, précédé de Réflexions sur les vicissitudes et l'état présent des doctrines en cette matière, par REY. — 1 vol. in-8. *Lyon*, Glairon-Mondet, 1870. (15 fr.)

1024. *Du même.* — Analyse des documents officiels sur la nature de la propriété des mines et sur le règlement du prix. — In-8, XVI-18 p. *Paris*, V. Dalmont, 1859.

V. enc. *du même.* — I. Nécessité d'une étude théorique et pratique de la loi du 21 avril 1810 sur les mines. — In-8, 16 p.; *Châlon-s.-S.* impr. Montalan, 1862.

II. Résumé des principes d'interprétation de la loi du 21 avril 1810, sur les mines et modifications proposées à cette loi, par P. REY, ancien

mag. — In-8, 16 p. *Lyon*, Metton; — Glairon-Mondet; — Palud, 1875.

III. Solution des problèmes judiciaires en matière de législation minière et modifications proposées à la loi du 21 avr. 1810, sur les mines, etc. In-8, 40 p. *Lyon*, Glairon-Mondet; — Meton, 1877.

« M. R. offre l'exemple remarquable d'un jurisconsulte qui, animé d'une conviction ardente, a entrepris de faire opérer une réforme grave dans la jurisprudence, et, luttant seul contre des autorités nombreuses, ne s'est pas laissé décourager par les obstacles, et a enfin réussi à faire pénétrer dans la jurisprudence de la Cour de cassation en France, ainsi que dans la législation en Belgique, la plupart de ses idées. Le triomphe est d'autant plus probant en faveur de ses doctrines que l'auteur a employé contre ses adversaires les armes d'une argumentation vigoureuse, sans mélange d'aucune habileté diplomatique et d'aucune précaution oratoire. Il accuse ses contemporains d'une ignorance générale en matière de mines, et les lettres de félicitations qu'il reçoit, il les cite comme des aveux de cette ignorance. Ces formes assez rudes ne choquent pourtant pas dans M. REY, parce qu'il connaît à fond, par la réflexion et par la pratique, les problèmes dont il parle, et que l'âpre énergie de ses affirmations respire beaucoup plus la foi dans la vérité de ses opinions que l'amour propre... Les succès qu'il a déjà obtenus prouvent combien on a eu tort de le traiter, au début de la lutte, de novateur téméraire. » (*Bull. b. Sir.*)

1025. RICHARD. — Législation française sur les mines, minières, carrières, tourbières, salines, usines, établissements, ateliers, exploitations où se traite la matière minérale, tels que forges, hauts-fourneaux, lavoirs, etc., indiquant toutes les formalités à remplir par les exploitants et les industriels dans leurs rapports nécessaires avec l'administration, par A. RICHARD, av., anc. s.-pr. — 2 vol. in-8. *Paris*, Carilian-Gœury; — Amelin, etc., 1838. (15 fr.)

Cet ouvrage paraît avoir été composé d'après celui de DELEBECQUE, qu'il paraphrase en certaines parties. — V. à ce sujet une longue notice dans les *Supercheries* de QUÉRARD. V° Richard.

1026. DE VILLEFOSSE. — I. Sur l'État actuel de la législation des mines, par de VILLEFOSSE. 1816.

— II. Réponse au Mémoire. — Br. 1816.

1027. DEL MARMOL. — Dictionnaire de législation, de jurisprudence et de doctrine en matière de mines, minières, carrières, forges, hauts-fourneaux, tourbières, usines métallurgiques, etc., contenant, par ordre chronologique et sous forme analytique, les lois, règlements, décrets, ordonnances royales, arrêtés, avis du Conseil d'Etat et du Conseil des mines, ainsi que les décisions judiciaires et administratives intervenues en France et en Belgique depuis 1848 jusqu'en 1857, par un avocat à la Cour d'appel de Liége (DEL MARMOL).— 1 vol. in-8 en 2 parties. *Liége*, Renard; *Paris*, A. Durand. 1857. (*Rare.*)

1028. *** Législation de la propriété minière. Erreurs générales d'un demi-siècle. Impossibilité actuelle d'exécuter la loi du 21 avril 1810, et nécessité d'une révision de cette loi. — 40 p. in-8. *Paris*, E. Lacroix, 1865. (6 fr.)

1029. Thèses de doct. :

GUASCO. Des mines et minières, in-8, 1867. — LE MONNIER DE LORIÈRE. De la législation des mines, in-8, Paris, 1853. — SERGENSSE. De la propriété des mines, in-8, 1867.

1030. CHOBERT. — La Législation des mines dans ses rapports avec les règles du contrat de mariage, par Ch. CHOBERT, agr. Fac. Nancy. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1875.

Extr. de la *Rev. crit.*, 1875, p. 577-605.

B. MONOGRAPHIES.

Art. 7 (et art. 545 C. c.).

1031. DUPIN. — Le concessionnaire d'une mine à qui il est interdit d'exploiter dans le voisinage d'un chemin de fer a droit à une indemnité. Réquis. du proc. gén. DUPIN. — Ap. *Sir.*, 1841, 1, 260; — *Dall.*, 1841, 1, 165.

Cass. 3 mars 1841 (mines de Couzon).

Art. 8 et 9 (et art. 1582 et 1709 C. c.)

1032. COMBE. — Le Bail d'une carrière à charbon, à pierres, à plâtre, etc., ou d'une tourbière, doit-il être considéré comme une vente mobilière ? par COMBE. — Ap., *J. du Not.*, 5 avril 1854.

1033. LEBON. — Mine. — Vente. — Bail à ferme. — L'Acte par lequel le concessionnaire d'une mine transfère à un tiers le droit de l'exploiter constitue-t-il un bail à ferme ou bien une vente mobilière? par LEBON, av. C. cass. — Ap. *R. Crit.*, t. VI (I^er^ 1855), p. 432-441.

Extr. d'un mém. produit devant la Cour de cass.

Art. 11.

1034. BAYON. — Observations sur l'interprétation donnée par la jurisprudence de la Cour de cassation à l'art. 11 de la loi du 21 avril 1810, concernant les

mines, les minières et les carrières, par A. BAYON. — In-8. *Paris*, Durand, 1852. (1 fr. 50.)

1035. DALLOZ. — Discussion de l'art. 11 de la loi des mines du 21 avril 1810, par Ed. DALLOZ. — In-8, 24 p. *Paris*, impr. Guyot et Scribe, 1865 (1864).

Cass. 3 mars 1841 (Mines de Couzon).
Add. DE ROYER. La prohibition faite par l'art. 11, de faire des sondages et des ouvertures dans un rayon déterminé peut-elle être également invoquée par les propriétaires voisins ? — Réquis. du proc. gén. de ROYER, ap. *Sir.*, 1856, 1, 497 (4 col.).
Cass. 19 mai 1856 (Ce de Sibertiere).

1036. REY. — I. Dissertation sur l'art. 11 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, par P. REY, sup. du j. de p. de Chalon-s.-S., auteur du *Traité*, etc. — In-8, 2 ff. 1/2. *Paris*, impr. Brière, 1856.

II. Étude de la loi sur les mines, du 21 avril 1810, par l'interprétation des art. 11, 43 et 44. Dédié à l'opinion publique. — In-8, 16 p. *Paris*, impr. Guyot et Scribe, 1860.

V. sup. nos 1022 et suiv., et infr. no 1043.

Art. 15.

1037. PARADAN. — De la Responsabilité des concessionnaires de mines, qui, pour leurs travaux souterrains, tarissent les sources des propriétaires voisins de leur exploitation, par PARADAN, cons. à Nîmes. — Br. in-8, *Nîmes*, Ballivet, 1872.

A propos de l'aff. des Forges de Tamaris, Cass. 12 août 1872. — Add. : I. Rapport du cons. RAU (3 col.). II. Req. de l'av. gén. REVERCHON (5 col.). III. Exam. doct. de LABBÉ (6 col.). — Ap. *Sir.*, 1872, 1, 353; — *J. Pal.*, 1872, 961.

Art. 19.

1038. BROY. — De la Propriété des mines dans ses rapports avec la propriété de la surface. Th. D., par BROY. — In-8. *Paris*, 1873.

1039. Autres thèses sur le même sujet :
CHEVALLIER. (*Même titre.*) In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1876. — PINCHON. (*Même titre.*) In-8, 1875.

1040. *** Législation des mines. Limites de la propriété du sol et de celle de la mine. — In-8, 11 p. *Paris*, imp. Guyot et Scribe, 1858.

V. sup. sous l'art. 552.

Art. 43 et 44.

1041. HÉRISSON. — Mines. — Acquisition au double. — Travaux souterrains. — Occupation. — Examen doctrinal, par Ch. HÉRISSON, d. e. d., av. C. cass. — Ap., *Rev. Prat.*, t. XI (1er 1861), p. 48-53.

Cass. 17 juillet 1860. Pras c. Mines de la Loire. V. l'art. suiv.

1042. LE ROYER, MEYNARD DE FRANC, DE RAYNAL. — Quelques Réflexions sur la dernière jurisprudence de la Cour de cassation en matière de mines, par E. LE ROYER, av., suivies : 1° du Rapport de M. le conseiller MEYNARD de FRANC; 2° des Conclusions de M. l'av. gén. de RAYNAL; 3° de l'Arrêt des Chambres réunies du 23 juill. 1862. — In-8, XII-124 p. *Paris*, Dalmont, 1862.

Aff. Pras. c. Mines de la Loire. — Add. Note de M. Ed. DALLOZ, ap. *Dall.*, 1862, 1, 257 (8 col.). Le réquisit. de M. de RAYNAL est rapporté *in extenso* ap. *Dall.*, loc. cit. (9 col.), et *Sir.*, 1862, 1, 807 (9 col.). — Add. une autre note d'Ed. DALLOZ, même aff., ap. *Dall.*, 1861, 2, 185 (8 col.).

1043. REY. — Du Droit de servitude des mines sur la surface, par P. REY, suppl. du j. de p. de Chalon-s.-S. — In-8, XII-68 p. *Paris*, Dalmont, 1862.

1044. TAMBOUR. — Du Droit d'occupation pour l'exécution des travaux des mines. — Examen doctrinal, par Ern. TAMBOUR, av. C. cass. — Ap., *Rev. Crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 1-9.

Conf. *Sirey*, 1870, 1, 105, note (4 col.).

1045. *** Dissertation sur l'indemnité due par l'exploitant de mines au propriétaire de la surface, pour les dommages causés par les travaux souterrains de l'exploitation. Comité des houillères françaises. — In-8, 27 p. *Paris*, impr. Guyot et Scribe, 1860.

1046. LAUR. — Révision de la législation des mines; documents officiels et privés pour servir à la discussion des propositions de modifications à la loi du 21 avril 1810, par Francis LAUR, ing. civ. des m. — In-8, 283 p. et 6 tabl. — *Saint-Etienne*, Chevalier, 1876.

A la suite d'une enquête ordonnée par l'Assemblée nat. en 1874, un rapport a été déposé par M. de Marcère au nom de la commission (*Offic.*, août 1874). Le min. des trav. publ. nomma alors, le 10 février 1875, une commission de révision qui rédigea un projet d'ensemble (M. Dupont, ing. en chef des mines, rapp.); elle rejeta l'idée de codifier la législation des mines et s'arrêta à la pensée qu'il convenait de proposer simplement une loi complémentaire de celle de 1810, et portant révision de 30 art. sujets à révision, suivant elle. Le conseil général des mines (Rapp. de M. du Souich), dont le ministère prit aussi l'avis, proposa de modifier 18 art. seu-

lement. A la suite de ces études, M. Brossard, député, émit une proposition de loi, à la séance du 5 févr. 1877 (*J. off.*, 10 févr.). — De son côté, M. Bousquet a présenté une proposition de loi relative aux concessions de minerais de fer.

V. sup. nº 1024, note.

III. — Propriété des offices ministériels.

Art. 91 de la Loi du 28 avril 1816.

Cette matière est riche et nous fournirait une quantité considérable de documents s'il entrait dans le plan de cet ouvrage d'y donner place à tout ce qui a été écrit pour ou contre la vénalité des offices. On retrouvera dans une autre division de cette Bibliographie tout ce qui a rapport à ce sujet. Quant à présent, il n'y a lieu d'envisager les offices ministériels qu'en tant qu'ils constituent une propriété spéciale reconnue et garantie par l'art. 91 de la loi de finance du 28 avril 1816, soumise, il est vrai, à quelques dispositions restrictives, mais régie, quant au reste, par les principes généraux du droit de propriété.

1047. AMIAUD. — De la Vénalité et de la propriété des offices ministériels. Lettre à M. Suin, sénateur, en réponse à son rapport au Sénat, du 15 mars 1870, par A. Amiaud, not. à Vars. — Ap. *J. du Not.*, 11, 15, 18, 22 et 25 juin 1870.

1048. BATAILLARD. — Du Droit de propriété et de transmission des offices ministériels, de ses précédents historiques, de son principe actuel et de ses conséquences, par Ch. Bataillard, av. — In-8. 21 ff. *Paris*, Thoisnier-Desplaces, 1840. (6 fr.)

L'ouvrage est divisé en trois parties. 1re partie : Recherches historiques sur le bail à ferme et la vénalité des offices, depuis le XIIIe siècle jusqu'à la Révolution franç. — 2e partie : De la transmission des offices ministériels avant et depuis la loi du 28 avril 1816, des principes sur lesquels elle est fondée et de la nature des droits reconnus aux titulaires sur leurs charges par les lois actuelles, par la jurisprudence des tribunaux et par les délibérations des deux chambres. — 3e partie : Examen des questions de théorie et d'applications relatives au droit de transcription des offices ministériels. Avantage du régime actuel sur ceux qui pourraient le remplacer. Critique de plusieurs mesures projetées. Améliorations praticables. Indication des principales dispositions que doit contenir la loi réglementaire, promise en 1816.

V. art. bibl. Se E. Ap. *Droit*, 28 févr. 1840.

1049. BELLET. — Offices et officiers ministériels, par V. Bellet, d. e. d., av. — 1 vol. in-8, 20 ff. 3/4. *Paris*, Cosse, 1850. (6 fr.)

Livre consciencieux et bien écrit.

1050. BONNET. — Traité sur la vénalité et la propriété des offices. Ouvrage dédié à MM. les officiers ministériels, par Paul Bonnet, av. — In-8, 6 ff. 1/2. *Toulouse*, Delboy, 1848.

1051. CHATEAU. — Dissertation sur le droit de propriété des offices, sur le droit de présentation et sur le privilége du prédécesseur en cas de destitution du titulaire de l'office, par Chateau, notaire. — In-8, 3 ff. 1/2. *Chartres*, Grenier, 1856.

1052. CHAUVEAU-ADOLPHE. — Sur la propriété des offices ministériels, par Chauveau-Adolphe. — Ap. *J. des av.*, 1849.

Add. Observat. sur cet article, ap. *J. du not.*, 15 sept. 1849.

1053. DARD. — I. Traité des offices désignés dans l'art. 91 de la loi du 28 avril 1816, concernant les avocats à la Cour de cassation, les notaires, les avoués, les greffiers, les huissiers, les commissaires-priseurs, les agents de change et les courtiers, par le chevalier Dard. — — In-8, 38 ff. 1/4. *Paris*, Hingray, 1838. (5 fr. — 6 fr. à la public.)

II. Du Droit des officiers ministériels de présenter leurs successeurs à l'agrément de S. M. — In-8, 12 ff. 1/2. *Paris*, Ve Normand-Delaunay, 1836. (5 fr. — 3 fr. à la publ.)

Consultation sign. le Chev. Dard.

1054. DURAND. — Des Offices considérés au point de vue des transactions privées et des intérêts de l'Etat, par Eug. Durand, d. e. d. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1863. (6 fr.)

Ouvrage couronné par la Fac. dr. de Rennes, et par l'Acad. de législ. de Toulouse. — V. art. crit. de Feitu, ap. *R. Crit.*, t.XXIV, p. 186.

1055. DUVAL. — De la Vénalité des offices en droit coutumier. — De la Nature des offices ministériels, de leur transmission et de l'exercice du droit de présentation sous le régime de la loi du 28 avril 1816, par Duval. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1875. (7 fr.)

Th. de d. modifiée et augmentée.

1056. FÉDIX. — De la Vénalité des charges, par P.-F. Fédix. — In-8, 8 ff. *Paris*, Garnier, 1848. (2 fr.)

1057. GENREAU. — Offices. — Privilége. — Destitution. — Indemnité. — Dissert., par G. Genreau, av. — Ap., *R. Crit.*, t. III (1853), p. 724-743.

Exam. de la jurisprud. — V. enc. *Rev. Crit.*, t. III, p. 563.

1058. GILARDEAU. — De la Vénalité des offices, par GILARDEAU. — In-8, 3 ff. *Paris*, Compt. des impr. unis, 1848. (1 fr.)

1059. GREFFIER. — Des Cessions et suppressions d'offices. Résumé pratique des lois, décrets et instructions ministérielles concernant cette matière, par Eug. GREFFIER, cons. C. cass. — 3e *éd.*, in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1874. (3 fr. 50.)

L'éd. précéd. est de 1865.

1060. HAVARD. — Sur la Vénalité des offices et le droit de transmission, par HAVARD. — Ap. *J. du Not.*, 17, 21, 24 avril; 1er, 8, 15 mai et 14 juillet 1852.

Add.: De la Transmission par voie de donation. *Ibid.*, 21 août 1852. — L'auteur avait précédemment adressé un mémoire à l'Assemblée nationale sur le même sujet: Quelques observations sur la propriété des offices présentées à l'Ass. nat., par HAVARD, anc. not., rédacteur en chef du *J. du not.* Br. in-8, 30 p. *Paris*, Brière, 1848, insérées ap. *J. du Not.*, suppl. du 6 sept. 1848.

1061. HENNEQUIN. — Un Office ministériel constitue une propriété d'une nature particulière, dont la transmission ne peut s'opérer que sous les conditions déterminées par la loi, et sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le titre de l'office et la finance ou clientèle, par E. HENNEQUIN. — Ap., *J. du Not.*, 9, 13, 16 janv. 1858.

1062. LAFERRIÈRE. — Des Décrets de suppression d'offices ministériels et spécialement des dispositions relatives à l'attribution et à la répartition de l'indemnité, par E. LAFERRIÈRE, m. des req. au c. d'Ét. — Ap. *Rev. crit.*, 1872, p. 692-713.

1063. MASCRÉ. — Mémoire sur la propriété des offices de notaires, par Eug. MASCRÉ. — In-8, 7 ff. 1/2. *Paris*, impr. Juteau, 1848.

1064. MORIN. — I. De la Propriété des offices dans l'état actuel de la législation, par Ach. MORIN, d. e. d. — Ap., *Droit*, 18 fév. 1836.

II. — Les Offices sont-ils la propriété des titulaires? — Le Traité qui intervient pour la transmission d'un office constitue-t-il une vente ou une obligation de faire? — Ap. *J. des Avoués*, t. XLIX, p. 652.

1065. PAIGNON. — De la Propriété des offices, par E. PAIGNON, av. C. cass. —Ap. *J. de Proc. de Bioche*, déc. 1852.

Reprod. Ap. *J. du Not.*, 18 déc. 1852.

1066. PERRIQUET. — Traité théorique et pratique de la propriété et de la transmission des offices ministériels énumérés par l'art. 91 de la loi du 28 avril 1816 et autres assimilés par la jurisprudence, par E. PERRIQUET, d. e. d., av. C. cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1874. (9 fr.)

Ce traité, clairement et savamment rédigé, contient dans sa partie théorique l'examen et la solution de toutes les difficultés que peut présenter le sujet, l'exposé et la critique de la jurisprudence jusqu'à ce jour. La partie pratique contient des indications précieuses sur la cession des offices et la marche à suivre pour éviter bien des difficultés qui en naissent souvent. C'est une œuvre distinguée, d'une érudition exacte et précise; les doctrines en sont fortement conçues; l'analyse des arrêts, complète et scrupuleuse, présente un tableau de toutes les vicissitudes de la jurispr. administr. et judiciaire. Une table analytique, qui est un véritable résumé, termine avantageusement le volume.

V. art. de VALABRÈGUE, ap. *Gaz. Tr.*, 16 août 1874. — POUGNET, ap. *Droit*, 11 mai 1874.

1067. THEUREAU — Étude sur l'abolition de la vénalité des offices, par THEUREAU. — In-8, *Paris*, 1868 (6 fr.).

1068. VRAYE. — Du Remboursement des offices ministériels et de la suppression de leur vénalité, par VRAYE, not. à Compiègne. — Gr. in-8. *Paris*, 1860. (4 fr. 50.)

1069. VUATINÉ. — Du Droit de transmission des offices, des réformes et améliorations à leur appliquer, par C. VUATINÉ, juge de paix. Ouvrage contenant : 1° la Réfutation du livre de M. A. Duclos, intitulé : Mémoire au garde des sceaux sur la suppression de la vénalité des offices; 2° l'Examen critique d'un ouvrage : Du Remboursement des offices ministériels et de la suppression de leur vénalité, par M. Vraye, notaire à Compiègne. — 1 vol. in-8, IV-172 p. *La Rochelle*, Bergault-Cumin, 1860. (3 fr. 50.)

1070. — De la Vénalité des offices. — Ap. *J. des Av.*, t. LVII, p. 513.

V. enc. *Ibid.*, p. 675, 682, 705; t. XLVIII, p. 134, t. XLIX, p. 457, 712; t. LXXIV, p. 409, 515.

1071. — Essai sur la transmission des offices. — In-8, 6 ff. 1/2. *Rennes*, Verdier, 1848.

Se: un magistrat.

1072. — I. De la Transmission des offices. — Ap. *Droit*, 11, 15 nov. 1839.

II. Pétition sur les offices. — *Ibid.*, 23 fév. 1840.

1073. CERFBEER DE MEDELSHEIM. — Vénalité des offices; du Courtage, par A. CERFBEER de MEDELSHEIM. — In-8, VIII-155 p. *Paris*, libr. centr., 1865.

V. enc. inf. sous les art. 1166, 1598 et 2102.

IV. — PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET INDUSTRIELLE.

MM. Dalloz et Vergé, dans leur *Code civil annoté*, ont renvoyé cette matière au droit commercial. Cette classification pouvait convenir à un ouvrage comme le leur, où, s'occupant avant tout des applications que la loi peut recevoir dans la pratique des affaires, ils se trouvaient plus fréquemment en présence d'espèces où cette application se produit sous une forme commerciale, principalement en ce qui concerne la propriété industrielle qui soulève des questions de beaucoup les plus nombreuses et les plus variées. Mais elle nous a semblé ne pouvoir convenir à un ouvrage comme celui-ci, où la doctrine tient la plus large place et où, particulièrement en ce qui concerne le sujet, il n'y a presque exclusivement à citer que des traités sur les généralités de la matière, les questions spéciales et de détail n'ayant que très-accidentellement fait l'objet des méditations des écrivains que sollicitent de préférence les études théoriques. C'est encore cette dernière considération, aussi bien que le peu de fermeté des principes de notre législation actuelle sur la propriété littéraire, artistique et industrielle, qui nous a déterminé et, en quelque sorte, obligé d'étendre exceptionnellement le cadre de la *Bibliographie*, pour y faire rentrer des ouvrages qui sont plutôt du domaine de la législation ou de la philosophie du droit, que de celui du droit positif, objet spécial de cette division de l'œuvre que nous tentons d'accomplir. Si nous avions renvoyé à une autre division tous les documents bibliographiques de ce genre, comme nous l'avons fait pour les parties du droit dont les règles précises et définitives ont fait l'objet d'une codification bien coordonnée dans toutes ses parties, nous aurions dû nous résigner à être incomplet, si ce n'est même tout à fait muet sur cette matière; car ici les documents de doctrine consistent moins en commentaires sur une législation indécise qu'en traités destinés à la préparer et à dégager les véritables principes qu'elle aura à consacrer définitivement.

1074. BLANC ET BEAUME. — Code général de la Propriété industrielle, littéraire et artistique, comprenant les législations de tous les pays et les traités internationaux sur les inventions brevetées, les œuvres de littérature, de musique, de théâtre, de peinture, dessin, sculpture et gravure; les enseignes, les noms de commerçants, les marques et les dessins de fabrique, par Et. BLANC et Al. BEAUME, av. — In-8. *Paris*, Cosse, 1854. (7 fr. 50.)

Les auteurs ont réuni tous les documents constituant la législation particulière de chaque Etat et les ont classés sous la rubrique de chacun d'eux; ils ont fait suivre ce classement d'un résumé qui permet d'en saisir l'esprit général. Ce n'est pas un livre scientifique, mais un recueil d'une grande utilité pour la science, où les jurisconsultes, aussi bien que les particuliers, trouvent un ensemble de renseignements qu'ils ne pourraient que bien difficilement se procurer ailleurs.

V. enc. infr. nos 1147 et 1148.

1075. PATAILLE ET HUGUET. — I. Code international de la Propriété industrielle, artistique et littéraire. Code pratique des inventeurs, auteurs, compositeurs, artistes et fabricants français et étrangers, par J. PATAILLE, av., et A. HUGUET, d. e. dr., av. C. cass. Divisé en 2 part., contenant : 1° Des précis de la législation et de la jurisprudence françaises, suivis des textes des lois, ordonnances, décrets et arrêtés; 2° des résumés pratiques des législations étrangères et le texte de tous les traités internationaux conclus entre la France et les gouvernements étrangers, en matière de brevets d'invention, littérature, théâtre, musique, beaux-arts, dessins, modèles, noms et marques de fabrique. — 1 vol. in-8, 23 ff. 1/4, *Paris*, Marescq et Dujardin, 1855 (5 fr.); 2e tirage, 1865.

II. Appendice au Code international de la Propriété industrielle, artistique et littéraire, contenant les traités internationaux et les lois françaises et étrangères, depuis 1855 jusqu'à ce jour, avec des précis et des notes, par J. PATAILLE. — In-8, 240 p. *Paris*, au bureau des *Annales de la propriété industrielle*, 1865.

Le titre de ces deux ouvrages, qui donne l'indication sommaire, mais complète, des matières qui y sont traitées, dispense de toute analyse. MM. P. et H. dirigent un recueil périodique, les *Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire*, etc., destiné à compléter le *Code* en le tenant au courant. Le premier des ouvrages ci-dessus sert d'introduction à ces *Annales*, et peut tenir lieu des cinq premiers volumes de ce journal.

V. art. crit. de CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Moniteur*, 1856, p. 1131.

1076. BRUNET. — Constitution de la Propriété intellectuelle, par Jean BRU-

NET, anc. élève de l'Ecole polyt., anc. off. d'artill., etc. — Ier vol. in-18, 174 p. p. *Paris*, impr. Walder, 1858.

L'ouvrage a 2 vol. : « *Le Messianisme, organisation générale.* Dieu a dit à l'humanité : Allez, mes enfants que j'aime également, instruisez-vous, et soyez heureux sur la terre que je vous donne à féconder par le travail. » Cet ouvrage a paru en même temps gr. in-8 à 2 col. — Des fragments en ont été publiés in-12 et in-18.

Un résumé de la *Constitution de la propriété* a paru en 30 p. in-12, 1858, avec le même titre général : *le Messianisme.* — M. J. B., membre de la Constituante de 1848 et de l'Ass. nat. de 1871, s'est fait remarquer par ses idées bizarres et ses projets excentriques.

1077. CALMELS. — De la Propriété et de la contrefaçon des œuvres de l'intelligence, comprenant les productions littéraires, dramatiques, musicales ; les œuvres artistiques, de la peinture, du dessin, de la gravure et de la sculpture ; les titres d'ouvrages ; les dessins, modèles, secrets et marques de fabrique ; les noms, raisons commerciales et les enseignes ; les inventions brevetées ; les droits des étrangers, avec le texte des lois et décrets sur la matière, par Edouard CALMELS, av., d. e. d. — In-8, 54 ff. 3/4. *Paris*, Cosse, 1857 (1856). (9 fr.)

V. art. crit. : G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1856, p. 1131. — PERROT DES CHAUMES, ap. *R. Pr.*, t. Ier, p. 430. — V. EMION, ap. *Droit*, 21 juin 1857. — E. GALLIEN, ap. *Gaz. Tr.*, 6 août 1856.

Les ouvrages de M. CALMELS sur la propriété littéraire et industrielle sont justement estimés. — V. infr. nº 1152.

1078. GASTAMBIDE. — Traité théorique et pratique des Contrefaçons en tous genres, ou de la Propriété en matière de littérature, théâtre, musique, peinture, dessin, gravure, dessins de manufacture, sculpture, sculpture industrielle, marques, noms, raisons commerciales, enseignes, etc., avec une Table alphabétique détaillée, par Adr. GASTAMBIDE. — In-8, 31 ff. 1/8. *Paris*, Legrand et Descauriet, 1837. (6 fr.)

L'auteur, alors subst. à Laon, a eu le mérite « de défricher le premier un terrain dont on n'avait jamais jusqu'alors compris la fécondité. » Dans son premier ouvrage, il n'avait approfondi que le côté pénal, mais il avait continué ses études et était sur le point de faire paraître un *Traité juridique sur la propriété littéraire, artistique et industrielle*, lorsque fut instituée la commission chargée de préparer les moyens de réglementer cette importante matière. Il détacha alors de son travail une brochure qui parut en 1862. V. inf. 1117.

V. art. crit. de Ad. LACAN, ap. *Droit*, 31 août 1837.

1079. LESENNE. — Traité des Droits d'auteur et d'inventeur en matière de littérature, de science, d'art et d'industrie, par N.-M. LESENNE, d. e. d., av. — 2e *éd.*, in-8, 21 ff. *Paris*, Compt. des impr. unis, 1849. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1845.

1080. LIMOUZIN. — De la Propriété intellectuelle et industrielle, par Ch.-M. LIMOUZIN. — In-8, 42 p. *Paris*, Guillaumin, 1873.

1081. NION. — Droits civils des auteurs, artistes et inventeurs, ou Application des dispositions des Codes civ., de comm. et de procéd. aux droits attribués par les lois existantes aux auteurs et inventeurs en matière d'art, de science, de littérature et d'industrie, par Alf. NION, d. e. d., av. à Rouen. — 1 vol. in-8, 31 ff. *Paris*, Joubert, 1846. (6 fr.)

a. Propriété littéraire et artistique.

1082. DELALAIN. — Nouvelle Législation de la Propriété littéraire et artistique, suivie des Conventions internationales, par J. DELALAIN, impr. de l'Univ., etc. — 6e *éd.*, rev. et augm., in-12. *Paris*, J. Delalain, 1868.

M. J. D. a entrepris, après le décret du 28 mars 1852, d'écrire un *Manuel des droits de propriété littéraire en France et à l'étranger*, et en a publié l'Introduction sous le titre de : *Législation de la propriété littéraire*, etc. Cette brochure, d'abord d'une feuille, s'est successivement augmentée au fur et à mesure que l'auteur en donnait une édition nouvelle, dont chacune a eu plusieurs tirages. Peu d'exemplaires ont été mis dans le commerce. L'édition de 1855, in-8, 3 ff. 1/2, a été imprimée en couleur et en noir pour l'Exposition universelle, et celle de 1858, in-8, 248 p., a été offerte aux membres du congrès de Bruxelles et aux membres du cercle de la librairie. — L'auteur a aussi publié à part le *Recueil des conventions conclues par la France pour la reconnaissance de la propriété littéraire et artistique*, etc. — 3e éd., in-12, 1868.

1083. FLINIAUX. — Législation et jurisprudence concernant la Propriété littéraire et artistique. Ouvrage contenant un résumé des opinions théoriques émises sur la question ; l'examen de la nouvelle loi française du 14-19 juill. 1866 ; une étude comparative des législations étrangères ; le texte des conventions internationales, et divers documents sur les congrès les plus récents, par Ch. FLINIAUX, av. C. cass. (*de Belgique*). — 1 vol. in-8. *Bruxelles*, 1867. (7 fr.)

1084. ROMBERG. — Compte-rendu des travaux du Congrès de la propriété littéraire et artistique, par Ed. ROMBERG. — 2 vol. in-8. *Bruxelles*, Guillemin et Cie, 1858 (10 fr.).

Les documents émanés de ce congrès, concernant le droit international, sont en dehors de notre sujet.

1085. — Commission de la Propriété littéraire. — Collection des procès-verbaux. — In-4 de 43 ff. 1/2. *Paris*, impr. Pillet aîné, 1826.

Ces procès-verbaux, ainsi que divers documents sur le même sujet, notamment le projet rédigé par M. le C^te^ Portalis, ont été publiés par ordre de la commission, et n'ont pas été mis dans le commerce.

1086. — La Propriété littéraire au XVIII^e^ s. Recueil de pièces et documents publiés par le Comité pour la défense de la propriété littéraire et artistique, avec une introduction et des notices, par Ed. LABOULAYE, de l'Inst. et G. GUIFFREY, av. — In-8, XXXII-632 p. *Paris*, Hachette et C^e^, 1860. (10 fr.)

1087. — Commission de la Propriété littéraire et artistique. — Décrets, législation et documents divers. — In-4. *Paris*, 1862.

1088. ANDRAL. — D'un Projet de loi organique sur la Propriété littéraire et artistique, par Paul ANDRAL, av. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Guiraudet, 1855.

Extr. de la *Propriété littér. et artist.*

1089. BONJEAN. — Discours sur la Propriété littéraire et artistique, à l'occasion du projet de loi sur les instruments de musique mécaniques, prononcé par le prés. BONJEAN, sénateur. — (Sénat, séance du mardi 8 mai 1866). — In-8, 39 p. *Paris*, impr. Lahure, 1866.

1090. DELANGLE. — Discours... (*sur le même sujet*), prononcé par le proc. gén. DELANGLE, sénateur. — (Sénat, séance du mardi 8 mai 1866). — In-8, 27 p. *Paris*, impr. Lahure, 1866.

1091. CASATI. — Du Projet de loi sur la Propriété littéraire et artistique, par C. CASATI, av., d. e. d., etc. — Br. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1863. (1 fr.)

Extr. de la *R. Prat.*, t. XIII (1^er^ 1862), p. 113-139.

1092. COCHUT. — Du Projet de loi sur la propriété littéraire et la contrefaçon, par A. COCHUT. — Ap., *R. des D.-Mondes*, t. XVII (1839), p. 388.

1093. LAMARTINE. — De la Propriété littéraire. Rapport fait à la Chambre des députés par A. de LAMARTINE. — In-8, 2 ff. *Paris*, Ch. Gosselin, 1841.

V. *Moniteur; — Droit*, 15, 17 mars 1841, et l'analyse et l'exam. crit. de la discussion, 27, 29, 31 mars, 1^er^ avril 1849.
Cf. infr. n° 1097.

1094. MALAPERT. — Rapport sur le projet de loi relatif à la propriété littéraire et artistique, lu au Conseil de la Société pour l'instruction élémentaire, dans la séance du 14 oct. 1863, par MALAPERT, v.-prés. — In-8, 1863.

1095. MOURLON. — Examen du projet de loi sur la Propriété littéraire et artistique, précédé d'une Dissertation sur l'imperfection de notre droit privé et la méthode à suivre pour éviter à l'avenir les défauts qui le déparent, par F. MOURLON. — In-8, 120 p. *Paris*, Marescq aîné, 1865. (2 fr.)

Extr. en partie de la *R. Prat.*, t. XVII (1^er^ 1864), p. 5-29; — 138-150; — 193-216; — 314-326; 400-424; — et t. XVIII, p. 30-45. — La 2^e^ partie de cette étude (codification), annoncée pour devoir faire suite dans la *Rev. Prat.*, n'y a pas été publiée.

1096. A. G. — Du Projet de loi sur la Propriété des auteurs. — Durée de cette propriété, par A.-G. — Ap., *Droit*, 17 févr. 1837.

1097. * * * — Loi sur la Propriété littéraire. — Ap. *Gaz. Trib.*, 30 mai; 5, 7, 20, 21, 22 juin, 19, 21, 24, 25, 31 juill., 14, 15 août, 7, 9, 15, 23 sept., 2, 12, 16, 17 et 30 oct. 1839.

Discussion à la Ch. des pairs. — V. *Monit.*, 26, 28, 29, 30, 31 mai et 1^er^ juin 1839. — Discussion à la Ch. des dép. *Ibid.*, 14, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 31 mars, 1, 2, 3 avril 1841.
V. sup. n° 1093.

Add. Art. de BERVILLE, ap. *Gaz. Trib.*, 17 et 18 févr. 1837. La Chambre des députés a rejeté le projet que la Chambre des pairs avait adopté.

1098. BEAUCÉ. — Légitimité de la propriété littéraire en fait d'ouvrages de l'esprit, etc., par BEAUCÉ. — Br. in-8. *Paris*, 1818.

1099. BÉDARRIDE. — De la Propriété littéraire, par J. BÉDARRIDE. — Ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. II, p. 177-188.

1100. BERTAULD. — Loi des 14-19 juill. 1866. — Des Droits personnels et des droits réels, par BERTAULD, prof. Fac. Caen. — Ap. *Quest. Prat.*, t. I^er^, p. 170-225.

V. *sup.*, n° 61.

L'auteur, ainsi qu'il le dit, aborde son sujet en quelque sorte de biais, incidemment à la question de la propriété littéraire; comme l'indique le titre courant de cette étude, c'est une explication de la loi du 14-19 juillet 1866.
La 1^re^ part. de cette étude a paru dans la *R. Cr.*, t. XXII (1^er^ 1863), p. 385-399, sous le titre de : *Examen doctrinal de la législation. — De la nature du droit des auteurs sur leurs œuvres.*

1101. BOSSANGE. — Opinion nouvelle sur la Propriété littéraire, par Hect.

BOSSANGE, libr. — In-8, 2 ff. 1/2. *Paris*, impr. Rignoux, 1836.

1102. BOULLÉE. — De la Propriété littéraire et du plagiat, par A. B. (Aimé-Aug. BOULLÉE de BOURG, anc. proc. du roi à Lyon). — In-8, 8 p. *Bourg*, Bottier, 1833.

1103. BREULIER. — Du Droit de perpétuité de la Propriété intellectuelle. Théorie de la propriété des écrivains, des artistes, des inventeurs et des fabricants, par Ad. BREULIER, av. — In-8, 8 ff. 3/4. *Paris*, A. Durand, 1854. (3 fr.)

V. art. crit. de G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1856, p. 891.

Des fragments ont paru dans le *Droit*, 13, 14 et 15 mai 1853, sous le titre de : *Historique du principe de perpétuité.*

1104. CARESME. — De la Propriété littéraire dans l'histoire et selon le droit. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de Nîmes, le 3 novembre 1863. — In-8. *Nîmes*, 1864.

1105. CHAMPAGNAC. — Étude sur la Propriété littéraire et artistique, par GUST. CHAMPAGNAC, ch. du bur. de la propr. littér. au min. de l'Int.; précédée d'une Lettre à M. le vicomte de la Guéronnière, cons. d'Et. — Gr. in-18, XXI-176 p. *Paris*, Dentu, 1860.

1106. CHARPENTIER. — I. De la prétendue Propriété littéraire et artistique, par CHARPENTIER, libr. éd. — In-8, 31 p. *Paris, l'auteur*, 1862. (50 c.)

Extr. de la *Rev. Nation.*, févr. 1862.

II. Observations sur le projet de loi concernant les droits des auteurs et des artistes, suivies des Considérations sur la perpétuité de ce droit. — In-8, 16 p. *Paris*, Charpentier, 1866.

III. Nouvelles Observations sur le projet de loi concernant le droit des auteurs et des artistes. — In-8, 15 p. *Paris*, Charpentier, 1866.

Add.: A la Cour de cassation. Mémoire en défense pour G. Charpentier, libraire-éditeur, etc., c. M. Benj. Laroche, etc. In-8, 3 ff., *Paris*, impr. Crapelet, 1849. (Trad. des Œuvres de Byron.)

1107. CLAPIER. — Du Droit de Propriété, à propos de la loi du 14 juillet 1866 sur les droits d'auteur, par CLAPIER, etc. — In-8, 37 p. *Marseille*, impr. Barlatier-Feissat et Demonchy, 1867. (2 fr.)

1108. CLÉMENT. — Du Droit des auteurs sur leurs œuvres. Dissertation juridique lue le 17 déc. 1866 à la séance de rentrée de la Conférence des av. stag., par P. CLÉMENT, av. — In-8, 28 p. *Grenoble*, impr. Maisonville et f., 1867.

1109. COMMETTANT. — La Propriété intellectuelle, au point de vue de la morale et du progrès, par O. COMMETTANT. — 2e *éd.*, in-18. *Paris*, Guillaumin, 1858. (1 fr. 50.)

1110. DELSOL. — De la Propriété littéraire et artistique, par J.-J. DELSOL, av., d. e. d. — Ap. *Droit*, 22 et 23 mars 1862.

II. Du Projet de loi sur la Propriété littéraire et artistique. — *Ibid.*, 22 et 23 déc. 1864.

III. Projet de loi relatif aux droits des héritiers et ayants cause des auteurs. — *Ibid.*, 8 mars 1866.

1111. DESPREZ. — Du Droit de Propriété dans ses rapports avec la littérature et les arts, par DESPREZ. — In-8, 3 ff. 1/4. *Paris*, Pillet aîné, 1825. (1 fr. 50.)

1112. DIDOT. — Note sur la Propriété littéraire et sur la répression des contrefaçons faites à l'étranger, particulièrement en Belgique, par Ambr. F.-DIDOT. — In-8, 1 f. *Paris*, Didot, 1836.

Add. — De la Contrefaçon des livres en Belgique, par Théod. FIX. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, impr. Bourgogne, 1836.

Extr. de la *Rev. d'écon. pol.*

— La Contrefaçon belge devant la Cour d'appel de Paris, par V. de MARS. — Ap. *Rev. des Deux-Mondes*, 1er juillet 1852.

1113. DUCOS. — Essai sur la Propriété littéraire, par Flor. DUCOS, av. — In-8, 1 f. 1/8. *Paris*, impr. Everat, 1825. (75 c.)

1114. DE FOLLEVILLE. — De la Propriété littéraire et artistique, par Daniel de FOLLEVILLE. — In-8, 33 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1877. (1 fr.)

Extr. de la *Fr. jud.*, t. I, nos 12 et 13.

1115. FLOURENS. — Origine et développements en France de la législation sur les droits d'auteur. Th. D., par FLOURENS. — In-8. *Paris*, F. Pichon, 1871. (6 fr.)

1116. FOUCHER. — De la Propriété littéraire et de la contrefaçon, par V. FOUCHER. — Ap. *Rev. étr. et franç.*, t. IV (10e année).

1117. GASTAMBIDE. — Historique et théorie de la Propriété des auteurs, par GASTAMBIDE, pr. gén. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1862. (3 fr. 50.)

V. Rapp. de BRESSOLLES, ap. *Rec. Acad. législ. de Toul.*, t. XI, p. 53-88. — Cf. sup. n° 1078.

1118. GOURNOT. — Du Principe des Droits d'auteur et de la perpétuité, par Ach. GOURNOT, av. — In-8. *Paris*, Dentu, 1862. (1 fr.)

1119. GROZ. — Le Droit de Propriété littéraire doit-il être temporaire ou perpétuel? par Louis GROZ. — 32 p. in-8. *Lyon*, autogr. Storck, 1864.

Cette étude a paru ensuite ap. *R. Pr.*, t. XXI (1er 1866), p. 533-550.

1120. GUAY. — De la Propriété littéraire, ou Explication de la loi française des 14-19 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants causes des auteurs, par Marcel GUAY, d. e. d., av. — In-8, 61 p. *Paris*, Duchemin, 1876.

L'auteur a poursuivi son travail par des études de législation comparée sur la *Propriété littéraire dramatique et artistique dans les divers Etats de l'Amérique latine : du Mexique.* — In-8, 20 p. *Paris*, Duchemin, 1876.

1121. GUIFFREY. — De la Propriété intellectuelle au point de vue du droit et de l'histoire, par G. GUIFFREY, av. — In-8, 68 p. *Paris*, impr. Beaucé, 1864.

Extr. du journ. *la Célébrité*. — Cf. sup. no 1086.

1122. GUYOT. — Examen du projet de loi sur la propriété littéraire, par Ad. GUYOT. — In-8, 172 p. *Paris*, impr. Jousset, Clet et Cie, 1863.

Conférence des attachés.

1123. HÉROLD.— Sur la Perpétuité de la Propriété littéraire, par Ferd. HÉROLD, d. e. d., av. C. cass. — In-8, 46 p. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (1 fr. 50.)

Extr. de la *R. Pr.*, t. XIII (1er 1862), p. 394-495.

1124. HETZEL. — De la Propriété littéraire; contre son assimilation à la propriété de droit commun pour le domaine public payant, par J. HETZEL. — In-8, 24 p. *Paris*, impr. Claye, 1866.

Lettres publiées dans le *J. des Débats*.

1125. ISAMBERT. — Questions de Propriété littéraire, par ISAMBERT, av. C. cass. — Ap., *Gaz. Trib.*, 1re année, nos 32, 44.

1126. JOBART. — De la Propriété de la pensée et de la contrefaçon considérée comme droit d'aubaine et de détraction, par JOBART, contrefacteur belge, etc.— In-8, 4 ff. *Versailles*, impr. Marlin, 1837.

Extrait du Rec. de la Soc. philotechnique.

1127. LABOULAYE. — Études sur la Propriété littéraire en France et en Angleterre, par Ed. LABOULAYE, prof. au Coll. de Fr., etc., suivies des trois discours prononcés au Parlement d'Angleterre par sir T. NOON TALFOURD, trad. de l'anglais par Paul LABOULAYE, attaché min. des aff. étr.—In-8, LIX-200 p. *Paris*, A. Durand, 1858. (3 fr.)

En 54 p. substantielles, l'auteur retrace l'avénement en France du droit de propr. littér. et en établit le caractère juridique. Cette étude est suivie d'un travail analogue en ce qui concerne l'Angleterre.

V. art. crit. de G. CHAIX-D'EST-ANGE. Ap. *Monit.*, 1858, p. 1467.

1128. LANG. — De la Propriété littéraire. Th. D. (Strasbourg), par G. LANG, av. — In-8, 11 ff. 1/2. *Strasbourg*, impr. Silbermann, 1856.

1129. LOCRÉ. — Discussion sur la liberté de la presse... la propriété littéraire, etc. — In-8. *Paris*, 1819. (4 fr.)

1130. MARESCHAL. — I. Mémoire à consulter sur la question juridique de la propriété perpétuelle et héréditaire des œuvres de l'esprit, par J. MARESCHAL, 1er insp. hon. des B.-A. — Gr. in-8, 116 p. *Paris*, Libr. nouv., 1861. (3 fr. 50.)

II. Du Droit héréditaire des auteurs. — In-8, 1859. (2 fr. 50.)

III. Les Droits de l'auteur et le droit du public relativement aux œuvres de l'esprit. — Gr. in-8, 40 p. *Paris*, Hachette, 1866. (2 fr. 50.)

1131. MORILLOT. — De la Personnalité du Droit de copie qui appartient à un auteur vivant, par André MORILLOT, av., d. e. d., lic. ès l. — In-8, 24 p. *Paris*, Cotillon et fils, 1872.

Extr. de la *R. Crit.*, 1872-73, p. 29-50.

1132. PROUDHON. — Les Majorats littéraires, par P.-J. PROUDHON. Examen d'un projet de loi ayant pour but de créer, au profit des auteurs, inventeurs et artistes, un monopole perpétuel. — 1re *éd.*, *Bruxelles*, 1862; 2e *éd.*, in-12. *Paris*, Dentu, 1863. (3 fr.)

Cet ouvrage du célèbre publiciste présente dans toute sa rigueur de déduction la thèse qui combat le principe de la propriété intellectuelle.

1133. RENOUARD. — Traité des Droits d'auteurs dans la littérature, les sciences et les beaux-arts, par Aug.-Ch. RENOUARD, cons. C. de cass. — 2 vol. in-8. *Paris*, J. Renouard, 1838-39. (15 fr.)

Le 1er vol. est purement historique et théorique. Dans la 1re part., M. R. recherche les origines de cette propriété d'un genre tout particulier, et la suit dans ses développements; la

2e contient le texte de toutes les lois et décrets rendus depuis 1791; la 3e est consacrée à la théorie des droits des auteurs. Dans le 2e vol., l'auteur examine et résoud les nombreuses questions auxquelles ont donné naissance les lois qui régissent la propriété littéraire. Depuis que ce livre a paru, la science a, sur ce sujet, fait bien des progrès, quoique l'on ne soit pas encore d'accord sur les principes, mais M. R. conserve le mérite d'avoir l'un des premiers débrouillé les données du problème et émis une théorie raisonnée et scientifique, et son ouvrage demeure la preuve de cet axiome qui est le fondement de sa doctrine, qu'un bon livre est la prestation d'un service envers la société.

V. à propos de cet ouvr.: *Sur la Propriété littéraire; analyse du système de M. Renouard*, par TAILLANDIER, av. C. cass. — Ap. *Gaz. Tr.*, 1re année, no 111. V. infr. no 1136. — V. aussi art. crit. de PAILLARD DE VILLENEUVE, ap. *Gaz. Tr.* ,10 avril 1840.

1134. ROBERT. — De la Propriété littéraire et artistique. — Loi du 14 juillet 1866, par Ant. ROBERT, d. e. d., av. à Dijon. — Ap. *R. Pr.*, t. XXIX (1er 1870), p. 372-381; t. XXXI (1re 1871), p. 209-224.

Cette étude n'a pas été suivie.

1135. SAUVAGE. — République des lettres. — Constitution de la propriété littéraire et de la librairie, par R.-E. SAUVAGE, ex-impr. libr. — 2e *éd.*, 20 p. in-8. *Paris,* impr. Desoye, 1867.

1136. TAILLANDIER. — Sur la Propriété littéraire, par TAILLANDIER, av. C. cass. — Ap. *Gaz. Trib.*, 1re année, nos 94, 102, 106, 111.

1137. TAILLEUR. — Du Droit des auteurs. La Propriété littéraire, est-ce la propriété? par A. TAILLEUR. — Ap. *R. Pr.*, t. XVI (2e 1863), p. 145-168.

1138. — *** La Propriété littéraire sous le régime du domaine public payant. — In-8, 31 p. *Paris,* 1862, (30 c.)

Publicat. du Comité de l'Association pour la défense de la propr. littéraire.

1139. LE BARROIS D'ORGEVAL. — De la Propriété littéraire en France et à l'étranger, son histoire, sa législation, suivies des conventions nationales conclues jusqu'à ce jour avec les principaux États de l'Europe. — In-8, 199 p. *Paris,* Dentu; — Thorin, 1868. (3 fr.)

1140. Thèses de doctorat : DELASALLE. De la Propriété littéraire. In-8. *Paris,* 1852.— PELAGAUD, *Do*. In-8. *Paris,* 1874. — *Do* RICHÉ, in-8. *Paris,* 1874.

1141. — De la Propriété littéraire, par un illettré. — In-8, 19 f., *Paris,* A. René, 1765.

1142. BEAUME ET HUART. — Dialogue des morts sur la Propriété littéraire, publié et annoté par Alex. BEAUME et Adr. HUART, av. — In-8, 46 p. *Paris,* 1862. (1 fr.)

1143. VANIER. — Des Lettres missives, par VANIER, d. e. d., j. à Cherbourg. — In-8, 38 p. Marescq aîné, 1866.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXI (1er 1866), p. 80-114 (Propriété des lettres missives; leur emploi).

b. Propriété industrielle. — Brevets d'invention. — Dessins et marques de fabrique, etc.

Lois du 5 juillet 1844, — du 23-27 juill. 1857 — et du 27 nov. 1873.

M. J. Bozérian a présenté une proposition de loi sur le dépôt des dessins et marques de fabrique. Un rapport sommaire a été fait par M. Cunin-Gridaine, sénateur, à la séance du 28 nov. 1876. — *J. off.*, 6 déc. 1876 et 14 fév. 1877.

1144. ARMENGAUD. — I. Guide manuel de l'inventeur et des fabricants, etc., par ARMENGAUD aîné, ing. — 5e *éd.*, in-8. *Paris*, chez l'auteur, 1861. (5 fr.)

II. — Garantie de la Propriété industrielle en France et à l'étranger. Brevets d'invention, marques de fabrique, dépôts aux prud'hommes. — In-8, 56 p. *Paris,* l'auteur, 1876. (2 fr.)

1145. BÉDARRIDE. — Commentaire des lois sur les Brevets d'invention, sur les noms des fabricants et des lieux de fabrication, sur les marques de fabrique et de commerce, suivi d'un Appendice contenant les actes et documents officiels et législatifs, par J. BÉDARRIDE, av. à Aix, etc. — 3 vol. in-8. *Aix*, Makaire; *Paris*, Durand, 1869. (24 fr.)

On retrouve dans l'ouvrage de M. B. toutes les qualités qui ont fait assigner à tous ses autres livres un rang distingué; ses études approfondies sur le dol et la fraude d'une part, et sur le droit commercial de l'autre, le préparaient à traiter un sujet qui se rattache si intimement par sa nature à ces matières, et dont son commentaire des lois sur les brevets d'invention est une sorte de complément.

V. Rapport par ARNAULT, à l'Acad. de lég. de Toulouse. — Ap. *Rec. de l'Acad.*, 1868, p. 366-383.

1146. BERNARD. — Les Inventions sont-elles une propriété? par T.-N. BERNARD. — In-8. *Paris,* 1868.

1147. BLANC. — L'Inventeur breveté, code des inventions et des perfectionnements, contenant la loi de 1844 et son commentaire; un traité des brevets et de la contrefaçon, avec les principaux monuments de la jurisprudence; la circulaire du ministre sur l'application de

la loi; les exposés des motifs et les rapports des commissions devant les Chambres; un formulaire pour les demandes de brevets et pour les procédures; un précis des législations étrangères, par Et. BLANC, av. — 3e *éd.*, in-8, Cosse et Marchal, 1852. (7 fr. 50.)

La 1re édition est de 1844.

1148. *Le même.* — Traité de la Contrefaçon en tous genres et de sa poursuite en justice, comprenant tout ce qui concerne les inventions brevetées, les dessins et les marques de fabrique; les étiquettes, enseignes et noms de commerçants; les désignations et enveloppes de marchandises; les œuvres littéraires, musicales, dramatiques et artistiques; les titres d'ouvrages et les noms d'auteur. — 4e *éd.*, très-fort vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1855. (10 fr.)

La 1re éd. est de 1837, in-8, *Paris*, Raymond.

V. art. crit. de J. FAVRE. Ap. *Droit*, 4 déc. 1857. — SAPEY, ap. *Gaz. Trib.*, 2 nov. 1856.

V. enc. sup. no 1074.

1149. BLÉTRY. — Manuel de l'inventeur, contenant la loi française du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, les lois et décrets qui l'ont suivi, et l'interprétation pratique des législations étrangères, par BLÉTRY fr., ing. civ. — *Ed.* de 1874, in-12, 94 p. *Paris*, impr. Gauthier-Villars, 1874. (2 fr.)

1150. BREULIER. — Du nouveau Projet de loi sur les Brevets d'invention. — Ap. *R. Pr.*, t. V (1er 1858), p. 480-500.

V. enc. sup. no 1103.

1151. BREULIER ET DESNOS-GARDISSAL. — Du Régime de l'invention. — Examen des améliorations proposées à la législation relative aux inventions, à propos du nouveau projet de loi sur les brevets, par Ad. BREULIER, av., et Ch. DESNOS-GARDISSAL, ing. civ. — In-8, 16 p. *Paris*, Durand, 1862.

1152. CALMELS. — I. Des Noms et marques de fabrique et de commerce; de la concurrence déloyale, comprenant les noms et raisons commerciales, les désignations des lieux de fabrication des produits, les enseignes, etc., la jurisprudence, le texte des lois françaises, avec les exposés des motifs, rapports, etc., les législations étrangères et les traités internationaux, par Ed. CALMELS, av., d. e. d., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1858. (5 fr.)

II. Dessins et modèles de fabrique. Traités internationaux. Législation française et étrangère. Jurisprudence en France et en Belgique. — Gr. in-8. *Paris*, Durand, 1865. (2 fr. 50)

Add. *du même.* Du projet de loi sur les brevets d'invention. In-8, 1859 (1 fr.)

V. enc. sup. no 1077.

1153. CHRISTOPHE. — Examen du projet de loi sur les Brevets d'invention, par Ch. CHRISTOPHE. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, impr. Malteste, 1844.

1154. COSTE. — Du Privilége de l'inventeur en matière industrielle. — Discours prononcé à l'aud. de rentrée de la Cour de Nîmes, le 3 nov. 1864, par A. COSTE, sub. pr. g. — In-8, 71 p. *Nîmes*, impr. Clavel-Ballivet et Ce, 1864.

1155. DAMOURETTE. — Brevets d'invention, dessins et marques de fabrique. Etudes sur les lois actuelles et sur les modifications qu'il convient d'y apporter, par J.-P. DAMOURETTE, ingénieur. — 1 vol. in-8, XII-148 p. *Paris*, V. Dalmont, 1858. (3 fr.)

1156. DUMÉRY. — Examen de la loi sur les Brevets d'invention, par J.-C. DUMÉRY. — 2 cah. in-8. *Paris*, Chaix et Ce, 1859. (4 fr. 50.)

1157. GARDISSAL ET DESNOS-GARDISSAL. — Précis des législations française et étrangère sur les brevets d'invention et les marques de fabrique, par GARDISSAL et DESNOS-GARDISSAL. — In-12. *Paris*, les auteurs, 1859. (2 fr.)

Séparément : un extrait sur les Marques de fabrique, 39 p. et un extrait comprenant les lois belge et française.

Cf. sup. no 1151.

V. enc. DESNOS : Résumé des législations française et étrangère sur les brevets d'invention (Annuaire des inventeurs), par Ch. DESNOS, ing. — In-18, 7 p. *Paris*, impr. Desnos, 1875.

Public. de l'*Office des brev. d'invent. franç. et étr.*

1158. GIRAUDEAU ET GOETSCHY. — Traité des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, par GIRAUDEAU et GOETSCHY. — In-18, 5 ff. 1/2. *Paris*, impr. Poussielgue, 1837. (1 fr. 50. — 3 fr. à la publ.)

1159. HOMBERG. — Guide de l'inventeur, ou Commentaire de la loi du 5 juillet 1841 sur les brevets d'invention, par Th. HOMBERG. — 2e *éd.*, in-8. *Paris*, 1860. (1 fr.)

1160. HUARD. — I. Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de Brevets d'invention, par Adr. HUARD. — 1 fort vol. in-18. *Paris*, Cosse et Marchal, 1863. (5 fr.)

II. Répertoire de législation, de doc-

trine et de jurisprudence en matière de marques de fabrique, noms, enseignes et désignations, concurrence déloyale et divulgation des secrets de fabrique. — 1 vol. in-18. *Paris*, Cosse et Marchal, 1865. (4 fr. 50.)

« Le caractère particulier du plan de M. Adr. H. est de présenter un résumé des décisions les plus importantes rendues par les tribunaux, les Cours d'appel et la Cour de cassation, sur les matières relatives aux brevets d'invention, aux marques de fabrique, etc. L'auteur ne discute pas, il ne se prononce pas; mais, en général, on aperçoit au milieu des variations et des divergences des décisions judiciaires certains principes qui finiront par servir de base à un système complet.

V. sup. nº 1142.

1161. JANNAUT. — Le Guide de l'inventeur et du fabricant, par JANNAUT. 2e *éd.*, augmentée de la nouvelle législation sur les brevets d'invention et sur les marques de fabrique et de commerce. — In-8. *Bordeaux*, Chaumet, 1859. (2 fr. 50.)

La 1re éd. est de 1854.

1162. LEGENTIL. — Observations sur les modifications proposées à la loi du 5 juillet 1844, relative aux brevets d'invention, par A.-F. LEGENTIL. — In-8, 6 ff. 1/4. *Paris*, Guillaumin, 1856.

1163. LEHIR. — I. Commentaire de la loi sur les droits d'invention, par LEHIR. — In-12. *Paris*, 1844. (2 fr. 50.)

II. Des Brevets d'invention et de la propriété industrielle. — In-8. (2 fr.)

1164. LESENNE. — Code des Brevets d'invention, dessins et marques de fabrique et de commerce en France et à l'étranger, renfermant le commentaire de la loi française sur les brevets d'invention, par N.-M. LESENNE, av., d. e. d. — In-8, VIII-368 p. *Paris*, Lacroix-Comon, 1858 (1857). (5 fr.)

V. enc. sup. nº 1079.

1165. LOISEAU ET VERGÉ. — Loi sur les Brevets d'invention, promulguée le 5 juillet 1844, avec son commentaire sur chaque article, tiré de la discussion dans les Chambres et de la doctrine des auteurs, par LOISEAU et VERGÉ, av. — In-8, 5 ff. 1/9. *Paris*, impr. Fournier, 1845 (1844). (1 fr. 50.)

1166. MAIZIÈRES. — De la Législation sur les Brevets d'invention. — In-8, 1 f. 1/2. *Rennes*, impr. Luton, 1851.

Rennes, 1er mai 1851. Se Armand MAIZIÈRES, anc. off. de l'Univ., vieillard de quatre-vingts ans, et par conséquent sans ambition, etc.

1167. MOITESSIER. — De la Propriété industrielle et commerciale et des brevets d'invention. Discours prononcé à l'aud. sol. de rentrée de la Cour de Bourges, le 3 nov. 1873, par l'av. gén. MOITESSIER. — In-8. *Bourges*, 1873.

1168. NOUGUIER. — Des Brevets d'invention et de la contrefaçon, par L. NOUGUIER, av., 2e *éd.*, augmentée du texte et de l'examen du nouveau projet de loi. — In-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1858. (8 fr.).

1re *éd.*, 1856. (7 fr. 50.)
Un fragment du livre : Du nouveau projet de loi sur les brevets d'invention, a été inséré Ap. *R. Pr.*, t. VI (1er 1858), p. 65-80.

1169. PÉROT. — Précis sur les Dessins de fabrique et sur leur contrefaçon, ou Législation ancienne et nouvelle et résumé de la jurisprudence et de la doctrine sur cette matière, par PÉROT. — In-18. *Reims*, Guillaumin, 1861. (1 fr.)

1170. PERPIGNA. — Manuel des inventeurs et des brevetés, par A. PERPIGNA. — 9e *éd.*, in-8. *Paris*, 1852. (5 fr.)

La 1re éd., 1834, a suivi un ouvrage publié en anglais par l'auteur, sous le titre de : *The french law and practice of patents for inventions, improvements and importations.* — In-8, 9 ff. 1/4. *Paris*, impr. Dezauche.
Du même. Observations sur le projet de loi concernant les brevets d'invention. — In-8, 3 ff. 1/2; *Paris*, impr. Ducessois, 1843.

1171. PICARD ET OLIN. — Traité des Brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle, précédé d'une théorie sur les inventions industrielles, par PICARD et OLIN. — 1 fort vol. in-8. *Paris*, 1869. (10 fr.)

1172. PITTE. — Guide-Manuel des Brevets d'invention et de la contrefaçon, des marques de fabrique et de commerce, des dessins de fabrique et des enseignes, d'après la loi et la jurisprudence, avec le texte des lois, décrets et instructions ministérielles, par L. PITTE, av. — In-32, 152 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875.

1173. POUILLET. — I. Traité théorique et pratique des Dessins de fabrique, par Eug. POUILLET, av. — 1 vol. in-32. *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1868. (3 fr.)

II. Traité théorique et pratique des Brevets d'invention et de la contrefaçon. — 1 gros vol. in-8, XII-1032 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1872. (12 fr.)

III. Traité des Marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres, notamment en matière de noms,

dénominations d'établissements et de produits, formes de flacons ou d'enveloppes, étiquettes, annonces, prospectus, enseignes, titres d'ouvrages, louage, secrets de fabrique. — 1 gros vol. in-8. *Paris*, Marchal, Billard et Ce, 1875. (10 fr.)

M. P. a entrepris sur la propriété industrielle une série de travaux qui se recommandent par des qualités de méthode et de clarté. Tous les titres si divers de la concurrence déloyale, toutes ses formes sont démasquées, précisées, étudiées. Ses livres ont su conquérir, par la fermeté des doctrines qui y sont professées, et l'étude approfondie de la jurisprudence, une place honorable à côté des ouvrages les plus estimés sur la matière. — Un fragment sur les brevets d'invention a paru dans le *Bullet. des tribunaux*, 1864, p. 604. — V. art. crit. de LYON-CAEN. Ap. *Rev. Crit.*, 1876, p. 773. — De LIOUVILLE, ap. *Droit*, 6 déc. 1872.

1174. REGNAULT. — De la Législation et de la jurisprudence concernant les Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, par Théod. REGNAULT, av., etc. — In-8 de 30 ff. 7/8, plus un Prospectus de 1/4 f. *Paris*, l'auteur; — Bavoux; — Nève, 1825.

1175. RENDU. — Traité pratique de Droit industriel, ou Exposé de la législation et de la jurisprudence des établissements industriels. Les brevets d'invention, la propriété industrielle, artistique et littéraire, les obligations particulières à l'industrie, avec un répertoire alphabétique et les formules des principaux actes industriels, par Amb. RENDU, d. e. d., av. à la C. de cass., avec la collaboration de Ch. DELORME, av. —In-8, 41 ff. *Paris*, Cosse, 1855. (8 fr.)

1176. *Le même.* — Traité pratique des Marques de fabrique ou de commerce et de la concurrence déloyale; ou Commentaire de la loi du 23 juin 1857 sur les marques et de la loi du 28 juillet 1824 sur les noms, et Exposé de la jurisprudence relativement aux divers objets de la propriété industrielle. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1858. (7 fr. 50.)

M. A. R. s'était fait une spécialité des questions de contrefaçon et de marques de fabrique. Le premier des ouvrages cités ci-dessus ne traite qu'accessoirement de la propriété industrielle; il s'occupe surtout des manufactures et ateliers considérés dans leurs conditions d'établissement. Le second est exclusivement consacré à l'étude des moyens fournis, soit par la loi, soit par la jurisprudence, pour combattre les usurpations contre lesquelles a incessamment à lutter la propriété industrielle, quelque forme qu'elle revête, qu'elle soit protégée par des dispositions spéciales ou qu'elle n'ait d'autre égide que le principe universel formulé dans les art. 1382 et 1383 du C. civ. L'ouvrage est divisé en trois parties correspondant aux matières qui font l'objet des lois du 28 juillet 1824 et du 23 juin 1857 et à toutes celles qui, restant en dehors de leurs dispositions, trouvent une sanction dans les art. 1382 et 1383. — Le style est clair, ferme, précis, remarquable par sa sobriété; la disposition des matières, les sommaires et les tables analytiques rendent les recherches sûres et rapides.

V. art. crit. de GUYHO, ap. *Droit*, 2 févr. 1859. — H. DE VATIMESNIL, ap. *Gaz. Trib.*, 21 sept. 1855. — Rapport de FAURÉ, ap. *Rec. acad. lég. Toul.*, t. X, p. 356-371.

1177. RENOUARD. — Du Droit industriel dans ses rapports avec les principes du droit civil sur les personnes et sur les choses, par RENOUARD, cons. C. de cass. — In-8, 473 p. *Paris*, Guillaumin, 1860. (7 fr. 50.)

1re partie : Du droit industriel dans ses rapports avec la législation générale. — 2e partie : du droit ind. dans ses rapports avec le droit des personnes; — 3e et 4e partie : du droit indust. dans ses rapports avec le domaine humain, et du domaine dans ses rapports avec les personnes individuelles ou collectives. — Comme complément, l'auteur annonçait dans sa préface deux parties ayant pour objet : l'une le dr. ind. dans ses rapports avec les conventions, l'autre dans ses rapports avec les lois de police.

V. Rapp. de LAFERRIÈRE à l'Acad. des sc. mor. et pol. le 30 juin 1860. — Repr. ap. *Rev. Crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 79-96; — art. crit. de THIERCELIN, ap. *Droit*, 27 mai 1860. — D'AYLIES, cons. C. cass., *J. du Not.*, 23 mars 1861.

1178. *Le même.* — Traité des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, etc. — 3e *éd.*, in-8. *Paris*, Guillaumin et Ce, 1865. (7 fr. 50.)

La 1re éd., sous le même titre de Traité des brevets d'invention, etc., a paru en 1825. — In-8, 32 ff. *Paris*, A. Renouard. (7 fr.)

C'était le troisième ouvrage que publiait M. Renouard père, composé par son fils aîné et imprimé par son troisième fils, Paul R. Les deux premiers ouvrages sont étrangers au droit.

La 2e éd. *entièrement nouvelle* (sic), in-8, 34 f. 1/2. *Paris*, Guillaumin, 1844.

L'ouvrage se divise en deux parties : 1re Théorie et histoire; 2e Pratique de la Législation franç. sur les brev. d'inv. A la suite se trouve une bibliographie de cette partie du droit. Ce livre se distingue, comme les autres ouvrages de R., par l'élévation des vues jointe au bon sens pratique.

1179. ROHART. — De la Propriété en matière d'invention. Défense du droit des inventeurs à l'occasion du projet de réforme de la loi de 1844, par ROHART. — In-8. *Paris*, E. Lacroix, 1863.

1180. ROUSSEAU. — Des Réformes à apporter à la législation sur les Dessins et modèles de fabrique, par Rod. ROUSSEAU, av. — In-8, 24 p. *Paris*, Cotillon et Ce, 1875.

Extr. de la *Rev. crit.*, 1875, p. 295-317.

1181. ROZY. — Mémoire sur les Brevets d'invention. — Ap. *Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse*, 1868, p. 223-259.

A propos d'un ouvrage de TILLIÈRE sur la loi belge de 1854.

1182. SCHMOLL. — Traité pratique des Brevets d'invention, dessins, modèles et marques de fabrique, noms commerciaux, enseignes et autres désignations d'établissements et produits industriels, comprenant la législation étrangère et les traités internationaux, par Is. SCHMOLL, av. — 2e *éd.*, augmentée des nouvelles lois françaises et étrangères, 1 vol. in-8, VII-652 p. *Paris*, Baudry, 1875. (7 fr. 50.)

La 1re éd. in-8, *Paris*, J. Baudry, 1867.

1183. TELLIEZ. — Des Brevets d'invention et des modifications que réclame la loi actuelle, par René TELLIEZ. — In-8, *Paris*, 1863. (1 fr. 50.)

Modification de la th. d. de l'auteur publiée en 1862.

1184. THIRION. — Tablettes de l'inventeur et du breveté, à l'usage de ceux qui veulent obtenir ou qui possèdent un brevet d'invention en France ou à l'étranger, par THIRION. — 2e *éd.*, 1 vol. gr. in-8, *Paris*, Baudry, 1872. (4 fr.)

1re *éd.*, 1 vol. in-8. Noblet et Baudry, 1855.

1185. TRUFFAUT. — Guide pratique des inventeurs et des brevetés, contenant le texte ou l'analyse des lois en vigueur sur les brevets d'inventions en France, en Angleterre, etc., avec des observations sur chacune de ces législations, par H. TRUFFAUT. — In-8, 18 ff. *Paris*, impr. Malteste, 1845. (6 fr.)

Du même. Observations sur le projet de loi concernant les brevets d'invention. — In-8, 4 ff.; *Paris*, impr. Duverger, 1844.

1186. VIDAL. — Loi sur les Brevets d'invention, promulguée le 8 juillet 1844, suivie d'un précis historique et d'un commentaire analytique, par H. VIDAL. — In-18, 2 ff. *Paris*, Moquet, 1844. (50 c.)

1187. VIOLLET. — I. Observations sur le projet de loi relatif aux Brevets d'invention, par J.-B. VIOLLET. — In-8, 2 ff. 1/2. *Paris*, impr. Mme Bouchard-Huzard, 1844.

II. Remarques sur le rapport fait à la Chambre des députés par M. Ph. Dupin, au nom de la commission chargée de l'examen du projet de loi sur les brevets d'invention. — In-8, 1/2 f. *Paris*, impr. Bouchard-Huzard, 1844.

1188. — Loi sur les Brevets d'invention, annotée. — Ap. *Sir.*, 1844, 2, 417-430.

1189. — I. Critique générale de la nouvelle loi sur les brevets d'invention. — Ap. *R. Wol.*, t. XVII, p. 643.

II. Abrégé de la discussion de la loi sur les brevets d'invention, et Rapport de M. Dupin. — *Ibid.*, t. XIX, p. 749-780.

Add. : — Au Roi. Vues nouvelles sur la législation des inventions et perfectionnements. — In-4, 1/2 f.; *Beaune*, impr. Blondeau-Dejussieu, 1844 (Sé Blondeau-Dejussieu).

1190. WOLOWSKY. — Rapport sur le projet de garantie des Marques de fabrique au moyen d'un timbre apposé par l'Etat. Loi du 27 nov. 1873, par WOLOWSKY, député. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1873. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. Crit.*, 1873-74, p. 20-32.

Ce rapport est le commentaire le plus autorisé de la loi. Il a été inséré aussi ap. *J. des Écon.*, fév. 1873 et ap. *Ann. de la propr. indust.*, 1874, nos 1 et 2.

Jung. : LYON-CAEN. — Observations relatives au rapport de M. WOLOWSKY. — Ap. *Rev. Crit.*, 1873-74, p. 325-327.

1191. BLANC-SAINT-BONNET. — Code des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, par BLANC-SAINT-BONNET. — In-8, 1823.

Déjà, en 1811, dans le 1er vol. d'un recueil officiel intitulé : *Description des machines*, etc., MOLARD avait donné l'ensemble des rapports, lois et décrets relatifs à la législation française sur les droits des inventeurs.

Sur la concurrence industrielle. V. sous l'art. 1719.

TITRE TROISIÈME.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

Décrété le 9, promulgué le 19 pluviôse an XII (30 janv.-9 févr. 1804).

A. GÉNÉRALITÉS.

1192. DEMOLOMBE. — Traité de l'Usufruit, de l'usage et de l'habitation. — 4e *éd.*, 1870, t. X de son *Cours de C. civ.*

La 1re éd. est de 1854. — V. sup. no 72.

1193. GENTY. — Traité de l'Usufruit, de l'usage et de l'habitation, par GENTY, juge à Mostaganem, anc. prof. de droit. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1859. (4 fr.)

M. GENTY avait déjà précédemment publié un ouvrage sur l'usufruit d'après le droit romain.

1194. HENNEQUIN. V. *sup.*, no 109.

1195. PROUDHON. — Traité des droits d'Usufruit, d'Usage personnel, d'habitation et de superficie, par PROUDHON, doy. Fac. Dijon, etc., etc. — 2e *éd.*, rev., avec une table des matières très-

complète. — 5 vol. in-8. *Dijon*, V. Lagier, 1836.

La 1re éd. a été publiée de 1823 à 1827, *Dijon* et *Paris*, Douillier, puis Lagier. Elle comprend neuf vol. dont le dernier contient les tables. Au moment de donner une 2e éd. on a cru convenable d'en séparer tout ce qui concerne les droits d'usage et servitudes réelles, dont le texte exigerait certains remaniements assez étendus, et d'en faire un traité distinct (v. inf. no 1220). Quant à ce qui est relatif aux droits d'Usufruit, d'Usage personnel et d'Habitation, l'ouvrage de P. n'était susceptible d'aucun changement. La 2e éd. a donc reproduit textuellement et sans variation aucune tout ce que renfermaient les 5 premiers vol. et les 90 premières pages du 6e vol. de la 1re éd., et en outre une table des matières plus correcte et plus complète. Ce traité est aujourd'hui épuisé et ne se vend plus séparément des Œuvres complètes. Est-il besoin de rappeler que c'est le chef-d'œuvre de P.? Toullier en a dit : « C'est un ouvrage consommé, qu'on ne surpassera point, et qui surpasse tous ceux qui ont paru sur la même matière. » Sans rien vouloir retrancher de cet éloge, il faut remarquer que les ouvrages antérieurs à PROUDHON sur ce sujet ne sont guère nombreux, comme le prouve la nomenclature ici donnée; mais les ouvrages postérieurs ne le sont pas davantage, et il semble qu'après lui bien peu de jurisconsultes aient voulu aborder ce sujet, et ceux qui l'ont fait paraissent avoir tenu à le condenser, car, tandis qu'il lui avait fourni le texte de 5 vol., MM. DEMOLOMBE et GENTY l'ont traité en un seul.

V. art. crit. de DUCAURROY, sous forme de lettres à M. ***, av. — Ap. *Thém.*, t. VI (1824), p. 109-129, et 317-334. V. sup. no 86.

1196. SALVIAT. — Traité de l'Usufruit, de l'usage et de l'habitation, par SALVIAT, auteur de la Jurisprud. du Parl. de Bordeaux, cons. à Limoges, etc. — 2 vol. in-8. *Limoges*, Bargeas; *Paris*, Hacquart, 1816. (*Rare;* 8 f. à la publ.)

V. art. crit. A. T. H., ap. *Thém.*, t. I (1820), p. 258-268.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DE L'USUFRUIT.

1197. SAVARY. — Des Droits et obligations de l'usufruitier. Th. D., par SAVARY. — In-8. *Paris*, 1864.

Art. 578-581, nt.

SECTION Ire — *Des Droits de l'usufruitier.*

Art. 582-584, nt.

Art. 585.

1198. PASCAUD. — De la Vente par l'usufruitier des fruits pendants par branches ou par racines, par H. PASCAUD, juge à Sancerre. — Ap. *Rev. Crit.*, 1875, p. 409-427.

1199. *** Dissert. sur l'art. 585 C. civ. et réfutation de la doctrine de M. Toullier sur une question née de cet article. — Br. in-8, 4 ff. *Rennes*, impr. Vatar, 1819.

V. enc. infr. sous l'art. 1437.

Art. 586-587, nt.

Art. 588.

1200. MARCADÉ. — De l'Usufruit des rentes viagères, par MARCADÉ. — Ap. *Rev. Crit.*, t. Ier (1851), p. 444-448.

Art. 589, nt.

Art. 590.

1201. CUZACQ. — De l'Usufruit des pins maritimes, par P. CUZACQ, de Tarnos (Landes). — In-8, 46 p. *Bayonne*, impr. Cazals, 1875. (1 fr.)

1202. DEL MARMOL. — Du Droit d'usufruit appliqué aux bois de sapins, par DEL MARMOL, av. à Liége. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XIII (1er 1862), p. 342-352.

Art. 591-599, nt.

SECTION II. — *Des Obligations de l'usufruitier.*

Art. 600.

1203. HERVIEU. — L'Usufruitier dispensé de donner caution, mais chargé de faire inventaire, peut-il, sans avoir rempli cette formalité et sans le consentement du nu-propriétaire, recevoir le remboursement, à son échéance, d'une créance hypothécaire, et consentir la radiation d'une inscription? par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIII, art. 2253.

1204. — *** Lorsqu'un usufruitier est entré en jouissance sans avoir fait dresser un inventaire des meubles et un état des immeubles sujets à l'usufruit, quelles sont pour lui les conséquences de cette omission, spécialement quant à la perception des fruits? — Ap. *J. du Notar.*, 14 juin 1845.

Art. 601-604, nt.

Art. 605 et 606.

1205. LEBÈGUE. — Traité des réparations. — Lois du bâtiment. — Réparations locatives. — Gros entretien. —

Réparations usufruitières. — Grosses réparations, par A. LEBÈGUE, arch., etc. — 2e *éd.*, rev. par l'auteur et considérabl. augmentée, XII-162 p. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, Cotillon et Ce. — Ducher, etc., 1876. (5 fr.)

La 1re éd. a paru en 1875, in-8, 138 p. — Art. crit. de GONSE, ap. *Rev. Crit.*, 1877, p. 158.

Art. 607 à 610, nt.

Art. 611.

1206. *** Conciliation de l'art. 611 du C. civ. avec l'art. 1020. — Ap. *Thém.*, t. V, p. 367.

Art. 612-616, nt.

SECTION III. — *Comment l'usufruit finit.*

1207. NAMUROY. — Extinction de l'usufruit. Conséquences de cette extinction, soit au point de vue du droit civil, soit par rapport au droit fiscal. Th. D., par J.-Ch.-Mar. NAMUROY. — In-8, 477 p. *Paris*, impr. de Mourgues fr., 1858.

Une autre thèse du même auteur sur le même sujet : de l'Extinction de l'usufruit et des conséquences de cette extinction en droit romain et en droit français. — In-8, 188 p., *Paris*, impr. Claye, 1859.

1208. SCIOUT. — De l'Extinction de l'usufruit et des servitudes. Th. D., par SCIOUT. — In-8. *Paris*, 1860.

Art. 617.

1209. BAUBY. — De la Preuve de l'extinction par le non-usage de l'usufruit et des servitudes, par BAUBY, subst. à Prades. — Mém. ms. envoyé à l'*Acad. de législ.* de Toulouse.

1210. BRESSOLES. — De la Prescription de 10 et 20 ans appliquée à l'acquisition de l'usufruit et des servitudes, par BRESSOLES. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 744.

1211. THÉZARD. — De la Prescription en matière d'usufruit et de servitudes. Th. D. (Poitiers), par J.-J.-P.-O.-L. THÉZARD. — In-8, 92 p. *Poitiers*, impr. Oudin, 1861.

1212. VAUGEOIS. — Étude sur la caducité du legs d'usufruit par rapport aux personnes qui doivent en profiter lorsqu'il existe un légataire.

V. infr. sous l'art. 1039.

Art. 618 à 624, nt.

CHAPITRE II. — DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

Art. 625 à 635, nt.

Art. 636.

L'art. 636 renvoyant au Code forest., nous nous conformerons à cette division, bien que ce code n'ait eu à réglementer que le mode d'exercice du droit, sans toucher aux principes du droit commun. Il suffira d'indiquer ici, comme renseignement, l'ouvrage le plus important sur la matière, en observant toutefois que PROUDHON, qui l'a traitée aussi, l'a comprise dans les *Servitudes*, et que son annotateur CURASSON, outre son traité sur le Code forestier, a ajouté à l'œuvre de PROUDHON un véritable traité des droits d'usage dans les forêts. — V. infr. nº 1221.

1213. MEAUME. — Des Droits d'Usage dans les forêts; de l'administration des bois communaux et de l'affouage, par E. MEAUME, av., etc. — 2 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1851. (12 fr.)

En tête se trouve un *Avis des éditeurs*, signé Cosse et Delamotte.

Cet ouvrage est extrait du *Commentaire du Code forestier et de l'ordonnance rendue pour son exécution, ou Manuel du droit forestier*, du même auteur, 3 vol. in-8, *Paris*, Delamotte, 1843-46. Cette 1re éd. étant épuisée, il a paru préférable, en attendant l'occasion d'en donner une 2e, de publier la majeure partie de l'ouvrage en en retranchant notamment la partie pénale de la législation forestière.

TITRE QUATRIÈME.

DES SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS (1).

Décrété le 10, promulgué le 20 pluvôise an XII (31 janv.-10 févr. 1804).

La matière des servitudes n'a été qu'incomplétement réglementée par le C. civ. Nul titre ne se réfère aussi souvent que celui-ci aux usages locaux et même à certaines coutumes générales dont quelques dispositions ont continué à rester partiellement en vigueur. Depuis sa promulgation, des lois sont venues s'y greffer, comme celles des *Irrigations*, du *Drainage*, etc.; mais cette partie de notre code demeurera incertaine et imparfaite tant que le droit rural n'aura pas été lui-même codifié. Un projet a été présenté par les ministres de l'agriculture, de l'intérieur et des travaux publics (Sénat,

(1) V. l'observation placée sous l'art. 646.

annexe au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1876, 1 vol. in-4, 223 p.; impr. du Sénat, Bourdilliat, à *Versailles*, 1876). Il comprend plusieurs titres qui sont le développement et parfois la modification de principes déposés sommairement ou même d'une façon tout à fait accessoire ou transitoire dans quelques articles de notre titre. Tels sont: *Chemins ruraux, chemins et sentiers d'exploitation* (titre I, livre I), *le Parcours et la vaine pâture* (titre II), *le Régime des eaux, fleuves, et rivières navigables et flottables, ou sources, étangs, marais, drainage, irrigation* (titres I, II, III, IV, V, VI du livre II). — Deux titres complémentaires au livre I et au livre II modifient, l'un les art. 647, 648, 666 à 673, 684 et 685 du titre des Servitudes; l'autre, les art. 640 à 642 du même titre. D'autres dispositions enfin complètent diverses parties du C. civ.: *Bail à colonage ou emphytéotique, vices rédhibitoires des animaux domestiques.* Nous ne ferons qu'effleurer ici toutes celles de ces matières qui se rattachent aux servitudes, nous bornant, suivant le plan adopté et suivi jusqu'ici pour cette nature de documents, à en indiquer seulement les généralités, réservant pour la *Bibliographie* spéciale du *Droit rural* toutes les questions de détail qui ont appelé ou appellent encore l'attention des juristes, jusqu'au jour où sera enfin promulgué le *Code rural*, promis depuis la confection du Code civil, incessamment réclamé depuis, et plusieurs fois déjà mis à l'étude. La discussion, du reste, en a commencé au Sénat le 16 mars 1877, en première délibération. La commission, au lieu d'attendre que l'étude de ce code fût entièrement terminée, a décidé de présenter successivement des rapports séparés sur les diverses parties du projet du gouvernement, et a proposé au Sénat de discuter et de voter séparément, suivant le mode adopté pour le Code civil, ces diverses parties, qui constitueraient d'abord des lois distinctes dont la réunion et la codification auraient lieu ultérieurement. Un rapport, présenté par M. Clément, sénateur, a particulièrement pour objet le *titre complémentaire* du livre I du Code rural, contenant modification des art. du Code civil relatifs à la mitoyenneté des clôtures, aux plantations, au passage en cas d'enclave, etc. « Ce titre complémentaire, dit le rapport, ne se rattache au surplus du projet que par la pensée qui l'a inspiré et par le désir d'améliorer quelques-unes des dispositions que le Code civil consacre à la propriété rurale; il constitue une proposition de loi à part, qui n'est pas destinée à faire corps avec le livre I, et qui doit, si elle est adoptée par les Chambres, faire entrer dans le Code civil les articles nouveaux votés à la place de ceux qu'il a paru utile de reviser. » (J. off., 12 mars 1877, p. 1867, et seq.; 14 mars, p. 1915 et seq.)

A. GÉNÉRALITÉS.

1214. ASTRUC. — Traité des Servitudes réelles, par ASTRUC. *Nouv. éd.*, mise en rapport avec le C. civ., par H. SOLON. — In-12, 7 ff. *Montauban*, impr. Renoux, 1843. (*Rare.*)

Le traité d'ASTRUC a paru en 1751, *Avignon*, in-12. — V. inf. nº 1223.

1215. DEMOLOMBE. — Traité des Servitudes, ou Services fonciers, t. XI et XII du *Cours de C. civ.* — 5e *éd.*, 2 vol. in-8. 1872. (16 fr.)

V. sup. nº 72. — Le Traité des servitudes de M. D. a eu 5 éd. — La 1re est de 1855, la 4e 1868. V. art. crit. de G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Mon.* 1856, p. 1415.

1216. DUFAURE. — Des Servitudes. Th. D., par Elie DUFAURE, av. — In-8, 5 ff. 3/4. *Paris*, impr. Maulde, 1850.

1217. GAVINI DE CAMPILE. — Traité des Servitudes, ou confrontation du droit français avec les lois romaines concernant les droits d'usage et les services fonciers, par GAVINI DE CAMPILE, cons. à Bastia (puis prés. de ch. à Montpellier, etc.). — 3 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1854-1869. (24 fr.)

Le 1er vol. a paru en 1853 (daté 1854), le t. II en 1856; la 1re part. du t. III et dernier aussi en 1856, et la 2e part. en 1869 seulement, par les soins du fils de l'auteur. Cette 2e partie a été mise au courant de la jurisprudence. — L'ouvrage de G. est divisé en trois titres formant chacun un volume. Le 1er, d'un intérêt tout historique, est consacré aux anciennes servitudes personnelles. Dans les deux autres, l'auteur traite plus spécialement des servitudes réelles suivant notre droit moderne. Dans le t. III particulièrement, il donne un commentaire des lois sur les Irrigations, le Drainage, etc.

1218. LALAURE ET PAILLIET. — Traité des Servitudes réelles suivant les pays de droit écrit, les pays coutumiers, la jurisprudence des parlements, les usages de chaque localité, en France, en Belgique et dans une partie de l'Allemagne, suivi d'une compilation et d'une traduction de plus de mille textes des lois romaines sur les servitudes réelles, par LALAURE, av. au Parl. de Paris. *Nouv. éd.*, revue et annotée par PAILLIET, av. à Orléans, terminée par un commentaire du titre du C. civ. sur les servitudes, par le même jurisconsulte. — 1 gros vol. in-8. *Paris*, Tournachon-Molin, 1828 (1827). (12 fr. — 15 fr. à la public.)

L'ouvrage de L. a paru en 1761, in-4, *Paris; Lyon*, 2 vol. in-8, 1777. — *Paris*, in-4, 1777. — *Caen*, in-4, 1786, après la mort de l'auteur. — Cl.-A. LALAURE, né à Paris en 1722, y est mort en 1781.

1219. MACHELARD. — Examen critique des distinctions admises soit en droit

romain, soit en droit français, en ce qui concerne les servitudes prédiales, par E. MACHELARD, prof. Fac. Paris. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1868.

Extr. de la *R. Crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 248-275; 518-534; — t. XXX (1er 1867), p. 262-270; 440-445; — t. XXXI, p, 112-131; 521-529; — t. XXXII, p. 12-29; 146-161; 201-213; 351-368 et 401-412.

1220. PARDESSUS. — Traité des Servitudes, ou services fonciers; 8e *éd.*, corrigée et considérabl. augm. en ce qui concerne principalement les actions possessoires, les chemins, les cours d'eau, les usages, le voisinage et la compétence des juges de paix, d'après la loi du 25 mai 1838, par PARDESSSUS, av., m. de l'Inst. — 2 vol. in-8. *Paris*, Nève, 1839 (1838]. (18 fr. à la public.)

L'ouvrage de P. est classique : huit éditions témoignent de sa valeur. La 1re éd. est contemporaine du Code; les autres se sont succédé à des intervalles très-rapprochés (1811, 1817, 1820, Garnery, 1823; Nève, 1829.) L'auteur avait été prof. à la Fac. de droit de Paris, cons. à la Cour de cassation. En 1830, il donna sa démission de tous les emplois qu'il occupait, pour se faire inscrire au tableau des avocats à la Cour royale.

1221. PROUDHON. — Traité des droits d'Usage, Servitudes réelles, du droit de superficie et de la jouissance des biens communaux et des établissements publics, par PROUDHON, doy. Fac. de Dijon. 3e *éd.*, annotée, augmentée et mise en harmonie avec la nouvelle législation sur les forêts, par CURASSON, jurisc. à Besançon. — 2 vol. in-8 (t. VI et VII du Traité de l'*Usufruit*). *Paris*, Marescq, 1848. (*Epuisé.*)

Ces deux volumes complètent toutes les éditions du Traité de l'Usufruit, dont ils faisaient partie dans la 1re éd. et composaient les vol. VI à VIII (v. sup. no 1195). Au moment d'en donner une 2e éd., on a détaché ces trois vol. pour en faire un tout distinct sous le titre transcrit ici. Le Code forestier, survenu depuis cette 1re édit., ayant aboli toutes les lois et règlements anciens sur les forêts, il était indispensable de coordonner avec la législation nouvelle tout ce qui dans l'ouvrage de PR. était relatif aux droits d'usage dans les forêts et à la jouissance des biens communaux. M. CURASSON, auteur d'un excellent traité sur le *Code forestier*, s'est chargé de ce soin, et la 2e édit. a été publiée par V. Lagier, Dijon, 1836, en deux forts volumes in-8, reproduisant textuellement la doctrine de PR., hormis en ce qui est relatif aux parties modifiées. Les annotations de CURASSON se distinguent par un caractère plus fin; elles sont très-étendues et augmentent beaucoup le texte primitif. La partie la plus importante de l'œuvre de C. a été insérée sous le titre d'*Observations*, à la fin des chapitres. La 3e *éd.*, mise au courant, est au surplus conforme à la 2e.

1222. RAVEL. — De la Nature, des divisions et de l'établissement des Servitudes réelles en droit romain et en droit français. Th. D., par Alph. RAVEL. — 1 vol. in-8, 100 p. *Paris*, impr. Remquet, 1857.

1223. SOLON. — Traité des Servitudes réelles, par V.-H. SOLON, av., j. s. à Montauban. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq; — Delamotte, 1837. (6 fr.)

Ouvrage exécuté plus particulièrement au point de vue pratique.
V. sup. no 1214.

1224. TARRIBLE. — Manuel des justices de paix, ou Traité des Servitudes foncières et des tutelles, par le tribun TARRIBLE. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1806.

V. sup. no 725. — V. enc. inf. Append. au liv. II.

1225. HÉRISSÉ. — Jurisprudence populaire du Père Joseph. Des Servitudes ou services fonciers, par J.-E. HÉRISSÉ, anc. maire et j. de paix, précédé de l'Histoire du Père Joseph ou le Soldat laboureur, par J. HÉRISSÉ, proc. du roi, recueillie, revue et augm. d'un historique du C. Nap., par J.-E. HÉRISSÉ. — In-12, 171 p. *Poitiers*, Létang, 1869.

B. MONOGRAPHIES.

Art. 637.

1226. BAUBY. — De la Validité de la servitude imposée sur une servitude, par J. BAUBY, d. e. d., j. à Perpignan. — Ap. *R. Pr.*, t. XVI (2e 1863), p. 185-195.

Art. 638, 639, nos.

CHAPITRE PREMIER. — DES SERVITUDES QUI DÉRIVENT DE LA SITUATION DES LIEUX.

1227. Thèses de doctorat. BALLAND. Des Servitudes qui dérivent de la situation naturelle des lieux. In-8, 1869. — LECOMTE. Des Servitudes naturelles. In-8, 1870. — VILLEDIEU DE TORCY. Du Cours naturel des eaux. In-8, *Dijon*, 1870.

Art. 640 à 645. — Loi du 14 juillet 1856. sur les Eaux minérales, etc.

1228. COLAS DE LA NOUE. — Études de jurisprudence. De la Propriété des sources, par Ed. COLAS DE LA NOUE, av. — In-8, 48 p. *Paris*, Marescq aîné, 1865.

Extr. de la *R. Prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 399-444.

1229. DE LAVIGNE. — La Législation des eaux minérales en France, par DE LAVIGNE. — 1 vol. in-8. (2 fr.)

1230. NADAULT DE BUFFON. — Traité des eaux de source et des eaux thermales, à l'usage des magistrats, juges de paix, avocats, jurisconsultes, ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, administrateurs, propriétaires, etc., par H. NADAULT DE BUFFON, av. gén. à Rennes. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon et fils 1870 (1869). (10 fr.)

Cet article a été par erreur placé plus haut sous le nº 888 auquel nous renvoyons. Nous n'en donnons ici que le titre plus complet. Dans la pensée de l'auteur, il est destiné à compléter les traités publiés par M. N. de B., son père, auquel il est dédié. V. inf., nº 1249.

1231. SABADEL. — La Législation en vigueur sur les eaux minérales, par SABADEL. — 1 vol. in-18. *Montpellier*, 1866. (1 fr. 50.)

1232. ***. — Recherches sur la propriété des eaux des sources, soit par titre, soit par prescription, conformément aux articles 641 et 642 du C. Nap. — In-8, 3 ff. 1/2. *Paris*, impr. Dondey-Dupré, 1854.

V. enc. sup. nº 1037.

Art. 640, et loi du 10-15 juillet 1854 sur le libre écoulement des eaux.

1233. BALLOT. — De l'Irrigation et du drainage. Tableau d'ensemble des lois qui les régissent, par Ch. BALLOT, av. — Ap. *R. Prat.*, t. V (1er 1858), p. 49-68; 406-426.

Add. inf. *Irrigations*, nos 1251 et s.

V. enc. sup. sous les art. 538 et suiv.

1234. BOURGUIGNAT. — Guide légal, théorique et pratique du draineur, par BOURGUIGNAT. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1854. (1 fr. 50.)

Extrait du *Traité complet de droit rural appliqué* du même auteur. 1 vol. in-8, *Paris*, 1854. (7 fr. 50.)

1235. GARNIER. — Commentaire sur la loi du 15 juin 1854 sur le drainage, par F.-X.-P. GARNIER, av. — In-8, 3 ff. *Paris*, impr. Pillet, 1854.

Add. inf. nº 1254.

1236. TRIPIER. — Commentaire de la loi du 17-23 juillet 1856 sur le drainage, suivi de la législation sur les irrigations et sur le libre écoulement des eaux, par L. TRIPIER, av. — In-8, 8 ff. 1/2. *Paris*, Mme Mayer-Odin, 1856. (3 fr.)

V. enc. inf. loi des *Irrigations*.

1237. Add.: JOSSEAU. — Le Drainage. Examen du projet de loi sur le libre écoulement des eaux, par J.-B. JOSSEAU. av. — In-8, 3/4 f. *Paris*, impr. Guyot, 1858. — Et ap. *Gaz. Trib.*, 4 juin 1856.

Art. 643.

1238. BELLAIGUE. — De la Réparation du dommage causé aux usiniers par le détournement des sources, par A. BELLAIGUE, d. e. d., av. Cour de cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1863, p. 455.

Cf. inf. nº 1243.

Le projet de la ville de Paris, de capter pour son alimentation les ruisseaux de la Dhuis, de la Somme-Soude, du Sourdon et du Surmelin, a fait surgir deux questions neuves, celle de savoir si une commune peut, sauf indemnité, s'emparer des eaux servant aux besoins d'autres communes et de particuliers, et si ce fait constitue une violation du droit de propriété, et, par suite, celle de savoir, s'il y a dans ce cas utilité publique pouvant autoriser l'expropriation. Ces questions ont été traitées dans plusieurs écrits, soit directement, soit accessoirement. La dissertation de M. B. et celles qui suivent les ont abordées de front. — V. enc. sup. nos 857 et s.

1239. CHRISTOPHLE. — De la Dérivation au point de vue légal de la Dhuis et de la Somme-Soude, par Alb. CHRISTOPHLE, d. e. d., av. C. cass. — Ap. *R. Prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 566-574.

C'est une réfutation de l'art. de M. Mathieu, *inf.* nº 1242.

1240. DENIZOT. — De la Législation et de la compétence en matière de cours d'eau, et de leur application à la dérivation de la Somme-Soude, par H. DENIZOT, avoué à Châlons-s.-M. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1862.

Mémoire bien fait, où la question est examinée sous toutes ses faces.

1241. DUVERDY. — Droit constitutionnel. Dérivation des sources de la Dhuis. Décret du 4 mars 186?, par CH. DUVERDY. — Ap. *Gaz. Trib.*, 24, 26 mai et 5 juin 1862.

Cf. MALAPERT. Même sujet, ap. *Monit. des Trib.*, 1er juin 1862.

1242. MATHIEU. — L'Expropriation pour cause d'utilité publique et les eaux de la Somme-Soude, de la Dhuis, du Sourdon et du Surmelin, par A. MATHIEU, av., etc. — In-8, 71 p. *Epernay*, impr. Noel et Boucart, 1862.

Un premier tirage, 24 p., *ibid.*, 1862, est extrait du *Droit*, 3 mai 1862, où il avait été inséré comme extrait d'un travail plus étendu que préparait l'auteur sur la dérivation des eaux de différentes rivières au profit de la ville de Paris. Cet article ayant provoqué, entre autres, une réfutation dans la *Gaz. des Tr.*, M. M. y répondit dans les nos du *Droit* des 2-3 et 9-10 juin suiv. Cf. sup. nos 1239 et 1241.

1243. SERRIGNY. — Examen de la jurisprudence de la Cour de cassation sur la propriété des sources d'eau courante, par SERRIGNY. — Ap. *Bull. des Trib.*, 1863, p. 461.

1244. DE LA TULLAYE. — Lettre sur la

question des eaux de la Somme-Soude, par le baron DE LA TULLAYE. — In-8, 14 p. *Châlons-s.-M.*, impr. Martin, 1861.

1245. PETIT. — Les habitants d'une commune ont-ils le droit de forcer le propriétaire de la source dont l'eau leur est nécessaire, à les laisser passer sur son terrain pour y prendre l'eau ou pour s'en servir? Examen doctrinal, par Ferd. PETIT, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 465.

Cass. 5 juillet 1864, aff. RATEAU.

Art. 644 et 645.

Nous avons classé sous l'art. 538 tous les écrits relatifs à la propriété et au régime des Eaux au point de vue du droit civil, réservant pour la partie de la bibliographie relative au droit administratif la plupart des écrits sur des questions de détail, de réglementation et d'administration. Les art. 644 et suiv. ne sont que l'application de quelques règles dérivant des principes qui gouvernent la propriété des eaux et leur régime : il est donc nécessaire de se référer aux indications données sous l'art. 538.

1246. BUISSON. — Des Usines sur les cours d'eau et des Irrigations. Th. D., par BUISSON. — In-8, 1875.

1247. CHOFARDET. — Des Usines sur les petites rivières. Th. D., par CHOFARDET. — In-8, *Paris*, 1858.

1248. GAULTIER. — Des Usines sur les rivières non navigables et non flottables. Th. D., par A. GAULTIER, av. — In-8, 144 p. *Paris*, impr. Thunot, 1859.

1249. NADAULT DE BUFFON. — Des Usines et autres établissements sur les cours d'eau. Développements sur les lois et règlements qui régissent cette matière, à l'usage des fonctionnaires de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, des ingénieurs, des avocats, architectes et experts, des propriétaires d'usines et des propriétaires riverains, par NADAULT DE BUFFON, ing. en chef des p. et ch., etc. *Nouv. éd.*, considérabl. augm. et donnant le dernier état de la jurispr. — 2 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1874. (18 fr.)

La première édition de cet ouvrage, publiée en 1840-1841 (Paris, Carilian-Gœury, 2 vol. in-8), était épuisée en 1849; mais, les devoirs des fonctions publiques remplies par l'auteur ne lui permettant pas de s'occuper de cet objet, il n'a pu être fait, en 1852, qu'un 2e *tirage*, augmenté d'un supplément. Comme le même empêchement s'est continué jusqu'à ces dernières années, ledit ouvrage est resté manquant, en librairie, pendant quinze années (1860-1874).

C'est seulement de 1869 à 1872 que la jurisprudence du conseil d'Etat et celle de la Cour de cassation, après avoir subi l'une et l'autre certaines variations, ont pu enfin se fixer sur les points restés jusqu'alors incertains.

La nouvelle édition a donc le caractère d'un ouvrage nouveau. Ce n'est pas, à proprement parler, un livre de doctrine, mais plutôt le tableau de la jurisprudence sur le sujet dont tous les documents sont classés méthodiquement, expliqués et annotés par l'auteur. — Le t. 1er s'occupe des rivières et canaux navigables; le t. 2e des rivières et canaux non navigables.

1250. REGNARD. — De l'Usage des cours d'eau non navigables ni flottables suivant l'ancien et le nouveau droit, par N. REGNARD, av. — In-8, 179 p. *Valenciennes*, impr. Henry, 1865.

Irrigations. — Lois du 29 avril 1845 et 11 juillet 1847.

V. projet de Code rural.

1251. BERTIN. — Code des Irrigations, suivi des rapports de MM. Dalloz et Passy et de la législation étrangère, par BERTIN, av. — In-8. *Paris*, Dutacq; A. Durand, 1852. (3 fr.)

1252. DAVIEL. — Commentaire de la loi du 29 avril 1845 sur les Irrigations, par A. DAVIEL, suivi des rapports faits aux deux chambres, par MM. Dalloz et Passy. — In-8, 10 ff. 3/4. *Paris*, Ch. Hingray, 1845. (2 fr. — *Rare.*)

1253. DUFOUR. — Commentaire spécial des lois sur l'Irrigation et le Drainage, par G. DUFOUR, av. C. cass.

A la suite de son ouvrage intitulé *Police des eaux*, etc., in-8, Cotillon, 1857.

1254. GARNIER. — I. Commentaire de la loi du 29 avril 1845 sur les Irrigations, suivi des rapports de MM. Dalloz et Passy, d'un extrait des législations étrangères, avec annotations sur le même sujet, par F.-X.-P. GARNIER, av. C. cass. — In-8, 7 ff. 3/4. *Paris*, impr. Pillet aîné, 1845. (2 fr.)

II. Commentaire de la loi du 11 juillet 1847 sur les Irrigations, et Observations nouvelles sur la loi du 29 avril 1845 sur le même sujet, et sur celle du 10 juin 1854 relative au drainage, faisant suite aux commentaires de la première et de la dernière de ces lois. — In-8, 3 ff. *Paris*, impr. Pillet fils aîné, 1855. (*Les deux comment. réunis*, 4 fr.)

1255. JULLIEN. — De la Législation des Irrigations. Th. D., par Isid. JULLIEN. — In-8, 233 p. *Paris*, Retaux, 1868.

1256. DE PARIEU. — De la Loi du 29 avril 1845 sur les Irrigations dans ses rapports

avec la législation sur les cours d'eau, par ESQUIROU DE PARIEU, d. e. d., av. à Riom. — Ap. *R. Wol.*, t. XXIV (3e 1845), p. 5-56.

1257. PELLAULT. — I. Commentaire de la nouvelle loi sur les Irrigations (loi du 29 avril 1845), par H. PELLAULT, d. e. d. — In-12, 16 ff. *Paris*, Durand; — Mme Bouchard-Huzard, 1845.

II. Traité d'Irrigation à l'usage des instituteurs. — In-12, 3 ff. 1/2. *Paris*, Mme Bouchard-Huzard, 1849. (1 fr. 25.)

1258. DE SAINT-MALO. — I. Examen doctrinal des lois et de la jurisprudence en matière d'irrigation, par DE SAINT-MALO, av. C. cass. — Ap. *R. Crit.*, t. XXXV (2e 1869), p. 1-16.

II. — De la Répartition des eaux en matière d'irrigation. — *Ibid.*, p. 299-325.

1259. VITARD. — I. Traité sur l'aménagement des eaux en général, sur les irrigations et sur le drainage, suivi d'un essai sur les chemins vicinaux, par A. VITARD, ag. voy. — 3e *éd.*, in-8, 12 ff. et 2 pl. *Beauvais*, impr. Moisand, 1851. (3 fr.)

II. Irrigation et Drainage. Extrait de l'ouvrage publié par A. VITARD, sous le titre de : Essai sur les chemins vicinaux, précédé de considérations sur les asséchements, les irrigations et le drainage. — 3e *éd.*, in-8 de 3 ff. *Beauvais*, impr. Moisand, 1851.

1260. WOLOWSKI. — Bulletin législatif. Examen du projet de loi sur les Irrigations et de la discussion, par WOLOWSKI, Ap. *R. Wol.*, t. XVIII (1843), p. 92-108, et t. XX (1844), p. 93-103.

V. enc. sup. CHAMPIONNIÈRE, no 859, II.

1261. ***. — Du Droit d'irrigation. — Ap. *Gaz. Trib.*, 13 sept. 1845.

1262. ***. — Lois du 29 avril 1845 et 11 juillet 1847. (Commentaire succinct). — Ap. *J. des Just. de p.*, 1846, p. 33-38, 1847, p. 3-9.

V. enc. :

1263. NADAULT DE BUFFON. Des Canaux d'arrosage, etc., Traité théorique et pratique des irrigations, envisagées sous les divers points de vue de la production agricole, de la science hydraulique et de la législation, par NADAULT DE BUFFON, ing. des p. et ch. — 3 vol. in-8. *Paris*, Carilian-Gœury, 1844; — 2e éd. 1861.

1264. DE PISTOYE. — Des Irrigations suivant la loi du 26 sept. 1807, par A. de P., anc. av. — 1 vol. in-8, *Paris*, P. Dupont, 1844, avec un Appendice. *Ibid.*, 1845.

1265. BELLAIGUE. — Examen de la jurisprudence de la cour de cassation sur l'effet de l'abandon des eaux à la communauté irrigative par le propriétaire de la source, par A. BELLAIGUE, av. C. cass. — Ap. *Bull. des Trib.*, 1865, p. 337.

Art. 646.

Les principes du bornage sont intimement liés à ceux des questions possessoires, et celles-ci, à leur tour, ne peuvent être l'objet d'une étude générale sans y comprendre celle des servitudes. C'est ainsi qu'ont procédé la plupart des auteurs qui en ont traité. Cette considération nous a fait hésiter à en donner la nomenclature à la suite des *Généralités* de notre titre, mais nous avons pensé qu'il était préférable de ne pas déroger en ce point à l'ordre adopté par le Code, que nous suivons exactement. Il a placé la théorie de la possession au titre de la *Prescription*, C'est donc là que nous renvoyons, pour compléter la liste des écrits que l'on peut consulter sur le *Bornage*.

1266. BUGNIET. — Traité du Bornage. De la revendication et du droit de rétention, par BUGNIET, av. à Bergerac. — In-8, VIII-210 p. *Paris*, Marchal, Billard, et Ce, 1876. (5 fr.)

1267. CURASSON. — Traité... du Bornage. Ap. Traité des actions possessoires et du bornage, par CURASSON. — In-8. *Dijon*, Lagier; — *Paris*, Joubert, 1842. (7 fr. 50. — *Rare*.)

1268. GISLAIN. — Du Bornage et des Plantations. Compétence (nouvelle théorie), par Fr. GISLAIN, j. de p. — In-8, 57 p. *Namur*, typ. Lambert de Roisin, 1872.

1269. JAY. — Nouveau Traité du Bornage, ouvrage traitant des actions en matière de bornage, de la compétence, des biens soumis au bornage, des règles d'attribution de propriété, de l'instruction de l'action en bornage, des restitutions de fruits et dépens, etc., etc., par J.-L. JAY, rédact. en chef des *Annales des Just. de p.* — In-8. *Paris*, bureau des Ann., etc., 1859. (5 fr.)

Add. Du Bornage. Observations sur un article inséré dans la *Rev. crit.*, no de déc. 1855. — *Ibid.*, t. VIII (1er 1856), p. 477-480. — Cf. infr. no 1273.

1270. LECOMTE ET CRANNEY. — Traité théorique et pratique des actions possessoires et des actions en bornage, par H. LECOMTE et CRANNEY, j. de p. — 2e *éd.*, in-8, 272 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1875.

1271. MEUSNIER. — Étude sur plusieurs questions de bornage, par C. MEUSNIER, j. de p. — In-8, 39 p. *Clermont* (Oise), Daix, 1860.

1272. MILLET. — Traité théorique et pratique du Bornage et de la compétence des actions qui en dérivent, par MILLET, av. anc. j. de p. — 3e *éd.*, refond., corr. et augm. — In-18. *Paris*, Cosse et Marchal, 1862. (4 fr. 50.)

La 1re éd. a paru en 1844, 1 vol. in-12, *Paris*, Delamotte; Durand; et à *Laon*, chez Huriez. La 2e éd. a suivi presque immédiatement (1846). — Excellent ouvrage, classique sur cette matière.

1273. MORIN. — Principes du bornage, par A.-L. MORIN, av., anc. s.-préf., etc. 1 vol. in-8, 208 p. *Paris*, Marescq aîné, 1860. (3 fr.)

Add. Du Bornage. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 508-527. Cf. sup. n° 1269.

Cette étude est le point de départ du livre de M. M., où il expose bien les principales règles du bornage, mais où il a surtout pour objet d'élucider une question délicate qui domine toute la matière: le bornage doit-il s'opérer d'après la possession ou d'après la contenance déclarée aux titres? Il se prononce dans le sens de la possession. Cette théorie nouvelle, qui est en quelque sorte le fondement de son ouvrage, a été critiquée dans les dissertations suivantes:

I. DELAHAYE. — 1° De la preuve de la propriété. De la valeur des titres en concurrence avec la possession, par DELAHAYE, juge au trib. de la Seine. — Ap. *J. des just. de Paix*, t. X (1861), p. 201-214.

2°. — De l'autorité respective des titres et de la possession en matière de bornage, — *Ibid.*, p. 226-238.

3°. — La maxime: *in antiquis enuntiativa probant*, a-t-elle été abolie par le droit nouveau? Doit-elle être abolie en matière de bornage? — *Ibid.*, p. 262-269.

M. MORIN a répliqué: Le bornage doit-il se faire d'après les titres non contradictoires ou d'après la possession? — *Ibid.*, p. 282-289.

II. JAY. — Du Bornage. Observations sur un article inséré dans la *Revue critique*, par L. JAY, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 477-480.

1274. PERRIN. — De l'Action en bornage. Th. D., par PERRIN. — In-8, 1874.

1275. LAHACHE. — Comment doit-on entendre ces expressions de l'art. 406 C. Nap. « le bornage se fait à frais communs? » par LAHACHE, j. de p. — Ap. *J. des Géom.*, 1857.

Reprod. ap. *Ann. des j. de p.*, 1857, p. 365-368.

Add.:

1276. GRANGER. — Système infaillible de bornage. Ouvrage orné de figures, indispensable à tous les propriétaires, etc.; par E. GRANGER, géom. exp. — In-8. 80 p. *Agen*, Michel, 1873 (0 fr. 75).

1277. MAULDE. — Du Bornage des propriétés rurales, par MAULDE,, av. C. cass. — Ap. *J. des comm.*, 1859. Reprod. ap. *Ann. des j. de paix*, 1859, p. 225-233.

1278. OUDIN. — De la Possession, de l'Arpentage, du règlement et bornage des biens ruraux, par D. OUDIN, cult. à Froidmont. — In-8, 48 p. *Laon*, impr. Fleury, 1858.

1279. ROUSSET. — Du Bornage. Projet de loi sur le bornage, précédé d'un exposé des motifs et rédigé d'après un système nouveau de rédaction législative, par ROUSSET, anc. mag. — 1 vol. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1859 (3 fr.).

Extrait de la *R. Prat.*, t. VII (1er 1859), p. 410-434; 528-547.

APPENDICE. — *Du Cadastre.*

Bien que cette matière se rattache au droit administratif, elle intéresse sous plusieurs rapports la propriété foncière au point de vue du bornage, maintenant surtout qu'il est question d'en faire un des éléments de la preuve de la propriété. Un projet de loi sur la reconfection et la révision du cadastre, élaboré par le Conseil d'Etat et conçu dans ce sens, a été renvoyé à la commission spéciale le 11 janvier 1877 (*Offic.* du 27 janv.). Ce n'est qu'à ce point de vue qu'elle peut trouver place ici; nous renverrons donc au *Droit administratif* l'énonciation des ouvrages, brochures, dissertations qui ne rentrent pas dans notre cadre. Ils sont nombreux, car la réforme cadastrale est un problème économique et social à l'occasion duquel se formulent les opinions et les systèmes les plus opposés. Souhaitons que la réforme projetée ne soit pas étouffée sous le poids de trop de documents.

1280. BOCHIN. — Du Cadastre dans ses rapports avec la propriété foncière. Titres, bornage, hypothèques, crédit agricole, juste répartition de l'impôt foncier. Rapport de M. BOCHIN, av., à l'assemblée générale des agriculteurs de France, dans la session de 1873. — In-8, 60 p., *Paris*, Guillaumin et Ce; — Bellaire, 1874.

1281. BONJEAN. — Du Cadastre dans ses rapports avec la propriété foncière. Discours prononcé par le prés. BONJEAN, (Sénat, séance du 6 avril 1866). — Titres. — Bornage. — Hypothèques. — Crédit agricole. — Frais de justice. — Pièce pour l'enquête sur la situation de l'agriculture. — In-8, 47 p. *Paris*, typ. Lahure, 1866.

Le Pr. B. avait fait de la réforme cadastrale l'une des œuvres de sa vie. N'ayant pu obtenir une enquête officielle, il entreprit une enquête privée; à cet effet, il fit imprimer son discours au Sénat, et cette brochure devint une sorte de circulaire destinée à réunir les matériaux de cette enquête. A la suite du titre est imprimé cet envoi d'auteur: « Hommage à M. ..., avec prière de me faire connaître son opinion sur les diverses propositions contenues dans ce discours... Je me ferai un devoir de soumettre à qui de droit cette enquête officieuse. L.-B. BONJEAN. » — V. *Monit. univ.* Cette brochure a en outre été reproduite ap. *J. du Notar.*, 12, 16, 19 mai 1866.

V. inf. TRÉMOULET, n° 1293, note 1.

Le fils de M. Bonjean a continué la tâche, à laquelle son père l'avait initié, et l'ouvrage suivant est le fruit des travaux de tous les deux:

1282. BONJEAN. — Révision et conservation du Cadastre, approprié aux besoins de la propriété foncière. — Péréquation de l'impôt. — Titres. — Bornage. — Hypothèques. — Crédit agricole, etc. Enquête officieuse du prés. BONJEAN, continuée

et rédigée par Georges BONJEAN, av. — 2 vol. in-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1874.

V. C.-rend. d'AUCOC, ap. *Bull. de la Soc. de Lég. comp.* Séance du 24 avril 1864, t. IV, p. 242.
Add. divers art. ap. *Monit. univ.*

1283. BOURGADE. — Instructions sur la formation et la tenue d'un registre de l'état civil de la propriété foncière, par F. BOURGADE. — In-16, 1863. (75 c.)

1284. BRETAGNE. — Nouvelle Étude sur le Cadastre et les abornements généraux, avec recherches historiques sur la constatation et la contenance des propriétés; par A. BRETAGNE, dir. des contr. dir., etc. — In-8, 135 p. et 4 pl. *Nancy*, Wiener, 1870.

V. art. crit. CAUWÈS ap. *Rev. crit.*, 1871, p. 713.

1285. DELAPALUD. — I. De l'application du Cadastre à la détermination de la propriété immobilière et des autres droits réels, dans les pays soumis au Code Nap., ou Commentaire sur le cadastre décrété à Genève en 1841, suivi du texte des lois, règlements, arrêtés et instructions concernant le cadastre genevois, par Sim. DELAPALUD, d. e. dr., etc. — In-8, 25 ff. 1/2, *Toulouse*, Ansas, 1854 (6 fr.).

II. De l'application du Cadastre à la détermination de la propriété immobilière. — Broch. in-8, *Paris*, Durand, 1859 (1 fr.).

Extr. de la *R. hist. de dr. fr. et étr.*, t. V, p. 218. — V. Art. crit. de HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 11 avr. 1845.

1286. ENJUBAULD. — De la Réforme cadastrale et du crédit de la propriété foncière, par ENJUBAULT, prés. de ch. à Riom. — In-8, 94 p. *Toulouse*, impr. Bonnal et Gibrac, 1868.

1287. FREYSSINAUD. — Du Cadastre et de la peréquation d'impôt; du Bornage amiable périmétrique des propriétés particulières, avec constatation des servitudes et rectification du cadastre, par FREYSSINAUD, j. de p. — In-8, 24 p. *Noyon*, impr. Andrieux, 1866.

1288. GAVARD. — De la Situation du Cadastre en France, par G. GAVARD. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXV (1850), p. 286-316.

1289. GILLET. — Nouv. Méthode pour procéder aux abornements généraux très-promptement, sans procès, avec une économie notable et une précision mathématique. par G.-E. GILLET. — 2e *éd.*, in-4. 1867.

1290. NOIZET. — I. Étude sur le Cadastre, par F.-H.-V. NOIZET, av., anc. mag. — In-8, 13 ff., *Paris*, Guillaumin, 1857.

V. art. bibl. de COTELLE, ap. *G. Trib.*, 25 janv. 1858.

II. Du Cadastre et de la Délimitation des héritages. — In-8. *Paris*, Dupont, 1863 (7 fr.).

III. La Rénovation du Cadastre, résumé pratique et modifié de l'ouvrage intitulé *du Cadastre et de la Délimitation des héritages*. — In-8, 61 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867.

1291. DE ROBERNIER. — De la Preuve du droit de propriété en fait d'immeubles. Nécessité et moyens d'organiser selon le même principe l'abornement invariable et le terrier perpétuel des possessions foncières. Ouvrage où sont exposées les réformes que cette institution permettrait d'introduire dans quelques parties de la législation civile, et particulièrement dans le régime hypothécaire, par Félix de ROBERNIER. — 2 vol. in-8, *Alais*, Veirun. *Paris*, Videcoq, 1844. (15 fr.)

V. sur les ouvrages de F. de ROBERNIER, art. crit. ap. *J. du Not.*, 11, 15, 22, 29 janv., 15 févr. 1845 et 2 mars 1850.

Add. 1. Esquisse d'un cadastre probant, automoteur et perpétuel, ou Idée d'un grand livre de la propriété foncière, à l'occasion du projet soumis au Corps législatif des Etats sardes, par F. de ROBERNIER, cons. à Montpellier. — In-8, 5 ff. *Paris*, V. Dalmont, 1855.

2. Du Cadastre et de sa conservation par la transformation des plans linéaires en plans numériques. — In-8, 1845. et ap. *J. du Not.*, 4, 8, 11, 15, 18. 22, 29 oct. et 1er nov. 1845.

5. Examen critique du nouveau projet de loi sur le cadastre, comparé au système du Terrier perpétuel. — In-8, 4 ff., *Alais*, Veirun; — *Paris*, Videcoq, 1846, et ap. *J. du Not.*, 15 juill. 1846, 6, 10, 13, 24, 27 mars 10, 17, 21 avril 1847.

1292. DE ROBERNIER et PORRO. — Étude sur le cadastre des terres, sur les hypothèques et l'enregistrement des actes publics et sur la peréquation de l'impôt foncier. — Projet de loi sur un dépôt général de la foi publique. Trois mémoires, par Fél. de ROBERNIER, prés. de ch. à Montpellier, Ignace PORRO, anc. offic. sup. du génie, et Félix PORRO, anc. admin. — In-8, IV-244 p., *Neuilly*, impr. Giraudot, 1860.

M. de R. est, comme on le voit, un des apôtres de la réforme cadastrale.

1293. TRÉMOULET. — I. Enquête agricole. — De la nécessité de rattacher à l'inscription cadastrale la preuve de la propriété foncière, par TRÉMOULET, not. à Villeneuve-s.-Lot, etc. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1868 (1 fr. 50).

Extr. *Rev. Crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 513-546. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 20 janv. 1869.

II. Du Cadastre, considéré au point de vue de la preuve de la propriété foncière. — Ap. *Droit*, 19 août, 1868. — *J. du Not.*, 13 nov. 1869.

M. T. envisage surtout la révision cadastrale au point de vue de la sécurité hypothécaire, question sur laquelle il a écrit plusieurs brochures (v. inf. *Privilèges et Hypothèques*), sans perdre de vue l'amélioration de la répartition de l'impôt qui en serait la conséquence. Il a commencé à s'occuper de cette question à l'époque où parurent les projets de réforme hypothécaire qui ont abouti à la loi sur la transcription. Il a publié à cette occasion des articles et brochures tendant à démontrer que l'on s'engageait dans une fausse voie. Il a même fait faire à ses frais, à Champigny-s.-Marne, une expérimentation de son système, qui aurait réussi et lui permettrait, il en a du moins la confiance, de démontrer la possibilité d'accomplir à peu de frais et en peu de temps la réforme cadastrale. Il a publié sur ce sujet de nombreux articles dans l'*Econom. franc.*, dans le *Journ. du Not.*, dans la *Rev. de France*, dans le *Droit*, dans la *R. cr.*, dans le *Monit. univ.* Sans entrer dans le détail, nous ajouterons à ceux qui ont été cités plus haut :

1° Lettre à propos du discours de M. Bonjean. — Ap. *J. du Not.*, 23 juin 1866. — V. sup. n° 1281.

2° Pétition au Sénat. Rapport, etc., *Monit. univ.*, mars 1869. Reprod. ap. *J. du Not.*, 24 mars 1869.

3° La Réforme cadastrale. — In-8, 16 p. *Paris*, imp. Dubuisson, 1872.

4° De la Possibilité de refaire le cadastre rapidement et sans frais. Observations présentées à la commission du cadastre. — In-8, 37 p. *Villeneuve-s.-Lot*, impr. Dutéis, 1874. — Sous le même titre, ap. *Monit. univ.*, 30 oct., 4 et 6 nov. 1874. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 11, 14 et 21 nov. 1874.

5° Préjugés sur les difficultés et les frais de la rénovation du cadastre. — Ap. *Monit. univ.*, 1 et 2 sept. 1875.

1294. — La Révision du cadastre, par ***. — Ap. *G. Tr.*, 20 nov. 1875.

V. enc. sur le même sujet : 1° de la Révision du cadastre. Crédit foncier. Crédit agricole. Observations pratiques, par BRAINE, not. à Arras. — In-4, 200 p. *Arras*, 1869, et ap. *J. du Not.*, 6 juill. 1847, 1 et 4 sept. 1869. — 2° FABRE. Renouvellement et conservation du cadastre, analysé ap. *Journ. du Not.*, 26, 30 sept., 7, 14 octobre 1846.

— Travaux des trois comités d'office constitués pour l'amélioration du régime hypothécaire combiné avec le cadastre. — 1er projet de loi relatif à la conservation du cadastre parcellaire. — In-8, 2 ff. 1/4, *Paris*, impr. Dupont, 1835.

Art. 647 et 648.

D'après le projet de Code rural, les art. 647 et 648 doivent être réunis, et l'art. 648 nouveau contiendrait la détermination de ce qu'il faudra désormais entendre légalement par *héritage clos*. — Cf. les observations placées en tête du présent titre, p. 109.

1295. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ. — De la nature du droit de Vaine pâture et de quelques-unes de ses conséquences, par BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, d. en dr., proc. imp. à Mantes. — Ap. *R. Prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 335-363.

1296. JAY ET BEAUME. — Traité de la Vaine pâture et du parcours, par J.-L. JAY, avec le concours d'Alex. BEAUME, av. — In-8. *Paris*, bureau des *Annales des just. de paix;* — Durand, 1863. (3 fr. 50.)

1297. LEPASQUIER. — Législation de la Vaine pâture, ou Recueil raisonné des coutumes et règlements anciens, des lois, décrets, ordonnances royales, avis du Conseil d'Etat, arrêts de la Cour de cassation, etc., concernant les droits de vaine pâture et de parcours, et l'exercice de ces droits, par Aug. LEPASQUIER. — In-8, 23 ff. *Paris*, Pélicier; — *Rouen*, Périaux fils aîné.

1298. PUILLE. — De la Vaine pâture, par H. PUILLE. — In-8. *Reims*, Luton. 1869.

CHAPITRE II. — DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LA LOI.

Art. 649 et 650.

1299. JOUSSELIN. — Traité des Servitudes d'utilité publique, ou des modifications apportées par les lois et par les règlements à la propriété immobilière en faveur de l'utilité publique, par A. JOUSSELIN, d. e. d., av. C. cass. — 2 vol. in-8. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1850 (1849-50). (*Epuisé et rare.* — *Net :* 20 fr.)

« Les lois et règlements qui concernent les servitudes d'utilité publique, dit M. J., sont épars dans divers recueils, ou même restés enfouis çà et là dans les archives nationales; aucune disposition générale qui les lie, les coordonne et en forme un corps de science; tout à faire pour la doctrine. Dans la doctrine pour qui et par qui tout était à faire, même absence de théorie, même éparpillement de détails. » Tel est le but de M. J. Après avoir exposé dans le titre 1er d'abord les principes généraux applicables à toutes les servitudes de ce genre, puis les règles spéciales à chacune d'elles isolément, il recherche quelle en est l'origine, quelle autorité peut les établir, sur quels biens et à quelles conditions, comment elles s'éteignent; il les classe ensuite selon leur objet : défense militaire, sûreté et salubrité publiques, voirie, travaux publics, richesses forestières et souterraines, intérêt financier du trésor; toutes ces matières sont étudiées dans sept titres différents. Telle est l'utilité de l'ouvrage; il est complet et il est unique, il est en même temps excellent.

V. art. crit. de MIMEREL, ap. *R. Cr.*, t. II, p. 633-640. — De COTELLE, ap. *Monit.*, 1853, p. 655.

1300. Thèses de doctorat : BIGARD. Des Servitudes légales d'utilité privée. In-8, *Caen*, 1852. — PERRENET. Des Servitudes légales et naturelles. In-8, *Dijon*, 1863.

Servitudes de voirie et autres.

1301. FÉRAUD-GIRAUD. — Servitudes de voirie. Etudes sur la législation et la jurisprudence concernant les charges établies, dans un intérêt de voirie, sur les propriétés bordant les rues et places, routes et chemins, voies de fer, cours d'eau navigables ou flottables, par L.-J.-D. FÉRAUD-GIRAUD, cons. à Aix. — — 1re partie. Voies de terre. — 2 vol. in-8. *Aix*, Aubin; — *Paris*, Carilian-Gœury et V. Dalmont; — Thorel, 1850. (15 fr.)

L'auteur a fait un extrait de cet ouvrage sous le titre de *Traité de la grande voirie et de la voirie urbaine*, 1 vol. in-12, 1865 (4 fr.).

M. F.-G. est encore l'auteur d'un autre ouvrage se rattachant à ce sujet : Des Dommages occasionnés à la propriété privée par les travaux publics. 2e *éd.* conf. à la première, in-8, 1851 (6 fr.).

1302. *Le même.* — Législation des chemins de fer par rapport aux propriétés riveraines. — 2e partie des études sur la législation et la jurisprudence concernant les charges établies dans un intérêt de voirie sur les propriétés bordant les rues et places, routes et chemins, voies de fer et d'eau. — 1 vol. in-8, 15 ff. 3/4. *Paris*, Carilian-Gœury et V. Dalmont; — *Aix*, Aubin, 1852. (7 fr. 50.)

Cet ouvrage, comme l'indique le titre, fait suite au précédent. L'auteur y aborde la législation relative aux chemins de fer, et spécialement la loi du 15 juillet 1845, qu'il commente article par article. — La 3e partie, qui devait comprendre les servitudes grevant les propriétés riveraines des voies d'eau, n'a pas encore été achevée.

1303. *Le même.* — Voies rurales publiques et privées et servitudes rurales de passage. 2e *éd.*, refondue et augmentée. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1859; elle se composait de la reproduction d'une série d'articles publiés dans le *Journal du droit administratif*, dirigé par M. CHAUVEAU-ADOLPHE. L'auteur l'a complétée par l'exposé du régime légal des voies rurales privées et des servitudes de passage qui ne faisaient point partie de sa première étude. Ce livre complète la série de monographies que

M. F.-G. a consacrées jusqu'à présent aux différentes branches de la voirie. Il les a réunies sous le titre général de : *Modifications apportées dans un intérêt public au droit de propriété*. On peut y joindre, comme se rattachant aux servitudes d'utilité publique : Etudes sur la législation et la jurisprudence concernant les fouilles et extractions de matériaux, occupations temporaires et autres dommages causés à la propriété privée en dehors de l'expropriation à l'occasion des travaux publics. Sup. nº 1015.

V. enc. :

1304. COTELLE. — Des Alignements et Permissions de voirie urbaine, par L.-B. COTELLE. — In-8, *Paris*, 1836 (3 fr. 50).

Servitudes militaires, etc. — Loi du 30 mars 1831.

1305. DELALLEAU. — Traité des Servitudes établies pour la défense des places de guerre et de la zone des frontières, par Ch. DELALLEAU. — 2e *éd.*, in-8. *Paris*, Anselin ; — Al. Gobelet ; — Carilian-Gœury, 1836. (8 fr. 50.)

1re éd. *Ibid.*, 1833.

1306. LE GOST. — Essai sur les effets juridiques des travaux de défense, dans les rapports des particuliers avec l'État et entre eux, par E. LEGOST, av. — *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1873. (4 fr.)

1307. PINEL. — De l'Occupation des propriétés nécessaires aux travaux de fortifications, par Aug. PINEL, av. C. cass. — In-8.

1308. ***. — Des Servitudes militaires et de la loi du 30 mars 1831. — In-8, 24 p. *Chambéry*, impr. Chatelain, 1876.

V. enc. sur les occupations temporaires la loi du 21 avril 1810, sur les mines, et notamment nos 1031 et 1043 et infr. nº 1335.

V. aussi pour les servitudes d'utilité publique sup. nº 997, et inf. sous l'art. 651.

Art. 651 et 652.

Rapports de voisinage, bâtiments, etc.

Cette matière est assez difficile à classer, parce qu'elle est très-complexe. Droit rural, droit administratif, droit civil, propriété, servitudes, louage d'industrie, etc., s'y rattachent par une foule de points épars dans nos lois ; mais le principe qui les domine est écrit dans le Code civil, art. 651, 652 et 1370, § 3, sans que pourtant les droits et obligations qui y sont très-implicitement et très-vaguement indiqués, aient été formulés nulle part d'une façon bien précise et suivant un système complet. La meilleure place à lui assigner nous a paru être au titre des Servitudes ; Camus et Dupin, avant nous, avaient déjà adopté cette classification.

1309. DESGODETS. — V. inf. DESTREM ; — LEPAGE.

1310. BOUILLIER. — Des Servitudes d'utilité publique en général, et en particulier des Servitudes établies par la loi entre propriétaires voisins dans un but d'intérêt public. Th. D., par BOUILLIER. — In-8. *Paris*, 1873.

1311. DESTREM. — Les Lois des bâtiments suivant la coutume de Paris, par DESGODETS, avec les notes de GOUPY. *Nouv. éd.*, mise en rapport avec les lois et la jurisprudence modernes, par Hugues DESTREM, av. — In-8. *Paris*, administr. du *J. des Not. et des Av.*, 1845. (6 fr.)

DESGODETS, architecte habile, né à Paris en 1653, est mort dans cette ville le 20 mai 1728. Nommé professeur à l'école d'architecture, en 1716, il y a fait, entre autres, un cours sur les dispositions de la coutume de Paris relatives aux bâtiments et sur les rapports des jurés. Ce sont ces leçons rédigées par lui, qui ont été publiées après sa mort, par GOUPY, avec des annotations de ce dernier. Bien qu'il ne fût pas avocat, D. n'en a pas moins fait un bon livre de droit, tellement bon même, que, malgré tous les changements qu'a éprouvés la législation, il peut encore servir aujourd'hui. Il est vrai que la coutume de Paris, qui faisait le droit commun en beaucoup de points, a été presque toujours copiée par les rédacteurs du code sur cette matière. Son ouvrage est divisé en deux parties. La première concerne particulièrement les servitudes ; la deuxième, les réparations. GOUPY en a donné plusieurs éditions annotées par lui. *Paris*, in-8, 1748, 1768, 1777, 1787. — *Avignon*, 1802, in-8.

1312. DUVERGIER. — Des Divers droits des propriétaires d'établissements industriels relativement aux propriétaires voisins, par DUVERGIER. — Ap. *R. Fœl.*, t. X, p. 425 ; 600.

1313. FOURNEL ET TARDIF. — Traité du Voisinage considéré dans l'ordre judiciaire et administratif et dans ses rapports avec le Code civil, par FOURNEL, av. — 4e *éd.*, publiée en 1827, corrigée et considérablement augm. par TARDIF, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1834 (de 8 à 10 fr.).

Avec cette épigraphe : *Æque pauperibus prodest, locupletibus æque.* (Horace.)

J.-F. FOURNEL est mort le 21 juill. 1820. — La 4e éd. est annoncée à tort dans tous les catalogues de librairie comme étant de 1834, ainsi que semblerait l'indiquer le titre assez ambigu transcrit ci-dessus. La 4e éd. a paru en 1827, *Paris*, Warée oncle, 2 vol. in-8. C'est cette 4e éd. que TARDIF a augmentée de plus d'un tiers sans augmenter le nombre des volumes et sans rien changer au texte de FOURNEL. Pour distinguer son travail du sien, il a placé entre [[ ]] ses rectifications et additions. L'indication de 4e *éd.* du titre ci-dessus s'applique donc non à l'ouvrage publié par TARDIF, qui est une 1re et unique édi-

tion, mais au texte de FOURNEL, qu'il rééditait en le complétant. Qvant à la date de 1834, elle ne s'applique qu'au titre, où le nom de l'éditeur Videcoq a été substitué à celui de Warée.

La 1re éd. de FOURNEL est de 1800, 2 vol. in-12; — la 2e, 1807, 2 vol. in-12, et la 3e, 1812, 2 vol. in-8.

1314. FRÉMY-LIGNEVILLE. — Traité de la législation des bâtiments et constructions. Doctrine et jurisprudence civiles et administratives, concernant : les devis et marchés, la responsabilité des constructeurs, leurs priviléges et honoraires, l'alignement des constructions, les saillies, la hauteur des maisons, les matériaux à employer, les conduites d'eau et de gaz, les rues et passages, le pavage, les trottoirs, les établissements dangereux et insalubres, les murs mitoyens, les fenêtres ou jours de souffrance, puits, caves, cheminées, chaudières à vapeur, contre-murs, égouts des toits, tour d'échelle, places de guerre, la location des bâtiments, les réparations, états de lieux, bâtiments en péril, carrières, les travaux publics, les bâtiments civils, les expertises, etc., etc. — A l'usage : des tribunaux, hommes de loi, propriétaires, architectes, entrepreneurs, ingénieurs, génie militaire et maritime, préfets, sous-préfets, maires, conseils généraux et d'arrondissement, conseils des bâtiments civils, tous conseils administratifs, et tous fonctionnaires chargés d'appliquer les lois civiles et administratives des bâtiments et constructions en général, par FRÉMY-LIGNEVILLE, av. — 2e édition du *Code des architectes et entrepreneurs de constructions*, entièr. refondue et considérabl. augm. — 2 vol. in-8. *Paris*, Carilian-Gœury et Vor Dalmont. 1848. (15 fr.)

Rien à ajouter à ce titre explicite, si ce n'est que ce livre a obtenu un succès mérité et qu'il a été traduit en langue étrangère, et adopté en quelque sorte comme ouvrage officiel, pour le royaume des Deux-Siciles. La 2e éd., à raison des additions qu'y a faites l'auteur et des développements qu'il a donnés à son premier travail, peut être considérée comme une œuvre entièrement neuve. Les servitudes de voisinage y sont traitées d'une manière complète.

1315. FRÉROT. — Répertoire complet des lois du voisinage dans les villes et les campagnes, contenant, par ordre alphabétique, des notions assez claires et assez étendues sur les servitudes, etc., augmenté des nouvelles lois longuement commentées sur les juges de paix, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, sur les patentes; suivi d'un formulaire contenant les modèles de tous les actes qui peuvent être faits sous seing-privé, etc...; rédigé d'après l'opinion de MM. Duranton, Benoît, Ratier, Destrem, etc., par Jules FRÉROT, jurisc. — In-8, 37 ff. *Paris*, Cahu, 1848. (6 fr.)

Le titre suffit à faire apprécier l'ouvrage.

1316. GODEFROY. — Traité du Voisinage, par GODEFROY, anc. not., j. de p. — In-8, 344 p. *Abbeville*, impr. Briez, Paillard et Retaux, 1874.

1317. LÉGER. — Dictionnaire historique et pratique de la voirie, de la police municipale, de la construction et de la contiguïté; cours et courettes, par P. LÉGER, archit. — In-8, 118 p. *Paris*, impr. Rouge fr., Dumon et Fresné, 1867. (3 fr.)

1318. LEPAGE. — Lois des bâtiments, ou le Nouveau Desgodets, contenant : la théorie et la pratique 1° des servitudes telles que murs mitoyens, contre-murs, vues, égouts, haies mitoyennes, etc.; 2° des réparations grosses et menues; 3° des formes à suivre par les juges de paix, les tribunaux et les experts, pour visiter les lieux, avec formule des actes de procédure, par P. LEPAGE, anc. av. — *Nouv. éd.*, corrigée et considérablement augmentée. — 2 vol. in-8. *Paris*, Marescq et Dujardin, 1857. (8 fr. — *Rare.*)

La 1re *éd.* donnée par LEPAGE est de 1808, *Paris*, 1 vol. in-4 et 2 vol. in-8. — *Nouv. éd.* (stéréotypée), 2 vol. in-8, *Paris*, 1819. Plusieurs éditions furent successivement données jusqu'à celle de 1857, qui est la dernière. Elle a été mise au courant des modifications apportées par la législation et la jurisprudence à l'œuvre originale, mais le plan de DESGODETS a été conservé. — Cf. sup. DESTREM, no 1311.

1319. LUKOMSKI ET PERIN. — Police des constructions. Hauteur des constructions, des étages, combles et lucarnes, par LUKOMSKI et PERIN. — In-18. *Paris*, 1869. (2 fr. 50.)

1320. SAUGER. — Du Louage et des Servitudes dans leurs rapports avec les usages locaux, etc., etc., par L.-G. SAUGER, j. de p. à Versailles. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1860. (*Rare.*)

1321. SONNINI, THIÉBAULT ET BERNEAUD. — Manuel des propriétaires ruraux et de tous les habitants des campagnes, ou Recueil par ordre alphabétique de tout ce que la loi permet, défend ou ordonne, par SONNINI. 3e *éd.*, revue et augm. par A. THIÉBAULT et BERNEAUD. — 2 vol. in-12. *Paris*, 1823.

1322. VAGNAT. — Parallèle des lois du bâtiment et de la propriété, contenant les articles des C. civ., de procéd. et pénal, les lois, édits, arrêts, avis, décrets, ordonnances, us et coutumes, suivis d'explications analytiques, des termes d'architecture, et d'une table des matières, par J.-M. VAGNAT, archit. — In-8, 31 ff. 3/4. *Paris*, Carilian-Gœury, 1836. (7 fr. 50.)

1323. Manuel des lois du bâtiment, élaboré par la Société centrale des architectes, suivi du Recueil des lois, ordonnances et arrêtés concernant la voirie ayant trait aux constructions. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1863. (*Rare.*)

V. enc. sup. PERRIN, RENDU et SIREY, nos 804 et 805.

Renvoi pour le surplus infr. *Louage d'industrie*, et au DROIT RURAL.

SECTION Ire. — *Du mur et du fossé mitoyens.*

1324. CUVELLIER. — Du Mur mitoyen. Th. D., par CUVELLIER. — In-8, 1875.

1325. MASSELIN. — I. Nouvelle Jurisprudence et Traité pratique des murs mitoyens en harmonie avec les arrêts et jugements des cours et tribunaux rendus dans le cours de l'année 1874, à l'usage des magistrats, avocats, avoués, architectes et entrepreneurs, par O. MASSELIN. — 2e *éd.*, in-8, 340 p. *Paris*, Cotillon et Ce, 1876. (10 fr.)

II. Album du Traité pratique des murs mitoyens, contenant 29 pl. et 68 fig. — In-8. *Ibid.*, 1876. (4 fr.)

III. Supplément no 1. Chapitres additionnels sur la surcharge, les jambes étrières et diverses questions non traitées dans la nouvelle édition du Manuel de la Société centrale. — In-8. *Ibid.*, 1876. (2 fr.)

Cf. sup. no 1323.

« On sait sous quel dédain les gens du monde ont, de tout temps, écrasé le mur mitoyen et son avocat : petits procès, piètre avocat! disait-on. Or voici que le mur mitoyen se dresse devant nous sous la forme d'un respectable in-8, et poursuit apparemment une réhabilitation qui lui est bien due, après tout; car petits procès sont devenus gros. Nous venons de traverser, comme aux premiers temps de l'empire romain, une phase de bâtisse qu'Auguste dénonçait au Sénat sous le nom de *manie du bâtiment*, et le mur mitoyen peut aujourd'hui revendiquer avec orgueil de véritables et nombreux monuments de jurisprudence (ici, le figuré convient au propre) édifiés à son usage depuis plusieurs années. » (Vavasseur.)

Une 1re *éd.* (1875), épuisée en une année, cela suffit à coter un livre. — L'auteur est membre de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie.

V. art. crit. de VAVASSEUR, ap. *Droit*, 5-6 avril 1875. — De GONSE, ap. *Rev. cr.*, 1876, p. 212.

1326. RAVON. — Manuel pratique et juridique de la mitoyenneté, par Henri RAVON, archit. — In-8, 62 p. *Paris*, Ducher et Ce, 1874.

Extr. de la *Rev. gén. de l'arch. et des trav. publ.*, 4e s., t. I, 1874.

Art. 653-657, nt.

V. sous l'art. 663.

Art. 658.

1327. FLANDIN. — De la Faculté d'exhausser le mur mitoyen, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. Cr.*, t. XXV (2e 1864), p. 17-31.

Art. 659 à 662, nt.

Art 663.

1328. BAMBALÈRE. — L'art. 663 C. Nap. contient-il une disposition telle qu'un voisin ne puisse se dispenser de contribuer à la construction, réparation et reconstruction des murs de clôture séparant, dans les villes et faubourgs, les propriétés contiguës? Ou bien le voisin peut-il, en vertu de l'art. 656, se décharger de toute contribution en offrant la cession de la moitié du sol sur lequel la clôture doit être assise, ou sa part de communauté des murs existants qui doivent être réparés ou refaits? par BAMBALÈRE, j. de p. à Oloron-Sainte-Marie. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1866, p. 80-90.

Add. sur la même question. *Ibid.*, 1846, p. 132.

1329. FLANDIN. — De la Clôture forcée dans les villes et les faubourgs, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *R. du Not. et de l'Enr.*, t. VI, p. 7.

Art. 664-665, nt.

Art. 666-669.

1330. JAY. — Des Fossés. Propriété des fossés. Présomption de mitoyenneté ou de non-mitoyenneté. Effets de la mitoyenneté des fossés. De la Propriété des bords des fossés et de la nécessité de laisser un espace entre le fossé et le terrain voisin. Des Fossés pour l'écoulement des eaux. De la Compétence,

par JAY. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1852, p. 345-353.

Art. 670-673, nt.

Les art. 666 à 673 doivent être modifiés dans le projet de *code rural*, actuellement soumis aux délibérations du Sénat. — Cf. les observations générales placées en tête du présent titre, p. 109.

SECTION II. — *De la Distance et des ouvrages intermédiaires pour certaines constructions.*

Art. 674.

1331. LECOMTE. — Étude sur les contre-murs d'après la législation des bâtiments et les usages actuels, par Gust. LECOMTE, arch. — In-8, 24 p. *Paris,* au journal *le Bâtiment,* libr. Morel et Ce, 1874.

SECTION III. — *Des Vues sur la propriété du voisin.*

Art. 675 à 680.

1332. COLONNA D'ISTRIA. — Examen de la question suivante : Quand on acquiert par la prescription un droit de vue, qu'acquiert-on? La servitude *altius tollendi* n'est-elle pas, ainsi que tout ce qui pourrait compromettre cette servitude, comprise dans ce droit, aussi bien que lorsqu'on l'acquiert par une convention ? par le comte COLONNA D'ISTRIA, cons. à Bordeaux. — In-8, 61 p. *Bastia,* impr. Fabiani, 1860.

1333. DAYRAS. — Servitude. Vue. Porte d'accès. Distance du voisin, par L. DAYRAS, proc. Rép. à Saint-Yrieix. — In-8, 12 p. *Paris,* impr. Noblet, 1871.

Etude extraite de la *Rev. Prat.*, t. XXXII (1871), p. 548, où elle a été insérée sous le titre suiv. : « L'ouverture d'une porte d'accès dans un mur ou dans un bâtiment est-elle soumise à la servitude légale de distance applicable aux vues? »

SECTION IV. — *De l'Égout des toits.*

Art. 681, nt.

SECTION V. — *Du Droit de passage.*

1334. LYON. — Des Servitudes de passage, par LYON, insp. des forêts. — In-8, 28 p. *Lille,* impr. Blocquel-Castiaux, 1868.

Extr. des *Arch. du Comice agricole de l'arr. de Lille.*

1335. REY. — Notice sur la servitude légale de passage et sur le règlement de l'indemnité en matière de mines, par REY. — In-8, 5 ff. *Chalon-s.-S.,* impr. Dejussieu, 1851.

1336. — Mémoire, ou Revue analytique des articles du Code civil sur la servitude de passage, relativement à la contestation soulevée entre Nicodème Degaux avec toute sa famille et M. Pujol, prêtre et propriétaire, résidant et domiciliés à Roquefort. — 3 ff. in-4. *Toulouse,* impr. Bénichet aîné, 1827.

Art. 682.

1337. LABORDE. — Quelle est l'influence de la cessation d'enclave sur la servitude de passage? par A. LABORDE, d. e. d., j. st. à Toulouse. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXVIII (2e 1869), p. 498-512.

1338. LEFEBVRE. — Division d'un immeuble ayant accès sur la voie publique. Création d'une enclave, passage, par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 11 juillet 1866.

1339. LE GENTIL. — L'art. 682 du C. Nap. n'est-il pas exclusivement applicable aux besoins de l'agriculture? par LE GENTIL, j. à Arras. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XI (1er 1861), p. 113-134.

Art. 683 à 685, nt.

Le projet de *Code rural* apporte à ces articles des changements sur lesquels le Sénat a commencé à délibérer. — Cf. les observations placées en tête du présent titre, p. 109.

Chemins ruraux et de desserte.

1340. BOURGUIGNAT. — De la Propriété des chemins ruraux, par A. BOURGUIGNAT, cons. à Amiens. 2e *éd.*, rev., augm. et mise au courant de la doctrine et de la jurisprudence. — In-8, 64 p. *Paris,* Marchal, Billard et Cie, 1875. (2 fr.)

Extr. des *Ann. de l'Inst. normal agricole de l'Oise.* M. le cons. B. a fait une étude approfondie de la question si difficile de la propriété des chemins ruraux, et il a annoté dans le *Rec. Sirey* la plupart des arrêts notables sur la matière. V. Cass. 27 avril 1864, *Sir.*, 1864, 1, 212 (4 col.). Cassat. 16 avril 1866. *Ibid.*, 1866, 1, 321

(6 col.). — Montpellier, 1er déc. 1873, *Ibid.*, 1874, 2, 97.

1341. DETOURBET. — Servitude. Chemin public. Passage. Changement de destination de la voie. Acquéreur. Exercice de la servitude, par Ed. DETOURBET, subst. proc. gén. à Caen. — Ap. *R. Prat.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 518-524.

Les voies publiques sont grevées d'un droit de passage en faveur des fonds à la desserte desquels ils servent. Exam. doctr. d'un arrêt de Caen du 16 nov. 1874.

1342. DOMENGET. — Du Droit des riverains sur le chemin de desserte ou d'exploitation de leurs fonds, par D. DOMENGET, d. e. d. — Ap. *R. Prat.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 345-353.

1343. FLANDIN. — Du Caractère des chemins ruraux, par FLANDIN, cons. à Paris. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1862. (1 fr. 50.)

Extr. de la *R. Crit.*, t. XX (1er 1862), p. 302-323.

1344. FOURTANIER. — Étude sur les chemins ruraux, par Alex. FOURTANIER, av. — In-8, 11 p. *Toulouse*, Rouget fr. et Delahaut, 1864.

Extr. du *J. prat. d'agric., etc., pour le midi de la France*, mars 1864.

1345. PETIT. — Des Chemins [ruraux et d'exploitation], par PETIT, prés. de ch. à Douai. — Ap. *R. Crit.*, t. II (2e 1857), p. 452-467.

Add. *Du même.* Chemins.Préfet. Compétence. — *Ibid.*, t. XIV, p. 275-282; t. XV, p. 533-542; t. XVI, p. 445-461; — t. XVIII, p. 496-514.

1346. DE RAZE. — De la Propriété et de l'imprescriptibilité du sol des chemins ruraux, par DE RAZE, av. à Gisors. — In-8, 1864. (2 fr.)

Cette monographie a paru d'abord ap. *R. Crit.*, t. XXIII (2e 1863), p. 143-173 et t. XXIV, p. 24-46, sous le titre suiv.: des Chemins ruraux. Etude doctrinale et critique de jurisprudence en ce qui les concerne.

V. CHAUVEAU.— Rapport de M. CHAUVEAU (Adolphe) sur un écrit de M. de RAZE, relatif aux chemins ruraux, ap. *R. Acad. lég. de Toulouse*, t. XIII, p. 308-325.

1347. SAINT-MARTIN. — Des Chemins ruraux, par SAINT-MARTIN. — In-8, 59 p. (1 fr.)

V. enc. sup. nos 856, 1301.

CHAPITRE III. — DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LE FAIT DE L'HOMME.

1348. BERTRAND. — De l'Établissement des servitudes par le fait de l'homme. Th. D. par J.-A. BERTRAND, av. — In-8, *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

1349. DUFRESNE. — De l'Établissement des servitudes par le fait de l'homme. Th. D. par H. DUFRESNE, d. e. dr., av. — In-8, 227 p. *Paris*, Retaux, 1867.

1350. D'HERBELOT. — De l'Établissement et de l'extinction des servitudes constituees par le fait de l'homme. Th. D. par Alb. d'HERBELOT. — In-8, 234 p. *Paris*, impr. Renou et Maulde, 1859.

1351. Autres thèses :

FABRÈGUE. De l'Établissement des servitudes réelles. In-8, *Paris*, 1867. — MARTINEAU. *Do*. In-8, *Poitiers*, 1872. — PINEAU. De l'Établissement et de l'Extinction des servitudes par la prescription. In-8, 1875. — PONCET. De la possession des servitudes. In-8, *Dijon*, 1870. — ROC. de l'établissement des servitudes réelles par le fait de l'homme. In-8. *Grenoble*, 1874.]

SECTION Ire. — *Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.*

Art. 686-687, nt.

Art. 688 (et 691).

1352. HÉAN. — Un Droit d'usage dans une forêt constitue-t-il une simple servitude discontinue et non apparente régie par les art. 688 et 691 du C. c.? par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 435-444.

Art. 689, nt.

SECTION II. — *Comment s'établissent les servitudes.*

1353. VANIER. — Questions notables sur les servitudes qui ne peuvent s'acquérir par la prescription, par J.-R. VANIER, av. — 1 vol. in-8, 231 p. *Paris*, Marescq aîné, 1872. (4 fr.)

Théorie nouvelle et originale sur ce qu'il faut entendre par le *titre* qu'exigent les art. 690 et suiv.

Art. 690.

1354. BRESSOLLES. — De la Prescription de 10 et 20 ans appliquée à l'acquisition et à l'extinction de l'usufruit et des servitudes, par G. BRESSOLLES. — Ap. *R. Fœl.*, t. XV. p. 744.

Art. 691.

1355. DORLENCOURT. — Du Cumul du pétitoire et du possessoire. Servitudes discontinues, par DORLENCOURT, j. à Douai. — Ap. *R. Crit.*, t. III (1853), p. 340-349.

1356. GROS. — De l'Action possessoire relativement aux servitudes discontinues (réponse à M. Dorlencourt), par Gros, d. e. d., j. de p. à Pont-de-l'Ain. — *Ibid.*, p. 926-929.

— Réplique de Dorlencourt. — *Ibid.*, t. IV, p. 188.

—Réplique de Gros.—*Ibid.*, p. 397.

Art. 692-694.

1357. DEMANTE. — Observations sur les art. 692 et 694 du C. civ., par Demante. — Ap. *Thém.*, t. VI (1824), p. 473.

1358. DUPUICH. — Conciliation des articles 692, 693 et 694 du C. Nap., par Em. Dupuich, av., d. e. d. — Ap. *R. Prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 209-235.

1359. SACASE. — De l'Établissement tacite des servitudes, suivant les art. 692, 693 et 694 du C. civ., par F. Sacase, cons. à Amiens. — Ap. *R. Wol.*, t. XLII (1851), p. 247-264.

1360. VILLEQUEZ. — De l'Établissement des servitudes par la destination du père de famille dans l'ancien et le nouveau droit, par Villequez, prof. Fac. de Dijon. —Ap. *Rev. hist. du Dr. fr.*, t. V, p. 197.

Art. 695.

1361. HÉAN. — L'Acte récognitif d'une servitude doit-il être conforme à l'article 1337 du C. c.? par Héan. — Ap. *R. Prat.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 444-451.

Art. 696, nt.

Section III. — *Des Droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.*

Art. 697-702.

1362. LESPINASSE. — Du Délaissement du fonds servant pour s'exonérer des charges de la servitude, par M. H. Lespinasse. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. IV, p. 86.

Section IV. — *Comment les servitudes s'éteignent.*

Art. 703-710.

1363. LEGONIDEC de PENLAN. — De l'Extinction des servitudes, par Legonidec de Penlan. — In-8, *Caen*, Hardel, 1862.

1364. DEMANTE. — De l'Extinction des servitudes par la prescription, par Demante. — Ap. *R. Fœl.*, t. XVII, p. 559.

1365. DUPRET. — De la Modification des servitudes par la prescription. Interprétation de l'art. 708 du C. civ., par Dupret. —Ap. *R. Fœl.*, t. XIII, p. 817.

V. enc. sup. nº 1208.

LIVRE TROISIÈME.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES dont on acquiert la propriété.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES,

Décrétées le 29 germinal, promulguées le 9 floréal an XI (19-29 avril 1803).

A. Généralités.

Art. 711.

1366. BANCELIN. — De la Création et de la Transmission conventionnelles des droits réels immobiliers. Th. D., par Bancelin. — In-8. *Paris*, 1873. (3 fr.)

1367. BONNIER. — De la Transmission de la propriété par l'effet des obligations, par E. Bonnier, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. VI (1837), p. 432-443.

1368. BOURGADE. — Guide pratique de la Transmission de la propriété, suivi d'un formulaire annoté d'actes sous seing privé, d'un tarif des droits d'enregistrement et d'une table alphabétique, par F. Bourgade. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1865, (4 fr.)

1369. COTELLE. — Dissertation sur le saisissement dans les différents actes translatifs de propriété suivant le Code civil, en réponse à un article de la *Thémis*, août 1823, 31e livrais. (t. V, p. 481), suivie, etc., par Cotelle, prof. Fac. de Paris. — 36 p. in-8. *Paris*, Alexis Gobelet, 1824. (75 c.)

Cf. inf. nº 1373.

1370. DEMOLOMBE. — Livre III. — Dispositions générales.

Fait partie du t. XIII de son *Cours de Code civ.*, 3e *éd.*, in-8, 1866-67. — 3e éd. 1862.

1371. DE FONTAINE DE RESBECQ. — De la Transmission entre vifs de la propriété foncière, en droit romain, dans l'ancien droit et dans le droit actuel. Th. D., par L. de FONTAINE de RESBECQ, av., d. e. d. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1864. (2 fr.)

1372. GUICHARD. — Conférence sur le Code civil. Livre III. Des différentes manières dont on acquiert la propriété, par Victor GUICHARD, m. de l'Ass. nat. — In-8, 29 p. *Paris*, Lechevalier, 1874. (30 c.)

1373. JOURDAN. — De l'Aliénation, soit totale, soit partielle, du droit de propriété par l'effet des conventions ou autres actes entre vifs, par JOURDAN. — Ap. *Thémis*, t. V (1823), p. 481-497.

Cf. sup. no 1369.

1374. LAURE. — De la Transmission entre vifs de la propriété foncière, en droit romain, dans l'ancien droit et dans le droit actuel. Th. D., par Louis LAURE, av. — In-8, 264 p. *Paris*, Pichon et Cie, 1872.

1375. SIMONS. — Éléments de droit civil. — Des modes d'acquérir et de transmettre la propriété, par Ch. SIMONS, av. gén. à Bruxelles. — In-12. *Bruxelles*. (1 fr.)

Encyclopédie populaire.

1376. Autres Thèses de doctorat :

DIANCOURT. De la Transmission de la propriété par les conventions. In-8, *Paris*, 1852. — PERROCHE. De la Transmission du droit de propriété. In-8, *Dijon*, 1869. — ROUQUIER. Des Mutations de propriété par actes entre vifs. In-8, 8 ff. *Paris*, 1856. — DE VALROGER. Formes de la Transmission entre vifs de la propriété foncière. In-8, 184 p. *Paris*, 1858. — WEYMANN. De la Translation du droit de propriété. In-8, 1861.

V. enc. inf. sous l'art. 1138, et aux *Priviléges et Hypoth.* — *Append. Transcription.*

B. MONOGRAPHIES.

Art. 712 à 715.

1377. DEMANTE. — Étude sur la théorie de l'Occupation. Du rôle de cette notion dans la controverse de la propriété foncière, par G. DEMANTE, prof. Fac. Toulouse. — In-8. *Toulouse*, Gimet; — *Paris*, Durand, 1864.

Extr. du t. XII du *Rec. de l'Ac. de lég. de Toulouse*, p. 174.

1378. GARBOULEAU. — Des Droits sur les eaux, et particulièrement des droits sur le poisson et du droit de pêche, par P. GARBOULEAU. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. I, p. 233-248.

1379. PETIT. — Traité complet du droit Chasse (1), contenant la législation, la doctrine et la jurisprudence qui concernent l'exercice du droit de chasse, avec l'indication de toutes les lois, ordonnances et arrêts anciens et modernes qui s'y rapportent, par PETIT, prés. de ch. à Douai, etc. — 3 vol. in-8. *Paris*, Thorel, 1838-1844.

Les deux premiers vol. ont paru en 1838. La loi de 1844 a rendu nécessaire un complément à l'ouvrage. En faisant paraître son commentaire de cette loi, M. P. a pu y indiquer les parties de son traité, et ce sont les plus considérables, qui conservaient de l'utilité.

1380. SOREL. — Chasse à tir et à courre. — Du Droit de suite et de la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi. Examen de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence, par Alex. SOREL, av. — In-8, 48 p. *Paris*, Aubry; Durand, etc., 1862.

V. art. crit. de NOUGUIER, ap. *Droit*, 30 oct. 1862.

Add. BELLAIGUE, Exam. doct. de Cass. 22 avr. 1862. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XIII (1er 1862), p. 513-517, et note ap. *Sir.*, 1843, 1. 237 (4 col.).

1381. TARTARIN. — Traité de l'Occupation suivant le droit naturel, le droit civil et le droit international; contenant : 1° l'exposé des principes généraux; 2° l'examen complet des *res nullius*, d'après les textes; 3° une étude sur l'occupation des choses incorporelles, et, 4°, sur les effets de l'occupation militaire, par Ed. TARTARIN, d. e. d., av. à Poitiers. — In-8, IV-234 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874 (1873). (4 fr.)

La première forme de ce traité est une thèse de D. soutenue par l'auteur en 1872.

1382. VILLEQUEZ. — Du Droit du chasseur sur le gibier dans toutes les phases de la chasse à tir et à courre, avec deux appendices à la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, par F.-P. VILLEQUEZ, prof. Fac. de Dijon, etc. — In-12, ou in-18 jés., 315 p. *Dijon*, 1864. (3 fr.)

M. V. est encore l'auteur de l'ouvrage suivant, se rattachant au même sujet : Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles

---

(1) Il ne peut être question, dans les articles relevés ici, de la chasse, que comme moyen d'acquérir la propriété; la loi de 1844 n'ayant pour objet que la police de la chasse, les nombreux commentaires auxquels elle a donné naissance ne pouvaient trouver place dans cette Bibliographie.

et de la Louveterie; Droits et Obligations des propriétaires, etc., etc. — In-12 ou in-18 jés., 448 p., 1867.

1383. Thèses de doctorat :

DAGUIN. De la Chasse. In-8, *Paris*, 1873. — DRAPPIER. Du Droit de chasse. In-8, *Nancy*, 1874. — ESPIVENT DE LA VILLEBOISNET. *D°*. In-8, *Paris*, 1872. — PUVIS DE CHAVANNES. — De la Chasse. In-8, *Paris*, 1875.

V. enc. sous les art. 538 à 542.

Art. 716.

1384. THOMAS-LATOUR. — De l'Invention des Trésors cachés, et du droit aux trésors trouvés, par Améd. THOMAS-LATOUR, anc. mag. — Ap. *R. Wol.*, t. XLIV (1852), p. 40-60 et t. XLVI, p. 277-304.

Art. 717.

Une proposition de loi ayant pour objet de déterminer le droit sur les choses perdues, dont le maître ne se présente pas, a été soumise à la dernière Assemblée par M. RAMEAU, député, séance du 29 juin 1876 (*J. off.*, 10 juillet 1876, p. 4995).

TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

Décrété le 20 germ., promulgué le 9 floréal an XI (19-29 avril 1803).

A. GÉNÉRALITÉS.

1385. AGNÈS. — De la Propriété considérée comme principe de conservation, ou de l'hérédité, par J.-A. AGNÈS. — 2 vol. in-8. *Guingamp*, Jollivet, 1840. (14 fr.).

1386. BELOST-JOLIMONT. V. CHABOT DE L'ALLIER.

1387. CHABOT DE L'ALLIER. — I. Commentaire sur la loi des Successions, formant le Titre 1er du Livre III du Code civil, par CHABOT de l'ALLIER. — 3 vol. in-8. *Paris*, 5e *éd.*, Nève, 1818.

Cette édition est la dernière donnée par l'auteur, bien qu'il en ait annoncé une nouvelle conçue d'après un nouveau plan, mais qu'il n'a pas eu le temps d'achever.

« Mon premier ouvrage sur les successions, nous dit-il, fut composé pour un journal judiciaire: Chaque mois je devais fournir la matière de trois ou quatre feuilles d'impression, et, comme j'avais d'autres occupations obligées, souvent mon travail était fait avec trop de précipitation. Lorsque ensuite j'examinais d'autres articles de la loi, j'apercevais des erreurs ou des équivoques dans ce qui était déjà imprimé, mais il n'était plus possible de les réparer, et il s'y joignait une quantité considérable de fautes typographiques. D'après cette explication, il paraîtra sans doute moins étonnant que l'ouvrage, qui parut d'ailleurs presque immédiatement après l'émission de la loi nouvelle sur les successions et qui fut le premier commentaire sur cette loi, contienne un trop grand nombre d'erreurs et d'incohérences. Jusqu'à présent (1818), il a été réimprimé dans le même état et sans aucune espèce de changements, parce que j'avais reconnu la nécessité de le refaire en entier, et que déjà j'avais commencé un nouveau travail sur un nouveau plan. Mais diverses circonstances m'ont forcé d'interrompre ce travail; et, comme on a pensé que, jusqu'au moment où il pourra être publié, une autre édition de mon premier ouvrage pourrait être utile, j'ai voulu qu'au moins on ne retrouvât pas dans cette édition nouvelle autant d'erreurs que dans les précédentes, et j'y ai fait provisoirement plusieurs corrections : elle contiendra même des additions considérables; mais on n'y trouvera pas encore tout ce que doit faire désirer l'importance de la matière. » (Note de la 5e éd.)

Il ne faudrait peut-être pas prendre à la lettre cette note de CHABOT. D'abord, en ce qui concerne la valeur de l'ouvrage, l'opinion publique n'a pas ratifié de tout point le jugement un peu sévère qu'il en portait lui-même, puisque, malgré ses imperfections, cinq éditions ont été épuisées assez rapidement et que la 5e a été réimprimée plusieurs fois à un grand nombre d'exemplaires sous la même date et sans changements. Cet ouvrage n'est pas non plus le premier qui ait paru sur les successions, puisque dès l'an XII FIRMIGIER-LANOIX donnait un traité sur le même sujet et que CHABOT avait, à la même époque, publié un *Tableau de la législation ancienne sur les successions et de la législation nouvelle établie par le Code civil*, par CHABOT (de l'Allier), anc. jurisc., etc. *Paris*, Garnery, 1804 (2 fr. 40). Ce vol. n'est que l'Introduction au Commentaire et parut séparément, l'auteur ayant été retardé par ses occupations au Tribunat dans l'accomplissement de son œuvre. La 1re édition est du *Commentaire sur la loi du 29 germinal an XI*, parut en 1 vol. in-8 de 704 p. *Paris*, Garnery, 1805.

V. sur cet ouvrage un art. inséré ap. *Biblioth. du Barreau*, t. 1er 1809, p. 114-161.

CHABOT, avant tout jurisconsulte de grande science, né à Montluçon en 1758, avocat au Parlement de Paris, puis président du tribunal de Montluçon, membre de la Convention après la chute de Robespierre, puis du Conseil des Anciens et du Tribunat; il était depuis 1809 conseiller à la Cour de cassation, lorsqu'il mourut en 1819, sans avoir pu refondre son commentaire, ainsi qu'il en avait l'intention. Plusieurs jurisconsultes ont entrepris cette tâche et nous avons aujourd'hui :

1388. PELLAT. — I. Commentaire sur la loi des Successions, formant le titre 1er du livre III du Code civil, par CHABOT (de l'Allier). — 6e *éd.*, rev., corrigée et augmentée par PELLAT, prof. Fac. de Paris. — 3 vol. in-8, *Paris*, 1832 (10 fr.).

C'est à cette édition que se rapportent les citations faites dans le recueil de Sirey, de Dalloz, du *Journal du Palais*, et dans les ouvrages de DURANTON. TOULLIER, etc., jusqu'aux éditions ci-après indiquées.

1389. II. BELOST-JOLIMONT. — Commentaire sur la loi des Successions, formant le titre 1er du livre III du Code civil, par CHABOT, de l'Allier. — *Nouv. édit.* accompagnée de nombreuses observations et conférée avec la jurisprudence jusqu'à ce jour, par BELOST-JOLIMONT, anc. av. gén. à Dijon. — 2 vol. in-8, *Dijon*, Lagier; — *Paris*, Pélissonnier, 1839-1840 (12 fr.)

1390. III. MAZERAT. — Commentaire sur la loi des Successions, formant le titre 1er du livre III du Code civil, par CHABOT, de l'Allier. — *Nouv. éd.*, revue avec soin et augmentée d'une notice biographique, du sommaire, sous chaque article, de nombreuses questions traitées par l'auteur,

d'annotations importantes, et d'une table alphabétique et raisonnée, par A. MAZERAT. — 2 vol. in-8, *Paris*, Cotillon; — Durand; — Videcoq, 1839-1840 (10 fr.).

1391. IV. — Commentaire sur la loi des Successions, formant le titre 1er du livre III du Code civil, par CHABOT, de l'Allier. — *Nouv. éd.*, revue et augmentée : 1° de la conférence des articles avec la loi romaine, les coutumes et les articles des codes entre eux; 2° du renvoi aux auteurs et commentateurs anciens et modernes qui ont traité la matière des successions et principalement aux ouvrages de POTHIER, DOMAT, LEBRUN, MERLIN, FAVART, DALLOZ, ROLLAND DE VILLARGUES, TOULLIER, DELVINCOURT, DURANTON, LHERBETTE, MALPEL, GRENIER, PROUDHON, MALLEVILLE, etc., etc.; 3° des opinions (mises en note) de MM. TOULLIER, DURANTON, PROUDHON et autres jurisconsultes qui ont traité la matière du Code civil des successions. — 1 vol. in-8, *Paris*, Warée; — Joubert; — Thorel; — Delamotte, 1839-1840 (7 fr.).

En tête se trouve une notice sur CHABOT de L.-H. MOULIN. Elle avait été insérée ap. *Rev. Wol.*, t. XI (1840), p. 245, et tirée à part in-8, 3/4 f. *Paris*, impr. Cosson, 1840.

1392. COMMAILLE. — Nouveau Traité des Donations entre vifs, testamentaires et des Successions, suivant les principes du C. civ., avec des modèles et formules des actes de donation entre vifs, testament, partage, etc., par COMAILLE. — 2 vol. in-8, 1808.

1393. DEMOLOMBE. — Traité des Successions. — 3e *éd.*, 5 vol. in-8, 1866-1867. (40 fr.)

T. XIII à XVII de son *Cours de Code civil*. — La 1re éd. est de 1856-1860; la 2e 1861-1863. — V. art. crit. de G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit.* 1860, p. 1319. — V. sup. n° 72.

1394. DESPRÉAUX. — Dictionnaire général des Successions, manuel complet des héritiers, donataires et légataires, d'après le Commentaire de CHABOT de l'ALLIER, par DESPRÉAUX. — Gr. in-8. *Paris*, Desrez, 1841 (10 fr., émis à 15 fr.)

Cet ouvrage a paru par livraisons d'une demi-feuille, à 15 c. chacune.

1395. DUPIN. — Traité des Successions *ab intestat*, d'après les dispositions du Code civil, par A.-M.-J.-J. DUPIN. — In-12. *Paris*, 1804.

Ce traité succinct est le premier ouvrage de DUPIN aîné, alors âgé de vingt-un ans.

1396. FARINE. — Le Code civil mis à la portée de tous. — I. Des Successions, avec figures explicatives, par Pierre FARINE, av. — In-32, 152 p. *Paris*, Bellaire, *s. d.* (1876) (25 c.)

Bibliothèque Franklin.

1397. FAVARD DE LANGLADE. — Manuel pour l'ouverture et le partage des Successions, avec l'analyse des principes sur les donations entre vifs, les testaments et les contrats de mariage, par le baron FAVARD DE LANGLADE. — In-8. *Paris*, 1811. (6 fr.)

Cet ouvrage avait été composé pour le *Répertoire* du même auteur, qui ne parut qu'en 1823-24. Il nous apprend qu'il se borna alors à analyser les principes de la matière, sans s'occuper beaucoup de la jurisprudence, qui n'avait pas encore eu le temps de se fixer, se réservant de donner plus tard de nouveaux développements à cet ouvrage. DUPIN aîné en a rendu compte dans le *Moniteur* du 19 déc. 1811.

1398. FIRMIGIER-LANOIX. — Code des Successions, ou Traité complet sur les dispositions du Code civil relatives aux Successions, Donations, Testaments, Partages, etc., avec des modèles des principaux actes rédigés d'après les formules nouvelles. Suivi du texte des lois et de l'exposé des motifs par les orateurs du Gouvernement et du Tribunat, les citoyens Treilhard, Bigot-Préameneu et Siméon, par Aug. FIRMIGIER-LANOIX, jurisconsulte de l'Académie de législation. — 2 vol. in-12. *Paris*, Garnery, an XII. (6 fr.).

Cet ouvrage a paru à la même époque que le *Tableau de la législation... sur les successions*, de CHABOT (de l'Allier). Il est difficile de constater lequel des deux a la priorité. FIRMIGIER fut un des premiers professeurs fondateurs de l'Académie de législation, sorte de Faculté libre que remplaça l'École de droit. Chaque département y envoyait un étudiant; DUPIN aîné, élève de la Nièvre, y fit ses études.

Le *Dictionnaire des Anonymes* (2e éd.) indique cet ouvrage comme anonyme, avec un titre différent de celui qui est transcrit ici; suivant lui, l'auteur en serait LANOY et non LANOIX, anc. jurisconsulte et juge du départ. de la Seine, avec la collaboration de FIRMIGIER.

1399. FOUET DE CONFLANS. — Esprit de la jurisprudence sur les principales dispositions du Code civil. — Livre III, Titre 1er. Des Successions, par FOUET de CONFLANS, av. — Gr. in-8, 24 ff. *Paris*, imp. Duverger, 1839. (2 parties : 1838-1839) (7 fr.)

La pensée de l'auteur est que la sagesse des cours de justice quant à l'interprétation de la loi l'emporte de beaucoup sur la sagesse des docteurs les plus accrédités. F. de C. avait songé à faire un ouvrage où, sans s'écarter de l'ordre du Code, et suivant pas à pas le système adopté par les rédacteurs, il s'attacherait à éclaircir, par les arrêts, les points restés incertains et les difficultés qui doivent naître des règles, nécessairement incomplètes, tracées par la législation. Il a commencé son travail par le titre des *Successions*, et dans ce titre il suit la marche du Code; se livrant successivement à l'examen de chacun de ses articles, il indique par ordre de numéros toutes les questions qui se sont élevées sur ses dispositions, cite les arrêts, rectifie les erreurs judiciaires par des arrêts contraires, signale l'influence que les faits ont dû avoir sur la décision du point de droit, et enfin accompagne chaque solution d'observations pour bien fixer les principes (Gaudry, *pass.*).

1400. HUREAUX. — Traité du Droit de Succession, par J.-B.-A. HUREAUX, pré-

sident à Charleville. — 5 vol. in-8. *Charleville*, Letellier; — *Paris*, Marescq aîné, 1867-1868.

La première forme de cet ouvrage était une suite d'études qui ont paru sur divers sujets sous le titre d'*Etudes théoriques et pratiques du Code civil*, 2 séries de 2 vol. chacune. La 1re série, divisée en parties subdivisées en 6 études, a été publiée par livraisons en 1847, *Charleville*, Letellier, et *Paris*, Marescq. — La 2e série, divisée aussi en parties et études a été aussi publiée par livraisons chez les mêmes éditeurs de 1851 à 1853. Ces dissertations ont pour objet la transmission de la propriété et les différents priviléges conférés par la loi à cette occasion, notamment le privilége du vendeur, le privilége des copartageants et celui de la séparation des patrimoines. Elles n'étaient donc pas exclusivement consacrées à la matière des Successions. Depuis, l'auteur a embrassé plus particulièrement ce sujet et a publié des fragments de son œuvre, toujours sous le même titre d'*Etudes sur le Code civil*, dans la *Revue crit. de législation* et dans la *Revue pratique du droit français*, savoir :

REV. CRIT. : 1° t. VIII, p. 315, et t. IX, p. 371, *Notions de l'Hérédité et de la Saisine des héritiers légitimes*; — 2° t. XXIII, p. 515; t. XXIV, p. 455; t. XXV, p. 337, et t. XXVI, p. 518, *De ceux qui profitent de la saisine, et de ceux qui ne peuvent en invoquer le bénéfice.*

II. REV. PRAT. : 1°, t. XVI, p. 241, *Préface d'un traité encore inédit sur le droit de succession*; — 2° t. XVII, p. 150 et 358, *de la Renonciation*; — 3° t. XVII, p. 532, *de la Prescription du droit de succession et de l'abstention trentenaire*; — 4° t. XVIII, p. 74, *de la fixation et des effets des différents régimes successifs*; — 5° *ibid.*, p. 114, *du Droit de délibérer*; — 6° *ibid.*, p. 285 et 409, *de l'Acceptation pure et simple ou régime de confusion.*

Les autres parties sont restées inédites jusqu'au jour où l'auteur a livré son œuvre complète. Les divisions qui viennent d'être indiquées y ont été conservées. La première partie est consacrée au mode de délation de l'hérédité légitime dans les anciennes législations et sous le C. civ. — La deuxième, à la saisine des héritiers du sang; dans la troisième, il s'occupe des successions en général, de ceux à qui profite la saisine, et de ceux qui ne sauraient en invoquer les bénéfices : capacité de succéder, incapacité, indignité, renonciation, prescription; la 4e traite des différents régimes successifs et de leurs effets; dans la 5e, l'auteur passe en revue les effets de l'hérédité acquise et les moyens d'assurer le droit de succession; dans la 6e, il s'occupe de l'indivision et du partage, et dans la 7e, de la succession aux biens.

La méthode suivie par M. H. distingue d'une façon remarquable son ouvrage de tous ceux qui ont été écrits sur la matière et lui donne un incontestable cachet d'originalité. Elle consiste, comme il le dit lui-même dans ses premières études, à ne voir d'abord que les textes éclairés par la critique et l'histoire, à examiner ensuite les ouvrages de ceux qui se sont occupés des mêmes matières, pour, après ce travail terminé, rejeter tous les livres et se livrer à la méditation sur l'ensemble des théories bien plus que sur les détails. « Suivant notre manière de voir, dit-il, l'accumulation des noms propres et des arrêts à l'appui des opinions d'un auteur ne fait qu'entraver inutilement la lecture d'un ouvrage et ôter à l'esprit toute sa liberté d'examen. » En général, il explique et commente la législation actuelle, moins pour trouver la solution des difficultés qu'elle fait naître, que pour rechercher les réformes dont elle serait susceptible.

1401. MALPEL. — Traité élémentaire des Successions *ab intestat*, par MALPEL, av., prof. Fac. de Toulouse. — 1 vol. in-8. *Toulouse*, Corne; *Paris*, Béchet; Sautelet, 1829. — Avec Supplément, in-8, 6 ff. *Toulouse*, Vieusseux, 1829. (8 fr.)

La 1re édit. in-8, 7 ff. 3/4, *Toulouse*, impr. Corne, 1824. — V. art. crit. de M. GÉNIE, av. à Toulouse, ap, *Gaz. Trib.*, 2e année, p. 645.

1402. MARTIN. — Traité des Successions d'après les dispositions du Code Nap., contenant 109 tableaux, précédé d'une explication des lois sur la Paternité et la Filiation, les Droits civils, le Domicile et l'Enregistrement des successions, et suivi d'une table raisonnée des matières, par MARTIN (de l'Indre, not. à Issoudun). — 2 vol. in-8. *Issoudun*, Delorme; *Paris*, Warée oncle, 1811). (14 fr., 10 fr. à l'émission).

1403. PAILLIET. — I. Législation et jurisprudence des Successions selon le droit ancien, le droit intermédiaire et le droit nouveau, ou Rapprochement des dispositions de l'ancien droit et des arrêts des parlements sur les successions régulières et irrégulières, avec les dispositions des lois et décrets intermédiaires, codes, lois et décisions postérieures, ordonnances royales, arrêts de la Cour de cassation, des cours royales et des opinions des plus célèbres jurisconsultes, etc., par PAILLIET, av. à Orléans. — 3 vol. in-8. *Paris*, Le Normant, 1811-1816. 12 fr., émis à 18 fr.)

II. Supplément à l'ouvrage de M. PAILLIET sur les Successions, contenant toutes les modifications et additions que le temps a introduites, etc., etc. — In-8, 17 ff. *Paris*, Bavoux, 1823.

Sur la page qui précède l'introduction de l'ouvrage, paru au commencement de 1816, on lit ce qui suit : « L'impression de cet ouvrage ayant commencé sous l'usurpation, on y rencontrera quelquefois des expressions proscrites, qui, alors, étaient d'obligation. Pour les faire disparaître, il aurait fallu recommencer l'impression; mais elle était trop avancée. C'est une tache qui déparera longtemps nos livres et rappellera aux siècles les plus reculés la longue oppression du dévastateur de l'Europe et du moissonneur des générations. »

En 1823, le titre et le faux titre ont été changés. Le titre porte : *Des Successions*, etc., *édit. augmentée.* Ces augmentations, destinées à être ajoutées à chaque volume, sont : 1° une nouvelle Introduction; — 2° un nouveau Tableau des des ordres de succession; — 3° des pages chiffrées 337-376 et 637-670; — un feuillet paginé 377-378; — 5° des pages chiffrées 689 à 773.

V. art. crit. de BOURLET, ap. *Thém.*, t. IV (1822), p. 437.

1404. POUJOL. — Traité des Successions, ou Commentaire du Titre 1er du Liv. 3 du C. civ., par POUJOL. — 2 vol.

in-8. *Colmar*, Reiffinger. *Paris*, Videcoq, 1837. (14 fr.)

1405. TISSANDIER. — Traité méthodique et complet de la transmission des biens par Succession, Donations et Testament, suivant les lois anciennes, intermédiaires et nouvelles, par TISSANDIER. — 8 vol. in-8. *Paris*, 1805. (25 fr.)

1406. VAZEILLE. — Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les Successions, Donations et Testaments, par F.-A.-VAZEILLE, anc. av. à Riom. — 3 vol. in-8. *Riom*, Thibaud; *Clermont-Ferrand*, Thibaud-Landriot, 1837. (21 fr.)

La législation nouvelle des Successions est une de celles qui font naître les plus vives controverses dans l'application de leurs détails; bien que depuis VAZEILLE les questions qui faisaient l'objet de ces controverses se soient enrichies de nouveaux éléments de solution, elles étaient à peu près toutes posées déjà de son temps. Les sources d'instruction étaient déjà riches, abondantes. V. a estimé qu'elles étaient même déjà trop nombreuses et que leur multiplicité pouvait devenir une cause d'erreur. Il s'est donc proposé de présenter un tableau abrégé des principaux commentaires sur les successions, donations et testaments, tableau offrant « les règles devenues certaines, l'explication des règles négligées ou incomplétement démontrées, les vues divergentes, les doctrines contraires, leur examen et la décision supérieure, digne d'être suivie, ou la proposition du parti qui semble le plus juste. » Sans doute, la jurisprudence s'est fixée sur bien des points, d'accord avec la doctrine; mais l'utilité d'un pareil ouvrage est aussi grande aujourd'hui qu'il y a quarante ans, et le livre de V. est de ceux qui demanderaient à être rajeunis et qui, mis au courant, seraient un précieux manuel des successions, donations et testaments.

1407. J.-M. D***. — Code des Successions, donations, testaments, partages et restitutions, contenant le texte des lois, leurs motifs, les rapports, les discours auxquels ils ont donné lieu, et les lois transitoires, suivi de notes et d'observations établissant la concordance et la différence entre les lois anciennes et les nouvelles, par J.-M. D***, ancien jurisconsulte, anc. juge au trib. de la Seine, avec une table analytique raisonnée des matières. — 2 part. in-8. *Paris*, Garnery, 1803. (4 fr.)

Le même. — 2 vol. in-12. *Ibid.* (3 fr.)

1408. ***. — Fragment d'un commentaire inédit sur le titre des Successions. — Ap. *Thémis.*, t. V, p. 246.

1409. DE LAURENS. — Traité sur les Successions et les Donations au point de vue du droit et de l'Enregistrement comparés, mis au courant de la jurisprudence la plus récente, par L. DE LAURENS, recev. de l'Enregistr., etc. — 2 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1865-1866. (9 fr.)

V. enc. sur l'esprit de la loi de successions et le droit de tester, infr. à la suite des Généralités du titre des Donations et Testaments.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DE LA SAISINE DES HÉRITIERS.

1410. CHABOT-CHÉRON. — Manuel de l'ouverture des successions et du Veuvage, par CHABOT-CHÉRON. — In-8, 2 ff. *Paris*, Desloges, 1843. (60 c.)

1411. HUREAUX. — 1° Notions de l'hérédité et de la saisine des héritiers légitimes. — 2° De ceux qui profitent de la saisine et de ceux qui ne peuvent pas en invoquer les bénéfices, par HUREAUX. — 1° Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 315-343; t. IX, p. 371-411; 2° *Ibid.*, t. XXIII (2e 1863), p. 515-535; t. XXIV, p. 455-471; t. XXV, 337-347 et t. XXVI, p. 518-543.

Fragments de son Traité, alors inédit, du Droit de succession. — V. sup. n°. 1400.

Art. 718-719 nt.

Art. 720 à 723.

1412. LAINÉ. — Plaidoyer de LAINÉ pour les héritiers Bouquey c. héritiers Dupeyrat. — Ap. *Ann. du barreau franç.*, t. II, p. 289-321.

Question de co-mourants : mari et femme exécutés le même jour. Il y a eu transaction avant la décision judiciaire.

Art. 724.

1413. COIN-DELISLE. — Saisine des aïeuls (Examen doctrinal), par COIN-DELISLE. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 413-418.

Add. du même auteur : *Ibid.*, p. 1-17, Montpellier, 19 nov. 1857. — V. aussi note de GILBERT sur cet arrêt, ap. *Sir.*, 1858, 2, 609 (4 col.).

1414. MASSOL. — De la Règle : « *Nemo pro parte testatus et pro parte intestatus decedere potest* », en droit romain et en droit français, par H. MASSOL, prof. Fac. Toulouse. — In-8. *Paris*, Marescq aîné; *Toulouse*, Delboy, 1867. (2 fr.)

Extr. du *Rec. de l'Acad. de lég. de Toulouse*, t. XIV, p. 429-510.
V., sur cet ouvrage, un examen critique de

M. ROZY, profess. agr. à Toulouse, où il combat plusieurs points du travail de M. MASSOL; ap. *Rev. crit.*, t. XXXI (1er 1867), p. 544-568.

1415. RIGAUT. — De la Saisine héréditaire d'après le droit civil français, par RIGAUT. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. IX, p. 35; 777; 991.

1416. SIMONET. — Histoire et théorie de la Saisine héréditaire dans les transmissions de biens par décès, par J. SIMONNET, subst., d. e. d. — 1 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1851. (6 fr.)

Ouvrage couronné par la Fac. de Paris, le 10 août 1850.

1417. DE VALROGER. — De l'Origine et de l'effet de la maxime : Le mort saisit le vif, par de VALROGER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 108.

1418. Thèses de doctorat sur la Saisine.

CRATUNESCO. De la Transmission des biens par succession. In-8, *Paris*, 1874. — GOIN. De la Saisine héréditaire. In-8, 1868. — MARSEILLE. Continuation de la personne du défunt; conséquence de cette fiction. In-8, *Paris*, 1873. — MERCIER. De la Saisine héréditaire. In-8, *Paris*, 1858. — PELLETIER. *Dº*. In-8, *Paris*, 1851. — POUZET. *Dº*. In-8, *Toulouse*, 1871. — VIGIÉ. *Dº*. In-8, 1867.

V. enc. sur la Saisine inf. sous l'art. 789.

1419. SERESIA. — De la Pétition d'hérédité en droit moderne, par Alfr. SERESIA, av. à Gand. — 1 fort vol. in-8, 473 p. *Bruxelles*, Bruyland-Christophe, 1875. (12 fr.)

Étude savante et approfondie d'un sujet sur lequel les dispositions de notre Code sont rares, et au contraire les monuments de la jurisprudence nombreux et contradictoires.

1420. Thèses de doct. sur le même sujet :

BARATIN. De la Pétition d'hérédité. In-8, *Paris*, 1855. — CAUWÈS. *Dº*. In-8, *Paris*, 1865. — GAUTIER. *Dº*. In-8, *Paris*, 1863. — GIRAULT. *Dº*. In-8, 1865. — LECOQ. *Dº*. In-8, 1856.

CHAPITRE II. — DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER.

Art. 725 nt.

Art. 726 et loi du 14 juillet 1819.

1421. ANTOINE. — De la Succession légitime et testamentaire en droit international privé. — Conflit des lois de différentes nations en matière de succession, par Ch. ANTOINE, d. e. d., j. sup. à Saint-Jean-de-Maurienne, avec une préface de Ern. DUBOIS, prof. Fac. dr. de Nancy. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1876. (3 fr.)

1422. COTELLE. — Abolition du droit d'aubaine en France, ou Explication de la loi du 14 juillet 1819, portant abrogation des lois d'exclusion des étrangers du droit de succéder en France et d'y faire et recevoir les dispositions des biens, en réponse à l'art. inséré dans la feuille du *Moniteur* du mercredi 9 août 1820, ladite f. nº 222, par COTELLE, jurisc., etc. — In-8, 2 ff. *Paris*, Janet et Cotelle; — Delannoy, 1820.

L'auteur avait publié en 1814 une brochure, sous le titre suivant : *Notice sur la justice et l'intérêt de la France, comme des autres Etats de l'Europe, d'abolir le droit d'aubaine.* 1 f. 1/2, in-8, *Orléans*, impr. Huet-Perdoux. 1814.

1423. GUEYMARD. — Du Mariage et des Successions des étrangers, par Alf. GUEYMARD. — In-8, 1855.

V. sup. nº 444.

1424. RENAULT. — De la Succession *ab intestat* des étrangers en France et des Français à l'étranger, par Louis RENAULT, prof. agrégé Fac. de Paris. — In-8, 33 p. *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1875.

Extr. du *J. de Droit internat. privé*, 1875 et 1876.

1425. RODIÈRE. — De la Succession des biens laissés en France par les étrangers, par A. RODIÈRE, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXVII (1er 1850), p. 180-193.

1426. V. M. — Essai théorique sur les droits de l'étranger en matière de succession, par V. M., doct. de l'Univ. de Louvain. — Ap. *Thémis*, t. IX (1829), p. 514-529.

1427. CRAMER. — Dissertation sur le droit d'aubaine. Th. (Strasbourg), par Aug. CRAMER. — In-4, 6 ff. *Strasbourg*, impr. Levrault, 1818.

1428. GASCHON. — Code diplomatique des aubains, ou du Droit conventionnel entre la France et les autres puissances, relativement à la capacité réciproque d'acquérir ou de transmettre les biens meubles ou immeubles par actes entre vifs, par dispositions de dernière volonté et par succession *ab intestat*, par J.-B. GASCHON. — In-8, 37 ff. 5/8. *Paris*, Foucault, 1818.

Add. : Du droit d'aubaine, ap. *Thém.*, t. IX, p. 517.

Jung. : DE BONALD. — Opinion de M. DE BONALD député de l'Aveyron, sur la question du droit d'aubaine, prononcé en comité secret dans la séance du 16 mars 1819. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, impr. Égron, 1819.

V. aussi : *Moniteur*.

1429. RENAULT D'UBEXI. — Les héritiers français ont seuls le droit de profiter des prélèvements organisés par

l'art. 2 de la loi du 14 juillet 1819. Rapport de RENAULT D'UBEXI, cons. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1863, p. 470 (*in extenso* sur le 2e moyen).

Cass. 29 juin 1863, aff. (Blasini.)

Art. 727 et 728.

1430. DEMANTE. — De la Différence qui existe entre l'Incapacité de succéder et l'Indignité, et spécialement de la manière d'encourir l'exclusion pour indignité, par DEMANTE. — Ap. *Thémis*, t. VII (1825), p. 1-11.

1431. DE CAPÈLE. — De l'Indignité en matière de succession. Th. D., par de CAPÈLE. — In-8, 1866.

1432. FOUCHER. — De l'Indignité et de l'Ingratitude. Th. D., par Alcide FOUCHER, av. — In-8, 238 p. *Vendôme*, imp. Lemercier, 1857.

1433. LAURAND. — De l'Indignité en matière de succession. Th. D., par LAURAND. — In-8. *Paris*, 1862.

1434. SOLEAU. — De l'Indignité en droit romain et en droit français. Th. D., par Robert SOLEAU, av. — In-8, 200 p. *Paris*, Pichon-Lamy, 1869.

1435. TRENCART. — De l'Indignité en droit romain et en droit français. Th. D., par Paul TRENCART, av. — In-8, 210 p. *Paris*, Retaux fr. 1867.

1436. BAUBY. — Succession. Indignité. Héritiers de l'indigne. L'indignité peut-elle être poursuivie contre les héritiers de l'indigne? par Just. BAUBY, d. e. d., subst. à Prades. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 481-490.

A propos d'un arrêt de Bordeaux, 1er déc. 1853. — Add. Exam. doct. de COIN-DELISLE, ap. *Rev. crit.*, t. VII, p. 10. — Note ap. *Sir.*, 1854. 2, 225 (3 col.).

1437. CAMOUILLY. — Héritier. Condamnation. Action en décès, par CAMOUILLY, juge à Périgueux. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 625-639.

Sous ce titre, assez obscur et incorrect, l'auteur examine les questions suivantes : 1° L'indignité peut-elle être déclarée contre l'héritier condamné pour avoir donné la mort à son auteur, mais décédé avant le jugement prononçant l'indignité ? 2° L'indignité, lorsqu'elle n'a pas été prononcée contre l'indigne, peut-elle l'être contre son héritier ?

Art. 729 et 730 nt.

CHAPITRE III. — DES DIVERS ORDRES DE SUCCESSION.

SECTION Ire. — *Dispositions générales.*

Art. 731-738.

1438. CHATEAU. — Tableaux des dévolutions des successions, par CHATEAU. — Br. in-4 à trois col. de x-13 p. *Paris*, A. Chérié, 1875. (2 fr. 50.)

1439. CLEYETTE. — Arbre généalogique pour la supputation des degrés de parenté successibles, par F. CLEYETTE, princ. clerc de not. à Orléans. — 1 f. gr. aigle. *Paris*, Videcoq. *S. d.* (1856). (1 fr. 50.)

1440. DESAGNY. — Tableau synoptique des divers ordres de succession, par DESAGNY. — 2e *éd.*, 1 f. *in-plano*. *Paris*, Cosse, 1854. (1 fr.)

1441. DESAIN. — Notions élémentaires et Tableaux des divers ordres de successions; ouvrage utile pour en faciliter le partage dans les différents cas prévus par le C. Nap., par DESAIN. — In-8, 19 ff. 3/4. *Meaux*, Guedon, etc., 1812.

1442. GRAGNON-LACOSTE. — Manuel de généalogie, ou Manière de calculer les degrés de parenté dans les partages des successions; ouvrage sur un cadre nouveau, utile à tout le monde en général, et à MM. les notaires et avoués en particulier; orné d'un grand nombre de tableaux, par GRAGNON-LACOSTE. — 2e *éd.*, 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1849-50. (5 fr.)

Il ne paraît pas qu'il y ait eu réellement une 2e *éd.* Le faux titre, titre et dédicace, ensemble 1/2 f., ont paru en 1849. Quand le reste de l'ouvrage a paru en 1850, on a modifié le titre, tel que nous le donnons : c'est ce qui a formé la 2e *éd.*

1443. GRÉGOIRE. — Tableau des degrés de parenté et de succession, avec titre explicatif, par Th. GRÉGOIRE. — 1 f. *in-plano*, s. l. n. d. (cart. 2 fr.)

1444. MALFAIT-PAUQUET. — Arbre généalogique pour la supputation des degrés de parenté successibles, par MALFAIT-PAUQUET. — 1 f. *in-plano*, 1865. (4 fr.)

1445. MARTIN. — Tableau général sur les degrés de parenté et sur l'ordre des successions régulières, par Ch. MARTIN,

av. — In-8, 2 ff. 3/4, avec un tableau. *Paris*, Alex. Gobelet, 1828. (2 fr. 50.)

1446. MAUROCORDATO. — Des divers ordres de succession *ab intestat*. Th. D., par MAUROCORDATO. — In-8. *Paris*, 1847.

Cette thèse a eu un certain retentissement.

1447. RICHER. — Tableau successoral, pouvant servir de guide à toute personne appelée à recueillir ou liquider une succession, par L. RICHER, anc. pr. cl. de not. — 1 f. *in-plano*. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1852.

1448. SOULIER. — De la Vocation aux successions *ab intestat*. Th. D., par SOULIER. — In-8, 1856.

1449. ***. — Dispositions du C. Nap. et du droit romain, relatives aux divers ordres de successions expliquées par des exemples. — In-12, 2 ff. 1/6. *Strasbourg*, imp. Levrault, 1813. (1 fr. 25.)

1450. ***. — Éléments théoriques et pratiques du droit sur les successions, présentant le moyen de connaître facilement leurs différents ordres et leurs dévolutions, par une réunion d'anciens notaires et de magistrats. — *In-plano*, 1 f. lith. *Paris*, imp. lith. Bouquillard, 1842.

1451. BARBIER DE BLIGNIÈRES. — Des Exceptions à la règle que la loi ne considère pas l'origine des biens pour en régler la succession. Th. D., par BARBIER de BLIGNIÈRES. — In-8, 1860.

V. enc. inf. sous l'art. 747.

1452. LE ROY. — Traité sur la Recherche de l'origine des biens dans les successions. Th. D., par LE ROY. — In-8, 1852.

Art. 738.

1453. BARNABÉ. — I. Une faute dans le Code, par BARNABÉ. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 453-456.

II.. Réponse, par E. PASQUIER. — *Ibid.*, p. 479.

SECTION II. — *De la Réprésentation.*

Art. 739 à 741.

1454. ARNAUD. — De la Représentation. Th. D. (Poitiers), par Alph. ARNAUD. — In-8. *Poitiers*, 1870. (2 fr. 50.)

1455. BRUNNETIÈRE. — Traité de la Représentation suivant le Code Nap., par BRUNNETIÈRE aîné, etc. — In-12, 7 ff. *Paris*, imp. Didot jeune, 1812.

1456. LECOQ. — De la Représentation. Th. D., par P. LECOQ, av. — In-8, 13 ff. *Paris*, imp. Gros, 1856.

V. enc. inf. sous l'art. 745.

Art. 742.

V. inf. art. 757.

Art. 743-744 nt.

SECTION III. — *Des Successions déférées aux descendants.*

Art. 745.

1457. LYON-CAEN. — Les enfants de l'adopté même nés avant l'adoption succèdent-ils à l'adoptant de leur chef ou par représentation de l'adopté prédécédé ? Exam. doct. par LYON-CAEN. — Ap. *Sir.*, 1868, 2, 161. (6 col.)

Nancy, 30 mai 1868 (aff. de Chamisso). — Add. Rapport du cons. DAGALLIER (Cassat. 10 nov. 1869, même aff.), ap. *Sir.*, 1870, 1, 18 (5 col.), et *Dall.*, 1870, 1, 209 (3 col.), et note (2 col.).

SECTION IV. — *Des Successions déférées aux ascendants.*

1458. FRÉMINET. — Des Droits des ascendants dans la succession de leurs descendants. Th. D., par FRÉMINET. — In-8, *Paris*, 1869.

Art. 746 nt.

Art. 747.

1459. COIN-DELISLE. — Étude sur l'art. 747 du Code Nap., par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 208-238, et t. XI, p. 207-248.

La suite de cette dissertation annoncée pour le cahier de janvier 1858 n'a pas été donnée.

1460. GARABIS. — L'Ascendant donateur peut-il, en vertu de l'art. 747 C. civ., reprendre les choses par lui données, non-seulement dans la succession du donateur, mais encore dans celle des descendants de ce donateur, décédés eux-mêmes sans postérité? par GARABIS. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VII, p. 946.

1461. LE GENTIL. — Sens du mot *Postérité* dans l'art. 747, par C. LE GENTIL, av., j. suppl. à Arras. — Ap. *Rev.*

crit., t. Ier (1851), p. 354-365 et 489-504.

Cette dissertation a été insérée avec quelques additions ap. *Dissert. jurid.*, t. I, p. 41-88. — V. sup. no 80.

Add. Exam. doctr., ap. *J. du not.*, 1er avril 1846.

1462. MARET. — Traité du droit de Retour légal et conventionnel suivant le Code civil, avec l'analyse de l'ancienne jurisprudence sur cette matière, par le ch. MARET, anc. prés. du trib. de Lyon. — In-12, 12 ff. 1/2. *Lyon*, Cabin, etc. *Paris*, Eymery, 1816,

1463. OLIM. — Théorie de l'art. 747 du C. civ., par B.-L. OLIM, manufacturier, suppl. du j. de p. de Nevers. — Gr. in-8, 1/2 f., imp. Regnaudin et Lefebvre, à *Nevers*, 1850.

Lettre à M. F.

Thèses de doctorat sur le Retour légal et la Succession anomale d'ascendants :

1464. BALLOT-BEAUPRÉ. — Du Retour successoral en faveur de l'ascendant donateur, par Alexis BALLOT-BEAUPRÉ, av. — In-8, *Paris*, 1859.

1465. BUSCHAERT. — Du Retour légal, par BUSCHAERT. — In-8, *Paris*, 1873.

1466. CARRÉ. — Du Retour légal, par Alfr. CARRÉ. — In-8, 7 ff. 3/4, *Poitiers*, 1856.

1467. CHARDON DE CHÉNEMOIREAU. — Du Retour légal au profit de l'ascendant donateur, par CHARDON DE CHÉNEMOIREAU. — In-8, *Paris*, 1872.

1468. DELPIRE. — Du Retour successoral, par DELPIRE. — In-8, *Paris*, 1864.

1469. GOUBET. — Des Successions anomales, par GOUBET. — In-8, *Paris*, 1866.

1470. JUNG. — Du Retour légal d'ascendant donateur, par JUNG. — *Strasbourg*, 1864.

1471. LABICHE. — Du Retour légal de l'ascendant donateur, par LABICHE. — In-8, *Paris*, 1852.

1472. LEGRAS. — Du Retour légal de l'ascendant donateur, par LEGRAS. In-8°, *Strasbourg*, 1863.

1473. LUSSAN. — Des Cas de Succession anomale, par LUSSAN, — In-8, *Paris*, 1866.

1474. MARANDOUT. — Des Successions anomales, par MARANDOUT. — In-8, *Paris*, 1867.

1475. MAUCLAIRE. — De la Succession anomale des ascendants, monographie contenant l'état de la doctrine et de la jurisprudence sur toutes les questions controversées de la matière, par H. MAUCLAIRE, av. — In-8, 146 p. *Paris*, Morant, 1865.

1476. MITHAT. — Du Retour légal, par MITHAT. — In-8, *Paris*, 1867.

1477. MONTEMBAULT. — Du Retour légal de l'ascendant donateur, par MONTEMBAULT. — In-8, 1858.

1478. PEAUCELLIER. — Du Droit de Retour conventionnel et légal, par Cam. PEAUCELLIER. — In-8, 124 p. *Paris*, 1858.

1479. PIQUET-DAMESME. — Du Droit de Retour, par PICQUET-DAMESME. — In-8, *Grenoble*, 1853.

1480. DE RING. — Etude sur le Retour légal, par Nap. de RING. — In-8, 124 p. *Strasbourg*, 1859.

1481. ROBERVAL. — Des Successions anomales, par ROBERVAL. — In-8, *Paris*, 1862.

1482. ROUQUET. — Du Droit de Retour légal, par Eug. ROUQUET. — In-8, *Toulouse*, 1852.

1483. SAGOT-LESAGE. — Du Retour successoral en droit français, par J.-Alf. SAGOT-LESAGE. — In-8, 133 p. *Paris*, 1857.

1484. SANSON. — De la Succession de l'ascendant donateur, par SANSON. — In-8, *Paris*, 1861.

1485. TROUILLIER. — De la Succession anomale des ascendants, par Aug.-Cas. TROUILLIER. — In-8, *Batignolles*, 1856.

V. enc. sup. sous les art. 731 et suiv. et infr. sous l'art. 915.

Art. 748-749 nt.

SECTION V. — *Des Successions collatérales.*

Art. 750-753 nt.

Art. 754.

1486. MONTELS. — Jurisprudence. Art. 754 C. Nap., par MONTELS, d. e. d., av. à Agen. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXI (1er 1871), p. 201-205.

Application de l'art. 754 au cas où le père est déjà usufruitier de la moitié de l'hérédité, à propos d'un jug. d'Agen du 24 mars 1870.

Art. 755 nt.

CHAPITRE IV. — DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES.

SECTION Ire. — *Des Droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère, et de la Succession aux enfants naturels décédés sans postérité.*

1487. CHERBULIEZ. — Des Droits des enfants naturels sur les biens de leur père et de leur mère, par F. CHERBULIEZ. — In-8. *Genève*, Cherbuliez, 1859 (1 fr. 50.).

1488. COTELLE. — Traité analytique des droits des enfants naturels reconnus, et des réserves établies par le Code Nap., ou du Concours de ces droits, soit avec les réserves des descendants et ascendants, soit avec les libéralités par actes entre vifs et testaments envers toutes personnes, soit avec les donations faites par actes entre vifs ou testamentaires entre époux, dédié à son Exc. le comte

Regnault de Saint-Jean-d'Angély, par COTELLE, prof. Fac. de Paris. — In-8, 6 ff. 3/4, *Paris*, Blanchard et Eymery; — Warée; — Durand, 1812.

1489. GROS. — Recherches sur les droits successifs des enfants naturels, par Louis GROS, j. à Lyon. — In-8, 132 p. *Paris*, Marescq aîné, 1876. (3 fr.)

La 1re édit. de cet opuscule a paru en 1849, in-8, 9 ff. *Paris*, Joubert. L'auteur avait précédemment inséré dans la *Rev. Fœl.*, t. II (1844), p. 507 et 594, une dissertation sur la *Portion héréditaire et la réserve des enfants naturels*, tirée à part sous le titre de *Succession et réserve des enfants naturels*, par L. GROS, d. e. d., juge à Belley, in-8, 4 ff. 1/4, *Lyon*, Dorier, 1844 (2 fr.). — En 1849, il inséra dans le même recueil, t. XVI (1849), p. 750, une nouvelle étude sur la *Réserve des enfants naturels en concours soit avec un enfant légitime, soit avec les père et mère de son auteur*. Elle était en réponse à l'article de M. BESNARD, cité infr. n° 1494. Ces deux dissertations ont formé la monographie intitulée *Recherches*, etc.

Add. du même auteur : Observations sur deux arrêts relatifs à la réserve des enfants naturels (Paris, 20 avril 1853 ; Amiens, 23 mars 1854), ap. *R. crit.*, t. XI (2e 1859), p. 78-87.— Sur ces arrêts et le système de M. GROS, v. note DE DEVILLENEUVE, ap. *Sir.*, 1854, 2, 289 (5 col.), et Observat. de PONT, *ibid.*, 1847, 1, 785. Cf. inf. n° 1498.

1490. MOULIN. — Des Droits successifs des enfants naturels dans les différentes législations de l'Europe (doctrine et jurisprudence), art. 756 à 767, Code Nap., par Ern. MOULIN, av. — In-8, X-216 p. *Paris*, Durand; — Dentu, 1866 (4 fr.)

V. art. crit. de JOURDAN, ap. *Droit*, 11 nov. 1866.

1491. RICHEFORT. — Traité de l'État des familles légitimes et naturelles et des successions irrégulières, par A.-B. RICHEFORT. — 3 vol. in-8, 1842.

V. sup. n° 589.

1492. WILLM. — Des Droits de Succession de l'enfant naturel, en droit romain et en droit français. Th. D. (Strasbourg), par Alph. WILLM, av. — In-4, VIII-228 p. *Strasbourg*, imp. Ve Berger-Levrault, 1857.

1493. Autres thèses de doctorat :

CAZAUBON. Des droits successifs des enfants et parents naturels. In-8, *Toulouse*, 1870. — ELOY. Des droits successifs des enfants naturels, par ELOY. In-8, 1855. — JEANNEL. *Dº*. In-8, 1866. — LAUGERON. Des droits des enfants naturels. In-8, *Paris*, 1857. — LE PRINCE. Des droits successifs des enfants naturels. In-8, *Caen*, 1868. — MALVAL. Du droit de succession accordé aux enfants naturels. In-4, *Strasbourg*, 1862. — MARION. Etude sur les droits successoraux des enfants naturels. In-8, *Paris*, 1865. — MEHEUDIN. Des droits des enfants naturels simples sur les biens de leurs père et mère. In-8, 1870. — PARMENTIER. Des droits successifs des enfants naturels. In-8, *Paris*, 1870.

V. enc. sup. nos 648, 649 et suiv.

Art. 756.

1494. ***. — Interprétation de l'art. 756, C. civ. — Ap. *Thém.*, t. VIII, 1re part., p. 188.

Art. 757.

1495. BERTAULD. — De la Réserve, et spécialement de la réserve des enfants naturels, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen.— Ap. *Quest. prat.*, t. II, p. 261-302.

V. sup. nº 61.

1496. BESNARD. — Comment s'impute la réserve des enfants naturels en concours avec des héritiers réservataires? par BESNARD. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVI, p. 302.

1497. CARDOT. — Les art. 757 et 908 du Code Nap. ont créé au profit des parents légitimes du *de cujus*, en concours avec les enfants naturels reconnus, un véritable droit de réserve. Justification du principe et conséquences qu'il entraîne, par V. CARDOT, d. e. d., subst. à Chaumont. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 40-52.

1498. DUCRAY. — Des Droits des enfants naturels en concours avec les enfants légitimes dans la succession de leurs père et mère. Rapport présenté par DUCRAY, Conférence Neveu, séance du 31 mars 1874. — In-8, 24 p. *Paris*, impr. Noblet, 1874.

Ce rapport a été aussi inséré ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 380-387.

1499. DUPUY-DUTEMPS. — Esquisse d'un système pour le calcul de la réserve dans les successions auxquelles sont appelés des enfants naturels, par Lud. DUPUY-DUTEMPS, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. XL (2e part. 1875), p. 551-556.

Cf. sup. nº 648.

1500. PONT. — Le Droit de l'enfant naturel, qui est de moitié lorsque les père et mère laissent des frères ou sœurs, doit-il être étendu aux trois quarts lorsqu'ils ne ne laissent que des neveux ou nièces? — La seule existence de successibles du défunt opère-t-elle la réduction des droits de l'enfant naturel, sans qu'il soit besoin de leur concours comme héritiers? — Examen doctrinal de la jurisprudence, par P. PONT. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 1-13.

Dans cet examen, l'auteur se réfère à de précédents articles publiés par lui : 1° ap. *Rev. Wol.*, t. XXV (1846), p. 99-111. (Toulouse, 29 avr.

1845.) — 2° Ap. *Sir.*, 1847, 1, 785 (6 col.). Cass. civ. 31 août 1847.

Add. Exam. doctr. de V. MARCADÉ, ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 738 (Paris, 20 avril 1853).

Les autorités assez nombreuses pour et contre sont citées ap. *Sir.*, 1846, 2, 49, en note de l'arrêt de Toulouse. V. aussi note de MASSÉ. *Ibid.*, 1862, 1, 225 (4 col.).

1501. PRADIER. — Du Calcul des droits héréditaires des enfants naturels, par H. PRADIER. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 446-458.

1502. ***. — Lorsque l'enfant naturel est en concours avec des neveux de son père, la portion qu'il a droit de prendre dans sa succession n'est pas réglée comme s'il était en concours avec des frères et sœurs du défunt. Les neveux ne viennent pas par représentation. — Dissertat. de M. ***, cons. à la Cour de cassat. — Ap. *Sir.*, t. XIII, 1, 167 (7 col.)

A la suite d'un arrêt de rejet du 6 avril 1813. Cette dissert. a été reproduite dans la *Collect. nouv.*, t. IV, 1, 321 (10 col.).

Cf sup. n° 648.

Art. 758-760 n[t].

Art. 761.

1503. DEMOLOMBE. — La Réduction des droits de l'enfant naturel, autorisée par l'art. 761 du Code Nap., peut-elle avoir lieu par la seule volonté du père ou de la mère, sauf l'acceptation de l'enfant? — La volonté de cette réduction peut-elle être déclarée dans un acte postérieur à une donation entre vifs pure et simple qui aurait été faite à l'enfant? par DEMOLOMBE, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. prat.*, t. III (1er 1857), p. 208-217.

Cette dissertation a été insérée presque textuellement dans le traité de l'auteur sur les *Successions*, t. II, nos 105 et 106.

Cf. Exam. doct. de P. PONT, d'un arrêt de Toulouse du 29 avril 1845. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXV, p. 88-99. — Et aussi note ap. *Sir.*, 1846, 2, 49, et 1847, 1, 789.

1504. LYON-CAEN. — L'Enfant naturel qui a reçu de ses père et mère une donation entre vifs peut-il être admis à demander le partage de la succession légitime, lorsqu'il est reconnu que la valeur des biens donnés est au moins égale à sa part héréditaire? — Exam. doct., par Ch. LYON-CAEN, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Sir.*, 1874, 2, 65 (6 col.), et *J. Pal.*, 1874, 332.

Montpellier, 24 février 1873 (Bonjean c. Bonjean). Sur le même arrêt, v. Exam. doct. COMBE, ap. *J. du notar.*, 20 août 1873.

Art. 762.

1505. C. D**. — Traité des art. 335 et 762 du Code civ., par C. D**, av. — In-8, 3 ff. 1/2. *Paris*, Delamotte, 1842.

V. enc. sup. sous l'art. 335 et le n° 638.

763-764 n[t].

Art. 765 et 766.

1506. DE GUILLEBON. — De la Succession des enfants naturels. Th. D., par de GUILLEBON. — In-8. *Paris*, 1852.

1507. LOUICHE. — De la Succession de l'enfant naturel. Th. D., par LOUICHE. — In-8, 1867.

1508. FEUGUEROLLE. — Les père et mère d'un enfant naturel reconnu ont-ils droit à la succession de l'enfant légitime de celui-ci? Dissert. de FEUGUEROLLES, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Sir.*, 1847, 2, 569, (3 col.). — *Dall.* 1847, 2, 129, (2 col.).

1509. MERVILLE. — Les père et mère d'un enfant reconnu ont-ils, dans la succession de cet enfant, une quotité de biens qui leur soit réservée par la loi? par MERVILLE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, (1848), p. 41.

Add. DUTRUC. Examen doctr. sur Cass., 26 déc. 1860. — *Sir.*, 1861, 1, 321 (4 col.)

V. enc. inf. sous l'art. 915.

SECTION II. — *Des Droits du conjoint survivant et de l'Etat.*

Art. 767 (V. l'appendice qui suit).

1510. De la Succession de l'étranger décédé en France sans héritiers, quant aux biens situés en France. Epoux survivant. Application de l'art. 767, C. civ., par B. — Ap. *J. du Notar.*, 14 juin 1873.

Cf. *Ibid.*, 12 avril 1873.

Art. 768.

V. inf. sous l'art. 967.

Art. 769 à 773, n[t].

APPENDICE A L'ART. 767. — *Du Conjoint survivant en concours avec les héritiers réguliers. — Projet de loi Delsol.*

Il a souvent été proposé, surtout dans ces derniers temps, d'accorder au conjoint survivant un droit héréditaire concurremment avec les héritiers de l'époux prédécédé. L'Acad. des sc. mor. et polit. mit le sujet au concours en 1871. Un projet, présenté l'année suivante à l'Assemblée, par M. Delsol, alors député, aujourd'hui sénateur, fut renvoyé à une commission et à l'examen de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des Facultés de droit. Les éléments de cette enquête sont nombreux. La commission du Sénat a conclu à l'adoption d'un projet de loi modifié; plusieurs auteurs se sont prononcés dans le même sens: la Cour de cassation et plusieurs Cours d'appel ont au contraire été hostiles à la proposition; enfin le Sénat a adopté en deuxième lecture le projet de loi modifié par la commission, dans la séance des 9 et 11 mars 1877. On peut donc considérer le nouvel article 767 comme devant passer très-prochainement du domaine de la spéculation dans celui du droit positif. Le commentaire s'en trouve naturellement dans tous les éléments de la discussion qui vont être énumérés :

1511. DELSOL. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé, présenté par M. DELSOL, membre de l'Assemblée nationale. — Ap. *J. Off.*, 7 juin 1872, p. 3821.

La proposition de M. DELSOL a été prise en considération le 21 mars 1873, et depuis elle a été renvoyée à l'examen de la Cour de cassat., des Cours d'appel et des Facultés de droit.

Voici les rapports et avis officiels imprimés dont cette proposition a été l'objet :

I. Rapport sommaire fait à l'Assemblée nat., par M. ***.— In-4. *Versailles*, impr. Bourdilliat, 1872. — Inséré ap. *J. off.*, 27 juin 1872, p. 4326.

II. Premier Rapport préliminaire fait au nom de la commission, par M. HUMBERT, membre de l'Ass. nat.; séance du 29 déc. 1875. — In-4. *Versailles*, impr. Bourdilliat, 1876. — *J. off.*, 16 mars 1876, p. 1842.

Ce rapport résume les avis des Facultés de droit.

III. Deuxième Rapport préliminaire fait au nom de la commission, par M. SÉBERT, membre de l'Ass. nat., séance du 30 déc. 1875. — In-4. *Ibid.* et *J. Off.*, 9, 10, 11, 12 et 14 mars 1876, p. 1629, 1674, 1713, 1745 et 1784.

Ce rapport résume les avis des Cours.

IV. Rapport sommaire fait au Sénat, par M. BONAFOUS. — *Ibid.*, 12 oct. 1876, p. 7456.

V. Rapport fait (au Sénat) au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Delsol (M. DELSOL, rapporteur). Séance du 20 févr. 1877. — In-4. *Ibid.*, 1877; *J. off.* 4 mars 1877, p. 1665.

Ce rapport conclut à l'adoption d'un projet de loi modifié.

La discussion de la loi a eu lieu au Sénat le 6 mars 1877. V. notamment les discours de MM. BERTAULD, BOURBEAU, sénateurs, prof. aux Fac. de dr. de Caen et de Poitiers, et DELSOL, rapporteur. — *Ibid.*, 7 mars 1877, p. 1737 et seq.

Add. Rapport de Vict. LEFRANC, à l'Assemblée législat., session de 1851. — Ap. *Monit.*, 1851; — Il a été reproduit ap. *Rev. Wol.*, t. XLI (1851), p. 332 355.

a. *Avis des Cours de cassation et d'appel* (1).

1512. — Premier Rapport fait à la Cour de cassation. — Ap. *Gaz. Trib.*, 25, 26, 27, 28 févr. 1874; *Droit*, 28 janvier 1874.

1513. — 2e Rapport. — Ap. *Droit*, 25, 26 et 27 janvier 1875.

1514. HUMBLOT. — Des Droits de l'époux survivant vis-à-vis de la succession du conjoint prédécédé (projet de loi de M. DELSOL). Rapport présenté à la Cour d'appel de Lyon par le cons. HUMBLOT le 24 févr. 1874. — In-8, 23 p. *Lyon*, Mougin-Rusand, 1875.

1515. — Rapport fait à la Cour d'appel de Toulouse sur le projet de loi présenté par M. DELSOL, membre de l'Ass. nat., ayant pour objet de modifier les droits de l'époux dans la succession de son conjoint prédécédé. — In-8. *Toulouse*, impr. Douladoure, 1875.

C. inf. nos 1519, 1522, 1528.

b. *Avis des Facultés de droit* (2).

1516. DUVERGER. — Observations de la Faculté de droit de Paris sur la proposition de M. DELSOL, relative aux droits de succession de l'époux survivant. Rapporteur M. DUVERGER. — In-4, 53 p. *Paris*, impr. de Mourgues, 1874.

1517. — I. Avis de la Faculté de Nancy. Rapporteur M. CHOBERT.

II. Observations de la Faculté de Grenoble. Rapporteur M. TROUILLER.

III. Observations de la Faculté de Douai. Rapporteur M. TERRAT.

(1,2) Peu de ces documents ont été imprimés, mais le rapport préliminaire de M. SÉBERT ci-dessus indiqué reproduit presque textuellement les avis des cours d'appel, et celui de M. HUMBERT les avis des Facultés de droit.

c. *Monographies.*

1518. BALLOT. — Du Projet de loi ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint prédécédé, par C. B. (Ch. BALLOT). — Ap. *Droit*, 7 févr. 1875.

1519. BAZOT. — Des Droits du conjoint survivant sur la succession du prédécédé, par Th. BAZOT, prés. de ch. à Chambéry. — Ap. *Rev. crit.*, 1873-1874, p. 423-454.

1520. BOILEUX. — Des Droits de l'époux survivant. Le Code Napoléon a-t-il réglé, dans une suffisante mesure, par les art. 767 et 768, les droits de l'époux survivant sur la succession du prédécédé? par BOILEUX, cons. à Chambéry. — Ap. *Droit*, 30 sept. 1868.

1521. BOISSONADE. — Histoire des droits de l'époux survivant, par G. BOISSONADE, prof. agr. Fac. de Paris. — In-8, VIII-595 p. *Paris*, Thorin, 1874. (7 fr. 50).

Mémoire couronné par l'Acad. des sc. mor. et polit. en 1871 (prix Bordin). Voici quel était le programme proposé : « De la condition juridique de l'époux survivant au point de vue du droit de succession et des dispositions entre époux. — Vicissitudes du droit ancien à cet égard ; — droit actuel ; — droit comparé des législations modernes. »

L'auteur, après avoir fait l'historique du sujet et démontré la nécessité d'une réforme, termine son travail par des conclusions dans la forme d'un projet de loi accordant à l'époux survivant des avantages plus considérables que ceux proposés depuis par les commissions législatives. — Des extraits de cet ouvrage, concernant les *Conclusions* du mémoire de M. B. ont d'abord paru ap. *Rev. Pr.*, t. XXXIII (1er 1872), p. 97, et ap. *Rev. de lég. fr. et étr.*, sous le titre de : *de la Condition juridique de l'époux survivant*. Tiré à part in-8, *Paris*, Thorin, 1872 (1 f. 50).

V. Compte-rendu de VALETTE, ap. *Droit*, 26 oct. 1875.

Add. *Du même.* — Législation comparée des droits du conjoint survivant. In-8, 48 p., *Paris*, Thorin, 1874.

Extr. de la *Rev. de lég. fr. et étr.*, juin 1873.

1522. BONNET. — Des Droits du conjoint survivant sur la succession du prédécédé, par Arm. BONNET, prés. à la C. de Poitiers. In-8, 33 p. *Paris*, Cotillon, 1874. (1 fr.50).

Extr. de la *Rev. crit.*, 1873-74, p. 193-221.

1523. CHAIS. — Des Droits successoraux de l'époux survivant. Discours prononcé le 8 déc. 1873 à la séance solennelle de rentrée de la conférence des avocats de Marseille, par Maur. CHAIS, av. — In-8, 70 p. *Marseille*, impr. Barlatier-Feissat p. et f., 1875.

1524. COMBE. — Du Droit de succession du conjoint survivant, par L. COMBE. — Ap. *J. du not.*, 19 avril 1873.

1525. DUVERGEY. — Étude sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint prédécédé, présenté par M. DELSOL, membre de l'Ass. nat., par DUVERGEY, m. de l'ex-Fac. de dr. de Strasbourg, juge à Tournon. — Ap. *Rev. crit.*, 1871-72, p. 516-535.

1526. HAZARD. — Des Droits du conjoint survivant dans l'hérédité de l'époux prédécédé. Examen critique d'une proposition de loi présentée par M. DELSOL à l'Ass. nat., par Paul HAZARD, subst. à Niort. — In-8, 56 p. *Niort*, impr. Favre, 1875.

Conférence Boncenne.

1527. LE SÉNÉCAL. — Des Droits du conjoint survivant dans la succession de l'époux prédécédé, dans le droit naturel, le droit romain, le droit coutumier, les législations de l'Europe moderne, le Code Nap. et quelques lois françaises postérieures à sa promulgation ; des modifications qu'il pourrait convenir d'apporter en cette matière dans les dispositions du Code Nap., par LE SÉNÉCAL, subst. du Proc. gén. à Riom. — In-8, 31 p. *Paris*, Cotillon, 1868. (1 fr. 50).

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 307-335.

1528. MAITREJEAN. — Des Droits *ab intestat* de l'époux survivant sur la succesession de son conjoint prédécédé. Etude sur le projet de loi de M. DELSOL, dép. à l'Ass. nat., par F. MAITREJEAN, prés. de ch. à Rennes. — In-8, 44 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874. (1 fr. 50).

1529. RABATEL. — Étude sur le projet de loi de M. DELSOL, relatif aux droits *ab intestat* de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé. — Discours prononcé à l'ouverture des conférences des avocats stagiaires par Ern. RABATEL, av. — In-8, 45 p. *Grenoble*, impr. Allier p. et f., 1875.

1530. THÉZARD. — Les Droits du conjoint survivant, d'après un nouveau projet de loi, par Léop. THÉZARD, prof. Fac. Poitiers. — Ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 389-414.

Jung. :

1531. RATHERY. — Recherches sur l'histoire du droit de succession des femmes, par B.-E.-J. RATHERY. — In-8, 6 ff. *Paris*, impr. Cosson, 1844.

1532. DE SALVANDY. — Essai sur l'histoire et la législation particulière des gains de survie entre époux, par P. de SALVANDY, d. e. d. — In-8, *Paris*, 1855 (3 fr.).

V. art bibl. de DUVERDY. ap. *Gaz. Trib.*, 17 oct. 1855.

1533. VERDIER. — Étude sur les gains de survie entre époux, mémoire couronné par l'Acad. de législ. de Toulouse dans sa séance du 19 janvier 1868, par Fern. VERDIER, av. à Nîmes, anc. magistr. — In-8, *Paris*, Le Boucher jeune, 1868 (2 fr. 50.).

V. Rapport ap. *Rec. Acad. lég. de Toulouse*, 1868.

V. enc. sur le projet de loi DELSOL, ap. *Droit*, 7 févr. 1873.

CHAPITRE V. — DE LA RÉPUDIATION ET DE L'ACCEPTATION DES SUCCESSIONS.

1534. ALAYRAC. — De l'Acceptation pure et simple et de la répudiation des successions. Th. D., par ALAYRAC. — In-8. *Paris*, 1864. (3 fr.)

1535. BATTUR. — Dissertation sur l'acceptation et la répudiation des successions, les partages et rapports en droit français et en droit romain formant l'objet de la 3e épreuve du concours ouvert à Paris pour la chaire de droit rom., vacante par le décès de M. Berthelot, etc., par George-Bonaventure BATTUR, d. e. d. — In-4, 4 ff. *Paris*, impr. de Mme Jeunehomme, 1819.

1536. Autres thèses de doctorat :

GIGOUNOUS DE VERDON. De l'Acceptation pure et simple et de la répudiation des hérédités. In-8. *Paris*, 1870. — JOLIET. *Dº*. In-8, *Dijon*, 1872. — PAIN. *Dº*. In-8, *Caen*, 1871. — SIMOND. *Dº*. In-8, *Paris*, 1866.

SECTION Ire. — *De l'Acceptation.*

1537. HUREAUX. — De l'Acceptation pure et simple, ou Régime de confusion (art. 774 à 783), par HUREAUX, juge à Charleville. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVIII (2e 1864)), p. 285-323 et 409-441.

Fragment du Traité, alors inédit, de l'auteur sur le *Droit de succession*. V. sup. nº. 1400.

Art. 774-775 nt.

Art. 776.

1538. THIRY. — Du Droit qui appartient au mari sous le régime de communauté, relativement à l'acceptation des successions échues à sa femme, par V. THIRY, prof. Univ. de Liége. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 248-265.

Art. 777 nt.

Art. 778 à 780.

1539. COSTARD. — Quand peut-on renoncer à une succession ou l'accepter sous bénéfice d'inventaire? Spécialement : l'héritier, le légataire universel, non en concours avec des héritiers à réserve qui ont payé les droits de mutation après décès, ont-ils, par ce seul fait, accepté la succession ou le legs purement et simplement? — *Quid* des successeurs irréguliers, des légataires universels, en concours avec des héritiers à réserve, et des légataires à titre universel (art. 778-780 C. N.)? par COSTARD, d. e. d., av. à Vire. — Ap. *Rev. crit.*, t. IX (1er 1860), p. 91-104.

1540. TROPLONG. — Acte d'héritier. Preuve. Lorsqu'un héritier légitime ou testamentaire est actionné, est-ce au demandeur à prouver qu'il a fait acte d'héritier, ou bien, à raison de la présomption de la loi, doit-on le tenir pour héritier jusqu'à preuve du contraire, et est-ce à lui de prouver qu'il s'est abstenu? par TROPLONG, cons. C. cass. — Ap. *Rev. Wol.*, t. III (1836), p. 184-193.

Art. 781-782 nt.

Art. 783.

1541. BERTAULD. — De l'interprétation de l'art. 783 du C. Nap., par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. prat.*, t. X (2e 1860), p. 529-538.

Inséré ap. *Questions pratiques*, t. Ier, p. 226-243. V. sup. nº 61.

1542. LABORDE. — L'Acceptation pure et simple d'une succession entraîne-t-elle pour l'héritier l'obligation d'acquitter les legs *ultrà vires?* par A. LABORDE, d. e. d., av. à Toulouse. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXVI (2e 1868), p. 305-318.

Exam. doctr. : Angers, 1er mai 1867. — Voir aussi : 1º *Sir.*, 1867, 2, 305, note (3 col.), et extr. du réquisit. av. gén. MERVEILLEUX-DUVIGNEAUX (4 col.). — 2º *Dall.*, 1867, 2, 85. Extr. du même réquis. (4 col.). — Add. Cass. 13 août 1851. *Ibid.*, 1851, 1, 281, note (4 col.), et Cass. 3 mai 1865. *Ibid.*, 1865, 1, 153, note (4 col.).

Voir du même auteur un mémoire sur la *Lésion*, présenté et couronné en 1866, au concours de doct. de la Fac. de Toulouse, où cette question est également traitée.

1543. ***. — De la faculté accordée à l'héritier de revenir sur son acceptation, et de l'étendue de ses obligations

vis-à-vis des légataires. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 155 et 227.

Sur la restitution contre une renonciation faite par suite d'erreur, V. Plaidoyer de DUPIN aîné pour les mineurs de Toulongeon (Paris, 23 avril 1816). — Ap. *Ann. du barr. fr.*, t. V, p. 74-120.

SECTION II. — *De la Renonciation aux successions.*

1544. GUICHENOT. — De la Renonciation en matière de succession. Th. D., par Em. GUICHENOT, av. — In-8, 10 ff. *Versailles*, impr. de Beau, 1856.

1545. HUREAUX. — De la Renonciation (2e étude sur le droit de succession), par HUREAUX. — Ap. *Rev. pr.*, t. XVII (1er 1864), p. 150 et 358.

Fragment alors inédit du Traité sur le *Droit de succession*, v. sup. n° 1400.

1546. LAGARRIGUE. — De la Renonciation. Th. D. par LAGARRIGUE. — In-8, *Paris*, 1854.

Art. 784 nt.

Art. 785.

1547. VALETTE. — Héritier renonçant. — Calcul de la réserve.

V. inf. sous les art. 845 et 917. — La savante dissertation de M. V. est notée ici sous l'art. 785, parce que l'auteur fait du principe qui y est énoncé la base de sa théorie; mais la plupart des auteurs et des arrêtistes placent sous l'art. 845 la célèbre question du cumul de la réserve et de la quotité disponible; c'est là que se trouveront les nombreux documents qui s'y rattachent.

Art. 786.

1548. D'HAUTHUILLE. — Essai sur le droit d'accroissement. Tribut académique offert à la Faculté de droit d'Aix pour obtenir le grade de docteur en droit, par Alban d'HAUTHUILLE. — In-8, 13 ff. 1/2. *Marseille*, impr. Olive, 1835. (*Rare*).

Thèse de D. remarquable, surtout pour une époque où les épreuves académiques n'étaient le plus souvent qu'une vaine formalité.

Art. 787 nt.

Art. 788.

V. inf. sous l'art. 1167, art. de CAPMAS.

Art. 789 et 790.

1549. BERTIN. — Après trente années écoulées depuis l'ouverture de la succession, sans que l'héritier l'ait ni acceptée ni répudiée, la saisine légale dont il est investi devient irrévocable, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 31 mars 1861.

Dissertation écrite à propos d'un jugement du tribunal de la Seine du 21 févr. 1861. — V. l'analyse des divers systèmes exposés ap. *Sir.* 1839, 2, 129 (3 col.), et notes de DEVILLENEUVE et MASSÉ, *ibid.*, 1848, 2, 257; 1855, 1, 689, et 1862, 1, 338.

1550. COULON. — La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit, porte l'art. 789, par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers : quel est le véritable sens de cette disposition? par COULON. — Ap. *Dial.*, etc., t. III p. 5-31 (*Dial.* 97).

V. sup. n° 68.

1551. FROISSART. — Sur l'art. 789 du Code Nap., et sur la nature de la saisine légale, par F. FROISSART, av., d. e. d. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1er 1858), p. 500-532.

Add. : Exam. doctr. de Rouen, 23 avril 1856; *ibid.*, t. I, p. 455-459.

1552. HUREAUX. — De la Prescription du droit de succession et des effets de l'abstention trentenaire, par HUREAUX. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVII (1er 1864), p. 532-555.

Fragment alors inédit du *Traité du droit de succession*. V. sup. n° 1400.

1553. SERRIGNY. — Explication de l'art. 789 du C. Nap., par SERRIGNY, prof. Fac. Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXVIII (1er 1866), p. 423-431.

1554. ***. — L'Héritier qui a laissé passer trente ans sans accepter ni répudier la succession à laquelle il était appelé, est-il, après ce délai, réputé héritier définitif, ou bien, au contraire, est-il censé étranger à toujours à l'hérédité? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 448.

V. enc. infr. sous l'art. 1599.

Art. 791.

1555. DELQUIÉ ET CARLES. — Le Traité qui contient renonciation, pour un seul et même prix, à une succession échue et à une succession future est nul pour le tout : il y a indivisibilité. — Prescription de l'action en nullité. — Consultation de MMes DELQUIÉ et CARLES, av., à Toulouse.

Cette consultation est insérée en partie ap. *Sir.*, 1834, 2, 97 (5 col.).

1556. FAURE. — Des pactes sur successions futures, en droit romain et en droit

français ancien et moderne, par H. FAURE.

V. enc. inf. sous l'art. 1130.

Art. 792.

1557. BERTAULD. — Examen doctrinal. Art. 792 du C. Nap., par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 193-198.

A propos d'un arrêt de Caen, 6 août 1870 (Her. Fouquet. *Sir.*, 1872, 2, 89).

SECTION III. — *Du Bénéfice d'inventaire et des obligations de l'héritier bénéficiaire.* (*Add.: De la Séparation des patrimoines.* Art. 878-881 et 2111-2113.)

1558. AYMÉ. — De la Séparation des patrimoines. Th. D., par H.-F.-Alf. AYMÉ. — In-8, 190 p. *Paris*, impr. Maulde et Renou, 1860.

Art. crit. d'Ad. LAIR, ap. *Rev. hist. dr. fr.*, t. VII, p. 574.

1559. BARAFORT. — Traité théorique et pratique de la Séparation des patrimoines, par BARAFORT, prés. de ch. à Lyon. — 2e *éd.*, 1 vol. in-8. *Paris*, Durand; — Thorin, 1867. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1866, *ibid.* Ce succès cote le livre de M. B., il le doit à la sûreté de la doctrine et de ses applications aussi bien qu'aux qualités d'un style remarquablement lucide tout en conservant une grande sobriété. On ne peut faire sur cette difficile matière un livre plus complet et plus pratique : il est devenu classique.

V., sur cet ouvrage, *Etude sur le traité de la séparation des patrimoines, de M. le président Barafort;* lecture faite devant l'Acad. du Gard, à la séance du 5 déc. 1868, par PARADAN, av. In-8, 24 p. *Nîmes*, impr. Roger et Laporte, 1869. — V. enc. Comptes-rendus de : Alb. DESJARDINS, ap. *Rev. crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 281-288; P. GIDE, ap. *Rev. prat.*, t. XXIV (2e 1867), p. 560-570; A. MONOD, ap. *Droit*, 29 août 1866.

1560. BETHMONT. — De la Séparation des patrimoines. Th. D., par L.-Fr.-René BETHMONT, av. — In-8, 10 ff. *Paris*, impr. Plon, 1855.

1561. BILHARD. — Traité du Bénéfice d'inventaire et de l'acceptation des successions, par BILHARD, av. à Toulouse, auteur, etc., dédié à M. Blondeau, doyen de la Fac. de droit de Paris. — Ouvrage spécial, présenté sous des aperçus tout nouveaux, et dans lequel on s'occupe : 1° de l'origine de l'acceptation bénéficiaire; 2° de l'état de l'ancienne jurisprudence sur ce point de notre droit civil; 3° des personnes qui peuvent invoquer aujourd'hui le bénéfice d'inventaire; 4° des formes de ce genre d'acceptation; 5° du délai pendant lequel elle est reçue; 6° de la gestion à laquelle elle soumet l'héritier; 7° des effets qu'elle produit; 8° de la déchéance qui peut être encourue; 9° de la faculté d'abandonner les biens héréditaires; et 10° des droits d'enregistrement qui s'appliquent à ces divers objets. — 1 vol. in-8, avec portrait. *Paris*, Delamotte, 1838. (7 fr. 50. *Rare.*)

Le titre suffit à donner l'idée de l'ouvrage : savamment et clairement écrit, c'est le premier livre complet qui ait paru sur le sujet. Il en a été beaucoup écrit depuis et des meilleurs, mais ils n'ont pas fait perdre à celui-ci son intérêt. Il est complété par trois tables des matières.

1562. BLONDEAU. — Traité de la Séparation des patrimoines, considéré spécialement à l'égard des immeubles, par BLONDEAU, doy. Fac. de Paris. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1840. (*Rare.*)

Cette monographie a été composée pour faire partie d'un ouvrage beaucoup plus étendu que l'auteur se proposait de publier plus tard sous le titre de *Traité général des priviléges sur les immeubles.* Ici, il recherche quel est le véritable système du Code sur la séparation des patrimoines, et fait surtout porter son commentaire sur les art. 2111 et 2112 du C. civ. — Cet ouvrage a été inséré dans les *Essais sur quelques points de la législation*, etc., du même auteur. 1 vol. in-8, *Paris*, Videcoq, 1850.

V. art. crit. de BONNIER, ap. *R. Wol.*, t. XIV (1841), p. 478-493.

1563. BOITELLE. — Étude sur la Séparation des patrimoines, par BOITELLE, av. — In-8, 134 p. *Paris*, Cotillon, 1875. (3 fr.)

Du même auteur : — Succession bénéficiaire. Quels sont les droits des créanciers héréditaires sur les biens d'une succession administrée bénéficiairement? L'administration bénéficiaire engendre-t-elle la séparation des patrimoines? — Ap. *Rev. prat.*, t. LX (2e 1875), p. 512-527.

1564. CABANTOUS. — Esquisse d'une théorie sur la Séparation des patrimoines, par L. CABANTOUS, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. IV (1836), p. 29-43.

1565. DOLLINGER. — Traité historique de la Séparation des patrimoines, en droit romain, dans l'ancien et dans le nouveau droit français, par F. DOLLINGER, d. e. d., juge à Wissembourg. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1865. (4 fr.)

Cet ouvrage a été couronné par la Fac. de dr. de Strasbourg et par l'Acad. de législat. de Toulouse. Il a paru d'abord dans la *Rev. crit.*, sous le titre suivant : *De la Séparation des patrimoines*, t. XIII (2e 1858), p. 140-180; t. XIX (2e 1861), p. 31-65, et 499-512; t. XXI (2e 1862), p. 10-34 et 405-436; t. XXV (2e 1864), p. 348-367; t. XXVI (1er 1865), p. 108-125.

1566. DUFRESNE. — Traité de la Séparation des patrimoines, suivant les prin-

cipes du droit romain et du C. civ. et la jurisprudence des tribunaux, par G.-L. DUFRESNE, av. à Orléans. — In-8, 13 ff. *Paris*, Durand, 1842. (4 fr.)

Le sujet est traité surtout au point de vue pratique.

1567. FLANDIN. — De la Séparation des patrimoines. Bénéfice d'inventaire, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XI (1870), p. 163 et 321.

1568. GAILLARD. — De la Séparation des patrimoines. Examen doctrinal de la jurisprudence, par Nicias GAILLARD, 1er av. gén. C. de Cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1858), p. 193-208.

Cass. 17 mars 1856 (Afforty c. Soupplet).

1569. GENTY. — De la Nature légale de la Séparation des patrimoines. — Quel est, dans le droit français actuel, la nature du droit que donne aux créanciers d'une succession la séparation des patrimoines? Quelle position juridique leur crée-t-elle, soit à l'égard des biens du défunt, soit à l'égard des biens de l'héritier? par GENTY, prof. suppl. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1858), p. 344-359.

1570. LULÉ-DÉJARDIN. — Traité élémentaire de la Séparation des patrimoines, contenant les principes généraux et la solution des questions les plus importantes en cette matière, par LULÉ-DÉJARDIN, juge à Bordeaux. — In-8, 8 ff. 1/4. *Bordeaux*, impr. Suwerinck, 1837.

1571. MASSON. — Étude sur la Séparation des patrimoines, par Armand MASSON. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1847. (4 fr.)

Cette étude est l'œuvre d'un jeune jurisconsulte dont la mort a laissé de vifs regrets. En venant, après plusieurs auteurs distingués, traiter cette matière si délicate, il a su fixer l'attention par la sûreté de son jugement.

1572. NICOLAS. — Question sur la Séparation des patrimoines, par Amédée NICOLAS, av., anc. not. — Ap. *Rev. crit.*, 1873, p. 662-671.

La séparation inscrite par un créancier chirographaire s'oppose-t-elle à la division de la dette entre les cohéritiers vis-à-vis de ce créancier?

1573. NOIREL. — De la Séparation des patrimoines en droit romain et en droit français. Th. D., par G.-E. NOIREL. — 1 vol. in-8, 393 p. *Paris*, Pichon, 1875.

1574. SERRIGNY. — Du Bénéfice d'inventaire et de la Séparation des patrimoines. Observations critiques sur la jurisprudence de la Cour de cassation, par SERRIGNY, prof. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 63-76.

1575. TAMBOUR. — Du Bénéfice d'inventaire. Th. D., par Jules Ed. TAMBOUR. — In-8, 25 ff. *Paris*, imp, Gros, 1855.

Thèse remarquable d'un jeune docteur qui a succombé de bonne heure, victime de son ardeur à l'étude d'une science où il promettait de se placer au premier rang.

1576. Autres thèses de D. sur le Bénéfice d'inventaire.

DUBARLE. Du Bénéfice d'inventaire. In-8, *Paris*, 1872. — MAURY. *D°*. In-8, *Paris*, 1872. — STROHL. *D°*. In-8, *Strasbourg*, 1861. — DE VERDIÈRE. *D°*. In-8, *Paris*, 1866.

1577. Thèses de D. sur la Séparation des patrimoines:

BERNARD. De la Séparation des patrimoines. In-8, 1852. — BOURDON. *D°*. In-8, *Paris*, 1869. — DUVERDIER DE LA SUZE. *D°*. In-8, *Paris*, 1862. — GUILLONNET. *D°*. In-8, *Rennes*, 1873. — HEDDE. *D°*. In-8, *Paris*, 1855. — LAMBERT DE BEAULIEU. *D°*. *Paris*, 1855. — LEFRANÇOIS. *D°*. 1867. — LEMARE. *D°*. *Paris*, 1874. — LESÉRURIER. *D°*. In-8, *Caen*, 1867. — MICHEL. *D°*. In-8, *Paris*, 1870. — NELSON-CHIÉRICO. *D°*. In-8, *Paris*, 1873. — PHÉRÉKYDÈS. *D°*. In-8, *Paris*, 1866. RÉGUIS. *D°*. In-8. 1868. — RIGOT. *D°*. In-8, *Paris*, 1872. — ROBAKOWSKI. *D°*. In-8, *Paris*, 1858. — ROGER. *D°*. In-8, *Caen*, 1870. — ROUX. *D°*. In-8, *Dijon*, 1872. — SARDOT. *D°* (Caen). In-8, *Coutances*, 1861. — SOUQUET. *D°*. In-8, *Paris*, 1867. — VASSELLE. *D°*. In-8, *Paris*, 1851.

Art. 793 et 794 nt.

Art. 795.

1578. HUREAUX. — De la Fixation et des effets des différents régimes successifs. — Du Droit de délibérer, par HUREAUX. — Ap. *Rev. prat.* (2e 1864), p. 74-92 et 114-145.

Fragment du traité, alors inédit, du *Droit de succession*. V. sup. n° 1400.

Art. 796 à 799 nt.

Art. 800.

1579. VALETTE. — De l'Effet de la chose jugée sur la qualité d'héritier, ou Interprétation de l'art. 800 du Code civ., par VALETTE. — In-8. *Paris*, 18 . (2 fr.)

L'auteur a publié sur cette question une étude dans la *Rev. Fœl.*, t. IX (1842), p. 257, sous la rubrique suivante: *Le jugement passé en force de chose jugée, qui condamne un successible comme héritier pur et simple, profite-t-il à ceux qui n'ont pas été parties au procès, en sorte que le successible soit déchu à l'égard de tous de la faculté de renoncer ou d'accepter sous bénéfice d'inventaire?*

V. enc. sup. nos 1539 et 1540.

Art. 801 nt.

Art. 802.

1580. FLANDIN. — I. Séparation de patrimoines. — Legs de rente viagère, par Paul FLANDIN, av. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI, p. 497.

C. enc. sup. nº 1567.

Art. 803.

1581. DESJARDINS. — Succession bénéficiaire. Saisie-arrêt. Les créanciers personnels d'un héritier bénéficiaire ayant formé saisie-arrêt entre les mains d'un débiteur de la succession, la forclusion établie par l'art. 664 C. pr. civ. est-elle applicable au créancier de la succession? par Alb. DESJARDINS, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIV (2e 1867), p. 197-205.

Cf. LABBÉ. Exam. doctr. sur Metz, 25 juillet 1865, ap. *Sir.*, 1866, 2, 249, et Cass. 27 juillet 1870; *ibid.*, 1872, 1, 153 (7 col.), et *J. Pal.*, 1872, 369. — Notes sur Cass. 11 nov. 1854 (Chevallard), ap. *Dall.*, 1855, 1, 49 (3 col.), et *Sir.*, 1855, 1, 277.

1582. LEFEBVRE. — L'Héritier bénéficiaire peut-il contracter un emprunt hypothécaire pour les besoins de son administration? par Alph. LEFEBVRE. — Ap. *J. du Not.*, 19 août 1865.

Art. 804, nt.

Art. 805.

1583. COIN-DELISLE. — Examen doctrinal de la jurisprudence des arrêts et des auteurs sur les ventes des meubles corporels ou incorporels en cas de bénéfice d'inventaire, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV 1er (1859), p. 97-130 et 193-217.

1584. LEFEBVRE. — L'Héritier bénéficiaire peut-il conserver en nature les meubles dépendant de la succession, ou doit-il toujours les faire vendre en suivant les formes prescrites par l'art. 805 C. c.? par Alph. LEFEBVRE. — Ap. *J. du Notar.*, 28 juin 1876.

1585. MOLLOT. — Insaisissabilité des rentes sur l'Etat. Succession bénéficiaire. Liquidation notariale. Dissertation par MOLLOT, j. à Paris. — Ap. *J. du Notar.*, 6 et 10 sept. 1856.

L'héritier bénéficiaire doit-il, à peine d'être déclaré héritier pur et simple, aliéner les rentes sur l'Etat dépendant de la succession pour payer les créanciers?

Art. 806 à 810 nt.

SECTION IV. — *Des Successions vacantes.*

Art. 811 à 814 nt.

V. infr. GUYARD, sous l'art. 2146, C. civ.

CHAPITRE VI. — DU PARTAGE ET DES RAPPORTS.

1586. DUFOUR. — Traité complet de la Liquidation suivant l'ordre du Code civil. Ouvrage théorique et pratique, donnant, au moyen de la forme, la solution des difficultés soulevées jusqu'à nos jours par cet important sujet, par DUFOUR, principal clerc de notaire. — In-8, XLI-339 p. *Lille*, impr. Danel, 1876. (10 fr.)

Un autre tirage, sans doute extrait de cet ouvrage, est indiqué in-8. 123 p. *Ibid.*, 1876.

1587. DUTRUC. — Traité du Partage de succession, et des opérations et formalités qui s'y rattachent, telles que les scellés, l'inventaire, la vente du mobilier, la licitation, le retrait successoral; dans lequel sont exposés simultanément, au point de vue de la doctrine et de la jurisprudence, les principes du droit et les règles de la procédure, par Gust. DUTRUC, av. etc. — 1 fort vol. in-8. *Paris*, Cosse, 1855. (8 fr.)

Ouvrage pratique d'une véritable valeur et d'une utilité incontestable, où l'on trouve facilement, accompagnées de l'indication des auteurs et des arrêts, toutes les solutions sur les difficultés assez nombreuses du sujet.

1588. GOUDINEAU. — Du Partage, en droit romain et en droit français. Th. D., par J.-B. GOUDINEAU. — In-8, 263 p. *Paris*, impr. de Mourgues, 1859.

1589. MICHAUX. — Traité pratique des Liquidations et Partages de communauté, de succession et de société, avec un choix de formules entièrement nouvelles, par Alexandre MICHAUX, clerc de not. — 4e *éd.*, mise au courant de la jurisprudence. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1877. (8 fr.)

La 1re éd. a paru en 1860; — la 2e, XVI-560 p., en 1862; — la 3e en 1869. — « M. A. MICHAUX a écrit un livre dans lequel, laissant de côté les dissertations, il a extrait et coordonné, d'après plus de deux cents ouvrages de droit et de jurisprudence les principes et les solutions se rapportant aux liquidations et partages. » (Vergé.

Malgré des imperfections de doctrine et de méthode, le livre de M. M. répond par le succès à toutes les objections.

V. art. crit. ap. *J. du not.*, 23 mai 1860.

1590. NICOLAS. — Manuel du Partage des successions, par Amédée NICOLAS, av., anc. avoué et anc. not. — 1 vol. in-8, 17 ff. *Marseille*, André Bergamin; *Paris*, A. Durand, 1855. (5 fr.)

V. art. crit. de BERGSON, ap. *Rev. crit.*, t. VII, p. 479. — Cet ouvrage s'annonçait comme le résumé de deux autres ouvrages, qui paraissent être restés dans le portefeuille de l'auteur.

1591. TILLARD. — Des Actes dissolutifs de communauté, ou des actes de partage et de licitation et de leurs variétés, par Léon TILLARD. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1851. (6 fr.)

V. enc. sup. BATTUR, nº 1535.

1592. Thèses de Doct.:

CHAUVEAU. Du Partage et des rapports. In-8, *Paris*, 1850. — GROUSLÉ. Du Partage des successions. In-8, *Paris*, 1869. — LESTRADE. Du Partage. In-8, *Toulouse*, 1861. — WOLBOCK. Recherches sur les partages et les rapports en matière de succession. In-8, 8 ff. 3/4, *Batignolles*, 1851.

SECTION Ire. — *De l'Action en partage et de ses formes.*

Renvoi au C. de Proc. civ.

1593. MOLLOT. — Des Liquidations judiciaires et spécialement de celles qui intéressent les mineurs et autres incapables en matière de succession et de communauté entre époux; par MOLLOT, j. à Paris. — 2e *éd.*, in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1863. (*Rare.*)

La 1re éd. in-18, IV-174 p. *Ibid.*, 1858.

1594. VITALIS. — Traité des partages faits en justice, par H. VITALIS. — In-8, 1864.

Art. 815.

1595. LABBÉ. — Le Titulaire d'un droit de superficie peut-il invoquer contre le propriétaire du sol les prescriptions de l'art. 815 C. civ.? par J.-E. LABBÉ.

Exam. doctr. de Cassat. civ. 16 déc. 1873. — Ap. *Sir.*, 1874, 1. 457 et *J. Pal.*, 1874, p. 1185. — V. aussi *Dall.*, 1874, 1, 249, note (2 col.), et 1865, 2, 1, note (2 col.).

Art. 816.

1596. RENAULT D'UBEXI. — Est-il nécessaire, pour la validité d'un partage, qu'il soit constaté par écrit? — Ne peut-il pas être prouvé par tous les genres de preuves établies par la loi, même par des présomptions? Rap. du cons. RENAULT d'UBEXI. — Ap. *Sir.*, 1867, 1, 53 (6 col.) — *Dall.*, 1867, 1, 97. (4 col.).

Cass. Réq. 21 janv. 1867. — Add. note de GILBERT. Ap. *Sir.*, 1856, 2, 2. (4 col.) et *J. Pal.*, 1857, p. 13. — Note ap. *Dall.*, loc. cit. (3 col.).

Art. 817 à 824 nt.

Art. 825.

(Add. Loi du 24-30 juill. 1793 et arrêts du 1er prair. an VII.)

1597. MORIN. — Un brevet de maître de poste confère-t-il à celui qui l'a obtenu une propriété vénale et transmissible, de telle sorte que ce soit une propriété à partager entre cohéritiers au décès du titulaire? Dissert. par Ach. MORIN. — Ap. *J.*, *des N.*, t. LXI, p. 710.

Add. AUDIER. — Un brevet de maître de poste doit-il être compris dans la déclaration de succession du titulaire? — *Ibid.*, 1861, p. 238.

Art. 826 à 833.

V. inf. sous les art. 1078 à 1080. — Une proposition de loi tendant à modifier les art. 826 et 832 a été déposée à l'Assemblée nationale les 17 et 24 juin 1871 par MM. Baragnon, M. Ternaux et L. Brun, et prise en considération. D'après ce projet, le partage serait valable bien que chaque cohéritier n'eût pas sa part *in specie* dans chaque bien dont se compose l'hérédité. Le rapport a été fait par M. de Ventavon à la séance du 23 déc. 1875 (*J. off.* 20 janvier 1876), et la proposition renvoyée au Conseil d'Etat.

Art. 834 à 840.

1598. BROLLES. — Du Lotissement par voie d'attribution, et des partages amiables intéressant les incapables, par BROLLES, anc. avoué. — Ap. *R. Pr.*, t. XXVII, p. 215.

A propos du projet de loi sur les ventes judiciaires.

1599. COMBE. — Peut-on se dispenser des formes judiciaires quand la succession échue à l'incapable est exclusivement mobilière et ne soulève pas de difficultés? par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 24 avril 1869.

Art. 841.

1600. BENOIT. — Traité du Retrait successoral, par Xav. BENOIT, av., auteur, etc. — 1 vol. in-8, 28 ff. *Greno-*

ble, Prudhomme, 1838. (5 fr.; 7 fr. à la public.)

Le retrait successoral fait naître bien des questions graves et difficiles, tant sur les cas où le retrait peut être exercé, que sur ses effets : M. B. les a examinées toutes et les a résolues en s'appuyant sur des autorités nombreuses, et l'on n'est plus surpris, après avoir lu son livre, qu'un texte en apparence aussi clair que l'art. 841 ait pu se prêter à d'aussi longs développements.

1601. BRIVES-CAZES.—Retrait successoral. L'exercice du retrait successoral, tout en subrogeant le retrayant aux droits du cessionnaire, a-t-il pour effet d'affranchir celui-ci de ses obligations envers le cédant? — Spécialement, le cohéritier qui a cédé ses droits successifs à un tiers moyennant une rente viagère a-t-il le droit, nonobstant l'exercice du retrait successoral par ses cohéritiers, de réclamer contre son cessionnaire le paiement des arrérages de la rente? Dissert. par E. BRIVES-CAZES, d. e. d. j., s^t à Bordeaux. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XL (1851), p. 69-80.

V. Bordeaux, 24 juillet 1850, *Sir.*, 1850, 2, 214

1602. DEMOLOMBE. — De l'Effet du retrait. Le retrait de droits successifs ou de droits litigieux a-t-il pour effet de décharger le cessionnaire de ses obligations envers le cédant? par DEMOLOMBE, prof. Fac. Caen. — Ap. *Rev. Pr.*, t. VII (1^er 1859), p. 335-343.

Cette dissertation est insérée dans le t. IV du *Traité des Successions*, de M. D., n^os 139 à 143. MOURLON a examiné la doctrine de l'auteur dans la même Revue, t. IX. V. inf., n° 1609.

1603. DERÔME. — Retrait successoral. Le retrait successoral peut-il être exercé alors que la cession ne comprend qu'une part déterminée dans un immeuble indivis? par Théod. DERÔME, d. e. d., proc. imp. à Napoléonville. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2^e 1858), p. 530-547.

1604. DESJARDINS.—Du Retrait successoral (Recherches sur l'origine de l'art. 841 C. Nap.), par Alb. DESJARDINS, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XXX (2^e 1870), p. 497-537.

1605. DOUBLET. — Du Retrait successoral. Th. D. par Gust. DOUBLET. — In-8, 268 p. *Paris*, imp. de Mourgues, 1859.

1606. HÉAN. — Retrait successoral. Le retrait successoral peut-il être exercé par les successeurs irréguliers, tels que les enfants naturels et les légataires universels ou à titre universel? *Quid* d'un partage de communauté ou d'un partage de société? par HÉAN, ex-not. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVIII (2^e 1864), p. 323-335.

1607. LABBÉ. — Études sur les Retraits, par J.-E. LABBÉ, av., d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1^er 1855), p. 142-157.

Examen des principes généraux.

1608. MÉLINE. — L'acte de retrait successoral est-il de nature à être transcrit, ou doit-il, au moins, être mentionné en marge de la transcription du transport des droits successifs? par L. MÉLINE, anc. not. — Ap. *Rev. du not. et de l'Enr.*, t. V, p. 417.

1609. MOURLON. — De la Nature et des effets du Retrait successoral.—Examen de la doctrine de M. Demolombe sur ce point, par Fréd. MOURLON. — Ap. *Rev. Pr.*, t. IX (1^er 1860), p. 241-280.

V. sup. n° 1602.

1610. TERRAT. — Des Retraits, Th. D., par TERRAT. — In-8. *Paris*, 1872. (2 fr. 50.)

1611. Autres thèses sur les retraits : BLECH. Du Retrait successoral. In-8, *Strasbourg*, 1859. — BLOCAILLE. *D°*. In-8, *Strasbourg*, 1866. — DROUET. Des Retraits de droits litigieux, successoral, lignager, féodal. In-8. *Paris*, 1854. — FOURNIER. Du Retrait successoral. In-8, *Dijon*, 1862. — GRENIER. Des Retraits. In-8. 1872.

Art. 842 n^t.

SECTION II. — *Des Rapports.*

1612. DE CAQUERAY. — Recherches historiques sur la théorie du Rapport, par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. de Rennes. — In-8, 52 p. *Paris*, Durand, 1862.

Un 1^er tirage, in-8, 43 p., *Paris, s. n. d'éd.*, (1860), était extrait de la *Rev. du dr. fr. et étr.*, t. V, p. 449 ; t. VI, p. 528 ; t. VIII, p. 54.

1613. COUTEAU. — Des Rapports à succession; Th. D. par Em. COUTEAU, av., d. e. d. — In-8, 258 p. *Paris*, impr. Remquet-Goupy, 1864. (3 fr.)

1614. DUPIN. — Dissertation sur les Rapports entre héritiers, par DUPIN. — In-12. *Paris*, 1810.

C'est la thèse de doct. de Dupin aîné, la première thèse soutenue devant la Fac. de Paris.

1615. GARNIER. — Des Rapports à succession. Th. D. par Marie-Paul GARNIER. — In-8, 412 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

1616. * * * Examen critique de quelques points de législation et de jurisprudence en matière de Rapports à succession. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. III, p. 384.

1617. Autres thèses de doct. sur le Rapport :

AYMARD. Des Rapports à succession. In-8, *Toulouse*, 1864. — BAPTS. *D°*. In-8, *Paris*, 1852. — BARBOTIN. *D°*. In-8, 1856. — BERT. *D°*. In-8, *Pot-*

tiers, 1864.— BERTRAND. *D°*. In-8, *Paris*, 1864. — BILLARD DE LORIÈRE. *D°*. In-8, 1857. — CALOGÉROPOULOS. *D°*. In-8, *Paris*, 1876.—CHANON. *D°*. In-8, *Rennes*, 1870. — CHOPPIN. *D°*. In-8, 1868.—COTELLE. *D°*. In-8, *Paris*, 1864.—ESMEIN. *D°*. In-8, *Paris*, 1872. — FLEURY. *D°*. In-8, *Paris*, 1856.— GARNIER. *D°*. In-8, *Paris*, 1869. — GUÉRIN. *D°*. In-8, *Caen*, 1869. — GUÉRIOT. *D°*. In-8, *Paris*, 1855. — LANEL. *D°*. In-8, *Caen*, 1868. — MIRANDE. *D°*. In-8, *Paris*, 1857. — MOUTARD-MARTIN. *D°*. In-8, *Paris*, 1872. — QUINQUET de MONJOUR. *D°*. In-8, *Paris*, 1855. — SEILER. *D°*, in-8, *Nancy*, 1871.— STATESCO. *D°*. In-8, *Paris*, 1867. — VIEILLARD-BARON. *D°*. 1868. — VRAINE. *D°*. In-8, *Paris*, 1873.

Art. 843 (et art. 847, 848, 849 et 919).

1618. LABBÉ. — I. Du Don en avancement d'hoirie, et de son imputation en cas d'acceptation de l'hérédité par le donataire, par J.-E. LABBÉ, agr. Fac. de Paris. — In-8, 62 p. *Paris*, Marescq aîné, 1861.

Extr. de *Rev. Pr.*, t. XI (1er 1861), p. 208-234; 259-279 et 315-324. Inséré dans les *Dissertations de droit romain et de droit français*, de l'auteur. — V. sup. n° 77.

II. *Méme sujet.* — Ap. *Rev. Pr.*, t. XII (2e 1861), p. 78-91.

Ce deuxième article est une réponse à M. VERNET, inf. n° 1622.

1619. MICHAUX. — Du Rapport des donations déguisées; par Alexandre MICHAUX, clerc de not. — Ap. *J. du Not.*, 19 déc. 1860.

1620. PAULTRE. — Imputation de la dot sur la succession du prémourant. — Effet de cette clause dans les liquidations, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. V (1864), p. 737, et t. VI, p. 361.

1621. PONT. — Donation déguisée. Rapport : Revue critique de la jurisprudence, par P. PONT, av. — Ap. *Rev. Wol.*, t, XXII (1845), p. 284-299.

(*Une libéralité indirecte ou déguisée est-elle nécessairement faite par préciput et hors part, ou est-elle soumise au rapport ?*)

Add. du même auteur : 1° Exam. doctr. sur Cass. 10 nov. 1852, ap. *Rev. Crit.*, t. III, p. 149-155, et 2° une dissert. au bas d'un arrêt de Cass. du 13 août 1817, ap. *Sir., Coll. nouv.*, t. V, 1, 362.

V. en sens contraire : MASSÉ. Dissertation. *Ibid.*, t. IV, 2, 203, sur Colmar. 10 déc. 1813.

1622. VERNET. — Des effets de l'acceptation de la succession du donateur par l'héritier réservataire, donataire en avancement d'hoirie; par Pr. VERNET, agr, Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XI (1er 1861), p. 449-470; et t. XII, p. 113-131.

Dissertations écrites à propos de celles de M. LABBÉ, sup. n° 1618. — Cf. inf. n° 1645. V. aussi inf. nos 1624 et suiv.

1623. RODIÈRE. — Rapport en partage des dons faits par le père de famille sur les revenus. Mémoire de RODIÈRE. — Ap. *Rec. de l'Acad. de législ. de Toul.*, 1870, p. 73-85.

Cf. inf. sous l'art. 1438.

Art. 844 et 845.

Cumul de la quotité disponible et de la réserve.

Cette question est qualifiée aussi par certains auteurs d'*Imputation* et de *droit de Rétention*, improprement peut-être, puisque cette dénomination tendrait à établir une confusion avec une autre matière de droit civil se rattachant au droit de nantissement que le Code civ. n'a pas réglementée, et à laquelle on donne plus généralement et plus exactement le nom de droit de Rétention.

La plupart des auteurs et les arrêtistes placent le siége de la matière dans l'art. 845 C. c. Parmi les commentateurs du C. c., les uns suivent cette classification, comme MM. Toullier, Malpel, Poujol, Vazeille, etc. D'autres, avec M. Troplong, le champion le plus éminent du système qui paraît avoir définitivement succombé, traitent la question sous l'art. 913 C. c. (MM. Grenier, Demolombe, etc.). Nous avons adopté le classement le plus généralement suivi.

Ce fut en 1818, dans la célèbre affaire *Laroque de Mons*, que la Cour suprême se trouva pour la première fois en présence de la question de savoir si l'enfant donataire en avancement d'hoirie peut, en renonçant à la succession, retenir l'émolument de la donation jusqu'à concurrence, non-seulement de la quotité disponible, mais encore de sa part dans la réserve. Elle la trancha par la négative.

Depuis, les auteurs aussi bien que les Cours se sont partagés sur la solution, et un dissentiment profond a existé pendant près d'un demi-siècle, dans la doctrine et la jurisprudence, entre les maîtres les plus autorisés de la science et entre les décisions des cours souveraines. Un troisième système s'est produit, sous le nom d'*imputation;* mais il n'a fait que ramener en faveur celui du *cumul.* Les auteurs n'ont pas été plus à l'abri que la cour suprême de variations dans leurs opinions. Toutefois la majorité, dans les deux branches de la science juridique, s'est ralliée à la doctrine contraire au cumul, lorsque la Cour de cassation la repoussa par un arrêt solennel du 27 nov. 1863, devenu célèbre aussi sous le nom de l'une des parties (*Lavialle*). Les Cours d'appel s'y conforment généralement aujourd'hui.

Nul problème juridique, suivant la re-

marque de M. le conseiller rapporteur dans cette dernière affaire, n'a peut-être suscité autant de travaux de toute sorte que celui-ci : les études, les dissertations, les monographies, quelques-unes considérables, se sont succédé, et les investigations que cette polémique a provoquées ont mis à nu, selon l'expression du même magistrat, les racines et toutes les fibres des textes à expliquer.

Voici la nomenclature de tous ces écrits par ordre alphabétique d'auteurs(1):

§ 1. *Doctrine.*

1624. AUBRY. — Avancement d'hoirie ; renonciation à succession. — Effet de la renonciation, — quant au donataire renonçant, — quant aux héritiers à réserve acceptant, — quant aux donataires ou légataires postérieurs ; par C. AUBRY, doy. Fac. de Strasbourg. — In-8, 40 p. *Paris*, Cosse et Marchal ; — Marescq aîné, 1857. (1 fr.)

Extrait de la *Rev. Prat.*, t. III (1er 1857), p. 481-516.

1625. BÉCHARD ; — DUPIN ; — F. HÉLIE ; — RENDU. — Débats de l'aff. Lavialle c. Calvinhac (Cassat. 27 nov. 1863) :

I. RENDU. — Plaidoyer pour le demandeur. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1863, p. 753-758. — *Gaz. Trib.*, 25 nov. 1863. — *Droit.* Dº.

II. BÉCHARD. — Plaidoyer pour le défendeur. — *Ibid.*, p. 758-775. — *Gaz. Trib.*, 26 nov. 1863. *Droit.* Dº.

III. F. HÉLIE. — Rapport du conseiller F. Hélie. — Ap. *Dall.*, 1864, 1, 8 (*in extenso*, 20 col.) ; et *Sir.*, 1863, 1, 515 (*extr.* 13 col.).

IV. DUPIN. — Réquisitoire du proc. gén. Dupin. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1863, p. 775. — *Dall.*, 1864, 1, 18 (*in extenso*, 12 col.). — *Sir.*, 1863, 1, 521 (*in extenso*, 13 col.).

Add. I. BRÉSILLON. Exam. doct. ap. *Dall.*, 1864, 1, 5 (6 col.) — II. BRESSOLLES. Dº. Ap. *Rec. Acad. lég. Toulouse*, t. XIII, p. 61. — V. inf. nº 1627. — III. EYSSAUTIER. Conseils aux notaires et aux familles. Ap. *J. de la Cour de Grenoble*, 1863, p. 352-361. — IV. VERNET. Exam. doctr. Ap. *Rev. Pr.*, t. XVII (1er 1864), p. 30-44.

1626. BLOCH. — Du Cumul des deux quotités : Le donataire en avancement d'hoirie, ou le légataire qui renonce à la succession pour s'en tenir à son don, conformément à l'art. 845 du C. Nap., peut-il retenir ce don jusqu'à concurrence, toutefois, de la quotité disponible et de la réserve, ou seulement jusqu'à concurrence de la quotité disponible ? par Alph. BLOCH, av., d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXII (1er 1863), p. 416-451.

Rev. doctr. de la jurispr. de la Cour de cass. depuis l'arrêt *Laroque*, jusqu'à et non compris celui du 27 nov. 1863.

1627. BRESSOLLES. — I. Réflexions sur le Cumul de la quotité disponible et de la réserve, dans le cas de renonciation à la succession par un donataire en avancement d'hoirie ; par Gust. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 519-528.

II. Réflexions au sujet de l'arrêt rendu le 27 nov. 1863, par les chambres réunies de la Cour de Cass. sur l'application de l'art. 845 C. Nap. — Ap. *Rec. Acad. lég. de Toul.*, t. XIII (1864), 61-88.

1628. COIN-DELISLE. — I. Limite du droit de rétention par l'enfant donataire renonçant. Etudes et dissertations, par COIN-DELISLE, av. — In-8, 21 ff. *Paris*, Cotillon, 1852. (6 fr.)

M. G. DEMANTE a fait un examen doctrinal de cet ouvrage. V. inf. nº 1630. — V. aussi art. crit. de Moulin, ap. *Droit*, 30 mars 1853.

II. Courte Réponse au livre de M. le professeur Ragon, sur la théorie du Cumul de l'enfant donataire renonçant. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1865. (1 fr. 50.)

III. Examen doctrinal sur la limite du droit de l'enfant donataire renonçant, en réponse au *Résumé* de M. G. Demante. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXII, (1er 1863), p. 289-319.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXII (1er 1863), p. 115-146, où cette dissertation a paru sous le titre suivant : *Quelques réflexions sur la limite du droit de rétention par l'enfant donataire renonçant, à l'occasion d'un livre de M. Ragon, prof. Fac. de Poitiers.*

Dans ces deux dissertations, M. C.-D. prend à partie, avec une certaine vivacité, ses deux adversaires dans cette controverse, MM. RAGON et G. DEMANTE. V. inf. nos 1630 et 1640.

IV. Examen doctrinal sur l'arrêt *Lavialle*, régulateur du droit de rétention par l'enfant donataire renonçant, et sur

(1) Cette controverse, ayant été provoquée par les débats de l'arrêt *Laroque de Mons*, a un caractère plus particulièrement judiciaire qui semblait indiquer pour notre nomenclature l'ordre chronologique ; mais c'eût été nous faire sortir du domaine purement bibliographique pour nous engager dans un véritable historique de la question et dans l'exposé des variations de la doctrine et de la jurisprudence. Toutefois, pour ne pas complétement négliger ce côté du sujet, nous donnons dans un paragraphe spécial l'ordre chronologique des arrêts dans les deux sens, arrêts dont quelques-uns sont déjà indiqués dans le § 1er.

la question : « L'enfant fait-il nombre pour calculer la portion disponible ? » — *Ibid.*, t. XXIV (1er 1864), p. 97-113.

1629. DELSOL. — Quotité disponible. — Enfant renonçant. — L'enfant qui renonce à la succession perd son droit à la réserve, qu'il ne peut ni réclamer par voie d'action, ni conserver par voie de rétention, sur le montant des donations qu'il a reçues du défunt; par J.-J. DELSOL, av. — Ap. *Rev. Prat.*, t. III (1er 1857), p. 97-120.

1630. DEMANTE.— I. Avancement d'hoirie. — Calcul de la quotité disponible. — Lorsqu'un enfant, donataire en avancement d'hoirie, renonce à la succession de l'ascendant donateur, pour retenir sa donation, comment doit-on calculer la quotité disponible? par Gab. DEMANTE, prof. sup. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 81-110 et 148-167.

II. Examen doctrinal du Traité de M. Coin-Delisle sur la limite du droit de rétention par l'enfant donataire renonçant. — *Ibid.*, t. II, p. 729-744.

III. Legs sans clause de préciput. Calcul de la quotité disponible. — *Ibid.*, t. III (1853), p. 250-258.

Cette dissertation a été communiquée à l'Acad. de législ. de Toulouse dans sa séance du 23 février 1853.

IV. Du Calcul de la quotité disponible au cas de l'art. 845 du C. Nap. — I. Résumé doctrinal de la controverse. — II. Opportunité d'une interprétation législative. — In-8, 32 p. *Paris*, Durand, 1862.

Extr. du *Répert. périod. de l'enreg.*, art. 1276 et 1662.

M. COIN-DELISLE et M. HENNEQUIN ont répondu à cette dissertation. — V. sup. nº 1628, III, et infr. nº 1633.

Add. du même auteur :

Action en réduction. — Enfant renonçant. — L'action en réduction peut-elle être intentée par l'enfant qui a renoncé à la succession ? — Examen de l'opinion émise à ce sujet par M. TROPLONG. *Ibid.*, t. XI (2e 1857), p. 538-541.

Réponse à une note de DEVILLENEUVE sur l'arrêt de Cassat. du 23 juillet 1856, ap *Sir.*, 1857, 1, 9.

1631. DUBREUIL. — Observations sur le Rapport des dons faits par le père à ses enfants, réclamé par les légataires de la quotité disponible; sur le Cumul de la quotité disponible ordinaire déterminée par l'art. 913 du C. c., avec la quotité disponible entre époux déterminée par l'art. 1094; sur la double retenue de la quotité et de la réserve légale, par l'enfant donataire qui renonce à la succession; par J. DUBREUIL, av. à Aix. — In-8, 5 ff. 3/4. *Aix*, Poutier, 1822.

1632. DUFOUR. — Examen critique de quelques points de législation et de jurisprudence en matière de succession, par DUFOUR, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. III, p. 480.

Cf. sup. nº 1616. — C'est par erreur que cet article a été indiqué comme anonyme, il est comme celui-ci de DUFOUR.

1633. HENNEQUIN. — Du Cumul de la quotité disponible et de la réserve, par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 27 juin et 4 juill. 1860.

A propos de l'article de M. DEMANTE, sup. nº 1630, IV.

1634. LABBÉ. — De la Manière de calculer la réserve, et de l'influence de la renonciation ou de l'indignité d'un réservataire sur le droit des autres; par E. LABBÉ, agr. à Paris. — In-8, 108 p. *Paris*, impr. Lacour, 1858.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. V (1er 1868), p. 193-217, 257-278, 305-327 et 353-388, et inséré ap. *Dissertations*, etc. V. sup. nº 77 et inf. sous l'art 922.

1635. MACHELARD. — De la Rétention de la réserve par l'héritier renonçant; par E. MACHELARD, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. hist. du Dr. fr.*, t. VIII (1862), p. 682, et t. IX, p. 245.

1636. MARCADÉ. — Quotité disponible. Réserve. Rénonciation. Examen doctrinal des arrêts sur la question du cumul. — Rouen, 22 juin 1849; — Nancy, 17 juill. 1849; — Grenoble, 15 déc. 1849; par V. MARCADÉ, av. C. Cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 257-277.

1637. MESTADIER. — Le don fait par un père à son enfant, en avancement d'hoirie, doit-il, au cas où l'enfant renonce à la succession du père pour s'en tenir à son don, être imputé sur la *quotité disponible* et non sur la *réserve*, tellement que la disposition ultérieure que le père aurait pu faire par préciput et hors part en faveur d'un autre enfant ne puisse plus avoir effet? — En d'autres termes, une donation en avancement d'hoirie est-elle réputée faite sur la *réserve* ou sur la *quotité disponible*, selon que l'enfant donataire accepte la succession ou y renonce? — Rapport du cons. MESTADIER. — Ap. *Sir.*, 1833, 2, 113 (*in ext.*, 6 col.).

Cass. Réq. 19 déc. 1831 (Castelle).

1638. PONT. — Avancement d'hoirie. Renonciation. Réserve. — De l'Influence de la renonciation à la succession par un successible donataire en avancement d'hoirie sur la donation ultérieure du père de famille et sur le partage de la réserve entre les héritiers. Examen de la jurisprudence de la Cour suprême, par P. PONT, av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XVIII (1843), p. 435-463.

A propos de l'arrêt de Cass. du 17 mai 1843.

1639. PRADIER. — Du Calcul de la réserve et de la quotité disponible. par H. PRADIER. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 881-897.

1640. RAGON. — Théorie de la Rétention et de l'Imputation des dons faits à des successibles, avec résolution affirmative de la question du cumul de la réserve et de la portion disponible, suivant l'ancien droit, le Code Nap. et la jurisprudence; par C.-F. RAGON, prof. Fac. de Poitiers. — 2 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1862. (15 fr.)

Avec cette épigraphe : *Nonam post denique messem quam cœpta est, nonamque editam post hiemem.*

Comme nous l'apprend cette épigraphe, l'auteur a longtemps médité son sujet; il a réuni une masse énorme de documents et d'éléments de discussion, il a retourné la question sous toutes ses faces, et il en est résulté une œuvre capitale sur un sujet qui ne semblait pas comporter autant de développements.

V. sur cet ouvrage : Rapport de M. AUZIÈS, ap. *Rec. Acad. lég. de Toulouse*, t. XIII, p. 147-154. — Art. crit. de Pr. VERNET, ap. *Rev. Prat.*, t. XIV et XV. Cf. inf. n° 1646. — Courte réponse, etc., de COIN-DELISLE, sup. n° 1628, II. — Ces deux derniers comptes-rendus ont donné lieu de la part de M. RAGON aux deux répliques suivantes :

I. Enfant donataire. Renonciation. Cumul. Lettre de M. RAGON, prof. Fac. Poitiers, à M. COIN-DELISLE. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXII (1863), p. 336-353.

II. Lettre à M. le rédacteur en chef de la *Rev. Prat. du droit fr.*, par M. RAGON, etc. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XV (1863), p. 287-302.

1641. RODIÈRE. — Avancement d'hoirie. Renonciation. — Dans le cas d'une donation en avancement d'hoirie faite à un enfant, quels sont les effets de la renonciation du donataire à la succession du donateur? par A. RODIÈRE, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXVIII (1850), p. 360-369.

1642. ROLLAND DE VILLARGUES. — Est-il nécessaire d'être héritier pour réclamer la réserve? — Ne dépend-elle pas, au contraire, uniquement de la qualité d'enfant ou d'ascendant? par ROLLAND DE VILLARGUES. — Ap. *Sir.*, 1813, 2, 201 (8 col.).

1643. TROPLONG. — De la Détermination de la quotité disponible et de la réserve; de l'accroissement et du cumul en cas de renonciation par l'enfant donataire. Examen doctrinal, par le prem. prés. TROPLONG. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 193-219.

Ce travail est extrait du Commentaire, alors en préparation, des *Donations et des Testaments*, où il se trouve textuellement inséré sous l'art. 913, nos 784 à 794.

1644. VALETTE. — I. Le successible qui a renoncé à la succession peut-il retenir, sur le don qui lui a été fait par le défunt, sa part de la réserve? par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Droit*, 17 déc. 1845.

II. Le successible qui renonce à la succession peut-il retenir sur la donation qu'il a reçue du défunt sa part dans la réserve, et, en outre, la quotité disponible? — Ap. *Droit*, 6 sept. 1854.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 27 sept. 1854.

III. Héritier renonçant; calcul de la réserve. — Le successible renonçant à la succession doit-il être compté pour la fixation de la quotité disponible et de la réserve? — Ap. *Droit*, 13, 14 et 15 juin 1868.

Reprod., sauf quelques légers changements, ap. *Rev. Prat.*, t. XXV (1er 1868), p. 193-208.

1645. VAVASSEUR. — Du Droit de l'enfant donataire en avancement d'hoirie, renonçant à la succession; nouvelle solution proposée par VAVASSEUR, av. — Ap. *Rev. Prat.*, t. V (1er 1858), p. 68-93.

1646. VERNET. — De l'Imputation des dons faits à des successibles. Réponse à M. Ragon, par VERNET, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XV (1er 1863), p. 381-406.

V. sup. n° 1640, et infr. n° 1651, 47° et sous l'art. 922.

Add. — I. Art. crit. sur la question du cumul à propos du t. II des *Donations et Testaments* de M. DEMOLOMBE, où elle se trouve traitée. — ap. *Rev. Pr.*, t. XIV (2e 1862), p. 101-111. — II. Effets de la renonciation à la succession paternelle faite par un enfant donataire en avancement d'hoirie, ayant reçu une valeur moindre que sa part de réserve, et qui se trouve en présence d'un autre enfant renonçant, qui a reçu plus que sa part de réserve et la quotité disponible cumulées, et d'un troisième enfant qui se porte héritier bénéficiaire. (Examen doctrinal de Limoges, 28 mai 1863; Gueunier). — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 124-138.

V. enc. sur cet arrêt, *Monit. des trib.*, 25 juin 1863.

1647. VIELLE. — De la quotité disponible dans ses rapports avec la renonciation de l'enfant donataire ou légataire

par VIELLE, av. à Dôle. — In-8, 3 ff. *Paris*, Delhomme, 1855 (1854). (1 fr. 50.)

L'auteur a réuni cette dissert. avec deux autres sous le titre de *Trilogie juridique;* in-8, 84 p. Paris. *Ibid.*

V. encore sur cette importante question :

1648. — I. Dans le sens du cumul :

CHABOT, *Successions*, art. 845, n° 9. Dans sa 3e éd., il se borne à exposer les systèmes.

DELISLE, *Princ. de l'interprét. des lois*, t. II, p. 494.

DELVINCOURT, II, p. 113 et 248, — 321 et 429 de l'éd. de 1819.

DUPORT-LAVILLETTE, *Questions de droit*, V° *Donation*, n° 293.

GRENIER, *Successions*, t. IV, n° 563 et seq.; et *Rép. Merlin*, V° Réserve, sect. 1, § 1, n° 16; sect. 2, § 1, n° 7: *Donations*, t. II, nos 566 et 594; mais dans la 3e éd., n° 566 *bis*, il accepte la solution de l'arrêt *Laroque*.

MALPEL, *Successions, suppl.*, p. 16, n° 270.

TAULIER, t. III, p. 328.

TROPLONG, *Donations et Testaments*, nos 785, seq.

1649. — II. En sens contraire :

AUBRY et RAU (4e éd.), t. VII, § 682, p. 176, texte et note.

BAYLE-MOUILLARD, sur Grenier, *Donations*, n° 566 *bis*.

BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, de la Portion de biens disponible, t. I, p. 165, et t. II, nos 886 et suiv.

BELOST-JOLIMONT, sur CHABOT, *Successions*, observat. 2, art. 845.

BOILEUX, 6e éd., t. III, p. 500.

DALLOZ, *Rep. V° Successions*, nos 1250 seq.

DEMANTE, *Cours analyt.*, t. IV, n° 46 *bis* IV.

DEMOLOMBE, *Donations et Testaments*, t. II, nos 46 et s. et 97 et s.

DURANTON, t. VII, p. 251; t. VIII, p. 298.

DUVERGIER, sur TOULLIER, t. V, n° 110, p. 72.

FAVARD, *Répert.*, V° Renonciation, § 1, n° 14.

GUILHON, *Donations*, n° 1169; il ne se prononce toutefois ainsi qu'à cause de l'arrêt *Laroque*.

LEVASSEUR, *Portion disponible*, nos 146 et seq. et 159.

MARCADÉ, art. 845, n° 2, et 913, n° 3. Il a un système qui lui est propre.

MASSÉ et VERGÉ, t. II, p. 420.

MERLIN, *Questions, V° Réserve*, § 2 (addit.).

MOURLON, *Répétitions écrites*, t. II, p. 148 et 251.

NICOLAS, *Manuel du partage*, n° 106.

POUJOL, *Successions*, art. 845, n° 4, et 913, n° 9.

RIVIÈRE, *Variations*, nos 233 et suiv.

SAINT-ESPÈS-LESCOT, *Donations*, t. II, n° 315.

SOUQUET, *Dictionnaire des temps légaux, V° Quotité disponible*, 572e tableau.

TOULLIER, t. V, n° 110.

VAZEILLE, *Successions*, art. 845, n° 4.

VERNET, *Quotité disponible*, p. 391 seq.

§ 2. *Jurisprudence.*

1650. I. Système du Cumul.

1. Riom, 28 janv. 1820. — *Dall., Rép. V° Success.*, n° 1029; *Sir., Coll. nouv.*, 6, 2, 304, et *anc.*, 1822, 2, 66.

2. Toulouse, 7 août 1820 (aff. Chamayou). — Concl. de l'av. gén. CHALRET, (8 col.). — *Sir.*, 1820, 2, 296. — *Dall., Rép. Succes.*, n° 1029.

3. Paris, 31 juillet 1821 (Dunot). — *Sir., Coll. nouv.*, t. VI, 2, 457, et *Anc.*, 1822, 2, 104. — *Dall., ibid.*

4. Toulouse, 17 août 1821 (Rives). *Sir., Coll. nouv.*, t. VI, 2, 464. — *Anc.*, 1822, 2, 141. — *Dall., ibid.*

5. Agen, 21 août 1826, et 20 juin 1827. — *Sir. anc.*, 1829, 2, 44.

6. Montpellier, 17 janvier 1828. — *Ibid.*, 1828, 2, 117.

7. Cass. Req. 19 déc. 1831. — *Sir.*, 1833, 2, 113 (cité) (aff. Castelle). Rapport du cons. MESTADIER. V. sup. n° 1637.

8. Toulouse, 25 juillet 1832. — *Dall., loc. cit.*, n° 1034.

9. Montpellier, 18 déc. 1835. *Sir., ibid.*, 1837, 2, 433. — *Dall., ibid.*

10. Lyon, 2 mars 1836. *Sir.*, 1836, 2, 566. *Dall., ibid.*

11. Bordeaux, 14 juill. 1837. *Sir.*, 1837, 2, 435. — *Dall., ibid.*

12. Caen, 25 juill. 1837. *Sir.*, 1837, 2, 436. — *Dall., ibid.*

13. Paris, 7 avril 1838 (aff. Cochois). — *Dall., ibid.*

14. Bastia, 27 nov. 1838. — *Dall., Ibid.*

15. Cass. Req. 5 févr. 1840. *Sir.*, 1840, 1, 561. — *Dall., ibid.*

16. Rouen, 23 déc. 1841. *Sir.*, 1854, 1, 513 (en note). — *Dall., ibid.*

17. Cass., 17 mai 1843. *Sir.*, 1843, 1, 689 (Leproust-Navereau). — Note de DEVILLENEUVE (4 col.). — *Dall., ibid., et Pér.*, 1843, 1, 289. note (2 col.).

18. Lyon, 22 juin 1843. *Sir.*, 1844, 2, 289. — *Dall. Pér.*, 1845, 2, 184.

19. Lyon, 13 juin 1844. *Sir.*, 1845, 2, 551. — *Dall.*, 1845, 2, 185.

20. Montpellier, 14 mai 1845. *Sir.*, 1845, 2, 550. *Dall.*, 1845, 2, 185.

21. Toulouse, 9 août 1845. *Sir.*, 1846, 2, 6. — *Dall.*, 1846, 2, 235.

22. Trib. de Figeac, 4 déc. 1845. *Sir.*, 1846, 2, 11. — *Dall.*, 1846, 3, 167.

23. Montpellier, 7 janvier 1846 (aff. Gros). — *Dall.*, 1847, 2, 6.

24. Paris, 3 février 1846. *Sir.*, 1846, 2, 62. — *Dall.*, 1846, 2, 235.

25. Cass. civ., 21 juill. 1846 (aff. Lecesne), *Sir.*, 1846, 1, 826. — *Dall.*, 1846, 1, 383.

26. Limoges. 18 janvier 1847 (aff. Dulaurent). *Sir.*

27. Cassat., 6 avril 1847 (aff. Tétrel et Lecoq). *Sir.*, 1854, 1, 513 (en note). — *Dall.*, 1847, 1, 155.

Il a été écrit dans cette affaire un mémoire remarquable de HUET, av. C. de cass.

28. Cass. Req. 27 avril 1847. — *Dall.*, 1847, 1, 146.

29. Rouen, 29 avril 1847. *Sir.*, 1847, 2, 572. — *Dall.*, 1847, 2, 195.

30. Cass., 21 juin 1848 (aff. Vien). *Sir.*, 1849, 1, 172. — *Dall.*, 1850, 5, 356.

31. Rouen, 22 juin 1849. *Sir.*, 1850, 2, 67. — *Dall.*, 1859, 2, 78. — Cf. sup. n° 1636.

32. Paris, 30 juin 1849 (aff. de Brosse).

33, 34, 35. Pau, 7 août et 2 déc. 1850 (aff. Lapeyre et Payres-Cazajous) et 28 févr. 1850 (aff. Pedezergos).

36. Grenoble, 2 févr. 1852. — *Dall.*, 1853, 2, 128.

37. Metz, 8 juillet 1852 (aff. N.).

38. Aix, 27 juin 1853. *Sir.*, 1854, 2, 548. — *Dall.*, 1853, 2, 240.

39. Cassat. civ., 17 juillet 1854 (aff. Carlier). *Sir.*, 1854, 1, 513. Note de CARRETTE (4 col.). — *Dall.*, 1854, 1, 271.

40. Paris, 19 avril 1856 (aff. Goufier).

41. Nimes, 7 juillet 1856. *Sir.*, 1860, 2, 463.

42. Cassat., 23 juillet 1856 (aff. Casale). *Sir.*, 1857, 1, 9, et note de DEVILLENEUVE (5 col.). — *Dall.*, 1856, 1, 273. — Cf. sup. n° 1630 note.

43. Grenoble, 18 juin 1859 (aff. Boullier), et 16 mars 1861 (aff. Chardan).

44. Cassat. civ., 25 juillet 1859 (aff. Lavialle). *Sir.*, 1859, 1, 812. — *Dall.*, 1859, 1, 303.

45. Caen, 29 décembre 1859. *Sir.*, 1860, 2, 462. — *Dall.*, 1860, 2, 212.

46. Limoges, 28 mars 1860 (aff. Lacour).
47. Aix, 9 février 1863 (aff. Gasquet). — *Dall.*, 1863, 2, 176.

1651. Système de non cumul.

1. Bordeaux, 30 janvier, 1816 (*Laroque de Mons.*). *Sir.*, 1816, 2, 73.
2. Cassat., 18 févr. 1818 (*Laroque de Mons*). *Sir., Coll. nouv.*, t. V, 1, 422. — *Anc.* 1818, 1, 98, — et *Dall., Rép.* V. Success., n° 1028.

L'ancien *Sir.* donne : 1° le mémoire de Laroque en cassat.; 2° la Consultation de Proudhon; 3° le Rapport du conseiller Poriquet; la *Collect. nouv.* donne en outre une dissertation en 18 col. s. n. d.

3. Riom, 8 mai 1821. — *Dall., ibid.*
4. Toulouse, 27 juin 1821. *Sir., Coll. nouv.*, t. VI, 2, 439, et *Anc.*, 1822, 2, 102. — *Dall., ibid.*
5. Grenoble, 22 févr. 1822.
6. Montpellier, 16 déc. 1822. *Sir., Coll. nouv.*, t. VII, 2, 136.
7. Riom, 26 juin 1824. *Ibid.*, t. VII, 2, 392. — *Dall., ibid.*
8. Bourges, 4 mai 1825 (aff. Bossu). — *Dall., ibid.*
9. Grenoble, 22 janv. 1827. *Sir., Coll. nouv.*, t. VIII 2, 317.
10. Agen, 21 août 1826. — *Dall., ibid.*
11. Agen, 20 juin 1827. — *Dall., ibid.*
12. Riom, 14 mai 1829 (aff. Raymond-Vernet). *Dall., ibid.*
13. Toulouse, 11 juin 1829. *Sir.*, 9, 2, 284, et *Anc.*, 1830, 2, 15. — *Dall., ibid.*
14. Nimes, 19 août 1830. *Sir.*, 1831, 2, 318.
15. Limoges, 14 déc. 1831. *Sir.*, 1832, 2, 193. — *Dall., ibid.*
16. Grenoble, 20 juillet 1832. *Sir.*, 1832, 2, 531. — *Dall., ibid.*
17. Poitiers, 7 août 1833 (aff. de Suzannet). — *Dall., ibid.*
18. Caen, 25 juill. 1837. *Sir.*, 1837, 2, 436.
19. Angers, 18 juill. 1839. *Sir.*, 1843, 1, 689.
20. Metz, 1er déc. 1840 (aff. Guissard).
21. Orléans, 5 déc. 1842. *Sir.*, 1846, 2, 1. — *Dall., Pér.*, 1845, 4, 398.
22. Rouen, 3 ou 10 mars 1844. *Sir.*, 1845, 2, 242. — *Dall., Pér.*, 1845, 2, 95.
23. Riom, 25 avril 1845. *Sir.*, 1845, 2, 289. — *Dall., ibid.*, 1845, 2, 187.
24. Grenoble, 4 août 1845. *Sir.*, 1845, 2, 551. — *Dall., ibid.*, 1845, 2, 185.
25. Caen, 4 août 1845. *Sir.*, 1846, 2, 56. — *Dall., ibid.*, 1846, 2, 234.
26. Dijon, 20 déc. 1845. *Sir.*, 1846, 2, 59. — *Dall., ibid.*, 1846, 2, 234.

Note de Devilleneuve, sur ces arrêts (4 col.).

27. Cass, 20 déc. 1845 (aff.). *Sir.*, 1846, 2, 1. (Note de Devill. (1 col.). — *Dall., ibid.*, 1846, 2, 234.
28. Paris, 3 février 1846. *Sir.*, 1846, 2, 62. — *Dall., ibid.*, 1846, 2, 234.
29. Nancy, 14 juillet 1849. *Sir.*, 1851, 2, 394. — *Dall., ibid.*, 1850, 2, 208. — Cf. sup. n° 1636.
30. Grenoble, 15 déc. 1849. *Sir.*, 1850, 2, 65. — *Dall., ibid.*, 1850, 2, 77. — Cf. sup. n° 1636.
31. Amiens, 7 déc. 1852. *Sir.*, 1854, 1, 513. — *Dall., ibid.*, 1853, 2, 127.
32. Agen, 16 mars 1853. *Sir.*, 1833, 2, 222. — *Dall.*, 1853, 2, 128.
33. Amiens, 17 mars 1853. *Sir.*, 1855, 2, 102. — *Dall., ibid.*, 1853, 2, 239.
34. Riom, 16 févr. 1854. *Sir.*, 1854, 2, 614. — *Dall.*, 1855, 2, 61.
35. Bastia, 23 janv. 1855. *Sir.*, 1855, 2, 97. — *Dall., ibid.*, 1855, 2, 149.
36. Paris, 14 juin 1855 (Boufflers). *Sir.*, 1855, 2, 490. — *Dall., ibid.*, 1855, 5, 334.

Réquis. de l'av. gén. MOREAU, ap. *Gaz. Trib.*, 6 juillet 1855; — *J. des not. et des av.*, 1855, n° 15552.

37. Cass. Req. 5 mars 1856. — *Dall., ibid.*, 1856, 1, 97.
38. Colmar, 9 févr. 1858. *Sir.*, 1860, 2, 454.
39. Riom, 12 mars 1858 (Lavialle), Cassé. *Sir.*, 1859, 1, 812.
40. Paris, 1er mars 1860. *Sir.*, 1860, 2, 457. — *Dall., ibid.*, 1860, 2, 211.
41. Agen, 23 mai 1860. *Sir.*, 1860, 2, 460. — *Dall., ibid.*, 1860, 2, 210.
42. Bourges, 14 juin 1860 (Lavialle). *Sir.*, 1860, 2, 458. — *Dall., ibid.*, 1860, 2, 211.
43. Bordeaux, 21 août 1860. *Sir.*, 1860, 2, 461. — *Dall., ibid.*, 1860, 2, 167.
44. Bordeaux, 3 déc. 1860. *Sir.*, 1861, 2, 625. — *Dall., ibid.*, 1862, 2, 44.
45. Douai, 4 juin 1861. *Sir.*, 1861, 2, 627. — *Dall., ibid.*, 1862, 2, 44.
46. Rennes, 10 aout 1863. *Sir.*, 1863, 2, 208. — *Dall., ibid.*, 1864, 2, 236.
47. Cassat., 27 nov. 1863 (aff. *Lavialle*). *Sir.*, 1863, 1, 513. — *Dall., ibid.*, 1864, 1, 5.

V. les débats de l'aff. et les observat. des arrêtistes, sup. n° 1625; 1627, II, et 1628, IV.

Depuis, les Cours d'appel se conforment généralement à la jurisprudence de ce dernier arrêt. Add. dans le même sens :

48. Montpellier, 8 mars 1864. *Sir.*, 1864, 2, 145. — *Dall.*, 1864, 2, 236.
49. Paris, 9 juin 1864. *Sir., Ibid.* — *Dall., ibid.*
50. Grenoble, 30 juin 1864. — *Dall., ibid.*
51. Paris, 11 mai 1865 (Delpy). *Sir.*, 1865, 2, 185, et Dissert. d'Em. MOREAU (8 col.). V. infr. n° 1853. — *Dall.*, 1866, 2, 86.
52. Dijon, 20 nov. 1865. *Sir.*, 1866, 2, 221. — *Dall.*, 1866, 2, 86.
53. Cass. civ., 13 août 1866. *Dall.* 1866, 1, 465 et note de THIERCELIN (5 col.). V. infr. n° 1853.
54. Dijon, 10 avril 1867. *Sir.*, 1867, 2, 275. — *Dall., ibid.*, 1867, 2, 228.
55. Cass. civ., 22 août 1870. *Sir.*, 1870, 1, 428. — *Dall., ibid.*, 1871, 1, 153.
56. Grenoble, 5 janv. 1871. *Dall., ibid.*, 1871, 2, 209.

A ces arrêts il convient d'ajouter ceux qui, sans adopter catégoriquement la même jurisprudence, ont accueilli un système intermédiaire, exclusif toutefois du cumul, celui d'après lequel l'enfant donataire renonçant ne peut retenir le don que jusqu'à concurrence de la quotité disponible, mais doit l'imputer d'abord sur sa réserve et subsidiairement sur la quotité disponible qui, pour le surplus, est restée par suite à la libre disposition du donateur.

1. Turin, 1er avril 1812. — *Dall., Rép.*, v°. *Succes.*, n° 1029.
2. Grenoble, 30 juin 1826. *Sir., Coll. nouv.*, t. VIII, 2, 251. — *Dall., ibid.*, n° 1034.
3. Bastia, 24 juill. 1827. *Dall., ibid.*
4. Agen, 6 juin 1829. *Dall., ibid.*
5. Toulouse, 16 juillet 1829. *Sir., Coll. nouv.*, t. IX, 2, 301. — *Dall., ibid.*
6. Cass. Req. 11 août 1829. — *Dall., ibid.*
7. Cass. civ., 25 mars 1834. — *Dall., ibid.*
8. Aix, 13 févr. 1835. *Sir.*, 1835, 2, 265. — *Dall., ibid.*
9. Limoges, 4 déc. 1835. *Sir.*, 1836, 2, 95. — *Dall., ibid.*

Rappelons, en terminant, qu'une pétition a été adressée, en 1865, au Sénat, par un sieur Dufò, à l'effet de faire décider législativement que « par exception aux art. 786 et 845, la part du renonçant qui absorbe la réserve par son don, au lieu de rentrer dans la réserve, qui appartient par égale portion à tous les héritiers, serait attribuée tout entière au donataire par préciput, qui sans cela ne trouverait pas à exercer son avantage. »

V. sur cette pétition :

1652. SUIN. — Rapport au Sénat. — Ap. *Monit.*, 1866.

Reprod. ap. *Rev. crit.*, t. XXVIII, p. 274-280. L'ord du jour a été adopté.

V. encore, sur le droit de Rétention en général, inf. au titre du NANTISSEMENT.

Art. 846 à 850, nt.

Art. 851.

1653. LABBÉ. — Du Rapport des dettes, par J.-E. LABBÉ, agr. Fac. de Paris. — In-8, 44 p. *Paris*, Marescq aîné, 1859.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. VII (1er 1859), p. 447-514. Réuni à d'autres écrits du même auteur, ap. *Dissertations*, etc., V. sup. n° 77.

Art. 852-853, nt.

Art. 854 (et 911).

1654. HENNEQUIN. — L'Acte sous seing privé constituant une société commerciale entre un père et son fils, enregistré et publié dans la forme réglée par le Code de commerce, est-il un acte authentique dans le sens de l'art. 854, C. c., qui ne dispense l'héritier du rapport, pour les associations faites sans fraude entre lui et le défunt, qu'autant que les conditions en ont été réglées par un acte authentique? — En conséquence, l'héritier, dans ce cas, peut-il être dispensé du rapport des bénéfices qu'il a faits dans l'association ainsi constatée? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*. 8 fév. 1854, et 27 janv. 1855.

Paris, 28 déc. 1854. *Str.*, 1855, 2, 344.

Art. 855-856, nt.

Art. 857.

1655. *** — L'héritier qui est en même temps légataire par préciput de la quotité disponible, peut-il obliger ses cohéritiers à rapporter fictivement ce qui leur a été donné en avancement d'hoirie pour calculer l'étendue de cette quotité?— En d'autres termes, la quotité disponible doit-elle être calculée sur la masse totale des biens, y compris les biens donnés? Examen doctr. — Ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. VIII, 1, 383 (12 col.).

Cass. ch. réunies, 8 juill. 1826 (St-Arroman).

V. encore sous les art. 913 et 922, et sup. n° 1631.

Art. 858, nt.

Art. 859.

1656. LEFEBVRE. — Rapport à succession. Donation d'un immeuble. Dispense de rapport en nature. — Condition de payer une somme d'argent. Prédécès du donateur sans enfants; par A. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 août, 6 déc. 1871.

Art. 860 à 867, nt.

Art. 868.

1657. COMBE. — Office. Prix. Rapport à succession. — Pouvoir des tribunaux quant à l'appréciation du prix; par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 9 nov. 1872.

Agen, 3 mars 1872 (aff. Meilhan).

1658. PAULTRE. — Liquidation de succession. Rapport. Assurance sur la vie; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII, (1867) p. 401-414.

L'enfant doté au moyen d'un capital assuré, payable lors de son mariage, doit-il le rapport du capital déboursé, ou du capital assuré?

1659. *** — Du Bénéfice de l'assurance sur la vie, au point de vue des successions et des rapports. Revue de jurisprudence. — Ap. *Gaz. Trib.*, 28 janv. 1875.

Art. 869, nt.

SECTION III. — *Du Payement des dettes*

1660. ARNAULT-MÉNARDIÈRE. — Du Payement des dettes dans les successions *ab intestat*, testamentaires et contractuelles. Th. D. (Poitiers), par Cam. ARNAULT - MÉNARDIÈRE, av. — In-8, 10 ff. 1/2. *Poitiers*, impr. Dupré, 1856.

1661. BERTAULD. — Du Payement des dettes et des legs, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. I. 270-297.

V. sup. n° 61.

1662. BITTER. — Dissertation sur l'obligation des héritiers et autres successeurs de payer les dettes de la succession, traitée d'après les principes du droit romain et de l'ancienne législation française comparés à ceux établis par les C. civ. et de Pr. civ., par P.-D.-J. BITTER. — In-4, 78 p. *Coblentz*, 1807.

Thèse de Doct.

1663. BOURROUILLOU. — Des Dettes de succession en droit romain et en droit français. Th. D., par Jos. BOURROUILLOU, av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1869.

Cette étude, d'une lecture agréable, se recommande surtout par une certaine finesse d'analyse.

1664. DE CAQUERAY. — Paiement des dettes dans les successions; par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. Rennes. — Ap.

Rev. Pr., t. XII (2e 1861), p. 49-77, 242-281.

1665. CHANVIN. — Du Paiement des dettes par les successeurs universels; Th. D. par EM. CHANVIN. — In-8, 184 p. *Saint-Omer*, impr. Chanvin, 1859.

1666. GARRAUD. — Du Paiement des dettes héréditaires en cas d'insolvabilité de la succession du débiteur. Th. D., par GARRAUD. — In-8, *Paris*, 1873.

1667. LEROUX. — Des Créanciers héréditaires. Th. D., par A. LEROUX. — In-8, *Paris*, 1852.

1668. LOUCHET. — Du Paiement des dettes dans les successions testamentaires, Th. D., par LOUCHET. — In-8. *Paris*, 1864.

Art. 870-872, nt.

Art. 873.

1669. DEROUET. — Succession. Dettes. Héritiérs. Antinomie prétendue entre les art. 873, 1220, 2092 et 2093 du C. Nap., par A. DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. Pr.*, t. IX (1er 1860), p. 529-542.

Réponse à l'art. suiv.

1670. LAFONTAINE. — D'une antinomie entre les principes posés par les art. 2092, 2093, 873 et 1220 du C. Nap., par LAFONTAINE, cons. à Orléans. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1859.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XV (2e 1859), p. 334-356.

Art. 874 à 877, nt.

Art. 878-881.

1671. BOITELLE. — Acceptation pure et simple. Créanciers à terme ou conditionnels. — Lorsqu'une succession est acceptée purement et simplement, les créanciers ou légataires à terme ou conditionnels du défunt ont-ils le droit, pour le paiement de leurs créances ou de leur legs, d'exiger de l'héritier des garanties qu'il ne serait pas obligé de leur fournir aux termes de leur contrat ou du testament du *de cujus?* par BOITELLE, av., d. e. d. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XLII (1876), p. 85-93.

1672. LABBÉ. — Les créanciers du défunt qui ont pris inscription sur les immeubles de la succession acquièrent-ils, par cela seul, un droit de suite sur ces immeubles et peuvent-ils, par conséquent, surenchérir en cas de vente? Examen doctr., par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1872, 1, 153.

Cass. 27 juill. 1870 (Benassy).

Sur la *Séparation des patrimoines*. V. sup. *Bénéfice d'inventaire*, nos 1556 et suiv.

Art. 879-881 nt.

Art. 882.

1673. BOISSONADE. — De l'Exception apportée, en matière de partage, aux principes de l'action Paulienne ou révocatoire; par G. BOISSONADE, av., d. e. d. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1856. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. IX (2e 1856), p. 450-458.

1674. LE GENTIL. — I. Partages frauduleux. Créanciers non opposants; par C. LE GENTIL, j. à Arras. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 248-256.

Inséré sous le titre de : *Dissertation sur le droit conféré aux créanciers par l'art.* 882 *C. N.*, ap. *Dissertations juridiques*, t. 1er, p. 90. V. sup. n° 80.

II. Dissertation sur le point de savoir si, par application et extension des prescriptions de l'art. 882, les créanciers antérieurs à une stipulation d'indivision frauduleuse et lésive de leur intérêt, peuvent attaquer cette indivision, bien qu'ils n'y soient pas intervenus et n'y aient formé aucune opposition. — Ap. *Dissertations*, t. I, p. 123-129.

Add. Exam. doctr. (anonyme) de Cass. civ. 9 juil. 1866 (Brunaud). Ap. *Dall.*, 1866, 1, 369 (5 col.).

SECTION IV. — *Des Effets du partage et de la garantie des lots.*

Art. 883.

1675. BERTAULD. — Récentes Applications de l'art. 883 du C. Nap. — Examen doctrinal de la jurisprudence, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 385-399.

Inséré ap. *Questions pratiques*, t. 1er, p. 244-269 (v. sup. n° 61), sous le titre de : *Interprétation de l'art.* 883 *du C. Nap.*

1676. BOCQUILLON. — De l'Effet déclaratif du partage et de la licitation. Th. D., par L.-J.-A. BOCQUILLON. — In-8, 184 p. *Saint-Germain-en-Laye*, impr. Beau, 1861.

1677. BROUSSARD. — De l'Effet déclaratif du partage. Th. D. (Poitiers), par BROUSSARD. — In-8. *Poitiers*, 1867.

1678. DESSON DE SAINT-AIGNAN. — Des Effets du partage. Th. D., par DESSON DE SAINT-AIGNAN. — In-8. *Paris*, 1870.

1679. DU CAURROY. — Des Effets du Partage et de la licitation, par DU CAUR-

ROY, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Droit*, mai 1850. Reprod. ap. *J. du Not.*, 15 mai 1850.

1680. ESCOT. — Des Effets du partage. Th. D., par ESCOT. — In-8, 1875.

1681. FAVRE. — De l'Origine et des effet de la maxime « Le partage est déclaratif de propriété ». Th. D., par Léon FAVRE, av. — In-8, 396 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1872.

1682. GIROD. — Des Effets du partage. Th. D., par GIROD. — In-8. *Paris*, 1872.

1683. LAMY. — Des Effets déclaratifs du partage. Th. D., par LAMY. — In-8. *Paris*, 1869.

1684. LIÉGEARD. — De l'Origine, de l'esprit et des cas d'application de la maxime : « Le partage est déclaratif de propriété. » Mém. couronné par la Fac. de dr. de Dijon, le 15 nov. 1854 ; par Stép. LIÉGEARD. — 2e *éd.*, in-8 11 ff. 1/4. *Paris*, A. Durand ; *Dijon*, Lamarche et Drouelle, 1856.

La 1re éd. in-8, 8 ff. 1/2. *Dijon*, impr. Loireau-Feuchot, 1854.

1685. LORENCHET DE MONTJAMONT. — Des Effets du partage. Th. D., par LORENCHET DE MONTJAMONT. — In-8, 1867.

1686. PILLEMENT. — De l'Effet déclaratif du partage. Th. D., par PILLEMENT. — In-8, 1868.

1687. RODIÈRE. — Des Effets déclaratifs du partage. par RODIÈRE.

Ce mém. a été lu à l'Acad. de Législ. de Toulouse, à la séance du 30 déc. 1851, et analysé t. 1er du *Rec. de l'Acad.* p. 37-40.

1688. TAMBOUR. — De l'Effet déclaratif du partage. Th. D., par E. TAMBOUR. — In-8. *Paris*, 1858.

1689. VALABRÈGUE. — Étude historique sur l'art. 883 du C. c., par E. VALABRÈGUE, av., d. e. d. — In-8, 32 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874.

Extr. de la *Revue Pr.* t. XXXIV. (2e 1872.) p. 483-513.

1690. DE VALROGER. — Origines et Effets de la maxime « Le partage n'est que déclaratif de propriété » ; par DE VALROGER, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 108.

Leçon de Concours. *Le Droit* a reproduit une autre composition du même prof. faite à ce concours « Le mort saisit le vif ».

V. enc. inf. sous l'art. 1220.

1691. BERGER. — De l'Adjudication sur licitation, à laquelle participe un étranger cessionnaire de droits successifs ; par E. BERGER, j. de p. à Bourganeuf. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XLII (1876), p. 534-546.

A propos de Cass. 29 mai 1876. *Sir.*, 1876, 1,297 (3 col.).

1692. FERRY. — Les acquéreurs à titre particulier de la part d'un cohéritier, dans certains immeubles de la succession, sont-ils, comme les créanciers hypothécaires sur ces mêmes biens, soumis aux chances du partage ? En d'autres termes, l'art. 883 leur est-il applicable ? par FERRY, av. — Ap. *Thémis*, t. VIII (1826), p. 33-45.

1693. LABBÉ. — La Licitation est-elle assimilée au partage dans tous les cas, et l'art. 883 lui est-il toujours applicable ? Exam. doctr., par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1875, 1, 449 ; et *J. Pal.*, 1875, p. 1151 (7 col.).

Cass. 8 mars 1875.

Add., sur l'applicat. de l'art. 883 aux cessionnaires de droits successifs. Exam. doct. de cassat. 12 août 1856 (Mesplis), ap. *Dall.* 1856 (6 col.). *Sir.*, 1857, 1,665.

1694. DUQUAIRE. — De l'Hypothèque sur les immeubles indivis. Étude sur l'art. 883 C. Nap. appliqué en matière d'hypothèque ; par V. DUQUAIRE, av. à Lyon, etc. — Ap. *Rev. Crit.*, t. III (1853), p. 806-821.

1695. ***. — D'après l'art. 883, C. c., les hypothèques concédées par un héritier ou obtenues contre lui pendant l'indivision sur un immeuble héréditaire dont son cohéritier est devenu propriétaire par licitation, ne sont-elles pas anéanties d'une manière absolue, et, par suite, ne doivent-elles pas être sans effet sur la soulte de partage aussi bien que sur l'immeuble lui-même ? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 465.

1696. LEFEBVRE. — Communauté ; Récompense ; Succession ; Licitation. Combinaison des art. 883 et 1433 C. c ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 22 juill. 1865.

Cet art. est une réponse à un autre art. de M. H. BOSCH, av. à Bruxelles, inséré dans le *Monit. du Not. et de l'Enr. de Belgique*, 9 juil. 1865.

Art. 884 à 886.

1697. LEFEBVRE. — Pour être efficace, la clause de non-garantie doit prévoir la cause d'éviction ; par Alph. LEFEBVRE,

av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 29 déc. 1869.

1698. LIÉNART. — De l'Obligation de garantie en matière de partage. Th. D., par LIÉNART. — In-8. *Caen*, 1865.

V. enc. infr. sous les art. 1625 et s.

SECTION V. — *De la Rescision en matière de partage.*

Art. 887-892.

1699. BERTAULD. — De la Lésion en matière de partage ordinaire et de partage d'ascendants, par BERTAULD, prof. Fac. Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. I, p. 440-452. (V. sup. n° 61.)

1700. FOUCHER. — De la Rescision en matière de partage de succession, d'après la législation française; par V. FOUCHER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. III, p. 608.

Sur la rescision en matière de partage d'ascendants V. au titre suivant, chap. VII.

TITRE DEUXIÈME.

DES DONATIONS ENTRE VIFS ET DES TESTAMENTS.

Décrété le 13, promulgué le 23 floréal an XI (3-15 mai 1805).

A. GÉNÉRALITÉS.

1701. BAYLE-MOUILLARD — V. GRENIER.

1702. BERNARDI. — Commentaire de la loi du 13 floréal an XI, relative aux Donations et Testaments; par J.-E. BERNARDI, ex-législ., chef au minist. du Gr. Juge. — In-8. *Paris*, Rondonneau, 1804. (4 fr. à la public.)

1703. COIN-DELISLE. — Commentaire du titre des Donations et Testaments (Code Nap., liv. III, tit. II), par COIN-DELISLE. av., etc. — *Nouv. éd.*, 1 vol. in-4, 78 ff. 1/2. *Paris*, Durand; — Cotillon, 1855. (20 fr. *Rare.*)

La 1re éd. a paru en 2 part. *Paris*, l'auteur; impr. Lenormant, 1840-41.

Ce comment. est l'ouvrage le plus considérable de ce jurisconsulte distingué, dont le talent et la science se sont éparpillés en une quantité de petites monographies. Chacun des articles du titre des Donations, etc., y est largement développé dans une série de nos que précède, suivant la méthode constante de l'auteur, un résumé succinct où il est facile de trouver la solution cherchée. C'est un de ces livres qui sont mieux appréciés à mesure qu'ils sont plus connus, et qui font autorité dans la science.

Un extrait de l'ouvrage de C.-D. a été inséré sous le titre de *Testament public, notaire*, ap. *J. du Not.* 16 févr. 1850.

V. Art. Crit. Ap. *Droit*, 1841.

1704. COMMAILLE. — Nouveau Traité des Donations entre vifs, testamentaires, et des Successions, suivant les principes du Code civil, avec des modèles et formules des actes de donations entre vifs, testament, partage, etc.; par COMMAILLE. — 2 vol. in-8, 1804. (10 fr.)

1705. DEMOLOMBE. — Traité des Donations entre vifs et des Testaments. — 4e *éd.*, 6 vol. in-8. *Paris*, 1872. (48 fr.)

Forme les t. XVIII à XXIII du *Cours de C. civ.* — Il n'y a pas eu exactement de 4e éd. du Traité, les premiers vol. seulement ont eu 4 éd. ou mieux 4 tirages. Le 1er vol. a paru en 1861, le 2e en 1862, les autres les années suivantes; en 1863, on a fait un 2e tirage du t. Ier, en 1864, des t. II, III, IV, avant que les derniers vol. aient paru.

V. Art. crit. de VERNET ap. *R. Pr.* t. XIV (1862), p. 101-111. V. sup. n° 1646.

1706. DESQUIRON. — Le Nouveau Furgole, ou Traité des Donations entre vifs et des Testaments, par DESQUIRON. — 2 vol. in-4. *Paris*, 1810. (15 fr.)

V. Sup. n° 387.

1707. FIRMIGIER-LANOIX. — Code des Successions, ou Traité complet des dispositions du Code civil relativement aux successions, donations et testaments, etc., etc.; par FIRMIGIER-LANOIX, etc. — 2 vol. in-12.

V. Sup. n° 1398.

1708. GRENIER. — Traité des Donations, des Testaments et de toutes les autres dispositions gratuites, suivant les principes du Code civil; précédé d'un discours historique sur l'ancienne législation relative à cette matière; par le baron GRENIER, prem. prés. à Riom. — 4e *éd.*, considérablement augmentée par BAYLE-MOUILLARD, cons. C. Cass. — 4 vol. in-8. *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1844-1849. (30 fr.)

La 1re éd. du Traité des Donations a paru en 3 vol. in-8°. *Paris et Clermont-Ferrand*, 1807; la 2e en 1812. *Ibid.*, 2 vol. in-4°; la 3e aussi à *Clermont*, 1826-27, 2 vol. in-4°. A ces trois éd. le titre porte: « On y a joint un Traité de l'Adoption et de la Tutelle officieuse, précédé d'un discours historique sur l'adoption. » L'éditeur a publié séparément un supplément en 1 vol. in-4, 1827, contenant toutes les additions insérées dans la 3e éd., destiné spécialement à ceux qui possédaient la 2e éd. M. BAYLE-MOUILLARD a placé en tête de son éd. une *Notice sur la Vie et les travaux de M. le baron Grenier*, qui a été reprod. *in extenso* ap. *J. du Notar.*, 8, 12 nov. 1844.

L'ouvrage de Grenier a été longtemps le meilleur sur cette partie du Code. L'édition qu'en a donnée M. le cons. B. M. l'a mis au courant de la jurisprudence et des progrès de la science, et lui permet de soutenir la comparaison avec les ouvrages plus récents de nos meilleurs jurisconsultes.

V. sur la 1re éd. de ce Traité un art. ap. *Biblioth. du Barreau*, 1809, t. 1er, p. 49-106; 173-193 et t. II, p. 5-30.

1709. POUJOL. — Traité des Donations entre vifs et des Testaments, ou Commentaire du titre II du livre III du Code civil; par POUJOL, prés. à Colmar. — 2 vol. in-8. *Paris*, Nève, 1836. (12 fr.; 18 fr. à la public.)

Avec cette épigraphe : « La véritable doctrine qui consiste dans la connaissance de l'esprit des lois est supérieure à la connaissance des lois mêmes. » (D'Aguesseau.)

Les Catal. de librairie indiquent l'année 1842 comme date de ce traité : ce n'est qu'une modification de titre, car l'ouvrage n'a eu qu'une édition en 1836.

Bon livre au succès duquel ont nui des publications plus récentes, mais qui se recommande par une méthode sûre et l'exposition dogmatique des principes.

V. Art. crit. de COTELLE, ap. *Rev. Wol.*, t. VII, p. 59.

1710. RODIÈRE. — Considérations sur le titre des Donations et Testaments, par RODIÈRE, — Ap. *Rec. Acad. de Législ. de Toul.*, t. VIII (1859), p. 87-106.

Ces considérations sont relatives à : 1° Réserve et quotité disponible. 2° Forme et irrévocabilité des donations. 3° Formes et effets des testaments. 4° Substitutions fidéicommissaires. 5° Partages d'ascendants.

1711. SAINT-ESPÈS-LESCOT.— Des Donations entre vifs et des Testaments, ou Commentaire du titre II du livre III du Code civil; par E. SAINT-ESPÈS-LESCOT, av. (puis prés. à Bazas et à Périgueux), etc. Ouvrage précédé d'une introduction historique par ISAMBERT, cons. C. Cass. — 5 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1849-1861 (35 fr.)

L'ouvrage avait été annoncé comme devant avoir 8 vol., il n'en a pas excédé 5. Chacun d'eux présente l'exposé d'une matière spéciale indiquée en sous-titre, et forme une monographie complète; il se vend séparément 7 fr. Voici la division de l'ouvrage d'après les sous-titres :

T. 1er Des Substitutions prohibées et de la capacité de disposer et de recevoir, 1849. — T. II. De la Portion disponible et de la réduction. 1849. — T. III. De la Forme des donations entre vifs et de leur irrévocabilité. 1855. — T. IV. Des Règles sur la forme des testaments, des Institutions d'héritiers et des legs. 1858. — T. V. Des Exécuteurs testamentaires; de la Révocation des testaments et de leur caducité; des Dispositions permises en faveur des petits enfants et des neveux du donateur; des Partages d'ascendants, etc. 1861.

Sous chaque article du Code, l'auteur s'occupe d'abord de l'origine de la disposition; puis il expose les théories diverses qui se sont fait jour, soit dans l'ancien droit, soit dans le droit moderne; il en vient ensuite à poser les principes qui doivent servir de guide pour l'interprétation de notre législation actuelle; enfin il termine par l'examen des questions spéciales qui ressortent du texte de la loi : il a voulu se tenir dans une espèce de milieu entre la théorie et la pratique et les éclairer l'une par l'autre. Le plan est bien conçu et bien exécuté.

L'introduction composée de 9 ff. est un travail de M. ISAMBERT des plus remarquables.

1712. TISSANDIER. — Traité de la Transmission des biens par succession, donation et testament; par TISSANDIER. — 8 vol. in-8, 1805. (25 fr.)

V. sup. n° 1405.

1713. TROPLONG. — Des Donations entre vifs et des Testaments, ou Commentaire du titre II du livre III, du Code Nap.; par TROPLONG, prem. prés. C. de Cass. — 3e *éd.*, 4 vol. in-8. *Paris*, impr. et libr. Plon, 1872.

La 1re éd. a paru en 1855, 4 vol. chez Ch. Hingray; la 2e en 1862, au *Journal des Not. et des Av.* La 3e a été publiée après la mort de T.

Le Comment. des Donations, etc., est le dernier ouvrage du 1er prés. T.; comme ses précédents écrits, il se passe de toute appréciation particulière : on y rencontre les mêmes qualités et les mêmes défauts que dans ses aînés; et l'on ne peut que se référer à ce qui est dit sup. n° 91.

V. au surplus art. crit. de G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit. univ.* 1855, p. 1199, et 1856, p. 619 et 775; — de H. SALLÉ, ap. *Droit*, 17 juillet 1857.

Les commentaires de T. ont été contrefaits en Belgique. Celui des *Donat. et Test.* est en 2 vol. gr. in-8 à 2 col. et porte au titre *Édit. annotée des arrêts belges.* (20 fr.)

1714. VAZEILLE. — Résumé et Conférence des commentaires du Code civil sur les Successions, Donations et Testaments; par VAZEILLE. — 3 vol, in-8, 1847. (21 fr.)

V. sup. n° 1406. — Les Donations et Testaments sont compris dans les t. II et III.

1715. J.-M. D***. — Code des Successions, Donations, Testaments, Partages et Restitutions; contenant le texte des lois, leurs motifs, les rapports, les discours auxquels ils ont donné lieu et les lois transitoires; suivi de notes et d'observations établissant la concordance et la différence entre les lois anciennes et les nouvelles; par J.-M. D***, anc. jurisc. et juge au trib. de la Seine; avec une table analyt. et raisonnée des matières. — 2 part. in-8. *Paris*, Garnery, 1803. (4 fr.)

— *Le même.* 2 vol. in-12. *Ibid.* (3 fr.).

1716. DE LAURENS. — Traité sur les Successions et les Donations, au point de vue du droit et de l'enregistrement comparés, etc.; par L. DE LAURENS. — 2 vol. in-8, 1865-66.

V. sup., n° 422.

Du Droit de tester et de la Liberté testamentaire.

On s'est beaucoup préoccupé depuis plusieurs années et à des points de vue bien différents de la réforme de notre droit

successoral, et de la recherche d'une combinaison meilleure des principes de l'hérédité et de la faculté testamentaire.

En 1849, une proposition de loi avait été soumise à l'Assemblée nationale, et rejetée. (Voir le compte-rendu ap. *Rev. Wol.*, t. XXXVII, p. 317.) Depuis, la question s'est représentée devant le corps législatif et la controverse s'est rouverte. Elle a trouvé un nouvel aliment dans un célèbre amendement formulé par cinquante-six députés au projet d'adresse de 1865 (v. *Moniteur*, 6 avril 1865, et infr. nº 1757); nous lui devons des études remarquables qu'il ne nous était pas permis d'omettre. Cette considération nous a déterminé à ouvrir ici une sorte de parenthèse pour y comprendre les éléments les plus récents de la question, qui, sans toucher immédiatement au droit positif en matière de dispositions à titre gratuit, se rattachent cependant aux règles de la réserve et de la quotité disponible dont ils discutent et mettent en lumière les principes fondamentaux. V. infr. sous les art. 913 et suiv. (1).

1717. ANCELOT. — I. De la Succession en ligne directe, et du Droit de tester devant la tradition, la morale et l'économie politique; par ANCELOT, prés. de ch. à Riom. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXV (2e 1869), p. 214-239; t. XXXIX (2e 1870), p. 329-360.

II. Un dernier mot sur la succession en ligne directe et le droit de tester. — *Ibid.*, 1871-72, p. 287-300.

1718. BATBIE. — De la Liberté de tester, par A. BATBIE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 531-551.

M. B. a abordé ce problème à son cours d'économie politique, et sa leçon a été reprod. ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. II, p. 39-45.

1719. BAUDRILLART. — La Famille et la Loi de succession en France, par H. BAUDRILLART. — Ap. *Rev. des deux Mondes*, 15 avril 1872.

1720. BÉDARRIDE. — De la Transmission des biens par succession, et de la Liberté testamentaire, par J. BÉDARRIDE. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. II, p. 217-233.

(1) Nous n'avons toutefois indiqué ici que les ouvrages traitant exclusivement le sujet au point de vue juridique, en omettant tous ceux où il n'est abordé que comme se rattachant à des considérations générales de philosophie du droit ou à des plans de réforme sociale et de réorganisation de la famille et de la propriété, à quelque point de vue que les auteurs se soient placés. Toutes ces matières sont réservées pour une autre partie de la *Bibliographie :* on trouvera d'ailleurs l'historique du sujet dans le livre de M. BOISSONADE cité inf. sous le nº 1722.

1721. BONNAL. — I. La Liberté de tester et la divisibilité de la propriété, par Edm. BONNAL, av. — In-8, 366 p. *Toulouse*, Bonnal et Gibrac; *Paris*, Guillaumin, 1866. (3 fr. 50.)

II. Le Droit d'hérédité dans la législation, le Droit comparé et l'Economie politique. — In-8, 534 p. *Paris*, Guillaumin et Ce; Thorin, 1875.

1722. BOISSONADE. — Histoire de la Réserve héréditaire et de son influence morale et économique (ouvrage couronné par l'Acad. des sc. mor. et polit.), par G. BOISSONADE, prof. agr. Fac. de Paris. — In-8, XV-746 p. *Paris*, Guillaumin et Ce, 1875. (10 fr.)

L'Académie des Sc. mor. et polit. avait mis au concours pour le prix ordinaire de l'année 1866, la question suivante : *Des droits de légitime et de réserve, ou de la liberté de tester.* Dans la séance du 8 juin 1867, elle a partagé le prix entre M. G. BOISSONADE et M. Ch. BROCHER, prof. de C. Civ. à l'Acad. de Genève. (V. inf. nº 1725.) Une mention honorable a été accordée à M. BOISSARD, av. gén. à Aix.

L'ouvrage ci-dessus énoncé est la transformation du Mémoire couronné et publié, produit par M. B. en 1868 sous le titre : *De la réserve héréditaire et de la liberté de tester*, in-8. *Paris*, et dont un court extrait avait été inséré ap. *Rev. crit.*, t. XXXI (2e 1867), p. 170-176, sous le titre : *Du taux de la réserve et de la quotité disponible.* M. B. a fait d'importantes additions à l'œuvre primitive et, à l'inverse, peu soucieux de rééditer ce que d'autres jurisconsultes ont écrit avant lui, il n'a pas hésité à sacrifier les développements purement juridiques de son mémoire sur la réserve dans le Code civil. C'est une œuvre des plus considérables au point de vue scientifique. Tandis que d'autres invoquent les intérêts économiques et en particulier ceux de l'agriculture, comme LE PLAY, M. B. s'appuie sur les principes mêmes du Code civ. pour en demander seulement une application plus large. Dans son dernier chapitre l'auteur formule en un projet de loi de 6 articles les modifications qui lui semblent désirables. Les principales dispositions consistent en une certaine extension de la quotité disponible, et la réduction de la réserve des ascendants; faculté aux ascendants ou pour les tribunaux de former des lots de biens de diverses natures.

V. Art. crit. de P. CAUWÈS, ap. *Rev. Crit.* 1872-73 p. 368-380.

1723. BOYER. — Le Droit de tester chez le père de famille, et ses limites légales; par Paul BOYER, av. à Grenoble. — In-8, 51 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1873. (1 fr. 25)

Lecture faite à la séance de rentrée de la conférence des avocats, le 20 déc. 1872.

1724. BRESSOLLES. — Observations sur un article du *Journal des Economistes* (juin 1865) demandant l'abolition de la réserve héréditaire, par G. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rec. de*

l'Acad. de législat. de Toul., t. XV, p. 37.

L'art. du *J. des Écon.* est indiqué inf. nº 1731.

1725. BROCHER. — Étude historique et philosophique sur la légitime et les réserves en matière de succession héréditaire, par Ch. BROCHER, d. et prof., m. de la C. de Cass. du cant. de Genève. — In-8, *Genève*, H. Georg; *Paris*, E. Thorin, 1868. (7 fr. 50.)

Mémoire couronné par l'Inst. de France, Acad. des Sc. mor. et polit.

M. B. a partagé avec M. BOISSONADE le prix au concours de 1867. (V. sup. nº 1722). Son Mémoire est aussi devenu un livre important d'un grand intérêt scientifique et pratique. Il est divisé en 2 part., l'une historique, l'autre philosophique et critique : après des considérations savantes sur la légitime et la réserve, il conclut en signalant les améliorations qui lui semblent devenues nécessaires.

1726. DE BUTENVAL. — Les Lois de succession appréciées dans leurs effets économiques par les chambres de commerce de France; par le Cte de BUTENVAL. — In-8, 111 p. *Paris*, Dentu; Guillaumin et Ce, 1875.

1727. CHAISEMARTIN. — De l'Esprit de la loi des successions en France et de son influence sur la propriété. Mémoire couronné le 31 déc. 1849 par la Fac. de Dr. de Poitiers; par A. CHAISEMARTIN, d. e. d. — In-8, 10 ff. 3/4. *Poitiers*, Pichot; *Paris*, Videcoq, 1850.

1728. COFFINHAL-LAPRADE. — Du Droit de tester et de quelques-unes de ses restrictions. Th. D., par COFFINHAL-LAPRADE, av. — In-8. *Paris*, 1865.

1729. COLLAS. — La Liberté de tester. Discours prononcé à la séance de rentrée de la conférence Proudhon, le 10 déc. 1869, par Em. COLLAS, av. à Dijon. — In-8, 51 p. *Dijon; — Paris*, Marescq aîné, 1870. (1 fr. 50.)

1730. DE CORNULIER-LUCINIÈRE. — La Liberté de tester, par le Cte DE CORNULIER-LUCINIÈRE. — 4e *édit.*, in-8, 593 p. *Orléans*, Herluison, 1874.

Ce livre s'est accru à chaque éd.; la 3e in-18 jésus, 453 p. est de 1873. — Ce qui explique le succès de cet ouvrage, c'est autant la forme que lui a donnée l'auteur que les recherches vraiment considérables auxquelles il s'est livré pour le composer. C'est un livre de polémique plutôt que de véritable science. « L'auteur, un ancien marin, est un adversaire décidé, ardent, passionné même, du droit de tester. Il ne connaît rien de plus inique, de plus funeste; il le considère comme une arme dangereuse, qu'il voudrait prohiber et briser, et il a pris soin d'avertir d'avance le lecteur de la haine que cette institution lui inspire en prenant pour épigraphe de son livre ce vers d'Horace :

Archilochum proprio rabies armavit iambo.

« Ce qu'il veut reconstruire, c'est la famille, et il comprend dans la famille tous les degrés de parenté, même les plus éloignés. Aussi veut-il aller plus loin que le Code lui-même dans l'affranchissement des droits de la famille. Il a juré une haine à mort au testament qui limite ces droits, qui permet d'y porter atteinte. » (Franck. rapp. à l'Acad. des Sc. mor., 3 fév. 1877.)

V. DEBACQ. — Quelques observations sur la loi successorale à propos du livre de M. DE CORNULIER, sur la liberté de tester, par G. DEBACQ, d. e. d., a. — ap. *Rev. crit.*, 1873, p. 246-251.

1731. COURCELLES-SENEUIL. — Du Droit de tester et de ses limites, par COURCELLES-SENEUIL. — Ap. *J. des Econ.*, 3e série. t. XLVI, p. 321.

Cf. sup. nº 1724.

1732. DEVIENNE. — De la Liberté de tester. Discours prononcé le 13 déc. 1867, à la séance de rentrée de la conférence du barreau de Lyon; par DEVIENNE, av. — In-8, 63 p. *Lyon*, impr. Mougin-Rusand, 1870.

1733. DUFOUR. — De la Liberté de tester, par Gabr. DUFOUR, av. C. Cass. — In-8, 32 p. *Paris*, Cotillon, 1870.

Ouvrage posthume extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 318-345.

1734. DURRIEUX. — La Liberté de tester, par Alcée DURRIEUX, av. — Ap. *Droit*, 21 août 1872.

1735. FABVRE. — De la Substitution fidéicommissaire dans la démocratie. Lu à l'Acad. des sc., b.-lettres et arts de Clermont (séance du 12 mai 1864) par FABVRE, not., etc. — In-8, 21 p. *Clermont-Ferrand*, Thibaud, 1864.

1736. FONTAINE. — De la Liberté de tester, par H. FONTAINE, av., d. e. d. — In-8. *Paris*, Marescq aîné; 1866.

Extr. de la *Rev. pr.*, t. XXI (1er 1866), p. 233-254.

1737. GREVIN. — L'Égalité dans la famille. Discours prononcé à l'audience sol. de rentrée de la Cour de Douai, le 3 nov. 1876, par P. GREVIN, av. gén. — In-8. *Douai*, impr. Six, 1876.

1738. GUÉRIN. — Projet de loi sur la liberté de tester, et Rapport de la commission présenté à la conférence Tocqueville (session 1875) par Urb. GUÉRIN, av. — In-8, 33 p. *Coutances*, Salettes, 1875.

1739. GUESDON. — Du Droit de disposer à titre gratuit. Th. D., par GUESDON. — In-8. *Rennes*, 1873.

1740. HALLAY. — De la Liberté testamentaire en France, par Maur. HALLAY, — In-8. *Paris*, Thorin, 1871. (1 fr. 75).

1741. JOUVE. — Étude sur nos lois successorales. Discours prononcé le 11 déc. 1867, à la séance sol. de rentrée de la conférence des avoc. de Marseille, par T. JOUVE, av. — In-8, 57 p. *Marseille*, impr. Barlatier-Feissat et Demonchy, 1869.

1742. LABADENS. — Le Droit de tester au triple point de vue du droit, du devoir et des exigences de la société actuelle; par l'abbé J.-A. LABADENS, curé d'Ardizas. — In-8, 32 p. *Toulouse*, impr. Hébrail, Durand et Ce, 1867.

L'abbé L. n'est pas le seul ecclésiastique qui soit entré en lice sur cette question. Nos institutions successorales ont été attaquées jusque dans la chaire, comme antichrétiennes par le P. Félix dans un de ses sermons à N.-D. (1866). La *Gazette de France*, l'*Union* et le *Monde*, ont été les organes les plus habituels et permanents des idées de M. Le Play, de M. de Veauce et de leur école.

1743. LAFERRIÈRE. — Question du Droit de tester, par LAFERRIÈRE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. V, p. 46.

1744. LOISEAU. — De la Liberté de tester. Discours prononcé à l'audience sol. de rentrée de la Cour d'Appel de Rouen du 4 nov. 1873, par L. LOISEAU, subst. — In-8, 38 p. *Rouen*, impr. Lecerf, 1873.

1745. LAIR. — La Liberté de tester, par Jos. LAIR, av. j. s. à S.-Jean-d'Angély. — In-8, 32 p. 1865.

Extr. du *Rec. Acad. lég. de Toul.*, t. XIV, p. 181-215.

1746. MILSANT. — Le Code et la Liberté. Liberté du mariage; liberté des testaments; par J. MILSANT. — In-8, 58 p. *Paris*, Germer-Baillière, 1865.

1747. OGER DU ROCHER. — Régime des successions, morcellement de la propriété. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de Rennes, le 7 nov. 18.., par OGER DU ROCHER, subst. du proc. gén. — In-8. *Rennes*, 18 .

1748. ONOFRIO. — De l'Origine du droit de tester, par J.-B. ONOFRIO. — In-8, 3 ff. 1/2. *Lyon*, impr. Perrin, 1844.

1749. PHILIS. — De l'Influence des institutions politiques sur la quotité disponible. Discours prononcé à la séance d'ouverture des conférences de l'ordre des avocats, le 22 nov. 1856, par Adalb. PHILIS, av. — In-8, 4 ff. *Paris*, impr. Bonaventure et Ducessois, 1856.

Inséré ap. *Droit* et *Gaz. Trib.*, 27 nov. 1856.

1750. PILASTRE. — De l'Abrogation de la réserve légale des enfants, par Ed. PILASTRE, av., d. e. d. — Ap. *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 437-451.

A propos de l'amendement de Veauce. V. infr. no 1757.

1751. PINARD. — Du droit de tester, Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la cour de Douai le 3 nov. 1862, par le proc. gén. PINARD. — *Douai*, imp. Six, 1863.

1752. QUÉNAULT. — Les Lois de succession et la constitution de la propriété foncière en France et en Angleterre, par M.-L. QUENAULT, s.-préf. de Coutances. — In-8, 38 p. *Coutances*, Daireaux, 1864.

1753. DE ROYER. — Du Droit de disposer par testament. Th. D., par C. DE ROYER, av, — In-8. *Paris*, 1870.

1754. TISSOT. — Inégalité réelle, au préjudice des aînés, des partages par portions égales, tels qu'ils sont usités dans les successions, et moyens d'y remédier. Considérations nouvelles présentées aux législateurs de tous les peuples par Am. TISSOT. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Didot aîné, 1817.

1755. TROPLONG. — Du Droit de tester, par TROPLONG.

Ap. *Droit*, 9. 10, 16 et 17 fév. 1853. *Reprod.* ap. *J. du Notar.*, 16, 23 mars, 6 et 13 avril 1853. — Extrait du Comment., alors inédit (il n'a paru qu'en 1855), des *Donations et Testaments*, sous l'art. 893, nos 12 à 31. Le même extrait a été inséré ap. *Gaz. Trib.*, 3, 7, 8, 12, 13 et 15 août 1855.

1756. TROUILLART. — La Liberté testamentaire. Discours prononcé à la séance de rentrée de la conférence Bonnenne, le vendr. 5 nov. 1875, par Am. TROUILLARD, av. — In-8, 34 p. *Niort*, impr. Favre, 1876.

1757. DE VEAUCE. — Liberté de tester, par le baron DE VEAUCE, dép. — In-8, 165 p. *Paris*, Dentu, 1864.

Add. : Le rapport sur sa proposition au Corps législatif et ses discours aux séances du 5 avril 1865, 7 et 8 mars 1866. — Le rapport de M. DEVIENNE sur la pétition qui avait été adressée au Sénat, ap. *Monit.*, 13 juin 1866, p. 740.

1758. WURTH. — De la Liberté de tester. Discours prononcé à la rentrée de la Cour d'appel de Gand, par le proc. gén. WURTH. — Ap. *Belgique judic.*, 1872.

Reprod. ap. *J. du Notar.*, 29 janvier, 5, 8 février 1873.

V. enc. ROBERT. — De l'Influence de la loi des successions sur le développement des colonies. Avec une notice sur l'Union de la paix sociale,

par ROBERT, chan. de Rouen. — In-8, 28 p., *le Havre,* Mignot, 1876.

V. enc. notamment LE PLAY, l'Organisation de la famille selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps *Paris*, Téqui, 1871. — L'auteur y résume ses convictions et ses précédentes études sur ce sujet consignées dans son grand ouvrage sur la *Réforme sociale.* — Du même, une série d'articles publiés sous le titre de : « La Question sociale, la Famille et la Propriété », ap. la *Patrie,* 5, 7, 9, 11, 13 et 17 mai 1858. PAILLARD DE VILLENEUVE y a répondu, mais seulement quant au droit de tester, par un art. inséré sous le même titre ap. *Gaz. Trib.*, 17-18 mai 1858.

Cf. aussi inf. nos 1800 et suiv. et sous les art. 1075 et suiv.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 893-895.

1759. BAUBY. — I. De la maxime *Donner et retenir ne vaut*, son origine, son histoire. Quelle influence a-t-elle exercé sur le Code Nap.? Th. D., par Just. BAUBY, av. — In-8, 7 ff. 1/4. *Toulouse,* impr. Bayvet, 1853.

II. De l'Irrévocabilité en matière de donation entre vifs et de ses conséquences. — Ap. *Rec. Acad. législ. de Toulouse,* 1872, p. 134-235.

1760. DESJARDINS. — Recherches sur la règle : *Donner et retenir ne vaut*, par Alb. DESJARDINS, agr. Fac. de Paris. — In-8, 63 p. *Paris*, Cotillon, 1868.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 207-243 et 311-335.

1761. TASSART. — De la Règle : *Donner et retenir ne vaut.* Th. D., par TASSART, av. — In-8. *Nancy,* 1872.

1762. VIGAROZY. — De l'Irrévocabilité des donations entre vifs. Th. D., par VIGAROZY. — In-8. *Paris,* 1851.

V. enc. sur les *Donations à cause de mort,* sous l'art. 1082.

Sur les Donations à terme, V. sous l'art. 922 et 923.

Art. 896.

1763. BERTAULD. — I. Des Substitutions et des vraies causes de leur prohibition, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — In-8, 20 p. *Paris*, Marescq aîné. 1862 (1861). (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XII (2e 1861), p. 467-484.

II. Récents arrêts sur les Substitutions *de eo quod supererit.* — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 385-392.

Cass. 11 fév. 1863 et 3 mars 1864.

III. Récents arrêts sur les Substitutions prohibées. — *Ibid.*, t. XXVI (1er 1865), p. 97-108.

Cass. 7 mai 1862 et 1er août 1864.

IV. Du Caractère de la nullité de la disposition principale dans la substitution prohibée. — *Ibid.*, t. XXVII (2e 1865), p. 193-209.

Ces derniers articles ont été insérés sans modification, sauf pour le III, ap. *Questions pratiques* (sup. no 61). L'auteur y a joint une dissertation intitulée : De la Nature et du lien qui unit la substitution à l'institution, et il a réuni le tout sous un titre courant : Explication de l'art. 896 C. Nap.

1764. BOISSARD. — Des Substitutions et des Majorats. Th. D. (Dijon), par H. BOISSARD, av. — In-8, 308 p. *Paris*, impr, Moquet (Durand), 1858. (3 fr.)

1765. COIN-DELISLE. — Des Substitutions. Examen doctrinal d'arrêts sur les substitutions, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 289-323.

Cass. 30 avril 1855, 17 juin 1835; 4 décembre 1843. *Sir.*, 1844, 1, 269.

1766. COURAUD. — Des Fidéicommis Th. D. (Toulouse), par COURAUD. — In-8. *Toulouse,* 1854.

1767. LABBÉ. — Des Caractères de la Substitution prohibée. Disssertation, par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. Paris. — Ap. *Sir.*, 1874, 1, 5 (14 col.); et *J. Pal.*, 1874, 5.

1768. LACOUTURE. — Nature du droit du grevé et du droit de l'appelé dans les substitutions permises. Th. D., par LACOUTURE. — In-8. *Paris,* 1869.

1769. LEFEBVRE. — De la Substitution prohibée, du Legs conditionnel et du Legs d'usufruit; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 23, 26 sept., 24, 28 oct. 1874.

1770. LEVILLAIN. — Des Fidéicommis Th. D. (Caen), par LEVILLAIN. — In-8. *Caen,* 1868.

1771. MEYER. — Sur les Substitutions fidéicommissaires (par MEYER d'Amsterdam). — Ap. *Thémis,* t. V (1823) p. 457-467, et t. VI (1824), p. 35-42.

Jung : COTELLE. Sur la question discutée dans la *Thémis* (t. V, p. 458), savoir : « Si la charge de rendre *quod supererit,* dans une disposition testamentaire ou autre acte de libéralité renferme une substitution? par L.-B. COTELLE. — *Ibid.*, t. VI, p. 325-338. Cf. inf. no 1783.

1772. ROLLAND DE VILLARGUES. — Des Substitutions prohibées par le Code civil, par J.-J.-F. ROLLAND DE VILLAR-

GUES. — 3e *éd.*, revue, corr. et augm., in-8, 33 ff. *Paris*, Decourchant, 1833. (8 fr. 50.)

La 1re éd. a paru sous le titre suivant : *Des caractères auxquels on doit reconnaître les substitutions prohibées par le C. civ.*, par R. de V., juge à Melun. — In-8, 25 ff. 3/8, *Paris*, Warée oncle; Eymery. 1820. La 2e éd., *Rev. corr. et augm.*, avec le titre actuel, in-8, *Paris*, Hayet, 1821 (6 fr.)

Quoique ce soit une bonne et à peu près unique monographie complète sur ce sujet, cet ouvrage se trouve aujourd'hui bien en retard sur la doctrine et la jurisprudence. Il est permis de regretter qu'il n'ait pas été réédité depuis 1833.

V. Art. crit. de DEMANTE, ap. *Thém.*, t. Ier (1820) p. 141, et de FŒLIX, *Ibid.*, p. 455 et t. II, p. 52.

Add. du même auteur : La Substitution que les Romains appelaient *de eo quod supererit* est-elle prohibée par le Code, comme contenant charge de conserver et de rendre? — Ap. *Sir.* 1819, 2, 59, et *Collect. nouv.*, t. V, 2, 17. (7 col.).

1773. TOLRA DE BORDAS. — Monographie des Fidéicommis sous le Code civ., par M.-J. TOLRA DE BORDAS. — In-8, 11 ff. 3/4. *Toulouse*, Delsol, 1854.

1774. VILLEQUEZ. — Études historiques sur les Substitutions prohibées, par VILLEQUEZ, prof. Fac. de Dijon. — 2 dart. in-8, 1862. /2 fr.)

775. Thèses de Doctorat sur les Substitutions :

AUMAITRE. Des Substitutions prohibées, in-8, *Poitiers*, 1869. — BOTTET. Des Substitutions, in-8, *Paris*, 1853. — COLLE. *Do*, in-8, *Strasbourg*, 1856. — COSSÉ. *Do*, in-8, *Paris*, 1870. — DELASTRE. Des Substitutions fidéicommissaires, in-8, 274 p. *Paris*, 1861. — DELINON. Des Fidéicommis, in-8, *Paris*, 1874. — J. DESJARDINS, *Do*, in-8, *Paris*, 1870. — LEVYLIER. Dissertation sur les Substitutions, in-8, *Paris*, 1853. — MASSON. Des Substitutions fidéicommissaires, in-8, *Paris*, 1863. — MICHEL. *Do*, in-8, *Paris*, 1852. — NIVARD. Des Substitutions prohibées, in-8, 1867. PANSIER. Des Substitutions. — Des Fidéicommis (2 thèses), in-8o, *Nîmes*, 1857. — PONCET. Des Substitutions prohibées, in-8. *Paris*, 1874. — POUGNY, Histoire des Substitutions, in-8, 1832. — SCELLE. Des Substitutions fidéi-commissaires, in-8. *Paris*, 1866. — SIRET. *Do*, in-8, *Toulouse*, 1860. — DE THIERET DE LUYTON, Des Substitutions, in-8, *Grenoble*, 1876. — VIGNERTE. *Do*, in-8, *Toulouse*, 1871.

1776. Interprétation des art. 896 et 900 du C. civ. — Ap. *Thémis*, t. VIII, 1re part., p. 188.

1777. BAUBY. — Du Fidéicommis *de eo quod supererit*, ou de la libéralité par laquelle le donataire ou légataire est chargé de rendre à son décès à un tiers ce qui restera des biens donnés ou légués; par J. BAUBY, d. e. d., j. à Perpignan. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. I, p. 112-119

1778. BERRIER. — MARIE. — PLOCQUE. — Testament du marquis de Villette. Question de fidéicommis. Procès recueilli par SABBATIER. — In-8, 245 p. *Paris*, Durand, 1860. (4 fr.)

Extr. de la *Trib. jud.* 1860.

Les plaidoiries de Mes BERRYER et PLOCQUE ont été imprimées séparément sous les titres suivants : Testament de M. le marquis de Villette. Question de fidéicommis. M. de Montreuil c. Mgr de Dreux-Brezé, év. de Moulins. Plaidoirie de Me Berryer, recueillie par J. Sabbatier. — Tribunal civil de Clermont. Audience du 26 juillet 1860. Présid. de M. Seillier. In-8, 68 p. *Paris*, Durand, 1860.

Do Plaidoirie de Me PLOCQUE. Audience du 27 juillet 1860. In-8, 40 p. *Ibid.*

1779. LEFEBVRE. — I. Substitution. Charge de conserver et de rendre les biens pendant un certain nombre d'années. — Condition de ne point aliéner les biens légués; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 23 août et 21 oct. 1871.

V. Rouen, 7 fév. 1870.

II. Doit-on considérer comme renfermant une substitution prohibée la disposition d'un testament qui, instituant un mineur, nomme en même temps un exécuteur testamentaire, et, pour le cas où le mineur n'atteindrait pas sa majorité, appelle d'autres légataires à recueillir la succession? — *Ibid.*, 13 et 16 avril 1864, 21 avril 1869, 11 sept. 1872.

III. Droit de retour. Substitution fidéicommissaire. — *Ibid.*, 27 janvier 1866.

IV. Substitutions prohibées. Revue de la jurisprudence. — *Ibid.*, 7, 11, 25 et 28 oct. 1876.

1780. PARADAN. — Des Substitutions prohibées par l'art. 896 du C. civ., par PARADAN, cons. à Nîmes, — Ap. *Rev. crit.*, 1873, p. 577-588.

Nîmes, 1er avril 1873. (Dombras). — Add. Observ. du cons. CONNELLY sur le pourvoi, ap. *Sir.* 1874, 1. 316 (3 col.).

1781. POUGNET. — Substitution compendieuse. Interprétation, par A. POUGNET, av. C. Cass. — Ap. *Bulletin des Trib.*, 1864, p. 225.

Exam. doct. de cass. Req. 29 févr. 1864.

Sur différents cas de substitutions fidéicommissaires, V. I. Note de BEUDANT sur Paris, 23 janv. 1869 (6 col.) ap. *Dall.* 1869, 2, 121. — II. Une consult. de DEMOLOMBE. — III. Note sur Cass. 25 juil. 1849 (4 col.), ap. *Sir.* 1849, 1, 674, et une consult. de DUVERGIER.

V. enc. sous l'art. 900.

1782. Les Créanciers d'un grevé de substitution peuvent-ils saisir les biens soumis à la restitution? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 424.

Majorats. — Loi du 20 mai 1835.

1783. COTELLE. — Considérations sur les Substitutions en général, sur leur utilité dans l'intérêt des familles, et sur l'utilité publique de leur application aux biens érigés en titres; par L.-B. COTELLE, etc. — In-8, 5 ff. *Paris,* Janet et Cotelle, 1815.

1784. DESQUIRON. — Commentaire sur le statut impérial du 1er mars 1808, concernant les Majorats, par DESQUIRON. — In-8. *Paris,* 1809.

1785. PARANT. — Commentaire de la loi du 20 mai 1835 sur les Majorats, par PARANT. — In-8, 6 ff. *Paris*, Lenormant, 1835.

PARANT était l'auteur du projet de loi.

1786. FAULQUIER. — I. Études sur l'organisation judiciaire,... et les Majorats, par Ad. FAULQUIER. — In-8, 1857.

II. GALLIEN. — Des Majorats, à propos de la dotation du maréchal Pélissier, par E. GALLIEN. — Ap. *Gaz. Trib.*, 4 mars 1857.

III. VALETTE. — Rapport sur les Majorats et les Substitutions présenté à l'Ass. nat., le 6 juin 1849, par VALETTE. — Ap. *Monit.*, 1849 et *Rev. Fœl.*, t. XVI, p. 11.

V. enc. sup. n° 1764.

Art. 897 à 899 nt.

Art. 900.

1787. CHALLAN-BELVAL. — Théorie de la condition dans les donations entre vifs. Th. D., par CHALLAN-BELVAL. — In-8. *Paris,* 1870.

1788. DELPECH. — De la Nullité des donations entre concubins, par DELPECH. — Ap. *Rec. Acad. législ. de Toul.*, t. VII. p. 272-295.

1789. DEMANTE. — Des Conditions impossibles ou illicites dans les testaments et dans les donations entre vifs, par DEMANTE. — Ap. *Rec. Acad. législ. de Toul.*, t. VIII, p. 154-170.

1790. DRUET. — De la Condition dans les dispositions à titre gratuit. Th. D., (Poitiers), par DRUET. — In-8. *Poitiers,* 1872.

1791. DUTRUC. — I. La Condition de ne pas se marier est-elle nulle par elle-même? par G. DUTRUC. — Ap. *Sir.*, 1862, 2, 145 (5 col.).

Exam. doct. de Paris, 1er avril 1862 (HERVÉ.). — *Add.* Réquis. de l'av. gén. SAPEY. *Ibid.* (5 col.). — Observat. crit. de LABBÉ ap. *J. Pal.*, 1862, 949.

II. Succession future. Donations. Legs. Clause d'imputation. — De quelques clauses des donations qui se réfèrent à des successions non ouvertes. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 641.

Grenoble, 7 janv. 1873. *Sir.* 1873. 2, 129. Note (3 col.).

1792. LEFEBVRE. — I. De la Valeur des clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité et des clauses pénales, insérées dans les donations, testaments et partages d'ascendants; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 8 et 11 juill. 1868, 18 et 21 sept. 1872.

II. Substitutions prohibées. — Valeur légale des stipulations ayant pour objet de prémunir les testaments et les donations contre les conséquences de la nullité des libéralités entachées de substitution. — *Ibid.*. 25 et 28 oct. 1876.

V. enc. sur la valeur de la clause pénale, *Ibid.*, 3-6 sept. 1854.

III. Testament. Donation. Condition de rester dans l'indivision. — *Ibid.*, 19 févr. 1873.

Cf. sup. n° 1779.

IV. Le père et le mari peuvent-ils être privés, par une condition de l'acte de libéralité, aussi bien de l'administration que de la jouissance des biens donnés ou légués à leur femme ou à leur enfant mineur? — *Ibid.*, 12, 19 janv. 1870.

Add. *Ibid.*, 2, 6 août 1845, et 17 févr. 1847.

1793. LE GENTIL. — Dissertation sur l'incompatibilité des dispositions de l'art. 900 du Code Nap. avec les principes généraux du droit et l'économie entière de notre législation actuelle; par LE GENTIL, av., j. s. à Arras. — Ap. *Dissertat. jurid.*, t. I, p. 147-159.

V. sup. n° 80.

1794. MASSOL. — Des Conditions impossibles, contraires aux lois et aux mœurs dans les dispositions à titre gratuit, soit par acte entre vifs, soit par acte de dernière volonté. Th. D. (Toulouse), par MASSOL. — In-8. *Toulouse,* 1868.

1795. MAYJURON-LAGORSSE. — De la Condition de ne pas se marier, dans les donations et les testaments; par MAYJURON-LAGORSSE, av., anc. mag. — Ap. *Rev. prat.*, t. XL (2e 1875), p. 91-96.

1796. PAULTRE. — Testament. — Clause destinée à maintenir l'égalité entre des enfants dont quelques-uns seraient avantagés par d'autres personnes; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI.

1797. PRADIER. — De la Prohibition d'aliéner et d'hypothéquer imposée au légataire, par H. PRADIER. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 339-350.

1798. TROPLONG. — Conditions impossibles ou illicites dans les donations et testaments; par le prem. prés. TROPLONG. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 401-411.

Fragment du Commentaire, alors inédit, des *Donat. et Test.*, où il a été inséré sous l'art. 900, t. Ier, nos 212-223.

1799. ***. — Lorsqu'une donation entre vifs est faite à la condition par le donataire de renoncer à une reddition de compte de tutelle, l'inexécution de cette condition peut-elle entraîner la résolution de la donation? — Ap. *J. du Not.*, 19 sept. 1846.

CHAPITRE II. — DE LA CAPACITÉ DE DISPOSER ET DE RECEVOIR PAR DONATIONS ENTRE VIFS OU PAR TESTAMENTS.

1800. BÉDARRIDE. — De la Capacité de disposer par donation ou testament. — De l'Incapacité de recevoir; par J. BÉDARRIDE. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. IV, p. 5-13 et 21-33.

1801. PINSON. — Des Incapacités relatives de disposer et de recevoir par donation ou testament. Th. D., par PINSON. — In-8. *Paris*, 1871 (ou 1875).

Art. 901.

1802. COLMET-DAAGE. — MALÉZIEUX. — I. Observations sur l'art. 901 du C. Nap., par COLMET-DAAGE, prof. Fac. Paris. — Ap. *J. du Not.*, 2 août 1854.

(Le notaire doit toujours dresser le testament sans constater que le testateur est ou non sain d'esprit.)

II. Réplique de MALÉZIEUX, notaire à Vervins. — *Ibid.* 12 août 1854.

Ces deux art. ont été reprod. par le *Monit. du Not. belge*, qui les a fait suivre de réflexions, reprod. ap. *J. du Not.*, 16 sept. 1854.

Art. 902.

1803. DEMANTE. — A quelle époque est requise la capacité de donner et de recevoir? par DEMANTE. — Ap. *Thémis*, t. VII, p. 135-153, 371-383, 476-498.

1804. HENNEQUIN. — De la Capacité du sourd-muet en matière de testament et de contrat de mariage, par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 19, 22, 26 sept. et 3 oct. 1855.

Cf. sup., no 133, 205 et 206.

Add. un art. d'HOVELT, ap. *Mém. de l'Acad. Dunkerquoise.*

1805. LEGRAND DU SAULLE. — La Folie devant les tribunaux. V. sup., no 782.

« M. L. du S. a consacré la partie la plus curieuse de son livre à l'examen de testaments bizarres qui ont soulevé dans le passé de vives controverses, étudiant tour à tour l'état des facultés intellectuelles aux divers âges de la vie, la situation mentale des vieillards ou des mourants, les phénomènes offerts par l'agonie, les terreurs des mourants, les désordres dûs à une intoxication, et, arrivant enfin à l'art. 901 du C. Nap., l'auteur examine tous les cas qui peuvent vicier ou rendre suspectes les dispositions testamentaires. » (AVOND, C. R, ap. *Droit.*)

Art. 903 nt.

Art. 904.

1806. ***. — Lorsqu'un mineur, parvenu à l'âge de 16 ans, est mort ne laissant comme héritier à réserve qu'un ascendant en faveur de qui il a disposé par testament de tout ce dont la loi lui permet de disposer, quelle est la quotité des biens à laquelle peut prétendre cet ascendant? — Ap. *J. du Not.*, 30 juillet 1845.

Art. 905-907, nt.

Art. 908.

V. sup. sous les art. 756 et 766 et le no précéd.

Art. 909.

1807. BAZOT. — La Nullité de l'institution faite au profit du médecin de la dernière maladie entraîne-t-elle, par voie de conséquence nécessaire, la nullité de la révocation expresse d'un testament? Revue de la jurisprudence. par T. BAZOT, prés. de ch. à Chambéry. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 1-34.

1808. BRESSOLLES. — Legs au confesseur. Maladie chronique. — Lorsqu'un testateur est mort à la suite d'une maladie *chronique*, le legs fait par lui en faveur de son confesseur, *à toute époque depuis le commencement de la maladie*, est-il frappé de nullité en

vertu de l'art. 901 du C. Nap.? par BRESSOLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 426-443.

Aff. du test. du P. Lacordaire. *Toulouse*, 12 janvier 1864. *Sir.* 1864, 2, 114. *Dall.*, 1864, 2, 9.

Les débats ont été rapportés dans le *Droit* et la *Gaz. des Tr.*

Cf. le nº suiv.

1809. LABBÉ. — O. DE VALLÉE. — La dernière maladie existe-t-elle, quelque éloigné que soit le décès, dès que le testateur est arrivé à un état morbide tel qu'il n'admet plus que des palliatifs? Le médecin, dans ce cas, peut-il être considéré comme ayant cessé de traiter le malade par cela seul que, jugeant la situation désespérée, il a laissé intervenir d'autres médications en se bornant à surveiller la maladie? Réquis. de l'av. gén. O. DE VALLÉE, ap. *Sir.*, 1867, 2, 160 (8 col.). — Examen doctrinal, par J.-E. LABBÉ, *ibid.* (5 col.).

Cette question intéressante, dont l'espèce est assez semblable à celle du P. Lacordaire, s'est aussi posée avec un certain éclat à l'occasion du testament du duc de Gramont-Caderousse, et a été résolue affirmativement par arrêt de la cour de Paris du 8 mars 1867. On trouvera les débats de cette affaire célèbre dans tous les recueils judiciaires où on consultera avec profit la discussion du point de droit faite par Mes ALLOU, BÉTOLAUD et NICOLET, avocats des parties, les conclusions données par MM. AUBÉPIN, subst., en 1re inst., et O. DE VALLÉE, av. gén., en appel, ainsi que de longues appréciations critiques des arrêtistes.

1º *Droit*, 5, 12, 19, 26 sept. et 4 août 1866, débats en 1re inst. — *Ibid.*, 11-12, 13, 16, 17 févr., 2, 7 et 8 mars 1867, débats sur l'appel.

2º *Gazette Trib.* 11-12, 16, 17 février, et 6 mars 1867.

3º *Sirey*, 1867, 2, 169, Conclus. de l'av. gén. O. DE VALLÉE, et Note de LABBÉ (citées sup.)

4º *Dalloz*, 1867, 2, 145, *d*º (extr. 5 col.), et Note critique anonyme (4 col.).

Le testament du duc de Gramont ayant été annulé, le Dr Déclat forma une demande en payement de 200,000 fr. à titre de legs rémunératoire, et soulevant ainsi la question de savoir si le double caractère de legs rénumératoire exigé par l'art. 909 doit ressortir du testament lui-même, ou s'il appartient au juge de transformer un legs universel en legs particulier. Le demandeur produisit une consult. de M. VALETTE dans ce sens; mais la Cour de cassat. déclara le testam. absolument nul. Cassat. 21 mars 1870. *Sir.*, 1870, 1, 233. Exam. doctr. de LABBÉ (6 col.).

Sur le legs rémunératoire, V. exam. doct. par P. PONT sur Cass., 10 déc. 1851, ap. *R. Crit.*, t. III, p. 649.

1810. MEYER. — Étude sur l'Incapacité légale des médecins et des ministres du culte, en matière d'actes à titre gratuit. Th. D. (Grenoble), par H. MEYER. — In-8. *Grenoble*, Maisonville et fils, 1865.

Art. 910.

1811. DE BAULNY. — Des Libéralités en faveur des établissements de bienfaisance non légalement reconnus. — Appendice : des legs faits aux établissements religieux non reconnus, par C. DE BAULNY, d. e. d., aud. au C. d'Et. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 237-256.

1812. BERNARD. — Étude historique sur le Droit de réduction des libéralités faites aux établissements publics, par M.-P. BERNARD, subst. du proc. gén. à Amiens. — In-8, 55 p. *Paris*, impr. Hennuyer fils, 1864 (2 fr.)

Extr. de la *Rev. histor. du droit fr. et étr.*, t. X, p. 37.

1813. GAIRAL. — Des Dons et Legs en faveur des personnes civiles. Th. D., par GAIRAL. — In-8, 1869.

1814. GAYET. — Des Dons et Legs faits aux communautés religieuses autorisées. Th. D. (Grenoble), par A.-F. GAYET, av. — In-8. *Grenoble*, Maisonville et fils, 1865.

1815. JOZON. — Des Dons et Legs faits aux personnes morales, par P. JOZON, av. C. Cass.. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X, p. 738; t. XI, p. 11 et 481; t. XII, p. 145.

1816. LAMACHE. — Legs connexes faits à la fabrique et aux pauvres, par LAMACHE, prof. Fac. de Grenoble. — In-8, 22 p. *Paris*, impr. Leclère et Cie, 1874.

Extr. du *Contemporain*, 1er déc. 1874.

1817. LAPIERRE. — De la Capacité civile des congrégations religieuses non autorisées, au point de vue de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, par H. LAPIERRE, av. — In-8, *Grenoble*, 1859.

Extr. du J. de la cour de Grenoble, 1858, p. 398 et 1859 p. 160.

V. aussi *Dall.*, 1857, 1, 97, note (2 col.).

1818. LE BERQUIER. — De la Propriété foncière des établissements publics, par J. LE BERQUIER, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. IV (2e 1857), p. 144-166, et t. VII (2e 1859), p. 503-522.

Concerne surtout les dons et legs faits à ces établissements. — V. sup. nº 838.

1819. LEFEBVRE. — Legs en faveur de communes et d'établissements publics. Autorisation. Droits des héritiers naturels. Mise en demeure. Opposition; par A. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 26 juill. 1865.

1820. MACAREL. — Les Hospices sont-ils dans le cas d'être autorisés par le

conseil de préfecture pour faire des actes purement conservatoires, en attendant l'autorisation royale dont ils ont besoin pour accepter les dons et legs qui leur sont faits? par MACAREL. — Ap. *Thémis*, t. III, p. 324.

1821. MAISONABE. — Des Dons et Legs aux établissements publics. Th. D., par MAISONABE. — In-8. *Paris*, 1865.

1822. MASSÉ. —, Est-elle valable, la disposition par laquelle un testateur, après avoir fait un legs au profit d'un établissement public de bienfaisance, déclare que ce legs sera sans effet pour le tout, dans le cas où il ne recevrait pas, pour une cause quelconque, son exécution pleine et entière ? Cette disposition porte-t-elle atteinte au droit du gouvernement de n'autoriser que pour partie l'acceptation de la libéralité faite à cet établissement? Exam. doctr. par G. MASSÉ. — Ap. *Sir.*, 1863, 1, 169.

Cass. 25 mars 1863 (Chagot). — *Add.* Exam. doctr. ap. *Dall.*, 1863, 1, 113 (7 col.).

1823. MEAUME. — Du Droit de réduction par le Conseil d'Etat des libéralités faites aux corps moraux publics; par L. MEAUME, prof. législ. à l'Ecole forest. de Nancy. — In-8, 55. p. *Paris*, Cosse et Marchal, 1863.

Sur les effets de la réduction, sur la nature et la qualification du legs, V. Exam. doctr. de DUTRUC sur *Amiens*, 8 mars 1860, ap. *Sir.*, 1860. 2, 161 (3 col.); reprod. ap. *J. du Not.*, 8 déc. 1860.

1824. MORILLOT. — De la Clause qui donne à l'Etat le droit de réduire un legs fait à un établissement public; par André MORILLOT, av., d. e. d. — In-8, 15 p. *Paris*, Cotillon et fils, 1873.

Extr. de la *Rev. crit.*, 1873. p. 169-183.

1825. PINEL. — Des Libéralités faites aux établissements publics. Th. D., par PINEL. — In-8. *Paris*, 1860.

1826. PONT. — Legs universels. Hospices. Acceptation à titre conservatoire. Exam. doctr., par P. PONT. — Ap. *R. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 1-9.

Cons. d'Ét., 1er déc. 1852. *Sir.*, 1853, 2, 427.

1827. DE SALVERTE. — Essai sur les Libéralités en faveur des établissements publics ou ecclésiastiques, par G. DE SALVERTE, aud. au C. d'Etat. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 403-428; t. VIII (1er 1856), p. 138-164; t. X (1er 1857), p. 410-485, et t. XIV (1er 1859), p. 28-46.

1828. DE SÉGUR. — I. Quelques mots sur la législation et la jurisprudence en matière de donations et de legs charitables, par le Cte DE SÉGUR, m. des r. au C. d'Etat. — In-12, 19 p. *Paris*, Bray, 1868.

II. Observations sur l'état de la jurisprudence en ce qui concerne les libéralités faites aux fabriques, aux curés et aux établissements religieux en faveur des pauvres. — In-8, 10 p. *Paris*, impr. Chamerot, 1873.

Extr. du c. rendu de l'Ass. gén. des comités cathol. 19-24 mai 1873.

1829. THIBAULT-LEFEBVRE. — Code des Donations pieuses, ou Législation complète relative aux dons et legs faits aux établissements publics, religieux ou laïques, et aux associations de toute nature; précédé d'un exposé général et annoté à l'aide des auteurs, des décisions ministérielles, de la jurisprudence administrative et civile, par THIBAULT-LEFEBVRE, av. C. Cass., etc. — In-8. *Paris*, Cosse, 1850. (*Rare.*)

Ce livre est divisé en trois parties : la 1re, en forme d'introduction et sous le titre de « Notions historiques sur les fondations anciennes », contient des recherches curieuses sur les premières dotations qui avaient toutes pour objet les établissements religieux; la 2e contient un exposé général de la législation sur les donations au profit des établissements publics; la 3e reproduit le texte même des lois et ordonnances y relatives.

L'introduction a été insérée sous le titre d' « Essai historique sur les dons et legs faits aux établissements publics », ap. *Rev. Fœlix*, t. XVII, p. 392.

1830. URTIN. — Observations sur les communautés religieuses non autorisées, et sur les prohibitions dont elles sont frappées de recevoir des libéralités testamentaires. par Ariste URTIN. — In-4, 4 ff. *Valence*, impr. Aurel, 1835.

V. enc. sur la capacité de recevoir des communautés religieuses, sup. nos 213 et suiv.

Art. 911.

1831. CHESNELONG. — Des Donations déguisées. Th. D., par G. CHESNELONG. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1876. (4 fr.)

1832. DEMANTE. — De la Loi et de la Jurisprudence en matière de donations déguisées, par G. DEMANTE, prof. supp. Fac. de Toulouse, etc. — In-8, 2 ff. *Paris*, Cotillon, 1855. (1 fr. 50.)

Extr. du *Rec. de l'Acad. législ. de Toul.* t. IV, p. 6-28.

1833. DURAND. — Des Donations déguisées en vue d'éluder l'indisponibilité partielle établie en faveur des héritiers à réserve, par Eug. DURAND. prof. Fac.

de Rennes. — Ap. *R. prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 5-14.

1834. LAFONTAINE. — Des Donations déguisées et de leurs effets, par LAFONTAINE, cons. à Orléans. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1857.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 58-76.

1835. PONT. — Personne interposée. Caractère. Appréciation. (Examen doctrinal de la jurisprudence de la Cour de Cass. en matière de personnes interposées), par P. PONT, d. e. d., av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXX (1847), p. 290-305.

1836. RAGEYS. — Des Libéralités indirectes. Th. D., par RAGEYS. — In-8. *Paris*, 1868.

1837. VERNET. — Des Donations déguisées ; des donations faites par personnes interposées, et des avantages indirects, par Pr. VERNET, agr. Fac. Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XV (1er 1863), p. 193-214.

Dans cette 1re étude, qui devait être suivie d'autres, l'auteur s'occupe des donations déguisées ; elle est le développement de l'opinion exprimée par lui dans son traité de la *Quotité disponible*, n° 432.

V. sur ce sujet : MERVILLE. Réquisitoire devant la cour de Lyon. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XV, p. 74. (*Lyon*, 18 nov. 1862.)

V. enc. sup. n° 1778 et inf. sous l'art. 1099.

1838. BLIN. — De l'Assurance sur la vie, et spécialement de la donation contenue dans l'assurance au profit d'un tiers, par Luc. BLIN, av. — In-8, 139 p. *Paris*, Cotillon et Cie, 1876. (3 fr.)

V. enc. inf. *Contrats aléatoires*.

1839. BRESSOLLES. — La Présomption légale d'interposition de personnes prononcée par l'art. 911 du C. Nap. contre l'épouse du médecin, cesse dans le cas où cette épouse se trouve être parente du malade à l'un des degrés indiqués par l'art. 909, ou lorsqu'elle est au nombre de ses héritiers présomptifs, même à un degré plus éloigé que ceux dont parle cet article. Examen doctrinal, par Gust. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860), p. 5-13.

1840. DELPECH. — Les Donations déguisées faites par un époux ayant des enfants d'un premier lit au profit de son nouvel époux sont frappées de nullité absolue ; elles ne sont pas seulement réductibles à la quotité disponible. Consultat. de DELPECH, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Sir.*, 1835, 2, 392 (5 col.).

Toulouse, 13 mai 1835.

1841. LEFEBVRE. — Une Donation déguisée sous la forme d'une hypothèque consentie par un père au profit de l'un de ses enfants n'est pas soumise aux conditions exigées par les donations ; par A. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 20 juin 1868.

V. enc. sup. nos 1619 et 1621.

Art. 912. (Abrogé par la loi du 14 juillet 1819.)

CHAPITRE III. — DE LA PORTION DE BIENS DISPONIBLE ET DE LA RÉDUCTION.

1842. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ. — De la Portion de biens disponible et de la Réduction, par C.-J. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, d. e. d., subst. à Troyes. — 2 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1855-56. (14 fr.)

V. art. crit. de G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Moniteur*, 1857, p. 267. — G. HUMBERT, ap. *Rev. hist. de dr. fr.*, t. III, p. 492.

1843. BOISSONADE. — Du Taux de la réserve et de la quotité disponible, par G. BOISSONADE, prof. agr. Fac. de Grenoble. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1867. (1 fr.)

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXI (2e 1867), p. 170-176. — C'est un fragment du Mémoire de l'auteur sur la *Réserve héréditaire et la liberté de tester*, couronné par l'Acad. des sc. mor. et pol. en 1866, mais que l'auteur a retranché de son livre publié en 1875. V. sup. n° 302.

1844. DUFOUR. — Dissertation sur la quotité disponible. — Ap. *Rev. étrang. et franç.*, 1836, p. 491.

1845. FRÉTEL. — De l'Inviolabilité de la réserve légale, par FRÉTEL, cons. à Bourges. — In-8, VII-508 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1869. (8 fr.)

M. F. a entrepris un travail complet et étendu sur la réserve et la quotité disponible, dont l'ouvrage indiqué ici n'est qu'un fragment : il est divisé en 4 chapitres. Dans le 1er, l'auteur fait l'historique du sujet. Le 2e ch., embrassant la généralité du principe qui affranchit la réserve de charges quelconques, en réunit les éléments juridiques et analyse les modalités qui pourraient l'ébrécher ; tels sont la saisine légale, le legs d'option, le legs pénal, la prohibition d'aliéner, les clauses d'insaisissabilité, l'hypothèque des légataires, l'état d'indivision entre cohéritiers, la défense de faire inventaire, la faculté de déguerpissement, le rapport de l'imputation, etc., etc. Dans le 3e ch., après avoir établi que la réserve doit être fournie en corps héréditaires, l'auteur déduit les règles du partage qui lui sont propres et examine ensuite dans quelles situations les substitutions, les libéralités en usufruit, en rente ou en nue propriété, contreviennent ou répondent au principe de

l'intégralité de la réserve. Enfin le 4e ch. est consacré aux exceptions qui atteignent l'indisponibilité de la réserve, à la réserve des enfants naturels et au disponible entre époux.

Divers fragments de cet ouvrage ont paru sous le même titre général. ap. *Rev. crit.*, t. XX (1er 1862), p. 257-263 ; 345-354 et t. XXI, p. 169-187 et 350-358.

V. art. crit. de G. DEBACQ. ap. *Rev. crit.*, t. XXXVI, p. 560-568.

1846. GINOULHIAC. — Dumoulin et la Jurisprudence sur la nature de la légitime ou de la réserve, par GINOULHIAC. — In-8. *Paris*, Durand, 1846. (1 fr.)

Extr. de la *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 443.

1847. KUHLMANN. — De la Réserve légale en matière de succession, par KUHLMANN. — In-8, 1846. (3 fr.)

1848. LAGRANGE. — Du Caractère de la réserve légale, par LAGRANGE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 109.

1849. LEVASSEUR. — Portion disponible, ou Traité de la portion de biens dont on peut disposer ; par LEVASSEUR. — In-8, 1805. (5 fr.)

1850. VERNET. — De la Quotité disponible, ou des diverses Restrictions apportées, dans l'intérêt de la famille du disposant, au principe de la libre disposition des biens, suivant le droit romain, le droit coutumier, le droit intermédiaire et le Code Nap.; par Prosp. VERNET, d. e. d. — In-8. *Paris*, Marescq et Dujardin, 1855. (7 fr. 50.)

La quotité disponible avait été choisie par M. V. pour sujet d'une thèse de doct. très-remarquée alors qu'elle parut : elle est devenue l'ouvrage indiqué ici. Il est divisé en deux parties. La 1re est relative au droit romain (p. 1 à 176). La 2e comprend le droit français antérieur à la Révolution (p. 177 à 321), et le droit né de la Révolution (p. 321 à 557). Ce livre avait fait concevoir de brillantes espérances que la mort prématurée de l'auteur, arrivée en 1867, a déçues.

V. art. crit. de MIMEREL, ap. *Rev. crit.*, t. VIII, p. 91 ; — Ch. BALLOT, ap. *Rev. prat.*, t. Ier (1856) p. 328 ; reprod. ap. *J. du Not.*, 27 août 1856.

1851. Thèses de doct. sur la Quotité disponible :

BAZOT. De la Réserve et de la réduction, in-8, 1855. — BEAUVANT. De la Quotité disponible, in-8, *Paris*, 1863. — BERLIER. De la Réserve et de la quotité disponible, in-8, *Paris*, 1871. — CAZAUX. Des Réserves ; de la quotité indisponible de droit exceptionnel, in-8, 1851. — DIDIER. De la Quotité disponible, in-8, *Paris*, 1870. — DRUET. De la Réserve, in-8, 1863. — GOURJU. De la Réserve, in-8, *Dijon*, 1870. — GUÉRITEAU. *Do*, in-8, *Poitiers*, 1868. — H. GUYOT. De la Réserve et de la quotité disponible, et de l'action en réduction, in-8, *Paris*, 1869. — HACHE. De la Réserve et de la quotité disponible, in-8, *Paris*, 1873. — HENRY. De la Réserve, in-8, 1869. — JOUAUST. De la Quotité disponible, in-8, *Paris*, 1851. — LECCA. Étude sur la réserve à Rome, en France et en Roumanie, in-8, 280 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875 (6 fr.). — LEDUC. De la Réserve et de la quotité disponible, in-8, *Paris*, 1870. — MARTINI. *Do*, in-8, *Paris*, 1865. — MOULY. De la Réserve des ascendants et des descendants légitimes, in-8, *Paris*, 1863. — PARMENTIER. De la Réserve des descendants, in-8, *Paris*, 1873. — PELISSIÉ DU RAUSAS. De la Quotité disponible, in-8, *Toulouse*, 1854. — PINON. *Do*, in-8. *Paris*, 1869. — QUANTIN. Des Droits de légitime et de réserve des descendants, in-8, 1875. — ROGER. De la Légitime ou réserve, in-8, *Poitiers*, 1857. — SAINT-LOUP. De la Quotité disponible et de la réduction, in-8, *Dijon*, 1861. — TRINQUET. De la Quotité disponible, in-8o, *Douai*, 1872. — VARIN. Des Restrictions en faveur des héritiers du sang à la faculté de disposer par testament, in-8. *Paris*, 1861.

V. enc. sup. sous l'art. 845, et inf. sous l'art. 1094 et sous l'art. 1389.

SECTION Ire. — *De la portion de biens disponible.*

Art. 913.

1852. MOREAU. — L'Enfant qui renonce doit-il être compté pour la fixation de la quotité disponible, par Em. MOREAU. — Ap. *Sir.*, 1865, 2, 185 (8 col.).

Paris, 11 mai 1865 (Delpy). — Sur la même question, Cass. civ. 13 août 1866 (Dufeu). Exam. doctr. de THIERCELIN, ap. *Dall.*, 1866, 1, 465. (5 col.).

1853. RÉQUIER. — Quotité disponible. Moyen de concilier les art. 913 et 1094 du C. Nap. sans recourir à l'évaluation de l'usufruit, et sans considérer l'ordre des dispositions ; par J. RÉQUIER, prés. de ch. à Agen. — In-8, 28 p. *Paris*, Durand, 1864. (1 fr.)

Extr. de la *Rev. hist. de dr. fr. et étr.*, t. X (1864), p. 97. Cette dissertation a été insérée en *Appendice*, à la suite du *Traité* de l'auteur sur les *Partages d'ascendants*. V. inf. chap. VII. — V. Rapport de NIEL, ap. *Rec. Acad. législ. de Toul.*, t. XIV, p. 132-145.

Cf. Note crit. du même sur Agen, 5 déc. 1861, ap. *Dall.*, 1864, 2, 97 (4 col.) et Note sur cette étude, sous le même arrêt. ap. *Sir.*, 1864, 2, 105.

V. enc. inf., sous l'art. 1094.

Art. 914.

1854. HÉAN. — Mode de calcul de la quotité disponible, et par suite de la réserve, lorsque le disposant ne laisse pour héritiers que des petits-enfants issus d'un fils ou d'une fille unique ; par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 206-215.

A propos de 2 arr. de Cass. du 12 nov. 1860 et 2 avril 1862.

Art. 915.

1855. BÉZY. — Du Droit de retour de l'ascendant donateur considéré au point de vue de la quotité disponible et de la réserve, par BÉZY. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 468.

1856. COIN-DELISLE. — Examen doctrinal d'arrêts relatifs à la réserve des ascendants, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 1-16 et 413-418.

Quand un petit-fils a exhérédé tous ses frères par l'institution universelle d'un étranger, l'aïeul peut-il exercer sa réserve légale avant que les frères du testateur aient fait acte de renonciation à la succession? (Montpellier, 19 nov. 1857.) — *Dall.*, 1858, 2, 25; *Sir.*, 1858, 1, 609. Note de GILBERT (col.).

Cf. sup. no 1413.

1857. GAIN. — De la Réserve des père et mère d'un enfant naturel reconnu dans la succession de cet enfant, par G. GAIN, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. XII (2e 1861), p. 44-48.

Cass. 26 déc. 1860. Add. Exam. doctr. de DUTRUC, ap. *Sir.*, 1861, 1, 322 (4 col.).

1858. HÉAN. — Réserve des ascendants. Les ascendants autres que les père et mère qui se trouvent héritiers par suite de la renonciation des frères et sœurs du défunt, ont-ils droit à une réserve, comme s'ils étaient appelés directement à défaut de frères et sœurs? par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIV (2e 1867). p. 465-476.

V. enc. sup. nos 1508 et 1509 et inf. sous les art. 1094 et 1098 pour la combinaison de ces art. avec les art. 913 et suiv.

Art. 916 nt.

Art. 917.

1859. DE CAQUERAY. — Legs de nue propriété. Réduction. Du Cas où un testateur a disposé en nue propriété d'une quotité supérieure à celle dont il pouvait disposer en pleine propriété; par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. de Rennes. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2e 1856), p. 329-353, et t. IV (2e 1857), p. 481-490.

Ces dissertations ont été écrites à l'occasion d'une affaire importante (Pinczon du Sel c. de Piennes), qui soulevait pour la 1re fois une question neuve en doctrine et en jurisprudence, celle de savoir si l'alternative imposée par l'art. 917 s'applique au cas où c'est par une disposition en nue propriété que la réserve a été entamée. Soumise d'abord à la cour de Rennes, dont l'arrêt fut cassé par la Cour suprême, elle fut renvoyée à la Cour de Caen qui l'a tranchée négativement. Devant la cour furent produits les deux documents suivants :

1860. DEMOLOMBE. Consultation pour l'affirmative.

Cette consultation a été reproduite en grande partie ap. *Sir.*, 1858, 2, 274 (11 col.), et ap. *Dall.*, 1858, 2, 97 (7 col.). Caen, 17 mars 1858. — M. D. a donné l'analyse de l'affaire dans son traité des *Donations*, t. II, nos 466-472.

1861. THOMINE-DESMAZURES. Consultation pour la négative. 8 mars 1856.

« Cette consultation, dit M. DEMOLOMBE, restera l'un des plus remarquables éléments de cette grande controverse judiciaire. »

Conf. art. 1094 et 1098.

1862. ***. — Lorsqu'il s'agit de rechercher si les libéralités ont excédé la quotité disponible, sur quelle base doit-on calculer les libéralités qui ne sont faites qu'en usufruit? — Ap. *J. du Not.*, 29 nov. 1845.

Cf. sup. n° 1849.

Art. 918.

1863. LEFEBVRE. — L'art. 918 est-il applicable aux conventions passées entre les parents et les enfants naturels? par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 23 juin 1866.

Art. 919.

1864. DEMANTE. — Legs sans clause de préciput. Calcul de la quotité disponible; par G. DEMANTE, prof. suppl. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 250-258.

1865. ***. — Un père de famille peut-il, en léguant la quotité disponible par préciput à l'un de ses enfants, lui conférer le droit de prélever ce préciput sur tels biens de la succession qu'il lui plaira choisir? — Ap. *J. du Not.*, 2 déc. 1845.

SECTION II. — *De la Réduction des donations et legs.*

1866. LAUBET. — De la Réduction des libéralités qui excèdent le disponible. Th. D., par H. LAUBET, av. — In-8, 282 p. *Paris*, impr. Boyer et Ce, 1873.

1867. LESPINASSE. — De la Défense de cumuler les diverses quotités disponibles (Revue de doctrine et de jurisprudence), par H. LESPINASSE. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. V (1869), p. 7-12.

V. enc. sup. no

Art. 920 et 921.

1868. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Réduction du legs de libération à un insolvable. Comment se calculent la réserve et la réduction quand le testateur, dont l'actif comprend une créance mauvaise, a dépassé la quotité disponible par plusieurs legs dont l'un fait remise de sa dette au débiteur insolvable? par Fél. BERRIAT-SAINT-PRIX, av., d. e. d. — Ap. *R. crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 210-224.

Art. 922.

1869. CARDOT. — Comment doivent être supputés les créances, les dettes et les

legs conditionnels pour le calcul de la quotité disponible et pour celui de la réserve? par CARDOT, d. e. d., subst. à Chaumont. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 169-185.

1870. LABBÉ. — I. Du Don en avancement d'hoirie et de son imputation au cas d'acceptation de l'hérédité par le donataire, par J.-E. LABBÉ, agr. Fac. de Paris. — Br. in-8. *Paris*, Marescq, 1861.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XI (1er 1861), p. 209-234; 257-279, et 315-324, et réédité ensuite dans les *Dissertations*, du même auteur. (V. sup. no 77.)

Cette étude a été le sujet d'une controverse entre M. LABBÉ et M. VERNET. V. le no suiv.

II. *Même titre.* — *Ibid.*, t. XI, p. 78-91.

1871. VERNET. — I. Des Effets de l'acceptation de la succession du donateur par l'héritier réservataire, donataire en avancement d'hoirie, par Prosp. VERNET, agr. Fac. de Paris. — Ap. *R. prat.*, t. XI (1er 1861), p. 449-470.

A propos de l'étude de M. LABBÉ, no précéd.

II. Réponse à M. LABBÉ. — *Ibid.*, t. XII, p. 113-131.

1872. ***. — Cautionnement de donation. Le cautionnement d'une libéralité est-il lui-même une libéralité? (signé : Un des rédacteurs de la *Rev. prat.*) — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV, (2e 1872), p. 235-253.

La question neuve qui est ici traitée est celle de savoir si le cautionnement d'une libéralité excédant la quotité disponible est valable spécialement contre l'héritier réservataire qui a fait l'abandon au donataire d'une rente viagère, de la quotité disponible en pleine propriété, conformément à l'art. 917 du C. civ. La Cour de cass. a décidé que le cautionnement est une libéralité éventuelle et conséquemment réductible. Cass. 15 avril 1862 et 12 août 1872 (de Sainneville). *Sir.*, 1862, 1, 483, et 1872, 1, 325.

Art. 923.

1873. BAUBY. — Des Donations de sommes payables à terme, ou du rang auquel les créances qui en résultent doivent être payées; par J. BAUBY, d. e. d., j. à Perpignan. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 5-29.

1874. BONNET. — Des Donations à terme, par A. BONNET, cons. à Poitiers. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860), p. 413-444.

Cette dissertat. et la précéd. ont été écrites à propos d'un arrêt de Cass. Req. 7 mars 1860, sur pourvoi contre un arrêt de Limoges, 18 juin 1859 (Vigne-Salvagnac). V. sur le même arrêt :

NICIAS-GAILLARD. — Examen doctr. ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860), p. 193-200, — et Note ap. *Dall.*, 1860, 1, 153.

Sur l'arrêt de Limoges : DUTRUC. — Examen doctr. ap. *Sir.*, 1859, 2, 465.

Art. 924-927.

1875. BERTAULD, — Examen doctrinal. Art. 792, 924, 925, 926 et 927 du C. Nap., par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 193-202.

1876. C. — De la Réduction des legs en propriété et en usufruit, par C. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, 1876, p. 85-95.

Cf. sup. nos 1849 et 1859.

Art. 928 nt.

Art. 929-930.

1877. BERTAULD. — De l'Action en réduction contre les tiers (explication des art. 929 et 930 du C. Nap.), par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. I, p. 452-464.

V. sup. no 61.

CHAPITRE IV. — DES DONATIONS ENTRE VIFS.

Les dispositions de ce chapitre ont été presque toutes empruntées textuellement à l'ordonnance sur les *Donations* de février 1731. Nous avons donc dû indiquer ici les auteurs qui ont écrit sous l'empire de cette ordonnance, bien qu'ils soient antérieurs au Code civil.

1878. D'AGUESSEAU. — Recueil des questions de jurisprudence proposées par M. le chancelier D'AGUESSEAU à tous les Parlements de France, concernant les Donations, etc. — In-4. *Toulouse*, 1749.

Ce recueil a été rédigé par FURGOLE. — V. enc. sur les Ordonnances composées par D'AGUESSEAU, les lettres de ce magistrat au sujet des mêmes ordonnances, recueillies dans ses Œuvres, et il est cité par tous les auteurs modernes, 13 vol. in-4, 1780-1789. Les mêmes, revus par PARDESSUS, 16 vol. in-8. *Paris*, 1819.

1879. BOUTARIC. — Explication de l'ordonnance de Louis XV, concernant les Donations, par BOUTARIC. — In-4. *Avignon*, 1744.

1880. DAMOURS. — Conférence de l'ordonnance sur les Donations avec le droit romain, etc., par DAMOURS, av. au Conseil. — In-8, *Paris*, 1753.

1881. FURGOLE. — Observations sur l'ordonnance de Louis XV concernant

les Donations, par FURGOLE. — In-folio. *Toulouse*, 1733. — *Nouv. éd.*, corr. et considér. augm. par l'auteur, 2 vol. in-4. *Toulouse*, 1761. — *Nouv. éd.*, *dans les Œuvres complètes*, rev., corr. et augm. : éd. in-8, 2 vol. (V et VI des *Œuvres*), *Paris*, Cellot (*Nismes, Lyon*), 1775 et 1776. Il y a aussi une éd. in-4.

Le livre de Furgole a une très-grande importance, à raison de la part considérable qu'il a prise à l'ordonnance de 1731. Tous les traités de F. ont d'abord été imprimés séparément.

1882. GUILHON. — Traité des Donations entre vifs, par C.-G. GUILHON, proc. du r. à Lectoure. — 3 vol. in-8. *Toulouse*, Bellegarrigue, 1818-19. (10 fr.)

V. art. crit. de B. ap. *Thémis*, t. IV, p. 50-56.

1883. GUY DU ROUSSEAU DE LA COMBE. — Commentaire sur les nouvelles ordonnances, par GUY DU ROUSSEAU DE LA COMBE, av. au Parlem. de Paris. — In-4. *Paris*, 1738. — *Ibid.*, in-4, 1753.

1884. POTHIER. — Traité des Donations entre vifs, par POTHIER (dans toutes les édit. de Pothier). V. sup. n° 145.

1885. RICARD. — I. Traité des Donations, par J.-M. RICARD, augmenté par DUCHEMIN, av. au Parlement. — 2 vol. in-fol., 1754.

II. *Nouv. éd.*, avec remarques et notes de BERGIER. — 2 vol. in-fol. *Clermont-Ferrand*, 1783.

Cette dernière édition est la meilleure ; elle est devenue très-difficile à trouver. « On prétend, dit Dupin aîné, que cette rareté vient de ce que le propriétaire a fait mettre presque tous les exemplaires à la rame, au commencement de la Révolution, s'imaginant sans doute que les anciens ouvrages de droit, même les meilleurs, ne seraient plus d'aucune utilité en France. »

La 1re édition du Traité des Donations est de 1652, in-4, la 2e de 1655, in-4. Il y en eut d'autres des différentes œuvres de R., en 1685, 1688, 1701, 1713, 1730, 1734 et 1783. Celle de 1754, outre les augmentations de DUCHEMIN, contient aussi des remarques et des notes de BERGIER.

1886. ROUSSILHE. — La Jurisprudence des Donations entre vifs, suivant l'usage de tous les Parlements et siéges du royaume, soit de droit écrit, soit de pays coutumier, par ROUSSILHE. — 3 vol. in-12. *Avignon*, 1785.

1887. SALLÉ. — L'Esprit des ordonnances de Louis XV sur les Donations, les Testaments et autres matières civiles et ecclésiastiques ; par SALLÉ. — 3 vol. in-12. *Paris*, 1752 ; — In-4, 1759.

1888. Thèses de Doctorat.

BOUBÉE DE LA COUTURE. De la Nature et de la forme des Donations, in-8, *Paris*, 1853. — OPRÉANO. Des Donations. in-8, 1870. — SCHOEFFER. De la Donation, in-8, *Strasbourg*, 1861.

1889. MICHAUX. — Traité pratique des Donations entre vifs, entre époux, des partages d'ascendants, et des actes qui en dérivent (acceptation, notification, procuration, révocation, etc.), avec un grand nombre de formules nouvelles ; par Alex, MICHAUX. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1866. (8 fr.)

Cet ouvrage, écrit à un point de vue essentiellement pratique, contient une foule d'aperçus nouveaux, omis ou dédaignés par les jurisconsultes, mais d'une réelle importance pour les notaires chargés d'appliquer la loi et non de la discuter.

SECTION Ire. — *De la Forme des Donations entre vifs.*

1890. CAUCHE. — De la Forme des donations. Th. D., par CAUCHE, av. — In-8. *Toulouse*, 1870.

1891. SAUVALLE. — Étude sur la Forme des libéralités entre vifs. Th. D., par SAUVALLE. — In-8, 1875.

Art. 931, n1.

Art. 932-935.

1892. LESPINASSE. — De l'Acceptation des donations entre vifs, par H. LESPINASSE, prem. av. gén. à Pau. — Ap. *R. crit.*, 1873, p. 640-648.

1893. PARADAN. — La Donation faite par un tiers en faveur d'une femme mariée est-elle nulle si son mari ne l'a pas autorisée à l'accepter ? — Cette nullité est-elle *absolue*, de telle sorte que le donateur puisse s'en prévaloir aussi bien que le donataire ? par PARADAN, cons. à Nîmes. — Ap. *R. crit.*, 1875, p. 173-180.

1894. ***. — L'Acceptation de donation et la procuration à l'effet d'accepter doivent-elles être passées en la présence réelle du second notaire ou des témoins ? — Ap. *J. du Not.*, 15 juin, 5 oct., 6 nov. 1850.

Art. 936.

1895. PONT. — Le Sourd-Muet illettré peut-il faire une donation ? Exam. doctr. par P. PONT, av., d. e. d. — Ap.. *Rev. Wol.*, t. XIX (1844), p. 615-624.

Cass. 30 janv. 1844. — *Sir.*, 1844, 1, 102.

Art. 937.

V. sup. sous l'art. 910.

Art. 938-940.

1896. BIARNOY DE MERVILLE.—Maximes sur les insinuations de donations, par BIARNOY DE MERVILLE. — In-12, 1736.

Art. 941.

1897. MOURLON. — Singuliers Considérants d'un arrêt de la Cour de Bordeaux, par Fréd. MOURLON.— Ap. *Rev. prat.*, t. XVIII (1er 1864), p. 468-480.

Art. 942-944, nt.

Art. 945.

1898. FERRY. — Le Donataire peut-il, par l'abandon de la chose donnée, se dispenser d'exécuter les charges? par FERRY. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. X, p. 769, 972.

1899. GENREAU. — Questions sur la Vente [différence entre la vente et la donation avec charges], par G. GENREAU, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1854), p. 492-503.

Cette étude est extr. de la Th. de D. de l'auteur; le titre qu'il lui donne ici est tout à fait inexact, car la question qui y est traitée est celle de savoir si le donataire peut s'affranchir des charges en renonçant à la donation. V. inf. titre de la *Vente*.

Art. 946.

V. sup. nos 1759 et suiv.

Art. 947, nt.

Art. 948.

1900. AUDIER. — La Règle de l'art. 948 C. civ., est-elle applicable à tout ce qui est censé meuble d'après l'art. 535 C. civ.? par J. AUDIER. — Ap. *J. du Not.*, 11, 15 et 18 nov. 1865.

1901. DE TAYRAC. — Du Don manuel. Th. D., par DE TAYRAC. — In-8. *Toulouse*, 1869.

1902. ***. — Une Donation d'effets mobiliers est-elle valable quand, au lieu d'avoir annexé à la minute un état estimatif signé du donataire, il a été déclaré que les objets donnés étaient ceux détaillés dans un inventaire reçu tel jour par tel notaire? — Ap. *J. du Not.*, 24 mai 1845.

V. enc. inf. *Donations à cause de mort.*

Art. 949.

V. inf. *Ibid.*

Art. 950, nt.

Art. 951-952.

1903. BRESSOLLES. — Donation. Droit de retour. — Lorsqu'une donation a été faite avec réserve du *droit de retour*, en cas de prédécès du donataire et de sa postérité, mais avec la faculté pour le donataire de disposer de la jouissance des choses données en faveur de son conjoint, cette disposition de jouissance est-elle *définitivement* réduite à la moitié par la survie d'un enfant du donataire (C. Nap., art. 1094), lors même que le prédécès de cet enfant avant le donateur donne ensuite lieu au droit de retour en faveur de ce dernier? par G. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 451-454.

1904. GODART. — Le Concours du donateur à la vente de l'immeuble donné, consentie par le donataire, a-t-il pour effet de mettre obstacle à l'impression sur cet immeuble d'une hypothèque légale ou de tout autre droit réel du chef du donateur? par H. GODART, d. e. d., av. C. Cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 87-94.

Lettre de M. LETERME, en réponse à cet article, et note de la rédaction. — *Ibid.*, p. 383-392.

1905. LEFEBVRE. — Droit de retour. — Substitution fidéicommissaire. [Dans quel cas le droit de retour stipulé présente-t-il les caractères d'une substitution fidéicommissaire?] par A. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 27 janv. 1866.

1906. MÉLIN. — Retour conventionnel. De la nécessité d'en préciser l'étendue, au point de vue : 1° du droit lui-même; 2° d'une donation faite conjointement de leurs biens propres par les deux époux; 3° des rapports des époux donatenrs avec leur communauté : 4° d'une donation comprenant à la fois les biens propres et les acquêts de communauté des époux donateurs. — Moyens proposés, formules; par L. MÉLIN, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 570, 657.

V. enc. sup. sous l'art. 747.

1907. PAULTRE. — Intervention du donateur dans les aliénations et affectations hypothécaires consenties par le donataire, par EM. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. III (1862), p. 428 et t. IV (1863), p. 171 et 504.

SECTION II.—*Des Exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre vifs.*

1908. BILLECARD. — De la Révocation des donations entre vifs. Th. D., par A. BILLECARD.— In-8. *Besançon*, imp. Jacquin, 1865.

1909. GAUTIER. — Des Exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations. Th. D., par GAUTIER. — In-8, 1865.

1910. ODINOT. — Des Causes de révocation des donations entre vifs. Th. D., par ODINOT. — In-8. *Dijon*, 1872.

1911. PÉROUSE. — Des Exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre vifs. Th. D., par PÉROUSE. — In-8. *Paris*, 1872.

1912. DE LA ROUVIÈRE. — Traité sur la Révocation et nullité des donations, legs, institutions, fidéicommis et élections d'héritiers par l'ingratitude, l'incapacité et l'indignité des donataires, héritiers, légataires, substitués et élus à une succession : par DE LA ROUVIÈRE. — In-4. *Toulouse*, 1738.

Art. 953.

Cf. art. 900.

Art, 954.

1913. HÉAN. — Donation. Inexécution des charges. — Lorsqu'un immeuble compris dans une donation entre vifs est vendu par le donataire, et rentre ensuite dans le patrimoine du donateur par suite de l'action en révocation qu'il a formée, tant contre le donataire que contre l'acquéreur, pour cause d'inexécution des conditions de la donation, ce dernier est-il fondé à la revendiquer contre son vendeur, qui, en sa qualité d'héritier du donateur, en est redevenu propriétaire après le décès de celui-ci, en vertu d'un partage fait entre lui et ses cohéritiers? par HÉAN, ex-not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 186-199.

Exam. doctr. de Riom, 1er mai 1861. *Sir.*, 1862, 2, 404.

Art. 955-959.

Sur la révocation des donations par suite de séparation de corps, addition aux articles énoncés sous l'art. 299 Code civil. (Sup. nº 579 et suiv.)

1914. DEMANTE. — La Révocation des donations, opérée par la séparation de corps, se produit-elle avec effet rétroactif au détriment des tiers acquéreurs qui tiennent leur droit de l'époux déchu? par Gab. DEMANTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 385-393.

Question neuve et sur laquelle aucun auteur ne s'était encore expliqué. Cassat. 30 août 1865. Add. BOULLANGER, Exam. doctr. Ap. *Sir.*, 1866. 1, 9 (8 col.).

1915. MARTOU. — De la Révocabilité pour cause d'ingratitude des donations entre époux, faites par contrat de mariage ; par MARTOU. — Brochure in-8. *Bruxelles*.

1916. PONT. — Examen doctrinal de l'arrêt de cassation du 23 mai 1845, ch. réunies (aff. Lefoulon). — Ap. *R. Wol.*, t. XXII (1845), p. 90-111.

Cf. sup. nº 580.
Add. Exam. doctr. de MIMEREL sur Cass. 26 fév. 1856, ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1856), p. 289-292. — Note de CARRETTE, ap. *Sir.*, 1856, 1, 193 (2 col.).
Add. *du même*. Examen doctr. de Nancy, 16 févr. 1850. — Ap. *Rev. crit.*, t. III, p. 133.

1917. LYON-CAEN. — La Demande en révocation des avantages matrimoniaux s'éteint-elle avec la demande en séparation de corps par le décès du conjoint demandeur, sans passer aux héritiers du défunt, eût-elle été formée par conclusions spéciales, c'est-à dire si la révocation était demandée comme suite et conséquence de la séparation de corps? par Ch. LYON-CAEN, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Sir.*, 1874, 1, 289 ; et *J. Pal.*, 1874, p. 753 (6 col.).

Exam. doct. de Cassat., 29 déc. 1873.

Art. 960-964.

1918. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Mémoire sur la Révocation des donations pour cause de survenance d'enfant légitime; par BERRIAT-SAINT-PRIX. — Ap. *Mém. Acad. des sc. mor.*, t. VI, p. 161.

Un extrait a été reprod. ap. *J. du Not.*, 18 oct. 1844.

1919. GUÉRIN-LONG. — De la Révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. Th. D. (Grenoble), par GUÉRIN-LONG, av. — In-8. *Grenoble*, imp. Allier, 1874.

1920. HERVÉ. — De la Révocation pour survenance d'enfant. Th. D., par HERVÉ. — In-8. *Paris*, 1873.

1921. VILLEMONTE. — De la Révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. Th. D., par Marc VILLEMONTE.— In-8. *Paris*, Pichon, 1875.

1922. COIN-DELISLE. — Pourquoi l'enfant du second lit ne révoque pas les donations faites en mariage à la première femme, morte sans postérité; et si, en droit, la révocation par survenance d'enfant se fait dans l'intérêt de l'enfant? par COIN-DELISLE. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1857.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XI (2e 1857), p. 385-414. — Exam. doctr. de Cass. Civ. 11 mai 1857.

1923. PONT. — L'Existence, au temps de la donation, d'un enfant naturel reconnu fait-elle obstacle à la révocation de cette donation pour cause de survenance d'un enfant légitime? par P. PONT. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XIX (1er 1864), p. 624-633, et ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 14 et p. 696-700.

A propos d'un arrêt de Paris du 29 déc. 1843 et d'un arrêt de Douai du 7 juin 1850.

V. enc. : 1° sur l'arrêt de Paris (Biscuit), ap. *Sir.*, 1844, 2, 49, les conclus. de l'av. gén. HÉBERT (3 col.) et Note crit. (3 col., et ap. *Dall.*, 1844, 1, 257 et 2, 81. Réquis. HÉBERT (3 col.) et note (5 col.) — Dans cette importante aff. ont été produites des consult. de VATIMESNIL sur la révocation et de MOREAU, RAVEZ, PARDESSUS et GAUDRY pour le maintien de la disposition.

V. enc. sous l'art. 1096.

1924. DUWARNET. — De la Révocation des donations par l'adoption, par DUWARNET, av. à Evreux.— Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 676-695.

Cette dissertation est la reproduction d'une plaidoirie de l'auteur devant la Cour de Rouen (13 mai 1851). V. l'art. suiv.

1925. MARCADÉ. — I. De la Révocation des donations par l'adoption. Consultation de V. MARCADÉ, av. C. de Cass. — In-8, 1 f. 1/4. *Paris*, impr. Thunot, 1851.

Reprod. en grande partie ap. *Sir.*, 1852, 2, 178; — *Dall.*, 1852, 2, 33.

II. De la Révocation des donations par l'adoption. Observations sur un récent arrêt de la Chambre des requêtes. —Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 275-295.

V. enc. du même ap. *J. Pal.*, 1852, 1, 353.

Add. ANCELOT. — Examen doctr. de l'arrêt de Cass., ap. *Rev. Wol.*, t. XLV (1852), p. 152-158. — Note crit. d'arrêts sur le même sujet, ap. *Rev. crit.*, t. II, p. 467.

M. MARCADÉ, qui avait enseigné dans ses *Éléments de droit civil*, une solution contraire à celle qu'il défend ici, s'est rangé à l'opinion de M. DUWARNET, et s'est chargé de la soutenir devant la Cour de cass. contre la jurisprudence de l'arrêt de la Cour de Rouen du 13 mai 1851.

Art. 965 et 966 nt.

CHAPITRE V. — DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES.

1926. DEFRÉNOIS. — Traité, formulaire en regard, des Testaments authentiques, mystiques et olographes et des legs, par DEFRÉNOIS. — Br. gr. in-8, format des dossiers. *Paris*, Cotillon, 1872. (3 fr.)

1927. MICHAUX. — Traité pratique des Testaments notariés, olographes, mystiques et autres, et des actes qui en sont la conséquence : actes de suscription, dépôts de testaments, révocation, délivrances de legs, comptes d'exécuteurs testamentaires; avec une collection de formules inédites; par Alexandre MICHAUX. — 1 vol. in-8, VI-558 p. *Paris*, Marchal et Cie, 1865, (8 fr.)

— Les formules séparément. — 1 vol. in-8, 1865. (1 fr. 50.)

Livre utile et recherché des praticiens.

1928. RABEC. — Des Testaments. Th. D., par RABEC. — In-8. *Caen*, 1872.

1929. HERVÉ. — De la Forme des testaments, Th. D. (Poitiers), par HERVÉ. — In-8. *Poitiers*, 1872.

1930. POUGNET. — De l'Importance du testament en droit romain, ancien droit français et droit actuel. Th. D., par H.-A. POUGNET. — In-8, 20 ff. *Paris*, impr. de Mourgues, 1856.

SECTION Ire. — *Des Règles générales sur la forme des Testaments,*

Art. 967.

1931. LFFEBVRE. — Quelle est la valeur d'un testament qui ne contient qu'une exhérédation sans institution au profit de ses autres héritiers? Exam. doctr. par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 19 juin 1869.

Cass. 10 fév. 1869 (Dautreville), *Sir.*, 1869, 1, 153. — V. aussi Cass. 17 nov. 1863. Réquis. RAYNAL (3 col.) et Note (3 col.) ap. *Sir.*, 1864, 1, 5, et Note de THIERCELIN, ap. *Dall.*, 1863, 1, 441 (4 col.).

Art. 968.

1932. LEFEBVRE. — Dans quel cas les dispositions testamentaires doivent-elles

être déclarées nulles, comme constituant des testaments conjonctifs? Exam. doct. par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 10, 14 mai 1873.

Cass., 3 fév. 1873 (Massu). Add. Rapport du cons. ALMÉRAS-LATOUR. *Sir.*, 1873, 1, 314 (4 col.).

Art. 969, n[t].

Art. 970.

1933. BLAQUIÈRE. — Le Guide et Formulaire du testateur, ou Traité du testament olographe, par J. BLAQUIÈRE. — 2[e] *éd.*, in-18, 1 f. *Paris*, Saint-Jore, 1844. (60 c.)

1934. PETIT. — L'Art de faire un testament mis à la portée de tous. ou Manuel du testateur; par Elie PETIT, av. — In-18, 4 ff. *Paris*, D[lle] Desrez, 1846.

1935. JOZON. — Quelle est la valeur des renvois et interlignes ajoutés à un testament olographe? par P. JOZON, av. C. Cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XI, p. 566 et 641.

1936. LEFEBVRE. — Testament olographe. Dépôt en l'étude du notaire par le testateur. Acte de dépôt, sa validité. Exam. doctr. par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 21 août 1869.

Besançon, 5 mai 1869.

1937. RAVEZ. — La date donnée par un testateur à un testament fait foi jusqu'à inscription de faux; elle ne peut être infirmée que par des énonciations prises dans le testament lui-même. Consultation de M[e] RAVEZ, av.

Cette consultat. a été reproduite en partie, ap. *Sir.*, 1843, 2, 469. Nancy, 15 juill. 1343 (Devivier.)

Add. sur la même question. Réquis. du proc. gén. C. Cassat. Belgique FAIDER, et Notes ap. *Dall.*, 1875, 2, 217. *Sir.*, 1876, 2, 51. — C. cass. Belg. 26 mars 1875. Cf. *Dall.*, 1857, 2, 142.

1938. CHOTTEAU. — Des Testaments déposés à titre officieux entre les mains des notaires et qui, leurs auteurs étant décédés, demeurent ignorés de ceux qu'ils intéressent. Conséquences fâcheuses qui en peuvent naître. Du moyen d'y remédier; par Alph. CHOTTEAU. — Ap. *Monit. du Notar. belge*, 17 mars 1866.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 17 mars 1866.

Sur la vérification d'écriture des testaments olographes. V. sous l'art. 1008.

Art. 971-975.

1939. LANSEL. — Du Testament authentique. Etude sur la forme du testament par acte public et sur les formalités qui doivent l'entourer; par Ch. LANSEL. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 241-249, 321-335, 578-586. et t. XVII (1876), p. 321.

1940. COULON. — Le testateur a-t-il le droit de retirer son testament, la minute même de son testament, des mains du notaire qui l'a reçu, en lui en donnant décharge? par COULON. — Ap. *Dial.*, *etc.*, t. III, p. 489-518, (dial. 133.)

V. sup. n° 68.

1941. HENNEQUIN. — Les témoins instrumentaires d'un testament argué de faux incident peuvent-ils être entendus dans l'enquête, et leurs dépositions suffisent-elles pour établir le faux? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 21, 25 nov., 2, 5 déc. 1857.

Art. 972.

1942. LEFEBVRE. — Testament authentique. — Dans quel cas la preuve contraire aux mentions qui y sont consignées est-elle admissible? par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 17 sept. 1873.

1943. *Le même.* — La Nullité d'un testament résultant de l'erreur de date est-elle absolue? — *Ibid.*, 12 mars 1873.

Dictée. — Écriture.

1944. HENNEQUIN. — L'Inscription de faux tendant à prouver qu'un testateur n'a pas dicté lui-même au notaire le testament attaqué, doit-elle être accueillie, bien qu'il résulte des termes mêmes du testament et de l'articulation des faits que le testateur a suffisamment manifesté ses intentions, et que le testament en est l'expression? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 21 fév. 1857; 20, 23 oct. 1858.

1945. LEFEBVRE. — I. Testament authentique. — Dictée. — Questions posées au testateur; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 29 mars 1876.

II. Quelle est la validité d'un testament authentique, quand le testateur se borne à répondre par signes ou par monosyllabes aux interpellations du notaire? — *Ibid.*, 29 janv. 1873.

1946. COMBE. — De la Validité du testament authentique dicté au moyen d'un interprète ; par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 22 sept. 1869.

1947. LEFEBVRE. — De la Validité d'un testament authentique, dicté au notaire et écrit en langue étrangère, par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 10, 22 août, 4 sept. 1868 ; 26 juill. 12 août 1871, 23 oct. et 24 nov. 1874 ; 22 déc. 1875.

Add. Observations de WASMER. — *Ibid.*, 2 sept. 1868.

1948. ***. — Un Testament authentique est-il nul à défaut de la mention expresse qu'il a été écrit par l'un des deux notaires qui l'ont reçu ?

Cette question a été très-controversée à l'époque où fut promulgué le titre des *Donations et Testaments*. Le *J. du Pal.* a publié à ce sujet plusieurs consultations et dissertations dont voici le détail :

1°. 2°. Consultat. du 25 fruct. et du 25 frim. an XI ; Sées FAURE, GRENIER, MOURICAULT, JOBERT et SIMÉON. — 3e vol. de l'an XII, p. 7 et 173.

3° Consultat. (analyse). *Ibid.*, p. 107.

4° Consult. (anal. et observat.) *Ibid.*, p. 163.

5° Observat. sur un arrêt de Bruxelles. *Ibid.*, p. 337.

Lecture.

1949. LEFEBVRE. — Testament authentique. Mention de la lecture en présence de témoins ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 avr. 1873.

1950. MERVILLE. — Le Sourd peut-il tester par acte public ? par MERVILLE, cons. C. Cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXII (2e 1871), p. 305-316.

Exam. doctr. de Cass. 14 fév. 1872. (Blanc c. Aubert.)

A propos du même arrêt : V. BOULLENGER, Exam. doctr. — ap. *Sir.*, 1872, 1, 5 (8 col.) et *J. Pal.*, 1872, 5.

LEFEBVRE. *D°*. — ap. *J. du Not*,, 6 avril 1872. — Add. *Ibid.*, 19 sept. 1868.

Le Même. Sur divers arrêts. *Ibid.*, 19 sept. 1872.

V. aussi Observat. sur Montpellier, 1er déc. 1852. ap. *J. des Not.*, etc. Art. 14862.

1951. VALABRÈGUE.—Étude sur le Testament authentique. Le testament public peut-il être lu par un autre que par le notaire, et quelles sont les personnes qui peuvent en donner lecture? par E. VALABRÈGUE, subst. à Saint-Marcellin. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXX (2° 1870), p. 97-110.

1952. HENNEQUIN. — I. Un Testament authentique doit-il, à peine de nullité, mentionner la lecture au testateur en présence de témoins, non-seulement de la partie de l'acte qui renferme les dispositions par lesquelles le testateur lègue ses biens, mais encore de celle qui énonce la déclaration de ne pouvoir signer et la cause qui l'empêche ? — En d'autres termes, la formalité de la lecture du testament au testateur, en présence de témoins, prescrite par l'art. 972, avec mention expresse de cette lecture, s'étend-elle à la déclaration de ne savoir ou de ne pouvoir signer, dont l'art. 973 veut aussi qu'il soit fait mention expresse ? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 25 janv. 1854, et 16 mai 1855.

II. Examen de la jurisprudence sur la formalité de la lecture. — *Ibid.*, 8 mars et 17 oct. 1855.

Art. 973.

1953. LEFEBVRE. — Testament authentique. Donations entre vifs. Signature. Déclaration de ne pouvoir signer. Enonciation de la cause ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 20, 24 mai, 20 août, 15 et 18 nov. 1876.

Exam. doctr. à propos de Cass. 29 juill. 1875, et Douai, 26 juill. 1876.

1954. ***. — Un Testament dans lequel il est constaté que le testateur a déclaré ne savoir signer est-il nul, s'il vient à être prouvé que le testateur savait signer? — Ap. *J. du Not.*, 19 nov. 1844.

Art. 974, nt.

Art. 975.

1955. HENNEQUIN. — I. L'Individu qui travaille habituellement dans l'étude d'un notaire doit-il être considéré comme un clerc, encore qu'il ne reçoive aucune rémunération, et qu'il ne soit pas inscrit sur le tableau des stagiaires, prescrit par l'ordonnance de 1843 ? — Par suite, le testament auquel il a concouru est-il nul? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. Not.*, 20 et 23 mai 1857, 6, 10 et 13 mars 1858.

II. De la Qualité des témoins en matière de testaments. Extranéité.—*Ibid.*, 23 et 26 janv. 1861.

1956. LECLERC. — Les domestiques ou serviteurs du notaire ou des notaires instrumentant dans un testament fait par acte public, peuvent-ils être témoins dans cet acte ? — Réquis. du proc. gén. LECLERC (C. Cass. belge).

Reprod. ap. *J. du Not.*, 15 avril 1868.

1957. LEFEBVRE. — I. La Présence du parent naturel du testateur comme té-

moin, vicie-t-elle le testament ? par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 11 avril 1866.

II. La Parenté ou l'alliance au degré prohibé par l'art. 975 C. civ. de l'un des témoins avec l'un des légataires institués implicitement, entraîne-t-elle la nullité du testament aux termes de l'art. 1001 du C. civ.? — *Ibid.*, 27 août 1864 et 23 août 1865.

Art. 976-979.

1958. HONTHEIM. — Dissertation sur les principes du testament mystique, tant d'après les dispositions de la législation romaine que d'après celles du C. Nap.. Th. D., par N. HONTHEIM. — Br. in-4, 12 p. *Coblentz*, 1808.

1959. MOUREAU. — Traité sur le Testament mystique, par MOUREAU (de Vaucluse). — In-8, 7 ff. 1/2. *Paris*, Locard et Davi, 1819.

1960. N. GAILLARD. — Du Testament mystique, et en particulier de l'obligation de le sceller, c'est-à-dire d'y imprimer un sceau. Exam. doctr. de la jurisprudence, par Nicias GAILLARD, prés. à la C. de Cass. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1857.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 481-523.

1961. LEFEBVRE. — Testament mystique. Disposition en faveur du notaire. [L'acte de suscription d'un testament mystique peut-il être reçu par un notaire gratifié par le testament, lors même que ce notaire a écrit le testament?] par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 8 et 12 fév. 1873.

Exam. doctr. d'arrêt de Cass. belge du 29 janv. 1873 (Ollivier).

Add. FAIDER. — Réq. du proc. gén. FAIDER (C. cass. belge), reprod. ap. *Sir.*, 1873, 1, 97. — — *Dall.*, 1873, 2, 1.

1962. DE GAVARDIE. — De la nécessité de la lecture dans les testaments mystiques par le testateur lui-même, par DE GAVARDIE, anc. mag. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. I, p. 282-289.

Cf. l'art. suiv.

1963. LESPINASSE. — Un testament mystique est-il nul lorsque le testateur l'a signé sans le lire? par H. LESPINASSE, prem. av. gén. à Pau — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t, II, p. 201-207.

Extr. de son réquis. *Pau*, 3 juill. 1865. — Reprod. ap. *Monit. des trib.*, 1866 et *J. du Not.*, 25 juillet 1866.

Art. 980.

1964. LEFEBVRE. — De l'étendue de la responsabilité du notaire en matière de capacité des témoins instrumentaires d'un testament authentique; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 20 déc. 1865; 21 mai 1870, 9 et 17 juin 1875.

Cf. Cass. 7 juil. 1847. Ap. *Sir.*, 1847, 1, 577. Note de DEVILLENEUVE (4 col.).

1965. RAU. — Le Notaire qui a recu un testament par acte public est-il responsable de la nullité du testament pour cause de parenté ou d'alliance au degré prohibé de l'un des témoins avee l'un des légataires? par RAU, cons. C. Cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII (1872), p. 241.

1966. ***. — Lorsqu'un testament a été annulé pour vice de forme, quelle est la responsabilité qui incombe au notaire rédacteur? — Ap. *J. des Not. et des Avoc.*, t. XCV, p. 491 (n° 18055).

SECTION II. — *Des Règles particulières sur la forme de certains Testaments.*

Art. 981 à 998.

V. sup. n° 207.

Art. 999.

1967. BAYLE-MOULLARD. — Testament authentique; pays étrangers. — Rapport du cons. BAYLE-MOUILLARD, Cass. 19 août 1858. — Ap. *Dall.*, 1859, 1, 82 (5 col.).

Art. 1000, nt.

Art. 1001.

V. sup. nos 1964 et suiv.

SECTION III. — *Des Institutions d'héritiers et des Legs en général.*

Art. 1002, nt.

SECTION IV. — *Du Legs universel.*

1968. LEFORT. — Des Legs universels et à titre universel. Th. D., par J. LEFORT. — In-8, 110 p. *Paris*, Thorin, 1869.

1969. RODILLON DE CHAPETTE. — Du Legs universel et à titre universel. Th. D., par RODILLON DE CHAPETTE. — In-8. *Paris*, 1866.

1970. DES ROTOURS. — Du Legs universel. Th. D., par Rob.-E. DES ROTOURS. — In-8. *Paris*, 1857.

1971. SECHEHAYE. — Du Legs universel. Th. D., par SECHEHAYE. — In-8, *Paris*, 1859.

1972. TESTA. — Du Legs universel. Th. D., par TESTA. — In-8. *Toulouse*, 1873.

Art. 1003.

1973. HENNEQUIN. — Il appartient à la Cour de Cass. de déterminer le caractère légal d'un legs, et notamment de décider s'il est universel ou particulier; par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 2 et 6 oct. 1858.

1974. HUVELIN. — Quels sont les caractères essentiels qui doivent faire distinguer un legs universel d'un legs à titre universel? par HUVELIN, not. à Etain. — Ap. *J. du Not.*, 11 nov. 1865.

Add. *Ibid.*, 31 déc. 1845.

Art. 1004 et 1005.

V. sous l'art. 724 et sous l'art. 1008.

Art. 1006.

1975. PAULTRE. — Délivrance de legs. Origine de propriété [Situation du légataire universel vis-à-vis des héritiers non réservataires]; par E. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IX (1868), p. 44.

V. enc. inf. n° 1981.

Art. 1007.

1976. HENNEQUIN. — Doit-il être dressé acte de dépôt d'un testament olographe? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 18 et 22 fév. 1860.

Cf. *Ibid.*, 15 juil. 1846.

1977. LEFEBVRE. — Testament olographe. Dépôt. Lieu de l'ouverture de la succession. Compétence; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 29 déc. 1875, 8 et 12 janv. 1876.

Add. I. lettre de DEVILLE, not. à Tarbes, à propos de ces articles. — *Ibid.*, 29 déc. 1875.

II. ROCHER. — Testament olographe. Ordonnance de dépôt. Président du tribunal. Compétence, par G. ROCHER, av. — Ap. *Rev. du not. et de l'Enr.*, 1876, p. 241-247.

1978. *Le même.* — Le magistrat français (ou belge) a-t-il qualité pour ordonner le dépôt du testament d'un étranger décédé à l'étranger? — *Ibid.*, 24 juillet 1869.

Bruxelles, 22 mars 1869.

1979. *Le même.* — Le notaire, parent ou allié au degré prohibé du testateur ou de l'un des légataires, peut-il être commis pour le dépôt de son testament olographe? — *Ibid.*, 19 déc. 1874.

1980. LESPINASSE. — Testament mystique. — Ouverture et description. Altération. Rétablissement du texte primitif. Mode de preuve; par H. LESPINASSE, av. gén. à Pau. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. IV, p. 105-108.

Art. 1008.

1981. BAZOT. — Questions sur les articles 1006 et 1008 du C. Nap. — Le Légataire universel institué par un testament olographe et envoyé en possession par ordonnance du président du tribunal, lorsque le testateur n'a pas laissé d'héritiers réservataires, est-il obligé, au cas de dénégation d'écriture, d'en établir la sincérité, ou bien, au contraire, le fardeau de cette preuve doit-il peser sur les héritiers légitimes demandeurs en pétition d'hérédité? par Th. BAZOT, d. e. d., subst. à Gien. — Ap. *R. prat.*, t. VI (2e 1858), p. 36-62.

1982. FRÉTEL. — De la Vérification de l'écriture d'un testament olographe, par Ch. FRÉTEL, cons. à Bourges. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXI (1er 1871), p. 152-177.

A propos d'un arrêt de Bourges du 23 août 1870 (aff. Pajot). L'auteur donne dans une note l'état complet de la jurisprudence.

1983. MARCADÉ. — En cas de contestation sur la sincérité de l'écriture d'un testament olographe, et alors qu'il s'agit d'un légataire universel placé en présence d'héritiers non réservataires, mais envoyé en possession par ordonnance du président, est-ce au légataire à prouver cette sincérité, ou à l'héritier du sang, au contraire, à faire la preuve de la fausseté du testament? par V. MARCADÉ, av. C. Cass. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. IV (1847), p. 933.

M. M., à propos de plusieurs arrêts sur cette délicate question, l'a reprise depuis dans la *Rev. crit.*, où aussi M. COIN-DELISLE a soutenu le système contraire. Voici les éléments de cette controverse :

1° La vérification est à la charge du légataire. Exam. doctr. par MARCADÉ. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 277, et t. II (1852), p. 331-335 et 707-711.

2° Solution contraire. Exam. doct. par COIN-DELISLE. — *Ibid.*, t. III (1853), p. 369-383.

3° Réplique, par MARCADÉ. — *Ibid.*, p. 946-964.

Add. :

1984. MIMEREL. — Si la règle qui met la vérification à la charge de l'héritier du sang et non du légataire universel envoyé en possession cesse quand le juge du fait reconnaît qu'il existe des présomptions de suspicion contre le testament, Exam. doctr. par Flor. MIMEREL.—Ap. *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 97-104.

Cass. 6 mai 1856. *Sir.*, 1856, 1, 481, note (2 col.). — *Dall.*, 1856, 1, 216.

1985. ÉMION. — L'Ordonnance du président portant envoi en possession du légataire universel n'est pas un simple acte de juridiction gracieuse, mais un acte de juridiction contentieuse; par suite elle est susceptible d'opposition ou d'appel, et ne peut être exécutée par les tiers que sur le vu d'un certificat de non opposition ni appel; par V. EMION, av.— Ap. *J. des Conserv. des hyp.*, t. XXI, art. 1977 et 1995, et t. XXIII, art. 2202 2266.

Cf. MASSÉ, Exam. doctr. de Cass. 26 nov. 1856. — Ap. *Sir.*, 1857, 1, 13 (3 col.).

1986. CAZALENS. — L'Ordonnance sur requête, par laquelle le président refuse d'envoyer en possession le légataire universel institué par un testament olographe, est-elle susceptible d'appel? Examen doctr. par CAZALENS, av. — Ap. *Dall.*, 1875, 2, 137 (10 col.).

Caen, 7 mars 1873 (Boutin). — Cf. du même. *Ibid.*, p. 73.

1987. LESPINASSE.—Ordonnance d'envoi en possession par le président du tribunal civil, en vertu d'un testament olographe qui a institué un légataire universel. Examen doctr. de la jurisprudence, par H. LESPINASSE, prem. av. gén. à Pau. — Ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 561-570.

1988. ***. — Testament olographe. Légataire universel. Envoi en possession. Nature de l'ordonnance d'envoi. Voies de recours. Opposition. Tierce opposition. Appel. Action principale. Mesures conservatoires. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 891-898.

Art. 1009.

1989. BERRIAT SAINT-PRIX.— I. Les Légataires universels ou à titre universel sont-ils tenus *ultrà vires* des dettes du défunt? Critique de l'arrêt de cassation du 13 août 1851; par Fél. BERRIAT SAINT-PRIX, d. e. d., av. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 167-180.

II. De l'Obligation du légataire universel aux dettes de la succession, lorsqu'il concourt avec des héritiers à réserve. — *Ibid.*, p. 469-484.

L'arrêt du 13 août 1851 (Larenaudie), cassant un arrêt d'Agen du 7 déc. 1849, à propos duquel furent écrits ces deux articles, fut rendu au rapport de M. LABORIE et sur les conclusions conformes de M. Nicias GAILLARD qui répondit à la critique de M. B.-St-P. par la dissertation indiquée plus bas, nº 1991.

Sur le même arrêt V. exam. doct. de MARCADÉ, ap. *Rev. crit.*, t. II, p. 197.

1990. BOURROUILLOU. — De l'Étendue de l'obligation des successeurs testamentaires dans les dettes de la succession, par J. BOURROUILLOU.— Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. V, p. 72-75.

1991. N. GAILLARD. — De la Contribution du légataire universel aux dettes de la succession, lorsqu'il est en concours avec un ou plusieurs héritiers à réserve; par NICIAS GAILLARD, prem. av. gén. à la C. de Cass. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1852. (*Rare.*)

Extr. de la *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 344-365. — Cf. sup. nº 1989.

Add. MERVEILLEUX-DUVIGNEAUX. Réquisitoire. Angers, 1er mai 1867. — Ap. *Sir.*, 1867, 2, 305 (3 col.), et note (3 col.). — *Dall.*, 1867, 2, 85 (3 col.).

V. enc. sup. sous les art. 870 et suiv.

SECTION V.— *Du Legs à titre universel.*

Art. 1010.

V. sup. nos 1973 et 1974.

Art. 1011.

1992. DERÔME. — Légataire à titre universel. Fruits. — Le légataire à titre universel qui a formé sa demande en délivrance dans l'année a-t-il droit aux fruits du jour de l'ouverture de la succession? par Th. DERÔME, subst. à Angers.— Ap. *Rev. Wol.*, t. XLV, p. 357-369.

1993. LEFEBVRE.— Quelle est la nature du droit du légataire à titre universel dans la succession du testateur? par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 24 nov. 1869.

Art. 1012, nt.

Voir sup. sous les art. 870 et s. et sous l'art. 1009.

Art. 1013.

1994. DUPRET. — Quel est, dans l'article 1013 du C. civ., le sens de ces mots : *par contribution avec les héritiers*

naturels? par DUPRET. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 881.

SECTION VI. — *Des Legs particuliers*

1995. GIRAUD. — Des Legs particuliers. Th. D., par GIRAUD. — In-8, 1867.

1996. SAINT-LAURENS. — Des Legs particuliers. Th. D., par SAINT-LAURENS. — In-8, *Toulouse*, 1872.

Art. 1014 à 1019.

1997. THÉZARD. — Du Payement des legs particuliers, par Léop. THÉZARD, prof. Fac. de Poitiers. — Ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 135-158.

1998. RAVEZ.—SIREY.—Le Légataire d'une somme d'argent payable à terme a-t-il le droit de demander caution à l'héritier ou au légataire universel, pour sûreté de son legs, alors surtout que celui-ci paraît dissiper les capitaux de la succession? — Peut-il, au moins, prendre hypothèque ou former des saisies-arrêts? — Deux consultations en sens opposés de RAVEZ et de SIREY. — Ap. *Sir., Coll. nouv.*, t. IV, 2, 90 (12 col.).

V. enc. sup. nos 1973 et 1974.

Art. 1020.

1999. ***. — Conciliation de l'art. 611 du C. civ. avec l'art. 1020. — Ap. *Thémis*, t. V, p. 367.

Art. 1021 à 1024, nt.

SECTION VII. — *Des Exécuteurs testamentaires.*

Art. 1025 à 1034.

2000. LE GENTIL. — Dissertation sur la liberté du testateur en ce qui concerne ses dispositions, leur exécution, et sur le caractère et l'étendue des pouvoirs de l'exécuteur testamentaire; par LE GENTIL, av. j. st. à Arras. — Ap. *Dissertations jurid.*, t. I, p. 133-144.

V. sup. no 80.

2001. PAULTRE. — Exécuteurs testamentaires, par Ém. PAULTRE, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. I (1860), p. 197, 264, 358 et 443; et t. II, p. 106.

Ces articles ont été réunis ap. *Collection des Observations pratiques publiées par la Rev. du Not.*, in-8. *Paris*, 1869, p. 497-530.

SECTION VIII. — *De la Révocation des testaments et de leur Caducité.*

2002. HOMBERG. — De la Révocation des testaments, Th. D., par HOMBERG. — In-8, *Paris*, 1859.

2003. LAGUERRE. — De la Révocation des testaments et de leur Caducité (C. Nap., art. 1035-1047). Th. D., par Léon LAGUERRE. — In-8, 171 p. *Paris*, impr. Bénard et Cie, 1859.

Art. 1035.

2004. COULON. — Un Testament fait devant notaire et portant révocation d'un testament antérieur peut-il, s'il est nul pour vice de forme, valoir comme révocation notariée, s'il renferme toutes les formalités exigées pour les actes notariés ordinaires? par COULON.—Ap. *Dialogues*, t. II, p. 481-511 (dial. 87).

V. sup. no 68.

Add.

2005. I. HENNEQUIN. — Examen doctr. sur Cassat. 10 avril 1855 (Dulac). — Ap. *J. du Not.*, 11, 15 août 1855.

II. Sur la même affaire, une consultation de RAVEZ rapportée en note de l'arrêt. — Ap. *Sir.*, 1855, 1, 321 (5 col.).

2006. DUVERGIER. — Une Disposition testamentaire, nulle comme substitution prohibée, a-t-elle pour effet de révoquer un testament antérieur incompatible avec le nouveau? Consultation de DUVERGIER rapportée ap. *Sir.*, 1849, 1, 674 (4 col.).

Consultation contraire de VATIMESNIL. — Sur l'arrêt de Poitiers dont était pourvoi, le *Rec. Sir.* donne le réquisit. de l'avocat gén. FLANDIN. — *Ibid.*, 1847, 2, 354 (3 col.).

2007. PONT. — Un Testateur peut-il faire revivre les dispositions contenues dans un testament révoqué, en déclarant, par acte notarié, qu'il entend leur rendre l'existence? Ou bien, cette déclaration ne peut-elle produire son effet qu'autant qu'elle est reçue dans les formes testamentaires? par P. PONT, d. e. d., av. à Paris. — Ap. *Rev. Wol.*, t. III (1835-36). p. 104-123.

Art. 1036-1038.

2008. BAZOT. — De la Révocation tacite des testaments, par Th. BAZOT, prés. de ch. à Chambéry. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 34-60.

Cette étude est extraite d'une série commencée par l'auteur dans cette Revue sous le titre de : *Questions pratiques. — Revue critique de doctrine et de jurisprudence en matière civile.*

Add. I. DEVILLENEUVE. 1o Examen doctr. sur Agen, 7 mai 1850. Ap. *Sir.*, 1850, 2, 241 (3 col.). 2o Do *Ibid.*, 1848, 2, 337 (2 col.).

II. MARCADÉ. — Examen doctr. sur Cass. Req. 10 mars 1851. — Ap. *Rev. crit.*, t. Ier (1851), p. 453-462. — V. sur l'arrêt d'Agen contre lequel était dirigé le pourvoi, observations de DEVILLENEUVE. Ap. *Sir.*, 1850, 2, 241 (4 col.).

III. THIERCELIN. Examen doctr. sur Besançon, 23 janv. 1867. Ap. *Dall.*, 1867, 2, 1 (4 col.).

Art. 1039.

2009. VAUGEOIS. — Étude sur la Caducité du legs d'usufruit par rapport aux personnes qui doivent en profiter, lorsqu'il existe un légataire de la nue propriété; par A. VAUGEOIS, prof. Fac. de Nancy. — Br. in-8, 70 p. *Paris*, Cotillon, 1868.

Extrait de la *Rev. crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 355-402.

Art. 1040-1043.

2010. MASSOL. — Principe rationnel de la règle Catonienne en droit romain et en droit français, par MASSOL, prof. Fac. de Toulouse. — In-8, 72 p. *Toulouse*, Delboy; *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1876. (2 fr.)

Extr. du *Rec. Acad. de législat. de Toul.* 1875, p. 62-130.

Cette règle est celle-ci : Un legs qui aurait été inutile si le testateur était mort au moment de la confection du testament, ne peut valoir parce que le testateur a survécu. — A-t-elle encore son application dans notre droit? tel est l'intérêt de la brochure de M. MASSOL.

V. art. crit. de G. HUMBERT, prof. Fac. Toulouse, ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 59-64.

Cf. Cassat. 27 nov. 1848. *Sir.*, 1849, 1, 12 et note. — *Dall.*, 1848, 1, 225 et note.

Art. 1044-1045.

2011. GRANDMAISON. — De l'Accroissement en matière de legs. Th. D., par GRANDMAISON. — In-8. *Caen*, 1872.

2012. LAFFONT. — Du droit d'Accroissement en matière de legs. Th. D., par LAFFONT. — In-8. *Paris*, 1856.

2013. VAN WETTER. — Droit d'Accroissement entre colégataires, par VAN WETTER. — In-8, 1866.

V. enc. sup. no 1548.

Art. 1046-1047, nt.

CHAPITRE VI. — DES DISPOSITIONS PERMISES EN FAVEUR DES PETITS-ENFANTS DU DONATEUR, DU TESTATEUR, OU DES ENFANTS DE SES FRÈRES ET SŒURS.

2014. BERTAULD. — Questions sur les substitutions permises, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. I, p. 412-439.

V. sup. n° 61. — Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXVIII (1er 1866), p. 193-210.

2015. BOUVATTIER. — Des Substitutions permises. Th. D., par BOUVATTIER. — In-8. *Caen*, 1862.

2016. SUBRA. — De la Substitution vulgaire. Th. D., par SUBRA. — In-8. *Toulouse*, 1870.

Art. 1048 à 1052, nt.

Art. 1053.

V. inf. sous l'art. 1167. Dissert. de M. CAPMAS.

Art. 1054, 1055, nt.

Art. 1056.

2017. ***. — Comment doit être nommé le tuteur à la substitution dont parle l'art. 1056 du C. civ.? — En admettant que ce soit par un conseil de famille, devant quel juge de paix faut-il le convoquer, et comment doit-il être composé? — Ap. *J. des Just. de p.*, 1847, p. 321-324.

Art. 1057-1071, nt.

Art. 1072.

2018. PISON. — Observations sur le sens de l'art. 1072 du C. Nap., par PISON, agr. Fac. d'Aix. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 14-28.

Art. 1073-1074, nt.

CHAPITRE VII. — DES PARTAGES FAITS PAR PÈRE, MÈRE, OU AUTRES ASCENDANTS, ENTRE LEURS DESCENDANTS.

2019. BARAFORT. — Des Partages d'ascendants, et des modifications à introduire dans la loi sur cette matière, à propos de l'enquête agricole, par F. BARAFORT, prés. de ch. à Lyon. — 2e *éd.*, rev. et augm. par l'auteur. — 1 vol. in-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870. (3 fr. 50.)

Les partages d'ascendants sont un des points sur lesquels le C. civ. a laissé le plus à faire. La doctrine et la jurisprudence ont, non pas seulement à expliquer et à développer, mais à découvrir les règles qui gouvernent cette importante institution. A d'autres égards, les interprétations diverses auxquelles ont donné lieu dans la jurisprudence l'application des dispositions de la loi relatives au partage des successions *ab intestat*, et leur combinaison avec celles des partages anticipés d'ascendants, ont provo-

qué des critiques nombreuses dans les publications d'économie politique et dans les revues d'agriculture : elles ont en fin de compte servi de texte au vœu formulé dans l'enquête agricole de 1868, tendant à des modifications législatives de la matière. Ces propositions de réforme n'ont pas abouti jusqu'à présent parce qu'elles attaquent dans ses fondements notre système successoral, convergeant ainsi vers le but que se proposent les partisans de la liberté illimitée de tester. M. le prés. BARAFORT s'accorde avec M. le prés. RÉQUIER (V. inf. nº 2028) pour soutenir que le C. civ. concède au père de famille une liberté suffisante de distribuer ses biens à ses enfants à son gré, donnant à l'un des immeubles, à l'autre des capitaux mobiliers, consultant les aptitudes de chacun, s'affranchissant de l'observation de la règle qui veut que, dans les partages ordinaires, chaque lot soit autant que possible composé de biens de même nature.

M. BARAFORT est aujourd'hui conseiller à la C. de Cass.

Sur cet ouvrage :

RÉDARÈS. — Des Partages d'ascendants et des modifications à introduire dans la loi sur cette matière. Traité de M. le prés. Barafort. Rapport à l'Acad. du Gard, par Em. RÉDARÈS, av.— In-8, 16 p. *Nîmes*, impr. Clavel-Ballivet et Cie, 1870. — Reproduit ap. *Droit*, 6 mai 1870.

Add. div. art. de crit. bibliographique.

2020. BERTAULD. — I. Du Partage d'ascendants, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. II, p. 1 à 360.

V. sup. nº 61. — Importante monographie.

II. Questions pratiques sur les Partages d'ascendants. Examen doctrinal. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 385-401.

Cette étude est plus spécialement l'exam. crit. de la partie du traité de M. DEMOLOMBE sur la matière.

V. aussi sup. nº 1699.

2021. BONNET. — Théorie et pratique des Partages d'ascendants, envisagés au point de vue du droit ancien, de la législation actuelle et des réformes proposées; par Arm. BONNET, prés. de ch. à Poitiers. — 2 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1874 (1873). (16 fr.)

Ce sujet a, comme on le voit par la nomenclature que nous donnons, attiré les jurisconsultes les plus expérimentés. Entre les excellents ouvrages qui sont nés de leurs études on ne saurait faire de choix absolu. Celui du prés. BONNET est très-remarquable. Il pose les principes avec fermeté, mais il se tient en garde contre les exagérations de la logique. Il présente une combinaison généralement heureuse du raisonnement pur et des considérations d'utilité pratique. Il devra contribuer à fixer la jurisprudence.

V. art. crit. d'ANCELOT, ap. *Rev. crit.*, 1874, p. 46-54.

2022. COMBE. — Partages d'ascendants. Questions diverses, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 24 août 1870.

2023. DERÔME. — Jurisprudence en matière de Partages d'ascendants, par Théod. DERÔME, d. e. d., proc. imp. à Quimper. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXVII (2e 1865), p. 385-409, et 481-494; t. XXVIII (1er 1866), p. 1-29 et 97-125.

Études sur les art. 1075-1076 et 1079.

2024. GENTY. — Traité des Partages d'ascendants, précédé d'une introduction historique sur la matière correspondante, tant dans le droit romain que dans l'ancien droit français; par GENTY, prof. suppl. provis. à Rennes. — In-8, 21 ff. 1/2. *Paris*, Durand, 1850 (1849). (5 fr.)

Le plus grand défaut de ce livre est, aujourd'hui, d'avoir précédé de vingt ans des ouvrages comme ceux de MM. BARAFORT, BONNET, RÉQUIER, qui l'ont fait oublier.

V. art. crit. de DE CAQUERAY, ap. *Rev. Wol.*, t. XL, p. 425.

2025. LYON-CAEN.—Des Partages d'ascendants, en droit romain, dans l'ancien droit et dans la législation actuelle. Th. D., par Ch. LYON-CAEN, av. — In-18. *Paris*, Cotillon, 1866. (3 fr., *épuisé*.)

2026. MICHAUX. — Traité pratique des Donations entre vifs entre époux, des Partages d'ascendants et des actes qui en dérivent (acceptation, notification, procuration, révocation, etc., etc.), avec un grand nombre de formules nouvelles; par Alex. MICHAUX. — 2e *éd.*, mise au courant de la jurisprudence par un supplément.— In-8, XXII-573 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1874. (8 fr.)

V. la note du nº 1589.

2027. PÉRIER. — Traité des Partages d'ascendants, par Ed. PÉRIER, proc. imp. à Lombez. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXII (1er 1863), p. 319-336 et 400-416.

Add. *du même auteur :* Enquête agricole. Situation générale de la propriété territoriale; influence de la législation des partages d'ascendants sur son état; par Ed. PÉRIER, proc. imp. à Villeneuve-sur-Lot. — *Ibid.*, t. XXXIV (1er 1869), p. 392-402.

V. Rapp. de BRESSOLLES, ap. *Rec. Acad. Lég. de Toul.*, t. XIII, p. 155-169.

2028. RÉQUIER. — Traité théorique et pratique des Partages d'ascendants, par J. RÉQUIER, prés. de ch. à Agen. — 1 vol. in-8, VI-514 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1868. (8 fr.)

Cf. note de l'art. 2019.

L'ouvrage de M. le prés. RÉQUIER (aujourd'hui cons. C. de cass.) fait autorité dans la matière. Il a été l'objet de nombreux articles bibliogr. qui rendent hommage à la science de l'auteur, à la fermeté de raisonnement en même temps qu'à l'esprit pratique avec lesquels il a résolu les difficultés d'un sujet si ardu. Un chapitre est consacré à discuter l'utilité et l'opportunité d'une réforme législative que M. R. croit inutile. — Un *Appendice* contient une disserta-

tion sur la combinaison des art. 913 et 1094 du C. civ.

L'auteur avait écrit précédemment, dans la *Rev. prat.*, deux études qui semblent être le croquis de son ouvrage. V. inf. n° 2037.

V. C.-rendu du prof. BERTAULD, ap. *Rev. crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 469; — de A. G., ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. II, p. 192; — de LEFEBVRE, ap. *J. du Not.*, 28 déc. 1867 et 4 janv. 1868; — de DEMANGEAT, ap. *Rev. prat.*, t. XXV, p. 301.

2029. Thèses de Doctorat :

D'ANDRÉ. Du Partage d'ascendants, in-8, *Paris*, 1860. — AQUARONE. *Do*, in-8, *Paris*, 1856. — BEAUFILS. *Do*, in-8, *Rennes*, 1872. — CAUVIÈRE, *Do*, in-8, *Aix*, 1870. — CHALVET. *Do*, in-8, *Toulouse*, 1856. — CHOMEL. *Do*, in-8, *Paris*, 1874. — DIXMIER. Des Partages faits par les père et mère et autres ascendants, entre leurs descendants, in-8. *Paris*, 1872. — DUMAY. Des Partages d'ascendants, in-8, 1865. — FRANCONVILLE. *Do*, in-8, *Paris*, 1860. — GILBERT. *Do*, in-8, 1864. — HÉRIARD. *Do*, in-8, *Paris*, 1864. — JAUBERT. *Do*, in-8, 1864. — LACOSTE. *Do*, in-8, *Paris*, 1873. — LEHR. *Do*, in-8, *Strasbourg*, 1857. — MORIN. *Do*, in-8, *Caen*, 1858. — PICOT D'ALIGNY. *Do*, in-8, *Paris*, 1869. — ROCHELANDE. *Do*, in-8, *Paris*, 1873. — THIROUX. *Do*, in-8, *Paris*, 1864. — THUREAU. *Do*, in-8, *Paris*, 1859. — WATELLE. *Do*, in-8, 1868.

V. enc. sup. sous l'art. 826 et nos 1717 et suiv.

2030. BONNE. — Conseils aux parents qui font à leurs enfants le partage de leurs biens sous réserve de pensions viagères; par L.-Ch. BONNE, d. e. d., avoué à Bar-le-Duc. — In-12. *Paris*, Tandoux et Cie, 1864.

Art. 1075 et 1077, nt.

Art. 1078 à 1080.

2031. DE CAQUERAY. — Donations. Partage d'ascendant. Faillite de l'un des descendants. Epoque de la cessation des payements. Rapport de dettes en moins prenant. — Revue de jurisprudence; par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. de Rennes. — Ap. *Rev. prat.*, t. XV (1er 1863), p. 5-26.

Rennes, 25 août 1862 (Thébert).

2032. DUBERNET DE BOSCQ. — I. Partage d'ascendant. Licitation implicite. Nullité. — Y a-t-il nullité dans un partage d'ascendants qui attribue à l'un des enfants l'entier patrimoine en nature, et aux autres des valeurs en argent, lorsque ce patrimoine n'est pas commodément partageable en nature? par DUBERNET DE BOSCQ, cons. à Agen. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 145-161.

II. Action en rescision. Action en réduction. Estimation. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1859.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XV (2e 1859), p. 251-292 et 481-509.

III. Quelques questions au sujet des trois derniers arrêts de la Cour de Cassation en matière de partage d'ascendant. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1861. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XVIII (1er 1861), p. 33-44 et 336-353.

Cass., 12 déc. 1859, 6 et 13 févr. 1860. — V. aussi *Sir.*, 1850, 1, 558. Rapport du cons. RENAULT D'UBEXI. (2 col.).

IV. Projet de code rural : Morcellement des terres. Partages d'ascendants. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1858.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XII (1er 1858), p. 360-368. — Lettre au Sénat.

Cf. inf. n° 2041.

2033. DE LA GORCE. — Du Morcellement de la propriété et des moyens d'y remédier. — Examen critique d'une proposition faite à l'Assemblée nationale; par P. DE LA GORCE, av., d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, 1871-72, p. 652-667.

En sous-titre : Réformes en matière de partages. — Examinant la proposition de loi relative à l'abrogation des art. 826 et 832, l'auteur se prononce pour une mesure moins radicale et propose de déclarer législativement que ces art. sont inapplicables en matière de partages d'ascendants. — V. sup. sous les art. 826 et 832.

2034. HÉAN. — I. Partage d'ascendant. — Est-il bien vrai qu'un partage d'ascendant, fait par acte entre vifs, avec le concours et l'acceptation de tous les descendants, soit nul par cela seul que l'un des donataires prend tous les biens du donateur, à la charge de fournir aux autres leurs portions en argent? par HÉAN, ex-notaire. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1er 1858), p. 166-174, et t. VIII (2e 1859), p. 356-366.

Cass., 11 mai 1847. — Bordeaux, 2 févr. 1858 (Giraud).

II. Les Partages faits cumulativement par les père et mère peuvent-ils être attaqués après le décès du premier mourant et avant celui du survivant? — *Ibid.*, p. 560-568.

Add. : DEVILLENEUVE. Exam. doctr. sur Paris, 8 avril 1850. Ap. *Sir.*, 1850. 2, 305 (3 col.).

2035. LEFEBVRE. — I. Partage d'ascendant. Action en nullité ou en rescision. Application de l'art. 891 C. civ.; par Alph. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du Not.*, 22 oct. 1873.

Cassat., 16 avril 1873.

II. Partage d'ascendant. Formation des lots sans attribution. Clause pénale. — *Ibid.*, 13 mai 1868.

2036. PAULTRE. — I. Partage d'ascendant. Répartition égale des meubles et des immeubles. Action en rescision pour cause de lésion. Révocation partielle.

Conséquences. Système proposé par la *Revue*. Approbation de M. Demolombe; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IV (1863), p. 585, 531, 821; t. V II (1866), p. 894.

II. Partages d'ascendants. Legs en faveur d'un seul enfant. — *Ibid.*, t. IX, p. 601.

Ces articles ont été insérés ap. *Collection des Observ. prat.*, p. 21-96. — V. sup. n° 2001.

2037. RÉQUIER. — I. Observations critiques sur la jurisprudence de la Cour de Cassation en matière de partage d'ascendants, par J. RÉQUIER, prés. de ch. à Agen. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1866. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXI (1er 1866), p. 353-401.

V. à ce propos: BURGUERIEU. Rapport, ap. *Rec. de l'Acad. de législat. de Toulouse*, t. XVI, p. 13-57. Ce rapport par ses proportions est une véritable dissertation sur le sujet.

II. Partage d'ascendants, estimation des biens pour vérifier la lésion. Réforme législative. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1866. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXII (2e 1866), p. 481-500. — V. aussi: Agen, 16 mai 1866. Exam. doct. ap. *Sir.*, 1866, 2, 257 (6 col.).

Cf. *J. du Not.*, 8, 12 janv. 1870.

Ces deux articles ont été fondus dans le traité des *Partages d'ascendants*, sup. n° 2028.

III. Partages d'ascendants. Observations sur l'arrêt rendu par la Cour de Cassation, le 24 juin 1868. — In-8, 24 p. *Paris*, Marescq aîné, 1868. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXVI (2e 1868), p. 192-212. Sur le même arrêt, V. note crit. de BERTAULD, ap. *Dall.*, 1868, 1, 289.

Ces Observations ont été réimprimées dans le même format et le même caractère que le *Traité* dont elles forment un *Appendice*.

V. enc. sur les mêmes questions: un article d'HUVELIN, ap. *J. du Not.*, n° 10947. — Observat. crit. sur Cass. 4 juin 1862 (Kerdoret), ap. *Dall.*, 1862, 1, 401 (5 col.). — D° sur Agen, 30 juillet 1862 et 16 mai 1866 ap. *Dall.*, 1866, 2, 121, Note de M. RÉQUIER; et ap. *Sir.*, 1866, 2, 257, où il apprécie le système de M. RÉQUIER.

2038. CASSELEUX. — Partage d'ascendants. Révocation partielle; son effet sur le partage entier. Renonciation à l'action révocatoire. Affectation hypothécaire; par CASSELEUX, anc. not. — Ap. *J. du Not.*, 23, 26 mai 1868.

(La révocation partielle du partage d'ascendant pour cause d'inexécution des conditions anéantit-elle seulement la donation vis à vis du donataire contre lequel elle a été prononcée, ou détruit-elle le partage entier?) — V. enc. Exam. doctr. sur Bordeaux, 4 déc. 1871, ap. *Dall.* 1872, 2, 177 (5 col.).

2039. COIN-DELISLE. — Les biens compris dans un partage d'ascendant fait entre vifs sont-ils soumis à la réunion fictive de l'art. 922, à l'effet de calculer, lors du partage de la succession de l'ascendant, le montant de la quotité disponible qu'il a depuis léguée soit à un enfant, soit à un étranger? par COIN-DELISLE. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 16-34.

Exam. doctr. de Rouen, 25 avril 1853 et Bourges 21 février 1854.

2040. LEFEBVRE. — I. Partages d'ascendants. Défaut de transcription. Nullité. Révocation. Aliénation par les donataires. Intervention des donateurs; par Alph. LEFEBVRE. — Ap. *J. du Not.*, 12, 15, 19 fév., 4 et 8 avril 1868.

Ces deux derniers art. sont une réponse à un art. du *Journal des Not. et des Av.*, n° 19113, où est traitée la question de savoir si la garantie donnée par le donateur au tiers acquéreur de l'immeuble vendu par le donataire le met à l'abri de l'action en réduction de la part des héritiers du donateur.

Add. une lettre de M. LETERTRE en réponse, ap. *J. du Not.*, 22 avril 1868.

II. Partage d'ascendants. Défaut de transcription. Aliénations ou affectations hypothécaires consenties par les donataires. Concours du donateur. — *Ibid.*, 11 et 15 fév. 1876.

Cass. 26 janv. 1876.

2041. ***. — Le prédécès de l'un des enfants entre lesquels le père ou la mère ont fait un partage testamentaire de leurs biens, rend-il caduc ce partage? Alors même que l'enfant décédé laisse des descendants, ceux-ci viennent-ils par représentation? Examen critique (par un mag. d'Agen). — Ap. *Sir.*, 1848, 2, 1 (6 col.). — *Dall.*, 1848, 2, 17 (4 col.).

Agen, 23 déc. 1847. — Add. Note de DEVILLENEUVE, ap. *Sir.*, 1850, 2, 561.

Le magistrat d'Agen, dont il s'agit, et qui n'est pas M. REQUIER, alors av. gén. à Colmar, est peut-être M. DUBERNET-DE-BOSCQ.

Dans cette affaire ont été produites deux consultations, l'une de MM. FABRE et CAPMAS, l'autre de MM. SCRIBE, L. DUVAL, CRÉMIEUX et RAVEZ.

2042. LAURENT (DE L'ARDÈCHE). — De la Prescription en matière de partage d'ascendant, par LAURENT (de l'Ardèche). — In-8, 2 ff. 5/8. *Paris*, Videcoq; — Legrand; — Delamotte, 1846. (1 fr. 25.)

2043. PASCALIS. — La Prescription de dix ans contre l'action en réduction d'un partage d'ascendant, pour atteinte portée à la réserve légale, court-elle à partir du jour du partage, ou seulement à partir du décès de l'ascendant? Réquisi-

toire de l'av. gén. PASCALIS. — Ap. *Sir.*, 1847, 1, 483 (11 col.).

Cass., 30 juin 1847 (Silva). — Add. note. *Ibid.* (2 col.).

2044. * * *. — A partir de quel moment se prescrit l'action en nullité créée par l'art. 1079 du C. civ. au profit des enfants lésés, dans le cas où il résulte du partage et des dispositions faites par préciput que l'un des copartagés a un avantage plus grand que la loi ne le permet? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 457.

CHAPITRE VIII. — DES DONATIONS FAITES PAR CONTRAT DE MARIAGE AUX ÉPOUX ET AUX ENFANTS A NAITRE DU MARIAGE.

2045. ANOUILH. — De l'Institution contractuelle dans l'ancien droit français, et d'après le C. Nap.. par ANOUILH, av. — In-8. *Paris*, A. Durand, 1860. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. Hist. du dr. fr.*, t. VI, p. 289 et 385.

2046. BERTAULD. — Du Caractère de la constitution de dot par des père et mère, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. II, p. 303-322.

V. sup. nº 61.

2047. BONNET. — Des Dispositions par contrat de mariage et des dispositions entre époux, envisagées sous les points de vue du droit romain, de l'ancienne jurisprudence de la France et du Code Nap.; par Armand BONNET, cons. à Poitiers. — 2e *éd.*, 3 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1875.

La 1re éd. est de 1859-1860 (1859). *Paris*, Durand.

Dans la 1re partie de son livre, M. B. passe en revue les différentes espèces de donations permises en faveur du mariage; dans la 2e il traite des donations entre époux; et la portion disponible entre époux est l'objet de la 3e partie. Le judicieux magistrat pose dans l'histoire et la philosophie les bases de son édifice. Vigueur de conception, hauteur de vues, sûreté de la méthode, tels sont les mérites qui distinguent tout d'abord le plan de l'ouvrage. Les principes sont fortement mis en relief et l'examen des questions se présente ensuite, comme une épreuve où ils reçoivent leur dernier degré de précision et de certitude. Une controverse pleine de mesure et de bon goût, vive sans être violente, ajoute à la valeur du livre par l'attrait d'une lecture facile.

V. art. bibl. de Gust. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1861, p. 1174. — ANCELOT, ap. *Rev. crit.*, t. XV, p. 468-477 et t. XVII, p. 353-367. — DUCROCQ, ap. *Rev. prat.*, t. IX, p. 138-144. — CAROL, ap. *Rec. Acad. Lég. Toul.*, t. IX, p. 65.

2048. ESCHBACH. — Notice historique sur l'institution contractuelle, par ESCHBACH, d. e. d., av. à Strasbourg. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XI (1840), p. 127-140.

2049. NADAULT DE BUFFON. — Des Donations ayant le mariage pour objet, par H. NADAULT DE BUFFON. — In-8. *Paris*, Durand, 1852.

2050. BLONDEL. — De la Donation des biens à venir faite par des tiers à de futurs époux. Th. D., par BLONDEL. — In-8, 1864.

2051. DIDIER. — Des Donations faites par des tiers aux époux dans le contrat de mariage. Th. D., par DIDIER. — In-8, *Paris*, 1867.

2052. HENNET DE BERNOVILLE. — Dérogations aux règles générales admises en faveur du contrat de mariage. Th. D., par HENNET de BERNOVILLE. — In-8, 1875.

2053. LEVAVASSEUR DE PONTIGNY. — Des Donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage. Th. D., par LEVAVASSEUR DE PONTIGNY. — In-8, 1852.

2054. MORAND. — De l'Institution contractuelle. Th. D., par MORAND. — In-8, 1868.

2055. SCHŒFFER. — De la Donation de tout ou partie des biens que l'on laissera à son décès, ou de l'Institution contractuelle. Th. D., par Pr. SCHŒFFER. — In-8. *Strasbourg*, 1861.

2056. TABARY. — Des Donations faites aux époux par contrat de mariage. Th. D., par TABARY. — In-8, *Paris*, 1851.

2057. THEURAULT. — De l'Institution contractuelle. Th. D., par THEURAULT. — In-8. *Paris*, 1874.

Donations à cause de mort.

2058. BAUBY. — De la Donation à cause de mort sous le Code Nap., par Just. BAUBY, d. e. d., subst. à Prades. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1858.

Ext. de la *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 232-259.

2059. GLASSON. — Étude sur le droit civil (2e étude). — Les Donations à cause de mort, dans notre ancien droit et sous le C. civ.; par E. GLASSON, agr. Fac. de Paris. — Ap. *R. prat.*, t. XXXVI (2e 1873), p. 333-363 et 546-567; t. XXXVII, p. 234-252 et 469-493.

Cette 2e étude est la suite de celle que l'auteur avait écrite précédemment sur les *Donations à cause de mort en droit romain. Textes expliqués à la conférence publique sur les Pandectes.* — In-8, 228 p. *Paris*, Cotillon, 1870 — Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXVI (1870).

2060. CHARRIÉ. — Le Don manuel d'objets que le donateur se réserve de reprendre s'il revient à la santé, a-t-il le caractère d'une donation entre vifs? Plaidoyer de CHARRIÉ. — Ap. *Ann. du Barr. franç.*, t. X, p. 377-394.

Paris, 4 mai 1816 (de Lesparda). Il s'agissait des mss. de Marie-J. Chénier donnés par lui à Mme de Lesparda avant de mourir. Une partie de la plaid. de CHARRIÉ est aussi rapportée ap. *Sir.*, 1816, 2, 196 (8 col.).

Art. 1081-1082.

2061. ***. — Dans quel cas les donations de sommes faites par contrat de mariage doivent-elles être réputées donations entre vifs et donations éventuelles ? — Ap. *J. du Not.*, 19 avril 1845.

Art. 1083.

2062. AMIAUD. — De l'interdiction d'aliéner dans les institutions contractuelles, par Al. AMIAUD, not. à Vars. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 412-417 et 489-494.

V. enc. sous les art. 953 et suiv.

Art. 1084-1087, nt.

Art. 1088.

2063. BOULLENGER. — L'art. 1088 est-il absolu, et le père donateur ne peut-il révoquer la donation en refusant son consentement au mariage, bien que le mariage s'ensuive ? Exam. doctr. par BOULLENGER. — Ap. *Sir.*, 1875, 1, 297, et *J. Pal.*, 1875, 718.

Cass. 16 févr. 1875 (Graux).

CHAPITRE IX. — DES DISPOSITIONS ENTRE ÉPOUX, SOIT PAR CONTRAT DE MARIAGE, SOIT PENDANT LE MARIAGE.

2064. BOISSONADE. — Essai sur l'histoire des Donations entre époux, et leur état d'après le Code Nap., par G. BOUTRY-BOISSONADE. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1852 (4 fr.).

Brillante thèse de doct., qui a fait sensation à l'école et est devenue, avec de légères modifications, un savant livre. M. BOUTRY-BOISSONADE, fils adoptif du célèbre helléniste Boissonade, est le même que le prof. de droit connu depuis sous ce dernier nom.

V. sur cet ouvrage art. bibl. ap. *J. du Not.*, 9 oct. 1852.

2065. BONNET. — Des Dispositions par contrat de mariage et des dispositions entre époux, par A. BONNET.

V. sup. nº 2047.

2066. CASANOVA. — Traité des Dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage; par A.-F. CASANOVA. — In-8. *Valence*, 1865. (2 fr.)

2067. CONDOGOURIS. — Histoire de la règle prohibitive des Donations entre époux. Th. D., par Aristomène L. CONDOGOURIS, Hellène. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, A. Parent, 1867.

2068. GÉRARD. — Mémoire sur les institutions contractuelles entre époux, par P.-A.-F. GÉRARD. — In-8. *Paris*, A. Durand, 1845. (1 fr.)

2069. MICHAUX. — Traité des Donations entre vifs, entre époux, etc., par Alex. MICHAUX.

V. sup. nº 2026.

2070. MORILLOT. — Condition juridique de l'époux survivant, au point de vue des dispositions entre époux et de la succession *ab intestat*, par André MORILLOT, lic. ès l., d. e. d., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1872 (1871). (7 fr.)

Thèse de Doct. soutenue en 1871 et reproduite avec des modifications et additions. Travail sérieux et important. Bien que le titre donne à penser que l'auteur ait pris pour texte les art. 767 et suiv. du C. civ., toute son attention s'est concentrée sur les art. 1091 à 1100 du même Code, et particulièrement sur le conflit des art. 1094 et 1098 avec les art. 913 et 917.

V. art. crit. de Cor. GUYHO, ap. *Rev. crit.*, 1871-72, p. 487-490. — E. NAQUET, ap. *Rev. prat.*, t. XXXIII (1er 1872), p. 185-196.

2071. RENARD. — Des Donations entre époux pendant le mariage, par RENARD. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (3 fr.)

2072. DE SALVANDY. — Essai sur l'histoire de la législation particulière des gains de survie entre époux, par P. DE SALVANDY, d. e. d. — In-16, 24 ff. *Paris*, A. Durand, 1855. (5 fr.)

C'est aussi une thèse de Doct. qui fait honneur à son auteur.

2073. VERDIER. — Étude sur les gains de survie entre époux, par Fern. VERDIER.

V. sup. nos 1532 et 1533.

2074. Thèses de Doctorat. Les thèses de D. sur ce sujet sont nombreuses ; quelques-unes ont une sérieuse valeur :

BACHELIER. Des Donations entre époux. In-8, *Paris*, 1862. — BARANDON. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, 258 p. *Paris*, 1857. — BARRY. Des Donations entre époux. In-8, *Paris*, 1866. — DE BERTHEVILLE. *Dº*. In-8, *Paris*, 1855. — DE BOISSET. *Dº*. In-8, *Grenoble*, 1876. — BONNET. *Dº*. In-8, *Paris*, 1875. — BREUILLAUD. *Dº*. In-8, *Paris*, 1861. — BURET. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Caen*, 1853. — CAMUSOT. Des Donations entre époux. In-8, *Paris*, 1853. — CHASSAIGNE. Des Avantages entre époux. In-8, *Paris*, 1870. — DE CLAYE. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Paris*, 1874. — DAMIN. Des Donations entre époux. In-8, *Nancy*, 1868. — DE LA DERRIÈRE. Des Libéralités faites pendant le mariage entre époux. In-8, 307 p. *Paris*, 1870. — FOSSE. *Dº*. In-8, *Paris*, 1856. — GADOT. *Dº*. In-8, *Paris*, 1864. — GARNIER. *Dº*. In-8, *Strasbourg*, 1865. — GODELLE. Essai sur les Donations entre époux. In-8, 16 ff. 1/4. *Paris*, 1856. — GODET. Des Gains de survie entre époux. In-8, *Paris*, 1867. — GRANDIN. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Paris*, 1872. — HANAIRE. Des Donations entre époux. In-8, *Paris*, 1866. — HERBAULT. *Dº*. In-8, *Poi-*

tiers, 1873. — HOUSSARD. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Paris*, 1867. — LIMASSET. *Dº*. In-8, *Paris*, 1859. — OGER DU ROCHER. Des Dispositions par contrat de mariage entre futurs époux. In-8, *Rennes*, 1856. — OGER DU ROCHER. Des Dispositions par cause de mort entre futurs époux. In-8, *Rennes*, 1856. — OPRÉANO. Des Donations entre époux. In-8, *Paris*, 1870.— PARIS. *Dº*. In-4, *Strasbourg*, 1817. — PIERRON. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Paris*, 1854. — POUBELLE. Des Donations et de la Quotité disponible entre époux. In-8, *Paris*, 1858.— PRUNEAU. Des Donations entre époux. In-8, 1864. — RAMBAUD. *Dº*. In-8, *Lyon*, 1875. — RENARD. Des Donations entre époux pendant le mariage. In-8, *Paris*, 1862. — ROBILLARD. *Dº*. In-8. *Paris*, 1874. — TRÉBUTIEN. Des Avantages entre époux. In-8, *Caen*, 1842. — VIGNEAUX. Des Donations entre époux. In-8, 1866.

Art. 1091-1093, nt.

Art. 1094 et 1098.

2075. BAZOT. — Réflexions sur les difficultés que présente l'art. 1094 du C. Nap., par Th. BAZOT, av. à Château-Chinon. — Ap. *Rev. prat.*, t. III (1er 1857), p. 82-93.

2076. BENECH. — De la Quotité disponible entre époux d'après l'art. 1094 du C. civ., ou nouvelle explication de cet article, contenant la réfutation des principales solutions de la jurisprudence, avec l'indication des moyens propres à tourner d'une manière licite cette jurisprudence, si elle était maintenue; par BENECH, prof. Fac. de Toulouse. — 1 vol. in-8. *Toulouse*, Admin. du *Mémorial de jurisprud.*, 1842. (*Rare*, 6 fr. à la public.)

M. B. a traité son sujet avec la conviction profonde, la science qui distinguent toutes ses productions juridiques; il est peu de thèses en droit qui aient été plus consciencieusement étudiées et plus largement traitées.

V. art. crit. de P. PONT, ap. *Rev. Wol.*, t. XVI, p. 211-227; — de VALETTE, ap. *Droit*, 11 mars 1846.

2077. BERTAULD. — I. De l'art. 1094 et de quelques difficultés d'application qu'il soulève, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 87-103.

Add. une réfutation de cet article sous le titre de : *Sur l'art.* 1094 *du C. Nap.*, par BILLAUDELLE, princ. clerc de not. à Paris. — *Ibid.*, p. 205-208.

II Un Mot sur la réduction des dispositions entre époux en cas d'existence d'enfants. — *Ibid.*, p. 296-300.

Tiré à part, 7 p. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1862.

III. De la Quotité disponible de droit commun et des quotités disponibles spéciales. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXV (2e 1869), p. 489-512.

Combinaison des art. 1094 et 1098 avec les art 913 et suiv.

2078. BOLO. — L'époux auquel son conjoint lègue l'usufruit de la portion de biens réservée à ses enfants, peut-il être dispensé par le donateur de fournir caution pour assurer la restitution des biens soumis à l'usufruit? par BOLO, not. — Ap. *J. du Not.*, 15 et 19 déc. 1855.

2079. DE CAQUERAY. — Revue de jurisprudence. Second mariage. — Donation par contrat de mariage de l'usufruit de la totalité des biens meubles et immeubles au profit du nouveau conjoint. Action en réduction; par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. de Rennes. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 232-240.

Divers arrêts. — Add. DEVILLENEUVE. Exam. doctr. sur Poitiers, 27 mai 1851, ap. *Sir.*, 1852, 2, 1.

2080. CASSEMICHE. — Donation entre époux de l'universalité de l'usufruit, et de certains objets déterminés en toute propriété. De la manière d'opérer la réduction, en cas d'existence d'enfants au décès du donateur. Examen doctrinal, par CASSEMICHE, subst. à Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860), p. 97-106.

2081. DE CHÉGOIN. — De la Réduction des donations universelles en usufruit constituées entre époux, en cas d'existence d'enfants d'un premier lit; par A. DE CHÉGOIN, av. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1862), p. 98-102.

2082. DEVILLENEUVE. — Lorsque la quotité disponible de l'art. 913 a été épuisée par une disposition d'un époux envers son conjoint, l'époux donateur ne peut plus rien donner à un étranger, même la différence qui peut exister entre la quotité fixée par l'art. 913 et celle de l'art. 1094. Dissertation de DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, *coll. nouv.*, t. VII, 1, 363-368 (10 col.).

Cass. Req. 17 janv. 1824 (hérit. Rouxelle).

2083. DUBREUIL. — Observations... sur le cumul de la quotité disponible ordinaire déterminée par l'art. 913 du Code civ., avec la quotité disponible entre époux déterminée par l'art. 1094, etc.

Cf. sup. nº 1631.

2084. DUTRUC. — De la Quotité disponible entre époux, par G. DUTRUC. —

Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 801-824, et t. XI, p. 92-101 et 409-419.

2085. LAUTH. — De la Quotité disponible entre époux, avec une introduction philosophique et historique, par Eug. LAUTH, av., d. e. d. — In-8. *Paris*, Durand, 1862. (3 fr.)

Th. de Doct., devenue un bon traité sur le sujet.

2086. MARCADÉ. — I. De la Quotité disponible entre époux ayant des enfants communs, par V. MARCADÉ. — Ap. *R. Wol*,, t. XXVI (2e 1846), p. 25-42.

II. *Méme sujet et méme titre.* — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 533-556.

III. Examen doctrinal de la jurisprudence. — *Ibid.*, t. II (1852), p. 202-206 ; t. III, p. 79-83 et 562-581.

2087. MOLINIER. — Aperçus juridiques et économiques sur le régime de la communauté, sur le régime dotal et sur les dons entre époux. Examen critique de la jurisprudence de la Cour de Cassation relative au concours des dons faits entre époux et à un tiers ou à un enfant avantagé ; par MOLINIER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. IX, p. 405.

2088. PONT. — Quotité disponible. Époux. Cumul ; par P. PONT, av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XIX (1er 1844), p. 260-268.

Exam. d'arrêts sur le concours de libéralités faites à l'époux et aux enfants.

2089. RÉQUIER. — Quotité disponible. Moyen de concilier les art. 913 et 1094 du C. Nap., etc. — V. sup. n° 1853.

2090. ***. — Combinaison des art. 913 et 1094 du C. civ. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 420.

2091. ***. — L'Époux qui ne laisse qu'un seul enfant peut-il valablement disposer en faveur de son conjoint de la moitié en pleine propriété de ses biens, comme il pourrait le faire en faveur d'un étranger ? — Ap. *J. du Not.*, 4, 8 oct. 1844.

2092. ***. — Lorsqu'un époux a fait à son conjoint donation d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit des biens qui lui appartiendront au jour de son décès, le donataire peut-il réclamer la portion disponible, et par suite demander la réunion fictive des biens donnés en avancement d'hoirie, afin de fixer la valeur de sa donation ? — Ap. *J. du Not*,, 16 mai 1846.

2093. Thèses de Doctorat.

1. DE FAULTRIER. — Da la Quotité disponible entre les époux. Th. D., par de FAULTRIER. — In-8, 1865.

2. GAUTIER. — De la Quotité disponible entre époux. T. D., par GAUTIER. — In-8, 1868.

3. HALLO. — Du Disponible entre époux. Th. D., par HALLO. — In-8. *Paris*, 1870.

4. JACQUEMAIN. — De la Quotité disponible entre époux. Th. D., par JACQUEMAIN. — In-8. *Paris*, 1852.

5. KŒUFFLING. — De la Quotitité disponible entre époux, par KŒUFFLING. — In-8. *Nancy*, 1874.

6. PÉCOLET. — De la Quotité disponible entre époux. Th. D., par PÉCOLET. — In-8, *Poitiers*, 1868.

7. RIMASSON. — De la Quotité disponible entre époux. Th. D., par RIMASSON. — In-8, *Paris* 1867.

8. TAPONNET. — De la Quotité disponible entre époux. Th. D., par TAPONNET. — In-8, *Dijon*, 1869.

V. enc. n° 1840 sup.

Le pétitionnement n'a pas manqué non plus sur ce sujet, afin d'arriver législativement à la solution de la difficulté née de la combinaison des art. 913 et suiv. avec les art. 1094 et s. Dès 1833 nous trouvons :

2094. BOLAY. — Pétition présentée à la chambre des députés par BOLAY, notaire à Chasseley (Rhône), sur l'amélioration dont est susceptible la disposition de l'art. 1094, § 1, du C. civ. — In-8, 1/2 f., impr. Charvin, 1833.

En 1846, une autre pétition a été, après rapport, renvoyée au garde des sceaux. — V. *Moniteur*, juin 1846 et *J. du Not.*, 1er juill. 1846.

V. enc. inf. sous l'art. 1516.

Art. 1096.

2095. COIN-DELISLE. — Examen doctrinal d'un arrêt de la Cour de Cassation, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 385-414.

Cass. 11 mai 1857. — Si l'enfant du second lit du donateur révoque les donations par lui faites à sa première épouse morte sans enfants. — Cf. COIN-DELISLE, *Donat. et Test.*, sur l'art. 960. V. sup. n° 1703.

2096. DEMOLOMBE. — Étude comparée de l'état actuel de la jurisprudence et de la doctrine sur les donations entre époux pendant le mariage (C. civ., art. 1096 et 1097), par C. DEMOLOMBE, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 81-95 et 404-420.

La suite de cette étude était annoncée : dans d'autres articles qui n'ont pas paru, l'auteur devait continuer l'examen des effets de la donation entre époux, expliquer de quelle manière la donation peut être révoquée et quels sont les effets de la révocation. Cette dissertation a été analysée, quelquefois reproduite avec des modifications dans son *Traité des Donations*, nos 434 à 464, t. VI.

Art. 1097.

2397. BAUBY. — De la Donation réciproque entre époux pendant le mariage.

Examen critique de la jurisprudence; par Just. BAUBY, d. e. d., subst. à Lodève. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1860.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. X (2e 1860), p. 453-510 et t. XI, p. 69-101. Sous ce titre beaucoup trop compréhensif, l'auteur examine la question de savoir si la réserve d'usufruit avec réversibilité sur la tête du survivant, stipulée par des père et mère dans une donation-partage, n'est pas contraire à la prescription de l'art. 1097, comme constituant une donation réciproque contenue dans un seul et même acte, ainsi qu'à celle de l'art. 1130 comme pacte sur une succession future. — Cassat. 26 mars 1855. — Amiens, 10 nov. 1853. Note de FRÉNOY, ap. *Sir.*, 1853, 2, 690 (2 col.).

Add. : COIN-DELISLE. Exam. doctr. du même arrêt, ap. *Rev. crit.*, t. V, p. 117-128.

V. enc. sur la même question :

2098. BOUNICEAU-GESMON. — De la Réversibilité des rentes viagères, au point de vue de la loi de frimaire an VII, par BOUNICEAU-GESMON. — Ap. *Essais et Controverses.*

V. sup. n° 64. Cette dissertation est extr. de la *Rev. prat.* t. XXI (1er 1866), p. 281-311.

2099. LYON-CAEN. — L'Assurance sur la vie contractée par deux époux communs en biens au profit du survivant n'est pas une convention nulle comme renfermant une donation mutuelle faite par le premier acte. Exam. doctr. par LYON-CAEN. — Ap. *Sir.*, 1877, 2, 33 (6 col.).

Douai. 31 janv. 1876. — Jung. Exam. doctr. ap. *Dall.*, 1876, 2, 121 (4 col.).

2100. VERDIER. — Communauté entre époux. Rente viagère. Réversibilité, par F. VERDIER, av. à Nîmes, etc. — Ap. *Rev. prat.*, t. XLI (1er 1876), p. 5-63.

V. enc. inf. au Titre des *Contrats aléatoires.* — *Appendice.* — Assurance sur la vie.

Art. 1099-1100.

2101. — De la nullité prononcée par l'art. 1099. — Qui peut l'invoquer. — Exam. doct. de cass., 2 mai 1855 (Debellut), ap. *Dall.*, 1855, 1, 193 (5 col.).

V. enc. sup. sous l'art. 911.

TITRE TROISIÈME.

DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

Décrété le 17, promulgué le 27 pluviôse an XII 7-17 févr. 1804).

GÉNÉRALITÉS.

2102. BOUSQUET. — Dictionnaire des Contrats et Obligations en matière civile et commerciale. Ouvrage dans lequel sont traités : les contrats et les obligations conventionnelles en général, le contrat de mariage, la vente, l'échange, le louage, le contrat de société, le prêt, le dépôt, les contrats aléatoires, le mandat, le cautionnement, les transactions, le nantissement, le contrat à la grosse, les assurances maritimes et terrestres, la lettre de change et le billet à ordre, ainsi que les questions d'hypothèque et le tarif des droits d'enregistrement qui s'y rattachent; par M.-J. BOUSQUET, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1840. (16 fr.)

2103. CARRIER. — Traité des Obligations d'après les principes du Code civil; ouvrage dans lequel on compare ce code aux lois romaines et où l'on démontre sa supériorité sur elles dans tous les points où il s'en est écarté; par J.-B. CARRIER, prof. Fac. de Dijon. — 1 vol. in-8, 32 ff. *Dijon*, impr. de Bernard Defay, 1818. (*Rare.*)

2104. DANDRAUT. — Instruction facile sur les Conventions selon les principes du Code Nap. et des Codes de procédure et de commerce, par C.-A. DANDRAUT. — In-8, 1821.

Cf. DARD. — Instruction facile sur les conventions, selon les principes des C. Nap., de Proc. et du Com., par DARD, in-8, *Paris*, 1808. (5 fr.)

2105. DAUBENTON. — I. Traité pratique de toute espèce de Conventions, contrats, obligations et engagements tant civils que de commerce extérieur et maritime, qu'il est permis de passer sous seing privé, avec les formules de chacun des actes qui les constituent, des instructions sur ceux qui ne peuvent être passés que par-devant notaires, tels que donations, contrats de mariage, etc.; par A.-G. DAUBENTON. — 3e *édit.*, 3 vol. in-12. *Paris*, Buisson, 1811.

Trad. en hollandais, 2 vol. in-8, *Amsterdam*, chez Allaërt, 1811.

2106. II. — Traité complet des Contrats et Obligations et des Priviléges et Hypothèques. — 3 vol. in-12. *Paris*, G. Mathiot, 1843.

2107. DEMOLOMBE. — Traité des Contrats et Obligations conventionnelles en général, par C. DEMOLOMBE. — 7 vol. in-8 (6 parus), 1870-1876. *Paris*, Aug. Durand et Pedone-Lauriel; — L. Hachette; — Cosse, Marchal et Billard; — Marescq aîné.

Le traité des *Obligations* est le dernier paru des ouvrages de M. D. Il forme les t. XXIV à XXXI de son *Cours de C. civ.*; le t. VI s'arrête à l'art. 1340.

Cette matière se prêtait mieux que toute autre à fournir à l'auteur l'occasion de développer ses admirables qualités. « A lire ces discus-

sions si complètes, à suivre l'enchaînement de ces déductions si clairement expliquées, on sent que l'auteur a lentement amassé et scruté les matériaux de son œuvre, que ses opinions, plus d'une fois éprouvées, ont été mûries par le temps, qu'avant de prendre la plume de l'écrivain, le professeur avait esquissé, digéré même l'ensemble de son travail et fixé sa pensée sur le tout et sur chaque partie. De là résulte une grande harmonie, et le lecteur est émerveillé, après avoir parcouru tous les méandres d'une discussion approfondie, et après s'être cru renfermé dans l'horizon d'une question particulière, de retrouver la ligne sévère des principes non pas suivie avec l'inflexibilité d'une science mathématique, mais observée avec la fidélité habituelle que comporte une science morale. C'est un mérite qui éclate à chaque volume et qu'on ne peut s'empêcher de relever. Une raison forte et sage, dominant et disposant, à son gré, une multiplicité infinie de connaissances et de documents, tel est le fondement sur lequel repose le succès soutenu de cette immense publication. Le savant professeur aime les grands problèmes et y développe avec ampleur les ressources de son esprit souple et puissant; mais, ajoutons-le, il ne néglige aucune question; il sait que, dans la pratique et au point de vue des intérêts pécuniaires, il n'y a point de petite difficulté. » (*Bull. bibl. Sir.*)

Les t. I et II ont eu plusieurs éd. ou plutôt plusieurs tirages, le Ier en 1870, le t. III en 1871 et 1875, le t. IV en 1872 et 1876, le t. V a paru en 1875 et le t. VI en 1876. Sur les nouveaux titres les t. I et II ne sont pas datés, le t. Ier seul indique 3e édition.

V. Art. crit. de BONNIER ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 711.

2108. DE FOLLEVILLE. — Notion du Droit et de l'Obligation, par Daniel DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai.—Br. in-8, 140 p. *Paris*, E. Thorin, 1873. (2 fr. 50.)

Cet ouvrage est le développement des premières leçons du cours de l'auteur.

2109. LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des Obligations, ou Commentaire des tit. III et IV, liv. III du C. Nap. (art. 1101 à 1386), par L. LAROMBIÈRE, prés. de ch. à Limoges. — 5 gros vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1857-1862. (40 fr.)

Il semblait qu'après Pothier et Toullier il n'y avait plus rien à dire sur les Obligations, ou qu'aucun n'eût osé entrer en lice avec de pareils athlètes; M. LAROMBIÈRE n'en a pas été effrayé, et son succès a été complet. Son commentaire est un ouvrage capital qui ne fera sans doute pas oublier ses devanciers, mais qui les complète et qu'à son tour ne fera pas négliger le nouveau traité de M. Demolombe; c'est un travail de bénédictin, où il suit la méthode de M. Troplong; chaque article du Code est l'objet d'une analyse sommaire qui se formule en propositions, et, ses propositions déduites et précisées, l'auteur les examine en détail avec une sûreté de doctrine et un luxe d'érudition qui lui ont conquis l'estime des jurisconsultes.

L'auteur suit pas à pas le texte du Code, et, sans s'attarder aux considérations générales, il entre en matière dès la première page par l'explication de l'art. 1101 du C. C. Ce n'est pas toutefois que la philosophie soit absente de son œuvre. Quel sujet dans la science du droit s'y lie plus intimement? M. L. en est plus pénétré que personne. « La loi générale des obligations et des contrats, dit-il, est la loi essentielle et fondamentale de la législation civile. Elle est la loi de tous, de tous les actes et de tous les instants. Les autres parties du droit, vivifiées et fécondées par elles, en dérivent ou y aboutissent; elle en est constamment le point de départ et la fin. En elle se résument les éléments de la sociabilité humaine; nous y retrouvons, dans les contrats la liberté morale de l'homme; dans les obligations résultant de la loi, l'égalité des devoirs sociaux; dans la matière des engagements, la propriété; dans la transmission des obligations et des droits, l'hérédité et la famille. » L'auteur embrasse donc son sujet de haut. Mais, au lieu de développer toutes ces grandes idées dans une introduction présentant la synthèse du sujet, comme d'autres auraient été tentés de le faire, il les expose au fur et à mesure que les textes de la loi positive lui en offrent l'occasion. C'est que, selon lui, ceux qui ne dédaignent pas d'étudier dans la loi les règles de la justice y distingueront sans peine cette morale d'action, de bon sens et d'équité, où l'idée de l'utile mêlée à celle de l'honnête, sans la dénaturer, constitue, à vrai dire, l'honnêteté commune et la justice pratique. Son ouvrage entier est la démonstration de ce programme énoncé dans les termes qui viennent d'être transcrits dans un préambule de quelques lignes. La façon dont l'œuvre est arrivée à se constituer explique le procédé de l'auteur. Il n'avait d'abord songé qu'à lui-même; mais successivement des notes prises pour son usage personnel ont fini, comme à son insu, par former un livre, et, comme il le dit lui-même, un livre qui n'a pas été écrit de parti pris, et qui n'en est peut-être que plus de bonne foi.

Tous les organes de la presse spéciale ont rendu compte de cet ouvrage. — V. le rapport fait à l'Acad. des sciences mor. par M. LAFERRIÈRE, ap. *Mém. de l'Acad. des sc. mor.*, t. XXXXVIII, p. 465, et *Rev. crit.*, t. XVI (1860), p. 186-192; — à l'Acad. de légis. de Toulouse, par M. CAROL, t. VIII, p. 73-86.

Il y a des contrefaçons belges. Le titre de la dernière porte : *Nouv. éd.*, augmentée de la Jurisprudence belge jusqu'à ce jour et de notes de législation; mise en concordance avec la pagination des éditions belges et enrichie d'une table des arrêts cités, 3 vol. in-8 à 2 col., 1863 (24 fr.).

2110. MOLITOR. — Les Obligations en droit romain, avec l'indication des rapports entre la législation romaine et le droit français, par J.-P. MOLITOR, prof. Fac. de Gand. — 1 vol. in-8. *Gand*, Helbelynck, 1851.

Cet ouvrage, publié sur le manuscrit de l'auteur par ses élèves, après son décès, forme le t. Ier de son *Cours de droit romain approfondi*.

M. M. a aussi fait paraître un : *Traité des obligations* de Pothier, revu, corrigé, mis en rapport avec le Code civil actuel et le Code Guillaume, et contenant des explications à l'usage des étudiants en droit, par A. M. J. MOLITOR, doct. en dr., lecteur à l'Université de Louvain, 2 vol. in-8, *Louvain*, 1827-29.

V. Notice de MARCADÉ, ap. *Rev. crit.*, t. Ier, p. 248.

2111. POTHIER.—BERNARDI.—Traité des Obligations selon les règles tant du for de la conscience que du for extérieur, par POTHIER. — *Nouv. éd.*, où l'on a indiqué les changements faits par le

Code civil, et où l'on a mis une notice sur la vie de l'auteur par BERNARDI.— 2 vol. in-8. *Paris*, Letellier, 1813.

Le traité de POTHIER a été copié en majeure partie presque textuellement par les rédacteurs du Code civ. Il est donc le meilleur commentaire du titre III, du 3e livre. La 1re éd. a paru en 1761, 2 vol. in-12; en 1764, 1768, 1774 ont paru de nouvelles édit. revues, corrigées et considérablement augmentées par l'auteur, 2 vol. in-12.

Cf. sup. n° 145.

2112. POUJOL. Traité des Obligations, ou Commentaire du titre III du livre III du C. civ., par POUJOL, prés. de ch. à Colmar. — 3 vol. in-8. *Colmar et Paris*, 1846-47. (24 fr.)

Le 1er et le 2e vol. ont paru à *Colmar*, chez J. Kœppelin, et à *Paris*, chez Delamotte, 1846; le 3e *ibid*, 1847; le 2e vol. est daté de 1847, bien qu'ayant été publié en décembre 1846.

Ce traité fait suite aux ouvrages précédemment publiés par l'auteur, sur les Successions et sur les Donations et Testaments (sup. nos 1404 et 1709). Il est toutefois conçu et exécuté d'une façon plus large. Le sujet est approfondi. Son but, comme il l'annonce, a été de faciliter, autant qu'il était en son pouvoir, l'intelligence de la matière des Obligations, qu'il considère, non sans raison, comme la principale clef du droit. Telle était aussi la pensée du prem. prés. Larombière. P. se distingue par le soin qu'il met à exclure de son nouvel ouvrage, comme des précédents, tout élément de jurisprudence: parti pris au moins singulier chez un magistrat. Il discute les questions de droit pur sans se préoccuper des espèces, dont le nombre et la conciliation embarrassent en effet parfois la marche des commentateurs et ralentissent leur exposition. En revanche, il cite scrupuleusement les auteurs et engage souvent avec eux des controverses où la logique rigoureuse a souvent le dessus sur l'élégance du langage.

Ce traité ne comprend que le titre III du livre III, C. c.

2113. RENAULT. — Traité des Conventions et des Engagements qui se forment sans conventions, ou Commentaire sur les lois des 17 et 19 pluviôse an XII, formant les titres III et IV du IIIe livre du C. Nap., par RENAULT de l'Orne. — In-12. *Paris*, 1804. (3 fr.)

2114. RODIÈRE. — Des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général. Thèse présentée au concours ouvert devant la Faculté de droit de Toulouse pour la chaire de procédure civile, et une place de professeur suppléant vacante dans cette faculté, par A. RODIÈRE, d. e. d. — In-8. *Toulouse*, 1838.

A la suite d'un brillant concours, M. R. a été élu presque à l'unanimité profess. de procédure à la Fac. de Toulouse.

2115. Thèses de doctorat :

DANIÉLOPOULO. Des Obligations, in-8, *Paris*, 1864. — DEFLERS, *D°* in-8, *Paris*, 1862.—VILLEFORT. Des Contrats, in-8, *Paris*, 1846.

2116. LYONNET. — *Tractatus de Contractibus, hodiernis Galliarum legibus accommodatus, juxta mentem saniorum theologorum et jurisperitorum, auctore* D. LYONNET, *olim sacræ theologiæ professore.* — Edit. recentior et accuratior. — In-12, 398 p. *Lyon* et *Paris*, Pélagaud, 1865.

2117. DE SAVIGNY. — Le Droit des Obligations, par DE SAVIGNY, prof. univ. de Berlin, trad. de l'allem. et accompagné de notes par C. GÉRARDIN, prof. Fac. de Paris, et P. JOZON, dép. à l'Ass. nat., av., d. e. d.— 2 vol. in-8, 2e *éd.*, revue, corr. et augm. *Paris*, Thorin, 1872-1873. (15 fr.)

La 1re éd. est de 1863.

2118. — *Le même*, traduit par HIPPERT. — 2 vol. in-8. *Paris*, 1872. (15 fr.)

2119. MASSOL. — De l'Obligation naturelle et de l'Obligation morale en droit romain et en droit français, par MASSOL, prof. Fac. de Toulouse. — 2e *éd.*, considérabl. augmentée, gr. in-8, IX-357 p. — *Toulouse*, Delboy; — *Paris*, Durand, 1862. (6 fr.)

La 1re édit. a paru en 1858 (1857), in-8, IV-361, p. *Toulouse*, Delboy; *Paris*, Durand.

C'est un sujet complétement neuf où l'auteur avait tout à créer. Dans la 1re partie il le traite au point de vue du droit romain, dans la 2e au point de vue du droit français.

V. Notice crit. de E. HUC, ap. *Rev. crit.*, t. XIII, p. 278; — de DE CAQUERAY, ap. *Rev. Prat.*, t. VI, p. 179-184, et t. XIII, p. 428-432; — de RATAUD, ap. *Rev. Hist.* 1857, p. 598; — de GINOUILHIAC, ap. *Rev. Bibliogr.*, 4e année, p. 5; — de BATBIE, ap. *Droit*, 19 juin 1858.

2120. VIDAL.— De l'Obligation naturelle en droit romain et en droit français, par VIDAL. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 312 et 367.

2121. Thèses de doctorat :

CLAMAGÉRAN. Des Obligations naturelles, in-8, *Paris*, 1851. — De VIENNE. *D°*, in-8, *Nancy*, 1868.

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1101-1108 nt.

CHAPITRE II. — DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS.

Art. 1108.

2122. BARBE. — Des Conditions essentielles des contrats. Th. D., par BARBE. — In-8, *Grenoble*, 1856.

SECTION I. — *Du Consentement.*

2123. DELAUNAY. — Principes sur le Consentement dans les conventions du droit privé. Th. D., par DELAUNAY. — In-8, *Paris*, 1852.

2124. PETIT. — Des Vices du Consentement dans les conventions. Th. D., par F. PETIT. — In-8, 1854.

2125. TOUZAUD. — Des Vices du Consentement, en droit romain et en droit français. Th. D., par Daniel TOUZAUD, av. in-8, 330 p. *Paris*, imp. Donnaud, 1873.

Art. 1109, 1110 et 1117.

2126. BRESSOLLES. — De l'Erreur de droit, par G. BRESSOLLES. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XVIII (1843), p. 158-180.

2127. CARATHÉODORY. — De l'Erreur en matière civile, d'après le droit romain et le Code Nap., par Alex. CARATHÉODORY. — 1 vol. gr. in-8, 1860. (5 fr.)

Thèse de D.; titre modifié.

2128. CHAUMAT. — Étude sur l'Erreur dans les conventions, en droit romain et en droit français. Th. D., par Alex. CHAUMAT, d. e. d., av. — 1 vol. in-8, VIII-317 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

2129. CHOBERT. — De l'Erreur en matière civile, d'après le droit romain et le Code Nap. Th. D., par Ch.-Marie CHOBERT. — 1 vol. in-8, 324 p. *Paris*, Retaux, 1868.

2130. POCHONNET. — De l'Erreur de droit et de son influence sur les différents actes juridiques, par Ern. POCHONNET, d. e. d., subst. à Wissembourg. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1858.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856). p. 165-179, et t. IX (2e 1856), p. 178-207.

2131. DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — Etude sur l'Erreur en droit romain et en droit fr. Ouvrage remarqué et honoré du dépôt aux archives de la Fac. de droit de Poitiers, par le Vte Gabr. DE LABROUE DE VAREILLES-SOMMIÈRES, av., d. e. d. — In-8. *Paris*, Cotillon et fils, 1871. (5 fr.)

Cet ouvrage est la Th. de doct. de l'auteur, qui est aujourd'hui pro-doyen de la Fac. libre de Lille.

2132. Autres Thèses de doct. :

1. ARHAUD. — De la Bonne Foi et de ses effets en matière civile. — In-8, 1874.

2. DOUCHEMENT. — De l'Erreur et de ses effets dans les contrats et divers autres rapports juridiques. — In-8. *Toulouse*, 1862.

3. GALLAND. — De l'Erreur. — In-8, 1852.

4. LE COINTE. De l'Erreur dans les contrats — In-8, *Paris*, 1874.

5. LE MOIGN. De l'Erreur en matière civile — In-8, 1869.

6. MILLET. De l'Erreur et de la bonne foi — In-8. *Paris*, 1871.

7. DE PLACE. De l'Erreur dans les conventions de droit privé. — In-8, *Paris*, 1859.

V. aussi infr. Titre de la *Vente*.

Art. 1111-1115.

2133. CASTEL. — De l'Erreur et de la Violence dans les contrats. Th. D. (Caen), par CASTEL. — In-8. *Caen*, 1873.

Art. 1116-1117.

2134. BÉDARRIDE. — Traité du Dol et de la Fraude en matière civile et commerciale, par BÉDARRIDE, av. à Aix, etc. — 3e *édit.*, rev. et mise au courant de la doctrine et de la jurisprudence. — 4 vol. in-8. *Aix*, Achille Makaire; — *Paris*, Marescq aîné, 1872. (32 fr.)

La 1re éd. a paru en 3 vol. in-8. *Aix*, Aubin; *Paris*, Durand, 1852. La 2e, 4 vol. in-8, 1867, Makaire, Durand.

M. B. est l'auteur d'ouvrages qui jouissent d'une estime méritée. Le traité *du Dol*, etc., est des premiers en date. Il y étudie à fond et successivement le Dol, la Fraude et les Simulations. Le succès en a consacré le mérite. L'auteur appartient à cette classe de jurisconsultes qui font du droit une étude sérieuse et théorique, tout en acquérant dans une longue et consciencieuse pratique des affaires une profonde expérience, indispensable pour la solution des questions les plus épineuses.

V. Art. crit. sé P. C. ap. *Rev. Hist., de dr. fr.* t. XIII, p. 413; — de FÉRAUD-GIRAUD, Ap. *Rev. Wol.*, t. XLIV, p. 286.

2135. CHARDON. — Traité du Dol et de la Fraude en matière civile et commerciale, par CHARDON, prés. à Auxerre. — 3 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1838. (*Rare.*)

Ce traité a paru en 1828, impr. de Comynet *à Avallon :* plus tard l'édit. Cotillon s'étant chargé de l'affaire, l'ancien titre fut remplacé par un nouveau, portant son nom et la date de 1838.

L'auteur a divisé son sujet suivant les deux branches qui le composent : le Dol et la Fraude; puis il suit successivement l'un et l'autre dans ses applications aux contrats, aux actes de libéralité, aux jugements, aux faits illicites. Le livre a bien vieilli, aussi bien dans la forme que pour le fond, mais il n'en est pas moins bon à consulter.

V. Art. crit. ap. *Gaz. Trib.*, 7 avril et 24 oct. 1828; — de DELANGLE. *Ibid.* 28 mai 1838. — Ap. *Droit*, 2 août 1837.

Art. 1118.

V. infr. chapitre V, section VII.

Art. 1119.

2136. RÉTOUT. — Des Promesses et des Stipulations pour autrui. Th. D. (Caen), par RÉTOUT. — In-8. *Caen*, 1872.

2137. HENNEQUIN. — Un Notaire peut-il accepter valablement, au nom d'une partie absente, des stipulations faites dans un acte qu'il reçoit? par HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 24, 27 mars 1858; 21, 24, 28 déc. 1859.

A propos d'un arrêt de Grenoble du 10 juillet 1838. Sur cet arrêt, v. enc.:

EYSSAUTIER, Rev. doctr. ap. *J. de la Cour de Grenoble*, 1858, p. 250.

Reprod. ap. *Journ. du Notariat*, 16 octobre 1858.

2138. LEFEBVRE. — Acte notarié. Obligation avec affectation hypothécaire. Validité de l'acceptation par le notaire, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 24 juin 1868.

Cass. 4 déc. 1867.

2139. MÉLIN. — Responsabilité notariale. Obligation hypothécaire. Acceptation par un clerc. Mandataire verbal pour le prêteur absent, par L. MÉLIN, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enregistr.*, t. IX (1868), p. 39-48.

2140. MERVILLE. — D'une Pratique vicieuse de quelques notaires, par MERVILLE, av. gén. à Amiens. — Ap. *Rev. Pr.*, t. Ier (1856), p. 308-314.

Même question qu'aux art. précédents :

Un notaire peut-il, sans infirmer le caractère authentique de l'acte qu'il reçoit, se porter acceptant, pour un créancier absent, des obligations ou des garanties passées au profit de ce dernier? — Cette dissert. n'est autre chose que le réquisitoire prononcé par l'auteur dev. la Cour d'Amiens, le 8 avril 1856. Elle a été reprod. ap. *J. des not.*, 3 sept. 1856.

V. enc. infr. sous l'art. 2127.

Art. 1120 à 1122, nt.

V. infr. Titre des Contrats aléatoires. *Appendice. — Des Assurances.*

SECTION II. — *De la Capacité des parties contractantes.*

Art. 1123-1125, nt.

V. aussi infr. chap. V, section VII.

SECTION III. — *De l'Objet et de la Matière des Contrats.*

1126-1127.

2141. BRESSOLLES. — Sur la Valeur et la portée des engagements *solidaires*, par G. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *le Monde*, 20 sept. 1872.

Reprod. ap. *J. des Just. de p.*, t. XXI (1873), p. 113. — Il s'agit des engagements pris par les membres de la secte des *solidaires*, d'exclure les prêtres de leur foyer et de leurs obsèques.

Art. 1129, nt.

Art. 1130.

2142. BATON. — Des Pactes sur successions futures. Th. D., par Alex. BATON. — In-8. *Paris*, Durand, 1876.

2143. BERTAULD. — Combinaison des art. 1130 et 1180 du Code Nap., par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Quest. Prat.*, t. II, p. 352-366.

V. sup. no 61.

SECTION IV. — *De la Cause.*

2144. DAUFRESNE. — De la Cause. Th. D., par DAUFRESNE. — In-8, *Paris*, 1854.

2145. ERNST. — La Cause est-elle une condition essentielle pour la validité des conventions? par A.-N.-J. ERNST, prof. extr. à l'Univ. de Liége. — Ap. *Bibl. du jurisc. et du publ.*, t. Ier (1826), p. 250-264.

Art. 1131 et 1133.

2146. DUBOIS. — Les parties qui n'ont pas pris une part égale à une convention immorale sont, l'une aussi bien que l'autre, non recevables à demander en justice, soit le payement du prix stipulé, soit la restitution s'il a été payé; par Ern. DUBOIS, prof. Fac. de Nancy. — Ap. *Sirey*, 1874, 1, 241; et *J. Pal.*, 1874, p. 625 (8 col.).

Exam. doct. de cass. 15 déc. 1873.

2147. DE FOLLEVILLE. — La loi du 12 août 1870 et le cours forcé des billets de la Banque de France, par Daniel DE FOLLEVILLE, av. — In-8, 24 p. *Paris*, Marescq aîné, 1872.

Cette dissert. est extraite de la *Rev. Pr.*, où elle avait paru sous le titre : *De la stipulation de payement en espèces. — Obligation souscrite. Demande de remboursement. Espèces d'or et d'argent. Crise monétaire; cours forcé des billets de banque. Loi du 12 août 1870. Stipulations antérieures, contradictoires aux principes posés par la nouvelle loi.* — Ap. *Rev. Pr.*, t. XXXII (2e 1871), p. 426-445. — Elle a été reproduite avec quelques modifications et des développements sur certains points, ap. *Jurisprud. de la C. d'appel de Douai*, 1872, p. 8-26.

Douai, 8 mars 1872 (Do-Delattre), et Cass., 11 fév. 1875 (même aff.).

Cf. *Droit*, 7 déc. 1871 et 17 mars 1872. — M. de F. a repris cette question à la p. 108 de son livre sur la *Notion du droit et de l'obligation*. V. sup., n° 2108. — V. sur le même arrêt :

I. BOISTEL. Exam. doctrin. (où il soutient la thèse contraire à M. de F.). — Ap. *Dall.*, 1873, 1, 177 (4 col.).

II. BOISSONADE. Ap. *Rev. de lég. fr. et étr.*, 1872, p. 558.

III. LABBÉ. Exam. doctrin. — Ap. *Sir.*, 1873, p. 97 (6 col.) et *J. Pal.*, 1872, p. 757, et 1873, p. 225.

IV. Article, ap. *Rec. Acad. Législ. de Toul.*, t. III, p. 236.

2148. LABBÉ. — La loi du 12 août 1870, qui donne cours forcé aux billets de la Banque de France, contient-elle une disposition d'ordre public au point que toute convention contraire doive être réputée non avenue, et que, nonobstant la convention antérieure, le payement puisse être effectué en billets? Exam. doctr., par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Sir.*, 1872, 2, 161 (6 col.).

Douai, 8 mars 1872, et Aix, 23 nov. 1871. — Cf. le n° précéd.

2149. LABORIE. — Est-elle nulle comme ayant une cause illicite, l'obligation de payer à un tiers une certaine somme stipulée à forfait pour le cas où, à la suite de ses démarches, celui qui s'oblige contracterait mariage avec une personne déterminée? Rapport à la ch. civ. par le cons. LABORIE. — Ap. *Sir.*, 1855, 1, 339 (9 col.); — *Dalloz*, 1855, 1, 147 (10 col.).

Cass. 1er mai 1855, sol. nég. (Foubert C. Fleury).

2150. — Documents relatifs à la profession matrimoniale. — Barreau de Paris. Conférence de l'ordre des avocats. Présid. de Me Berryer, bât.; séances des 12 et 19 janv. 1854. — In-4, 5 ff. 1/2. *Paris*, impr. Morris, 1854.

Publication faite par M. de Foy. Question : « Le pacte par lequel un salaire est promis à l'entremetteur qui fait réussir un mariage projeté est-il licite? » — L'affirmative a été résolue à une très-grande majorité. Plaidoiries de Me.....

V. *Gaz. des Trib.* et *Droit.*

2151. — La Promesse de mariage librement faite et sérieusement établie est-elle une cause légitime de condamnation à des dommages-intérêts? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 840.

Add. MARCADÉ. Exam. doctr., ap. *Rev. crit.*, t. III, p. 197-207. — Caen, 6 mars, 24 avril et 6 juin 1850.

V. enc. inf., nos 2401 et 2402.

2152. ROUSSEAU. — Du Trafic des billets de complaisance, d'après la loi civile et la loi pénale, par Rod. ROUSSEAU, av. — 2e éd. — In-8, 70 p. *Paris*, Pichon, 1876. (2 fr.)

La 1re éd. est de 1874.

2153. THIROUX. — Des chercheurs de successions, par A. THIROUX, d. e. d. — In-8, 33 p. *Paris*, Marescq aîné, 1867.

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XXIII, p. 357.

2154. ***. — La fausse Cause rend l'acte sans effet, et un acte sans effet n'est pas susceptible de ratification, alors même que celle-ci eût couvert un vice provenant de dol ou de violence. — Ap. *Sir.*, 1812, 1, 235 (5 col.); et *Coll. nouv.*, t. IV, 1, 116 (6 col.).

Art. 1132.

2155. DÉJAER. — Lorsque le titre d'une obligation n'en mentionne pas la cause, et qu'il y a des contestations sur l'existence d'une cause, à qui incombe la preuve? par DÉJAER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 929.

2156. DURANTON. — Est-ce au créancier ou au débiteur à faire la preuve de l'existence de l'engagement dont la cause n'est pas exprimée dans le contrat? par DURANTON. — Ap. *Thémis*, t. III, p. 96.

2157. LEFEBVRE. — Un écrit ne contenant pour toute énonciation que *bon pour...* la date et la signature, constitue-t-il un titre en faveur de celui qui le possède? par A. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 22 janv. 1868.

CHAPITRE III. — DE L'EFFET DES OBLIGATIONS.

SECTION I. — *Dispositions générales.*

Art. 1134, 1135, nt.

V. inf. section V.

SECTION II. — *De l'Obligation de donner.*

Art. 1136-1141.

2158. HUC. — Du Transfert de la propriété, en droit français, par l'effet des obligations; par Th. HUC, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rec. Ac. législ. Toulouse*, t. XII, p. 246-339.

V. enc. sup. nos 1366 et suiv., et inf. sous les art. 1302 et 1303.

SECTION III.—*De l'Obligation de faire ou de ne pas faire.*

Art. 1142-1145, n^t^.

SECTION IV.— *Des Dommages-intérêts résultant de l'inexécution des conventions.*

2159. LOUBERS. — Des Dommages-Intérêts résultant de l'inexécution des conventions. Th. D., par LOUBERS.— In-8. *Paris*, 1864.

Art. 1146.

2160. PAGET. — Essai sur la Mise en demeure et ses effets, par Joseph PAGET, d. e. d., prof. Fac. de Toulouse.— 1 vol. in-8, 284 p. *Paris*, Thorin. 1870. (4 fr.)

M. P. a traité son sujet avec science. Ses solutions reposent sur des données juridiques sérieuses et méritent d'être prises en considération, alors même qu'on ne les adopterait pas toutes.

V. art. crit. de H. ROZY, prof. à Toulouse, ap. *Rev. crit.*, t. XXXVII, p. 186.

Art. 1147, n^t^.

Art. 1148.

2161. DOMENGET. — De la Force majeure et des cas fortuits, par L. DOMENGET, d. e. d., av. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 556-567.

Cet article est le résumé d'un travail plus étendu que l'auteur a fourni au Répert. méthod. et alphab. de législ. de M. Dalloz. *V° Force majeure*, t. XXIV, p. 755.

2162. BALLOT.—Des Effets de la guerre, à Paris et en France, sur le louage, la propriété et les divers contrats, etc.; louage d'ouvrage et d'industrie, prêt, dépôt et gage; propriété mobilière et immobilière, usufruit, usage, habitation, servitudes, ventes, marchés, commandes, cessions et traités divers, etc., etc.; par Ch. BALLOT, d. e. d., av. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1871, (3 fr.)

Brochure de circonstance, mais où de pénibles événements ont donné à l'auteur l'occasion de traiter de l'influence du cas de force majeure résultant de la guerre et de l'invasion sur les contrats. La jurisprudence a eu aussi à donner fréquemment ses solutions sur les difficultés nées des mêmes faits.

Cf. inf. *Louage*, sous l'art. 1722, etc. *Privilèges et hypothèques*, sous l'art. 2102, § 1.

Art. 1149-1152, n^t^.

Art. 1153-1155.

2163. ***. — Les demandes formées devant un juge incompétent font-elles courir les intérêts moratoires? (par un cons. d'Agen). — Ap. *Sir.*, 1849, 2, 178 (4 col.).

Exam. doct. d'Agen, 5 mars 1849.—Le conseiller est sans doute, comme nous l'avons dit sous le n° 2041, M. DUBERNET-DE-BOSCQ.

2164. DELZONS.— De l'Anatocisme dans les comptes courants, par Ch. DELZONS, av. à Aurillac.— Ap. *Rev. Pr.*, t. XVII (1^er^ 1864), p. 289-303.

2165. PASCAUD. — Des Intérêts capitalisés et de leur collocation dans les ordres, par H. PASCAUD, j. à Sancerre. — Ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 336-350.

V. infr. au titre du Prêt. *Prêt à intérêt*,

SECTION V. — *De l'Interprétation des Conventions.*

Art. 1156-1164.

2166. AMIAUD. — Clauses de style, clauses préventives, par Alb. AMIAUD. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XI (1870), p. 330-350.

Suivi d'une note de PAULTRE.

2167. PAULTRE. — Du Style dans la pratique du notariat, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not.*, t. IV (1863), p. 341-350.

SECTION VI.—*De l'Effet des Conventions à l'égard des tiers.*

2168. BALLEROY DE REINVILLE. — De la Garantie des créanciers d'après les lois françaises. par BALLEROY DE REINVILLE. — 2 vol. in-8, 1816.

2169. DU CAURROY. — Dissertation sur les tiers et ayants cause. Réfutation du système de M. Toullier, par DU CAURROY. — Ap. *Thémis*, t. III, p. 49, et t. V, p. 6.

2170. E. P. B. — Un Mot sur le système de M. Toullier relatif aux tiers et ayants cause, par E. P. B. — Ap. *Thémis*, t. V, p. 18.

Art. 1165.

2171. HARDOUIN.— De l'Effet des conventions et des jugements à l'égard des tiers. Th. D., par HARDOUIN. — In-8. *Paris*, 1855.

2172. NAQUET. — Le Revendiquant prouve-t-il valablement son droit de propriété contre le possesseur au moyen

d'un acte translatif de propriété qui lui a été valablement consenti par le précédent propriétaire? L'art. 1165 est-il applicable à ce cas? Exam. doctr., par E. NAQUET, prof. agr. à Aix. — Ap. *Sir.*, 1873, 2, 49.

Aix, 29 févr. et 15 mars 1872.

Art. 1166.

2173. ARVET. — De l'Exercice des actions du débiteur par le créancier. Th. D., par ARVET. — In-8. *Dijon*, 1872.

2174. BONNIER. — De la nature du droit établi par l'art. 1166. — Le créancier qui veut exercer les droits et actions de son débiteur est-il tenu d'obtenir préalablement une subrogation judiciaire? par E. BONNIER, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Pr.*, t. I (1er 1856), p. 97-103.

2175. BOURGEOIS. — De l'Exercice des droits et actions du débiteur. Th. D., par BOURGEOIS. — In-8, 1875.

2176. KOENIGSWARTER. — Le Créancier peut-il, en vertu de l'art. 1166, exercer l'action en réclamation d'état qui appartient à son débiteur? par KOENIGSWARTER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 689.

2177. LABBÉ. — De l'Exercice des droits d'un débiteur par son créancier, par J.-E. LABBÉ. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1856.

Extrait de la *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 208-224. — Cette étude fait partie des *Dissert. de Dr. Rom. et de Dr. Fr.*, de l'auteur, in-8, 1865. V. sup., no 77.

2178. LABORIE. — La faculté de présentation à un office ministériel peut-elle être exercée par les créanciers? Rapport du cons. LABORIE. — Ap. *Dall.*, 1854, 1, 170 (8 col.).

Cass. civ. 23 mai 1854 (Ducaire). — Add. Requis du Proc. gén. de ROYER, ap. *Sir.*, 1854, 1. 316 (4 col.), et ap. *J. des Just. de p.* 1854, p. 173.

2179. LEBEL. — De l'Exercice des droits et actions du débiteur par ses créanciers. Th. D., par LEBEL. — In-8. *Paris*, 1874.

2180. MISPOULET. — De l'Exercice des droits et actions du débiteur par les créanciers. Th. D., par MISPOULET. — In-8, 1875.

2181. REGNARD. — L'Action en nullité accordée à la femme mariée par le C. c. peut-elle être intentée par les créanciers qui voudraient exercer les droits de leur débiteur? par REGNARD. — Ap. *Thémis*, t. VI, p. 42.

Art. 1167.

2182. CAPMAS. — De la Révocation des actes faits par le débiteur en fraude des droits du créancier, ou Explication des art. 622, 788, 1053, 1167, 1447, 1464, 2225 du Code civ, et 446 à 449 du Code de comm., par Ch. CAPMAS, prof. Fac. de Dijon. — In-8, 120 p. *Paris*, Videcoq, 7 ff. 1/2, 1847. (*Rare.*)

Un concours ouvert à la Fac. de Paris a inspiré cet écrit à M. C. qui avait eu à traiter ce sujet dans ses leçons. On peut regretter qu'il ait condensé en un si petit nombre de pages une matière qui comporte de grands développements et surtout l'examen des espèces si variées que la jurisprudence a eues à résoudre. C'est un thème cher à l'Ecole à en juger par le nombre d'écrits qu'il ne cesse d'inspirer aux candidats au doctorat. Mais les hommes qui s'occupent de l'application des lois accueilleraient avec plaisir un ouvrage présentant une synthèse scientifique et doctrinale des nombreuses espèces qu'offre la pratique des affaires.

2183. MIMEREL. — De l'Action Paulienne et des créanciers qui peuvent l'exercer, aux termes de l'art. 1167 du Code Nap.; par Fl. MIMEREL, d. e. d., av. à C. de cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 412-428.

Add. *du même*, Examen doct. Cass. 2 févr. 1852. *Ibid.*, t. III (1853), p. 856-860. Cet art. répond à une note du *Rec. Pér. Dall.*, sur un arrêt du 14 juillet 1852. De son côté, M. PONT a réfuté l'art. de cet annotateur et défendu la doctrine de M. MIMEREL dans un exam. doct. de ce même arrêt du 14 juillet. *Ibid.*, t. III, p. 11-14.

L'art. de M. MIMEREL a été reproduit sous le titre suivant: « Créanciers. Exercice de l'Action Paulienne. Tous les créanciers auxquels le maintien d'un acte fait éprouver un préjudice, ont-ils le droit ou intérêt, quelle que soit la date de leur titre, à le faire tomber s'il est frauduleux? » Ap. *J. du Not.*, 8 mars 1854.

2184. Thèses de doctorat sur l'Action Paulienne:

1. ACKERMANN. — De l'Action Paulienne en matière civile, par Em. ACKERMANN. — In-4, 12 ff. 1/2, *Strasbourg*, impr. Huder, 1831.

2. BABLED. — De l'Action Paulienne, par BABLED. — In-8, *Paris*, 1856.

3. BÉJANIN. — De la Révocation des actes faits par le débiteur en fraude de ses créanciers, par BÉJANIN. — In-8, *Paris*, 1867.

4. BOSIANO. — De l'Action Paulienne, par BOSIANO. — In-8, 1851.

5. CHAUMIÉ. — De l'Action Paulienne, par CHAUMIÉ. — In-8, *Paris*, 1872.

6. DESBOIS. — De l'Action Paulienne, par DESBOIS. — In-8, 1856.

7. DUBOIS. — Des actes faits en fraude des créanciers, par Ch. DUBOIS. — In-8, *Versailles*, impr. Beau, 1856.

8. DUFRESNE. — De l'Action Paulienne ou révocatoire, par Gust. DUFRESNE. — In-8, *Paris*, 1857.

9. FAIN. — De l'Action Paulienne, par FAIN. — In-8, 1854.

10. FLEURIOT. — Étude sur l'Action Paulienne en dr. rom. et en dr. fr., par G. FLEURIOT. — In-8, 241 p. *Caen*, impr. Leblanc-Hardel, 1875.

11. GARSONNET. — De la Révocation des actes faits par le débiteur en fraude des droits du créancier, par GARSONNET. — In-8, *Paris*, 1864.

12. GAZANCHON DE CHAVANNES. — De l'Action Paulienne ou de la Révocation des actes faits par le débiteur en fraude de son créancier, par GAZANCHON DE CHAVANNES. — In-8, *Paris*, 1872.

13. GÉRAUD. — De l'Action Paulienne, par GÉRAUD. — In-8, *Paris*, 1873.

14. GLANGEAUD. — De la Révocation des actes faits en fraude, par le débiteur, des droits de ses créanciers, par GLANGEAUD. — In-8, *Paris*, 1874.

15. LEBAUDY. — De l'Action Paulienne en matière civile, par J. LEBAUDY. — In-8, *Paris*, 1873.

16. LEFILLEUL DE LONGLHUIT. — De la Révocation des actes du débiteur en fraude de ses créanciers, par LEFILLEUL DE LONGLHUIT. — In-8, *Caen*, 1872.

17. LE GORREC. — De l'Action Paulienne, par Gabr. LE GORREC. — In-8, *Paris*, 1859.

18. LEMASSON. — De l'Action Paulienne, par LEMASSON. — In-8, *Caen*, 1859.

19. MOREAU. — De l'Action Paulienne, par MOREAU. — In-8, *Poitiers*, 1873.

20. — MURAY. — De la Révocation des actes faits en fraude des créanciers, par C.-J.-O. MURAY. — In-8, *Paris*, 1855,

21. NAQUET. — De l'Action Paulienne, par E. NAQUET, in-8, *Paris*, 1869.

22. PÉRARD. — De l'Action Paulienne, par J. PÉRARD. — In-8, *Paris*, 1854.

23. ROME. — De l'Action Paulienne, par J. ROME. — In-8, 1867.

24. SÉRÉ. — De l'Action Paulienne ou révocation, par SÉRÉ. — In-8, 1866.

25. TAMISIER. — De l'Action Paulienne. — par TAMISIER. — In-8, 1875.

2185. BOUTRY-BOISSONADE. — De l'exception apportée en matière de partage au principe de l'action Paulienne ou révocatoire, par Gust. BOUTRY-BOISSONADE, av. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1856.

Extr. de la *Rev. crit.* t. IX (2e 1856), p. 450-458

2186. KRUG-BASSE. — Le créancier peut-il obtenir la révocation d'une donation par contrat de mariage faite en fraude de ses droits, sans être tenu de prouver la connivence des époux donateurs? par KRUG-BASSE, subst. à Saverne. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 257-265.

Cass. req., 2 janv. 1843 (Duchesne). Le rapport du Cons. TROPLONG dans cette affaire a été reproduit en partie, ap. *Sir.*, 1843, 1, 116 (3 col.) et ap. *Contrôl. de l'Enr.*, art. 6432.

2187. RATAUD. — Les Créanciers chirographaires peuvent-ils faire annuler, dans la limite de leur intérêt, la renonciation de leur débiteur à une prescription acquise? L'art. 2225 établit-il une dérogation aux règles générales de l'action Paulienne? par F. RATAUD, prof. sup. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. I (1er 1856), p. 481-490.

2188. ***. — Droits des créanciers. — Actes simulés ou frauduleux antérieurs aux actes constituant les créances. — Ap. *Droit*, 15 mars 1857.

Paris, 7 mars 1857.

Cf. sup. n° 1674.

CHAPITRE IV. — DES DIVERSES ESPÈCES D'OBLIGATIONS.

SECTION I. — *Des Obligations conditionnelles.*

2189. D'HOMBRES. — Des Obligations conditionnelles. Th. D., par D'HOMBRES. — In-8. *Paris*, 1857.

§ 1. *De la Condition en général et de ses diverses espèces.*

Art. 1168-1180.

2190. BRIARD. — De la Condition affectant le transport de la propriété à titre particulier. Th. D. (Nancy), par BRIARD. — In-8. *Nancy*, 1868.

2191. GODART. — De la Condition en droit rom. et en droit fr. Th. D., par Henri GODART, d. e. d., av., 1er prix de droit français (concours de 1866). — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1869.

2192. SCHAKOWSKI. — Des effets de la Condition. Th. D., par SCHAKOWSKI. — In-8. *Paris*, 1872.

§ 2. *De la Condition suspensive.*

Art. 1181-1182.

2193. PUSSET. — De la Condition suspensive. Th. D., par PUSSET. — In-8. *Toulouse*, 1870.

V. infr. sous les art. 1302 et suivants.

§ 3. *De la Condition résolutoire.*

Art. 1183-1184.

2194. CABANTOUS. — La Condition résolutoire tacite, qui s'accomplit par le défaut d'exécution du contrat, bien qu'elle n'ait pas lieu de plein droit, a-t-elle, comme la condition résolutoire expresse, un effet rétroactif au jour de la formation du contrat? Exam. doct. par CABANTOUS, prof. Fac. d'Aix. — Ap. *Sirey*, 1857, 1, 641 (5 col.).

Cass. 31 déc. 1856 (Mac-Carthy).

2195. OLLIVIER.—Études sur les adages juridiques. *Resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis.* Le droit de celui qui transfère étant résolu, le droit de celui qui acquiert l'est également; par Em. OLLIVIER. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1er 1858), p. 545-560.

SECTION II. — *Des Obligations à terme.*

Art. 1185-1188.

2196. BOUTET. — Du Terme, Th. D. (Douai), par BOUTET. — In-8. *Douai*, 1872.

2197. COUHIN. — Du Terme, Th. D., par COUHIN. — In-8, *Paris*, 1873 (3 fr.).

2198. DRUMEL. — Du terme, Th. D., par DRUMEL. — In-8, *Paris*, 1868.

V. enc. inf., sur la *Déconfiture*, sous les art. 1265 et suiv.

***Marchés à terme.* V. Titre des Contrats aléatoires.**

SECTION III. — *Des Obligations alternatives.*

Art. 1189-1192, n^t.

Art. 1193.

2199. LABBÉ. — De la Perte de la chose dans l'obligation alternative (origine et critique de l'art. 1193 du C. Nap.), par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. de Paris. — In-8, 90 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867. (2 fr.)

Joint à une étude sur la Perte de la chose en dr. rom.

V. enc. inf. sous les art. 1302 et suiv.

SECTION IV. — *Des Obligations solidaires.*

Art. 1194 - 1216.

2200. BLONDEAU.— Esquisse d'un traité sur les Obligations solidaires, ou bien Analyse des trois leçons faites par M. BLONDEAU sur cette matière au concours ouvert devant la Faculté de droit de Paris en mars 1819, avec quelques additions indiquant principalement les questions à examiner par les jurisconsultes qui voudraient faire un traité *ex professo* sur cette matière. — In-8, 5 ff. 3/4. *Paris*, impr. Baudouin, 1819. (2 fr.)

2201. RODIÈRE. — De la Solidarité et de l'Indivisibilité en matière civile, en matière de procédure et en matière criminelle, par RODIÈRE, prof. Fac. de Toulouse.— 1 vol. in-8. *Toulouse*, Jougla et Gimet; — *Paris*, Durand, 1852. (6 fr.)

Les matières connexes de la solidarité et de l'indivisibilité (*dividui et individui labyrinthus*) sont hérissées de difficultés jusqu'alors peu approfondies au point de vue de notre droit actuel. L'ouvrage de M. R., est le seul dans lequel elles soient examinées d'une manière complète et à tous leurs points de vue, et sur lesquelles l'auteur présente des théories nouvelles.

V. Sur cet ouvrage: MOLINIER. — De la Solidarité et de l'Indivisibilité. Examen doctr. du traité de M. A. RODIÈRE, etc., par Vict. MOLINIER, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 48-68 et 156-174.

2202. Thèses de doctorat :

1. DU BAHUNO DU LISCOET. — De la Solidarité en droit rom., dans le dr. cout. et en dr. fr. Th. D. (Poitiers), par Ed. du BAHUNO du LISCOET, av. — In-8, *Poitiers*, 1856.

2. CALLAND. — Des effets des obligations solidaires, Th. D., par CALLAND. — In-8, 1872.

3. COMPANS. — De la Solidarité. Th. D. (Toulouse), par B. COMPANS. — In-8, *Toulouse*, 1851.

4. COUROT. — De la Solidarité. Th. D., par COUROT. — In-8, 1852.

5. CRÉQUY. — De la Solidarité. Th. D., par E. CRÉQUY. — In-8, *Versailles*, 1856.

6. DABOT. — De la Solidarité. Th. D., par DABOT. — In-8, 1854.

7. FERLET. — De la Solidarité civile en matière de contrats. Th. D., par FERLET. — In-8, *Paris*, 1864.

8. GALLAND. — Des effets des Obligations solidaires. Th. D., par GALLAND. — In-8, *Paris*, 1852.

9. GALLIOT. — De la Solidarité. Th. D., par GALLIOT. — In-8, *Paris*, 1872.

10. LANUSSE. — De la Solidarité. Th. D., par LANUSSE. — In-8, 1865.

11. LEWANDOWSKI. — De la Solidarité. Th. D., par J.-V.-L. LAWANDOWSKI. — In-8, 368 p., *Paris*, Retaux fr., 1866. (6 fr.)

12. PARFAIT-BERTHELOT. — De la Solidarité. Th. D., par PARFAIT-BERTHELOT. — In-8, 1854.

13. PLANCHENAULT. — De la Solidarité. Th. D., par PLANCHENAULT. — In-8, *Paris*, 1854.

14. SEVESTRE. — De la Solidarité. Th. D., par P.-Ch. SEVESTRE, av. — In-4, 14 ff., *Paris*, impr. Plon, 1854.

15. VERNHES. — Des Obligations solidaires. Th. D., par VERNHES. — In-8, *Poitiers*, 1874.

2203. MAGNIER. — De la Solidarité en matière de quasi-délit, par Raymond MAGNIER, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 571-575.

SECTION V. — *Des Obligations divisibles et indivisibles.*

Art. 1217-1219.

2204. BOURGNON DE LAYRE. — Traité sur les Obligations divisibles et indivisibles, par Antonin BOURGNON DE LAYRE. — In-8, 13 ff. *Paris*, Videcoq, p. et f., 1845. (3 fr.)

Des exemplaires, 12 ff. 3/4, sont sans nom d'éditeur et portent: *Essai sur les obligations*, etc.

2205. CARESME. — Théorie de la Divisibilité et de l'Indivisibilité des obligations. Th. D., par J.-Em. CARESME, av. — In-8, 9 ff. 3/4, *Paris*, imp. Thunot, 1854.

2206. DANIÉLOPOULO. — Des Obligations divisibles et indivisibles. Th. D., par DANIÉLOPOULO. — In-8, 1864.

2207. DEFLERS. — Des Obligations divisibles et indivisibles en droit rom. et en droit franç., par Jules DEFLERS. — In-8, 82 p. *Paris*, Cosse et Marchal, 1863. (1 fr. 50.)

2208. — GUIS. — Des Obligations divisibles et indivisibles, par GUIS. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 148 et 971.

V. enc. sup. nº 2201.

2209. ***. — De l'Indivisibilité du contrat d'assurance contre l'incendie. — Ap. *Gaz. Trib.*, 26 nov. 1875.

Paris, 28 juill. 1875.

§ 1. *Des Effets de l'Obligation divisible.*

Art. 1220-1221.

2210. LA FONTAINE. — D'une Antinomie entre les principes posés par les art. 2090, 2093, 873 et 1220 du C. Nap., par LA FONTAINE, cons. à Orléans. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1859.

Extrait de la *Rev. crit.*, t. XV (2e 1859), p. 334-356.

2211. DEROUET. — Succession. Dettes. Héritiers. Antinomie prétendue entre les art. 873, 1220, 2092 et 2093 du C. Nap., par DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 529-542.

Réfutation de l'article précédent.

2212. MIMEREL. — La demande formée collectivement par les héritiers du créancier d'une somme au-dessus du taux du premier ressort, est-elle susceptible des deux degrés de juridiction, quoique la quote part de chacun d'eux dans la créance soit numériquement au-dessous du taux du 1er ressort? — Quel sera le droit, si les héritiers du créancier poursuivent collectivement les héritiers du débiteur? Exam. doctr. par Fl. MIMEREL, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 104-113.

Douai, 25 avril 1855. *Sir.* 1855. 2, 783.
Poitiers, 6 déc. 1855. *Sir.* 1856, 2, 355.
Cassation, 6 déc. 1856. *Dall.* 1856, 1, 589

2213. EYSSAUTIER. — Nature de l'obligation de garantie en droit romain et en droit français, sa divisibilité et son indivisibilité; par L. EYSSAUTIER, d. e. d., av. à Grenoble. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1859.

Extrait de la *Rev. crit.* t. V (2e 1857), p. 318-344 et 498-520. — M. E. déclare l'obligation de garantie divisible et décide qu'il n'y a pas de distinction à faire entre l'action et l'exception de garantie. Cette théorie nouvelle a été soumise par l'auteur et l'appréciation de M. le prof. Valette, qui lui a donné son suffrage.

§ 2. *Des Effets de l'Obligation indivisible.*

Art. 1222-1224, nt.

Art. 1225.

2214. DE FRÉMINVILLE. — De la Procédure en matière indivisible, par DE FRÉMINVILLE, cons. à Riom. — Ap. *J. des Av.*, 1860, p. 33.

SECTION VI. — *Des Obligations avec clauses pénales.*

Art. 1226-1233 nt.

CHAPITRE V. — DE L'EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

Art. 1234.

2215. Thèses de Doctorat :

1. CATAL. — De l'Extinction des Obligations. — In-8, *Paris*, 1844.

2. DURANTON. — Do. — In-8, *Paris*, 1848.

3. HENNEQUIN. — Do. — In-8, *Paris*, 1851.

SECTION I. — *Du Payement.*

§ 1. *Du Payement en général.*

2216. Thèses de Doctorat:

1. ANDRIANU. — Du payement en droit rom. et en droit fr. — In-8, 140 p., *Paris*, 1866.

2. ARZAC-POUTIER. — Dissertation sur le payement. — In-8, 12 ff., *Paris*, 1854.

3. DE MIREMONT. — Du Payement. — In-8, *Toulouse*, 1870.

4. POLISU. *D°*, in 8°, *Paris*, 1865.

Art. 1235.

V. sup. n° 2118, et inf. n° 2293.

Art. 1236.

2217. MOURLON. — Du Payement fait par un tiers, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 365.

Art. 1237-1242, n^t.

Art. 1243.

V. Sup. n°s 2146 et 2147.

Art. 1244.

2218. LEFEBVRE. — La clause de déchéance du bénéfice du terme, écrite dans un acte authentique, rend-elle inapplicable l'art. 1244 du C. civ.? par Alphonse LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 19 mars, 9 et 12 juill. 1873.

Cf. infr. sous l'art. 1912.

Art. 1245-1248, n^t.

§ 2. *Du Payement avec subrogation.*

2219. DE CAQUERAY. — Questions diverses sur la Subrogation, par G. DE CAQUERAY, prof. Fac. de Rennes. — Ap. *Rev. Pr.* t. VI (2e 1858), p. 81-99.

2220. DE FOLLEVILLE. — Des Caractères distinctifs du Payement avec subrogation (art. 1249-4252), par Daniel DE FOLLEVILLE, av., prof. Fac. de Douai. — In-8, 32 p. *Paris*, Thorin, 1871. (2 fr. 50.)

2221. GAUTHIER. — Traité de la Subrogation de personnes, ou du Payement avec subrogation (C. Nap., art. 1239, 1250, 1251, 1252), par GAUTHIER, av., membre honor. de la Ch. des Avoués de Paris. — 1 vol. in-8, *Paris*, Cotillon, 1853. (9 fr.)

Ouvrage recommandable.

2222. MOURLON. — Traité théorique et pratique des Subrogations personnelles, suivi d'un appendice sur les différents cas de subrogation à l'hypothèque légale de la femme, par Fréd. MOURLON, av., d. e. d. — 1 vol. in-8. *Paris*, Joubert; Toussaint, 1848. (3 fr., *rare.*)

Une nouvelle édition a été annoncée comme étant sous presse il y a quelques années. La loi de 1855 en avait exigé le remaniement complet; l'auteur paraît s'être borné à son grand ouvrage sur cette loi. Cf. infr. *Transcription hypothécaire.* — La substance de cet ouvrage avait paru dans une série d'articles publiés par M. M., dans la *Rev. Fœl.*, sous le titre: De la nature et des effets généraux de la subrogation, t. XI, p. 425, 805, t. XII, p. 161, 260, 738, 888 et t. XIII, p. 344 et 597.

2223. Thèses de Doctorat:

1. BOSQUET. — Du Payement avec Subrogation. In-8, *Paris*, 1872.

2. COQUEREL. — *D°*, in-8, 1865.

3. LABADIE. — De la Subrogation. In-8, *Paris*, 1867.

4. MARZESCOU. — Du Payement avec Subrogation. In-8, *Paris*, 1860.

5. TIPHAINE. — *D°*, in-8, *Paris*, 1855.

6. WENGER. — *D°*, in-8, 1868.

Art. 1249 et 1250.

2224. BARILLIET, — Des Effets de la Subrogation consentie par un acquéreur au profit de son prêteur de deniers; par Th. BARILLIET. — In-8, 85 p. *Paris*, Maresceq aîné, 1862. (3 fr.)

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XIV (2e 1862), p. 20-39 et 113-173. — A propos d'un arrêt de Nismes, 29 janvier 1861 (Richoux). — V. aussi sur cet arrêt: DUTRUC. Exam. doctr. ap. *Sir.* 1862, 2, 433 (4 col.); et sur le pourvoi, Req., 28 avril 1863, Note du même, *ibid.*, 1863, 1, 289 et extrait du rapp. du cons. CALMÈTES (3 col.); — et ap. *Dalloz*, 1863, 1, 329, extrait du même rapp. (4 col.), et exam. doct. (5 col.). MOURLON a donné une consult. dans cette affaire.

2225. BEAUREGARD. — De la Subrogation consentie par le débiteur; des cas d'application de la seconde disposition de l'art. 1250 du C. civ.; par V. DE BEAUREGARD, d. e. d. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1876. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. crit.*, 1876, p. 440-478. Reproduit ap. *J. du Not.*, 20, 23, 27 sept. et 7 oct. 1876.

2226. MÉLIN. — Transport des sommes données par contrat de mariage ou autrement à un successible. Payement, avec ou sans subrogation, de ces mêmes sommes par un tiers. Eventualités. Précautions à prendre; par L. MÉLIN. — (1869), Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 413-425.

2227. Thèses de Doctorat :

1. DEJUST. — De la Subrogation conventionnelle consentie par le créancier. Th. D., par DEJUST. — In-8, *Paris*, 1873.

Le titre a été modifié sur certains exemplaires et porte : Explication de l'art. 1250, C. Nap. (Subrogation conventionnelle, etc.).

2. HÉRARD. — De la Subrogation conventionnelle. Th. D. (Caen), par HÉRARD. — In-8, *Caen*, 1872.

V. enc. infr. sous l'art. 9 de la loi du 23 mai 1855.

Art. 1251.

2228. FEITU. — De la Subrogation au profit de ceux qui sont tenus avec d'autres ou pour d'autres (C. Nap., articles 1249, 1251, 2° et 3°, 1252, 2029, 2037). Th. D. (Rennes), par Em. FEITU, av. — In-8, 164 p. *Saint-Brieuc*, impr. Prudhomme.

2229. LEFEBVRE. — I. L'Acquéreur qui paye un créancier inscrit est-il subrogé, non-seulement dans l'hypothèque de ce créancier, mais encore dans celle que le vendeur avait conférée à celui-ci sur d'autres immeubles? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 27 déc. 1871.

II. L'Acquéreur menacé d'éviction peut-il se faire subroger dans les droits d'un précédent vendeur à l'effet d'exercer l'action résolutoire contre le vendeur subséquent? — *Ibid.*, 20 sept. 1873.

2230. MOURLON. — Subrogation légale; curieux conflit (deux créanciers peuvent-ils indéfiniment se faire subroger l'un à l'autre ?); par F. MOURLON. — Ap. *R. Pr.*, t. III (1er 1857), p. 460-478.

Art. 1252.

2231. MOURLON. — De la Subrogation au privilége de l'art. 1252. Lorsqu'une créance est payée par parties en différents temps et par plusieurs personnes successivement subrogées au créancier, doit-on les appeler par concurrence ou au marc le franc, ou établir entre elles une hiérarchie de préférence d'après l'ordre chronologique des payements, en allant des subrogés les plus récents aux subrogés les plus anciens? par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. I (1er 1856), p. 260-282.

2232. Thèses de Doctorat :

1. GOSSET. — De la Subrogation légale. — In-8, *Paris*, 1870.

2. ROTHE. — De la Subrogation légale. - In-8, *Caen*, 1873.

§ 3. *De l'Imputation des Payements.*

Art. 1253, n[s].

Art. 1254-1255.

2233. PAULTRE. — Payements partiels. Décomptes. Imputation sur le capital et les intérêts. — Observations pratiques, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 589-599 et 909-922.

Inséré ap. *Observations prat.*, etc., p. 605-631. — V. sup. n° 2001.

V. enc. infr. n° 2261.

Art. 1256, n[s].

V. enc. infr. nos 2256 et suiv.

§ 4. *Des Offres de payements et de la Consignation.*

Art. 1257-1264.

2234. DUMESNIL. — Lois et règlements sur la Caisse des dépôts et consignations, dans ses rapports avec les particuliers, les officiers ministériels et les administrations publiques; suivis d'un Traité des offres de payement, de la consignation et du remboursement des sommes consignées; par J. DUMESNIL, anc. av., etc. — 2e *éd.*, augm. d'un suppl., in-8. *Paris*, Cosse, 1853. (7 fr. 50.)

Le supplément contenant les lois et décrets de 1839 à 1853 se vend séparément (3 fr.). — La 1re édit. est de 1839, in-8, *Paris*, Videcoq, Joubert, etc. L'auteur ne s'est pas borné aux lois et règlements relatifs à la Caisse : il les a fait suivre d'un *Traité des offres de payement, de la consignation et du remboursement des sommes consignées*, qui est l'appendice naturel de l'exposé des lois sur la Caisse des dépôts. Dans cette 2e partie, l'auteur est plus spécialement jurisconsulte; il discute et résout les nombreuses questions auxquelles donnent naissance les offres, les consignations et les retraits.

2235. GUILLEMOT. — Caisse des consignations. Traité des Consignations, par R. GUILLEMOT, d. e. d., av. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1868. (10 fr.)

Cet ouvrage, d'un employé supérieur de la Caisse, a une grande valeur pratique. Comme le précédent, à côté de renseignements techniques sur le fonctionnement de la Caisse des dépôts, il envisage les consignations dans les applications du droit civil.

§ 5. — *De la Cession de biens.*

Art. 1265-1270.

2236. BOUCAUD. — De la Déconfiture et de l'insolvabilité. Th. D., par BOUCAUD. — In-8, 1871.

2237. DE LA COURTIE. — De l'Envoi en possession des biens du débiteur en dr. fr. et en dr. rom. Th. D., par Aug.-Em.-M. DE LA COURTIE, av. — In-8, 251 p. *Paris*, impr. Cosson, 1859.

2238. HAMESVELD. — Verhandeling over het Middel van bœdelafsveld of cessie, door M. W. Y. van HAMESVELD, advocaat te Amsterdam. (Traité de la cession des biens, par M. W. Y. VAN HAMESVELD). — In-8, 3 ff. *Amsterdam*, impr. G. van Tyen, 1812.

2239. DE MONTLUC. — De la Déconfiture ou Faillite des non-commerçants. Th. D., par DE MONTLUC. — In-8, 1869.

2240. NICOLET. — Étude sur la Déconfiture. Th. D. (Grenoble), par V. NICOLET, av. — 1 vol. in-8. *Grenoble*, Allier p. et f., 1870.

2241. PANNIER. — Des Conséquences juridiques de la Déconfiture, par Ern. PANNIER, d. e. d., av. — In-8 rais. *Paris*, Marescq aîné, 1875. (5 fr.)

Th. Doct. transformée en livre de doctrine.

2242. VALETTE. — Des principaux effets de la Déconfiture. Th. D., par VALETTE. — In-8, 1860.

2243. — Les dispositions du C. de comm. relatives au dessaisissement du failli sont-elles applicables à l'individu tombé en déconfiture? Dissert. — Ap. *Sirey*, reprod. ap. *Coll. nouv.*, t. III, 2, 454 (12 col.).

2244. ***. — Lorsque, en matière civile, un débiteur malheureux a été admis au bénéfice de cession, quelle voie doivent prendre les créanciers pour parvenir à la vente des biens meubles et immeubles qui leur ont été abandonnés et au recouvrement des créances également comprises dans le bilan de leur débiteur? — Ap. *J. des Av.*, t. XXXIV, p. 318.

SECTION II. — *De la Novation.*

Art. 1271-1281.

2245. BOULANGER. — Étude sur la Novation en matière d'enregistrement, précédée d'une introduction historique et du développement de la doctrine romaine sur la Novation; par Em. BOULANGER, d. e. d. — In-8, 235 p. *Bar-le-Duc*, impr. Rolin, 1859.

2246. DUPLESSIS. — Étude sur la Novation et la Délégation en droit rom. et en droit fr., par Antoine DUPLESSIS, d. e. d., av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870.

Thèse de doctorat. — Travail excellent, que des développements et des aperçus nouveaux, un jugement sûr, une certaine aisance d'allure et une originalité d'esprit distinguent de la plupart des œuvres de début.

V. enc. inf. PELLAT, sous l'art. 1542.

2247. Autres Thèses de Doctorat :

1. ARNAULT. — De la Novation, in-8, *Paris*, 1864.
2. CANTACUZÈNE. — *Do*, in-8, *Paris*, 1858.
3. DELBOSC. — *Do*, in-8, *Toulouse*, 1864.
4. LEROUX. — *Do*. in-8, *Paris*, 1861.
5. LOMPRÉ. — *Do*, in-8, *Paris*, 1856.
6. MOINIER. — *Do*, in-8, *Paris*, 1855.
7. OSMONT. — *Do*, in-8, *Paris*, 1857.
8. SARRUT. — *Do*, in-8, *Nancy*, 1874.
9. STIEVEZ. — *Do*, in-8, *Paris*, 1867.

Art. 1275.

2248. BORATYNSKI. — De la Délégation. Th. D., par BORATYNSKI. — 1 vol, in-8. *Paris*, 1871. (3 fr.)

SECTION III. — *De la Remise de la dette.*

2249. Thèses de Doctorat :

1. DE BARRAU. — De la Remise de la dette., Th. D., par Raym. de BARRAU, av., in-8, 219 p., *Paris*, Pichon, 1875.
2. BELLOMAYRE. — *Do*, in-8.
3. BOUILLET. — *Do*, in-8, 1867.
4. DEVALS. — *Do*, in-8, *Paris*. 1865.
5. DUVERGEY. — *Do*, in-8, 1865.
6. LESAGE. — *Do*, in-8, *Paris*, 1862.
7. NORMAND. — *Do*, in-8, *Poitiers*, 1868.
8. STIRBEY. — *Do*, in-8. *Paris*, 1868.
9. TOUBIN. — *Do*, in-8, *Paris*, 1869.

Art. 1282, nt.

Art. 1283.

2250. LEHMANN. — Jugement. Remise de la grosse. — La disposition de l'article 1283 C. Nap., aux termes duquel la remise volontaire de la grosse du titre fait présumer la remise de la dette

ou le payement, sans préjudice de la preuve contraire, s'applique-t-elle aux grosses de jugements, aussi bien qu'aux grosses d'actes notariés ? par Léonce LEHMANN, av., d. e. d. — Ap. *Rev. prat.*, t. XI (1er 1861), p. 508-516.

Art. 1284-1288., nt.

SECTION IV. — *De la Compensation.*

2251. DESJARDINS. — De la Compensation et des demandes reconventionnelles dans le droit rom. et dans le droit fr. ancien et moderne; par Alb. DESJARDINS, d. e. d. et d. ès l., agr. Fac. de Nancy. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1864. (6 fr.)

Ouvrage couronné par la Faculté de droit de Paris. — V. compte rendu de BEUDANT, agr. à Paris, ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 564-568. — de H. LOUBERS, d. en dr. av. à Montpellier, ap. *Rev. jud. du Midi*, t. Ier p. 126-135. — de A. MONOD. ap. *Bull. des Trib.*, 1864, p. 779.

2252. DURANTON. — Étude sur la nature et les effets de la Compensation, par Fréd. DURANTON. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 737 et 862.

2253. LAIR. — De la Compensation et des demandes reconventionnelles, dans le droit rom. et le droit fr. ancien et moderne, par A.-E. LAIR, d. e. d., subst. à Cholet. — In-8. *Paris*, Durand, 1862. (4 fr.)

En 1861, l'auteur a obtenu le 1er prix Beaumont à la Fac. de Paris; il a remanié et augmenté son mémoire avant de le livrer à la publicité.

V. art. crit. de PILETTE, ap. *Rev. Pr.*, t. XVI (1er 1863), p. 58-64.

2254. PILETTE. — De la Compensation. Lettre à MM. les direct. de la *Rev. historique*, par D. PILETTE. — In-8, 36 p. *Paris*, impr. Hennuyer, 1861. (1 fr.)

Extrait de la *Rev. hist. de dr. fr. et étrang.*, 1861.

2255. Thèses de Doctorat :

1. BOURGEOIS. — De la Compensation, in-8, 1867, *Paris*, 1869.

2. LE GOUESLIER-D'ARGENCE. — De la Compensation, in-8, 234 p., *Paris*, 1870.

3. LE MONNIER DE LORIÈRE. — De la Compensation, in-8, 1869.

4. LEROUX. — De la Compensation, in-8, *Paris*, 1854.

5. PASQUAL. — De la Compensation, in-8, *Paris*, 1856.

6. PRÉVOST. — De la Compensation, in-8, *Paris*, 1856.

7. PETRONI. — De la Compensation, in-8, *Paris*, 1876.

8. DE RICHOUFFTZ. — De la Compensation, in-8, *Paris*, 1855.

9. SEBAUX. — De la Compensation forcée, in-8, *Paris*, 1866.

Du Compte courant.

Un seul article du Code de commerce mentionne le compte courant. On est aujourd'hui à peu près d'accord pour lui reconnaître le caractère de contrat; mais on diffère sur sa nature et ses effets; toutefois celui qui paraît être le plus de l'essence de ce contrat, c'est la compensation entre les crédits réciproques passés en compte courant.

2256. DIETZ. — Des Comptes courants, par DIETZ. — In-8. *Paris*, 1869.

Th. de Doct. devenue un des bons livres sur la matière.

2257. DUFOUR. — Essai d'une théorie juridique des Comptes courants, par DUFOUR. — Ap. *Rec. de l'Ac. lég. Toulouse*, t. IX, p. 185-235.

2258. FEITU. — Traité du Compte courant, par Em. FEITU, d. e. d., proc. rép. à Guingamp. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1873. (3 fr.)

Ce livre, le dernier venu sur la matière, est le plus complet qui ait été écrit. Après avoir discuté, dans une première partie, les différents systèmes qui se sont produits sur la nature du compte courant, après avoir établi nettement son caractère de contrat, et mis en relief les éléments qui le distinguent, l'auteur, dans un deuxième chapitre, étudie les conséquences de ce contrat, savoir : le transport de la propriété des valeurs remises, la novation des créances passées en compte, la confusion de tous les articles du crédit et du débit dans un ensemble indivisible, enfin la perception des intérêts et du droit de commission. Le troisième et dernier chapitre est consacré à la clôture du compte courant.

2259. NOBLET. — Du Compte courant, par F.-F. NOBLET, av. — Br. in-8, 200 p. *Paris* Videcoq, 1848 (1847). (3 fr. 50.)

V. sur cette monographie : Dissertation sur les Comptes courants. par ROLLAND de VILLARGUES, cons., à Paris, ap. *J. des av.* t. LXXIV, p. 65.

2260. DELZONS. — De l'Anatocisme dans les Comptes courants, par Ch. DELZONS, av. à Aurillac. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XVII (1er 1864), p. 289-303.

2261. MASSÉ. — Le Compte courant entre commerçants étant un contrat de prêt réciproque, les remises successives que se font les deux parties entre lesquelles le compte existe doivent-elles être considérées comme des prêts nouveaux,

tant qu'il n'y a pas eu liquidation définitive du compte, ou comme des payements de prêts antérieurs, tellement qu'on doive ou qu'on puisse leur appliquer les règles du droit civil relatives aux imputations? — Ap. *Sir.*, 1839, 1, 257 (4 col.)

Cass. Req. 3 avril 1839.

2262. SÉNARD. — En matière de compte courant, la qualité de créancier ou de débiteur n'est fixée qu'à l'époque où le compte est définitivement arrêté : on ne saurait invoquer des arrêts partiels et semestriels comme constituant un créancier et un débiteur, et permettant l'application des règles du C. civ. relatives, soit à l'imputation des payements, soit à la novation. Consult. de SÉNARD, av. à Rouen. — Ap. *Rec. des Arr. de Rouen*, 1850.

Reprod. ap. *Sir.*, 1850, 2, 138 (4 col.).

2263. Autres Thèses de Doctorat :

1. GENETS. — Du contrat de Compte courant. — In-8, *Paris*, 1874.

2. HELBRONNER. — Du Compte courant. — In-8, 1867.

3. LANGLOIS. — Des Comptes courants. — In-8, 1875.

4. MORIN. — Etude sur le Compte courant. — In-8, *Grenoble*, 1866.

Art. 1289.

2264. AUDIER. — Le créancier hypothécaire d'une succession vacante, adjudicataire des biens grevés de son hypothèque, est-il obligé de renouveler son inscription pour faire produire à son hypothèque son effet légal, s'il est seul créancier inscrit? — Dispensé de notifier son contrat et d'ouvrir un ordre, ne s'opère-t-il pas, au jour de l'adjudication, une compensation légale qui lui attribue le prix jusqu'à concurrence de sa créance? par J. AUDIER. — Ap. *J. des Av.*, 1863, p. 326.

Art. 1290, 1295, 1299.

2265. MOURLON. — Compensation. Renonciation; cession acceptée par un débiteur cédé. Exception et fins de non-recevoir à déduire de cette acceptation, Délégation; par F. MOURLON. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XVIII (2e 1864), p. 192-217 et 500-525.

Art. 1291-1294, 1296-1298, nt.

SECTION V. — *De la Confusion.*

Art. 1300-1301, nt.

2266. LEFÈVRE. — De la Confusion dans les obligations et les droits réels. Th. D., par LEFÈVRE. — In-8. *Paris*, 1871.

SECTION VI. — *De la Perte de la chose due.*

Art. 1302-1303.

V. sup. sous l'art. 1148.

2267. BOURBEAU. — Théorie des risques et périls dans les obligations, par Alb. BOURBEAU. — Gr. in-8. *Poitiers; Paris*, Cotillon, Thorin, 1865. (3 fr.)

Th. de Doct.

2268. DUCROCQ. — Théorie des fautes dans les délits, quasi-délits, contrats et quasi-contrats, en droit romain et en droit français. Th. D., par Théophile DUCROCQ, av. — In-8, 12 ff. 1/4. *Paris*, impr. Vinchon, 1854.

2269. HAUMONT. — Théorie des fautes en droit français, par A. HAUMONT. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXI (1er 1871), p. 505-513.

2270. D'HAUTHUILLE. — De la Prestation des fautes, courte exposition de la doctrine de M. HASSE et application au droit français actuel, par Alban D'HAUTHUILLE, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. II (1835), p. 269-282 et 342-354.

2271. LATREILLE. — De la Responsabilité du débiteur de corps certain et de la preuve des fautes, par J. LATREILLE, j. de p. à Montaigu. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1864.

Extrait de la *Rev. crit.* t. XXIV (1er 1864), p. 46-62.

2272. LEBRUN. — Essai sur la Prestation des fautes, où l'on examine combien les lois romaines en distinguent d'espèces; par A. LEBRUN, av. au Parlement; avec une dissertation du célèbre POTHIER sur cet essai et des notes indicatives des lois nouvelles concernant les fautes. — In-8. *Paris*, Bavoux, 6 ff. 1813.

La 1re édit. *Paris*, Saugrain, 1 vol. in-18, 149 p., 1764. La 2e donnée par LOISEAU, av. à la C. de cass., contient des remaniements, changements et suppressions fâcheux, notamment la suppression de la préface. Cette préface a été reproduite d'après la 1re édit. dans la *Thémis*, t. VIII (1826), p. 131-139.

V. sur cet ouvrage une dissertation de H. BLONDEAU, ap. *Thémis*, t. II (1820), p. 349-374.

2273. MALAPERT. — De la Prestation des fautes. Etudes sur la théorie des fautes en droit rom. et en droit fr., par P.-A.-F. MALAPERT. — In-18, 336 p. *Paris*, Cotillon, 1861. (4 fr.)

Après avoir passé en revue les divers systèmes sur la théorie des fautes, M. M. démontre que d'après le C. C. la faute est une, aussi bien dans les contrats civils que dans les contrats commerciaux. Cette étude fait regretter que l'auteur n'ait pas réalisé le projet qu'il avait de la faire suivre d'un nouveau travail sur d'autres points très-controversés, notamment sur celui de savoir à qui incombe la preuve de la faute et sur l'étendue de la responsabilité.

2274. Thèses de Doctorat :

1. CARPENTIER. — Des Risques en matière de contrats synallagmatiques. — In-8, *Paris*, 1872.

2. ESTELA. — De la Prestation des fautes. — In-8, *Paris*, 1860.

3. GALTIER DE LA ROQUE. — Des Risques et périls dans les obligations. — In-8, *Toulouse*, 1859.

4. JACQUIN-PARIS. — Des Risques en matière de contrats. — In-8, 1868.

5. MAILLE. — De la Prestation des fautes dans les contrats et quasi-contrats. — In-8, *Paris*, 1861.

6. PERROT. — Des Risques et des fautes dans les contrats, par Alph. PERROT. — In-8, 175 p. *Paris*, 1876.

V. enc. sup. nº 2199, et infr. sous l'art. 1382.

SECTION III. — *De l'Action en nullité ou en rescision des conventions.*

2275. BÈGUE. — De la Lésion entre personnes majeures et capables. Th. D., par BÈGUE. — In-8. *Paris*, 1865.

2276. BIRET. — Traité des Nullités de tous genres, de droit et de forme, admises en matière civile par les nouveaux Codes et la jurisprudence des Cours, avec l'esprit de l'ancien droit, par A.-C.-H.-M. BIRET, anc. jurisc., j. de p. à la Rochelle. — 2 vol. in-8. *Paris*, Arthus-Bertrand, 1821 (1820-21).

2277. CHAUVEAU. — De la Rescision pour lésion, par Franck CHAUVEAU, av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1860.

Thèse de Doctorat traitée avec science et qui révèle un esprit apte aux controverses les plus ardues.

2278. PERRIN. — Traité des Nullités de droit en matière civile, par J.-B. PERRIN, av., j. suppl. à Lons-le-Saulnier. — 1 vol. in-8. *Lons-le-Saulnier*, impr. Gauthier neveu, 1816. (3 fr.)

V. art. crit. de V. GUY, ap. *Thémis*, t. Ier (1820), p. 444.

2279. SOLON. — Traité sur la Nullité des actes et des conventions de tous genres en matière civile, par V.-A. SOLON, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, Videcoq ; — Barbe, 1835. (10 fr.)

Les nullités, et M. S. en fait judicieusement la remarque, ont une relation intime avec les dispositions légales desquelles on les fait découler. Pour reconnaître avec sûreté si une nullité existe et doit être prononcée, il faut donc examiner avec soin la nature, le sens et la portée de ces dispositions. On voit qu'une semblable recherche n'implique rien moins que l'étude de l'ensemble des lois.

2280. TROLLEY. — Étude sur la Lésion en droit rom. et en droit fr., par Alf. TROLLEY, d. e. d., av. à Poitiers. Ouvrage couronné par la Faculté de droit de Poitiers (concours de doctorat de 1870, 1re médaille d'or). — 1 vol. in-8, VI-390 p. *Paris*, Cotillon et fils, 1873. (5 fr.)

Monographie justement distinguée par la Fac. de Poitiers.

2281. WINDSCHEID. — Zur Lehre des Code Napoléon von der Ungültigkeit der Rechsgeschafte, par B. WINDSCHEID, privat doc. univ. Bonn. — 1 vol. in-8. *Dusseldorf*, 1847.

V. compte rendu, ap. *Rev. Wol.*, t. XXVIII, p. 527.

2282. Thèses de Doctorat :

1. BERNUSSET. — De la Lésion. — In-8, *Paris*, 1867.

2. BOURCY. — De la Lésion entre personnes majeures et capables. — In-8, 1864.

3. CHANTREUIL (H.). — De l'Action en nullité ou en rescision. — In-8, *Paris*, 1867.

4. FAUCONNIER. — *Dº*, in-8, 1857 (?).

5. FERRAND. — De l'Action en nullité ou en rescision, — In-8, *Paris*, 1857.

6. GASNIER-GUY. — Des Actions en nullité ou rescision des conventions. — In-8, *Paris*, 1867.

7. GODEFROY. — De l'Action en nullité. — In-8, *Paris*, 1870.

8. GODEY. — De la Lésion. — in-8, *Paris*, 1868.

9. HOPPE. — Des Actions en nullité et en rescision des conventions. — In-8, 1866.

10. MALLEIN. — De la Lésion, par V. MALLEIN. — In-8, *Grenoble*, 1875.

11. MERCKLEIN. — Des Actions en nullité pour vice de forme et en rescision pour lésion des actes intéressant les mineurs. — In-8, 1875.

12. PELLAT. — De la Rescision des obligations conventionnelles. — In-8, *Paris*, 1849.

13. PILAVOINE. — De la Lésion. — In-8, *Paris*, 1872.

14. PRIMOT. — De la Résolution des contrats. — In-8, *Paris*, 1870.

15. ROUQUEROL. — Des Actions en nullité. — In-8, *Toulouse*, 1873.

16. DE SOUSSAY. — Des Actions en nullité. — In-8, *Paris*, 1857.

17. TAISNE. — Étude sur la Lésion. — In-8, *Paris*, 1868.

18. TOUTAIN. — De la Lésion. — In-8, *Caen*, 1858.

19. TRUCHOT. — Des Actions en nullité et en rescision des conventions. — In-8, *Dijon*, 1874.

20. VILLEY. — Des Effets de la Lésion. — In-8, *Caen*, 1871.

21. VILLIERS. — De l'Action en nullité des conventions. — In-8, *Paris*, 1867.

Art. 1304.

2283. ***. — Jusqu'à quel point les actes faits par les mineurs sont-ils valables? Dans quel cas peuvent-ils être récusés ou annulés? Système de MM. Proudhon, Toullier et Duranton. — Ap. *Thémis*, t. III, p. 348.

— Système de M. Demante. *Ibid.*, t. V, p. 130.

2284. BERTAULD. — Des Conditions auxquelles la prescription de l'art. 1304 est soumise, par BERTAULD, prof. à Caen. — Ap. *Rev. Prat.*, t. III (1er 1857), p. 77-81.

2285. BÉZY. — Dissertation sur les articles 1304 et 1305 du C. civ., par H. BÉZY. — In-8, 4 ff. *Toulouse*, impr. Labouisse-Rochefort, 1844.

2286. COULON. — Quel est l'effet de l'incapacité du mineur quant aux actes faits nonobstant cette incapacité? par COULON. — Ap. *Dialogues*, t. Ier, p. 13-56 (dial. 1er).

V. sup., n° 68. — V. enc. *Ibid.*, p. 167-183 (dial. 11).

2287. ***. — Les Nullités d'ordre public ne peuvent être couvertes par la prescription de l'art. 1304 C. civ. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 21.

V. enc. inf. Vente, *Appendice :* BALLOT et TEYSSIER-DESFARGES.

Art. 1305-1312.

2288. LABORDE. — Des Effets juridiques de la protection accordée aux mineurs, dans les rapports de la vie civile, par le droit romain, l'ancienne jurisprudence et le C. Nap. Th. D., par LABORDE. — In-8, 1867.

2289. PONT. — De l'Action en nullité et de l'action en rescision accordée aux mineurs. Revue de la jurisprud., par P. PONT, av. — Ap. *Rev. Wol.*, t, XXI (1844), p. 217-242.

Cass. 18 juin 1844. — Add. *Dall.* 1844, 1, 225, note. — *Sir.*, 1, 497.

2290. VILLEQUEZ. — De la Preuve de la Lésion dans les actes des mineurs, par VILLEQUEZ, prof. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. hist. du droit fr.*, t. VII, p. 24.

V. enc. sup., n° 719.

Art. 1313, 1314, nt.

CHAPITRE VI. — DE LA PREUVE DES OBLIGATIONS ET DE CELLE DU PAYEMENT.

Art. 1315 et 1316.

2291. BONNIER. — Traité théorique et pratique des Preuves en droit civil et en droit criminel, par Ed. BONNIER, prof. Fac. de Paris. — 4e *éd.*, revue et mise au courant de la législation. — 2 vol. in-8. *Paris*, Plon et Marescq aîné, 1874 (1873). (10 fr.)

La 1re édit. a paru en 1843, en 1 vol. in-8, *Paris*, Joubert; la 2e, *Paris*, Durand, 1852; le 3e, *ibid*, 1862.

Après une *introduction* et des *notions générales sur la marche de la preuve*, l'auteur traite dans trois parties des diverses natures de preuves admises au civil et au criminel comprenant, outre ce qu'il appelle l'*expérience personnelle*, c'est-à-dire, celles que le juge obtient par son examen propre ou avec l'aide des experts, comme les descentes sur les lieux et expertises, les preuves fournies par les plaideurs et qui sont : 1° les différents modes de preuves orales, le témoignage, l'aveu et le serment; 2° les différents modes de preuves préconstituées ou préparées d'avance, c'est-à-dire, l'acte authentique, les écritures privées, les livres des marchands; 3° enfin, les présomptions simples ou légales à l'occasion desquelles M. B., dans cette nouv. édit. a complétement remanié la partie qui traite de l'autorité de la chose jugée. — Enfin une 4e partie a pour objet les difficultés que fait naître le passage d'une législation à l'autre et le conflit des lois françaises et étrangères.

« Sur tous ces points si variés, M. B. ne se borne pas à tracer un tableau fidèle de la doctrine et de la jurisprudence ; avec une rare sagacité, il signale à propos les imperfections de ce qui existe, et prépare ainsi la voie aux futurs réformateurs, en même temps qu'il sert de guide aux praticiens actuels. » (Valette.)

Le *Traité des preuves* a été plusieurs fois traduit à l'étranger.

V. sur ce traité : Rapport de M. BOUTAN, ap. *Rec. de l'Ac. de législ. de Toulouse*, t. VI, p. 104-115. — Art. bibl. de FRÉGIER, prés. à Sétif. ap. *Rev. crit.*, t. XX, p. 272-78; — de VALETTE, ap. *Droit*, 26 sept. 1862.

V. aussi du même auteur : De la Preuve d'un fait négatif. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 117.

2292. GABRIEL. — Essai sur la nature des différentes espèces et les divers degrés de force des Preuves, par GABRIEL.

— *Nouv. éd.*, rev., augm. et mise en harmonie avec les nouveaux Codes, etc., par SOLON, av. — In-8. *Paris*, A. Durand, 1845. (4 fr.)

2293. HAREL. — Revue de la jurisprudence en matière de Preuves, par HAREL, av. — Ap. *J. des Av.*, 1860, p. 329, 373; 1862, p. 45, 195; 1864, p. 413.

2294. Thèses de Doctorat :

FRÉGIER. — De la Preuve, in-8, 1853. — PARINGAULT. De la Preuve en matière civile, in-8, 1843.

2295. BOURGUIGNAT. — Le créancier qui a donné quittance d'une dette non payée, peut-il plus tard en réclamer le payement à son débiteur, revenu à meilleure fortune; ne doit-il pas prouver que la promesse de celui-ci était un engagement civil et non une simple obligation d'honneur? Examen doctrinal par BOURGUIGNAT. — Ap. *Sir.*, 1877, 1, 9 (5 col.).

Cass. Req. 13 déc. 1875 (Urbanowski). — Add. Exam. doctr. ap. *Dall.*, 1876, 1, 417 (4 col.).

SECTION Ire. — *De la Preuve littérale.*

2296. Thèses de Doctorat.

1. BECQUART. — De la Preuve écrite, en matière de droits réels ou personnels. — In-8, *Paris*, 1865.

2. COSTE. — De la Preuve littérale en matière civile. — In-8, *Paris*, 1871.

3. JOZON (A.) — De la Foi due aux actes authentiques et sous seing privé. — In-8, *Paris*, 1864.

4. MUGNIER. — De la Preuve littérale. — In-8, 1855.

§ 1. *Du Titre authentique.*

Renvoi à la loi du 25 ventôse, an XI, sur le *Notariat*.

Art. 1317.

2297. ***. — Les Actes passés par les maires dans la forme administrative sur les divers objets d'intérêt communal doivent-ils être considérés comme authentiques? — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1860, p. 661.

V. enc. inf. sous l'art. 1325. — Cf. sur une question connexe : Requis. de l'av. gén. REVERCHON, Cass. 12 janvier 1874. (Comm. de Bellegarde.) — Ap. *Dall.*, 1874, 1, 163, et ap. *Sir.*, 1874, 1, 291 (5 col.).

Art. 1318.

2298. LEFEBVRE. — I. Acte notarié. Absence du notaire. — Signature des parties. Acte sous seing privé; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass.. — Ap. *J. du Not.*, 11 et 15 avril 1868; 13 fév. 1869.

II. Acte notarié. Nullité. Signature des parties. Omission de l'une d'elles. — *Ibid.*, 14 oct. 1868.

2299. VAUGEOIS. — Des Conditions d'application de l'art. 1318 du C. Nap. et de la preuve en matière de transaction, par A. VAUGEOIS, prof. Fac. de Nancy. — Br. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1868. (2 fr.)

Extrait de la *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IX (1868), p. 481-500, 817-833 et 1025-1037.
Nancy, 7 déc. 1867. Cf. inf., nos 2313 et 2314.

Art. 1319 et 1320, nt.

Art. 1321.

2300. KOEHLER. — Des Contre-Lettres. Th. D., par KOEHLER. — In-8. *Paris*, 1872.

2301. PLASMAN. — Des Contre-Lettres considérées 1° dans leurs rapports avec les obligations en général, 2° avec les lois fiscales en vigueur sur cette matière, 3° avec les règles du contrat de mariage; par L.-C. PLASMAN. — 2e *éd.*, 1 vol. in-8, 19 ff. 3/4. *Orléans*, impr. Jacob, 1839. (5 fr.)

La 1re édit., in-8, 7 ff. *Orléans*. Ve Huet-Perdoux, 1822. — L'auteur y est nommé : De PLASMAN, cons. à Orléans. — Cet ouvrage est utile, mais bien arriéré; il est du nombre de ceux que l'on aimerait à voir reédités, mis à jour, sinon complétement refondus.

2302. RANSON. — Des Contre-Lettres. Th. D., par RANSON. — In-8, 1866.

V. enc. inf. no 2470, et au titre de la Vente. Appendice. *Offices ministériels*.

§ 2. *De l'Acte sous seing privé.*

2303. BRAAS. — Théorie légale des actes sous seing privé, par Ad. BRAAS, vice-prés. du tribunal de Namur. — 1 vol. in-8. *Bruxelles*, Bruylant-Christophe et Ce, 1870 (4 fr.).

Monographie savante et consciencieuse.

2304. GRISEY. — Observations sur les actes sous seing privé, devant l'application de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription, par C. GRISEY. — In-8. *Luxeuil*, 1865.

V. infr. à la *Transcription*, art. 1 et 2.

2305. LARRIEU. — Du Danger des actes sous seing privé, ou bons conseils pour

conserver sa fortune et éviter les procès; par LARRIEU, not. — 1re *édit.*, 1866; 2e *éd.*, 1867; in-8, 118 p. *Auch*, impr. Foix. (3 fr.)

2306. LECERF. — Traité complet des Actes sous seing privé, par J. LECERF. — 2e *éd.*, in-12. *Lannion*, Legoffic, 1854. (2 fr.)

2307. OLIVIER. — Traité des Actes sous signatures privées, selon la jurisprudence actuelle, ou Code des propriétaires, suivi de formules d'actes et de conventions de toute espèce, du tarif du droit d'enregistrement de chacun d'eux, etc.; par OLIVIER fils. — In-8 de 16 ff. 3/4. *Nyons*, impr. de Gros, 1837.

2308. Thèses de Doctorat:

1. BARATIN. — De la Preuve littérale privée, et plus spécialement des actes sous seing privé, par Eug. BARATIN. — In-8, *Paris*, 1855.

2. CHIPON. — Des Écritures privées.— In-8, *Paris*, 1872.

3. FRÉZOULS. — De l'Acte sous seing privé. — In-8, *Toulouse*, 1870.

4. JOSSET. — De l'Acte sous seing privé. — In-8, *Paris*, 1869.

5. POUSSIELGUE. — Des Écritures privées. — In-8, *Paris*, 1859.

2309. ROBERT. — Des Contrats par correspondance, messages, lettres missives, télégrammes; par A. ROBERT. — 1 vol. gr. in-8, *Paris*, 1869. (5 fr.)

2310. ROUSSEAU. — Traité théorique et pratique de la Correspondance par lettres missives et télégrammes, d'après le droit civil et commercial, et de la Législation réglementant les rapports des particuliers avec les administrations des postes et des télégraphes; par Rod. ROUSSEAU, av.— In-8, VIII-319 p. *Paris*, Pichon, 1876. (6 fr.)

2311. CADRÈS. — A quel moment est formée une convention par correspondance? par CADRÈS. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 268.

2312. GUIARD. — De la Nature et des effets de la pollicitation ou offres faites par lettres missives, par GUIARD. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII. p. 187.

V. enc. sup. VANNIER n° 1143, et inf. au titre de la *Vente*.

Art. 1322.

V. infr. sous l'art. 1328.

Art. 1323-1324.

V. sup. sous les art. 970 et 1008.

Art. 1325 et 1326.

2313. LEFEBVRE. — Acte sous seing privé. Conventions synallagmatiques. Rédaction en un seul original. Dépôt entre les mains d'un notaire; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 18 juillet, 5 août 1868.

V. encore sur cette question un article de M. COMBE, *ibid.*, 21 juillet 1869.

V. sous l'art. 1132, n° 2155 et suiv. et sous l'art. 1317.

2314. PONT. — Conventions synallagmatiques. Double écrit. Transaction. Preuve testimoniale. Commencement de preuve par écrit. Examen doctrinal de la jurisprudence en matière civile, par P. PONT, cons. C. de cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864, p. 487-494.

Cass. 28 nov. 1864. L'acte sous seing privé nul, pour n'avoir pas été fait double, peut-il servir de commencement de preuve par écrit? Une transaction peut-elle être établie par témoins? — *Sir.*, 1865, 1, 5 note (6 col.). — Cf sous l'art. 2044.

2315. JOZON. — Acte notarié reçu par un clerc en l'absence du notaire. Signature ultérieure du notaire. — L'acte, nul comme authentique, vaut-il au moins comme acte sous seing privé? par Paul JOZON, av. C. de cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 243.

Cassat., 27 janvier 1869 (Parisot).

2316. VAUGEOIS. — Du Sort des actes sous seing privé non conformes aux prescriptions des art. 1325 et 1326 C. civ., mais déposés aux mains d'un tiers ou même aux minutes d'un officier public; par A. VAUGEOIS, prof. Fac. de Nancy. — Br. in-8, 37 p. *Paris*, Delamotte,— *Nancy*, Husson-Lemoine, 1873. (2 fr.)

Réponse à l'article de M. JOZON, qui précède. — V. enc. sup. n° 2299.

Art. 1327, nt.

Art. 1328 (et 1322.)

2317. DU CAURROY.—Dissertation contre le système de Toullier sur la date des actes privés et sur la distinction de tiers et ayant cause; par DU CAURROY. — Ap. *Thémis.*, t. III, p. 49, et t. V, p. 6.

TOULLIER a émis (t. VIII), sous les art. 1322 et 1328, une doctrine qui est la plus grande erreur qui ait échappé au grand jurisconsulte; elle a été aussitôt réfutée dans la *Thémis*.

Cf. inf. n° 2322.

2318. MARNIER. — De la Date certaine, ou Théorie des tiers ou des ayants cause en matière de preuve par acte sous seing privé ; par L.-A. MARNIER, d. e. d., prof. Fac. de Rennes.— Br. in-8, 180 p. *Paris*, Marescq aîné, 1863. (4 fr.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 490-502 ; — t. II (2e 1856), p. 73-83, 262-278 ; — t. VIII (2e 1859), p. 281-295, 413-429, 523-546 ; — t. X (2e 1860), p. 539-565 ; — t. XII, (2e 1861), p. 24-43, 189-208, 282-298.

2319. RODIÈRE. — Les Quittances sous seing privé portant une date antérieure à la saisie-arrêt sont-elles opposables au saisissant, sauf le cas de fraude? Examen doctr. par A. RODIÈRE. — Ap. *Sirey*, 1874, 2, 225, et *J. Pal.*, 1874, 997 (10 col.).

Lyon, 3 juillet 1873.— Sur la même question. *J. du not.* 10 mai 1845.

2320. SERRIGNY. — Dissertation sur le sens des mots *tiers et ayant cause*, dans les art. 1322, 1328 du C. civ. et 42 du C. de comm. ; par SERRIGNY. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 532.

2321. TESTOUD.— De la Notion d'ayant-cause, Th. D. (Grenoble), par TESTOUD. — In-8, *Grenoble*, 1872.

2322. E. P. B. — Un Mot sur le système de M. Toullier, par E. P. B. — Ap. *Thémis*, t. V, p. 18.

Art. — 1329-1332, nt.

§ 3. *Des Tailles.*

Art. 1333, nt.

§ 4. *Des Copies des Titres.*

Art. 1334, nt.

Art. 1335-1336.

2323. LEFEBVRE. — Minute. Perte. Moyen de la réparer. Responsabilité notariale ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 8 janvier et 12 sept. 1868.

§ 5. *Des Actes récognitifs et confirmatifs.*

Art. 1337-1340.

2324. GOUBET. — Commentaire de l'article 1398 ; confirmation des obligations. Th. D., par Th. GOUBET, av. — In-8. *Paris*, 1863.

2325. ***. —Sur les titres nouvels exigés des débiteurs de rentes constituées. — In-8, 1/2 f. *Aix*, impr. Guigues, 1834.

SECTION II. — *De la Preuve testimoniale.*

2326. DESQUIRON.—Traité de la Preuve par témoins en matière civile, par DESQUIRON. — 1 vol. in-8. *Paris*, Dumesnil-Lesueur, 1811. (7 fr.)

V. sup. no 387.

2327. LATREILLE. — De la Preuve testimoniale et des prohibitions dont elle a été l'objet, par Jacques LATREILLE, j. à Foix. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1872..

Extr, de la *Rev. Pr.*, t. XXXIII (1er 1872), p. 1-34.

2328. ROË. — De la Preuve testimoniale et de son autorité devant la justice. Discours prononcé par le 1er av. gén. Roë à l'audience solennelle de rentrée de la Cour imp. de Grenoble du 4 nov. 1867. In-8, 56 p. *Grenoble*, impr. Baratier fr., 1867.

2329. ***. — Tableau de la jurisprudence sur l'admission ou le rejet de la preuve testimoniale. — Ap. *Thémis*, t. IV, p. 125.

2330. Thèses de Doctorat :

1. DE BOURGE. — De la Preuve testimoniale, par de BOURGE. — In-8, *Paris*, 1859.

2. DEHOEY.— De l'Admissibilité de la Preuve testimoniale. — In-8, *Paris*, 1869.

3. FAURE (ALB.). — Étude sur la Preuve littérale chez les Romains, et l'Admissibilité de la Preuve testimoniale dans le droit français. — In-8, *Paris*, 1875.

4. LEFEBVRE. — De la Preuve testimoniale. In-8, 1852.

5. MENESSON (H). — De l'Admissibilité de la Preuve testimoniale. — In-8, *Paris*, 1869.

6. POIZAT (AD.). — De la Preuve par témoins en matière civile. — In-8, *Strasbourg*, 1858.

7. SCHIRMER. — De la Preuve testimoniale. — In-4, *Strasbourg*, 1819.

8. VINGTAIN (L.). — De l'Admissibilité de la Preuve testimoniale. — In-8, *Paris*, 1855.

Art. 1341

2331. MOURLON. — Preuve contre et outre le contenu aux actes. — Le principe qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui est allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 150 fr., s'applique non-seulement au cas où l'une des parties demande à prouver que la convention

n'a jamais eu le sens et l'étendue que lui attribuent les termes de l'acte, mais encore à celui où, prenant l'acte tel qu'il est, elle soutient que la convention qui y est relatée a été *modifiée* ou *éteinte* par des conventions postérieures. Ainsi on ne peut pas prouver par témoins, même dans la limite de 150 fr., le payement ou la remise d'une dette dont il existe un titre. Dissertation par Frédéric MOURLON, d. e. d.—Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 114-136.

L'auteur avait déjà traité le même sujet, ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 801.

Art. 1342-1346, nt.

Art. 1347.

2332. LEFEBVRE. — Acte authentique. Preuve contraire; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 28 fév. 1866.

Art. 1348.

2333. DEVILLENEUVE. — La Fraude à la loi, aussi bien que le dol ou la fraude envers la personne, autorise la preuve testimoniale contre les obligations écrites; par DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1836, 1, 579 (4 col.).

Cass., 7 mai 1836 (Boulet).

2334. FLANDIN. — Titres au porteur. Destruction. Perte. Vol. Duplication.— Le propriétaire de valeurs industrielles au porteur est-il fondé, en cas de destruction, de perte ou de vol de ces valeurs, à exiger que la compagnie de qui elles émanent lui en délivre des duplicata sans caution? Diss. par FLANDIN, cons. Cour de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 419-440.

Paris, 13 mai 1855. — Jung : Exam. doctr. de LABBÉ, ap. *Sir.*, 1855, 2, 153 et 155 (5 col.); de THIERCELIN, ap. *Dall.*, 1862, 2, 145 (6 col.).

2335. HÉRISSON. — Des Obligations de la Banque en cas de perte ou de destruction de ses billets. Exam. doctr. de la jurisprudence, par Ch. HÉRISSON, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 289-306.

Cass. 8 juill. 1867 (Castéras). — Add :

THIERCELIN. — Dissertation à propos du même arrêt, par H. THIERCELIN. — Ap. *Dall.* 1867, 1, 289 (6 col.). — Cf. le n° précéd. — V. enc. sup. nos 824 et s., et inf. l'art. 2279.

SECTION III. — *Des Présomptions.*

Art. 1349, nt.

§ 1. *Des Présomptions établies par la loi.*

Art. 1350, nt.

Art. 1351-1352.

2336. ALLARD. — Étude sur la Chose jugée en droit civil, par Christ. ALLARD, av., d. e. d. — In-8. *Paris*, Marchal, Billard et Ce, 1875 (6 fr.)

Th. de Doct. modifiée.

2337. CAPMAS. — De l'Autorité de la chose jugée, par CAPMAS, prof. Fac. de Dijon.

Ce mémoire a été lu à l'Académie de législation de Toulouse, le 16 juillet 1851 et analysé au t. Ier du *Recueil* de cette Acad., p. 29. M. CASSAGNE a communiqué une dissertation sur le même sujet à la séance du 7 juillet 1852, analysée, *ibid.*, 1852.

2338. CARDOT. — I. De l'Autorité de la chose jugée. Th. D., par CARDOT-BERRY, av. — In-8, 1858.

II. — Raison d'être, sens et portée d'application du principe que l'autorité de la chose jugée ne résulte pas des motifs, mais seulement du dispositif des jugements et arrêts; par V. CARDOT, d. e. d., subst. à Chaumont. — Ap. *R. crit.*, t. XXII (1er 1863), p. 452-470.

2339. DELAMARRE. — De l'Effet de l'Autorité de la chose jugée selon l'article 1352 du C. Nap., et le droit naturel; par Emm. DELAMARRE, cons. hon. à Rennes. — In-8, 18 p. *Rennes*, Verdier, 1864.

2340. DOLLINGER. — De l'Autorité de la chose jugée. Th. D. (Strasbourg), par F. DOLLINGER, av. — In-8, VIII-376 p. *Strasbourg*, impr. Silbermann, 1858.

2341. GRIOLET. — De l'Autorité de la chose jugée en matière civile et en matière criminelle, par Gaston GRIOLET, d. e. d., av. — 1 vol. in-8, XII-374 p. *Paris*, Marescq aîné. (6 fr.)

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XXIII (1er 1867), p. 5-65; 177-191; 251-284; 461-504; t. XXIV (2e 1867), p. 39-80; 154-196 et 228-291. — La deuxième partie de cet ouvrage relative au droit criminel a été couronnée par la Fac. de dr. de Paris, 1er prix de doctorat, concours de 1864, et par l'Acad. de législation de Toulouse, prix du ministère de l'instr. publique, 1866. L'auteur a complété son œuvre par une étude sur le même sujet en matière civile, composée d'après la même méthode et sur le même plan : l'ensemble en a été publié dans la *Rev. prat.*

V. sur cet ouvrage, compte rendu de G. DEBACQ, ap. *Rev. crit.*, t. XXXII, p. 474-480; — de A. RIBOT. *Rev. Prat.*, t. XXV, p. 411-415.

2342. LACOMBE. — De l'Autorité de la chose jugée, par Eug. LACOMBE, d. e.

d., av. à Rhodez. — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel. 1866. (4 fr.)

Thèse de Doctorat ; titre modifié.

2343. LESPINASSE. — Chose jugée. Examen doctrinal par H. LESPINASSE, av. gén. à Pau. — Ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 417-424.

V. enc. inf. sous l'art. 2166, Dissertat. de VALETTE.

2344. Thèses de Doctorat :

1. BONNET. — Des Éléments constitutifs de la Chose jugée en matière civile, par P. BONNET. — In-8, 224 p., *Paris*, impr. Donnaud, 1862.

2. BRETON. — Des Éléments constitutifs de l'Autorité de la Chose jugée, en matière civile, par Ern. BRETON. — In-8, *Paris*, 1863.

3. CALMETS DE PONTIS. — Des Éléments constitutifs de la Chose jugée en matière civile, par CALMETS DE PONTIS. In-8, 1854.

4. FRUGIER-PUYBOYER. — De la Chose jugée, par FRUGIER-PUYBOYER. — In-8, *Paris*, 1860.

5. GOSSELIN. — De la Chose jugée en matière civile, par B. GOSSELIN. — In-8, *Paris*, 1851.

6. MARTINEAU. — De l'Autorité de la Chose jugée, par MARTINEAU. — In-8, *Poitiers*, 1869,

7. REIMBERT. — De la Chose jugée, par REIMBERT. — In-8, *Paris*, 1865.

8. RUBAT DU MÉRAC. — De l'Autorité de la Chose jugée en matière civile, par RUBAT du MÉRAC. — In-8, 1867.

9. SAHUC. — Des Éléments constitutifs de la Chose jugée, en matière civile, par Em. SAHUC. — In-8, 12 ff., *Paris*, 1854.

10. THÉODORESCO. — De l'Autorité de la Chose jugée, par THÉODORESCO. — In-8, *Paris*, 1875.

11. THIÉBLIN. — De la Chose jugée, par THIÉBLIN. — In-8, *Paris*, 1866.

12. VOLLET-REVILLON. — De l'Autorité de la Chose jugée, par VOLLET-RÉVILLON. — In-8, 1855.

2345. GUYHO. — Un Jugement peut-il être assimilé à un contrat? forme-t-il un titre, preuve ou même présomption de propriété à l'égard des tiers? Une présomption légale *sui generis* peut-elle être introduite par la jurisprudence? — Exam. de la jurisprudence, par Cor. GUYHO, d. e. d., av. C. cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 133-146.

Cass. Req., 2 juillet 1872. (Hospice de Valence.) — Cf. sup. n° 2172.

2346. HUC. — Le débiteur qui a été condamné au payement d'une somme d'argent qu'il soutenait avoir déjà payée, mais qui déclarait avoir égaré la quittance, peut-il, dans le cas où il l'aurait plus tard retrouvée, se faire restituer contre l'effet du jugement de condamnation, ou bien doit-il être déclaré non recevable par application de l'exception de la chose jugée? Dissert. de Théoph. HUC, prof. suppl. Fac. de Toulouse. — Ap. *J. des Av.*, 1856, p. 61.

Add. I. — PONT. — Examen doctr. sur Cass., 29 juill. 1851 (Guyot), ap. *Rev. Crit.*, t. II, p. 25-266.

II. — Exam. doctr. ap. *Dall.*, 1, 217 (2 col.).

2347. LE GENTIL. — Dissertation sur l'interprétation du § 2 de l'art. 1352 du C. Nap., par C. LE GENTIL, av., j. sup. à Arras. — Ap. *Dissert. jurid.*, t. Ier, p. 233-240.

V. sup. n° 80.

2348. LELIÈVRE. — Exception de la Chose jugée, sous le rapport de l'identité des parties. Th. D., par LELIÈVRE. — In-8, 1851.

2349. BERTAULD. — Questions et exceptions préjudicielles en matière criminelle, ou de la Compétence et de l'autorité des décisions du juge répressif sur les questions de droit civil que l'action publique soulève; par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — In-8, Paris, Durand. 1856, (4 fr.)

2350. BEUDANT. — Influence du criminel sur le civil. — Acquittement. Dommages-intérêts; par Th. BEUDANT, agr. Fac. de Paris. — Ap. *R. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 492-516.

A propos d'un arrêt de Cass., 7 mai 1864 (aff. Armand C. Roux).

V. aussi *Dall.*, 1864, 1, 313, seq. — Note critique (4 col.) et Rapport du conseil F. HÉLIE (6 col.).

Add. I. RENDU. — Plaidoyer de Me A. RENDU. aff. Armand (Cass. 6 et 7 mai 1864). Ap. *Plaidoyers de M. A Rendu*, p. 221-58. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, in-8, 1868.

II. ORTOLAN. — Acquittement pénal. Condamnation civile. A propos de l'aff. Armand, par ORTOLAN, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XVII (1er 1864), p. 385-393.

2351. BIDART. — Étude sur l'Autorité, au civil, de la chose jugée au criminel; par P. BIDART, av., d. e. d. — Gr. in-8. *Paris*, 1865. (3 fr.)

Thèse de Doct. — V. art. crit de De RESBECQ, ap. *Rev. Hist. de dr. fr.*, t. XIII, p. 203.

2352. COLLET. — Chose jugée. Influence du criminel sur le civil. Exam. doctr., par Paul COLLET, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 209.

C. d'Ass. d'Aix, 25 mars 1864 aff. Armand).

Add. I. Observations, par Ad. CHAUVEAU, *ibid.*, p. 241.

II. Observations de P. COLLET. *Ibid.*, p. 242.

2353. GIBOULOT. — Lorsqu'un jugement a condamné une compagnie de chemin de fer à payer à l'individu blessé par suite d'accident une somme représentant le préjudice présent et futur par lui personnellement éprouvé, sa femme et ses enfants n'en sont pas moins recevables à réclamer la réparation du dommage que leur cause sa mort, qui a été la conséquence ultérieure du même accident. Exam. doctr. par Ant. GIBOULOT. — Ap. *Dall.*, 1872, 2, 97 (6 col.).

Aix, 14 juin 1870.

2354. GRIOLET. — Le principe d'après lequel les décisions des juges criminels ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous, doit être entendu en ce sens qu'il n'est jamais permis au juge civil de méconnaître ce qui a été jugé par le juge criminel, soit quant à l'existence du fait qui forme la base commune de l'action publique et de l'action civile, soit quant à la qualification légale de ce fait, soit quant à la participation ou non-participation du prévenu à ce même fait. Exam. doctrin. par G. GRIOLET.— Ap. *Dall.*, 1869, 1, 169 (6 col.).

Cass. 21 déc. 1868, et 27 janv. 1869. — Add. *Ibid.*, 1854, 1, 74, note. — Jung. DEVILLENEUVE. Observations sur Cass., 4 févr. 1860, ap. *Sir.*, 1860, 1, 193 (4 col.). — Add. *Ibid.*, 1855, 1, 437, note.

2355. HENNEQUIN. — De l'Influence, à l'égard des tiers, de la chose jugée au criminel, spécialement en matière de faux. — Responsabilité notariale; par E. HENNEQUIN, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 15, 18, 22, 25 juin 1859.

Riom, 1er janvier 1859 (Sauret). — Cf. infr. n° 2358.

Add. *du même :* — L'autorité de la chose jugée au civil ne s'attache pas à une décision disciplinaire. Les conditions exigées par l'art. 1351 ne se rencontrent pas, etc. Exam. doct. de Cass., 25 nov. 1856, *ap. J. Not.*, 3, 6 décembre 1856.

2356. LAGRANGE. — Des Effets de la chose jugée au criminel sur l'action civile, par E. LAGRANGE, prés. de ch. à Alger.—Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1856.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 31-44.

2357. LANFRANC DE PANTHOU.—Jurisprudence. Examen critique. Chose jugée au criminel. Acquittement. Action civile; par LANFRANC DE PANTHOU, av. gén. à Caen. — In-8, 13 p. *Paris*, Marescq aîné, 1864.

Extr. de la *Rev. Prat.*

2358. POUGNET. — Le jugement rendu au criminel a au civil, et sur la matérialité des faits déclarés constants, autorité de chose jugée à l'égard de tous, même des tiers. Exam. doctr. de la jurisprudence, par POUGNET, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 1-12.

Cass. 14 févr. 1860 (Sauret). — Cf. sup., n° 2355.

2359. Thèses de Doctorat :

1. CLÉMENT. — De l'Autorité de la Chose jugée en matière criminelle, par CLÉMENT. — In-8, *Caen*, 1868.

2. HOMMEY. — De l'Autorité de la Chose jugée en matière criminelle, par HOMMEY. — In-8, 1869.

3. PELLEFIGUE. — De l'Autorité de la Chose jugée au criminel, par PELLEFIGUE. — In-8, *Toulouse*, 1873.

2360. LE GENTIL. — Dissertation sur le point de savoir si la chose jugée est extinctive des obligations, par C. LE GENTIL, av., j. sup. à Arras. — Ap. *Dissertations juridiques*, t. I, p. 243-247.

V. Sup. n° 80.

---

§ 2. *Des Présomptions qui ne sont pas établies par la loi.*

Art. 1353, n[t].

SECTION IV. — *De l'Aveu de la partie.*

2361. BUCQUOY.— De l'Aveu et du Serment. T. D., par Hect.-P. BUCQUOY, av. — In-8, 156 p. *Paris*, impr. Moquet, 1857.

2362. MENNESSON. — De l'Aveu. Th. D., par MENNESSON. — In-8. *Paris*, 1874.

2363. GOSSIN. — Les voies de nullité ou rescision admises contre les conventions sont-elles également admissibles contre les contrats judiciaires en général, et contre l'aveu en particulier? — En d'autres termes : l'effet de la force obligatoire des contrats judiciaires, et particulièrement de l'aveu fait en justice, se règle-t-il d'après les principes de la chose jugée? Dissertat. par J. GOSSIN, av., anc. cons. à Paris. — Ap. *Sirey*, 1833, 2, 138.

Art. 1354, 1355, nt.

Art. 1356.

2364. LAFONTAINE. — Dans quelle forme doivent être recueillis et constatés les aveux et les réponses résultant d'une comparution des parties? Des réponses constatées uniquement par les *motifs* de la sentence ne peuvent-elles être contestées sur l'appel qu'au moyen d'une inscription de faux? par LAFONTAINE, cons. à Orléans. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 558-564.

2365. LEFEBVRE. — Dépôt confié à un notaire. Aveu. Indivisibilité; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 27 sept. 1871.

SECTION V. — *Du Serment.*

2366. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Réflexions et recherches sur le Serment judiciaire, lues à l'Académie des sciences mor. et polit., le 14 juillet 1838, par BERRIAT-SAINT-PRIX.— In-8, 2 ff. *Paris*, Langlois, 1838.

Reprod. ap. *Rev. Wol.*, t. VIII (1838), p. 241-274.

2367. DE PRANDIÈRE. — Le Serment en justice. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour imp. de Lyon, le 3 nov. 1864, par l'av. gén. DE PRANDIÈRE.— Gr. in-8, 111 p. *Lyon*, impr. Perrin, 1864.

2368. — Le Serment considéré au point de vue historique, chrétien, philosophique et pratique, par *un jurisconsulte.* — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1876.

V. art. crit.. de F. O. ap. *Gaz. Trib.*, 21 févr. 1877.— L'auteur est M. Ch. CARPENTIER, juge à Paris, qui a publié des *Études de législations comparées.*

2369. — Du Serment.— Ap. *Ann. des J. de p.*, 1850, p. 118-139.

2370. Thèses de Doctorat :

1. ANTONINI. — Du Serment, par P. ANTONINI. — In-8, *Paris*, 1874.

2. BRIANÇON. — Du Serment considéré comme mode de preuve, par BRIANÇON. — In-8, *Toulouse*, 1872.

3. DE LA PLANE, — Du Serment en droit civil et criminel, par Oct. de la PLANE. — In-8, *Paris*, impr. Thunot, 1862.

4. LEMONNIER. — Du Serment considéré comme mode de preuve, par LEMONNIER. — In-8, *Paris*, 1869.

5. MOUTERDE. — Du Serment considéré comme moyen de preuve, par MOUTERDE, — In-8, *Paris*, 1871.

Art. 1357.

2371. CRÉMIEUX. — Sur le Serment *more judaico*, par Ad. CRÉMIEUX, av. — Ap. *Gaz. Trib.*, 2e année, p. 1511.

Add. Décision dogmatique du consistoire central des Israélites de France sur le serment des Juifs, *ibid.*, t. V, p. 7.

2372. LAVALLÉE. — Consultation délibérée sur le Serment des Israélites, par H. LAVALLÉE, bâtonnier des av. à Bruxelles. — In-8, *Bruxelles.* (1 fr.)

2373. ***. — Les Israélites auxquels est déféré le serment judiciaire peuvent-ils être assujettis à le prêter dans la forme solennelle de leur religion, alors même qu'ils déclarent que ces solennités sont au moins inutiles? Dissert.— Ap. *J. des Av.*, t. LXVI, p. 193.

Cass. 3 mars 1846. (Aff. Cerf. c. Gougenheim.) Add. Concl. de l'av. gén. DELANGLE, *ibid.*, t. LXX, p. 150; — et ap. *Sirey*, 1846, 1, 193 (13 col.) et note (2 col.). — Dans cette affaire ont été produits des mémoires imprimés, l'un de MARTIN (de Strasbourg) et l'autre de MORIN, dans lesquels la question du serment a été traitée avec de grands développements et une richesse d'érudition remarquable. Ils sont réunis dans *Sirey, loc. cit.*, p. 195 et suiv, — V. encore une dissertation de DEVILLENEUVE, ap. *Coll. nouv.* t. III, 1, 210 (5 col.). — On trouve aussi les plaidoiries dans *Dall.*, 1846, 1, 103 et une note de l'arrêtiste.

2374. LAINÉ.—Plaidoyer de LAINÉ pour Jona Jones (serment des quakers). — Ap. *Ann. du Barreau franç.*, t. XI, p. 153-222.

§ 1. *Du Serment décisoire.*

Art. 1358-1360, nt.

Art. 1361.

2375. COLLET. — Serment décisoire. Refus. Examen doctr., par P. COLLET, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1863, p. 465.

Cass., 9 juin 1843.

Art. 1362, nt.

Art. 1363.

2376. GIRAUD.— Du Serment décisoire. Pouvoir et devoir du juge. Du faux serment en matière civile; par Alf. GIRAUD, d. e. d., archiv.-paléogr., proc. imp. à Parthenay.— In-8. *Paris*, Cotillon, 1864.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 248-268.

2377. TARDIF DE MOIDREY. — Du Serment litis-décisoire. Th. D., par

L. TARDIF DE MOIDREY, av. — In-8, 95 p. *Metz*, Rousseau-Pallez, 1860.

2378. ***. — Lorsqu'un serment, prêté par l'une des parties en matière civile, est l'objet d'une poursuite criminelle pour faux serment, quelles sont les règles de preuve admissibles et comment doit agir la partie lésée? — Ap. *J. des Av.*, t. LXVI, p. 265.

Art. 1364-1365, nt.

§ 2. *Du Serment déféré d'office.*

Art. 1366-1369.

2379. ZACHARIÆ DE LIGENTHAL. — Le Serment ne peut-il être déféré d'office à une partie que sur un fait qui lui soit personnel? par ZACHARIÆ DE LIGENTHAL. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 211.

TITRE QUATRIÈME.

DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTIONS.

Décrété le 19, promulgué le 29 pluviôse, an XII (9-19 fév. 1804).

GÉNÉRALITÉS.

2380. CARRIER. — Traité sur les Engagements qui se forment sans conventions et sur le contrat de mariage, d'après les principes du Code civil, dans lequel l'on compare ce Code aux lois romaines, et où l'on démontre sa supériorité sur elles dans les points où il s'en écarte; par J.-B. CARRIER, prof. Fac. de Dijon. — In-8. *Dijon*, impr. Bernard-Defay, 1818.

2381. LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des Obligations, ou Commentaire des titres III et IV, livre III, du C. Nap. (art. 1101 à 1386); par LAROMBIÈRE.

V. sup. n° 2107. — Le Commentaire du titre IV fait partie du t. V de l'ouvrage, p. 543 à 801.

2382. **Thèses de Doctorat :**

1. ARMAND. — Des Engagements qui se forment sans conventions. — In-8, 1851.

2. DE FRESQUET. — *D°*, in-8, *Paris*, 1844.

Art. 1370, nt.

V. supr. nos 804 et 805 et *Servitudes*, voisinage, nos 1309 et suiv.

CHAPITRE I. — DES QUASI-CONTRATS.

Art. 1371, nt.

Art. 1372 à 1375.

2383. DOMENGET et DE PEYRONNY. — Mandat. De la Commission et de la Gestion d'affaires; par DOMENGET et DE PEYRONNY. — 2 vol. in-8, 1870.

V. infr. au titre du Mandat.

2384. **Thèses de Doctorat, sur la Gestion d'affaires :**

1. DABANCOURT. — De la Gestion d'affaires, par G. DABANCOURT. — In-8, *Poitiers*, 1865.

2. GABOLDE. — De la Gestion d'affaires, par GABOLDE. — In-8, *Toulouse*, 1871.

3. HURARD. — De la Gestion d'affaires, par Simplice HURARD. — In-8, *Saint-Germain-en-Laye*, 1860.

4. MAISONNIER. — De la Gestion d'affaires, par H. MAISONNIER. — In-8, 236 p. *Paris*, 1871.

5. MURGEAUD-LARION. — De la Gestion d'affaires, par MURGEAUD-LARION. — In-8, *Paris*, 1869.

6. POISNEL. — De la Gestion d'affaires, par POISNEL. — In-8, *Caen*, 1872.

7. SOURBETS. — De la Gestion d'affaires, par SOURBETS. — In-8, *Toulouse*, 1867.

2385. ÉLOY. — De la Responsabilité des notaires (1), d'après les lois, la doctrine, la jurisprudence et les circulaires ministérielles, par Henri ELOY, d. e. d., subst. à Louviers. — 2e *tirage*, au courant de la jurisprudence, avec un supplément contenant les circulaires et instructions ministérielles récentes sur le notariat, un répertoire méthodique et alphabétique des matières, une table des arrêts et jugements cités dans l'ouvrage, une table des circulaires ministérielles. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1873. (16 fr.)

Le 1er tirage est de 1863. — Livre sérieusement fait, et le plus complet sur la matière.

2386. PAGÈS. — De la Responsabilité des notaires, ou Exposition complète et raisonnée de la doctrine et de la jurispru-

---

(1) La responsabilité des notaires a été très-étendue par la jurisprudence à raison de la confiance qu'imposent leurs fonctions et de la capacité et des garanties qu'elles impliquent. Cette responsabilité est différente suivant que les actions des notaires ont eu lieu en vertu d'un mandat ou d'une gestion d'affaires. Nous ne donnons ici que les généralités du sujet, et nous renverrons pour les détails à la loi du 25 ventôse an XI, où se trouve naturellement tout ce qui concerne ces officiers publics.

dence en matière de dommages-intérêts qui peuvent être réclamés contre les notaires, à raison du préjudice causé dans l'exercice de leur profession ; suivie d'un tableau synoptique des obligations légales dont l'inobservation peut engager la responsabilité des notaires à l'égard de leurs clients; par A. PAGÈS, av. à Montpellier. — 1 vol. in-8, 16 ff. 3/4, plus un tableau. *Montpellier*, Virenque; — *Paris*, Videcoq, 1843. (4 fr.)

2387. PONT. — De la Responsabilité des notaires, par P. PONT. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1860.

Extr. en partie de la *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 35-65. La question examinée dans la dissert. insérée dans cette *Rev.* était celle-ci : Les notaires sont-ils tenus, même en dehors d'un mandat spécial pour cela, de veiller à l'accomplissement des formalités nécessaires pour la conservation des droits résultant, en faveur des parties, des actes qu'ils reçoivent ? — Elle a été reprod. en partie, ap. *Gaz. Trib.*, 29-30 sept. 1855.

2388. LEFEBVRE. — I. Responsabilité notariale. Différences entre l'action en responsabilité et l'action en garantie, par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 7 oct. 1865.

Suivant l'auteur l'action en responsabilité découle de l'art. 1382, et non du mandat ou de la gestion d'affaire.

II. — De la Preuve du Mandat et de la Gestion d'affaires en matière de responsabilité notariale. — *Ibid.*, 22, 26 août et 14 oct. 1874.

V. enc. sup. sous les art. 980, 1101, et inf. au titre du *Mandat*.

Art. 1375.

2389. LABBÉ. — Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires; par J.-E. LABBÉ, d. e. d., av. — In-8, 6 ff. *Paris*, Durand, 1856. (2 fr.)

Réuni ap. *Dissertations*, v. sup. n° 77.

Art. 1376-1381.

2390. GUILLARD. — Obligation au porteur. Payement par erreur. Lorsqu'une compagnie, ayant émis des obligations au porteur munies de coupons d'intérêt et remboursables par voie de tirage au sort, paye par erreur des coupons détachés d'une obligation échue, a-t-elle le droit, lorsqu'ensuite le remboursement de cette obligation est réclamé, de déduire du capital le montant des coupons indûment payés? par Léon GUILLARD, lic. e. d.—In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1860.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. IX (1er 1860), p. 401-410.

2391. Thèses de Doctorat sur la Répétition de l'indu :

1. BELLAND. — De la Répétition du payement de l'indu, par BELLAND. — In-8, 1865.

2. BOULANGÉ. — De l'action en Répétition de l'indu, par BOULANGÉ. — In-8, 1874.

3. CHAMBON. — Du Payement indû, par Ch. CHAMBON. — In-8, 264 p., *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1870.

4. CHRISTIAN. — Du Payement indû, par CHRISTIAN. — In-8, *Paris*, 1864.

5. HUET-LABROUSSE. — Du Payement indû, par HUET-LABROUSSE.— In-8, *Caen*, 1872.

6. MAURIN. — De la Répétition de l'indû, par H. MAURIN. — In-8, *Paris*, 1872.

7. NICQUE. — Du Payement de l'indû, par Em. NICQUE. — In-8, 231 p., *Paris*, 1857.

8. PAGET. — Du Payement indû, par PAGET. — In-8, 1867.

9. RAU. — De l'action en Répétition de l'indû et de quelques actions analogues, par RAU. — In-8, 1872.

10. DE LA TAILLE. — Du Payement de l'indû, par de la TAILLE. — In-8, *Paris*, 1867.

11, TARDIEU. — Du Payement de l'indû, par TARDIEU. — In-8, *Paris*, 1870.

V. enc. sup. n° 2346 et inf. sous les art. 1630, 1965-67.

2392. ARNAULT DE GUÉNYVEAU. — Du Quasi-Contrat judiciaire. Mémoire couronné par la Fac. de dr. de Poitiers le 21 nov. 1855, et par l'Acad. de législ. de Toulouse le 13 août 1856, dans le concours ouvert entre les lauréats du doct. de toutes les facultés de droit de l'empire; par H. ARNAULT de GUÉNYVEAU, av. — In-8, 165 p. *Poitiers*, impr. Dupré, 1857.

2393. DE COMBES. — Du Quasi-Contrat judiciaire au point de vue de l'introduction d'instance devant les juridictions civiles. Th. D., par DE COMBES.— In-8, 1866.

V. encore sup., n° 2363.

CHAPITRE II. — DES DÉLITS ET DES QUASI-DÉLITS.

2394. SOURDAT. — Traité général de la Responsabilité, ou de l'Action en dommages-intérêts en dehors des contrats, comprenant : la responsabilité civile des

délits prévus ou non prévus par les lois pénales, et des quasi-délits; les conditions essentielles de l'action en dommages-intérêts; la solidarité entre les auteurs du même fait dommageable; la compétence; le mode de saisir de l'action les tribunaux soit civils, soit de répression; les preuves; les règles concernant l'exécution des condamnations sur les biens et sur la personne; la prescription; la responsabilité du fait d'autrui et celle des choses que l'on a sous sa garde; la responsabilité des pères, instituteurs, maîtres et commettants, de l'aubergiste, du voiturier et des compagnies de chemins de fer en particulier; des conseils de surveillance des sociétés anonymes et en commandite; la responsabilité de l'Etat et les règles de la compétence administrative et judiciaire; la responsabilité des communes, etc., etc.; par A. SOURDAT, cons. à Amiens, etc. — 3e *éd.*, rev. et augm.., 2 vol. in-8, *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1876. (18 fr.)

La 1re éd. est de 1852, Cosse. Il en a été fait un 2e tirage en 1860. La 2e éd., *ibid.*, 1871.

Le titre résume la table des matières dans l'ordre où elles sont traitées.

Cet ouvrage important pourrait être considéré comme un large commentaire de l'art. 1382, Cod. civ., qui, en exigeant la réparation du dommage causé par faute, négligence ou imprudence, pose un principe si général qu'il ressemble plus à un précepte de morale qu'à une règle de droit. M. SOURDAT a entrepris de déterminer les cas d'application de ce principe en précisant les véritables bases de la responsabilité, ses causes et son étendue. — Il n'est pas, comme le dit avec raison notre auteur, de principe qui donne lieu à des applications plus nombreuses et plus variées, et c'était en effet une entreprise laborieuse que de chercher, dans les résultats de la jurisprudence, les règles qui en déterminent la portée et les limites. C'est ce que M. SOURDAT a essayé de faire, en joignant à cet objet principal tout ce qui concerne la mise en exercice de l'action pour la déclaration du droit, et sa réalisation par l'exécution de la condamnation. — La responsabilité de l'Etat à raison du dommage causé par ses agens, et la responsabilité des communes, à raison de dommages commis sur leur territoire, telle que l'organise la loi du 10 vend. an IV, se rattachaient naturellement au sujet traité par M. SOURDAT, et il les a fait entrer dans le cadre de son ouvrage.

V. art. crit. de DE VATIMESNIL, ap. *Gaz. Trib.*, 29 déc. 1854; — de G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1863, p. 488; — de MOULIN, ap. *Droit*, 30 mars 1853; — de SOREL, *ibid.*, 7 novembre 1876.

2395. Thèses de Doctorat:

1, BAUDOUIN. De l'Action civile résultant d'un fait réprimé par la loi pénale, par BAUDOUIN. — In-8, 1846.

2. BENOIST. — De la Responsabilité en matière de délits et de quasi-délits, par J.-L.-A. BENOIST, av. — In-8, *Strasbourg*, 1859.

3. DESENNE. — Des Obligations qui naissent des délits et des quasi-délits, par DESENNE. — In-8, *Paris*, 1874.

4. EYMARD. — De la Responsabilité, par EYMARD. — In-8, *Grenoble*, 1872.

5. LATOUR. — De la Responsabilité civile, par LATOUR. — In-8, 1872.

6. DE LAURENS. — Des Délits et des Quasi-délits, par de LAURENS. — In-8, *Toulouse*, 1851.

7. LEZAUD. — Des Délits et des Quasi-délits, par P.-G. LEZAUD. — In-8, *Nancy*, 1863.

8. LUSSAUD. — Des Délits et des Quasi-délits écrits, par Al. LUSSAUD. — In-8, *Paris*, 1860.

9. ROULSIN. — Des Délits et des Quasi-délits, par ROULSIN. — In-8, 1869.

10. STOFFELS. — De la Responsabilité civile des délits et des quasi-délits, par Alexis STOFFELS.— In-8, *Metz*, 1861.

11. VIAL.— Des Délits et des Quasi-délits, par VIAL. — In-8, *Paris*, 1861.

12. WATRIN. — De la Responsabilité civile.— In-8, 1873.

Art. 1382 et 1383.

2396. FERLET. Étude sur l'action civile résultant d'un fait punissable, par J. FERLET, d. e. d., j. à Bar-s.-S. — In-8, 52 p. *Paris*, bureau du *J. des Not.*, 1865.

Conférence des attachés. — Cette étude, aussi bien pensée que bien écrite, avait été publiée en 1856, in-12, *Paris*, Cotillon.

2397. LE SELLYER. — Études historiques et pratiques sur le Droit criminel, par A.-P. LE SELLYER, av., anc. prof. Fac. de Paris. — 6 vol. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1874-1875.

Première partie. — Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité, soit pénale, soit civile, en matière de contraventions, de délits et de crimes. — 2e *éd.*, 2 vol. in-8, 1874. (15 fr.)

Deuxième partie. — Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée qui naissent des contraventions, des délits et des crimes. — 2e *éd.*, 2 vol. in-8, 1874. (15 fr.)

Troisième partie. — Traité de la compétence et de l'organisation des tribunaux chargés de la répression soit pénale, soit civile, des contraventions, des délits et des crimes. — 2 vol. in-8. *Paris*, 1875. (18 fr.)

La 1re édit. de cet ouvrage a paru sous des titres différents de celui-ci, les 4 premiers vol. sous celui de: Traité des actions publiques et privées qui naissent des contraventions, des dé-

lits et des crimes, *Paris*, G. Thorel (t. I. et II, 1842, t. III et IV, 1843. Les t. V et VI (1844), ont paru sous le titre de: Traité de droit criminel appliqué aux actions publiques et privées, qui naissent des contraventions, des délits et des crimes. Le traité de la criminalité, etc., qui forme aujourd'hui la 1re partie, a été publié en 1867, *Paris*, Retaux. L'ouvrage est du reste complètement refondu.

Le droit criminel et le droit civil se pénètrent réciproquement dans cet ouvrage par une union aussi intime que dans celui de MANGIN. C'est pour éviter sans doute le reproche que méritait celui-ci, et LE SELLYER après lui, de n'avoir pas assez fait pressentir par son titre toute l'étendue de son travail, que celui-ci l'a modifié dans la 2e éd.

V. art. crit. de BLANCHE, ap. *Droit*, 20 août 1868; — de DE VALROGER, ap. *Rev. hist. de dr. fr.*, 1868.

V. enc. FAUSTIN-HÉLIE, t. II et III de son *Traité de l'Instruction criminelle*.

2398. MANGIN et SOREL. — Traité de l'Action publique et de l'Action civile en matière criminelle, par MANGIN, anc. cons. C. cass. — 3e *éd.*, revue et mise au courant de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation, jusques et y compris la loi du 29 déc. 1875, par Alex. SOREL, juge à Compiègne. — In-8. *Paris*, Larose, 1876. (15 fr.)

Enlevé par la politique à la Cour de Cass., où il était arrivé fort jeune, M. s'était réfugié à Soleure; il mourut quelques années après en 1835, âgé de 49 ans. C'est là, qu'il composa son traité, qui ne parut pas de son vivant. Le manuscrit en fut offert par sa veuve à la Cour de Cassat. C'est un in-fo écrit d'un bout à l'autre d'une main ferme, d'une écriture fine et toujours correcte. Il porte au dernier feuillet la date suivante: « Soleure, le 9 sept. 1832. « En 1837, parut la 1re éd., 2 vol. in-8, *Paris*, Nève. La publication en fut dirigée par M. GUERRY DE CHAMPNEUF, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice. La 2e édit., qui parut en 1844, ne fut que la réimpression textuelle de la 1re. Au contraire l'édit. donnée par M. SOREL, s'en distingue par des additions importantes. Il a respecté le texte original, et c'est dans des annotations qu'il a indiqué les modifications que la matière traitée avait subies, soit par les décisions judiciaires, soit surtout par les changements survenus dans la législation. En raison de l'importance et du nombre des lois de cette nature, la part personnelle qui revient à M. SOREL dans cette publication est considérable.

Bien que le titre semble restreindre dans des bornes assez étroites les limites de cet ouvrage, la pensée de l'auteur fut d'élever un monument durable à notre législation criminelle et de rechercher le principe même du droit en matière pénale. Il devait résulter de son plan une intime liaison entre le droit civil et le droit criminel. Voici en quels termes il le résume: « Quelle est la nature des actions, l'action publique et l'action civile? Quelles sont les différences qui les distinguent? S'étendent-elles à tous les délits, quels qu'en soient les auteurs, quels que soient les lieux où ils ont été commis? — A quels fonctionnaires, à quelles personnes appartient l'exercice de ces deux actions? — Quelles sont les causes qui peuvent en suspendre le cours? — Par quoi sont-elles éteintes? »

V. art. crit. de J.-C. BARBIER, cons. Cour de Cass., ap. *Droit*, 20 mars 1875.

2399. MASSENAT-DÉROCHE. — De l'Imputabilité. Th. D., par MASSENAT-DÉROCHE. — In-8. *Paris*, 1868.

2400. RIVIÈRE. — Du Principe de l'Imputabilité civile, par H.-F. RIVIÈRE, av. à Dijon, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXV (1846), p. 303-316.

2401. ANCELOT. — BERTAULD. — De la Jurisprudence civile et criminelle dans ses rapports avec la liberté de la vie privée. Réponse à M. ANCELOT par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1862.

Cette brochure est la réunion de deux articles parus dans la *Rev. crit.* : le 1er, sous le titre de : Procès en indemnité pour cause de séduction. — Demande en pension alimentaire par les filles mères. Complicité d'excitation à la débauche, t. XXI (2e 1862) p. 1-9. — La 2e réponse à M. ANCELOT, *ibid.*, t. XXII, p. 22.

Le 1er art. avait provoqué de la part de M. ANCELOT, av. gén. à Riom, des observations insérées sous le même titre, même *Rev. crit.*, t. XXI, p. 481-495.

Cette controverse s'était élevée à propos de deux arrêts de Caen des 3 et 16 juin 1862, V. le no suivant.

2402. MOREAU. — La Séduction peut-elle, dans certains cas, être le principe, soit d'un engagement licite et obligatoire, soit d'une action en dommages-intérêts? Dissert. de Em. MOREAU, cons. à Paris. — Ap. *Sir.*, 1865, 1, 33 (8 col.).

Cass. civ. 26 juill. 1864 (L. c. G.). *Sir. Ibid.* V. aussi note ap. *Dall.* 1862, 2, 129 (sur les arrêts de Caen, des 3 et 16 juin 1862, déférés à la Cour suprême).

V. enc. sup. no 2151.

2403. VAILHÉ. — De la Responsabilité médicale, par le Dr VAILHÉ. Discours prononcé à la séance annuelle (1868) de l'Association des médecins de l'Hérault. — In-8, 16 p. *Paris*, Adr. Delahays, 1868.

Extr. du *Courrier médical*.

2404. LEFEBVRE. — Transfert de rentes sur l'Etat. Incapables. Responsabilité du trésor. Responsabilité de l'agent de change. Mémoire, par A. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 14, 17, 21 mars 1866.

2405. ***. — Des Titres au porteur et de la Responsabilité des changeurs. — Ap. *Gaz. Trib.*, 1er juill. 1874.

V. enc. LABBÉ. Titres au porteur. Responsabilité de l'agent de change. Exam. doct., par J.-E. LABBÉ. — Ap. *J. Pal.* 1875, 113 (6 col.).
Add. Note ap. *Dall.* 1872, 1, 161 (6 col.).
Cf. sup. n° 751.

2406. AVISSE. — Dans quel cas le propriétaire de bois ou forêts est-il responsable des dégâts causés par les lapins conservés ou réfugiés dans ses bois, et comment peut-il se dégager de cette responsabilité? par H. AVISSE, av. C. cass. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1857, p. 59.

2407. GIRAUDEAU et LELIÈVRE. — Lois usuelles annotées. La chasse, suivie de... la responsabilité des propriétaires de bois et forêts..., par GIRAUDEAU et LELIÈVRE. — In-4 à 2 col. *Paris*, Retaux; — P. Dupont; et in-18, *ibid.*, 1868.

2408. HENNEQUIN. — Bois. Sangliers. Dommages aux champs. Observations par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 6 fév. 1861.

2409. JACOB. — Bois et Forêts. Gibier. Lapins. Récoltes voisines. Dégâts. Propriétaires. Responsabilité. Distinctions diverses, par JACOB, j. de p. à Villenauxe. — Ap. *Ann. des J. de p.*, 1862, p. 146-154.

2410. SAVATIER-LAROCHE. — De l'Évaluation des dommages aux champs causés par le gibier, par A. SAVATIER-LAROCHE, av. — Ap. *J. des Just. de p.*, t. XV (1866), p. 104-110.

2411. SOREL. — Dommages aux champs causés par le gibier (lapins, lièvres, sangliers, etc.). — De la Responsabilité des propriétaires de bois et forêts et locataires de chasses, par Alex. SOREL, juge à Compiègne, etc. — 2e *éd.*, entièr. revue et considér. augm. — 1 vol. in-12 *Paris*, Aug. Gouin, 1873. (3 fr. 50.)

C'est l'ouvrage le plus complet sur la matière; il renferme de nombreux documents de jurisprudence. Il est spirituellement écrit et agréable à lire. — La 1re éd. est de 1861, in-8, *Paris*, Aubry; — Durand.

V. art. crit. de Ch. MILLION, ap. *Rev. crit.*, t. XX, p. 182; — de NOUGUIER, ap. *Droit*, 27 oct, 1861.

2412. VILLEQUEZ. — Du Droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles et de la Louveterie; droits et obligations des propriétaires, possesseurs ou fermiers, des adjudicataires et cofermiers des chasses, des lieutenants de louveterie, avec les lois et règlements, tant anciens que modernes, relatifs à la matière; par F.-F. VILLEQUEZ, prof. Fac. de Dijon, etc. — 1 vol. in-12, 448 p. *Paris*, Hachette et Cie, 1867, (3 fr. 50.)

Add. Examen doctr. sur Cass. Req. 10 et 22 nov. 1875, ap. *Sir.*, 1876, 1, 17 (4 col.).

V. enc. sur l'application des art. 1382 et 1383, sup. nos 2267 et suiv.

Art. 1384.

2413. DECOURTEIX. — De la Responsabilité du père de famille. Etude de morale et de législation, par Alb. DECOURTEIX, av. à Bourges. — Br. in-8, 67 p. *Paris*, Marchal et Billard, 1876. (6 fr.)

2414. LE GENTIL. — Dissertation sur les éléments de la Responsabilité en général et sur les règles de la responsabilité des maîtres relativement aux quasi-délits de leurs domestiques, par C. LE GENTIL, av. j. st à Arras. — Ap. *Dissertations*, t. II, p. 335-354.

V. sup. n° 80.

2415. RÉCAMIER. — Recherches sur la Responsabilité du fait d'autrui, par Et. RÉCAMIER, d. e. d., av., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1859. (3 fr.)

Cette étude est une thèse de doct. légèrement modifiée pour le public.

2416. RÉGNAULT. — De la Responsabilité civile des propriétaires de navires (art. 1384 C. civ. et 216 C. comm.), par A. REGNAULT, juge à la Rochelle. — In-8, 75 p. *Paris*, Cotillon, 1876.

Extr. de la *Rev. crit.*, 1876, p. 538-560 et 605-652.

Loi du 10 vendémiaire an IV.

2417. CHOPPART. — Étude sur la Responsabilité des communes dans le droit ancien et moderne, et en particulier sur la loi du 10 vendémiaire an IV. Th. D., par Léon CHOPPART. — In-8, 216 p. *Paris*, imp. Parent, 1874.

2418. GRIOLET. — La Responsabilité de l'art. 1er du titre IV de la loi du 10 vendémiaire an IV s'applique-t-elle aux délits commis par tous rassemblements ou attroupements sans distinction, quels que soient le mode et la cause de

leur formation, et alors qu'ils auraient eu lieu d'abord dans un but inoffensif? Exam. doctr. par G. GRIOLET. — Ap. *Dall.*, 1870, 1, 193 (8 col.).

Cass. 10 août 1869 (ville de Lyon). — Add. Note ap. *Sir.*, 1870, 1, 153 (6 col.).

2419. RENDU. — Traité de la Responsabilité des communes, ou Commentaire de la loi du 10 vendémiaire an IV, par A. RENDU, d. e. d., av. C. cass. — 1 vol. in-8, 120 p. *Paris*, E. Têtu, 1847. (2 fr. 75.)

Ouvrage complet pour l'époque où il a été écrit.

Add. sur les indemnités dues à raison de faits de guerre et de réquisitions :

2420. — Traité des indemnités. Documents officiels. — Lois, rapports, ordonnances concernant des dédommagements dus aux ayants droit pour tous préjudices, faits de guerre, impôts, amendes, réquisitions, dévastations. — In-18 jés. 212 p. *Paris*, impr. Kugelmann, 1871.

2421. CELLIEZ. — De l'Indemnité due aux propriétaires des maisons démolies autour de Paris pour les nécessités de la défense, par H. CELLIEZ. — Ap. *Droit*, 22 oct. 1871.

2422. THIERCELIN. — De l'Indemnité à accorder aux victimes de la guerre, par H. THIERCELIN. — Ap. *Droit*, 31 juill. 1871.

2423. ***. — Le projet de loi sur la réparation des dommages nés des besoins de la défense nationale. — Ap. *Droit*, 7 juin 1874.

Art. 1385.

2424. BOUNICEAU-GESMON. — De la Responsabilité civile en matière de dommages causés par les abeilles, par BOUNICEAU-GESMON, d. e. d., subst. à Bordeaux. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XXVII (1er 1869), 417-486.

Cette étude a été insérée, ap. *Essais et controverses*. — V. sup. n° 64.

2425. MONTEL. — Abeilles. Dommages causés aux fruits; par A. MONTEL, av., d. e. d. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXIII (1er 1872). p. 293-305.

Art. 1386.

2426. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Jusqu'à quel point le propriétaire d'une maison est-il tenu d'en prévenir la ruine? Nu propriétaire. Examen doctrinal de la jurisprudence, par Fél. BERRIAT-SAINT-PRIX, av., d. en d. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIX (2e 1861), p. 193-216.

Cass., 7 déc. 1859 et 11 oct. 1860.

TITRE CINQUIÈME.

DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

Décrété le 26, promulgué le 30 pluviôse an XII (10-20 févr. 1804).

A. GÉNÉRALITÉS.

2427. BELLOT DES MINIÈRES. — Traité du Contrat de mariage, par P.-H. BELLOT DES MINIÈRES, av. à Poitiers. — 4 vol. in-8. *Paris*, Alexis Gobelet; — *Poitiers*, Catineau, 1824-1826.

B. des M. est à peu près le premier qui ait expliqué d'une façon complète et scientifique le titre du contrat de mariage. Son livre est resté un des bons traités sur ce sujet et il est souvent cité. Depuis, l'auteur a repris et développé les éléments de son premier écrit et publié en 3 vol. un commentaire sur le régime dotal. V. inf.

Art. crit. de MARCHAND, ap. *Thémis*, t. VIII (1826), p. 117-128.

2428. BERNARDI. — Commentaire de la loi du 20 pluviôse an XII, relative au contrat de mariage et aux droits respectifs des époux; par BERNARDI. — In-8, *Paris*, Garnery, 1804. (3 fr.)

2429. BIRET. — Traité du Contrat de mariage, par BIRET, anc. mag., jurisc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Arth. Bertrand, 1825. (3 fr.; 7 fr. à la public.)

2430. CARRIER. — Traité sur les Engagements qui se forment sans conventions et sur le Contrat de mariage, d'après les principes du Code civil, dans lequel l'on compare le Code aux lois romaines, et où l'on démontre sa supériorité sur elles dans les points où il s'en est écarté; par J.-B. CARRIER, prof. Fac. de Dijon. — In-8, *Dijon*, impr. Bernard-Defay, 1818. (4 fr.)

2431. COMMAILLE. — Traité du Contrat de mariage, suivant les principes du Code civil, par l'auteur du *Nouveau Style des notaires* (COMMAILLE). — 2 vol. in-8. (10 fr.)

2432. DALLOZ. — Traité du mariage et du contrat de mariage, par DALLOZ. — 1 vol. in-4. *Paris*, 1834. (16 fr.)

Ce traité a été extrait de la *Jurisprudence générale* de DALLOZ.

2433. DELMAS. — Du Mariage et du Contrat de mariage, par Ch. DELMAS, av. — In-8, 129 p. *Albi*, impr. Desrue, 1873. (3 fr.)

2434. DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Traité du Contrat de mariage. — 1 vol. in-8, 1872.

Forme le t. VI du *Cours analytique du Cod. civ.* — V. sup. n° 106.

2435. ODIER. — Traité du Contrat de mariage et du Régime des biens entre époux, par P. ODIER, d. en d., prof. de dr. civ. à l'Acad. de Genève. — 3 vol. in-8. *Paris*, Cherbuliez; — Joubert, 1844-1846. (24 fr.; 21 fr. à la public.)

Adoptant la disposition systématique établie par le C. civ., ODIER a consacré son 1er vol., après un chapitre historique, au régime de la communauté légale, le 2e, aux modifications de ce régime, et le 3e au régime dotal. En général le traité de M. ODIER sur le Contrat de mariage se fait remarquer par l'esprit de méthode, par un plan simple et naturel, par une grande clarté d'exposition dans les principes et les conséquences qui en découlent. Le premier, il a franchement et nettement posé la distinction si importante des risques de droit commun et des risques conventionnels que beaucoup d'autres ont trop confondus dans leurs traités. Cette composition distinguée a été acceptée par les jurisc. français, comme une exposition concise et savante, comme un excellent résumé doctrinal des principes qui régissent le contrat de mariage.

Ajoutons que l'ouvrage, considéré dans sa forme extérieure, témoigne des soins apportés à la composition typographique; nous avons malheureusement trop peu d'occasions de constater ce genre de mérite pour ne pas le signaler quand il se rencontre; l'éloge ne va pas seulement à l'éditeur, il témoigne aussi en faveur de l'auteur d'une rectitude d'esprit et de goût trop dédaignée par les savants.

V. art. crit. de DEVILLENEUVE, ap. *Sir.*, *Bullet. bibl.*, 3e cah. 1847. — *Rev. Wol.* t. XXVIII, p. 113.

2436. RODIÈRE et PONT. — Traité du Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux, relativement à leurs biens. Ouvrage contenant, en outre, l'examen du droit d'enregistrement dans ses rapports avec les conventions matrimoniales; par A. RODIÈRE, prof. Fac. de Toulouse, et P. PONT, cons. C. cass. — 2e *éd.*, entièrement refondue, 3 vol. in-8. *Paris*, Delamotte (puis Cotillon), 1868-69 (1865-68). (27 fr.)

La 1re éd. a paru en 2 vol. in-8, *Paris, Cotillon*, 1847 (16 fr.). La nouvelle éd. augmentée d'un tiers environ a un fort vol. de 386 p. de plus que la précédente. Le titre du 3e vol. porte en outre : « et suivi de *formules prises dans les meilleures études de Paris.* » M. PONT a traité particulièrement le régime de la communauté et ses modifications, et M. RODIÈRE le régime dotal qui occupe la majeure partie du 3e vol. C'est peut-être le meilleur traité, le plus complet et le plus riche en solutions que nous possédions sur cette partie si difficile de notre droit civil. Les auteurs ont su mettre à profit tout ce que la doctrine et la jurisprudence leur offraient de matériaux intéressants, et ils l'ont fait avec une sagacité et une précision qui ne laissent rien à désirer. Aussi le succès le plus complet a-t-il accueilli cette publication.

V. art. crit. de P. LIÉNARD, ap. *Rev. crit.*, t. XXXV, p. 183; — d'Alph. LEFÈBVRE, ap. *J. du Not.* 6 févr. 1869. — de CHAUFFOUR, ap. *Rev. Wol.*, t. XXX, p. 366-373.

2437. TROPLONG. — Du Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux, ou Commentaire du titre V du livre III du Code civil, par TROPLONG, 1er prés. de la Cour de cass., m. de l'Inst., etc. — 3e *éd.*, augmentée d'une table alphabétique et analytique des matières. — 4 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1857. (36 fr.)

La 1re éd. a paru en 1850, sans la table alphabétique et analytique. Cette table, publiée postérieurement, en 1851 (1850), a été imprimée pour compléter le tirage de la 1re éd. — La 2e éd., de 1851, est entièrement conforme à la 1re.

Le comment. du Contrat de mariage a commencé la 2e série des œuvres juridiques de l'auteur. Dans la 1re, il continuait Toullier. Dans celle-ci, il reprend les titres du C. civ. déjà commentés par le savant professeur, dont le livre sur le contrat de mariage est bien inférieur à ses aînés.

V. art. crit. de G. MASSÉ, ap. *Rev. Wol.*, t. XL, p. 218.

V. sup. n° 91.

2438. PAILLET. — POTHIER. — Traité du Contrat de mariage, par l'auteur du *Traité des Obligations* (POTHIER), avec des notes indicatives des changements introduits par la nouvelle législation et par la nouvelle jurisprudence; suivi d'un commentaire sur les dispositions du Code Nap., etc., par M*** (J.-B.-Jos. PAILLIET). — 2 vol. in-8. *Paris*, Letellier, 1813.

2439. VENANT. — Code de la veuve, de la femme délaissée, de la femme de l'absent, de l'aliéné, de l'interdit, du prodigue, du failli, du condamné; de la femme qui est dans la nécessité de recourir à la séparation de corps ou à la séparation de biens; enfin, de la femme marchande. Divisé en deux parties, dont la 1re contient : l'exposé et le mode d'exercice des droits de la veuve, suivant ses conventions matrimoniales; ses obligations comme tutrice; son pouvoir comme mère; l'adoption ou la tutelle officieuse à laquelle elle peut recourir; les règles d'administration de ses biens et de ceux de ses enfants mineurs; les principes concernant les successions, pensions civiles ou militaires, la propriété littéraire ou artistique, l'assistance judiciaire auxquels elle peut avoir droit; enfin les libéralités qui lui sont permises ou dont elle peut être l'objet; et la seconde contient : l'exposé des droits et obligations des femmes mariées placées dans les situations indiquées plus haut; par A. VENANT, av., anc. av., etc. — 1 fort vol. in-8. *Paris*, Plon frères, 1854. (7 fr. 50.)

« Éclairer la femme sur ses droits trop fréquemment compromis; lui indiquer ses devoirs, la prémunir dans un intérêt personnel et dans celui de ses enfants, contre les conséquences

d'une fausse direction ou de sa propre erreur: tel est, dit l'auteur dans son avant-propos, le but que nous nous sommes proposé.» Il a complètement réussi, et son livre mérite qu'on ne le confonde pas avec tant de manuels du même genre, qui ont la même prétention, sans la justifier.

2440. CHOBERT. — La Législation des mines dans ses rapports avec les règles du contrat de mariage.

V. sup., n° 1030.

2441. DEFRÉNOIS et VAVASSEUR. — Traité formulaire du contrat de mariage, suivant une méthode nouvelle, plaçant la formule à côté de l'explication théorique, par DEFRÉNOIS, principal clerc de notaire, et VAVASSEUR, av. — Gr. in-8, *Paris*, Cotillon, 1865.

2442. DE MADRE. — Formulaire pour contrats de mariage, par DE MADRE, not. à Paris. — 5e *éd.*, 1 vol. in-4. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard; — Durand et Pedone-Lauriel, 1873. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1850; la 2e de 1857, elle ne contenait pas 150 formules; la 5e en donne 232; elles sont accompagnées d'observations très-précieuses et très-nettes et précédées d'une introduction contenant une appréciation très-saine des différentes combinaisons que les parties peuvent adopter; le tout forme un traité pratique et substantiel du contrat de mariage.

L'introduction a été reprod. ap. *J. du Notar.* 14, 18, 21, 25 nov. 1857.

V. BURTY. — Observations sur le formulaire pour contrats de mariage, de M. de Madre, par BURTY, not. — Ap. *J. du Not.* 7, 11, 14, 18 juill. 1860.

Art. crit. de P. LENORMAND, proc. imp. à Marseille, — ap. *Droit*, 19 nov. 1858.

2443. MICHAUX. — Traité pratique des Contrats de mariage et des actes qui en sont la conséquence, avec un grand choix de formules inédites, par Alex. MICHAUX, princ. clerc de notaire. — 1 vol. in-8, VII-604 p. *Paris*, Cosse et Marchal, 1869. (8 fr.)

Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque pratique du Notariat*, dont 3 vol. ont précédé celui-ci. Il renferme le développement complet et méthodique du Contrat de mariage. Toutes les difficultés d'un sujet aussi complexe ont été examinées avec une exactitude consciencieuse, et résolues avec le sens exercé que donne une pratique éclairée des affaires. Les livres de M. M. sont estimés, et ils le méritent.

2444. — Contrats de mariage. — Observations pratiques. — Ap. *Collection des Observat. prat. publiées par la Rev. du Notar.*, p. 265-325. — 1 vol. in-8, 1869.

2445. — Contrats de mariage. Formules des articles. — Ap. *J. du Not.*, 25 janv., 8 fév., 22 mars 1851.

B. MONOGRAPHIES.

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2446. BELLOT DES MINIÈRES. — Le Contrat de mariage considéré en lui-même, ou Commentaire sur le Ier chapitre du titre du Contrat de mariage, par BELLOT DES MINIÈRES. — In-8. *Paris*, Durand, 1855. (8 fr.)

Jung.: MARCHAND. — Sur les stipulations d'un contrat de mariage, à l'occasion du traité de M. Bellot des Minières, par MARCHAND. — Ap. *Thémis*, t. VIII, 1re part., p. 105.

2447. PAULTRE. — Contrats de mariage. Des Avantages et des ressources que peuvent présenter les différents régimes selon la situation des parties, par Eug. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1862), p. 183, 258, et t. X (1869), p. 485.

2448. SIMONNET. — De l'Influence du régime matrimonial sur la prospérité du pays; des procès auxquels donnent lieu le régime dotal et le régime de la communauté; par J. SIMONNET, d. en d., subst. à Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 344-363.

2449. BOYER. — Des Cas de nullité du contrat de mariage. Th. D. (Toulouse), par Cas. BOYER, av. — In-8, 173 p. *Toulouse*, impr. Hébrail, Durand et Cie, 1870.

2450. VIARDOT. — Des Nullités des contrats de mariage. Th. D., par VIARDOT. — In-8. *Caen*, 1868. (2 fr. 50.)

2451. ***. — Histoire des divers régimes auxquels les contrats nuptiaux sont soumis. Avantages et inconvénients de chacun de ces régimes. — Ap. *Mém. de l'Acad. des sc. mor.*, t. XXI, p. 503; t. XXV, p. 242; t. XXX, p. 388; t. XXXV, p. 411; t. XL, p. 469.

2452. LANSEL. — Contrat de mariage des officiers; formalités à remplir; par Ch. LANSEL. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 454-462.

Art. 1387.

2453. GAUTHIER. — En supposant que, le régime de la communauté étant adopté comme base du contrat de mariage, on puisse y introduire des pactes hostiles à ce régime, du moins faut-il que la dérogation soit clairement exprimée, de manière que les tiers ne puissent devenir victimes d'une équivoque. Dissertation par A. GAUTHIER, av. — Ap. *Sir.*, 1857, 2, 673 (7 col.)

A propos d'un arr. de Bordeaux, 19 févr. 1857 (Marcadier).

2454. JACQUES. — De l'Effet des conventions matrimoniales. — Les stipulations d'un contrat de mariage peuvent-elles gêner ou entraver la liberté d'autres conventions de même nature? par Ferd. JACQUES, d. e. d., proc. imp. Largentière. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 154-164.

2455. LEFEBVRE. — Contrat de Mariage. Donation. Conventions de mariage; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 13 et 16 sept. 1876.

Cass. civ. 5 juill. 1876.

Add. Exam. doct. du même arrêt, ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, 1876, p.726.

2456. *Le même.* — Quelles sont les conséquences légales de la stipulation d'un contrat de mariage par lequel le père de famille renonce au droit de disposer de la quotité disponible, et de celle par laquelle il promet l'égalité à ses enfants? — *Ibid.*, 11 nov. 1865.

2457. DIDIO. — Une femme peut-elle se rendre incapable de cautionner son mari? par DIDIO, av. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVII (1876), p. 340.

Paris, 17 nov. 1875. — Cf. le no suiv.

2458. VALETTE. — Une femme séparée de biens par son contrat de mariage peut-elle, dans ce contrat, se rendre incapable de cautionner son mari? par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Droit*, 9 mars et 9 avril 1876.

A propos du même arrêt de Paris, 17 nov. 1875.

Le second art. est une réponse à une réfutation anonyme du premier, écrite sous le titre de: « Contrat de mariage; engagement de la femme pour le mari. » — Ap. *Gaz. Trib.*, 11 mars 1876. Les 2 art. de M. V. et la réfutation ont été reproduits ap. *J. du Not.*, 15 et 22 mars et 10 mai 1876.

Add. I. Exam. doctr. d'Alph. LEFEBVRE, *ibid.*, 25 mars 1876.

II. Exam. doctr. de Ch. LYON-CAEN, ap. *Sir.*, 1876, 2, 65, égalem. reprod. *Ap, J. du Not.*, 10 mai 1876.

III. Exam. doctr. de P. de PRADINES. — Ap. *J. du Not.* 2, 12 oct. 1861.

Art. 1388-1390.

V. infr. no 2471.

Art. 1391 et 1394, et loi du 10 juillet 1850.

2459. DE FOLLEVILLE. — De la Publicité des contrats pécuniaires de mariage, d'après la loi du 10 juillet 1850, par Dan. DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 68 p. *Paris*, A. Marescq, 1872.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXII (2e 1871), p. 218-281.

En 1848, M. Hamard avait déjà présenté une proposition de loi ayant pour objet de faire connaître aux intéressés l'existence des contrats de mariage; un rapport fut fait par M. Brillier, le 20 déc. 1848. Cette proposition fut reprise en 1850 par MM. Valette, Moreau et Benoît-Champy, — V. un art. ap. *J. du Not.*, 10 janvier 1850; — et la loi fut discutée et votée les 17 févr., 2, 10 juillet 1850. Elle fut suivie d'une circulaire ministérielle du 13 nov. — M. Valette fit son rapport dans la séance du 11 juin (V. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 433). — *Sir.* 1850, 4, 149.

2460. — V. enc. sur cette loi: I. HAVARD. — Publicité des contrats de mariage. — Ap. *J. du Not.*, 29 janv. 1851.

II. BÉRARD. — Lettre à propos de cet article. *Ibid.*, 12 mars.

III. LECHEVREL. — Observations sur cette lettre. — *Ibid.*, 9 avril.

2461. HENNEQUIN. — Commerçants : contrat de mariage. Dépôt. [La loi du 10 juillet 1850 a-t-elle abrogé les articles 67 et 68 du C. de comm.?]; par E. HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 19, 23, 26 janv. 1856.

Add. Documents sur la même question. — *Ibid.*, 21, 24, janv. 1857.

Art. 1392, nos.

Art. 1393.

2462. DUTRUC. — Validité d'un contrat de mariage entre beau-frère et belle-sœur qui n'ont obtenu de dispense que longtemps après et ont contracté à nouveau un mariage régulier. Exam. doctr. par G. DUTRUC. — Ap. *Sir.*, 1860, 2, 64 (5 col.)

Paris, 9 févr. 1860. — Add. HENNEQUIN. Exam. doctr. — Ap. *J. du Not.*, 25 févr. 1860.

2463. LEFEBVRE. — Un contrat de mariage affecté d'une nullité radicale peut-il être ratifié après la dissolution du mariage et servir de base aux règle-

ments à intervenir entre les époux et leurs ayants droits? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 28 juill. 1866.

2464. BARILLET. — Du Conflit de la loi française avec les lois étrangères résultant de l'absence de stipulations relatives au régime des biens entre époux. Th. D., par BARILLET. — In-8, 1861.

2465. COIN-DELISLE. — Mariage sans contrat entre un étranger et une Française. — Communauté. Domicile de l'étranger en France. Domicile matrimonial. Ancien droit. Ce qu'on doit décider sous le droit nouveau. Exam. doctr. par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 193-206.

2466. B***. — De la Situation de la femme française mariée en France à un étranger. Absence de contrat. Communauté légale. — Ap. *J. du Not.*, 12 avril 1873, et *J. des Not. et des Av.*, suppl. avril-juin 1873.

Add. Lettre de DUCRUET, sur l'absence de contrat en général. — *Ibid.*, 19 oct. 1861.

2467. ***. — Quel est le régime matrimonial d'un Français marié à une Anglaise dont le mariage n'a été précédé que d'un contrat sous seing privé, suivant la forme anglaise? — Ap. *J. du Not.*, 6 août 1853.

Art. 1394.

V. sup. nos 2459 et s.

Art. 1395.

2468. DEMANTE, — De l'Immutabilité des conventions matrimoniales après le mariage. Examen et réfutation de la doctrine de M. Toullier, qui permet de les changer en réservant seulement à chaque époux la faculté de révoquer les conventions dérogatoires; par DEMANTE. — Ap. *Thémis*, t. VIII (1826), 1re part., p. 207-230.

2469. WASMER. — Changements après la célébration. Donation entre époux. Personne interposée. Lettre de WASMER, not. à Brumath. — Ap. *J. du Not.*, 11 juill. 1868.

Art. 1396, 1397.

2470. LEFEBVRE.—Quelles sont les conditions de validité des changements ou contre-lettres apportés à un contrat de mariage? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 27 mars, 7 et 10 avril 1869.

Art. 1398.

2471. BERTAULD. — Revue critique de la Jurisprudence sur les nullités des contrats de mariage, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Quest. prat.*, t. I, p. 465-495.

V. sup. n° 61. — Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXI (2e 1862), p. 193-206 et t. XXVI (1er 1865), p. 289-295).

2472. COMBE. — Le Contrat de mariage d'un mineur demeure-t-il valable quand le père tuteur qui y a concouru décède avant la célébration? par COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 21 juill. 1868.

2473. DEVILLENEUVE. — La nullité d'un contrat de mariage résultant de ce que l'un des futurs époux, qui était encore mineur, n'a pas été assisté des personnes dont le consentement était nécessaire pour la validité de son mariage, est-elle susceptible d'être couverte, comme la nullité du mariage lui-même, par la cohabitation des époux, continuée pendant plus d'une année après l'époque de la majorité de l'époux qui était mineur au moment du contrat? ou ce contrat est-il nul pour inobservation des formalités prescrites, et non pas rescindable pour cause de lésion? — Examen doctr., par DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1857, 1, 801 (6 col.).

Cass. 13 juill. 1857 (Charra).

2474. LEFEBVRE. — De la Validité du contrat de mariage d'un mineur, passé avec l'assistance seulement d'un délégué du conseil de famille, autorisé par lui à stipuler; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 12 et 19 fév. et 15 juin 1870.

V, aussi le *Monit. du Not. et de l'Enr.* de Belgique; reprod. par le *J. du Not.*, 11 mai 1870.

2475. TROPLONG. — Insensé. Mariage. Conventions matrimoniales. Les collatéraux peuvent-ils attaquer pour cause de démence les conventions portées dans un contrat de mariage? par TROPLONG, cons. C. Cass. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXI (1844), p. 53-62.

Cette dissertation, sur une question neuve alors, a été écrite à l'occasion d'un pourvoi dont le savant magistrat avait été rapporteur, mais qui a été arrêté par un désistement. Il en a reproduit la substance dans son *Comm. du Contr. de mar.*, t. 1er, nos 289 et suiv.

2476. VALABRÈGUE. — Une personne pourvue d'un conseil judiciaire peut-elle faire, sans son assistance, une donation par contrat de mariage à son futur conjoint? par Ern. VALABRÈGUE, j. sup^t à Grenoble. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIV (2^e 1867), p. 291-299.

CHAPITRE II. — DU RÉGIME DE COMMUNAUTÉ.

2477. BATTUR. — Traité de la Communauté des biens entre époux, par G. BATTUR. — 2 vol. in-8. *Paris*, Th. Barrois, 1829. (16 fr.)

Le prospectus avait été publié chez Roret, 3/4 f. in-8, 1829.

2478. NEUSS. — Theorie von der ehelichen Gütergemeinschaft, par J.-M. NEUSS. — In-8. *Dusseldorf*, 1809.

2479. TERLINDEN.—Systematische Darstellung der Lehre von der Gütergemeinschaft unter Eheleuten, nach Anleitungen des Napoleonischen Gesetzbuchs, par R.-F. TERLINDEN. — In-8, *Munster* et *Leipsick*, 1810.

Art. 1399.

2480. DE NEYREMAND. — Communauté conditionnelle. Peut-on valablement stipuler dans un contrat de mariage une communauté conditionnelle? Une pareille clause n'est-elle pas prohibée par l'art. 1399 du C. Nap.? — Plus particulièrement, peut-on convenir que la communauté d'acquêts, adoptée par le contrat, sera convertie en communauté universelle en cas de survenance d'un événement déterminé, comme, par exemple, le prédécès des père et mère des époux? par DE NEYREMAND, prés. à Altkirch. — Ap. *Rev. prat.*, t. III (1^er 1857), p. 120-124.

V. enc. sup. sous l'art. 1393

2481. PAULTRE. — Communauté de biens. Observations pratiques. — Ap. Collection des *Observ. prat.*, etc., p. 210-261.

Cf. sup., n° 2444.

PREMIÈRE PARTIE. — *De la Communauté légale.*

2482. BENOIST. — De la Communauté légale. Th. D., par BENOIST. — In-8. *Paris*, 1868.

2483. JOUSSET. — Du Régime de la Communauté légale, par JOUSSET, d. e. d., juge à Laval. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2^e 1864), p. 64-73.

A propos d'une pétition tendant à exclure les meubles de la communauté légale.

Art. 1400, n^s.

SECTION I^re. — *De ce qui compose la Communauté activement et passivement.*

2484. MAILLEFER. — Des Propres sous le régime de la communauté. Th. D. (Nancy), par MAILLEFER. — In-8, *Nancy*, 1872.

2485. RIBÉREAU. — Des Propres des époux sous la communauté légale. Th. D. (Toulouse), par RIBÉREAU. — In-8, *Toulouse*, 1865.

§ 1^er. *De l'Actif de communauté.*

Art. 1401.

2486. — Lorsque l'un des époux mariés sous le régime de la communauté légale possédait, à l'époque du mariage, un droit indivis dans une succession, quelles sont les choses provenant de cette succession qui tombent dans l'actif de la communauté, et quelles sont les choses qui en sont exclues? — Ap. *J. du Not.*, 22 avril 1846.

Art. 1402-1406, n^s.

Art. 1407.

2487. FLACH. — De la Subrogation réelle, par Jacques FLACH, av., d. e. d. Ouvrage couronné par la Fac. de dr. de Strasbourg. — In-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870. (4 fr.)

V. enc. inf. n° 2512, et sous l'art. 1471, *Question des reprises.*

Art. 1408.

2488. BABINET. — Du Retrait d'indivision, par BABINET. — Ap. *Rev. Fœl.* t. XII, p. 682.

2489. BÉRARD DES GLAJEUX.—L'article 1408 du C. Nap. est-il applicable lorsque l'acquisition faite pendant le mariage de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis n'a pas fait cesser l'indivision? par BÉRARD des GLAJEUX, subst. à Versailles. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXVI (1^er 1865), p. 460-468.

Cf. avec les n^os suiv.

2490. DESHAYES. — Théorie du retrait d'indivision. Th. D. (Caen), par DESHAYES. — In-8, *Caen*, 1867.

2491. MARCADÉ. — Observations sur le retrait partiel d'indivision, d'après l'article 1408 C. civ., par V. MARCADÉ, anc. av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 528-541.

Cette étude répond à l'examen doctr. d'un arrêt de Cass. du 10 juill. 1850, par M. PONT, qui à son tour a répliqué à M. MARCADÉ à propos d'un arrêt de Douai, du 15 janv. 1852. V. le n° suiv.

2492. PONT. — A quelles conditions l'acquisition d'un immeuble dont l'un des époux était déjà propriétaire par indivis avec des tiers constitue-t-elle un propre ? Spécialement : faut-il que cette acquisition fasse cesser l'indivision ? Exam. doctr., par PONT, d. en d., juge à Chartres. — Ap. *R. crit.*, t. I (1851), p. 203-208, et t. II (1852), p. 513-523.

V. l'art. précéd.

2493. ***. — Le mari peut-il acquérir, à titre de remploi ou d'échange, une portion d'un immeuble dont la femme est propriétaire par indivis? — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1866, art. 18423.

§ 2. *Du Passif de la communauté et des Actions qui en résultent contre la communauté.*

2494. GENTY. — Du Passif de la communauté. Th. D., par Fréd. GENTY, av. — In-8, *Paris*, Pichon, 1872.

2495. MASCAUX. — Des droits des créanciers de la femme mariée sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle. Th. D., par H. MASCAUX. — In-8, *Paris*, 1866.

2496. NOLLEVAL. — Du Passif de la communauté. Th. D., par NOLLEVAL. — In-8. *Paris*, 1854.

2497. TACHARD. — Du droit de poursuite des créanciers de la femme. Th. D. (Toulouse), par TACHARD. — In-8, *Toulouse*, 1870.

2498. THIRIOT. — Du Passif de la communauté. Th. D., par Ch. THIRIOT, av. — In-8. *Paris*, impr. de Mourgues, 1856.

Art. 1409-1410, n[t].

Art. 1411.

V. sup. n° 1538.

Art. 1412-1413.

2499. MÉLINE. — Inventaire; récoltes; labours et semences; par MÉLINE, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. I[er], p. 194; t. V (1864), p. 492-504, 577-594.

Ces art. ont été réunis ap. *Collection des Observations pratiques*, p. 643-673. In-8, *Paris*, Bureau de la *Revue du Not.*, 1869.
Cf. inf. n°s 2518 et 2519.

Art. 1414-1418, n[t].

Art. 1419.

2500. COIN-DELISLE. — I. Revue de Jurisprudence. (Nonobstant la solidarité stipulée par la femme commune et la condamnation solidaire des époux, le créancier ne peut, durant la communauté et en cas d'appel du mari de cette condamnation, poursuivre la femme sur les biens de la communauté. Examen doctr.); par COIN-DELISLE. — Ap. *Gaz. Trib.*, 15 nov. 1854.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 18 et 22 nov. 1854. — Paris, 18 oct. 1854. — Question neuve. DEVILLENEUVE a inséré des observations sur cet arrêt et sur la dissertat. de COIN-DELISLE, ap. *Sir.*, 1855, 2, 81 (4 col.).

II. — Communauté. Obligation solidaire de la femme avec le mari. Faillite. Exam. doctr. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1[er] 1856), p. 3-14.

Paris, 21 juin 1855. Cet art. complète le 1[er]. — *Sir.*, 1855, 2, 512.

Art. 1420, n[t].

SECTION II. — *De l'Administration de la communauté, et de l'Effet des actes de l'un ou de l'autre époux relativement à la société conjugale.*

Art. 1421.

2501. JOZON. — De la Capacité nécessaire pour convertir les titres nominatifs en titres au porteur; [est-ce un acte d'aliénation ou un acte d'administration?] par P. JOZON, av. C. cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII (1872), p. 321.

Art. 1422.

2502. LEFEBVRE. — Est-il dû récompense à la communauté à l'occasion des primes d'assurance sur la vie au profit des héritiers du mari ou autres payés par celui-ci des deniers de la communauté ? par Alph. LEFEBVRE, av. C.

cass. — Ap. *J. du Not.*, 14, 18 nov. 1868.

Paris, 5 avril 1867.— *Sir.* 1867, 2, 249. Réquis. de l'av. gén. DESCOUTURES (3 col.) et note (3 col.).

Add. un autre article du même, *ibid.*, 10 août 1834.

V. enc. inf. *Contrats aléatoires,*

Art. 1423.

2503. HENNEQUIN.—Du Legs d'un objet de la communauté fait après sa dissolution et avant le partage; par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 3 et 7 août 1861.

Paris, 6 mai 1861 (de Saulty). Add. note de DUTRUC. Ap. *Sir.*, 1861, 2, 321 (2 col.).

Art. 1424-1427, nˢ.

Art. 1428-1430.

2504. FÉTIS. — Des Droits du mari sur les biens personnels de la femme sous le régime de la communauté; par FÉTIS. —In-8. *Bruxelles*, 1853. (3 fr.)

2505. PAUL. — Exposé théorique et pratique des droits du mari et de ses créanciers sur les biens de la femme, suivi d'une indication de la jurisprudence sur la matière; par PAUL, av., d. en d. — Br. in-8. *Paris*, Guilbert; *Lyon*, 1847. (*Rare.*)

2506. ***.—Lorsque le mari a aliéné seul un immeuble de la femme, celle-ci peut-elle, après avoir accepté la communauté, revendiquer cet immeuble en totalité?—Ap. *J. du Not.*, 14 nov. 1846.

Art. 1431, 1432, nˢ.

Art. 1433-1435.

2507. COSTARD. — De l'Effet de la clause de Remploi sous le régime de la communauté légale, par COSTARD, d. en d., av. à Vire. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 410-430.

2508. LABBÉ. — Du Remploi, par J.-E. LABBÉ, agrég. Fac. de Paris. — Br. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1857.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. IV (2e 1857), p. 51-62, et inséré ap. *Dissertations*, etc. V. sup., nº 77.

2509. LEFEBVRE. — De l'Acquisition en Remploi. Th. D. (Toulouse), par LEFEBVRE. — In-8, *Toulouse*, 1878.

2510. MARTIN. — Du Remploi sous le régime de la communauté. Th. D., par J. MARTIN. — In-8, *Saint-Germain-en-Laye*, 1873.

2511. WEBER. — Du Remploi sous le régime de la communauté. Th. D. (Strasbourg), par E.-Alf. WEBER. — In-4, *Strasbourg*, 1859.

2512. N. GAILLARD. — L'Immeuble acquis pendant le mariage par l'un des époux, avec les deniers qui lui étaient déclarés propres, devient-il propre de cet époux comme subrogé aux deniers propres, ou tombe-t-il dans la communauté comme acquêt? Réquis. de l'av. gén. NICIAS GAILLARD. — Ap. *Sir.*, 1849, 1, 417 (4 col.).

Cass. 21 mars 1848. Add. note de DEVILLENEUVE (2 col.). — Autre note, ap. *Dall.* 1849, 1, 650 (2 col.).

Add. I. THIERCELIN. — Exam. doct. de Paris, 21 févr. 1868. — Ap. *Dall.*, 1868, 2, 49 (5 col.). — II. GAUTHIER. Exam. doctr. de Cass. 16 juill. 1856. — Ap. *Sir.*, 1856, 1, 865 (5 col.).

2513. LEFEBVRE. — Communauté. Récompense. Succession. Licitation. Combinaison des art. 883 et 1433 C. civ., par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 22 juillet 1865.

Cet article est une réponse à un travail de M. H. BOSCH, av. à Bruxelles, inséré, ap. *Monit. du Not. et de l'Enr. de Belgique.* 9 juillet 1865.

2514. TESSIER. — Dissertation sur l'acceptation de l'emploi par la femme; par H. TESSIER. — 1 vol. in-8, *Bordeaux*, impr. Ve Crugy, 1856.

2515. VAVASSEUR. — De la Stipulation d'emploi des capitaux dans les contrats de mariage, par VAVASSEUR, av. — Ap. *J. du Not.*, 9 janv. 1850.

Add. CAQUOT. Lettre à propos de cette dissert. — *Ibid.*, 16 janvier.

2516. ***. — Les époux peuvent-ils, en faisant une acquisition, stipuler valablement que le bien acquis tiendra lieu de remploi à tel bien de la femme qu'ils se proposent d'aliéner?— Ap. *J. du Not.*, 1er août 1846.

Art. 1433-1439.

2517. MENNESSON. —Essai sur les Récompenses sous le régime de la communauté légale (art. 1433 à 1439), par MENNESSON, d. e. d., av. à Laon. — 1 vol. in-8, 23 ff. *Laon*, Oyon; *Paris*, Cosse, 1853. (7 fr., coté 5 fr. à la publ.)

Ouvrage sérieux, complet et bien écrit. L'auteur y traite, entre autres, à fond la question des reprises.

V. enc. inf. sous les art. 1470 et 1471.

V. enc. Rapport de M. GRELLET, Prés. à Laon, ap. *Rec. soc. Acad. de Laon*, 1853; reprod. en partie ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 83.

Art. 1436-1437.

2518. CHARPENTIER. — Est-il dû récompense à la communauté pour les labours et semences des terres propres aux époux, à l'époque de la dissolution du mariage? — En cas d'affirmative, le survivant des père et mère ayant la jouissance légale des biens de ses enfants mineurs, est-il tenu de faire compte de l'indemnité dont il s'agit? Dissertation, par CHARPENTIER, not. à Bucy.— Ap. *J. du Not.*, 4 janv. 1860.

Cf. sup. n° 2499.

2519. HÉAN. — La communauté a-t-elle droit à une récompense pour les frais de labours et de semences faits sur les immeubles propres aux époux avant le décès de l'un d'eux, lorsque la récolte est encore pendante au moment du décès? En un mot, faut-il écarter ici les dispositions de l'art. 585 du C. Nap.? par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXX (1er 1870), p. 310-325.

2520. COMBE. — Rente viagère créée avec les deniers de la communauté et stipulée réversible sur la tête du survivant.—Récompense à la communauté; par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 26 mars 1860.

Cass. 16 déc. 1867.

2521. PONT. — I. Revue critique de la Jurisprudence. Communauté. Rente viagère. Constitution sur la tête des deux époux. Réversibilité. Récompense; par P. PONT, cons. C. cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. V (1876), p. 817-825.

— II. Communauté. Rente viagère. Donation. Biens communs. Renonciation. Récompense.—*Ibid.*, t. VI (1865), p. 161-170.

Paris 19 févr. 1864.

V. enc. *du même :* Examen doctrinal, ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 9-18, et MIMEREL. *Ibid.*, t. III, p. 851-856.

Add. MOURLON, exam. doct. de Paris 19 févr. 1864 (Lapaume), ap. *Dall.* 1865. 2, 73 (6 col.).— LABBÉ, exam. doctr. du même arrêt, ap. *Sir.*, 1865, 2, 4 (4 col.), et *Sir.*, 1863, 2, 4, note anon. (3 col.).

2522. VAVASSEUR. — Rente viagère. Réversibilité; par A. VAVASSEUR. — Ap. *J. du Not.*, 14 et 18 oct. 1865.

(Lorsque les époux communs en biens aliènent conjointement un capital ou un immeuble de communauté moyennant une rente viagère réversible au profit du survivant, cette convention au regard des époux constitue-t-elle une libéralité mutuelle, pour laquelle le survivant devrait récompense à la communauté ou est-ce un contrat aléatoire à titre onéreux?)

2523. VERDIER. — Communauté entre époux. Rente viagère. Réversibilité; par Fern. VERDIER, av. à Nîmes, anc. mag. — Ap. *Rev. prat.*, t. XLI (1er 1876), p. 5-63.

2524. VERNET. — Communauté d'acquêts. Caractère des arrérages d'une rente viagère. Récompense. Revue critique de la Jurisprudence de la Cour de Cassat., par P. VERNET. — Ap. *Bull. des Trib.* 1863. p. 577.

Cass. 13 juillet 1863. — Add. *Dall.*, 1863, 1, 393, Rapport du cons. CALMÈTES (2 col.), et note crit. (3 col.).

Cf. sup., sous l'art. 1098, et infr., *Contrats aléatoires, Assurances sur la vie.*

2525. HOMO. — Communauté. Immeubles propres. — Amélioration. Récompenses. — Comment doit être calculée l'indemnité due par l'époux dont l'immeuble propre a, pendant le mariage, reçu des augmentations ou des améliorations aux dépens de la communauté? (art. 1437); par HOMO. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 641-657.

2526. LABBÉ. — Les revenus d'un immeuble appartenant en propre à l'un des époux en société avec un tiers constituent-ils de véritables fruits, même pour la portion affectée à l'amortissement du prix de cet immeuble par l'acte de société antérieur au mariage? L'époux propriétaire doit-il récompense à la communauté des sommes par lui employées à la libération de son immeuble propre, avec intérêts du jour de la dissolution de la communauté? Exam. doctr., par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1873, 1, 5 (6 col.).

Cass. 20 août 1872 (Riottot).

2527. PAULTRE. — Liquidation. Communauté. Impenses voluptuaires ou autres; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 741-752.

Art. 1438.

2528. COMBE. — Dot. Imputation sur la succession du premier mourant. Rapport à succession; par L. COMBE.—Ap. *J. du Not.*, 11 déc. 1869.

Cette question peut se présenter sous deux aspects : 1° Celui de l'action résultant de la consti-

tution de dot (art. 1438). 2° Celui du rapport à la succession du prédécédé (art. 843). C'est surtout au premier point de vue qu'elle est examinée par M. COMBE.

V. sup. sous l'art. 843.

V. enc. inf. sous les art. 1470-1472.

Art. 1439, 1440, n[t].

SECTION III. — *De la Dissolution de la Communauté et de quelques-unes de ses suites.*

2529. LEVÉ. — De la Dissolution de la communauté légale et de quelques-unes de ses suites, par A. LEVÉ, d. en d. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 257-271.

Art. 1441, n[t].

Art. 1442.

2530. BRESSOLLES. — Usufruit légal. Déchéance. Inventaire. — L'art. 1442 du C. civ., qui, dans le cas de dissolution de la communauté par la mort de l'un des époux, prononce contre le survivant la déchéance de l'usufruit légal sur les biens de ses enfants mineurs pour défaut d'inventaire, doit-il être limité au régime de la communauté, ou bien peut-il être appliqué sous tout autre régime matrimonial? par G. BRESSOLLES, prof. sup. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXII (2e 1848), p. 301-311.

Réponse au 1er des art. suiv.

2531. PONT. — I. Usufruit légal. Déchéance. Inventaire; par P. PONT, d. en d., av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXX (3e 1847), p. 37-54.

— II. Usufruit légal. Déchéance. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 600-616.

Art. 1443-1455.

2532. DUFOUR (DE SAINT-PATHUS). — Traité de la Séparation de biens, où sont considérés ses effets relativement au commerce, par des formules d'actes à faire et de jugements à rendre en cette matière; par DUFOUR (de Saint-Pathus), etc. — In-12, 11 ff. *Paris*, Longchamps, 1812.

2533. DUTRUC. — Traité de la Séparation de biens judiciaire, dans lequel sont exposés simultanément, au point de vue de la doctrine et de la jurisprudence, les principes de droit et les règles de la procédure; par Gust. DUTRUC, av., etc. — In-8, 25 ff. 1/4. *Paris*, Cosse, 1853. (7 fr.)

C'est le seul ouvrage où l'on trouve groupés, en un ensemble complet et suivant l'ordre logique des idées, tous les développements que comporte le sujet. Il est divisé en quatre parties : 1° de la demande de séparation de biens; 2° du jugement; 3° des effets; 4° de la cessation de la séparation. En réunissant dans un seul cadre tous les principes de la matière, dont le plus grand nombre, posés comme en passant par le législateur, sont encore dans le domaine de la controverse, l'auteur a fait une œuvre utile qui témoigne de recherches consciencieuses, et est traitée d'une façon complète.

2534. OBISSIER. — Séparation de biens sous le régime de la communauté, explication des art. 1443-1452 du C. Nap., précédée d'un commentaire du titre : *Soluto matrimonio dos quemadmodum petatur;* par OBISSIER, av. — In-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1866. (4 fr.)

Thèse de D. modifiée.

2535. DE FOLLEVILLE. — De l'Interdiction considérée comme cause de séparation de biens judiciaire, par Daniel DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 32 p. *Paris*, Cotillon et fils; — Thorin, 1870.

Extr., avec modifications, de la *Rev. crit.* où cette dissert. a paru sous le titre suivant : Causes de séparation de biens. Interdiction du mari. — L'interdiction, soit judiciaire, soit légale du mari, peut-elle être considérée comme constituant à elle seule une cause suffisante de séparation de biens? — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 481-508.

A propos d'un arrêt de Lyon du 11 nov. 1869. — Add. Réquis. de l'av. gén. de PRANDIÈRE, ap. *Sir.*, 1870, 2, 3 (4 col.).

2536. VALABRÈGUE. — Étude sur la Séparation de biens judiciaire. — L'état d'imbécillité ou de démence du mari est-il, par lui-même et en dehors de toute autre circonstance, une cause nécessaire de séparation de biens? par Ern. VALABRÈGUE, juge à Aix. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 218-234.

2536 *bis*. Thèses de Doctorat :

1. BOURSE. — De la Séparation de biens judiciaire, in-8, *Paris*, 1863.
2. CORTYL. — *Do*, in-8, *Paris*, 1869.
3. DELAMARE. — *Do*, in-8, 1869.
4. DUVERGER. — *Do*, in-8, 1870.
5. GUNZERT. — *Do*, in-8, *Strasbourg*, 1856.
6. PASSEZ. — *Do*, in-8, *Paris*, 1874.
7. RICHARD. — *Do*, in-8, *Poitiers*, 1855.
8. TABARY. — *Do*, *Paris*, 1866.
9. THOMAS. — *Do*, in-8, *Strasbourg*, 1861.
10. TRENTY. — *Do*, in-8, 270 p., *Paris*, 1866.
11. WENCKER. — *Do*, in-8. *Grenoble*, 1876.

Art. 1444.

2537. HENNEQUIN. — De l'Exécution du jugement de séparation de biens. Affectation hypothécaire; par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 12, 15, 19 juin 1861.

Limoges, 24 avril 1860.

2538. ***. — Le Jugement, même celui rendu par défaut contre le mari sans opposition ni appel, et prononçant la séparation de biens, a acquis l'autorité de la chose jugée quand, après l'accomplissement des formalités de l'art. 872 C. proc. c., l'exécution a été commencée par des poursuites faites dans la quinzaine du jugement, ainsi que le prescrit l'art. 1444 C. civ. Peu importe qu'il y ait eu pendant un an interruption des poursuites. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIII, art. 2187.

Art. 1445.

2539. COIN-DELISLE. — La Séparation de biens, conséquence de la séparation de corps, rétroagit-elle au jour de la demande? Exam. doctr., par COIN-DELISLE.—Ap. *R. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 18-31.

Cass. réq. 20 mars 1857.

2540. THIERCELIN. — Les Effets de la séparation de biens remontant au jour de la demande, les dettes postérieures sont-elles à la charge du mari? Exam. doctr., par THIERCELIN. — Ap. *Dall.*, 1861, 2, 25 (5 col.).

Paris, 27 déc. 1860. — Add. Exam. doct. de DEVILLENEUVE sur Cass. 20 mars 1855. Ap. *Sir.*, 1855, 1, 401 (4 col.).

Art. 1446 à 1448, nt.

Art. 1449.

2541. DUPONT. — De la Capacité de la femme séparée de biens. Th. D., par DUPONT. — In-8. *Paris*, 1874.

2542. VALABRÈGUE. — De la Capacité de la femme dotale séparée de biens. Th. D., par VALABRÈGUE. — In-8, *Paris*, 1870.

2543. BRIVES-CAZES. — Séparation de biens. — Les dettes contractées par la femme séparée de biens, pour les besoins et dans les limites d'une sage administration, et les condamnations prononcées contre elle à raison de ces dettes, peuvent-elles être poursuivies et exécutées, même sur ses immeubles, pendant comme après le mariage? par BRIVES-CAZES, d. en d., j. suppl. à Bordeaux. —Ap. *Rev. Wol.*, t. XLIII (1er 1852), p. 113-121.

2544. DUTRUC.— DE RAYNAL.— Les obligations contractées, avant sa séparation de biens, par la femme dotale peuvent-elles, après la séparation, être exécutées sur aucune partie des fruits et revenus de ses biens dotaux? Réquis. de l'av. gén. DE RAYNAL. — Ap. *Sir.*, 1864, 1, 201 (6 col.); et ap. *Dall.*, 1864, 1, 206 (6 col.).— Exam. doctr., par DUTRUC. Ap. *Sir.*, *ibid.* (4 col.).

Cass. ch. réunies, 7 juin 1864 (Daullioulles). Le même recueil donne des extr. des plaidoiries. — Add. I. GALOPIN, — LEFEBVRE: Plaidoiries, ap. *Bullet. du Trib.*, 1864, p. 374.

II. Exam. doctr. ap. *Dall.*, *loc. cit.* (4 col.). Dans cette aff. l'arrêt d'Aix, 20 juill. 1858, fut cassé le 28 juin 1859, et l'affaire revint sur nouveau pourvoi devant la Cour de Cass. qui statua le 7 juin 1864. — Cf. le n° suiv.

2545. HENNEQUIN. — Les Obligations contractées par la femme antérieurement à la séparation de biens peuvent-elles être exécutées, après cette séparation, sur la portion des revenus du fonds dotal qui excède les besoins du ménage? par HENNEQUIN, av.—Ap. *J. du Not.*, 14, 18 août 1858; 10, 13 août 1859.

Aix, 20 juil. 1858 et Cass. 28 juin 1859 (Daullioulles). Cf. le n° précéd.

Art. 1450 et 1451, nt.

Art. 1452.

V. sup. n° 579-583, 1914 et suiv.

SECTION IV. — *De l'Acceptation de la Communauté, et de la Renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.*

Art. 1453 à 1464, nt.

Art. 1465.

2546. ANCELLE. — Partage. Liquidation. Indemnité de nourriture et droit d'habitation accordés à la veuve commune en biens; par Ch. ANCELLE, principal clerc de not. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. V (1864), p. 833-839.

Art. 1466, nt.

SECTION V. — *Du Partage de la Communauté après l'acceptation.*

Art. 1467.

2547. BOULAY. — Des Opérations préliminaires au partage de la commu-

nauté légale après l'acceptation. Th. D., par Stan. BOULAY, av. — In-8, 235 p. *Paris*, Pichon, 1874.

2548. GOUDINEAU. — Du Partage de la communauté. Th. D., par GOUDINEAU. — In-8, *Paris*, 1859.

2549. MICHAUX. — Traité pratique des Liquidations et Partages de communauté, de succession et de société, etc., par A. MICHAUX.

V. sup. n° 1589.

2550. TILLARD. — Des Actes dissolutifs de communauté, ou des actes de partage et de leurs variétés; par L. TILLARD.

V. sup. nos 1397, 1410 et 1591.

§ 1. *Du Partage de l'Actif.*

Art. 1468.

2551. LABBÉ. — Les époux ne sont respectivement créanciers ou débiteurs de la communauté que d'après le résultat de la balance établie entre le total des reprises et celui des récompenses. Examen doctr., par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1872, 1, 313 (6 col.).

Cass. 15 mai 1872 (Daviel).

Art. 1469.

2552. BEUDANT.—Est-il dû récompense par le mari ou ses héritiers de la donation par lui faite en biens communs à son enfant du premier lit, à titre de simple libéralité et non à titre de constitution de dot? Exam. doctr., par Ch. BEUDANT. —Ap. *Dall.*, 1870, 1, 5 (6 col.).

Cass. civ. 23 juin 1869 (Margerin).

Art. 1470-1472.

2553. ANCELOT. — Études sur les Reprises et Prélèvements. Communauté conventionnelle. Reprise en nature du mobilier propre. Droit de disposition du mari. Prélèvement des valeurs réalisées au profit de la femme. Concours avec les créanciers de la communauté; par ANCELOT, d. en d., av. gén. à Riom. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLVI (1853), p. 356-375; *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 917-926; t. V (2e 1854), p. 260-291; t. VI (1er 1855), p. 408-431; t. IX (2e 1856), p. 411-433.

Cette étude commencée dans la *Rev. de législ. et de jurispr.* de M. Wolowski, a été continuée dans la *Rev. crit.*, quand les deux recueils ont été réunis.

2554. BONNEVILLE. — Des Récompenses et Reprises des époux sous le régime de la communauté légale. Th. D., (Paris), par P. BONNEVILLE. — In-8, 169 p. *Meulan*, impr. Masson, 1874.

Monographie distinguée.

2555. BERTAULD. — Le légataire des valeurs mobilières d'une femme mariée sous le régime de la communauté ne peut réclamer le montant des reprises de la testatrice sans déduire les récompenses dont elle est tenue. Ces récompenses ne sont pas une dette qui doive être répartie proportionnellement sur les meubles et sur les immeubles de la succession; par A. BERTAULD. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII, (1872), p. 5-12.

2556. CASSELEUX. — Donation entre époux de biens meubles. Nature des reprises matrimoniales. Mode d'exercice de ces reprises. Conséquences du défaut de stipulation sur ce point. Formules; par CASSELEUX, anc. not. — Ap. *J. du Not.*, 8, 22 janv., 22 fév. 1868.

Jung. Objections de DRAPEAU, not. — *Ibid.*, 22 janv.

2557. COSSART. — Des Reprises et Prélèvement après la dissolution de la communauté. Th. D., par COSSART. — — In-8, *Douai*, 1874.

2558. VAVASSEUR. — L'époux marié en communauté et dont l'immeuble propre a été aliéné moyennant une rente viagère, a-t-il droit à une reprise quelconque sur la communauté? Que décider si la vente a eu lieu moyennant un prix principal converti par le contrat même en une rente viagère? par VAVASSEUR. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1866, art. 18619.

Art. 1471.

Question des reprises de la femme commune.

Cette question est célèbre dans les annales de la jurisprudence; elle a pendant quelques années passionné la doctrine et les cours. A l'origine elle ne parut pas douteuse, jusqu'au jour où M. Troplong, dans son commentaire du *Contrat de mariage*, professa que la femme, même renonçante, exerce ses reprises à titre de *propriétaire*, et non de créancière. La Cour de Cassation, adoptant cette doctrine, la consacra nettement dans deux de ses arrêts du 15 févr. 1853 et 11 avril 1854. Cette nouveauté rencontra dans le monde savant et dans les cours

souveraines, aussi bien que dans la pratique des affaires une résistance des plus vives. La pression de l'opinion, en même temps que la puissante autorité du proc. gén. Dupin, l'amena, après des débats solennels et un examen approfondi, à désavouer sa nouvelle jurisprudence dans un arrêt désormais célèbre, rendu en chambres réunies, les 16 janv. 1858, à l'occasion d'une espèce, d'un intérêt pécuniaire fort médiocre d'ailleurs (arrêt Moinet).

I. Doctrine.

a. Nature mobilière ou immobilière des reprises.

2559. COIN-DELISLE.—Dissertation sur la nature des Prélèvements pour reprises, en matière de communauté; par Coin-Delisle, av. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII (1846), p. 657.

Cette dissert. a également été insérée, ap. *Sir.*, 1846, 2, 306 (8 col.) et ap. *Dall.* 1846, 2, 97 (6 col.). — C'est une consultation sur le point de savoir si, pour déterminer la nature mobilière ou immobilière des reprises que les époux ont à exercer sur la communauté, pour le prix de leurs propres aliénés, il faut avoir égard à la nature de ces propres ou au contraire à celle des biens de communauté prélevés par l'époux créancier. — La cour de Paris, devant laquelle la question s'est présentée, l'a résolue par arrêt du 21 février 1846.

2560. LEFEBVRE. — Reprises matrimoniales. Caractère mobilier ou immobilier; par Alph. Lefebvre, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 13 janv. 1872.

2561. MARCADÉ.— De la Nature légale des reprises de communauté. Examen d'une doctrine de M. Troplong, par V. Marcadé. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 206; et *Rev. Crit.* t. II, p. 577-592.

2562. MÉLIN.—Communauté conjugale. (Principes d'après lesquels s'exercent les reprises des époux), par L. Mélin. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 171-182.

2563. NACHET. — Lorsque des immeubles existant à la dissolution de la communauté ont été vendus par licitation, le prix se trouve subrogé aux immeubles et fait partie des reprises immobilières, de la femme. — Rapport du cons. Nachet.—Ap. *Sir.*, 1854, 1, 385 (6 col.).

2564. PONT. — Examen de la jurisprudence sur la nature de l'action en reprise ou remploi des biens de l'un des époux aliénés ou consommés pendant le mariage; par P. Pont, cons. à Paris.— Ap. *Rev. crit.*, t. XIX (2e 1861), p. 481-490.

2565. TAUDIÈRE. — De la Nature du droit aux prélèvements et reprises de la femme commune. Dissert. doct. (Poitiers), par Paul Taudière, av. — In-8, *Poitiers*, impr. Dupré, 1857.

b. Concours de la femme commune avec les créanciers de la communauté ou du mari.

2566. BAZOT. — Des Reprises de la femme commune, par Théoph. Bazot, av. à Château-Chinon.—Ap. *Rev. prat.*, t. III (1er 1857), p. 249-278.

2567. BENECH. — Nantissement appliqué aux droits, créances et reprises de la femme sur les biens de son mari, par Benech. — In-8, 8 ff. *Toulouse*, libr. centrale; — *Paris*, Cotillon, 1855. (3 fr.)

2568. BERTIN. — Des Reprises de la femme, par Bertin. — Ap. *Droit*, 10 janv. 1858.

2569. BOURÉ. — Des Reprises de la femme, dissert. par Bouré, av. à Beauvais. — Broch. in-8°, *Beauvais*, 1854.

2570. BRÉSILLION. — De la Nature des reprises et des prélèvements de la femme mariée sous le régime de la communauté, par E. Brésillion, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 411-434.

2571. CAQUOT.— Reprises de la femme sous le régime de la communauté. Lettres adressées au *Journal du Notariat* par Caquot, not. honor. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Brière, 1854.

Ces lettres sont extr. du *J. du Not.*, 11, 22 juin 1853 et 26 avril 1854.

Add. Une autre lettre du même, *ibid.*, 23 août 1854.— Cf. infr. n° 2586, et un art. de Havard et une lettre de M. Heu. *Ibid.*, 11 juin 1853, et art. de Combe. *Ibid.*, 7 févr. 1855.

2572. DELABORDE. — Question des reprises. Plaidoyer de Me. Delaborde devant les chambres réunies de la Cour de cassation. Audience solennelle du 12 janv. 1858. — In-8, 88 p. *Paris*, Ch. Meyrueis et Ce, 1858. (1 fr. 50.)

Cette plaidoirie a été reprod. à peu près *in extenso* dans le plus grand nombre des journaux et recueils judiciaires. V. l'art. suiv.

2573. DUPIN. — Question des reprises de la femme commune. Conclusions de M. le proc. gén. Dupin, suivies de l'arrêt de la Cour de cass. (chambres réunies), audience du 13 janv. 1858. — In-8, 28 p. *Paris*, impr. Guyot et Scribe, 1858.

Extr. de la *Gaz. des Trib.*, 15 janv. 1858.

Les débats de l'aff. Moinet ont été donnés avec de grands détails dans tous les journaux judiciaires. 1° *Droit*, 13 et 15 janvier 1858. Plaidoyers de Mes DARESTE et DELABORDE. Réquisitoire du proc. gén. DUPIN.— 2° *Gaz. des Tr.* 1 notice, 11 janvier. Extr. des plaidoiries ; 13 *d°*. Réquisit. DUPIN, 15 *d°*. — 3° *Sir.* 1858, 1, 9. Réquisit. DUPIN (12 col.). Plaid. DARESTE (7 col.). Plaid. DELABORDE, (1 col.). — 4° *Dall.*, 1858, 1, 5. Plaid. de DARESTE (10 col.). Réquis. DUPIN (10 col.). — 5° *J. du Notar.*, 20, 23 janv. 1868. Débats et observations critiques sous le titre suiv. « A quel titre la femme après la dissolution de la communauté, soit qu'elle l'accepte, soit qu'elle y renonce, exerce-t-elle les prélèvements ou reprises autorisées par les art. 1470 et 1493 du C. C. ? » — 6° *J. des not. et des av.* Réquis. du proc. gén. DUPIN, n° 16,223, 1858, p. 1.

M. le cons. SÉNÉCA a fait dans cette affaire un rapport très-remarquable, que l'on regrette de ne trouver reproduit dans aucun de ces recueils.

2574. ÉRARD. — Du Caractère des prélèvements ou *reprises* accordés à la femme par les art. 1470 et 1493 du C. Nap., par L. ERARD, av. à Belfort. — In-8, 47 p. *Belfort*, impr. Cler, 1857.

2575. ESMEIN. — De la nature des reprises dans les rapports des époux entre eux. Ancien droit français et C. civ.; par A. ESMEIN, agr. Fac. de Douai. — Ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 83-105.

2576. HAUS. — Du Prélèvement et de la Reprise de la femme sur les valeurs mobilières de la communauté, par Ed. HAUS, j. à Gand. — In-8, *Gand*, 1857. (1 fr. 50.)

2577. HENNEQUIN. — (Sur les prélèvements de la femme commune). Article de HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 19 août 1854.

Cf. nos 2571, 2578 et 2586.

Art. div. — *Ibid.*, 13, 16, 20 23 et 7 août 1856. V. inf. n° 2622.

A propos du pourvoi contre les arrêts de Caen, 10 déc. 1852 et 31 juil. 1855, et des arrêts de Cass. des 7 févr. et 16 avril 1856.

2578. JOUSSELIN. — Des Prélèvements et Reprises de la femme mariée. Monographie, par Henri JOUSSELIN, proc. imp. à Etampes. — Br. in-8, 7 ff. 1/2, *Paris*, Marescq et Dujardin, 1855. (3 fr.)

V. sur cet ouvrage, art. de HENNEQUIN, ap. *J. du Not.*, 1er déc. 1855.

2579. LEFEBVRE. — Reprises matrimoniales. Communauté. Prélèvements. Application de l'art. 1471 C. civ.; par A. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 13 et 17 janv. 1869.

2580. LEROUX. — Reprises de la femme commune. De l'influence de l'arrêt des chambres réunies du 16 janv. 1858, sur les questions dépendant de la nature des reprises entre époux, principalement au point de vue de l'enregistrement; par Alexis LEROUX, av. C. cass. — In-8, 26 p. *Paris*, impr. Cosse et Dumaine. 1858.

Extr. du *Contrôl. de l'Enr.*

2581. MANCHON.—Des Reprises des femmes des faillis. T. D., par MANCHON. — In-8, 1868.

2582. MEILLENCOURT. — Le Contrat de mariage et les droits respectifs des époux. Les droits de la femme dans la faillite du mari ; son hypothèque légale; par Jules MEILLENCOURT, syndic de faillites.— In-8, VII-96 p. *Paris*, impr. Malteste, 1869.

2583. MERVILLE. — I. Reprises de la femme commune. De la question de savoir si la femme commune, soit quelle accepte la communauté, soit qu'elle y renonce, exerce ses reprises comme propriétaire ou comme simple créancier. Réquis. de l'av. gén. MERVILLE. — Ap. *Rev. prat.*, t. I (1856), p. 145-163.

Ces conclus. remarquables ont été prises devant la Cour d'Amiens, arrêt du 6 mars 1856; elles avaient vivement frappé les magistrats, et le désir avait été manifesté qu'elles fussent publiées.

II. Des Reprises de la femme qui a renoncé à la communauté, et de la manière dont elle les exerce par rapport à son mari ou à ses représentants. — Ap. *Rev. prat.*, t. VII (1er 1859), p. 514-528.

2584. MIMEREL. — Entre eux les époux exercent leurs reprises à titre de propriété; mais vis-à-vis des créanciers de la communauté, la femme ne peut venir qu'en concours avec eux. Examen doctr. par Floris MIMEREL, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 406-420.

Cassat. 23 févr. 1853. — Caen 25 juill. 1853.

2585. NICOLIN. — Du Droit de prélèvement de la femme en matière de faillite; par NICOLIN, agréé à Dijon.— Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 549-552.

2586. PONT. — I. — Reprises. Femme. Privilége. Questions notables sur les divers régimes d'association conjugale. — La femme a-t-elle, à raison de ses reprises et prélèvements, un droit de préférence sur les biens de la communauté vis-à-vis des autres créanciers? par P. PONT, d. en d., prés. à Corbeil. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 436-453.

M. PONT s'est élevé contre la doctrine du droit de la femme de prélever ses reprises à titre

de propriétaire, dès que parut le célèbre arrêt de Cassation du 15 février 1853, et il n'a pas cessé depuis de la combattre dans de nombreux articles, qui ont été en partie reproduits par plusieurs périodiques; nous en donnons la série complète :

II. Examen doctrinal de l'arrêt du 15 fév. 1853. — Ap. *J. du Pal.*, 1853, 1, 513.

III. Communauté. Reprises. Femme. Privilége. — Questions notables sur les divers régimes d'association conjugale. — Ap, *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 522-566.

Les dissertations I et III ont été reprod.. ap. *J. du Not.*, 21 déc. 1853 ; 6. 9, 13, 16, 20, 23 sept., 4 et 7 oct. 1854.

Add. : Une courte controverse entre M. PONT et M. CAQUOT, not., à propos d'un jugement de Charolles. — Ap. *J. du Not.*, 23 août, 2 et 9 sept. 1854.

Cf. sup. n° 2571.

IV. Examen doctrinal de Bourges, 4 déc. 1854. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 398-408.

L'auteur y répond surtout à la broch. de M. JOUSSELIN, sup. n° 2578.

V. Des Reprises et Prélèvements de la femme mariée en communauté. — Ap. *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 481-536.

Cette dissertation, forme la 2e section d'une étude ou examen doctr. de la jurisprudence en matière de droits des femmes mariées. L'auteur y refute surtout le système de M. BRÉSILLION. V. sup. n° 2570. Dans la 1re partie (*Ibid.*, p. 97), il traite surtout de la subrogation dans l'effet de l'hypothèque légale de la femme mariée. Cette 1re partie a seule été tirée à part. — V. inf. *Priviléges et Hypothèques.*

VI. De la Nature du Prélèvement en matière de communauté, dans les rapports des époux entre eux ou leurs représentants. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. III (1862), p. 333-346.

A propos de l'arrêt *Moinet.*

VII. Observations critiques sur la jurisprudence de la Cour de cass. relativement au droit de prélèvement de la femme vis-à-vis des créanciers de la communauté, par rapport à ses prélèvements et à ses reprises après la dissolution de la communauté. — In-8, *Paris*, 1865.

2587. ROHAUT. — Reprises matrimoniales. Partage de communauté. Prélèvements. Créanciers. Lettres de ROHAUT, not. à Elbeuf. — Ap. *J. du Not.*, 30 av. 1853.

Cass. 15 févr. 1853. — V. enc. *Ibid.*, 20 avril 1853.

2588. ROULAND. — Réquisitoire du procureur général ROULAND devant la Cour de Paris, aff. Moinet.

Ap. *Sir.*, 1855, 2, 449 (12 col.). — *Dall.* 1855, 2, 273 (10 col.). *Gaz. Trib.*, 9 août 1855. — *Droit.* 5 et 9 août 1855. — *J. du Not.*, 11, 15 août 1855.

C'est après les remarquables conclusions de M. R. que fut rendu, dans le sens de le négative l'arrêt de la Cour de Paris, du 4 août 1855, sur le pourvoi duquel, la cour de Cass. fut enfin appelée à formuler solennellement sa jurisprudence, et à abandonner celle de ses précédents arrêts.

2589. SARRAU. — Exercice des reprises de la femme, par Edg. SARRAU. — Br. in-8, *Saint-Pierre-Martinique*, impr. Charles, 1856.

2590. SELIGMAN. — De l'Exercice des Reprises de la femme sous le régime de la communauté, vis-à-vis des créanciers de la communauté envers lesquels elle ne s'est pas obligée personnellement : *A.* en cas d'acceptation; *B.* en cas de renonciation; *C.* en cas de faillite du mari; par SELIGMAN, juge à Laon. — In-18, 50 p. *Paris*, imp. Lacour, 1857. (3 fr.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. IV (2e 1857), p. 5-50.

Add. *du même*, un art. inséré, ap. *Gaz. Trib.* 20 oct. 1855.

2591. SERRIGNY. — Observations contre la jurisprudence nouvelle de la Cour de cassation sur les Reprises de la femme mariée sous le régime de la communauté, par SERRIGNY, prof. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 162-176.

2592. TESSIER. — Du Droit de reprise de la femme sur les biens meubles de la communauté ou du mari, à raison du prix d'aliénation de ses immeubles et de ses apports en argent expressément ou tacitement réalisés. — Br. in-8, 41 p. *Bordeaux*, impr. Ve Crugy, 1857. (3 fr.)

Signé H. Tessier.

2593. THOREL-LEBLOND. — Du Droit de reprise de la femme mariée, par THOREL-LEBLOND, av. à Beauvais. — Ap. *Droit*, 10 et 11 mai 1854.

A propos de l'arrêt de cass. du 15 février 1853.

2594. VALETTE. — I. La Femme qui a renoncé à la communauté peut-elle exercer son droit de reprise sur la masse commune à titre de propriétaire et par voie de prélèvement, à l'exclusion des autres créanciers? par A. VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Droit*, 25 avril 1855.

Reprod. ap. *J. du Not.* 23 et 28 mai 1855.

II. Question des reprises de la femme. — De l'arrêt de la Cour de cass. relatif

au droit de prélèvement de la femme sur les biens de la communauté.— Ap. *Rev. prat.*, t. IV (2e 1857), p. 528-543.

A propos de l'aff. Moinet.

2595. VAVASSEUR. — I. De la Question des reprises de la femme mariée. Solution nouvelle, par A. VAVASSEUR, av., — In-8, *Paris*, Cosse, 1854.

Cf. Pont. n° 2586, III.

II. Reprises de la femme commune. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1856.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. II (2e 1856), p. 160-176; 206-221; 298-308.

2596. VIELLE. — De la Nature mobilière ou immobilière des reprises entre époux, par VIELLE, av. à Dôle. — In-8, 1853.

L'auteur a réuni cette monographie et deux autres, sous le titre de *Trilogie juridique*, in-8, *Paris*, Alph. Delhomme, 1854 (1 fr. 50). — V. sup. n° 1644.

2597. ***. — Reprises de la femme. Nature de son droit, créance ou propriété. — Ap. *J. du Not.*, 24 fév. 1855.

Extr. du *J. de l'enreg.*

2598. ***. — Très-humble supplique d'un paysan champenois qui ne veut pas que sa fille paye les dettes de défunt son mari; à M. le premier président et à MM. les président et conseillers de la Cour de cassation. — Br. in-8, *Paris*, Cosse, 1856.

Sous ce titre rustique, le paysan champenois, plus jurisconsulte qu'il n'a peut-être voulu le paraître, discute la question des reprises, dans un sens que l'intitulé de sa supplique laisse facilement pressentir, sans avoir recours aux grands moyens de l'érudition juridique, et sans même citer un texte de loi; mais il invoque la justice, l'équité, la morale, le bon sens surtout, et il le fait avec une simplicité toute naïve, et souvent spirituelle.

V. enc. sup. sur la même question le n° 2553 et inf. sous l'art. 1514.

II. JURISPRUDENCE.

2599. 1° *Arrêts qui se sont prononcés en faveur du droit de propriété et de prélèvement pour la femme.*

a. *Au cas d'acceptation.*

1. Angers, 2 déc. 1830. — Ap. *Sir.*, 1831, 2, 100, et *Coll. nouv.*, t. IX, 2, 491. — *Dall.*, *Rép.*, v° *Contrat de mar.*, n° 2399.
2. Paris, 21 févr. 1846. — *Dall.*, *Pér.*, 1846, 2, 97.
3. Grenoble, 19 juillet 1851. — *Sir.*, 1852, 2, 198.
4. Paris, 31 déc. 1852. — *Sir.*, 1852, 2, 536. — *Dall.*, 1853, 2, 59.
5. Cass. civ., 15 févr. 1853 (Goguely). *Droit*, fév. 1853. — *Dall.*, 1853, 1, 75. — *Sir.*, 1853, 1, 145; note de DEVILLENEUVE. (2 col.)
6. Douai, 8 avril 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 297.
7. Cass. 11 avril 1854 (Martin). *Droit*, 9 juin 1854. — *Dall.*, 1854, 1, 152. — *Sir.*, 1854, 1, 161, note DEVILL. (2 col.)
8. Paris, 9 févr. 1854. — *Droit*, 24 mars 1854, — *Sir.*, 1854, 2, 145.
9. D°, 2 déc. 1854. — *Droit*, 3 déc. 1854. — *Dall.*, 1855, 5, 85. — *Sir.*, 1854, 2, 686.
10. Cass. civ., 8 mai 1855 (2 arrêts : Moinet et Villet). — *Droit*, 9 mai et 22 juin 1855. — *Dall*, 1855, 1, 171. — *Sir.*, 1855, 1, 530 et 531.
11. Angers, 30 mai 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 749.
12. Metz, 12 juin 1855. — *Droit*, 16 juill. 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 321. — *Dall.*, 1855, 2, 280.
13. Paris, 4 août 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 449 (argum.).
14. D°, 23 août 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 464.
15. Bordeaux, 27 févr. 1856. — *Dall.*, 1856, 5, 81. — *Sir.*, 1856, 2, 244.
16. D°, 5 mars 1856. — *Dall.*, *ibid.* — *Sir.*, *ibid.*
17. D°, 3 juin 1856. — *Dall.*, 1856. — *Sir.*, 1856, 2, 598.
18. Orléans, 24 mai 1854. — *Droit*, 22 juill. 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 499.

b. *Même au cas de renonciation.*

1. Cass., 15 févr. 1853 (*cité plus haut*).
2. Amiens, 11 juin 1853. — *Sir.*, 1853, 2, 537.
3. Besançon, 20 déc. 1853.—*Sir.*, 1854, 2, 299.
4. Douai, 8 avril 1854 (*cité plus haut*).
5. Cass., 11 avril 1854 (*D°*).
6. Orléans, 24 mai 1854 (*D°*).
7. Cass., 8 mai 1855 (*D°*).
8. Angers, 30 mai 1855 (*D°*).
9. Metz, 12 juin 1855 (*D°*).
10. Bordeaux, 27 févr., 5 mars et 3 juin 1856 (*D°*).

c. *Sur le Droit de propriété, mais pour arriver à d'autres applications que celle du droit de prélèvement par préférence aux créanciers.*

1. Caen, 19 janv. 1832. — *Sir.*, 1841, 2, 82. — *Dall.*, *Rép.*, V° *Contrat de mar.*, n° 2381.
2. Caen, 7 juin 1848. — *Dall.*, 1850, 2, 44. — *Sir.*, 1849, 2, 565.
3. Cass. civ., 1er août 1848 (Duhoullay). — *Dall.*, 1848, 1, 189. — *Sir.*, 1848, 1, 727.
4. D°, 28 mars 1849 (Savary). — *Dall.*, 1849, 1, 97. — *Sir.*, 1849, 1, 353.
5. D°, 8 avril 1850 (Barth.). *Dall.*, 1850, 1, 135. — *Sir.*, 1850, 1, 356.
6. D°, 23 févr. 1853 (Mizelle). *Dall.*, 1853, 1, 44. — *Sir.*, 1853, 1, 373.
7. Paris, 31 mars 1853. — *Sir.*, 1853, 2, 337.
8. Bordeaux, 13 juillet 1853. — *Sir.*, 1854, 2, 148. — *Dall.* 1854, 2, 271.
9. Cass. civ., 30 mai 1853 (Deblaye). — *Dall.*, 1854, 1, 249. — *Sir.*, 1854, 1, 285; en note: Rapp. du cons. NACHET dev. la ch. des requêtes (6 col.).
10. D°, 2 janvier 1855 (Robin). *Droit*, 18 janv. 1855. — *Sir.*, 1855, 1, 10.
11. D°, 8 et 10 juillet 1855 (3 arr.: Moinet, Villet et du Blaisel). — *Sir.*, 1855, 1, 530, 531 et 532. — *Dall.*, 1855, 1, 167, 171 et 251.

2600. 2° *Arrêts qui ne reconnaissent à la femme qu'un simple droit de créance.*

a. *En cas de renonciation.*

1. Lyon, 25 juill. 1822. — *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. VII, 2, 104.
2. Cass., 22 nov. 1838. — *Sir.*, 1838, 1, 145.
3. D°, 28 août 1838. — *Sir.*, 1838, 1, 809.

4. Besançon, 23 mars 1850 (cassé par l'arrêt du 15 févr. 1853).
5. Nancy, 15 févr. 1852. — *Sir.*, 1852, 2, 545. — *Dall.*, 1852, 2, 273 (cassé par l'arrêt du 30 mai 1854. — *J. Pal.* 1852, 1, 590.

Ces trois derniers arrêts repoussent le droit de propriété, mais sans application aux prélèvements de la femme.

6. Amiens, 8 mai 1851. — *Dall.*, 1851, 2, 75. — *Sir.*, 1851, 2, 364.
7. Orléans, 18 mars 1852 (cassé par l'arrêt du 11 avril 1854).
8. Rennes, 17 juin 1853. — *Droit*, 9 sep. 1853. *Dall.*, 1854, 2, 3. — *Sir.*, 1853, 2, 529; note de DEVILLENEUVE (3 col.) et dissert. de FOUET de CONFLANS (3 col.). — *Arrêts de la Cour de Rennes*, 1853, p. 298. Exam. doctr. de GRIVART, prof. Fac. de Rennes.
9. Caen, 25 juillet 1853. — *Dall.*, 1854, 2, 1. Note (4 col.). — *Sir.*, 1854, 2, 146.
10. Paris, 13 janv. 1854. — *Droit*, 14 janv. 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 209. — *Dall.*, 1854, 2, 93.
11. Trib. de la Seine, 1er avril 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 209 (en note).
12. Paris, 6 mai 1854. — *Droit*, 9 août 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 299.
13. Rouen, 22 juill. 1854 (aff. Moinet). — *Droit*, 25 oct. 1854. — *Dall.*, 1854, 2, 212. — *Sir.*, 1854, 2, 609.
14. Bourges, ch. réun., 4 déc. 1854. — *Droit*, 10 déc. 1854. — *Dall.*, 1854, 2, 270. — *Sir.*, 1854, 2, 683.
15. Caen, 10 janvier 1855. — *Dall.*, 1855, 2, 86. — *Sir.*, 1855, 2, 273.
16. Nancy, 25 janv. 1855. — *Droit*, 9 févr. 1855. — *Dall.*, 1855, 5, 86. — *Sir.*, 1855, 2, 118.
17. Bourges, 9 mars 1855. — *Dall.*, 1855, 2. 86.
18. Dijon, 3 avril 1855. — *Dall.*, 1855, 5, 86. *Sir.*, 1855, 2, 209.
19. Paris, ch. réun., 4 août 1855 (Moinet). — *Droit*, 5 et 9 août 1855. — *Dall.*, 1855, 2, 273. — *Sir.*, 1855, 2, 449. Réquis. du proc. gén. ROULAND. V. sup. n° 2588.
20. Bourges, 20 août 1855. — *Dall.*, 1856, 2, 41.
21. Caen, 8 déc. 1855. — *Dall.*, 1856, 5, 82. — *Sir.*, 1856, 2, 593.
22. Douai, 21 janv. 1856. — *Sir.*, 1856, 2, 243.
23. Paris, 23 févr. 1856. — *Droit*, 29 févr. 1856.
24. Amiens, 6 mars 1856. — *Sir.*, 1856, 2, 243. — V. sup. n° 2583.
25. Orléans, 19 juin 1856. — *Dall.*, 1856, 5, 82. — *Sir.*, 1856, 2, 595.
26. Lyon, 25 juill. 1856. — *Droit*, 10 oct. 1856. Concl. de l'av. gén. ONOFRIO. — *Dall.*, 1856, 5, 82. — *Sir.*, 1856, 2, 596.
27. Paris, 23 août 1866. — *Droit*, 24 août 1856. — *Dall.*, *ibid.* — *Sir.*, *ibid.*
28. *D°*, 16 déc. 1856. — *Droit*, 20 déc. 1856.
29. Cass., ch. réun. 16 janv. 1858 (Moinet). — *Droit*, janvier 1855. — *Gaz. Trib.*, *d°* — *Dall.*, 1858, 1, 5. — *Sir.*, 1858, 1, 9.
V. sup. n° 2573.
30. Cass. civ., 8 févr , 1858 (Béliard). — *Dall.*, 1858, 1, 70. — *Sir.*, 1858, 1, 268.
31. Cass., 3 août 1868 (5 arrêts : divers c., Enreg). — *Dall.*, 1858, 1, 310. — *Sir.*, 1858, 1, 711 est.
32. *D°*, 24 août 1858 (2 arrêts, *d°*). — *Dall.*, 1858, 1, 350. — *Sir.*, 1858, 1, 717 et s.
33. *D°* civ., 1er déc. 1858 (Blanchy). — *Dall*, 1859, 1, 11. — *Sir.*, 1859, 1, 113.
34. *D°*, *d°*, 15 mars 1859 (Arnouts). — *Dall.*, 1859, 1, 105. — *Sir.*, 1859, 1, 193, note de MASSÉ, 2 col.
35. *D°*, *d°*, 23 août 1859 (2 arr. : Chamozzi, Froment). — *Dall.*, 1859, 1, 350. — *Sir.*, 1860, 1, 39.
36. Angers, 25 avril 1860. — *Dall.*, 1860, 2, 162. — *Sir.*, 1860, 2, 292.
37. Caen, 27 juin 1861. — *Dall.*, 1862, 2, 140.
38. *D°*, 19 juill. 1861, — *Dall*, *ibid.*
39. Orléans, 23 avril 1862. — *Dall.*, 1863, 2, 79.
40. Cass. civ., 13 déc. 1864 (d'Houdemare). — *Sir.*, 1865, 1, 89. — Rapport du cons. LABORIE (9 col.). Exam. doctr. (5 col.). — *Dall.*, 1870, 2, 25.

b. *En cas d'acceptation.*

1. Bourges, 4 déc. 1854 (*déjà cité*).
2. Dijon, 3 avril 1855 (*déjà cité*).
3. Douai. 14 févr. 1856. — *Sir.*, 1856, 1, 243.
4. Paris, 23 févr. 1856. — *Droit*, 29 févr. 1856. — *Sir.*, 1856, 1, 139 (déjà cité).
5. Caen 15 mai 1856. — *Sir.*, 1856, 2, 597. — *Dall.*, 1856, 5, 82.

c. *En cas de faillite.*

Lyon, 22 juill. 1822. — *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. VII, 2, 104.
Rennes, 17 juin 1853.
Cass., 24 janv. 1854. — *Sir.*, 1854, 1, 166. — *Dall.*, 1854, 1, 8 (déjà cité).
Paris, 8 avril 1854. — *Sir* , 1854, 2, 211.
Colmar, 13 juill. 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 499.
Paris, 23 déc. 1854. — *Sir.*, 1854, 2, 757.
Metz, 12 juin 1855. — *Sir.*, 1855, 2, 464.

Art. 1472-1473, n^t^.

Art. 1474.

2601. ***. — Communauté. Partage. Passif. [La femme mariée sous le régime de la communauté qui, après la mise en faillite de son mari, a obtenu sa séparation de biens, et qui a accepté la communauté, est-elle fondé à demander qu'il soit procédé au partage entre elle et son mari des biens composant la communauté, et que la moitié lui en soit attribuée, sauf l'action des créanciers? Mémoire à consulter.—Ap. *J. du Not.*, 11 déc. 1869.

Art. 1475 et 1476, n^t^.

Art. 1477.

2602. AUDIER. — La Veuve donataire qui a détourné certains objets de la succession doit-elle être déchue de ses droits dans les objets distraits? par J. AUDIER. — Ap. *J. du Not.*, 20 janvier 1866.

2603. LABBÉ. — RODIÈRE. — Le Divertissement et le recel prévus par l'article 1477 C. civ. n'impliquent pas nécessairement un acte matériel et effectif d'appropriation, et peuvent résulter de toute espèce de fraude. Ainsi il y a divertissement dans le fait de manœuvres ourdies par le mari pour simuler une dette, etc. Consultat. de LABBÉ et Ob-

servations de RODIÈRE. — Ap. *Sir.*, 1874, 1, 49; et *J. Pal.*, 1874, p. 113 (13 col.).

Cass. req. 13 août 1873. (Perrier). — Add. Rapport du Cons. GUILLEMARD (2 col.), et note crit. Ap. *Dall.*, 1874, 1, 425.

2604. LANFRANC DE PANTHOU. — Le Divertissement et le recel prévus par l'art. 1477 C. civ. s'entendent, soit d'une soustraction d'effets qui se trouvaient en nature dans la commauauté, soit d'une dissimulation d'objets qui devaient y entrer; dès lors l'art. 1477 est inapplicable à l'époux qui a essayé de faire payer à la communauté une dette fictive pour s'en approprier le montant. Conclus. de l'av. gén. LANFRANC DE PANTHOU. — Ap. *Sir.*, 1873, 2, 222, et *J. Pal.*, 1873, p. 1033 (5 col.).

Caen, 24 janv. 1873 (Avice).

2605. LEFEBVRE. — Le fait par l'époux survivant ou un héritier d'alléguer un payement à la communauté ou au *de cujus* qui n'aurait pas eu lieu, constitue-t-il un divertissement dans les termes de l'art. 1477 C. civ.? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 janv. 1869.

Art. 1478-1481, n[t].

§ 2. *Du Passif de la communauté et de la contribution aux dettes.*

Art. 1482-1491.

2606. GENTY. — Du Passif de la communauté. Th. D., par GENTY. — In-8, *Paris*, 1870.

2607. DE GOTTAL. — Du Partage du passif de la communauté. Th. D., par DE GOTTAL. — In-8, *Gand*, 1859.

2608. PASSY. — Des Origines de la communauté de biens entre époux. Du Passif de la communauté après sa dissolution, Th. D., par Louis PASSY, av. — In-8, 121 p. *Paris*, impr. F. Didot et f., 1857.

La 1re partie de ce travail a été publiée séparément. — *Ibid.*, in-8, 74 p., 1857.

SECTION VI. — *De la Renonciation à la communauté et de ses effets.*

Art. 1492-1495.

2609. ***. — Renonciation à la communauté. Observations pratiques. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. I (1861), p. 32 et 102.

V. enc. sup. sous l'art. 1471

Inséré ap. *Collection des Observat. prat.* — V. sup. n° 2001.

2610. POIGNARD. — Des Veuves en premières noces, sans enfants, renonçant à la communauté légale. Th. D., par Daniel POIGNARD. — In-8, 116 p. *Paris*, impr. Moquet, 1859.

Dispositions relatives à la communauté légale, lorsque l'un des deux époux, ou tous deux, ont des enfants de précédents mariages.

Art. 1496.

2611. BERTAULD. — Difficultés soulevées par l'art. 1496 du C. Nap., par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. II, p. 323-351.

V. sup. n° 61 et sous l'art. 1098.

DEUXIÈME PARTIE. — *De la Communauté conventionnelle et des Conventions qui peuvent modifier, ou même exclure la communauté légale.*

Art. 1497, n[t].

SECTION I[re]. — *De la Communauté réduite aux acquêts.*

Art. 1498 et 1499.

2612. BELLOT DES MINIÈRES. — Régime dotal et Communauté d'acquêts; sous la forme de commentaire, par BELLOT DES MINIÈRES. — 4 vol. in-8, *Paris*.

V. infr. n° 2632.

2613. TESSIER. — Traité de la Société d'acquêts suivant les principes de l'ancienne jurisprudence du Parlement de Bordeaux, par H. TESSIER. — In-8, 44 ff. 3/4. *Bordeaux*, Gassiot; *Paris*, Bachelier; Lecomte, 1829.

2614. Thèses de doctorat :

D'AUTEROCHE. De la Communauté d'acquêts. In-8, 1875. — BRUNEL de BONNEVILLE-COLOMB. De la Société d'acquêts. In-8, *Paris*, 1874. — DRUELLE. De la Communauté réduite aux acquêts. In-8, *Douai*, 1872. — MEUNIER. De la Société d'acquêts. In-8, *Caen*, 1869. — PASSERON. De la Communauté conventionnelle. In-8, *Dijon*, 1873. — ROTY. De la Société d'acquêts. In-8, *Paris*, 1874. — SAINT-GIRONS. De la Communauté d'acquêts. In-8, 1875. — SOURY-LAVERGNE. De la Communauté réduite aux acquêts. In-8, *Paris*, 1870. — TILLIER, *d°*. In-8, *Paris*, 1875. — VIGNEAUX, *d°*. In-8, 1867.

2615. DUMONT. — Dissertation sur les effets de la stipulation de communauté

réduite aux acquêts en immeubles et rentes seulement, relativement au payement des dettes; par A. DUMONT, av. à Pont-Audemer. — In-8, 2 ff. 1/4. *Pont-Audemer*, impr. Dugas-Lecomte, 1856.

Cette dissertation avait paru à peu près sous la même forme, ap. *J. du Not.*, 6, 10 et 13 juill. 1850. Elle a été écrite à propos d'une aff. Vimard, Rouen, 22 juill. 1850, et publiée à la suite de cet arrêt. Cf. le nº suiv.

2616. PONT. — Communauté. Acquêts immobiliers. Dettes. — De la stipulation d'une communauté d'acquêts réduite aux immeubles. Cette stipulation supposée valable, par qui et sur quels biens doivent être payées les dettes contractées pendant le mariage par le mari, comme chef de l'association conjugale? par P. PONT, d. en d., prés. à Corbeil. — Ap. *J. du Pal.*, t. II de 1853, p. 257.

Reprod. ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 898-917, sous le titre qui précède, et comme suite aux *Questions notables sur les divers régimes d'association conjugale.*

Bruxelles, nov. 1823. — Caen, 31 mai 1828 et 21 janv. 1850. — Rouen, 29 juin 1850 et 15 mars 1851. — Cass., 3 août 1852. — *Sir.*, 1850, 2, 193, note de DEVILLENEUVE (3 col.), sur l'arrêt de Rouen. — *Dº*, 1852, 1, 833. Réquis. de l'av. gén. ROULAND (8 col.). — *Sir.*, 1851, 2, 385; extr. de la consult. de CHASSAN et de la dissert. de DUMONT (v. nº préc.) (2 col.) et 1852, 1, 257. Réquis. de l'av. gén. ROULAND (6 col.) et Observations crit. (2 col.).

Add. MARCADÉ. Exam. doctr. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1855), p. 86-97.

2617. LEFEBVRE. — Office. Communauté d'acquêts. Plus-value. Estimation; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 et 12 juin 1869.

V. enc., *ibid.*, 21 et 25 mars 1846 et 26 déc. 1868.

SECTION II. — *De la Clause qui exclut le mobilier en tout ou en partie.*

Art. 1500 à 1504, nt.

SECTION III. — *De la Clause d'ameublissement.*

Art. 1505-1509.

2618. JOZON. — Ameublissement d'un immeuble du mari. Renonciation de la femme à la communauté. Hypothèque légale. Faillite du mari; par P. JOZON, d. en d., av. C. cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 801-810.

2619. ***. — Quels sont les effets produits par l'ameublissement déterminé stipulé dans le contrat de mariage? — Plus spécialement : Quels sont les effets de l'ameublissement déterminé jusqu'à concurrence d'une certaine somme? — Ap. *J. du Not.*, 28 nov. et 2 déc. 1846.

SECTION VI. — *De la Clause de séparation de dettes.*

Art. 1510 à 1513, nt.

SECTION V. — *De la Faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte.*

Art. 1514.

2620. DUCRUET. — Contrat de mariage. Clause de franc et quitte. Observations pratiques, par DUCRUET, not. à Lyon. — Ap. *Rev. du Not., et de l'Enr.*, t. V (1864), p. 826-832.

Reprod. ap. *Collect. des Observ. prat.* Vº *Contrat de mariage.* V. sup. nº 2001

2621. GAUTHIER. — I. De la Clause de reprise des apports francs et quittes. Arrêts de la Cour de cass. du 7 février 1855 et du 16 avril 1856, par A. GAUTHIER, av. — Ap. *Gaz. Trib.*, 17 janv. 1857.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 21 et 24 janv. 1857 et ap. *Sir.*, 1857, 2, 673.

II. Communauté. Régime dotal, Reprises de la femme. Clause de franc et quitte. — Ap. *J. du Not.*, 13 et 17 fév. 1858.

2622. HENNEQUIN. — De la Clause de franc et quitte; est-elle opposable aux créanciers du mari? par HENNEQUIN, — Ap. *J. du Not.*, 13, 16, 20, 23 et 27 août 1856, et 2, 5 mars 1859.

Cass., 7 févr. 1855 (Fontan). — *Dº*, 16 avril 1856 (Appert). — *Dº*, 10 déc. 1858.

Add. : I. BERGER. — Observations critiques, par BERGER, not. à Bourganeuf. — Ap. *J. des Not. et des avoc.* 1857.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 21 et 24 janv. 1857.

II. ROBIN. — Quelques courtes réflexions (sur l'arrêt du 16 avril 1856), par ROBIN, anc. not. — Ap. *J. du Not.*, 15 avril 1857.

III. Note sur Cass. 14 déc. 1858, ap. *Dall.*, 1859, 1, 49 (5 col.).

2623. LEFEBVRE. — Communauté entre époux. Renonciation. Clause de reprise des apports francs et quittes. Droits des tiers; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not*,, 8 janv. 1873.

2624. OLLIVIER. — De la Clause par laquelle la femme mariée sous le régime

de la communauté se réserve le droit, en renonçant, de reprendre son apport franc et quitte, même si elle est obligée ou condamnée. — Cette clause a-t-elle de l'effet à l'égard des tiers, ou seulement entre les époux? par Em. OLLIVIER. — Ap. *Rev. prat.*, t. III (1er 1857), p. 529-553.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 19, 23, 26 septembre 1857.

Add. : ROHAUT. — Lettre (en réponse). *Ibid.*, 4 nov. 1857.

A propos des arrêts de Cass. de 1855 et 1856, cités plus haut, nos 2599 et 2600.

V. enc. sup. nos 2559 et suiv.

SECTION VI. — *Du Préciput conventionnel.*

Art. 1515 et 1516 (et 1527).

2625. BOUDIER. — L'Époux qui a des enfants d'un précédent mariage a-t-il pu stipuler valablement un préciput en faveur de son conjoint, indépendamment de la donation qu'il lui a faite de la portion disponible ? L'époux survivant peut-il recueillir l'effet de ces deux dispositions? Dissert. par BOUDIER, not. à Mormant. — Ap. *J. du Not.*, 19 févr. 1859.

2626. ***. — Le Préciput conventionnel constitue-t-il une donation entre époux, spécialement quand il a été stipulé pour le cas de renonciation et qu'il est exercé par la veuve renonçante? — Ap. *J. du Not.*, 22 nov. 1844.

Art. 1517-1519, nt.

V. enc. sup. sous l'art. 1098.

SECTION VII. — *Des Clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté.*

2627. MÉLIN. — Du principe et des effets de la clause de réversion au profit du survivant dans les communautés et sociétés, tant au point de vue civil qu'au point de vue fiscal; par J. MÉLIN, av., d. e. d. (1852) — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII (1872), p. 247-258.

Art. 1520 à 1524, nt.

Art. 1525.

2628. COIN-DELISLE. — Jurisprudence des arrêts sur l'art. 1525 C. Nap. Exam. doctr. par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XX (1er 1862), p. 1-23, 193-220 et 481-513.

2629. COMBE. — Reprises matrimoniales. Sociétés d'acquêts. Attribution au survivant. Droit des héritiers de l'époux prédécédé, par COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 22 avr. 1868.

2630. LE GENTIL. — Dissertation sur la question de savoir si les stipulations anténuptiales relatives au partage de communauté, et contractées sous l'empire de la loi du 27 niv. an XI, sont ou non des avantages réductibles aux termes de cette loi; et sur la question de savoir si, au cas de l'affirmative, les réservataires d'un époux mort depuis 1804 peuvent prétendre frapper de réduction ces mêmes stipulations; par C. LE GENTIL, av., j. st à Arras. — Ap. *Dissertations juridiques*, t. I, p. 163-173.

V. sup. no 80.

SECTION VIII. — *De la Communauté à titre universel.*

Art. 1526, nt.

Dispositions communes aux huit sections ci-dessus.

Art. 1527 et 1528, nt.

SECTION IX. — *Des Conventions exclusives de communauté.*

V. sup. nos 2615 et 2616.

Art. 1529, nt.

§ 1. *De la Clause portant que les époux se marient sans communauté.*

Art. 1530-1535, nt.

V. sup. section II.

§ 2. *De la Clause de Séparation de biens.*

Art. 1536-1539, nt.

V. sup. sous les art. 1443-1455.

CHAPITRE III. — DU RÉGIME DOTAL.

A. GÉNÉRALITÉS.

2631. BÉDARRIDE. — Contrat de mariage. Du Régime dotal; par J. BÉDARRIDE, av. à Aix. — Ap. *Rev. jud. du Midi*, t. III, p. 109-123.

2632. BELLOT DES MINIÈRES. — Régime dotal et communauté d'acquêts, sous forme de commentaire, par BELLOT (DES MINIÈRES), j. à Bordeaux, etc. — 4 vol. in-8, *Paris*, Durand, 1853.

Cet important ouvrage est, à tous égards, le travail le plus étendu qui ait été publié sur le régime dotal. Les trois premiers volumes comprennent le régime dotal; le t. IV est consacré à la société d'acquêts, mais surtout dans ses rapports avec le régime dotal : c'est le développement de l'art 1581, et des art 1498 et 1499. Ce n'est d'ailleurs pas la seule occasion que l'auteur ait eue de faire des excursions dans le régime de communauté pour éclairer l'explication des textes de la dotalité qui ne sauraient se comprendre sans ce rapprochement. Suivant son expression tout le corps de l'ouvrage est semé de questions de communauté. Non-seulement cela est, ajoute-t-il, mais cela devait être. Combien de questions dotales ne peut-on, en effet, décider sans trancher une question de communauté ? Combien même sont communes, non-seulement à la dotalité, mais à tous les régimes? Cela explique comment, bien qu'il ait été amené par la lecture du livre de Troplong, à élargir le cadre qu'il s'était d'abord tracé, et à entreprendre une défense du régime dotal, B. des M. n'est cependant pas un dotaliste dans la stricte acception du mot; ce qu'il défend, « c'est le système du code, non de ceux qui se font une dotalité à eux, et la dotalité même. » Telle est sa profession de foi. Il a d'ailleurs si peu de parti pris, qu'il confesse que si on lui demande sa préférence entre la communauté et la dotalité, il serait peut-être embarrassé. C'est dans cet esprit qu'il a traité son sujet, que, dans son enthousiasme, il dit être le plus beau du Code.

2633. BENOIT. — Traité de la Dot, ou Développement des principes exposés au chapitre III du titre IV du livre III du C. civ., par Xav. BENOIT. — 2 vol. in-8, *Grenoble*, Prudhomme; — *Paris*, Ve Ch. Béchet, 1829.

2634. ROUSSILHE.— SACASE. — Traité de la Dot, à l'usage du pays de droit écrit et de celui de coutume, par ROUSSILHE, av. au Parlement; annoté et mis en corrélation avec le Code Nap. et la jurisprudence moderne; précédé, en outre, d'un aperçu historique et critique sur le régime dotal, par SACASE, cons. à Toulouse. — 1 fort vol. in-8, *Toulouse*, Gimet; — *Paris*, A. Durand, 1856. (8 fr.)

Le Traité de la Dot, de Pierre ROUSSILHE, a paru en 1785, *Clermont-Ferrand*, 2 vol. in-12. C'est un traité complet, qui se recommande par l'élégance de style et de minutieuses investigations. Il a conservé une véritable utilité pour l'interprétation du régime dotal; en le mettant en corrélation avec le Code civ., M. SACASE l'a rajeuni et en a fait un ouvrage précieux pour l'étude de ce régime tel qu'il a été adopté par notre législation actuelle.

2635. SERIZIAT. — Traité du régime dotal, sous la forme d'un commentaire sur les articles du C. civ. qui gouvernent ce régime, précédé d'une introduction sur les anciens usages de la matière dans les pays de Lyonnais, Forez et Beaujolais, par Henri SERIZIAT, vice-prés. du trib. de Lyon. — In-8, 33 ff. *Lyon*, Dorier; — *Paris*, Thorel, 1843. (7 fr. 50.)

L'auteur suit l'ordre des articles du Code. Son Commentaire, où se montre une érudition réelle, est une œuvre consciencieuse, digne de fixer l'attention des jurisconsultes.

2636. TESSIER. — I. Traité de la Dot, suivant le régime dotal établi par le Code civil, et conférence sur cette matière du nouveau droit avec l'ancien; par H. TESSIER, av. à Bordeaux, etc.— 2 vol. in-8, *Bordeaux*, Faye; — *Paris*, Nève, 1836. (18 fr.)

II. *Le même.*— Questions sur la Dot. — In-8, *Bordeaux*, Chaumes; — *Paris*, Durand, 1852 (5 fr.)

Ce volume est le complément du *Traité de la Dot*. Voici de quelle façon l'auteur nous explique comment il a été amené à l'écrire : « Nous avons fait paraître en 1835 un *Traité sur la Dot*. Depuis cette époque, des commentaires précieux pour la science ont vu le jour. Le *Contrat de Mariage* de M. Troplong est de ce nombre. Il y a, entre ce dernier ouvrage et le nôtre, des dissentiments nombreux : ces dissentiments ont pour principale cause cette opinion de M. T., contraire à la nôtre : Que la dot, mobilière ou immobilière, est la propriété du mari pendant le mariage; — Que nulle inaliénabilité n'atteint la dot mobilière... De là le nouvel examen auquel nous avons dû nous livrer et le travail que nous publions aujourd'hui. »

2637. Thèses de doctorat :

AUDONNET. Du Régime dotal, in-8, *Paris*, 1875. — CHEUDRÉ, *d°*, in-8, 1865. — COULAZON, *d°*, in-8, *Paris*, 1859. — RAULIN-CHARLEMAGNE. Recherches sur l'origine et les caractères distinctifs du régime dotal en droit romain, en droit normand, et sous le C. civ. In-8, *Paris*, 1851. — SKLADOWSKI. Du Régime dotal et de la Communauté. In-8, 1856.

2638. BERTAULD. — Difficultés soulevées par le régime dotal. Examen doctrinal de la jurisprudence, par BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 193-210.

Inséré ap. *Questions pratiques*, t. 1er, p. 496-521. V. sup. n° 61.

2639. HÉBERT. — Défense du régime dotal, et aperçu d'un système d'immatricule propre à justifier de la capacité civile de chaque contractant. Rapport fait à l'*Association normande* par HÉBERT, doyen des not. de Rouen. — In-8, 1 f. *Rouen*, impr. Brière, 1842.

2640. HOMBERG. — Abus du régime dotal au point de vue des intérêts du pays et de ceux de la famille, histoire et critique de ce régime, par Th. HOMBERG, anc. mag., av. à Rouen. — 1 vol. in-8,

18 ff. *Rouen*, Péron;—*Paris*, Durand, 1849. (3 fr.)

« Depuis seize ans, dit l'auteur, que je suis mêlé aux affaires judiciaires de la Normandie, j'ai appris à connaître le régime dotal. Je l'ai vu servir d'instrument à tant de fraudes, et devenir la source de si amères déceptions, que j'ai cru faire acte de bon citoyen en lui déclarant la guerre. » L'auteur était prem. av. gén. à Rouen.

2641. MARCEL. — Du Régime dotal et de la nécessité d'une réforme dans cette partie de notre législation, par P.-Léop. MARCEL, not. à Louviers. — In-8, 10 ff. 3/4, *Paris*, Jullien; — Durand, 1842. (1841) (4 fr.)

Ouvrage de haute critique, bien écrit, sagement pensé et dénotant une grande expérience.

2642. PAULTRE. — Régime dotal. Difficultés. Solutions pratiques, par E. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII (1872), p. 417-424.

2643. ***. — Notariat pratique. Sur la rédaction des contrats de mariage ayant pour base le régime dotal. — Ap. *J. du Not.*, 13 et 24 déc. 1845.

Art. 1540 et 1541.

2644. FUZIER-HERMAN. — Le Régime dotal sans dot, par FUZIER-HERMAN, subst. à Romorantin. — In-8, 8 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875.

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 530-535.

2645. STECKERT. — De la Dot. Th. D. (Toulouse), par STECKERT. — In-8, *Toulouse*, 1871.

SECTION I. —*De la Constitution de Dot.*

Art. 1542.

2646. DEMOLOMBE. — Constitution de dot. Biens à venir. La constitution en dot de tous les biens présents et à venir comprend-elle même les biens qui ne sont échus à la femme qu'après la dissolution du mariage? par C. DEMOLOMBE, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Rev. Wol.*, t. II (1835), p. 282-296.

Cette dissertat. est la reproduction d'une consultation de M. D. dans un procès soumis à la cour de Caen. Elle a été insérée en entier ap. *J. des arrêts de Caen*, 1835, et ap. *Sir.*, 1835, 2, 567 (5 col.). Caen, 26 juin 1835 (Rogue). Ce dernier recueil, en rapportant un autre arrêt de la même cour rendu en sens opposé, 9 juin 1840, *ibid.*, 1840, 2, 492, donne de nouveau l'arrêt de 1835 et un extrait de la consult. de D. (3 col.), comme s'ils n'avaient pas déjà été insérés dans le vol. de 1835; et il y ajoute un extr. (en 2 col.) d'*Observations* d'un magistrat de la Cour insérées dans le même recueil des arrêts de Caen. — Add. Observations ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, sur arrêt de Riom, 2 févr. 1810. M. D., dans sa consultat. soutient la négative, adoptée par la Cour. L'opinion contraire a été défendue dans une autre et très-savante consultat. délibérée par M. G. DELISLE, avec l'adhésion de MM. THOMINE-DESMAZURES, FOURCAULT et BARDOUT, dont le *Rec. Sir.* donne la substance. *Ibid.*, 1845 (3 col.).

2647. PAULTRE. — Contrat de mariage. Régime dotal. Stipulation de non dotalité relative aux donations et legs éventuels, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 652-656.

2648. PELLAT. — Comparaison de la délégation faite au mari par la femme qui veut se constituer une dot, et de la délégation faite à un créancier par son débiteur; par PELLAT. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 879.

2649. TESSIER. — Examen de la question de savoir si ce que le mari donne par contrat de mariage à sa femme est et peut être dotal, par H. TESSIER, av. — In-8, 1 f. *Bordeaux*, impr. Ve Crugy, 1854.

Art. 1543-1548, nt.

SECTION II. — *Des Droits du mari sur les biens dotaux, et de l'aliénation du fonds dotal.*

2650. BEAULIEU. — Des Droits qui appartiennent au mari, pendant le mariage, sur la dot mobilière de sa femme, par BEAULIEU. — In-8, 1866. (2 fr.)

2651. BURDET. — Pouvoir du mari sur la dot, par BURDET, prof. Fac. de Grenoble. — Ap. *J. de la C. de Grenoble*, 1858, p. 146-153.

2652. GAUDIN. — Des droits du mari sur les biens dotaux, et de l'inaliénabilité du fonds dotal, par Marc GAUDIN. — In-8, 50 p. *Nancy*, impr. Gebhart, 1876.

2653. TROPLONG. — Des Droits du mari sur les biens dotaux, par le prem. prés. TROPLONG. — Ap. *Droit*, sept. 1849.

Reprod. ap. *J. du Not.* 15 sept. 1849.

Fragm. du commentaire alors inédit du *Contrat de mariage*, où il a été inséré sous l'art. 1549, nos 3097 à 3104. Cette théorie est l'une de celles qu'a réfutées M. TESSIER dans ses questions sur la dot. — V. sup. n° 2636, II.

Un autre extrait de la Préface du même commentaire a été reproduit sous ce titre : du Régime dotal et de la communauté, ap. *J. du Not.*, 13 fév. 1850.

Art. 1549.

2654. ÉMION. — Sous le régime dotal, bien que le mari, par le contrat de mariage, soit autorisé à traiter, transiger et compromettre sur tous les droits mobiliers et immobiliers de la future, il ne s'ensuit pas qu'il puisse donner mainlevée d'une inscription prise au profit de la femme avant le payement de la créance garantie par cette inscription; par V. ÉMION, av. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2294.

Art. 1550 à 1552, nˢ.

Art. 1553.

2655. BRÉSILLON.—RODIÈRE. — L'article 1553 est-il applicable à la femme qui s'est constitué en dot ses biens présents et à venir? — L'immeuble acheté des deniers dotaux, s'il n'est pas dotal par application de l'art. 1553 C. civ., n'est-il pas du moins la représentation et le gage de ses deniers? — Cette affectation rend-elle le bien qui en est grevé non aliénable à titre gratuit? — I. Dissert. par L. BRÉSILLON, av. — Ap. *Dall.*, 1869, 2, 1 (8 col.).

II. Dissertation de RODIÈRE. — Ap. *Sir.*, 1870, 1, 185 (9 col.)

Toulouse, 17 déc. 1868 et Cass. civ., 12 avril 1870 (Sabathé).

2656. ***. — La femme qui, en se mariant sous le régime dotal, a dispensé son mari de faire emploi des sommes constituées en dot, peut-elle, autorisée de son mari, et après qu'il a reçu lesd. sommes, consentir à la radiation de l'inscription de son hypothèque jusqu'à due concurrence? — Ap. *J. des cons.*, t. XXI, nº 1969.

V. enc. sur cette question, *ibid.*, t. XXII, nº 2080.

Art. 1554-1561.

2657. MARCADÉ. — De l'Inaliénabilité dotale, par V. MARCADÉ, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 216-228, 602-629.

Conf. infr. nº 2664.

2658. PASCAL.— Traité synthétique de la Dot en droit romain, suivi d'une dissertation sur l'inaliénabilité de la dot en droit français; par A. PASCAL, av., d. e. d. — Gr. in-8, 220 p. *Paris*, Marescq aîné, 1860. (6 fr.).

Th. de doct. soutenue en 1859, modifiée et augmentée.

2659. SINCHOLLE. — De l'Inaliénabilité de la dot mobilière et immobilière en droit romain et en droit français ancien et moderne, par SINCHOLLE, d. e. d., av. à Poitiers. — 1 vol. in-8, 670 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867. (9 fr.)

Livre original, où le sujet est laborieusement approfondi, écrit avec conviction, mais d'un ton tranchant propre à l'auteur. V. sup. nº 430.

V. art. crit., ap. *Bull. bibl. Dall.*, 5e, 7e et 10e cah., 1869.

2660. Thèses de doctorat :

1. BOISSIER. — Des Droits des créanciers de la femme sur les biens dotaux. — In-8. *Paris*, 1863.

2. BOURSY. — De l'Inaliénabilité de la dot. — In-8. *Paris*, 1853.

3. CANTILI. — De l'Inaliénabilité du fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1864.

4. DELARUE. — Dissertation sur l'aliénation de la dot. — In-8. *Paris*, 1857.

5. DESCHAMPS. — De l'Inaliénabilité et de l'imprescriptibilité de la dot. — In-8, 259 p. *Paris*, 1861.

6. ESTOUBLON. — Du Caractère de l'Inaliénabilité de la dot. — In-8, *Paris*, 1870.

7. GONGET. — Des Droits du mari sur les biens dotaux et de l'inaliénabilité du fonds dotal. — In-8, *Paris*, 1853.

8. HÉRAIL. — Dissertation sur l'Inaliénabilité de la dot. — In-8, *Paris*, 1853.

9. JOUITOU. — De l'Inaliénabilité et de l'imprescriptibilité du fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1861.

10. LAUNAY. — De l'Inaliénabilité de la dot. — In-8. *Paris*, 1867.

11. LOCQUIN. — Du Principe de l'Inaliénabilité de la dot. — In-8. XIV-223 p. *Paris*, 1873.

12. LURQUIE. — De l'Inaliénabilité du fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1863.

13. MAGUIN. — De l'Inaliénabilité de la dot. — In-8, *Strasbourg*, 1863.

14. MASURIER. — Du Fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1866.

15. MOTTET. — Dissertation sur l'aliénation de la dot (Strasbourg). — In-8. *Nancy*, 1860.

16. PÉCRONNEL. — De l'Inaliénabilité de la dot (Dijon). — In-8. *Clermont-Ferrand*, 1869.

17. SALVAGNIAC. — Dº. In-8, *Toulouse*, 1861.

18. SOULAGES. — De l'Imprescriptibilité du fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1861.

19. TURPIN. — De l'Inaliénabilité dotale. — In-8, 1859.

20. VILLEY-DESMEZERETS. — Des Immeubles constitués en dot. — In-8. *Caen*, 1871.

21. VRAC. — De la Femme normande et du bref du mariage encombré en droit coutumier. De l'Inaliénabilité du fonds dotal en droit français. — In-8, 1875.

22. ZEUCIANU. — De l'Inaliénabilité du fonds dotal. — In-8. *Paris*, 1866.

Question de l'Inaliénabilité de la dot mobilière.

2661. BELLOT DES MINIÈRES. — L'adoption du régime dotal n'a pour effet, lorsque la dot est mobilière, que de faire acquérir à la femme, à titre de garantie, une hypothèque sur les biens du mari, mais nullement de rendre pour celui-ci la dot mobilière inaliénable, par BELLOT DES MINIÈRES.— Ap. *Dall.*, 1852, 2, 257 (6 col.).

Bordeaux, 26 mai 1849. (Hardel.)
Cette dissertation est extraite du Traité, alors encore inédit, de B. des M. sur le *Régime dotal*. V. sup. n° 2632.

2662. BÉRENGER. — De la Dot mobilière, et en particulier de son caractère d'inaliénabilité. Th. D., par René BÉRANGER. — In-8, *Paris*, impr. H. et Ch. Noblet, 1853. (*Rare.*)

2663. LEGENTIL. — Mémoire sur l'aliénation des actions dotales, par LEGENTIL, anc. jurisc. du parlem. de Grenoble. — In-8°, 2 ff. *Valence*, impr. Montal, 1824.

2664. MARCADÉ. — La dot mobilière est aliénable. Les immeubles dotaux sont seuls soumis au principe de l'inaliénabilité. Exam. doctr., par V. MARCADÉ. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 206-209; 458-463, et t. III (1853), p. 212-218.

Cass., 1er déc. 1851. — *Dall.*, 1851, 1, 309, et *ibid.*, 1. 81, note (4 col.). — *Sir.*, 1851, 1, 805. — *J. Pal.*, 1852, 2, 12 et 513. — Cf. sup. n° 2657.

2665. PONT. — Dot mobilière. Inaliénabilité. Examen doctrinal, par P. PONT, prés. à Corbeil. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 655-686.

Cass., 18 févr., 26 août, 1er déc. 1851.
La dissert. de M. P. reproduit en partie celle qu'il avait insérée ap. *J. Pal.*, 1852, 2, 513. — Il répond aussi aux art. de MARCADÉ qui précèdent.

2666. Autres thèses de doctorat :

1. AUDRAN. — De l'Aliénation des meubles et des revenus dotaux sous le régime dotal. — In-8, 1865.

2. BEAULIEU. — Des droits du mari pendant le mariage sur la dot mobilière de la femme. — In-8. *Paris*, 1865.

3. LESCŒUR. — De la Dot mobilière sous le régime dotal. — In-8, *Paris*, 1873.

4. PAULE. — De la Condition de la dot mobilière de la femme pendant le mariage. — In-8. *Paris*, 1870.

5. RENAULT. — De la Dot mobilière. — In-8, 1875.

6. VANEL. — De l'Inaliénabilité de la dot mobilière. — In-8, *Caen*, 1874.

2667. DE FOLLEVILLE. — De l'Inaliénabilité dotale en face des titres au porteur. Examen des procédés à l'aide desquels la pratique notariale a essayé, dans les pays où le régime dotal est admis, de constituer l'inaliénabilité pour les titres au porteur; par Daniel DE FOLLEVILLE.— Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 69-83.

Fragment d'un traité, alors sous presse, de la *Possession des meubles et des titres au porteur*, dont il forme le ch. 6 de la 2e part. — V. infr. au titre de la *Prescription*.

Sur le remploi en valeurs, v. infr. nos 2687 et suiv.

2668. BAYLE-MOUILLARD. — Les condamnations prononcées contre une femme mariée sous le régime dotal, à raison de ses délits ou de ses quasi-délits, sont-elles exécutoires sur la dot? Rapport du cons. BAYLE-MOUILLARD. — Ap. *Dall.*, 1852, 1, 265 (4 col.).

Cass., 23 nov. 1852.

2669. LABBÉ. — Régime dotal. Obligations de la femme. Exécution. Les obligations contractées par une femme mariée sous le régime dotal peuvent-elles être exécutées, après le mariage, sur les biens dotaux? par J.-E. LABBÉ, d. e. d., av. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1856.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 1-18, et inséré ap. *Dissertations*. V. sup. n° 77.

Paris, 9 juin 1856. — Add. DEVILLENEUVE. Examen doctr. — Ap. *Coll. nouv.*, t. III, 2, 197.

2670. LEFEBVRE. — GALOPIN. — Insaisissabilité des revenus dotaux après la séparation de biens, pour dettes antérieures. Plaidoiries de MMes LEFEBVRE et GALOPIN, av. C. cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 374.

Cass., ch. réun., 7 juin 1864 (Daullioules).
Des extr. en sont donnés ap. *Dall.*, 1864, 1, 203; le même recueil donne le Réquisit. de l'av. gén. de RAYNAL (6 col.) et des Observations critiques (5 col.). — *Sir.*, 1864, 1, 201, Réquis. RAYNAL (6 col.) et Note de DUTRUC (4 col.).

Add. note crit. d'ASTOUL, ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.* t. VI, p. 182.

2671. ***. — Une femme mariée sous le régime dotal et séparée de biens peut-elle aliéner les fruits de sa dot avant leur échéance? — Peut-elle les aliéner indirectement en contractant des obligations qui seraient exécutoires sur ces fruits à mesure de leur échéance? par *un magistrat de province*. — Ap. *Thém.*, t. VI (1824), p. 229-247.

Art. 1555 et 1556.

2672. LEFEBVRE. — La femme dotale

peut-elle faire une institution contractuelle au profit d'autres personnes que ses enfants? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 17 juillet 1872.

Bordeaux, 8 mai 1871. — *Sir.*, 1871, 2, 241. note (2 col.). — Add. *Ibid.*, 22 nov. 1845.

2673. TAILHADE. — La faculté accordée à la femme mariée sous le régime dotal de donner les biens dotaux pour l'établissement de ses enfants, renferme-t-elle celle de les hypothéquer pour le même objet? Dissert. par TAILHADE, juge à Tarbes. — Ap. *Sir.*, 1857, 2, 657 (8 col.).

Paris, 16 avril 1855.

Art. 1557.

2674. DUPIN. — Les époux qui se marient sous le régime dotal peuvent-ils stipuler la faculté d'hypothéquer la dot? La faculté de la vendre emporte-t-elle celle de l'hypothéquer? Deux réquisitoires du proc. gén. DUPIN. — Ap. *Sir.*, 1836, 1, 433 (6 col.), et 1839, 1, 451 (8 col.).

Cass., 22 fév. 1836 (2 arr.: Escoffier et Glèze) et 29 mai 1839 (Berne).

Add.: DEVILLENEUVE. Examen doctr. *Ibid.*, 1836 (4 col.) et 1839 (2 col.).

2675. DUTRUC. — Régime dotal. Aliénabilité de la dot. Reprises de la femme. Cession d'hypothèque légale. Subrogation; par G. DUTRUC. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 814-825

Inséré ap. *Observ. prat.*, p. 836. V. sup. nº 2001.

De l'Étendue de la Réserve d'aliéner.

2676. GÉRARDIN. — Régime dotal. Clause d'inaliénabilité. Interprétation. Exam. doctr. par C. GÉRARDIN, agrégé à Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXX (1er 1867), p. 97-111.

Cass. civ., 4 juin et 2 juill. 1866.

(La réserve d'échanger, hypothéquer, aliéner, ne comporte pas le droit pour la femme de céder aux créanciers ses reprises matrim., et de les subroger dans l'effet de son hypothèque légale.)

2677. JACQUES. — Aliénation du fonds dotal. Capacité de la femme dotale; par Ferd. JACQUES, d. en d., subst. à Carpentras. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2e 1856), p. 65-73.

2678. LEFEBVRE. — Régime dotal. Faculté d'aliéner les immeubles dotaux, à charge d'hypothèque sur les biens du mari. Acquéreurs; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 24 déc. 1873.

Add.: *du même.* Examen doctr. de la même question. — Ap. *J. du Not.*, 18 nov. 1865.

Art. 1558.

2679. BAUBY. — Dot. Aliénation. Emprisonnement du mari. Septuagénaire; par J. BAUBY, av., d. en d. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 387-400.

2680. PAULTRE. — Succession échue à une femme dotale. Difficulté pour vendre les biens afin de payer les dettes; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 888-896.

Art. 1559, nt.

Art. 1553, 1557 à 1559.

Emploi et Remploi.

2681. BENECH. — De l'Emploi et du Remploi de la dot sous le régime dotal, par BENECH, prof. Fac. de Toulouse, etc. — 2e *éd.*, *Paris*, Alph. Leclère, 1847. (6 fr. *Rare.*)

La 1re est de

Les dispositions sur l'emploi et le remploi de la dot sont dispersées dans un petit nombre d'articles du C. civ.: 5 au chapitre de la communauté, 3 au régime dotal, 1 dans celui de la vente et 1 dans celui des hypothèques. M. B. a borné son travail à l'exposition des principes du remploi sous le régime dotal.

Il est divisé en deux parties: la 1re s'occupe de l'emploi et du remploi de la dot pendant la durée de l'administration du mari; la 2e de l'emploi et du remploi pendant la séparation de biens. Un appendice traite de l'emploi et du remploi dont le mari peut être garant par suite de l'autorisation qu'il aurait donnée, soit pendant la durée de son administration, soit après la séparation de biens. L'auteur examine les questions fondamentales du sujet: La femme peut-elle refuser l'emploi ou le remploi de la dot fait par le mari? — Est-elle autorisée, après la séparation de biens, à recevoir le remboursement de sa dot mobilière, sans être tenue d'en faire emploi? — Le mari est-il garant du défaut de remploi du prix des biens paraphernaux que la femme aliène en sa présence et avec son autorisation? Le livre de M. B. se lit avec plaisir: l'érudition n'y exclut pas l'élégance du style.

2682. Thèses de doctorat:

1. ANCENAY. — De l'Emploi et du Remploi dus par le mari. — In-8, 1875.

2. FORMEY-SAINT-LOUVENT. — Du Remploi sous le régime dotal. — In-8, 1866.

3. MALRIC. — De l'Emploi et du Remploi de la dot. — In-8, 1866.

4. MARTIN. — Des Remplois. — In-8, *Paris*, 1870.

5. TOUSSAINT. — De l'Emploi et du Remploi. — In-8, *Dijon*, 1872.

2683. DE FOLLEVILLE. — Des Clauses de remploi et de la Société d'acquêts sous le régime dotal. Etude, suivie du programme de six cours sur la communauté réduite aux acquêts, et sur l'exclusion totale ou partielle du mobilier; par Daniel DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 93 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875. (4 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 184-232.

2684. LEFEBVRE. — I. Régime dotal. Aliénation des immeubles dotaux. Obligation de remploi ou de reconnaissance du prix. Tiers acquéreur, par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass.— Ap. *J. du Not.*, 6 et 9 oct. 1869.

II. Régime dotal. En cas de réserve du droit d'aliéner et d'hypothéquer les immeubles dotaux, la clause de remploi stipulée s'applique-t-elle aux deux cas, ou seulement à l'aliénation? — *Ibid.*, 5 août 1865.

2685. ***. — Lorsqu'un immeuble appartenant à une femme mariée ne peut être vendu sans remploi, l'acquéreur peut-il, quand le remploi n'a pas été effectué avant la dissolution du mariage, repousser l'action en revendication de la femme en offrant le prix qu'il a conservé entre ses mains, ou en offrant de payer une seconde fois? — Ap. *J. du Not.*, 24 déc. 1844.

2686. ***. — Le Tribunal peut-il, en chambre du conseil, sur la requête présentée par une femme mariée sous le régime dotal, l'autoriser tout à la fois à recevoir le prix de vente d'un immeuble dotal, et la dispenser de fournir le remploi imposé par le contrat de mariage? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXV. art. 2362.

V. enc. sup. n° 2487.

Remploi en rentes sur l'État.

Art. 46 de la loi de finance du 2 juillet 1862.

2687. AUDIER.— Remploi en rentes sur l'Etat, par J. AUDIER, j. d'instr. à Die. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVII (1er 1864), p. 425-432.

2688. BERTIN. — Des Emplois et Remplois en rentes sur l'Etat, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 17 sept. 1856 et 19 août 1862.

Le 1er de ces art. répond à un art. de M. MOLLOT, infr. n° 2695.

2689. BOUINAIS. — Avantages des placements en rentes sur l'Etat. Des Remplois; par Arist. BOUINAIS. — In-16, 30 p. *Paris*, bureau du journal le *Progrès de Paris*, 1871.

Add. *du même :* Observations (sur le remploi en rentes sur l'État). — Ap. *Gaz. des chem. de fer*, 1862. — Reprod. ap. *J. des Not. et des Avoc.*, 1862, p. 721.

2690. CRETON.— Origine des statuts matrimoniaux, de communauté et dotal. Comparaison des deux régimes. Commentaire de l'art. 46 de la loi du 2 juillet 1862, relatif à l'emploi et au remploi des biens dotaux en rentes sur l'Etat; par CRETON, anc. not. — In-8, 31 p. *Dieppe*, impr. Delvoye, 1864.

2691. DUCRUET. — Observations sur l'application de l'art. 46 de la loi de finance du 2 juillet 1862, qui autorise l'emploi en rentes sur l'Etat; par DUCRUET, not. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1862, p. 577.

Add.: DALLUAUD. Rétroactivité de la loi. — Nouvelles observations. *Ibid.*, p. 729.

2692. DUVERDY. — Des Emplois et Remplois en rentes sur l'Etat, par Ch. DUVERDY. — Ap. *Gaz. Trib.*, 14 août 1862.

2693. GRINDON.— Du Remploi des rentes immobilières, par GRINDON, av. — In-8, 16 p. *Lyon*, impr. Ve Mougin-Rusand, 1864.

Extr. du *Mon. jud. de Lyon*, 9 mai 1864.

2694. LEFEBVRE. — De l'Emploi et du Remploi en rentes sur l'Etat. Commentaire de la loi du 2 juillet 1862, suivi d'instructions pratiques et de formules destinées à faciliter l'emploi en rentes; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — In-8, 206 p. *Paris*, au bureau du *J. des Not.*, 1864. (3 fr. 50.)

Depuis la publication de cet ouvrage, l'auteur a inséré dans le *J. des Not.* plusieurs articles sur les différents cas d'application de la loi du 2 juill. 1862 :

I. Transfert de rentes sur l'État constituées en dot. Défaut de remploi. Responsabilité du Trésor ou de l'agent de change. — *Loc. cit.*, 14, 17 et 21 mars 1866.

II. Du Remploi en rentes sur l'État, et de la clause contraire. *Ibid.*, 22 et 25 août 1866.

Add. *Ibid.*, 3 sept. et 22 nov. 1862.

III. Remploi. Rentes sur l'État (Exam. doctr.). *Ibid.*, 16 et 20 sept. 1871.

IV. Remploi de biens en même nature. Rentes sur l'État. Consignation du prix. (Exam doctr.). *Ibid.*, 26 juin et 6 juill. 1872.

V. Du Remploi par anticipation. (Exam. doctr.) *Ibid.*, 28 juill. 1869; 18 et 21 juin 1873.

2695. MOLLOT. — Régime dotal. Remploi de l'immeuble en rentes sur l'Etat. Chambre du conseil du tribunal; par MOLLOT, juge à Paris. — Ap. *Gaz. des Trib.*, 23 juillet 1856.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 6 et 9 août 1856. — Cf. sup. nº 2688.

2696. PONT. — Dot. Remploi. Dissolution du mariage. Action révocatoire. Second payement. Rentes sur l'Etat; par P. PONT.—Ap. *J. du Not.*, 12 mars et 2 avril 1856.

Art. 1560.

2697. LEFEBVRE. — I. Régime dotal. Aliénation des immeubles dotaux. Dissolution du mariage avant remploi effectué. Revendication de l'immeuble vendu. — Quelles sont les conséquences légales de la dissolution du mariage quant à l'obligation de remploi de l'immeuble dotal aliéné? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 17 mars et 27 oct. 1869, 14 et 18 nov. 1874.

II. — La femme non séparée peut-elle, durant le mariage, exercer l'action révocatoire à l'égard de son immeuble dotal aliéné sans remploi?—*Ibid.*, 12 déc. 1874.

III. — Est dotale la soulte de partage d'un immeuble dotal; en conséquence, si elle n'est pas payée, la femme dotale a toujours le droit, à défaut même du privilége de copartageant, de demander la révocation de l'aliénation consentie par elle. — *Ibid.*, 20 et 23 sept. 1865.

2698. TAILHADE. — La femme dont l'immeuble dotal a été vendu sur saisie immobilière poursuivie contre elle et son mari, sans que l'exception de dotalité ait été proposée, est-elle recevable à revendiquer cet immeuble contre l'adjudicataire? Exam. doctr. par TAILHADE, d. en d., subst. à Oloron. — Ap. *Sir.*, 1849, 2, 305 (4 col.).

Jung. Observations de DEVILLENEUVE. *Ibid.* (2 col.).

Add.: I. — Rapport du cons. NACHET, Cass., réq. 30 avril 1850. — Ap. *Sir.*, 1850, 1, 497 (5 col.).

II. — Note de DEVILLENEUVE. *Ibid.* (2 col.), et 1850, 2, 129 (2 col.).

V. enc. *Sir., Coll. nouv.*, t. VII, 2, 392.

2699. ***. — Lorsqu'un immeuble dotal a été vendu avec garantie formelle, tant par le mari que par la femme et par un tiers, contre l'éviction à laquelle l'acquéreur se trouve exposé, cette garantie est-elle valable et soumet-elle à des dommages-intérêts? est-elle obligatoire sur les paraphernaux? — Ap. *J. du Not.*, 13 et 16 août 1845.

Art. 1561.

2700. VALETTE. — Lorsque la femme mariée sous le régime dotal aliène l'immeuble constitué en dot, l'action en nullité, fondée uniquement sur l'inaliénabilité de l'immeuble, se prescrit-elle à partir de la séparation de biens ou à partir de la dissolution du mariage, en supposant d'ailleurs que l'action n'est pas de nature à réfléchir contre le mari? par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VII, p. 241.

Art. 1562 et 1563, nt.

SECTION III. — *De la Restitution de la Dot.*

2701. Thèses de doctorat:

1. CHAPSAL.— De la Restitution de la dot. In-8, *Toulouse*, 1872.

2. DUBOST-DESJARDINS. — *Dº*, In-8, *Caen*, 1851.

3. FOUCHER. — *Dº*. In-8, *Caen*, 1870.

4. PIET-LATAUDRIE. — De la Restitution de la dot sous les différents régimes. In-8, *Poitiers*, 1863.

Art. 1564-1568, nt.

Art. 1569.

2702. SINCHOLLE. — Régime dotal. Fausse présomption. Du vrai caractère de l'art. 1569 C. Nap.; par A. SINCHOLLE, d. en d., av. à Poitiers. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 135-156.

Add.: LABBÉ. Examen doctr. de Caen, 3 mars 1875. — Ap. *Sir.*, 1875, 2, 201 (6 col.) et *J. Pal.*, 1875, p. 813.

Art. 1570-1573, nt.

SECTION IV. — *Des Biens paraphernaux.*

Art. 1574-1580.

2703. BENOIT. — Traité des Biens paraphernaux, par X. BENOIT. — In-8, *Grenoble*, Prudhomme, 1835. (5 fr.)

Traité complet sur la matière, où l'auteur traite: Des Biens réputés paraphernaux. — Obligations de la femme naissant de la paraphernalité. — Droits et Obligations du mari à l'égard des biens paraphernaux. — Droits du

mari sur ces biens lorsqu'il en jouit sans mandat. Obligations du mari à l'égard des biens paraphernaux. — Droits et actions de la femme contre le mari et contre les tiers pour le recouvrement de ses paraphernaux.

Art. 1576.

2704. ***. — Sous le régime dotal, le mari est-il garant du défaut d'emploi ou de remploi des immeubles paraphernaux que sa femme a aliénés avec son autorisation?—Ap. *J. du Not.*, 1, 5 nov. 1844.

V. enc. sup. sous l'art. 1449, nos 2542 et 2544.

Dispositions particulières.

Art. 1581.

V. sup. n° 2683.

TITRE SIXIÈME.

DE LA VENTE.

Décrété le 15, promulgué le 25 ventôse an XII 6-16 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

2705. BLONDEAU. — Thèse de Droit romain et de Droit français. De la Vente, par BLONDEAU, prof. Fac. droit de Paris. — In-8, *Paris*, 1819. (2 fr.)

2706. DUVERGIER. — Commentaire de la Vente, par J.-B. DUVERGIER.—2 vol. in-8.

Forme les t. XVI et XVII de la Continuation du *Droit civil* de TOULLIER. — La 1re éd., *Paris*, Renouard, 1835. — V. art. crit. de CABANTOUS, ap. *Rev. Wol.*, t. II, p. 429.

V. sup. n° 90.

2707. DUFOUR DE SAINT-PATHUS.— Des contrats de Vente, d'Échange, de Prêt et de rente, etc.; par J.-M. DUFOUR DE SAINT-PATHUS. — 2 vol. in-12, *Paris*, Ch. Villet, 1823.

2708. TROPLONG. — I. De la Vente, ou Commentaire du titre VI du livre III du C. civ., par TROPLONG, 1er prés. de la Cour de cass., etc. 5e *éd.*, mise en rapport avec la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription. — 2 vol. in-8, *Paris*, Ch. Hingray, 1856. (18 fr.)

La 4e éd. est de 1845, la troisième de 1837, entièrement conformes aux précédentes. La 1re est de 1834; toutes ont été données par le même éditeur. Le comment. de M. T. est restreint au titre du C. civ. relatif à la Vente; il n'embrasse ni les ventes judiciaires, ni les ventes publiques de meubles, ni les ventes administratives, toutes matières usuelles, mais difficiles, et en bien des points incertaines, dont les éléments sont dispersés de différents côtés.

V. art. crit. de CABANTOUS, d. e. d., ap. *Rev. Wol.*, t. II, p. 429. — de VALETTE, prof. suppl. Fac. Paris, *ibid.*, p. 443-454, et t. III, p. 277-293. — M. T. a répondu à ses critiques sévères par l'art. suiv. :

II. Réponse aux critiques de M. VALETTE sur mon Commentaire de la Vente, 1er art. — *Ibid.*, t. XIII, p. 33-50. — N'a pas été suivi.

V. aussi sup. n° 91.

2709. VAVASSEUR. — Ventes judiciaires, par A. VAVASSEUR, av.— Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. I, (1861), p. 350-358; t. II, (1862), p. 108-121; 267-274; t. III, p. 7-15.

Inséré ap. *Collect des observ. prat.* p. 1206-1244. — V. sup. n° 2001.

2710. BOULLAND. — De quelques manières d'acheter un champ. Symboles et formalités juridiques qui, chez divers peuples, ont accompagné la vente de la terre; par T. BOULLAND, d. en d.— In-8, 26 p. *Paris*, A. Durand, 1868. (1 fr. 25.)

Extr. des *Mém. de la Soc. d'agric. etc., de la Marne.*

2711. MORIN. — La Clef du droit pratique et de la rédaction des ventes et des baux, par J. MORIN. — In-12. 1860. (2 fr. 50.)

CHAPITRE PREMIER.—DE LA NATURE ET DE LA FORME DE LA VENTE.

2712. GENREAU.—Théorie de la Vente. Th. D. par G. GENREAU. — In-8, *Paris*, 1852.

Cette excellente et substantielle monographie a mérité d'être l'objet d'un art. crit. de M. PONT, ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 350.

Add. du même auteur : Questions sur la vente. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 492-503. — V. sup. n° 1899.

Art. 1582.

2713. CHAMPIONNIÈRE. — Des Caractères distinctifs du bail rural et de la vente des fruits et récoltes, et de la jurisprudence en cette matière, par CHAMPIONNIÈRE.—Ap. *R. Wol.* t. XXXVII (1850), p. 354-373.

A propos d'un arrêt de Cass. du 21 mai 1849. L'art. de C. devait être suivi d'un autre consacré à rechercher les clauses distinctives du bail et de la vente. La maladie et la mort de l'auteur l'ont empêché de terminer ce travail, comme aussi bien d'autres.

Cf. les art. suiv.

2714. DORLENCOURT. — Des Caractères distinctifs du bail rural et de la vente des fruits et récoltes, et de la jurispru-

dence en cette matière ; par L. DORLENCOURT, j. à Douai. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLII (1851), p. 133-145.

A propos de l'art. précédent et du suivant.

2715. N. GAILLARD. — Des Caractères distinctifs du contrat de louage et du contrat de vente ; en particulier, de la distinction entre le bail d'immeubles et la vente de coupes de bois ; par NICIAS GAILLARD, 1er av. gén. à la C. de cass. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXVI (1849), p. 294-310.

Cf. les art. précéd.

2716. Jung : I. MELIN.—Vente de récoltes. Herbes à dépouiller depuis le mois de mars jusqu'à la fin de novembre. Nature de bail. Droit exclusif du notaire, par L. MÉLIN, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.* t, X, p. 571-577.

II. PAIGNON. — La concession d'un herbage peut-elle être considérée comme une vente de récoltes ou comme un bail ? par E. PAIGNON, av. c. cass. — Ap. *J. des just. de paix.* t. 1er, (1851), p. 246-249.

V. aussi sup. nos 1032 et 1033.

Art. 1583.

2717. COMBE.—Expropriation pour cause d'utilité publique. Jugement. Cession amiable. Etablissement de propriété ; par L. COMBE.—Ap. *J. du Not.*, 7 déc. 1872.

Après un jugement prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique, il n'y a pas lieu à réalisation d'un contrat de vente. La fixation de l'indemnité peut seule faire l'objet d'un contrat.

2718. FLANDIN. — De la Vente par correspondance, par FLANDIN, cons. cour de Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X, (1869), p. 561-570 et 641-648.

2719. LEFEBVRE. — Transport de créances. Indication du prix. Cession faite pour tenir quitte le cédant envers le cessionnaire ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 et 13 août 1873.

Le prix peut il être considéré dans ce cas comme déterminé au vœu de l'art. 1583 ?

Art. 1584.

2720. CHAUVEAU-ADOLPHE. — Est valable la clause d'un acte d'emprunt qui déclare le preneur propriétaire des immeubles de l'emprunteur moyennant un prix qui sera fixé par des experts convenus dans l'acte, dans le cas où, à l'échéance, la somme ne serait pas payée, par CHAUVEAU-ADOLPHE.—Ap. *J. des Av.*, 1855, p. 541, et 1856, p. 422.

2721. HENNEQUIN. — *Même sujet*, par HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 10 oct. 1855, 21 et 24 mai 1856.

Art. 1585.

2722. COIN-DELISLE. — Examen doctrinal d'un arrêt de la Cour de cass. du 11 nov. 1812, sur les effets, quant à la transmission de propriété entre les parties, des ventes de marchandises au poids, à la mesure ou au nombre, renfermées dans un lieu déterminé ; par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 289-304.

Art. 1586, nt.

Art. 1587.

2723. BONNE. — Observations pratiques sur l'art. 1587 du C. Nap., par Ch. BONNE, d. en d., avoué à Bar-le-Duc. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXVI (2e 1868), p. 169-185.

Art. 1588, nt.

Art. 1589.

2724. DARBOIS. — Des Promesses de vente. Th. D., par DARBOIS. — In-8, 1866.

2725. GUILLOUARD. — De l'Effet des promesses de vente. Etude sur l'art. 1589 du C. civ., par L. GUILLOUARD, prof. agr. à Caen. — Ap. *R. crit.*, 1875, p. 1-18.

2726. MOTAIS. — Des Promesses de vente. Th. D., par MOTAIS. — In-8, *Rennes*, 1857.

2727. ***. — I. Quel est l'effet d'une promesse unilatérale de vente vis-à-vis de celui à qui elle est faite ? Peut-il, dès le moment qu'elle lui est faite, la céder à un tiers ? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 764.

II. La Promesse unilatérale de vente a-t-elle son effet du jour où elle a été faite, et peut-on se reporter à ce jour pour savoir s'il y a eu lésion de plus des 7/12e, ou faut-il ne considérer que le jour de l'acceptation du stipulant ? — *Ibid.*, t. XV, p. 114.

Cf. sup. n° 2718.

Art. 1590-1592, nt.

Art. 1593.

2728. HENNEQUIN. — Frais de purge. Qui doit les supporter ? Exam. doctr. par

HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 20 sept. 1856.

Cass. civ., 22 avril 1856. — *Sir.*, 1856, 1, 849. Observat. de DEVILLENEUVE (3 col.). — Add.: Note du même sur Limoges, 18 déc. 1840; *ibid.*, 1841, 2, 185.

CHAPITRE II. — QUI PEUT ACHETER ET VENDRE.

Art. 1594, n[t].

Art. 1595.

2729. BARBERET.— Des Contrats à titre onéreux entre époux. Th. D. (Toulouse), par BARBERET. — In-8, *Toulouse*, 1873.

2730. BAUBY. — Vente entre époux. La disposition de l'article 1795 du C. Nap., qui établit en principe la prohibition de vente entre époux est une disposition de statut personnel; par J. BAUBY, d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 581-594.

2731. LANCE. — Essai sur les contrats à titre onéreux entre époux. Th. D., par B. LANCE, av. à Caen. — Gr. in-8, *Caen*, Le Gost-Clérisse; — *Paris*, A. Durand, 1866. (3 fr.)

2732. MAURY.. — De la Vente entre époux, par G. MAURY, av., d. en d.— Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 481-490.

Art. 1596, n[t].

Art. 1597.

2733. ROGER. — Les avoués peuvent-ils se rendre cessionnaires de droits qui peuvent être contestés, mais qui ne sont pas encore l'objet d'un litige? par F. ROGER, av.— Ap. *J. des Av.*, t. XLIII, p. 393.

CHAPITRE III. — DES CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE VENDUES.

Art. 1598.

2734. COIN-DELISLE. — De la Législation et de la Jurisprudence sur la vente des *blés* ou *grains en vert*, par COIN-DELISLE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XV (2[e] 1859), p. 17-46.

2735. COMBE. — Une inscription de rente sur l'Etat peut-elle faire l'objet d'un contrat de vente notarié ou sous seing privé? par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 23 et 26 juill. 1873.

2736. DE VILLEPIN. — La Clientèle d'un médecin peut-elle être l'objet d'un contrat de vente? par G. DE VILLEPIN. — Ap. *J. du Not.*, 18 avril 1846.

Add. FLANDRIN. Article ap. *Droit*, 9 avril 1846.

Ventes et cessions d'offices ministériels.

V. sup. n[os] 1047 et suiv. et inf. *Appendice*, n[os] 2815 et s.

Art. 1599 (et 2059).

2737. BONAFOS-LAZERME. — Du Legs et de la vente de la chose d'autrui. Th. D. (Toulouse), par H. BONAFOS-LAZERME, av. — In-8, 10 ff. 1/4. *Toulouse*, impr. Bonnal, 1854.

2738. COULON. — Vente par l'héritier apparent, par COULON. — Ap. *Dialogues*, t. I[er], (dial. 3[e].)

V. sup. n[o] 68.

2739. FLANDIN. — Vente de la chose d'autrui, et en particulier de la chose commune; par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X, (1869), p. 321-330 et 401-412.

2740. DE FOLLEVILLE. — Essai sur la Vente de la chose d'autrui, par Daniel DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 321 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874. (3 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXXII (2[e] 1871), p. 501-547; t. XXXIII (1[er] 1872), p. 34-91 et t. XXXV (1[er] 1873), p. 238-268; 517-552. — L'auteur y a joint un Appendice contenant les travaux préparatoires de la loi du 12-19 mai 1871, et de celle du 15 juin-5 juillet 1872, relatives aux titres au porteur.

2741. GUILLOUARD. — Étude sur la Vente de la chose d'autrui, par L. GUILLOUARD, prof. agr. à Caen. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1875. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. crit.*, 1875, p. 737-756.

2742. LABBÉ. — De l'Effet de la vente consentie par un non-propriétaire, lorsque l'auteur de l'acte succède au propriétaire, ou réciproquement; par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XL (2[e] 1875), p. 145-194.

2743. LELIGOIS. — Étude sur la Vente de la chose d'autrui, par A. LELIGOIS, av., d. en d.— Ap. *Rev. crit.*, t. XXXV (2[e] 1869), p. 16-27.

2744. TROLLEY. — Étude sur la Chose d'autrui, envisagée comme objet des actes juridiques en droit romain et en droit français, par Alf. TROLLEY, d. en

d., av. à Poitiers.— 1 vol. in-8, *Paris*, Cotillon et fils, 1871. (5 fr.)

Th. de D. remarquée et honorée du dépôt aux archives par la Fac. de dr. de Poitiers.

2745. Autres thèses de doctorat :

1. BELLENCONTRE. De la Vente de la chose d'autrui. In-8, *Caen*, 1872.

2. ROUSSANNES. *Do*. In-8, *Toulouse*, 1863.

2746. JOZON. — Des Aliénations consenties par l'héritier apparent, par P. Jozon, av.. d. en d. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 378-397.

2747. LAFERRIÈRE. — Examen de la doctrine du droit romain et de la Cour de cass. sur la question des ventes faites par l'héritier apparent, par Laferrière.— Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 208.

2748. TOULLIER. — I. Les Ventes volontaires faites sans nécessité par l'héritier apparent doivent-elles être maintenues au préjudice du véritable héritier qui réclame dans les délais de la loi? par Toullier. — Ap. *Sir.*, 1815, 2, 276 (8 col.)

A propos d'un arrêt de Cass., 3 août 1815 (de Prépetil). *Ibid.*, 1815, 1, 286. — Cette dissert. de T. a été refondue dans son *Droit civil*.

II. Réponse à la dissertation de M. Merlin sur la revendication des biens de l'hérédité formée par le véritable héritier, contre les tiers qui ont acquis de bonne foi de l'héritier apparent. — A la suite du t. IX de son *Droit civil* (Obligations).

L'examen doctr. fait par T. de l'arrêt Prépetil donna naissance entre Merlin et lui à une controverse célèbre. La dissertation de Merlin n'est pas limitée à la question de vente par l'héritier apparent; elle est très-étendue et est insérée dans ses *Questions de droit* (3e et 4e éd.), vo *Héritiers*, § III, sous la rubrique suivante : « Lorsque tous les héritiers apparents se sont abstenus pendant plus de 30 ans, et qu'un tiers a possédé durant tout ce temps un bien dépendant de la succession, celui d'entre eux contre lequel la prescription n'a pas couru à raison de sa minorité peut-il, en prenant alors la qualité d'héritier, évincer le tiers possesseur pour le tout, sous le prétexte que ses cohéritiers, n'ayant jamais accepté la succession, sont censés n'en avoir jamais été saisis, et que leurs parts, en accroissant par là la sienne, ont été mises comme la sienne à l'abri de la prescription. »

Cf. sup. nos 2317 et suiv.

Add. Carrette. — Quelle est la valeur de la vente des immeubles de la succession faite par l'héritier apparent, même à l'égard des tiers acquéreurs de bonne foi. Exam. doctr. par Carrette. — Ap. *Sir.*, 1836, 2, 289 (4 col.).

V. enc. sup. sous les art. 724, 789, 790, et 954 et suiv.

2749. LEFEBVRE. — Ventes successives du même immeuble à deux personnes différentes. Stellionat; par A. Lefebvre, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 10 janv. 1872.

Art. 1600 et 1601, nt.

CHAPITRE IV. — Des Obligations du vendeur.

Section Ire. — *Dispositions générales.*

Art. 1602 et 1603, nt.

Section II. — *De la Délivrance.*

Art. 1604 à 1624, nt.

V. enc. sous les art. 1137 et s.

Section III. — *De la Garantie.*

Art. 1625.

2750. EYSSAUTIER. — Nature de l'obligation de garantie, en droit romain et en droit français. Sa divisibilité ou son indivisibilité; par Eyssautier, av., d. en d. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1859. (2 fr.)

V. sup. no 2213.

2751. LABATUT. — Les Principes de la garantie en matière de vente, par Ed. Labatut. — In-8. *Paris*, 69 p. Thorin, 1868. (2 fr. 50.)

2752. Thèses de doctorat :

1. LEVASSEUR. — De la Garantie en matière de vente. In-8, 1866.

2. PLANTERROSE. — De la Garantie dans la vente. In-8, 1856.

3. TRIBOU. — De la Garantie en matière de vente. In-8, *Douai*, 1872.

§ 1. *De la Garantie en cas d'éviction.*

2753. LABBÉ. — I. De la Garantie, ou des recours pour évictions, en droit romain et en droit français; par Labbé, agr. Fac. de Paris. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1865. (4 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 240-290 et 529-573, et t. XX (2e 1865), p. 536-576, et inséré ap. *Dissertations*, etc. V. sup. no 77. La suite de cet art. était annoncée comme devant être donnée prochainement dans la *Rev. prat.* Elle a été le sujet d'une dissertation distincte publiée quelques années plus tard sous le titre qui suit :

II. Des Conséquences de l'éviction et du recours en garantie. Etude de droit

romain et de droit français comparés.— Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 289-332.

Ces deux dissertations forment une monographie complète et approfondie de la garantie dans tous les contrats à titre onéreux ou à titre gratuit.

2754. Thèses de doctorat :

1. DE CARDES. — De la Garantie en cas d'éviction. In-8, *Toulouse*, 1861.

2. CHASTELLAIN.—De la Garantie en cas d'éviction dans la vente. In-8o, *Paris*, 1875.

3. CLÉMENT. — *Do*. In-8, *Paris*, 1857.

4. CORBET. — *Do*. In-8, *Paris*, 1867.

5. DANCONGNÉE. — De l'Éviction et de la garantie dans la vente. In-8, *Paris*, 1867.

6. DESJARDINS (Alb.). — De la Garantie en cas d'éviction de l'acheteur. In-8, *Paris*, 1861.

7. GERMAIN.—De la Garantie en cas d'éviction dans la vente. In-8, *Paris*, 1866.

8. GUYOT. — De la Garantie d'éviction. In-8, 1855.

9. MANCHON. — De l'Obligation du vendeur en cas d'éviction. In-8, 1868.

10. PHERÉKYDÈS. — De la Garantie en cas d'éviction dans la Vente. In-8, *Paris*, 1866.

11. RIDENT. — *Do*. In-8, *Paris*, 1872.

12. TURPAULT. — *Do*. In-8, *Paris*, 1867.

13. DE YURYEWICS. — De la Garantie ou des recours en cas d'éviction dans la vente. In-8o, *Paris*, 1875.

V. enc. sup. no 1697.

Art. 1626-1629, nt.

Art. 1630.

2755. BURTZ. — Acquisition d'immeuble. Prix payé au cessionnaire du vendeur. Eviction. Garantie. Dissertation, par BURTZ, not. à Strasbourg. — Ap. *J. du Not.*, 12 et 16 févr. 1859.

2756. HÉAN. — I. Payement fait au cessionnaire du vendeur. Eviction. — L'acquéreur d'un immeuble qui a payé son prix d'acquisition au cessionnaire du vendeur est-il fondé à répéter ce prix du cessionnaire lui-même, s'il vient à être évincé de l'immeuble qui lui a été vendu? par HÉAN, anc. not.— Ap. *Rev. prat.*, t. XIV (2e 1852), p. 398-414.

II. Réplique à M. Mourlon sur la cession de créance et le payement de l'indû. — *Ibid.*, t. XVI (2e 1863), p. 18-37.

V. le no suiv.

2757. MOURLON.— I. Lettres à M. Héan sur la cession de créance et sur le payement de l'indû. (I. De la nature du contrat de cession. II. Répétition de l'indû consistant en un prix de vente cédé); par Fréd. MOURLON.— Ap. *Rev. prat.*, t. XV (1er 1863), p. 97-140 et 303-335.

II. Deuxième Réponse de M. MOURLON à M. Héan. — *Ibid.*, t. XVI, p. 65-101.

Art. 1631-1640, nt.

§ II. *De la Garantie des défauts de la chose vendue.*

Art. 1641 et loi du 20 mai 1838, concernant les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques (1).

2758. — Discussion sur la loi du 20 mai 1838, concernant la garantie des Vices rédhibitoires des animaux domestiques. Société impériale et centrale de médecine vétérinaire. — In-8, 340 p. *Paris*, imp. Renou et Maulde, 1858.

V. aussi LEBLANC. — Réflexions sur un projet de loi sur les cas rédhibitoires dans le commerce des animaux, par U. LEBLANC. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, impr. Decourchant, 1838.

2759. ARBAUD. — Loi du 20 mai 1838, sur les Vices rédhibitoires et la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, par ARBAUD, de Draguignan. — 2e *éd.*, in-8, 13 ff. *Draguignan*, Garcin, 1840. (3 fr. 50.)

La 1re édition est de la même année, sous le titre de : Des Vices réhibitoires et de la garantie, etc., d'après la loi du 20 mai 1838, 12 ff. 3/4. *Ibid.*

2760. CHAVOT. — Traité de la Garantie des vices rédhibitoires, tant à l'égard des animaux que des autres marchandises, par Th. CHAVOT. — In-12, 8 ff. *Mâcon*, impr. Chassipolet, 1841. (2 fr. 50.)

2761. DEJEAN. — Traité théorique et pratique de l'action rédhibitoire dans le commerce des animaux domestiques, contenant : la législation, la doctrine et la jurisprudence sur la matière; la définition des vices rédhibitoires, l'explication détaillée des règles de la procédure, un formulaire complet de tous les actes nécessaires, et une table chronologique des jugements et arrêts; par O. DEJEAN, anc. mag., etc. — 3e *éd.*, rev., augm. et mise au courant de la juris-

(1) Le projet de code rural contient des dispositions sur la vente des animaux domestiques qui modifient la loi de 1838.

prud. — In-12, *Paris*, Durand, 1868. (4 fr.)

La 1re éd., in-12, 9 ff. 1/2, *Bordeaux*, Chaumas, 1856; la 2e, in-12, *ibid.*, 1863.

2762. GALISSET et MIGNON. — Nouveau Traité des Vices rédhibitoires et de la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, d'après les principes du Code civil et la loi modificative du 20 mai 1838; ou Jurisprudence vétérinaire, contenant, en outre, la description des vices rédhibitoires, la législation sur la vente et l'échange des animaux atteints de maladies contagieuses, sur la garantie en cas de vente d'animaux destinés à la consommation, et sur les épizooties; la procédure à suivre devant les tribunaux et les arbitres; enfin des formules de requêtes, ordonnances, procès-verbaux, rapports, etc.; par Ch.-M. GALISSET, anc. av. C. cass. et prés. à Pithiviers, et MIGNON, chir. de l'Hôtel-Dieu d'Orléans, etc. — 3e *éd.*, mise au courant de la jurisprudence et augmentée d'un appendice sur les épizooties et l'exercice de la médecine vétérinaire.—In-12, *Paris*, Durand, 1864. (6 fr.)

La 1re éd. est de 1841, 1 vol. in-8, 34 ff., *Paris*, Béchet je et Labbé; la 2e, 1852, *Paris*, Labbé; Cosse; — *Lyon*, Savy et Gimet. Ces deux premières édit. portent aussi le nom de Arm. GALISSET, subst. à Château-Thierry. C'est un bon traité sur la matière. V. art. crit. d'E. CHAUDÉ, ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 636.

2763. HUZARD et HAREL. — De la Garantie et des Vices rédhibitoires dans le commerce des animaux domestiques, d'après la loi du 20 mai 1838, et dans le commerce des animaux destinés à la consommation. *Nouv. édit.*, par J.-B. HUZARD et Adrien HAREL. — In-12, 16 ff. 1/6. *Paris*, Mme Bouchard-Huzard, 1844. (3 fr. 50.)

La 2e éd., par HUZARD seul, in-8, 7 ff. *Paris*, Mme Huzard, 1839. La 1re édition est de 1829, in-12.

2764. LAVENAS.— Nouveau Manuel des Vices rédhibitoires des animaux domestiques, avec leur dénomination et les délais de garantie dans lesquels l'action doit être intentée en France; contenant la loi du 20 mai 1838, les art. du C. civ. relatifs à la vente et à la garantie, les arrêts de jurisprudence des tribunaux, etc., etc.; avec une instruction pour apprendre à connaître l'âge et le poil des chevaux, et modèles d'actes pour les actions rédhibitoires; par LAVENAS. — 2e *éd.*, rev., corr. et augm. 1 vol. in-12, 13 ff. 1/3, *Paris*, Videcoq; — Mansut; — Lenain et Marthelon; — Delamotte, 1838. (3 fr. 50. *Rare.*)

2765 REY. — Traité de Jurisprudence vétérinaire, contenant les vices rédhibitoires, la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques; suivi d'un traité de médecine légale, etc, par REY. — In-8, *Paris*, 1865, (7 fr. 50.).

2766. VAN ALLEYNES. — Traité théorique et pratique de la Garantie des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, par Gust. VAN ALLEYNES, j. à Bruges. Suivi: 1° de la description sommaire des vices rédhibitoires et de l'analyse de leurs principaux symptômes, par François de MEESTER, méd. vétér. du gouvernement à Messines; 2° des formules; 3° les législations de la Hollande, du Luxembourg, des provinces rhénanes, de la Prusse, de la Bavière, de Bade et du Wurtemberg, et mis en rapport avec la loi française du 20 mai 1838. — 1 vol. gr. in-8, *Bruxelles*, Bruyland-Christophe et Cie, 1871.

La loi belge du 28 janv. 1850 a complété les dispositions du C. civ., comme l'avait fait en France la loi du 20 mai 1838. Bien que la savante monographie de M. V. A. ait surtout pour objet la loi belge, laquelle n'énumère pas limitativement les vices rédhibitoires, l'étude comparée qu'il a faite de ces deux lois, la sûreté de doctrine avec laquelle elle est conduite, rendent son livre utile pour l'interprétation de notre législation spéciale.

2767. ***. — Commentaire de la loi concernant les vices rédhibitoires, dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. — Ap. *J. des Avoués*, t. LV, p. 389.

Add. :

2768. BERNARD. — Guide des vendeurs et acheteurs d'animaux domestiques, ou Instructions simples sur les cas rédhibitoires, suivant la loi nouvelle du 20 mai 1838, par BERNARD. — In-18, 3 ff. *Toulouse*, impr. Corne, 1838.

2769. CLÉMENT. — Guide des cultivateurs pour l'achat des bestiaux, et Traité complet des vices rédhibitoires en matière de ventes et échanges d'animaux domestiques; lois rurales et usages locaux; hygiène des animaux, par J. CLÉMENT — Gr. in-18, 1836.

2770. JAUZE. — Médecine légale hippiatrique : Abrégé de la pratique vétérinaire, ou Guide du commerce des animaux domestiques, d'après la nouvelle législation sur l'uniformité des cas rhédhibitoires et la durée de la garantie dans toute la France, par F. JAUZE. — In-8, *Paris*, Fromont-Pernet, 1838. (7 fr.)

2771. LAFOSSE. — Réflexions relatives à la loi du 20 mai 1838, concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques, par LAFOSSE. — In-8, 20 p. *Toulouse*, impr. Douladoure, 1861.

Extr. du *J. d'agric. prat. pour le midi de la Fr.*, 1861.

2772. LEBLANC. — Remarques sur la loi du 20 mai 1838, par LEBLANC, méd.-vét. — In-8, 44 p. *Paris*, impr. Penaud, 1857.

Extr. du *Bullet. de la Méd. vétér.* —Cf. sup., n° 2758.

2773. LEGAT. — Manuel des marchands et des acheteurs de chevaux et de bestiaux, contenant les usages locaux de la France, concernant les vices rédhibitoires des principaux animaux domestiques, par B. J. LEGAT, av. In-18, 6 ff. 8/9. *Paris*, Garnot; Warée; Mongie aîné, 1828. (3 fr. 50.)

2774. LERENDU. — Épizooties, etc. — Vices rédhibitoires. Extrait du Code civ. et loi du 20 mai 1838, suivis de modèles d'actes, par J.-B.-F. LERENDU aîné. — In-8, 3 ff. 3/4. *Paris*, Marescq aîné, 1849. (1 fr. 50.)

2775. PRADAL. — Le Guide des vendeurs et acheteurs d'animaux domestiques, d'après la nouvelle loi du 20 mai 1838. Instructions, par A. PRADAL. — In-8, 1 f. 1/2. *Castres*, impr. Vidal, 1838. (50 c.)

2776. PRANGÉ. — Jurisprudence vétérinaire. Du Délai de la garantie en matière de vices rédhibitoires, considéré au point de vue de son application, par L. PRANGÉ. — In-8, 23 p. *Paris*, impr. Malteste et C^ie^, 1861.

2777. RENAULT. — Vices rédhibitoires. Délai de garantie, par RENAULT, direct. de l'Éc. d'Alfort. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. PENAUD, 1854.

2778. FLANDIN. — Action rédhibitoire. Typhus contagieux. Bêtes à cornes; par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII, (1867), p. 321-331.

Art. 1642-1649, n^t^.

CHAPITRE V. — DES OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

2779. ACCARIAS. — Étude historique sur le pacte commissoire et la résolution de la vente pour défaut de payement, par J. ACCARIAS. — In-8, *Paris*, 1855.

2780. DE FOLLEVILLE. — Du Payement du prix par l'acheteur, en matière de vente, par Daniel DE FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 61 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXXIX (1^er^ 1875), p. 505-560.

2781. NAZ. — Essai sur l'histoire de la résolution de la vente pour défaut de payement du prix, et son état dans le droit français moderne, par L. NAZ, av., d. en d. — In-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1870. (5 fr.)

Ce livre est, selon toute apparence, une thèse de doct. convertie en ouvrage de doctrine; il est du nombre des œuvres distinguées qui méritent cette transformation.

2782. Thèses de doctorat :

1. AUBERGÉ. — Du Privilége du vendeur d'immeubles et de la résolution de la vente pour défaut de payement du prix. In-8, 1860.

2. CANONNE. — Des Droits du vendeur d'immeubles non payé. In-8°, *Paris*, 1873.

3. DANJON. — Des Droits du vendeur non payé. In-8. *Caen*, 1873.

4. D'ÉTÉ. — De la Résolution de la vente pour défaut de payement du prix. In-8, 1875.

5. FORTIER-MAIRE. — Du Droit de résolution accordé au vendeur non payé In-8, 1856.

6. HÉRISSON. — De la Résolution de la vente pour défaut de payement du prix. In-8, *Versailles*, 1857.

7. LE JEMBLE. — Des Droits du vendeur non payé. In-8, *Rennes*, 1872.

8. LEVEILLÉ. — De la Résolution de la vente pour inexécution des charges. In-8. *Rennes*, 1858. (*Rare.*)

9. MAGIMEL. — Des Droits du vendeur en droit romain et en droit français. In-8, *Paris*, 1856.

10. MARAIS. — Privilége et résolution. In-8, 1867.

11. MARTIN. — De la Résolution de la vente pour défaut de payement du prix. In-8, 1874.

12. MEAUDRE. — Du Droit de résolution du vendeur non payé. In-8, *Paris*, 1851.

13. DE PISTOYE. — Des Droits du vendeur d'immeubles non payé. In-8, *Paris*, 1870.

14. ROUSSILLON. — Du Droit de résolution et des priviléges accordés au vendeur non payé. In-8, *Paris*, 1863.

15. TIRMAN. — De la Résolution de la vente. In-8, *Paris*, 1863.

16. VALLOIS. — De la Résolution de la vente d'immeubles. In-8, *Paris*, 1869.

V. enc. sup. n^os^ 2720 et 2721, et inf. *Hypothèques*. Loi du 25 mai 1855.

Art. 1650-1651, n^t^.

Art. 1652.

2783. MOURLON. — Des Intérêts d'un prix de vente, au point de vue des créanciers ayant hypothèque ou privilége sur l'immeuble vendu, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. VII (1^er^ 1859), p. 35-42.

Art. 1653, n^t^.

Art. 1654-1656.

2784. LEFEBVRE — L'art. 1654, C. civ., est-il exclusif d'une résolution contractuelle, laquelle produit à l'égard des tiers tous les effets de celle qui serait prononcée par justice? par Alph. LEFEBVRE, av. C. cass. — Ap. *J. du Not.*, 12 sept. 1866.

Cf. sup. n° 2779.

2785. DE SÈZE. — Des Pactes résolutoires de la vente. Th. D., par DE SÈZE, — In-8, *Paris*, 1863.

Art. 1657.

2786. LE GENTIL. — Dissertation sur l'inapplicabilité de l'art. 1657 aux matières commerciales, par LE GENTIL, av., j. s^t à Arras. — Ap. *Dissertations juridiques*, t. II, p. 239-262.

V. sup. n° 80.

CHAPITRE VI. — DE LA NULLITÉ ET DE LA RÉSOLUTION DE LA VENTE.

Art. 1658, n^t.

V. sup. n^os 2779 et s.

SECTION I^re. — *De la Faculté de rachat.*

Art. 1659-1673.

2787. DUVAL. — Du Réméré. Th. D. par DUVAL. In-8, *Paris*, 1864.

2788. HOUYVET. — Du Pacte de remeré et du report. Th. D. par HOUYVET. — In-8°, *Paris*, 1874.

V. enc. infr. sous l'art. 2186.

2789. ***. — Une Vente à réméré faite à vil prix, avec relocation au vendeur, doit-elle être considérée comme contrat pignoratif? En admettant l'affirmative, quelle est alors la valeur d'un pareil contrat? — Ap. *J. du Not.*, 20 août 1845.

SECTION II. — *De la Rescision de la vente pour cause de lésion.*

Art. 1674-1685.

2790. LACOMME. — De la Rescision de la vente. Th. D., par LACOMME. — In-8, *Paris*, 1873.

2791. MARCADÉ. — Vente. Prix non sérieux. Prix vil. — Différence entre la nullité de la vente pour absence de prix sérieux et la rescision pour vileté de prix; par V. MARCADÉ, av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. I^er (1851), p. 24-45.

Cette dissertation devait être suivie d'une autre sur la lésion et la rescision pour vileté du prix dans les rentes viagères, qui n'a pas été donnée par l'auteur.

CHAPITRE VII. — DE LA LICITATION.

Art. 1686-1688, n^t.

CHAPITRE VIII. — DU TRANSPORT DES CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS.

2792. BODIN. — De la Cession de créances. — En quoi la position du cessionnaire d'une créance diffère-t-elle de celle que le cédant avait avant la cession? par Ed. BODIN, prof. Fac. Rennes. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1^er 1858), p. 145-166.

2793. H... — Des Transports de créances, des transports en garantie et des nantissements; par H. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 81-93.

2794. Thèses de doctorat :

BÉGIS. Du Transport des créances. In-8, 1852. — BIGOT. De la Cession de créances. In-8, 1854. — BOURGEOIS. Des Modes de transmission des créances. In-8, *Paris*, 1868. — CAMBON-LAVALETTE. De la Cesssion des créances. In-8, *Toulouse*, 1858. — DALMBERT. *D°*. In-8°, 1869. — DAVID. *D°*. In-8, *Paris*, 1856. — DEGROOTE. De la Cession-transport. In-8, *Paris*, 1874. — DUPARC. De la Cession des créances. In-8, 1867. — GÉRARD. *D°*. In-8. *Paris*, 1873. — LERENARD-LAVALLÉE. De la Vente ou de la cession de créances. In-8, *Caen*, 1870. — LOYSEL. De la Cession de créances. In-8, *Paris*. — MALÉCOT. *D°*. In-8, *Paris*, 1868. — MANESSIER. De la Vente des créances, d'hérédité et de droits litigieux. In-8, *Paris*, 18.6. — PAGÈS. Du Transport des créances. In-8, *Paris*, 1856. — PELERIN. De la Vente de créances. In-8, *Paris*, 1856. PIGNEROL. De la Cession de créances. In-8. *Paris*, 1870. — PLUM. *D°*. In-8, *Paris*, 1876. — POIREL. De la Vente de Créances. In-8, *Paris*, 1856. — REGNAULT. De la Cession de créances. In-8, *Paris*, 1874. — De SAINT-PIERRE. Du Transport des créances et de ses effets. In-8, *Toulouse*, 1861. — THIESSET. De la Cession d'actions. In-8, *Paris*, 1856. — VANEY. De la Cession de créances. In-8, *Paris*, 1853. — VARAMBON. De la Cession ou Vente de créances. In-8, *Paris*, 1856. — VAULOGÉ. De la Vente des créances. In-8, *Caen*, 1857. — VERNET. *D°*. In-8°, *Paris*, 1863.

V. enc. sup. n^os 824 et suiv. et sous l'article 1348.

2795. DEBOUCHAUD. — De la Cession d'intérêts dans les sociétés civiles et commerciales. Th. D. (Poitiers), par A.-F. DEBOUCHAUD, av. — In-8, *Poitiers*, impr. Dupré, 1857.

2796. GALLAND. — Code expliqué des transferts, mutations et conversions de valeurs de bourse. Dette publique; Banque de France; Crédit foncier; Chemins de fer et valeurs diverses. Législation, jurisprudence. Renseignements pratiques, formules; par T.-L. GALLAND, anc. not. — In-8, 452 p. *Paris*, Cosse, Marchal et C^ie, 1868. (7 fr. 50.)

2797. PAULTRE. — Assurance contre l'incendie. Obligations hypothécaires. Vente de propriétés bâties; par Em. PAULTRE, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI, (1865) p. 852; t. VII, p. 169 et 401.

Quelle est la nature du transport d'indemnité d'assurance contre l'incendie?

Inséré ap. *Coll. des Observ. Prat.* p. 97-136. — V. sup. n° 2001.

Add. *du même :* Observations pratiques. Placements hypothécaires. Origine de propriété. Significations. Élection de domicile. *Ibid.*, t. V, p. 172.

2798. ***. — De la Cession du bénéfice des polices d'assurance contre l'incendie, dans le contrat de prêt par hypothèque. — Ap. *J. du Not.*, 17, 20, 29 nov.; 1, 8 déc. 18 .

V. enc. sup. n° 2719.

Art. 1689, n^t^.

Art. 1690-1691.

2799. CLARARD. — Cession de droits successifs. Signification. — De la nécessité de signifier les cessions de droits successifs aux débiteurs de la succession et aux cohéritiers du cédant, ou de l'application de l'art. 1690 du C. civ. à ces différents cas; par CLARARD, not. à Firminy. — Ap. *J. du Not.*, 17 nov. 1875.

2800. BARILLIET. — Des Effets d'un Transport de créance signifié dans l'intervalle de deux saisies-arrêts ; par Th. BARILLIET, d. en d. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 49-87.

2801. FLAMM. — De la Distribution par contribution, en cas de concours de créanciers saisissants avec un cessionnaire ; par Phil. FLAMM, av. à Varsovie. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1er 1854), p. 337-350.

2802. HOUYVET. — Du Transport de créance en concours avec des saisies-arrêts, par Ch. HOUYVET, cons. à Caen. — In-8, 29 p. *Paris*, Marescq aîné, 1871.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXXI (1er 1871), p. 177-201.

2803. MARCADÉ. — Cession de créance, saisies-arrêts, concours. Examen doctr. par V. MARCADÉ, anc. av. C. cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 717-726.

Cass., 8 juin 1852, *Sir.*, 1852, 1, 487. — Add. Note de GILBERT. *Ibid.*, 1837, 2, 5. (5 col.)

2804. MOURLON. — De l'Effet de la Cession, lorsque la créance cédée a été frappée par des saisies-arrêts, soit avant, soit après la cession ; par Fréd. MOURLON. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 161.

2805. VIELLE. — Du Concours des créanciers avec un cessionnaire, en matière de saisie-arrêt, par VIELLE, av. à Dôle. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 113-124.

2806. VILLEQUEZ. — De l'Effet de la signification ou acceptation du transport, quand il existe des saisies ou oppositions sur la créance cédée ; par VILLEQUEZ, prof. Fac. de Dijon. — In-8, 48 p. *Paris*, Durand, 1862.

Extr. de la *Rev. hist. de Droit fr. et étr.*, t. VIII, p. 454.

Art. 1692.

2807. BERNARD. — De la Transmission active de l'hypothèque. Th. D. par BERNARD. — In-8°, *Paris*, 1868.

2808. MÉLIN. — Des Obligations notariées, à ordre ou au porteur, avec affectation hypothécaire, par MÉLIN. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI, (1865) p. 92 et 171.

Add. *du même*, un autre art. *Ibid.* t. VII, (1867), p. 830.

2809. BUCQUOY. — Endossement. Cession d'hypothèque. — L'endossement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre transfère-t-il, en même temps que la créance, l'hypothèque ou le privilége qui la garantit? par BUCQUOY, d. en d., av. à Amiens. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 52-64.

Add. :

CABANTOUS. — Examen doctr. de Cass. 21 fév. 1838 (Curmer). — Ap. *Sir.*, 1838, 1, 209. (3 col).

Art. 1693-1695.

2810. MERVILLE. — Question de garantie en matière de cession de créances. — Lorsque le débiteur cédé d'un prix d'office était tombé en faillite au temps du transport, le cédant doit-il garantie au cessionnaire à raison de l'influence de la faillite sur le privilége établi au profit du vendeur d'office? par MERVILLE, 1er av. gén. à Orléans. — Ap. *Rev. prat.*, t. IV (2e 1857), p. 401-409.

Cass., 10 fév. 1857. — Orléans, 23 juill. 1857. Bourges, 14 août 1855.

V. enc. sup. nos 2756 et 2757.

Art. 1696.

2811. BINET. — De la Cession de droits successifs. Th. D. (Nancy), par BINET. — In-8, *Nancy*, 1870.

2812. PAULTRE. — Transport de droits successifs, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1862), p. 103; t. IV, p. 109.

Inséré ap. *Observ. prat.*, p. 371-381. — V. sup. n° 2001.

V. enc. sup. nos 1691-1693.

Art. 1697-1698, n^t.

Art. 1699-1701.

2813. DESJARDINS. — Du Retrait de droit litigieux, par Alb. DESJARDINS, agr. Fac. de Paris. — In-8, 117 p. *Paris*, Marescq aîné, 1871.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXV (1er 1868), p. 138-167; t. XXIX (1er 1870), p. 451-477 et t. XXX (2e 1870), p. 225-284.

2814. DOUBLET. — Études sur le retrait litigieux, par G. DOUBLET, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 105-132, et 164-183.

APPENDICE. — *Cessions d'offices ministériels.*

Cette matière est connexe à celle de la propriété des offices, et les ouvrages qui s'y rapportent ont été relevés au titre de la Propriété, nos 1047 à 1072. Nous n'indiquerons ici que les articles relatifs aux questions particulières qui peuvent naître à l'occasion de la cession de ces offices.

a. *Effets du traité. Garantie.*

2815. DEVILLENEUVE. — Un traité fait sur la transmission d'un office constitue-t-il une véritable *vente*, ou seulement une *obligation* de faire résoluble, au cas d'inexécution, en dommages-intérêts? Exam. doctr., par DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1835, 2, 180 (4 col.).

Add. : *J. des Av.*, t. XLVIII, p. 269, et t. XLIX, p. 652.

V. aussi Décision ministér. du 9 janv. 1837.

Jung. pour la négative, art. de MORIN; ap. *Droit*, 18 févr. 1836.

2816. BALLOT. — KUHLMANN. — I. La Cession d'office, intervenue avant les événements de février 1848, est-elle résoluble pour cause de détérioration de la chose amenée par ces événements, encore qu'à cette époque la nomination du cessionnaire n'eût pas été faite par le gouvernement? par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 828.

Add.: *Gaz. Trib.*, 6 avril 1849, et *J. du Not.*, 11 avr. *d°*.

Le gouvernement provisoire de 1848 avait, après les traités présentés à la chancellerie avant le 24 févr., renvoyé les pièces aux parties intéressées, pour les mettre en mesure d'exprimer leur volonté de donner suite à ces traités. (Circul. du 9 mars 1848.) Cette circulaire fit naître la question de savoir si, par suite de la révolution, les cessionnaires étaient déliés de leurs engagements. M. KUHLMANN, l'un des intéressés, engagea sur ce sujet une controverse avec M. BALLOT.

II. Lettre de M. KUHLMANN. — Ap. *Rev. Fœl.* t. XVI, p. 157.

III. Réponse à M. KUHLMANN, par Ch. BALLOT. — *Ibid.*, p. 554.

IV. Nouvelle Lettre de M. KUHLMANN. — *Ibid.*, p. 828.

V. Cass., 14 mai 1851. Réquis. de l'av. gén. N. GAILLARD, ap. *J. du Not.*, 17 mai 1851. — Ap. *Sir.*, 1851, 1, 133 (extr., 3 col.).

Add.: I. MILLET. — Mémoire pour M. Brismontier, à l'appui du pourvoi formé devant la chambre civile de la Cour de Cass., contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, le 20 août 1849 (sign. MILLET). — Reprod. ap. *J. du Not.*, 1, 5 juin 1850.

II. AVISSE. — Mémoire sur la même question, par H. AVISSE, av. C. de Cass.

Un extrait a été inséré ap. *J. du Not.*, 14 août 1850.

La question a été débattue à la conférence des avoc. de Paris le 23 juin 1849; un extrait du rapport de M. MASSU a été inséré ap. *J. du Not.*, 11 juillet 1849.

2817. HENNEQUIN. — De la Garantie des vices cachés, en matière de cession d'office. — Ap. *J. du Not.*, 22 déc. 1855, 4, 7 mars 1856.

2818. SAVY. — Précis sur la garantie en matière de vente et de transport, appliquée au notariat; par SAVY. — In-8. *Paris.* (1 fr.. 50.)

2819. SCHENCK. — Précis sur la Garantie en matière de vente et de transport, appliquée au notariat; par SCHENCK. In-8,

2820. TEYSSIER-DESFARGES. — Des Cessions d'offices antérieures à la révolution de février, par TEYSSIER-DESFARGES. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 340.

2821. A... — De la Valeur des offices de notaire et des actions en réduction de prix, par A... — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XII, (1871), p. 273-299, 417-428.

2822. ***. — De l'Évaluation des offices, du contrôle des traités et des réductions de prix. Dissertation. — Ap. *J. des Not. et des Av.*

Reprod. ap. *J. des Av.*, t. LXXVIII, p. 510.

Add.: *Ibid.*, LXXIX, p. 500.

2823. ***. — Un Notaire qui, après avoir cédé son office moyennant un certain prix, se rend sur-le-champ acquéreur d'un office dans le même lieu, sans avoir fait à ce sujet de réserve dans le traité, n'est-il pas tenu à des dommages-intérêts envers son successeur? — Ap. *J. des Av.*, t. XXXVII, p. 339.

Extr. de la *Jurispr. du notar.*

2824. — Peut-on demander la résolution du contrat de vente d'un office pour défaut de payement du prix ? — Ap. *J. du Not.*, 25 sept. 1847.

Extr. du *J. des Av.*

2825. ***. — La Cession d'un office ne contient-elle pas implicitement la cession des recouvrements ? — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXIV, p. 170.

Add. : Note de CANTEL, ap. *J. de la Cour de Grenoble*, 1858, p. 347 et Observat. ap. *J. Pal.*, 1858, p. 785.

b. *Traités secrets, ou Contre-lettres.*

2826. CHAUVEAU (ADOLPHE). — Quelle est la valeur d'un traité secret en matière d'office ? par CHAUVEAU (Adolphe). — Ap. *J. des Av.*, 1847.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 30 juin 1847.

2827. DUVERGIER. — Le traité secret par lequel le titulaire d'un office s'oblige à payer à son prédécesseur un supplément du prix porté au traité ostensible, est-il nul, même entre les parties contractantes ? par DUVERGIER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VII, p. 321.

2828. HERISSON. — Office. Contre-lettre. Nullité. Exam. doctr. par CH. HÉRISSON, av. c. de cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 273.

Cass. Civ., 2 mars 1864 (Portaut).
Add. observ. de EM. MOREAU, ap. *Sir.*, 1861, 1, 161, (3 col).

2829. BALLOT. — L'Art. 1304 est inapplicable, en matière d'office, à l'action en restitution des sommes payées à titre de supplément de prix stipulé dans un traité secret ; par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 21.

2830. TEYSSIER-DESFARGES. — État de la jurisprudence en matière d'office. L'art. 1304 du Code civ. est-il applicable aux actions en restitution des sommes payées à titre de supplément de prix stipulé par un traité secret ? par TEYSSIER - DESFARGES. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 608.

2831. ***. — Les sommes payées en exécution de traités secrets sont-elles sujettes à répétition ? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VII, p. 568.

V. Rouen, 18 févr. 1842. Réquis. de l'av. gén. ROULAND. — Ap. *Dall., Répert.*, v° Office, p. 160, note.
Cass., 7 juill. 1841 (Legrip), Réquis. de l'av. gén. DELANGLE. — Ap *Sir.*, 1841, 1, 573 (3 col.).

3832. — Des droits et des Convenances réciproques entre un prédécesseur et un successeur, en matière d'offices. Dissertation. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXII, p. 633.

TITRE SEPTIÈME.

DE L'ÉCHANGE.

Décrété le 16, promulgué le 26 ventôse an XII (7-17 mars 1804).

Art. 1702-1707.

2833. BÉRARD DES GLAJEUX. — Des Échanges. Th. D., par A. BÉRARD des GLAJEUX. — In-8, *Paris*, 1856.

2834. CAVALIÉ. — De l'Échange. Th. D., par CAVALIÉ. — In-8. *Paris*, 1864.

2835. PICOT. — De l'Échange. Th. D., par PICOT. — In-8. *Paris*, 1866.

2836. TROPLONG. — Commentaire du titre VII du livre III du Code civil. De l'Echange. — 3e *éd.*, in-8, *Paris*, 1860.

Fait partie du t. Ier du Comment. du Louage. V. sup. n° 91.

2837. MORAND. — De l'Échange des immeubles, par V. MORAND, subst. à Avesnes. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXV (1849), p. 271-278.

En sous-titre : L'intérêt de l'agriculture commande de faciliter les échanges d'immeubles ruraux. (Lois du 5-19 déc. 1790 ; du 22 frim. an VII, art. 69, § 5, 3° ; du 16 avril 1816. art. 52-54 ; du 16 juin 1824, art. 2 ; du 24 mai 1834, art. 16.)

TITRE HUITIÈME

DU LOUAGE

Décrété le 16, promulgué le 26 ventôse an XII, (7-17 mars 1804).

2838. AGNEL. — Code manuel des propriétaires et locataires de maisons, hôteliers, aubergistes et logeurs, ouvrage dans lequel sont exposés méthodiquement leurs obligations et leurs droits respectifs, d'après le texte des lois, la jurisprudence des cours et tribunaux, l'opinion des auteurs et les usages locaux, avec les modèles de tous les actes sous seing privé relatifs aux locations ; par Em. AGNEL, av. — 5e *éd.*, augm. notamment du tableau des patentes, avec des notes. 1 fort vol. In-18 ; *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1874 (6 fr. 50.)

La 1re éd. est de 1845, la 2e de 1846, in-18. *Paris*, Mansut (3 fr. 50) ; la 4e, 1863. L'auteur a revisé et complétement transformé son œuvre primitive et produit un livre qui, sans cesser d'être scientifique, permet aux moins expérimentés d'être fixés rapidement sur leurs droits et leurs obligations en matière de location.

2839. *Le même.* — Code manuel des propriétaires de biens ruraux et d'usines, des fermiers, des colons partiaires, métayers et chepteliers, avec des modèles de tous les actes sous seing privé relatifs aux locations. — In-16, 17 ff. 5/6, *Paris*, Mansut, 1848. (3 f. 50.)

2840. DUVERGIER. — Traité du contrat de Louage, par DUVERGIER. — 2 vol. in-8°, *Paris*, Renouard, 1841.

3e et 4e vol. de la continuation de TOULLIER, v. sup., n° 90. C'était, lorsqu'il a paru, à peu près le seul traité complet du Louage envisagé sous un point de vue général, et dans tous ses rapports avec l'état de la jurisprudence. Les commentateurs du Code civil s'étaient renfermés à peu près exclusivement dans les dispositions de ce Code. Or il est une foule de baux d'un usage plus ou moins fréquent, dont les règles particulières sont indispensables à connaître et dont le Code ne dit pas un mot: baux des biens de l'État, des communes, établissements publics, et d'un autre côté les baux emphytéotiques, à vie, à rente, à complant, etc., etc. En faisant entrer dans une juste mesure ces différents baux dans le plan général de son traité, M. D. a rempli une lacune existant depuis longtemps dans la science.

Cf. n° 2844.

V. art. crit. de CHAUVEAU-ADOLPHE, ap. *Droit*, 14 févr. 1837.

V. enc. inf. n° 2909

2841. MASSON. — Traité pratique des locations en garni, en général, et particulièrement de la profession d'hôtelier et du contrat d'hôtellerie, contenant tous les documents législatifs et juridiques anciens et modernes ; toutes les lois, édits royaux et règlements de police ; tous les arrêts sur la responsabilité et le privilége de l'hôtelier, sur l'application des règlements municipaux et des lois fiscales, pénales, civiles, sur la propriété, le bail, la gérance d'une hôtellerie, etc., etc. Avec une table alphabétique des matières et une table des lois, ordonnances et arrêts rapportés ou cités dans l'ouvrage, par P. MASSON, d. e. d., av. — In-8°, 48 ff. *Paris*, Marescq, 1846. (8 fr.)

MASSON a divisé sa matière en deux parties. Dans la 1re il traite des devoirs imposés à la profession d'hôtelier, et dans la seconde, de la profession d'hôtelier sous le rapport des droits et engagements civils. Il a su tirer tout le parti possible d'un sujet en apparence restreint, d'une matière que l'on pourrait croire l'apanage des faiseurs de manuels, mais que la science et la méditation savent élever en un plus haut rang, comme ce livre en est la preuve. Une table alphabétique, très-développée, met en lumière tous les éléments si variés de l'ouvrage.

2842. PIGEAU. — Manuel des propriétaires et des locataires, avec la loi du 16 ventôse sur le louage, par un ancien jurisconsulte (PIGEAU). — In-12, *Paris*, Rondonneau, 1810.

2843. RUELLE. — Jurisprudence des locations, rédigée d'après les dispositions générales du nouveau Code civil, par J. RUELLE. — In-12, 1805.

D'après Camus-Dupin, RUELLE aurait donné une 2e édition de cet ouvrage en 1811, sous le titre de *Nouveau Manuel des propriétaires et des locataires de maisons;* ce livre paraît bien être le même que celui de PIGEAU, indiqué au n° précédent.

2844. TROPLONG. — Commentaire du Titre VIII du Livre III du C. civ. — Du Louage. — 3e *édit.* 2 vol. in-8, 1859.

V. sup. n° 91. — La 1re éd. 3 vol. in-8°, 1840. — 2e éd. 2 vol. 1852. Un extrait de la préface, sous le titre de *La propriété en Irlande*, a été inséré ap. *Gaz Trib.*, 20 nov. 1840 ; ainsi qu'un autre extr. indiqué plus bas.

Ce qui a ajouté à l'intérêt qu'offrirent dès le début, même pour les gens du monde, les livres de M. T., ce fut que son commentaire du *louage* parut peu de temps après celui de M. Duvergier. Une sorte de joûte s'était établie entre les deux savants auteurs qui poursuivaient le même but, l'achèvement de l'œuvre de TOULLIER, et il s'est rencontré plus d'un point où ils ne se sont pas trouvés d'accord. Déjà M. T. avait combattu avec une certaine vivacité quelques-unes des opinions émises par M.T. dans ses commentaires de la *Vente* et des *Hypothèques*. Celui-ci prit sa revanche et critiqua avec une vivacité égale certaines solutions de M. D. sur le *Louage* ; et il en est résulté pour ce commentaire un caractère assez marqué de controverse.

V. notamm. :

I. Le bail constitue-t-il, d'après le droit nouveau, un droit réel pour le fermier, c'est-à-dire un droit absolu, et non pas seulement un rapport particulier entre le bailleur et le bailliste? par TROPLONG. — Ap. *Droit*, 26 avril 1836.

Extr. de son Commentaire.

II. Réfutation d'une opinion de M. Troplong, par BELLOT DES MINIÈRES. — *Ibid.*, 20 mai.

Add. la réponse de DUVERGIER, infr. n° 2864.

2845. Thèses de Doctorat :

APPAY. Du Contrat de bail. In-8, *Paris*, 1869. — CHATINIÈRES. Du bail à loyer et du privilége du bailleur. In-8, *Versailles*, 1868. — HENRY. Des Baux immobiliers et du domaine congéable, In-8. *Caen*, 1869. — DE LAFAVERIE. Du Louage des choses. In-8, 1865. — DE MAINTENANT. Du Louage. In-8, *Paris*, 1865.

2846. SAUGER. — Du Louage et des Servitudes dans leurs rapports avec les usages locaux, par L.-G. SAUGER. — In-8, *Paris*, Cosse et Marchal, 1860, (*Rare.*)

V. sup. n° 1320.

2847. JULLEMIER. — Traité des locations de chasse, suivi d'un formulaire contenant les différents actes auxquels le droit de chasse peut donner lieu, par

Luc. JULLEMIER, av. — In-18 jés., 147 p. *Paris*, F. Didot et C^ie^, 1876 (1 fr. 50.)

V. inf. n° 2880.

Ouvrages élémentaires usuels.

2848. BICQUANT. — Traité pratique des locations en garni en général, et particulièrement de la profession d'hôtelier et du contrat d'hôtellerie, par P. BICQUANT ; vu et augmenté par un avocat. — In-12, 17 ff. 1/2; *Paris*, impr. Pochard, 1828.

L'avocat qui n'est pas nommé ici est P. Masson. V. sup. n° 2841.

2849. BOURGUIGNON. — Nouveau Guide usuel du propriétaire et du locataire ou fermier, contenant les règles et les formules des baux à loyer, à ferme et à cheptel ; la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc., par A. BOURGUIGNON. — In-12. 1868. (2 fr.)

2850. COURCELLE-SENEUIL. — Cours de droit pratique, ou la Science du droit mise à la portée de tout le monde. Du contrat de louage, etc., par COURCELLE-SENEUIL. — In-8, 1847.

2851. DUFOUR (DE SAINT-PATHUS). — Guide des locataires et des propriétaires dans leurs intérêts réciproques, etc., etc., par J.-M. DUF... DE S^t^-P. — In-12, 11 ff. *Paris*, Blanchard, 1848 (2 fr. à la publ.)

C'est au moins la 4^e^ éd., la 3^e^ avait été publiée chez le même éd. en 1825, in-12, 12 ff.

2852. FARINE. — I. Code des propriétaires et des locataires, par FARINE. — In-12, Maison, 1849. (2 fr.)

II. — Code des hôtels meublés, ou Code des hôteliers, aubergistes, logeurs, cabaretiers, marchands de vins, traiteurs, etc. — In-18, 5 ff., *Paris* Maison, 1849, (1 fr.)

Cf. infr., n° 2855.

2853. HERVÉ ET BORNIER. — Le Législateur pour tous ; locataires et propriétaires, par HERVÉ, anc. av. gén., et Vict. BORNIER, jurisc. — In-32, 124 p. *Meaux*, impr. Cochet, 1869, (1 fr.)

2854. LATERRADE. — Code pratique des propriétaires, fermiers, locataires, chepteliers, entrepreneurs, hôteliers et logeurs, ou commentaire sur les lois et la jurisprudence qui régissent le contrat de louage dans ses diverses modifications, avec des modèles d'actes sous seing privé relatifs aux principales clauses et conventions dont le contrat de louage est susceptible, et un appendice sur la chasse et la pêche, par A. LATERRADE, av. — In-8, 27 ff. *Paris*, Moreau ; — Pichon ; — Béchet ; 1827.

En 1828 parut sous le même titre, comme 2^e^ *éd. corrigée* et *augmentée*, un supplément de 5 ff. 1/2 contenant titre, tables et pages 225-26, 239-304, 400-416. *Paris*, Ch. Béchet.

2855. LÉOPOLD ET FARINE. — Code complet du propriétaire et du locataire, par LÉOPOLD et FARINE. — 2^e^ *éd.* In-18.

LÉOPOLD, qui se qualifiait d'ancien docteur en droit, a publié, vers 1810, un *Traité des locations, ou le Guide des propriétaires, suivi de formules, etc.* En 1817, *nouv. éd. revue, corrigée et augmentée du Traité des baux d'usufruitier.* In-12.

2856. MORIN. — La Clef du Droit pratique et la rédaction des rentes et des baux, par J. MORIN. — In-12. *Paris*, 1860.

2857. PARELON. — Explication sommaire du contrat de louage, par P. PARELON, av. à Sétif. — In-8°, 63 p. *Sétif*, impr. V^e^ Vincent, 1863.

2858. PERRIN. — Instructions aux propriétaires et fermiers sur les baux à loyer, les baux à ferme et à cheptel, par Ch. PERRIN, expert-géom. à Aurillac. — In-12, 1 f. 1/2, *Aurillac*, impr. Picut, 1851. (50 c.)

2859. PICARD. — Guide pratique du propriétaire et des locataires en matière de locations verbales et de baux écrits, par PICARD. — Br. in-8°. *Paris*, Marescq aîné. (1 fr.)

2860. SERGENT ET VASSEROT. — Nouveau Manuel complet du propriétaire et du locataire, *nouv. éd.*, par SERGENT et VASSEROT. — 1 vol. In-18, *Paris*, Roret, 1865 (2 fr. 50.)

La 1^re^ éd. par SERGENT seul est de 1826, in-18, 8 ff. 4/9. *Paris*, Mongie aîné.

2861. TRIPIER. — Code des propriétaires, des locataires, des usufruitiers et des constructeurs de maisons, tenu constamment au courant de la législation, par L. TRIPIER, d. e. d. — 1 vol. in-8°, 60 p. *Paris*, à la Direction du Bulletin de la Législation française, 1872, (2 fr.)

2862. ***. — Guide des propriétaires et locataires, précédé d'un Traité de location en garni, etc. — In-8°. 2 ff. 1/2, *Paris*, Moronval, (0, 75 c.)

2863. ***. — Petit code des locataires et des propriétaires, indiquant aux uns et aux autres leurs obligations et leurs

droits et contenant des décisions judiciaires pour tous les cas locatifs, de sûreté, d'ordre et de salubrité. — In-18, 7 ff. *Paris*, Heideloff et Campé, 1835.

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1708 et 1709.

2864. DUVERGIER. — De la Nature du bail, par J.-B. DUVERGIER. — Ap. *Droit*, 27 mai 1836.

Cf. sup. n° 2844.

2865. FEITU. — De la Personnalité du droit du preneur, par E. FEITU, d. e. d., subst. à Ploërmel. — Ap. *Rev. Prat*, t. XXX (2e 1870), p. 385-435.

A la suite de cette remarquable étude, l'auteur donne la bibliographie, déjà d'ailleurs incomplète à l'époque où il écrivait, de cette question intéressante, et annonce une prochaine étude destinée à faire connaître l'état de la jurisprudence. Ce projet n'a pas encore été exécuté.

2866. FERRY. — De la Nature du droit du fermier et du locataire de maisons, par FERRY. — In-8°, *Paris*, 1842.

Extr. de la *Rev. Fœl.*, t. VIII (1842), p. 609 et 849, et t. IX p. 123.

2867. JOZON. — De la Nature du droit du preneur, par P. JOZON, d. e. d. av. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XX (2e 1865), p. 358-371.

Jung. ROZY. — L'art. 1743 au point de vue économique. Lettre adressée à M. P. Jozon. — *Ibid.*, p. 468-478.

2868. MOURLON. — De la Question de savoir si le preneur n'a qu'un seul droit, un droit purement personnel, ou s'il en a deux, un droit personnel et un droit réel, par Fréd. MOURLON. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXIX (1er 1870), p. 193-227 et 385-409.

2869. THIERCELIN. — Du Caractère de l'obligation du locataire en matière de louage d'immeubles et du droit du locataire en cas de faillite ; par H. THIERCELIN, anc. av. C. de Cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXX, (1er 1867), p. 37-49.

2870. VENTE. — De la Nature du bail d'immeubles, par A. VENTE, proc. imp. à Amiens. — Br. in-8° *Paris*, Durand, 1864. (1 fr.)

Extr. de la *Rev. hist. de Dr. fr.*, t. IX (1864), p. 215.

2871. ***. — Le Bail confère-t-il au preneur un droit réel sur la chose louée ? Dissert. — Ap. *Sir.*, *Coll. Nouv.*, t. VIII, 2, 356 (9 col.)

Dijon, 21 avril 1827.

Add. I. BOULLENGER, Exam. doctr. ap. *J. Pal.*, 1857, t. LXVIII, p. 1109. — II. LABBÉ. Exam. doctr. ap. *J. Pal.*, 1859. t. LXX, p. 776. — III. MARCADÉ. Exam. doct. sur Bourges, 27 février 1852. ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 558. — L'auteur annonçait l'intention, non réalisée, d'écrire sur cette question un article spécial qui synthétisât les explications éparses dans son ouvrage. — IV. ROYER. Exam. doctr. sur Paris, 29 mars, 1860, ap. *Dall.* 1860, 2, 185 (5 col.).

V. enc. sup. nos 1032 et 1033, et 2844, note.

2872. Add. sur le même sujet.

I. LEFORT. — Études sur l'histoire de la propriété : le droit de Marché, par J. LEFORT. — In-8, 71 p. *Paris*, Guillaumin et Cie. 1877.

II. SAUDBREUIL. — Du Droit de Marché. Discours prononcé le 3 nov. 1864, à l'audience solenn. de rentrée de la cour d'Amiens, par le proc. général SAUDBREUIL. — In-8, 79 pages. *Amiens*, Lemer, 1864.

Reprod. ap. *Bull. des Trib.*, 5 et 9 déc. 1864, et 2 janv. 1865. V compte rendu de P. BERNARD, ap. *Rev. crit.*, t. XXV, p. 478.

III. VION.—Le Droit de Marché ; par E. VION, cultiv. à Lœuilly (Somme). — In-8, 32 p. *Péronne*, Recoupé, 1869.

IV. G***.—Le Droit de Marché, son passé, son présent, son avenir ou sa transformation ; par G***, anc. not. — br. in-8, 46 p., *Péronne*, impr. Recoupé, 1865.

Art. 1710 à 1712 nt.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DU LOUAGE DES CHOSES.

Art. 1713, nt.

SECTION Ire. — *Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.*

2873. CHAMBOURDON. — Des Droits des bailleurs de fonds ruraux et urbains. Th. D. (Poitiers), par J.-B.-R. CHAMBOURDON, av. — In-8, 103 p. *Poitiers*, imp. Dupré, 1860.

Art. 1714, nt.

Art. 1715 et 1716.

2874. MARCADÉ. — De la Preuve du bail verbal, par V. MARCADÉ, anc. av. C. de cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. II, (1852), p. 189-192.

Extrait succinct du Comment., alors inédit, du *Louage*.

Art. 1717 et 1718, nt.

Art. 1719.

2875. AMELINE. — Concurrence industrielle ; par H. AMELINE, av. — In-8, *Paris*, Marescq aîné, 1865.

Extrait *Rev. Prat.*, t. XIX (1er 1865) p. 517-527.

Application de l'art. 1719 à la concurrence industrielle.

2876. BEZOUT. — Des Industries similaires. De la Concurrence entre locataires d'une même maison ; par P. BEZOUT. — In-8, *Paris*, 1863, (2 fr.)

Extr. du J. le *Droit commercial.*

Art. 1720, n[t].

Art. 1721.

2877. GUYHO. — L'art. 1721 et l'art. 1382 C. c. sont-ils applicables si le bailleur n'a jamais connu les vices de la chose louée ? Examen doctr. par Cor. GUYHO, d. e. d., av. C. de cass. — Ap. *Rev. Prat*, t. XXXII (2[e] 1871), p. 558-572.

Cass., 29 janv. 1872.

Art. 1722.

2878. BALLOT. — Des Effets de la guerre, à Paris et en France, sur le louage, louage d'ouvrage et d'industrie ; par Ch. BALLOT.

V. sup. n° 2162.

2879. JESSIONESSE. — I. Des Rapports entre propriétaires et locataires en cas de destruction totale ou partielle de la maison louée par faits de guerre, par C.-E.-L. JESSIONESSE, d. e. d. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXI, (1[er] 1871) p. 224-243.

Add. PONT. — Bail. Destruction totale ou partielle. Reconstruction. Exam. doct. par P. PONT. — Ap. *Rev. Crit.*, t. III (1853), p. 272-282.

II. Question de congé née de l'investissement de Paris, par C. L. J. — *Ibid.*, p. 481-505.

Cf. inf. n[os] 2894 et s.

2880. DE NEYREMAND. — Baux de chasse. Invasion ennemie. Privation de jouissance. Force majeure. — Le fermier d'une chasse a-t-il le droit, en cas de privation de jouissance par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, de demander la résiliation du bail ou une diminution proportionnelle du prix, lorsque, par exemple, la chasse n'a pas été ouverte par l'imminence d'une invasion ennemie, ou qu'elle est devenue impossible par l'effet de cette invasion même ? par DE NEYREMAND, cons. à Colmar. — Ap. *Droit*, 30 juin 1871.

Cette dissert. a été détachée d'un traité sur la chasse que l'auteur se proposait de publier, et qui l'a été depuis.

V. enc. sur la *Garantie.* EYSSAUTIER, LABBÉ, sup., n[os] 2750 et 2753.

Art. 1723-1724 n[t].

Art. 1725.

2881. DESJARDINS. — Les Travaux de voirie publique et les droits des locataires, par Arth. DESJARDINS, d. e. d., subst. proc. gén. à Aix. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXV, (2[e] 1864), p. 32-39.

Art. 1726-1732 n[t].

Art. 1733-1734.

2882. BADIN. — De la Responsabilité en général en matière d'incendie, et de la présomption de faute ou de cas fortuit à invoquer par ou contre les personnes diverses chez lesquelles l'incendie s'est manifesté, par H. BADIN. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, 1834.

Reprod. ap. *Dall., Pér.*, 1835, 2, 31.

2883. BUCHÈRE. — Le cautionnement consenti par un tiers dans un bail d'une usine, du payement des fermages et de l'entière exécution du bail en principal et accessoires, s'étend-il à la responsabilité en cas d'incendie ? par A. BUCHÈRE, subst. à Napoléonville. — Ap. *Rev. Prat.*, t. IX, (1[er] 1860), p. 225-229.

2884. MERGER. — Du Risque locatif et du risque de voisinage, par C. MERGER, av. — Ap. *Rev. Prat.*, t. X (2[e] 1860), p. 75-84, 131-153 et 326-357.

2885. MERVILLE. — Risque locatif. Assurance. Faillite de l'assuré. Ou de l'assurance, soit contre le risque locatif, soit contre le recours des voisins, en cas de faillite ou de déconfiture de l'assuré, par MERVILLE, 1[er] av. gén. à Lyon. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XIII (1[er] 1862), p. 529-543.

Réquis. de M. M. à la Cour de Lyon ; arrêt du 27 déc. 1861.

2886. PHILBERT. — Assurance du risque locatif. Droit du propriétaire bailleur sur l'indemnité. Nature et limite de l'obligation de l'assureur ; par PHILBERT, av., d. e. d. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XVII, (2[e] 1860), p. 450-465.

Cass. Req. 20 déc. 1859. *Sir.* 1860, 1, 25. Rapport du cons. NACHET (3 col.).

2887. ***. — Revue de Jurisprudence. De l'Assurance des risques locatifs. — Ap. *Gaz. Trib.*, 7-8 août 1876.

2888. OLLIVIER. — L'art. 1733 est-il applicable au colon partiaire? Exam. doctr., par Ad. OLLIVIER, av. — Ap. *J. des Assurances*, 1875, p. 382-389.

Art. 1735-1742, n^t^.

Art. 1743 et art. 21, Loi du 3 mai 1841.

2889. BOGELOT. — Les Locataires et la loi du 3 mai 1841, par G. BOGELOT, av. — In-8° 52 p. *Paris*, impr. Morris, 1862.

Extr. de la *Bibl. municip.*

2890. CELLIEZ. — Étude sur la Jurisprudence relative aux droits des locataires d'immeubles compris dans une expropriation pour cause d'utilité publique, spécialement des locataires sans baux écrits; par H. CELLIEZ.— In-8°, 24 p., *Paris*, impr. Renou, Maulde et Cock, 1876.

2891. PAILLARD DE VILLENEUVE. — Expropriation pour utilité publique. Baux sous seing privé. Dissert. par PAILLARD DE VILLENEUVE. — Ap. *J. du Not.*, 22 janv. 1854.

2892. SEVIN. — Expropriation pour utilité publique. Droits des sous-locataires. Exam. doctr. de la jurisprudence, par SEVIN, av. gén. C. de cass. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XIV (1^er^ 1859) p. 481-494.

Cass. 20 avril 1859, *Sir.* 1859, 1, 950, et *J. Pal.*, 1861.

Jung. CABANTOUS. Exam. doctr. de Cass. 16 avril 1862, ap. *Sir*, 1862, 1. 721. (6 col.).

V. aussi sur le même arrêt : HÉAN. Exam. de jurisprudence ap. *Rev. Prat.*, t. XVIII (2^e^ 1864) p. 526-528.

Art. 1744 à 1751, n^t^.

SECTION II. — *Des Règles particulières aux baux à loyer.*

Art. 1752-1762

2893. ACKERMANN. — Des Règles particulières aux baux à loyer et aux baux à ferme. Th. lic. par Em. ACKERMANN. In-4° 11 ff 1/2. *Strasbourg*, impr. Huder, 1849.

V. la section précédente.

Loi du 21 *avril* 1871 *sur les loyers*

2894. HEU. — Commentaire théorique et pratique de la loi sur les loyers, votée par l'Assemblée nationale le 21 avril 1871, par J. HEU, anc. direct. du j. le *Monit. de la Propr.* — In-8°, 68 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard; bureaux du *Monit.*, etc., 1871 (1 fr.)

2895. VAVASSEUR. — I. Commentaire de la loi sur les loyers, votée le 21 avril 1871, promulguée le 9 mai, par A. VAVASSEUR, av. — In-18, *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1871. (1 fr.)

II. De l'Application de la loi sur les loyers. Appendice au commentaire de la même loi, par A. VAVASSEUR, m. de la commiss. prov. du cons. d'Etat. — In-8°, 20 p. *Ibid.*, 1871. (50 c.)

SECTION III. — *Des Règles particulières des baux à ferme.*

2896. Thèses de doctorat :

CAMESCASSE. Du Bail à ferme, in-8°. *Paris*, 1861. — CASSAN. *D°*, in-8°, 1857. — CHAIN. *D°*, in-8°, 1854. — RONSIN. *D°*, in-8°, *Paris*, 1855.

2897. EMION.— Le Fermier et la loi, par V. EMION. — In-8°, 55 p. *Paris*, Marescq aîné, 1874.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXX (1^er^ 1873), p. 163-211. — Cette étude est la critique des art. 1716, 1773 à 1776 C.c.

2898. MARIAGE. — De la Réforme des baux à ferme, par J.-B. MARIAGE. — In-8. *Valenciennes*, Lemaître, 1867. (3 fr. 50.)

2899. DE SAINT-MARSAULT. — Traité pratique des baux à ferme, avec des commentaires à la suite du texte, par le C^te^ Edm. DE SAINT-MARSAULT. — In-18, 4 ff. *Paris*, Dusacq, Bouchard-Huzard, etc., 1847.

2900. SONNINI, THIÉBAULT et BERNEAUD. — Manuel des propriétaires ruraux, etc. — V. sup. n° 1321.

2901. VILLARD. — Étude sur les baux à ferme, avec projet de bail, par VILLARD, cultiv. — 2^e^ *éd.* in-8. *Paris*, Librairie centrale, 1865.

2902. LATREILLE. — Du Contrat de colonage, par J. LATREILLE, j. de p. de Montaigu. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1846.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XXV, (2^e^ 1864) p. 393-418.

2903. MEPLAIN. — Traité du bail à portion de fruits ou colonage partiaire, par E. MEPLAIN, juge à Moulins. — In-8, 27 ff. 3/4. *Moulins*, impr. Desroziers, 1850 (5 fr. *Rare.*)

Le contrat de métayage ou bail à métairie n'est cité qu'une fois dans le C. c., et d'une façon incidente, à l'occasion du cheptel ; cependant il est répandu dans une notable partie de la France, où il exerce une sérieuse influence

sur la prospérité de l'agriculture. En droit, il soulève une foule de questions de principe ou de détail d'un grand intérêt. A ces divers points de vue, le livre de M. M., écrit avec science, est d'une incontestable utilité. La lacune que présente le C. c. sera comblée dans le Code rural dont le projet lui consacre un titre spécial.

2904. RIVIÈRE. — Des Baux ruraux ou tenures d'une durée perpétuelle. Exam. doctrinal, par H. P. RIVIÈRE, cons. à Riom. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXV, (2e 1869), p. 193-214.

Art. 1763 à 1768, nt.

Art. 1769-1770.

2905. RODIÈRE. — Louage. Fermier. Remise de prix. — Suffit-il, pour que le fermier ait droit à la remise sur le prix de son bail, que le cas fortuit ait enlevé la moitié du produit net de la récolte ? ne faut-il pas qu'il ait enlevé au moins la moitié de la récolte brute ? par A. RODIÈRE, prof. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI, (1er 1855), p. 135-142.

2906. THIRY. — Fermier. Cas fortuit. Remise du prix. — Pour apprécier si le fermier a droit à une remise conformément aux art. 1769 et 1770 du C. c., ne doit-on prendre en considération que la quantité de fruits qui ont péri, ou bien faut-il encore tenir compte de la valeur vénale de ceux qu'il recueille ? par E. THIRY, prof. à Liége. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XIV, (2e 1862), p. 209-220.

Art. 1771-1776, nt.

Art. 1777-1778.

2907. PLUCHET. — Des Indemnités au fermier sortant pour les améliorations non épuisées à fin de bail, par E. PLUCHET, m. du cons. de la Soc. des Agr. de Fr. — In-8°, 12 p. *Paris*, impr. Chamerot, 1873.

CHAPITRE II. — DU LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE.

Art. 1779.

2908. CLAMAGÉRAN. — Du Louage d'industrie, du mandat et de la commission, en droit romain, dans l'ancien droit français et dans le droit actuel, par J.-J. CLAMAGÉRAN, d. e. d., av. — 1 vol. in-8°. *Paris*, A. Durand, 1856. (5 fr.)

Ouvrage couronné par la Fac. de droit de Paris, concours de 1852.

V. art. crit. de Ch. BALLOT, ap. *Rev. Prat.*, t. 1er p. 332.

2909. DUVERGIER. — Distinction du Louage d'ouvrage et du Mandat salarié, par J.-B. DUVERGIER. — Ap. *Rev. Wol.*, t. VI, (1837), p. 60-77.

Fragment du traité, alors inédit, du *Louage*.

2910. MOLLOT. — Le Contrat de Louage d'ouvrage et d'industrie expliqué aux ouvriers et à ceux qui les emploient, selon les lois, règlements et usages, et la jurisprudence des conseils de prud'hommes ; par MOLLOT, av. — 1 vol. in-12, 8 ff. *Paris*, Nap. Chaix et Cie ; — Videcoq p. et f., 1846.

2911. RENOUARD. — Le Contrat de prestation de travail, par RENOUARD. — Ap. *Mém. de l'acad. des Sc. mor.* t. XXVII, p. 161 et 365.

2912. Thèses de doctorat :

1. DROZ. — Du Louage de service et d'ouvrage, In-8°,1872.

2. FILHOUZE. — Du Louage d'ouvrage et d'industrie. In-8°, 1870.

2913. AGNEL. — Code manuel des artistes dramatiques et des artistes musiciens. Ouvrage dans lequel sont exposés méthodiquement leurs obligations et leurs droits respectifs, d'après le texte des lois, la jurisprudence des cours et tribunaux, l'opinion des auteurs et les usages ; par Em. AGNEL, av. — In-8, 11 ff. 1/6 *Paris*, Mansut, 1851. (3 fr. 50.)

SECTION Ire. — *Du louage des domestiques.*

2914. BOUNICEAU-GESMON. — De la Domesticité. Discours prononcé à l'aud. sol. de rentrée de la cour de Toulouse, le 3 nov. 1875, par BOUNICEAU-GESMON. subst. du proc. gén. — In-8°, 86 p. *Toulouse*, impr. Douladoure, 1875.

2915. DELOUME. — Droits et obligations des ouvriers sous le point de vue de la loi civile. Th. D., par J.-A. DELOUME. — In-8°, VIII-287 p., *Toulouse*, impr. Douladoure, 1863.

2916. FÉRAUD-GIRAUD. — Législation française concernant les ouvriers, Exposé théorique et pratique des dispositions législatives et réglementaires,

sur l'enseignement primaire et professionnel ; les écoles spéciales d'industrie, l'apprentissage ; les relations civiles entre patrons et ouvriers, chefs d'ateliers et négociants ; les bureaux de placement ; les associations civiles d'ouvriers ; la police des ateliers ; le travail des enfants dans les manufactures ; les livrets ; les délits spéciaux ; les prud'hommes ; l'assistance judiciaire ; la propriété industrielle, brevets, marques, dessins, noms ; les encouragements à l'industrie ; les expositions, les patentes ; les ouvriers des arsenaux ; les établissements publics et privés d'assistance ; les institutions de prévoyance, caisses d'épargne et de retraite ; sociétés de secours mutuel, etc., par L.-J.-D. FÉRAUD-GIRAUD. — 1 vol. in-8°, *Aix* et *Marseille*, Makaire ; *Paris*, A. Durand ; — Dentu, 1856. (4 fr.)

2917. LABOULAYE. — Les Droits des ouvriers, étude sur l'ordre dans l'industrie, par Ch. LABOULAYE, secrét. de la Soc. d'encourag. pour l'industrie nationale. — In-8°, 123 p., *Paris*, libr. du Dict. des Arts et Manuf. 1873. (2 f.)

2918. MILLION. — Du Contrat d'engagement des ouvriers, par Louis MILLION, av. — In-8°, 48 p., *Paris*, bureau des Annales des Just. de p., 1869.

Extr. de la 3e éd. du *Dictionnaire général et raisonné de la Justice de paix.*

2919. MITTRE. — Des Domestiques en France, dans leurs rapports avec l'économie sociale, le bonheur domestique, les lois civiles, criminelles et de police, par M. H. C. MITTRE (av. C. de Cass.) — In-8, 16 ff. 1/2. *Paris*, Delaunay ; — Dentu, 1838.

2920. MOLLOT. — Code de l'ouvrier où sont expliqués : ses droits et devoirs professionnels dans ses rapports avec le maître d'apprentissage et le patron ; les règles de la justice industrielle devant les prud'hommes ou le juge de paix ; toutes les institutions ouvrières en ce qui concerne la santé des ouvriers, leur logement, leurs épargnes, l'éducation de leur famille, etc., par MOLLOT, j. a Paris, etc. — In-18, 11 ff. 1/9 *Paris*, Cotillon, 1856. (2 fr.)

2921. VÉTU. — De la Domesticité. Th. D., par VÉTU. — In-8°, 1868.

2922. ***. — Des Rapports entre maîtres et domestiques. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 181.

Art. 1780, n^t^.

Art. 1781 et loi du 2 août 1868.

2923. PEAUCELLIER. — Des Conséquences de l'abrogation de l'art. 1781 du C. Nap., par C. PEAUCELLIER, d. e. d., av. — Ap. *Rev. crit.*, t., XXXIV (1er 1869), p. 513-528.

Add. : I. BILLOT. Au Sénat. Pétition pour demander l'abrogation de l'art. 1781 du C. Nap., qui place les ouvriers et les domestiques sous le joug absolu du maître par l'affirmation souveraine de ce dernier, quant à la libération des gages stipulés, par Fréd. BILLOT. In-8°, 15 p. *Aix*, Makaire, 1865.

II. Abrogation de l'art. 1781 ; C. Nap., commentaire, par GERARDOT, j. de p. à Pontoise. Ap. *Ann. des Just. de p.*, 1869, p. 10-13.

III. Exposé des motifs, rapport au Corps législatif par M. MATHIEU, et rapport au Sénat par M. BOINVILLIERS. Ap. *Monit*, 1868.

Reprod. ap. *J. des Just. de paix*, t. XVII (1868), p. 225, 253 et 281.

APPENDICE. — *Apprentissage. — Loi du 22 février 1851 sur l'Apprentissage.*

2924. HAREL. — De l'Apprentissage, par HAREL. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 303.

2925. MILLION. — Commentaire de la loi du 22 fév. 1851 sur le contrat d'apprentissage, par L. MILLION, av. — In-8°, 52 p., *Paris*, Adm. des Annal. des Just. de paix., 1869.

Extr. de la 3e éd. du *Dictionn. gén. et raisonné des Justices de paix.*

2926. MOLLOT. — Le Contrat d'Apprentissage, expliqué aux maîtres et aux Apprentis, selon les lois, règlements et usages et la jurisprudence des conseils de prud'hommes, par MOLLOT, av. etc. — Br. in-12, *Paris*, Videcoq, 1845.

2927. DE PARIEU. — Du Contrat d'Apprentissage, par F.-E. DE PARIEU. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXIV, (1849), p. 254-273.

M. de P. a déposé ce mémoire sous forme de *rapport*, à l'Ass. nat., au nom du comité du travail. Il est suivi, dans la *Rev. Wol.* du texte de la proposition Peupin mise en regard du projet amendé par la commission, et d'une *Note sur la législation de l'apprentissage en Allemagne.*

V. enc. sup. nos 2916 et s.

SECTION II. — *Des voituriers par terre et par eau.*

Art. 1782-1786.

2928. BLANCHE. — I. Des Transports par chemin de fer et de la responsabilité des compagnies, par Arm. BLANCHE. — In-8°, *Paris*, Dupont, 1866. (10 fr.)

II. — Contentieux des Chemins de fer ; ou Exposé de la jurisprudence judiciaire et administrative en matière de chemins de fer.— In-8°, *Paris*, Dupont. 1861. (7 fr. 50.)

2929. CHAUVET. —Traité sur les transports par chemins de fer, par terre et par eau, par CHAUVET. — In-8°, *Reims*, Druart, 1870.

2930. COTELLE. — Législation française des chemins de fer et de la télégraphie électrique, par COTELLE, d. e. d., etc. — 2e *éd.*, 2 vol. in-8°. *Paris*, Maresceq aîné, 1867 (16 fr.)

2931. DUVERDY. — I. Traité du contrat de transport par terre en général et spécialement par chemins de fer ; par Ch. DUVERDY, av., d. e. d. — 2e *éd.*, rev. et mise au courant de la jurisprud. et considérabl. augm. — In-18 jés., XVI-483 p. *Paris*, Chaix et Cie, 1874. (5 fr.)

2932. EMION. — Manuel pratique ou traité de l'exploitation des chemins de fer, par V. EMION, précédé d'une préface par J. FAVRE. — In-18 jés., *Paris*, Lacroix, 1865. (3 fr. 50.)

2933. GALOPIN. — Des Voituriers par terre, par eau et par chemins de fer, ou Traité théorique et pratique des transports, par A. GALOPIN. — In-8°, *Paris*, Plon, 1866. (6 fr.)

2934. GRANDVAUX. — Législation des transports par terre et par eau, par GRANDVAUX. — 2e *éd.*, in-8°, *Paris*, Cotillon, 1855. (7 fr.)

2935. LECOT. — Code du voyageur en chemin de fer, par LECOT. — In-16. *Saint-Eienne*, Mathieu, 1867. (2 fr.)

2936. NOGENT-St-LAURENS. — Traité de la législation et de la jurisprudence des chemins de fer, contenant..., par H. NOGENT-St-LAURENS. — In-8°, 27 ff. 1/2. *Paris*, Colomb de Batines ; — Delamotte, 1841. (8 fr.)

2937. PAIGNON. — Traité juridique de la construction, de l'exploitation et de la police des chemins de fer, par E. PAIGNON, av. C. de Cass. — In-12, *Paris*, Chaix, 1853. (6 fr.)

2938. PETIT DE COUPRAY. — Manuel des transports sur les chemins de fer, par PETIT DE COUPRAY.—In-18, Chaix, 1864, (3 fr. *Rare.*)

2939. REBEL ET JUGE. — Traité théorique et pratique de la législation et de la jurisprudence des chemins de fer, où sont expliqués les droits et les obligations des compagnies, des actionnaires et du public, etc., par REBEL et JUGE. — In-8°, 30 ff. 1/2. *Paris*, Cosse et Delamotte, 1846. (7 fr. 50.)

2940. SARRUT. — Législation et Jurisprudence sur le transport des marchandises par chemins de fer, par SARRUT. — In-8, *Paris*, Chaix, 1874. (10 fr.)

2941. VANHUFFEL. — Traité du contrat de louage et de dépôt appliqué aux voituriers, entrepreneurs de messageries, de roulages publics, maîtres de bateaux, etc., suivi de l'Analyse raisonnée des règlements concernant les voitures publiques et celles du roulage, les bâteaux à vapeur et autres, et les chemins de fer, par VANHUFFEL, auteur, etc. — In-8°, 22 ff. 1/2. *Paris*, impr. Baudouin, 1841. (6 fr.)

L'ouvrage se compose de 3 chap. : Le 1er, sur la nature du contrat, sa formation, son extinction, la preuve et ses effets. — Le 2e traite des actions contre le voiturier en cas de perte, d'avarie ou de retard, et des fins de non-recevoir. Le 3e indique les droits des entrepreneurs de transport contre les expéditeurs et destinataires et leur privilége sur l'objet transporté. C'est un bon livre : l'expérience acquise par l'auteur dans la direction du contentieux des messageries Lafitte, Caillard et Cie, lui a permis de traiter son sujet avec une compétence complète de la matière.

Renvoi au Droit commercial.

SECTION III. — *Des Devis et Marchés.*

2942. MIRON DE L'ESPINAY. — Des Entreprises sur devis et marchés. Th. D., par MIRON de L'ESPINAY. — In-8°, *Paris*, 1873.

2943. DELAHAYE. — Le Code du bâtiment et de la propriété immobilière. Traité de jurisprudence pratique à l'usage des architectes, des propriétaires d'immeubles et des entrepreneurs de bâtiments, par Eug. DELAHAYE, rédact. en chef de la *Réforme du bâtiment.* — In-8°, *Paris*, bureaux de la *Réforme*, 1873. (la liv. 0,50 c.)

2944. FRÉMY-LIGNEVILLE. — I. Code des architectes, des entrepreneurs de constructions, ou Législation et Jurisprudence civile et administrative sur les constructions et les objets qui s'y rattachent ; par FRÉMY-LIGNEVILLE. — In-8,26 ff. 3/4. *Paris*, Carilian-Gœury, 1837 (1836), (7 fr.)

II. — Traité de la législation des bâ-

timents et constructions, etc., par FRÉMY-LIGNEVILLE.

V. sup. n° 1314.

2945. MINIER. — Code des architectes, des ouvriers en bâtiment, des personnes qui les emploient et des tiers intéressés à leurs travaux, contenant, outre un Dictionnaire des termes d'architecture, les lois qu'il leur importe de connaître et qui sont relatives à leurs engagements réciproques et à leurs devoirs envers les voisins, la police et l'administration, ouvrage indispensable aux architectes, voyers, entrepreneurs, etc., par MINIER, av., j. suppl. à Chinon. — In-18, 5 ff. *Nantes*, impr. Hérault, 1843. (1 fr. 75.)

La 2e partie de cet ouvrage est un véritable traité du bail à loyer.

2946. VAGNAT. — Parallèle des lois des bâtiments et de la propriété, etc.. par VAGNAT.

V. sup., n° 1322.

Cf. enc. sup. nos 1309 et suivants.

Art. 1787-1791, nt.

Art. 1792.

2947. D'AUNAY. — Étude sur la Responsabilité des entrepreneurs et des architectes, par Alfr. D'AUNAY. — Gr. in-18, 71 p. *Paris*, Pick, 1863.

2948. DEROUET. — De la Responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur vis-à-vis du propriétaire, et de leur position respective vis-à-vis l'un de l'autre, par A. DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. Prat.*, t. II (2e 1857), p. 433-457 et 554-563.

2949. MASSELIN. — Nouvelle Jurisprudence et Traité pratique sur la Responsabilité des architectes, ingénieurs, experts, arbitres et entrepreneurs, par O. MASSELIN. — 1 vol. gr. in-18, *Paris*, Cotillon et Cie, 1876. (16 fr.)

2950. ***. — Mémoire sur la Responsabilité en matière de construction de bâtiment, fait et rédigé au désir du programme proposé par la Chambre des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Paris. — In-4, *Paris*, impr. Appert, 1844.

V. enc. inf. sous l'art. 2270.

Art. 1793-1797, nt.

Art. 1798.

2951. CHRISTOPHLE. — Du Privilége des fournisseurs et ouvriers sur les sommes dues par l'État aux entrepreneurs de travaux publics ; par Alb. CHRISTOPHLE, av. C. de Cass.. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XII (2e 1861), p. 161-188.

2952. PONT. — Action directe des ouvriers, par P. PONT. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 497-508.

Cass. 12 fév. 1866. *Dall.* 1866, 1, 60.

2953. TRENCART. — De l'Action directe accordée aux ouvriers par l'art. 1798, C. C., par Paul TRENCART, d. e. d., subst. à Péronne. — In-8°, 23 p. *Paris*, impr. Schiller, 1873.

Extr. de la *Rev. crit.*, 1873, p. 411-420.

Art. 1799. nt.

CHAPITRE IV. — DU BAIL A CHEPTEL.

2954. DUPOND. — Des Cheptels. Th. D., par DUPOND. — In-8°, 1869.

SECTION Ire. — *Dispositions générales.*

Art. 1800-1803, nt.

SECTION II. — *Du Cheptel simple.*

Art. 1804-1817, nt.

SECTION III. — *Du Cheptel à moitié.*

Art. 1818-1820, nt.

SECTION IV. — *Du Cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.*

§ I. *Du Cheptel donné au fermier.*

Art. 1821-1825, nt.

Art. 1826.

2955. GRINDON. — Du Récolement du cheptel de fer. Comment doit se déterminer l'excédant de valeur attribuée au fermier sortant par l'art. 1826 C. C. ; par A. GRINDON, d. e. d. — In-8°, 23 p. *Lyon*, impr. Mougin-Rusand.

Extr. du *Monit. Jud. de Lyon.*

§ II. *Du Cheptel donné au colon partiaire.*

Art. 1827-1830, nt.

SECTION V. — *Du Contrat improprement appelé Cheptel.*

Art. 1831, nt.

V. enc. sup. sur l'Emphytéose et le Domaine congéable nos 907 à 913.

Add.

2956. HENRY. Deux mots sur le bail à domaine congéable ou à convenant, par Paul HENRY. d.-e.-d. — in-8°, 55 p. *Caen*, Le Blanc-Hardel, 1869.

2957. PETIT DES ROCHETTES. — Question relative aux complants, par Ed. PETIT DES ROCHETTES. — In-8°, *Nantes*, Mellinet ; *Paris*, Pesron, 1834.

2958. GUIGNARD. — Étude sur le bail à devoir, par F. GUIGNARD, av. — In-8°, 1865.

TITRE NEUVIÈME.

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.

Décrété le 17, promulgué le 27 ventôse an XII (8-18 mars 1804).

A. GÉNÉRALITÉS.

2959. TRIPIER. — Code des Sociétés civiles et commerciales, par L. TRIPIER, av. — In-8, 103 p. *Paris*, Mme Mayer Odin, 1864 (2 fr.).

2960. DUVERGIER. — Du Contrat de Société, par DUVERGIER. — 1 vol. in-8. *Paris*, J. Renouard, 1839.

Forme le t. XX du *Droit civil français*, etc., de TOULLIER-DUVERGIER. V. sup. no 90.

2961. PONT. — Commentaire-Traité des Sociétés civiles (art. 1832-1873 C. c.), par PONT, cons. C. de cass., etc. — 1 vol. in-8. *Paris*, Delamotte, 1872 (9 fr.).

Cet ouvrage fait suite aux Commentaires de MARCADÉ; il est traité toutefois avec beaucoup plus de développements que les autres titres du Code civil n'en avaient reçu, soit de MARCADÉ, soit de M. PONT lui-même. Il forme un vol. compacte et de caractère serré qui doit être suivi d'un 2e tome contenant la 4e partie de l'ouvrage, consacrée aux questions si difficiles et si pratiques nées des lois nouvelles sur les Sociétés commerciales. Ce 1er vol. montre dans tout leur éclat les qualités d'esprit du savant auteur, l'étendue de son érudition, la finesse d'analyse, l'exactitude de déduction et la vigueur de raisonnement qui le distinguent.

V. art. crit. de Ch. BALLOT, ap. *Droit*, 12 juin 1872. — Rapport de RODIÈRE à l'Acad. de législ. de Toulouse, ap. *Rec. de l'Ac.*, 1872, p. 113-150.

2962. TALON. — Étude sur le contrat de Société, droit romain, droit français, antérieur aux codes, Code Napoléon, Code de commerce, lois postérieures; développements quant au droit romain et au Code Nap.; simple analyse des autres parties; par Ch.-Emile TALON, prof. à la Fac. de Douai. — In-8, 231 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867.

Thèse de doctorat :

Avocat très-distingué du barreau de Douai, doyen et bâtonnier de son ordre, et nommé professeur de droit commercial à la Faculté de cette ville lors de sa création, bien qu'il ne fût que licencié, M. TALON ne voulut accepter qu'après avoir subi, malgré son âge, les épreuves, d'ailleurs faciles pour lui, du doctorat.

2963. TREITSCHKE. — Théorie du contrat de Société, d'après le droit romain et le droit français (en allemand), par TREITSCHKE. — 1 vol. in-8. *Leipsick*, 1827.

2964. TROPLONG. — Du Contrat de Société civile et commerciale, ou Commentaire du titre IX du livre III du Code civil; par TROPLONG, cons. à la Cour de cass., etc. — 2 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1843.

Jusqu'alors, la Société civile et les Sociétés commerciales avaient été traitées séparément, mais M. TROPLONG a pensé avec raison que ce double sujet gagnerait beaucoup à être traité simultanément; que des contrats régis par des principes communs ne devaient pas être séparés, et que le commentaire des sociétés civiles servirait puissamment à éclairer celui des sociétés commerciales. Sous ce rapport son ouvrage présentait, lorsqu'il a paru, un aspect entièrement neuf. Son exemple a été suivi depuis. On y retrouve à un éminent degré les qualités brillantes, exubérantes même qui sont le cachet de l'auteur.

La préface a été communiquée à l'Acad. des sciences mor. et polit. et insérée sous le titre de : *Le Contrat d'association civile et commerciale.* — Ap. *Mém. de l'Acad.*, t. III, p. 9.

2965. VAVASSEUR. — Traité pratique et formulaire des Sociétés civiles et commerciales, par VAVASSEUR, av. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1869 (7 fr. 50).

L'auteur prépare une 2e éd. de cet ouvrage ou plutôt un ouvrage nouveau, en 2 vol. in-8 sous le titre de *Traité des Sociétés civiles et commerciales, avec formules*, où il refond en le complétant le Traité indiqué ici et celui qui est énoncé plus bas, no 2977.

M. VAVASSEUR a approfondi la matière des Sociétés dans une série de publications et de dissertations dans lesquelles il ne se borne pas à interpréter avec science les lois anciennes et nouvelles, il en étudie aussi le côté économique, aujourd'hui le plus important, afin de découvrir les améliorations dont elles sont susceptibles. Donnant à ses investigations un champ encore plus étendu, il interroge les antiquités de notre histoire et fait preuve, dans tous ces travaux, d'une érudition étendue et d'un esprit de critique digne d'éloges. V. inf. no 2977 et les notes.

Son but, dans la publication dont il s'agit ici, a été d'unir la théorie à la pratique, la règle légale à la formule de l'acte, suivant une méthode qu'il avait appliquée avec succès dans le *Traité pratique, formulaire général du notariat*, publié par lui de concert avec M. DEFRÉNOIS, mais sans cependant perdre de vue les développements que comporte et qu'exige même l'étude de l'ensemble de la législation civile et commerciale sur les Sociétés.

2966. WALTER. — Des principales Règles du contrat de Société et de leur application dans l'ancienne jurisprudence et dans le droit moderne. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de Riom, le 3 novembre 1866, par l'av. gén. WALTER. — In-8, 55 p. *Riom*, impr. Jouvet, 1867.

2967. Thèses de doctorat :

COURTOIS (L.-A.). Du contrat de Société civile et commerciale. In-4, *Strasbourg*, impr. Huder, 1849. — ENGERAND. Des Sociétés. In-8, 1865. — MONSARRA. Des Sociétés civiles. In-8, *Paris*, 1858. — MONTELS. *Do*. In-8, *Paris*, 1867. — NOLLEVAL (J.). Du Contrat de société. In-8, 11 ff. *Paris*, 1854. — NUSSE. De la Société. In-8, *Paris*, 1863. — POLIZU. Des Sociétés civiles. In-8, *Paris*, 1865. — RAUTER. De la Société civile. In-8, *Paris*, 1859. — TEMPLIER. Des Sociétés. In-8, *Paris*, 1865.

Loi du 24 *juillet* 1867.

Les Sociétés par actions contiennent beaucoup de règles intéressant les non-commerçants qui en font partie; elles touchent par plus d'un côté au droit civil, quelques-unes même sont essentiellement civiles, et les tribunaux de droit commun sont appelés souvent à résoudre les difficultés auxquelles s'appliquent les dispositions des lois particulières qui ont réglementé ces sortes d'associations : d'importantes sociétés civiles, comme celles qui ont pour objet l'exploitation des mines, sont dans ce cas. Ces raisons déterminantes devaient faire rentrer dans notre cadre la bibliographie des ouvrages qui concernent les sociétés en commandite par actions et à responsabilité limitée.

2968. AMELINE. — Société en commandite, commentaire pratique et commercial de la loi du 24 juillet 1867, avec le résumé de l'exposé des motifs du gouvernement, du rapport de la commission, de la discussion devant les Chambres, et les décisions de la jurisprudence antérieure applicables sous la loi nouvelle, par AMELINE, aud. au C. d'Etat. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1868 (2 fr.).

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXIV (2e 1867), p. 345-392 et 423-465.

2969. BÉDARRIDE. — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés en commandite par actions, anonymes et coopératives, par BÉDARRIDE, av. à Aix. — 2 vol. in-8. *Aix*, Makaire, 1871 (15 fr.).

2970. BESLAY et LAURAS. — Des Sociétés en commandite par actions (loi du 24 juill. 1867), par F. BESLAY et R. LAURAS, av. — In-8. *Paris*, 1869 (8 fr.).

Cet ouvrage fait partie du Commentaire théorique, pratique et critique du C. de comm. entrepris par M. BESLAY; il a été fait avec la collaboration de M. LAURAS.

2971. BOURLET DE LA VALLÉE. — Loi sur les Sociétés, suivi d'un commentaire, par BOURLET DE LA VALLÉE, av. — In-8, 107 p. *Paris*, impr. A. Lévy, 1867 (1 fr. 50.).

2972. FLANDIN. — Des Sociétés commerciales et en particulier de la loi du 24 juillet 1867. Coup d'œil général sur la loi du 24 juillet 1867, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IX (1868), p. 5-27, 81-96; 248-262; 401-413; et 593-600.

2973. MATHIEU et BOURGUIGNAT. — Commentaire de la loi sur les Sociétés des 24 et 29 juillet 1867, d'après les documents officiels et les discussions parlementaires, par A. MATHIEU, av., ancien député et rapporteur de la loi, et A. BOURGUIGNAT, présid. à Clermont (Oise). — 1 gros vol. in-8, LXXXVIII-513 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1868 (8 fr. 50).

Un extrait de l'introduction, encore inédite, a été inséré dans la *Rev. Crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 336-351. — Un abrégé de cet ouvrage a été publié sous le titre de *Commentaire abrégé*, etc. Extrait de l'ouvrage de MM. MATHIEU, etc. — In-8, 104 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1868. (2 fr. 50.)

Add. de MATHIEU. — La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés. Les projets de réforme et la jurisprudence, par A. MATHIEU, anc. dép., rapporteur de la loi de 1867. — Ap. *Gaz. Trib.*, 11, 12, 19 janv., 5, 10 et 19 févr. 1877.

Réponse à un art. de MALAPERT.

2974. POULET. — Réflexions sur la loi relative aux Sociétés, promulguée le 24 juillet 1867 et publiée au *Moniteur* le 29 juillet suivant, par A. POULET, banquier. — In-8, 12 p. *Châlon-s.-Saône*, impr. Dejussieu, 1868.

2975 RIVIÈRE. — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, suivi d'un Appendice contenant les documents législatifs, par H.-F. RIVIÈRE, prés. à Mauriac. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1868 (10 fr.).

V. compte-rendu de RATAUD, ap. *Rev. crit.*, t. XXXII (1868), p. 382.

2976. SOURDAT. — Des Sociétés en commandite par actions. Th. D., par SOURDAT. — In-8. *Paris*, 1874.

2977. VAVASSEUR. — Traité théorique et pratique des Sociétés par actions (avec formules), contenant un commentaire de

la loi du 24 juillet 1867, par VAVASSEUR, av. — In-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1868 (7 fr. 50).

Une 2e éd. refondue et complétée est en préparation; elle aura 2 vol. in-8.

V. sup. no 2965.

M. VAVASSEUR s'était déjà fait connaître par des commentaires des lois du 17 juillet 1856 et du 23 mai 1863. Il s'est associé au mouvement d'où est sortie la dernière loi du 24 juillet 1867 par un projet de loi extra-parlementaire, rédigé en collaboration avec M. Émile JAY, précédé d'un exposé de motifs (v. inf. IV). On comprend qu'ainsi préparé, l'auteur ait pu, dans un intervalle de quelques mois, rédiger un traité sérieux. Ce qui distingue en particulier son livre, c'est le soin avec lequel il a employé pour l'éclaircissement de la loi nouvelle tous les documents que la doctrine et la jurisprudence avaient accumulés sur les lois antérieures. Il a fait aussi l'usage le plus judicieux des volumineux travaux préparatoires, exposés de motifs, rapports, enquêtes, discussions du Corps législatif, au travers desquels s'est élaboré le nouveau Code des sociétés par actions. Depuis il a fait partie de la commission nommée en 1875 par M. Dufaure, garde des sceaux, pour étudier les améliorations à apporter à la loi de 1867 et il a publié à cette occasion une brochure indiquée ci-après II.

V. art. crit. de VALETTE, prof. Fac. de Paris. Ap. *Droit*, 31 mai 1869. — De PRADINES, ap. *J. du Not.*, 11 mars 1868.

Add. du même auteur :

I. Législation comparée sur les Sociétés. Loi belge, 1873, comparée à la loi française du 24 juillet 1867. — Gr. in-8. *Paris*, Cotillon, 1875, (2 fr.)

Extr. du *Bull. de la Soc. de législ. compar.*, 1875.

II. Un Projet de loi sur les sociétés. — In-8. *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1876. (3 fr. 50.)

Et, à propos de cet ouvrage, un art. de J. BARBIER, ap. *Droit*, 9 févr. 1876.

III. Situation illégale des Sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France. Défaut d'autorisation. — Ap. *J. des Assurances*, 1875, p. 150-161.

IV. VAVASSEUR et JAY. Projet de loi sur les Sociétés civiles et commerciales, précédé d'un exposé des motifs, par A. VAVASSEUR et Em. JAY, av.—In-8, 56 p. *Paris*, Marescq aîné, 1865. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 385-436.

Jung., à propos de cet ouvrage. — MOURLON. D'un projet de loi sur les Sociétés, etc...,'par F. MOURLON. — Ap. *Droit*, 3 oct. 1866. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 24 oct. 1866.

2978. WORMS. — Sociétés par actions et opérations de Bourse, considérées dans leurs rapports avec la pratique, la législation, l'économie politique, l'histoire et les réformes dont elles sont susceptibles. Ouvrage couronné par l'Acad. des sc. mor. et polit., par WORMS, prof. agr. Fac. de Rennes. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1868 (7 fr. 50).

V. le Rapport de M. RENOUARD, ap. *J. des Économistes*, 1868, — et art. crit. de G. DEBACQ, ap. *Rev. crit.*, t. XXXII (1er 1868), p. 560.

2979. — Loi annotée des 24-29 juill. 1867 sur les Sociétés. — Ap. *J. des Av.* (1868), p. 105-124; 149-165.

Lois du 17-23 *juillet* 1856 *et* 5 *mai* 1863.

2980. BÉDARRIDE. — Commentaire des lois des 17-23 juillet 1856, sur l'Arbitrage forcé et les Sociétés en commandite par actions, par J. BÉDARRIDE, av. à Aix, etc. — In-8, 167 p. *Paris*, Durand, 1857.

2981. BLAISE. — Observations sur les projets de loi concernant les sociétés à responsabilité limitée, par Ad. BLAISE. — In-8. 1863. (3 fr.)

2982. BRAVARD-VEYRIÈRES. — Explication analytique et synthétique des lois nouvelles sur les Commandites par actions, l'Arbitrage forcé et les Concordats par abandon, par BRAVARD-VEYRIÈRES, prof. Fac. de Paris. — In-8, 164 p. *Paris*, Cotillon, 1857 (3 fr.).

Append'ce au *Manuel du Droit commercial*, 5e édit., de l'auteur. — L'introduction a été reprod. ap. *J. du Not.*, 17 et 21 oct. 1857. — Un autre extrait, sous le titre de : *Suppression de l'arbitrage forcé. De la Clause compromissoire*, a été inséré ap. *Gaz. Trib.*, 11 juillet 1857.

2983. BRESSON. — Nouvelle loi du 17 juillet 1856, relative aux Sociétés en commandite par actions, suivie de l'exposé des motifs, du rapport de la commission, de la délibération du corps législatif, etc. Ces documents authentiques forment le complément naturel, complet et indispensable de la loi, publiés par Jacques BRESSON. — In-8, 6 ff. 1/2. *Paris*, impr. Plon, 1856 (1 fr.).

2984. INNOCENT et DESVAUX. — Des Sociétés à responsabilité limitée en France. Historique, commentaire, statuts, avec un Appendice contenant les motifs, le rapport de la loi du 5 mai 1863, et les statuts officiels anglais, par Léon INNOCENT, anc. not., et Urbain DESVAUX, av. — In-8, III-216 p. *Paris*, Cotillon, 1863 (2 fr. 50).

2985. LAIR. — Des Sociétés à responsabilité limitée, par J. LAIR. — Br. in-8, 32 p. 1863.

2986. PAIGNON. — Commentaire de la loi sur les Sociétés en commandite par actions, ou droits, devoirs et obligations des gérants, conseils de surveillance, actionnaires et fondateurs des sociétés en commàndite anciennes et nouvelles, par Eug. PAIGNON, anc. av. C. de cass. — In-8, 7 ff. *Paris*, Guillaumin, 1856.

2987. PAILLARD DE VILLENEUVE. — Projet de loi sur les Sociétés en commandite par actions, par PAILLARD DE

VILLENEUVE. — Ap. *Gaz. des Trib.*, 30 mai 1856.

Add.: 1. Exposé des motifs. — *Ibid.*, 1er juin.
2. Rapport de LANGLAIS. — *Ibid.*, 27 juin.

2988. RIVIÈRE. — Explication de la loi du 17 juillet 1856, relative aux Sociétés en commandite par actions, contenant *sous chaque article* l'exposé des principes généraux, et la solution des questions susceptibles de controverse; en *Appendice* l'exposé des motifs, le rapport et la discussion de la nouvelle loi au Corps législatif, avec les deux projets, par H.-P. RIVIÈRE, av. d. en dr., etc. — In-8, 10 ff. *Paris*, Marescq et Dujardin, 1857 (1856) (3 fr.).

2989. ROMIGUIÈRE. — Commentaire de la loi sur les Sociétés en commandite par actions et de la loi sur l'arbitrage forcé, suivi d'un Appendice contenant tous les textes de lois applicables aux sociétés de commerce, les exposés des motifs, rapports et discussions relatifs aux deux lois commentées, par ROMIGUIÈRE, av. — In-8, 26 ff. 1/4. *Paris*, Cosse et Marchal. — Guillaumin, 1856 (7 fr. 50).

V. Art. de WOLOWSKI, ap. *Rev. crit.*, t. X p. 189.

2990. SEGHERS. — Sociétés en commandite. Loi du 6 juillet 1856. Manuel pratique des gérants, des fondateurs, des actionnaires et des membres des conseils de surveillance, etc., par Louis SEGHERS, av., d. en dr. — In-8, 1 f. 1/2. *Paris*, Garnier frères, 1855.

2991. THUREAU-DANGIN. — Explication de la loi du 17 juill. 1856 sur les Sociétés en commandite par actions. Th. D., par THUREAU-DANGIN. — In-8, 1861.

2992. TRIPIER. — I. Commentaire de la loi du 17-23 juillet 1856 sur les Sociétés en commandite par actions, suivi de la législation sur les Sociétés civiles et commerciales, par Louis TRIPIER, av. — In-8, 7 ff. 1/4. *Paris*, Mme Mayer-Odin, 1856 (2 fr.). — 2e éd. in-8, 95 p. — *Paris, ibid.*, 1864.

II. Commentaire de la loi du 23 mai 1863 sur les Sociétés à responsabilité limitée, suivi de la traduction en français de la législation anglaise sur les sociétés à responsabilité limitée. — In-8, VI-248 p. *Paris*, Mme Mayer-Odin, 1863 (4 fr.).

2993. VAVASSEUR. — I. Des Sociétés en commandite par actions. Commentaire de la loi du 7 juillet 1856, pouvant servir de guide pratique pour la rédaction des actes de société, la composition et la tenue des assemblées générales, etc.; par VAVASSEUR, av. (anc. pr. cl. de not.).—In-8, 12 ff. 1/2. *Paris*, Cosse et Marchal, 1856 (4 fr. 50).

II. Formulaire précédé d'une introduction avec commentaires (en note) de la loi du 5 mai 1863, suivi d'un Appendice contenant l'exposé des motifs, le rapport de la commission législative et la discussion de la loi au Corps législatif. — In-8, 155 p. *Paris*, au bureau du *J. des Not. et des Av.*, 1863 (4 fr. 50).

Add. *du même:*

1. Une Réforme urgente, Liberté des Sociétés par actions. — In-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1861. (1 fr. 50.)

2. Du Projet de la loi sur les sociétés. — In-8, 14 p. *Paris*, Marescq aîné, 1863.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XV (1er 1863), p. 86-96.

2994. WOLOWSKI. — Des Sociétés par actions, par L. WOLOWSKI, av. — 1 vol. in-8, 6 ff. 1/4. *Paris*, impr. Cosson, 1838.

Cet écrit, qui contient une attaque fortement raisonnée du projet du gouvernement sur cette matière, présente des vues judicieuses propres à parer aux abus que ces sortes d'associations avaient fait naître. M. W. a répandu dans cet écrit tous les documents propres à éclairer le grand problème dont la solution était alors si vivement attendue par l'industrie. Réimpression revue et augmentée de 2 art. parus ap. *R. Wol.*, t. VI, p. 180-195 et 258-290.

2995. Thèses de doctorat :

1. BRUGNON. — Des Sociétés en commandite par actions (loi du 17 juillet 1856). — In-8. *Paris*, 1857.

2. DESTICKER. — Des Sociétés en commandite par actions. — In-8. *Paris*, 1858.

3. FOURIS. — Des Actions dans les Sociétés. — In-8. *Paris*, 1873.

4. FROUART (A). — De la Société en commandite par actions, d'après l'ancien droit, le Code Nap., le C. de comm. et le C. pénal. — In-8. *Paris*, 1857.

5. PRESTAT. — De la Société en commandite par actions et de la société à responsabilité limitée. — In-8. *Toulouse*, 1864.

2996. BEUDANT. — I. De la Constitution des Sociétés par actions d'après la loi du 24 juillet 1867. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 112-154.

II. De la Publication des actes de société d'après la loi du 24 juill. 1867. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XXV (1er 1868), p. 305-344.

2997. BONNIER. — Sur la Constitution des Sociétés en commandite par actions, par E. BONNIER, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Gaz. de France,* 26 sept. 1868.

2998. LYON-CAEN. — La prescription de la loi de 1867 exigeant la déclaration devant notaire de la souscription intégrale du capital social s'appliqne seulement dans le cas où il est fait appel à une souscription publique et non à celui où elle ne se forme qu'entre les fondateurs. Exam. doct. par Ch. LYON-CAEN. — Ap. *Sir.*, 1877, 2, 1 (9 col.).

Réunion, 16 juin 1876.

2999. MATHIEU. — Des Sociétés par actions à propos de l'Affaire du *Crédit mobilier*. Réponse aux adversaires de la loi du 27 juillet 1867, par A. MATHIEU, av., anc. député, rapporteur de la loi. — In-8, 62 p. *Amiens*, impr. Glorieux, 1875.

Extr. du journ. *le Rentier*. Cette brochure est une sorte de réponse à l'art. suivant, où l'orateur avait individuellement réfuté la théorie de M. M.

HÉMAR. — Réquisit. de l'av. gén. HÉMAR dans l'aff. du *Crédit mobilier*. — Ap. *Sir.*, 1876, 2, 113 (13 col.). — *Dall.*, 1875, 2, 161 (8 col.).

Jung. BROLLES. — De la Responsabilité des commissions d'administration et des conseils de surveillance, par BROLLES. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXVI (2e 1868), p. 297-302.

A propos de la même affaire.

3000. BALLOT. — De la Limite légale du pouvoir des assemblées générales en matière de sociétés civiles et commerciales, par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Prat.*, t. VI (2e 1858), p. 109-121.

3001. BEUDANT. — De la Responsabilité des souscripteurs et de leurs créanciers dans les sociétés par actions, par Ch. BEUDANT, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 18-38.

3002. BONNE. — Les souscripteurs d'actions dans une société en commandite peuvent-ils être condamnés à payer les dettes contractées par le gérant sous la raison sociale, alors que la société n'a existé ni en droit ni en fait, et que ces souscripteurs n'ont pris aucune part aux opérations faites abusivement par le gérant et qu'ils ont même ignoré et dû ignorer ces opérations ? Les créanciers du gérant, porteurs de la signature sociale du gérant lui-même, peuvent-ils dans ce cas faire déclarer la faillite de la société ? Exam. doctr. par CH. BONNE, d. en dr., avoué à Bar-le-Duc. — Ap. *Rev. Prat.*, t XVII (1er 1864), p. 216-231, et t. XX (2e 1865), p. 82-101.

A propos d'un arrêt de Paris du 11 mai 1865.

3003. DEVAUX. — Quels sont les caractères, quelle est la nature, l'essence de la commandite ? Le capital d'une société en commandite peut-il être divisé en actions au porteur ?

Cette question a été traitée à fond dans une consultation de Me DEVAUX (du Cher), reprod. ap. *Dall.*, 1832, 2, 106.

3004. LENOEL. — Les actionnaires ruinés par la jurisprudence. Un actionnaire peut-il être condamné à rapporter ses dividendes ? Par Emile LENOEL, d. en dr.. av. — In-8, 165 p. *Paris*, Guillaumin, 1867.

3005. PONT. — De la Responsabilité des actionnaires et de leur obligation touchant le payement des actions souscrites ; par P. PONT. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 721-730.

3006. BUFFÉ. — Responsabilité du gérant et des membres du conseil de surveillance dans les Sociétés en commandite par actions. Constitution et administration de ces sociétés (loi du 24 juill. 1867), par Eugène BUFFÉ, av., d. en dr. — Gr. in-8 caval. *Paris*, 1868. (5 fr.).

Thèse de Doct. devenue un livre de doctrine.

3007. COMBE. — Examen de la jurisprudence en matière de responsabilité des conseils de surveillance des sociétés en commandite par actions, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 15 nov. 1865.

3008. LABBÉ. — Théorie de la responsabilité des administrateurs des sociétés anonymes d'après le dernier état de la jurisprudence, par J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sirey*, 1874, 1, 97 (17 col.)

3009. — LAFERRIÈRE. — Mandat. Responsabilité des conseils de surveillance. Examen doctrinal, par LAFERRIÈRE. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), p. 385-399.

Cass. crim., 2 avril 1859 (Prost). — *Sir.*, 1859. 1, 354. Rapport du cons. SÉNÉCA (6 col.) et note (2 col.), et *Dall.*, 1859, 1, *même rapport*.

Jung. BOURGUIGNAT. — Exam. doctr. sur Amiens, 10 janvier 1875. — Ap. *Sir.*, 1875, 2, 193, et *J. Pal.*, 1875, 800 (9 col.).

3010. LEDRU. — Organisation, attributions, responsabilité du conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions (loi du 24 juillet 1867), par Alph. LEDRU, av., d. en dr. — In-8. *Paris*, Germer-Baillière, 1876 (3 fr.).

3011. MAZEAU. — De la Responsabilité des conseils de surveillance. Exam. doctr., par Ch. MAZEAU, av. c. de cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 1, 17.

3012. MONTARLOT. — Étude de jurisprudence. Loi sur les sociétés à responsabilité limitée. Décisions, par P. MONTARLOT.

3013. RIVIÈRE. — Du Commissariat dans les sociétés en commandite par actions, par RIVIÈRE. — Ap. *Rev. Prat.*, t. II (2e 1856), p. 545-554.

3014. VAVASSEUR. — I. De la Responsabilité des administrateurs des sociétés anonymes. — Critique de la jurisprudence, par A. VAVASSEUR. — Ap. *Droit*, 8 nov. 1874.

II. Des Sociétés par actions, Dividendes réels et fictifs. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875); p. 170-178.

Cass., 7 mai 1872. Comp. immob.
V. enc. sup. n° 2394.

3015. HENNEQUIN. — Lorsque les gérants d'une société en commandite n'ont reçu de celle-ci qu'un mandat général, ce mandat se trouve de droit limité aux actes d'administration; dès lors ils excèdent les limites de ce mandat en hypothéquant les immeubles sociaux, ce qui équivaut à un acte d'aliénation exclusivement réservé au propriétaire, et ledit engagement est frappé de nullité au regard de la société, par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du not.*, 14, 17 juillet 1858.

1016. DE BOIGNE. — Les Chemins de fer étrangers devant la loi française, par de BOIGNE.

V. à propos de cet ouvrage : LEFEBVRE-PONTALIS : Condition des Sociétés anonymes étrangères devant les tribunaux français. — Ap. *Gaz. trib.*, 4 avril 1861.

3017. LYON-CAEN. — De la Condition légale des Sociétés étrangères en France, et des rapports de ces sociétés avec leurs actionnaires, porteurs d'obligations et autres créanciers, par Ch. LYON-CAEN, agr. Fac. de Nancy. — In-8, 166 p. *Paris*, Cotillon, 1870.

Cette brochure a été traduite en anglais par N. ARGLES, sollicitor, sous le titre suivant: On the legal condition of english and foreign companies and partnerships in France, translated and annotated by N. ARGLES, sollicitor. — In-8, 1876.

Jung. *Du même.* De la condition légale des sociétés étrangères par actions en France et en Autriche. — In-8, *Ibid*, 1876.

Extr. de la *Rev. de législ. franç. et étrang.*, 1876.

3018. WORMS. — Sociétés humaines et privées, par WORMS, prof. Fac. de Rennes. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1875 (5 fr.).

Extr. en partie de la *Rev. prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 335-368, t. XXXVIII, p. 105-136 et 218-273. — Interroger les sociétés privées, soit civiles soit commerciales, au profit des sociétés humaines ou publiques; demander aux premières, telles qu'elles sont régies, des règles, des exemples pour les secondes; marquer les différences, signaler les analogies que révèle le rapprochement des unes et des autres : telle est l'idée nouvelle à laquelle M. WORMS a consacré des développements dans lesquels il n'a jusqu'ici été précédé par personne.

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1832.

3019. BERNARD. — De la Personnalité de la Société, soit civile, soit commerciale. Th. D. par BERNARD. — In-8, 1870.

3020. THIRY. — Les Sociétés civiles constituent-elles des personnes juridiques distinctes de celles des associés? Par THIRY, prof. à l'Université de Liége. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 412-446.

Art. 1833.

3021. JARNO. — Des Associations illicites. Th. D. (Rennes), par JARNO. — In-8, 319 p. *Rennes*, impr. Bazouges, 1873.

3022. BALLOT. — Des Agents de change, des sociétés formées pour l'exploitation de leurs charges; de la coulisse, des jeux de bourse. — Des réformes à opérer dans la loi, par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Prat.*, t. IX (1er 1860), p. 49-66.

3023. BOURNAT. — Nullité des sociétés formées pour l'exploitation des charges d'agent de change, par J. Victor BOURNAT, d. e. d., av. — Ap. *Rev. Prat.*, t. X (2e 1860), p. 257-296.

A propos d'un arrêt de Paris du 10 mai 1860. — Add. dans cette aff., Réquisitoire du proc. gén. CHAIX-D'EST-ANGE. — Ap. *Sir.*, 1861, 2, 465 (4 col.), et ap. *Dall.*, 1860, 2, 91.

3024. BRESSOLES. — Un office peut-il être valablement l'objet d'une association? Par G. BRESSOLES, d. e. d., av.

à Toulouse. — Ap. *J. des av.*, t. LVIII (1840). p. 65-74.

Cette question ne s'est guère présentée qu'à l'occasion des sociétés d'agents de change. En ce qui concerne cette classe d'officiers ministériels, la question n'offre plus d'intérêt, mais elle le conserve à l'endroit des autres offices auxquels s'appliquent les principes que la discussion a mis en lumière. C'est à ce titre que les éléments en figurent ici.

3025. CHAUVEAU. — Associations en matières d'offices, par CHAUVAEU-ADOLPHE. — Ap, *J. des avoués*, 1836, p. 90, et 1850.

Ce dernier art. a été reproduit en grande partie ap. *J. du Not.*, 4 sept. 1850, à propos d'un arrêt de Paris du 15 juin 1850. — *Dall.*, Ex. doctr., reprod. ap. *J. du Not.*, 1er octobre 1851. — Note de DEVILLENEUVE, ap. *Sir.*, 1850, 2, 433 (2 col.).

3026. FREMERY. — Article ap. *Droit*, 2 et 7 févr. 1838.

3027. HORSON. — Article ap. *Gaz. Tr.*, 30 octobre 1835.

Art. 1834 nt.

CHAPITRE II. — DES DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS.

Art. 1835, nt.

SECTION PREMIÈRE. — *Des Sociétés universelles.*

Art. 1836-1839, nt.

Art. 1840.

3028. MASSÉ. — L'art. 1840 C. c. aux termes duquel nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point interdit de s'avantager au préjudice d'autres personnes, est-il tellement absolu qu'une société universelle contractée par un père avec l'un de ses enfants ou toute autre personne, soit radicalement nulle et ne puisse être considérée, quant aux avantages que l'enfant ou le tiers associé pourrait en retirer, comme une donation déguisée, valable en soi, mais réductible si elle excède la quotité disponible? Par G. MASSÉ. — Ap. *Sir.*, 1839, 1, 545 (6 col.).

SECTION II. — *De la Société particulière.*

Art. 1841-1842.

V. Appendice, *Sociétés coopératives de secours mutuels.*

3029. DE NEYREMAND. — Sociétés. Mines. Formes commerciales. Actes de commerce. Examen doctr. de la jurisprudence, par de NEYREMAND, cons. à Colmar. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXI (2e 1862), p. 385-404.

Une société, civile de sa nature, devient-elle commerciale par cela seul qu'elle s'établit sous la forme de l'une des trois sociétés reconnues par l'art. 19 du C. comm.?

3030. ROGER. — Quelle est la nature de la société formée entre entrepreneurs et fournisseurs pour acheter des terrains, les couvrir de constructions et les revendre? par Aug. ROGER, av. — Ap. *J. du Not.*, 10, 14 avril 1858.

La rubrique la plus juste serait celle-ci : Quelle est la nature juridique de l'opération consistant à acheter des terrains et à y édifier des constructions? Est-elle civile ou commerciale?

Add. sur le même sujet :

OLLIVIER. — Acheter un immeuble pour le revendre, c'est faire un acte de commerce, par Em. OLLIVIER. — Ap. *Rev. prat.*, t. 1er (1er 1856), p. 240-259.

CHAPITRE III. — DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX ET A L'ÉGARD DES TIERS.

SECTION PREMIÈRE. — *Des Engagements des associés entre eux.*

Art. 1843-1861 nt.

V. sup. no 2627.

SECTION II. — *Des Engagements des associés à l'égard des tiers.*

Art. 1862-1864.

3031. LOMBARD. — Des Engagements des Sociétés avec les tiers. Th. D., par LOMBARD. — In-8. *Nancy*, 1873.

3032. THIRY. — Des Rapports existant dans les sociétés civiles entre les associés et les tiers, par V. THIRY, prof. à l'Univers. de Liége. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 289-316.

CHAPITRE V. — DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT FINIT LA SOCIÉTÉ.

3033. RIGAL. — De la Dissolution et de la liquidation de la Société Th. D., par RIGAL. — In-8, 1875.

Art. 1865-1866 nt.

Art. 1867.

3034. ÉTIENNE. — Essai d'une nouvelle interprétation de l'art. 1867 du C. c., par ETIENNE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 353.

Art. 1868 n^t^.

Art. 1869.

3035. PONT. — La Société formée pour toute la durée d'une exploitation dont le terme est indéfini, comme une société houillère, est-elle une société à durée illimitée dans le sens de l'art 1869? Exam. doctr. par P. PONT. — Ap. *Sir.*, 1861, 1, 113 (9 col.).

Cass., 1er juin 1859 (Granier et Durand, C. Graisessac).

Art. 1870-1871, n^t^.

Art. 1872.

3036. MICHAUX. — Traité pratique des liquidations et partages de communauté, de succession et de société, avec un choix de formules entièrement nouvelles, par Alex. MICHAUX; 3e *édit.* mise au courant de la jurisprudence. — 1 vol. in-8, VI-638 p. *Paris*, Cosse, Marchal et C^ie^, 1869.

Dispositions relatives aux sociétés de commerce.

Art. 1873.

3037. PONT. — De la Division des sociétés en civiles et commerciales et des traits auxquels on peut les reconnaître et les distinguer, par P. PONT. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 728-737, 881-887.

Cf. sup. no 2961.

APPENDICE.

1° *Sociétés coopératives.* (Titre III de la loi du 24-27 juillet 1867.)

Ce sujet a donné naissance à une multitude d'écrits et d'articles de journaux qui se rattachent plus à l'économie Politique qu'à la science du droit; nous n'indiquerons ici que les études où il a été principalement envisagé sous ce dernier point de vue.

3038. ALAUZET. — Des Sociétés coopératives, par Isid. ALAUZET. — In-8, *Paris*, Marchal et Billard, 1866 (1 fr. 50.)

3039. AMELINE. — Des Sociétés coopératives, par H. AMELINE, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 426-437.

Cette étude n'a pas été terminée.

3040. BEAUME. — De l'Esprit du mouvement coopératif et de ses tendances, par Alb. BEAUME, av. — In-8, 1866.

3041. BOISSONADE. — Le Code Napoléon et les Sociétés coopératives du Dauphiné, par Gust. BOISSONADE., agr. à Grenoble. — In-8. *Paris*, impr. Thunot, 1866.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXVIII (1er 1866), p. 252-274.

3042. CAVARÉ. — Étude sur les Associations coopératives, précédée d'un examen du contrat de société en droit romain. Th. D., par P. CAVARÉ, av. — In-8, IV-367 p., *Paris*, impr. Parent, 1867.

3043. DESPORTES. — I. Étude sur les Sociétés de coopération. Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, par F. DESPORTES, d. en dr., av. — In-4, 1866.

II. Projet de loi sur les Sociétés coopératives présenté à la Société d'économie charitable par F. DESPORTES. — In-8. *Paris*, Adrien Leclère, 1866.

3044. DUPONT (DE BUSSAC). — Manuel des Sociétés coopératives anonymes à capital et personnes variables, par J.-F. DUPONT (de BUSSAC), av., etc. — Broch. in-8. *Paris*, Dentu, 1872.

3045. GAULOT. — Des Sociétés coopératives. — Discours prononcé par le proc. gén. GAULOT, à l'audience de rentrée du 4 nov. 1867 de la C. de Lyon. — In-8, 52 p. *Lyon*, impr. Périn, 1867.

Reprod. ap. *Gaz. Trib.*, 13 nov. 1867.

3046. GAYTOU. — De l'Association ouvrière et des Sociétés coopératives. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de Toulouse par le subst. du pr. gén. GAYTOU, — In-8, *Toulouse*, 1867.

3047. GRAUX. — Des Sociétés coopératives. Th. D., par GRAUX. — In-8, 301 p. *Rennes*, impr Hauvespre, 1869.

3048. HENDLÉ. — Les Associations de crédit populaire, par Emile HENDLÉ. — In-8, 62 p. *Paris*, Dentu, 1864.

3049. HUBERT-VALLEROUX. — Des Associations ouvrières (sociétés coopératives) et de leur situation légale en France. Th. D. par Paul HUBERT-VALLEROUX, av. — In-8, III-300 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

3050. JANNET. — De l'État présent et de l'avenir des Sociétés coopératives; étude juridique et économique lue à la séance solennelle de rentrée de la Soc. de jurispr. d'Aix (confér. des av.), par Claudio JANNET. — Br. in-8, 64 p. *Aix*, Remondet et Dubois, 1867.

3051. MICHIOT. — Des Sociétés coopératives. — Définition. — Application. — Formules (loi des 24-29 juillet 1869), par J. MICHOT. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 331-347; t. XI (1870), p. 5-37 et 241-263.

3052. PAIXHANS. — De l'Association populaire et du projet de loi relatif aux sociétés coopératives, par J. PAIXHANS, maître des req. au Cons. d'État, 8 juin 1866. — In-8, 84 p. *Metz*, impr. Maline, 1866.

3053. REUTLINGER. — Des Sociétés coopératives en Allemagne et le projet de loi français, par Fréd. REUTLINGER, av. — In-8, VI-268 p. *Paris*, Dentu, 1867.

3854. ROZY. — I. Étude sur les Sociétés coopératives et leur constitution légale, précédée d'un coup d'œil sur les sociétés taisibles au moyen-âge, contenant les détails de la statistique les plus récents sur le mouvement coopératif et suivi d'une réponse à l'ouvrage de M. Cernuschi : *Illusions des Sociétés coopératives*, par H. ROZY, prof. Fac. de dr. de Toulouse. — In-8, 212 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel; — Guillaumin et Cie, 1866. (2 fr.)

II. — Des Sociétés coopératives. — Gr. in-8, 47 p. *Montpellier*, impr. Gras, 1866.

Extr. de la *Revue judic. du Midi*, p. 85-96, 123-130, et 138-161.

3055. VILLEDIEU. — 1° Des Sociétés coopératives de production. — 2° Des Sociétés coopératives de consommation, par E. VILLEDIEU. — 2 br. in-8, 50 et 51 p. *Paris*, Guillaumin, 1868.

3056. — Enquête sur les Sociétés coopératives. Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. — In-4, *Paris*, 1866.

3057. Autres thèses de doctorat :

1. DU BOYS. — Des Associations ouvrières. — In-8, 1866.

2. DUPRÉ DE LATOUR. — Des Sociétés à capital variable. — In-8, 1868.

3. JUIF. — Des Sociétés à capital variable. — In-8, *Paris*, 1870.

4. ROUX. — Des Sociétés coopératives. — In-8, *Paris*, 1872.

2° *Sociétés de secours mutuels.*

3058. DEJEAN. — Code annoté des Sociétés de secours mutuels; recueil complet de la Législation et de la Jurisprudence qui régissent les associations ainsi que les caisses d'épargne, la caisse de retraite pour la vieillesse, etc.; par Osc. DEJEAN, anc. mag. — 4e *éd.* rev. et considér. augm. — In-8, 166 p.; *Bordeaux*, Chaumas, 1870 (2 fr. 25.)

1re édit., 1861. — 2e, 1862, in-8, 131 p. *Bordeaux*, Chaumas. — 3e, in-8, 132 p.

3059. DEROUET. — Des Sociétés de secours mutuels. Etendue des pouvoirs conférés aux conseils d'administration ou aux assemblées générales de la Société pour l'application des statuts de la Société. Compétence des tribunaux en cas de recours d'un secrétaire contre une décision du conseil ou de l'assemblée générale, par A. DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. prat.*, t. IV, (2e 1857), p. 160-179.

3060. DESMAREST. — Sociétés de secours mutuels; commentaires sur le décret du 26 mars 1852; suivi d'instructions nécessaires pour administrer les Sociétés de secours mutuels; par E. DESMAREST, s.-ch. de bur. des Soc. de sec. au Min. de l'Intér. — In-18, 219 p. *Paris*, Dupont, 1868.

V. aussi, *du même* : Législation et organisation des sociétés de secours mutuels en Europe. — 3e *édit.*, in-8 jés., 251 p., *Paris*, P. Dupont, 1876.

3061. LAURENT. — Le Paupérisme et les Sociétés de prévoyance, nouvelles études sur les Sociétés de secours mutuels par Em. LAURENT, av. etc. — In-8, *Paris*, Guillaumin et Cie, 1860.

3062. PINÈDE. — Des Sociétés de secours mutuels et de leurs applications; par Alph. PINÈDE, av. — In-8, 1865.

3° *Associations syndicales.* (Loi du 21 juin 1865.)

3063. — Associations syndicales. Commentaire de la loi des 21 et 26 juin 1865 sur les associations syndicales. I. Rapp. de M. SÉNÉCA au Corps Lég. — Ap. *J. des Just., de p.*, t. XV (1866), p. 85-104, 119-138. — II. Texte annoté. *Ibid.*, p. 161-168; 181-189.

V. *Monit.* 21 avril 1864, 20 et 28 mai 1865.
Une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de cette loi, a été formulée par M. de

Ventavon qui a fait un rapport au nom de la comm. chargée de l'examiner, à la séance de la Ch. des Dép. du 17 déc. 1875. Le projet a été renvoyé au Cons. d'Et.—*J. Off.*, 28 janv. 1876.

3064. Loi annotée sur les Associations syndicales. — Ap. *J. des Av.*, t. XCI (1866), p. 45-62.

3065. CHRISTOPHLE. — Du Projet de loi relatif aux associations syndicales, par Alb. CHRISTOPHLE, av. c. de cas.— Ap., *Bull. des Trib.*, 1864, p. 257.

3066 GODOFFRE. — Des Associations syndicales, leur régime avant et depuis la loi du 21 juin 1865, par Ambr. GODOFFRE, av. — In-8, IV-293 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1867. (5 fr.)

V. Art. crit. de REVERCHON, ap. *Droit*, 10 mai 1867.

4° *Sociétés fromagères.*

3067. GUYÉTANT. — Traité sur les Fromageries, notamment de Franche-Comté, spécialement au point de vue du droit ; par C. GUYÉTANT, doct. en dr., av. à Arbois. — 1 vol. in-12 ; *Paris*, Cosse et Marchal. *Arbois*, Saron et Lacroix, 1870. (4 fr. 50.)

Ce traité n'envisage le sujet qu'au point de vue du droit pur, négligeant les données historiques, qui semblent pourtant essentielles ici afin de déterminer les conditions juridiques d'existence d'associations dont on prétend trouver les règles particulières, et si souvent dérogatoires au droit commun, dans une tradition que l'auteur se borne à affirmer sans la justifier. C'est dans les archives des anciennes juridictions et des tabellionages que l'on aurait eu quelque chance de rencontrer les documents indispensables pour traiter le sujet d'une façon tout à fait scientifique. L'auteur paraît avoir négligé ces sources ; il n'y fait du moins aucune allusion.

3068. LOISEAU. — Traité élémentaire des Fromageries, par LOISEAU, d. e. d., av. C. de Cass. — Br. in-8, 80 p. *Pontarlier*, impr. Faivre, 1822.

3069. MUNIER. — Manuel des fromageries, ou Traité de la fabrication des fromages de Gruyère, Septmoncel, Chevrets, Mont-d'Or, etc., par J.-B. MUNIER, de Foncine-le-Haut, médecin, etc. — 1 vol. in-8. *Lons-le-Saulnier*, imp. Fréd. Gauthier, 1858.

Les ch. III, IV, V, VI et VII (p. 57 à 155), sont plus particulièrement consacrés au régime juridique des sociétés fromagères.

V. aussi *Répertoire de Dalloz*; v° *Sociétés fromagères*.

V. encore Max BUCHON, articles sur la constitution des fromageries, ap. *Sentinelle du Jura*, 1866.

Tiré à part.

5° *Associations religieuses, littéraires et scientifiques, Clubs, Cercles, etc.*

Aux art. indiqués sup., nos 213 à 225,
Add. les suiv.

3070. BEAUDOUIN. — Des Associations religieuses et charitables ; Th, D., par BEAUDOUIN. — In-8, 340 p. *Rennes*, impr. Oberthur, 1877.

3071. DUQUESNE. — De l'Existence des congrégations religieuses en France et de leurs droits à l'occasion du rapport présenté par M. le Procureur général Dupin au Sénat, le 25 mai 1860 ; par A.-L. DUQUESNE. — In-8, 39 p. *Paris*, Lebigre-Duquesne, 1860. (1 fr. 50.)

3072. BOULLAIRE. — Situation des communautés religieuses. Th. D., par BOULLAIRE. — In-8, 1862.

3073. GIDE. — Du Droit d'association en matière religieuse. Th. D., par Ch. GIDE. — In-8, *Paris*, 1872.

V. enc. I. CLÉRAULT. — Dissertations ap. *Rev. de droit franç. et étrang.*, 1844, p. 198.

II. De VATIMESNIL. — Dissertations, ap. *J. des cons. de fabriques*, 1844, p. 131.

3074. MAZEAU. — Les Associations connues sous le nom de Cercles peuvent-elles agir en justice ? par Ch. MAZEAU, av. c. de cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 769.

TITRE DIXIÈME.

DU PRÊT.

Décrété le 18, promulgué le 28 ventôse an XII (9-19 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3075. DUFOUR DE SAINT-PATHUS. — Traité des contrats de Vente, d'Echange, de Prêt et de Rente. V. sup. n° 2707.

3076. PONT. — Commentaire-traité du Prêt, ap. Explication théorique et pratique du C. Nap. — Commentaire-traité des Petits contrats. T. Ier, Prêt, Dépôt et Séquestre, Contrats aléatoires, Mandat. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1863, (9 fr.)

V. sup., n° 83.

3077. POULAIN-CORBION. — Essai sur le Prêt. Histoire critique, Doctrine, par J. POULAIN-CORBION. — In-8, 11 ff. 1/4, *Paris*, impr. Vinchon. 1853.

La 2e partie de ce travail est une thèse soutenue devant la Faculté de droit de Paris.

3078. TROPLONG. — Du Prêt. Com-

mentaire du titre X, livre III du Code civil ; par TROPLONG, cons. à la C. de Cass. — 1 vol. in-8, *Paris*, Ch. Hingray, 1845.

Forme le tome XIV de son ouvrage. V. sup., nº 91.

L'étude historique qui forme la préface de ce livre a été lue à l'Acad. des sc. mor. et polit., séances des 17, 25 et 30 nov., et 7 déc. 1844, et insérée dans les *Mém.* de cette Acad., et dans la *Rev. Wol.*, t. XXI (1844), p. 418-479. L'auteur l'a depuis développée et étendue dans une notable proportion, et c'est dans ce nouvel état qu'elle figure en tête du commentaire.

Art. 1874, nˢ.

CHAPITRE Ier. — DU PRÊT A USAGE OU COMMODAT.

SECTION Ire. — *De la Nature du prêt à usage.*

Art. 1875-1879, nˢ.

SECTION II. — *Des Engagements de l'emprunteur.*

Art. 1880-1887, nˢ.

SECTION III. — *Des Engagements de celui qui prête à usage.*

Art. 1888-1891, nˢ.

CHAPITRE II. — DU PRÊT DE CONSOMMATION OU SIMPLE PRÊT.

3079. LORANDO. — Du Prêt de consommation. Th. D., par LORANDO. — In-8°, 1867.

3080. ONFROY DE BRÉVILLE. — Du Prêt de consommation, Th. D., par G.-M. ONFROY DE BRÉVILLE, av. — In-8, 173 p. *Paris*, impr. Thunot et Cie, 1857.

SECTION Ire. — *De la Nature du prêt de consommation.*

Art. 1892-1897, nˢ.

SECTION II. — *Des Obligations du prêteur.*

Art. 1898-1901, nˢ.

SECTION III. — *Des Engagements de l'emprunteur.*

Art. 1902-1904, nˢ.

CHAPITRE III. — DU PRÊT A INTÉRÊT. LOI DU 3 SEPT. 1807 (1).

GÉNÉRALITÉS.

3081. BATBIE. — Mémoire sur le Prêt à intérêt, par BATBIE, prof. Fac. de Paris. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1866.

Extr. des *Mém. de l'Acad. des sc. mor.*, et inséré ap. *Mélanges d'économie politique*, du même auteur. — In-8, *Paris*, 1866.

Ce mémoire a été couronné par l'Institut. Il est divisé en cinq chapitres :

I. Considérations générales. — II. Histoire du prêt à intérêt. — III. Cours de l'intérêt. — IV. Le taux doit-il être limité? — V. Conclusions.

3082. BÉDARRIDE. — Du Prêt à intérêt, par J. B. — Ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. Ier, p. 93-101.

3083. BERTIN. — Du Prêt à intérêt, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 2-3, 4-5 et 6 janv. 1858.

3084. BILLET. — Intérêts civils et commerciaux (Loi du 3 sept. 1807), suivi de la Liberté humaine, ou Considérations sur la contrainte par corps. Lectures faites à l'Acad. d'Arras, par BILLET, av., les 22 juillet et 5 août 1864. — In-8, 43 p. *Arras*, imp. Courtin, 1865.

3085. CAILLEMER. — Des Intérêts, par Exupère CAILLEMER, av. à Caen. — In-8, *Caen*, 1861. (2 fr.)

3086. CHARDON. — De l'Usure dans l'état actuel de la législation, par CHARDON. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1823. (*Rare.*)

Cette étude est extraite du *Traité du dol et de la fraude.* — V. sup., nº 2135. Cf. inf. nºs 3112 et 3129.

3087. COLAS DE LA NOUE. — Du Prêt à intérêt en Grèce, à Rome, en Judée, dans le droit canonique, le droit barbare et les coutumes féodales, d'après les ordonnances des rois de France, le Code Nap., les lois de 1807 et de 1850, suivi d'une Étude sur les législations étrangères et sur les réformes à introduire dans le droit français, par Ed. COLAS DE LA NOUE, d. e. d., subst. à Sarlat. — In-8, 278 p. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1867. (3 fr.)

Th. de Doct., titre modifié.

3088. COLMET DE SANTERRE. — Prêt d'actions. Intérêts. Lois de 1807. Examen doctrinal de la jurisprudence, par COLMET DE SANTERRE, prof. Fac. de

(1) Conformément à la règle qui a été généralement suivie, les études qui ont un caractère plus spécialement économique ont été éliminées de cette nomenclature.

Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 481-492.

3089. COTELLE. — Traité des intérêts, ou Commentaire des art. 1153, 1154, 1155, 1905, 1906, 1907, 1908 et 1909 du C. civ.; précédé d'une Préface contenant la matière des intérêts et contrats usuraires et les vues du Code civ. sur cette matière; par B. COTELLE, prof. Fac. de Paris. — In-12, *Paris*, Janet et Cotelle, 1826. (3 fr. à la publication.)

3090. DAMOYE. — La liberté du taux de l'intérêt. Rapport présenté au nom du Comité du notariat à l'Assemblée générale des notaires des départements dans la séance du 2 nov. 1874 sur la liberté du taux de l'intérêt de l'argent, par DAMOYE. — Ap. *Journal du Not.*, 12, 16 déc. 1874.

3091. DETOURBET. — La Loi de 1807 et la liberté du taux de l'intérêt, par E. DETOURBET, juge à Ste-Menehould. — 1 vol. in-8, Marescq aîné, 1866, (3 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXI (1er 1866), p. 27-55, 114-141, 311-352, 424-447, 490-532, 551-579; t. XXII (2e 1866), p. 21-63. M. DETOURBET était alors av. à la C. de Paris. — V. art. crit. de SOREL, ap. *Droit*, 12 juin 1867.

3092. DOMENGET. — Du Taux de l'intérêt en matière de prêt, par DOMENGET, juge à Bergerac. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXII (1er 1863), p. 34-44.

3093. DULAURENS. — Des Lois et des préjugés en matière d'usure; par Emile DULAURENS. — In-8. *Paris*, P. Dupont, 1863.

3094. GARNIER. — Traité de l'Usure dans les transactions civiles et commerciales, par P. GARNIER, av. C. de Cass. — Br. in-12, 6 ff. *Paris*, impr. Marchand-Dubreuil, 1826.

V. art. crit. ap. *Gaz. des Trib.*, 2e année, p. 1464.

3095. GORSE. — Usure et finances, à propos de la loi de 1807, par GORSE. — In-12. *Tulle*, Veanson, 1865. (2 fr.)

3096. LAIR. — Les lois sur l'Intérêt examinées au point de vue de l'économie politique de l'histoire et du droit, par Jos. LAIR. — 1 vol. in-8, *Paris*, Guillaumin, 1864. (3 fr.)

Mémoire couronné par l'Acad. de législ. de Toulouse, concours de 1863. Un second prix a été accordé à M. P. JOZON, et une mention honorable à M. CHARBAUT, dont les mémoires ne paraissent pas avoir été imprimés. V. le rapport, ap. *Recueil de l'Ac. de législ. de Toul.*, t. XXII, p. 400-411.

3097. LAVIELLE. — L'Intérêt de l'argent, par LAVIELLE. — 1 vol. in-8, *Paris*, Cosse et Marchal, 1865. (3 fr.)

3098. LEGRAND. — De la Législation relative au Prêt à intérêt, par Arthur LEGRAND, dép. de la Manche. — In-8, 64 p. *Mortain*, impr. Boulay, 1871.

Extr. de la *Rev. contemporaine*, 30 sept. et 15 oct. 1864.

Il y a eu un tirage en 1864, sous le même titre, par A. L., audit. au C. d'État, in-8, 60 p. *Paris*, impr. Dubuisson.

3099. LIÉGEOIS. — I. Essai sur l'histoire et la législation de l'Usure, par J. LIÉGEOIS, d. en dr. — In-8, 251 p. *Nancy*, impr. Lepage, 1863. (3 fr.)

C'est la thèse de d. de l'auteur, soutenue dev. la Fac. de Strasbourg, sous le titre du Prêt à intérêt.

II. De la Liberté de l'intérêt. — In-8, 57 p. *Nancy*, Grimblot; — Ve Raybois et Cie, 1858.

3100. MARQUET. — Etude sur la liberté du taux de l'intérêt. Cour d'appel de Poitiers, audience solennelle de rentrée du 3 nov. 1875. Discours prononcé par Augustin MARQUET, subst. du proc. gén. — In-8, 52 p. *Poitiers*, impr. Dupré, 1875.

3101. MERSIER. — De l'Intérêt, de sa légitimité et de la nécessité de l'affranchir du maximum, par P.-E. MERSIER, d. e. d., subst. à Tonnerre. — In-8°, 44 p. *Paris*, Marescq aîné, 1867.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XVIII (2e 1864), p. 241-284.

3102. NIOBERT. — Lettres sur la liberté du taux de l'intérêt, par NIOBERT, not. — In-8, 1866.

3103. PAGÈS. — Dissertation sur le Prêt à intérêt, où, après avoir déterminé d'une manière claire et précise en quoi consiste le prêt usuraire, on expose les circonstances qui autorisent à percevoir un intérêt à l'occasion du prêt; par E. PAGÈS, prof. de théol. mor. à l'Acad. de Lyon. — 4e *éd.*, corrigée, augmentée et entièrement refondue; in-8. *Lyon*, Rusand, 1826.

La 1re éd. a paru en 1819, 8 ff. *Lyon*, Guyot.

3104. PAIGNON. — Traité pratique de l'Intérêt de l'argent et des opérations de banque, conseils contre l'usure civile et commerciale à l'usage des propriétaires et des négociants, par Eug. PAIGNON, anc. av. au C. d'État. — In-8, 272 p. *Châtillon s.-S.*, impr. Cornillac (1858) (1857).

3105. PAILLARD DE VILLENEUVE. — L'Intérêt de l'argent, par PAILLARD DE VILLENEUVE. — Ap. *Gaz. Trib.*, 9 et 23 déc. 1867.

3106. PÉRIN. — L'Usure et la loi de 1807, par Ch. PÉRIN, prof. à Louvain. — In-8, 42 p. *Paris*, Lecoffre ; *Lyon*, Perisse fr., 1865.

3107. PETIT. — Traité de l'Usure, contenant le commentaire de la loi du 3 sept. 1807, toute la législation, la doctrine et la jurisprudence qui s'y rapportent avec l'indication des ordonnances et arrêtés anciens et modernes, par PETIT, cons. à Douai, etc. — In-8, *Douai*, Adolphe Obez ; *Paris*, Joubert, 1840. (4 fr.)

En 1835, l'auteur avait fait paraître une brochure sous le titre suivant : De la loi sur l'Usure, de ses fâcheuses conséquences, et de la nécessité de son abrogation. — In-8, 2 ff. *Douai*, impr. Wagrez aîné.

3108. PLANTADE. — De la Liberté du taux de l'intérêt. Discours prononcé le 4 décembre 1864 à la séance de rentrée de la conférence des av. stag. près la Cour imp. de Toulouse, par Théod. PLANTADE, av. — In-8, 20 p. *Toulouse*, impr. Pradel et Blanc, 1865.

3109. POUJOL. — Du Prêt à intérêt et de l'Usure libre. De la contrainte par corps, par Amédée POUJOL. — 32 p. in-8, *Montpellier*, imp. Gras, 1864.

3110. RENAULT-PARIS. — Un Mot sur l'Usure, d'après la législation actuelle, avec les moyens qu'ont les emprunteurs pour se faire restituer les intérêts usuraires qu'ils ont payés depuis la loi du 3 sept. 1807, par RENAULT-PARIS, etc. — In-8, 2 ff. 3/4, *Poitiers*, impr. Catineau, 1825.

3111. ROMIGUIÈRE. — I. Du Prêt à intérêt, de l'Usure et de la loi du 3 sept. 1807, par ROMIGUIÈRE, av. — In-8, *Paris*, Guillaumin et Cie, 1858.

V. art. crit. de COFFINIÈRE, anc. av. à la C. de Cass., ap. *Rev. crit.*, t. XIV, p. 283.

II. De l'Abrogation de la loi du 3 sept. 1807 sur l'Usure. — In-8, 1862. (1 fr.)

3112. THIERIET. — Du taux de l'intérêt au sujet de la proposition de loi de M. L'Herbette à la Chambre des députés, par THIERIET. — Ap. *Droit*, 24 mars 1836 et 7 janvier 1837.

Jung : Réponse, par CHARDON, prés. à Auxerre. — *Ibid.*, 3 févr.

3113. ***. — Étude historique sur le prêt à intérêt. — Ap. *Gaz. des Trib.*, 25-26, 27, 28 sept. et 4 oct. 1876.

3114. BOUYON. — I. Réfutation des systèmes de M. l'abbé Baronnat et de Mgr de la Luzerne sur la question de l'usure, par l'abbé BOUYON, Dr en théol., etc. — In-8, 30 ff. 3/4. *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1824 (5 fr.)

II. Examen du système de feu M. le card. de la Luzerne sur le prêt de commerce, par l'abbé BOUYON, chan. de Clermont. — In-8, 22 ff. *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1824 (5 fr.)

3115. DESPLAS-ROQUES. — Mémoire sur la légitimité du prêt lucratif, par DESPLAS-ROQUES, prêtre, anc. préb. de Castres. — In-8, 4 ff. 3/4, *Castres*, impr. J. Auger, 1824.

3116. VIGNON. — Du Prêt à intérêt, par L.-P. VIGNON, curé de Buire-Courcelle. — In-8, *Paris*, E. Belin ; — Cosse et Marchal, 1859. (3 fr.)

L'auteur établit par de nombreux textes, dans cet ouvrage, que le prêt à intérêt n'a jamais été en opposition ni avec le droit naturel, ni avec l'Ancien Testament, ni avec les préceptes de la religion catholique et les décisions de l'Eglise. L'usure seule a été de tout temps condamnée.

3117. — Exposition de la doctrine de l'Église sur le prêt à intérêt ; extrait des *Conférences d'Angers*, éd. de l'an 1825. — In-12, 10 ff., *Paris*, Gauthier fr., 1825.

3118. Thèses de doctorat :

1. AUBERT. — De l'Usure. — In-8, *Poitiers*, 1861.

2. BAUDOUIN. — Du Prêt à intérêt sous le droit intermédiaire, etc. — In-8, *Paris*, 1861.

3. BENOIT. — Des Intérêts et du Prêt à intérêt. — In-8, 1872.

4. CALARY. — Du Prêt à intérêt. — In-8, *Paris*, 1856.

5. DE CHODSKO. — Les Principes généraux de la science juridique, appliqués à la question de l'intérêt et de l'usure. — In-8, *Paris*, 1868.

6. FAJOL. — Du Prêt à intérêt. — In-8, 1868.

7. HALLIER. — *Do*. — In-8, *Paris*, 1858.

8. HOFFMANN. — Étude sur l'Usure. — In-4, 11 ff. *Strasbourg*, 1851.

9. JOUVE. — Du Prêt à intérêt. — In-8, *Aix*, 1869.

10. LABORDE. — Du Prêt à intérêt et des Rentes. — In-8, 1853.

11. DE LAGARDE. — Du Prêt à intérêt. — In-8, *Paris*, 1859.

12. LAHOVARY. — *D°*. — In-8, *Paris*, 1868.

13. LE CHEVALIER. — Des Intérêts. — In-8, *Paris*, 1862.

14. LUCAS. — De l'Usure et de la liberté du Prêt à intérêt. — In-8, *Rennes*, 1867.

15. DE MALLIARD. — Du Prêt à intérêt. — In-8,

16. PÉZÉRIL. — Des Intérêts. — In-8, 1866.

17. PICARD. — Du Prêt à intérêt. — In-8, *Paris*, 1876.

18. PLOYER. — *D°*. — In-8, *Paris*, 1865.

19. POIDEBARD. — *D°*. — In-8, *Grenoble*, 1869.

20. QUESNEL. — *D°*. — In-8, *Poitiers*, 1873.

21. DE RÉMUSAT. — Du Prêt à intérêt et de la Rente. — In-8, 1855.

22. RIEU DE MARSAGUET. — Du Prêt à intérêt. — In-8, *Bordeaux*, 1874.

23. DE ROMEU. — *D°*. — In-8, *Toulouse*, 1861.

24. RONDINEAU. — *D°*. — In-8, *Paris*, 1866.

25. SORET DE BOISBRUNET. — *D°*. — In-8, *Paris*, 1857.

26. TALVANDE. — *D°*. — In-8, *Paris*, 1867.

27. TUEFFERT. — *D°*. — In-8, *Strasbourg*, 1858.

28. WALLUT. — Des Intérêts et des Rentes. — In-8, 26 ff. 1/2. *Batignolles*, 1854.

V. enc. sup., sous les art. 1153-1155.

3119. MARC-ARNAULD. — Dissertation sur le droit de commission qui peut être dû à l'occasion du Prêt, et réflexions préliminaires sur la monnaie, son usage et son prix, considérés sous le rapport philosophique, religieux et légal ; par MARC-ARNAULD, av., banquier à Saintes. — Br. in-8, 164 p. *La Rochelle*, impr. Fréd. Boutet, 1854.

APPENDICE. — *Documents relatifs à l'enquête sur l'abrogation de la loi de* 1807.

3120. — Enquête sur la législation relative au taux de l'intérêt de l'argent. Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. Commission d'enquête. T. I^er^, Dépositions orales. — T. II, Dépositions écrites. — In-4, XXXVIII-1479 p. *Paris*, Impr. impér., 1866.

Les dépositions de MM. PELLAT et WOLOWSKI ont été insérées dans la *Revue critique :*

1. PELLAT. — Extrait de l'enquête sur la législation relative au taux de l'intérêt de l'argent. Dépositions orales de M. PELLAT, doyen de la Fac. de droit (2 août 1864). Reprod. ap. *Rev. crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 96-112.

2. WOLOWSKI. — L'enquête sur l'intérêt de l'argent. Dépositions de M. WOLOWSKI. — *Ibid.*, t. XXXI (2e 1867), p. 235-274.

3121. — Rapport sommaire fait au nom de la 3e commission d'initiative parlem., chargée d'examiner la proposition de la loi de M. Truelle, relative au taux de l'intérêt de l'argent, par M. CONSTANCE, dép. (Ch. des députés, séance du 15 nov. 1876.) — Ap. *Journal offic.* 25 nov. 1876, p. 8676.

La proposition de loi déposée à la séance du 20 mai 1876 (v. *J. off.*) contient un seul article ainsi conçu : Est abrogée la loi des 3-13 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent.

Un nouveau rapport sommaire à été déposé à la séance du 29 mars 1878, par M. Logerotte, député ; il conclut à la prise en considération. — *J. off.*, 24 avril 1878.

3122. LACOINTA. — Mémoire sur le taux de prêt à intérêt et le rapport de M. Sacaze à l'Assemblée Nat., par J. LACOINTA. — Ap. *Rec. Acad. lég. Toulouse*, 1874, p. 119-188.

3123. PASSY. — Rapport fait au nom de la section d'économie politique sur le concours relatif au prêt à intérêt, par H. PASSY. — In-4, 22 p. *Paris*, impr. Didot et C^ie^, 1865.

Extr. du t. XII des *Mém. de l'Acad. des Sc. mor.*

3124. DULAC. — La Liberté de l'Usure. Enquête officieuse sur le projet d'abolir les lois qui prohibent l'usure, par P. DULAC. — In-8. *Lyon*, Darnet et Guérin, 1864. (1 fr. 50.)

3125. KŒNIGSWARTER. — De la Réforme de nos lois qui régissent le taux de l'intérêt et du délit d'usure, par KŒNIGSWARTER, membre corr. de l'Inst. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 443-451.

3126. N. M. — Mémoire sur les motifs qui doivent déterminer le gouvernement à modifier les lois sur l'usure, par N. M., membre de la chambre de commerce d'Amiens. — Br. in-8, 5 ff., *Amiens*, impr. Duval et Herment, 1852. (2 fr.)

3127. — I. De la Fixation de l'intérêt légal (à propos d'une pétition de M. de St-Priest). — Ap. *J. du Not.*, 14 nov. 1849.

II. De la Proposition de M. de St-Priest, tendant à la répression de l'usure. — *Ibid.*, 27 et 29 févr. 1850.

3128. — Des Modifications apportées à la loi

du 3 sept. 1807 sur la fixation du maximum d'intérêt. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. III, p. 1-6.

Art. 1905-1906 n[t].

Art. 1907.

3129. SIREY. — Doit-on voir une usure déguisée dans tout don, en sus de l'intérêt légal, alors même que le surplus ou le don ne serait que l'équivalent du *damnum emergens* ou du *lucrum cessans* reconnu et constaté? Consultation dans le sens de la négat. de J.-B. SIREY. — Ap. *Sir.*, 1822, 2, 41. (15 col.)

Cette doctrine a été critiquée par CHARDON, dans son *Traité du Dol et de la Fraude*, t. I, p. 245. SIREY, persistant dans son opinion, a cherché à réfuter son contradicteur dans des observations insérées ap. *Sir.*, 1828, 2, 66 (7 col.). Cette controverse a été résumée ap. *Coll. nouv.*, t. VIII, 2, 425. — V. Pau, 17 janv. 1824; Bordeaux, 17 décembre 1827 (Maze c. Gentien).

Art. 1908, n[t].

Art. 1909.

3130. ASTRIÉ. — Des Rentes dans le droit français et de plusieurs formes du revenu à Rome. Th. D., par Ernest ASTRIÉ, av. — In-8, 14 ff. 1/2, *Paris*, impr. Thunot, 1833.

V. enc. sup., nos 830 à 837.

Art. 1910-1911, n[t].

Art. 1912.

3131. JACQUES. — I. Recherches historiques sur les Rentes pour arriver à l'explication de l'art. 1912, § 1, Cod. Nap., par Ferd. JACQUES. — Ap. *Rev. crit.*, t. X (1[er] 1857), p. 30-57.

II. L'art. 1912, 1° du C. Nap., doit-il être considéré comme une déchéance, une condition résolutoire ou une application de l'art. 1244 du même Code? par JACQUES, proc. imp., à Orange. — Ap. *Rec. de l'Ac. législ. de Toul.*, t. XI, p. 324-345.

3132. ***. — Le débiteur d'une rente quérable, qui a été mis, par un commandement, en demeure de payer 2 années d'arrérages échus, est-il tenu de payer sur-le-champ sous peine d'être contraint au rachat, ou bien peut-il prétendre à un délai moral pour se libérer? — Ap. *J. du Not.*, 22 oct. 1844.

Art. 1913 et 1914, n[t].

TITRE ONZIÈME.

DU DÉPÔT ET DU SÉQUESTRE.

Décrété le 25 ventôse, promulgué le 3 germinal an XII (14-24 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3133. DUVERGIER. — Du Dépôt et du Séquestre. — 1 vol. in-8°, *Paris*. Renouard.

Est compr. dans le t. XXI du Droit civil français de TOULLIER-DUVERGIER. — Vid. sup., n° 90.

3134. PONT. — Commentaire-traité du Dépôt et Séquestre, par PONT. — Ap. Explication théorique et prat., etc., Commentaire. Traité des petits contrats, t. I[er], Prêt, Dépôt et Séquestre, etc. — In-8°, *Paris*, Cotillon, 1863 (9 fr.)

Vid. sup., n° 83.

3135. TROPLONG. — Du Dépôt et du Séquestre; commentaire du titre XI, livre III du C. civ.; par TROPLONG, cons. C. de Cass. — 1 vol. in-8°. *Paris*, Ch. Hingray, 1845.

Fait partie du t. XXV de son ouvrage.

CHAPITRE I[er]. — DU DÉPÔT EN GÉNÉRAL ET DE SES DIVERSES ESPÈCES.

Art. 1915-1916 n[t].

CHAPITRE II. — DU DÉPÔT PROPREMENT DIT.

SECTION I[re]. — *De la nature et de l'espèce du contrat de Dépôt.*

Art. 1917-1920, n[t].

V. sup. n° 2365.

SECTION II. — *Du Dépôt volontaire.*

Art. 1921-1926, n[t].

SECTION III. — *Des obligations du dépositaire.*

Art. 1927-1946, n[t].

SECTION IV. — *Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait.*

Art. 1947-1948.

3136. DEBLESSON. — Les avoués qui ne sont pas payés de leurs déboursés et honoraires, peuvent-ils retenir, jusqu'à l'entier paiement, les pièces de la procédure et les titres de leurs parties? par DEBLESSON, avoué à Lyon. — Ap. *J. des av.*, t. LXXV (1850), p. 351-360.

SECTION V. — *Du Dépôt nécessaire.*

Art. 1949-1951, nt.

Art. 1952-1954.

3137. AGNEL. — Code manuel des propriétaires et locataires de maisons, hôteliers, aubergistes et logeurs, etc.

V. sup., no 2838.

3138. — Une compagnie de chemins de fer ne peut être rendue responsable de bagages qui ne lui ont pas été déclarés, et dont elle n'a pas pris charge au moyen d'une inscription portée sur les registres. Cette responsabilité ne saurait résulter de ce que les bagages réclamés appartiendraient aux officiers ou militaires transportés en corps. Revue de jurisprudence. — Ap. *Gaz. Trib.*, 5-6 juin 1876.

V. enc. sup., VANHUFFEL, etc.

CHAPITRE III. — DU SÉQUESTRE.

SECTION Ire. — *Des diverses espèces de Séquestre.*

Art. 1955, nt.

SECTION II. — *Du Séquestre conventionnel.*

Art. 1956-1960, nt.

SECTION III. — *Du Séquestre ou dépôt judiciaire.*

Art. 1961-1963, nt.

TITRE DOUZIÈME.

DES CONTRATS ALÉATOIRES.

Décrété le 19, promulgué le 29 ventôse an XII (10-20 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3139. PONT. — Commentaire-traité des Contrats aléatoires, par PONT. — Ap. Explication théorique et pratique du C. Nap. — Commentaire-traité des Petits contrats. T. Ier : Prêt; Dépôt et Séquestre; Coutrats aléatoires, etc. — 1 vol. in-8°. *Paris*, Cotillon, 1863, (9 fr.)

3140. TROPLONG. — Des Contrats aléatoires; commentaire du titre XII du livre III du C. civ.; par TROPLONG, cons. à la C. de Cass. — In-8°, *Paris*, Ch. Hingray, 1845.

Fait partie du t. X de son ouvrage. V. sup., no 91.

3141. Thèses de doctorat :

BUSSY. Des Contrats aléatoires. In-8, 1873. — CHAVET. Des Contrats aléatoires de droit civil. In-8, *Paris*, 1859.

Art. 1964.

V. inf. *Appendice*, nos 3169 et s.

CHAPITRE Ier. — DU JEU ET DU PARI.

Art. 1965-1967.

Jeux de Bourse.

3142. BATBIE. — Le Jeu et la Superstition, conférence faite à l'asile de Vincennes; par A. BATBIE, prof. Fac. de Paris. — In-8, 16 p. *Paris*, impr. Thunot, 1867.

3143. — BADON-PASCAL. — Des Marchés à terme. Étude pratique au point de vue légal et financier, par BADON-PASCAL, av. — In-8°, 48 p., *Paris*, Cosse, Marchal et Cie, 1867.

3144 BÉDARRIDE. — I. Des Marchés à terme ou des jeux de Bourse, par J. BÉDARRIDE, av. à Aix. — Ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. Ier, p. 269-282.

II. Observations sur les marchés à livrer et sur l'application de l'art. 1965 du Code Nap., par BÉDARRIDE, av. à Montpellier. — Ap. *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 144-168.

3145. BOZÉRIAN. — La Bourse, ses opérateurs et ses opérations appréciés au point de vue de la loi, de la jurisprudence et de l'économie politique et sociale, suivie d'une indication des réformes les plus urgentes avec un appendice contenant les principaux règlements adoptés par la compagnie des Agents de change de Paris; par JEANNOTTE-BOZÉRIAN, av. C. de Cass. — 2 vol. in-8°, *Paris*, Marescq aîné; — Dentu, 1858. (12 fr.)

Après avoir décrit les opérations de Bourse et leur mécanisme, son personnel, l'auteur rapproche de ces faits les dispositions, le caractère et le but des lois diverses qui les régissent, et examine, sous le rapport doctrinal, toutes les difficultés juridiques; il constate l'état et les

phases de la jurisprudence sur chacune de ces questions principales ; il apprécie les opérations de Bourse au point de vue de notre organisation politique, économique et sociale ; il signale enfin les vices de notre législation et les modifications dont elle serait susceptible. C'est un bon livre, utile à la fois sous les rapports technique et juridique.

Art. crit. F. HÉROLD, ap. *R. Pr.*, t. VII, p. 435-444.

3146. CLAPPIER. — Les Dettes de Jeu. Discours prononcé à la séance de rentrée des conférences du barreau de Poitiers, le 19 janvier 1867, par Amable CLAPPIER, av. — In-8, 32 p. *Poitiers*, impr. Dupré, 1867.

3147. COFFINIÈRES. — De la Bourse et des spéculations sur les effets publics, ouvrage dans lequel les marchés à terme sont considérés d'après les lois, la jurisprudence, la morale et le crédit public, par A.-S.-G. COFFINIÈRES, d. e. d., av. — In-8, 34 ff. *Paris*, Belin Leprieur, 1824.

3148. COURTOIS. — Opérations de bourse, ou Manuel des fonds publics français ou étrangers, précédé d'une appréciation des opérations de bourse dites de jeu, etc., par A. COURTOIS fils, membre de la Soc. libre d'Écon. polit. de Paris. — In-18 jés., 12 ff. *Paris*, Guillaumin, 1855. (4 fr.)

3149. DUVERDY. — Des Reports à la Bourse, par Ch. DUVERDY. — Ap. *Gaz. Trib.*, 7 avril 1861.

3150. LEVEILLÉ. — Le Régime de la Bourse ; légalité des opérations à terme ; responsabilité solidaire des agents de change, par Jules LEVEILLÉ, agr. Fac. de Paris. — In-8, 29 p. *Paris*, Marescq aîné, 1868.

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XXV (1er 1868), p. 113-137.

3151. MOLLOT. — Des Marchés à terme, par MOLLOT, av. — Ap. *Droit*, 17 déc. 1835.

Add. art. de J. V. L. *Ibid.*, 3 janv. 1836.

3152. PILLETTE. — Lettre à M. Fréd. Mourlon sur le Jeu et le pari, par D. PILLETTE, d. en dr., av. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (3 fr.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 465-482, et t. XV (1er 1863), p. 215-247, 440-469. Cette lettre a été écrite à l'occasion d'une thèse sur ce sujet rédigée sous les inspirations de M. Mourlon.

3153. PRIEUR DE LA COMBLE. — Des Marchés à terme d'effets publics considérés d'après les principes généraux des contrats, sous le rapport de la légalité du titre et de la validité de l'engagement, par E. PRIEUR DE LA COMBLE, av. — In-8, 4 ff. 1/2. *Paris*, Ponthieu ; Mougin, 1824 (1823).

3154. SIREY. — Jeu. Marchés à terme. Quelles sont les règles législatives ou réglementaires sur la Bourse, les jeux de Bourse et les marchés à terme réputés agiotages ? par J.-B. SIREY. Diss. — Ap. *Sir.*, 1824, 2, 325-336.

3155. TAILLEUR. — La Question dite des jeux de Bourse, par A. TAILLEUR. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XVII (1er 1864), p. 394-399.

3156. — Mémoires sur les engagements de Bourse dits Marchés à terme. — In-8, 10 ff. *Paris*, Ladvocat, 1826.

3157. Thèses de doctorat :

1. CHAVET. — Du Jeu et du Pari. — In-8, *s. l. n. d.*

2. CHEVALIER. — *Dº*. — In-8, *Paris*, 1874.

3. CLOLUS-FROMENT. — Du Jeu, du Pari, et des Jeux de Bourse. — In-8, *Toulouse*, 1859.

4. LAMY (E.). — Des Opérations de Bourse. — In-8, 1870.

5. ROUSSEL. — Des Agents de change et des Jeux de Bourse. — In-8, *Paris*, 1859.

3158. BOBEUF. — La Bourse et la loi. Pétition adressée au Sénat pour rendre obligatoires les marchés à terme, par BOBEUF. — In-8, 31 p. *Paris*, Dentu, 1863.

3159. RENDU. — Consultation sur les Marchés à terme, par A. RENDU, av. C. Cass.

Cette consultation fut imprimée à la suite de la pétition au sénat de M. BOBEUF, tendant à faire déclarer exécutoires les marchés à terme. Elle fut réimprimée p. 229 à 285 des *Plaidoyers* de M. Amb. RENDU, av., réunis par M. Amb. Rendu fils. — In-8, *Paris*, Cosse, Marchal et Ce, 1868.

3160. CHEVALIER. — Observations sur les marchés à terme présentées à la commission chargée d'examiner la question des marchés à terme et celle des inscriptions de rentes mixtes, par L. CHEVALIER, membre de la commission. — In-4, 43 p. *Paris*, imp. de Mourgues, 1867.

3161. — Mémoire de la chambre syndicale des agents de change de Paris présenté à M. le ministre secrétaire d'Etat

des finances et tendant à obtenir un règlement sur la négociation des effets publics. Avec appendice contenant : 1° des Documents généraux sur l'organisation de la compagnie des agents de change de Paris; 2° les Documents et la jurisprudence concernant particulièrement les marchés à terme; 3° une Correspondance officielle sur le courtage illicite. — In-8, 20 ff. *Paris*, impr. Gros, 1843.

3162. BALLOT. — De la Nullité des jeux de Bourse. Cette nullité est-elle tellement absolue qu'elle autorise la répétition des sommes payées par le perdant? par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Pr.*, t. VI, (2e 1858), p. 328-340.

Cass. Req. 29 juillet 1858.

3163. BEUDANT. — Dans les opérations de Bourse connues sous le nom de marchés fermes ou à primes et d'après les réglements ou usages de la Bourse de Paris, le terme n'est, à moins de clause contraire, stipulé qu'en faveur de l'acheteur qui conserve le droit d'escompter, c'est-à-dire d'exiger livraison des titres avant le terme fixé. Il en est ainsi même dans les opérations de déport. Exam. doct., par Ch. BEUDANT. — Ap. *Dall.*, 1868, 2, 1 (5 col.).

Paris, 18 mai 1866 (Duvivier et Mayrargues, etc.).

3164. BOZÉRIAN. — I. De la Répétition des sommes payées en exécution de marchés à terme illicites; par J. BOZÉBIAN, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1er 1858), p. 15-35.

Extr. inéd. de son ouvrage sur la Bourse. V. sup., n° 3145.

II. Jeux de bourse. Questions diverses. Demande afin de répétition des sommes payées à l'agent de change pour différences, courtages, reports, couverture. Billets souscrits en paiement de différences. Transactions sur poursuites. Nullité. Tiers porteurs, bonne foi. Recours en garantie du souscripteur contre son créancier. — Ap. *Rev. prat.*, t. VIII (2e 1859), p. 171-191.

Paris, 27 et 29 nov. 1858.

Sur le même sujet :

BARBIER. — L'art. 1967 s'applique-t-il aux jeux de Bourse? Doit-on comprendre dans les sommes payées les valeurs remises à titre de couverture? Req. de l'av.-gén. BARBIER. — Ap. *Sirey*, 1859, 2. 81 (5 col.). — *Dall.*, 1860, 1, 289, et note. *Ibid.* (mêmes arrêts). — Cf. le n° 3162.

3165. ***. — Le mandataire du joueur a-t-il contre lui une action pour le remboursement des sommes qu'il a payées en l'acquit de la dette de jeu? — Ap. *Rev. Fœl*, t. XVI, p. 809.

3166. — Le Pari de se marier dans un temps donné est-il contraire aux mœurs, et la loi accorde-t-elle au gagnant une action pour se faire payer? Diss. — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. III, 2, 31 (6 col.).

G. et P., *Colmar*, 22 fév. 1809.

CHAPITRE II. — DU CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE.

SECTION Ire. — *Des conditions requises pour la validité du contrat.*

Art. 1968 à 1974,.

3167. — Des Difficultés du contrat de Rente viagère constituée à titre onéreux par les particuliers. — Ap. *J. du not.*, 26 juillet, 9 août 1845.

Art. 1975.

3168. BIDART. — De l'Application de l'art. 1975 à une rente viagère créée sur plusieurs têtes, par Paul BIDART, av. à Douai. — In-8, 27 p. *Paris*, Marescq aîné, 1868.

Extr. de la *Rev. Prat.*, tome XXII (2e 1866), 333-355.

A propos d'un pourvoi alors pendant. Cass. Req. 6 févr. 1866. Paris, 23 mars et 23 mai 1865. V. note de LABBÉ, ap. *Sir.*, 1865, 2, 321.

Art. 1976, nt.

SECTION II. — *Des effets du contrat entre parties contractantes.*

Art. 1977, 1978, nt.

Art. 1979.

V. sup., sous l'art. 1098.

Art. 1980 à 1983, nt.

APPENDICES.

Des Assurances terrestres.

GÉNÉRALITÉS.

3169. AGNEL. — Manuel général des Assurances, ou Guide pratique des assureurs et des assurés avec l'exposition méthodique de leurs obligations et de leurs droits respectifs, d'après la légis-

lation, la jurisprudence, l'opinion des auteurs, les statuts et les polices des compagnies d'assurances; comprenant les assurances contre les accidents, les faillites, la gelée, l'incendie, l'inondation, la mortalité des bestiaux, les chances du recrutement, les procès, les risques maritimes, et les assurances sur la vie, par Émile AGNEL, av. — In-8. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1861. (4 fr. 50.)

Bon manuel, composé avec soin, et ayant la portée d'un livre de doctrine.

3170. ALAUZET. — Traité général des Assurances. Assurances maritimes, terrestres, mutuelles et sur la vie, par Is. ALAUZET, av., sous-chef de cab. du Min. de la Just. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Delamotte, 1843. (15 fr.)

Sur ce traité, v. BERRIAT-SAINT-PRIX, Rapport à l'Acad. des Sc. mor. Ap. *Mém. de l'Acad.*, 1843. Dans ce rapport, M. BERRIAT analyse et cite par fragments un compte rendu de M. Sedgewick, dans le *Law Reporter* de Boston, juin 1845.

Reprod. ap. *Rev. Wol.*, t. XXIV (1845), p. 273.

3171. ALLAERT. — Des Assurances terrestres. Th. D. (Douai), par ALLAERT. — In-8. *Douai*, 1869.

3172. BATBIE. — L'Assurance. Conférences de l'Assoc. polyt., par BATBIE, prof. Fac. de Paris. — In-8, 24 p. *Paris*, impr. Turfin et Juvet, 1866.

3173. BERGSON. — Études sur le contrat d'Assurance, par Jules BERGSON, d. en dr. — Ap. *Rev. Fœl*, t. XII, p. 378, 416, 732 et 912.

3174. BREMONT. — Lettres sur les Assurances en réponse à M. Batbie; par L. BREMONT. — In-8, 1868.

Cf. sup., n° 3172.

3175. GRÜN ET JOLIAT. — Traité des Assurances terrestres et de l'Assurance sur la vie des hommes, suivi d'un Appendice renfermant les statuts des principales compagnies françaises d'assurances, et les polices des principales compagnies françaises et étrangères; par GRÜN et JOLIAT, av^ts. — 1 vol. in-8, 36 ff. 1/2. *Paris*, imp. Goëtschy, 1828. (7 fr. à la public.)

V. art. crit. d'ISAMBERT, ap. *Gaz. Tr.*, t. V, p. 611.

3176. HETTIER. — Les Assurances terrestres, par Charles HETTIER, d. en dr. — 1 vol. gr. in-8. *Paris*, Ernest Thorin; *Caen*, Massif, 1867.

Ouvrage bien fait.

3177. MARTEAU. — I. Des Assurances terrestres en droit français. Th. D., par Émile MARTEAU. — In-8, 197 p. *Paris*, libr. Ménard et David, 1872.

II. Exposé sommaire et synthétique de l'état de la jurisprudence en matière d'assurances terrestres. — In-8, 139 p. *Ibid.*, 1872.

3178. PERSIL. — Traité des Assurances terrestres, suivi des statuts de diverses comp. d'assurance, par E. PERSIL, av., etc. — In-8, *Paris*, Alex. Gobelet, 1834. (*Rare.*)

3179. PHILOUZE. — Des Assurances terrestres. Th. D. (Rennes), par Paul-Hilar PHILOUZE. — In-8, 168 p. *Rennes*, imp. Oberthur, 1861.

3180. POUGET. — Dictionnaire des Assurances terrestres. Principes, doctrine, jurisprudence. Statistique. Économie de l'assurance. Concordance des polices françaises avec les polices et les codes étrangers. Analogie avec les assurances maritimes et fluviales, par Louis POUGET, av., etc. — 2 vol. gr. in-8. *Paris*, Durand, 1855. (24 fr.)

3181. QUÉNAULT. — Traité des Assurances terrestres, suivi de deux traités traduits de l'anglais, le premier de l'assurance contre l'incendie et le second de l'assurance sur la vie des hommes, par QUÉNAULT, d. en dr., av. — In-8, 34 ff. *Paris*, B. Warée oncle; — Ponthieu, 1828 (1827). (6 fr.; 7 fr. 50 à la public.)

Le 2^e^ traité joint à l'ouvrage est celui de l'Assurance de Sam. MARSHALL.

Art. critique de DUPIN jeune, ap. *Gaz. Trib.*, 9 avril 1828 (3^e^ ann.), n° 834.

3182. ***. — Théorie et principes du contrat d'Assurance. — Ap. *Mém. de l'Acad. des sciences mor.*, t. I^er^, p. 30; 442; t. III, p. 395; t. V, p. 335; t. VII, p. 412.

3183. OLLIVIER. — Des Assurances terrestres. Du non-paiement de la prime et de ses conséquences contre l'assuré, par Ém. OLLIVIER. — Ap. *Rev. Prat.*, t. I (1^er^ 1856), p. 529-545.

3184. ***. — De la Déchéance, pour défaut de paiement, de la prime d'assurances. Revue de la jurisprudence. — Ap. *Gaz. Trib.*, 16 févr. 1876.

a. — *Assurances contre l'incendie.*

3185. BERGER. — Étude sur l'Assurance contre l'incendie; les compagnies, l'État

et la commune assureurs; par A. BERGER, av. — In-8. *Bordeaux*, 1866.

3186. BOUDOUSQUIÉ. — Traité des Assurances contre l'incendie, suivi des statuts, des polices et des tarifs des compagnies d'assurances établies à Paris, par A. BOUDOUSQUIÉ, av. — In-8, 35 ff. *Paris*, Ach. Desauges, 1829.

3187. DELIGAND. — De l'Assurance terrestre contre l'incendie. Th. D., par G. DELIGAND. — 1 vol. in-8. *Paris*, 1872. (3 fr. 50.)

Ce travail est très-complet, et restera comme un des meilleurs sur la matière.

3188. LAMIRAULT. — Manuel de l'Assurance contre l'incendie. Prime fixe, par LAMIRAULT, av.

3189. POUGET. — I. De l'Assuré et de ses droits et obligations dans ses rapports avec l'assureur. Guide de l'assureur et de l'assuré. Assurances contre l'incendie, par Louis POUGET, av.—Gr. in-8, 216 p. *Paris*, impr. Schiller, 1863.

II. Guide des créances hypothécaires, ou moyen à employer pour les créanciers hypothécaires pour garantir leur gage contre les conséquences de l'incendie, à l'usage de MM. les notaires et de MM. les agents des compagnies d'assurances. — In-8, 61 p. *Paris*, Administration du *J. des assurances*, 1866.

V. enc. sup. n°s 2797 et 2798.

3190. SAUTAYRA. — De l'Assurance contre l'incendie, avec un commentaire sur chacun des articles des conditions générales imprimées sur les polices délivrées par les compagnies, précédé d'une introduction sur les assurances en général, par J. SAUTAYRA. —In-12, 15 ff. 1/2. *Paris*, Mansut fils, 1841. (2 fr.)

3191. ***. — De l'Indivisibilité du contrat d'assurances contre l'incendie. Rev. de Jurisprudence. — Ap. *Gaz. Trib.*, 26 nov. 1875.

3192. BRET. — Dissertation sur la question suivante : Le créancier peut-il faire assurer, dans son intérêt, la propriété de son débiteur? Extrait du discours prononcé par M. BRET, subst. de M. le Proc. Gén. près la cour d'Aix, dans l'affaire des s. Frizier fr. de Marseille, contre les comp. roy. et d'assur. génér. de Paris. — Ap. *Thémis*, t. V (1823), p. 289, et ap. *Sir.*, 1823, 2, 159.

3193. JESSIONESSE. — De la Responsabilité des compagnies d'assurances relativement aux incendies occasionnés par la guerre, par C.-L. JESSIONESSE, d. en dr. — Ap. *Rev. pr.*, t. XXXI (1er 1871), p. 385-409.

3194. MAUCORPS. — Des Dommages immédiats des incendies et des effets de l'assurance relativement à ces dommages, par Max. MAUCORPS. — In-8, 34 p. *Paris*, Baudry, 1874.

3195. SANSFOURCHE-LAPORTE. — Au cas d'incendie totale d'un objet assuré pour une somme déterminée, les compagnies d'assurances doivent-elles payer cette somme ou seulement la valeur qu'avait l'objet assuré au moment du sinistre? par SANSFOURCHE-LAPORTE. — In-8. *Bruxelles*, 1826.

b. — *Assurances sur la vie.*

3196. ADAN. — Étude sur la nature du contrat d'Assurance sur la vie, par H.-F.-G. ADAN.— Ap. *Monit. des Assur.*, t. VIII (1876), p. 88, 124, 162, 181, 305.

3197. AMELINE. — Assurances en cas de décès, et en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels. Commentaire de la loi du 17 juillet 1868, par Henri AMELINE, aud. au Cons. d'Ét. — Br. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1868. (3 fr.)

Extr. de la *Rev. Pr.*, t. XXVI (2e 1868), p. 213-248; 319-368, et 443-476. Une loi du 11 juillet 1868 a organisé une caisse publique d'assurances en cas de décès pour les petites fortunes et en cas d'accidents éprouvés par les ouvriers dans les travaux agricoles et industriels. Le caractère de cette fondation a soulevé de vives critiques, contre lesquelles l'auteur s'est donné la tâche de la défendre en en faisant ressortir tous les avantages.

3198. BERTHET. — Les Assurances sur la vie. Th. D. (Rennes), par BERTHET, av. — In-8, 250 p. *Nantes*, impr. Forest, 1877.

3199. BONNEVILLE DE MARSANGY. — Les derniers ennemis de l'Assurance sur la vie; par L. BONNEVILLE de MARSANGY, av. — 4e *éd.* In-8, 24 p. *Paris*, Anger, 1869.

La 1re éd. est de 1867.

3200. DE COURCY. — Précis de l'Assurance sur la vie, par Alfred de COURCY, adm. de la Comp. d'Assurances géné-

rales.— In-18 jés., XVI, 222 p. *Paris*, Anger, 1870 (2 fr.).

M. de C. possède à fond la matière des Assurances sur laquelle il a publié de nombreux écrits; nous citerons entre autres comme se rattachant à l'objet de cette Bibliographie :

I. Essai sur les lois du hasard, suivi d'études sur les assurances, — In-12, *Paris*, Guillaumin, 1862.

II. Études sur les assurances, — Assurances sur la vie, 5e *édit.*, revue et corrigée, in-12. *Paris*, 1865.

V. *Monit.*, 1864, p. 1212, et 1865, p. 789.

III. Les Assurances sur la vie.— In-8°, 13 p., *Paris*, Douniol, 1866.

Extr. du *Correspondant*.

IV. Assurances sur la vie, nouvelles observations. — In-18, 87 p. *Paris*, Anger, 1871.

V. les Assurances sur la vie et les droits de mutation. Mémoire présenté à la Cour de Cassation. — In-8. *Paris*. Anger (50 c.)

VI. L'Assurance sur la vie est-elle un contrat d'indemnité? — Ap. *Monit. des Assur.*, t. II (1869), p. 45.

VII. L'Assurance sur la vie est-elle un contrat aléatoire? — *Ibid.*, p. 133 et 221.

VIII. Assurance et loterie. Deux mémoires présentés le 1er au Conseil d'Etat et à l'Acad. des sc. mor. et polit., et le second au comité des direct. des comp. d'assur. — In-18, 48 et 67 p. *Paris*, Anger, 1875 et 1874.

3201. COUTEAU.— Du Bénéfice de l'Assurance sur la vie, par Em. COUTEAU, av., d. e. dr. — Ap. *Monit. des Assur.*, t. IX (1877), p. 41, 77, 113, 149, 193.

3202. DAUDE. — Des Assurances sur la vie humaine, leurs divers genres, leur utilité, par J. DAUDE, avoué à Montpellier. — Ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. IV, p. 108-116.

3203. DUFOUR. — De la Légalité des Assurances sur la vie, par Edm. DUFOUR, av. — In-8, 16 p. *Paris*, Durand, 1864.

Ext. de la *Rev. de droit commercial*, t. 1er (1864), p. 233.

3204. DUQUESNAY. — I. De l'Assurance en cas de décès, par DUQUESNAY, av. — In-8, 40 p. *Marseille*, impr. Barlatier-Feissat et Demonchy, 1862.

II. De l'Assurance sur la vie, considérée au point de vue de la famille et du commerce. — In-8, 16 p. *Paris*, impr. Parent, 1869.

Du même. — D'une assurance sur la vie; in-8°, 1863, et div. autres brochures.

3205. GUILMIN.— Petit Traité théorique et pratique de l'Assurance sur la vie, par GUILMIN. — 3e *édit.*, in-8, 72 p. *Paris*, Durand, 1867.

La 1re éd. est de 1865.

3206. HERBAULT. — Traité des Assurances sur la vie, par Paul HERBAULT, d. en dr., av. à Amiens. — Ouvrage couronné par la Fac. de droit de Douai et par l'Acad. de législation de Toulouse, revu et publié après le décès de l'auteur par Daniel de FOLLEVILLE, av. à la c. d'appel de Douai, etc. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1877. (9 fr.)

Cet ouvrage est le plus complet sur la matière. C'est une œuvre importante, par l'intérêt du sujet qui s'y trouve traité, par l'étendue des développements qu'il y reçoit, par le travail qu'elle a nécessité et par la variété des connaissances en droit qu'elle suppose.

3207. HUC. — Des Contrats d'assurances sur la vie humaine, par Th. HUC. — Ap. *Mém. lus à la Sorbonne. Sciences morales*. 1867, p. 475.

3208. JOUAULT. — I. Le Code civil et les Assurances sur la vie, par Alph. JOUAULT. — Ap. *Rev. des Assur.*, t. I (1874), p. 26, t. II (1875), p. 51, 94, 130, 262, 306, 349.

II. De l'Action en nullité et rescision des Assurances sur la vie. — *Ibid.*, p. 188, 277.

3209. LE HIR. — Recueil complet de législation et de jurisprudence en matière d'assurances sur la vie, par LE HIR, d. e. d. — 1 vol. gr. in-18, 244 p. *Paris*, Anger, 1869. (6 fr.)

3210. MAAS. — Théorie élémentaire des annuités viagères et des assurances sur la vie, par M. MAAS. — 2e *édit.*, in-8, 137 p. *Paris*, Anger, 1868.

3211. MERGER. — Des Assurances terrestres, traité théorique et pratique comprenant les assurances sur la vie à primes fixes, en mutualité et contre les accidents de chemins de fer, les assurances contre l'incendie, les risques de transport par chemins de fer, la grêle, l'épizootie, etc., les statuts et les polices des comp. d'Assurances, par C.-B. MERGER, avoué honoraire, etc. — Tome Ier des Assurances sur la vie à primes fixes. 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1858. (5 fr.)

Le tome Ier a seul paru.
V. art. bibliogr. de G. CHAIX D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1858, p. 151.

3212. MOLINEAU. — Jurisprudence des Assurances sur la vie en France et en Belgique, au point de vue du droit civil et du droit fiscal, en ce qui concerne la validité, l'interprétation et l'exécution des contrats ayant pour objet des Assurances sur la vie, avec tous les documents législatifs relatifs à la loi française du 21 juin 1875 qui a créé un droit

de mutation sur la somme due par les compagnies d'assurances au décès de l'assuré, par B. MOLINEAU, anc. not., etc. — 1 vol. in-12, 284 p. *Paris*, Anger, 1877. (6 fr.)

3213. MONTJEAN. — I. La Législation en matière d'Assurances, par A. MONTJEAN. — Ap. *Rev. des Assur.*, t. I (1874), p. 105.

II. Législation de l'Assurance sur la vie. — *Ibid.*, t. II (1875), p. 13, 68.

III. Du sens juridique des contrats d'Assurances. — *Ibid.*, t. III (1876), p. 96.

IV. L'Assurance sur la vie des femmes. — *Ibid.*, p. 269.

3214. DE MONTLUC. — Des Assurances sur la vie dans leurs rapports avec les principes du droit civil, du droit commercial et les lois de l'enregistrement, par Léon-Adrien de MONTLUC, d. en dr. — In-8, 337 p. *Paris*, imp. Alcan-Lévy, 1876. (5 fr.)

Ouvrage couronné par la Fac. de droit de Paris. Les 10 dernières pages, comprenant la table, ne sont pas numérotées.

3215. OGERDIAS. — La valeur de l'existence. Petit manuel pratique de l'Assurance sur la vie, suivi d'un exposé sur l'état actuel de la jurisprudence spéciale; par Th. OGERDIAS. — 2e *édit.*, gr. in-18, 71 p. *Paris*, Dentu, 1869. (50 c.)

3216. PATINOT. — De l'Assurance sur la vie. De l'Assurance eu général. Définition de l'Assurance sur la vie. Avantages qu'elle présente. Des compagnies d'assurance sur la vie. En quoi elles diffèrent des compagnies tontinières. Sûreté de leurs opérations. Origine de l'Assurance sur la vie, par G. PATINOT, av. — Ap. *Rev. Pr.*, t. XXVI (2e 1868), p. 391-408, 544-566; t. XXVII (1er 1869), p. 36-58, et t. XXIX, p. 77-104.

3217. REBOUL. — Assurances sur la vie, par Eug. REBOUL. Avec une préface par Alf. de COURCY. — 4e *et* 5e *édit.*, rev. et corr., in-8, 160 p. *Saint-Germain*, impr. Toinon et Cie, 1865.

Jung., à propos de cette étude, un rapport de ROZY à l'Acad. de législ. de Toulouse. — Ap. *Rec. de l'Acad.*, t. XIII, p. 169-190.

M. R. a écrit un grand nombre d'art. et de brochures en faveur des Assurances sur la vie, et a débuté par une série d'art. inscrits dans l'*Opinion nat.* de 1859 à 1862. La plupart de ces écrits sont étrangers au droit. Nous citerons seulement :

I. Faculté de droit de Paris. Concours de doctorat. L'Assurance sur la vie — Ap. *Monit. des Assur.*, t. I (1868), p. 129, 149, 169.

II. L'Assurance sur la vie est-elle un contrat d'indemnité? (*Ibid.*, t. II (1869), p. 52.

III. De la Morale de l'Assurance; 2e édit. in-8o, 1867.

3218. ROME. — Du Contrat d'Assurance sur la vie, en présence de la loi civile et commerciale et des lois sur l'enregistrement, par J. ROME (de Reims), d. en dr., ouvrage couronné par la Fac. de dr. de Paris. — In-8, 288 p. *Paris*, Retaux, 1869 (1868).

3219. TISSIER. — Des Assurances sur la vie. Th. D., par Ch. TISSIER. — In-8, 238 p. *Paris*, Parent. 1870.

3220. VAUZANGES. — I. La question de savoir si le contrat d'assurance est aléatoire ou anti-aléatoire, présente-t-elle une importance pratique? par A. VAUZANGES. — Ap. *Monit. des Assur.*, t. II (1869), p. 353.

II. L'Assurance sur la vie est-elle une assurance? — *Ibid.*, t. IX (1877), p. 373.

3221. VERSIGNY. — Guide pratique du droit en matière d'assurances sur la vie, par F. VERSIGNY, anc. avoué. — In-8, 46 p. *Paris*, Anger, 1868. (2 fr.)

3222. VIBERT. — Le Contrat d'Assurance sur la vie. Exposé des questions controversées. Etat de la Jurisprudence. Droit fiscal, par G. VIBERT, av., d. e. d. — In-8, 241 p. *Paris*, Marescq, 1877.

3223. ET. C... — Assurances sur la vie (loi du 21 juillet 1875), par Et. C... — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, p. 641-653 et 814-821.

3224. ***. — Des Assurances sur la vie. — Ap. *J. du not.*, 8 mars, 23 août 1845, 7 juillet 1847.

V. enc. sup. nos 3175 et 3181.

3225. BLIN. — De l'Assurance sur la vie, et spécialement de la donation contenue dans l'assurance au profit d'un tiers, par Lucien BLIN, d. e. d., av. — In-8, 135 p. *Paris*, Cotillon, 1876. (3 fr.)

3226. BLONDEL. — Des Assurances sur la vie dans leurs rapports avec le droit civil, et spécialement des bénéficiaires du contrat. Th. D., par J. BLONDEL. — In-8. 252 p. *Paris*, impr. Donnaud, 1874.

3227. GRENIER. — De l'Assurance sur la vie appliquée aux conventions matrimoniales, par GRENIER. — Ap. *Journ. des Assur.*, t. XVI (1865), p. 152.

3228. JOUAULT. — Des Donations entre époux par contrat d'assurance, par Alph. JOUAULT. — Ap. *Rev. des Assur.*, t. II (1875), p. 176.

3229. LABBÉ. — Celui qui contracte une assurance sur la vie a la faculté de conférer à un tiers le bénéfice du contrat, mais à la condition expresse de faire cette attribution à une ou plusieurs personnes déterminées. L'assurance sur la vie contractée par deux époux communs en biens au profit du survivant d'eux, crée pour chacun des époux un droit individuel à la somme assurée, soumis en même temps à la condition suspensive de sa propre survie et à la condition résolutoire du prédécès de son conjoint. Dissert. de J.-E. LABBÉ. — Ap. *Sir.*, 1877, 1, 393 (18 col.). — *J. pal.*, 1877, p. 1057. (20 c.)

Cass. civ. 7 et 12 fév. et 28 mars 1877. (Galbrun. — Théodat.)

Add. : I. Req. de l'av. gén. BÉDARRIDE, *Sir., Ibid.*, (3 col.) — et ap. *Dall.*, 1877, 1, 243 (2 col).

II. Rapport du cons. SALLÉ ap. *Dall., Ibid.*, (4 col).

III. Rapport du même sur l'arrêt de cass. du 7 fév. 1877. — *Ibid.*, 1877, 1, 338 (4 col.).

IV. MULLE. Examen doct. du même arrêt. — *Ibid.*, (6 col.).

V. Rapport du cons. DUMON, sur Cass., 10 nov. 1874, *Sir.*, 75, 1, 107 (4 col.(.

3230. LEFEBVRE. — Quelle est la nature du contrat d'assurances sur la vie par lequel l'assuré stipule que le capital sera payable à un tiers? Cette stipulation constitue-t-elle une libéralité? par A. LEFEBVRE, av. C. Cass. — Ap. *J. du not.*, 16-20 mars, 20-24 juillet 1872.

V. enc. du même sur cette question, *ibid.*, 22 mars 1873.

3231. PAULTRE. — Assurance sur la vie. Liquidation de succession. Rapport par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 401-417.

Inséré ap. *Observ. prat.*, 136-152. V. n° 2001.

Add. *du même.* Art. ap. *Monit. jud. de Lyon*, 7 oct. 1867.

3232. POUGET. — I. Le Père de famille, ou de l'effet de l'assurance sur la vie dans les successions, par POUGET, av. — In-8. *Saint-Germain*, impr. de Toinon, 1868.

II. Des Successions, ou du bénéfice de l'Assurance sur la vie. — In-8, 80 p. *Saint-Germain*, impr. de Toinon, 1869. (2 fr.)

Ces deux brochures sont le développement d'une étude que l'auteur avait fait paraître précédemment sous le titre de : Le Droit et l'Assurance sur la vie, ou de la Jurisprudence en rapport avec l'hérédité. — Ap. *Journ. des Assur.*, t. XVIII (1867), p. 12 et 164.

3233. VERMOT. — Du Contrat d'Assurance en cas de décès, au point de vue économique et juridique, par Ed. VERMOT. — In-12, 28 p. *Paris*, impr. Chaix, 1877.

Extr. du *Catéchisme de l'Assurance sur la vie*, du même auteur.

3234. ***. — Du Bénéfice de l'assurance sur la vie au point de vue des successions et rapports. Revue de la jurisprudence. — Ap. *Gaz. Trib.*, 28 janvier 1875.

Les héritiers au profit desquels une assurance a été contractée en recueillent le bénéfice après qu'ils ont renoncé à la succession de l'assuré.

La question a été débattue deux fois à la conférence des av. à Paris le 28 décembre 1872. V. compte rendu par de MONTLUC ap. *J. des Assurances*, 1873, p. 238 ; et le 20 février 1875, résolue en sens contraire. — V. enc. sup. n° 1658.

3235. DE CAQUERAY. — Assurances sur la vie. Droit des créanciers de la succession. Communauté. Rapport. Réduction. Révocation des donations pour cause d'ingratitude, de survenance d'enfants, par suite de séparation de corps. Incapacité de recevoir à titre gratuit. Dissert., par de CAQUERAY, prof. à Rennes. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 196-206.

A propos d'un arrêt de Lyon, 2 juin 1863.

Add. : Conclus. de l'av. gén. ONOFRIO, *Sir.*, 63, 2, 202 (2 col.) *Dall.*, 63, 2, 119 (2 col.). — de l'av. gén. DESCOUTURES sur Paris, 5 avril 1867. *Sir.*, 67, 2, 249 (2 col.). *Dall.*, 67, 2, 221 (2 col.).

Jung. BONNEVILLE DE MARSANGY. — L'Assurance sur la vie contractée sur la tête d'un failli est-elle valable? par L. BONNEVILLE de MARSANGY. — Ap. *Monit. des Assur.*, t. I (1868), p. 120.

BREULIER. — I. Observations sur l'effet des Assurances sur la vie à l'égard des créanciers, par Ad. BREULIER. — Ap. *Journ. des Assur.*, t. XVIII (1867) p. 34 et 331.

II. Effet des Assurances sur la vie. — *Ibid.*, t. XX (1869), p. 547.

3236. DELOYNES. — Des Assurances sur la vie considérées au point de vue fiscal, par F. DELOYNES, prof. Fac. de

Bordeaux. — In-8, 28 p. *Paris*, Cotillon, 1872.

Extr. de la *Rev. crit.* 1871, p. 83-102 et 220-229.

3237. GADRAT. — Assurance sur la vie. Héritiers de Pauw contre la succession La Pommerais et contre les compagnies d'assurances, avec une note consultative de M. Reboul, par GADRAT. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1866.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXII (2e 1866) p. 175-181.

L'aff. de Pauw a donné naissance à plusieurs écrits sur la question qu'elle soulevait. Nous citerons seulement :

1. DUFAURE. — Consultation sur l'aff. de Pauw, par J. DUFAURE, av. — Ap. *Journ. des Assur.*, t. XVI (1865), p. 107.

2. GUINET. — Des Assurances sur la vie de Mme de Pauw, par Alph. GUINET. — Ap. *Droit commerc.*, 7 juin 1864, et *Journ. des Assur.*, t. XV (1864), p. 270.

3. Lettre et note en réponse au réquisitoire de M. le proc. gén. Dupin, dans l'affaire de Pauw. — Ap. *Gaz. Trib.*, 20 juin, 1864.

3238. FLEUROT. — L'Assurance sur la vie et le notariat en France, par H. FLEUROT. — Ap. *Journ. des Econom.*, t. XXXII (1873), p. 215.

3239. MÉLINE. — Assurances sur la vie. Caractère de la transmission du capital assuré. Droit civil. Droit fiscal. Par Jules MÉLINE, av., membre de l'Ass. nat. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 401-409; 801-809 et t. XV (1874) p. 16-23.

Cf. un art. d'Ad. OLLIVIER ap. *J. des Assurances*, 1872, p. 203.

3240. MERGER. — Tontines ou Assurances mutuelles sur la vie. Nature du contrat. Différence entre l'assurance à prime fixe et en mutualité. Obligations de l'assureur et de l'assuré mutuellistes. Frais de gestion. Annuités. Inexécution du contrat. Quand le droit de gestion est-il restituable? par C.-B. MERGER, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 319-331.

3241. PERRIN. — Du Rôle des officiers ministériels dans les assurances sur la vie; par Ch. PERRIN, av. — 2e *édit.*, in-8, 16 p. *Paris*, Anger, 1867.

3242. VAUZANGES. — L'Assurance sur la vie et le Notariat, par A. VAUZANGES. — Ap. *Monit. des Assur.*, t. VIII (1876), p. 35, 75.

3243. VAVASSEUR. — L'Assurance sur la vie et le Notariat, par A. VAVASSEUR, av. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVII (1865), p. 5-16.

3244. LOUSTAUNAU. — Loi du 24 juillet 1867. Obligation imposée aux compagnies d'assurances sur la vie de ne pouvoir se constituer sans l'autorisation du gouvernement. L'autorisation une fois obtenue, pour quels actes et dans quel cas les compagnies doivent-elles encore s'adresser au gouvernement et obtenir son autorisation? par LOUSTAUNAU. — Ap. *J. des Assurances*, 1874, p. 239-248.

3245. LEGRAND DU SAULLE. — Étude médico-légale sur les assurances sur la vie, leçons professées à l'Ecole pratique, par le Dr LEGRAND du SAULLE. — 2e *édit.*, in-8. *Paris*, Savy, 1867. (1 fr. 50.)

3246. TAYLOR et TARDIEU. — Étude médico-légale sur les Assurances sur la vie, par A.-S. TAYLOR, prof. de méd. lég. à Londres, et A. TARDIEU, prof. Fac. de méd. de Paris. — In-8, 124 p. *Paris*, Baillière, 1866.

c. — *Assurances militaires.*

3247. DECHEZELLE. — Seule interprétation légale des traités d'assurances contre le recrutement militaire de 1853, solution générale, par Félix DECHEZELLE, av. à Paris. — In-8, 2 ff. *Paris*, Durand; Dentu, 1854.

3248. GAILLARD. — Le contrat d'assurances militaires embrasse-t-il, à défaut de stipulations restrictives, tous les risques inhérents à l'objet de la convention et par conséquent celui résultant de l'élévation du chiffre du contingent survenue depuis cette convention? Exam. doct. par Nicias GAILLARD, av. gén. C. de Cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 481-508.

Cass. civ., 9 janvier 1856. (Mesnard c. Devaux.) Application de la loi du 13 avril 1854 qui avait élevé le contingent après le tirage. Le réq. du même av. gén. dans cette affaire se trouve ap. *Droit*, 19 janvier 1856; — *Sir.* 1856, I, 130; — Add. Observations d'ALAUZET. Ap. *J. Pal.*, 1854, 1, 452.

3249. GIRARD DE VASSON. — Dissertation sur la loi du 13 avril 1854 et son influence sur les contrats d'assurances consentis avant sa promulgation, par GIRARD de VASSON, prés. à Napoléon-

Vendée. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 441-462.

3250. HENNEQUIN. — Remplacement militaire. Assureurs et assurés. Dissert. sur l'effet de la loi du 13 avril 1854 sur les contrats d'assurances antérieurs, par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 3 mai 1854.

3251. NICOLIN. — De la Loi portant augmentation du contingent de la classe de 1853 et des polices d'assurances, par NICOLIN, agréé à Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 350-356.

3252. BARRAU. — Traité des Assurances réciproques et mutuelles contre les fléaux et les cas fortuits, etc., ou Manuel des propriétaires de toutes les classes, par P.-B. BARRAU. 2e *édit.*, augmentée de l'Essai sur la statistique universelle du globe terrestre, tableau synoptique publié par l'auteur en 1815. — In-8. *Paris*, Delaunay, 1827 (6 fr.)

Cette 2e éd. n'est autre chose que celle de 1816 à laquelle on a mis un nouveau titre et ajouté des extraits de journaux, avertissement et table, le tout en 1 f. 1/4.

3253. DESVAUX ET SEURE. — Manuel des droits et des obligations en matière d'assurances contre les accidents des voitures; par Th. DESVAUX, anc. j. de p. et F. SEURE, direct. gén. de la Cie. — Pet. in-12, 24 p. *Paris*, impr. Chaix et Cie, 1872.

3254. DE COURCY. — L'Assurance des effets et bagages des officiers de marine; contrat et commentaire, par Alfr. de COURCY, adm. de la Cie d'ass. gén. — In-8, 31 p. *Paris*, impr. Chaix et Cie, 1876.

TITRE TREIZIÈME.

DU MANDAT.

Décrété le 19, promulgué le 29 ventôse an XII (10-20 mars 1804.)

GÉNÉRALITÉS.

3255. CLAMAGÉRAN. — Du Louage d'industrie, du Mandat et de la Commission, en droit romain, dans l'ancien droit français et dans le droit actuel, par J.-J. CLAMAGÉRAN, av. — In-8. *Paris*, Durand, 1856. (5 fr.)

V. sup. n° 2908.

3256. DOMENGET ET DE PEYRONNY. — Du Mandat, de la Commission, et de la Gestion d'affaires. Commentaire du t. XIII du C. Nap.; des art. 1372 à 1376 et 1383 à 1386 du même code, du t. VI du c. de co., et des art. 111, 115 et 332 du même code, contenant la théorie et la jurisprudence, par DOMENGET, juge à Bergerac et de PEYRONNY, av. — 2e *édit.*, 2 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1870. (12 fr.)

La 1re éd. est de DOMENGET seul, 2 vol. in-8. *Paris*, 1862.

V. art. crit. de G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1863, p. 488.

3257. PONT. — Commentaire-Traité des petits contrats. T. I. Prêt, etc..., Mandat, par P. PONT. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1863. (9 fr.)

V. sup. n° 83.

3258. TROPLONG. — Du Mandat. Commentaire du titre XIII du livre III du C. civ., par TROPLONG, cons. c. de cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1845.

Forme le t. XVI de son ouvrage. V. sup. n° 91.

3259. Thèses de doctorat :

1. BRY. — De la Représentation de la personne dans les actes de la vie civile. par BRY. — In-8. *Poitiers*, 1871.

2. JOZON. — Du Mandat, par Paul JOZON. — In-8. *Caen*, 1866.

3. MONTILLET. — Du Mandat, par MONTILLET. — In-8. *Dijon*, 1873.

4. NAU. — Du Mandat, par NAU. — In-8. *Paris*, 1868.

5. PAILHÉ. — De la Représentation des capables en matière extra-judiciaire. E.-Didier PAILHÉ. — In-8, 223 p. *Paris*, Pichon et Ce, 1872.

6. PARENTEAU-DUBEUGNON. — Du Mandat, par Ed. PARENTEAU-DUBEUGNON. — In-8, 132 p. *Poitiers*, impr. Dupré, 1864.

7. PONCHEVILLE. — Du Mandat, par de PONCHEVILLE. — In-8. *Paris*, 1864. (2 fr.)

CHAPITRE Ier. — DE LA NATURE ET DE LA FORME DU MANDAT.

Art. 1984.

3260. LEFEBVRE. — Mineur émancipé. Mandat. Curateur. Ratification. (Le mandat donné par un incapable seul est-il rendu valable, par le concours à l'acte fait en vertu du mandat, de la personne dont l'autorisation était nécessaire?) par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap *J. du Not.*, 25 avril, 2 mai 1866.

Art. 1985 à 1990, nl.

CHAPITRE II. — DES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE.

Art. 1991 à 1997.

3261. ADAM. — Rapports du mandant et du mandataire, du commettant et du commissionnaire avec les tiers. Th. D., par ADAM. — In-8. *Paris*, 1874.

V. enc. sup. sur le Mandat des Officiers ministériels, nos 2385 à 2388.

Add. les art. suiv.

3262. AMIAUD. — Les tribunaux ne sont pas liés d'une manière absolue par les déclarations que fait, dans l'acte, le notaire rédacteur d'un contrat de vente, relativement à la responsabilité qui peut naître contre lui, de la conduite qu'il a tenue ou des conseils qu'il a donnés aux parties. Revue de la Jurisprudence, par Alb. AMIAUD. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIII (1872), p. 593-598.

3263. HENNEQUIN. — I. De l'Acceptation tacite du Mandat relativement aux notaires, par E. HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 12, 16 avril 1856, 11, 15 sept. 1858.

II. Articles divers sur plusieurs cas de responsabilité notariale. — *Ibid.*, 30 nov., 23 et 27 déc. 1854; 24 mars, 4 avril, 9 juin et 7 nov. 1855; 2 et 6 fév. 24 sept. et 1er oct. 1856; 18, 22 avril 1857.

III. Examen d'une pétition des notaires de Marennes sur la responsabilité des notaires résultant de la loi de 1855 sur la transcription. — *Ibid.*, 21 et 25 juin 1856.

3264. LEFEBVRE. — I. Valeur légale des clauses insérées dans les actes qui ont pour but ou pour résultat de limiter la responsabilité du notaire rédacteur, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 16, 20 nov. 1872.

II. Articles sur divers cas de responsabilité notariale. — *Ibid.*, 13 janvier et 18 avril 1866, 6 et 10 juin 1868, 28 mai 1873.

III. Responsabilité notariale. Différences entre l'action en responsabilité et l'action en garantie. — *Ibid.*, 29 nov 1876.

A joindre sup. au n° 2388, I.

IV. Les notaires ne sont chargés de poursuivre l'exécution de leurs actes que par un mandat spécial, dont la preuve est à la charge des parties. — *Ibid.*, 11 et 18 oct. 1873.

Cf. *Ibid.*, 25 juill. et 15 août 1863, Observat. de J. AUDIER. A joindre sup. au n° 2388, II.

3265. MARTIN. — Responsabilité des notaires, par Georges MARTIN, av. à Lyon. — Ap. *Monit. Jud. de Lyon*, 1856.

Reprod. ap. *J. du Not.* 15 et 18 oct. 1856.

3266. PONT. — De la Responsabilité notariale, par P. PONT. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1862), p. 1-8; 161-174; 401-411; — t. III, p. 413-427; — t. IV, p. 161-170; 569-584; — t. V, p. 401-413; 902-913; — t. VI, p. 417-426; — t. VII, p. 5-17; — t. VIII, p. 561-569; — t. IX, p. 935-946; — t. X, p. 5-14.

Cette série d'art. n'a pas été continuée. Le début reproduit en grande partie un art. inséré dans la *Rev. crit.*, t. VII, v. sup. n° 2387. L'auteur se proposait de réunir le tout en un corps d'ouvrage qui n'a pas encore paru.

Cf. Observations de PAULTRE, *Ibid.*, t. VI, p. 414.

3267. VAVASSEUR. — Responsabilité des notaires. Placements hypothécaires, par A. VAVASSEUR. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 731-749.

Art. 1993.

3268. DUTRUC. — La femme à laquelle un mandat de gérer les biens de la communauté a été donné par le mari, peut-elle être contrainte à rendre compte de sa gestion à celui-ci ? Exam. doctr., par G. DUTRUC. — Ap. *Sir.*, 1859, 2. 274 (3 col.).

Orléans, 20 (ou 5) janv. 1859.

CHAPITRE III. — DES OBLIGATIONS DU MANDANT.

Art. 1998.

3269. BRÉMOND. — Effets du Mandat à l'égard des tiers. Th. D., par BRÉMOND. — In-8. *Aix*, 1871. (2 fr.)

Art. 1999.

3270. MAZEAU. — Les tribunaux ont-ils le pouvoir discrétionnaire de réduire le salaire des agents d'affaires librement et volontairement stipulé ? par Ch. MAZEAU, av. C. de cass. — Ap. *Bull. des Trib.*, 1864, p. 321.

Cass. 19 avril 1855 et 12 janvier 1863.

V. sup. n° 2153.

Add.: BOULLANGER. Exam. doct. sur Cass. civ., 7 et 9 mai 1866. — Ap. *Sir.*, 1866, 1, 273 (6 col.).

V. enc. sup. n° 3164.

Art. 2000, n[t].

Art. 2001.

3271. AMIAUD. — Intérêts des avances des notaires. Clauses destinées à les faire courir, par Alb. AMIAUD, not. à Vars. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IX (1868), p. 177-183.

Inséré ap. *Observ. prat.* Voir sup. n° 2001.

3272. LEFEBVRE. — Le notaire a-t-il droit aux intérêts des avances à compter du jour où il les a faites? par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 11 oct. 1865.

3273. PONT. — Notaires; Avances; Intérêts. Les notaires ont-ils droit aux intérêts de leurs avances pour l'enregistrement des actes qu'ils reçoivent, à dater du jour où ils ont fait ces avances? Peuvent-ils au moins stipuler que ces avances produiront intérêts en cas de non-remboursement à l'époque fixée? Exam. doct., par P. PONT, prés. à Corbeil. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 259-272.

Reprod. ap *J. du Not.*, 24 juillet 1853. — Add. *Ibid.*, 24 sept. 1853, et 16 sept. 1846.

Cass. 18 mars 1850 et 24 janv. 1853.

3274. PRADINE. — Un notaire a-t-il droit à l'intérêt des avances qu'il a faites pour son client? par PRADINE, av. — Ap. *J. du Not.*, 22, 26 mai 1858.

Add. : I. Art. *ibid.*, 22 nov. 1844.

II. Lettres de ROBIN, FAVEREAU et DUCRUET sur la même question. — *Ibid.*, 18 mars, 4 avril 1857, 21 juillet 1858.

III. HENNEQUIN. Exam. doctr. sur arrêt de Grenoble, 17 avril 1858. — *Ibid.*, 7 juillet 1858, et *Recueil des arr. de Grenoble*, 1858.

V. enc. sur la même question, *ibid.*, 22 nov. 1844.

Art. 2002, n[t].

CHAPITRE IV. — DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT LE MANDAT FINIT.

Art. 2003 à 2010, n[t].

TITRE QUATORZIÈME.

DU CAUTIONNEMENT.

Décrété le 24 pluviôse, promulgué le 4 ventôse an XII (14-24 févr. 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3275. DEMANTE. — Du Cautionnement. Dissertation sur les principes généraux de la matière, en droit français et en droit romain, etc., par Ant.-M. DEMANTE, d. e. d., l'un des concurrents pour la chaire de droit romain vacante par le décès de M. Berthelot. — In-4, 2 ff. 1/2. *Paris*, impr. V[e] Jeunehomme, 1819.

3276. PONSOT. — Traité du Cautionnement en matière civile et commerciale, par D.-A. PONSOT, d. e. d., av. à Dijon. — In-8. *Paris*, Guilbert-Thorel. *Dijon*, Lamarche; — Décailly, 1844. (7 fr. 50.)

Ouvrage estimable, traité avec originalité et indépendance; bien que ce ne soit pas un commentaire, l'auteur y suit l'ordre des articles du Code. Il y manque une table alphabétique.

3277. PONT. — Commentaire-Traité des petits contrats. — T. II. Du Cautionnement, etc., par P. PONT. — In-8, *Paris*, 1867.

V. sup., n° 83.

V. art. crit. de A. BLANCHE, ap. *Droit*, 20 mai 1867.

3278. TROPLONG. — Du Cautionnement. Commentaire du titre XIV, livre III du C. civ.; par M. TROPLONG, cons. à la C. de Cass. — In-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1846.

Fait partie du t. XVII de son ouvrage. V. sup. n° 91.

3279. Thèses de doctorat :

ALQUIÉ. Du Cautionnement. In-8. *Paris*, 1874. — CARDONNEL. *D°*. In-8. *Paris*, 1868. — DEHON. *D°* in-8, 1864. — DERÔME. *D°* in-8. *Poitiers*, 1849. — DUFAY. Du Contrat de cautionnement. In-8. *Paris*. 1857. — FAUCONNET. Du Cautionnement. In-8. *Paris*, 1873. — FESTY. *D°* in-8, 1865. — De LAJUDIE. *D°* in-8. *Paris*, 1867. — LANEYRIE. *D°* in-8. *Paris*, 1872. — PARIS. Du Cautionnement civil et commercial. In-8. *Paris*, 1870. — PÉRIER. Du Cautionnement. In-8. *Paris*, 1869. — TARTARI. *D°* 1 vol. in-8. *Grenoble*, 1875. — THEOTOKY. *D°* in-8, 1868. — THIESSET. *D°* in-8. *Caen*, 1872. — TILLAYE. *D°* in-8. *Paris*, 1857. — TOUCHE. *D°* in-8. *Paris*, 1857. — TOUSSAINT de QUIÈVRECOURT. D° in-8, 1875.

V. enc. infr. n° 3316, II.

CHAPITRE I[er]. — DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT.

Art. 2011 et 2012.

3280. HÉAN. — Caution. Convention prohibée. Peut-on cautionner une convention prohibée par la loi, telle que la vente d'un immeuble dotal, ou une donation sujette à révocation pour cause de survenance d'enfants? *Quid* de la donation qui excède la quotité disponible? par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXX (2[e] 1870), p. 111-148.

Art. 2013 et 2014, n[t].

Art. 2015.

V. sup. n° 2883.

Art. 2016-2020, n^t^.

CHAPITRE II. — DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT.

3281. CHEVALLIER. — Du Cautionnement conventionnel. Th. D., par CHEVALLIER. — In-8, *Paris*, 1873. (3 fr.)

3282. DUBREUIL. — Des Effets du Cautionnement, en droit romain et en droit français. Th. D., par Léon DUBREUIL, av. — In-8, 158 p. *Paris*, Pichon, 1876.

3283. MORIN. — Des Effets du Cautionnement. Th. D., par MORIN. — In-8, 1863.

3284. UNAL. — Des Effets du Cautionnement conventionnel. Th. D., par Salomon-Es.-Ch. Alb. UNAL. — In-8, 179 p. *Paris*, Noblet, 1876.

SECTION I^re^. — *De l'effet du Cautionnement entre le créancier et la caution.*

Art. 2021-2027.

3285. BLANC. — Du Bénéfice de discussion. Th. D., par Fr. BLANC, av. — In-8, 13 ff. *Paris*, impr. Remquet, 1853.

3286. BOIROT. — Des divers Bénéfices accordés aux cautions, en droit rom. et en droit franç. Th. D., par Georges BOIROT, av. — In-8. *Paris*, impr. Raçon et C^ie^, 1864.

3287. CLAIRAT. — Des Bénéfices accordés à la caution en droit rom. et en dr. fr. Th. D., par CLAIRAT. — In-8. *Paris*, 1852. (2 fr.)

3288. GRÉHEN. — Des Bénéfices de droit qui appartiennent aux cautions en droit rom. et en droit franç. Th. D., par Jules-Alexandre-Alb. GRÉHEN, av. — In-8, 188 p. *Paris*, Pichon-Lamy et Dewez, 1869.

3289. HUART. — Des divers Bénéfices des cautions. Th. D., par HUART. — In-8. *Paris*, 1864. (2 fr.)

3290. MILLON. — Des divers Bénéfices des cautions. Th. D., par MILLON. — In-8, *Dijon*, 1867. (2 fr.)

3291. PALLE. — Des Bénéfices accordés aux cautions. Th. D., par PALLE. — In-8. *Paris*, 1870. (2 fr.)

3292. PARIGOT. — Des Bénéfices accordés aux cautions. Th. D., par PARIGOT. — In-8. *Paris*, 1861.

3293. TAULIER. — Des Voies de recours qui appartiennent à la caution. Th. D., par A. TAULIER. — In-8. *Grenoble*, 1863.

3294. VALLER. — Du Bénéfice de discussion accordé à la caution. Th. D., par VALLER. — In-8. *Paris*, 1865. (2 fr.)

SECTION II. — *De l'effet du Cautionnement entre le débiteur et la caution.*

3295. PERNOT. — Du Recours des cautions. Th. D., par PERNOT. — In-8. *Paris*, 1870.

Art. 2028-2032.

3296. LE GENTIL. — I. En matière civile, la caution qui a partiellement désintéressé le créancier, peut-elle, comme lui, se prétendre créancière des débiteurs, et partager concurremment avec lui ce qui reste afférent à l'extinction de la créance primitive? Dissert. de C. LE GENTIL, av., J. sup. à Arras. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2^e^ 1857), p. 117-126.

Cette dissert. a été insérée avec un changement de formule du titre ap. *Dissert. jurid*, t. II, p. 115-129. V. sup. n° 80. — Cf. le n° suiv.

II. Dissert. sur le concours de la caution partielle et du créancier. — *Ibid.*, p. 173-183.

3297. CAMPION. — De l'Étendue des obligations de la caution partielle d'un débiteur qui tombe en déconfiture et du concours de la caution avec le créancier originaire, par CAMPION, avoué à Pithiviers. — Ap. *Rev. prat.*, t. II, p. 309-313.

Observations sur la 1re dissertat. du n° précéd.

3298. PONT. — Des Effets du cautionnement entre le débiteur et la caution. Revue de la Jurisprudence, par P. PONT. — Ap. *Droit*, 23 février 1867.

SECTION III. — *De l'effet du Cautionnement entre les cofidéjusseurs.*

Art. 2033, n^t^.

CHAPITRE III. — DE L'EXTINCTION DU CAUTIONNEMENT.

Art. 2034-2036, n^t^.

Art. 2037.

3299. HÉAN. — Débiteur solidaire. Subrogation. L'art. 2037 du C. Nap. est-il applicable au débiteur solidaire? par HÉAN, anc. not. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 29-39.

3300. HENNEQUIN. — L'art. 2037 peut-il être invoqué par les co-débiteurs solidaires? par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 11, 14, 18 juillet 1860.

3301. MOURLON. — Cautions solidaires. Décharge. Les cautions solidaires ou plus généralement celles qui ne jouissent pas du *bénéfice* de discussion sont-elles déchargées, lorsque la subrogation aux sûretés de la créance est devenue impossible par le fait positif du créancier? par MOURLON, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 290-310.

Art. 2038-2039, nt.

CHAPITRE IV. — DE LA CAUTION LÉGALE ET DE LA CAUTION JUDICIAIRE.

Art. 2040-2043.

3302. AUDIER. — Cautionnement des officiers ministériels et comptables de deniers publics; par J. AUDIER. — In-8, 1862. (1 fr. 25.)

V. infr. n° 3421.

TITRE QUINZIÈME.

DES TRANSACTIONS.

Décrété le 29 ventôse, promulgué le 9 germinal an XII (20-30 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3303. ACCARIAS. — De la Transaction en droit romain et en droit français, Th. D., par Calixte ACCARIAS, av. — In-8, 343 p. *Versailles*, impr. Beau, 1863.

3304. MARBEAU. — Traité des Transactions d'après les principes du Code civil, suivi de la discussion du projet de loi sur les transactions, de l'exposé des motifs et des principaux discours prononcés sur cette matière au Corps législatif et au Tribunat; par J.-B.-F. MARBEAU, av. à Paris. — 1 vol. in-8, 22 ff. *Paris*, Nève, 1833. (6 fr.)

« En général, l'auteur écrit de confiance et sur la parole d'autrui : il a lu les interprètes et n'a pas étudié les textes. » (*Thémis.*)

La 1re éd. a paru en 1824, *Ibid.*

3305. PONT. — Commentaire-Traité des petits contrats. T. II. Des Transactions, etc., par P. PONT. — In-8. *Paris*, Delamotte, 1867.

V. sup. n° 83.

3306. RIGAL. — Traité des Transactions suivant les principes du droit français, tant d'après les lois anciennes que d'après le C. c., ou moyen de prévenir les procès et de terminer les différends à l'amiable; par F. RIGAL, anc. av. à Toulouse. — In-8, 14 ff. *Paris*, Alex. Gobelet, 1834.

Le traité de R. a bien vieilli, d'autant plus vieilli que l'auteur s'est attaché à ne demander ses matériaux qu'à la jurisprudence ancienne. Les divisions de son travail laissent aussi beaucoup à désirer. Cependant l'ouvrage sera encore consulté avec fruit, car les traités sont rares, et la matière des plus importantes. C'est un livre qu'il y aurait profit à refaire.

3307. TROPLONG. — Des Transactions. Commentaire du titre XV, livre III du C. c., par TROPLONG, cons. à la C. de Cass. — In-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1846.

Fait partie du t. XVII de son ouvrage. V. sup. n° 91.

3308. Thèses de doctorat :

1. BARON. — Des Transactions. — In-8, 1865.

2. BARRÉ. — Des Transactions. — In-8, 1854.

3. BEZOU. — De la Transaction. — In-8. *Paris*, 1863.

4. BONFILS. — Des Transactions. — In-8. *Toulouse*, 1863.

5. CAPRIANO. — Des Transactions. — In-8. *Paris*, 1866.

6. DUMAS. — De la Transaction. — In-8. *Paris*, 1871.

7. FEBVAY. — Des Transactions. — In-8. *Paris*, 1853.

8. LOBINHES. — Des Transactions. — In-8, 1854.

9. PHILIPPE. — Des Transactions. — In-8. *Paris*, 1853.

10. PIERRON. — Des Transactions. — In-8. *Strasbourg*, 1860.

11. ROGER. — Des Transactions. — In-8. *Paris*, 1856.

12. TABARY. — Des Transactions. — In-8. *Paris*, 1863.

13. VIARDOT. — De la Transaction. — In-8. *Caen*, 1871.

14. VILLETARD DE LAGUÉRIE. — Des Transactions. — In-8, 1852.

Art. 2044.

3309. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ. — De la nature de la Transaction, et des droits d'enregistrement auxquels elle peut donner ouverture; par C.-J. BEAU-

TEMPS-BEAUPRÉ, proc. imp. à Mantes. — In-8, 56 p. *Paris*, Marescq aîné, 1863. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 264-316.

3310. LATREILLE. — Des Transactions déclaratives, et des transactions translatives; par LATREILLE, juge à Foix.— Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 433-469.

Add., au no suiv. II.

3311. PONT. — I. Conventions synallagmatiques. Double écrit. Transaction. Preuve testimoniale. Commencement de preuve par écrit. Exam. doctr., par P. PONT, cons. C. de cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 481-494.

Cass. civ. 28 nov. 1864.

II. LATREILLE. Observations sur cet article. — *Ibid.*, t. XXVI, p. 193-201.

III. Réponse de M. PONT. — *Ibid.*, p. 201-213.

IV. Du Caractère des transactions : sont-elles translatives ou simplement déclaratives? Examen doctrinal, par P. PONT. — *Ibid.*, t. XXVIII (1er 1866), p. 289-307.

Cass. 12 déc. 1865. — Cf. le no suiv.

3312. VAUGEOIS. — Des Conditions d'application de l'art. 1318 du Code Nap. et de la preuve en matière de transactions, par VAUGEOIS. — In-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1868. (2 fr.)

Nancy, 7 déc. 1867 et Cass. req. 15 avril 1868.
V. sup. no 2299 et les deux nos précédents.
V. enc. Note sur Cass. civ., 28 nov. 1864. — Ap. *Dall.*, 1865, 1, 105 (4 col.)
Cf. infr. *Transcription*, art. 1 et 2 de la loi du 25 mars 1855.

Art. 2045-2051 nt.

Art. 2052 à 2058.

3313. MUGNIER. — Des Causes de nullité des Transactions, par A. MUGNIER, agr. à Dijon.— Ap. *Rev. crit.*, t. XII (1er 1858), p. 81-87.

TITRE SEIZIÈME.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

Décrété le 23 pluviôse, promulgué le 3 ventôse an XII (13, 23 février 1804)

La loi du 22 juillet 1867 supprime la Contrainte par corps en matière civile, commerciale et contre les étrangers, et abroge toutes les dispositions des lois antérieures en ce qu'elles auraient de contraire à celles qu'elle contient. Cette même loi, et celle du 19 déc. 1871 qui la complète, n'a maintenu la contrainte par corps que pour le recouvrement des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police. Cette matière ne présente donc plus qu'un intérêt historique.

GÉNÉRALITÉS.

3314. BAYLE-MOUILLARD.—De l'Emprisonnement pour dettes, par M. J.-B. BAYLE-MOUILLARD. — In-8, *Paris*, 1836. (7 fr. 50.)

Add. *du même :* Contrainte par corps. Preuve. Mémoire couronné au concours de l'*Acad. des sc. mor. et pol.*, le 28 avril 1835.

3315. CADRÈS. — Code manuel de la Contrainte par corps et de l'emprisonnement pour dettes, par E. CADRÈS.— In-8, 1848. (7 fr.)

3316. COIN-DELISLE. — I. Commentaire analytique du C. civ., liv. III, titre 16 et loi du 27 avril 1832. Contrainte par corps, par COIN-DELISLE. — 2e *éd.*, In-4, 20 ff. *Paris*, impr. Lenormant, 1843 (1842). (6 fr.)

La 1re éd. a paru en 1834, 14 ff. 1/4. C'était le premier ouvrage du savant commentateur : il fut très-remarqué. Les additions qu'y a faites l'auteur dans sa 2e éd. ont été vendues séparément pour compléter la 1re sous le titre suivant :

II. Cautions des contraignables par corps en matière civile et commerciale, et donneurs d'aval. Étude sur l'application de la contrainte par corps, suivie d'un appendice sur les avals de garantie. — 1 vol. in-8. 1843.

III. Examen doctrinal de la jurisprudence des arrêts sur les cautions des contraignables par corps. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1861. (5 fr.)

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 385-420, et t. XVIII, p. 1-33 et 97-123. La partie de cette importante monographie qui traite de l'*Aval* a conservé tout son intérêt.
V. art. crit. de BERTAULD ap. *Rev. crit.*, t. XIX, p. 547.

3317. DURAND. — Commentaire de la loi du 13 décembre 1848 sur la Contrainte par corps et du tarif du 24 mars 1849, précédé des travaux préparatoires de cette loi et suivi du Code des contraignables par corps, par Hippolyte DURAND, anc. membre de l'Assemblée constituante. — In-8, 30 ff. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1850. (6 fr. 50.)

3318. DUVERDY. — Dissertation sur la contrainte par corps, sur son histoire et son application en matière civile, commerciale, administrative, militaire, constitutionnelle, internationale et criminelle, par D.-C. DUVERDY, av. — In-8, 16 ff. *Paris*, imp. Guyot, 1852 (*Rare.*)

Thèse de doct. modifiée.

3319. FÉLIX. — Commentaire de la loi du 17 avril 1832 relative à la contrainte par corps, par FÉLIX. — In-8, 1832. (4 fr.)

3320. LALOU. — De l'Emprisonnement pour dettes en matière civile, commerciale, de faillite, d'extranéité, criminelle, correctionnelle, de police, etc. — Commentaire et guide pratique, basés sur les lois, la jurisprudence et les usages; recueil des lois, décrets, etc., relatifs à la Contrainte par corps, notamment en ce qui concerne l'emprisonnement, suivi d'un formulaire à l'usage des contraignables par corps et des officiers ministériels, et des directeurs de maisons d'arrêt, par J. LALOU, greffier de la maison d'arrêt pour dettes. — In-8, 10 ff. *Paris*, Cotillon, 1856. (4 fr.)

3321. LASSIME. — Traité de la Contrainte par corps, contenant : 1° un Résumé de la législation ancienne et moderne sur la contrainte par corps; 2° une Analyse raisonnée des controverses qui se sont élevées au sujet de son maintien ou de son abolition; 3° un Exposé des améliorations et des réformes législatives dont elle est susceptible, par LASSIME, av. — 1 vol. in-8, 356 p. *Paris*, A. Durand, 1863. (5 fr.)

3322. PONT. — Commentaire-Traité des petits contrats. — T. II... De la Contrainte par corps. — In-8. *Paris*, Delamotte, 1867.

V. sup. n° 83.

3323. TROPLONG. — I. Commentaire du titre XVI du livre III du Code civil sur la Contrainte par corps en matière civile, par TROPLONG, c. Cour de cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1847.

Forme le t. XVIII de son ouvrage.
V. sup. n° 91.

II. Contrainte par corps. Commentaire de la loi du 13 déc. 1848. Appendice. — In-8, de 5 ff. *Paris*, Ch. Hingray, 1850. (*Rare.*)

3324. — Loi du 22 juillet 1867. Extrait de l'Exposé des motifs et Commentaire succinct. — Ap. *J. des Av.*, t. XCIII (1868), p. 40-56.

3325. Thèses de doctorat :

1. BOUCHETAL-LAROCHE. — De la Contrainte par corps. — In-8. *Paris*, 1867.

2. GUILLEMOT. — De la Contrainte par corps, par Jules GUILLEMOT, av. — In-8, 238 p. *Paris*, impr. Cosse et Dumaine, 1859.

3. LEROY. — *D°*. In-8, *Paris*, 1854.

4. MELINE. — *D°*. In-8. *Paris*, 1856.

5. SAUZER. — De la Contrainte par corps conventionnelle. — In-8, 1864.

6. VOLLAND. — De la Contrainte par corps (Strasbourg). — In-8, 205 p. *Nancy*, impr. Lepage, 1861.

3326. HARDOÜIN. — Essai sur l'abolition de la contrainte par corps; par HARDOÜIN, cons. à Douai. — In-8, XL, 507 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1874. (8 fr. 50.)

Cet *Essai* est un ouvrage considérable où l'auteur, étudiant l'exécution sur la personne dans la législation ancienne, se propose de démontrer que c'est un reste de barbarie dont il faut effacer les derniers vestiges qui en restent encore dans la législation française, et que la loi de 1867, loin de prêter à la critique, se justifie par les principes et les faits, et ne peut encourir d'autre reproche que de n'avoir pas été jusqu'au bout conséquente avec ces principes.

V. art. crit. de P. DELOYNES ap. *Rev. crit.*, 1875, p. 791-800.

3327. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE. — Histoire de la Contrainte par corps, par J. LEVIEIL de la MARSONNIÈRE, av. à Poitiers. Ouvrage couronné en 1842 par la Fac. de dr. de Poitiers. — In-8, 21 ff. 1/2. *Paris*, Videcoq, 1844. (6 fr.)

3328. BOINVILLIERS. — Discours prononcé par M. BOINVILLIERS, sénateur, sur la loi relative à la Contrainte par corps. — Sénat, séance du mercredi 17 juillet 1867. — In-8, 39 p. *Paris*, impr. Lahure, 1867.

3329. DELANGLE. — Discours prononcé par M. DELANGLE, sénateur, sur la loi relative à la contrainte par corps. Séance du 16. — In-8, 51 p. *Ibid.*

3330. JOSSEAU. — Discours prononcé par M. JOSSEAU, député au Corps législatif, dans la séance du 26 mars 1867, sur le projet de loi relatif à la Contrainte par corps. — In-8, 59 p. *Paris*, impr. E. Panckoucke et C^ie^, 1867.

Extr. du *Monit. univ.* 27 mars 1867.

3331. LACAZE. — Discours prononcé par M. LACAZE, sur la loi relative à la Contrainte par corps; Séance du 16. — In-8, 36 p. *Ibid.*

3332. ROULAND. — Discours prononcé par M. ROULAND sur la loi relative à la Contrainte par corps. — In-8, 47 p. *Paris*, Panckoucke.

Extr. du *Montt.*, 19 juillet 1867.

3333. DE ROYER. — Loi relative à la Contrainte par corps. Rapport et Discours de M. le premier Président de ROYER. — In-8, 134 p. *Paris*, Lahure, 1867.

Extr. des p. v. des séances de 5 et 18 juillet 1867.

3334. BÉDARRIDE. — De la Contrainte par corps, par J. BÉDARRIDE. — Ap. *Rev. judic. du Midi*, t. II, p. 161-176.

3335. BERTIN. — De l'Abolition de la Contrainte par corps, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 14, 15, 16 mai 1865.

3336. BROLLES. — Aperçus nouveaux sur la Contrainte par corps, son rétablissement ou suppression de la faillite, par BROLLES. — In-8, 1868.

3337. BURG. — Considérations sur la Contrainte par corps en matière de dettes dites commerciales, par Michel BURG. — In-8, 6 ff. 3/4. *Paris*, Delannoy et Dalibon, 1820.

3338. CARRABY. — De la Contrainte par corps, par S. CARRABY, av. — In-4, 11 p. *Paris*, impr. Dubuisson, 1861.

3339. CLAVEAU. — I. Réflexions sur le régime de la contrainte par corps à l'occasion des changements demandés, par CLAVEAU, av. — In-8, 2 ff. 1/4, 1820.

II. Lettre à M. Claveau au sujet de ses réflexions sur la contrainte par corps. — In-8. *Paris*, Cremière fils; Corréard, 1820.

3340. DEROUET. — De la Contrainte par corps. Étude historico-légale sur la question de son maintien ou de sa suppression, par A. DEROUET, av. à Blois. — Ap. *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 451-468 et 500-536.

V. aussi une étude du même auteur ap. *Rec. de la Soc. des sc. et des let. de Loir-et-Cher*, année 1848.

3341. ÉMION. — De la Contrainte par corps, par ÉMION, av. — In-8, 16 p. *Paris*, Maresceq aîné, 1867.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXIII (1er 1867), p. 216-230.

3342. DE GABRIELLI. — De la Contrainte par corps en matière criminelle, civile et commerciale. Discours prononcé par M. de GABRIELLI, 1er av. gén. à l'aud. sol. de rentrée, le 3 nov. 1865, de la C. imp. de Lyon. — In-8, 74 p. *Lyon*, impr. Perrin, 1865.

3343. LEPARGNEUX. — De l'Établissement de la Contrainte par corps en matière civile, de ses avantages pour les classes laborieuses, et de son influence sur les mœurs privées et politiques, par J.-D. LEPARGNEUX, anc. not., huis. du Trés. publ. — In-8, 22 ff. 1/2. *Paris*, imp. Brière, 1853.

3344. LEVEILLÉ. — De l'Abolition de la Contrainte par corps (à propos de la loi projetée), par J. LEVEILLÉ, agr. à Paris. — In-8, 32 p. *Paris*, Marescq aîné, 1866.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXII (2e 1866), p. 305-332.

3345. MÉLINE. — De la Contrainte par corps, par J. MÉLINE, av. à Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 499-516.

3346. PAUL. — Étude sur la Contrainte par corps. Discours prononcé par le 1er av. gén. PAUL, à l'aud. sol. de rentrée, le 4 nov. 1861, de la C. imp. de Toulouse. — In-8, 36 p. *Toulouse*, impr. Bonnal et Gibrac, 1861.

3347. POTIER. — I. De la Contrainte par corps sous le régime républicain, par P.-É. POTIER, anc. avoué. — In-8, 16 ff. *Paris*, impr. Bernard, 1851.

II. A propos de la Contrainte par corps en 1866 (déc.), par P.-E. POTIER, anc. avoué. — In-8, 32 p. *Paris*, Lefilleul, 1866. (1 fr.)

3348. TROPLONG. — I. De la Contrainte par corps, par TROPLONG, cons. à la C. de cass. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXVII (1846), p. 257-290.

Cette étude forme l'introduction du commentaire de la Contrainte par corps. Il a été lu à la séance du 14 nov. 1846 à l'Acad. des sc. mor. et inséré sous le titre de: Mémoire sur l'exécution des engagements sur la personne des débiteurs. — Ap. *Mém. de l'Acad. des sc. mor.*, t. II, p. 210, 277.

Add: Observations par Lord BROUGHAM, MM. GIRARD, LUCAS et TROPLONG. *Ibid.*, p. 291.

3349. ***. — De la Contrainte par corps

au point de vue de la Constitution de 1852. — In-8, 13 p. *Paris*, impr. Chaix et Cie, 1867. (30 c.)

3350. — De l'Utilité de la Contrainte par corps en matière civile et de commerce. — Ap. *Mém. de l'Acad. des sc. mor.*, t. I, p. 22.

3351. BERTRAND. — Pourquoi la Contrainte par corps doit-elle être abolie? suivi de Nos bons huissiers, curieux détails!!! Réformes qu'il y aurait à faire dans la magistrature consulaire de la Seine. Agréés, gardes du corps, par Clément BERTRAND, photographe. — Gr. in-8, 108 p. *Paris*, impr. Goupy, 1867.

3352. BOUCLY. — Examen d'une question de droit en matière de contrainte par corps, par Félix BOUCLY, subst. — In-8, 20 p. *Vervins*, impr. Hobart, 1868.

3353. COIN-DELISLE. — I. Dissertation sur le § 7 de l'art. 2060 du C. Nap. Exam. doctrinal de la jurisprudence et des auteurs, par COIN-DELISLE. — In-8. *Paris*, 1863.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXIII, p. 193.

II. Dissertation sur l'art. 2064 du C. Nap. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXI (2e 1862), p. 110-123.

3354. NICIAS-GAILLARD. — Contrainte par corps. Appel en cassation. Acquiescement. Péremption, par NICIAS-GAILLARD. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (1er 1864), p. 289-298.

Cass. Req., 30 mars 1864.

3355. MAERTENS. — De la Contrainte par corps, suivi d'un Recueil de formules, par MAERTENS. — In-8. *Bruxelles*, 1860.

3356. — Interprétation de l'art. 2059 du C. civ. — Ap. *Thémis*, t. VIII, p. 188.

V. sup. n° 2749.

TITRE DIX-SEPTIÈME.

DU NANTISSEMENT.

Décrété le 25 ventôse, promulgué le 5 germinal an XII (16-26 mars 1804).

GÉNÉRALITÉS.

3357. CAROL. — Étude sur le contrat pignoratif, par CAROL. — Ap. *Rec. Ac. Leg. Toul.*, t. V, p. 208-230.

3358. GUICHARD. — V. infr. n° 3394.

3359. PONT. — Commentaire-Traité des Petits Contrats. T. II. Du Nantissement. — In-8. *Paris*, Delamotte, 1867.

V. sup. n° 83.

3360. TROPLONG. — Du Nantissement, du Gage et de l'Antichrèse. Commentaire du titre XVII du livre III du Code civil, par TROPLONG, cons. à la C. de cass. — 1 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1847.

T. XIX de son ouvrage. — V. art. crit. de PONT. Ap. *Rev. Wol.*, t. III, p. 470.

Art. 2071 et 2072, nt.

CHAPITRE Ier. — DU GAGE.

3361. Thèses de doctorat :

1. BACHELARD. — Du Gage. — In-8. *Paris*, 1866.

2. BAYLE. — Du contrat de Gage. — In-8, 109 p. *Toulouse*, impr. Troyes (ouvriers réunis), 1859.

3. DACRAIGNE. (Alb.). — Du Gage en droit romain, droit civil, droit commercial. Loi du 23 mai 1863. — In-8, 1866.

4. GODIN. — Du Gage conventionnel. — In-8. *Poitiers*, 1869.

5. JULLEMIER. — Du Gage. — In-8, 144 p. *Paris*, Pichon et Ce, 1872.

6. LAUGERON. Du Contrat de Gage. — In-8. *Dijon*, 1871.

7. LOREL. — Du Contrat de Gage. — In-8. *Paris*, 1858.

8. REUFLET. — Du Contrat de Gage. — In-8. *Paris*, 1868.

9. SERVIN. — Du Gage. — In-8. *Paris*, 1874.

10. VAINCKER. — Du contrat de Gage. — In-8. *Nancy*, 1872.

Art. 2073.

3362. CABRYE. — Du Droit de Rétention; droit rom., ancien droit franç., droit actuel, par E. CABRYE, av. Mémoire qui a obtenu la 1re méd. d'or au concours de doct. de 1859, Fac. de dr. de Rennes. — In-8, 220 p. *Paris*, Durand, 1860. (3 fr.)

3363. CHARLET. — Du Droit de Rétention, Th. D., par CHARLET. — In-8, *Paris*, 1852.

3364. GLASSON. — Du Droit de Rétention sous l'empire du Cod. Nap., par E.-D. GLASSON, av., d. en dr. — In-8, *Paris*, Durand, 1862.

Thèse de doct. de l'auteur soutenue devant la Fac. de Strasbourg.

V. sur cet ouvrage art. crit. de DUBOIS, ap. *Rev. prat.*, t. XIII (1er 1862), p. 521-528.

Tiré à part in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1862.

3365. HÉDAL. — Du Droit de Rétention, Th. D. (Rennes), par HÉDAL. — In-8, 232 p. *Rennes*, imp. Hauvespre, 1874.

3366. HÉMAR. — Du Droit de Rétention, par HÉMAR. Th. D. — In-8. *Paris*, 1864.

3367. HEURTEY. — Du Droit de Rétention en droit franç. Th. D., par Octave HEURTEY. — In-8, 146 p. *Paris*, impr. Mourgues fils, 1859.

3368. MAZELIÉ. — Étude sur le droit de Rétention. Th. D. (Toulouse), par J. MAZELIÉ, av. — In-8, 156 p. *Toulouse*, Ferrère, 1859.

3369. NICOLAS. — Étude sur le droit de Rétention légal à Rome et en France, Th. D. (Caen), par NICOLAS. — 1 vol. gr. in-8. *Caen*, 1871.

3370. RAUTER. — I. Du Droit de Rétention en général, d'après la législation actuelle, par RAUTER, doyen de la Fac. de Strasbourg. — Ap. *Rev. Foel.*, T. VIII (1841), p. 769.

II. De la Nature du droit de Rétention suivant le Code civil. — *Ibid.*, t. XI (1844), p. 565.

III. Du Droit de Rétention en général. — Ap. *Rev. Wol.*, t. X (1839), p. 430.

Ces études devaient faire partie d'un Traité resté inédit.

3371. REVERCHON. — Du Droit de Rétention, par E. REVERCHON, av. à la C. de Cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 131-139.

3372. RONY. — Du Droit de Rétention. Th. D., par RONY. — In-8, 1867.

3373. DE SERRES DE MESPLÈS. — Du Droit de Rétention. Th. D., par DE SERRES DE MESPLÈS. — In-8. *Paris*, 1863.

3374. VACHEZ. — Du Droit de Rétention, Th. D., par VACHEZ. — In-8. *Paris*, 1860.

3375. DEBLESSON. — Les Avoués qui ne sont pas payés de leurs déboursés et honoraires, peuvent-ils retenir, jusqu'à l'entier paiement, les pièces de la procédure et les titres de leurs parties? par DEBLESSON, avoué à Lyon. — Ap. *Journal des Avoués*, 1850, p. 351.

3376. DUMOLARD. — Nantissement du droit de bail (exam. doctr. de la jurisprudence), par feu DUMOLARD, av. à Grenoble. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIX (2e 1861), p. 1-13.

Lyon, 1er décembre 1857; Cass. 13 avr. 1859; Grenoble, 4 juillet 1860.

Art. 2074, nt.

Art. 2075 et 2081.

3377. CHAUFTON. — Du Nantissement des créances. Th. D., par CHAUFTON. — In-8. *Paris*, 1873.

Art. 2076.

3378. VAVASSEUR. — Du Nantissement des navires, par A. VAVASSEUR, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIII (1er 1867), p. 245-251.

2077 à 2083, nt.

Art. 2084.

3379. DAVID. — L'Avance sur gage et la Vente publique aux enchères, par DAVID. — In-8, 1862.

3380. DAMASCHINO. — Traité des Magasins généraux et des Ventes publiques de marchandises en gros, par Nic. DAMASCHINO. — In-8. *Paris*. 1862. (5 fr.)

Monts-de-Piété.

3381. BLAISE. — Des Monts-de-Piété et des Banques de prêt sur gage, en France et dans les divers États de l'Europe, par Ad. BLAISE. — 2 vol. in-8. *Paris*, 1866. (15 fr.)

CHAPITRE II. — DE L'ANTICHRÈSE.

Art. 2085-2090, nt.

Art. 2091.

3382. CAMOUILLY. — Rapports de l'Antichrésiste avec les créanciers hypothécaires, par CAMOUILLY, juge à Sarlat. — Ap. *Rev. crit.*, t. I (1851), p. 316-320.

TITRE DIX-HUITIÈME.

DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

Décrété le 25 ventôse, promulgué le 8 germinal an XII (19-29 mars 1804).

A. GÉNÉRALITÉS.

3383. DECOURDEMANCHE. — Code général progressif, par ordre alphabétique et des matières, contenant, sur chaque point de législation, les dispo-

sitions textuelles des lois et actes du gouvernement qui se sont succédé depuis 1789, et ceux antérieurs non abrogés, suivant la méthode de Pothier dans ses Pandectes. Code progressif des Hypothèques, par A. DECOURDEMANCHE, av. — 1 vol. in-8, 17 ff. 1/2. *Paris*, Roret, 1828 (4 fr. 90).

L'auteur se proposait, comme l'indique le titre, de publier un Code général d'après son système. Il a commencé par le Code progressif des Hypothèques, le seul titre du Code civil qui ait paru avec celui de la Presse, et celui des Brevets d'invention (en collaboration avec REGNAULT). Il critique le mode de codification adopté pour nos lois, auquel il trouve de nombreux inconvénients. Le système qu'il préconise, à qui il attribue de grands avantages, consiste à donner toutes les dispositions du droit ancien, aussi bien celles tombées en désuétude que celles qui ont été conservées dans la législation actuelle. On suit ainsi la progression de la loi. Il voudrait même y joindre quelquefois les lois des autres nations contemporaines. Ses idées ont été développées dans un prospectus ou *Plan du Code progressif*, in-8, 2 ff. 1/4, 1828, et MÉRILHOU en a rendu compte, ap. *Gaz. Trib.*, 29 mai 1828. — V. aussi un art. de BLONDEAU, ap. *Thém.* t. X, p. 361-384.

3384. BALLEROY DE REINVILLE. — De la Garantie des créances d'après les lois françaises, ou des Privilèges et Hypothèques; des Purges et des Surenchères sur aliénations volontaires; des Expropriations forcées contre les débiteurs et sur les tiers détenteurs, et des Ordres ou des Distributions de prix, par F.-P. BALLEROY de REINVILLE. — 2 vol. in-8. *Paris*, Nouzon, 1816. (15 fr.)

L'impression de cet ouvrage était presque terminée en 1812, lorsque la mort de l'auteur et quelques autres incidents en retardèrent la publication.

3385. BARTHÉLEMY. — Dissertation sur l'ancien et le nouveau Système hypothécaire, par BARTHÉLEMY. — In-8. *Bruxelles*, 1809.

3386. BATTUR. — Traité des Privilèges et Hypothèques, par G.-B. BATTUR. — 2e *éd.* considér. augm.; 4 vol. in-8. *Paris*, Guillaume; — Corby, 1823. (14 fr. émis à 24 fr.)

La 1re éd., 2 vol. in-8. *Paris*, Nève, 1818. (12 fr.) Ce traité est encore cité.

3387. CARRIER. — Traité des Hypothèques, Privilèges et Expropriations forcées, d'après les principes du Code civil, dans lequel l'on compare ce Code aux lois romaines, etc., par J.-B. CARRIER, prof. Fac. de Dijon. — In-8, 31 ff. *Dijon*, 1818.

Traité précis et dogmatique où le plan de l'auteur ne laissait aucune place à la discussion.

3388. COLLAS. — Étude analytique du Code civil considéré spécialement en ce qui intéresse les Privilèges et Hypothèques, contenant les articles du Code en substance, les arrêts des Cours royales et de la Cour de Cass.; l'opinion des auteurs qui ont traité de la matière et quatre-vingt-quatre modèles d'inscriptions commentées, par J.-B. COLLAS, ex-prof. de droit appliqué au notariat. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1839. (7 fr.)

Ce titre est une modification du titre primitif; l'ouvrage a été imprimé en 1837, 12 ff. 1/4, impr. Reynaud, s. n. d'édit.

3389. COMMAILLE. — Nouveau traité des Privilèges et Hypothèques, suivant les principes du Code civil, avec des modèles des différents actes qui ont rapport au régime hypothécaire, par COMMAILLE. — In-8. *Paris*, 1807. (5 fr. 50 à la public.)

3390. COTELLE. — Des Privilèges et Hypothèques, ou explication du titre XVIII du livre III du Code civ., par COTELLE, prof. Fac. de Paris. — 1 vol. in-8, 26 ff. 3/4. *Paris*, Desoër, 1820. (6 fr.)

3391. DESPRÉAUX. — Dictionnaire général des Hypothèques, manuel général des propriétaires, acquéreurs et vendeurs, créanciers ou prêteurs sur hypothèque, par DESPRÉAUX. — Gr. in-8, 45 ff. 1/2. *Paris*, impr. Ducessois, 1842 (1838-42). (15 fr. à la pnbl.)

L'ouvrage était complet dès 1841, date de la publication du titre, faux-titre, introduction et p. 529-714.

3392. FAVARD DE LANGLADE. — Traité des Privilèges et Hypothèques, avec le rapprochement des lois et décrets impériaux, des avis du Conseil d'État, et des arrêts de la Cour de Cassation, rendus sur cette matière depuis la publication du Code Nap. jusqu'au mois de mai 1812, par FAVARD DE LANGLADE, conseiller C. de Cass., etc. — In-8, 32 ff. 3/4. *Paris*, F. Didot; — Nève, 1812. (7 fr.)

Le titre de ce livre donne une idée incomplète des matières qui s'y rencontrent. A la suite du *Traité des Privilèges*, qui forme le titre 1er, se trouve un titre II, traitant de *la Vente*, et un titre III sur *la Promulgation des Lois*. — Cet ouvrage, comme le traité des *Successions* du même auteur, avait été composé pour son *Répertoire*, qui ne parut qu'en 1823-24. Il nous apprend qu'il s'y borna alors à analyser les principes de la matière, se réservant de donner plus tard de nouveaux développements quand la jurisprudence aurait été mieux fixée.

3393. GRENIER. — Traité des Hypothèques, par le baron GRENIER. — 3e *éd.*

sans aucun changement, etc. — 2 vol. in-4. *Clermont-Ferrand*, Thibaud-Landriot, 1829. (26 fr.)

La 1re *éd.*, 2 vol. in-4°. *Ibid.* 1822.

Les trois éditions sont conformes et sans additions. L'auteur a adopté ce parti *pour ne causer aucun préjudice aux personnes qui ont acheté la* 1re; mais il se proposait de donner, sous le titre de *Questions*, ou *Observations nouvelles*, un supplément pouvant se joindre à toutes les éditions.

V. à propos du *Traité* de G., un art. de JOURDAIN, ap. *Thém.*, t. V (1823), p. 225-246. C'est un Examen de la législation européenne en matière d'hypothèques, à propos de ce traité.

3394. GUICHARD. — I. Jurisprudence hypothécaire ou Recueil alphabétique des questions et décisions sur les points les plus importants de la matière des hypothèques, privilèges, nantissement, inscriptions, expropriations, ordres, contributions, etc., par A.-C. GUICHARD, av. C. de Cass. — 4 vol. in-8. *Paris*, Garnery, 1810-1813. (10 fr.; 6 fr. 50 c. le vol. à la public.)

II. Législation hypothécaire ou Recueil méthodique et complet des lois, décrets impériaux, avis du Conseil d'Etat et instructions législatives sur le nouveau système hypothécaire, avec des notes de concordance et de rapprochement. — 3 vol. in-8. *Paris*, Clament; Duménil-Lesueur, 1808. (12 fr.)

Le 1er volume comprend le droit antérieur au Code civ. Ce Recueil avait paru sous le titre de *Code hypothécaire, ou instructions et formules sur l'exécution de la loi du 11 brumaire an VII*, in-12. *Paris*, an XI. — Le 2e volume contient le titre actuel des Privilèges et Hypothèques, avec des notes sur chaque article; le 3e reproduit les dispositions du Code de Proc. sur l'Expropriation, l'Ordre et la Contribution. C'est une compilation de textes et non un traité; l'auteur s'est borné à y joindre des notes de concordance.

Les ouvrages de G. ont été reproduits en hollandais sous le titre inexact, comme on vient de le voir, de Traité des Privilèges et Hypothèques, etc.: *Verhandeling van de Hypoteken*, etc. — 2 vol. in-8, *Amsterdam*, J. Allard, 1811-12.

3395. HENNEQUIN. — Dissertation sur le régime des Hypothèques, lue par M. HENNEQUIN à la Bibliothèque des avocats, le mardi 20 nov. 1821, jour de la reprise des Conférences. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. David, 1821.

3396. HERVIEU. — I. Dictionnaire des Privilèges et Hypothèques, ou Résumé de jurisprudence, de législation et de doctrine sur les Privilèges et Hypothèques, l'Ordre, la Saisie immobilière et la Surenchère, contenant un Commentaire de la loi sur la Transcription, suivie d'un supplément, par L.-E. HERVIEU, anc. conserv. des Hypoth., etc. — 3e *éd.* 1 vol. in-4. *Paris*, au bureau du *Journal des Conserv.*, 1864-1878. (14 fr.)

Le supplément est de 1878.

La 1re éd., 1 vol. in-4, 59 ff. *Paris*, Alex Gobelet, 1837 (1836).

Cet ouvrage est de format in-4 à larges marges, afin de permettre d'annoter le texte et d'y ajouter les solutions nouvelles.

II. Résumé de jurisprudence, de législation et de doctrine sur les Privilèges et Hypothèques, l'Ordre, la Saisie immobilière et la Surenchère, contenant un commentaire de la loi sur la Transcription. — 3e *éd.* 2 vol. in-8. *Paris, ibid.*, 1859. (24 fr.)

3397. HUC. — Du Régime hypothécaire en France, par Th. HUC. — Ap. *Rec. de l'Acad. de légis. de Toulouse*, t. XV (1866), p. 349-413.

3398. LANDOUZY ET ÉMION. — Traité pratique et très-élémentaire sur les Privilèges et Hypothèques, par demandes et par réponses, contenant seulement tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur les priviléges, les hypothèques, les inscriptions, les transcriptions et la purge. Ouvrage combiné avec les lois les plus récentes, suivi des modèles de toutes les inscriptions à prendre et terminé par une table analytique et alphabétique des matières, par LANDOUZY, conserv. des hyp. — 7e *éd.*, mise, au moyen d'un supplément, au courant de la doctrine et de la jurisprudence jusqu'à ce jour, par V. ÉMION, av. etc. — 1 vol. in-18 jés. *Paris*, Cotillon, 1876. (4 fr.)

Le supplément a paru séparément sous le titre de : *Supplément à la 7e éd. du Traité etc.*; mis au courant, etc. — in-12, 72 p. *Paris*, Chérié, 1876.

3399. MARTOU. — Des Privilèges et Hypothèques, ou Commentaire de la loi du 16 déc. 1851 (belge) sur la révision du régime hypothécaire, par E. MARTOU, av. C. Cass. Belgique. — 4 vol. in-8. *Bruxelles*, 1855-57. (28 fr.)

3400. PANNIER. — Traité des Hypothèques, offrant la conférence des auteurs tant anciens que modernes, qui se sont occupés de cette matière, ainsi que les arrêts auxquels elle a donné lieu, par V. PANNIER, juge à Lisieux. — 1 vol. in-8. *Caen*, Chalopin; Mme Blin; Manuel. *Paris*. Mlle Leloir, 1824. (6 fr. à la publ.)

Commentaire des plus secs, ressemblant plutôt à des notes sommaires où l'auteur a récapitulé les idées auxquelles il s'arrête, qu'à un ouvrage de doctrine.

3401. PERSIL. — I. Régime hypothécaire ou Commentaire sur le XVIIIe titre du livre III du C. Nap., relatif aux Privilèges et Hypothèques, contenant les décisions ministérielles, la jurisprudence de la Cour de Cassation, et les arrêts et jugements des Cours et Tribunaux, suivi des formules et bordereaux nécessaires pour les inscriptions, par J.-C. PERSIL. — 4e *éd.*, 2 vol. in-8. *Paris*, Nève, 1833. (10 fr.)

P. a publié la 1re éd. en 1809 en un seul vol. Elle fut épuisée en peu de temps, et même contrefaite. La 2e *éd.* est en 2 vol. in-8o, *Paris*, Warée oncle, 1817; et la 3e, *ibid.* 1820. Cet ouvrage a été longtemps considéré comme un des meilleurs sur la matière, et il est encore aujourd'hui fréquemment cité.

II. Questions sur les Priviléges et Hypotheques. — 2e *éd.*, 2 vol. in-8. *Paris*, 1820.

3402. PONCELET. — Analyse du titre des Privilèges et Hypothèques. C. Civ. l. III. t. XVIII, avec la solution de quelques questions qui s'y rattachent. Th. présentée au concours ouvert devant la Fac. de droit de Paris, pour la chaire de C. Civ., par F.-F. PONCELET. — In-4, 3 ff. *Paris*, impr. F. Didot, 1826.

3403. PONT. — Privilèges et Hypothèques. Explication du titre XVIII, livre III du C. Nap., contenant l'analyse critique des auteurs et de la jurisprudence. Commentaire-Traité théorique et pratique des Privilèges et Hypothèques et de l'Expropriation forcée, mis en rapport avec la loi sur la Transcription, sur la tenue des registres hypothécaires, sur l'hypothèque maritime, etc., par P. PONT, cons. C. de Cass., continuateur de Marcadé. — 3e *éd.* rev. et augm. 2 vol. in-8. *Paris*, Delamotte et fils, 1876. (18 fr.)

La 1re *éd.* en 1 vol., pouvant être séparé en 2 tomes, *Paris*, Cotillon, 1er tirage 1855-57, 2e tir. 1859; la 2e *éd.*, 2 vol. *Paris*, Delamotte, 1864.

Cet ouvrage est le premier et le plus considérable qu'ait écrit M. P. pour continuer l'œuvre de Marcadé. L'auteur a fait de la matière une étude spéciale et son nom rend toute notice superflue. V. au surplus les articles crit. suiv. : de Gust. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.* 1856, p. 1415, et 1859, p. 1050; — de G. GENREAU, *ibid.*, 1858, p. 19; — de MOULIN, ap. *Droit....* 1856; — de De VALROGER, ap. *Rev. crit.*, t. IX (1856), p. 87-96; reprod. ap. *J. du Not.*, 5 et 8 nov. 1856; — de COIN-DELISLE, ap. *Gaz. Trib.*, 19 juin 1856 et 4 déc. 1857; — d'HÉBERT, ap. *J. du Not.*, 2 août 1856, et ap. *J. des Débats*; — de BUFNOIR, ap. *Rev. Crit.*, t. XI (1857), p. 474, reprod. ap. *J. du Not.*, 1er oct. 1859; — de SAPEY, ap. *Rev. Crit*, t. XV (1859), p. 179; — de CARETTE, *ibid.*, t. XVI, p. 69-91, et Observations : 1° sur les caractères spécifiques du Commentaire et du Traité; 2° sur le Style dans les œuvres scientifiques. — d'Arth. DESJARDINS, ap. *Rev. Contempor.*, t. XLV, p. 536; — de F. BERRIAT-SAINT-PRIX, ap. *Rev. Prat.*, t. II, p. 564; — d'Em. OLLIVIER, *ibid.*, t. XIII, p. 154; — de SALLÉ, ap. *Droit*, 11 nov. 1860.

3404. MOURLON. — Examen critique et pratique du Commentaire de M. Troplong sur les Privilèges, contenant : 1° la réfutation d'un grand nombre de décisions soutenues par M. Troplong; 2° des dissertations sur les points qu'il n'a pas touchés; 3° des raisons nouvelles apportées à l'appui de quelques-unes de ses doctrines, suivi d'un Appendice sur la Transcription en matière hypothécaire, par Fréd. MOURLON. — 2 vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné et Dujardin, 1855. (14 fr.)

Sous ce titre, c'est moins un livre de critique qu'un véritable traité des Privilèges et Hypothèques qu'a donné le savant jurisconsulte; c'est dans tous les cas le complément de celui de Troplong, auquel il sert de contrôle; ce n'est surtout pas un de ces livres élaborés, non pas certes par l'envie, M. est trop haut placé pour cela, ou par un besoin immodéré de relever des erreurs explicables et excusables chez les plus illustres interprètes de nos lois : *Quandoque bonus dormitat Homerus*. C'est au fond un bon commentaire dans lequel l'auteur, développant les principes fondamentaux de la théorie des Privilèges et Hypothèques s'est appliqué spécialement à démontrer la faiblesse des moyens à l'aide desquels, suivant lui, Troplong a prétendu expliquer les dispositions de la loi qui les concernent.

V. art. crit. de HUREAUX ap. *Rev. Prat.*, t. IV, (2e 1857), p. 274-303.

3405. SÉVIN. — I. Étude sur les Privilèges et Hypothèques, par SÉVIN, cons. C. de Cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860) et suiv.

Voici le détail de cette étude, ou mieux de ces études, où l'auteur a résumé ce qui avait été fait jusqu'alors, et ce qui restait à faire sur cette matière : t. XVI, 1er article (Prolégomènes) p. 493-519. — T. XVIII, 2e art. *Questions diverses sur les Privilèges, art.* 2101 *et* 2102, p. 212-239. — T. XIX, 3e art., *Art.* 2103, p. 13-31; 4e art., *Des Hypothèques; Hypothèques légales*, p. 394-421. — T. XX, 5e art. *Des Cessions et Subrogations à l'hypothèque légale de la femme*, p. 535-554. — T. XXI, 6e art. (suite), *De l'Hypothèque légale des mineurs et interdits*, p. 280-295. — T. XXII, 7e art., *Des Hypothèques judiciaires et conventionnelles*, p. 146-168. — 8e art., *Des Inscriptions*, p. 500-523. — T. XXIII, 9e art., *Droit de suite contre les tiers détenteurs, surenchère, purge.* — La suite annoncée n'a pas paru.

II. Mémoire sur le Régime hypothécaire, par SÉVIN, av. — In-8, 12 ff. 1/2. *Le Mans*, Belon; *Paris*, Videcoq, 1833. (3 fr.)

3406. TARRIBLE. — Traité des Privilèges et Hypothèques, suivant les prescriptions du C. civ., par TARRIBLE. — 2 vol. in-8. *Liége*, 1819.

3407. THIPHAINE. — Le Système complet des Privilèges et Hypothèques, ex-

posé dans les termes les plus simples, par THIPHAINE. — 1 vol. in-8, 1816.

3408. TISSANDIER. — Traité élémentaire, méthodique et complet sur le régime hypothécaire, conformément aux lois des 11 brumaire an VII et 28 ventôse an XII, par TISSANDIER. — In-8. *Paris*, 1805. (6 fr. à la public.)

3409. TOULLIER. — Traité des Hypothèques, par TOULLIER. — Ap. *Rev. Wol.*, t. V (1836), p. 190-204, 370-383 et 456-469.

Cette étude a été publiée par la *Rev. Wol.* sur un manuscrit inédit de Toullier; elle contient les *Notions générales et préliminaires, les privilèges.*

3410. TROPLONG. — Des Privilèges et Hypothèques, ou Commentaire du titre XVIII du livre III du Code civil, par TROPLONG. — 5e *éd.*, 4 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1854.

La 1re éd. est de 1833, la 4e de 1845. *Ibid.* — V. sup. n° 91.

V. sur cet ouvrage sup. n° 3404.

3411. VALETTE. — Traité des Privilèges et des Hypothèques, par A. VALETTE, prof. Fac. de Paris, etc. — In-8. *Paris*, Joubert, 1846.

Cet ouvrage était annoncé comme devant avoir 2 vol. Malheureusement la 1re livraison seule a paru : elle forme la moitié du 1er vol.

L'histoire des destinées de cet ouvrage est douloureuse pour l'illustre professeur. On sait quels immenses travaux il a accomplis sur la matière des hypothèques, principalement en vue d'une refonte de notre système hypothécaire. Comme représentant du peuple à l'Assemblée nationale de 1849, il avait été chargé de préparer le projet de loi. Cette œuvre était terminée, la discussion en était commencée et le projet allait passer en seconde lecture, lorsque le coup d'État est survenu. Ce projet de loi, c'était l'honneur de sa vie, d'un professorat qui demeurera dans les fastes universitaires; il devait le mettre de pair avec les plus illustres auteurs de nos codes. Tout cela s'évanouit en une nuit, ou plutôt il se vit dépouillé de la gloire qu'il allait conquérir par la présentation d'un autre projet de loi restreint à *la Transcription*, incomplet, obscur, insuffisant. V. infr. Loi du 23 mars 1855 sur *la Transcription*. Le Traité des Privilèges et Hypothèques qui avait été interrompu par ces travaux et qui devait être continué comme commentaire de la loi projetée fut ajourné, abandonné peut-être définitivement.

V. art. crit. de PONT, ap. *Rev. Wol.*, t. XXVI, p. 496.

3412. VAUVILLIERS. — Nouveau Traité des Privilèges et Hypothèques, par V. VAUVILLIERS. — In-12. *Paris*, 1809.

A été traduit en hollandais par TER STUG, av. à Amsterdam : « *Verhandeling over de prœferentien en hypotheken*, etc. » — In-12, 14 ff. *Amsterdam*, Doorman et Ce, 1812.

3413. Thèses de doctorat :

1. GUILMOTO. — Du Privilège et de l'Hypothèque. — In-8, *Paris*, 1872.

2. LAHOUT (HIP.). — Aperçu du Système hypothécaire. — In-8, 12 ff. 1/2. *Toulouse*, 1853.

Ouvrages pratiques.

3414. BAUDOT. — Traité des Formalités hypothécaires, indiquant les lois y relatives, les obligations qu'elles imposent aux particuliers, les avis du Conseil d'État, la jurisprudence de la Cour de Cassation et des Cours royales, enfin l'organisation des Bureaux d'hypothèques, la manutention et les devoirs des conservateurs, par J.-F. BAUDOT, insp. de l'Enr. — 3e *éd.* mise au courant de la jurisprudence et de la doctrine, revue et considérablement augmentée par Ch. BAUDOT, av. — 2 vol. in-8. *Paris*, A. Durand, 1845. (15 fr.)

La 1re éd. a paru en 1 vol. in-8. *Paris*, Mongin, 1822. La 2e, en 2 vol. in-8, *Paris*, Videcoq, 1834.

Ce livre n'est ni un traité ni un commentaire, c'est une compilation qui participe plutôt, par la forme, des codes annotés. Les solutions sont formulées avec brièveté, souvent avec sécheresse, comme des axiômes. C'est un fonctionnaire qui parle, qui dit ce qui est, ce qu'il convient de faire, sans chercher à plaire au lecteur ou à l'intéresser. Il se borne souvent à de simples notices de jurisprudence, ou à la transcription de textes d'arrêts notables, sans les accompagner d'explications ou de commentaires. Le choix de ces documents est d'ailleurs judicieusement fait et le succès de l'ouvrage en atteste le mérite pratique.

3415. BERTHE. — I. Code de la propriété foncière et des placements hypothécaires, ou Guide pratique du vendeur et de l'acquéreur, du propriétaire, du locataire et du fermier, du capitaliste et de l'emprunteur, comprenant certains renseignements concernant spécialement les maires et secrétaires de mairie, et contenant le texte de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription hypothécaire et le tarif des notaires avec diverses observations sur les actes sous seing privé, par A. BERTHE. — In-8, 40 p. *Blois*, impr. Lecesne, 1863.

II. Manuel hypothécaire. — 4e *éd.*, in-8. *Blois*, 1864.

3416. ROLLAND. — Manuel ou Guide des acquéreurs d'immeubles et des prêteurs de deniers sur hypothèque, etc., par ROLLAND, av. — In-12, 9 ff. 1/2. *Paris*, impr. Hacquart, 1813 (2 fr. 50.)

3417. ROUZET. — Le Conservateur des privilèges et hypothèques à l'usage des

rentiers ou autres créanciers ayant privilèges ou hypothèques sur les immeubles, par J.-A. ROUZET. — 6e *éd.*, in-12, 2 ff. 1/2, Chalon-s.-S., impr. de Dejussieu, 1852. (1 fr. 50.)

3418. ***. — Précis sur le régime hypothécaire ou sommaire des moyens à employer pour assurer la tranquillité des acquéreurs fonciers et des prêteurs de fonds, par un conservateur des hyp. du départ. du Tarn. — In-4, 2 ff. *Castres*, impr. Auger, 1837.

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 2092-2094, nt.

CHAPITRE II. — DES PRIVILÈGES.

3419. LECHÈNETIER. — Notions générales sur les privilèges. Th. D., par LECHÈNETIER. — In-8, 1853.

3420. LECOMTE. — Code des Privilèges sur les meubles et les immeubles. Gage. Revendication, séparation de patrimoine. Privilèges proprement dits, d'après les lois civiles, commerciales, criminelles et particulières, par Médéric LECOMTE, not. — In-8, 80 p. *Paris*, au *Journal des Not.*, 1869.

Art. 2095-2097, nt.

Art. 2098.

3421. AUDIER. — Revue sommaire de Jurisprudence et de doctrine snr le privilège du cautionnement des officiers ministériels et comptables de deniers publics, et sur le privilège de vendeur des officiers ministériels, par J. AUDIER, J. s. — In-8, 22 p., *Grenoble*, Merle et Ce. *Paris*, Cosse et Marchal, 1862. (1 fr.)

V. enc. inf. 3491.

3422. BAYEUX. — Le Privilège de second ordre accordé sur le cautionnement des fonctionnaires publics désignés dans la loi du 25 niv. an XIII, est-il établi dans l'intérêt exclusif des bailleurs de fonds du cautionnement? Réquisit de l'av. gén. BAYEUX. — Ap. *Sir.*,1834, 2, 214 (4 col.)

3423. PONT. — Du Privilège du Trésor sur les biens des comptables, par P. PONT. — Ap. *J. du Not.*, 19 janv. 1865.

Extr. du traité inédit des *Privilèges et Hypothèques.*

3424. SERRIGNY. — Du Privilège et de l'Hypothèque en matière de droit d'enregistrement, par SERRIGNY, prof. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 538-564.

3425. LABORIE. — La régie de l'Enregistrement a-t-elle, pour le recouvrement des droits de mutation, un droit de prélèvement ou de préférence sur les biens de la succession? Rapport du cons. LABORIE. — Ap. *Sir.*, 1857, 1, 401.

V. sup. no 933.

Art. 2099, nt.

SECTION Ire. — *Des Privilèges sur les meubles.*

Art. 2100.

3426. DE CAGNY. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D., par Jules de CAGNY, av. — In-8, 192 p. *Paris*, impr. Lenormant, 1857.

3427. FLACHAT. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D., par A. FLACHAT. av.; — In-8, 8 ff. *Paris*, impr. Dondey-Dupré, 1852.

3428. HUET. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D. (Caen), par HUET. — In-8, Caen, 1872.

3429. MARTINI. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D., par CH. MARTINI, av. — In-8, 10 ff. 1/4. *Paris*, impr. Maulde, 1853.

3430. MOULINARD. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D. (Toulouse), par MOULINARD. — In-8. *Toulouse*, 1871.

3431. MOURIER. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D , par Paul MOURIER. — In-8, 178 p. *Paris*, impr. de Mourgues fr., 1859.

En 1858 M. M. a fait imprimer une thèse sur le titre de *Privilèges en droit rom. et en droit fr.* In-8, 139 p. *Ibid.*

3432. PREDESCO. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D., par PREDESCO. — In-8. *Paris*, 1861.

3433. TAILLEFER. — Des Privilèges sur les meubles. Th. D., par A. TAILLEFER, av.; — In-8, 11 ff. 3/4. *Paris*, impr. Dondey-Dupré, 1852.

3434. TESTEMALLE. — Des Privilèges mobiliers, principalement admis en matière commerciale, et des garanties correspondantes qui les remplaçaient dans la législation romaine et la jurisprudence coutumière. Th. D. (Toulouse), par TESTEMALLE. — In-8. *Toulouse*, 1869.

3435. LAIGNEL. — Études sur la classification des privilèges.

V. infr. no 3501.

3436. LE MENUET DE LA JUGANNIÈRE. — Privilèges généraux. Privilèges spéciaux. Les Privilèges généraux énumérés en l'art. 2101 du C. Nap., doivent-ils primer les privilèges spéciaux établis par l'art. 2102, lorsqu'ils

sont en concours avec ces derniers? Par J. LE MENUET, j. sup. à Corbeil. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 66-92.

3437. VERNET. — Privilèges sur les meubles. Examen doctrinal, par VERNET. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 97.

Concours des privilèges généraux et des privilèges spéciaux, Cass. 19 janv. 1864. (Boitel.)— *Dall.*, 1864, 1, 81 Observations (4 col.)
Cf. infr. nos 3438 et 3443.

§ 1. — *Des Privilèges généraux sur les meubles.*

Art. 2101.

3438. LECHEVALIER. — Le Privilège du propriétaire s'exerce-t-il par préférence aux frais judiciaires de distribution? Examen doctrinal, par LECHEVALIER. — Ap. *Rec. des Arrêts de Caen et de Rouen*, t. XXXV, p. 189.

Reprod. ap. *J. de Proc. de Bioche*, 1872, art. 9904.

3439. LEFEBVRE. — Séparation de biens. Privilège, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 21 et 24 juin 1876.

Question de savoir si les frais de séparation de biens peuvent être classés comme frais de justice. Add. sur la même question :

DRAMARD. — De la séparation de biens en cas de faillite, de l'emploi des frais et de la proposition de loi de M. Parent. (Art. 65 et 443 C. Co.) Par E. DRAMARD, juge à Béthune. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XXXVII (1er 1874), p. 14-36.
Cf. infr. no 3584.

3440. ROHAULT. — Du Privilège des frais de justice, par ROHAULT, not. à Elbeuf. — Ap. *J. du Not.*, 6 août 1856.

Frais d'inventaire.

§ 4 et 5.

3441. BRAVARD-VEYRIÈRES. — Du privilège qui garantit le salaire des ouvriers, rapport par BRAVARD-VEYRIÈRES. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XXVI, p. 455.

3442. CHRISTOPHLE. — Du Privilège des fournisseurs et ouvriers sur les sommes dues par l'État aux entrepreneurs de travaux publics, par Alb. CHRISTOPHLE, av. C. de Cass. — In-8, 32 p. *Paris*, Marescq aîné, 1861. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XII (2e 1861), p. 161-188.
Cass. R. 16 juillet 1860 (Goepfert). — Cf. HÉRISSON, Revue de jurisprudence et de doctrine sur cet arrêt, ap. *Rev. Prat.*, t. X, p. 565-571.

3443. JAY. — Le Privilège des fournisseurs et gens de service prime-t-il le privilège du locateur? par Ém. JAY. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1853), p. 116-123.

§ 2. — *Des Privilèges sur certains meubles.*

Art. 2102.

3444. GOSSET. — Des Privilèges particuliers sur les meubles. Th. D., par Félix GOSSET, av. — In-8, 15 ff. 1/2. *Paris*, impr. de Mourgues, 1856.

§ 1 *et Loi du* 13 *février* 1872.

3445. BALLOT. — Loi nouvelle sur la réduction du privilège des propriétaires-bailleurs en cas de faillite du locataire industriel ou commerçant, par Ch. BALLOT. — Ap. *Droit*, 18 févr. 1872.

3446. BERTIN. — I. Des Droits des propriétaires relativement aux loyers à échoir, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 15 juillet, 14 et 16 déc. 1861.

II. Du Projet de loi sur les loyers à échoir, en cas de faillite. — *Ibid.*, 9 avril 1868.

La loi qui a été votée le 13 février 1872 diffère essentiellement du projet de loi dont il s'agit ici, qui a été généralement critiqué. L'art. de M. B. est une appréciation d'une note du Prés. du Trib. de Commerce de Paris à propos de ce projet de loi.

3447. BIGOT. — Privilège sur la récolte. Le privilège accordé par l'art. 2102 au créancier pour frais de semence et de récolte, doit-il être accordé au créancier de sommes dues pour achat d'engrais employés à la culture? par J.-A. BIGOT. d. e. d., subst. à Laval. — Ap. *Rev. prat.*, t. IX (1er 1860), p. 15-22.

3448. DE CAQUERAY. — De l'Influence que peut avoir la faillite du débiteur sur les hypothèques et sur les privilèges de ses créanciers. Th. D. (Rennes), par G. DE CAQUERAY. — In-8. *Rennes*, 1865.

3449. CHATINIÈRES. — Du Bail à loyer et du privilège du bailleur en droit rom. et en dr. franç. Th. D., par P.-C.-Gast. CHATINIÈRES. — In-8, 206 p. *Versailles*, impr. Beau, 1868.

3450. COIN-DELISLE. — Dissertation sur le privilège du propriétaire sans bail écrit, par COIN-DELISLE. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1858.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 385-418.

3451. DEMANTE. — Quelle est l'étendue du privilège du propriétaire-locateur en cas de bail verbal ou de bail sous seing privé n'ayant pas acquis date certaine avant la saisie des meubles du locataire? par Henry DEMANTE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. IX, p. 697.

3452. DEMASURE. — Des Droits des créanciers hypothécaires et privilégiés sur les immeubles, en cas de faillite du débiteur. Th. D., par DEMASURE. — In-8, 1871.

3453. DESJARDINS. — Des Droits du locateur en cas de faillite du locataire. Examen doctr. de la jurisprudence, par Alb. DESJARDINS, agrégé Fac. de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIX (2e 1866), p. 1-24 et 97-115.

C. infr. n° 3463.

3454. GAVINET. — Des Sûretés réelles du bailleur d'immeubles, en droit franç. et en dr. rom. Th. D., par J.-A.-M. GAVINET, av. — In-8. *Paris*, 1864.

3455. GÉNEVOIS. — Du Privilège du propriétaire. Commentaire de la loi du 12-19 févr. 1872, par Ern. GÉNEVOIS, av. — In-8, 144 p. *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1872. (3 fr.)

3456. GUILLEMOT. — Du Privilège du bailleur d'immeubles. Th. D., par GUILLEMOT. — In-8. *Caen*, 1874.

3457. LE GENTIL. — Dissertation sur la différence qui existe, touchant le privilège du locateur, entre le vendeur impayé de meubles garnissant la maison louée et le sous-locataire habitant des appartements meublés par lui, par C. LE GENTIL, av., j. s. à Arras. — Ap. *Dissertations jurid.*, t. II, p. 133-141.

V. sup. n° 80.

3458. MARET. — Privilège et droit de revendication du bailleur. Th. D., par MARET. — In-8. *Paris*, 1861.

3459. MARTINET. — Des Droits du propriétaire-locateur en cas de faillite du preneur, par Cam MARTINET, d. e. d., av. — Ap. *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 71-82.

3460. MERVILLE. — Privilège du bailleur. Loyers à échoir après la fin du bail, par MERVILLE, av. gén. à Orléans. — Ap. *Rev. prat.*, t. V (1er 1858), p. 401-406.

3461. METMAN. — Du Privilège du locateur. Th. D. (Dijon), par METMAN. — In-8. *Dijon*, 1868.

3462. MORET. — Des Sûretés réelles du bailleur d'immeubles. Th. D., par MORET. — In-8. *Paris*, 1870.

3463. MOURLON. — I. Quelle est la nature de la créance du locateur? Examen doctrin., par F. MOURLON. — Ap. *Dall.*, 1865, 1, 201 (12 col.).

Cass. civ. 28 mars 1865 (Jarsain).

II. Sur la question de savoir quelle est, quant aux loyers à échoir, la nature du droit du locateur et ce que ce créancier peut faire ou demander au cas où le locataire tombe en faillite. Lettre de MOURLON à A. Desjardins. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIII (1er 1867), p. 385-436.

Cf. sup. n° 3453.

2464. PERRIN. — Du Privilège du bailleur d'immeubles. Th. D., par PERRIN. — In-8. *Paris*, 1874.

3465. QUATRE. — Étude sur les sûretés spéciales accordés par la loi aux bailleurs d'immeubles. Th. D., par Alph. QUATRE, av. — In-8, 262 p. *Paris*, Duchemin, 1874.

3466. ROBERT. — Des Sûretés réelles du bailleur d'immeubles, par F. ROBERT, d. e. d. — In-8, 252 p. *Paris*, Derenne, 1876.

3467. ROGIER. — Des Droits du bailleur sur les meubles du locataire. Th. D., par ROGIER. — In-8, 1873.

3468. DE SAINT-CHEREAU. — I. De l'étendue des créances privilégiées du propriétaire-locateur d'immeubles, dans le cas de faillite et de déconfiture. Doctrine et Jurisprudence. Réformes; par Ch. DE SAINT-CHEREAU, j. d'inst. à Laval. — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1868 (2 fr. 50).

II. Observations sur la proposition de M. Courbet-Poulard, membre de l'Ass. nat., tendant à la réduction du privilége des propriétaires-locateurs d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce, par DE SAINT-CHEREAU, prés. à Segré. — In-8, 50 p. *Segré*, impr. Gérard, 1871.

3469. SIRET. — Privilège du bailleur. Th. D., par Ach. SIRET, av. — In-8, 129 p. *Paris*, Pichon-Lamy, 1869.

V. enc. les projets de loi ap. *Monit.*, 1er janv. 1868, et ap *J. Off.*

§ 2.

3470. DULONG. — Du Privilège du ga-

giste. Th. D., par DULONG. — In-8. *Paris*, 1855.

3471. VILLEMAIN. — Du Privilège du créancier gagiste. Th. D., par Ch.-F.-Math. VILLEMAIN. — In-8, 238 p. *Saint-Germain*, impr. Beau, 1860.

§ 3.

3472. FLANDIN. — Privilège. Grosses réparations. Locataire. Quel est, au regard des créanciers inscrits, le droit du locataire qui a fait, en l'acquit du propriétaire, des travaux de grosse réparation ? Par FLANDIN, cons. C. de Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enreg.*, t. VI (1865), p. 81-91.

§ 4.

3473. LOUBET. — Du Privilège, de la revendication et de la résolution dans la vente des meubles. Th. D., par LOUBET. — In-8. *Paris*, 1863.

3474. LOÜAULT. — De la Revendication en matière civile et commerciale. Th. D., par Frantz LOÜAULT. — In-8, 338 p. *Paris*, impr. J. Boyer et C^ie^, 1873.

3475. DE MÉRIC DE BELLEFOND. — Du Privilège d'effets mobiliers non payés. Th. D., par de MÉRIC DE BELLEFOND. — In-8. *Toulouse*, 1868.

3476. DEVILLENEUVE. — Le vendeur d'un objet mobilier peut-il exercer contre les créanciers hypothécaires de l'acheteur l'action en résolution de la vente à défaut de paiement de l'objet vendu, lorsque, par son incorporation à l'immeuble hypothéqué, il est devenu un immeuble par destination? Examen doctr., par DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1836, 1, 181. (6 col.)

3477. DE PRÉFELN. — Le vendeur d'objets mobiliers a-t-il privilège en cas de faillite sur le prix de ces objets, et ce privilége continue-t-il d'exister après que les objets vendus sont devenus immeubles par destination? Réquis. de l'av. gén. GOUPIL DE PRÉFELN. — Ap. *Sir.*, 1837, 2, 402.

V. enc. inf. n° 3497.

3478. ***. — Le Privilège du locateur opposable à celui du vendeur de meubles, dans le cas indiqué par l'art. 2102, peut-il leur être également opposé lorsqu'au lieu de réclamer son privilége, il exerce sur les meubles vendus le droit de revendication que lui confère le même article? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 431, et t. XV, p. 128.

3479. ***. — Le Privilège du vendeur d'effets mobiliers est-il essentiellement subordonné au fait de possession par l'acheteur de l'objet vendu, en conséquence le vendeur à terme perd-il son privilége dans le cas où l'acheteur opère la revente et fait la tradition à un tiers de l'objet vendu? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVI, p. 814.

Du Privilège de vendeur en matière de cession d'office.

3480. AUDIER. — Quelles sont les conséquences de la démission ou de la destitution d'un officier ministériel, relativement au droit de propriété sur le prix de son titre ou sur l'indemnité fixée par le gouvernement pour le rachat de son office? Par J. AUDIER, juge à Grenoble. — Ap. *Rev. prat.*, t. XVII (1^er^ 1864), p. 181-188.

Reprod. ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. I^er^, p. 63-67, et ap. *J. du Not*, 13 sept. 1865. — Add. du *même*. Office. Démission pure et simple. Indemnité à la charge des titulaires restant. — Ap. *J. des Av.*, 1862, p. 177-185. — V. enc. sup. n° 3421.

3481. BALLOT. — Le Privilège du vendeur d'office ministériel doit-il s'exercer en cas de destitution de l'acheteur sur l'indemnité imposée par l'État au nouveau titulaire nommé directement et sans présentation? par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV (1848), p. 121.

Add. *du même* : Examen doctrinal de Bordeaux, 12 janvier 1857, ap. *Rev. Prat.*, t. III (1^er^ 1857), p. 563-567.

3482. CHARTIER. — Du Privilège de vendeur en matière de cession d'office, par Alex. CHARTIER, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 321-327 et 481-488.

3483. COMBE. — La femme commune dont la dot a été employée au paiement du prix de l'office de son mari, en conformité des clauses de son contrat de mariage, a-t-elle, comme subrogée aux droits du vendeur primitif, un privilège sur le prix de la revente de l'office au préjudice des transports consentis par le mari seul à des tiers de bonne foi et signifiés avant toute opposition de la femme? par COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 17 mai 1873.

3484. DUVERGIER. — Offices ministériels. Privilège de vendeur, par J.-B. DUVERGIER, av. — Ap. *Droit*, 31 mars et 2 avril 1853.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 16, 20, 23 avril 1853.

3485. GENREAU. — Office. Privilège. Destitution. Indemnité, par G. GENREAU. — Ap. *Rev. crit.*, t. III (1853), p. 724-743.

3486. HENNEQUIN. — [Le vendeur non payé d'un office ministériel peut-il, après la revente de cet office, faire valoir un privilège de vendeur, nonobstant le transport du prix fait à un tiers de bonne foi ?] Examen doctrinal, par E. HENNEQUIN, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 7, 10, 14 déc. 1859.

Add. I. *du même : Ibid.*, 10 nov. 1855.

II. BAUDOT. — Examen doctrinal. — Ap. *Sir.*, 1858, 2, 1 (4 col.).

3487. HUET. — Du Privilège des vendeurs d'office sur les sommes fixées par la Chancellerie et imposées aux successeurs des titulaires destitués, par HUET, av. C. de Cass. — Broch. in-8, 40 p. *Paris*, 1847.

Consultation donnée dans une affaire célèbre, celle du notaire de Paris, Lehon, dont la faillite considérable a vivement impressionné le monde judiciaire. A l'occasion de cette affaire, les principes de la matière ont été scrutés à nouveau par les auteurs et précisés par la jurisprudence d'une façon restée définitive depuis, et consacrée tout récemment par la Cour de Cassation (30 mai 1877. Heraud c. Jourdan). V. le nº suiv.

Add. : une Consultation de CRÉMIEUX dans la même affaire.

3488. PASCALIS. — Office. Destitution. Privilège. Réquisitoire de l'av. gén. PASCALIS. — Ap. *Dall.*, 1847, 1, 257. (5 col.)

Cass. 7 juillet 1847 (Lehon). — *Sir.*, 1847, 1, 495 ne donne qu'un court extrait. — C'était la première fois que la question se posait devant la Cour de Cass. Elle eut depuis encore à la résoudre, elle le fit toujours dans le même sens, dans les arrêts suivants :

Cass. 13 février 1849. *Dall.*, 1849, 1, 40. — *Sir.*, 1849, 1, 285. — *Pal.*, 1849, 2, 634.

— 26 mars 1849, *Dall.*, 1849, 1, 83. — *Sir.*, 1849, 1, 318. — *Pal.*, *ibid.*

— 23 avril 1849. *Dall.*, 1849, 1, 102. — *Sir.*, 1849, 1, 320. — *Pal.*, *ibid.*

— 10 août 1853. *Sir.*, 1854, 1, 110. — *Pal.*, 1854, 2, 140.

— 21 janvier 1861. *Sir.*, 1861, 1, 320. — *Pal.*, 1861, 535.

— 30 mai 1877. *Sir.*, 1877, 1, 421. — *Pal.*, 1877.

Add. :

I. BABINET. — Rap. du cons. BABINET (Cass. 30 mai 1877). — Ap. *Sir.*, 1877. 1, 421 (7 col.).

Ce rapport résume tous les précédents sur la matière.

II. BRÉSILLION. — Examen doctr. de Cass. 8 août 1860, ap. *Dall.*, 1860, 1, 377. (4 col.).

III. PONT. Examen doctr. sur Paris, 9 janv. 1851. — Ap. *Rev. Crit.*, t. Ier (1851), p. 385-390.

IV. SALVETON (Proc. gén.). — Réquisitoire (aff. Lehon. Rouen, 29 déc. 1847). — Ap. *Dall.*, 1848, 2, 1. (3 col.) — *Sir.*, 1848, 2, 1. (3 col.) — *J. des Av.*, t. LXXIII (1848), p. 120-125 et Observat., p. 126-128.

V. Office. Destitution. Privilège. — Ap. *Droit*, 20 déc. 1847.

VI. *** — Articles à propos d'arrêt de Paris 29 Janv. 1854. — Ap. *J. Not.*, 25 févr. et 4 mars 1854.

Le *J. des Avoués* a également donné plusieurs articles sur la question notamment 1852, p. 335.

3489. LABBÉ. — Des Privilèges spéciaux sur les créances, par J.-E. LABBÉ, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 571-590; 665-694.

§ 5.

V. sup. *Louage*, nos 2841, 2848 et s.

§ 6.

3490. AUDIER. — Privilège pour frais de transport. Voituriers. Chemins de fer, etc., par J. AUDIER, juge à Die. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 87-96.

§ 7.

3491. HAREL. — Quels actes peuvent être considérés comme faits de charge donnant lieu au privilège du premier ordre sur le cautionnement des officiers ministériels, et comment s'exerce ce privilège? par Ad. HAREL. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXIX (1864), p. 457-466.

V. enc. sup. nº 3421.

SECTION II. — *Des Privilèges sur les Immeubles.*

3492. HUREAUX. — Traité des privilèges sur les immeubles, par HUREAUX, prés. à Charleville. — Ap. *Études sur le Code civil.* — Traité de la transmission de la propriété, etc., 2e étude.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXVI (2e 1873), p. 289-333; 497-545; t. XXXVII, p. 51-93; 253-291; 368-420 et 494-575. — Cette monographie est la *Deuxième Etude* de celles insérées par M. H. dans la *Rev. Pr.* sous le titre de *Traité de la Transmission de la propriété par actes entre vifs et des Privilèges sur les immeubles.* En les réunissant en volume, il a un peu modifié l'ordre des matières.

3493. LARUE. — Des Privilèges spéciaux immobiliers. Th. D., par Arm. LARUE,

av. — In-8, 145 p. *Paris*, impr. Moquet, 1858.

Art. 2103.

§ 1.

3494. AUDIER. — Privilège de vendeur. Action résolutoire. Actes conservatoires. Déchéances; par J. AUDIER, j. à Valence. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXII (1er 1867), p. 437-460 et 558-581.

3495. DEMANTE. — Études critiques sur les origines romaines du droit français. — I. Du privilège du vendeur. — II. De l'action en résolution du vendeur. — III. De la prescription du tiers détenteur contre l'action en résolution. Observations sur trois arrêts de la Cour de Cass. — IV. De l'hypothèque légale des légataires, par G. DEMANTE, prof. sup. Fac. de Toulouse. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 448-458, et t. V, p. 178-185.

3496. PONT. — I. Du Privilège du vendeur, de sa naissance et de sa conservation; par P. PONT, cons. Cour de Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. Ier (1860), p. 409.

II. Du Privilège du vendeur. Quels sont ceux qui y ont droit? Examen doctr.—Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 97-117.

V. enc. inf. *Transcription*, loi du 23 mars 1855, art. 5,

3497. Thèses de doctorat :

1. ARTHUYS. — Du Privilège du vendeur, par ARTHUYS. — In-8°. *Paris*, 1871.

2. AUBERGÉ. — Du Privilège du vendeur d'immeuble, et de la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix, par AUBERGÉ. — In-8. *Paris*, 1860.

3. CAMPISTRON. — Du Privilège du vendeur d'immeubles, par CAMPISTRON. — In-8. *Toulouse*, 1872.

4. CAPLANNE. — De l'Action résolutoire et du privilège du vendeur, par P. P. CAPLANNE. — In-8. *Paris*, impr. Moquet, 1861.

5. CHARVET. — Du Privilège du vendeur d'immeubles, par CHARVET. — In-8. *Grenoble*, 1868.

6. GREMILLON. — Du Privilège mobilier ou immobilier du vendeur, par GREMILLON. — In-8. *Paris*, 1865.

7. MARAIS. — Privilège et Résolution, par MARAIS. — In-8. *Paris*, 1867.

8. PERRIN. — Du Privilège du vendeur d'immeuble, par PERRIN. — In-8. 1874.

9. ROUSSELLIER. — Du Droit de Résolution et du Privilège accordé au vendeur non payé, par H. ROUSSELLIER. — In-8, 287 p. *Paris*, impr. Donnaud, 1863.

§ 2.

V. sup. sous l'art. 1251.

§ 3.

3498. PAULTRE. — Privilège de copartageant. Extension exorbitante, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. X (1869), p. 253-262.

Caen, 10 fév. 1851. — Orléans, 3 juin 1863. — Cass., 19 juill. 1864.

§ 4 et 5.

3499. MIGNATON. — Privilèges des architectes, entrepreneurs et ouvriers. Commentaire théorique et pratique, suivi d'une formulaire, par MIGNATON. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1875. (2 fr.)

V. enc. inf. Loi du 23 mars 1855.

3500. AUDIER. — Une compagnie d'assurance contre l'incendie peut-elle prétendre à un privilège sur le prix de l'immeuble assuré pour se rembourser des primes échues? Exam. doctr., par J. AUDIER, J. à Bourgoin. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXVII (1862), p. 392-398.

SECTION III. — *Des Privilèges qui s'étendent sur les Meubles et les Immeubles.*

Art. 2104-2105.

3501. DEMANTE. — Dissertation sur l'ordre dans lequel doivent s'exercer les différents privilèges de créances établis par le Code civil, par DEMANTE. — Ap. *Thém.*, t. VI, p. 130-143 et 248-257.

3502. AUDIER. — Quels sont les frais privilégiés dans un ordre? Dans quel ordre ces frais doivent-ils être classés? Doivent-ils toujours donner lieu à une production régulière? par J. AUDIER, juge à Die. — Ap. *J. des Av.*, 1863, p. 462.

SECTION IV. — *Comment se conservent les Privilèges.*

3503. VALETTE. — De l'Effet ordinaire de l'inscription en matière de privilège sur les immeubles, avec un Appendice contenant l'exposé et l'examen de plusieurs opinions et projets présentés dans

ces derniers temps sur la même matière, par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — 2e *éd.* corr. et augm. — 1 vol. in-8, 9 ff. 1/2. *Paris*, JOUBERT, 1842. (3 fr.)

« La dissertat. de M. V., écrite d'un style ferme, concis et exact, est venue montrer que le législateur est le plus souvent supérieur aux critiques des interprètes. »

Art. 2106.

3504. VALETTE. — Quel est le véritable sens de cette règle que les privilèges sur les immeubles ne produisent d'effet qu'autant qu'ils sont rendus publics par l'inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, et à compter de la date de l'inscription ? par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VII, p. 593 et 689, et t. VIII, p. 1.

Art. 2107, nt.

Art. 2108.

3505. ÉMION. — I. Le donateur a-t-il privilège sur l'immeuble donné pour sûreté des charges de la donation, et lors de la transcription y a-t-il lieu de prendre inscription d'office ? par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, art. 57, 415, 1132, 2006, 2043, 2088, 2461.

II. Lors de la transcription de la ratification par un ex-mineur de la vente faite par son tuteur, doit-il être pris une nouvelle inscription d'office? — *Ibid.*, t. XXVIII, art. 2699.

III. De l'effet, quant à l'inscription d'office formée lors de la transcription, de la délégation du prix de vente au profit des créanciers du vendeur. — *Ibid.*, t. XXV, art. 2449; t. XXVI, art. 2548, et t. XXVIII, art. 2680.

3506. FLANDIN. — Privilège de vendeur. Transcription. Inscription d'office. Renouvellement, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 659-672.

La transcription du contrat de vente qui vaut inscription par le vendeur aux termes de l'art. 2108 C. c. pour la conservation de son privilége, a-t-elle pour effet de conserver le privilége indéfiniment?

3507. ***. — Le Conservateur doit-il prendre une inscription d'office, alors même que le prix étant payé en une *valeur à la satisfaction* du vendeur, celui-ci dispense le vendeur de prendre inscription, s'il n'y a pas, en même temps, renonciation au privilège et à l'action résolutoire? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXVIII, art. 2707, et t. XXIX, art. 2765 et 2796.

Cf. *J. du Not.*, 1873, p. 358.

3508. COLLET. — Du Renouvellement de l'inscription prise d'office au nom du vendeur d'immeubles. Examen doct., par Paul COLLET. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1864, p. 1.

Cass. civ., 2 déc. 1863 (Blanqui). — Add. note ap. *Dall.*, 1864, 1, 105 (4 col.).

Add. : MAGIMEL. — Observations sur l'application au privilége du vendeur d'immeubles non payé de ce principe que la transcription vaut inscription, particulièrement au point de vue du renouvellement de l'inscription d'office imposée au conservateur, et de la prescription de cette inscription, par ED. MAGIMEL, av. C. de Cass. — Ap. *Bullet. des Trib.*, 1865, p. 241.

Art. 2109.

3509. AUDIER. — Privilège. Co-Partageant. Inscription hypothécaire. Délai, par J. AUDIER, juge à Die. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 332-336.

3510. ***. — Quel est l'effet du privilège de co-partageant quand l'inscription n'a été prise qu'après quinze jours de la transcription d'un acte qui constate la vente de l'immeuble assujetti à ce privilège, si elle se trouve comprise dans les soixante jours de l'acte de partage ? — Ap. *J. du Not.*, 24 sept. 1845.

Art. 2110, nt.

Art. 2111.

3511. BLONDEAU. — Traité de la Séparation des patrimoines, considérée spécialement à l'égard des immeubles. — V. sup. n° 1562.

3512. HUREAUX. — Étude sur le droit de succession dans les rapports avec le droit hypothécaire et le crédit foncier, par HUREAUX. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 529 et 749.

Art. 2112.

3513. BERNARD. — De la Transmission active de l'hypothèque. Th. D., par BERNARD. — In-8, *Paris*, 1868.

2514. MÉLIN. — Obligations notariées, à ordre ou au porteur avec affectation hypothécaire, par L. MÉLIN, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI (1865), p. 92-102 et 171-181.

Inséré ap. *Observ. prat.*, p. 176-198. V. sup. n° 2001.

3515. PAULTRE. — Obligations négociables. Sont-elles privilégiées ? par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 830-836.

V. enc. sup. sous l'art. 1692 et n° 3524.

Art. 2113, n^t.

CHAPITRE III. — DES HYPOTHÈQUES.

3516. Thèses de doctorat :

1. MACESCO. — Des Hypothèques, par MACESCO. — In-8. *Paris*, 1865.

2. MARTELIN. — Du droit d'hypothèque et des biens qui en sont susceptibles, par MARTELIN. — In-8, 1845.

3517. DELAMONTRE. — Traité du Prêt sur hypothèque. *Nouv. éd.* suivie d'un Mode de garantie pour le paiement exact des intérêts, renfermant le mode de prêt par voie de vente à réméré, et contenant les formules de toutes espèces d'actes en matière de prêt sur immeuble. Ouvrage destiné aux notaires et aux bailleurs de fonds; par DELAMONTRE, anc. not. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1847. (8 fr. 50. *Rare.*)

Bon ouvrage pratique. La 1re édition in-8, 26 ff. 1/2. *Ibid.*, 1835.

3518. DUFRAYER. — Manuel du prêteur sur hypothèque, ou Résumé des précautions nécessaires pour assurer la solidité des créances, par Ange DUFRAYER. — 4e *éd.* In-18, 6 ff. *Paris*, H. Barba, et Ce, 1838.

La 3e édit. in-18, 5 ff. 1/6. 1837,

3519. GAUTHIER. — Code des placements fonciers. Acquisitions d'immeubles. Prêts hypothécaires; par A.-A. GAUTHIER, av., etc. — In-8, VI-235 p. *Paris*, P. Dupont, 1865. (5 fr.)

Ce petit traité a été publié après la mort de A. GAUTHIER par son fils, M. E. GAUTHIER, alors juge à Pontoise. Voici comment l'auteur déterminait son programme, qu'il a du reste rempli de la façon la plus satisfaisante : « Nous n'avons pas la prétention de faire un traité du contrat de vente, ni un traité du contrat de prêt hypothécaire. Le but de cet écrit est de rappeler les principales règles à suivre dans l'examen du droit de propriété et de la capacité du vendeur ou de l'emprunteur, et de signaler quelques-uns des écueils dont on doit se préserver dans cet examen. »

V. Art. crit. de A. JOURDAN, ap. *Droit*, 6 mars 1865.

3520. POUGET. — Guide du créancier hypothécaire, ou moyens à employer par les créanciers hypothécaires pour garantir leur gage contre les conséquences de l'incendie, à l'usage de MM. les notaires et de MM. les agents des Compagnies d'assurances; par Louis POUGET, av. — In-8, 61 p. *Paris*, Adm. du *Jour. des Assurances*, 1866.

Une brochure beaucoup plus concise avait été publiée par l'auteur, à peu près sous le même titre, en 1855, 1 f. 1/2.

3521. RENDU. — Le Prêt hypothécaire, ses conditions, son avenir; par A. RENDU, av. — In-18 jés., 35 p. *Tours*, impr. Mazereau, 1873.

Extr. du *J. des Économ.*, mars 1873.

3522. ZANOLE. — Manuel du crancier hypothécaire, par ZANOLE, av. — In-18, 9 ff. *Paris*, Malher et Ce, 1827. (3 fr. 25)

3523. H... — Des Placements hypothécaires, par H... — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XII (1871), p. 151-164; t. XIII, p. 81-107, 168-184 et 532-540.

Art. 2114.

3524. PONT. — Nature de l'hypothèque. Est-elle un droit réel, etc. — Examen doctr. de la jurisprudence, par P. PONT, juge à Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. X (1er 1857), p. 385-410.

Cass., Req. 2 mars 1840. — Cass., 18 juil. 1843. Ap. *Sir.*, 1843, 1, 778. *Dall.*, 1843, 1, 433.

V. aussi sous les art. 1692 et 2112.

Art. 2115-2117, n^t.

Art. 2118.

3525. AUCOC. — De l'Hypothèque sur les chemins de fer, par L. AUCOC, prés. au Cons. d'Ét. — Ap. *Rev. Crit.*, 1876, p. 81-89.

3526. BONNE. — Usiniers. Indemnités. Créanciers hypothécaires. — L'indemnité définitive accordée par l'État aux usiniers pour les prises d'eau nécessaires à l'alimentation d'un canal de navigation, appartient-elle aux créanciers qui ont hypothèque sur l'usine, comme étant le prix d'un accessoire de l'immeuble, ou n'est-elle qu'une valeur mobilière appartenant à tous les créanciers aux termes de l'art. 2093 C. Nap.? par L.-Ch. BONNE, d. e. d., avoué à Bar-le-Duc. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XII (2e 1861), p. 132-143.

Un cours d'eau peut-il être la base d'un droit de propriété et par suite d'une hypothèque, soit comme objet principal, soit comme accessoire?

3527. LEFEBVRE. — Guerre. Dommages. Indemnités. Attributions. Conjoint. Héritiers. Créanciers hypothécaires; par A. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 8, 11, 15 et 18 sept. 1875.

Sous ce titre très-insuffisant comme tous ceux

qui sont conçus d'après la même formule, l'auteur examine quels sont les droits de la veuve renonçante et des créanciers hypothécaires sur les indemnités allouées à raison de la destruction, par faits de guerre, des immeubles de communauté.

Art. 2119.

3528. VALETTE. — De la Règle que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque, par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 365.

Art. 2120, n^t^.

SECTION I^re^. — *Des Hypothèques légales.*

Art. 2121 et 2122.

3529. AUDIER. — Étude spéciale sur l'Hypothèque du mineur, par J. AUDIER. — Ap. *J. du Not.*, 1865, p. 156 et 161.

3530. BECKERS. — Des Hypothèques légales dans l'intérêt des mineurs et des femmes mariées, par BECKERS. — In-8. *Bruxelles*, 1854.

3531. GAYET. — Du Caractère de l'hypothèque légale, par Stéph. GAYET, av. à Lyon. — Ap. *Monit. jud. de Lyon*, 1854.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 15 févr. 1854. — A propos d'un arrêt de Lyon du 24 janv. 1874.

3532. Thèses de Doct. :

1. GALLEMAND. — De l'Hypothèque légale. — In-8, 1854.

2. AUGER. — De l'Hypothèque légale de la femme. — In-8. *Paris*, 1852.

3. BERNARD. — *D°*. — In-8 XL-179 p. *Poitiers*, 1869.

4. CARRET. — *D°*. — In-8. *Grenoble*, 1875.

5. DAGET. — *D°*. — In-8, 1868.

6. DALVERNY. — *D°*. — In-8, 1858.

7. DESPRÉS. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1866.

8. DOUBLET. — *D°*. — In-8, 270 p. *Paris*, 1861.

9. GIGOT. — *D°*. — In-8, 1864.

10. GUIBOURD. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1857.

11. JOANNARD. — *D°*. — In-8, 323 p. *Paris*, 1861.

12. LAURIN. — *D°*. — In-8, 1865.

13. LEFORTIER. — *D°*. — In-8, 1867.

14. LOUIS. — De l'Hypothèque légale du mineur. — In-8, 1868.

15. DE RIPERT D'ALAUZIER. — *D°* — In-8. *Paris*, 1871.

16. SABOURAUD (GAST.). — De l'Hypothèque des femmes en droit romain et en droit français. — In-8, 456 p. *Paris*, Marescq, aîné, 1870.

17. SAINT-ALBAN. — De l'Hypothèque légale de la femme mariée. — In-8. *Paris*, 1867.

18. STOICESCO. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1872.

V. enc. sup. n^os^ 524 et 2439.

3533. FŒLIX. — Le mineur ou la femme mariée ont-ils hypothèque légale sur les biens du tuteur ou du mari, situés dans un pays où le mineur et la femme mariée sont étrangers? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. VIII, p. 25.

3534. HUET. — De l'Hypothèque légale, en France, de la femme qui, née et mariée française, est devenue étrangère par la séparation d'avec la France du territoire où elle avait son domicile marital; par HUET, av. C. de Cass. — In-8, 1 ff. *Paris*, impr. Crapelet, 1845.

3535. LIOUVILLE. — L'Hypothèque légale appartient-elle aux étrangers? Plaidoirie de M^e^ P. LIOUVILLE, pour les dem. Hervas c. les s. Bonar Aquilar et autres, prononcée à l'audience du 6 février 1834 du trib. civ. de Compiègne. — In-8, 5 ff. 1/2. *Meudon*, impr. Delacour, 1834.

3536. ***. — L'Hypothèque légale accordée par les art. 2121 et 2135 C. c., a-t-elle lieu au profit d'une femme étrangère sur les immeubles possédés en France par son mari également étranger? Dissert. — Ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. VIII, 2, 212.

Liége, 16 mai 1823.

3537. LAMACHE. — Les immeubles du receveur d'une caisse d'épargne sont-ils soumis à l'hypothèque légale que l'art. 2121 C. Nap. accorde aux établissements publics sur les biens de leurs receveurs et administrateurs-comptables? — Exam. doct. de la jurisprudence, par LAMACHE, prof. Fac. de Strasbourg. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XVIII (1^er^ 1861), p. 385-394.

SECTION II. — *Des Hypothèques judiciaires.*

Art. 2123.

3538. ÉMION. — Commentaire de l'art. 2123. C. civ., par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXVIII, art. 2696, 2704, 2710.

Cf. *Ibid.*, t. XXVII, art. 2641,

3539. DE LABROUE DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — De l'Hypothèque judiciaire, son passé, son présent, son avenir; par le victe Gabr. de LABROUE de VAREILLES-SOMMIÈRES, av. à Poitiers, etc. — Ouvrage couronné en 1869 par la Fac. de droit de Poitiers, et en 1870 dans le concours ouvert entre toutes les Fac. de France, par l'Acad. de législ. de Toulouse. — 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon et fils, 1876. (5 fr.)

Monographie complète, traitée avec science et talent et écrite avec élégance. L'auteur est aujourd'hui pro-recteur de la Fac. catholique de Lille.

3540. Thèses de Doctorat :

1. BASTIER DE THÉMÉRICOURT. — De l'Hypothèque judiciaire. — In-8, 1858.
2. BONIN. — *D°*. — In-8, 1866.
3. GLANDAS. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1859.
4. LARÈCHE. — *D°*. — In-8, 1861.
5. LOUÈCHE. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1867.
6. MAURAT. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1859.
7. PERRIQUET. — *D°*. — In-8. *Paris*, 1860.

3541. DUBOST. — Des Hypothèques judiciaires sur les biens à venir. Des droits réels et de l'inscription hypothécaire. Monographie, par A. DUBOST, av., etc. Br. in-8., 9 ff. *Paris*, Cosse et Marchal; — *Caen*, Le Gost-Clérisse, 1857.

3542. FLANDIN. — Hypothèque. Faillite. Inscription prise au nom de la masse. Son caractère et ses effets, par FLANDIN. cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 252-262 et 324-332.

Paris, 26 mai 1864 (Crouillebois).

Add. BAUDOT. — Examen doctrinal. Ap. *Sir.*, 1859, 2, 209 (4 col.).

3543. LEFEBVRE. — Un jugement du juge de paix, dont la juridiction a été prorogée, en l'absence de tout litige, emporte-t-il l'hypothèque judiciaire? N'y a-t-il pas là empiétement sur les attributions du notaire? par A. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 16 et 19 févr. 1876.

3544. VALETTE. — De l'Hypothèque qui résulte des contraintes administratives, par VALETTE. prof. Fac. de Paris, — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 832.

3545. ***. — De l'Inscription prise en vertu d'un jugement qui ordonne une reddition de compte. — Ap. *Gaz. Trib* 1er déc. 1874.

3546. SAINT-AUBIN. — Considérations générales sur l'exécution en France des jugements rendus en pays étranger, autorisée par un simple *visa* ou *pareatis* d'un juge ou d'un tribunal français sans avoir pris connaissance du fond; par SAINT-AUBIN, anc. memb. du Tribunat. — In-4, 1 ff. 1/2, *Paris*, impr. Chanson, 1819.

Extrait du *Cours des finances françaises*, XXVe leçon, etc.

V. aussi : Actes passés en pays étranger. Exécution en France. Pétition de M. BECKER. Rapport de M. BRENIER au Sénat. Séance du 20 avril 1866 (Ordre du jour.) — Ap. *Moniteur*. Reprod. ap. *J. du Not.*, 9 mai 1866.

SECTION III. — *Des Hypothèques conventionnelles.*

3547. LÉGEY. — De l'Hypothèque conventionnelle. Th. D., par LÉGEY. — In-8. *Paris*, 1869.

Art. 2124.

3548. COMBE. — Le locataire peut-il conférer une hypothèque sur les constructions élevées par lui sur le sol loué? par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 24 août 1872.

3549. JOSSEAU. — Le locataire peut-il valablement hypothéquer les constructions qu'il a bâties sur le terrain loué? par J.-B. JOSSEAU, avoc., etc. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 561-575.

Art. 2125.

3550. DUCRUET. — Hypothèque sur une part indivise d'immeuble. Cession de la soulte ou du prix de la licitation, par DUCRUET, not. à Lyon. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 92-97.

V. enc. sup. nos 1694 et 1695 et inf. sous l'art. 2185.

Art. 2126 nt.

Art. 2127.

3551. COIN-DELISLE. — Validité de l'Hypothèque consentie en vertu d'une procuration sous seing privé. — Revue de Jurisprud., par COIN-DELISLE. — Ap. *Gaz. Trib.*, 10 févr. 1855.

Reprod. avec un titre plus explicite ap. *J. du Not.*, 14 fév. 1855.

3552. MERVILLE. — Le mandat par lequel un débiteur donne pouvoir de constituer une hypothèque sur ses biens, ou par lequel une femme mariée donne pouvoir de céder son hypothèque

légale ou d'y renoncer, est-il assujetti à la forme authentique ? par MERVILLE, av. gén. à Amiens. — Ap. *Rev. Prat.*, t. II (2e 1856), p. 97-110.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 25 oct. et 1er nov. 1856.

3553. *Le même.* — D'une pratique vicieuse de quelques notaires. — Un notaire peut-il, sans infirmer le caractère authentique de l'acte qu'il reçoit, se porter acceptant, pour un créancier absent, des obligations ou des garanties passées au profit de ce dernier ? par MERVILLE, av. gén. à Amiens. — Ap. *Rev. Prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 308-314.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 3 sept. 1856. — V. sup. nos 2137 et suiv.

3554. ***. — Le Contrat d'hypothèque est-il un acte bilatéral exigeant la présence simultanée des deux parties, l'une pour promettre, l'autre pour accepter ? — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1867, art. 18792, p. 209.

3555. HERVIEU. — Le Conservateur des hypothèques doit, aux termes des art. 2127, 2129 et 2148 C. Nap., refuser l'inscription d'un droit hypothécaire qui ne repose en la personne du requérant que sur un simple acte sous seing privé, fût-il même enregistré ; par HERVIEU. — Ap. *J. des Cons.*, t. XXVI, art. 2470.

Art. 2128.

V. sup. n° 3550.

Art. 2129.

3556. LEFEBVRE. — Hypothèque. Inscription hypothécaire. Désignation d'immeubles hypothéqués, par A. LEFEBVRE, av. C. de cass. — Ap. *J. du Not.*, 8 et 12 mai 1869, 9 oct. 1872.

3557. VAUGEOIS. — De l'Inscription des hypothèques judiciaires et des priviléges garantissant des créances indéterminées. Étude sur la spécialité de l'hypothèque, par A. VAUGEOIS, prof. Fac. de Nancy. — Br. in-8, 71 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XL, (2e 1875), p. 5-70.

Art. 2130.

3558. CAQUOT. — I. A quelle époque doit être prise l'inscription de l'hypothèque conventionnelle sur les biens à venir ? par CAQUOT, not. — Ap. *J. du Not.*, 6, 9 et 13 mai 1846.

II. Répliques à M. Pont. — *Ibid.*, 5 et 22 août 1846.

V. infr. n° 3561.

3559. COULON. — Un débiteur ayant, dans le cas de l'art. 2130, hypothéqué ses biens présents et à venir, dans quel ordre et à quel rang ses différents créanciers devront-ils être colloqués en ce qui concerne les biens qui lui seront advenus depuis les constitutions d'hypothèques ? par COULON. — Ap. *Dial.*, t. III, p. 31-56 (dial. 98).

V. sup. n° 68.

3560. LEFEBVRE. — L'hypothèque sur les biens à venir peut-elle être étendue par un second contrat de constitution à un précédent contrat et garantir les sommes déclarées dans celui-ci ? par A. LEFEBVRE, av. C. de cass. — Ap. *J. du Not.*, 21 août et 16 oct. 1872.

3561. PONT. — I. Hypothèque conventionnelle ; biens présents et à venir. Revue critique de jurisprudence, par P. PONT, d. e. d., av. — Ap. *Rev. Wol.* t. XXVI (1846), p. 327-337.

Cass., 27 avril 1846 (Soligmann). *Dall.*, 1846, 1, 224. — C'était la 1re fois que la Cour de Cass. avait à résoudre cette question.

II. Réponse à M. Caquot. — Ap. *J. du Not.*, 15 août 1846.

III. Examen doctrinal. — Ap. *Rev. crit.*, t. V (2e 1854), p. 18-29.

V. sup. n° 3558.

Art. 2131.

3562. DEL MARMOL. — Hypothèque. Expropriation pour cause d'utilité publique. — Le débiteur dont l'immeuble grevé d'hypothèque est exproprié pour cause d'utilité publique peut-il se prévaloir du bénéfice de l'art. 2131 C. c., et, moyennant l'offre d'un supplément d'hypothèque, s'opposer à ce que le créancier se rembourse avant terme sur l'indemnité consignée ? par DEL MARMOL, av. à Liége. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XII (2e 1861), p. 209-216.

Art. 2132.

3563. COULON. — L'hypothèque stipulée pour sûreté d'un prêt à effectuer, d'un crédit ouvert, est-elle valable ? A quelle date prend-elle rang ? Comment doivent être constatés les versements ?

par COULON. — Ap. *Dial.*, etc., t. III, p. 220-267 (dial. 110, 111 et 112).

V. sup. n° 68. — La rubrique énoncée ici est le résumé des titres des trois dialogues où l'auteur a examiné les différents points de la question.

3564. DOUBLET. — Crédit ouvert. Validité et rang de l'hypothèque constituée pour garantie d'une ouverture de crédit, par G. DOUBLET.—Ap. *Rev. Prat.*, t. VII (1er 1859), p. 191-204.

3565. PONT. — De l'Hypothèque attachée aux promesses de prêts et aux ouvertures de crédit. Examen doctrinal par P. PONT. — Ap. *Rev. crit.*, t. XII (1er 1858), p. 193-212.

3566. SIREY. — Est valable l'hypothèque conférée pour sûreté d'un crédit ouvert, lorsque celui qui l'ouvre s'engage à payer des lettres de change de celui qui donne l'hypothèque, encore que l'emprunt soit éventuel et qu'il n'y ait pas obligation d'user du crédit. Ce contrat n'est pas pour cela soumis à une condition potestative de la part de celui qui la consent. Consult. de SIREY. — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. IV, 1, 523 (9 col.)

Cass., 26 janv. 1814.

Art. 2133 nt.

SECTION IV. — *Du Rang que les hypothèques ont entre elles.*

Art. 2134.

3567. AUDIER. — Question d'hypothèque. Hypothèque générale. Hypothèque spéciale. Concours. Subrogation. Effets. Tiers détenteur. Ordre, par J. AUDIER, j. à Grenoble. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XLII (1876), p. 65-85.

3568. PONT. — I. Hypothèque générale. Hypothèque spéciale. Concours. Examen doctr. par P. PONT, av. à Paris. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXII (1845), p. 522-525.

II. Du Concours de l'hypothèque générale avec les hypothèques spéciales : 1° dans le cas où un seul immeuble du débiteur est saisi ou vendu ; 2° dans le cas où tous les immeubles étant saisis ou vendus, la distribution du prix se fait dans un seul et même ordre. Exam. doctr. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 385-396.

Add. *du même.* Examen doctr. — *Ibid.*, t. II (1852), p. 397-403.

3569. ***. — Le créancier ayant hypothèque spéciale sur un immeuble, s'il est primé par un créancier ayant hypothèque générale sur tous les immeubles, ne peut obliger celui-ci soit à diviser son hypothèque générale, soit à l'exercer sur d'autres immeubles. Dissert. — Ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. IV, 2, 417.

Art. 2135.

3570. GRIPON. — De la Publicité et de l'inscription des hypothèques légales, par Max. GRIPON, not. hon. — Gr. in-8, 2 col. IV-95 p. *Paris*, Dentu, 1872.

3571. LEROY. — Lettre sur les inconvénients des hypothèques légales occultes, par C. LEROY, not. à Sedan. — Ap. *J. du Not.*, 3 nov. 1855 et 2 janv. 1856.

3572. POTEL. — De l'Hypothèque légale de la femme mariée (Questions sur les art. 2121 et 2135), par Ad. POTEL, av. — Gr. in-8°, 1861. (4 fr.)

Régimes de communauté.

3573. BERTAULD. — De l'Hypothèque légale des femmes mariées sur les conquêts de la communauté, par A. BERTAULD, av., prof. suppl. Fac. de Caen. — In-8, 7 ff. 3/4. *Paris*, Durand ; *Caen*, Bouchard, 1852.

3574. FLANDIN. — De l'Hypothèque légale de la femme mariée sur les conquêts au cas d'acceptation de la communauté. Exam. doctr. par FLANDIN, cons. à Paris. — In-8, 32 p. *Paris*, Cotillon, 1869.

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 481-512.

3575. MAILHER. — L'hypothèque légale de la femme commune en biens frappe-t-elle les conquêts immeubles de la communauté dont le mari a le droit de disposer seul d'après l'art. 1421 ? par MAILHER.—Ap. *Biblioth. du Barreau*, t. II, 1re part. (1809), p. 145-157. (*Art. détachés.*)

3576. PLANEL. — Dissertation sur la question de savoir si la femme a une hypothèque légale sur les immeubles de son mari pendant la durée du mariage, par PLANEL, anc. prof. à l'Univ. de Valence. — In-8, 3 ff. *Grenoble*, impr. de Allier, 1818.

3577. PONT. — Hypothèque légale. Conquêts de communauté. Revue de la Jurisprudence. — Ap. *Droit*, 18 nov. 1857.

V. aussi, *du même : Ibid.*, 19 avril, 7, 8, 11 nov. 1856. Cf. sup. n° 2586.

3578. ***. — Les biens de la société d'acquêts sont-ils grevés de l'hypothèque légale de la femme ? — Ap. *J. du Not.*, 13 juin 1846.

Add. *Ibid.*, 7 mars 1860, Observat. d'HENNEQUIN sur Paris, 2 janv. 1860.

3579. LEFEBVRE. — La femme a-t-elle hypothèque légale à l'occasion du paiement volontaire qu'elle fait de dettes de son mari en dehors de tout engagement antérieur de sa part? par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 5 déc. 1868.

3580. LE GENTIL. — I. Dissertation sur le point de savoir si, de ce que soit en matière civile, soit en matière commerciale, les titres constitutifs de la créance reconnue d'une femme sur son mari n'ont pas une date certaine, la conséquence est que la femme ne se doit trouver que créancière purement chirographaire au vis-à-vis des autres créanciers du mari, par C. LE GENTIL, av., j. suppl. à Arras. — Ap. *Dissert. jurid.*, t. II, p. 189-236.

V. sup. n° 80. Extr. de la *Revue Crit.*, t. XI (2e 1857), p. 130-159.

II. Dissertation sur les droits des femmes en matière civile et commerciale. Date certaine. Hypothèque légale. Combinaison des art. 1328 et 2135 C. Nap. — In-8, 4 ff. 2/3, *Paris*, Durand, 1856. (2 fr.)

3581. AUDIER. — Dot. Conventions matrimoniales. Hypothèque légale. Date, par J. AUDIER. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 491-496.

3582. DOIN. — De l'Hypothèque légale des femmes, ou examen de cette question : La date de l'hypothèque légale de la femme peut-elle varier, selon qu'il y a ou qu'il n'y a pas de contrat de mariage? par Alex. DOIN. — In-8, 1 ff 1/2. *Paris*, impr. Guiraudet, 1821.

3583. ÉMION. — L'hypothèque légale de la femme sur les biens de son mari à raison de sa dot prend-elle date du jour du contrat de mariage ou seulement du jour de la célébration du mariage ? par V. ÉMION, av. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXVII, art. 2644.

3584. BAUBY. — De l'Hypothèque légale de la femme pour les frais du jugement de séparation de biens et du rang auquel elle doit être colloquée, par J. BAUBY,, d. e. d., j. à Perpignan. — Ap. *Rev. Prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 363-378.

Cf. sup. n° 3439.

Régime dotal.

3585. BERTHON. — De l'Hypothèque légale des femmes mariées sous le régime dotal pour prix de leurs immeubles dotaux aliénés pendant le mariage, par BERTHON, av., j. suppl. à Bourgoin. — Br. in-8, 6 ff., *Paris*, Cotillon; *Lyon*, Dumoulin et Bonet, 1851. (1 fr. 25.)

Add. : DEVILLENEUVE. Dissertation ap. *Sir., Coll. nouv.*, t. VI, 1, 474.

3586. DEMANTE. — Dissertation sur la question de savoir si l'hypothèque légale accordée avec dispense d'inscription sur les biens du mari existe avec la même dispense pour les créances extradotales de la femme, par DEMANTE. — Ap. *Thém.*, t. VI (1824), p. 20-25.

Jung : GRENIER. Objections à la solution de M. Demante. — *Ibid.*, p. 362.

3587. LANFRANC DE PANTHOU. — De la Date de l'hypothèque légale de la femme pour le prix de ses immeubles dotaux aliénés, par LANFRANC DE PANTHOU, av. gén. à Caen. — Ap. *Rec. des arr. de Caen et de Rouen*, 1872.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 25 juin 1872. — Caen, 20 nov. 1872.

Add. : I. PONT. Examen doctr. de Caen, 7 juil. 1851, ap. *Rev. Crit.*, t. II, p. 386-397.

II. Note sur le même arrêt ap. *Sir.*, 1852, 2, 92 (2 col.).

3588. NIOBEY. — De la Date de l'hypothèque légale de la femme dotale, relativement à ses immeubles aliénés, par NIOBEY, not. à Bayeux. — In-8, 2 ff. *Bayeux*, impr. Saint-Ange Duvant, 1853.

Cette broch. est la 3e éd. de la dissert. de l'auteur. La 1re a paru ap. *J. du Not.*, 18, 22, 26, 29 août 1846; la 2e en 2 ff. in-8°. *Bayeux*, 1851.

Femme de commerçant, Art. 563. C. C.

3589. BLANCHE. — Faillite. Hypothèque légale de la femme mariée, par A. BLANCHE. — Ap. *Droit*, 11 juin 1870.

Reprod. sous un titre modifié ap. *J. du Not.*, 24 août 1870.

3590. COIN-DELISLE. — Observations sur l'hypothèque légale d'indemnité ac-

quise en temps suspect, par COIN-DELISLE. — In-8, *Paris*, Cotillon, 1853.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. III (1853), p. 221-241. — Valeur de l'hypothèque lég. des femmes à raison de leurs engagements dans un temps voisin de la faillite.

3591. JOZON. — De l'Étendue de l'hypothèque légale de la femme d'un failli sur les immeubles appartenant à son mari par indivis et dont il est devenu postérieurement, par partage ou licitation, propriétaire pour le tout, par P. JOZON, av. C. de Cass. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XI (1870), p. 81.

Add. : LABBÉ. Examen doctrinal sur Cass. civ., 10 nov. 1869 (Vassal et Pecqueriau) ap. *Sir.*, 1870, 1, 5 (9 col.) et *J. Pal.*, 1870, p. 5.

Art. 2136.

3592. FERRY. — Interprétation des art. 2059 et 2136, par FERRY, av. — Ap. *Thém.*, t. VIII (1826), p. 177-183.

Art. 2137 nt.

Art. 2138 et 2139.

3593. BERNARD. — De l'Inscription des hypothèques légales, par le procureur impérial. Traité théorique et pratique à l'usage des parquets, par M.-P. BERNARD, d. e. d., subst. du proc. gén. à Amiens. — In-8, 126 p. *Montdidier*, impr. Radenez, 1862. (3 fr.)

3594. DRAMARD. — De l'Inscription d'office par le procureur de la République et de la sommation de produire aux incapables, par E. DRAMARD, juge à Béthune. — Ap. *Rev. Crit.*, 1873, p. 600-634.

Cette dissertat. a été réunie avec d'autres, en une br. sous le titre de *Questions sur l'Ordre et la Faillite*, in-8, 127 p. *Paris*, Cotillon et Cie, 1873.

3595. LEFEBVRE. — I. De l'inscription par un tiers de l'hypothèque légale de la femme, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 et 12 sept. 1874.

V. enc. inf. *Transcription*, art. 9, loi de 1855.

II. (Le conservateur des hypothèques doit-il inscrire l'hypothèque légale de la femme mariée, bien que ni la réquisition ni les bordereaux ne soient signés et qu'il ne sache qui les envoie ?) *Ibid.*, 4, 8 juin, 20 et 23 juillet 1870.

Add. : L. L... Observations sur un arrêt de Caen du 20 août 1869. Ap. *Rec. des arrêts de Caen et de Rouen*, 1859, 7e livr. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 21 mai 1870.

Jung : ALMÉRAS-LATOUR. — Rapport du cons. ALMÉRAS-LATOUR. Cass., 29 juin 1870 (Guillots). — Ap. *Sir.*, 1871, 1, 30. — *J. Pal.*, 1871, p. 47 (7 col.). *Dall.*, 1871, 1, 225 (4 col.).

Art. 2140-2142, nt.

Art. 2143.

3596. JANVIER. — Du Respect dû à l'indivisibilité de l'hypothèque légale des mineurs, par Gust. JANVIER. — In-8, XI-25 p. *Bordeaux*, impr. Delmas, 1861.

V. enc. sup. sous l'art. 472.

Art. 2144 et 2145.

3597. ÉMION. — La femme peut-elle limiter son inscription d'hypothèque légale, alors qu'elle n'a pas été restreinte par le contrat de mariage ? par V. ÉMION, av. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2325 ; t. XXV, art. 2380.

Add. : *Ibid.*, t. XXVIII, art. 2711.

3598. PARMENTIER. — Un mari peut-il demander aux tribunaux la réduction de l'hypothèque légale de la femme, lorsque celle-ci refuse son consentement à cette réduction ? par PARMENTIER. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. X, p. 44.

3599. ***. Les tribunaux peuvent-ils, sur la demande du mari en réduction de l'hypothèque légale de sa femme, arbitrer s'il y a excès dans cette hypothèque et ordonner qu'elle sera réduite, nonobstant le refus de la femme d'y consentir, mais en prenant l'avis des quatre plus proches parents de la femme, s'ils le jugent nécessaire ? Exam. doctr. — Ap. *Sir.*, *Coll. nouv.*, t. VII, 2, 201, (9 col.)

3600. ***. — Le tribunal peut-il, sans l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 2144 et 2145 du C. Nap., prononcer, sur la demande du mari, et en l'absence de la femme, la réduction de l'hypothèque légale inscrite d'une manière générale, quand elle ne pouvait prétendre qu'à une hypothèque spéciale, principalement si cette inscription a été requise par l'acquéreur des biens dotaux ? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXI, n° 2001.

Cf. en matière d'Ordre amiable, *Ibid.*, t. XXVIII, art. 2685.

CHAPITRE IV. — DU MODE DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

3601. ARDANT DU PICQ. — Quatre questions de formalités hypothécaires,

par ARDANT DE PICQ.— In-8, 3 ff. 3/4, *Dreux*, impr. Alquier, 1846.

3602. GALLU. — Des Formalités de l'inscription hypothécaire. Th. D., par GALLU. — In-8.

3603. GROSSE. — Observations sur l'instruction de la Régie du 13 avril 1865, n° 2309, relative au mode d'inscription des priviléges et hypothèques, à la représentation des titres et à la fixation du nombre de lignes, par page, pour les états et inscriptions, par GROSSE, anc. not. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, t. XCVI, p. 289 (art. 18260).

3604. JEANPIERRE. — De l'Inscription des privilèges et des hypothèques, par Cam. JEANPIERRE, av. à Nancy. — In-8., 16 p. *Nancy*, impr. Lepage, 1864.

Art. 2146.

3605. COSTARD. — Comment on peut être privé du droit de s'inscrire. — Du temps pendant lequel les privilèges et hypothèques peuvent être inscrits, au cas de faillite du débiteur et d'acceptation de sa succession sous bénéfice d'inventaire, par COSTARD, av. à Vire. — Ap. *Rev. Prat.*, t. IV (2e 1857), p. 193-209).

3606. GUYARD. — De l'Extension à la succession vacante de la nullité d'inscription édictée par l'art. 2146 du C. N. et de la combinaison de cette disposition, modifiée par l'art. 448 du C. civ., avec l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855, par Alb. GUYARD, av. — In-8, 32 p., *Paris*, Cotillon et fils, 1870.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 385-413.

Art. 2147 nt.

Art. 2148.

3607. AUDIER. — Conditions de validité de l'inscription. Désignation du débiteur. Désignation des biens, par J. AUDIER. — Ap. *J. du Not.*, 24, 28 févr. 1866.

3608. COULON. — L'inscription hypothécaire est-elle nulle à défaut d'élection de domicile par le créancier dans l'arrondissement du bureau des hypothèques? L'est-elle également pour l'omission de quelques-unes des autres formalités prescrites par l'art. 2148, telles que la désignation du créancier, l'indication de la date et de la nature du titre, celle de l'époque de l'exigibilité de la créance, ou autre semblable? par COULON. — Ap. *Dialogues*, t. II, p. 338-376 (dial. 76).

V. sup. n° 68.

3609. DUCRUET.— Un Conservateur des hypothèques est-il fondé à refuser d'opérer l'inscription d'une hypothèque conventionnelle sur la représentation de la minute de l'acte constitutif de la créance? par DUCRUET. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, t. XCVI, p. 374 (art. 18287).

3610. ÉMION.— L'absence d'élection d'un domicile dans l'arrondissement du bureau entraîne-t-elle la nullité de l'inscription? En est-il de même lorsque le créancier a son domicile réel dans l'arrondissement et indique expressément ce domicile? En cas d'absence d'élection de domicile pour le requérant n'habitant pas l'arrondissement du bureau, l'élection postérieure de domicile est-elle nulle? par V. ÉMION.— Ap. *J. des Conserv.*, t. XXII, art. 2095.

3611. HENNEQUIN. — Du Mode de rédaction des bordereaux d'inscription lorsqu'il y a plusieurs créanciers figurant dans le même acte pour des créances distinctes, par E. HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 23, 26 sept. 1857.

3612. ROLLAND DE VILLARGUES. — Dans quel cas, en général, les tribunaux doivent-ils prononcer la nullité d'une inscription hypothécaire pour omission de formalités prescrites par l'art. 2148 du C. c.? par ROLLAND DE VILLARGUES, j., à Melun.— Ap. *Thém.*, t. II (1820), p. 138-148.

3613. TROPLONG. — L'inscription hypothécaire est-elle nulle à défaut d'élection de domicile de l'inscrivant dans l'arrondissement du bureau des hypothèques, par TROPLONG, prés. de ch. à Nancy. — Ap. *Sir.*, 1835, 2, 129.

3614. ***. — De la Nécessité de l'élection de domicile dans la formation d'une inscription hypothécaire. — Ap. *Gaz. Trib.*, juill. 1852.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 28 juillet 1852.

V. enc. sous l'art. 2197 et 2198.

Art. 2149 et 2150 nt.

Art. 2151.

3615. BLONDEAU. — Ordre. Intérêts. Quels sont les intérêts pour lesquels le

créancier hypothécaire a droit d'être colloqué au même rang que pour le capital qui les produit? par BLONDEAU, doy. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Wol.*, t. II (1835), p. 178-200; t. III, p. 342-362; t. IV, p. 276-293 et 363-383.

La suite de ce savant mémoire, annoncée dans la *Revue*, n'a pas été donnée. — L'auteur y discute surtout le système de Troplong et celui de Waldeck-Rousseau. Cf. infr. n°

3616. GAILLARD. — Jurisprudence hypothécaire. Ordre. Intérêts, par Nicias GAILLARD, av. gén. C. de cass. — In-8, 1 ff. 1/2. *Paris*, impr. Hennuyer, 1850.

Extr. de la *Rev. Wol.*, t. XXXIX (1850), p. 151-168.

Cette dissert. est la reproduction du réquisitoire de M. N. G. devant la Ch. Civ. Cass. (1er Jt 1850), *Sir.*, 1850, 1, 711. Insérée une 1re fois dans la *Rev. Wol.*, t. 38, p. 270, elle dut être publiée une seconde fois à cause des nombreuses erreurs d'impression qui s'y étaient glissées. Enfin elle fut reproduite ap. *J. des Av.*, t. LXXV (1850), p. 451.

Add. : sur la même question.

I. PONT. Examen doctr. d'un Jugt de Lyon, 25 mars 1846, ap. *Rev. Wol.*, t. XXVI, p. 337-344.

II. RODIÈRE. Examen doctr. de Cass., 9 juill. 1835. — *Ibid.*, t.I, p. 233-236.

3617. WALDECK-ROUSSEAU. — Ordre. Intérêts, par WALDECK-ROUSSEAU, av. à Nantes. — Ap. *Rev. Wol.*, t. II (1835), p. 124-132.

Art. 2152-2153, nt.

Art. 2154.

3618. LECOQ. — Inscription hypothécaire. Renouvellement. Jusqu'à quelle époque les créanciers, ayant hypothèque sur un immeuble, doivent-ils renouveler l'inscription de cette hypothèque, en cas de vente soit volontaire, soit forcée? Par P. LECOQ, d. e. d. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2e 1856), p. 401-414 et 458-468.

V. enc. sous l'art. 2182.

3619. LEFEBVRE. — Des Formes de l'inscription de renouvellement, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 23, 26 juin 1875.

3620. PAULTRE. — Hypothèque. Perception. Prescription; par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VI (1865), p. 102-108.

Art. 2155, 2156, nt.

CHAPITRE V. — DE LA RADIATION ET RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS.

3621. BOULANGER. — Traité théorique et pratique des Radiations hypothécaires, par BOULANGER. — In-8. 1863. (8 fr.)

3622. GÉNÉBRIER. — Étude théorique et pratique sur la Radiation hypothécaire, par GÉNÉBRIER, not. — In-8, 38 p. *Paris*, au bureau de la *Gazette des Clercs de Not.*, 1876 (1 fr. 50).

Art. 2157-2158.

3623. COMBE. — Radiation hypothécaire. Société en nom collectif. Justification, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 24 sept. 1873.

3624. HERVIEU. — Le Conservateur doit-il refuser la radiation des inscriptions dont la date, le volume et le numéro ne sont pas indiqués d'une manière précise dans le jugement ou dans l'acte de main-levée? Par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2284.

3625. ***. — Le Conservateur auquel a été déposée l'expédition d'un acte pour l'accomplissement d'une formalité hypothécaire, a-t-il le droit de se faire délivrer une nouvelle expédition du même acte pour une nouvelle formalité hypothécaire? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIX, art. 2815.

Art. 2159-2160.

3626. ÉMION. — I. Le tribunal de commerce est-il compétent pour ordonner, sur la requête présentée par les syndics, la radiation d'une inscription prise contre un débiteur de la faillite, sans justifier de l'extinction de la dette et hors la présence du failli? par V. EMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2317 et 2329.

II. La radiation peut-elle être ordonnée par jugement sur requête? — *Ibid.*, t. XXVIII, art. 2726.

Art. 2161.

3627. ***. — Un tuteur peut-il valablement, sans l'autorisation du conseil de famille, consentir à ce que l'hypothèque qui garantit une créance de son pupille, soit transférée sur d'autres biens du débiteur? — Ap. *J. du Not.*, 27 déc. 1844.

Art. 2162 à 2165, nt.

CHAPITRE VI. — De l'Effet des privilèges et hypothèques contre les tiers détenteurs.

3628. ALLARD. — Des Droits et obligations du tiers détenteur en matière hypothécaire, par Georges Allard, av. à Douai. — In-8, 144 p. *Paris*, Marescq aîné, 1875.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 19-69, 232-306.

3629. Thèses de doctorat :

1. CLAVEAU. — Du Droit de Suite. — In-8. *Paris*, 1852.

2. CUCULIS. — Du Délaissement hypothécaire. — In-8. *Paris*, 1870.

3. DARESTE de la CHAVANNE. — *Dº*. — In-8. 1875.

4. DEFFIS. — Essai sur le droit de Suite des créanciers hypothécaires, par Alfr. Deffis. — In-8, 184 p., *Versailles*, imp. Cerf, 1868.

5. DUBERNARD. — Du Délaissement. — In-8. *Paris*, 1865.

6. EXCOURBANIÈS. — Du Droit de Suite en matière de sûretés réelles. — In-8. *Paris*, 1867.

7. FEIDEL. — Du Droit de Suite en matière hypothécaire. — In-8. *Rennes*, 1859.

8. GAIRAL. — Du Délaissement hypothécaire. — In-8. 1870.

9. GALUP. — *Dº*. — In-8. 1870.

10. HUARD de VERNEUIL. — *Dº*. — In-8. *Paris*, 1862.

11. LEDERLIN. — Du Droit de suite en matière hypothécaire. — In-8. *Strasbourg*, 1854.

12. PASQUES. — Du Droit des créanciers privilégiés et hypothécaires contre les tiers détenteurs en matière immobilière. — In-8. 1875.

13. PUJOS. — Du Délaissement par hypothèque. — In-8. *Paris*, 1850.

14. SAINT-OMER. — Du Délaissement hypothécaire. — In-8. *Paris*, 1852 (3 fr. 50).

15. TRIBOULEZ. — Du Droit de Suite en matière hypothécaire. — In-8. *Paris*, 1875.

Art. 2166.

B630. VALETTE. — Le jugement rendu contre un débiteur sur une question de propriété d'immeuble, est-il opposable au créancier hypothécaire dont le titre est antérieur au procès ? par Valette, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XI, p. 27.

Art. 2167 à 2169, nt.

Art. 2170 et 2171.

631. DUBUIT. — Du Bénéfice de discussion accordé au tiers détenteur, Th. D., par Dubuit. — In-8. *Paris*, 1861.

3632. JOCCOTTON. — Du Bénéfice de discussion qui appartient au tiers détenteur, par Joccotton, av., anc. mag. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLIV (1852), p. 246-264.

V. enc. sup. nº 3285.

Art. 2172-2174.

3633. HAREL. — Sommation de payer ou délaisser. Formalités. Effets. Délaissement. Revue de Jurisprudence, par A. Harel. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXIX (1864), p. 369-379.

Art. 2175.

3634. MERVILLE. — Tiers détenteur. Dégradations. — De l'Indemnité due aux Créanciers inscrits par le tiers détenteur qui a dégradé l'immeuble hypothéqué, et notamment : 1° si elle peut être réclamée en dehors de toute saisie ou de tout délaissement et avant même qu'on ait sommé le tiers détenteur de payer ou délaisser ; — 2° si elle peut l'être par tout créancier, en quelque rang qu'il soit inscrit ; — 3° si elle peut être directement et personnellement adjugée au créancier réclamant, ou si elle doit être consignée au profit de la masse hypothécaire, sauf distribution ultérieure, par Merville, 1er av. gén. à Orléans. — Ap. *Rev. prat.*, t. VIII (2e 1859), p. 161-170.

Art. 2176 et 2177, nt.

Art. 2178

3635. DUPRET. — En droit français, le tiers détenteur a-t-il l'exception *cedendarum actionum*, c'est-à-dire est-il libéré de l'action hypothécaire lorsque le créancier a rendu impossible la subrogation aux droits hypothécaires qu'il avait sur d'autres immeubles pour sûreté de la même créance ? par Dupret. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 401 et 505.

3636. ***. — En cas de délaissement hypothécaire, le vendeur d'un immeuble peut-il contraindre son acquéreur à le reprendre, lorsqu'il a fait cesser les causes du délaissement avant qu'il y ait eu adjudication ? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 429.

Art. 2179, nt.

CHAPITRE VII. — De l'Extinction des Privilèges et Hypothèques.

Art. 2180.

3637. DUBOIS. — De l'Extinction des Privilèges et Hypothèques. Th. D., par DUBOIS. — In-8, *Paris*, 1861.

3638. LE MAOUT. — De l'Extinction des Privilèges et Hypothèques. Th. D., par LE MAOUT. — In-8, *Paris*, 1868.

3639. PAULTRE. — Hypothèques. Péremption. Prescription, par Em. PAULTRE. — Ap. *J. du Not. et de l'Enr.*, t. VI (1865), p. 102-108.

Inséré ap. *Coll. des Observ. prat.*, p. 558-564. V. n° 2001.

CHAPITRE VIII. — DU MODE DE PURGER LES PROPRIÉTÉS DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

3640. DALMBERT. — De la Purge des Privilèges et Hypothèques, par Osc. DALMBERT, av., d. e. d., etc. Ouvrage couronné par la Fac. de Dr. de Strasbourg. — In-8, 160 p. *Paris*, Thorin.

3641. LABBÉ. — I. De la Procédure de la Purge, et spécialement de ceux qui ont le droit de purger, par J.-E. LABBÉ, av., d. e. d. — Ap. *Dissertations*, etc. V. sup. n° 77.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 209-232.

II. De la Purge des acquisitions qui entraînent une purge virtuelle des Priviléges et Hypothèques. — *Ibid.*

Extr. de la *Rev. crit.*, t. XIX (2e 1861), p. 275-310. La suite annoncée n'a pas paru dans ce Recueil.

3642. MOLINEAU. — Purge hypothécaire. Commentaire : 1° du Chapitre VIII de la loi du 16 déc. 1851; 2° du titre II de la loi du 15 août 1854 sur l'Expropriation forcée et la Surenchère sur aliénation volontaire; 3° et du titre III de la loi sur l'Expropriation, par MOLINEAU. — In-8. *Bruxelles*, 1855.

3643. PETIT. — Traité des Surenchères, contenant la législation, la doctrine, la jurisprudence et la procédure relatives au droit de surenchère, par PETIT, prés. de Ch. à Douai. — 1 vol. in-8. *Paris*, Videcoq, 1848 (1847). (7 fr. 50.)

Ce traité a paru en 1843, in-8, 41 ff. 3/4. *Douai*, Crépaux; *Paris*, Joubert. — Le titre a seul été refait en 1847.

3644. PILLEMENT. — De la Purge des Privilèges et Hypothèques, d'après le droit ancien et d'après le droit nouveau, par G. PILLEMENT, subst. à Neufchâteau. Dissertation revue par l'auteur. — In-8, 242 p. *Nancy*, impr. Collin, 1870.

Th. de doct. modifiée.

3645. Thèses de doctorat sur la Purge :

1. GOMBAULT. — De la Purge des hypothèques. — In-8. *Paris*, 1853.

2. HARDOIN. — Purge des hypothèques. — In-8, 14 ff. *Paris*, 1853.

3. HUC. — *Dem*. — In-8. *Toulouse*, 1853.

4. DE LACROIX. — De la Purge des privilèges et hypothèques — In-8.

5. LECHARPENTIER. — *Dem*. — In-8. 1855.

6. MACESCO. — *Dem*. — In-8. 1865.

7. MÉZIÈRES. — *Dem*. — In-8. *Paris*, 1853.

8. VARÉ. — *Dem*. — In-8. *Paris*, 1854.

3646. Thèses de doctorat sur la Surenchère :

1. CORRET. — Étude sur les effets de l'adjudication après surenchère précédée de l'exposé de la surenchère admise en droit romain. — In-8. *Paris*, 1868.

2. DESAGES. — Des Effets de l'adjudication après surenchère sur aliénation volontaire. — In-8. *Paris*, 1873.

3. GAVOUYÈRE. — Des Effets de l'adjudication après surenchère. — In-8. *Rennes*, 1863.

4. GUY. — De l'Adjudication après surenchère du dixième sur aliénation volontaire. — In-8. *Toulouse*, 1870.

5. MARTY. — De la Surenchère des créanciers. — In-8. *Paris*, 1864.

V. inf. n° 3657.

Art. 2181.

3647. LEFEBVRE. — La Transcription d'un acte de vente consentie par un mandataire doit-elle contenir aussi celle de la procuration, et dans le cas où cet acte n'est pas transcrit, l'inscription d'office doit-elle être prise bien que le prix soit payé comptant? par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 et 30 déc. 1868.

Add. : Lettre de M. RESTAURAT à propos du premier de ces art. — *Ibid.*, 23 déc.

3648. ***. — La minute d'un acte notarié, translatif d'immeubles, peut-elle être présentée à la formalité de la transcription hypothécaire, ou faut-il déposer au bureau des hypothèques une expédition de l'acte? — Ap. *J. du Not.*, 15 mars 1856.

Art. 2182.

3649. LEFEBVRE. — De l'Époque à laquelle les inscriptions hypothécaires ont produit tous leurs effets légaux, et sont désormais dispensées de renouvellement, par Alph. LEFEBVRE. av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 9 avril 1870

Add. : *Ibid.*, 19 mars 1864.

Art. 2183 et 2184.

3650. COMBE. — I. Purge d'hypothèque. Mandat au Vendeur, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 12 nov. 1856.

Question de savoir si, pour éviter les frais de purge collective, on peut stipuler qu'elle sera faite par le vendeur.

II. De la Dénonciation de contrat. — *Ibid.*, 24 mai, 3 juin 1854.

3651. MOURLON. — Des Intérêts d'un prix de vente, au point de vue des créanciers ayant hypothèque ou privilége sur l'immeuble vendu, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. VII (1er 1859), p. 35-42.

3652. VALETTE. — Héritier bénéficiaire. Purge des hypothèques, par A. VALETTE, prof. Fac. de Paris. — In-8, 24 p. *Paris,* Marescq aîné, 1875.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 320-340.

En sous-titre :

L'héritier bénéficiaire qui se rend adjudicataire d'immeubles de la succession a-t-il le droit de purger? Et par voie de conséquence, est-il, par l'effet seul de son adjudication, débiteur d'un droit proportionnel de transcription sur le prix de ces immeubles?

V. Cass. 12 janv. 1876 (de Chevreuse). Add. Réquisit. de l'av. gén. BÉDARRIDE. — Ap. *Sir.*, 1876, 1, 81 (13 col.) et note (3 col.)

3653. ***. — Lorsqu'un immeuble grevé d'hypothèques a été vendu sous faculté de rachat, l'acquéreur peut-il remplir les formalités de purge, et les créanciers hypothécaires peuvent-ils surenchérir ? — Ap. *J. du Not.*, 24 juin 1846.

3654. M. DE H... — De la Purge des hypothèques en cas d'échange, par M. DE H... — Ap. *Droit*, 17 juillet 1850.

Art. 2185.

3655. C... — Du Droit de Surenchère, par le créancier inscrit sur une part indivise, par C... — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 647-650.

Art. 2186.

3656. CAZALENS. — La Purge faite par l'acquéreur à charge de réméré a-t-elle pour effet d'éteindre définitivement les hypothèques qui grevaient l'immeuble vendu sous cette condition ? — En conséquence, si le vendeur renonce ultérieurement à l'exercice du droit de réméré moyennant une certaine somme payée par l'acquéreur, cette somme doit-elle être distribuée entre tous les créanciers du vendeur indistinctement, au marc le franc de leurs créances respectives? Exam. doctr. par CAZALENS. — Ap. *Dall.* 1873, 1, 321. (8 col.)

Cass., Req. 23 août 1871 (Hadot).

Art. 2187.

3657. VERNET. — Essai d'une théorie sur les effets de l'adjudication d'un immeuble hypothéqué, après surenchère sur aliénation volontaire, par Pr. VERNET, agr. à Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XX (2e 1865), p. 126-167.

V. sup. n° 3646.

Art. 2188.

3658. DRAMARD. — Du Privilège des frais de purge, par E. DRAMARD, j. à Béthune. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875), p. 853-863.

Cf. du même, ap. *Rev. crit.*, 1872, p. 480.

Add. : HENNEQUIN. Examen doctr. de Cass., 22 avril 1856. — Ap. *J. du Not.*, 20 sept. 1856.

Art. 2189 à 2192, nt.

CHAPITRE IX. — DU MODE DE PURGER LES HYPOTHÈQUES QUAND IL N'EXISTE PAS D'INSCRIPTIONS SUR LES BIENS DES MARIS ET DES TUTEURS.

3659. GAUTHIER. — Traité de la Purge des hypothèques légales, par L. GAUTHIER, anc. not. — In-8, 35 p. *Paris*, impr. Michels, 1873. (1 fr.)

3660. GUÉRIN. — De la Purge des hypothèques légales dispensées d'inscription. Th. D., par GUÉRIN. — In-8. *Paris*, 1874.

3661. HAREL. — Purge des hypothèques légales dispensées d'inscription, dans le cas d'adjudication sur surenchère après vente volontaire, sur délaissement et sur conversion de saisie, par Adr. HAREL.—Ap. *J. des Avoués*, t. LXXXV (1860), p. 5-15.

Cette dissertation est extr. d'un traité que préparait l'auteur sur la Purge des hypothèques légales non inscrites.

3662. LE MASURIER. — Essai sur la réforme des formalités de purge des hypothèques légales, ou la Purge des hypothèques légales simplifiée, perfectionnée, et ses frais diminués de 80 0/0. 2e *éd.* augmentée des Commentaires de la Presse, de la Réponse de l'auteur, et d'un Résumé, par LE MASURIER, de

Fécamp. — In-4 de 4 ff. *Fécamp*, impr. Dury, 1856.

La 1re édition est de 1853, in-8°, 1 ff. — V. art. crit. de P. VERY, ap. *J. du Not.*, 16 nov. 1853.

Art. 2193, nt.

Art. 2194.

3663. BALLOT, BLANC, POUGNARD. — Purge légale. — Dépôt collectif. — Plusieurs acquéreurs non solidaires d'un même vendeur, peuvent-ils se réunir pour faire au greffe un seul acte de dépôt de leurs divers contrats, dans le but de purger les hypothèques légales et pour faire ainsi, par un seul et même acte, les notifications prescrites par l'art. 2194 du C. Nap.? — Controverse entre MM. POUGNARD, BLANC et Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2e 1857), p. 232-240, et t. III, p. 93-96.

Add. : A propos de ces art. : HENNEQUIN. — Validité et légalité des dépôts collectifs. — Ap. *J. du Not.*, 22 oct. 1856.

3664. COMBE. — Purge d'hypothèque légale. Copie collationnée; par COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 22 oct. 1856.

Qui a qualité pour collationner la copie?

3665. LEVESQUE. — Le délai de deux mois fixé par l'art. 2194 du C. Nap., pour prendre inscription du chef des femmes et des mineurs et interdits, doit-il être augmenté en raison des distances? par Alf. LEVESQUE, av. — Ap. *Rev. prat.*, t. I (1er 1856), p. 416-419.

Art. 2195.

3666. BENECH. — Du Droit de préférence en matière de purge des hypothèques légales dispensées d'inscription et non inscrites, ou Réfutation de la jurisprudence de la Cour de Cass. sur les conséquences attachées à cette purge, par BENECH, prof. Fac. de Toulouse, etc. — In-8, 11 ff. 3/4. *Paris*, A. Leclère, 1853. (4 fr.)

La purge des hypothèques légales des femmes ou des mineurs éteint-elle leurs droits sur le prix des immeubles qui en étaient affectés aussi bien que sur ces immeubles eux-mêmes? En d'autres termes, la purge, en affranchissant l'immeuble du *droit de suite*, fait-elle aussi disparaître le *droit de préférence* sur le prix.

Add. : DELANGLE. Réquisitoire de l'avocat gén. Delangle devant la Cour de Cassat., 23 févr. 1852 (Vidal). — Ap. *Dall.*, 1852, 1, 40 (5 col.). — *Sir.*, 1852, 1, 84 (7 col.) et extr. du rapp. du conseiller Faustin Hélie (3 col.).

3667. PONT. — I. Les formalités d'où l'art. 2194 du C. c. fait résulter la Purge de l'hypothèque légale, doivent-elles être remplies par celui qui se rend adjudicataire de l'immeuble à la suite d'une expropriation forcée, ou bien ces formalités ne sont-elles pas suppléées par la publicité qui s'attache à l'expropriation forcée? par P. PONT. av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXII (1845), p. 299-305.

II. Hypothèque légale. Purge. — Revue critique de Jurisprudence. *Ibid.*, t. XXVIII (1847), p. 41-57.

Le créancier à hypothèque légale déchu de son droit sur l'immeuble est-il également déchu de son droit sur le prix?

Add. : I. L'Expropriation forcée purge-t-elle de plein droit l'hypothèque légale non inscrite de la femme, du moins à l'égard de l'adjudicataire? — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. VI, 1, 518 (7 col.), et t. IX, 1, 349.

II. Du système adopté par la loi du 21 mai 1855, pour la Purge des hypothèques légales non inscrites, en cas d'expropriation forcée. Dissert. — Ap. *Bullet. spécial des Huissiers*, 1858, p. 3.

Reprod. ap. *J. des Av.*, 1859, p. 28.

3668. BERTAULD. — De la Collocation des créances conditionnelles et éventuelles des femmes mariées, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Quest. prat.*, t. II, p. 388-397.

V. sup. n° 61. — Extr. de la *Rev. Prat.*, t. X (2e 1860), p. 209-215.

3669. HERVIEU. — Le concours de la femme à l'aliénation d'un immeuble propre de son mari ou d'un immeuble de communauté, emporte-t-il renonciation de la part de cette femme à son droit de préférence sur le prix? — S'il s'agit d'un propre du mari, ce dernier a-t-il le droit de recevoir seul le prix de la vente, et les paiements qui lui auraient été faits seraient-ils opposables à la femme? par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIII, art. 2238.

V. enc. infr. *Loi sur la Transcription.* Article 9.

CHAPITRE X. — DE LA PUBLICITÉ DES REGISTRES ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS.

3670. BONNET. — Les Conservateurs des hypothèques sont tenus de se conformer, pour la délivrance des certificats qui leur sont demandés, aux termes des réquisitions qu'ils reçoivent. On peut exiger d'eux un état unique comprenant tout à la fois les inscriptions survenues depuis la transcription du chef des

créanciers, ayant hypothèques légales sur les biens vendus, et celles qui existaient déjà au moment de la transcription. Exam. doctr., par Arm. BONNET, cons. à Poitiers. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 220-225.

3671. DAMOYE. — Le Conservateur des hypothèques est-il fondé à refuser la délivrance d'un état sur transcription comprenant les vendeurs seuls et non les anciens propriétaires, alors que l'acquéreur lui adresse une réquisition formelle en ce sens? — Peut-il offrir un certificat individuel comme équivalent de l'état sur transcription tel qu'il est admis par la pratique? par DAMOYE, not. à Nemours. — Ap. *J. du Not.*, 9 mai 1857.

Tiré à part sous le titre de : Questions hypothécaires. Se DAMOYE, not. à Nemours. — In-8, 15 p. *Fontainebleau*, impr. Jacquin, 1857.

3672. ÉMION. — Responsabilité du Conservateur. Principes généraux ; par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXVIII, art. 2667, 2672, 2678 et 2683.

Cf. infr. n° 3681.

3673. FALCIMAIGNE. — De la Publicité des hypothèques. Th. D., par FALCIMAIGNE. — In-8. *Paris*, 1873.

3674. LAIGNEL. — Études sur les formalités nécessaires à la publicité des privilèges et hypothèques et sur la classification des privilèges, par Ferd. LAIGNEL. — In-8, 13 ff. 1/4, plus un tableau. *Paris*, Videcoq, 1846. (4 fr.)

3675. LANDOUZY. — Traité de la Responsabilité des conservateurs des hypothèques et des cautionnements en immeubles auxquels ils sont assujettis, par LANDOUZY, cons. des hyp. — In-18. *Paris*, Cotillon, 1863. (5 fr.)

C'est le traité le plus complet sur la matière.
V. enc. sup. n° 3398.

Art. 2196.

3676. ÉMION. — I. Celui qui requiert la délivrance des inscriptions sur un immeuble spécial, doit s'attacher à désigner cet immeuble de manière à ce qu'aucun doute ne soit possible. Autrement le conservateur, dans l'intérêt de sa responsabilité, doit comprendre dans son certificat les inscriptions qui paraissent s'appliquer à l'immeuble sur lequel porte son attestation; par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXI, art. 2012 et 2058; t. XXII, art. 2072.

Cf. inf. n° 3681.

II. Le Conservateur requis de délivrer à un acquéreur un état sur transcription du chef des anciens possesseurs, doit y comprendre les inscriptions prises contre l'un d'eux, bien que par l'effet d'un jugement de résolution ou d'un partage il soit réputé n'avoir jamais été propriétaire. — *Ibid.*, t. XXIII, art. 2188.

3677. HERVIEU. — Le Conservateur est-il responsable des erreurs par lui commises, soit en copiant sur son registre les bordereaux d'une inscription, soit en omettant dans un certificat une des énonciations prescrites à peine de nullité par l'art. 2148 C. Nap.? — Doit-il surtout en être ainsi quand il appert des bordereaux qu'ils réunissent toutes les énonciations exigées par la loi pour la validité de l'inscription? par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2293.

Cf. *ibid.*, art. 2287.

3678. ***. — Le Conservateur est-il tenu de répondre à la demande d'un état des inscriptions conventionnelles existantes sur telle personne avec exclusion de celles des privilèges, judiciaires ou légales, et *vice versâ?* — Ap. *J. des Conserv.*, t. XVIII, art. 1748; t. XX, art. 1887; t. XXI, art. 2046, et t. XXII, art. 2070.

3679. ***.—Lors de la transcription requise par un acquéreur, le conservateur doit, dans son certificat, comprendre l'inscription survenue depuis la transcription du contrat du vendeur, en vertu d'un titre antérieur à la vente. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIV, art. 2322.

3680. ***.—Lorsqu'en présentant à la transcription les expéditions de deux contrats de vente passés le même jour, ayant pour objet des immeubles de même origine, et consentis par un même vendeur à deux acquéreurs différents, le conservateur peut-il prétendre qu'il doit délivrer deux états, c'est-à-dire un état pour chacun des contrats transcrits? — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1863, p. 457 (art. 17760).

Art. 2197.

3681. AMIAUD. — I. Responsabilité des conservateurs. États d'inscriptions omises. Inscriptions inutiles. Questions de fait. Questions de droit, par Al. AMIAUD.

— Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XI (1870), p. 575-585, et t. XII, p. 5-24.

II. De la Responsabilité des conservateurs. Erreurs et excès dans la délivrance des états sur transcription. Réponse aux critiques dont les précédents articles ont été l'objet de la part de M. Émion, rédaéteur en chef du *J. des Conservateurs* (janv. et fév. 1872). — *Ibid.*, t. XIII (1872), p. 753-768, et 925-934, et t. XIV (1873), p. 94-101.

Add. : Une lettre du même insérée ap. *J. des Conserv.*, t. XXVIII, p. 109.

Cf. sup. nº 3676.

3682. DEMANTE. — Hypothèque générale. Réquisition limitée. Responsabilité des conservateurs, par Gab. DEMANTE, prof. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXXV (2e 1869), p. 481-488.

3683. ÉMION. — Le Conservateur n'est pas responsable de l'omission d'une inscription dans l'état délivré par lui, si cette omission provient de l'erreur commise par la partie; par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXVIII, art. 2718 et 2731, et t. XXIX, art. 2787.

Jung : Du même. — Le Conservateur requis de certifier les inscriptions existantes sur *Joseph-Célestin Castel*, ne peut comprendre dans son état les inscriptions requises contre *Calixte Castel*, alors même qu'il serait constant que ce dernier est la même personne dénommée en la réquisition, le conservateur ne pouvant en modifier les termes. — *Ibid.*, t. XXII, art. 2149.

3684. FABRE. — Précautions à prendre pour éviter les inconvénients des homonymies ou de la conformité des noms dans les états sur transcription ou sur réquisition, par Euryale FABRE, notaire à Clermont-Ferrand. — Ap. *J. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1862), p. 186.

3685. PAULTRE. — Homonymies ou conformité de noms dans les états d'inscription, par E. PAULTRE. — *Ibid.*, p. 333.

Les 2 art. ont été insérés ap. *Collect. des Observ. prat.*, p. 551-558. V. nº 2001.

3686. HERVIEU. — Le Conservateur doit-il comprendre dans le certificat remis à un sous-acquéreur l'inscription d'hypothèque légale d'un précédent propriétaire, prise après la purge faite par le premier acquéreur? par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXII, art. 2130.

3687. MARLY. — Le Conservateur peut-il délivrer les inscriptions prises sur des immeubles indivis, quand, par l'effet du partage ou de la licitation, ces immeubles ne sont pas attribués au débiteur? Quid lorsque le co-partageant ou colicitant n'est que le cessionnaire de l'héritier? par L. MARLY. — Ap. *J. du Not.*, 20 déc. 1874.

3688. FLANDIN. — De l'Inscription à prendre sur les immeubles affectés au cautionnement du conservateur des hypothèques pour faits de charge, et de leur renouvellement, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXIV (2e 1866), p. 42-50.

Cette étude a été reproduite sous un titre beaucoup plus explicite et avec quelques modifications ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VIII (1867), p. 81.

3689. HERVIEU. — Le Conservateur des hypothèques peut-il inscrire une hypothèque prise contre lui ou délivrer un certificat d'inscription sur lui-même, ou formuler une inscription à son profit? par HERVIEU. — Ap. *J. des Conserv.*, art. 1046 et 2228.

3690. HUVELIN. — Un Conservateur peut-il transcrire ou délivrer un certificat contre lui? Réponse à un article du *J. des Conserv.*, nº 1044 (*sic*), par HUVELIN, not. à Étain. — Ap. *J. du Not.*, 24 janv. 1855.

Cf. art. précéd.

3691. — Rapport fait au Sénat dans la séance du 17 avril 1865 sur une pétition tendant à la modification de l'art. 2197 C. N. quant à la responsabilité des conservateurs des hypothèques en matière de radiation des inscriptions, par suite duquel la pétition a été renvoyée au ministère de la Justice. — Observations sur cette question. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1866, art. 18498.

V. *Moniteur*.

3692. DENORMANDIE. — Rapport fait par M. DENORMANDIE, membre de l'Assemblée nationale, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet d'assurer d'une manière plus complète la conservation des registres hypothécaires. — Observations sur ce projet de loi. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1874, art. 20995.

Art. 2198 à 2203, nos.

Loi du 23 mai 1855 sur la Transcription.

Prolégomènes.

3693. BERTIN. — Projet de loi sur la Transcription, par BERTIN. — Ap. *Droit*, 22 mai 1853.

3694. DUVERDY. — Observations sur le projet de loi relatif à la Transcription, par Ch. DUVERDY.

— Ap. *Rev. histor. du dr. fr.*, t. Ier (1855), p. 97.

3695. GROSSE. — Réflexions sur les inconvénients que présentera le projet de loi sur la Transcription, par GROSSE. — Ap. *J. du Not.*, 20 déc. 1854.

3696. HENNEQUIN. — I. Réflexions sur le projet de loi sur la Transcription, par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 9 sept. 1854.

II. Réponse à M. Grosse. — *Ibid.*, 6 janv. 1855.

III. Analyse du projet de loi. — *Ibid.*, 1853, n° 866.

3697. HUMBERT. — Nouvelles observations sur la loi relative à la Transcription, par G. HUMBERT. — Ap. *Rev. hist. du dr. fr.*, t. Ier (1855), p. 464.

3398. HUREAUX. — Étude sur la Transmission de la propriété par acte entre vifs sous le C. civil et le C. de Proc., par HUREAUX. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 678, 765, 841, 897, et t. XIV, p. 89.

Cette étude a été refondue dans les Études sur le C. Civ. de l'auteur. V. sup. n° 3492.

3699. JOSSEAU. — Loi sur la Transcription. Examen du projet de loi par J.-B. JOSSEAU. — Ap. *Gaz. Trib.*, 15 mars 1854 et 24 janv. 1855, reprod. ap. *J. du Not.*, 27 janv. 1855.

3700. PONT. — Observations à propos du projet de loi sur la Transcription, par P. PONT, d. e. d., prés. à Corbeil.— Ap *Rev. Crit.*, t. IV (1er 1854). p. 157-188.

3701. Analyse du projet de loi sur la Transcription. Observations et documents. — Ap. *Gaz. Trib.*, 21, 25 mai, 4 juin 1853 et 18 mars 1854.

V. *Monit.*, Annexe au procès-verb. des séances du 11 mai 1853 et 20 mai 1854, et Discussion, *Ibid.*, 15, 17, 18 et 19 janv. 1853.

3702. HEU. — Frais de Transcription. Moyen de les diminuer, par HEU, not. à Labosse. — Ap. *J. du Not.*, 10 févr. 1855.

V. enc. infr. *Réforme hypothécaire.*

Généralités.

3703. ALLY. — De la Transmission de la propriété et de ses démembrements par les conventions. Loi du 23 mars 1855, par ALLY. — In-8, 1865. (3 fr.)

3704. BERGER. — Transcription. Distinction des Actes translatifs de propriété d'avec ceux qui sont simplement déclaratifs. Explication de la loi du 23 mars 1855, par E. BERGER, j. d. p. à Bourganeuf. — In-8, 502 p. *Limoges*, ve Decourteix; *Paris*, Maresceq aîné, 1875.

Bon livre, où l'auteur se préoccupe plus de discuter des questions d'utilité pratique que de formuler une théorie scientifique.

3705. BIOCHE. — Commentaire (sommaire) de la loi sur la Transcription, par BIOCHE. — Ap. *J. de Proc. civile et comm.*, déc. 1855.

Reprod. ap. *J. du Not*,, 19 déc. 1855.

3706. BOURNE. — Transcription hypothécaire. Commentaire sur la loi du 23 mars 1855, par BOURNE, j. d. p. — In-8. (2 fr.)

3707. BRESSOLLES. — Exposé des règles du Droit civil, résultant de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, par Gust. BRESSOLLES, prof. Fac. de Toulouse. — 2e *éd.* br. in-8, 4 ff. 3/4. *Toulouse*, typ. Bonnal et Gibrac, 1856 (2 fr. *Rare*).

La 1re éd. in-8, 4 ff. 1/4, *ibid.*, 1855. était ext. du *Rec. de l'Acad. de législ. de Toulouse*, t. IV, p. 333-395.

3708. FLANDIN. — De la Transcription en matière hypothécaire, ou Explication de la loi du 23 mars 1855 et des dispositions du C. Nap. relatives à la Transcription des donations et des substitutions, par FLANDIN, cons. à Paris. — 2 vol. in-8. *Paris*, Cosse et Marchal, 1861-62. (16 fr.)

Personne n'avait encore envisagé et traité la matière d'une façon aussi complète que M. le cons. FL. A la même époque, toutefois, MOURLON avait commencé dans la *Rev. Prat.* une série d'articles qui ont formé son plus savant ouvrage. (V. inf. n° 3716). M. F. a donc eu la priorité, mais ce n'est pas là son seul mérite. Son livre, consciencieusement élaboré, révèle un profond jurisconsulte. Son style est clair et précis; son argumentation, vive, animée, sait allier l'indépendance à la modération et à la convenance. Ces deux volumes sont détachés d'un *Traité sur les Privilèges et Hypothèques* qu'il devait alors prochainement publier et qui est resté inédit.

La *Rev. Crit.* a publié un extrait, alors inédit, du traité de la *Transcription*, sous le titre de : Ventes, Successions, Concours de divers créanciers hypothécaires ou tiers acquéreurs, t. VIII, p. 245.

V. Compte rendu de ALAUZET, ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. II (1861), p. 321; — D'ANCELOT, ap. *Rev. Crit.*, t. XIX, p. 175-192 et t. XX, p. 536-550. — De G. CHAIX-D'EST-ANGE, ap. *Monit.*, 1864, p. 584.

3709. FONS. — Précis de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, à l'usage des magistrats chargés des procédures d'ordre dans les tribunaux civils de 1re instance, par V. FONS, juge à Toulouse. — 1 vol. in-12, 88 p. *Toulouse*, Gimet, 1857. (60 c., émis à 1 fr. 25.)

3710. GODOFFRE. — Commentaire sommaire sur la loi du 23 mars 1855, par A. GODOFFRE.— Ap. *J. des Av.*, 1856.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 9, 13 février, 1er et 4 mars 1856.

3711. GROSSE. — Commentaire ou Explication au point de vue pratique de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, précédé d'une Introduction historique sur le

droit hypothécaire et suivi d'un Appendice contenant : 1° un traité sur la transcription des donations et des dispositions à charge de rendre ; 2° et des formules de bordereaux d'inscription et de réquisitions d'états d'inscriptions et de transcription, terminé par une Table alphabétique et analytique des matières, par GROSSE, anc. not. — 2e *éd.* 2 vol. in-8. *Paris*, à l'administration du *Journ. des Not. et des Av.*, 1860. (10 fr.)

La 1re éd. in-8, 22 ff. 3/4, *Paris*, impr. Gros, a eu 2 tirages en 1856 et en 1857 (6 fr.). — La 2e éd. a eu un 1er tirage en 1858 : Ire partie, 2e édit., revue et corrigée, XVI-346 p. ; IIe partie, IV-228 p. (4 fr.)

V. sur cet ouvrage un art. de L. COMBE, ap. *J. du Not.*, 21 mai 1856.

3712. HERVIEU. — Interprétation de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription hypothécaire, par L.-E. HERVIEU, anc. cons. des hypoth. — In-8, 12 ff. *Paris*, Durand, et au bureau du *J. des Cons.*, 1856. (4 fr.)

V. sup. n° 3396.

3713. LEMARCIS. — Commentaire de la loi sur la Transcription hypothécaire, par P. LEMARCIS, d. e. d., av. à Rouen. — 1 vol. in-8, 3 ff. 1/2. *Rouen*, Lancelin ; *Caen*, Bouchard ; *Paris*, Durand, etc., 1855. (1 fr. 50.)

3714. LESENNE. — Commentaire théorique et pratique de la loi du 23 mars 1855, sur la Transcription en matière hypothécaire, avec une table alphabétique des matières, par N.-M. LESENNE, d. e. d., av. — In-8, 6 ff. 3/8. *Paris*, Cosse, 1856. (3 fr.)

3715. LONGCHAMPT. — Explication de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, par E. LONGCHAMPT, av. — In-8, 2 ff. *Paris*, Muzard, 1855.

3716. MOURLON. — Traité théorique et pratique de la Transcription et des innovations introduites par la loi du 23 mars 1855, en matière hypothécaire, par F. MOURLON, av., d. e. d. — 2 forts vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné, 1862. (15 fr.)

La majeure partie de cet ouvrage a paru en une série d'articles publiés dans la *Rev. Prat.*, en 1856 (t. 1 et 2), 1857 (t. 3 et 4), 1858 (t. 5 et 6), 1859 (t. 7 et 8), 1860 (t. 9 et 10), 1861 (t. 11 et 12), et 1862 (t. 13).

C'est peut-être le plus savant traité qui ait été composé sur la matière ; c'est assurément le plus complet. L'auteur a analysé la loi nouvelle sous toutes ses faces ; il n'est guère de ses applications qu'il n'ait examinées : il y a relevé bien des lacunes, bien des incohérences. Il est permis sur bien des points de ne pas partager sa façon de voir, de ne pas admettre ses solutions, mais on ne saurait méconnaître la science profonde, l'incontestable talent d'argumentation dont il a fait preuve dans cette œuvre capitale.

3717. RINGARD. — Commentaire de la loi sur la Transcription hypothécaire du 23 mars 1855, par A.-E. RINGARD, princ. cl. de not. — 2 ff. in-8. *Montreuil-sur-Mer*, impr. Duval, 1856. (1 fr. 50).

3718. RIVIÈRE ET FRANÇOIS. — Explication de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire ; ouvrage contenant, sous chaque article, l'Exposé des principes généraux et la solution des questions susceptibles de controverse, l'analyse de la doctrine et de la jurisprudence jusqu'en 1855, sur la Transcription des donations immobilières et des substitutions ; un Appendice renfermant l'exposé des motifs, le rapport et la discussion de la loi nouvelle au Corps législatif, par H.-F. RIVIÈRE, d. e. d., et A. FRANÇOIS, av. — 2e *éd.* In-8, 16 ff. *Paris*, Marescq et Dujardin, 1856. (5 fr.)

La 1re éd. in-8, 14 ff. 1/2, *ibid.*, 1855.

3719. RIVIÈRE ET HUGUET. — Questions théoriques et pratiques sur la Transcription en matière hypothécaire, dans l'ordre des articles de la loi du 23 mars 1855, par RIVIÈRE, d. e. d., av., et A. HUGUET, d. e. d., av. C. de Cas. — 1 vol. in-8. *Paris*, Marescq et Dujardin, 1856 (6 fr.)

3720. SAINT-LANNE PESSALIER. — Code du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, accompagné d'un Décret impérial du 29 sept. suivant, qui en fait le complément, par SAINT-LANNE PESSALIER, av. à Mirande. — 1 tableau in-fol., *Agen*, impr. Barrière, 1856. (3 fr.)

3721. SELLIER. — Commentaire de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription hypothécaire, par SELLIER. — 1 vol. in-18, 1856. (1 fr. 50.)

3722. TÉNIN. — Essai de Commentaire sur la loi hypothécaire, par TÉNIN, employé princ. du bureau des hyp. de Paris. — Br. in-8, 3 ff. *Paris*, Legrand, 1856. (1 fr. 50.)

3723. TROPLONG. — Priviléges et Hypothèques. Commentaire de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire, par TROPLONG, 1er Prés. à la C. de Cass., etc. Ce Commentaire est suivi d'un Appendice contenant : 1° le rapport et la discussion au

Corps législatif; 2° les instructions de la direction générale des Domaines et de l'Enregistrement à ses agents, concernant l'interprétation de cette loi nouvelle. — 2e *éd.* 1 vol. in-8. *Paris*, Ch. Hingray, 1864. (9 fr.)

La 1re éd., *ibid.*, 1856. — Cet ouvrage est le complément du *Commentaire des Priviléges*, etc., de l'auteur. — Un extrait contenant les prolégomènes du Commentaire, nos 1 à 46 a été inséré ap. *Gaz. Trib.*, 9 et 11 avril 1856.

3724. DE VALROGER. — Histoire et théorie des formes de la transmission entre vifs de la propriété foncière. Explication de la loi de 1855 sur la Transcription, par L.-M. DE VALROGER. — In-8. *Paris*, Durand, 1858. (2 fr.)

3725. VERDIER. — Transcription hypothécaire. Explication théorique et pratique de la loi du 23 mars 1855, mise en rapport avec la législation, la doctrine et la jurisprudence, précédée d'une Introduction historique et des Documents législatifs, par Fern. VERDIER, av., anc. mag. — 2 vol. in-8. *Paris*, Durand, 1865. (14 fr.)

Ce traité est estimé. — Cf. infr. n° 3773.
V. Compte rendu de P. GIDE, ap. *Rev. Crit.*, t. XXVI, p. 366-375. — H. D., ap. *Rev. Jud. du Midi*, t. Ier, p. 294.

3726. VIOLLE. — Commentaire de la loi du 23 mars 1855 relative à la Transcription et à l'hypothèque légale des femmes, des mineurs et des interdits, par F. VIOLLE, av., ex-cons. de préf., etc. — In-8, 7 ff. 1/2. *Aurillac*, V. Pinet. *Paris*, Durand, 1856.

3727. Thèses de doctorat :

— BONNEFOY. De la Transcription. In-8. *Aix*, 1868. — BRAUET. *Do*. In-8. *Versailles*, 1857. — CHRÉTIEN. *D.* In-8. *Caen*, 1864. — CROQUEVIELLE. *Do*. In-8, 1857. — FOURCHY. *Do*. In-8, 1854. — GRUSSE. *Do*. In-8. *Paris*, 1859. — HAREL. De la Transmission de la propriété foncière à l'égard des tiers par actes entre vifs et à titre onéreux. In-8. *Paris*, 1861. — JEAN-PIERRE. Des innovations apportées au régime hypothécaire. In-8. *Nancy*, 1853. — PÉQUIGNOT. De la Transcription. In-8, 1868. — PLANTEAU. Commentaire de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription en matière hypothécaire. In-8. *Paris*, 1860. — ROBIN. De la Transcription. In-8, 1862. — SAUVÉ. *Do*. In-8, *Paris*. — VIARDOT, *Do*. In-8, 1872.

3728. ALLARD. — Exposé des mesures administratives à prendre pour assurer l'efficacité de la loi sur la Transcription, par ALLARD. — In-8, 1857. (3 fr.)

3729. BECKER. — I. Diverses questions sur l'exécution de la loi du 23 mars 1855. Lettre de BECKER, not. à Strasbourg. — Ap. *J. du Not.*, 12 mars 1856.

II. Réponse de M. LABBÉ, not. à Courban. — *Ibid.*, 19 mars 1856.

3730. DUCRUET. — I. Études sur les difficultés que présente l'application de la loi de la Transcription, par DUCRUET, prés. de la ch. des not. de Lyon. — In-8, 67 p., *Lyon*, Ve Mougin-Rusand, 1856.

Cf. inf. nos 3816 et 3820.

II. Suite des Études, etc. Réponse à MM. Mourlon et Alexis Leroux. — In-8, 19 p. *Lyon*, impr. Ve Mougin-Rusand, 1856.

III. Suite des Études, etc. — In-8, 23 p. *Lyon*, *Ibid.* s. d.

Extr. du *Monit. Jud. de Lyon*.

3731. GODOFFRE. — Observations à propos de la loi sur la Transcription hypothécaire, par A. GODOFFRE. — Ap. *J. des Avoués*, t. LXXX, p. 650-661.

3732. HENNEQUIN. — I. Réflexions générales sur la nouvelle loi. — Ap. *J. du Not.*, 25 août 1855.

II. Questions diverses sur l'exécution de la loi du 23 mai 1855. — *Ibid.*, 16 févr. et 2 août 1856, et lettre de GRUSSE, not.

3733. NIOBEY. — De la prochaine application de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription hypothécaire. Dissert. par NIOBEY, not. à Bayeux. — Ap. *J. du Not.*, 5 et 8 déc. 1855.

3734. REIBELL. — Considérations générales sur l'exécution de la loi du 23 mars 1855, par REIBELL, conserv. des hyp. — *Ibid.*, 26 juill. 1856.

3735. ROUSSET. — Rapport de M. ROUSSET concernant la nouvelle loi sur la Transcription, lu à la séance de la chambre des notaires de l'arrondissement de Saint-Etienne, le 7 nov. 1855. — In-8, 1/2 ff. *Saint-Etienne*, impr. Théolier, 1856.

3236. — Observations pratiques sur la loi du 23 mars 1855, en matière hypothécaire. — In-8. 1 ff. 1/2. *Paris*, impr. Boucquin, 1856.

Instruction de la Chambre des notaires de Paris, reproduite ap. *J. du Not.*, 3 mai 1856 et *J. de l'Enr.*, avril 1856.

3737. — Observations à propos de l'instruction de la Régie sur l'exécution de la loi du 23 mars 1855. — Ap. *Jurisprudence du Not.*, 1856. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 6 févr. 1856.

V. enc. inf. *Réforme hypothécaire*.

3738. AUDIER. — Revue sommaire de jurisprudence et de doctrine sur la Transcription hypothécaire, suivie des lois et décrets sur la matière et Notices et instructions de la Régie, par J. AUDIER, j. s. — In-8, 23 p., *Grenoble*, Merle; *Paris*, Cosse, Marchal, 1862. (1 fr.)

Extr. du *J. de la C. de Grenoble*.

3739. HAREL. — Revue de décisions rendues par application de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription hypothécaire, par Ad. HAREL. — Ap. *J. des Av.*, 1860, p. 461; 1864, p. 325.

3740. HENNEQUIN. — Revue critique sur l'application de la loi du 23 mars 1855, par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 3, 6, 10 et 13 nov. 1858.

Monographies.

Art. 1 et 2.

3741. BERTAULD. — De la Transcription des aliénations à titre gratuit et à

titre onéreux, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Quest. prat.*, t. II, p. 367-387.

V. sup. nº 61.

3742. GRISEY. — Observations sur les actes sous seing privé devant l'application de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription, par Const. GRISEY, not. — In-8, 65 p. *Luxeuil*, impr. Bonnet et Cie, 1865.

3743. VAVASSEUR. — De la Transcription des actes sous seing privé. par A. VAVASSEUR. — Ap. *J. du Not.*, 24 sept., 12 nov. 1851.

3744. BEUDANT. — Une vente d'immeuble conclue par correspondance peut-elle être opposée aux tiers, si, non pas toutes les pièces, mais seulement la proposition et l'acceptation ont été transcrites ? Examen doctr., par Ch. BEUDANT. — Ap. *Dall.*, 1867, 2, 25. (6 col.)

Paris, 6 mars 1865. — V. aussi Exam. doctr. ap. *Sir.*, 1866, 2. 145. (6 col.)

3745. JONQUET. — De la Transcription des Jugements d'adjudication. Th. D., par JONQUET. — In-8. *Paris*, 1873.

3746. AUDIER. — Transcription, Baux, Quittances de loyers et fermages, sous-location, Cession. Effets à l'égard des tiers ; personnes pouvant opposer le défaut de transcription. Dissert. par J. AUDIER, J. s. à Bourgoin. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXVII (1862), p. 270-285.

3747. CABANTOUS. — Des effets de la loi du 23 mars 1855, par rapport à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; par CABANTOUS, prof. Fac. d'Aix. — Ap. *Rev. crit.*, t. VII (2e 1855), p. 92-104.

3748. MÉLINE. — L'acte de retrait successoral est-il de nature à être transcrit ? ou doit-il au moins être mentionné en marge de la transcription du transport de droits successifs ? par MÉLINE, anc. not. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. V (1864), p. 417-424.

3749. MOURLON. — Cession de droits successifs. Transcription. Privilége. Inscription. Radiation. Lettre à M. le conservateur des hypothèques de Lourdes ; par Fréd. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. III (1er 1857), p. 373-380.

3750. WEGMANN. — De la Transcription des Donations. Th. D., par WEGMANN. — In-8. *Paris*, 1861.

3751. — Institution contractuelle. Transcription. Loi nouvelle. L'Institution contractuelle n'est pas sujette à la transcription, d'après la loi du 23 mars 1855. — Ap. *J. du Not.*, 13 août 1856.

3752. HOMO. — Enregistrement. Promesse de vente. Utilité de la transcription. Droit à percevoir ; par HOMO. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 481-491.

3753. LANSEL. — Licitation. Mineurs. Bénéfice d'inventaire. Transcription. L'adjudication au profit de l'héritier bénéficiaire doit-elle être transcrite, et est-elle passible, lors de l'enregistrement, du droit de transcription ? par Ch. L. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XV (1874), p. 88-104.

Add. : VALETTE. Consultation. Insérée ap. *J. du Pal.*, 1873, p. 178 (4 col.) — *Sir.*, 1873, 1, 87 (4 col.). — *Dall.*, 1873, 1, 197 (3 col.). — Cass. 27 nov. 1872.

3754. COMBE. — Loi sur la Transcription. Transaction. La transaction doit-elle être transcrite ? Dissert., par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 26 janv. 1856.

Art. 3.

3755. CAUSSANEL-ROBAGLIA. — De la Transcription des actes translatifs au point de vue des personnes qui peuvent invoquer le défaut de son accomplissement. Th. D., par CAUSSANEL-ROBAGLIA. — In-8. *Paris*, 1874.

3756. COUVREUR. — Si, depuis la loi du 23 mars 1855, la transcription a pour effet de rendre le nouveau possesseur propriétaire incommutable, il n'en est pas moins du devoir de cet acquéreur, avant de payer son prix, de s'enquérir de la situation hypothécaire du vendeur et des précédents détenteurs, par D.

COUVREUR, conserv. des hyp. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXII, art. 2108.

3757. DEVILLENEUVE. — La vente d'un immeuble par acte authentique reste-t-elle sans effet à l'égard d'un créancier hypothécaire qui a fait saisir l'immeuble avant la transcription de cette vente? Exam. doctr., par L.-M. DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1858, 2, 449. (8 col.)

3758. DOMENGET. — De l'effet de l'inscription hypothécaire prise par un créancier du vendeur après l'aliénation, mais avant la transcription du contrat de vente, par DOMENGET, d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVII (2e 1860), p. 334-344.

3759. ÉMION. — Lorsqu'après l'adjudication des biens saisis, la partie saisie vend lesdits biens par acte authentique à un tiers, à charge de se conformer aux prescriptions de l'art. 687 C. pr. civ., qui, de l'adjudicataire ou de l'acquéreur, sera reconnu propriétaire incommutable, dans le cas où le contrat de l'acquéreur aurait été transcrit avant le jugement d'adjudication suivi de surenchère? par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXV, art. 2446.

Cf. MOURLON. Correspondance. — Ap. *Rev. Prat.*, t. Ier, p. 472.

3760. LEFEBVRE. — Quels sont les droits de la masse sur l'immeuble vendu avant la faillite, mais dont la vente n'a été transcrite qu'après? par Alph. LEFEBVRE. — Ap. *J. du Not.*, 8 sept. 1869.

Art. 4.

3761. ÉMION. — Le jugement par défaut prononçant la résolution d'un acte transcrit, doit-il être transcrit ou mentionné en marge de la transcription dans le mois de l'obtention? par V. ÉMION. — Ap. *J. des Cons.*, t. XXII, art. 2082 et 2164.

3762. RIVIÈRE. — Des conséquences du défaut de mention prescrite par l'art. 4 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription. Réfutation de l'opinion de M. Duvergier, par RIVIÈRE, av., d. e. d. — Ap. *Rev. crit.* (1er 1855), p. 524-529.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 10 oct. 1855. V. aussi sup. n° 3719. — Cf. DUVERGIER, *Coll. compl. des lois*, etc., 1855, 3e cahier, p. 67.

Add.: HENNEQUIN. Examen de la question. — Ap. *J. du Not.*, 14 nov. 1855.

Art. 5.

3763. HENNEQUIN. — Loi du 25 mars 1855. Demande d'état; par HENNEQUIN. — Ap. *J. du Not.*, 9 févr. 1856.

3764. LECERRE-SAINGERY. — De la transcription des minutes mêmes, plutôt que des expéditions. Lettre de LECERRE-SAINGERY, not. — Ap. *J. du Not.*, 16-23 fév. 1856.

Add.: HENNEQUIN. Observations. *Ibid.*

V. enc. sup. n° 3648.

Art. 6 et 7.

3765. AUDIER. — Privilège du vendeur. Action résolutoire. Actes conservatoires. Déchéances; par J. AUDIER, j. à Valence. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXIII (1er 1867), p. 437-460 et 558-581.

3766. BOISSONADE. — I. Essai d'une explication nouvelle de la théorie de la transcription, à l'occasion de la mauvaise foi en matière de transcription et d'inscription hypothécaires, par G. BOISSONADE, agr. Fac. de Paris. — Br. in-8. *Paris*, Marescq, 1871.

Extr. de la *Rev. prat.*, t. XXX (2e 1870), p. 537-579.

II. Réponse de M. BOISSONADE [à M. Garsonnet]. — *Ibid.*, t. XXXI, p. 259-271.

Cf. le n° suiv.

3767. GARSONNET. — De la Transcription et spécialement de la mauvaise foi de celui qui invoque le défaut de transcription. Réponse à M. Boissonade, par E. GARSONNET, agr. à Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXI (1er 1871), p. 244-259.

3768. HENNEQUIN. — Transcription. De l'action résolutoire sous la loi de 1855, par HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 26 mars 1856.

3769. MOURLON. — De la Prescription dans ses rapports avec la transcription, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. XIV (2e 1862), p. 49-62.

Question de savoir si l'acquéreur avec juste titre qui n'a pas transcrit, prescrit contre les tiers et par quel délai?

Add. sur la même question: ROLLAND DE VILLARGUES. — L'action en résolution d'une vente d'immeubles se prescrit-elle par dix ans à l'égard des tiers acquéreurs? — Observations crit. sur un arrêt de Paris, du 4 déc. 1828, par ROLLAND DE VILLARGUES, cons. à Paris. — Ap. *Sir.* 1827, 2, 74. (6 col.)

3770. COMBE. — Transcription. Aliénations successives. Privilége; par L.

COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 27 oct. 1866 et suiv.

3771. DUVERGER. — De l'effet de la transcription relativement aux droits du vendeur. Études de jurisprudence et de législation, par A. DUVERGER, prof. Fac. de Paris. — Br. in-8, 157 p. *Paris*, Marescq aîné, 1865.

Cette monogr. est extr. de la *Rev. Prat.*, où ont paru les art. suivants :

I. De l'effet de la transcription d'après la loi du 23 mars 1855. Spécialement : le vendeur est-il propriétaire à l'égard des ayants-cause de l'acheteur, jusqu'à la transcription ? — Ap. *Rev. Prat.*, t. X (2e 1860), p. 161-193.

Cette dissertation ayant été combattue par M. VALETTE (v. le n° suiv.), M. D. répondit par l'art. ci-après :

II. De l'effet de la transcription relativement au privilège et au droit de résolution du vendeur. Question de législation. — *Ibid.*, t. XVIII (2e 1854), p. 448-499 et 529-598.

Cf. aussi le n° 3773.

3772. VALETTE. — De l'effet ordinaire de la transcription relativement au privilège du vendeur, par VALETTE, prof. Fac. de Paris. — In-8, 35 p. *Paris*, impr. Noblet, 1863.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XVI (2e 1863), p. 433-467. C'est la réfutation du 1er art. de DUVERGER, qui précède.

3773. VERDIER. — Des effets de la transcription de la revente relativement aux ayants-cause du vendeur originaire et des moyens d'améliorer la tenue des registres hypothécaires au point de vue de la publicité, par Fern. VERDIER, av. à Nîmes. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1868.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XX (2e 1865), p. 54-71.

M. DUVERGER dans les art. ci-dessus (n° 3771), en approuvant la doctrine de M. V., dans son Traité de la *Transcription* (sup. n° 3725), la critiquait sur un point. C'est à ce propos que M. V. écrivit cette dissert.

Add. : BRESSOLLES. Rapport à l'Acad. de législ. de Toulouse. — Ap. *Rec. de l'Acad.*, t. XVI, p. 59-67.

3774. ***. — Lorsqu'il y a plusieurs ventes successives non transcrites, d'un même immeuble, la transcription du dernier contrat suffit-elle pour affranchir l'immeuble des inscriptions existantes du chef des anciens propriétaires, et qui auraient été requises avant la transcription du dernier contrat ? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIII, art. 2237.

V. enc. inf. sous les art. 2265 et s.

3775. COMBE. — I. Loi sur la Transcription hypothécaire. Abrogation des art. 834 et 835 du C. de proc. civ. Droits du vendeur. Droits du co-partageant, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 2 janv. 1856.

II. Loi sur la Transcription. Des partages. — *Ibid.*, 7 mai 1856.

3776. HÉAN. — Action résolutoire. Créancier hypothécaire. — Celui qui achète un immeuble dont le prix est encore dû à un précédent vendeur, peut-il, en payant le prix de son acquisition entre les mains de celui-ci, qui le subroge à ses droits, empêcher, par une action résolutoire du premier contrat de vente, l'exercice du droit hypothécaire qu'un créancier tient du second vendeur sur cet immeuble, malgré l'offre faite par ce créancier de faire porter, lors de l'adjudication, l'enchère à une somme assez élevée pour que celle versée au premier vendeur soit restituée intégralement ? par HÉAN, ex-not. — Ap. *Rev. prat.*, t. VIII (2e 1859), p. 153-160.

3777. AUDIER. — La déchéance de l'action résolutoire du vendeur est-elle aussi subordonnée à l'existence du privilège, dans le cas où il a été perdu sans la faute du vendeur, comme ceux de faillite ou de succession bénéficiaire? par J. AUDIER. — Ap. *J. du Not.*, 2 juin 1866.

V. aussi *ibid.*, 2 et 23 mai 1866.

3778. DUMOLARD. — Privilége et Action résolutoire du vendeur en cas de faillite de l'acquéreur ou d'acceptation sous bénéfice d'inventaire de sa succession, par DUMOLARD, av. à Grenoble. — In-8, 36 p. *Paris*, Marescq aîné, 1861.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XI (1er 1861), p. 401-430.

3779. PONT. — I. Vendeur non payé. Faillite. Succession bénéficiaire. Privilége. Action résolutoire. — Ap. *Droit*, 5 juin 1858.

II. Du Privilége et de l'Action résolutoire du vendeur, en cas de faillite de l'acquéreur, et en cas de décès suivi d'acceptation bénéficiaire de sa succession. Exam. doctr. — Ap. *Rev. crit.*, t. XVI (1er 1860), p. 289-312 et 385-400.

Cass., Req. 29 déc. 1859.

3780. RIVIÈRE. — De la perte du privilége et de l'action résolutoire du vendeur à défaut de transcription au jour

du jugement déclaratif de la faillite de l'acheteur, par H.-F. RIVIÈRE, d. e. d., av. à Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. XV (2e 1859), p. 433-443.

Cette dissert. a été réfutée par M. PONT dans l'art. qui précède; elle répondait aux critiques du même auteur sur les propositions émises par M. R. Ap. *Questions*, nos 370 et s.

V. enc. sup. nos 2779 et s.

3781. COMTE.— La Transcription sous l'empire du C. civ. est-elle nécessaire pour consolider la vente et la rendre opposable aux tiers? Dissert. de COMTE. — Ap. *Sir.*, 1812. 2, 217 (29 col.), et *Coll. nouv.*, t. III, 1, 244 (27 col.).

3782. — La Donation immobilière faite par un débiteur bien antérieurement à sa faillite, mais transcrite seulement à une époque postérieure à celle où les juges ont fait remonter l'ouverture de la faillite, peut-elle être opposée aux créanciers antérieurs à la transcription? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 322.

Art. 8.

3783. AUDIER. — Des effets de la loi du 23 mars 1855 sur les hypothèques légales de la femme, du mineur et de l'interdit, par J. AUDIER, j. d'inst. à Die. — In-8, 31 p. *Paris*, Maresq aîné, 1865.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XX (2e 1865), p. 167-192.

3784. BELLIER DU CHARMEIL. — Étude sur la déchéance encourue par le mineur sous la tutelle légale du débiteur de la dot par suite du défaut d'inscription de l'hypothèque des reprises matrimoniales dans l'année de la dissolution du mariage, par L. BELLIER DU CHARMEIL, d. e. d., av. à Grenoble. — Ap. *Rec. Jud. du Midi*, t. Ier (1864), p. 181-193.

Cette dissertation, ainsi que les suivantes, ont été motivées par un arrêt de Grenoble du 26 févr. 1862, déféré à la Cour de cass., dont la Ch. civ. a rejeté le pourvoi par arrêt du 2 mai 1866. — (Aff. Chevallier), *Sir.*, 1866, 1, 233. — *Pal.*, 1866, p. 699. — *Dall*, 1866, 1, 241.

Add. : I. D'HECTOR DE ROCHEFONTAINE. Conclusions devant la cour de Grenoble. — Ap. *J. des Arrêts de Grenoble*, 1863, p. 8.

Reprod. extr. ap. *Dall.*, 1863, 2, 69 (5 col.) et ap. *Sir.*, 1863, 2, 76 (5 col.).

II. LABBÉ. Exam. doctr. de l'arrêt de cass. — Ap. *Sir.*, 1866, 1, 233 (8 col.).

V. les nos suiv.

3785. BOUNICEAU-GESMON. — Controverse sur l'interprétation de l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire, par BOUNICEAU-GESMON. — Ap. *Essais et Controverses*, etc.

V. sup. no 64.

Cette monographie se compose des art. suiv., extraits de la *Rev. prat.* :

I. Esprit et portée de l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire. — L'obligation imposée sous peine de déchéance à la veuve et à ses héritiers ou ayants-cause, d'inscrire l'hypothèque légale dans le délai prescrit par l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855, est-elle applicable à l'enfant mineur placé sous la tutelle légale du père, débiteur de la dot, et sur les biens duquel l'inscription doit être prise? par G. BOUNICEAU-GESMON, d. e. d., proc. imp. à Bressuire. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXI (1er 1866), p. 449-489.

Cette dissert. a été écrite avant l'arrêt de cass. (V. la note de l'art. précéd.) Mourlon a publié un art. en réponse (infr. no 3788) qui a provoqué la réplique suivante de M. B.-G :

II. Réponse de M. BOUNICEAU-GESMON à la lettre de M. Mourlon. — *Ibid.*, t. XXIII (1er 1867), p. 97-177.

3786. EYSSAUTIER. — Inscription de l'hypothèque légale de la femme par des incapables sous la tutelle du débiteur de la dot. Les enfants mineurs, sous la tutelle de leur père, débiteur de la dot de leur mère, doivent-ils inscrire l'hypothèque légale protégeant cette dot dans l'année de la dissolution du mariage? par L.-A. EYSSAUTIER, d. e. d., juge à Montélimar. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXII (2e 1866), p. 448-460.

Add. du même, un art. ap. *J. des Arrêts de Grenoble*, 1863, p. 369.

3787. LEFEBVRE. — Hypothèque légale de la femme. Effets à l'égard de ses héritiers mineurs du défaut d'inscription dans l'année de la dissolution du mariage; par A. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 20 juin 1866.

V. enc. *ibid.*, 7 juin 1865.

3788. MOURLON. — I. Sur l'interprétation de l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855, et particulièrement sur la question de savoir si les enfants qui, au décès de leur mère et par suite de leur minorité, passent sous la tutelle de leur père, doivent, sous peine d'encourir la déchéance établie par cette disposition, inscrire, dans l'année qui suit la dissolution du mariage, l'hypothèque légale que leur mère leur a transmise. Examen doctr., par F. MOURLON. — Ap. *Dall.*, 1866, 1, 241 (8 col.).

Cass., 2 mai 1866.

II. Lettre à M. Bouniceau-Gesmon. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXII (2e 1866), p. 193-226.

Cf. sup. no 3785. — MOURLON est décédé peu de temps après avoir écrit cette lettre, qui est sa dernière œuvre juridique.

3789. NICOLLET. — I. A quelle époque le mineur, sous la tutelle légale de son père, encourt-il, comme héritier de sa

mère, la déchéance prononcée par l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855 ? Est-ce par le défaut d'inscription dans l'année qui suit la dissolution du mariage, ou bien cette déchéance ne sera-t-elle encourue que par le défaut d'inscription dans l'année qui suivra la cessation de la tutelle ? par NICOLLET, cons. à Grenoble. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 548-558.

Grenoble, 29 avril 1858. Cette dissert. a été reprod. ap. *J. des Arrêts de Grenoble*, 1859, p. 115-126.

II. Le mineur soumis à la tutelle de son père perd-il le rang attaché à l'hypothèque légale de sa mère, lorsque cette hypothèque n'est pas inscrite dans l'année du décès de celle-ci. Examen doctr. — *Ibid.*, t. XXX (1er 1867), p. 289-321.

Cette étude, qui complète la précédente, a été motivée par l'arrêt de cass. du 2 mai 1866. Elle a été aussi reprod. ap. *J. des Arrêts de Grenoble*, 1867, p. 213-240.

Add. une dissert. de M. PAGÈS, subst. du proc. gén. à Grenoble, adressée à l'Acad. de législ. de Toulouse, et dont l'analyse est donnée dans le t. VII de son *Recueil*, p. 406-411 ; elle paraît être restée inédite.

La question a été discutée à la conférence des av. de Paris le 9 juin 1859 et l'analyse des débats a été rapportée ap. *Rev. prat.*, t. VIII, p. 201-208 ; (art. sé G. MONSARRAT.)

3790. BRIGUIBOUL. — Étude sur l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855, conféré avec l'art. 2146 du C. Nap., par BRIGUIBOUL, d. e. d., juge à Rodez. — Ap. *Rev. crit.*, t. XXV (2e 1864), p. 150-164.

La déchéance encourue s'applique-t-elle à la fois au rang d'hypothèque et au droit de préférence. — Paris, 24 juin 1862.

Add. sur cet arrêt.

THIERCELIN. Examen doctr. Ap. *Dall.*, 1863, 2, 1 (6 col.).

3791. PONT. — Hypothèque légale. Décès du mari. Inscription. Faillite. Acceptation bénéficiaire. Revue critique de la jurisprudence, par P. PONT, cons. C. de Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IV (1863), p. 809-820.

3792. DE FOLLEVILLE. — Question pratique sur l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855. Situation, en vertu de ce texte, des héritiers mineurs d'un pupille, lorsque ces héritiers sont eux-mêmes, non en tutelle, mais sous l'administration légale de leur père, en vertu de l'art. 389 du C. c., par D. DE FOLLEVILLE. — Ap. *Rev. prat.*, t. XL (2e 1875), p. 527-538.

3793. LEFEBVRE. — Hypothèque légale du mineur. Inscription. Décès du tuteur ; par Alph. LEFEBVRE, av. C. de Cass. — Ap. *J. du Not.*, 20 avril 1872.

3794. ROYOL. — L'Hypothèque légale de la femme non inscrite dans le cours de l'année à dater de la dissolution du mariage, se trouve-t-elle éteinte par la transcription de la vente faite par le mari des immeubles sur lesquels elle reposait, de telle sorte que l'acquéreur qui n'a pas rempli les formalités de purge de cette même hypothèque, n'ait point à craindre d'être troublé postérieurement par une action hypothécaire du chef de l'épouse du vendeur, de ses héritiers ou ayants-cause ? Dissertation, par F. ROYOL, avoué à Tournon. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXXII (1857), p. 325.

A la suite : Observations de GODOFFRE.

V. enc. sup. n° 3606.

Art. 9.

a. Généralités.

3795. BERTAULD. — Traité théorique et pratique de la subrogation à l'hypothèque légale des femmes mariées, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — 2e *éd.* refondue et complétée. — 1 vol. in-8, 414 p. *Paris*, Cosse et Marchal, 1864. (6 fr. 50.)

La 1re éd., in-8, 15 ff. 3/4. *Paris*, Durand, 1853.

3796. BEUDANT. — De la Subrogation aux droits d'hypothèque et des sous-ordres, par Ch. BEUDANT, agr. Fac. de Paris. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1866.

Extrait de la *Rev. crit.*, t. XXVIII (1er 1866), p. 30-58 et 210-252.

3797. GARNIER. — De la Subrogation à l'hypothèque légale de la femme mariée. Loi du 23 mars 1855, art. 9 et 11. Par J. GARNIER, d. e. d., av. à Nancy. — Broch. in-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1872. (3 fr.)

3798. HUVELIN. — Subrogation à l'hypothèque légale de la femme, par HUVELIN, not. à Étain. — In-8, 30 p. *Verdun*, impr. Lallemant, 1863.

3799. LABADIE-LAGRAVE. — Essai sur la subrogation à l'hypothèque légale de la femme. Th. D., par LABADIE-LAGRAVE. — In-8, 144 p. *Paris*, Retaux, 1868.

3800. MOURLON. — Loi du 23 mars 1855 en matière hypothécaire. Questions diverses. Correspondance ; par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 560-575, et t. II, p. 476-480.

3801. SAINT-AUBIN. — Étude sur l'hypothèque légale et sur la subrogation à l'hypothèque légale de la femme mariée, par Eug. SAINT-AUBIN, d. e. d., av. — In-8, 232 p. *Paris*, Marescq aîné, 1873. (5 fr.)

Thèse de Doct. modifiée.

3802. Thèses de doctorat :

1. BARBIER. — De la Subrogation à l'hypothèque légale de la femme mariée, par BARBIER. — In-8, *Poitiers*, 1871.

2. CAZEAUX. — *Dº*, in-8, 1870.

3. DESLAVIERS. — *Dº*, in-8, 1868.

4. GÉRARDIN. — *Dº*, in-8, *Paris*. 1860. — Cf. sup. nº 2676.

5. GODIN. — *Dº*, in-8, 1868.

6. GORISSE. — *Dº*, in-8, *Douai*, 1869.

7. GUYOT. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1858.

8. LAINÉ. — *Dº*, in-8. *Paris*, 1866.

9. LAMBEBT. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1867.

10. LIGIER. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1869.

11. MILLY. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1875.

12. PARMENTIER. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1874.

13. PASQUIER. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1873.

14. PAULIAC. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1871.

15. RABOT. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1866.

16. SERVILLE. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1868.

17. VIARD. — *Dº*, in-8, *Paris*, 1874.

Add :

ROLLAND DE VILLARGUES. — Dissertation. — Ap. *Sir. coll. nouv.*, t. VI, 2, 12.

b. Subrogation au profit des Créanciers.

3803. COMBE. — La mention sur les registres hypothécaires d'un acte constatant la cession d'antériorité consentie par une femme, n'engage pas la responsabilité du conservateur qui n'a pas à en apprécier la validité, par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 6 sept. 1871.

3804. DUCRUET. — De l'effet des inscriptions ou des mentions de subrogation à l'hypothèque légale de la femme, par DUCRUET, not. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1860, p. 635 et 673.

3805. FLANDIN. — Femme mariée. Hypothèque légale. Inscription. Subrogation. Loi du 23 mars 1855. Créancier subrogé. Hypothèque spéciale. Étendue de la subrogation. Revue de la jurisprudence, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IV (1863), p. 241-252.

3806. GROSSE. — I. Mémoire à propos de la circulaire du Comité des notaires des départements, du 17 avril 1856, sur la formule de l'inscription d'hypothèque conventionnelle et légale, par GROSSE, anc. not. — Ap. *J. du Not.*, 7, 24 mai, 7 et 15 juin 1856.

La circulaire a été insérée ap. *J. des Not.* et *J. du Not.*

Cette circulaire et le mémoire de M. GROSSE ont soulevé une polémique dont voici quelques éléments :

1. CAQUOT. — Lettre sur le mode d'inscription de la subrogation. — Ap. *J. du Not.*, 3 et 28 mai 1856.

2. DAMOYE. — Quelle doit-être, sous l'empire de la loi du 23 mars 1855, la forme des bordereaux d'inscription, etc. Dissert. par DAMOYE, not. à Nemours. — Ap. *J. du Not.*, 28 mai 1856.

Cf. *ibid.*, 2, 13 févr., 7, 12, 26 mars et 14 mai 1856.

3. HENNEQUIN. — Difficultés sur l'application de l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855. Notes et observations diverses. — Ap. *J. du Not.*, 1er, 7, 15 et 19 mars, et 14 mai 1856, 6 et 9 avril 1859.

4. NIOBEY. — Lettre sur le même sujet. — *Ibid.*, 4 juin 1856.

5. ROHAULT. BURTZ. PISSOT. COMBE. — Lettres sur la même question et Observations. — *Ibid.*, 13 févr. et 3 déc. 1856.

6. — Subrogation dans l'hypothèque légale de la femme, art. 9 et 11 de la loi sur la Transcription. Questions sur les difficultés que soulève la nouvelle loi. — Ap. *Contrôl. de l'Enr.*, 1855 et 1856. — Reprod. ap. *J. du Not.*, 23 janv. et 2 févr. 1856.

7. — Hypothèque légale. Subrogation. Mention. Bordereau. Réquisition. — Ap. *J. de l'Enreg.* 1856. Reprod. Ap. *J. du Not.*, 26 avril et 10 mai 1856.

8. — Observations diverses. — Ap. *J. du Not.*, 13 févr., 12, 19 et 26 mars 1856, 28 janv. 1857.

II. Loi du 23 mars 1855. De la radiation des inscriptions requises par le créancier subrogé à l'hypothèque légale de la femme. Dissertat. — Ap. *J. du Not.*, 3, 8, 12, 15, 19 oct. 1859.

3807. HENNEQUIN. — Observations sur le même sujet. — *Ibid.*, 2, 6, 9, 13 juin 1860.

Add. :

I. *Du même.* — L'inscription prise par le créancier auquel une femme mariée sous le régime de la communauté a cédé la créance qu'elle a contre son mari, profite-t-elle à ce créancier seul, ou profite-t-elle aussi à la femme ? — *Ibid.*, 3, 7 avril 1858.

II. Observations. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1859. Reprod. Ap. *J. du Not.*, 26 oct. 1859.

3808. MOURLON. — Du mode de publicité appliqué par la loi nouvelle aux subrogations, dans l'hypothèque légale des femmes et au privilége du vendeur, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. II (2e 1856), p. 494-530.

3809. PONT. — De la publicité des subrogations à l'hypothèque légale de la femme, et spécialement de l'effet de la simple mention sur les registres du conservateur, tant d'après le C. Nap. que d'après la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription, par P. PONT, d. e. d., juge à Paris. — In-8. *Paris*, Cotillon, 1857. (3 fr.)

Cette monographie est réunie à celle du même auteur sur les *Reprises et prélèvements de la femme mariée* (v. sup. n° 2586). Elle est extraite de la *Rev. crit.*, t. IX (2e 1856), p. 97-154, et t. XI (2e 1857), p. 1-37. Elle a été écrite à propos d'un arrêt notable de Cass. civ., 4 févr. 1856. Un extrait du premier art. a été reproduit ap. *J. du Not.*, 15, 19 nov. 1856.

Sur l'arr. de Cass., 4 févr. 1856, Add. Notes de DEVILLENEUVE et de GAUTHIER. — Ap. *Sir.*, 1855, 1, 193 (4 col.).

V. enc. : — Le créancier subrogé à l'hypothèque légale de la femme est-il dispensé comme elle de toute inscription pour la conservation de son droit hypothécaire ; et en cas de deux subrogés successifs, le premier en date primera-t-il le second, encore que ce second ait fait le premier inscrire son hypothèque ? — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XV, p. 820.

II. De l'effet de l'inscription du créancier subrogé, par rapport à l'hypothèque légale de la femme, et des états partiels sur transcription. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1860. (2 fr.)

III. Hypothèque légale. Droit de suite. Droit de préférence. Subrogation. Publicité. Mention. Créancier subrogé. Réserve des effets de l'inscription dans l'intérêt de la femme. Revue de la jurisprudence. — Ap. *Droit*, 4 mars, 7, 11 juill. 1859.

Cf. *Ibid.*, 10 et 11 avril 1858.

IV. De la publicité de l'hypothèque légale de la femme et spécialement du rôle qui appartient au conservateur des hypothèques. — Br. in-8. *Paris*, Cotillon, 1861. (2 fr.)

3810. DE RAYNAL. — L'inscription d'hypothèque légale de la femme prise par un créancier subrogé, profite-t-elle à la femme ou seulement au créancier, lorsqu'elle a été prise à son profit exclusif et non dans l'intérêt et en vertu d'un mandat de la femme? Réquis. de l'av. gén. DE RAYNAL. — Ap. *Sir.*, 1861, 1, 216 (6 col.). — *Dall.*, 1861, 1, 65 (5 col.).

Cass. 5 févr. 1861 (Chouteau) sur pourvoi contre l'arrêt d'Orléans, 4 août 1859. Le *Rec. Dall.* donne en outre en extr. les plaidoiries des avocats (6 col). Les débats de cette affaire sont donnés ap. *Gaz. Trib.*, 4 et 10 févr. 1861, et ap. *Droit*, même date.

Add. sur la même affaire : I. De la nature et des effets de l'inscription de l'hypothèque légale de la femme requise cumulativement avec celle de l'hypothèque conventionnelle par le créancier subrogé. De la radiation de cette inscription. — In-8. 15 p., *Orléans*, impr. Morand et Bouget, 1859.

II. Note des délégués des notaires des départements sur la question de radiation de l'hypothèque légale de la femme soumise à la Cour de cass., par suite de l'appel interjeté (*sic*) contre l'arrêt de la Cour impériale d'Orléans du 4 août 1859. — Ap. *J. du Not.*, 20 et 23 juin 1860.

3811. ***. — Lorsqu'en vertu d'une obligation consentie par deux époux, le créancier requiert l'inscription de l'hypothèque légale de la femme à laquelle il a été subrogé, et sans la limiter aux biens affectés à la sûreté de l'obligation, cette hypothèque légale s'étend-elle à tous les biens du mari ? — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXV, art. 2407.

3812. CARETTE. — La femme qui accepte la communauté et qui y fait ainsi tomber ses apports, détruit-elle par là l'effet de la cession qu'elle avait faite antérieurement de ses droits et reprises à un tiers avec subrogation dans le bénéfice de son hypothèque légale : le tiers peut-il exercer un droit de privilége et de préférence que la femme ne pourrait plus exercer ? Dissertat. par A. CARETTE. — Ap. *Sir.*, 1849, 1, 465 (8 col.).

Cass., 30 avril 1849 (Bellavoine).

c. Renonciation au profit des acquéreurs (1).

3813. AMIAUD. — Études de droit pratique. De la Renonciation à son hypothèque légale par la femme du vendeur au profit de l'acquéreur, par Alb. AMIAUD, not. à Vars (Charente). — Études extraites de la *Rev. prat. de Droit franc*, suivies : 1° d'une réponse à l'auteur, par M. VERDIER, auteur du *Traité sur la Transcription hypothécaire ;* 2° d'un Appendice contenant de nombreux extraits des auteurs. —

(1) Une pétition a été adressée au Sénat par le notaire Daulnoy à l'effet de faire trancher législativement les difficultés relatives aux effets, à l'égard des tiers, de la subrogation au profit de l'acquéreur. V. le rapport de M. Lacaze, le 16 avril 1869. Ap. *Monit.*, reprod. ap. *J. du Not.*, 21 avril 1869. — Add : *ibid.*, 5 mai 1869.

1 vol. in-8, 375 p. *Paris*, Marescq aîné, 1869. (5 fr.)

Ce titre n'est pas exact, car le livre est autant l'œuvre de M. VERDIER que de M. AMIAUD. En effet, la *Rev. prat.* a publié de ces deux écrivains, sur la question débattue, les articles suivants:

I, VERDIER. — De la Subrogation de l'acquéreur à l'hypothèque légale de la femme de son vendeur, par F. VERDIER, av. à Nîmes. — T. XXIV (2e 1867), p. 209-227.

II. AMIAUD. — De la Subrogation de l'acquéreur à l'hypothèque légale de la femme de son vendeur. Réponse à M. VERDIER sur l'interprétation de l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855. — *Ibid.*, p. 481-512.

III. VERDIER. — *Même titre.* Réponse à M. AMIAUD. — *Ibid.*, t. XXVI., p. 5-66.

IV. AMIAUD. — *Même titre.* Réplique à M. VERDIER. — *Ibid.*, t. XXVII, p. 58-158.

V. VERDIER. — *Même titre.* Réplique à M. AMIAUD. — *Ibid.*, t. XXVIII, p. 413-469.

Add. *du même :* — De la renonciation de la femme du vendeur à son hypothèque légale au profit de l'acquéreur. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. IX (1868), p. 263-271.

M. A. a en outre inséré sur le même sujet, et en réponse à un art. de M. A. LEFEBVRE, une lettre ap. *J. du Not.* 2 juin 1869. Cf. infr. n° 3819.

3814. BERGER. — Étude sur la renonciation à l'hypothèque légale de la femme, dans ses rapports avec l'acquéreur, par BERGER, not. à Bourganeuf. — Ap. *J. des Not. et des Av.*, 1861, p. 181.

Cette étude est la réponse à l'art. 3803, sup.

3815. COMBE. — I. Lorsque la femme a comparu dans l'acte de vente du propre du mari pour renoncer à son hypothèque légale, l'acquéreur est-il obligé, indépendamment de l'acte de transcription de l'acte, de faire inscrire cette renonciation ? La renonciation de la femme peut-elle être faite valablement dans un acte de vente sous seing privé ? par L. COMBE. — Ap. *J. du Not.*, 12 mars 1856.

II. Hypothèque légale de la femme. Renonciation. Acquéreur. Acte privé. — *Ibid.*, 24 févr. 1866.

Cf. *Ibid.*, 2 et 13 févr. 1856 et sup. n° 3803.

3816. DUCHESNEAU. — Question sur l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, par DUCHESNEAU, d. e. d., av. à Louhans. — Ap. *Rev. crit.*, t. XI (2e 1857), p. 188-192.

L'acquéreur d'un bien propre du mari ou dépendant de la communauté doit-il faire inscrire la renonciation à l'hypothèque légale résultant à son profit de l'intervention de la femme à l'acte de vente ? — Reprod. ap. *J. du Not.*, 2 janv. 1858.

Cf. un art. de LEROUX, ap. *Contrôl. de l'Enr.*, 1856, art. 10689 et sup. n° 3730.

3817. DUJARDIN. — De la Renonciation de la femme à son hypothèque légale au profit de l'acquéreur du bien du mari ou de la communauté. Dissert. par DUJARDIN, not. à Mulhouse. — Ap. *J. du Not.*, 2, 6, 9, 13 oct. 1869.

Dall., 1864, 2,193. Exam. doctr. de THIERCELIN (4 col.). Lyon, 22 déc. 1863, et Cass., 29 août 1866 (Francon); et *Dall.*, 1867, 1, 49. Exam. doctr. (6 col.). — *Sir.*, 1867, 1, 9. Exam. doctr. d'Em. MOREAU (6 col.).

3818. ÉMION. — L'acquéreur en faveur duquel la femme du vendeur a renoncé à son hypothèque légale dans l'acte de vente où elle a figuré comme co-venderesse, acte qui a été transcrit, peut-il opposer cette renonciation aux tiers que la femme a depuis subrogés dans cette hypothèque, s'il n'en a pas requis avant eux l'inscription ou la mention prescrite par l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855 ? par V. ÉMION. — Ap. *J. des Conserv.*, t. XXIII, art. 2219.

Add. autre art. anonyme. — *Ibid.*, t. XXVI, art. 2574.

3819. LEFEBVRE. — Hypothèque légale de la femme. Vente des immeubles du mari. Concours de la femme à la vente ou au paiement du prix. Subrogation. Inscription. Transcription, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de cass. — Ap. *J. du Not.*, 5 sept., 15 et 17 oct. 1866; 25 janv. 1868; 22, 26 mai et 7 juill. 1869.

A propos de l'arrêt de cass. du 29 août 1866, (cf. sup. n° 3817), et d'un autre arrêt de cass. du 30 mars 1869.

3820. MOURLON. — I. Subrogation à l'hypothèque légale de la femme. Renonciation. Tiers acquéreur, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 180-192.

II. De la règle que les subrogations et renonciations à l'hypothèque légale des femmes doivent être consenties en la forme authentique. Sa sanction. Quels cas elle embrasse. De l'acte sous seing privé par lequel la femme garantit solidairement la vente de l'immeuble grevé de son hypothèque légale. — *Ibid.*, p. 289-307.

3821. PONT. — I. Hypothèque légale. Créancier subrogé. Revue critique de la jurisprudence. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 817-829, et t. VIII, p. 161-171.

Cass. civ., 2 mai et 29 août 1866. Cf. sup. n° 3817.

II. Hypothèque légale. Renonciation de la femme en faveur d'un tiers acquéreur. Caractère et effets de la renoncia-

tion. — *Ibid.*, t. VIII (1867), p. 883-893.

III. Hypothèque légale de la femme. Aliénation des immeubles du mari. Renonciation. Inscription. — Ap. *Droit*, 8 mars 1868.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 18 mars 1868.

IV. De la mission du conservateur des hypothèques en ce qui concerne la radiation des inscriptions prises par un créancier subrogé, et la délivrance des états sur transcription. — Ap. *Rev. crit.*, t. XV (2e 1859), p. 193-218.

Cass. 2 juin 1858 et 26 juillet 1859. En rapportant ce dernier arrêt, le Rec. *Sir.*, 1859, 1, 641, reproduit le 1er § de l'Examen doctr. ci-dessus.

3822. ***. — La Renonciation dans un acte de vente par la femme du vendeur à son hypothèque légale au profit de l'acquéreur peut-elle être opposée aux tiers qui ont été subrogés à cette hypothèque même après la transcription de la vente, si l'acquéreur n'a pas requis avant eux l'inscription ou la mention prescrite par l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855 ? — Ap. *J. des Not. et des Av.*, t. XCV, p. 135.

A propos de l'arrêt de Lyon du 22 déc. 1863, cf. sup. no 3817 et s.

Art. 10 et 11.

3823. AUDIER. — Des Effets transitoires de la loi du 23 mars 1855, relatifs à l'inscription des hypothèques légales, par J. AUDIER, J. suppl. à Bourgoin. — Ap. *J. des Avoués*, t. LXXXVII (1862), p. 80-96.

3824. DUCRUET. — Inscription à prendre pour conserver les droits des créanciers subrogés avant le 1er janvier 1856, à l'hypothèque légale des femmes, des emprunteurs, par DUCRUET, not. à Lyon. — Ap. *J. du Not.*, 13 déc. 1856.

3825. MOURLON. — Subrogations à l'hypothèque légale de la femme antérieures au 1er janvier 1856. Doivent-elles être rendues publiques lorsque la subrogeante est devenue veuve soit depuis, soit avant cette époque ? Les subrogés ne doivent-ils pas, tout au moins, inscrire l'hypothèque qui leur a été cédée ? Solutions négatives, par F. MOURLON. — Ap. *Rev. prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 420-429.

3826. ***. — Observations sur les dispositions transitoires de l'art. 12 de la loi du 23 mars 1855. — Ap. *J. du Not.*, 8 décembre 1855 et 3 déc. 1856.

Art. 12, nt.

HYPOTHÈQUE MARITIME.

Loi du 10 déc. 1874.

3827. — I. Proposition de loi ayant pour but de rendre les navires susceptibles d'hypothèques. Séance du 29 juillet 1872. — Ap. *J. Offic.*, 26 août 1872.

II. Rapport de M. GRIVART. — *Ibid.*, 24, 27 avril 1874.

III. Discussion de la loi. — *Ibid.*, 23 mai, 28 juin, 1er juillet, 11 décembre 1874.

3828. — Note de la conférence des avoués de 1re inst. des départ. sur la proposition de loi ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques. — Ap. *J. des Av.*, t. XCVIII (1873), p. 385-392.

3829. ESTRANGIN. — Étude sur l'hypothèque maritime. Discours prononcé le 14 nov. 1866 à la séance solennelle de rentrée de la conférence des av. de Marseille, par L. ESTRANGIN. — In-8°, 67 p., *Marseille*, Barlatier-Feissat et Demonchy, 1867.

3830. DE VALROGER. — Du projet de loi sur l'hypothèque maritime, par L. de VALROGER, av. C. d. cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXV (1er 1873) p. 82-100.

V. ap. *Droit*, *Gazette*, etc.

3831. ALAUZET. — Commentaire de la loi du 10 déc. 1874 sur l'hypothèque maritime, par J. ALAUZET, proc. Rép. à Barbézieux. — Br. in-8, *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1877. (2 fr.)

3832. CRESP et LAURIN. — Cours de droit maritime de CRESP, annoté, complété et mis au courant de la jurisprudence la plus récente, par A. LAURIN, prof. Fac. d'Aix. Mer, Navires, *Hypothèque maritime*, etc. (Art. 190 à 272 C. com. et loi du 10 déc. 1874.) — 1 vol. in-8. *Aix*, Makaire, 1876. (9 fr.)

3833. HERBAULT. — De l'Hypothèque maritime. Commentaire de la loi du 10 décembre 1874, par Paul HERBAULT, av., d. e. d. — 1 vol. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1876. (5 fr.)

3834. LYON-CAEN. — L'Hypothèque maritime, par Ch. LYON-CAEN. — Ap. *Gaz. Trib.*, 1er et 2 avril 1875.

3835. MALLET. — L'Hypothèque maritime, au point de vue théorique et pratique avec introduction concernant le crédit maritime de France, avec la loi du 10 déc. 1874, et suivie d'annexes comprenant, entre autres documents, les modèles des registres hypothécaires, les formules de l'administration, sur certains contrats d'hypothèque maritime usités à l'étranger, etc., par Em. MALLET, av., d. e. d. — 1 vol. in-8, 213 p., *Paris*, Marchal, Billard et Cie, 1877 (1876). (4 fr.)

Ce livre est le développement de la thèse de doct. de l'auteur. — In-8, 136 p. *Paris*, impr. Dumaine, 1876.

V. Compte-rendu de DE VALROGER, ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 423.

3836. MOREL. — Quelques réflexions sur la loi nouvelle qui vient de créer l'Hypothèque maritime, par L. MOREL. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 5-19.

3837. MOREL. — Commentaire théorique et pratique de la loi du 10 déc. 1874 sur l'hypothèque maritime, précédé d'une Étude sur le caractère juridique de la propriété maritime, considérée comme instrument de crédit avant la loi nouvelle, et suivi d'un Appendice renfermant le texte des articles du *Merchant Shipping Act* de 1854 et de 1855 et du Code de commerce italien, avec les formules les plus importantes des actes et des contrats usités dans la pratique de l'hypothèque maritime, par Tranquille MOREL, av. à Caen. Ouvrage couronné par la Fac. de droit de Caen. — 1 vol. in-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1875. (5 fr.)

Bon comment. de la loi de 1874. L'auteur avait précédemment écrit un mémoire, couronné par la Fac. de Caen sur la question suiv. : « Des droits des créanciers sur les navires, et des modifications qui pourraient y être apportées, notamment au point de vue d'un régime hypothécaire. » — V. compte-rendu de GONSE, ap. *Rev. crit.*, 1876, p. 76.

3838. A***. — Hypothèque maritime. Explication de la loi des 18-21 déc. 1874, par A***. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVI (1875) p. 139-145, 219-223 et 306-313.

V. enc. sup. PONT et autres.

Renvoi au droit commercial.

3839. LECESNE. — I. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 déc. 1874 sur l'hypothèque maritime, par J. LECESNE, dép. Séance du 16 juillet 1876. — Ap. *J. Offic.*, 2 et 3 juill. 1876.

La modification proposée porterait sur les art 2 3, 10, 11, 15, 17, 26 et 29.

II. Rapport sur cette proposition. Séance du 16 juin 1877. — *Ibid.*, 11 juillet 1877.

3840. BILLETTE. — Révision de la loi du 10 déc. 1874 sur l'Hypothèque maritime, par Ad. BILLETTE, direct., etc. — In-16, 87 p., *Paris*, impr. Dubuisson et Cie, 1875.

Add. *du même :* — L'Hypothèque maritime et ses conséquences. Examen des principales dispositions de la loi du 10 déc. 1874, se rattachant aux assurances maritimes. — Gr. in-18, 71 p., *Paris*, imp. Dubuisson et Cie, 1875. (75 c.)

3841. MASSIGLI. — Examen d'un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 10-22 déc. 1874, par Ch. MASSIGLI, av. à Aix. — Ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 350-365.

APPENDICES

I. *Crédit Foncier*

3842. BOURGADE. — Le Crédit foncier de France, le Crédit agricole et les emprunteurs. Exposé pratique des statuts, lois qui régissent ces deux sociétés, par BOURGADE. — In-8. *Paris*, P. Dupont, 1862. (*Rare.*)

3843. DESSOLIERS. — Du Crédit foncier. Th. d., par Fel. DESSOLIERS. — In-8, 384 p., *Paris*, Pichon, 1873. (7 fr. 50.)

3844. DUPLAN. — Le Crédit foncier expliqué par P. DUPLAN, ex-représent. — Br.

3845. JOSSEAU. — Traité du Crédit foncier, suivi d'un traité du Crédit agricole et du Crédit foncier colonial. Contenant l'explication théorique de la législation spéciale, le texte des décrets, lois, statuts, formules d'actes, tarifs d'annuités, tables d'amortissement, etc., documents officiels sur les institutions de Crédit foncier dans les divers États de l'Europe, par J.-B. JOSSEAU, av., anc. dép., etc. 2e *éd.* augm. par l'auteur, avec la collaboration de M. MICHOT, anc. not., etc. — 2 vol. in-8, *Paris*, Cosse, Marchal et Billard, 1872. (16 fr.)

La 1re éd. en 1 vol. in-8, *Paris*, impr. Cosse, 1854 (1853).

L'ouvrage est divisé en deux parties : la première contenant le commentaire, la deuxième les textes des lois, statuts, etc. Dans la 1re partie, l'auteur expose la théorie des sociétés de crédit foncier en général et de celle du Crédit foncier de France en particulier; puis il traite des prêts et opérations s'y rattachant; des priviléges établis pour la sûreté et le recouvrement de ces prêts; des obligations émises et du mode de réalisation du prêt. M. J. a fait de cette matière une étude approfondie depuis 1850, époque où il fut chargé d'analyser les documents réunis au ministère de l'agriculture et du commerce : *Des Institutions de Crédit foncier et agricole dans*

les divers États de l'Europe. 1 vol. in-8. *Paris,* Impr. nat., 1851.

Ayant pris ainsi une part considérable à l'organisation du Crédit foncier, il était des plus autorisés pour commenter les décrets qui l'ont institué; il s'est montré, dans l'accomplissement de son œuvre savant économiste, et habile écrivain.

V. art. crit. de E. PINARD, ap. *Gaz. Trib.,* 15 déc. 1853; — de GALLIEN, ap. *Droit*, 2 mai 1861; — de REVERCHON, *ibid.*, 22 avril 1872.

Des extraits de l'ouvrage de M. J. ont été insérés dans divers recueils avant sa publication, notamment :

1. Mode de réalisation du prêt. — Ap. *Droit,* nov. 1853, et *J. du Not.*, 9 nov. 1853.

2. Formalités de la Purge. — Ap. *Gaz. Trib.,* nov. 1853, et *J. du Not.*, 5 et 9 nov. 1853.

3. Société de Crédit foncier. — Ap. *Monit.*, mars 1852, et *J. du Not.*, 10 mars 1852.

3846. RAMBAUD DE LAROQUE. — Etude sur la Société du Crédit foncier en France, par RAMBAUD de LAROQUE. — 1 vol. in-8. *Paris*, Larose, 1874. (4 fr.)

Th. de doct. modifiée.

3847. VALDENAIRE. — Du Crédit foncier de France, par VALDENAIRE. — In-8, 1860. (*Rare.*)

3848. VATIN. — Du Crédit foncier. Th. d. par VATIN. — In-8, *Paris,* 1873.

3849. — Crédit foncier de France. Instructions générales pour l'examen des demandes de prêts, la vérification des titres de propriété, la rédaction des contrats, les formalités hypothécaires et celles de purge. — In-8. *Paris,* P. Dupont, 1860. (2 fr.)

3850. — Code formulaire du Crédit foncier en France. — In-8, 1853 (1 fr. 50).

3851. DUVAL. — Instruction sommaire sur le Crédit foncier de France, par DUVAL. — In-32, 1858. (0 fr. 30).

3852. GRANIÉ. — Gratuité du Crédit foncier, par GRANIÉ. — Gr. in-8°, 1866. (3 fr. 50.)

3853. LEHIR. — Guide manuel des fondateurs, directeurs, administrateurs des Sociétés de Crédit foncier; Commentaire du décret du 28 février 1852, par LEHIR. — In-8. *Paris,* Durand, (6 fr.)

3854. BERTIN. — Projet de loi sur le Crédit foncier, par BERTIN. — Ap. *Droit,* 23 mai 1853.

3855. MARTOU. — De l'intervention de l'État dans l'organisation du Crédit foncier, par MARTOU, av. à Bruxelles. — Ap. *Revue Wol.*, t. XXXIX, p. 366-373.

3856. ROSSI. — Rapport sur la mobilisation du Crédit foncier, par ROSSI. — Ap. *Mém. de l'Acad. des Sc. mor.*, 1848.

Reprod. ap. *Rev. Wol.*, t. X (1848), p. 386-394.

3857. SÉNARD. — Du Crédit foncier et de la Réforme hypothécaire, par SÉNARD. — Ap. *Droit,* août 1849.

Reprod. en partie ap. *J. du Not.*, 8, 11 et 18 août 1849.

3858. WOLOWSKI. — De l'Organisation du Crédit foncier, par L. WOLOWSKI, d. e. d., etc. — In-8, 8 ff. *Paris,* Guillaumin; — Durand; — Videcoq, 1849.

Extr. de la *Rev. W.*, t. XXXIII (1848), p. 198-314.

Add. du même auteur :

1. Mobilisation du Crédit foncier. *Ibid.*, t. X, p. 241-276.

2. Rapport fait au Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures, au nom de la commission chargée de la question relative au Crédit foncier. *Ibid.*, t. XXXVII, p. 97-118.

3. Le Crédit foncier en Belgique. *Ibid.*, t. XXXIX, p. 193-227.

4. Du Crédit foncier. *Ibid.*, t. XLIII, p. 62-94.

3859. — Divers articles sur l'organisation du Crédit foncier. — Ap. *J. du Not.*, 24 août et 7 sept. 1850; 18 et 22 janv. 1851; 17 mars, 14 avril, 19 juin, 15 déc. 1852.

V. enc. infr. *Réforme hypothécaire.*

II. *Réforme hypothécaire*

La réforme hypothécaire n'a pas cessé d'être à l'ordre du jour depuis plus d'un demi siècle. C'est en 1826 que Casimir Périer en prit en quelque sorte l'initiative et ouvrit la campagne en instituant un concours dont le prix était une somme de 3000 fr. qu'il consacrait à cette œuvre. Il n'était pas inutile de le rappeler, parce que le fait a été trop souvent oublié. Plusieurs des écrits que nous indiquerons plus loin ont été provoqués par cette généreuse pensée.

(V. aussi sup. nos 3081 et s., 3383.)

Voici quel en était le programme :

« Quels sont en France les vices et les lacunes des dispositions législatives et administratives concernant le prêt hypothécaire?

« Quels sont les obstacles qui s'opposent à la direction des capitaux vers cette nature d'emploi?

« Quelles seraient enfin les meilleures dispositions à établir pour former, sur cette partie, le projet de législation le plus complet et le plus en harmonie avec les besoins du fisc, ceux des emprunteurs et les garanties qu'ont droit d'exiger les prêteurs? »

En 1838 des *Comités d'office* furent institués pour l'*Amélioration du régime hypothécaire.*

Le programme a été depuis repris par Martin (du Nord), garde des sceaux, dans sa circulaire du 7 mai 1841 adressée aux cours et Facultés de droit. Nous donnerons d'abord les documents qui sont résultés de cette enquête officielle.

a. *Documents officiels*

3860. — Travaux des trois comités d'office constitués pour l'amélioration du régime hypothécaire combiné avec le

cadastre. Premier projet de loi relatif à la conservation du cadastre parcellaire. — In-8, 2 ff. 1/4. *Paris*, impr. Dupont, 1835.

3862. — Troisième projet de loi relatif au régime hypothécaire. — In-8, 3 ff. *Ibid.*, 1835.

Le 2e projet était relatif aux biens des femmes, mineurs, etc.

3863. — Documents relatifs au régime hypothécaire et aux réformes qui ont été proposées. Publiés par ordre de M. MARTIN (du Nord), garde des sceaux, etc. — 3 gros vol. in-8, *Paris*, Impr. royale, 1844.

Ces volumes contiennent les avis des Cours et Facultés; ils ont été adressés à tous les parquets de France.

V. sur cette publication :

I. GUYHO. — Examen critique des documents relatifs à la Réforme hypothécaire, publiés par M. le garde des sceaux, par GUYHO, proc. du roi à Jonzac. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXI (1844), p. 197-210, et t. XXII, p. 24-47.

II. Articles. Ap. *Gaz. Trib.*, 9 et 18 nov. 1844.

Quelques-uns des Avis des Cours et Facultés ont été en outre publiés séparément :

1. — Rapport fait le 11 janvier 1842, à la Cour royale de Paris, réunie en Assemblée générale au nom d'une Commission chargée d'étudier les modifications à faire à la partie du Code civil relative aux Privilèges et Hypothèques. — In-4, 4 ff. 1/2. *Paris*, impr. Gros, 1842.

2. — Rapport de la Commission nommée par la Cour royale de Poitiers pour l'examen de notre régime hypothécaire. — In-8, 5 ff. 3/4. *Poitiers*, impr. Saurin, 1842.

3. RISTON. — Observations sur les réformes à apporter à notre régime hypothécaire (par RISTON, Conseiller à la Cour de Nancy, chargé de la rédaction du rapport au nom de la Cour). — Ap. *Rev. Wol.*, t. XVI (1842), p. 442-476.

4. — Des Réformes à apporter dans la législation hypothécaire, sous le point de vue de la publicité des hypothèques et des autres droits réels immobiliers. Rapport adressé par la Faculté de droit de Paris. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. IX (1842), p. 601.

Add. :

S. VALETTE. — Examen du rapport adressé à M. le garde des sceaux par la Faculté de Toulouse sur les réformes à introduire en matière de Privilèges et d'Hypothèques, par VALETTE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XII, p. 52 et 817.

3864. — Réforme hypothécaire. — Procès-verbaux de la commission des hypothèques, présidence du comte Portalis. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXV (1849), p. 78-116.

3865. BRESSON. — De la Circulaire de M. le garde des sceaux sur la Réforme hypothécaire, par BRESSON, subst. proc. gén. à Paris. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XIV (1841), p. 206-234.

La circulaire a été insérée *ibid.* t. XXI, p. 211.

3866. ROUGET. — Réforme hypothécaire. Projet de décret proposé à la Chambre des représentants par la pétition de ROUGET, not. hon., déposée par le cit. GIRARD, l'un de ses membres, dans la séance du 7 juin 1848. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. René, 1848.

3867. PERSIL. — Rapport sur la réforme hypothécaire. — Gr. in-8, *Paris*, impr. nat., 1850.

3868. VALETTE. — Discours prononcés par M. VALETTE, représ. du peuple, prof. à la Fac. de dr. de Paris, dans la discussion du projet de loi relatif à la révision du régime hypothécaire. — In-8, 3 ff. 1/4, *Paris*, impr. Panckouke, 1851.

Extr. du *Monit.*, 18, 19, 24 et 26 déc. 1850, 13 et 16 fév. 1851.

3869. DE VATIMESNIL. — I. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Pougeard et le projet de loi présenté par le gouvernement sur les Privilèges et hypothèques, par M. de VATIMESNIL. représ. du p. Séance du 25 avril 1850. — In-4, 29 ff. 1/2. *Paris*, impr. H. Noblet, 1850.

II. Réforme hypothécaire. Rapport fait par M. de VATIMESNIL au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Pougeard et le projet de loi présenté par le gouvernement sur les Privilèges et hypothèques. — In-8, 7 ff. 1/4, *Paris*, impr. Brière, 1850.

La partie générale de ce rapport a été reprod. ap. *Rev. Wol.*, t. XXXIX (1850), p. 91-150. — Ap. *J. Not.*, 18, 22 mai 1850.

Cf. infr. n° 3905.

3870. WOLOWSKI. — Réforme hypothécaire. (Observations sur le rapport de M. de Vatimesnil), par L. WOLOWSKI. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXXIX, p. 244-315, et XL, p. 195-204.

V. enc. : Exposé des motifs du projet de loi sur les Privilèges et Hypothèques. Observations à ce sujet. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII (1850), p. 269.

b. *Ouvrages et écrits divers*

3871. ALLEMAND. — Examen du régime hypothécaire établi par le C. civ. et des améliorations dont il est susceptible, par ALLEMAND. — In-8, 10 ff. *Riom*, Thibaud, 1837. (3 fr. 50.)

3872. ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH. — De la Révision de nos lois hypothécaires selon les bases arrêtées par une commission avant la Révolution de 1848,

par ANTHOINE de SAINT-JOSEPH.— Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVI (1849), p. 47 et 222.

3873. BERRIAT SAINT-PRIX. — Perfectionnement du mode de publication des droits réels, par Fél. BERRIAT SAINT-PRIX, av., d. e. d. — Ap. *Rev. crit.*, t. VIII (1er 1856), p. 545-553.

3874. BRAINE. — De la Révision du cadastre. Crédit foncier. Crédit agricole. Observations pratiques par BRAINE, not. à Arras. — 1 vol. in-4°, *Arras*, chez l'auteur, 1869.

Add. : Art. ap. *J. du Not.*, 13, 16 et 26 juin 1866.

3875. BURETEY. — Du Régime hypothécaire et vues d'améliorations de ce système, par BURETEY, not. à Beaune. — In-8, *Paris*, Videcoq, 1838. (4 fr.)

3876. DECOURDEMANCHE. — Du danger de prêter sur hypothèque et d'acquérir des immeubles, ou vues d'améliorations du régime hypothécaire et du cadastre combinés entre eux, etc., par A. DECOURDEMANCHE, av., d. e. d. — 3e *éd.*, corrigée et augm. — In-8, 31 ff. avec 8 planches. *Paris*, Ve Ch. Béchet, 1830. (7 fr.)

D. est un des apôtres de la réforme hypothécaire. Son livre est un de ceux qu'a fait naître le concours institué par Cas. Périer (V. sup. p. 336). La 1re éd. est de 1828, 10 ff., 6 tabl. et 2 pl. La 2e, de 1829, 11 ff. et 6 tab. *Paris*, Moreau. — L'auteur a inséré un art. sous le titre de : Vues d'amélioration du système hypothécaire actuel, ap. *Gaz. Trib.*, 11 et 31 oct. 1828.

3877. DELAHAYE. — Le Crédit vrai. Études sur l'établissement du Crédit pour la propriété foncière et l'agriculture par la suppression des hypothèques et des privilèges, par C. DELAHAYE. — In-8. *Paris*, Dentu, 1859. (1 fr. 50.)

3878. DUCRUET. — Enquête agricole. Études sur la réforme du système hypothécaire, par DUCRUET, not. à Lyon. — In-4°, 27 p., *Lyon*, impr. Mougin-Rusand, 1867.

Inséré ap. *J. du Not.*, 8, 12, 15 févr. 1868.

3879. DUFRESNE. — De la Révision des systèmes hypothécaires, par L.-G.-S. DUFRESNE, av. à Orléans. — Br. in-4°, *Paris*, Durand, 1849.

3880. DUPRAY. — Régime hypothécaire. Modifications à apporter au point de vue : 1° des hypothèques légales et des hypothèques judiciaires, etc., précédées d'observations sur le Crédit foncier et l'agriculture, accompagnées de notes statistiques, par P. DUPRAY, anc. avoué, etc. — In-8, 5 ff. *Paris*, impr. F. Didot, 1850.

3881. DURAND. — I. Projet de loi sur la réforme hypothécaire, par Hipp. DURAND, député. — Ap. *J. du Not.*, 8, 12, 22 juin, 6, 31 juill., 4, 28 août, 4, 25 sept. 1850.

II. Du Crédit foncier. — *Ibid.*, 19 octobre, 6 et 13 nov. 1850.

3882. FABRE. — Observations sur la Réforme hypothécaire française, par Eurvale FABRE, not. à Clermont-Ferrand. — In-8, 5 ff. 1/2, *Clermont-Ferrand*, impr. Pérol, 1846. (2 fr.)

3883. FOUET DE CONFLANS. — De la Réforme hypothécaire. Examen des observations présentées par les Cours et par les Facultés de droit du royaume sur le projet de réforme du système hypothécaire établi par le Code civil, par FOUET de CONFLANS, av. — 1 vol. in-8, *Paris*, Joubert, 1847.

L'auteur, en dehors de toute mission officielle, a résumé, comparé et critiqué les documents réunis par le ministre en un volume substantiel.

3884. GASPARD. — De la Réforme hypothécaire (sé A. GASPARD, not. à Mirecourt). — In-8, 1 f. *Nancy*, impr. Vagner, 1850.

3885. D'HAUTHUILLE. — De la Révision du régime hypothécaire, par Alban d'HAUTHUILLE, prof. Fac. d'Aix. — In-8, *Paris*, Durand, 1843. (2 fr.)

L'auteur combat les innovations hardies de Decourdemanche, Hébert, Loreau, et cherche à démontrer que notre système hypothécaire est le moins imparfait de tous ceux qui existent. — V. nos 3383, 3876, 3886 et 3901.

3886. HÉBERT. — De quelques modifications importantes à introduire dans le régime hypothécaire, et considérations sur l'utilité d'un système propre à justifier de la capacité civile de chaque contractant, par HÉBERT, doy. des not. de Rouen. — Gr. in-8, 17 ff. 1/2, plus 3 tabl. *Rouen*, impr. Brière, 1841. (6 fr.)

Ce n'est pas une simple critique de notre régime hypoth., c'est un plan tout nouveau que trace l'auteur, une idée qui n'a aucun rapport avec ce qui existe, et qu'il a développée dans les brochures suiv. :

I. De l'utilité d'un système général d'immatriculation des hommes, des immeubles et des titres et de quelques points se rattachant au notariat. — 1re livraison, in-8, 7 ff. 1/2. *Rouen*, impr. Brière, 1844. — 2e livr. in-8, 12 ff. *Ibid.*, 1845. — 3e livr., traitant particulièrement du recrutement militaire. In-8, 10 ff. 1/2. *Ibid.*, 1846.

II. Exposé complet d'un système général d'immatriculation des personnes et des titres; 4e livraison indépendante des précédentes, comprenant l'exposé du système, son application à la réforme du régime hypothécaire, au recense-

ment de la population, à la classification des pièces. — In-8, 300 p. *Ibid.*, 1847.

III. Ma carte de visite. A MM. les représentants à l'Assemblée nat. et autres personnes notables, au sujet de la réforme hypothécaire. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Brière, 1849.

V. enc. inf. Doc. div. n° 3923, 1, 4, 6, 17, 23, 44, et n° 3927.)

M. H.a publié encore d'autres brochures sur son système d'immatriculation; elles sont étrangères à notre sujet. (V. le *Journ. gén. de l'impr. et de la libr.*, 1848, nos 1936, 2063, 2367; 1849, nos 3710, 3818; 1851, nos 3592, 4714; 1852, n° 4997.)

3887. HENNEQUIN. — Dissertation sur le régime des hypothèques, par HENNEQUIN. — Ap. *Thémis*, t. IV, p. 352.

3888. HERVIEU ET NEUVILLE. — Observations sur les principaux articles du projet de loi relatif aux privilèges et hypothèques, présenté par le gouvernement à l'Assemblée législative, par HERVIEU et T. NEUVILLE. — In-4, 5 ff. *Paris*, impr. Cosson, 1850.

3889. HOUPERT. — Sur la Constitution des prêts hypothécaires et la création de banques de prêt et de recouvrement, par HOUPERT, conserv. des hyp. en retraite. — In-8, 1 ff. *Nancy*, Raybois et Grimblot, 1849.

3890. HUA. — De la Nécessité et des moyens de perfectionner la législation hypothécaire, par E.-A. HUA (de Nantes), ex-législ., etc. — In-8, 6 ff. *Paris*, impr. Lenormant, 1812.

3891. HUC. — Étude sur le régime hypothécaire et les améliorations dont il paraît susceptible, par Théoph. HUC, prof. agr. à Toulouse. — In-8, 70 p., *Toulouse*, impr. Bonnal et Gibrac, 1867.

Cette étude a été publiée dans les Mémoires lus à la Sorbonne, 1867, p. 719.

3892. JOSSEAU. — Réforme hypothécaire (3e délibération). Etat de la question, par J.-B. JOSSEAU, av. — In-8, 2 ff. *Paris*, impr. Guyot, 1851.

Extr. de la *Gaz. des Trib.*

3893. LABADENS. — De la Transcription hypothécaire, par LABADENS, av. — Ap. *Rev. crit.*, t. VI (1er 1855), p. 75-77.

Note sur le moyen de combiner le cadastre avec les registres hypothécaires.

3894. LAFERRIÈRE. — Essai sur la réforme hypothécaire et sur le développement du Crédit foncier, par LAFERRIÈRE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVI, p. 649.

3895. LANGLOIS. — Réforme de l'hypothèque légale des femmes mariées. De l'inscription facultative ou forcée. Du régime dotal et de la communauté, par LANGLOIS, av. — Ap. *Droit*, 13 déc. 1850.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 14 déc.

3896. LANGLOIS (J). — De la Réforme des lois civiles relatives au Crédit personnel, considéré comme une conséquence nécessaire de la réforme hypothécaire, et spécialement de la suppression de l'hypothèque judiciaire, par J. LANGLOIS. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XVII, p. 319.

3897. LANGLOIS (de l'Eure). — Proposition relative à la réforme et à la réorganisation du Régime hypothécaire. présentée le 9 février 1849, par le citoyen LANGLOIS, de l'Eure, représ. du peuple. — Br. in-8, *Paris*, impr. de l'Ass. nat., 1849.

Avec cette épigraphe : La réforme économique des lois civiles relatives au crédit est une nécessité de notre état social et de l'organisation du crédit privé qu'il est si pressant de fonder dans notre pays.

3898. LEVITA. — De la Réforme hypothécaire en France et en Prusse. Examen critique et comparé du projet de loi présenté à M. le ministre de Prusse, par M. Reichensperger, conseiller à la cour d'appel de Cologne, et du projet soumis dernièrement aux délibérations de l'Assemblée législative de France, par Jules LÉVITA, d. e. d. — Br. in-8, 9 ff. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1852. (3 fr.)

3899. LIMOSIN. — Nouveau Système hypothécaire. Mémoire concernant la réforme et la modification de la législation sur les hypothèques et privilèges immobiliers. Suivi d'un Projet de loi, par C. LIMOSIN (de Voulx), anc. not. Dédié aux législateurs. — Br. in-8, 82 p. *Paris*, A. Durand, 1847.

Cf. art. ap. *J. du Not.*, 14 nov. 1849.

3900. LONGUEFOSSE. — Plan d'un nouveau système hypothécaire, par Paul LONGUEFOSSE. — In-8. 1 ff. 3/4, *Toulouse*, impr. Hénault, 1846.

3901. LOREAU. — I. Du Crédit foncier et des moyens de le fonder, ou création d'un système hypothécaire appuyé sur le cadastre, l'enregistrement des contrats, et le revenu imposable de la propriété, suivi d'un mode de transfert des créances sur hypothèque, analogue à celui des rentes sur l'État, par J.-L. LOREAU. — In-8, 21 ff. 1/2 plus un tableau, *Paris*, Hachette, 1841. (6 fr.)

II. Lettre sur la réforme du système hypothécaire adressée au congrès central d'agriculture, par LOREAU, direct. de l'Enr. et des Dom. — In-8, 1 f. *Poitiers*, impr. Dupré, 1851.

3902. NOUGARÈDE. — Régime hypothécaire et Crédit foncier, par Aug. NOUGARÈDE. — In-8, 4 ff. 3/4. *Paris*, impr. Crapelet, 1850.

3903. ODIER. — Des Systèmes hypothécaires, par Pierre ODIER, prof. de dr. civ. à l'Acad. de Genève. — 1 vol. in-12, *Paris*, Cherbuliez, 1840. (*Rare.*)

Cet ouvrage était destiné à servir d'introduction au Traité de Bellot, sur les droits réels immobiliers et sur les hypothèques.

3904. PAGARD. — Des Systèmes hypothécaires en France, par PAGARD, sous-chef à l'adm. de l'Enr. — In-8, 6 ff. 1/4, *Paris*, impr. Maulde, 1850.

3905. POUGEARD. — De l'Amélioration du régime hypothécaire en France, par P. POUGEARD. — In-8 4 ff 1/2, *Bordeaux*, impr. Faye, 1842.

Cf. sup. n° 3869.

3906. DE ROBERNIER. — Constitution de la propriété. Réforme hypothécaire. Crédit foncier. Institutions rurales. Précis d'un système du terrier perpétuel, proposé par l'auteur de la *Preuve du droit de propriété foncière*, par Félix de ROBERNIER. — In-8, 2 ff. 3/4. *Paris*, Videcoq fils aîné, 1850.

3907. ROGER. — Réforme hypothécaire. De la publicité des hypothèques légales, par ROGER. — In-8, 1 f. 1/2, *Paris*, impr. Bailly, 1846.

3908. DE SAINT-NÉXENT. — De la Réforme du régime hypothécaire ou des principales améliorations à introduire dans la loi projetée sur cette matière, par Ch. de SAINT-NÉXENT, d. e. d. — In-8, 32 ff. 1/2, *Niort*, Robin et C^ie^, *Paris*, Videcoq ; Delamotte, 1845. (7 fr. 50.)

3909. SORET. — Sur les Hypothèques (S^é^ SORET, anc. av.) — In-8, 1 f. *Reims*, impr. Luton, 1846.

3910. DE THOLOUZE. — La Réforme hypothécaire. Discours de rentrée prononcé par de THOLOUZE, proc. du roi à La Réole, le 5 nov. 1847. — Br. in-8, 1847.

3911. TRÉMOULET. — I. De la Réforme hypothécaire (S^é^ TRÉMOULET, notaire). — In-8, 5 ff. 1/2, plus deux planches. *Villeneuve-s.-Lot*, impr. Dutéis, 1851.

Des extraits en ont été insérés ap. *J. du Not.*, 17 et 20 sept. 1851.

II. De la Réforme hypothécaire. — In-8, 1 f. 1/4. *Villeneuve*, impr. Dutéis, 1851.

III. De la Réforme hypothécaire. — In-8, 3 f. 1/2. *Villeneuve*, impr. Dutéis, 1853.

IV. Le Régime hypothécaire et le sens commun. — 1 vol. in-8, 231 p. et deux tableaux. *Paris*, Cotillon, 1860. (5 fr.)

V. Nécessité d'une réforme en matière hypothécaire. Pétition au Sénat, par TRÉMOULET, not. — In-8, 20 p., *Villeneuve-sur-Lot*, impr. Dutéis, 1864.

Reprod. ap. *Rev. Prat.*, t. XVII (1^er^ 1864), p. 303.

V. sur cette pétition art. crit. de P. VÉRY, ap. *J. du Not.*, 7 avril 1864.

V. enc. sup. n° 1293.

3912. USQUIN. — Études d'économie politique. La propriété, le morcellement du sol, le régime hypothécaire, le Crédit foncier et l'absentéisme, par Em. USQUIN. — In-8, 1865. (3 fr.)

3913. VAVASSEUR. — Réforme du régime hypothécaire, par A. VAVASSEUR. — In-8, 6 ff. 1/2, *Paris*, Joubert, 1849.

3914. ZEYS. — Des mutations de la propriété territoriale, du régime hypothécaire et des procédures d'ordre, ou Essai d'un plan de réforme sur ces diverses matières, combiné avec la législation bursale et cadastrale, et formulé en trois projets de loi en concordance avec les séries des art. des Codes, par ZEYS, juge à Belfort, etc. — In-8, 5 ff. 5/8. *Paris*, Delamotte, 1846.

Ouvrage posthume.

3915. P. J. A. L. — Projet d'un nouveau système hypothécaire, pour servir de complément à l'ancien, par P. J. A. L. — In-8, 1 f. *Lyon*, Maire ; Roger, 1823.

3916. P. P. — Considérations sur les Réformes hypothécaires et du cadastre, par P. P. — In-8, 1 f. 3/4. *Epernay*, impr. V^e^ Fiévet, 1850.

3917. ***. — Précis sur le régime hypothécaire, ou sommaire des moyens à employer pour assurer la tranquillité des acquéreurs fonciers et des prêteurs de fonds, par un conserv. des hyp. du dép. du Tarn. — In-4, 2 ff. *Castres*, impr. Auger, 1837.

3918. — I. Observations des délégués des notaires des départements sur le projet de loi du gouvernement concernant la réforme du régime hypothécaire.— In-8, 1 f. *Paris*, impr. Brière, 1850.

II. Observations présentés à l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif au régime hypothécaire, par les délégués des notaires des départements. Août 1850. — In-8, 5 ff. *Paris*, impr. Brière, 1850.

3919. — Observations de la chambre des avoués près le tribunal de 1re inst. du dép. de la Seine, sur le nouveau projet de loi hypothécaire. — In-4, 2 ff. 1/4, *Paris*, impr. Maulde, 1851.

3920. — De la Purge des hypothèques légales non inscrites et de son application au prêt hypothécaire. Projet soumis à l'Assemblée nationale par les délégués des notaires des départ. avant la 3e lecture de la loi sur les privilèges et hypothèques. — In-8, 1 f. *Paris*, impr. Brière, 1851.

3921. — Précis sur la réforme du régime hypothécaire, délibéré par la Chambre des notaires de l'arrond. de Compiègne. Séance du 3 avril 1850. — In-8, 6 ff. 1/2. *Compiègne*, impr. Escuyer, 1850.

3922. Du Crédit foncier et de la réforme hypothécaire. Mémoire délibéré par la compagnie des notaires de l'arr. de Châlons-s.-M., sur le rapport de M. CAQUOT. — In-8, 4 ff. 1/2. *Châlons-s.-M.*, impr. Martin, 1850.

3923. — Congrès central d'agriculture. Session de 1850. Commission du Crédit foncier. Réforme hypothecaire, par J.-B. HÉBERT, rapp. — In-8, 2 ff. *Paris*, impr. Thunot, 1850.

3924. Documents divers :

Le *Journal du Notariat* a ouvert dans ses colonnes, entre ses abonnés, une véritable discussion de projets de réforme hypothécaire; ces documents émanant d'hommes de pratique sont très-utiles à consulter. En voici le détail complet par ordre de date :

Lettres : 1. HÉBERT, not. à Rouen. — 24 sept. 1844.

2. CAQUOT, not. à Chalons-S.-M. — 8 oct.

3. CHABEUF, not. à Dijon. — 18 oct.

4. HÉBERT. — 15 nov.

5. CHABEUF. — 19 nov.

6. HÉBERT. — 26 nov., 10 déc. et 12 février 1845.

7. TUVACHE, not. à Beuzeville. — 20 août 1845.

8. GODA, not. à Reims. —3, 6, 10, 17 et 20 sept. 1845.

9. ORTIOU, not. à Cosne. — 27 sept. et 1er oct. 1845.

10. PETIT, clerc de not. — 18 oct.

11. B.... — 5 et 8 nov.

12. PLESSIER, not. à La Ferté-Gaucher. — 15 nov.

13. BAROUX, not. à Saint-Omer. — 27 déc.

14. E. FABRE, not. à Clermont-Ferrand. — 2, 24, 28, 31 janv., 4, 7, 11 et 28 févr. 1846.

Ces communications ont été insérées dans la broch. de l'auteur : *Observations*, etc. V. sup. no 3882.

15. PLESSIER. — 18 nov. 1846.

16. La Rédaction du journal. — 19 déc.

17. HÉBERT. — 14 avril et 31 juill. 1847.

18. Articles 1er Paris. —26 mai, 20 juin, 11, 21 et 25 juillet 1849.

19. Lettres : GRANGÉ, not. à Chambly. — 6 juin.

20. — HENDEL, not. à Estrées-Saint-Denis. — 27 juin.

21. Reprod. d'un art. du *Droit*. — 29 août 1849.

22. Circulaire du Comité Central des départ. — 5 sept. 1849.

23. HÉBERT. — Extr. d'art. publiés dans la *Presse*. — 8 sept.

24. Pétition à l'Assemblée nat. sur la création d'un contrôle du droit de propriété, et documents divers. — 20 sept.

25. Reproduction d'un art. du *Siècle*, 4 déc. 1849, et Examen de cet art. — 5, 8 déc.

26. Articles 1er Paris. — 2, 12 et 16 janvier, 13 mars, 10 avril 1850.

27. Rapport de M. THIERS sur le Crédit foncier. — 30 janv.

28. Extrait de l'ouvrage de ROBERNIER. — 9 mars. V. sup. no 3906.

29. Projet de loi officiel sur les hypothèques. — 13 mars.

30. Pétition pour l'établissement du Crédit foncier. -- 20 mars.

31. Compte-rendu de la 8e séance du Congrès Central d'agriculture. Crédit foncier. — 30 mars.

32. Observations des délégués des notaires des départements sur le projet de loi. — 24 avr.

33. Observations générales sur le projet. — Art. 1er Paris. — 15 mai.

34. Rapport de M. DE VATISMENIL — 18, 22 mai.

35. Projet de loi amendé par la Commission. — 25 mai,

36. Extrait du rapport sur le projet de loi adopté par le Cons. d'État. — 4 et 7 déc.

37. Analyse de la discussion à l'Assemblée nation. (2e et 3e disc.). — 14, 18, 21, 25 déc. 1850, 1er 8, 11 janv. 1851.

38. Nouvelle rédaction de la Commission (art. 2129 jusqu'à la fin). — 12 fév. 1851.

39. Art. 1er Paris sur le projet remanié. — 15, 19, 22, 26 fév., 5 mars.

40. Analyse des délibérations. — 15, 19, 22, 26 fév.

41. Texte adopté en 2e délibération. — 15 mars.

42. Pétition adressée (avant la 3e délib.) par ROUGET, not hon. — 3 mai. Cf. sup. nº 3866.

43. Réponse à des articles du *Siècle* et de la *Presse*. — Art. sur les Amendements. — 13 juil., 20 nov., 11 déc., 1er et 4 janv. 1851.

44. Article de NIOBEY, not. à Bayeux; extr. de l'*Écho Bayeusain*. — 15 janv. 1851.

45. Controverse sur cet article : DUVAL, not. à Vernon. — 25 janv.

46. — ROHAUT, not. à Elbeuf. — 5 février, 22 mars.

47. — HÉBERT, not. à Rouen. — 15 fév.

48. — NIOBEY. — 8 mars.

49. — CHAUDOT, à Cannes. — 22 mars.

50. — DUVAL. — 26 mars.

51. — TRAGIN, not. à Tourville. — 2 avril.

52. — NIOBEY. Réponse à DUVAL. — Avril.

53. — DUVAL. — 7, 14 mai.

54. — ROHAUT, et art. 1er Paris. — 24 mai, 9 juillet.

55. — NIOBEY. — 28 mai.

56. — Art. 1er Paris sur diverses rectifications proposées par la Commission. — 19, 26 juillet.

57. Suppression de la formalité des notifications aux créanciers inscrits, par VRAYE, not. à Compiègne. — 12 juill.

58. Observations de CAQUOT sur l'endossement des obligations à ordre. — 16 juill.

59. Pétition des notaires de l'arr. de Domfront sur divers points du projet de loi. — 26 juill.

60. Droits de la femme mariée sous le régime dotal. Lettre de ROHAUT, not. à Elbeuf. — 2 août.

V. enc. :

61. LEFEBVRE. — Révision du Cadastre. Crédit foncier. Crédit agricole. — Ap. *J. du Not.*, 4 sept. 1869.

V. aussi *Ibid.*, 12, 16 et 19 mai 1866.

62. HELY D'OISSEL. — Art. ap. *Rev. 2 M.*, 15 juin 1874.

63. Exposé sommaire de la nouvelle loi hypothécaire (belge) par Ch. FAIDER. — Ap. *Monit. du Not.* (belge), nov. 1851, reprod. ap. *J. du Not.*, 15 nov. 1851.

3925. DE CASABIANCA. — Réforme de la loi du 23 mars 1855 sur la Transcription. Pétition. Rapport au Sénat par le Proc. Gén. De CASABIANCA. — Ap. *J. Off.*, 9 avril 1870.

Reprod. ap. *J. du Not.*, 15 avr.

V. enc. sup. *Cadastre*, nos 1280 et suiv., et *Transcription*, nos 3728 et suiv.

TITRE DIX-NEUVIÈME.

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE ET DES ORDRES ENTRE LES CRÉANCIERS.

Décrété le 28 ventôse, promulgué le 8 germinal an XII (19-29 mars 1804).

CHAPITRE Ier. — DE L'EXPROPRIATION FORCÉE.

Art. 2204-2217.

3926. BALLEROY DE REINVILLE. — V. sup. nº 3384.

3927. CARRIER. — V. sup. nº 3387.

3928. GUICHARD. — V. sup. nº 3394.

3929. LACHAIZE. — Traité de la Vente des immeubles par Expropriation forcée. Ouvrage approuvé par M. le baron Grenier, et enrichi des observations de ce savant magistrat, par Gabr. LACHAIZE, avoué. — 2 vol. in-8, *Paris*, Ch. Béchet. — *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1829. (12 fr.)

3930. PONT. — Commentaire-Traité de l'Expropriation forcée.

A la suite du Comment. des Priviléges et Hypothèques. V. sup. nº 3403.

3931. RAYBAUD DE FAVAS. — De l'Expropriation forcée, considérée dans son origine et dans ses résultats, par RAYBAUD de FAVAS, subst. à Castellanne. — In-8, 6 ff., *Paris*, Ve Ch. Béchet, 1829.

Renvoi au Code de Procédure civile.

CHAPITRE II. — DE L'ORDRE ET DE LA DISTRIBUTION DU PRIX ENTRE LES CRÉANCIERS.

Art. 2218.

Renvoi au Code de Procédure civile.

TITRE VINGTIÈME.

DE LA PRESCRIPTION.

Décrété le 24 ventôse, promulgué le 4 germinal an XII (15-25 mars 1804).

A. *Généralités.*

3932. BOUSQUET. — Dictionnaire des Prescriptions en matière civile, commerciale, criminelle, en matière de délit et de contravention, en matière administrative et fiscale, par J. BOUSQUET, av. — 2e *éd.*, in-8, 34 ff. *Paris*, imp. Wittersheim, 1843. (6 fr.)

La 1re éd., in-8. *Paris*, 1838. — Bon ouvrage

pratique qui, s'il ne peut être placé sur la même ligne que ceux de Leroux de Bretagne, Pont, Troplong, etc., a sur eux l'avantage de la commodité et de la rapidité des recherches, et de comprendre en même temps toutes les dispositions du droit commercial, criminel et administratif, relatives au sujet.

3933. DELAPORTE. — Le Nouveau Dunod, ou traité des Prescriptions de ce célèbre auteur mis en concordance avec la législation actuelle, par J.-B. DELAPORTE. — In-8, *Paris*, 1810. (5 fr.)

3934. GANTHIER. — Tableau des Prescriptions civiles et criminelles, par GANTHIER. — In-18, *Paris*, 1869. (1 fr.)

3935. LEROUX DE BRETAGNE. — Traité de la Prescription en matière civile, par A. LEROUX de BRETAGNE, cons. C. de cass., etc. — 2 vol. in-8, *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1869. (15 fr.)

« L'auteur a embrassé non-seulement l'étude des règles générales de la Prescription, mais encore celle des dispositions spéciales qui, sur le même sujet, sont éparses dans notre législation. La seule limite observée est la distribution des matières civiles et des matières criminelles ; l'auteur borne son attention aux premières. Ainsi le savant magistrat fait entrer dans son cadre l'examen des art. du C. c. relatifs à l'acquisition et à l'extinction des servitudes par la possession ou le non-usage, à la durée des actions en nullité ou en rescision, à l'extinction des hypothèques au profit d'un tiers acquéreur qui a possédé l'immeuble 10 ou 20 ans, à l'imprescriptibilité du fonds dotal. Il fait aussi de nombreux emprunts au C. de com., qui, pour faciliter de nouvelles entreprises, en dégageant le crédit de la charge des anciennes, a établi de très-courtes prescriptions. Des lois spéciales ont également fourni leur contingent ; les déchéances contre les créanciers de l'État, la durée de l'action en responsabilité des agents de change sont examinées avec le même soin que les règles fondamentales du sujet... M. L. de B. a composé une œuvre de sérieuse et forte doctrine. La science, la rectitude du jugement, la clarté de l'exposition, l'exactitude des doctrines font de son ouvrage un monument considérable de notre littérature juridique. » (*Bull. bibl. de Sir.*)

La publication, interrompue par la mort de l'auteur, a été poursuivie par ses fils.

V. art. crit. de D. DE FOLLEVILLE, ap. *Rev. Crit.*, t. XXXV, p. 545-555.

3936. MOURLON. — Répétitions écrites sur la Prescription, contenant l'exposé des principes généraux, leurs motifs, et la solution des questions théoriques, par Fr. MOURLON, d. e. d. — In-8, 7 ff. *Paris*, Marescq, 1850.

3937. MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code Nap. De la Prescription, par V. MARCADÉ, anc. av. C. de cass. — 7e *éd.*, 1 vol. in-8. *Paris*. (9 fr.)

La 1re éd. est de 1853, 1 vol. in-8. *Paris*, Cotillon, 1861 ; la 2e, de Cotillon, 1861 ; c'est le dernier ouvrage écrit par MARCADÉ. Un extrait, alors inédit, a paru sous le titre de : *Questions sur la Prescription*, ap. *Rev. Crit.*, t. III (1852), p. 686-699 et 763-778. V. infr. no 3962.

3938. TROPLONG. — De la Prescription. Commentaire du titre XX du livre III du C. civ., par TROPLONG, 1er prés. C. de cass. — 4e *éd.*, 2 vol. in-8, *Paris*, Ch. Hingray, 1857.

La 1re édit. est de 1835, *Ibid.*, et *Nancy*. Grimblot. — V. étude crit. de RAUTER, prof, Fac. de Strasbourg, ap. *Rev. Wol.*, t. III (1836), p. 124-136. Cette étude n'a pas été suivie.

3939. VAZEILLE. — Traité de la Prescription suivant les nouveaux Codes français, par F.-A. VAZEILLE, anc. av. à Riom. — *Nouv. éd.* (2e), 2 vol. in-8. *Paris*, Alex. Gobelet ; — *Clermont-Ferrand*, Thibault-Landriot, 1832. (12 f. à la public. *Rare*.)

La 1re éd., en 1 vol. in-8, 39 ff. *Paris*, Bavoux, 1824. — Cet ouvrage est encore souvent cité.

3940. Thèses de Doctorat :

1. CHENEST. — De la Prescription. — In-8. *Nancy*, 1854.

2. MARQUET. — Do. — *Paris*, 1866.

3. MERLIN. — De la Prescription acquisitive. — In-8. *Paris*, 1857.

4. PAPILLON. — De la Prescription. — In-8. *Paris*, 1858.

5. PHOTIADÈS. — De la Prescription acquisitive des immeubles. — In-8. *Paris*, 1861.

6. SELLES DE BEAUCHAMPS. — Des règles communes à la prescription acquisitive et extinctive. — In-8. 1865.

7. VAUDRUS. — De la Prescription acquisitive. — In-8. *Caen*, 1872.

B *Monographies*

CHAPITRE Ier. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 2219-2224.

3941. DE FOLLEVILLE. — Considérations générales sur l'acquisition ou la libération par l'effet du temps. Essai sur le titre de la Prescription (art. 2219, 2223, 2224), par Daniel de FOLLEVILLE, agr. Fac. de Douai. — In-8, 155 p. *Paris*, E. Thorin, 1869. (3 fr.)

Art. 2225.

3942. RATAUD. — 1° Les créanciers chirographaires peuvent-ils faire annuler, dans la limite de leur intérêt, la renonciation de leur débiteur à une prescription acquise ; 2° Dans le cas de l'affirmative, l'art. 2225 du C. Nap. éta-

blit-il en leur faveur une dérogation aux règles générales de l'action Paulienne ? par F. RATAUD, prof. suppl. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. Ier (1er 1856), p. 481-490.

V. enc. sup. no 2182.

Art. 2226 et 2227.

3943. DESJARDINS. — De l'Aliénation et de la Prescription des biens de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, dans le droit ancien et moderne, par Arth. DESJARDINS, subst. à Marseille. — In-8, *Paris*, A. Durand, 1862. (5 fr.)

V. art. crit. d'AUZIES, ap. *Rec. Acad. législ. de Toul.* t. XIII, p. 297-307. L'auteur a obtenu, en 1857, au conc. de la Fac. de dr. de Paris, une médaille d'or pour un mémoire dont le livre indiqué ici est le développement.

3944. DES GLAJEUX. — De l'Aliénation et de la Prescription des biens de l'Etat, des communes, et des établissements publics dans le droit ancien et moderne, par Anat. des GLAJEUX, subst. à Dreux. — In-8, 333 p. *Paris*, Durand, 1860 (1859). (3 fr.)

Mémoire qui a obtenu la 1re méd. d'or au concours de doct. de la Fac. de Paris, en 1857.

3945. HENNEQUIN. — Peut-on prescrire contre une commune le superflu des eaux d'une fontaine publique ? par E. HENNEQUIN, av. — Ap. *J. du Not.*, 20, 23 juin 1860.

3946. HÉRISSON. — De l'Usage de la mer et des fleuves, près de leur embouchure, au point de vue de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité. Exam. doct. par Ch. HÉRISSON, av. C. de cass. — Ap. *Bull. des Trib.*, 1864, p. 17.

C. d'Ét. 3 déc. 1863 (Meurillon).
V. enc. sup. nos 857 et s. et 955.

3947. MEAUME. — De la Prescription comme moyen d'acquérir la propriété forestière, par E. MEAUME, prof. à l'école forest. — Ap. *Ann. forest.*, t. III (1844), p. 88-99.

3948. PÉRIN. — Du Domaine public dans ses différences avec le domaine privé sous le rapport de la prescription et de la compétence, avec une Introduction historique, Th. D., par J.-H. PÉRIN. — In-8, LXXXVI-142 p., *Paris*, Durand, 1860.

3949. SACASE. — De l'Imprescriptibilité des forêts domaniales, par F. SACASE, cons. à Toulouse. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLV (1852), p. 193-207.

3950. SERRIGNY. — De la Prescriptibilité des bois de l'Etat. 1° Les grandes masses de bois appartenant à l'Etat sont-elles prescriptibles ? 2° En cas d'affirmative, à partir de quelle époque ont-elles cessé d'être imprescriptibles ? par SERRIGNY, prof. Fac. de Dijon. — Ap. *Rev. crit.*, t. II (1852), p. 296-309.

V. enc. sup. nos 838 et s., 846 et s.

Jung : LOISEAU. — De la preuve testimoniale en matière de droits d'usage dans les bois domaniaux. Observations sur le réquisitoire de M. Dupin, proc. gén. à la Cour de cass. dans l'affaire des communes d'Alsace, par LOISEAU, av. — Ap. *Ann. forest.*, t. I (1842), p. 688-696.

Cass. 23 mars 1842. Le réquisitoire du proc. gén. DUPIN est rapporté ap *Sir.*, 1842, 1, 400 (9 col.).

CHAPITRE II. — DE LA POSSESSION.

Boncenne a dit en parlant des Actions possessoires : « Elles exigeraient à elles seules l'étude la plus sérieuse des principes du droit et des dispositions de nos anciennes ordonnances. Quels sont les caractères de la possession civile ? Qui peut intenter l'action possessoire ? Contre qui doit-elle être dirigée ? Quelles choses peuvent en être l'objet ? Le Code de procédure en dit fort peu dans les 5 articles qui composent le titre des jugements sur les actions possessoires. » C'est au titre de la Prescription que se trouvent en effet les règles essentielles de la matière ; d'où il résulte que, sous l'apparence de livres de procédure, tous les ouvrages qui traitent des actions possessoires sont avant tout des traités sur le droit civil et spécialement sur le chapitre II du titre de la Prescription.

3951. ALAUZET. — Histoire de la Possession et des Actions possessoires en droit français, précédée d'une Introduction sur le droit de propriété, par Isid. ALAUZET, chef de bureau au minist. de la just. Mémoire couronné par l'Institut (Acad. des Sciences mor. et polit.). — In-8, 24 ff. 1/4. *Paris*, Cosse, 1849. (7 fr. 50.)

Imprimé par autorisation de Gouvernement à l'Imprimerie nationale.

3952. AULANIER. — Traité des Actions possessoires, par AULANIER, av. à Saint-Brieuc. — In-8, 27 ff. 3/8. *Nantes*, impr. Mellinet-Malassis, 1829.

3953. BELIME. — Traité du droit de Possession et des Actions possessoires, par W. BELIME, prof. Fac. de Dijon. — In-8, 36 ff., *Paris*, Joubert, 1842. (7 fr. 50.)

Avant B., tous ceux qui s'étaient occupés de la Possession, hormis toutefois de Savigny, avaient sacrifié à l'examen des difficultés pratiques l'étude des principes de la possession. Son ouvrage est presque exclusivement théori-

que ; il s'est attaché à développer plus fortement les principes en mettant à profit les ressources que lui offraient le droit coutumier et les monuments que nos vieux jurisconsultes nous ont laissés.

3954. BIOCHE. — Traité des Actions possessoires, contenant l'exposé complet de la jurisprudence, l'opinion des auteurs, suivi de formules, par BIOCHE. av. — 1 vol. in-8, *Paris*, Durand, 1864. (8 fr.)

Ouvrage exécuté plus particulièrement au point de vue de la procédure, dont M. B. a fait l'objet constant de ses études.

3955. CAROU. — Principes, ou Traité théorique et pratique des Actions possessoires, par J.-M. CAROU, anc. juge à Saint-Brieuc, j. de p. à Nantes. — 4e *éd.*, entièr. refondue, annotée et suivie du traité du Bornage. — In-8, *Paris*, Durand, 1869.

La 1re éd. a paru en 1838, sous le titre ci-dessus, in-8, *Paris*, Thorel ; la 2e éd. a suivi de près, in-8, *Ibid.*, sous titre de *Traité Théorique* etc. La 3e éd. est de Bioche. — Les questions pratiques sont discutées dans cet ouvrage avec le plus grand soin ; l'auteur examine la possession dans les rapports si nombreux et si variés sous lesquels elle se présente journellement, dans les contestations soumises aux juges de paix.

3956. CRÉMIEU. — Théorie des Actions possessoires, ou des Moyens juridiques de faire valoir la possession en droit rom. et en droit franç., par J. CRÉMIEU, d. e. d., av. à Aix. Ouvrage couronné par la Fac. de dr. d'Aix, le 8 nov. 1845. — 1 vol. in-8, *Paris*, Guilbert, 1846. (7 fr. 50.)

V. art. crit. de V. CHAUFFOUR, ap. *Rev. Wol.*, t. XXVI, p. 499-505.

3957. CURASSON. — Traité des Actions possessoires, du bornage et autres droits de voisinage, relatifs aux plantations, aux constructions, à l'élagage des arbres et des haies, au curage des fossés et canaux, par CURASSON, av. à Besançon, etc. — *Nouv. éd.*, 1 gros vol. in-8. *Paris*, Marescq aîné. (7 fr. 50.)

Cet ouvrage est extrait du traité de l'auteur sur la Compétence des juges de paix, et il forme la majeure partie du tome II de cet excellent ouvrage. M. DUMAY, avocat à Dijon, éditeur de Proudhon, y a ajouté un Traité sommaire du Bornage. MM. PIALAT et POUX-LAGIER en préparent une réédition (la 4e), ainsi que du Traité de la Compétence des juges de paix, dont le 1er vol. a déjà paru, in-8, 774 p. *Paris*, Marescq aîné, 1877.

La 1re *éd.*, in-8. *Dijon*, Lagier ; *Paris*, Joubert, 1832. La 2e rev. et augmentée par l'auteur. *Ibid.*, 1841.

L'auteur publia séparément les augmentations et améliorations qui sont fondues dans la 2e édit., et les coordonna avec la 1re en un *Supplément à la 1re édit. du Traité de la Compétence des juges de paix.* 1 vol. in-8, 320 p. *Dijon*, Lagier. *Paris*, Joubert, 1841.

3958. DUPONT. — Traité théorique et pratique des actions possessoires, par P. DUPONT. — In-8. *Paris*, A. Durand, 1869. (3 fr.)

3959. GARNIER. — Traité de la Possession et des Actions possessoires et pétitoires, par F.-X.-P. GARNIER, av., etc. — 3e *éd.*, 2 vol. in-8, *Paris*, chez l'auteur, impr. Pillet fils aîné, 1847-1853.

V. sup. no 917. — La 3e éd. est augmentée d'un complément qui ne se trouvait pas dans les éditions précédentes, relatif aux *Actions pétitoires.*

3960. GUICHARD. — Questions possessoires, ou Explications méthodiques des lois et de la jurisprudence concernant les Actions possessoires. Avis et solutions sur les nombreuses questions et difficultés que présente cette matière. (Suite au cours de droit rural), par A.-C. GUICHARD. — In-8, 31 ff., *Paris*, chez l'auteur, impr. Ve Porthmann, 1827. (7 fr.)

V. art. crit. de BÉGUIN, ap. *Gaz. Trib.*, 2e ann., p. 1348.

3961. LECOMTE ET CRANNEY. — Traité théorique et pratique des Actions possessoires et des Actions en bornage, par Hector LECOMTE, et CRANNEY. — 2e *éd.* In-8, 272 p., *Paris*, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1875.

3962. MARCADÉ. — Questions sur la Possession, par V. MARCADÉ, anc. av. C. de cass. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 459-474.

Cet art. est une réponse aux critiques faites par M. SELIGMAN dans le même recueil, d'une dissert. insérée par M. dans la *R. Cr.*, t. III, p. 686 et 764, sous le titre de : *Questions sur la Prescription.* V. sup. n° 3937, note, et inf. n° 3967.

3963. MARINIER. — Étude sur la Possession et les Actions possessoires. Théorie de la Possession, par L.-A. MARINIER, prof. suppl. Fac. de Strasbourg. — Ap. *Rev. crit.*, t. XIV (1er 1859), pag. 78-89, 131-151, 344-362, et t. XV, p. 542-552.

Cette étude n'a pas été continuée dans la *Rev. crit.*

3964. MIROY. — Théorie des Actions possessoires, par MIROY. — In-8. *Paris*, Marescq aîné, 1853. (6 fr.)

3965. MOLITOR. — De la Possession, la Revendication, la Publicienne et les Servitudes en droit romain, par J.-G. MOLITOR, prof. Fac. de Gand. — 2e *éd.* 1 vol. in-8, *Gand*, 1851.

Ce vol. est le 3e d'un Traité de M. sur les *Obligations en droit rom., avec l'indication*

des rapports entre la législation romaine et le droit français.

3966. DE PARIEU. — Études historiques et critiques sur les Actions possessoires, par ESQUIROU de PARIEU, d. e. d., etc. — 1 vol. in-8, *Paris*, Joubert, 1850. (4 fr.)

Extr. de la *Rev. Fœl.*, t. XVI, p. 34, 187, 357, 466, 542, 728, 941, t. XVII, p. 6, 197.

Ces *Etudes* sont un des meilleurs ouvrages publiés sur cette difficile question : « On sent à la solidité de sa dialectique que l'auteur a minutieusement analysé et commenté ses textes ; aussi a-t-il formé sur cette matière le livre qui, à notre avis, peut le mieux guider les jurisc. et les praticiens sur ces questions d'un si grand intérêt social. » (R. DARESTE.)

V. art. crit. de BENECH, ap. *Rev. Crit.*, t. IV (1er 1854), p. 377-397. V. aussi infr. nº 3968.

3967. SÉLIGMAN. — Questions sur la Possession, par SÉLIGMAN, juge à Chartres. — Ap. *Rev. crit.*, t. IV (1er 1854), p. 68-82.

Cet art. est une critique de ceux de MARCADÉ, insérés dans le même Recueil. V. sup. nº 3962.

L'auteur a aussi écrit sur cette matière un mémoire, distingué au concours de l'Acad. des Sc. mor. et inséré dans les *Mém.* de cette Acad., t. IX, p. 447, t. XI, p. 446, 473, et t. XIV, p. 132, sous le titre : *De l'Origine des Actions possessoires, etc.*

L'auteur avait aussi commencé ap. *Rev. Wol.*, t. XXXVII (1850), p. 260, sous le titre : *De l'Origine des Actions possessoires, et de leur effet pour la défense et la protection de la propriété*, une étude, qui n'a pas eu de suite.

3968. SMITH. — De l'Origine de la Possession annale, suivi d'un compte rendu des études historiques et critiques sur les Actions possessoires, par Valentin SMITH, cons. à Lyon. — In-8, 5 ff. 1/2. *Paris*, Joubert, 1854.

Cf. sup. 3966.

3969. WODON. — Traité théorique et pratique de la Possession et des Actions possessoires, par L. WODON, v.-prés. à Namur. — 2 vol. in-8, *Bruxelles*, Bruylant-Christophe, *Paris*, Durand; 1866. (14 fr.)

3970. Thèses de Doctorat :

1. ALARDET. — De la Possession des immeubles, par H.-ALARDET. — In-8, 107 p. *Poitiers*, impr. Oudin, 1858.

2. APPLETON. — De la Possession et des Actions possessoires, par Th. APPLETON, av. — In-8. *Paris*, Durand et Pedone-Lauriel, 1871. (6 fr.)

3. AUDIAT. — Des Actions possessoires, par AUDIAT. — In-8. 1853.

4. AUJAY. — Des Actions possessoires, par J.-F. AUJAY. — In-8, 348 p. *Paris*, impr. Noblet, 1876.

5. BARBIER. — De la Possession, par Ed. BARBIER. — In-8, 18 ff. *Paris*, impr. Gros, 1855.

6. BEAUVOIS. — De la Possession et des Actions possessoires, par L.-Alex.-Dés. BEAUVOIS. — In-8, 503 p. *Paris*, Marescq jeune, 1858.

7. BERTIN. — De la Possession des immeubles, par BERTIN. — In-8. *Caen*, 1871.

8. BETHMONT. — Des Caractères généraux de la Possession en droit franç. au point de vue de la prescription, par Paul BETHMONT. — In-8, 8 ff. *Paris*, impr. de Mourgues, 1856.

9. CARON. — De la Possession et des Actions possessoires, par CARON. — In-8. 1868.

10. DE DARTEIN. — De la Possession envisagée comme mode d'acquérir, par de DARTEIN. — In-8. *Paris*, 1860.

11. DUBUC. — Des Actions possessoires. — In-8, 1872.

12. JOBARD. — De la Possession et de ses effets, et spécialement des Actions possessoires, par JOBARD. — In-8. 1868.

13. LE MARIGNIER. — Des Actions possessoires, par LE MARIGNIER. — In-8. 1857.

14. NICOLAS. — Des Moyens juridiques de faire valoir la possession, par NICOLAS. — In-8. *Strasbourg*, 1870.

15. PESTRE. — Des Actions possessoires, par Em. PESTRE. — In-8. *Grenoble*, 1876.

16. PHILIPPOTEAUX. — De la Possession, par Aug. PHILIPPOTEAUX. — In-8, 409 p. *Paris*, Pichon, 1873. (3 fr. *rare.*)

17. PICQUET. — Des Actions possessoires, par Ch.-M. PICQUET. — In-8, VI-235 p. *Strasbourg*, imp. Silbermann, 1858.

18. DE PLACE. — Des Conditions requises dans la possession, au point de vue de la prescription, par P. de PLACE. In-8. *Paris*, 1860.

19. DE RIEDMATTEN. — De la Nature de la Possession, par de RIEDMATTEN. In-8, 291 p. *Paris*, Larose, 1873.

20. ROCHET. — Des Actions possessoires, par ROCHET. — In-8. 1874.

21. ROUX. — Des Actions possessoires, par ROUX. — In-8. 1873.

22. STOULS. — Étude sur la protection de la possession, par Ern. STOULS. — In-8, 268 p. *Paris*, Bray et Retaux, 1874.

23. WORMS DE ROMILLY. — De la Possession, par WORMS de ROMILLY. — In-8, 1851.

V. enc. sup. nos 1273, 1310 et s., 1353 et s.

Renvoi au Code de Procédure.

3971. PAULMIER. — De l'Action en revendication. Th. D., par L. PAULMIER. — In-8, 14 ff. *Paris*, impr. Ch. de Mourgues, 1856.

V. enc. sup. nos 1419 et 1420.

Art. 2228-2230, nt.

Art. 2231-2233.

V. inf. nos 3976 et suiv.

3972. HENNEQUIN. — De la Possession relativement aux fruits, par HENNE-

QUIN, av. — Ap. *Rev. Wol.*, t. VI (1837), p. 215-227.

Extr. inéd. de son *Traité de Législation*. V. sup. nº 109.

V. enc. sup. nos 941 et s.

3973. GAUTIER. — Sens juridique du mot *faculté* dans l'art. 2232., C. civ., par A. GAUTIER, prof. Fac. d'Aix. — Ap. *Rev. crit.*, 1877, p. 49-55.

Art. 2234, nt.

Art. 2235.

3974. DE FOLLEVILLE. — De la Jonction des possessions, par Daniel de FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — In-8, 91 p., *Paris*, Marescq aîné, 1871. (2 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXIX (1er 1870), p. 159-189, et t. XXXI (1er 1871), p. 324-380.

3975. VIGIÉ. — De l'Accession des possessions, Th. D. (Toulouse), par Alb. VIGIÉ. — In-8, *Toulouse*, imp. Bonnal et Gibrac, 1870.

CHAPITRE III. — DES CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION.

Art. 2236-2241.

3976. DEMANTE. — Des Vices de la possession en matière de prescription et d'actions possessoires, par G. DEMANTE, prof. sup. Fac. de Toulouse.

Ce mémoire a été lu à l'Acad. de législ. de Toulouse, séance du 18 juin 1851, et analysé dans le *Recueil* de cette Acad., t. Ier, p. 24. Il ne paraît pas avoir été publié.

3977. DE FOLLEVILLE. — De la Possession précaire, par Daniel de FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai. — Br. in-8, *Paris*, Marescq aîné, 1875.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXVIII (2e 1874), p. 385-422.

3978. SELOSSE. — De la Possession précaire, Th. D. (Douai), par SELOSSE. — In-8, *Douai*, 1874.

CHAPITRE IV. — DES CAUSES QUI INTERROMPENT OU QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION.

3979. BERRIAT-SAINT-PRIX. — Mémoire sur la durée et la suspension de la Prescription, par BERRIAT-SAINT-PRIX. — In-8, 5 ff. *Paris*, Langlois, 1841. (3 fr. *Rare*.)

3980. BERTAULD. — De l'Effet absolu ou relatif des causes qui empêchent ou suspendent le cours de la prescription, par A. BERTAULD, prof. fac. de Caen. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXXI (2e 1867), p. 193-208.

Cette étude a été insérée avec quelques développements ap. *Questions Pratiques*, t. II, p. 398-434. V. sup. nº 61.

3981. DELAHACHE. — De l'Interruption et de la Suspension de la prescription, Th. D., par DELAHACHE. — In-8, *Paris*, 1862.

3982. RIOCHANO. — De l'Interruption et de la Suspension de la prescription, Th. D., par RIOCHANO. — In-8, *Paris*, 1869.

SECTION Ire. — *Des causes qui interrompent la Prescription.*

3983. MOURLON. — De l'Interruption de la prescription et de ses effets. (Lettre à M. V. Marcadé), par F. MOURLON, d. e. d. — Ap. *Rev. Crit.*, t. VI (1er 1855), p. 252-294.

Art. 2242 et 2243, nt.

Art. 2244.

3984. COULON. — Après avoir donné un commandement pour interrompre la prescription, le créancier, satisfait d'avoir conservé son droit peut ne pas pousser plus avant ses poursuites. Sur-le-champ une nouvelle prescription recommence; mais quelle en sera la durée ? par COULON. — Ap. *Dial.*, t. III, p. 105-126 (dial. 103).

V. sup. nº 68.

Art. 2245-2250, nt.

SECTION II. — *Des Causes qui suspendent le cours de la Prescription.*

3985. GINOT. — De la Suspension de la prescription. Th. D., par J.-B.-Em. GINOT. — In-8, 194 p. *Paris*, Maulde et Renou, 1858.

Il y a une autre thèse du même, in-8, 203 p. *Ibid.*, 1857.

3986. MOYRET. — Des causes qui suspendent la prescription, Th. D., par L. M. Cl. MOYRET. — In-8, 147 p. *Paris*, impr. Gros et Donnaud, 1857.

3987. SAVOYE. — Des causes qui suspendent la prescription, Th. D. (Grenoble), par G. SAVOYE. — In-8. *Grenoble*, 1875.

Art. 2251-2256, nt.

Art. 2257.

3988. THÉZARD. — De la Prescription des droits réels immobiliers suspendus par un usufruit, par L. THÉZARD, prof. agr. Fac. de Poitiers. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXXIII (2e 1868), p. 385-402.

Art. 2258 et 2259, nt.

3989. COIN-DELISLE. — Des longues prescriptions en temps de guerre, par COIN-DELISLE. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIV, p. 285.

Décrets des 9 sept. et 3 oct. 1870, et loi du 26 mai 1871.

3990. DIDIO. — I. Prescriptions et péremptions. De la suspension des délais de prescription, de déchéance et de péremption pendant la guerre, par D. DIDIO, anc. not., av. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XIV (1873), p. 295-302 et 445-458.

II. Guerre. Prescription. Péremption. Suspension des délais. Distinction entre les délais échus pendant la guerre et ceux échus ou à échoir postérieurement. — *Ibid.*, t. XV (1874), p. 641-646.

3991. LEFEBVRE. — De l'étendue de la suspension de prescription édictée par les décrets des 9 sept. et 3 oct. 1870, par Alph. LEFEBVRE, av. C. de cass. — Ap. *J. du Not.*, 23 mars, 8, 11 mai, 19 oct 1872, 7 févr. et 11 nov. 1874.

V. aussi *J. des Not.*, art. 20501.

3992. MERVILLE. — Suspension de la prescription pendant la guerre. Décrets des 9 sept. et 3 oct. 1870. Etude de la jurisprudence, par MERVILLE, av. gén. C. de cass. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIII (1er 1872), p. 305-315.

Add. sur cette question : I. Proposition de loi de M. PILLET-DESJARDINS, député, relative au délai légal des prescriptions en matière civile (séance du 25 nov. 1876). — Ap. *J. off.*, 3 déc. 1876, p. 8971.

Cette proposition avait pour objet de fixer l'interprétation du décret du 9 sept. 1870 et de la loi du 26 mai 1871.

II. Rapport sommaire sur cette proposition de loi, par M. BERLET, député (séance du 4 mai 1877). — Ap. *J. off.* du 19 mai 1877, p. 3800.

Reprod. ap. *J. des Av.*, 1877, p. 129 et 486.

V. enc. sur la loi des 12-19 mai 1871, qui déclare inaliénables les propriétés publiques et privées saisies ou soustraites pendant la Commune, Rapport de M. BERTAULD, dép., le 6 mai 1871. — Ap. *J. off.*, 7 mai 1871.

CHAPITRE V. — DU TEMPS REQUIS POUR PRESCRIRE.

3993. GLASSON. — Études sur le droit civil (1re étude). De l'extinction des charges réelles par la prescription, et en particulier par la prescription de 10 et 20 ans, par E. GLASSON, agr. Fac. de Paris. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 353-378, 539-566, t. XXXV, p. 402-430; et t. XXXVI, p. 186-226.

Ce travail, revu par l'auteur et mis au courant de la jurispr., a été couronné en 1862, par la Fac. de dr. de Strasbourg.

3994. KOEHLER. — Du temps requis pour prescrire, Th. D. (Strasbourg), par KŒHLER. — In-4, 1819.

SECTION Ire. — *Dispositions générales*

Art. 2260 et 2261.

3995. HUREAUX. — De la manière de compter le temps requis pour prescrire, par HUREAUX. — Ap. *Rev. Fœl.*, t. XIII, p. 278.

SECTION II. — *De la Prescription trentenaire.*

Art. 2262.

3996. EYSSAUTIER. — Le Jugement qui déclare un individu propriétaire d'un immeuble, constitue t-il en sa faveur un titre faisant preuve de la propriété, et dont les tiers ne peuvent détruire l'effet qu'en établissant en leur faveur, soit un droit de propriété préférable, soit une possession antérieure légalement acquisitive? Exam. doctr., par L.-A. EYSSAUTIER, av. — Ap. *J. des Arrêts de Grenoble*, 1866, p. 130-145.

Cass. civ. 27 déc. 1865 (Tercinet). *Dall.*, 1866, 1, 5. — *Sir.*, 1866, 1, 205. — Add. Examen doctrinal (anon.). Ap. *Dall. loc. cit.* (6 col.).

Cf. sup. no 2345.

3997. SÉLIGMAN. — Prescription. Dot. Délai. L'action en rescision d'une convention fondée sur le dol se prescrit par 10 ans à partir du jour où le dol a été découvert. Ce délai peut-il dépasser 30 ans à compter du jour où le contrat entaché de fraude a pris naissance, dans le cas où la découverte du dol n'aurait eu lieu qu'après 20 années depuis l'existence du contrat? par SÉLIGMAN. — Ap. *Rev. Crit.*, t. V (2e 1854), p. 447-453.

V. enc. sup. no 2284.

3998. — Lorsqu'un individu a joui paisiblement de certains biens pendant 30 ans, en vertu d'un legs entaché de substitution prohibée, la propriété se trouve-t-elle irrévocablement prescrite contre

les héritiers du testateur, tant au profit de l'institué, qu'au profit du substitué ? — Ap. *J. du Not.*, 25 avril 1846.

V. enc. sup. n° 2172.

Art. 2263.

V. sup. nos 2324 et 2325.

Art. 2264, n^t^.

SECTION III. — *De la Prescription par 10 et 20 ans.*

Art. 2265-2269.

3999. ALLARD. — De la forme des Actes au point de vue de l'intérêt des tiers ou de la société, et de la régularité nécessaire pour prouver sans lacune, sans rien laisser au doute et à l'arbitraire, le droit trentenaire de propriété en fait d'immeubles ; ouvrage précédé d'une longue préface où est exposée, sur des bases infaillibles pour constituer le droit de propriété et publier tout ce qui s'y rattache, l'organisation administrative et civile des usages secrets de l'administration de l'Enregistrement et des domaines, par ALLARD, prem. clerc de not. à Niort. — In-8, *Niort*, Robin, 1843.

La préface a été publiée en 1843. L'ouvrage lui-même paraît être resté inédit.

4000. BERTAULD. — Du point de départ de la prescription acquisitive d'après la loi du 23 mars 1855, par A. BERTAULD, prof. Fac. de Caen. — Ap. *Questions pratiques*, t. II, p. 435-443.

V. sup. n° 61.

4001. LAMIEUSSENS. — Du Juste titre, Th. D. (Toulouse), par LAMIEUSSENS. — In-8, *Toulouse*, 1874.

4002. PAULTRE. — Des Origines de Propriété, par Em. PAULTRE. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. I (1864), p. 444, t. II, p. 25, t. V (1864), p. 172 et t. IX (1868), p. 414.

Inséré ap. *Coll. des Observ. prat.*, p. 325-336, et 816-829. V. n° 2001.

V. enc. sup. nos 3639 et 3769.

4003. BARRAU. — De la Bonne Foi dans les questions d'Etat et de possession, Th. D., par BARRAU. — In-8, 1865.

Art. 2270.

4004. DEVILLENEUVE. — Quel est le délai et le point de départ de la prescription de l'action en garantie contre l'architecte ou entrepreneur à raison des vices de construction ? Dissert., par DEVILLENEUVE. — Ap. *Sir.*, 1837, 2, 257.

SECTION IV. — *De quelques prescriptions particulières.*

Art. 2271 et 2272.

4005. PONSET. — Quelle est la durée de l'action d'un arpenteur en paiement des frais d'arpentage ? par Alb. PONSET, av. — Ap. *J. des Just. de p.*, t. XIV (1865), p. 87-93.

Art. 2273.

4006. — La prescription de courte durée établie par l'art. 2273 C. c. s'applique-t-elle indistinctement à tous les déboursés, comme à tous les frais qui peuvent être dus à un avoué ? Dissert. — Ap. *J. des Av.*, t. LXXI, p. 705. (1846.)

Art. 2274-2276, n^s^.

Art. 2277.

4007. BALLOT. — La Prescription quinquennale de l'art. 2277 C. c. est-elle applicable aux intérêts des sommes dues par compte courant, compte de tutelle ou de mandat, qui ont couru depuis la cessation de ces comptes jusqu'à la demande de reddition ? Revue de la Jurisprudence, par Ch. BALLOT. — Ap. *Rev. prat.*, t. I^er^ (1^er^ 1856), p. 112-119.

4008. — La Prescription de 5 ans s'applique-t-elle aux intérêts qui courent en vertu d'une condamnation judiciaire ? Exam. doctr. — Ap. *Sir. Coll. nouv.*, t. VI, 2, 225. (9 col.)

Bordeaux, 13 mai 1820.

4009. — La Prescription de 5 ans, établie par l'art. 16 de l'arrêté du 27 prairial an X, au profit des agents de change, pour raison des transports de rentes par eux opérés, n'est opposable à l'action en paiement du produit de la négociation qu'autant que l'agent de change justifie de ce paiement par une quittance du titulaire dont il a certifié l'identité et la signature. — Ap. *Sir.*, 1838, 2, 433.

Art. 2278, n^s^.

Art. 2279 et 2280.

4010. AUDRAN. — De l'Aliénation des meubles, Th.D. (Toulouse), par AUDRAN. — In-8, *Toulouse*, 1865.

4011. CAREL. — De la Possession des meubles. Th. D.; par CAREL. — In-8, 1855.

4012. CARRÉ-WEYLER DE NAVAS. — De l'Effet de la possession des meubles. Th. D., par CARRÉ-WEYLER de NAVAS. — In-8, 1869.

4013. GUILLAUMIN. — Des Effets de la possession des meubles. Th. D., par GUILLAUMIN. — In-8, 1861.

4014. FOURNIER. — Étude sur les effets de la possession des meubles. Th. D. par A. FOURNIER, d. e. d. — In-8, 266 p., *Paris*, Noblet, 1876.

4015. GAYET. — Origine et portée de la maxime : *En fait de meubles la possession vaut titre*. Étude sur la prescription mobilière. Mémoire présenté à la Fac. de dr. de Grenoble, pour le concours de 1862, par A.-F. GAYET, av. — In-8, 145 p., *Grenoble*, Maisonville et Cie, 1863.

4016. MASSOL. — Examen de la maxime qu'*en fait de meubles la possession vaut titre*, par MASSOL, d. e. d., av. à Toulouse. — Ap. *la Trib. provinc.*, t. II (1837), p. 51-64.

4017. ORTLIEB. — Des Effets de la possession des meubles dans le droit français ancien et moderne, par J. ORTLIEB, av., d. e. d. — In-8, 114 p., *Paris*, Cotillon et fils, 1871. (2 fr.)

4018. RAYNAUD. — De la Règle : *En fait de meubles la possession vaut titre*. Th. D. par RAYNAUD. — In-8, 1873.

4019. RENAUD. — CHAUFFOUR. — L'art. 2279 du C. Nap.. interprété par les origines germaniques, par RENAUD, prof. à Berne (Extr. du *J. Crit. de Législat. de MM. Mittermaier et Mohl*, et trad. par V. CHAUFFOUR, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XXII (1845), p. 371-379, et t. XXIII, p. 81-89.

4020. RIVIÈRE. — La Maxime : *En fait de meubles possession vaut titre*, exerce-t-elle une influence sur le principe de la transmission de la propriété des meubles, par l'effet des conventions et sur celui de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi? par H.-F. RIVIÈRE, d. e. d. — Ap. *Rev. Wol.*, t. XLII (1851), p. 310-322.

4021. THOLOUZE. — De la Règle : *En fait de meubles la possession vaut titre*. Th. D. (Bordeaux), par THOLOUZE — In-8, *Bordeaux*, 1873.

V. enc. sup. n° 821.

Loi du 15 juin-5 juillet 1872 sur les Titres au porteur perdus ou volés.

4022. — La loi sur les Titres au porteur et le règlement d'administration publique relatif à son exécution. — Ap. *Droit*, 4 mai 1873.

4023. AMELINE. — De la Revendication des Titres au porteur volés ou perdus, par H. AMELINE, av. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XXVII (2e 1865), p. 209-229.

4024. BOGELOT. — I. Deux mots sur la question des Titres au porteur volés ou perdus, par P. BOGELOT, av. — In-8, 15 p., *Paris*, A. Durand, 1861. (1 fr.)

II. Des Titres au porteur perdus ou volés. Considérations sur la législation actuelle, et l'utilité d'une loi nouvelle, avec la liste des principaux arrêts sur ce sujet. — In-8, 31 p., *Paris*, A. Durand, 1864. (1 fr. 50.)

Extr. de la *Rev. du Droit comm.*, 1864.

4025. BUCHÈRE. — I. Des Titres au porteur perdus, volés ou détruits, et des moyens d'en recouvrer la jouissance. Commentaire de la loi du 15 juin 1872, par Ambr. BUCHÈRE, av. gén. à Rouen. — In-8, 80 p., *Paris*, Marescq aîné, 1874. (2 fr.)

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXXV (1er 1873), p. 129-162 et 476-517. Cette étude y avait paru sous le titre : *Des Titres au porteur. Droits du propriétaire dépossédé. Formalités à remplir en cas de perte, de vol ou de destruction des titres (Loi du 15 juin 1872).*

V. art. crit. d'Ern. CHAUDÉ, ap. *Gaz. Trib.*, 11 avril 1874.

II. Étude économique et juridique sur les Titres au porteur. — In-8, 87 p., *Paris*, Marescq aîné, 1875. (2 fr.)

Cette étude a été couronnée par l'Acad. de législ. de Toulouse, au concours de 1874. Elle a d'abord été insérée ap. *Rev. Prat.*, t. XXXIX (1er 1875), p. 129-183 et 377-402.

V. enc. sup. n° 824.

4026. DESRUES. — Du Droit de suite sur les Titres au porteur (art. 2279 et 2280 du C. c.. loi du 15 juin 1872), Th. D., par Alfr. DESRUES. — In-8, 239 p. *Paris*, Pichon, 1874.

4027. FLANDIN. — I. Titres au porteur. Destruction. Perte. Vol. Duplicata, par FLANDIN, cons. à Paris. — Ap. *Rev. Crit.*, t. XIII (2e 1858), p. 419-440.

II. Titres au porteur. Perte. Dupli-

cata. Caution. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. VII (1866), p. 578-588 et 897-903.

Ces articles portent tous en sous-titre : Le propriétaire de valeurs industrielles au porteur, par exemple d'actions ou d'obligations de chemins de fer, est-il fondé, en cas de destruction, de perte ou de vol de ces valeurs, à exiger que la compagnie de qui elles émanent lui en délivre des duplicata, sous caution?

Add. 1. THIERCELIN. — Examen doctrinal sur arrêt de Paris, 13 mai 1865 (Boullenger c. Cie Chem. de fer du Nord). — Ap. *Dall.*, 1866, 2, 145 (6 col.).

2. LABBÉ. — Observations sur le même arrêt. — Ap. *Sir.*, 1865, 2, 153 (4 col.).

4028. DE FOLLEVILLE. — Traité de la possession des meubles et des Titres au porteur. 2e *éd.* revue, augm. et mise au courant de la législation et de la jurispr., par Daniel de FOLLEVILLE, prof. Fac. de Douai, avec la collaboration de J. LONFIER, av. — In-8, LV-1060 p., *Paris*, Maresceq aîné, 1875. (12 fr.)

La 1re éd. a paru sous le titre d'*Essai sur la possession des meubles et sur la revendication des titres au porteur volés ou perdus*. In-8, 315 p. *Paris*, Maresceq aîné, 1869. Elle était extr. de la *Rev. Prat.*, t. XXVI (2e 1868), p. 97-132 et 505-543; t. XXVII (1er 1869), p. 184-215, 302-393, et t. XXVIII, p. 13-94. Cette étude était extraite d'un Essai sur le titre de la Prescription que préparait l'auteur et qui n'a pas encore paru. V. sup. nos 3941, 3974, 3977. En attendant, M. de F. en a définitivement détaché cette monographie qui est devenue un ouvrage considérable presque uniquement consacré aux titres au porteur perdus ou volés, et il y a compris plusieurs études précédemment publiées par lui :

1. Sur le cours forcé des billets de banque (nos 262 à 273, p. 399 à 426). V. sup. no 2147.

2. Conversion des titres nominatifs en titres au porteur (nos 276 à 287, p. 430 à 452).

3. Constitution d'un droit d'usufruit ayant pour objet des titres au porteur (nos 306 à 318, p. 464-473).

4. Précédents historiques quant à la situation du propriétaire dépossédé de ses titres avant la promulgation de la loi du 15 juin-5 juill. 1872 (nos 374-400, p. 530-572. — Critique de la nouvelle loi (no 454-469, p. 621-635).

5. Revendication des titres au porteur en matière de faillite (nos 503-525, p. 668-708).

6. Conditions du transport des titres par chemins de fer ou par la poste (no 553-556, p. 731-740).

V. art. crit. de J. MARIE, agr. à Rennes, ap. *Rev. Crit.*, t. XXXVII (2e 1870), p. 272-281. — de *** ap. *Gaz. Trib.*, 2 juill. 1875.

4029. FOURIS. — Perte du Titre au porteur (loi du 15 juin 1872), par E. FOURIS, d. e. d. — Ap. *Rev. prat.*, t. XXXIV (2e 1872), p. 524-538.

4030. GODARD. — De la Revendication des billets de banque perdus ou volés, par H. GODARD, d. e. d., av. — In-8, 8 p. *Paris*, Cotillon, 1870.

Extr. de la *Rev. Crit.*, t. XXXVI (1er 1870), p. 193-200.

4031. JOCCOTTON. — Des Titres au porteur perdus, volés ou incendiés. Du recours du propriétaire. Le propriétaire d'un titre au porteur, adiré, soustrait ou perdu par sa faute, est-il déchu de toute action contre la société ou l'établissement par lequel ce titre a été créé? par A. JOCCOTTON, anc. av., j. de p. à Couches-les-Mines. — Ap. *Rev. prat.*, t. XII (2e 1861), p. 326-335.

4032. MORET. — Mémento du possesseur de titres au porteur. Des mesures à prendre en cas de perte, vol ou destruction de titres au porteur. Loi du 15 juin 1872. Explication, Commentaire, Formules, par J. MORET, huissier à Paris. — In-12, 51 p., *Paris*, Chérié, 1876. (1 fr.)

4033. PHILBERT. — Quelques Observations sur les Titres au porteur, sur les droits du propriétaire dépossédé, et sur la loi nouvelle du 15 juin 1872, par L. PHILBERT. — Ap. *Droit*, 9 août 1872.

4034. VINCENT. — Étude sur les titres au porteur, par J. VINCENT, av. Conférence des attachés. — In-8, 46 p., *Paris*, Maresceq aîné, 1865.

Extr. de la *Rev. Prat.*, t. XIX (1er 1865), p. 457-498.

4035. ***. — Des Titres au porteur et de la Responsabilité des changeurs. Revue de Jurispr. — Ap. *Gaz. Trib.*, 1er juil. 1874.

V. enc. Exam. doctr. ap. *Dall.*, 1872, 1, 161 (6 col.), Cass., 5 janv. 1872 (Merkens).

V. enc. sup. no 2405 et 4027.

Sur les titres au porteur, V. enc. nos 824 et suiv. Add. :

1. DUHAMEL. — Des Titres au porteur. Th. D., par H. DUHAMEL. — In-8. *Grenoble*, 1864.

2. DREYFOUS. — Des Titres au porteur dans leurs rapports avec le droit civil, la revendication exceptée. Th. D., par DREYFOUS. — In-8, 1875.

V. enc. sup. no 2796.

4036. LANSEL. — Inventaire. Titres au porteur. Titres nominatifs. Cote et paraphe. Formalités. Précautions à prendre par le notaire, par Ch. LANSEL. — Ap. *Rev. du Not. et de l'Enr.*, t. XVII (1876), p. 801-813.

4037. — PERRIQUET. — Actions nominatives. Effets du transfert en blanc. Pouvoir de l'agent de change, par E. PERRIQUET, av. C. de Cass. — Ap. *Rev.*

du Not. et de l'Enr., t. XVII (1876), p. 734-739.

4038. PRADIER. — Des certificats de propriété, par H. PRADIÉ.

Cet utile traité est extr. de la *Rev. du not. et de l'Enr.*, t. III (1862), p. 178, 258 ; t. IV, p. 256, 350, 512, 670, 910 ; t. V, p. 255, 660 ; t. VII, p. 263, 333, et t. VIII, p. 23, 264 et 500, et a été inséré dans la *Collect. des Observ. prat.*, p. 852-1052. — V. sup. n° 2001.

FIN.

ERRATA.

N[os] 442, au lieu de : *Prof.* Rep., lisez : *Proc.* Rep.

» 576, 1650, 39 ; 1916 *note*, 2748 *note*, au lieu de : *Carrette*, lisez CARETTE.

» 1824, au lieu de : clause qui d*onne*, lisez : clause qui *dénie*.

» 2130, au lieu de : *Pochonnet*, lisez : POCHANNET.

» 2293, au lieu de : 1862, p. 195, lisez p. 105.

» 2499, au lieu de : *Méline*, lisez : J. MÉLIN.

» 3152, au lieu de : *Pillette*, lisez : PILETTE.

» 3435, au lieu de : V. inf. n° 3501, lisez : n° 3674.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS D'AUTEURS

(Les numéros indiqués sont les numéros d'ordre.)

A

ACCARIAS (Cal.) — 3303.
ACCARIAS (J.) — 2779.
ACKERMANN (Em.) — 2184, 1 ; 2893.
ACOLLAS (Em.) — 13, 94, 127, 605.

ADAM — 323, 3261.
ADAN (H.-F.-G.) — 3196.
ADDENET (Aug.) — 32, 310.

AFFRE (l'abbé) — 839.

AGIER — 425.
AGNEL (Em.) — 2838, 2913, 3137, 3169.
AGNÈS — 910.
AGNÈS (J.-A.) — 1385.
AGUESSEAU (d') — 1878.

ALARDET (H.) — 3970, 1.
ALAUZET (Isid.) — 226, 252, 3038, 3170, 3248 *note*, 3708 *note*, 3831, 3951.
ALAYRAC — 1534.
ALBIOUSSE (Lionel d') — 346.
ALEXANDRE — 820.
ALGLAVE (Em.) — 363.
ALLAERT — 3171.
ALLARD — 3728, 3999.
ALLARD (Christ.) — 2336.
ALLART (Georges) — 3628.
ALLEMAND — 412, 3871.
ALLOU — 1809, *note*.
ALLY — 3703
ALMÉRAS-LATOUR — 1932 *note*, 3595 II, *note*.
ALPY (H.-M.) — 557.
ALQUIÉ — 3279.

AMELINE (Edm.) — 434.
AMELINE (H.) — 2875, 2968, 3039, 3197, 4023.
AMIABLE (L.) — 794.
AMIAUD (Alb.) — 1047, 2062, 2166, 3262, 3271, 3681, 3813.

ANCELLE (Ch.) — 2546.
ANCELOT — 164, 492, 604, 1717, 1925 *note*, 2021 *note*, 2047 *note*, 2401, 2553, 3708 *note*.
ANCENAY — 2682, 1.
ANDRAL (P.) — 364, 1088.
ANDRÉ (d') — 2029.
ANDRIANU — 2216, 1.
ANDRIOT — 55.
ANGEBAUD — 842.
ANOUILH — 2045.
ANTHOINE de SAINT-JOSEPH — 3872.
ANTOINE — 1421.
ANTONINI (P.) — 2370, 1.

APPAY — 2845.
APPLETON (Th.) — 3970, 2.

AQUARONE — 2029.

ARBAUD — 2759.
ARDANT DU PICQ — 3601.
ARGLES (A.) — 3017 *note*.
ARHAUD — 2132.
ARMAND — 2382, 1.
ARMENGAUD — 1144.
ARNAUD (Alph.) — 1454.
ARNAULT — 1000, 1145 *note*, 2247, 1.
ARNAULT DE GUÉNYVEAU (H.) — 2392.
ARNAULT-MÉNARDIÈRE (Cam.) — 1660.
ARNOLD (G.-D.) — 142.
ARNTZ (E.-R.-N.) — 95.
ARTHUYS — 3497, 1.
ARVET — 2173.
ARZAC-POUTIER — 2216, 2.

ASTOUL — 2670 *note*.
ASTRIÉ (Ern.) — 829, 3130.
ASTRUC — 1214.

AUBÉPIN — 1809 *note*.
AUBERGÉ — 2782, 1 ; 3497, 2.
AUBERT — 3118, 1.
AUBRY (C.) — 59, 84 *note*, 730, 1624, 1649.
AUCOC (L.) — 885, 1282 *note*, 3525.
AUDIAT — 3970, 3.
AUDIER (J.) — 1597 *note*, 1900, 2264, 2602, 2687, 3264 *note*, 3302, 3421, 3480, 3490, 3494, 3500, 3502, 3509, 3529, 3567, 3581, 3607, 3738, 3746, 3765, 3777, 3783, 3823.
AUDONNET — 2637.
AUDRAN — 2666, 1, 4010.
AUGER — 3532, 2.
AUJAY (J.-F.) — 3970, 4.
AULANIER (A) — 911, 3952.
AUMAITRE — 1775.
AUNAY (Alf. d') — 2947.
AUTEROCHE (d') — 2614.
AUVILLIERS (d') — 46.
AUVRAY — 991.
AUZIÈS — 1640 *note*, 3943 *note*.

AVISSE (H) — 2406, 2816 *note* II.
AVOND — 782 *note*.

AYLIES — 1177 *note*.
AYMARD — 1617.
AYMÉ (H.-F.-Alf.) — 1558.

AZAÏS (R) — 253.

B

BABINET — 2488, 3488 *note* I.
BABLED — 2184, 2.
BACHELARD — 3361, 1.
BACHELIER — 2074.
BACQUA de la BARTHE (Nap.) — 22.
BADIN (H.) — 2882.
BADON-PASCAL — 3143.
BAHUNO du LISCOET (Ed. du) — 2202, 1.
BAILLY — 739 *note*.
BALLAND — 1227.
BALLEROY de REINVILLE (F.-P.) — 2168, 3384, 3926.
BALLOT (Ch.) — 178, 199 *note*, 660 *note*, 1233, 1518, 1850 *note*, 2162, 2816, 2829, 2878, 2908 *note*, 2961 *note*, 3000, 3022, 3162, 3445, 3481, 3663, 4007.
BALLOT-BEAUPRÉ (Alex.) — 1464.
BAMBALÈRE — 739, 753, 1328.
BANCELIN — 1366.
BAPTS — 1617.
BARAFORT — 59 *note*, 1559, 2019.
BARANDON — 2074.
BARATIN — 1420.
BARATIN (Eug.) — 2308, 1.
BARBE — 2122.
BARBERET — 2729.
BARBIER — 3802, 1.
BARBIER (Ed.) — 3970, 5.
BARBIER (J.-C.) — 91 *note*, 2398 *note*, 3164 *note*.
BARBIER de BLIGNIÈRES — 1451.
BARBIER de FELCOURT — 359 *note*.
BARBOTIN — 1617.
BARDOUT — 2646 *note*.
BARET (P.) — 636.
BARILLET — 2464.
BARILLIET (Th.) — 179, 2224, 2800.
BARNABÉ (E.-C.) — 630 *note*, 1453.
BARON — 3308, 1.
BAROUX — 3924, 13.
BARRAU — 4003.
BARRAU (P.-B.) — 3252.
BARRAU (Raym. de) — 2249, 1.
BARRÉ — 3308, 2.
BARREAU (Th.-H.) — 684.
BARRIER — 1003.
BARROT (Odilon) — 489 *note*.
BARRY — 2074.
BARTHÉLEMY — 3385.
BASCLE de LAGRÈZE — 324.
BASTIER de TRÉMÉRICOURT — 3540, 1.
BASTINÉ — 62 *note*.
BASTON — 426.
BATAILLARD (Ch.) — 1048.
BATBIE (Ans.) — 14, 15, 512 *note*, 886 *note*, 891 *note*, 1718, 2119 *note*, 3081, 3142, 3172.

Baton (Alex.) — 21
Battur (G.-B.) — 1535, 2477, 3386.
Bauby (Just.) — 1209, 1226, 1436, 1759, 1777, 1873, 2058, 2097, 2679, 2730, 3584.
Baudot — 649, 3486 *note* II, 3542 *note*.
Baudot (J.-F. et Ch.) — 3414.
Baudouin — 2395, 1. — 3118, 2.
Baudrillart (H.) — 927, 1719.
Baulny (de) (C.) — 1811.
Bauny de Récy (R.) — 966.
Bayeux — 3422.
Bayle — 3361, 2.
Bayle-Mouillard — 1649, 1701, 1708, 1967, 2668, 3314.
Bayon (A) — 1034.
Bazot (Théoph.) — 1519, 1807, 1851, 1981, 2008, 2075, 2566.

Beaucé — 1098.
Beaudouin — 3070.
Beaufils — 2029.
Beaulieu — 2650, 2666, 2.
Beaume (Al.) — 1074, 1142, 1296, 3040.
Beaume (de la) — 933 *note*.
Beauregard (V. de) — 2225.
Beautemps-Beaupré (C.-J.) — 1295, 1649, 1842, 3309.
Beauvant — 1851.
Beauverger (Edm. de) — 914.
Beauvois (L.-A.-D.) — 3970, 6.
Béchard — 627 *note*, 1625.
Beck (A. de) — 451.
Becker — 3546 *note*, 3729.
Beckers — 3530.
Bécot — 631 *note*.
Becquart — 2296, 1.
Bédarride — 3229 *note*, 3652 *note*.
Bédarride (J.) — 60, 254, 1099, 1145, 1720, 1800, 2134, 2631, 2969, 2980, 3082, 3144, 3334.
Bédel — 124, 619.
Bégis — 2794.
Bègue — 2275.
Béguin — 3960 *note*.
Behenne (G.) — 403.
Béjanin — 2184, 3.
Bélime (W.) — 3953.
Bellaigue (A.) — 505, 1238, 1265, 1380 *note*.
Belland — 2391, 1.
Bellart — 517, 624.
Bellencontre — 2745, 1.
Bellet (V.) — 1049.
Bellier du Charmeil — 909, 3784.
Bellomayre — 2249, 2.
Bellot des Minières (P.-H.) — 2427, 2446, 2612, 2632, 2661, 2844 *note*.
Belost-Jolimont — 1389, 1649.
Benech — 667, 2076, 2567, 2681, 3666, 3966 *note*.
Benoist — 2482.
Benoist (J.-L.-A.) — 2395, 2.
Benoit — 3118, 3.
Benoit (X.) — 1600, 2633, 2703.
Béra — 735.
Bérard — 2460.
Bérard des Glajeux — 2489, 2833.
Berenger (René) — 2662.
Berger — 2622 *note* I.
Berger (A.) — 3185.
Berger (E.) — 1691, 3704, 3814.
Bergier — 1885, *note*.
Bergson (J.) — 199 *note*, 1590 *note*, 3173.
Berlier — 1851.
Berlet — 606, 3992 *note*.

Bernard — 124, 1577, — 2768 — 2807 — 3019 — 3513 — 3532, 3.
Bernard (M.-P.) — 96, 559, 1812, 3593.
Bernard (T.-N.) — 1146.
Bernardi (J.-L.-D.) — 97, 155, 413, 1702, 2111, 2428.
Berneaud — 1321, 2900.
Bernède (Ch.) — 325.
Bernusset — 2282, 1.
Berriat-Saint-Prix (Fél.) — 98, 122, 123, 414, 801, 1868, 1989, 2426, 3403 *note*, 3873.
Berriat-Saint-Prix (Jos.) — 199 *note*, 311, 355 *note*, 1918, 2366, 3170, 3979.
Berryer — 215 *note*, 1778.
Bert — 1617.
Bertauld (A.) — 59 *note*, 61, 104 *note*, 181, 304, 402, 798, 930 *note*, 1100, 1495, 1511 *note*, 1541, 1557, 1661, 1675, 1699, 1763, 1875, 1877, 2014, 2020, 2028 *note*, 2037 *note*, 2046, 2077, 2143, 2284, 2349, 2401, 2471, 2555, 2611, 2638, 3316 III *note*, 3573, 3668, 3741, 3795, 3980, 3992 *note*, 4000.
Berthe (A.) — 3415.
Berthelot — 143.
Berthet — 3198.
Bertheville (de) — 2074.
Berthier (Ferd.) — 133.
Berthon — 3585.
Berthoule — 884.
Bertin — 25 II *note*, 199 *note*, 354, 365, 399, 552, 729, 731, 1251, 1549, 2568, 2688, 3335, 3446, 3693, 3854.
Bertin — 3970, 7.
Bertrand — 1617.
Bertrand (Cl.) — 3351.
Bertrand (Ern.) — 789.
Bertrand (J.-A.) — 1348.
Berville — 145 *note*, 1097 *note*.
Beslay (F.) — 2970.
Besnard — 1496.
Besnus — 389.
Besson — 702.
Bethmont (P.) — 489 *note*, 3970, 8.
Bethmont (L.-Fr.-R.) — 1560.
Bétolaud — 294 *note*, 1809 *note*.
Beudant (Ch.) — 237, 245, 627, 1781 *note*, 2251 *note*, 2350, 2552, 2996, 3001, 3163, 3744, 3796.
Bezou — 3308, 3.
Bezout (P.) — 2876.
Bezy (H.) — 1855, 2285.

Biarnoy de Merville — 1896.
Bicquant (P.) — 2848.
Bidart (P.) — 2351, 3168.
Bigard — 1300.
Bigot — 2794.
Bigot (J.-A.) — 3447.
Bilhard — 1561.
Billard de Lorière — 1617.
Billaudelle — 2077 *note*.
Billegard (A.) — 1908.
Billet — 3084.
Billette (Ad.) — 3840.
Billot (Fréd.) — 2923 *note* I.
Binet — 2811.
Bioche — 3705, 3954.
Bionne — 623.
Biot (L.-Hipp.) — 1005.
Biret (A.-C.-L.-M.) — 141, 341, 391, 2276, 2429.
Bitter (P.-D.-J.) — 1662.

Blaise (Ad.) — 2981, 3381.
Blanc — 3663.
Blanc (Et.) — 1074, 1147, 1148.
Blanc (Fr.) — 3285.
Blanc-Saint-Bonnet — 1191.
Blanchard (G.) — 415.
Blanchard (J.-A.) — 607.
Blanche (Ant.) — 2397 *note*, 3589.
Blanche (Arm.) — 326, 967, 2928, 3277 *note*.
Blanchet — 685.
Blanchon — 640.
Blaquière (J.) — 1933.
Blech — 1611.
Blétry — 1149.
Blin (Luc.) — 1838, 3225.
Blocaille — 1611.
Bloch (Alph). — 366, 1626.
Blondeau (H.) — 124, 170, 303, 1562, 2200, 2272 *note*, 2705, 3383 *note*, 3511, 3615.
Blondel — 2050.
Blondel (J.) — 3226.
Bluntschli — 288.

Boreuf — 3157.
Bochin — 1280.
Bocquillon (L.-J.-A.) — 1676.
Bodan (du) — 668.
Bodin (Ed.) — 2792.
Boeresco — 438.
Bogelot (G.) — 9682, 889.
Bogelot (P.) — 4023.
Boigne (de) — 3016.
Boileau de Castelnau (Ph.) — 618.
Boileux (J.-M.) — 62, 1520, 1649.
Boinvilliers — 293 *note* III, 3328.
Boirot (G.) — 3286.
Boissard — 358 *note*, 1764.
Boissat-Mazerat (J.) — 533.
Boissel de Monville — 857.
Boisset (de) — 2074.
Boissier — 2660, 1.
Boissonade (Gust.) — 1521, 1673, 1722, 1843, 2064, 2147 *note* II, 2185, 3041, 3766.
Boistel (A.-M.-B.) — 686, 2147 *note* I.
Boitelle — 1563, 1671.
Boivin — 830.
Boivin-Champeaux — 91 *note*.
Bolay — 2094.
Bolo — 2078.
Bona-Christave — 889.
Bonafos-Lazerme (H.) — 2737.
Bonafous — 1511 *note* IV.
Bonald (de) — 1428 *note*.
Bonfils — 3308, 4.
Bonfils (H.) — 280.
Bonin — 3540, 2.
Bonjean — 1089, 1281, 1282.
Bonjean — (G.) 1282.
Bonnal (Edm.) — 1721.
Bonne (L.-Ch.) — 2030, 2723, 3002, 3526.
Bonnefoy — 3727.
Bonnet — 2074.
Bonnet (Arm.) — 1522, 1874, 2021, 2047, 2065, 3670.
Bonnet (H.) — 777.
Bonnet (P.) — 1050, 2344, 1.
Bonneville (P.) — 2554.
Bonneville de Marsangy — 17 *note*, 233 *note*.
Bonneville de Marsangy (L.) — 3199, 3235 *note*.
Bonnier (Ed.) — 73 *note*, 88 *note*, 107, 199 *note*, 645, 1367, 1562 *note*, 2107 *note*, 2174, 2291, 2997
Bonthoux — 846.
Boratynski — 2248.
Bordeaux (Raym.) — 858.
Bornier (V.) — 2853.

Bosch (H.) — 2513 *note*.
Bosiano — 2184, 4.
Bosquet — 2223, 1.
Bossange (Hect.) — 1101.
Bottet — 1775.
Boubée de la Couture — 1888.
Boucaud — 2236.
Bouchetal-Laroche — 3325, 1.
Bouchez (Cam.) — 534.
Bouchot — 702.
Boucly (Fél.) — 3352.
Boudier — 2625.
Boudousquié (A.) — 3186.
Bouillet — 2249, 3.
Bouillier — 1310.
Bouinais (Arist.) — 2689.
Boulage — 63.
Boulangé — 2391, 2.
Boulanger — 3621,
Boulanger (Em.) — 2245.
Boulay (Stan.) — 2547.
Boulé (A.) — 553.
Boullaire — 3072.
Boulland (T.) — 2710.
Boullanger (Am.) — 583 *note*, 584, 597 *note*, 1914 *note*, 3270 *note*.
Boullée de Bourg (A.-A.) — 1102.
Boullenger — 1950 *note*, 2063, 2871 *note* I, 3270 *note*.
Bouloumié (A.) — 669.
Bouniceau-Gesmon — 64, 2098, 2424, 2914, 3785.
Bourbeau — 1511 *note*.
Bourbeau (Alb.) — 2267.
Bourcy — 2282, 2.
Bourdon — 1577.
Bouré — 2569.
Bourgade — 352, 475, 3842.
Bourgade (F.) — 1283, 1368.
Bourge (de) — 2330.
Bourgeois — 2175, 2255, 1 ; 2794.
Bourgeois (J.) — 305.
Bourgnon de Layre — 861, 2204.
Bourguignat — 1234, 1340, 2295, 2973, 3009 *note*.
Bourguignon (A.) — 2849.
Bourguignon (C.) — 27 III *note*, 33.
Bourlet* — 689 *note*, 1403 *note*

C'est le pseudonyme sous lequel Blondeau, Ducaurroy et Jourdan ont écrit quelquefois dans la *Thémis*.

Bourlet de la Vallée — 2971.
Bournat (J.-V.) — 572, 3023.
Bourne — 3706.
Bourrouillon (Jos.) — 1663, 1990,
Bourse — 2536 *bis*, 1.
Boursy — 2660, 2.
Bousquet, ou Bousquet (de) (A.-R) — 9, 65, 714, 3932.
Bousquet (J.) — 2102.
Boussard d'Hauteroche — 666.
Boussuge — 523.
Boutan — 2291 *note*.
Boutaric — 1879.
Boutet — 2196.
Boutry (J.) — 227.
Boutry-Boissonade. *V.* Boissonade.
Bouvard (L.) — 768.
Bouvattier — 2015.
Bouvier (A.) — 177.
Bouyon — 3114.
Boyer (Cas.) — 2449.
Boyer (Paul) — 1723.
Bozérian (Jeannotte) — 335 *note*, 3143, 5164.
Bozon — 713.
Bozon (E.) — 494.
Braas (Ad.) — 2303.
Braff (P.) — 327.
Braine — 1294 *note*, 3874.
Brauet — 3727.
Bravard-Veyrières — 2982, 3441.
Brémont — 3269.
Brémont (L.) — 3174.
Brenier — 3546 *note*.
Brésillion (L.) — 378 *note*, 1625 *note*, 2570, 2586, V. *note*, 2655, 3488 *note* II.
Bressolles (G.) 99, 213, 445, 510, 556, 625, 708, 1117 *note*, 1210, 1354, 1627, 1724, 1808, 1839, 1903, 2027 *note*, 2126, 2141, 2530, 3024, 3707, 3773 *note*.
Bresson — 3865.
Bresson (J.) — 2983.
Bret — 3192.
Bretagne (A.) — 1284.
Breton (Em.) — 2344, 2.
Breuillaud — 2074.
Breulier (Ad.) — 1103, 1150, 1151, 3235 *note*.
Briançon — 2370, 2.
Briard — 2190.
Brière de Boismont — 778.
Briguiboul — 3790.
Brissot de Warville — 932 *note*.
Brives-Cazes — 1601, 2543.
Brixhe (G.-H.) — 1006.
Brocher (Ch.) — 192, 1725.
Brolles — 1598, 2999 *note*, 3336.
Brossard — 49.
Brouard (de) — 472.
Brougham (lord) — 3348 *note*.
Broussard — 1677.
Broy — 1038.
Brugnon — 713, 2995, 1.
Bruneau (G.) — 824 *note*, 1017 *note*.
Bruneau (I.) — 388.
Brunel de Bonneville-Colomb — 2614.
Brunet (J.) — 1076.
Brunnetière — 1455.
Bry — 3259, 1.

Buchère (Ambr.) — 824, 2883, 4025.
Buchon (Max) — 3069 *note*.
Bucquoy (Hect.-P.) — 2361, 2809.
Buffé (E.) — 3006.
Bufnoir — 3403 *note*.
Bugnet — 145, 489, *note*.
Bugniet — 1266.
Buisson — 1246.
Burdet — 100, 2651.
Buret — 2074.
Buretey — 3875.
Burg (Michel) — 3337.
Burguerieu — 2037 *note*.
Burty — 2442 *note*.
Burtz — 485, 2755, 3806, 5
Bury (Aug.) — 1067.
Buschaert — 1465.
Bussy — 3141.
Buteau — 623.
Butenval (de) — 1726.

C

Cabantous (L.) — 73 *note*, 628, 1564, 2194, 2706 *note*, 2708 *note*, 2809 *note*, 2892 *note*, 3747.
Cabrye (E.) — 3362.
Cadrès (Em.) — 146, 608, 2311, 3315.
Caen (L.) — 271 *note*.
Caffin — 897.
Cagny (J. de) — 3426.
Calary — 3118, 4.
Caillemer (Exup.) — 61 *note*, 3085.
Calland — 2202, 2.
Calmeil — 383.
Calmels — 1009 *note*, 1077, 1152.
Calmètes — 2224 *note*, 2524.
Calmets de Pontis — 2344, 3.
Calogéropoulos — 1617.
Cambacérès — 1 *note*.
Cambon-Lavallette — 2794.
Cambuzat — 761.
Camescasse — 2896.
Camouilly — 1437, 3382.
Campenon (T.) — 134.
Campion — 3297.
Campistron — 3497, 3.
Camus — 10 *note*.
Camusot — 2074.
Canonne — 2782, 2.
Cantacuzène — 2247, 2.
Cantel — 2825 *note*.
Cantili — 2660, 3.
Capèle (de) — 1431.
Caplanne (P.-P.) — 3497, 4.
Capmas — 483 *note*, 2041 *note*, 2182, 2337.
Capriano — 3308, 5.
Caqueray (G. de) — 1612, 1664, 1859, 2024 *note*, 2031, 2079, 2119 *note*, 2219, 3235, 3448.
Caquot — 2515 *note*, 2571, 2586 II *note*, 3558, 3806, 1 ; 3922, 3924, 2, 58.
Caratheodory (Alex.) — 2127.
Cardes (de) — 2754, 1.
Cardonnel — 3279.
Cardot (V.) — 1497, 1869.
Cardot-Berry — 2338.
Carel — 4011.
Caresme — 1104, 2205.
Carette (A.) — 576, 1650, 39, 1916 *note*, 2748 *note*, 3403 *note*, 3812.
Carles — 1555.
Carol — 2047 *note*, 2109 *note*, 3357.
Caron — 3970, 9.
Carou (J.-M.) — 3955.
Carpentier — 2274, 1.
Carpentier (Ch.) — 2368.
Carraby (S.) — 3338.
Carré — 125, 149 *note*, 200.
Carré (Alf.) — 1466.
Carré (G.-L.-J.) — 912.
Carré (N.-A.) — 34.
Carré-Weyler de Navas — 4012.
Carret — 3532, 4.
Carrier (J.-B.) — 2103, 2380, 2430, 3387, 3926.
Carrière (F.) — 61 *note*.
Carrière (H.) — 411 *note*.
Casabianca (de) — 3925.
Casanova (A.-F.) — 2066.
Casati (C.) — 1091.
Cassagne — 2337 *note*.
Cassan — 2896.
Casseleux — 2038, 2556.
Cassemiche — 2080.
Castel — 2133.
Catal — 2215, 1.
Cauche — 1890.
Cauchy (E.) — 898.
Caussanel-Robaglia — 3755.
Cauvière — 2029.
Cauwès (P.-E.) — 166 *note*, 246, 1284 *note*, 1420, 1722 *note*.
Cavalié — 2834.
Cavaré (P.) — 3042.
Cazalens — 166 *note*, 1983, 3656
Cazaubon — 1493.
Cazaux — 1851.
Cazeaux — 3802, 2.

Celeyron — 702.

CELLIEZ (H.) — 996, 2421, 2890.
CERFBEER DE MEDELSHEIM (Cl.) — 1073.

CHABEUF — 3924, 3, 5.
CHABOT de l'Allier — 147, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1648.
CHABOT-CHÉRON — 1410.
CHAGHIAN (Bedros T.) — 416.
CHAIN — 2896.
CHAIS (Maur) — 1523.
CHAISEMARTIN (A.) — 1724.
CHAIX-D'EST-ANGE — 367, 480 *note*.
CHAIX-D'EST-ANGE (Gust.) — 32 *note*, 62 *note*, 84 *note*, 104 *note*, 113 *note*, 345 *note*, 539 *note*, 782 *note*, 1013 *note*, 1075 *note*, 1077 *note*, 1103 *note*, 1127 *note*, 1215 *note*, 1393 *note*, 1713 *note*, 1842 *note*, 2047 *note*, 2394 *note*, 3023 *note*, 3211 *note*, 3256 *note*, 3403 *note*, 3708 *note*.
CHALLAN-BELVAL — 1787.
CHALRET — 1650, 2.
CHALVET — 2029.
CHAMBON (Ch.) — 2391, 3.
CHAMBOURDON (J.-B.-R.) — 2873.
CHAMPAGNAC (Gust.) — 1105.
CHAMPAGNY (de) — 205.
CHAMPEAUX (G. de) — 148, 991.
CHAMPIONNIÈRE — 859, 2713.
CHANON — 1617.
CHANTAGREL (J.) — 101.
CHANTRET (l'abbé) — 238.
CHANTREUIL (H.) — 2282, 3.
CHANVIN (Em.) — 1665.
CHAPSAL — 2701.
CHARBAUT — 3096 *note*.
CHARDON — 524, 687, 715, 953, 2135, 3086, 3113 *note*, 3129 *note*.
CHARDON DE CHÈNEMOIREAU — 1467.
CHARLET — 3363.
CHARPENTIER — 1103 — 2518.
CHARRIÉ — 2060.
CHARRIER-JUIGNET — 102.
CHARTIER (Alex.) — 3482.
CHARVET — 3497, 5.
CHARVILLAC — 328.
CHASSAIGNE — 2074.
CHASSAN — 2616 *note*.
CHASTELLAIN — 2754, 2.
CHATEAU — 1051, 1438.
CHATINIÉRES — 2845.
CHATINIÈRES (P.-C.-Gust.) — 3449.
CHAUDÉ (Ern.) — 4025 *note*.
CHAUDOT — 3924, 49.
CHAUFOUR — 702.
CHAUFFOUR (V.) — 59 *note*, 2436 *note*, 3956 *note*, 4019.
CHAUFTON — 3377.
CHAULIN — 214.
CHAUMAT (Alex.) — 2128.
CHAUMIÉ — 2184, 5.
CHAUVEAU — 1592.
CHAUVEAU (ADOLPHE) — 860, 954, 1052, 1346 *note*, 2352 *note*, 2720, 2826, 2840 *note*, 3025.
CHAUVEAU (Franck) — 2277.
CHAUVET — 2929.
CHAUVIN (Aug.) — 66.
CHAVANNES — 385.
CHAVÉRIAT — 713.
CHAVET — 3141, 3161.
CHAVOT (Th.) — 821, 2760.
CHÉGARAY (de) — 304 *note*.
CHÉGOIN (A. de) — 2081.
CHÉMERAULT (de) — 368.
CHENEST — 3701, 1.
CHÉNON (A.) — 688.
CHERBULIEZ (F.) — 1487.
CHÉREAU (L.) — 713.
CHERGÉ (Ch. de) — 357.
CHESNELONG (G.) — 1831.
CHEVALIER — 3156, 2; 3160.
CHEVALLIER — 1039, — 3281.
CHEVALLIER (M.-L.) — 1008.
CHEUDRÉ — 2637.
CHIPON — 2308, 2.
CHOBERT (Ch.) — 1030, 1517, 2129, 3440.
CHODZKO (de) — 3118, 5.
CHOFARDET — 1247.
CHOMEL — 2029.
CHOPPART (L.) — 2417.
CHOPPIN — 1617.
CHOTTEAU (Alph.) — 1338.
CHRESTIEN de POLY — 689.
CHRÉTIEN — 411 *note*, 713, 3727.
CHRICTOT-FORTIER — 702.
CHRISTIAN — 2391, 4.
CHRISTOPHE (Ch.) — 1153.
CHRISTOPHLE (Alb.) — 886, 1239, 2351, 3065, 3442.

CIVAL (H.) — 312.

CLAIR (Eug.) — 535.
CLAIRAT — 3287.
CLAMAGÉRAN (J.-J.) — 215, 2121, 2908, 3255.
CLAPARÈDE — 329.
CLAPIER — 1107.
CLAPPIER (Am.) — 3146.
CLARARD — 2799.
CLAVEAU — 3339, 3629, 1.
CLAYE (de) — 2074.
CLÉMENT — 2359, 1, 2754, 3.
CLÉMENT (J.) — 2769.
CLÉMENT (P.) — 1108.
CLÉRAULT — 3073 *note* I.
CLÉYETTE (F.) — 1439.
CLOLUS-FROMENT — 3156, 3.

COCHARD (Fern.) — 769.
COCHUT (A.) — 1092.
COFFINHAL-LAPRADE — 1728.
COFFINIÈRES (A.-S.-G.) — 35, 316, 3111 *note*, 3147.
COHEN — 864.
COIN-DELISLE. — 228, 239, 313, 511, 595 *note*, 749, 816, 981 *note*, 1413, 1436 *note*, 1459, 1583, 1628, 1703, 1765, 1856, 1922, 1983 *note*, 2039, 2095, 2097 *note*, 2465, 2500, 2539, 2559, 2628, 2722. 2734, 3316, 3353, 3403 *note*, 3450, 3551, 3590, 3989.
COLAS de la NOUE (Ed.) — 1228, 3087.
COLLAS (Em.) — 1729.
COLLAS (J.-B.) — 3388.
COLLE — 1775.
COLLET — 440.
COLLET (P.) — 596, 764, 995, 2352 et *note*, 2375 3508.
COLLIER (Arth.) — 330.
COLLIN — 713.
COLMET-DAAGE — 276, 1802.
COLMET de SANTERRE (E.) — 106, 2434, 3088.
COLONNA d'ISTRIA — 1332.
COMBE (L.) — 401, 736, 750, 907, 949, 1032, 1504 *note*, 1524, 1599, 1657, 1946, 2022, 2313 *note*, 2472, 2520, 2528, 2571 *note*, 2629, 2717, 2735, 3007, 3483, 3548, 3623, 3650, 3664, 3711 *note*, 3754, 3770, 3775, 3803, 3806 *note*, 5, 3815.
COMBES (de) — 2393.
COMMAILLE — 1392, 1704, 2431, 3389.
COMMETTANT (O.) — 1109.
COMPANS — 440.
COMPANS (B.) — 2202, 3.
COMTE — 3781.
COMTE (Ch.) — 915.
CONDOGOURIS (Arist.-L.) — 2067.
CONNELLY — 1780 *note*.
COQUARD (Arth.) — 495.
COQUEREL — 2223, 2.
CORBET — 2754. 4.
CORBISIER — 369.
CORMENIN (A. de) — 193, 678.
CORNE — 796.
CORNÈDE-MIRAMONT — 417.
CORNULIER-LUCINIÈRE (de) — 1730.
CORRET — 3646, 1.
CORTYL — 2536 *bis*, 2.
COSSART — 2557.
COSSÉ — 1775.
COSTARD — 1539, 2507, 3605.
COSTE — 2296, 2.
COSTE (A.) — 1154.
COTELLE — 1617.
COTELLE (L.-B.) — 67, 474, 1290 *note*, 1299 *note*, 1304, 1369, 1422, 1488, 1709 *note*, 1771 *note*, 1783, 2930, 3089, 3390.
COUCHIN — 2197.
COULAZON — 2637.
COULON (J.-B.) — 68, 69, 579, 670, 766, 1550, 1940, 2004, 2286, 2738, 3559, 3563, 3608, 3984.
COURAUD — 1766.
COURCELLES-SENEUIL — 1731, 2850.
COURCIER (A.) — 727.
COURCY (Alf. de) — 3200, 3217, 3254.
COURET — 884.
COUROT — 2202, 4.
COURTIE (A.-E.M. de la) — 2237.
COURTOIS fils (A.) — 3148.
COURTOIS (L.-A.) — 2967.
COUSIN — 929.
COUTEAU (Em.) — 1613, 3201.
COUTURE — 671.
COUVREUR — 3756.

CRAMER (Aug.) — 1427.
CRAMETZ (J.) — 561.
CRAMEY — 1270.
CRANNEY — 3961.
CRATUNESCO — 1418.
CRÉMIEU (J.) — 3958
CRÉMIEUX (Ad.) — 281, 463, 2041 *note*, 2371, 3487 *note*.
CRÉPON (E.) — 370.
CRÉQUY (E.) — 2202, 5.
CRESP — 3832.
CRÉTON — 2690.
CRIVELLI — 194.
CROQUEVIELLE — 3727.
CRUSSAIRE — 5.

CUBAIN (R.) — 201.
CUCULIS — 2629, 2.
CURASSON — 1221, 1267, 3057.
CURZON — 45.
CUVELLIER — 1324.
CUZACQ (P.) — 1201.

D

DABANCOURT (G.) — 2384.
DABOT — 2202, 6.
DACRAIGNE (Alb.) — 3361, 3.
DAFFRY de la MONNOYE (L.) — 969.
DAGALLIER — 1457 *note*.
DAGET — 3532, 5.
DAGUIN — 1383.
DALLOZ (Ed.) — 36, 424, 1009, 1035. 1042 *note*, 1649, 2432.

DALLOZ (R.) — 638.
DALLUAUD — 2691 *note*.
DALMBERT — 2794.
DALMBERT (Osc.) — 3640.
DALVERNY — 3532, 6.
DAMASCHINO (Nic.). — 3380.
DAMIN — 2074.
DAMOTTE — 739.
DAMOURETTE (J.-P.) — 1155.
DAMOURS — 1880.
DAMOYE — 3090, 3671, 3806 *note*, 2.
DANCONGNÉE — 2754, 5.
DANDRAUT (C.-A). — 2104.
DANIEL (L.-Ph.-Ch.) — 217, 427.
DANIÉLOPOULO — 2115, 2206.
DANJON (Dan.) — 997, 2782, 3.
DARBOIS — 2724.
DARD (H.-J.-B.) — 37, 833, 1053, 2104 *note*.
DAREL — 52.
DARESTE (R.) — 446, 2573 *note*.
DARESTE de la CHAVANNE — 3629, 3.
DARTEIN (de) — 3970, 10.
DARU — 56 *note*.
DAUBENTON (A.-G.) — 525, 690, 716, 2105, 2106.
DAUDE (J.) — 3202.
DAUFRESNE — 2144.
DAVID — 3379.
DAVID (P.) — 282, 2794.
DAVIEL (A.) — 862, 1252.
DAYRAS (L.) — 1333.

DEBACQ (Gab.) — 104 *note*, 287 *note*, 371, 496, 888 *note*, 1730 *note*, 1845 *note*, 2341 *note*, 2978 *note*.
DEBÉDAT — 702.
DEBLESSON — 3136, 3375.
DEBOUCHAUD (A.-F.) — 2795.
DEBRAY — 970.
DEBROU — 590.
DECAMPS (Guill,) — 197, 887.
DECAUDAVEINE — 992.
DECHEZELLE (Fél.) — 3247.
DECOMBEROUSSE — 56.
DECOURDEMANCHE (A.) — 3383, 3876.
DECOURTEIX (Alb.) — 2413.
DEFFIS (Alf.) — 2624, 4.
DEFLERS — 2115, 2207.
DEFOOZ (J.-H.-N.) — 1011.
DEFRÉNOIS — 1926, 2441.
DEGROOTE — 2794.
DEHOEY — 2330, 2.
DEHON — 3279.
DEJAER — 2155.
DEJEAN (Osc.) — 2761, 3058.
DEJUST — 2227, 1.
DELABORDE — 2572, 2573 *note*.
DELAHACHE — 3981.
DELAHAYE — 1273 *note*.
DELAHAYE (C.) — 3877.
DELAHAYE (Eug.) — 2943.
DELALAIN (J.) — 1082.
DELALLEAU (Ch.) — 406, 971, 1305.
DELAMALLE — 585.
DELAMARE — 2536 *bis*, 3.
DELAMARE (Emm.) — 2339.
DELAMARRE (L.) — 824 *note*, 848 *note*, 984.
DELAMONTRE — 3517.
DELANGLE — 672 *note*, 679 *note*, 1090, 2135 *note*, 2373 *note*, 2831 *note*, 3329, 3666 *note*.
DELANGRE — 776.
DELAPALUD (Sim.) — 1285.
DELAPORTE (J.-B.) — 87, 103, 3933.
DELARUE — 2660, 4.
DELASALLE — 1140.
DELASTRE — 1775.
DELAUNAY — 2125.
DELBOSC — 2247, 3.
DELCRO (Bon.) — 536.
DELÉAN — 909.
DELEBECQUE (A.) — 1010.
DELEURIE (F.-L.) — 70.
DELIGAND (G.) — 3187.
DELINON — 1775.
DELISLE (G.) — 180, 1648, 2646 *note*.
DELMAS (Ch.) — 418, 2433.
DELORME (Ch.) — 1175.
DELOUME (J.-A.) — 2915.
DELOYNES (P.) — 3236, 3326 *note*.
DELOZE (X.) — 526.
DELPECH — 609, 1788, 1840.
DELPIRE — 1468.
DELPRAT (Ed.) — 650.
DELQUIÉ — 1555.
DELSOL (J.-J.) — 104, 182, 1110, 1511, 1629.
DELTHEIL — 991.
DELVINCOURT — 71, 1648.
DELZONS (Ch.) — 2164, 2260.
DEMANGEAT (Ch.) — 112, 183, 255, 411, 2028 *note*.
DEMANTE (A.-M.) — 90 *note*, 105, 106, 489 *note*, 595 *note*, 1357, 1364, 1430, 1649, 1772 *note*, 1803, 2434, 2468, 3275, 3501, 3586.
DEMANTE (Gab.) — 126, 165, 234, 1377, 1630, 1789, 1832, 1864, 1914, 3495, 3682, 3976.
DEMANTE (H.) — 3451.
DEMASURE — 3452.
DEMAZURE (Arm.) — 743.
DEMILLY (Ad.) — 959.
DEMOLOMBE (C.) — 72, 84 *note*, 160, 229, 314, 386, 392, 419, 489 *note*, 562, 586, 651, 661, 691, 717, 767, 805, 916, 1192, 1215, 1370, 1393, 1503, 1602, 1705, 1781 *note*, 1860, 2096, 2107, 2646.
DENANTES — 216.
DENIZOT (H.) — 1240.
DENORMANDIE — 3692.
DERÔME — 3279.
DERÔME (Théod.) — 1603, 1992, 2023.
DEROUET (A.) — 744, 1669, 2211, 3059, 3340.
DERRIÈRE (de la) — 2074.
DESAGES — 3646, 2.
DESAGNY — 1440.
DESAIN — 1441.
DESBOIS — 2184, 6.
DESCHAMPS — 2660, 5.
DESCOUTURES — 2502 *note*, 3235 2948 *note*.
DESENNE — 2395, 3.
DESFORGES — 479 *note*.
DESGODETS — 1309.
DESHAYES — 2190.
DESJARDINS (Alb.) — 538 *note*, 1559, *note*, 1581, 1604, 1760, 2251, 2754, 6; 2813, 3453.
DESJARDINS (Arth.) — 358 *note*, 538 *note*, 2881, 3403 *note*, 3943.
DESJARDINS (J.) — 1775.
DESLAVIERS — 3802, 3.
DESMAREST (E.) — 3060.
DESMAZE (Ch.) — 790.
DESMYTTÈRE (A.) — 230.
DESNOS-GARDISSAL (Ch.) — 1151, 1157.
DESPLAS-ROQUES — 3115.
DESPORTES et DESPORTES de la FOSSE (Fern.) — 610, 3043.
DESPRÉAUX — 1394, 3391.
DESPRÉS — 3532, 7.
DESPREZ — 1111.
DESPREZ-ROUVEAU (Ad.) — 972.
DESQUIRON et DESQUIRON de SAINT-AIGNAN (A.-T.-D.) — 387, 393, 620, 692, 718, 1706, 1784, 2326.
DESROZIERS (G.) — 306.
DESRUES (Alf.) — 4026.
DESSOLIERS (Fel.) — 3843.
DESSON de SAINT-AIGNAN — 1678.
DESTICKER — 2992, 2.
DESTREM (Hug.) — 1311.
DESVAUX (Th.) — 3253.
DESVAUX (Urb.) — 2984.
DETOURBET (Ed.) — 1341, 3091.
DEVALROGER (prof.) — 489 *note*.
DEVALROGER.
DEVALS — 2249, 4.
DEVAUX (du Cher) — 3003.
DEVIENNE — 1732, 1757 *note*.
DEVILLE — 1977 *note*.
DEVILLENEUVE (L.-M.) — 239 *note*, 283, 473 *note*, 576 *note*, 751 *note*, 1489 *note*, 1549, *note*, 1630 *note*, 1650, 17, 42, 2008 *note*, 2034 *note*, 2041 *note*, 2079 *note*, 2082, 2333, 2354 *note*, 2373 *note*, 2435 *note*, 2473, 2500 *note*, 2512 *note*, 2540 *note*, 2599, 5, 7; 2600, 8; 2616 *note*, 2669 *note*, 2674 *note*, 2698 *note*, 2728 *note*, 2815, 3025 *note*, 3476, 3585 *note*, 3757, 3809 *note*, 4004.
DEVIN — 825.

DIANCOURT — 1376.
DIDIER — 1851, 2051.
DIDIO (D.) — 449, 2457, 3990.
DIDOT (Amb.-F.) — 1112.
DIETZ — 2256.
DIEULOUARD (H.) — 863.
DITTE (H.) — 1012.
DIXMIER — 2029.

DOAT (H.) — 171.
DOIN (Alex.) — 3582.
DOLLINGER (F.) — 1565, 2340.
DOMAT (J.) — 149.
DOMENGET (L.) — 1342, 2161, 2383, 3092, 3256, 3758.
DORLENCOURT — 1355, 1356, 2714.
DOUARCHE — 884.
DOUBLET — 3532, 8.
DOUBLET (G.) — 349, 1605, 2814, 3564.
DOUCHEMENT — 2132, 2.
DOUTRIAUX (A.-Fr.) — 812.

DRAGOUMIS (M.) — 256.
DRAMARD (E.) — 3439 *note*, 3594, 3658.
DRAPEAU — 401 *note*, 2556 *note*,
DRAPPIER — 1383.
DREYFOUS — 4035, 2.
DROUET — 1611.
DROZ — 2912, 1.
DRUELLE — 2614.
DRUET — 1790, 1851.
DRUMEL — 2198.

DUBARLE — 1576.
DUBERNARD — 3629, 5.
DUBERNET de BOSCQ — 2032, 2041 *note*, 2163 *note*.
DUBLED — 901.
DUBOIS — 3637.
DUBOIS (Ch.) — 2184, 7.
DUBOIS (Ern.) — 950, 1421, 2146, 3564 *note*.
DUBOIS (de Sens) (J.-A.-E.) — 537.
DUBOIS-GUCHAN — 331.
DUBOST (A.) — 3541.
DUBOST-DESJARDINS — 2701, 2.

DUBOY (Hipp.) — 506 I.
DU BOYS (A.) — 89 *note* — 3057, 1.
DUBREUIL — 864.
DUBREUIL (Aug.) — 709.
DUBREUIL (J.) — 1631, 2083.
DUBREUIL (L.) — 3382.
DUBUC — 3970, 11.
DUBUIT — 3631.
DUCAURROY — 90 *note*, 107, 1195 *note*, 1679, 2169, 2317. *V.* BOURLET.
DUCHEMIN — 1885 *note*.
DUCHESNE (A.) — 890.
DUCHESNE (J.-B.) — 420.
DUCHESNEAU — 3816.
DUCOS (Flor.) — 1113.
DUCRAY — 1498.
DUCROCQ (Th.) — 894, 2047 *note*, 2268.
DUCRUET — 2466 *note*, 2620, 2691, 3274 *note* II, 3550, 3609, 3730, 3804, 3824, 3878.
DUFAURE (E.) — 1216.
DUFAURE (J.) — 3267 *note* 1.
DUFAY — 3279.
DUFOUR — 862 *note*, 2257.
DUFOUR (prof. à Toulouse) — 1616, 1632.
DUFOUR (Edm.) — 91 *note*, 3203.
DUFOUR (Gabr.) — 973, 1013, 1253, 1733, 1844.
DUFOUR (Gust.) — 1586.
DUFOUR d'ASTAFORT (E.) — 693.
DUFOUR de SAINT-PATHUS — 38, 2532, 2707, 2851, 3075.
DUFRAYER (Ange) — 3518.
DUFRESNE (G.) — 2184, 8.
DUFRESNE (G.-L.) — 1566.
DUFRESNE (H.) — 1349.
DUFRESNE (L.-G.-S.) — 3879.
DUHAMEL (H.) — 4035, 1.
DUJARDIN — 3817.
DULAC (P.) — 2124.
DULAURENS (Em.) — 3093.
DULONG — 3470.
DUMAS — 3308 6.
DUMAY — 851 *note*, 2029, 3957 *note*.
DUMÉRIL — 640.
DUMÉRY (J.-C.) — 1156.
DUMESNIL (J.) — 2234.
DUMOLARD — 3376, 3778.
DUMON — 3229 *note* V.
DUMONT (A.-D.) — 865, 2615, 2616 *note*.
DUMONT de SAINT-PRIEST — 473, 672 *note*.
DUMONTEIL — 458.
DUPARC — 2794.
DUPIN aîné (A.-M.-J.-J.) — 56 *note*, 73 *note*, 150, 284, 304 *note*, 372, 446 *note*, 459, 506 II, 580, 635, 672, 902, 1031, 1315, 1543 *note*, 1614, 1625, 2573, 2674, 3236 *note*, 3. 3950 *note*.
DUPIN (Ph.) — 145 *note*, 3181 *note*.
DUPLAN (P.) — 3844.
DUPLESSIS (Ant.) — 2246.
DUPOND — 2954.
DUPONT — 901 — 2541.
DUPONT (Et.) — 1014.
DUPONT (P.) — 3958.
DUPONT (de Bussac) (J.-P.) — 3044.
DUPORT-LAVILLETTE — 1648.
DUPRAY (P.) — 3880.
DUPRÉ de LATOUR — 3057, 2.
DUPRET — 591, 1365, 1994, 3635.
DUPUICH (Em.) — 1358.
DUPUY-DUTEMPS (Lud.) — 1499.
DUQUAIRE (V.) — 1694.
DUQUESNAY — 3204.
DUQUESNE (A.-L.) — 3071.
DURAND (Adr.) — 332.
DURAND (Em.) — 23.
DURAND (Eug.) — 1054, 1833.
DURAND (HIPP.) — 3317, 3881.
DURAND (de Nancy) — 333.
DURANTON (père) — 73, 1649, 2156, 2252.
DURANTON (Fréd.) — 710, 2215, 2.
DURNERIN (P.) — 826.
DURRIEUX (Alc.) — 1734.
DUTRUC (G.) — 531 *note*, 574, 1509 *note*, 1587, 1791, 1823 *note*, 1857 *note*, 1874 *note*, 2084, 2224 *note*, 2462, 2503 *note*, 2533, 2544, 2670 *note*, 2675, 3268.
DUTRUEL — 407.
DUVAL — 713. — 1055. — 2787. — 3851. — 3924, 45, 50, 53.
DUVAL (Léon) — 2041 *note*.
DUVERDIER de la SUZE — 1577.
DUVERDY (Ch.) — 745, 1241, 2692, 2931, 3149, 3318, 3694.
DUVERGER — 2536 *bis*, 4. 1532 *note*.
DUVERGER (A.) — 15, 74, 411 *note*, 1516, 1649, 3771, 3773 *note*.
DUVERGEY — 1525, 2249, 5.
DUVERGIER (J.-B.) — 90, 172, 277, 681, 1312, 1781 *note*, 2006, 2706, 2827, 2840, 2864, 2909, 2960, 3133, 3484, 3762 *note*.
DUVERNE — 460.
DUWARNET — 682, 866, 1924.

E

ELOY — 1493, 2385.

EMION (V.) — 408, 974, 1077 *note*. 1985, 2654, 2897, 2932, 3341, 3398, 3583, 3505, 3583, 3597, 3610, 3626, 3672, 3676, 3683, 3759, 3761, 3818.
EMMERY — 652.

ENJUBAULT — 1286.
ENGERAND — 2967.

ERARD (L.) — 2574.
ERNST (A.-N.-J.) — 2145.

ESCHBACH — 59 *note*, 2048.
ESCOT — 1680.
ESMEIN (A.) — 1617, 2575.
ESPIVENT de la VILLEBOISNET — 1383.
ESQUIROL — 779.
ESTELA — 2274, 2.
ESTOUBLON — 2660, 6.
ESTRANGIN (L.) — 155 *note*, 864. 3829.

ETÉ (d') — 2782, 4.
ETIENNE — 3034.

EXCOURBANIÈS — 3629, 6.

EYDOUX (J.) — 867.
EYMARD — 2395, 4.
EYSSAUTIER (L.-A.) — 528, 652 *note*. 1625 *note*, 2137 *note*, 2213, 2750, 3786, 3996.

F

FABRE — 358 *note*, 1294 *note*, 2041 *note*.
FABRE (Euryale) — 3684, 3882, 3924, 14.
FABRÈGUE — 1351.
FABVRE — 1735.
FAIDER — 600 *note*, 1937 *note*, 1961, 3924, 63.
FAIN — 2184, 9.
FAJOL — 3118, 6.
FALCIMAIGNE — 3673.
FALRET (J.) — 780.
FARGES (des) — 870 *note*.
FARINE (P.) — 135, 1396, 2852, 2855.
FAUCHE — 909.
FAUCONNET — 3279.
FAUCONNIER — 2282, 4.
FAULQUIER (Ad.) — 1786.
FAULTRIER (de) — 2093, 1.
FAURE — 1948 *note*.
FAURE (Alb.) — 2330, 3.
FAURE (H.) — 1556.
FAURÉ — 1176 *note*.
FAUSTIN-HÉLIE — *V.* HÉLIE.
FAUVEL — 166.
FAVARD de LANGLADE — 6, 75, 1397, 1649, 3392.
FAVERAU — 3274 *note* II.
FAVERIE — 61 *note*.
FAVIER de COULOMB — 447, 450 *note*.
FAVRE (J.) — 475.
FAVRE (Léon) — 1681.
FAYE (L.) — 40.

FEBVAY — 3308, 7.
FEBRE — 713.
FEDIX (P.-F.) — 1056.
FEIDEL — 3629, 7.
FEITU (Em.) — 1054 *note*, 2228, 2258, 2865.
FELIX — 3319.
FENET — 7, 151.
FENET (Const.) — 597.
FÉRAUD-GIRAUD (L.-J.-D.) — 1015, 1301, 1302, 1303, 2134 *note*, 2916.
FERLET — 2202, 7.
FERLET (J.) — 2396.
FERRAND — 2282, 5.
FERRÈRE — 452.
FERRY — 1692, 1898, 2866, 3592.
FESTY — 3279.
FÉTIS — 2504.
FEUGUEROLLE — 1508.

FIÉVET — 598.
FILHOUZE — 2912, 2.
FIRBACH — 145 *note*.
FIRMIGIER-LANOIX (Aug.) — 1398, 1707.
FIX (Théod.) — 1112 *note*.

FLACH (Jacques) — 719, 2487.
FLACHAT (A.) — 3427.
FLACON-ROCHELLE — 57.
FLAMM (Phil.) — 2801.
FLANDIN — 951, 1327, 1329, 1343, 1567, 1580, 2006 *note*, 2334, 2718, 2739, 2778, 2972, 3472, 3506, 3542, 3574, 3688, 3708, 3805, 4027.
FLANDRIN — 2736 *note*.
FLEURY — 1617.
FLEURIOT (G.) — 2184, 10.
FLEUROT (H.) — 3238.
FLINIAUX (Ch.) — 1083.
FLOURENS (Ab.) — 106 *note*, 199 *note*, 363 *note*, 1115.

FODÉRÉ (E.) — 781.
FOELIX — 240, 487, 834, 1772 *note*, 3533.
FOLLEVILLE (Daniel de) — 79 *note*, 108, 167, 289, 629, 1114, 2108, 2147, 2220, 2459, 2535, 2667,

2683, 2740, 2780, 3206, 3792, 3935 *note*, 3941, 3974, 39 77, 4028.
FONS (V.) — 3709.
FONTAINE (H.) — 1736.
FONTAINE de RESBECQ (L. de) — 1371.
FONTENELLE de VAUDORE (A.-D. de la) — 321.
FORMEY-SAINT-LOUVENT — 2682, 2,
FORNIER-MONTCAZALS — 315.
FORTIER-MAIRE — 2782, 5.
FORTINIÈRE (de la) — 666.
FOSSE — 2074.
FOUCART — 868.
FOUCHER — 2701, 3.
FOUCHER (Alc.) — 1432.
FOUCHER (V.) — 195, 1116, 1700.
FOUET de CONFLANS — 1399, 2600, 8, 3883.
FOUQUETEAU — 713.
FOURCADE-PRUNET (G.-Ch.) — 1016.
FOURCAULT — 2646 *note*.
FOURCHY — 3727.
FOURIS — 2995, 3, 4029.
FOURNEL — 1313.
FOURNIER — 373, 1611.
FOURNIER (A.) — 4014.
FOURTANIER (Alex.) — 1344.

FRANÇOIS (A.) — 3718.
FRANCONVILLE — 2029.
FRANQUEVILLE (Ch. de) — 212.
FRÉGIER — 2291 *note*, 2294.
FRÉMERY — 3026.
FRÉMINET — 1458.
FRÉMINVILLE (de) — 720, 2214.
FRÉMY-LIGNEVILLE — 1314, 2944.
FRÉNOY — 2097 *note*.
FRÈREJOUAN du SAINT — 374.
FRÉROT (J.) — 1315.
FRESLON — 489 *note*.
FRESQUET (de) — 2382, 2.
FRÉTEL — 1845, 1982.
FREYSSINAUD — 1287.
FRÉZOULS — 2308, 3.
FROISSART (F.) — 1551.
FROUART (A.) — 2995, 4.
FRUGIER-PUYBOYER — 2344, 4.

FURGOLE — 1878 *note*, 1881.
FUZIER-HERMAN (Ed.) — 480, 2644.

G

GABBA (C.-F.) — 290.
GABOLDE — 2384, 2.
GABRIEL — 2292.
GABRIELLI (de) — 3342.
GADOT — 2074.
GADRAT — 3237.
GAILLARD (Nicias) — 84 *note*, 239 *note*, 581, 1568, 1874 *note*, 1960, 1991, 1989 *note*, 2512, 2715, 2816 *note*, 3248, 3354, 3616.
GAIN (G.) — 1857.
GAIRAL — 1813, 3629, 8.
GALISSET (Ch.-M.) — 2762.
GALOPIN (A.) — 2544 *note*, 2670, 2933.
GALUP — 3629, 9.
GALLAND — 2132, 2202, 8.
GALLAND (T.-L.) — 2796.
GALLEMAND — 3532, 1.
GALLIEN (E.) — 1077 *note*, 1786, 3845 *note*.
GALLIOT — 2202, 9.
GALLU — 3602.
GALTIER de la ROQUE — 2274, 3.
GAND — 257, 975.
GANTHIER — 3934.
GARABIS — 1460.
GARBOULEAU (P.) — 847, 1378.
GARDEIL — 702.
GARDIN de la BOURDONNAYE — 883.
GARDISSAL — 1157.
GAREZ (P.-A.) — 611, 665.
GARNIER — 1617, 2074.
GARNIER (F.-X.-P.) — 856, 859, 917, 1235, 1254, 3094, 3959.
GARNIER (J.) — 3797.
GARNIER (M.-P.) — 1615.
GARNIER-DUBOURGNEUF (J.-A.) — 334.
GARRAUD — 1666.
GARREL (A.) — 361.
GARSONNET (E.) — 406 *note*, 2184, 11, 3767.
GASCHON (J.-B.) — 258, 1428.
GASNIER-GUY 2282, 6.
GASPARD (A.) — 3884.
GASSIER (de) — 713.
GAST — 862 *note*.
GASTAMBIDE (Adr.) — 1078, 1117.
GAUDEMET — 520.
GAUDIN (Marc.) — 2652.
GAUDINEAU — 713.
GAUDINOT — 702.
GAUDRY — 723 *note*, 848, 984 *note*, 1923 *note*.
GAUJA — 713.
GAULOT — 3045.
GAULTIER (A.) — 1248.
GAUTHEY — 776.
GAUTHIER — 2221, 2512 *note*, 3809 *note*.
GAUTHIER (A.) — 2453, 2621.
GAUTHIER (A.-A. et E.) — 3519.
GAUTHIER (L.) — 3659.
GAUTIER — 1420, 1909, 2093, 2.
GAUTIER (A.) — 3973.
GAVARD (G.) — 1288.
GAVARDIE (de) — 1962.
GAVINET (J.-A.-M.) — 3454.
GAVINI de CAMPILE — 1217.
GAVOUYÈRE — 3646, 3.
GAY — 891.
GAYET (A.-F.) — 1814, 4015.
GAYET (Stéph.) — 3531.
GAYOT (Em.) — 944.
GAYTOU — 3046.
GAZANCHON de CHAVANNE — 2184, 12.

GÉNÉBRIER — 3622.
GENETS — 2263, 1.
GENEVOIS (Ern.) — 3455.
GENIE — 1401 *note*.
GENNEVOISE — 713.
GENREAU (G.) — 104 *note*, 577 III *note*; 1057, 1899, 2712, 3403 *note*, 3485.
GENTY — 1193, 1569, 2024, 2606.
GENTY (Fréd.) — 2494.
GEOFFROY — 909.
GERANDO (de) — 174.
GÉRARD — 2794.
GÉRARD (P.-A.-F.) — 39, 2068.
GERARDIN — 3802, 4.
GÉRARDIN (C.) — 514, 2117, 2676.
GERARDOT — 2923 *note* II.
GÉRAUD — 2184, 13.
GERMAIN — 2754, 7.
GERVAIS (Ern.) — 707.

GIBAULT (H.-B.) — 58.
GIBELIN (J.-A.) — 976.
GIBERT (Ch.-M.-Ed.) — 849.
GIBOULOT (Ant.) — 518, 760, 2353.
GIDE (Ch.) — 3073.
GIDE (P.) — 538, 1559 *note*, 3725 *note*.
GIGOT — 3532, 9.
GIGONNOUS de VERDON — 1536.
GILARDEAU — 1058.
GILBERT — 2029.
GILBERT (P.) — 45, 595 *note*, 933 *note*, 1413 *note*, 1596 *note*, 1856 *note*, 2803 *note*.
GILLET (G.-E.) — 1289.
GILLON (J.-L.) — 672 *note*, 960, 993.
GIMON (M.) — 484.
GIN (F.-C.-L.) — 152.
GINOT (J.-B.-Em.) — 3985.
GINOULHIAC (C.) — 153, 878 *note*, 1846, 2119 *note*.
GIRARD — 421. — 3348 *note*.
GIRARD (Alf.) — 497.
GIRARD de VASSON — 375, 734 3249.
GIRARDOT — 739.
GIRAUD — 1995.
GIRAUD (Alf.) — 335, 563, 817 2376.
GIRAUD (Ch.) — 864.
GIRAUDAIS (A.) — 40.
GIRAUDEAU — 1158, 2407.
GIRAULT — 1420.
GIRAULT (Ch.) — 442, 630.
GIRERD (Cypr.) — 641.
GIROD — 1682.
GIROUD (A.) — 336.
GISLAIN (Fr.) — 1268.

GLAJEUX (Anat. des) — 3944.
GLANDAS — 3540, 3.
GLANGEAUD — 2184, 14.
GLASSON (E.-D.) — 503, 2059, 3364, 3993.
GLEY — 464.

GODA — 3824. 8.
GODART (H.) — 1904, 2191, 4030.
GODEFROY — 1316. — 2282, 7.
GODELLE — 2074.
GODET — 2074.
GODEY — 2282, 8.
GODIN — 3361, 4, 3802, 5.
GODOFFRE (Ambr.) — 3066, 3710, 3731, 3794 *note*.
GOETSCHY — 1158.
GOIN — 1418.
GOMBAULT — 3645, 1.
GONGET — 2660, 7.
GONSE — 1205 *note*, 1325 *note*, 3837 *note*.
GORCE (P. de la) — 776, 2033.
GORISSE — 3802, 6.
GORSE — 3095.
GOSSELIN (B.) — 2344, 5.
GOSSET — 2232, 1.
GOSSET (Fél.) — 3444.
GOSSIN (J.) — 2363.
GOTTAL (de) — 2607.
GOUBET — 1469.
GOUBET (Th.) — 2324.
GOUDINEAU (J.-B.) — 1588, 2548.
GOUIFFES (Ant.) — 1009.
GOUPY — 1311.
GOURAINCOURT — 909.
GOURNOT (Ach.) — 1118.
GOURJU — 1851.
GOURNOT (Ach.) — 1118.
GOURON-BOISVERT — 448.
GOUSSART — 945.
GOUSSET (Card.) — 154.
GOUYER — 738.

GRAGNON-LACOSTE — 1442.
GRAND — 376.
GRANDIN — 2074.
GRANDMAISON — 2011.

GRANDVAUX — 2934.
GRANGÉ — 3824, 19.
GRANGER (E.) — 1276.
GRANIÉ — 3852.
GRASSERIE (de la) — 939.
GRAUX — 3047.
GREFFIER (Eug.) — 1059.
GRÉGOIRE (l'abbé) — 478.
GRÉGOIRE (Th.) — 1443.
GRÉHEN (J.-A.-A.) — 3288.
GRELLET — 2517 *note*.
GREMILLON — 3497, 6.
GRENIER — 1611, 1948 *note*, 3227.
GRENIER (baron) — 662, 1648, 1708, 3393, 3586 *note*.
GREVIN (P.) — 1737.
GRINDON (A.) — 2693, 2955.
GRIOLET (Gast.) — 283 *note*, 2341, 2354, 2418.
GRIPON (Max.) — 3570.
GRISEY (C.) — 2304, 3742.
GRIVART, 2600, 8, 3627.
GRIVEL (Fél.) — 952.
GROS (L.) — 1356, 1489.
GROSSE — 751 *note*, 3603, 3695, 3711, 3806.
GROUSLÉ — 1592.
GROZ (L.) — 1119.
GRÜN (A.) — 337, 3175.
GRUSSE — 3727, 3732.

GUASCO — 1029.
GUAY (Marc) — 1120
GUELFI (F.) — 291.
GUÉRARD — 813.
GUÉRIN — 1617, 3660.
GUÉRIN (Urb.) — 1738.
GUÉRIN-LONG — 1919.
GUÉRIOT — 1617.
GUÉRITEAU — 1851.
GUESDON — 1739.
GUEYMARD (Alf.) — 444, 1423.
GUIARD — 2312.
GUIBAL — 738, 739.
GUIBOURD — 3532, 10.
GUICHARD (A.-Ch.) — 202, 3358, 3394, 3928, 3960.
GUICHARD (J.) — 231.
GUICHARD (V.) — 1372.
GUICHENNE — 666.
GUICHENOT (Em.) — 1544.
GUIFFREY (G.) — 1086, 1121.
GUIGNARD (F.) — 2958.
GUILHON (C.-G.) — 1649, 1882.
GUILLARD (L.) — 2390.
GUILLAUME — 884.
GUILLAUMIN — 4013.
GUILLEBON (de) — 1506.
GUILLEMARD — 377, 2603 *note*.
GUILLEMOT — 3456.
GUILLEMOT (J.) — 3325, 2.
GUILLEMOT (R.) — 2235.
GUILLET (A.) — 259.
GUILLON de MONTLÉON (A.) — 465.
GUILLONNET — 1577.
GUILLOUARD (L.) — 2725, 2741.
GUILMIN — 3205.
GUILMOTO — 3413, 1.
GUINET (Alf.) — 3237 *note* 2.
GUNZERT — 2536 *bis*, 5.
GUIS — 2208.
GUY — 3646, 4.
GUY (V.) — 2278 *note*.
GUY du ROUSSEAU de la COMBE — 1883.
GUYARD (Alb.) — 601, 3606.
GUYÉTAND (Cél. — 3067.
GUYHO (Cor). — 1176 *note*, 2070 *note*, 2345, 2877, 3863 *note* I.
GUYOT — 2754, 8. — 3802, 7.
GUYOT (Ad.) — 1122.
GUYOT (H.) — 1851.

H

HABERT — 702.
HACHE — 1851.
HALLAY (Maur.) — 1740.
HALLEZ d'ARROZ — 338.
HALLIER — 3118, 7.
HALLO — 2093, 3.
HAMESVELD (M. W. Y. Van) — 2238.
HAMMOND — 302 *note*.
HANAIRE — 2074.
HANIN (J.) — 307.
HARDOIN — 3645, 2.
HARDOUIN — 2171.
HARDOÜIN (H.) — 870, 3326.
HAREL (Adr.) — 2293, 2763, 2924, 3491, 3633, 3661, 3727, 3739.
HASTRON (Hipp.) — 918.
HAUMONT (A.) — 515, 2269.
HAUS (Ed.) — 2576.
HAUTHUILE (Alb. d') — 822, 1548, 2270, 3885.
HAVARD — 1060, 2460, I, 2571 *note*.
HAZARD (P.) — 1526.

HÉAN — 587, 1352, 1361, 1606, 1854, 1858, 1913, 2034, 2519, 2756, 2892 *note*, 3280, 3299, 3776.
HÉBERT — 650 *note*, 702, 1923 *note*, — 2639. — 3403 *note*.
HÉBERT (Em.) — 209.
HÉBERT (J.-B.) — 3886, 3923, 3924, 1, 4, 6, 17, 23, 47.
HECTOR de ROCHEFONTAINE (d') — 3784 *note*.
HÉDAL — 3365.
HEDDE (E.) — 1577.
HEISSER (Arm.) — 210.
HELBRONNER — 2263, 2.
HÉLIE (Faustin) — 43, 45, 1625, 2350 *note*, 2397 *note*.
HELLO — 919.
HÉLY d'OISSEL — 3924, 62.
HÉMAR — 2999 *note*, 3366.
HENDEL — 3824, 20.
HENDLÉ (Em.) — 3048.
HENNEQUIN — 2215, 3.
HENNEQUIN (E.) — 286, 389 *note*, 450 *note*, 505 II, 694 *note*, 802, 896, 1061, 1285 *note*, 1633, 1654, 1804, 1941, 1944, 1952, 1955, 1973, 1976, 2005, 2137, 2355, 2408, 2461, 2462 *note*, 2503, 2537, 2545, 2577, 2578 *note*, 2622, 2721, 2728, 2817, 3015, 3250, 3263, 3274 *note* III, 3300, 3486, 3578 *note*, 3611, 3658 *note*, 3663 *note*, 3696, 3732, 3740, 3762 *note*, 3763, 3764 *note*, 3768, 3806 *note* 3, 3807, 3945, 3972.
HENNEQUIN (V.) — 109, 260, 485 *note*, 652, 920, 1194, 3395, 3887.
HENNET de BERNOVILLE — 2052.
HENRION de PANSEY — 834, 899.
HENRY — 938, 1851, 2845.
HENRY (L.) — 292, 435.
HENRY (P.) — 2956.
HEPP (Alb.) — 564.
HEPP (Eug.) — 250, 261.
HÉRAIL — 2660, 8.
HÉRARD — 2227, 2.
HERBAULT (P.) — 2074, 3206, 3833.
HERBELOT (Alb. d') — 1350.
HÉRIARD — 2029.
HÉRISSÉ (J.-E. et J.) — 1225.
HÉRISSON (Ch.) — 1041, 2335, 2782, 6; 2828, 3442 *note*, 3946.
HEROLD (Ferd.) — 594, 602, 644, 653, 1123, 3145 *note*.
HERSON (A.) — 977.
HERVÉ — 1920, 1929, 2853.
HERVIEU — 1203, 3396, 2555, 2624, 3669, 3677, 3686, 3689, 3712, 3888.
HETTIER (Ch.) — 3176.
HETZEL (J.) — 1124.
HEU — 2571 *note*, 2894, 3702.
HEURTEY (Oct.) — 3367.

HIPPERT — 2118.

HOFFMANN — 3118, 8.
HOLTZENDORFF (F. de) — 293.
HOMBERG — 2002.
HOMBERG (Th.) — 978, 1159, 2640.
HOMBRES (d') — 2189.
HOMMEY — 2359, 2.
HOMO — 2525, 3752.
HONTHEIM (N.) — 1958.
HOPPE — 2282, 9.
HORDAIN (Em. d') — 347.
HORSON — 3027.
HOUDOY (R.-J.) — 211.
HOUPERT — 3889.
HOUSSARD — 2074.
HOUSSET (Fr.) — 631.
HOUYVET — 2798.
HOUYVET (Ch.) — 2802.
HOVELT — 1804 *note*.

HUA — 76, 110, 791, 3890.
HUARD (Adr.) — 1142, 1160.
HUARD de VERNEUIL — 2629, 10.
HUART — 3289.
HUBERSON (G.) — 356.
HUBERT-VALLEROUX (P.) — 3049.
HUC (Th.) — 15 *note*, 512, 791, 2119 *note*, 2158, 2346, 3207, 3387, 3645, 3; 3891.
HUET — 1650, 27 *note*. — 3428. — 3487, 3534.
HUET-LABROUSSE — 2391, 5.
HUGUET (A.) — 1075, 3719.
HUMBERT — 1511 *note*.
HUMBERT (G.-A.) — 304 *note*, 308, 565 *note* II, 1842 *note*, 2010 *note*, 3697.
HUMBLOT — 1514.
HURARD (Simp.) — 2384, 3.
HUREAUX (J.-B.-A.) — 1400, 1411, 1537, 1545, 1552, 1578, 3404 *note*, 3492, 3512, 3698, 3995.
HUTTEAU — 155.
HUTTEAU d'ORIGNY — 339.
HUVELIN — 1974, 2037 III *note*, 3690, 3798,
HUZARD — 2763.

I

ICARD (J.-A.-J.) — 436.

INGREMARD (d') — 998.
INNOCENT (L.) — 2984.

ISAMBERT — 778 II, 1125, 1711, 3175 *note*.

J

JACOB — 2409.
JACQUEMAIN — 2093, 4.
JACQUEMARD — 742.
JACQUES (Ferd.) — 2454, 2677, 3131.
JACQUIER (Ch.) — 218, 654.
JACQUIN-PARIS — 2274, 4.
JALABERT (Ph.) — 501.

JAMET — 73 *note*.
JANET (J.) — 36.
JANNAUT — 1161.
JANNET (Claudio) — 3050.
JANVIER (Gust.) — 3596.
JARDIN — 294.
JARNO — 3021.
JAUBERT — 2029.
JAUFFRET — 466.
JAUZE (F.) — 2770.
JAY — 184, 262.
JAY (Em.) — 2977 *note* IV, 3443.
JAY (J.-L.) — 721, 1269, 1273 *note*, 1296, 1330.

JEANNEL — 1493.
JEANPIERRE (Cam.) — 3604, 3727.
JEANTEL (Oliv.) — 979.
JESSIONESSE (C.-L.) — 703, 2879, 3193.

JOANNARD — 3532, 11.
JOBARD — 3970, 12.
JOBART — 1126.
JOBERT — 1948 *note*.
JOCCOTTON — 3632, 4031.
JOEGLÉ (Em.) — 530.
JOLIAT — 3175.
JOLIET — 1536.
JOLLY (P.) — 711.
JONQUET — 3745.
JOSSEAU (J.-B.) — 1237, 3330, 3549. 3699, 3845. 3892.
JOSSET — 2308, 4.
JOUANNEAU — 8.
JOUAULT (Alph.) — 3208, 3228.
JOUAUST — 1851.
JOUBAIRE (Barth.) — 16.
JOUBERT — 1948 *note*.
JOUITOU — 2660, 9.
JOURDAN — 90 *note*, 168, 835, 1373, 1490 *note*, 3393 *note*. *V.* BOURLET.
JOURDAN (A.) — 3519 *note*.
JOUSSELIN (A.) — 1299.
JOUSSELIN (H.) — 2578.
JOUSSELIN (J.) — 971, 999.
JOUSSET — 2483.
JOUVE — 3118, 9.
JOUVE (T.) — 1741.
JOZON (A.) — 2296, 3.
JOZON (P.) — 94 *note*, 1815, 1935, 2117, 2315, 2501, 2618, 2746, 2867, 3096 *note*, 3259, 2; 3591.

JUGE — 2939.
JUIF — 3957, 3.
JULLEMIER (Luc.) — 2847, 3361, 5.
JULLIEN (Isid.) — 1255.
JUNG — 1470.

K

KALINDERO — 173.

KÉRATRY — 467.
KERN — 909.

KOEHLER — 2300. — 3994.
KOENIGSWARTEC — 814, 2170, 3125.
KOEUFFLING — 2093, 5.

KRAFT-EBING — 770 *note*.
KRUG-BASSE — 2186.

KUHLMANN — 1847, 2816.

L

LABADENS — 3893.
LABADENS (J.-A.) — 1742.
LABADIE — 2223, 3.
LABADIE-LAGRAVE — 3799.
LABATUT (Ed.) — 2751.
LABBÉ (J.-E.) — 77, 295, 504 *note*, 575, 743 *note*, 770, 1037 *note*, 1581 *note*, 1595, 1607, 1618, 1634, 1653, 1672, 1693, 1767, 1791 *note*, 1809, 1870, 2147 *note* III, 2148, 2177, 2199, 2521 *note*, 2334 *note*, 2389, 2405 *note*, 2508, 2551 *note*, 2526, 2551, 2603, 2669, 2702 *note*, 2742, 2753, 2871 *note* II, 3008, 3168 *note*, 3229, 3489, 3591 *note*, 3641, 3729 *note*, 3784 *note*.
LABICHE — 1471.
LABORDE — 3118, 10.
LABORDE (A.) — 1337, 1542.
LABORIE — 378, 933, 1989 *note*, 2149, 2178, 2288, 2609, 40; 3425.
LABOULAYE (Ch.) — 2917.
LABOULAYE (Ed.) — 489, 538 *note*, 1086, 1127.
LABOULAYE (Paul) — 1127.
LABROUE de VAREILLES-SOMMIÈRES (Vte Gabr. de) — 3539.
LACAN (Ad.) — 984 *note*, 1078 *note*.
LACAZE — 3331.
LACHAIZE (Gabr.) — 3929.
LACOIN (Fél.) — 776, 795.
LACOINTA (J.) — 3122.
LACOMBE (Eug.) — 2342.
LACOMME — 2790.
LACOSTE — 2029.
LACOUTURE — 1768.
LACROIX (de) — 3645, 4.
LACROIX (Sig.) — 127.
LADEY — 827.
LAFAVERIE (de) — 2845.
LAFERRIÈRE — 235, 859 *note*, 1177 *note*, 1743, 2109 *note*, 2747, 3894.
LAFERRIÈRE (Ed.) — 957, 1032, 3009.
LAFFONT — 2012.
LAFITEAU — 871.
LAFONTAINE — 379, 655, 1670, 1834, 2210, 2364.
LAFOSSE — 2771.
LAGARDE (de) — 3118, 11.
LAGARRIGUE — 1546.
LAGIER (F.) — 86 *note*.
LAGRANGE — 1848.
LAGRANGE (E.) — 2356.
LAGRANGE (J.-J.-E.) — 73 *note*.
LAGUERRE (L.) — 2003.
LAHACHE — 1275.
LAHAYE — 40.
LAHOUT (Hipp.) — 3413, 2.
LAHOVARY — 921, 3118, 12.
LAIGNEL (Ferd.) — 3435, 3674.
LAINÉ — 1412, 2374. — 3802, 8.
LAINÉ-DESHAYES (J.) — 219.
LAIR (Ad.) — 578, 1558 *note*, 2253.
LAIR (Jos.) — 1745, 2985, 3096.
LAJUDIE (de) — 3279.
LALAURE — 1218.
LALLEMENT — 776.
LALOU (J.) — 3320.
LAMACHE — 848 *note*, 895, 1816, 3537.
LAMARQUE — 405.
LAMARTINE (Alph. de) — 1093.
LAMBERT — 3802, 9.
LAMBERT de BEAULIEU — 1577.
LAMÉ-FLEURY (M.-E.) — 1017.
LAMIEUSSENS — 4001.
LAMIRAULT — 3188.
LAMY — 1683.
LAMY (E.) — 3157, 4.
LANCE (B.) — 2731.
LANDOUZY — 3398, 3675.
LANEL — 1617.
LANEYRIE — 3279.
LANFRANC de PANTHOU — 2357, 2604, 3587.
LANG (G.) — 1128.
LANGLOIS — 2263, 3. — 3895.
LANGLOIS (J.) — 3896.
LANGLOIS de l'EURE — 3897.
LANSEL (Ch.) — 1939, 2452, 3753, 3406.
LANUSSE — 2202, 10.
LAPIERRE (H.) — 1817.
LARDENOIS (Fél.) — 263.
LARÈCHE — 3540, 4.
LARNAC — 713.
LAROMBIÈRE (L.) — 2109, 2381.
LARRIEU — 2305.
LARUE (Arm.) — 3493.
LASSIME — 3321.
LATERRADE (A.) — 2854.
LATOUR — 2395, 5.
LATREILLE (J.) — 872, 2271, 2327 2902, 3310, 3311 II.
LATRUFFE-MONTMEYLIAN — 900.
LAUBET (H.) — 1866.
LAUGARDIÈRE (J. Ribaultde) — 340.
LAUGERON — 1493, 3361, 6.
LAULÉ — 3727 *note*.
LAUNAY — 2660, 10.
LAUR (Francis) — 1046.
LAURE (L.) — 1374.
LAURAIN — 666.
LAURAND — 1433.
LAURAS (R.) — 2970.
LAURENS — 78.
LAURENS (L. de) — 1409, 1716 2395, 6.
LAURENT (E.) — 3061.
LAURENT (P.) — 79.
LAURENT (de l'Ardèche) — 2042.
LAURIN — 3532, 12.
LAURIN (A.) — 3832.
LAUTH (Eug.) — 2085.
LAVALLÉE (H.) — 2372.
LAVENAS — 2764.
LAVIELLE — 3097.
LAVIGNE (de) — 1229.

LE BARROIS D'ORGEVAL — 1139.
LEBASTIER (J.) — 922.
LEBAUDY (J.) — 2184, 15.
LEBÈGUE (A.) — 1205.
LEBEL — 2179.
LE BERQUIER (J.) — 838, 1818.
LEBLANC (V.) — 2758 *note*, 2772.
LEBON — 1033.
LEBRUN (A.) — 2272.
LEBRUN (L.-A.) — 722.
LECCA — 1851.
LE CERF (J.) — 2306.
LECERF (R.) — 913.
LECERRE-SAINGERY — 3764.
LECESNE (J.) — 3839.
LECHARPENTIER — 3645, 5.
LECHÊNETIER — 3419.
LE CHEVALIER — 3118, 13, 3438.
LECHEVREL — 2460 III.
LECLERC — 1956.
LECLERCQ (O.) — 156.
LE COINTE — 2132, 4.
LECOMTE — 1227.
LECOMTE (Gust.) — 1331.
LECOMTE (H.) — 1270, 3961.
LECOMTE (Max.) — 980.
LECOMTE (Médéric.) — 3420.
LECOQ — 1420.
LECOQ (P.) — 1456, 3618.
LECOT — 2935.
LEDERLIN — 3629, 11.
LEDRU (Alph.) — 3010.

LEDRU-ROLLIN — 73 *note*, 679 *note*.
LEDUC — 1851.
LEFEBVRE — 2266, 2330, 4.
LEFEBVRE (Alph.) — 450, 712, 733, 740, 754, 923 *note*, 1338, 1582, 1584, 1656, 1696, 1697, 1769, 1779, 1792, 1819, 1841, 1863, 1905, 1931, 1932, 1936, 1942, 1943, 1945, 1947, 1949, 1950 *note*, 1953, 1957, 1961, 1964, 1977, 1978, 1979, 1993, 2028 *note*, 2035, 2040, 2138, 2157, 2218, 2229, 2298, 2313, 2323, 2332, 2365, 2388, 2404, 2436 *note*, 2455, 2456, 2458 *note* I, 2463, 2470, 2474, 2502, 2509, 2513, 2544 *note*, 2560, 2579, 2605, 2617, 2623, 2670, 2672, 2678, 2684, 2694, 2697, 2719, 2749, 2784, 3230, 3260, 3264, 3272, 3439, 3527, 3543, 3556, 3560, 3579, 3595, 3619, 3647, 3649, 3760, 3787, 3793, 3813 *note*, 3819, 3924, 61, 3991.
LEFEBVRE (Fr.-Ern.) — 518, 815.
LEFEBVRE-PONTALIS (Ant.) — 539, 3016 *note*,
LEFILLEUL DE LONGLHUIT — 2184, 16.
LEFORT (J.) — 1968, 2872, I.
LEFORTIER — 3532, 13.
LEFRANC (Vict.) — 1511 *note*.
LEFRANÇOIS — 1577.
LEGAGNEUR — 506 II *note*.
LEGAT (B.-J.) — 264, 2773.
LEGENDRE — 762.
LE GENTIL — 2663.
LE GENTIL (C.) — 80, 203, 278, 582, 599, 1162, 1339, 1461, 1674, 1793, 2000, 2347, 2360, 2414, 2630, 2786, 3296, 3457, 3580.
LÉGER (P.) — 1317.
LÉGEY — 3547.
LE GONIDEC DE PENLAN — 1363.
LE GORREC (Gab.) — 2184, 17.
LE GOST (E.) — 1306.
LE GOUESLIER D'ARGENCE—2255, 2.
LEGRAND — 640.
LEGRAND (Arth.) — 3098.
LEGRAND (Fél.) — 656.
LEGRAND DU SAULLE — 571, 782, 1805, 3245.
LEGRAS — 1472.
LEGRIEL — 640.
LE GUAY (Alb.) — 1018.
LE GUEVAL — 90 *note*.
LE HIR — 1163, 3209, 3853.
LEHMANN (L.) — 265, 2250.
LEHR — 2029.
LE JEMBLE — 2782, 8.
LELIÈVRE — 2348. — 2407.
LELIGOIS (A.) — 2743.
LEMAOUT — 3638.
LEMARCIS (P.) — 3713.
LE MARE (G.) — 1577.
LE MARIGNIER — 3970, 13.
LE MASSON — 2184, 18.
LE MASURIER — 3662.
LE MENUET DE LA JUGANNIÈRE (J.) — 3436.
LE MOIGN — 2132, 5.
LEMOLT et LEMOLT-NETTANCOURT (A.-E.) — 341.
LEMONNIER — 2370, 4.
LEMONNIER DE LORIÈRE — 1029, 2255, 3.
LENOEL (Em.) — 3004.
LENORMAND (P.) — 2442 *note*.
LÉOPOLD — 2855.
LEPAGE (P.) — 1318.
LEPARGNEUX (J.-D.) — 3343.
LE PASQUIER (A.) — 873, 1297.
LE PLAY — 1758 *note*.
LE PRINCE — 1493.
LE RAT DE MAGNITOT (Alb.) — 771.
LERENARD-LAVALLÉE — 2794.
LERENDU (J.-B.-P.) — 2774.
LEROUVILLOIS — 713.
LEROUX — 2247, 4. — 2255, 4. — 3816 *note*.
LEROUX (A.) — 1667, 2580.
LEROUX DE BRETAGNE (A.) — 3935.
LEROY — 3325, 3.
LE ROY — 1452.
LEROY (C.) — 3571.
LE ROYER (E.) — 1042.
LESAGE — 702, 2249, 6.
LESCŒUR — 2666, 3.
LE SELLYER (A.-P.) — 2397.
LE SÉNÉCAL — 1527.
LESENNE (N.-M.) — 208, 532, 573, 577, 694, 923, 1079, 1161, 3714.
LESÉRURIER — 1577.
LESIEUR (P.-H.) — 540.
LESPINASSE (H.) — 185, 663, 792, 936, 1362, 1867, 1892, 1963, 1980, 1987, 2343.
LESTRADE — 1592.
LETERME — 1904 *note*.
LETERTRE — 2040 *note*.
LE TOURNEUR-DUBREUIL — 853.
LETROSNE — 145 *note*.
LEUDIÈRE — 818.
LEVASSEUR — 1649, 1849. — 2752, 1.
LEVAVASSEUR DE PONTIGNY. — 2053.
LEVÉ (A.) — 2529.
LEVEILLÉ (J.) — 2782, 8, 3150, 3344.
LÉVÊQUE — 823 *note*.
LÉVESQUE (Alf.) — 358 *note*, 3665.
LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE (J.) — 287, 3327.
LEVILLAIN — 1770.
LEVITA (J.) — 3898.
LEVYLIER — 1775.
LEWANDOWSKI (J.-V.-L.)—2202, 11.
LEZAUD (Al.) — 2395, 7.

LHOMME — 516, 859 *note*.

LIANDON — 713.
LIÉGEARD (Stéph.) — 1684.
LIÉGEOIS (J.) — 3099.
LIÉNARD — 1698, 2436 *note*.
LIGIER — 3802, 10.
LIMASSET — 2074.
LIMOUZIN (Ch.-M.) — 1080.
LIMOSIN (C.) — 3899.
LIOUVILLE (P.) — 1173 *note*, 3535.
LISLE — 783.

LOBINHES — 3308, 8.
LOCQUIN — 2660, 11.
LOCRÉ (J.-G.) — 2 *note*, 9, 81, 82, 994, 1019, 1129.
LOIR (J.-N.) — 348, 355.
LOISEAU — 453, 612, 2272 *note*, 3068.
LOISEAU (Gust.) — 28 *note*, 86 *note*, 1165, 3950 *note*.
LOISEAU (L.) — 1744.
LOMBARD — 3031.
LOMPRÉ — 2247, 5.
LONFIER (J.) — 4028.
LONGCHAMPT (E.) — 3715.
LONGUEFOSSE (P.) — 3900.
LORAIN — 86 *note*.
LORANDO — 3079.
LOREAU (J.-L.) — 3901.
LOREL — 3361, 7.
LORENCHET DE MONTJAMONT — 1685.
LOÜAULT (Frantz) — 3474.
LOUBERS (H.) — 2159, 2251 *note*.
LOUBET — 3473.
LOUCHET — 288 *note*, 1668.
LOUÈCHE — 3540, 5.
LOUICHE — 1507.
LOUIS — 3532, 14.
LOUIS (G.) — 296.
LOUIS (L.) — 763.
LOUSTAUNEAU — 3244.
LOYSEL — 2794.
LOYSON (Th.) — 476.

LUCAS — 3118, 14. — 3348 *note*.
LUKOMSKI — 1319.
LULÉ-DÉJARDIN — 1570.
LURQUIE — 2660, 12.
LUSSAN — 1473.
LUSSAUD (Al.) — 2395, 8.

LYON — 1334.
LYON-CAEN (Ch.) — 275, 363 *note*, 1173 *note*, 1190 *note*, 1457, 1504, 1917, 2025, 2099, 2998, 3017, 3458, 3834.
LYONNET (D.) — 2117.

M

MAAS — 3210.
MACAREL — 174, 1820.
MACESCO — 3516, 1, 3645, 6.
MACHELARD (E.) — 489 *note*, 1219, 1635.
MADIER DE MONTJAU — 679 *note*.
MADRE (de) — 746, 2442.
MAERTENS — 3355.
MAGIMEL (Ed.) — 937, 2782, 9, 3508 *note*.
MAGNIER (Raym.) — 2203.
MAGNIN (A.) — 695, 723.
MAGUIN — 2660, 13.
MAILHER — 3575.
MAILHER DE CHASSAT (A.) — 175, 186, 196.
MAILLE — 2274, 5.
MAILLEFER — 2484.
MAINTENANT (de) — 2845.
MAISONABE — 1821.
MAISONNIER (H.) — 2384, 4.
MAITREJEAN (F.) — 380, 1528.
MAIZIÈRES (Arm.) — 1166.
MAJOREL (H.) — 316.
MALAPERT (P.-A.-F.) — 808, 981, 1094, 1241 *note*, 2273, 2973, *note*.
MALÉCOT — 2794.
MALEVILLE (J. de) — 11.
MALÉZIEUX — 1802.
MALFAIT-PAUQUET — 1444.
MALLEIN (V.) — 2282, 10.
MALLET (Em.) — 3835.
MALLIARD (de) — 3118, 15.
MALPEL — 1401, 1648.
MALRIC — 2682, 3.
MALVAL — 1493.
MANCHON — 2581, 2754, 9.
MANDET DES LAMIS — 673.
MANESSIER — 2794.
MANGEARD (J.) — 342.
MANGIN — 2398.
MARAIS — 2782, 10. — 3497, 7.
MARAIS (Oct.) — 955.
MARANDOUT — 1474.
MARBEAU (J.-B.-F.) — 3304.
MARC (C.-C.-H.) — 784.
MARC-ARNAULD — 3119.
MARCADÉ (V.) — 83, 657, 683, 1200, 1500, *note*, 1636, 1649, 1925, 1983, 1989 *note*, 2008, 11, 2086,

2110 *note*, 2151 *note*, 2491, 2561, 2616 *note*, 2657, 2664, 2791, 2803, 2871 *note* III, 2874, 3937, 3962.
MARCEL (P.-Léop) — 2641.
MARCHAND (A.) — 90 *note*, 2427 *note*, 2446 *note*.
MARCHANT (C.) — 724.
MARESCHAL (J.) — 1130.
MARET — 1462, 3458.
MARIAGE (J.-B.) — 2898.
MARIE — 1778.
MARIE (J.) — 541, 4028 *note*.
MARIETTE DE WAUVILLE — 836.
MARINIER (L.-A.) — 3953.
MARION — 309, 1493.
MARLY (L.) — 3687.
MARMOL (del) — 1027, 1202, 3562.
MARNIER (L.-A.) — 2318.
MARQUET — 3940, 2.
MARQUET (Aug.) — 3100.
MARS (V. de) — 1112 *note*.
MARSEILLE — 1418.
MARTEAU (Em.) — 3177.
MARTELIN — 3516, 2.
MARTIN — 2682, 4, — 2782, 11.
MARTIN (Ch.) — 1445.
MARTIN (C.) — 3265.
MARTIN (J.) — 2510.
MARTIN (de Pindre) — 1402.
MARTIN (de Strasbourg) — 2373 *note*.
MARTIN-LACROIX (P.-A.) — 428.
MARTINEAU — 1351. — 2344, 6.
MARTINET (Cam.) — 3459.
MARTINI — 1851.
MARTINI (Ch.) — 3429.
MARTOU — 1915, 3399, 3855.
MARTY — 3646, 5.
MARZESCOU — 2223, 4.
MASCAUX (H.) — 2495.
MASCRÉ (Eug.) — 1063.
MASSÉ (G.) — 84, 1500 *note*, 1549 *note*, 1621 *note*, 1649, 1822, 1985 *note*, 2261, 2437 *note*, 2600, 34, 3028.
MASSELIN (O.) — 1325, 2949.
MASSENAT-DÉROCHE (A.-O.) — 247, 2390.
MASSIGLI (Ch.) — 3841.
MASSOL — 1794, 2119, 4016.
MASSOL (H.) — 493, 565, 1414, 2010.
MASSON — 1775.
MASSON (Arm.) — 1571.
MASSON (P.) — 2841.
MASURIER — 2660, 14.
MATHIEU — 646, 702.
MATHIEU (A.) — 1242, 2923 *note* III, 2973, 2999.
MATHIEU (A.-G.-V.) — 285, 489 *note*.
MATHIEU-BODET — 187.
MATHIEU DE VIENNE (A.-R.) — 622.
MAUCLAIRE (H.) — 1475.
MAUCORPS (Max.) — 3194.
MAUGER (J.-B.) — 343.
MAULDE (de) — 982, 1277.
MAURAT — 3540, 6.
MAUREL (J.) — 961.
MAURICE — 157.
MAURIN — 128.
MAURIN (H.) — 2391, 6.
MAURO — 297.
MAUROCORDATO — 1446.
MAURY — 1576.
MAURY (G.) — 2732.
MAYJURON-LAGORSSE — 1795.
MAZEAU (Ch.) — 3011, 3074, 3270.
MAZELIÉ (J.) — 3368.
MAZERAT (A.) — 105 *note*, 129, 1390.
MEAUDRE — 2782, 12.
MEAUME (E.) — 1213, 1823, 3947.
MEESTER (Fr. de) — 2766.
MEHEUDIN — 1493.
MEILLENCOURT (J.) — 2582.
MELIN (L.) — 1906, 2139, 2226, 2499, 2562, 2627, 2716, 2808, 3514.
MÉLINE (L.) — 1608, 3748.
MELINE (J.) — 3239, 3325, 4, 3345.
MENANT (Ch.-A.-Cl.-A.) — 831.
MENESSON (H.) — 2330, 5.
MENNESSON — 2362, 2517.
MEPLAIN (A.) — 542.
MEPLAIN (E.) — 2903.
MERCIER — 1418.
MERCIER (Em.) — 498.
MERCIER DE LA COMBE — 901.
MERCKLEIN — 2282, 11.
MERGER (Ch.) — 2884, 3211, 3240.
MÉRIC DE BELLEFOND (de) — 3475.
MÉRILHOU — 3383 *note*.
MERLIN — 3940, 3.
MERLIN DE DOUAI — 1 *note*, 1649, 2748 *note*.
MERMILLIOD — 461, 462, 466 *note*,
MERSIER (Em.) — 317.
MERSIER (P.-L.) — 648, 3101.
MERVEILLEUX-DUVIGNEAUX — 1542 *note*, 1991 *note*.
MERVILLE — 658, 751, 1001, 1509, 1837 *note*, 1950, 2140, 2583, 2810, 2885, 3460, 3552, 3553, 3634, 3992.
MESTADIER — 1637.
MÉTIVIER — 381.
METMAN — 3461.
METTETAL — 942.
MEUNIER — 2614.
MEUSNIER (C.) — 1271.
MEYER — 1771.
MEYER (H.) — 1810.
MEYNARD DE FRANC — 1042.
MÉZIÈRES — 3645, 7.

MICHAUX (Alex.) — 1589, 1619, 1889, 1927, 2026, 2069, 2443, 2549, 3036.
MICHEL — 1775.
MICHEL (L.-J.) — 962, 1577.
MICHOT (J.) — 400, 3051.
MIE — 475.
MIGNATON — 3499.
MIGNON — 2762.
MIGNONAC (Jos.) — 613.
MILLET — 1272, 2816 *note* I.
MILLION (Ch.) — 2401 *note*.
MILLION (L.) — 2918, 2925.
MILLON — 3290.
MILON (A.) — 353.
MILSANT (J.) — 1746.
MILLY — 3802, 11.
MIMEREL (Floris) — 106 *note*, 554, 1299 *note*, 1850 *note*, 1916 *note*, 1984, 2183, 2212, 2521 *note*, 2584.
MINIER — 2945.
MIRANDE — 1617.
MIREMONT (de) — 2216, 3.
MIRON de l'ESPINAY — 2942.
MIROY — 3964.
MISPOULET — 2180.
MITHAT — 1476.
MITTRE (H.-C.) — 2919.

MOINIER — 2247, 6.
MOITESSIER — 713, 1167.
MOLARD — 1191 *note*.
MOLINEAU (B.) — 3212, 3642.
MOLINIER (L.) — 543.
MOLINIER (V.) — 674, 2087, 2201 *note*.
MOLITOR (J.-P.) — 2110, 3965.
MOLLOT — 1585, 1593, 2695, 2910, 2920, 2925, 3151.
MOLY (A.-G. de) — 394.
MONOD (A.) — 1559 *note*, 2251 *note*.
MONSARRA — 2957.
MONTSARRAT — 3789 *note*.
MONTARLOT (P.) — 3012.
MONTEL (A.) — 2425.
MONTELS — 1486, 2967.
MONTEMBAULT — 1477.
MONTILLET — 3259, 3.
MONTJEAN (A.) — 3213.
MONTLUC (de) — 2239, 3214, 3234 *note*.
MORAND — 2054.
MORAND (V.) — 2037.
MOREAU — 743 *note*, 1651, 36 *note*, 1923 *note*, 2184, 19.
MOREAU (Em.) — 626, 1651, 51, 1852, 2402, 3817 *note*.
MOREL — 991.
MOREL (L.) — 3836.
MOREL (Tranq.) — 3837.
MORELOT (L.-R.) — 111, 637.
MORET — 3462.
MORET (J.) — 4032.
MORILLOT (André) — 1824, 2070.
MORILLOT (L.) — 614, 1131.
MORIN — 136, 2029, 2263, 4, 2373, 2815 *note*. — 3283.
MORIN (Ach.) — 1064, 1597.
MORIN (A.-L.) — 1273.
MORIN (J.) — 2711, 2856.
MORINAIS (de la) — 738.
MORINIÈRE (Ph.-A. de la) — 40.
MOTAIS — 2726.
MOTET (A.) — 785.
MOTTET — 2660, 15.
MOUCHET — 943.
MOULIN (Em.) — 1490.
MOULIN (H.) — 90 *note*, 1391 *note*, 2394 *note*, 3403 *note*.
MOULINARD — 3430.
MOULLARD — 439.
MOULY — 1851.
MOUREAU (de Vaucluse) — 675, 1959.
MOURICAULT — 1948 *note*.
MOURIER (P.) — 3431.
MOURLON (Fréd.) 27, 112, 248, 404, 490, 1095, 1602 *note*, 1609, 1649, 1897, 2217, 2222, 2224 *note*, 2230, 2231, 2265, 2331, 2521 *note*, 2757, 2783, 2804, 2868, 2977 *note*, 3301, 3404, 3463, 3651, 3716, 3749, 3759 *note*, 3769, 3788, 3800, 3808, 3820, 3825, 3936, 3983.
MOUTARD-MARTIN — 1617.
MOUTERDE — 2370, 5.
MOYRET (L.-M.-Cl.) — 3986.

MUGNIER — 2296, 4.
MUGNIER (A.) — 3313.
MULLE — 3229 *note* IV.
MUNIER (J.-B.) — 3069.
MURAY (C.-J.-O.) — 2184, 20.
MURGEAUD-LARION — 2384, 5.

N

NACHET — 468, 2563, 2599, 9, 2698 *note*, 2886 *note*.
NADAULT de BUFFON — 1249, 1263, 2049.
NADAULT de BUFFON (H.) — 888, 1230.
NAMUROY (J.-Ch.-M.) — 1207, 1249.

NAQUET (E.) — 2070 *note*, 2172, 2184, 21.
NAU — 3259. 4.
NAUDIER (F.) — 1020.
NAZ (L.) — 2781.

NELSON-CHIÉRICO — 1577.
NEUVILLE (T.) — 3888.
NEUSS (J.-M.) — 2478.
NEYREMAND (de) — 659, 2480, 2880, 3029.

NICOLAS — 1649. — 3369. — 3970, 14.
NICOLAS (Aimé d.) — 1572, 1590.
NICOLET — 1809 *note*.
NICOLET (V.) — 2240.
NICOLIN — 2585, 3251.
NICOLLET — 3789.
NICOT — 241.
NICQUE (Em.) — 2331, 7.
NIEL — 1853 *note*.
NIOBERT — 3102.
NIOBEY — 3588, 3733, 3806 *note*, 4. 3924, 44, 48, 52, 55.
NION (Alf.) — 1081.
NIVARD — 1775.

NOBLET (F.-F.) — 2259.
NOGENT-SAINT-LAURENS (H.) — 2936.
NOIREL (G.-E.) — 1573.
NOIZET (F.-H.-V.) — 1290.
NOLLEVAL — 2496, 2967.
NORMAND — 2249, 7.
NOUGARÈDE (Aug.) — 3902.
NOUGARÈDE de FAYET — 422, 566, 696.
NOUGUIER (L.) — 287 *note*, 1168, 1380 *note*, 2411 *note*.
NOURRIGAT — 983.

NUSSE — 2967.

NYER (S.) — 481.

O

OBISSIER — 2534.
OBRIOT — 85.

ODIER (P.) — 2435, 3903.
ODINOT — 1910.

OGER du ROCHER — 1747, 2074.
OGERDIAS (Th.) — 3215.

OLIM (B.-L.) — 1463.
OLIN (Xav.) — 188, 963, 1171.
OLIVIER — 2307.
OLIVIER (Edm.) — 697.
OLLIVIER (Ad.) — 2888, 3239 *note*.
OLLIVIER (Em.) — 215 *note*, 488, 527, 2195, 2624, 3030 *note*, 3183, 3403 *note*.

ONFROY de BRÉVILLE (G.-M.) — 3080.
ONOFRIO (J.-B.) — 1748, 2600, 23, 3235 *note*.

OPRÉANO — 1888, 2074.

ORILLARD (Alf.) — 948.
ORSIER (Jos.) — 93 *note*.
ORTIOU — 3924, 9.
ORTLIEB (J.) — 756, 4017.
ORTOLAN — 2350 *note* II.
ORTS (Aug.) — 220.

OSMONT — 2247, 7.
OUDIN (D.) — 1278.
OUDOT — 215 *note*, 411, 698.

P

PAGARD — 843. — 3904.
PAGÈS — 2794. — 3789 *note*.
PAGÈS (A.) — 2386.
PAGÈS (E.) — 3103.
PAGET — 702, 2391, 8.
PAGET (Jos.) — 2160.
PAIGNON (E.) — 1065, 2716 II, 2937, 2986, 3104.
PAILHÉ (E.-Didier.) — 3259, 5.
PAILLARD de VILLENEUVE — 934, 1133 *note*, 1758 *note*, 2891, 2987, 3105.
PAILLIET (J.-B.-J.) — 24, 41, 42, 1218, 1403, 2438.
PAIN — 1536.
PAIXHANS (J.) — 3052.
PALLE (Aug.) — 3291.
PANNIER (Ern.) — 2241.
PANNIER (V.) — 3400.
PANSIER — 1775.
PAPILLON — 3940, 4.
PARADAN — 676, 1037, 1559 *note*, 1780, 1893.
PARANT — 1785.
PARDESSUS — 1220, 1923 *note*.
PARELON (P.) — 2857.
PARENT — 888 *note*.
PARENT-RÉAL — 454.
PARENTEAU-DUBEUGNON (Ed.) — 3250, 6.
PARFAIT-BERTHELOT — 2202, 12.
PARIEU (Esquirou de) — 1256, 2027, 2956.
PARIGOT — 3292.
PARINGAULT — 2294.
PARIS — 702, 2074. — 3279.
PARIS (A.) — 53.
PARISOT (P.-A.-M.) — 603.
PARMENTIER — 1493, 1851, 3598. — 3802, 12.
PASCAL (A.) — 2658.
PASCALIS — 2043, 3488.
PASCAUD (H.) — 1198, 2165.
PASQUAL — 2255, 5.
PASQUES — 2629, 12.
PASQUIER — 3802, 13.
PASQUIER (E.) — 1453, II.
PASSERON — 2614.
PASSEZ — 2536 *bis*, 6.
PASSY (H.) — 3123.
PASSY (L.) — 2608.
PATAILLE (J.) — 1075.
PATINOT (G.) — 3216.
PATTÉ — 54.
PAUL — 2505. — 3346.
PAULE — 2666, 4.
PAULIAC — 3802, 14.
PAULMIER (C.) — 90 *note*.
PAULMIER (L.) — 3971.
PAULTRE (Em.) — 23, 1620, 1658, 1796, 1907, 1975, 2001, 2036, 2167, 2233, 2447, 2481, 2527, 2642, 2647, 2680, 2797, 2812, 3231, 3266 *note*, 3438, 3515, 3520, 3639, 3685, 4002.
PAYEN (Ir.-S.) — 318.

PEAUCELLIER (Cam.) — 1478, 2923.
PÉCOLET — 2093, 6.
PÉCRONNEL — 2660, 16.
PEERBOOM (Van den) — 476 *note*.
PELAGAUD — 1140.
PÉLERIN — 2794.
PÉLISSIÉ de RAUSAS — 1851.
PELLAT — 1388, 2246 *note*, 2648, 3120 I.
PELLAT — 2282, 12.
PELLAULT (H.) — 1257.
PELLEFIGUE — 2359, 3.
PELLETIER — 544, 738, 1418.
PÉNICAUD (R.) — 545.
PÉPIN-LEHALLEUR (E.) — 908.
PÉQUIGNOT — 3727.
PÉRARD (J.) — 2184, 22.
PÉRIER — 2279.
PÉRIER (Ed.) — 2027.
PÉRIER (L.-C.) — 546.
PÉRIN — 1319.
PÉRIN (Ch.) — 3106.
PÉRIN (J.-H.) — 850, 968, 971, 3948.
PERNET — 479.
PERNOT — 3295.
PÉROT — 1169.
PÉROUSE — 1911.
PERPIGNA (A.) — 1170.
PERREAU (A.-J.) — 114, 158.
PERREAU (L.) — 547.
PERRENET — 1300.
PERRIN — 1274. — 3464. — 3497, 8.
PERRIN (Ch.) — 2858, 3241.
PERRIN (J.-B.) — 2278.
PERRIN (L.) — 804.
PERRIQUET (E.) — 1066, 3540, 7, 4937.
PERROCHE — 1376.
PERROT (Alph.) — 2274, 6.
PERROT des CHAUMES — 1077 *note*.
PERSIL (E.) — 3178.
PERSIL (J.-C.) — 3401, 3867.
PESTRE (D.) — 3970, 15.
PETIT — 666. — 3924, 10.
PETIT (le présid.) — 491, 1345, 1379, 3107, 3643.
PETIT (E.) — 1934.
PETIT (Ferd.) — 1245, 2124.
PETIT (P.) — 548.
PETIT de COUPRAY — 2938.
PETIT des ROCHETTES (Ed.) — 2957.
PETIT-DOSSARIS — 702.
PETITON (Cl.-A.-L.) — 499.
PETRONI — 2255, 7.
PEYRET-LALLIER — 1021.
PEYRONNY (de) — 984, 2383, 3255
PEZERIL (A.) — 207, 3118, 16.
PEZZANI (J.-A.) — 437.

PHÉRÉKYDÈS — 1577, 2754, 10.
PHILBERT — 2886, 4033.
PHILIPPE — 3308, 8.
PHILIPPOTEAUX (Aug.) — 3970, 16.
PHILIS (Adalb.) — 1749.
PHILOUZE (P.-H.) — 3179.
PHOTIADÈS — 3940, 5.
PHULPIN — 837.

PIALAT (P.) — 3957 *note*.
PICARD — 1171. — 2859. — 3118, 17.
PICARD (Edm.) — 963.
PICOT — 2835.
PICOT (J.-B.-C.) — 113, 137, 138, 429.
PICOT d'ALIGNY — 2029.
PICQUET (Ch.-M.) — 3970, 17.
PICQUET-DAMESME — 1479.
PIERRON — 2074. — 3308, 10.
PIERSON — 457 II.
PIET — 517, 903.
PIET-LATAUDRIE — 2701, 4.
PIGEAU — 115, 2842, 2843 *note*.
PIGNEROL — 2794,
PIGNOT — 901.
PILASTRE (Ed.) — 519, 1750.
PILAVOINE — 2282, 13.
PILETTE (D.) — 2253 *note*, 2254, 3152.

PILLEMENT — 1686.
PILLEMENT (G.) — 3644.
PILLET-DESJARDINS — 2992 *note*.
PINARD — 631 *note*, 1751, 3845 *note*.
PINCHON — 1039.
PINEAU — 1351.
PINÈDE (Alph.) — 3062.
PINEL (Aug.) — 1307.
PINEL (Cas.) — 786.
PINON — 1851.
PIOLET (Ch.) — 521.
PION (Luc.) — 592.
PIQUAND — 901.
PISON — 1801, 2018.
PISSOT — 3806, *note* 5.
PISTOYE (A. de) — 1264, 2782, 13.
PITTE (L.) — 1172.
PITTI-FERRANDI (de) — 639.

PLACE (de) — 2132, 7.
PLACE (P. de) — 3970, 18.
PLANCHENAULT — 2202, 13.
PLANE (Oct. de la) — 2370, 3.
PLANEL — 3576.
PLANTADE (Théod.) — 3108.
PLANTEAU — 3727.
PLANTERROSE — 2752, 2.
PLANTIER — 666.
PLASMAN (L.-C.) — 395, 2301.
PLÉ — 747.
PLESSIER — 3124, 12, 15.
PLESSY (Ch.-D. du) — 874.
PLOCQUE — 1778.
PLOCQUE (Alph.) — 875.
PLOYER — 3118, 18.
PLUCHET (E.) — 2907.
PLUM — 2794.

POCHANNET (Ern.) — 2130.
POIDEBARD — 3118, 19.
POIGNARD (Dan.) — 2610.
POIREL — 2794.
POISNEL — 2384, 6.
POIZAT (Ad.) — 2330, 6.
POLISU — 2216, 4.
POLIZU — 2967.
PONCELET (F.-F.) — 6, 62, 3402.
PONCET — 1351. — 1775.
PONCHEVILLE (de) — 3259, 7.
PONSET (Alb.) — 4005.
PONSOT (D.-A.) — 3276.
PONT (P.) — 43, 73 *note*, 83, 84 *note*, 90 *note*, 371 *note*, 502, 507, 583, 593, 632, 660, 667 *note*, 677, 679, 708, 1500, 1503 *note*, 1621, 1638, 1826, 1835, 1895, 1916, 1923, 2007, 2076 *note*, 2088, 2289, 2314, 2346 *note*, 2387, 2436, 2491 *note*, 2492, 2531, 2564, 2586, 2616, 2665, 2696, 2712 *note*, 2879 *note*, 2952, 2961, 3005, 3035, 3037, 3076, 3134, 3139, 3257, 3266, 3273, 3277, 3298, 3305, 3311, 3322, 3359, 3360 *note*, 3403, 3411 *note*, 3423, 3488 *note*, III, 3496, 3524, 3561, 3565, 3568, 3577, 3587 *note*, 3616 *note* I, 3667, 3700, 3779, 3780 *note*, 3791, 3809, 3821, 3930.
PORIQUET — 1652.
PORRO (Fél. et Ign.) — 1292.
PORTALIS (J.-M.-E.) — 2, 12.
PORTALIS (Fréd.) — 12.
POSTEL (R.) — 221.
POTEL (Ad.) — 3572.
POTHIER — 145, 151, 155, 1884, 2111, 2438.
POTIER (P.-E.) — 3347.
POUBELLE (E.-R.) — 538 *note*, 2074.
POUGEARD (P.) — 3905.
POUGET (L.) — 3180, 3189, 3232, 3520.
POUGNARD — 3663.
POUGNET (Aug.) — 704, 946, 1066 *note*, 1781, 1930, 2358.
POUGNY — 1775.
POUILLET (Eug.) — 1173.
POUJOL — 1404, 1649, 1709, 2112.
POUJOL (Améd.) — 3109.
POULAIN-CORBION (J.) — 3077.
POULET (A.) — 2974.
POUSSIELGUE — 2508, 5.
POUX-LAGIER — 3957 *note*
POUZET — 1418.

PRADAL (A.) — 2775.
PRADIER (H.) — 1501, 1630, 1797, 4038.
PRADINES — 893, 2458 *note* III, 2977 *note*, 3274.
PRANDIÈRE (de) — 597 *note*, 2367, 2535 *note*.
PRANGÉ (L.) — 2776.
PREDESCO — 3432.
PRÉFELN (Goupil de) — 3477.
PRESTAT — 2995, 5.
PREUX — 242.
PRÉVOST — 2255, 6.
PRÉVOST (de Brebières) — 236.
PRIEUR de la COMBLE (E.) — 3153.
PRIMOT — 2282, 14.
PROTAT — 981.
PROUDHON (J.-V.-B.) — 83, 161, 198, 199 *note*, 809, 851, 924, 1195, 1221, 1651, 2.
PROUDHON (P.-J.) — 930, 1132.
PRUNEAU — 2074.

PUILLE (H.) — 1208.
PUJOS — 3629, 13.
PUSSET — 2193.
PUVIS de CHAVANNES — 1383.

Q

QUANTIN — 1851.
QUATRE (Alph.) — 3465.
QUÉNAULT — 3181.
QUÉNAULT (A.) — 595.
QUÉNAULT (M.-L.) — 1752.
QUESNEL — 3118, 20.
QUINET — 162, 232.
QUINQUET DE MONJOUR — 1617.
QUINTON — 16 *note*.

R

RABATEL (Ern.) — 1529.
RABEC — 1928.
RABOT — 3802, 15.
RAGEYS — 1836.
RAGOBERT — 666.
RAGON (C.-F.) — 1640.
RAMBAUD (Prosp.) — 130, 500, 2074.
RAMBAUD DE LA ROQUE — 3846.
RAMEAU (Ch.) — 350.
RAMOND DE LA CROISETTE — 985.
RANSON — 2302.
RATAUD (F.) — 2119 *note*, 2187, 2975 *note*, 3942.
RATHERY (B.-E.-J.) — 1531.
RATIER (B.) — 876.
RAU — 59, 84 *note*, 936 *note*, 1037 *note*, 1649, 1965.
RAU — 2391, 9.
RAULIN-CHARLEMAGNE — 2637.
RAUTER — 2967, 3370.
RAVEL (Alph.) — 1222.
RAVELET (Arm.) — 222, 666.
RAVEZ — 1923 *note*, 1937, 1998, 2005 II, 2041 *note*.
RAVINET (Th.) — 1004.
RAVON (H.) — 1326.
RAYBAUD DE FAVAS — 3931.
RAYNAL (de) — 504 *note*, 969 *note*, 1042, 1931 *note*, 2544, 2670 *note*, 3810.
RAZE (de) — 1346.
RAYNAUD — 4018.

REBEL — 2939.
REBOUL (Eug.) — 3217, 3237.
RÉGAMIER (E.) — 2415.
RÉDARÈS (Em.) — 2019 *note*.
REGNARD — 555, 877, 2181.
REGNARD (N.) — 1250.
REGNAULT — 623. — 2794.
REGNAULT (A.) — 728, 2416.
REGNAULT (Théod.) — 1174.
REIBELL — 3734.
REIMBERT — 2344, 7.
RÉMUSAT (de) — 3118, 21.
RÉMY (Jos.) — 149.
RENARD — 2071.
RENAUD — 4019.
RENAULT — 2666, 5, 2777.
RENAULT (L.) — 1424.
RENAULT-PARIS — 3110.
RENAULT (de l'Orne) — 2113.
RENAULT-D'UBEXI. *V.* D'UBEXI.
RENDU (Ambr.) — 504, 804, 971, 1175, 1176, 1625, 2350 *note* I, 2419, 3159, 3521.
RENOUARD (A.-Ch.) — 1133, 1177, 1178, 2911.
RÉQUIER (J.) — 1853, 2028, 2037, 2089.
RESBECQ (de) — 2351 *note*.
RESTAURAT — 3647 *note*.
RÉTOUT — 2136.
REUFLET — 3361, 8.
REUTLINGER (Fréd.) — 3053.
REVEL (Th.) — 621.
REVERCHON (E.) — 298, 956, 969 *note*, 1037 *note*, 2297 *note*, 3371, 3845 *note*.
REY — 2765.
REY (P.) — 1009 *note*, 1022, 1023, 1036, 1043, 1335.
REYBAUD — 699.

RIBÉREAU — 2485.
RIBOT (A.) — 246 *note*, 2341 *not*
RICARD (J.-M.) — 1885.
RICHARD — 2536 *bis*, 7.
RICHARD (A.) — 1025.
RICHÉ — 1140.
RICHECOEUR (de) — 482.
RICHEFORT (A.-B.) — 589, 1 91.
RICHELOT (H.) — 116.
RICHEMONT (de) — 852.
RICHER (L.) — 1447.
RICHOUFFTZ (Lud. de) — 2255, 8.
RIDENT — 2754, 11.
RIEDMATTEN (de) — 3970, 19.
RIEFF (C.) — 319.
RIEU DE MARSAGUET — 3118, 22.
RIFFÉ (F.-J.-R.) — 664.
RIFFÉ-CAUBRAY — 87.
RIGAL — 3033.
RIGAL (F.) — 3306.
RIGAUT — 733 *note*, 1415.
RIGOT — 1577.
RIMASSON — 2093, 7.
RING (Nap. de) — 1480.
RINGARD (A.-E.) — 3717.
RIOCHANO — 3982.
RIPERT D'ALAUZIER (de) — 3532, 15.
RISTON — 3863, 3.
RIVES — 878.
RIVIÈRE (H.-F.) — 43, 88, 823,

1649, 2400, 2004, 2075, 2088, 3013, 3718, 3719, 3762, 3780, 4020.

ROBAKOWSKI — 1577.
ROBERNIER (Fél. de) — 1291, 1292, 3906, 3924, 28.
ROBERT — 1758 *note*.
ROBERT (A.) — 315, 1134, 2309.
ROBERT (F.) — 3466.
ROBERVAL — 1481.
ROBILLARD — 2074.
ROBILLARD (Ray.) — 233.
ROBIN — 2622 *note* II, 3727.
ROBINET DE CLÉRY — 249.
ROC — 1351.
ROCHELANDE — 2029.
ROCHER (G.) — 1977 *note*.
ROCHET — 3970, 20.
RODIÈRE (A.) — 236, 860 *note*, 1425, 1623, 1641, 1687, 1710, 2114, 2201, 2319, 2436, 2603, 2655, 2905, 2961 *note*, 2616 *note*.
RODILLON DE CHAPETTE — 1969.
ROE (MONROE. dit) — 2328.
ROGER — 1577, 1851. — 3308, 11. — 3907.
ROGER (Aug.) — 25, 3030.
ROGER (F.) — 2733.
ROGER (Th.) — 925.
ROGIER — 3467.
ROGRON (J.-A.) — 24, 139, 145 *note*, 903, 904.
ROHART — 666, 1179.
ROHAULT ou ROHAUT — 2587, 2624 *note*, 2440, 3806 *note* 5, 3924, 46, 54, 60.
ROLIN-JACQUEMYNS — 299.
ROLLAND — 3416.
ROLLAND aîné — 986.
ROLLAND DE VILLARGUES — 616, 733 *note*, 734 *note*, 1642, 1772, 2259 *note*, 3612, 3769 *note*, 3802 *note*.
ROMBERG (Ed.) — 1084.
ROME (J.) — 2184, 23, 3218.
ROMEU (de) — 3118, 23.
ROMIGUIÈRE — 2989, 3111.
RONDINEAU — 3118, 24.
RONDONNEAU — 10, 26, 44, 328.
RONSIN — 2896.
RONY — 3372.
ROQUIÈRE (Oct.) — 987.
ROSSI — 3856.
ROTHE — 2232, 2.
ROTHSCHILD (J. de) — 243.
ROTOURS (Rob. des) — 1970.
ROTY — 2614.
ROUGÉ — 705.
ROUGET — 738. — 3866.
ROULAND — 752 *note*, 2588, 2600, 19, 2616 *note*, 2831 *note*, 3332.
ROULLEAUX (M.) — 879.
ROULSIN — 2395, 9.
ROUQUEROL — 2282, 15.
ROUQUET (Eug.) 1482.
ROUQUIER — 1376.
ROUSSANNES — 2745, 2.
ROUSSEAU — 558. — 574 *note*.
ROUSSEAU (Rod.) — 1180, 2152, 2310.
ROUSSEAU DE LA COMBE (du). *V.* GUY.
ROUSSEL — 3156, 5.
ROUSSELLIER (H.) — 3497, 9.
ROUSSET — 3735.
ROUSSET (Gust.) — 17, 1279.
ROUSSILHE — 1886, 2634.
ROUSSILLON — 2782, 14.
ROUSTAIN (J.-B.) — 107.
ROUVIÈRE (de la) — 1912.
ROUX — 1577. — 3057, 4. — 3970, 21.
ROUZET (J.-A.) — 3417.
ROY (L.) — 344.
ROYER — 313, 2871, IV.
ROYER (Ch.) — 283 *note*.
ROYER (de), proc. gén., puis prés. — 267, 1035 *note*, 2178 *note*, 3333.
ROYER (C. de). — 1753, 2175, 3.
ROYER-COLLARD — 27, 851 *note*.
ROYAL (F.) — 3794.
ROZAT — 702.
ROZY (H.) — 888 *note*, 1181, 1414 *note*, 2160 *note*, 3867 *note*, 3054.

RUBAT DU MÉRAC — 2344, 8.
RUBEN DE COULDER — 713.
RUDEL DU MIRAL — 931.
RUELLE — 2843.
RUPERT — 423.

S

SABADEL — 1231.
SABATTIER (Gust.) — 988.
SABOURAUD (Gast.) — 3532, 16.
SAGASE (F.) — 772, 880, 1009 *note*, 1359, 2634, 3949.
SAGNIER (J.) — 958 *note*.
SAGOT-LESAGE (J.-Alf.) — 1483.
SAHUC (Em.) — 2344, 9.
SAINT-ALBAN — 3532, 17.
SAINT-AUBIN — 3546.
SAINT-AUBIN (Eug.) — 3801.
SAINT-CHÉREAU (A. de) — 3468.
SAINT-ESPÈS-LESCOT — 1649, 1711.
SAINT-GIRONS — 2614.
SAINT-LANNE-PESSALIER — 3720.
SAINT-LAURENS — 1096.
SAINT-LOUP — 1851.
SAINT-MALO (R. de) — 223, 1258.
SAINT-MARSAULT (Edm. de) — 2899.
SAINT-MARTIN — 1347.
SAIN-NEXENT (Ch. de) — 3908.
SAINT-OMER — 3629, 14.
SAINT-PIERRE (de) — 2794.
SAINT-RAYMOND — 989.
SALATS — 765.
SALLÉ — 1887.
SALLÉ (H.) — 1713 *note*, 3229 *note* II, 3403 *note*.
SALVAGNIAC — 2560, 17.
SALVANDY (P. de) — 1532, 2072.
SALVERTE (G. de) — 1827.
SALVETON — 3488 *note* IV.
SALVIAT — 1196.
SALVIAT (Eug.) — 549.
SANDER-LOTZBECK — 268, 680.
SANSFOURCHE-LAPORTE — 409, 3195.
SANSON — 1484.
SAPEY (C.-A.) — 269, 1791 *note*, 3403 *note*.
SARDOT — 1577.
SARRAU (Edg.) — 2589.
SARRIEU — 909.
SARRUT — 2247, 8, 2940.
SAUDBREUIL — 2871, II.
SAUGER (L.-G.) — 1320, 2896.
SAUTAYRA (J.) — 3190.
SAUVAGE (R.-E.) — 1135.
SAUVALLE — 1891.
SAUVANT (A.) — 345.
SAUVÉ — 3727.
SAUZER — 3325, 5.
SAUZET — 513.
SAVARY — 1197.
SAVATIER-LAROCHE (A.) — 2410.
SAVIGNY (de) — 2117.
SAVOYE (G.) — 3987.
SAVY — 2818.
SCELLE — 1775.
SCHAKOWSKI — 2192.
SCHENCK — 2819.
SCHIRMER — 2330, 7.
SCHMOLL (Is.) — 1182.
SCHOEFFER (P.) — 1888, 2055.
SCHUTZEMBERGER (Fréd.) — 270.
SCIOUT — 1208.
SCLAVOS — 666.
SCOTÉ — 702.
SCRIBE — 2041 *note*.

SÉBAUX — 2255, 9.
SEBERT — 1511 *note* III.
SÈCHEHAYE — 1971.
SÉDILLON (G.) — 550.
SEGHERS (L.) — 2990.
SÉGUR (de) — 1828.
SEILER — 1617.
SELIGMAN (A.) — 83 *note*, 732, 2590, 3962 *note*, 3967, 3997.
SELLES DE BEAUCHAMPS — 3940, 6.
SELLIER — 3721.
SELOSSE — 3978.
SEMAINVILLE (de) — 358 *note*.
SÉNARD — 2262. — 3857.
SÉNÉCA — 2573 *note*, 3009 *note*, 3063.
SÉRÉ — 2184, 24.
SÉRÉSIA (Alf.) — 1419.
SERGENSSE — 1029.
SERGENT — 2860.
SERGENT (F.) — 905.
SERGENT (P.) — 855.
SERIZIAT (H.) — 2635.
SERMET (Philém.) — 320, 396, 906.
SERRES DE MESPLÈS (de) — 3373.
SERRIGNY — 477, 886 *note*, 892, 1243, 1553, 1574, 2320, 2591, 3424, 3950.
SERVILLE — 3802, 16.
SERVIN — 3361, 9.
SEURE (E.) — 3253.
SEVESTRE (P.-Ch.) — 2202, 14.
SÉVIN — 446 *note*, 517, 2892, 3405.
SÈZE (de) — 2785.

SICARD (P.) — 567.
SIMÉON — 1948 *note*.
SIMON (Gabr.) — 773.
SIMOND — 1536.
SIMONNET — 432 *note*, 1416, 2448.
SIMONS (Ch.) — 1375.
SINCHOLLE (A.) — 430, 2659, 2702.
SIRET — 1775.
SIRET (Ach.) — 2469.
SIREY (J.-B.) — 45, 117, 145, 489 *note*, 706, 804, 964, 1998, 3129, 3154, 3566.

SKLADOWSKI — 2637.

SMITH (Val.) — 3968.

SOLEAU (Rob.) — 1434.
SOLOMAN (E.) — 271.
SOLON — 140.
SOLON (L.-C.) — 8.
SOLON (V.-H.) — 990, 1214, 1223, 2279, 2292.
SONNINI — 1321, 2900.
SOREL (Alex.) — 16 *note*, 25, 966 *note*, 971 *note*, 1380, 2394 *note*, 2398, 2411, 3091 *note*.
SORET — 3909.
SORET DE BOISBRUNET — 3118, 25
SOUCHARD — 901.
SOULAGES — 2660, 18.
SOULIER — 1448.
SOUQUET — 1577, 1649.

SOURBÈS (Fél.) — 568.
SOURBETS — 2384, 7.
SOURDAT — 2976.
SOURDAT (A.) — 2394.
SOURY-LAVERGNE — 2614.
SOUSSAY (de) — 2282, 16.

SPANGENBERG (Ern.) — 118.
SPINNAËL (P.-J.) — 90 *note*.

STAINVILLE — 666.
STATESCO — 1617.
STECKERT — 2645.
STIÉVEZ — 2247, 9.
STIRBEY — 2249, 8.
STOFFELS (Alex.) — 2395, 10.
STOÏCESCO (J.) — 244, 3532, 18.
STÖLZEL — 300.
STOULS (Ern.) — 3970, 22.
STOURM — 993.
STROHL — 1576.

SUBRA — 2016.
SUIN — 492 *note*, 1652.
SULPICY — 46.
SURCOUF (Alf.) — 569.

T

TABARAUD — 441
TABARY — 2056. — 2536 *bis*, 8. — 3308, 12.
TACHARD — 2497.
TAGUET — 787.
TAILHADE — 2673, 2698.
TAILLANDIER — 1133 *note*, 1136.
TAILLE (de la) — 2391, 10.
TAILLEFER (A.) — 3433.
TAILLEUR (A.) — 1137, 3155.
TAISNE — 2282, 17.
TALANDIER — 397.
TALFOURD (Th. Noon) — 1127.
TALON (Ch.-Em.) — 2962.
TALVANDE — 3118, 26.
TAMBOUR (Ern.) — 1044, 1688.
TAMBOUR (J.-Ed.) — 1575.
TAMISIER — 811, 2184, 25.
TANON (L.) — 793.
TAPONNET — 2093, 8.
TARDIEU — 702, 2391, 11.
TARDIEU (A.) — 3246.
TARDIF — 864, 1313.
TARDIF DE MOIDREY (L.) — 2377.
TARRIBLE — 725, 1224, 3406.
TARTARI — 3279.
TARTARIN (Ed.) — 1381.
TASCHER (de) — 844.
TASSART — 1761.
TAUDIÈRE (P.) — 2565.
TAULIER (A.) — 3293.
TAULIER (J.-Fréd.) — 89, 1648.
TAYLOR (A.-S.) — 3246.
TAYRAC (de) — 1901.

TEICHMANN (Alb.) — 301.
TELLIEZ (René) — 1183.
TEMPLIER — 2967.
TENIN — 3722.
TERLINDEN (R.-F.) — 2479.
TERMES (de) — 713.
TERRAT — 1517 III, 1610.
TESSIER (H.) — 2514, 2592, 2613, 2636, 2649, 2653 *note*.
TESTA — 1972.
TESTEMALLE — 3434.
TESTOUD — 2321.
TEULET — 28, 46.
TEYSSIER-DESFARGES — 2820, 2830.

THÉBAUDIÈRE (de la) — 738.
THÉODORESCO — 2344. 10.
THÉODOSIADÈS (M.-G.) — 176.
THÉOTOKY — 3279.
THÉRY — 992.
THÉRY (G.) — 512 *note*.
THEURAULT — 2057.
THEUREAU — 1067.
THÉZARD (J.-J.-O.-L.) — 1211, 1530, 1997, 3988.
THIBAULT-LEFEBVRE — 1829.
THIÉBAULT (A.) — 1321, 2900.
THIÉBLIN — 2344, 11.
THIERCELIN (H.) — 431, 508, 1177 *note*, 1651, 53, 1852 *note*, 1931 *note*, 2008 III, 2334 *note*, 2335 *note*, 2422, 2512 *note* I, 2540, 2869, 3790 *note*, 3817 *note*, 4027 *note*.
THIÉRET de LUYTON (de) — 1775.
THIÉRIET — 633, 3113.
THIERRY — 811.
THIERS (A.) — 932, 3924, 27.
THIESSET — 2794, 3279.
THIPHAINE — 3407.
THIRION — 1184.
THIRIOT (Ch.) — 2498.
THIROUX — 2029, 2153.
THIRY (E.-V.) — 1538, 2906, 2020, 3032.
THOLOUZE (de) — 3910, 4021.
THOMAS — 32 *note*. — 2536 *bis*, 9.
THOMAS-LATOUR (Améd.) — 1384.
THOMINE-DESMAZURES — 1861, 2646 *note*.
THOREL-LEBLOND — 2593.
THOUREL (A.) — 351, 888 *note*.
THULIÉ (H.) — 788.
THUREAU — 2029.
THUREAU-DANGIN — 2991.

TILHET — 776.
TILLARD (L.) — 1591, 2550.
TILLAYE — 3279.
TILLIER — 2614.
TIPHAINE — 2223, 5.
TIRMAN — 2782, 15.
TISSANDIER — 1405, 1712, 3408.
TISSIER (Ch.) — 3219.
TISSOT (Am.) — 1754.
TISSOT (J.) — 432, 455, 570, 930 *note*.

TODROS — 551.
TOLRA de BORDAS (J.) — 1773.
TOUBIN — 2249, 9.
TOUCHE — 3279.
TOULLIER (C.-B.-M.) — 90, 1649, 2748, 3409.
TOURVILLE (A. de) — 358.
TOUSSAINT — 483, 2682, 5
TOUSSAINT (C.-J.) — 805.
TOUSSAINT de QUIÈVRECOURT — 3279.
TOUTAIN — 2282, 18.
TOUZAUD (Dan.) — 2125.

TRAGIN — 3924, 51.
TRAHAUD — 666.
TRÉBUTIEN — 2074.
TREITSCHKE — 2963.
TRÉMOULET — 1293, 3911.
TRENCART (P.) — 1435, 2953.
TRENTY — 2536 *bis*, 10.
TRIBOU — 2752, 3.
TRIBOULEZ — 3629, 15.
TRINQUET — 1851.
TRIPIER (L.) — 29, 1236, 2861, 2959. 2992.
TROCHON (Alb.) — 189, 224.
TROLLEY (Alf.) — 2280, 2744.
TROPLONG — 91, 926, 1540, 1643, 1648, 1713, 1755, 1798, 2186 *note*, 2437, 2475, 2653, 2708, 2836, 2844, 2964, 3078, 3135, 3140, 3258, 3278, 3307, 3323, 3348, 3360, 3410, 3613, 3723, 3938.
TROUILLART (Am.) — 1756.
TROUILLES (C.) — 642.
TROUILLIER (Aug.-Cas.) — 1485, 1517 II.
TRUCHOT — 2282, 19.
TRUFFAUT (H.) — 1185.
TUEFFERT — 3118, 27.

TULLAYE (de la) — 1244.
TURPAULT — 2754, 12.
TURPIN — 2660, 19.
TUVACHE — 3924, 7.

U

UBÉXI (Renault d') — 358 *note*, 382, 1429, 1596, 2032 III *note*.

UNAL (Sal.-Et.-Ch.-Alb.) — 3284.

URTIN (A.) — 1830.

USQUIN (Em.) — 3912.

V

VACHEZ — 3374.
VACQUIER (Ern.) — 272, 803.
VAGNAT (J.-M.) — 1322, 2946.
VAILHÉ — 2403.
VAINKER — 3361, 10
VALABRÈGUE (E.) — 666, 803, 1066 *note*, 1689, 1951, 2476, 2536, 2542.
VALDENAIRE — 3847.
VALENTIN (G.-B.) — 726.
VALETTE — 2242.
VALETTE (A.) — 86 *note*, 198, 199, 489 *note*, 634, 756 *note*, 1521 *note*, 1547, 1579, 1644, 1786, 1809 *note*, 2076 *note*, 2291 *note*, 2458, 2594, 2700, 2708 *note*, 2977 *note*, 3411, 3503, 3504, 3528, 3544, 3630, 3652, 3753 *note*. 3772, 3863 *note*, 3868.
VALLÉE (O. de) — 627 *note*, 700, 1809.
VALLENTIN (Flor.) — 359.
VALLER — 3294.
VALLOIS — 2782, 16.
VALROGER (prof. de) — 1417, 1690, 2397 *note*, 2403 *note*, 3724.
VALROGER (L. de) — 894 *note*, 984 *note*, 1376, 3830, 3835 *note*.
VANEL — 2666, 6.
VANEY — 2794.
VAN ALLEYNER (Gust.) — 2766.
VAN HUFFEL — 2941.
VAN WETTER (P.) — 159, 2013.
VANIER (J.-R.) — 1353.
VANNIER — 1143, 2312.
VARAMBON — 279, 2794.
VARÉ — 3645, 8.
VARIN — 1851.
VAREILLES-SOMMIÈRES (Gabriel de Labroue de) — 2131.
VASSELLE — 1577.
VASSEROT — 2860.
VATIMESNIL (H. de) — 109 *note*, 215 *note*, 228 *note*. 862 *note*, 1176 *note*, 1923 *note*, 2006 *note*, 2394 *note*, 3073 *note* II, 3869, 3924, 34.
VATIN — 3848.
VAUDRUS — 3940, 7.

VAUGEOIS (A.) — 503 *note*, 810, 1212, 2009, 2299, 2316, 3312, 3557.
VAULOGÉ — 2794.
VAUVILLIERS (V.) — 3412.
VAUZANGES (A.) — 3220, 3242.
VAVASSEUR (A.) — 94 *note*, 1325 *note*, 1645, 2441, 2515, 2522, 2558, 2595, 2709, 2895, 2965, 2977, 2993, 3014, 3243, 3267, 3378, 3743, 3913.
VAZEILLE (P.-A.) — 424, 701, 1406, 1649, 1714, 3939.

VEAUCE (de) — 1757.
VENANT (A.) — 204, 410, 2439
VENTAVON (E. de) — 383.
VENTE (A.) — 2870.
VERDIER (Fern.) — 1533, 2073, 2100, 2523, 3725, 3773, 3813 *note*.
VERDIÈRE (de) — 1576.
VERGÉ (Ch.) — 36, 84, 1165.
VERMOT (Ed.) — 3233.
VERNET (Pr.) — 1622, 1625 *note*, 1640 *note*, 1646, 1649, 1705 *note*, 1837, 1850, 1871, 2524, 2794, 3437, 3657.
VERNHES — 2202, 15.
VERNY — 93 *note*.
VERSIGNY (F.) — 3221.
VÉRY (P.) — 3662 *note*, 3911 V *note*.
VÉTU — 2921.

VIAL — 2395, 11.
VIALLA (Et.) — 832.
VIARD — 3802, 17.
VIARDOT — 2450. — 3308, 13. — 3727.
VIAUD (J.-L.-J.) — 529.
VIBERT (G.) — 3222.
VIDAL — 47, 2120.
VIDAL (H.) — 1186.
VIELLARD-BARON — 1617.
VIELLE — 1647, 2596, 2805.
VIENNE (de) — 2121.
VIGAROZY — 1762.
VIGIÉ (Alb.) — 3975.
VIGNEAUX — 2074, 2614.
VIGNERTE — 1775.
VIGNON (L.-P.) — 3116.
VILLAGROSE — 941.
VILLARD — 2901.
VILLEDIEU (E.) — 3055.
VILLEDIEU de TORCY — 1227.
VILLEFORT — 2115.
VILLEFOSSE (de) — 1026.
VILLEMAIN (Math.) — 3471.
VILLEMARTIN (Nic.) — 92.
VILLEMONTE (Marc.) — 1921.
VILLEPIN (G. de) — 2736.
VILLEQUEZ (P.-F.) — 1360, 1382, 1774, 2290, 2412, 2806.
VILLETARD dê LAGUÉRIE — 3308, 14.
VILLEY (Edm.) — 799, 2282, 20.
VILLEY-DESMEZERETS — 2660, 20.
VILLIERS — 2282, 21.
VINCENT (J.) — 206, 828, 4034.
VINGTAIN (L.) — 883 III, 2330, 8.
VIOLLE (F.) — 3726.
VIOLLAUD (F.-M.-N.) — 398.
VIOLLET (J.-B.) — 1187.
VION (E.) — 2872 III.
VITALIS (H.) — 1594.
VITARD (A.) — 1259.

VOET (J.) — 157.
VOLLAND — 3325, 6.
VOLLET-RÉVILLON — 2344, 12.
VOURIOT (A.-J.) — 840, 841.

VRAC — 2660, 21.
VRAINE — 1617.
VRAYE — 1068, 3024, 57.

VUATINÉ (C.) — 1069.
VUILLIAUME (F.) — 119.

W

WAGNER (Ch.) — 273.
WALDECK-ROUSSEAU — 40, 3617.
WALLUT — 3118, 28.
WALTER — 2966.
WARTEL — 748.
WASMER — 2469.
WATELLE — 2029.
WATRIN — 2395, 12.
WATTEVILLE (Ad. de) — 845.

WEBER (E.-Alf.) — 2511.
WEGMANN — 3750.
WEISS (A.) — 947.
WENCKER — 2536 *bis*, 11.
WENGER — 2223, 6.
WESTLAKE — 302.
WESTOBY (W.-A.-S.) — 274.
WEYMANN — 1376.

WIART (E.-P.-T.) — 940.
WILHELM (A.) — 131.
WILLM (Alph.) — 1492.
WINDSCHEID (B.) — 2281, 3969.

WODON (L.) — 854, 881.
WOLBOCK — 1592.
WOLOWSKI (L.) — 84 *note*, 965, 1009 *note*, 1190, 1260, 2989 *note*, 2994, 3120 *note* II, 3858, 3870.
WORMS — 2978, 3018.
WORMS de ROMILLY — 3970, 23.
WURTH — 1758.

Y

YMBERT (Th.) — 163, 190.

YURYEWICS (de) — 2754, 13.

Z

ZACHARIÆ — 59, 84, 93.
ZACHARIÆ de LIGENTHAL — 2379,
ZANOLE — 3522.

ZEUCIANU — 2660, 22.
ZEYS — 3914.

Zix (P.) 191.

ANONYMES.

A. — 741. — 2821.
A*** — 3838.
A. G. — 1096.
A. G. D. — 322.
A. T. H. — 612 *note*.

B. — 125, 1510.
B*** — 2466.

C — 1876. — 3655.
C (Et.) — 3223.
C. D. — 647, 882, 1505.

CHÉR. de D. (l'abbé) — 465.
E. — 1048 *note*.
E. P. B. — 2170, 2322.

G*** — 2872, IV.
G. (Ch.) — 468 *bis*.

H. — 2793, 3523.
H. (M. de) — 3654.

J. — 456.
J. M. D*** — 1407, 1715.

Un Magistrat de province — 2670

N. M. — 3126.

P. C. — 2134 *note*.
P. J. A. L. — 3915.
P. P. — 3916.

V. J. V. G. — 840 (*V.* VOURIOT.
V. M. — 1426.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DE QUELQUES MATIÈRES ACCESSOIRES, RATTACHÉES A DIFFÉRENTS TITRES DU CODE CIVIL.

A

Pages.

ACTIONS possessoires, nos 3951 et suiv. 344
ALIÉNÉS — Études médico-légales sur les Aliénés 72
— Critique de la loi sur les Aliénés 73
APPRENTISSAGE — Loi du 22 février 1851 sur l'Apprentissage 260
ASSOCIATIONS religieuses, littéraires et scientifiques, etc. *V.* COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES et SOCIÉTÉS.
ASSURANCES contre l'incendie 281
— militaires 286
— sur la vie 282
— terrestres 280

B

BATIMENTS — Législation des bâtiments 118
BIENS COMMUNAUX 83
BOURSE (Jeux de) 278
BREVETS D'INVENTION 103

C

CADASTRE 115
CARRIÈRES 91
CERCLES, CLUBS, etc. 272
CHEMINS 78
CHEMINS ruraux et de desserte 121
COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES 28
COMMUNES — Loi du 10 vendémiaire an IV sur la Responsabilité des communes. 215
COMPTE-COURANT 200
CONJOINT SURVIVANT. — Loi sur les droits successifs du conjoint survivant. . . 135
CRÉDIT FONCIER 335

D

DESSINS DE FABRIQUE 103
DOMAINE PUBLIC 77
DRAINAGE — Loi des 10-15 juillet 1854 sur le libre écoulement des eaux . . . 112

E

Pages

ÉDIFICES PUBLICS 83
EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique 88

F

FLEUVES 76
FROMAGERIES 272

H

HYPOTHÈQUE MARITIME — Loi du 10 décembre 1874 sur l'Hypothèque maritime. 334
HYPOTHÈQUES — *V.* RÉFORME HYPOTHÉCAIRE.

I

IRRIGATIONS — Lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847 113

L

LOYERS — Loi du 13 février 1872 sur le privilège des bailleurs 302

M

MAGASINS GÉNÉRAUX, n° 3380. 296
MAJORATS — Loi du 20 mai 1835 160
MARQUES DE FABRIQUE 103
MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES 91
MONTS-DE-PIÉTÉ, n° 3381.

O

OFFCES MINISTÉRIELS — Propriété des Offices ministériels. 96
— Ventes et cessions d'Offices ministériels 252
— Privilège du vendeur en matière de cession d'Offices 304

P

PERSONNES MORALES 28
PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE 99
— INDUSTRIELLE 103
— INTELLECTUELLE 98
— des Offices ministériels 96

Q

QUOTITÉ DISPONIBLE — Cumul de la Quotité disponible et de la Réserve . . . 144

R

REPRISES — Question des Reprises de la femme commune 227
RÉSERVE — V. QUOTITÉ DISPONIBLE.
RESPONSABILITÉ des Communes. — V. Communes.

Pages.

RIVAGES DE LA MER, etc. 82
RIVIÈRES, etc. 79
ROUTES 78
RUES 78
RÉFORME HYPOTHÉCAIRE 336

S

SERVITUDES MILITAIRES 118
SERVITUDES DE VOIRIE. 117
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES — Loi des 24-27 juillet 1867 270
— FROMAGÈRES 272
— LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES. 272
— DE SECOURS MUTUELS 271
— SYNDICATS. Associations syndicales. Loi du 21 juin 1865. 271

T

TESTER — Droit de tester et liberté testamentaire 134
TITRES AU PORTEUR — Loi des 15 juin-5 juillet 1872 sur les Titres au porteur perdus ou volés 330
TRANSCRIPTION — Loi du 23 mai 1855. 322

U

USURE — Loi du 3 septembre 1807. 273

V

VENTE ET CESSION D'OFFICES MINISTÉRIELS. . . . . 252 et 304
VICES RÉDHIBITOIRES — Loi du 20 mai 1838 247
VOIRIE — *V.* SERVITUDES
VOISINAGE — Rapports de voisinage 118

A

ACTIONS possessoires, n^{os} 3951 et suiv
ALIENES - Etudes médico-légales sur les Aliénés
ALIENES - Critique de la loi sur les Aliénés
APPRENTISSAGE - Loi du 22 février 1851 sur l'Apprentissage
ASSOCIATIONS religieuses, littéraires et scientifiques, etc. V. COMMUNAUTES RELIGIEUSES et SOCIETES.
ASSURANCES contre l'incendie
ASSURANCES militaires
ASSURANCES sur la vie
ASSURANCES terrestres

B

BATIMENTS - Législation des bâtiments
BIENS COMMUNAUX
BOURSE (Jeux de)
BREVETS D'INVENTION

C

CADASTRE
CARRIERES
CERCLES, CLUBS, etc
CHEMINS
CHEMINS ruraux et de desserte
COMMUNAUTES RELIGIEUSES
COMMUNES - Loi du 10 vendémiaire an IV sur la Responsabilité des communes
COMPTE-COURANT
CONJOINT SURVIVANT. - Loi sur les droits successifs du conjoint survivant
CREDIT FONCIER

D

DESSINS DE FABRIQUE
DOMAINE PUBLIC
DRAINAGE - Loi des 10-15 juillet 1854 sur le libre écoulement des eaux

E

EDIFICES PUBLICS
EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique

F

FLEUVES
FROMAGERIES

H

HYPOTHEQUE MARITIME - Loi du 10 décembre 1874 sur l'Hypothèque maritime
HYPOTHEQUES - V. REFORME HYPOTHECAIRE.

I

IRRIGATIONS - Lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847

L

LOYERS - Loi du 13 février 1872 sur le privilège des bailleurs

M

MAGASINS GENERAUX, n° 3380
MAJORATS - Loi du 20 mai 1835
MARQUES DE FABRIQUE
MINES, MINIERES ET CARRIERES
MONTS-DE-PIETE, n° 3381.

O

OFFCES MINISTERIELS - Propriété des Offices ministériels
OFFCES MINISTERIELS - Ventes et cessions d'Offices ministériels
OFFCES MINISTERIELS - Privilège du vendeur en matière de cession d'Offices

P

PERSONNES MORALES
PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE
PROPRIETE INDUSTRIELLE
PROPRIETE INTELLECTUELLE
PROPRIETE des Offices ministériels

Q

QUOTITE DISPONIBLE - Cumul de la Quotité disponible et de la Réserve

R

REPRISES - Question des Reprises de la femme commune
RESERVE - V. QUOTITE DISPONIBLE.
RESPONSABILITE des Communes. - V. Communes.
RIVAGES DE LA MER, etc.
RIVIERES, etc.
ROUTES
RUES
REFORME HYPOTHECAIRE

S

SERVITUDES MILITAIRES
SERVITUDES DE VOIRIE
SOCIETES COOPERATIVES - Loi des 24-27 juillet 1867
SOCIETES FROMAGERES
SOCIETES LITTERAIRES ET SCIENTIFIQUES
SOCIETES DE SECOURS MUTUELS
SOCIETES SYNDICATS. Associations syndicales. Loi du 21 juin 1865

T

TESTER - Droit de tester et liberté testamentaire
TITRES AU PORTEUR - Loi des 15 juin-5 juillet 1872 sur les Titres au porteur perdus ou volés
TRANSCRIPTION - Loi du 23 mai 1855

U

USURE - Loi du 3 septembre 1807

V

VENTE ET CESSION D'OFFICES MINISTERIELS
VICES REDHIBITOIRES - Loi du 20 mai 1838
VOIRIE - *V.* SERVITUDES
VOISINAGE - Rapports de voisinage